



HAL
open science

BARRES, MAURRAS et PEGUY face au germanisme (1870-1914)

Philippe Bedouret

► **To cite this version:**

Philippe Bedouret. BARRES, MAURRAS et PEGUY face au germanisme (1870-1914). Histoire. ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES, 2005. Français. NNT : . tel-01511730

HAL Id: tel-01511730

<https://theses.hal.science/tel-01511730>

Submitted on 21 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES

Sciences historiques et philologiques

BARRES, MAURRAS et PEGUY face au germanisme (1870-1914)

Thèse de doctorat présentée par
Philippe BEDOURET
sous la direction de M. Jacques LE RIDER,
directeur d'études.

Jury :

- Frédéric BARBIER, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, directeur de recherche au CNRS
- Jean-Luc CHABOT, rapporteur, professeur à l'Université Pierre Mendès France (Grenoble II)
- Pierre CITTI, rapporteur, professeur à l'Université Paul Valéry (Montpellier III)
- Jacques LE RIDER, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes

Date : **28** mai 2005

A ma mère Josette MIEGEMOLLE-BEDOURET, à ma sœur Sylvie LE PEUCH,
à mon neveu Maxence LE PEUCH,
A la mémoire éternelle de Charlotte STERNBERG, de mon père Camille et de
mon grand-père Henri MIEGEMOLLE.

Heureux qui, volontiers, évoque ses ancêtres,
Aime à raconter leurs hauts faits
Et, tranquillement, se réjouit
D'être le dernier chaînon
De cette belle descendance !
Car ce n'est pas tout d'un coup
Qu'une race extrait de son sein
Le demi-dieu ou bien le monstre.
Les bons ou les méchants se succèdent longtemps,
Avant que leur lignée apporte au monde enfin
L'épouvante ou la joie.

Johann Wolfgang von GOETHE,
Iphigénie en Tauride, Acte I, Scène III,
traduction de Jean Tardieu, Théâtre complet,
Paris, Gallimard, Pléiade, 1951, p. 396-397

Introduction	10
Première partie : Le « germanisme », comme représentation conceptuelle déterminante chez Barrès, Maurras et Péguy	21
<i>Titre premier : De trois processus de représentation à trois produits</i>	21
Chapitre premier : L'angoissant triomphe de la « puissance de l'abstraction » dans une signification barrésienne	22
Section 1 : D'une influence culturelle germanique personnelle acceptée à une angoisse globale.....	23
§ 1 : L'influence culturelle germanique acceptée de sa jeunesse.....	24
I) Dans l'édification du culte du Moi barrésien et jusque dans les méthodes pour le transcender.....	27
II) Dans une approche singulière du socialisme.....	52
§ 2 : L'angoisse face à l'énergie et à la force retrouvées par la nouvelle Allemagne.....	69
I) Du temps de latence de son traumatisme infantin, à une névrose obsessionnelle d'adulte.....	69
II) La psychose barrésienne d'une déficience générale de la France.....	88
Section 2 : Une domination de l'abstraction et de la force.....	98
§ 1 : Le triomphe envahissant de la force de l'abstraction.....	98
I) Le triomphe de l'homme abstrait « esclave du devoir ».....	100
II) Un réquisitoire barrésien systématique.....	115
§ 2 : Face à la « dépendance », à la « dépersonnalisation » et à la « domination » de la France.....	119
I) L'affirmation d'« une dépendance culturelle inconsciente ou acceptée », et d'une « dépersonnalisation de la France ».....	120
II) L'angoisse face à la force du pangermanisme.....	128
Chapitre II : L' « intolérable consécration » de l'individu allemand dans une signification maurrassienne	138
Section 1 : Une « peur obsessionnelle » à l'origine d'un enchaînement systématique...	142
§ 1 : Le « moi » maudit et transféré à une origine germanique exclusive.....	143
I) L'origine du « mal » dans l'individualisme luthérien.....	144
II) A sa consécration dans le primat « du moi rationnel et humain kantien ».....	152
§ 2 : Le « moi » transformé en cause adéquate de la « déviance du pangermanisme ».....	167
I) Du « culte fichtéen du moi allemand » au « culte du nous pangermaniste ».....	167
II) La systématisation d'une angoisse	183

Section 2 : « Un barbarisme sur une barbarie »	188
§ 1 : La « fixation maurrassienne » sur le pouvoir de transmission des « trois contagions allemandes » de la non-acceptation	189
I) La Réforme	191
II) La Révolution	199
III) Le Romantisme	207
§ 2 : Un « impérialisme germanique » qui se réclame de ses origines face à une « anomie française»	217
I) Le droit des pangermans à « l'Empire ».....	217
II) Face à « l'obsession maurrassienne » d'une « dégénérescence » de la France.....	227
Chapitre III : L'aversion pour le « symbole de la brutalité » du nouvel âge moderne dans une signification péguyste.....	241
Section 1 : D'une découverte, d'une critique, puis d'un choc bouleversant et fécond.....	242
§ 1 : Une découverte à partir d'une critique des socialismes allemands et de la morale kantienne.....	242
I) D'une solide étude à une critique des socialismes allemands.....	242
II) D'une forte influence de la morale kantienne à sa critique absolue	276
§ 2 : Le choc fécond d'une angoissante révélation.....	289
I) D'une incubation post-traumatique suite à 1870 à une hypothèse en forme de regret.. ..	289
II) Un choc psychique suite à une angoissante et mortelle révélation.....	294
Section 2 : La disconfirmation : « l'Empire, c'est l'Allemagne et sa modernité, pas la France ».....	30
2	
§ 1 : Le paradigme de l'Empire	302
I) De la qualification de « race de servitude » à l'intérieur, à celle de « race de proie » à l'extérieur.....	303
II) La dominance d'une « modernité traumatisante ».....	310
§ 2 : Du partiel et du partial à un inverse nécessaire.....	314
I) Une vision partielle et partiale.....	315
II) Un inverse nécessaire	320

Titre II : D'une relative hétérogénéité des processus à une relative homogénéité des produits conceptuels

.....	324
Chapitre premier : Une relative hétérogénéité des processus	324
Section 1 : Une relative hétérogénéité dans la construction	324
§ 1 : Trois jeunesses françaises	325
I) L'influence d'un traumatisme infantin	325
II) Des rythmes originaux de développement	329
§ 2 : Des objets d'études particuliers	332
I) Un choix déterminé par des héritages culturels	332
II) Des objets d'études fréquemment dissemblables, mais parfois communs	337
Section 2 : Une relative hétérogénéité dans les caractéristiques	351
§ 1 : Puissance de transformation et infidélité au réel	351
I) La diversité des puissances de transformation	351
II) Les infidélités singulières au réel	353
§ 2 : L'influence et la permanence obsessionnelles	355
I) Un processus fondateur ou transformateur	355
II) Un processus obsessionnel	357
Chapitre II : Une relative homogénéité du produit	360
Section 1 : Du rejet d'une « dominance » à la dénonciation d'une « dangerosité germanique »	360
§ 1 : Une systématisation des critiques de « l'impérialisme » de la culture et des valeurs allemandes	360
I) Le vecteur culturel allemand comme « outil de domination »	360
II) La « preuve par Nietzsche »	364
§ 2 : La dénonciation commune de la « déviance » de la nouvelle Allemagne	384
I) La barbarie comme « symbole » de la nouvelle énergie nationale allemande	384
II) Les volontés d'expansion du pangermanisme	388

Section 2 : Une crise d'anxiété déstabilisante face à la « déficience française »390

§ 1 : A partir de « l'expérience d'impuissance » de 1870-1871, les affaires et les crises
internationales.....390

I) Une défaite symbolique, pour des « vaincus symboliques ».....391

II) L'affaire Dreyfus et le poids des crises marocaines comme des signes angoissants.....395

§ 2 : Le sentiment d'un « déclin mnésique » de la France.....403

I) La dénonciation de l'abandon de l'idée de la Revanche, au profit d'une politique coloniale « boulimique ».....403

II) Le point ultime du produit « être ou ne pas être » pour la France.....408

**Deuxième partie : Le « germanisme » comme déclencheur et
régulateur incomplet du nationalisme « post-
Sedan ».....411**

***Titre premier : L'influence psychologique de leur « germanisme » sur Barrès,
Maurras et Péguy***
.....412

Chapitre premier : Barrès ou la France redéfinie par ses racines412

Section 1 : Un traitement aversif contre « la faiblesse française ».....413

§ 1 : Le paradoxe de l'utilisation d'une méthode fichtéenne de traitement.....413

I) Un traitement à partir de la défaite et de la division413

II) Un traitement à partir de l'« affaiblissement » et de sa conséquence : la « décadence ».....422

§ 2 : La volonté affirmée d'unir et de renforcer le peuple français426

I) L'union, mais l'union incomplète426

II) Une recherche empirique d'efficacité face au « germanisme ».....433

Section 2 : Un conditionnement nationaliste par le déterminisme français439

§ 1 : L'enracinement à un terroir et à ses morts comme thèse support d'un conditionnement national... 439

I) Le triomphe du relativisme et de l'instinct440

II) L'accession à « un idéal héréditaire français ».....450

§ 2 : L'exaltation des énergies françaises dans le culte de la Revanche461

I) Le triomphe nécessaire des énergies nationales461

II) Un but politique principal : La guerre, la victoire et la dissolution de l'Allemagne.....473

Chapitre II : Maurras ou la prétention scientifique de la nécessité d'un retour à une France classique

.....	486
Section 1 : Les remparts traditionnels maurrassiens face aux trois « contagions allemandes »	487
.....	
§ 1 : Un rempart spirituel face au protestantisme	488
I) Une union civilisationnelle	488
II) Une consécration de la puissance de l'institution catholique	495
§ 2 : Un rempart politique face aux valeurs de la Révolution	501
I) La recherche du régime le plus solide	502
II) La « garantie » du plus haut niveau de protection pour la France	512
§ 3 : Un rempart culturel face au romantisme	519
I) La consécration exclusive du classicisme helléno-latin	519
II) Le classicisme : unique culture à vocation universelle et intemporelle.	526
Section 2 : Un conditionnement nationaliste et particulariste à prétention scientifique	530
.....	
§ 1 : Une prétention scientifique, mais qui n'affirme que sa vérité utile.....	531
I) Du positivisme maurrassien à l'axiome politique d'abord	531
II) La préférence pour la méthode de la « vérité passion »	540
§ 2 : La dérive vers le nationalisme intégral et la guerre nécessaire	543
I) D'une référence permanente à une méthode intégrale de conditionnement	543
II) La pensée unique de vaincre et de démanteler l'Empire allemand	553
Chapitre III : Péguy ou le triomphe d'une France mystique	558
Section 1 : L'efficacité de la logique d'un « idéalisme d'appartenance »	558
.....	
§ 1 : La consécration de la logique d'un « idéalisme d'appartenance »	558
I) Les conditions nécessaires à la défense et à la grandeur de la France	558
II) L'obsession dans la volonté de se mesurer aux prétentions du pangermanisme	567
§ 2 : La force de la mystique du vrai passé de la République.....	572
I) Un modèle de civilisation et de culture française : une vocation à la liberté, à la chrétienté et à la justice.....	572
II) La croyance exclusive en l'éminente vocation de la France au service du monde, avec un statut de garante de la liberté universelle	582
Section 2 : Un conditionnement nationaliste par l'union et la force de la mystique	586
.....	
§ 1 : Une philosophie politique de résistance nationale comme renforçateur.....	586
I) Mobiliser contre les « ennemis de l'intérieur » et leurs « confabulations »	587
II) Un traitement provisoire du « déréel » et une consolidation de la nation par une République provisoirement autoritaire.....	596

§ 2 : La préparation d'une « inévitable et symbolique » guerre franco-allemande.....	601
I) La légitimité d'une guerre franco-allemande au « service du droit et de la liberté »	601
II) La nature spirituelle d'une guerre franco-allemande	607

Titre II : Une même importance du « germanisme » comme déclencheur et régulateur incomplet du nationalisme « post-Sedan »

.....612

Chapitre premier : Le « germanisme » comme déclencheur d'un même stimulus et d'une même volonté

.....612

Section 1 : Comme déclencheur d'un même stimulus.....

§ 1 : Déclencheur de l'acte moteur et du divorce inaugural 612

I) L'acte moteur du nationalisme 612

II) Un divorce inaugural avec le présent français..... 619

§ 2 : Déclencheur d'une méthode de redéfinition et d'« affirmation de soi »..... 623

I) Un retour psychologique exclusif sur le passé..... 623

II) Un repli restrictif sur soi-même, son sol et sa culture classique..... 626

Section 2 : Comme déclencheur d'une même volonté.....

§ 1 : Conditionner une société française « fiable »..... 632

I) La phobie d'un ennemi intérieur 633

II) Une même méthode : le « conditionnement renforçateur et mobilisateur »..... 638

§ 2 : Préparer la France à une « nécessaire » confrontation franco-allemande..... 641

I) Une même intransigeance dans les méthodes contre « la déficience et les faiblesses du pacifisme »..... 641

II) Le caractère « inévitable, nécessaire et impératif » d'une confrontation franco-allemande..... 648

Chapitre II : L'incapacité du « germanisme » à unifier les nationalismes de Barrès, Maurras et Péguy et ses conséquences.....

.....652

Section 1 : En réalité des « germanismes » pour des « nationalismes ».....

§ 1 : Une opposition sur l'histoire de France, et sur l'homme..... 652

I) Une opposition entre une histoire unie et une histoire rompue..... 652

II) Des divergences sur le rôle de l'homme, sa place et sa liberté..... 660

§ 2 : Des conceptions irréconciliables sur le sens de la politique et sur le régime politique nécessaire face au « germanisme »

..... 664

I) Un sens différent de la politique 664

II) Des positions irréconciliables sur les institutions « nécessaires » face à l'Empire allemand..... 671

Section 2 : Aux conséquences des divergences des théoriciens du nationalisme « post-Sedan ».....	679
§ 1 : Un développement individuel et une approche commune impossible.....	679
I) Un développement individuel	679
II) Une impossible approche nationaliste commune	691
§ 2 : D'un nationalisme « post-Sedan » comme faction, à sa légitimation dans la recherche du but : vaincre et dissoudre l'Empire allemand	698
I) Le nationalisme « post-Sedan » comme faction	698
II) La légitimation dans la recherche du but ultime : dissoudre l'Empire allemand	703
Conclusion	709
Chronologie sélective (1862-1914)	712
Bibliographie sélective	726
Index	741
Résumé / Abstract	747
Mots clés	748
Intitulé et adresse de l'Ecole doctorale	748

Dans les sciences sociales comme dans les sciences exactes, les phénomènes qui se produisent dans un même espace temps et sur un espace lieu de proximité sont généralement liés. Ils entretiennent entre eux, bien qu'ils apparaissent parfois en situation d'hostilité, des rapports d'influences, de transferts et d'interdépendances complexes. Au demeurant, ceux-ci sont souvent les objets d'études les plus intéressants, car ils sont révélateurs de la complexité et fréquemment même, du paradoxe.

Un double phénomène, essentiel pour la France, se produit entre les années 1870 et 1914. Il apparaît d'une part, un saisissant contraste négatif d'images entre l'émergence de l'Allemagne nouvelle comme puissance triomphante et le déclin de la France qui reçoit ce signal dans l'humiliation d'une défaite inattendue et sans appel en 1870-1871, et d'autre part, il naît un courant nouveau, singulier et majeur des idées politiques françaises : le nationalisme « post-

Sedan », qui refonde sur de nouvelles bases l'idée et la définition même de la nation. Ce nouveau nationalisme condamne et rejette la conception généreuse, universaliste et ouverte de la nation qui prévalait depuis Valmy, au profit d'une « nation citadelle » fermée au monde. Il est dominé par les œuvres de Barrès, Maurras et Péguy, qui en reflètent l'esprit, mais aussi la diversité et la complexité. Cette période 1870-1914 est totalement déterminante dans les rapports entre la France et l'Allemagne, car elle enregistre un basculement historique majeur. L'Allemagne impériale et conquérante, en s'unifiant et en se hissant rapidement et irrésistiblement comme une puissance mondiale dans la majorité des secteurs, devient le problème de l'étranger pour une France qu'elle a battue, humiliée et amputée. Désormais désignée comme « prédateur de la France », elle remplace dans le rôle classique de l'ennemi, celle qui l'avait si bien et si longtemps tenu, au point d'en être qualifiée « d'héritaire » : la Grande-Bretagne, prétendue « perfide » et « orgueilleuse », qui se métamorphose simultanément en notre principale alliée.

Un contraste fort apparaît entre l'image de l'Allemagne, qui se présente de plus en plus comme celle d'un énorme empire industriel, commercial et guerrier et le déficit d'image d'une France qui semble affaiblie, craintive, en décadence et victime d'un complexe d'infériorité chronique, bien qu'elle réalise, en réalité, pendant cette période, un immense effort d'équipement, de colonisation, d'éducation et de recherche et qu'elle connaisse un extraordinaire épanouissement de l'art et de la littérature. Mais avec la fondation d'un Etat national allemand, le Chancelier Bismarck avait redessiné une nouvelle carte européenne sur laquelle l'Empire allemand était une puissance incontournable et mondiale au centre de l'Europe, alors que la France vaincue perdait son statut historique de prépondérance.

Plus psychologiquement que réellement, ces années furent pour la France une période de repli. La guerre de 1870-1871 a été un événement considérable dans l'histoire idéologique européenne, mais ses conséquences plus encore, car elles vont frapper notre pays d'une sorte de *diminutio*

capitis. Avant, la France était puissante dans une Europe divisée en petits pays, désormais, elle devient la grande vaincue, blessée, amputée, seule face à l'Allemagne triomphante. Le souvenir de la défaite et l'obsession de la Revanche transforme l'âme française. La République y trouve sa force au début, puis par la suite son fardeau. Claude Digeon, dans *La Crise allemande de la pensée française*, démontre le caractère décisif de la rupture qu'introduisit 1870-1871 dans les représentations françaises de l'Allemagne. Globalement, sous le Second Empire, dominait un certain état d'indifférence littéraire pour les Allemagnes, qui apparaissaient néanmoins positivement, comme un temple de l'intelligence. Après la défaite, l'Allemagne impériale de 1871 provoque l'anxiété de nombreux penseurs français comme Taine, Renan ou Flaubert, qui développent alors un sentiment de culpabilité collective. Beaucoup prennent conscience que la pensée française est avant tout l'expression d'un pays mortel, la France. Désormais, ils séparent son destin de celui de l'Europe et s'interrogent sur son avenir et ses facultés de renaissance. Car dans l'ensemble des domaines où une comparaison était possible entre l'Allemagne et la France, ce contraste était négatif et soulignait une image de renforcement de l'une et d'affaiblissement de l'autre. Sur le plan des institutions, l'Allemagne allait disposer d'institutions formidablement solides, dominées par l'exécutif et proclamées de manière symbolique, le 18 janvier 1871, par des Prussiens protestants à Versailles dans la Galerie des Glaces du Palais de Louis XIV. Ses chefs étaient charismatiques en la personne du Chancelier Bismarck, habile et très fin stratège, puis du fougueux et ambitieux Empereur Guillaume II. En face, au contraire, la France renonçait à la monarchie traditionnelle et à un exécutif fort et installait une République balbutiante, caractérisée par l'instabilité gouvernementale et les affaires.

Dans le domaine militaire, la puissance allemande avait été prouvée à Sadowa, puis à Sedan. Elle possédait désormais la deuxième armée du monde disposant d'une technologie sophistiquée, ainsi que d'une discipline formidable. Guillaume II allait encore l'enrichir par la construction d'une

flotte redoutable. En France, la guerre de 1870 avait désarçonné un commandement politique et militaire dépassé, qui ne disposait d'aucune réelle stratégie, ni de chef de valeur. Pour les hommes, le terrain d'entraînement n'avait été d'ailleurs que celui des guerres coloniales, et le matériel datait, pour l'essentiel, du Premier Empire.

Sur le plan démographique, l'Allemagne allait connaître également, entre 1871 et 1913, une très forte croissance, en passant de 40,9 millions d'habitants à 66,9 millions, alors qu'en face, la population française ne progressait que lentement en passant de 36,1 à 39,6 millions.

Dans l'ensemble de la sphère culturelle et intellectuelle : littérature avec le romantisme, philosophie et doctrine politique, science et médecine, musique et peinture, l'hégémonie de l'Allemagne était bien réelle. Mais plus encore, c'était certainement son modèle universitaire et de recherche qui suscitait à l'étranger, et particulièrement en France, le plus d'intérêt. Par rapport au modèle traditionnel français très académique, il était loué pour son caractère concret, efficace et pratique. Son esprit novateur fut d'ailleurs souvent pris comme modèle, même avant la défaite de 1870. Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique de Napoléon III, avait notamment fait mener, en 1868, une grande enquête en Allemagne, lorsqu'il voulut procéder à la réorganisation de l'enseignement supérieur en France. Et c'est dans cet esprit et sur son initiative que l'Ecole pratique des Hautes Etudes fut créée, par décret impérial du 31 juillet 1868. Mais incontestablement, c'est dans le domaine économique et technologique que le développement est le plus foudroyant, même s'il est jalonné de terribles crises. Entre les années 1850 et 1913, le produit national brut de l'Allemagne va quintupler en prix constants. Après 1880, l'Allemagne avait déjà largement dépassé la France dans les différentes productions industrielles et les extractions minières. En 1913, elle est devenue la seconde puissance mondiale et a fait rétrograder la France à la quatrième place, la Grande Bretagne à la troisième.

Le terrain des relations internationales va afficher régulièrement ces rivalités et ces oppositions. Le Chancelier Bismarck, très habile stratège, raisonne au présent et sur le terrain continental. Il développe avec sagesse une politique de consolidation des acquis de Sadowa et de Sedan et il voit, avec satisfaction, une France qui s'isole internationalement avec l'avènement de la République, et qui dérange la Grande-Bretagne avec sa politique « boulimique » de colonisation. Mais son éviction par l'Empereur Guillaume II ouvre la voie d'une nouvelle politique qualifiée de « politique mondiale ». L'Allemagne qui avait assisté passivement au partage du monde jusqu'en 1890, réclame désormais, au travers de puissantes ligues pangermanistes, sa « place au soleil ». En face, la France républicaine ne va pas cesser de développer la colonisation, comme pour compenser la perte de l'Alsace-Lorraine ; dans un premier temps, sous le regard bienveillant de Bismarck, puis ensuite dans une compétition dangereuse émaillée de nombreuses crises et conférences internationales avec l'Allemagne de Guillaume II, et même avec la Grande-Bretagne suite aux événements de « Fachoda ». En 1914, l'empire colonial de la Grande-Bretagne couvre 30 millions de km² pour 400 millions d'habitants, celui de la France 11 millions de km² pour 50 millions d'habitants et celui de l'Allemagne 3 millions de km² pour 16 millions d'habitants. C'est après la honte de 1870-1871 et dans ce contexte d'accélération historique entre 1870 et 1914, que le nationalisme « post-Sedan », voit progressivement le jour. Il est totalement dominé par trois figures emblématiques Barrès, Maurras et Péguy. Ils sont écrivains et journalistes, mais aux idées, aux valeurs et aux parcours très différents. Ce nationalisme nouveau, original, nostalgique d'un grand destin collectif à la mesure d'un incomparable passé de gloire, dispose, à côté de son hétérogénéité réelle, d'un point d'unité crucial. Celui-ci réside dans l'obsession commune de rendre invincible une France nouvelle et redéfinie, face à la hantise partagée d'une France faible, menacée par le « péril germanique ». Le risque constamment agité est la vassalisation et peut-être même, l'anéantissement de la France. Ces trois auteurs ne vont pas

exploiter que la simple mythologie de la Revanche, puisqu'ils vont aller jusqu'à se définir dans leur littérature et leur engagement politique, de manière intégrale par rapport à cette angoisse. L'intuition, la logique ou la connaissance précise de l'œuvre de ces auteurs nous conduit à penser qu'il existe entre ces deux phénomènes des relations particulières. Mais il est nécessaire de dépasser ce stade de l'hypothèse, afin de pénétrer dans les sphères de la recherche, qui seules peuvent, par un approfondissement et une systématisation méthodologique, nous faire découvrir la nature et la puissance de l'influence de ce contraste négatif franco-allemand sur la psychologie de Barrès, Maurras et Péguy, et en conséquence sur les caractéristiques essentielles et si particulières de cette nouvelle idéologie caractérisée par la volonté de « fermer » la nation. Mais une question cruciale se pose si l'on veut raisonner en terme de causalité entre les deux phénomènes, car il existe un décalage dans le temps : deux décennies vont les séparer. En effet, ce nationalisme nouveau, spécifique et de rupture ne commence à prendre réellement forme dans sa doctrine que vers les années 1890, avec Maurice Barrès. Si l'on pense que seul ces trois auteurs étaient susceptibles de faire naître cette idéologie et lui donner cette unité d'angoisse si caractéristique, alors il est vrai que leurs dates de naissances tardives pourraient être une explication suffisante. Mais au contraire, si l'on imagine et de manière plus vraisemblable, que d'autres penseurs à un âge possible auraient pu, de manière plus immédiate et donc plus causale par rapport à 1870-1871, donner naissance à un même « nationalisme fermé », il est alors légitime de s'interroger sur les raisons de cette « absence », bien que dans ces années, des penseurs majeurs comme Ernest Renan, Hippolyte Taine ou Numa Denis Fustel de Coulanges aient aussi voulu redéfinir l'idée de la nation. Mais ils ont surtout analysé et fait évoluer de manière théorique le concept, sans volonté de faire naître une idéologie. Ainsi Renan, par exemple, a voulu éteindre la conception de la nationalité comme produit d'un déterminisme, pour éclairer celle reposant sur la volonté. Car avec le pur déterminisme de la nationalité, il était

évident pour lui, que les Alsaciens-Lorrains étaient des Allemands et qu'ils devraient rentrer et rester dans le giron de cet Empire. Il n'existe qu'une réponse pertinente à cette interrogation : c'est l'intensité de la fibre patriotique des chefs républicains pendant ces deux décennies, qui à l'image de Léon Gambetta ont été les « chantres » et les propagandistes de l'idée de la Revanche. L'influence de ces thèmes émotionnels du patriotisme républicain a été majeure. Par un effet de « capillarité », ils ont irrigué dans une quasi-unanimité, la totalité de la société française, notamment au travers de ce qui forment principalement l'opinion de l'époque : l'école, la chanson, la presse et la littérature populaire. Ce terrain patriotique commun a été profondément et intensément « labouré » et, en conséquence, la forte germanophobie qui en a découlé avait rendu « inutile » l'avènement de ce nationalisme d'un nouveau type. Mais à partir de 1883, une nouvelle tendance apparaît dans la société française, avec le déclin de l'idée de la Revanche et une perception moins caricaturale de l'Allemagne. Les signaux sont nombreux, l'élite de la jeune génération est moins sensible à l'idée de la Revanche, à gauche l'internationalisme se développe, des œuvres et des articles antimilitaristes paraissent, alors que la littérature patriotique est en voie de disparition. Même l'idée de la reconquête de l'Alsace-Lorraine, surtout après 1890, ne fait plus recette. Comme par un effet d'habitude, l'Allemagne fait moins peur et fascine même une partie de la population. Face à Fustel de Coulanges, qui veut rejeter l'influence de l'Allemagne, Taine et Renan, malgré leurs ressentiments, conservent néanmoins une admiration discrète pour le monde germanique. Beaucoup d'autres intellectuels et universitaires, à la suite de séjours dans ce pays, tels l'historien Ernest Lavisse, le sociologue Emile Durkheim et les poètes symbolistes, se passionnent fortement pour cette culture. Au plan économique et financier, on assiste à un réel développement des échanges, mais c'est surtout sur le plan politique qu'un virage essentiel s'amorce vers 1885 avec les républicains opportunistes qui semblent renoncer à l'idée de Revanche et s'accommoder de la perte de l'Alsace-Lorraine, en la compensant par la mise en

œuvre d'une politique coloniale « boulimique », ce qui fait écrire dans *L'Intransigeant*, à Henri Rochefort, ancien communaliste devenu chef boulangiste: « C'est Bismarck qui a ordonné à Ferry l'envoi de 50.000 hommes au Tonkin. » (1). Ce qui explique partiellement qu'à partir de 1886, le boulangisme tente, mais sans réel programme et dans la plus grande confusion de s'opposer à cette situation.

Barrès, Maurras et Péguy, face à ce contraste négatif franco-allemand qui ne va d'ailleurs pas cesser de s'épaissir sur la période, vont entretenir une relation particulière, caractérisée par l'intensité et la radicalité. Une angoisse douloureuse, excessive et déterminante va désormais les gagner, puis les posséder. Ce qui va les conduire à représenter, avec une particulière puissance, ce contraste négatif. Ils vont employer un terme qui reflète bien cette situation : le « germanisme ». Ce terme dur, négatif, désagréable à prononcer, remplit bien sa fonction. Mais il est aussi

1. Henri Rochefort, «l'accusé Ferry », *l'Intransigeant*, 8 janvier 1885.

complexe, ambigu et plastique. Si instinctivement on en devine le caractère décisif, sa signification énigmatique ne réside pas dans le fait d'être le « synonyme instrumentalisé » d'une « barbarie allemande », ou un concept quelconque, utile, manifestant pour l'époque une « banale germanophobie » de ces auteurs. Manifestement il est autre chose. Sa productivité, sa domination des œuvres et ses conséquences sur l'idéologie nationaliste vont l'attester.

Si cette thèse appartient à l'histoire des idées, afin de lui faire délivrer ses multiples richesses et surtout sa logique d'élaboration et de production, il fallait adopter une approche orientée vers la psychologie individuelle et sociale en politique. Déjà en elles-mêmes, les relations de l'Allemagne et de la France à cette époque, relèvent certainement plus de la psychologie sociale que de l'histoire. Mais si ce sujet s'y prête comme rarement, c'est parce qu'il place constamment ces trois auteurs dans un face à face avec eux-mêmes, qui leur renvoie leur propre représentation

du contraste négatif franco-allemand, représentation générée par leurs propres angoisses. Car le « germanisme » est cette représentation psychologique. Or, représenter consiste à réexprimer, mais bien au-delà de la simple reproduction, en transformant, en enrichissant et en mettant en forme des valeurs. Le « germanisme », ou il faudrait plutôt dire les « germanismes », représentent dans leur nature l'identité de chaque auteur. L'analyse de ces représentations psychologiques fera apparaître des processus complexes et originaux, débouchant sur des produits dont la connaissance est indispensable, si l'on veut pouvoir mieux cerner la construction et la structuration de leurs pensées.

L'approche psychologique va être également féconde en ce qui concerne les effets du « germanisme », afin d'établir sa double nature de déclencheur et de régulateur des théories de conditionnement nationaliste de Barrès, Maurras et Péguy.

La psychologie sociale et politique, qui connaît le mouvement général de retour au passé et aux identités premières, si caractéristique de la situation d'angoisse de l'être perdu qui se retourne systématiquement vers le passé et jamais vers l'inconnu du futur, va être encore un outil indispensable pour mieux comprendre l'élaboration du nationalisme « post-Sedan ».

L'utilisation de cette méthode de recherche va nécessiter un recours classique et important à des citations d'œuvres de ces auteurs, dans le corps même de la thèse, afin de privilégier le « faire parler », qui seul permet d'établir et d'expliquer dans l'objectivité et la rigueur scientifique, les jeux d'influences, les évolutions et parfois les renversements.

Le rapport psychologique de Barrès, Maurras et Péguy à la situation du contraste négatif franco-allemand va entraîner l'élaboration de trois représentations, qu'ils vont désigner par le terme de « germanisme ». Ces représentations se construisent dans un climat dur, profondément troublé. Elles reposent sur des angles d'approches très différents. Néanmoins, leur nature angoissée affiche une double préoccupation commune : de l'extérieur dans la perception de fortes menaces

de l'Empire allemand et, de l'intérieur, dans une crainte angoissée de la faiblesse et du renoncement français. Ces représentations complexes, évolutives, de plus en plus négatives sont celles d'un traumatisme lourd, qui va les conduire à cet holisme : « les Allemands sont tous des « barbares », les différences individuelles qui existent entre eux sont négligeables, rapportées aux traits communs de leur race. ».

L'étude approfondie des effets du « germanisme » renseigne sur sa qualité de déclencheur dans la genèse du nationalisme « post-Sedan ». Si l'on raisonne en terme de cause, alors il en est la cause adéquate. Même s'il faut admettre que ce nationalisme est si hétérogène entre ces trois auteurs qu'il va falloir s'interroger sur le besoin de devoir employer ce terme au pluriel, et bien qu'il s'enrichisse du contact de ces auteurs avec les riches événements qu'ils vivront au quotidien sur la période, dès le début, ses traits essentiels et communs sont posés. Ils découlent directement du « germanisme », puisqu'ils en sont même sa réponse. Ils décalquent sa logique de protection, de préparation, de renforcement de la France de l'intérieur, avant la confrontation inéluctable avec l'extérieur : l'Empire allemand.

Paradoxalement, il est possible de s'interroger quant à savoir s'il n'y a pas eu fréquemment dans ces processus, non seulement des transferts culturels négatifs entre l'Allemagne et ces penseurs français en « construisant contre », mais aussi des transferts culturels positifs non avoués, comme pour exemples la relative similitude de méthode et de thématique nationaliste d'avec celle du philosophe allemand Fichte, dans *Les Discours à la nation allemande*, chez Barrès ou encore l'attirance intellectuelle difficilement avouable de Maurras pour Nietzsche.

Dans la première partie de cette étude, une recherche approfondie s'attache à dégager la nature du « germanisme » et sa signification, comme représentation conceptuelle dans les œuvres de Barrès, Maurras et Péguy. D'une manière individualisée par auteur, une analyse détaillée est réalisée en utilisant une méthode de déconstruction dans la représentation en psychologie, afin de

découvrir du processus au produit, les influences dans l'élaboration et la spécificité de chacune d'elles. La comparaison de ces trois représentations recherchera dans leurs processus et leurs produits, de manière privilégiée, les points communs et les différences et leurs conséquences. Une seconde partie envisage le « germanisme » comme déclencheur des théories nationalistes de Barrès, Maurras et Péguy. Il entraîne chez ces auteurs, une même réaction psychologique dans un « refus de subir » et une « volonté d'affirmation de soi ». Il les façonne et les régule. Conditionnées elles-mêmes, ces théories nationalistes se construisent comme des idéologies de conditionnement social de la France. Elles militent inflexiblement pour rendre invincible la France, mais une « France redéfinie ». La comparaison de la genèse et de la doctrine de ces trois nationalismes conduira à rechercher si le « germanisme » a exercé sur eux une intensité identique dans son rôle de déclencheur, puis de régulateur, et dans la volonté de transformer en priorité la société française. Une étude sur le rôle de la différence d'idées et de personnalité des auteurs qui apparaissait déjà nettement dans le processus des représentations, va permettre aussi d'expliquer l'hétérogénéité des trois nationalismes, dont les différences doctrinales et méthodologiques sont manifestes, même si elles se réduisent en avançant dans le temps. Néanmoins, il existe entre ces auteurs un but commun essentiel, qui réside dans cette volonté frénétique et obsessionnelle : « il faut faire la guerre à l'Empire allemand, la gagner, et le dissoudre pour sauver la France ». Cette recherche d'influences n'a pas pour objet une réflexion critique approfondie sur la théorie politique du nationalisme « post-Sedan », ni même sur les théories politiques comparées de Barrès, Maurras et Péguy. Il n'y aura donc pas d'arbitrage, entre justesse prophétique ou erreur historique de cette idéologie et de ses auteurs. Même si elle l'aborde, elle ne va pas non plus s'attacher à dégager de manière détaillée la pertinence ou l'infidélité de la représentation de ces auteurs par rapport à l'objet représenté et ses causes, car ce travail nécessiterait une étude psychologique, dont la nature aurait été différente. Si au cours de cette étude seront étudiés

certain transferts de la pensée allemande vers la pensée de Barrès, Maurras et Péguy, l'influence de ces auteurs ne sera pas abordée en terme de transfert dans la pensée allemande, car elle est très faible, même si elle existe, notamment pour Barrès et Péguy.

Au préalable, je tiens à souligner que s'il est possible de reconnaître les qualités littéraires et intellectuelles, ainsi que l'empreinte profonde sur leur temps de ces trois écrivains parmi les plus fameux du tournant du siècle dernier et qui sont certainement à l'heure actuelle beaucoup trop délaissés et en disgrâce, les propos et les écrits haineux que Barrès (avant 1914) et Maurras ont développés sur les juifs, les protestants, les francs-maçons, et les étrangers, en leurs déniaient notamment et a priori la qualité de patriote français ou la possibilité de le devenir, sont totalement inacceptables, même s'ils sont à replacer dans le contexte historique particulièrement rude de l'époque. En conséquence, cette partie intolérable de leurs œuvres doit être combattue et dénoncée sans faiblesse.

Première partie : Le « germanisme » comme représentation conceptuelle déterminante chez Barrès, Maurras et Péguy

Barrès, Maurras et Péguy sont des auteurs dont les différences sont nombreuses et manifestes. Mais dans leurs trois œuvres, ils vont néanmoins réexprimer l'Allemagne, la question et la culture allemande, sous la forme d'un nouvel ensemble, qui ne va pas cesser de réaliser une correspondance entre l'ensemble de départ et l'ensemble d'arrivée. Si dans l'analyse la correspondance se traduit bien par la conservation dans l'ensemble d'arrivée de certaines des relations existantes à l'intérieur de l'ensemble de départ, cependant représenter ne consiste pas qu'à reproduire. Ils vont ainsi puissamment transformer l'objet représenté, et bien que leurs trois représentations soient naturellement différentes, néanmoins, il est possible d'en souligner non pas l'unité, mais parfois plutôt les convergences, notamment dans les produits.

Titre premier : De trois processus de représentation à trois produits

Une approche empruntant à la psychologie politique doit s'intéresser aux processus générateurs des représentations mentales, sachant que ces représentations ne sont que des modèles intériorisés que Barrès, Maurras et Péguy construisent de leurs environnements et de leurs actions sur ces environnements. Ils ont des expériences, une culture et des approches différentes, en conséquence le contraste négatif d'images franco-allemand sera représenté dans leurs esprits sous des formes plurielles, possédant des propriétés et des modes d'organisation totalement personnels. L'objectif est de déconstruire cette représentation qu'est le « germanisme » du processus au produit, afin d'en dégager la signification dans les trois psychologies.

Chapitre premier : L'angoissant triomphe de la « puissance de l'abstraction » dans une signification barrèsienne

Dans une signification barrèsienne l'abstraction est le symbole triomphant du « germanisme ».

Elle est le mal absolu. Pour arriver à cette conclusion, Barrès va connaître un cheminement complexe, souvent même chaotique, qui donnera parfois le sentiment de l'existence de « plusieurs Barrès », et d'un manque de rigueur, de constance et de cohérence de l'œuvre.

Car homme de l'Est, friand de culture germanique dans sa jeunesse, il lui faudra du temps et des expériences pour devenir le Barrès de la dénonciation du « germanisme ».

Aussi est-il difficile de comprendre, si l'on n'utilise pas une approche personnelle et psychologique, ce personnage central des lettres et de la vie politique française de son époque, que le professeur Michel Winock dans *Le siècle des intellectuels*, présente comme l'homme de plume représentant le mieux la période de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre (1). Il faut

souligner du reste, qu'il va donner le titre : « Les années Barrès » à l'ensemble de la première partie de cet essai.

Il est dit, d'ailleurs que pour un Lorrain d'avant la Grande Guerre, l'Allemagne représentait à la fois l'ennemi héréditaire et une secrète tentation, et que la proximité des terres engendrait et la ressemblance et la haine. Barrès est l'homme de ses idées, mais il est surtout un homme qui va vivre des événements déterminants à une période donnée de l'histoire.

Le professeur Jean Touchard, met en garde ceux qui étudient Barrès de toujours bien veiller aux dates de l'écrit, car l'homme évolue beaucoup, il réagit au fur et à mesure des événements, ce qui

1. Michel WINOCK, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1999, p.7 : « Trois noms m'ont paru symboliser trois moments : Maurice Barrès, de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre ; André Gide, entre les deux guerres ; Jean-Paul Sartre, après la Libération. Tous les trois ont été admirés, détestés, imités ; tous les trois ont marqué leur époque de leur influence, sur plusieurs générations. ».

peut parfois le faire virer même à une certaine incohérence (1).

L'importance du contexte européen sur l'œuvre de Barrès est considérable et la contribution d'Henri Gouhier « *Du culte du Moi à la vie de l'âme* » (2) en éclaire bien l'esprit : selon cet auteur, ce fut la situation européenne et non la logique de son système qui empêcha Barrès de développer les conséquences de son humanisme.

Il faut placer « l'homme Barrès » au centre de l'étude, pour comprendre la complexité et la diversité du personnage, mais surtout, il faut suivre précisément son évolution propre en relation avec son processus d'élaboration du « germanisme », car cet auteur joue souvent a posteriori à remettre en cohérence ses précédents écrits, avec le produit « germanisme ». Il révisé souvent ses positions passées, afin de se construire une unité et une cohérence parfaite, quitte à trop oublier, voire même à « tordre » sa propre histoire.

Section 1 : D'une influence culturelle germanique personnelle acceptée à une angoisse globale

L'Allemagne va jouer un rôle primordial dans l'évolution des sentiments de l'enfant Maurice Barrès. Il est âgé de huit ans lors de l'invasion de 1870. Ses conceptions d'adolescent sont alors très fortement marquées au lycée, puis dans sa jeunesse littéraire par la métaphysique idéaliste allemande. Ensuite l'homme mûr fit de son œuvre un long combat contre les menaces et les tentations du « germanisme ». L'Allemagne par les « angoisses impériales » qu'elle provoque, puis l'admiration de ses métaphysiciens qu'elle suscite, et ensuite les réactions nationalistes

1. Jean TOUCHARD, « *Le nationalisme de Barrès* », in Maurice Barrès : Actes du colloque organisé par la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Nancy, Nancy, 1963, p.161.

2. Henri GOUHIER, « *Du culte du Moi à la vie de l'âme* », numéro spécial de la Table ronde, numéro 111, mars 1957, p.185.

qu'elle déclenche, sera l'aiguillon essentiel de sa sensibilité. L'opposition au « germanisme » n'est pas pour Barrès qu'un élément bienvenu lui permettant au début du XX^e siècle de rebondir habilement, car il n'aurait plus eu de thème et aurait traversé un relatif désert politique et une grave crise d'inspiration politico-littéraire, c'est au contraire, un thème fondateur et une souffrance particulière, car longtemps, il appréciera publiquement la culture allemande, puis la rejettera avec violence comme possédé par un sentiment supérieur, par un devoir.

Même si son angoisse du « germanisme » a été masquée par l'incubation d'une névrose post-traumatique pendant quelques années, en réalité, elle a toujours dominé et structuré son inconscient comme un langage, et dès qu'un événement dramatique a surgi, elle est devenue alors obsessionnelle. Après la publication du *Roman de l'énergie nationale*, Barrès n'écrit pas un seul ouvrage, excepté *Un jardin sur l'Oronte*, où il ne s'agisse d'une certaine manière de la lutte entre la France et l'Allemagne : *Les Bastions de l'Est* se lèvent contre l'ennemi ; *La Colline inspirée* lui oppose sa discipline ; *Les Amitiés françaises* montrent un jeune français élevé dans le souvenir des deux provinces et dans la haine des gens d'outre-Rhin. Et puis, c'est *La chronique de la Grande Guerre*, œuvre de guerre dominée par le problème allemand.

Pourtant, il a une spécificité et un handicap particulier dans son positionnement, à la différence de Maurras et de Péguy : il a été au départ un fils admiratif de la culture allemande. Sa vie entière, il va ressentir d'ailleurs une fascination parfois inavouable pour certaines formes du génie philosophique et littéraire allemand. Ainsi Barrès sera t-il fréquemment l'homme d'un « antigermanisme culturel par devoir » et même dans les périodes de crise les plus tendues, il ne se fermera jamais au génie culturel allemand, auquel il devait consacrer une de ses dernières

études (1).

Il rencontrera intellectuellement Kant, Fichte, Hegel, Hartmann, Schopenhauer, Schelling. Mais aussi Goethe, Heine, Nietzsche (que son ami Henri Albert traduira) (2), furent parmi les compagnons favoris de sa pensée. Mais il n'aura par contre jamais de sympathie pour l'Allemagne réelle, et son angoisse face à l'Allemagne nouvelle ne cessera pas de croître.

§ 1 : L'influence culturelle germanique acceptée de sa jeunesse

Que ce soit dans le domaine métaphysique ou pour l'étude des problèmes sociaux, les philosophes germaniques vont dominer la jeunesse littéraire de Barrès. Ils correspondent à l'idéalisme subjectif, au pessimisme, à l'inconscient, à la musique moderne. Barrès sera même l'exemple privilégié de cette influence de l'idéalisme allemand, qu'il a lui-même exposée et dénoncée un peu plus tard. Dans les années 1890, l'atmosphère générale est propice à l'idéalisme allemand. Il lui offre alors un splendide recours, lui qui grandit dans la France vaincue de l'après-guerre. Il trouve dans l'affirmation de la toute puissance du Moi constructeur de l'univers une assurance et la solution de ses incertitudes.

Pour Barrès, la première initiation vint de philosophes allemands déjà classiques. Mais il se formera aussi dans des philosophies plus récemment introduites. Avec Kant (1724-1804), Fichte (1762-1814) et Hegel (1770-1831), l'idéalisme triomphe. L'influence précoce de l'idéalisme germanique sur Barrès existe et elle nous est certifiée par ses déclarations postérieures.

Fichte l'aide à se libérer de lui-même, et plus tard en 1889 dans un ouvrage très important de son

1. Maurice BARRES, *Les grands problèmes du Rhin*, « Quelles limites poser au germanisme intellectuel ? », Paris, Plon, 1930, p. 229.

2. De 1898 à 1922, Henri Albert va traduire les œuvres de Frédéric Nietzsche et les publier au Mercure de France.

œuvre *Un homme libre*, il écrit :

« De même, c'est par ce besoin de protection que connurent toutes les enfances mortifiées, et par l'enseignement métaphysique d'outre-Rhin, que je fus éveillé à me faire des choses une idée personnelle. A douze ans, dans la chapelle de mon collège, je lisais avec acharnement les psaumes de la Pénitence, pour tromper mon écœurement ; et plus tard dans l'intrigue de Paris, le soir, je me suis libéré de moi-même parmi les ivresses confuses de Fichte. » (1).

Avec les philosophes Schopenhauer (1788-1860) et Hartmann (1842-1906) ce sera l'influence d'un pessimisme romantique, face à l'épreuve d'une vie qui lui semble totalement fuyante et dérisoire. Dans Schopenhauer l'idée centrale que va retenir Barrès c'est l'existence humaine prisonnière de l'illusion du bonheur, oscillant constamment de la souffrance à l'ennui, nécessairement insatisfaite puisque la volonté ne veut rien que sa propre affirmation. Dans la pensée d'Hartmann, Barrès va être influencé par l'idée que l'homme est à la fois le collaborateur et l'instrument d'un inconscient où le devenir de l'esprit se confond avec une marche vers le néant.

Intellectuellement l'esprit du jeune Barrès a été conquis par la philosophie d'outre-Rhin, et lorsque plus tard, il dépeindra dans *Les Déracinés* les terribles dangers courus par une jeunesse française « intoxiquée » de métaphysique idéaliste, il n'exprimera pas seulement le point de vue d'un juge resté à l'abri de la « contagion ». Cette expérience de déracinement, vécue par des adolescents troublés par ce qu'il nomme « de lointains parfums orientaux de la mort », filtrés par le réseau des penseurs allemands, jetés dans l'affirmation de soi par désespoir nihiliste, ne fut-elle pas non plus la sienne ? Et l'aurait-il jugé si grave s'il ne l'avait lui-même traversée ?

De même son approche socialiste de jeunesse s'élabore sous influence germanique.

1. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p. 228-229.

I) Dans l'édification du culte du Moi barrésien et jusque dans les méthodes pour le transcender

Barrès s'installe définitivement à Paris en janvier 1883. Ses premiers écrits de jeunesse sont journalistiques. Après un grand article en février 1883, dans *La Jeune France* sur Anatole France, en novembre 1884, Barrès fonde une petite revue *Les Taches d'encre* qui ne se composera que de quatre fascicules mensuels (du 5 novembre au 5 février 1885) qui publièrent, outre des études critiques (sur Leconte de Lisle, Sully Prudhomme et la folie de Charles Baudelaire) des polémiques, des chroniques, une Gazette du mois, des Moralités et aussi des nouvelles (Nouvelles pour les rêveurs ; Deux Misérables ; Héroïsmes superflus).

Mais elle va surtout contenir la première véritable ébauche de la pensée politique de Barrès, et l'expression d'un véritable attachement à la culture germanique. Dans le deuxième grand article du premier numéro, après le premier article sur la folie de Charles Baudelaire, il exprime avec force le mépris de sa jeune génération pour un certain M. Tissot, auteur médiocre, membre de la Ligue des patriotes, qui s'essaye à la rédaction de romans anti-allemands, dont les critiques de l'Allemagne philosophique sont d'une particulière bassesse et étroitesse d'esprit.

Barrès se fait alors le chantre d'une vision d'un monde très ouvert, qui exclue tout chauvinisme. Il affirme l'unité culturelle de l'Europe, que les crises ne sauraient remettre en cause : « Nous irons jusqu'au bout. Nous dirons la France grande et l'Allemagne aussi (...) Nous avons des pères intellectuels dans tous les pays. » (1).

1. Maurice BARRES, « Un mauvais français : M. Victor Tissot », *Les Taches d'encre*, n° 1, 5 novembre 1884, in *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 1, 1965, p. 404-405.

Il va défendre avec force les philosophes et les écrivains allemands : « Kant, Goethe, Hegel, ont des droits sur les premiers d'entre nous. » (1) et plus particulièrement encore Emmanuel Kant : « C'est le fait d'un parvenu d'insulter aux maîtres par qui se fait l'éducation des races (...) Personne ne lit le penseur allemand sans s'augmenter soi-même » (2). Ce qui est significatif dans ce premier numéro des *Taches d'encre*, c'est non seulement la reconnaissance de cette filiation intellectuelle commune du monde européen, mais encore le fait que le premier des pères intellectuels cités soit Kant. Certes Barrès est encore loin à cette époque d'avoir élaboré l'antikantisme qui sera quinze ans plus tard, l'un des piliers du « germanisme ».

Sa conception de la culture européenne va reposer à cette époque sur un ensemble harmonieux dominé par trois nations : la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Chacune de ces trois composantes est indispensable à l'harmonie de l'ensemble, et il écrit que : « si l'un de ces flambeaux disparaissait, l'humanité chancelerait. » (3), ou encore : « Quels que soient d'ailleurs les instants de la politique, trois peuples guident la civilisation dans ce siècle : la France, l'Angleterre, l'Allemagne aussi. Et ce serait pour tous une perte irréparable si l'un de ces flambeaux disparaissait. » (4).

Il est remarquable de noter que Barrès se garde toujours des excès de l'art pour l'art. A propos des « poèmes patriotiques » de Déroulède, il a déjà une certaine complaisance pour la sincérité de celui qui va devenir plus tard son ami, car s'il reconnaît qu'ils ne sont pas parfaits, néanmoins il

1. Maurice BARRES, « Un mauvais français : M. Victor Tissot », *Les Taches d'encre*, n° 1, 5 novembre 1884 in *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 1, 1965, p. 405.

2. Maurice BARRES, « Moralités », *Les Taches d'encre*, n° 1, 5 novembre 1884 in *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 1, 1965, 421-422.

3. Maurice BARRES, « Un mauvais français : M. Victor Tissot », *Les Taches d'encre*, n° 1, 5 novembre 1884 in *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 1, 1965, p. 404.

4. Ibid.

écrit : « Celui qui se voue à un idéal, quel qu'il soit, mérite le respect. C'est une faiblesse déjà de sourire de lui. » (1). Néanmoins, il ajoute déjà dans ce même article un peu comme un signe annonciateur, discret, mais décisif pour comprendre l'évolution de son œuvre :

« Et notre tâche spéciale à nous jeunes hommes, c'est de reprendre la terre enlevée, de reconstituer l'idéal français qui est fait tout autant du génie protestant de Strasbourg que de la facilité brillante du Midi. Nos pères faillirent un jour ; c'est une tâche d'honneur qu'ils nous laissent. Ils ont poussé si avant le domaine de la patrie dans les pays de l'esprit que nous pourrons, s'il le faut, nous consacrer quelques années au seul souci de reconquérir les exilés. Il n'y faudra qu'un peu de sang et quelque grandeur d'âme. » (2)

Il veut se présenter comme un patriote qui possède une réelle vision du devoir. Il affirme déjà qu'il appartient à la jeune génération de reconstituer la France compromise par la génération précédente, et de préparer le peuple pour le jour où : « nos conducteurs agiteront le drapeau et sonneront le tocsin. »(3) . Néanmoins son patriotisme est encore ouvert et se double d'un sentiment de fierté nationale et d'un universalisme missionnaire qu'il tient de Michelet : « Le peuple de la France (...) se maintiendra, pour le service de l'esprit humain, à la tête des peuples d'Europe. » (4).

A partir des années 1885, Barrès va tomber sous la fascination de la pensée de Wagner, disciple du philosophe Schopenhauer. Le culte du Moi et l'importance de la volonté chez Barrès évoquent des tonalités wagnériennes. Il lui consacre un premier article « *Musiques* » le 15 décembre 1885 dans *la Revue illustrée*, et un second le 29 juillet 1886 « *La mode de Bayreuth* » dans *le Voltaire*. Du 21 au 29 juillet 1886, il va même faire le « pèlerinage » de Bayreuth.

Selon le professeur Jean-Marie Carré dans *Les écrivains français et le mirage allemand*, Barrès

1. Maurice BARRES, « Un mauvais français : M. Victor Tissot », *Les Taches d'encre*, n° 1, 5 novembre 1884 in *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 1, 1965, p. 404.

2. Ibid.

3. Op.cit., p. 405.

4. Ibid.

aurait succombé totalement à l'ambiance culturelle et musicale de Wagner (1). Des œuvres comme *Du sang, de la volupté et de la mort* (1894) ou plus tard encore *Amori et dolori sacrum* (1903) sont très wagnériennes. Il écrira, dans *Du Sang, de la volupté et de la mort* à la gloire de Wagner : « Le prophète de Bayreuth est venu à son heure pour discipliner ceux qui n'entendent plus les dogmes, et plus les codes. Allons à Wahnfried, sur la tombe de Wagner, honorer les pressentiments d'une éthique nouvelle. » (2).

Cette nouvelle éthique en relation avec le Moi, il va la décrire précisément, dans *Du Sang, de la volupté et de la mort* en faisant de Wagner son maître de l'époque : « Que fondent Gundry, Tannhäuser, Tristan, héros déchirant de Wagner ? Les lois de l'Individu. » (3).

A cette imprégnation philosophique, Wagner ajoute son enthousiasme. Et là encore, Barrès apparaît comme un exemple privilégié, comme le prince d'une génération qu'il dépasse par le bonheur avec lequel il sait vivre ses passions. Il goûte alors en Wagner des magnifiques extases dont il va dire la signification. Et il veut découvrir dans *Parsifal*, la doctrine du *Culte du Moi*.

1. Jean-Marie CARRE dans *Les écrivains français et le mirage allemand*, Paris, Boivin, 1947, p. 117 souligne l'importance et l'influence de Wagner sur le jeune Barrès, il écrit : « Et Barrès aimait alors l'Allemagne dont son maître Burdeau lui avait expliqué la philosophie et dont son ami Stanislas de Guaita lui avait découvert les profondeurs romantiques. Il subit, lui aussi, la contagion sacrée. « La musique, disait-il en 1888 : amie puissante, elle met l'abondance dans l'âme, et sur la plus sèche, comme une humidité de floraison. » On le vit, après Gobineau, rêver de Wagner à Venise, s'en aller à Bayreuth deux ans de suite en 1891 et en 1892. Revenu à Paris, il s'enivrait du Champ d'amour de Siegmund dans la Walkyrie, admirablement interprété par le ténor Van Dyck. Tannhäuser symbolisait pour lui, dans le sortilège musical du Venusberg, cette synthèse impossible du Nord ascétique et du Midi voluptueux à laquelle il tendait de ses plus sourdes ardeurs. Et Parsifal lui révélait l'enseignement suprême de Wagner : « être un individu ». Le grand musicien lui apparaît vraiment, dans le *Regard sur la prairie*, comme l'interprète de l'individualisme moderne. Ses « héros déchirants » fondent « les lois de l'individu » et Tristan lui communique sa fièvre. »

2. Maurice BARRÈS, *Romans et voyages, in Du Sang, de la volupté et de la mort, Le Regard sur la prairie*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 470.

3. Op.cit., p. 469

C'est que Wagner, sans doute, lui avait donné les fièvres qui exaltent le Moi, et lui avait paru imposer une magnifique discipline à ces fièvres (1). Ce musicien héros devint alors une sorte de purificateur qui rejette tous les vêtements, et même toutes les formules dont l'homme civilisé est recouvert, alourdi, déformé. Il écrit, que Wagner : « réclame le bel être humain primitif, en qui la vie était une sève puissante. » (2).

Bien plus tard, à la fin de sa vie, il affirme néanmoins avoir parfaitement pris conscience de tous les dangers du wagnérisme, en écrivant :

« Devant Wagner, je ne me suis pas trompé. J'ai senti une force puissante, capable de soulever et de lever des foules, une force religieuse. J'ai cru : « Ici naît une religion nouvelle ». Quelle religion ? C'est là mon erreur singulière. J'avais reçu un tonus. Tous ce qui était en moi s'émouvait. Et ces idées dont je vivais alors, du Culte du Moi, s'exaltaient, croyaient entendre leur messe. En fait, les Allemands y trouvaient l'exaltation de leur propre personnalité. Ils assistaient à la messe du pangermanisme. Je ne tardais pas à m'en apercevoir. » (3).

De 1886 à 1888, il écrit dans le *Voltaire*, journal républicain et anticlérical où il va publier soixante-huit articles. En route vers l'Allemagne, à la fin de l'été 1887, et témoin d'une Marseillaise chantée dans un café par des partisans du général Boulanger, le général « La Revanche » depuis l'affaire Schnaebelé, il laisse percer les prémices de son nationalisme en écrivant dans *Le Voltaire* du 14 septembre 1887 : « lorsque s'éleva le chant, les deux femmes, les

1. Maurice Barrès à 32 ans en octobre 1894 quand il fait paraître *Du Sang, de la volupté et de la mort* et qu'il se réfère dans l'admiration au Moi de Wagner, en insistant sur l'autocontrôle par le musicien de celui-ci. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le Regard sur la prairie, in Du Sang, de la volupté et de la mort*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 469-470 : « Wagner enfin, cet effréné individualiste, fut-il comme aimeraient à le prouver les adversaires de notre religion du Moi, un jouisseur incapable de sacrifice ? Référez plutôt à toute sa biographie. Il ne permit jamais à son être intérieur de se détourner de sa destinée. Pour rester fidèle à celle-ci, il sacrifia tout désir de jouissances immédiates, car il ne pouvait les acquérir qu'en soumettant ses facultés essentielles, ses instincts d'art, à des exigences déformantes : au goût du public, au sentiment du plus grand nombre. Wagner s'est détourné avec mépris du siècle, comme disent les mystiques. Son désir était d'un ordre à ne pas se satisfaire dans la médiocrité des réalités. Et il eut cette noblesse (à l'encontre d'Amfortas), de ne point accepter une diminution de son idéal ; sa vie en eût été empoisonnée de souffrance. »

2. Maurice BARRES Maurice, *Romans et voyages, Le Regard sur la prairie, in Du Sang, de la volupté et de la mort*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 469.

3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 13, 1920-1922, Paris, Plon, 1950, p.117-118.

hussards et moi nous fûmes tout de suite électrisés...comme il avait dit : l'armée ! Nous nous trouvâmes tous debout. ». Mais simultanément en octobre 1887, il fait aussi du cosmopolitisme, quand il parle du monde civilisé comme d'un admirable musée, appartenant à tous les hommes, et « dont l'Allemagne forme une des salles les plus intéressantes. » (1).

Barrès reconnaît encore que la politique et les accidents de l'histoire sont moins importants que la culture, le patrimoine spirituel commun. Il privilégie la continuité de la civilisation commune dont les trois grands pays la France, l'Angleterre et l'Allemagne sont les gardiens.

Néanmoins, une évolution est sensible dans le même article, il s'interroge sur le changement qui s'opère en Allemagne pour les Français :

« Pour moi, les dernières années j'y trouvais encore ce sentiment que je dépeins, fait d'envie et de bonhomie plutôt que de haine. Aujourd'hui, tout a bien changé. On m'affirme qu'en Bavière, pourtant, un Français peut encore voyager sans vexations ; je l'admets, mais j'affirme que, du train j'ai vu, la plus grande partie de l'Allemagne nous deviendra impossible. » (2).

En 1887 dans *Le Voltaire*, il accorde même des louanges à Jean-Jacques Rousseau : « Que Rousseau est admirable ! C'est notre source de vie ; les passions ardentes et tristes, les fiers caractères sont sortis pêle-mêle de son incomparable génie. » (3).

Barrès comme Fichte qui l'avait fait bien avant lui, va aller vers son Moi, mais pas réellement de manière philosophique en tentant d'unifier à la manière de Kant, le Moi empirique et le Moi nouménal, par une visée transcendantale du Moi. Sa démarche a plutôt des liens avec la psychanalyse, mais aussi la science politique. Cette démarche est déjà l'embryon d'un projet.

A partir de 1887, Maurice Barrès va commencer à publier sa première trilogie, *Le Culte du Moi* (*Sous l'œil des barbares* (1887) *Un homme libre* (1889) *Le jardin de Bérénice* (1891)) dont

1. Maurice BARRES, « En Allemagne », *Le Voltaire*, 19 octobre 1887.

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, « La doyenne des institutrices laïques », *Le Voltaire*, 29 août 1887.

l'inspiration germanique est manifeste. Dans sa volonté de rebâtir un système moral face à l'ennemi, à l'envahisseur de 1870, à la manière de Fichte il ne trouve que le Moi, et il va donc s'en servir comme une fondation à son édifice intellectuel. Il reconnaîtra lui-même plus tard en 1893, qu'il avait été dans sa jeunesse « tout exalté d'idéalisme allemand » (1).

En novembre 1887, quand paraît sous *L'œil des Barbares*, Barrès a alors vingt cinq ans. Depuis onze ans, depuis la déroute du seize mai, la République est placée sous le triple signe de l'opportunisme, de l'anticléricalisme et d'un patriotisme cocardier de la société civile aiguillonné par la menace allemande. Par contre, l'opposition aux menaces germaniques de la part de l'Etat français depuis les années 1880, et l'arrivée au pouvoir de « la République opportuniste des Jules » a connu progressivement un très net affaiblissement, ce qui va renforcer encore la volonté de Barrès à s'ancrer dans sa seule certitude qui est le Moi. A l'origine du *Culte du Moi*, il y a un constat d'affaiblissement interne de la France, mais qui a des conséquences évidentes face à l'ennemi extérieur. Nous assisterions à la ruine de tout un système de valeurs héritées de l'époque antérieure : « Notre morale, notre religion, notre sentiment des nationalités sont choses écroulées. » (2). Car le monde se trouve privé de critères de comportement, « de règles de vie » (3), et « l'idée de patrie » qu'on essaie de rebâtir, le « souci social » que l'on essaie de communiquer à la jeunesse, la « direction morale » que l'on essaie de lui indiquer ne sont que des « fausses religions » (4).

Il va mener ainsi un diagnostic très pessimiste sur le monde contemporain dominé par les menaces extérieures, la « puissance impérialiste » de l'Allemagne, et en France par les

1. Maurice BARRES, « L'Education par l'Italie », *Le Journal*, 22 septembre 1893.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le Culte du Moi. Examen des trois romans idéologiques*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p.18.

3. Ibid.

4. Op.cit.,p. 24.

« opportunistes ». Il va lui apparaître comme un monde artificiel, dont l'échelle des valeurs est le fruit d'une prodigieuse incertitude, mais aussi de l'arbitraire, car les certitudes qui furent celles des générations précédentes ont disparu avec elles. Il ne lui reste, qu'une espérance en Taine et Renan pour l'avenir : « en attendant que nos maîtres nous aient refait des certitudes » (1), mais il conclut, qu'il n'existe qu'un seul élément solide, inéchangeable, inébranlable, seul point d'appui dans un monde tombant en « décrépitude »: le Moi. Il écrit :

« Il n'y a qu'une chose que nous connaissions et qui existe réellement parmi toutes les fausses religions qu'on te propose (...) Cette seule réalité tangible, c'est le Moi, et l'univers n'est qu'une fresque qu'il fait belle ou laide » (2).

Dans la conclusion du premier chapitre de *Sous l'œil des barbares*, il termine par ces mots : « Attachons-nous à l'unique réalité, au Moi » (3). Aussi est-il parti à la recherche d'un terrain solide, d'une véritable organisation d'auto-conservation face au danger. Il veut poser des fondations sur du solide. Il débute alors, la première étape d'un long voyage entrepris à la recherche du transcendant et dans la quête de sens, qu'il veut donner à son existence. Il va proclamer son narcissisme dans la supériorité d'un « Moi-soleil », qu'il veut conserver intact : « Je m'en tiens à dégager mon Moi des alluvions qu'y rejette sans cesse le fleuve immonde des barbares. » (4). Il est ivre de lui-même, de cet individualisme romantique qui est sorti d'une enfance concentrée et captive. Mais ce Moi à qui il confère une si grande puissance, il affirme qu'il est constamment menacé par les étrangers, les barbares. Mais qui sont les barbares ? Les barbares se sont bien évidemment les autres. Ce dédain de la vie où réussissent les barbares, c'est la caractéristique essentielle de l'attitude barrésienne en ce premier ouvrage. Froissé par le contact d'autrui, Barrès se réfugie aristocratiquement en la solitude, et prend conscience de la

1. Op.cit., p. 18.

2. Op.cit., p. 24.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Sous l'œil des barbares*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 37.

4. Op.cit., p. 76.

faiblesse de son âme évanescence. Son *Culte du Moi* répond à un objectif à « double détente », donner du sens d'abord à sa vie, puis la placer dans un ensemble à redéfinir. Toute sa vie Barrès va travailler à se faire des certitudes, afin d'accorder en lui les plus vifs élans de ce Moi juvénile et les appels du sol profond. Le jeune Barrès s'est confié aux puissances, au courant de l'individualisme, avec la conscience que cet individualisme juvénile n'aurait qu'un temps et le mènerait sûrement nulle part. *Le Culte du Moi*, c'est l'ivresse d'un jeune homme qui refuse, de se soumettre à l'« ordre stérile » de la société, et à ce sujet il écrit, dans la dédicace d' *Un Homme libre* aux collégiens de France, qui selon lui, sont soumis à une abominable discipline :

« Chercher continuellement la paix et le bonheur, avec la conviction qu'on ne les trouvera jamais, c'est toute la solution que je propose. Il faut mettre sa félicité dans les expériences qu'on institue et non dans les résultats qu'elles semblent promettre. Amusons-nous aux moyens sans souci du but. »
(1).

Barrès ne se fixe pas vraiment un but : il propose surtout une méthode, entrevue dans *Sous l'œil des Barbares*, puis systématiquement exposée et développée dans *L'Homme libre*. Claude Digeon affirme que pour Barrès l'important c'est justement d'avoir une méthode pour parvenir à être soi, pour faire vivre ce Moi qui jusqu'à présent se contracte sous le regard d'autrui, se dissout et s'évanouit sous le regard intérieur, mais il ne découvre en lui-même : « que l'irrationalisme moderne » (2). Etre un homme libre ce serait donc défendre jalousement son Moi, contre tous les empiétements de l'extérieur, d'où qu'il vienne, du monde qui l'entoure ou du passé. « Alienus ! étranger au monde extérieur, même à mon passé, étranger à mes instincts, connaissant seulement des émotions rapides que j'aurai choisies : véritablement Homme libre ! »(3). Ce Moi, source de toute apparence, créateur de toute vérité : « n'est pas immuable, il nous faut le défendre chaque

1. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, introduction, p. 4.

2. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, Paris, PUF, 1992, p. 416.

3. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p. 291.

jour le créer » (1). Dans l'ordonnance barrésienne du Moi : « Le premier point, c'est d'exister » (2), puis de trouver son Moi : « Notre Moi, c'est la manière dont notre organisme réagit aux excitations du milieu et sous la contradiction des barbares. » (3) en le soustrayant aux influences des barbares : « nous avons d'abord à épurer notre Moi de toutes les parcelles étrangères que la vie continuellement y introduit. » (4), « Attachons-nous à notre Moi, protégeons-le contre les étrangers, contre les Barbares » (5) et enfin de l'enrichir, grâce aux sensations d'une extase : « puis à lui ajouter. Quoi donc ? Tout ce qui lui est identique, assimilable ; parlons net : tout ce qui se colle à lui quand il se livre sans réaction aux forces de son instinct » (6). Les wagnériens français avaient appris à Barrès que le processus permanent de création, de renouvellement du Moi est un facteur de tension : c'est lui qui crée la tension entre le Moi et le monde extérieur. Le Moi ne peut se réaliser que dans l'affrontement avec les non-Moi, avec les barbares : or le barbare c'est tout le milieu qui entend brimer l'individu, c'est le non-Moi, individuel ou collectif, « tout ce qui peut nuire ou résister au Moi » (7). Tout ce qui est capable d'offrir une quelconque résistance à sa réalisation est l'ennemi du Moi. Il s'ensuit que l'existence ne peut être qu'une éternelle bataille entre le Moi et le non-Moi, c'est-à-dire entre le Moi et tout ce ou tous ceux qui résistent à cette sorte d'impérialisme du Moi barrésien. Il n'y a point de neutralité possible dans cet éternel affrontement, de façons différentes de croire, de sentir, de penser, c'est-à-dire de concevoir le sens même de l'existence.

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le Culte du Moi, Examen des trois romans idéologiques*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 20.

2. Op.cit., p.19.

3. Ibid.

4. Op.cit., p. 20.

5. Op.cit., p. 24.

6. Op.cit., p. 20.

7. Ibid.

Il n'y a place dans cette enceinte où s'empoignent les adversaires que pour les combattants eux-mêmes : la vie étant une lutte permanente des différents Moi entre eux, il s'agit pour chacun d'être le plus fort. Il faut vaincre ou disparaître : déjà, le jeune Barrès formule une idée qui caractérisera la pensée de sa maturité, et qu'il va étendre au plan social.

Il résumera ainsi le mouvement : « Avant que le Moi créât l'univers, il lui fallait exister : ses duretés, ses négations, c'était l'effort pour briser la coquille, pour être. » (1) .

Barrès ne cultive donc pas que le Moi pour le Moi, même si au demeurant, il semble perdu parfois dans un océan vide de sens. *Le Culte du Moi* sera un point d'ancrage. Si à son origine il y a la révolte, révolte à première vue individualiste et non-conformiste contre le monde extérieur, le monde des barbares, il veut par la suite se trouver. Pour se trouver, il doit séparer de son Moi toutes les impuretés, toutes les influences qui l'ont altéré. Il aime donc les « torrents de la métaphysique allemande » qui auraient brisé les compartiments latins, et qui lui ont dit que le monde est un jeu d'apparences et que la seule réalité est le Moi. Même si *Sous l'œil des Barbares* n'est pas un coup de maître, on y sent une flamme intérieure. C'est la parfaite expression de la révolte du dandy, que cette histoire des derniers jours d'une Acropole. C'est une œuvre inachevée dont la préciosité de l'écriture peut agacer souvent, et l'ensemble des morceaux un peu disparates dont elle est composé, ne trouve son unité, que par l'interrogation angoissée qui la parcourt. Même s'il est difficile de trouver l'inspiration d'un seul auteur dans l'égotisme plutôt iconoclaste de Barrès, il est possible de reconnaître que ses sources sont dans Fichte, Hegel, Hartmann et Schopenhauer. Henri Massis dans *Barrès et nous* constate l'influence, l'importance et le retentissement du *Culte du Moi* sur la société française de son époque. Mais il affirme aussi

1. Op.cit., p. 23.

que Barrès aurait puisé beaucoup dans les philosophes allemands, dont principalement Hegel, Fichte, Hartmann pour écrire cet ouvrage (1), et se serait aussi beaucoup inspiré de son ami Téodor de Wyzéwa pour écrire ses œuvres, notamment *Sous l'œil des barbares* : « Ce qui traîne, par endroit de Fichte, de Hegel, de métaphysique allemande, dans *Le Culte du Moi*, il (Barrès) l'avait recueilli sur les lèvres savantes de l'universel Téodor de Wyzéwa .» (2). Plus précisément, il apparaît donc que *Le Culte du Moi*, porte l'empreinte des œuvres de Fichte, Schopenhauer et Hartmann. Aux deux premiers, il doit l'idée essentielle que le Moi soit « la seule réalité » (3) et que la réalité varie avec chacun de nous, puisqu'elle est l'ensemble de nos habitudes de voir, de sentir et de raisonner ; au dernier la révélation de l'importance de l'inconscient sur laquelle débouche le troisième ouvrage de la trilogie *Le Jardin de Bérénice*. On reconnaîtra bien évidemment dans cette affirmation : « C'est nous qui créons l'univers » (4), un résumé des convictions idéalistes de Barrès, mais surtout l'influence déterminante qu'exerce sur lui, le philosophe allemand Fichte.

La liberté est la première revendication pour le jeune Barrès : « je leur proposai (..), d'être « des hommes libres », des hommes se possédant en main » (5).

Il est dans le sillage de la philosophie de la liberté de Fichte posant le transcendantal comme énergie primitive et liberté pure, et mesurant toute vie, toute existence réellement vivante, à l'aune de cette seule liberté pure.

1. Henri MASSIS, *Barrès et nous*, Paris, Plon, 1962, p.7.

2. Op.cit., p. 51.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le Culte du Moi. Examen des trois romans idéologiques*, Paris, Robert Laffont, 1994,t. 1, p.18.

4. Op.cit., p. 22.

5. Op.cit., p. 20.

D'ailleurs, selon Jean-Christophe Goddard dans *Fichte : Le moi et la liberté*, la caractéristique essentielle de la philosophie de Fichte serait la liberté (1).

Claude Digeon, dans *La crise allemande de la pensée française*, énumère les nombreuses similitudes entre Barrès et Fichte, notamment l'affirmation que le monde est la création du Moi ; que l'effort vers le non-Moi est peut-être mis dans le Moi par une force invisible ; que les convictions se forment dans une sphère inaccessible au raisonnement et que la pensée à sa racine dans un instinct plus profond ; que l'intelligence doit connaître ces déterminations, afin d'assurer la liberté et que les avantages de la liberté seront obtenus par des conventions réciproques méritant seules le nom d'institutions sociales. Selon cet auteur, la dialectique de Fichte offre à Barrès le cadre des pensées qu'il développera dans la trilogie du *Culte du Moi* (2).

Il désigne plus particulièrement :

« Une œuvre de Fichte, nous donne les concordances les plus précises entre la métaphysique fichtéenne et les théories barrésiennes de *Sous l'œil des barbares*, il s'agit du traité *De la destination de l'homme*, traduit en français en 1832 (...) Que Barrès ait parcouru *De la destination de l'homme*, ou qu'il ait seulement comme il est probable, entendu résumé les théories fichtéennes par Stanislas de Guaita ou par Burdeau, il importe peu : l'essentiel est qu'il les utilise et les adapte pour son usage personnel et littéraire. » (3).

Le philosophe pessimiste allemand Hartmann est aussi décisif dans la construction du Moi barrésien. Il lui prêta son appui, et Barrès va même le reconnaître officiellement, en écrivant :

1. Ouvrage collectif, coordination Jean-Christophe GODDARD, *Fichte : Le moi et la liberté*, Paris, PUF, 2000, p. 4 : « La philosophie de Fichte est ainsi doublement une philosophie de la liberté. Elle l'est d'abord en tant qu'elle est une métaphysique de la liberté, c'est-à-dire une pensée du fondement comme liberté pure, comme énergie inconsciente et sans sujet. Elle l'est ensuite et dans la mesure où cette pensée du fondement constitue une sollicitation à la liberté, à laquelle seule peut répondre la liberté d'un sujet ; de sorte que la subjectivité, disqualifiée comme fondement, est rétablie à sa place d'honneur comme ce par quoi s'accomplit la pleine conscience, la venue à l'existence consciente et active du fondement. Elle est philosophie de la liberté en ceci qu'elle met à jour l'essence pratique, exclusivement pratique, de la raison en quête d'inconditionnalité, c'est-à-dire de la raison pure. ».
2. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, Paris, PUF, 1992, p. 410
3. Op.cit., p. 409-410.

« Ainsi, à force de s'étendre, le Moi va se fondre dans l'Inconscient. Non pas y disparaître, mais s'agrandir des forces inépuisables de l'humanité, de la vie universelle. De la ce troisième volume, *Le Jardin de Bérénice*, une théorie de l'amour, où les producteurs français qui tapageaient contre Schopenhauer et ne savaient pas reconnaître en lui l'esprit de notre dix-huitième siècle, pourront varier leurs développements, s'ils distinguent qu'ici l'on a mis Hartmann en action. » (1).

Mais cet inconscient est métaphysique et intemporel, il n'est pas l'inconscient de la psychanalyse ; il ne peut être cause de maladie ; c'est au contraire de lui que peut même venir toute guérison. On découvre de nombreux thèmes à naître chez Barrès dans la *Philosophie de l'Inconscient (Philosophie des Unbewussten* publié en 1869) qui sera traduite en 1877 par Nolen. L'inconscient dans chaque individu n'a rien de véritablement individuel, mais si l'individu perd la faculté de recevoir les communications de l'inconscient, il voit se tarir pour lui les sources de la vie et traîne donc son existence monotone dans les sèches abstractions d'une science qui n'est propre qu'à combiner le général et le particulier. Malheur au siècle qui devient l'esclave d'un insipide et sec rationalisme. On ne doit pas brutalement saisir les tendres germes où reposent les inspirations de l'inconscient, si l'on veut qu'elles se reproduisent. Il faut recueillir ces germes avec une foi naïve, les conserver et les nourrir tendrement dans son imagination. Les êtres privilégiés de ce point de vue sont l'animal, « pure nature », et la femme qui est à l'homme ce qu'est l'instinct ou l'inconscient à la réflexion et à la conscience. Dans le domaine social, Barrès est proche aussi de la pensée d'Hartmann, qui affirme que seules les puissances de l'inconscient peuvent empêcher le vieillissement rapide de sociétés, où déjà se manifeste un excès mortel des forces conscientes. Critiquant l'individualisme anarchique, Hartmann arrive à la conclusion qu'il

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le Culte du Moi. Examen des trois romans idéologiques*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 21.

est nécessaire à chacun de se sacrifier au tout, à l'organisme social. Mais pour cela, il importe de briser l'antagonisme existant entre la volonté instinctive qui aspire à sa satisfaction, et l'intelligence que la conscience affranchit de plus en plus des servitudes de l'instinct. Il faut identifier les fins de l'inconscient et celles de la conscience, pour réconcilier l'homme avec la vie. Chez Schopenhauer aussi, peuvent être trouvées de nombreuses concordances, notamment dans l'expérience interne du vouloir qui nous fait connaître le plus clairement la force, mais surtout sur la délivrance qui ne peut être attendue que de la négation du vouloir-vivre par lui-même. Seul le Moi peut abolir le Moi, puisque la volonté ne se manifeste que dans l'individu et que métaphysiquement, elle est tout entière en chaque individu. Barrès avait dû se familiariser pour la première fois avec la pensée de Schopenhauer par l'intermédiaire de son professeur de philosophie, Auguste Burdeau qui en 1879 avait traduit *Le fondement de la Morale* et en 1888 *Le Monde comme volonté et comme représentation*. Bien plus tard, il écrivit : « J'ai sur les lèvres une petite amertume. Est-ce le livre de Schopenhauer que ce pauvre Burdeau m'a donné quand j'étais à dix sept ans son élève ? » (1).

Pour l'esthétisme Barrès cite ses maîtres : « En suivant aussi mon instinct, je me conformais à l'esthétique où excellent les Goethe, les Byron, les Heine qui préoccupés d'intellectualisme, ne manquent jamais cependant de transformer en matière artistique la chose à démontrer. » (2).

Ils sont les modèles d'une esthétique où les idées importent autant que la pure beauté formelle.

1. Cité par Francois DUHOURCAU dans : *La voix intérieure de Maurice Barrès*, Paris, Grasset, 1929, p. 51.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le Culte du Moi. Examen des trois romans idéologiques*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 26.

Si Barrès a voulu construire son Moi en faisant servir à son propre dépassement les forces qui menaçaient de l'anéantir, c'est parce qu'il savait : « qu'à certain filtre on ne fait pas sa part, une fois qu'il s'est glissé dans nos veines. » (1). Il aime même frôler, parfois jouer avec le roman vaporeux de la mort (2).

Les dernières phrases de *Sous l'œil des Barbares* sonnent comme la manifestation de son éternelle obsession pour ce qui multiplie les forces de l'âme :

« Toi seul, Ô mon maître, m'ayant fortifié dans cette agitation souvent douloureuse d'où je t'implore, tu saurais m'en entretenir le bienfait, et je te supplie que par une suprême tutelle, tu me choisisses le sentier où s'accomplira ma destinée. Toi seul, Ô maître, si tu existes quelque part, axiome, religion ou prince des hommes. » (3).

Si l'on peut vouloir s'augmenter encore plus, aller au-delà, vers les extrémités de la culture idéaliste, néanmoins il pense que dès les années 1880, il a découvert l'essentiel avec son ami Stanislas de Guaita puisqu'il écrit : « Ainsi nous avons atteint aux extrémités de la culture idéaliste, quand nous pensions être sur le seuil. » (4).

Barrès après avoir utilisé Fichte pour former son Moi, va ensuite utiliser sa méthode pour en sortir. Il est important de souligner que s'il fait cet emprunt à Fichte, c'est qu'il estime que la France est dans une situation relativement comparable à l'Allemagne de l'époque des *Discours*

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p.73.

2. Barrès exprime bien dans ce troisième cahier la complexité de sa pensée qui cherche face au perpétuel danger de la mort, à découvrir, à progresser, à comprendre, mais surtout à donner du sens grâce à l'enracinement : Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 73 : « Qui n'aimerait à perdre pied, à lâcher les joncs de la rive, à s'abandonner au fort courant de tristesse qui nous violente pour nous faire son jouet, nous engloutir à demi, nous entraîner en quelques heures sur de longs espaces de siècles ! Dans ses courses immenses et tandis que le fleuve nous fait franchir les bornes normales d'une destinée individuelle, nous sommes baignés, recouverts, envahis, saturés par des milliers d'existences dont le terne langage ne peut rendre les puissances, les tumultes, l'interminable flux. Je n'ignore pas ce qu'une telle émotivité suppose de romantisme dans l'éducation et dans le tempérament. Mais précisément nous voulons la régler. A persister sur la route où nos pères du dix-neuvième siècle nous ont engagés, nous prétendons pourtant redresser notre sens de la vie. Nous croyons trouver une discipline dans les cimetières où ils s'égarèrent, et grâce aux émotions qui nous sont transmises par ces grands poètes de la rêverie, nous dégagerons des vérités positives situées dans notre profond sous-conscient. ».

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Sous l'œil des barbares*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 86.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Amori et Dolori sacrum, Stanislas de Guaita*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 52.

à la nation allemande. Il veut reconstruire la nation française à partir de l'intérieur, face à l'invasion, à l'humiliation, à la défaite et à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. W. Warren Wagar, dans *Intellectual history since Darwin and Marx*, n'hésite pas à écrire que Barrès est un nouveau Fichte (1). D'ailleurs en 1897, Barrès dans le premier de ses *Cahiers*, va précisément faire des parallèles entre lui et Fichte : « Je suis né en 1862 et Fichte en 1762 ; il me conviendrait de mourir comme lui en 1914 après avoir vu un 1813 Je ne suppose pas que sa théorie du moi l'ait empêché de faire une œuvre sociale. » (2).

Mais la pensée barrèsienne va encore se complexifier. Avec la volonté de fortifier l'espace social français de l'époque, elle part d'un mélange de romantisme allemand reposant sur le Moi fichtéen, et elle adopte la méthode fichtéenne qui veut lutter contre l'ennemi en adoptant le thème de la nation. Les préoccupations barrésiennes rappellent souvent celles qui ont fondé le romantisme. Comme les premiers romantiques, il échappe aux classifications faciles. Ainsi à la recherche d'une vérité universelle et abstraite, il substitue la description d'une expérience originale et vécue ; sa pensée oscille entre le culte de l'histoire et l'approbation de la révolte sous toute ses formes ; il balance souvent entre un individualisme qui n'est pas autre chose que le culte du génie créateur et la subordination de l'individu à la collectivité et à l'histoire.

Elève de Fichte, les romantiques selon Jacques Droz, dans *Le Romantisme politique en Allemagne*, ont puisé dans la théorie du Moi, la certitude que le destin appartient aux individualités puissantes, en l'occurrence celles qui ont su s'affranchir de l'esclavage du monde sensible et imposer à leur tour la loi de leur pensée sur ce qui leur est extérieur (3).

1. W. Warren WAGAR, *Intellectual history since Darwin and Marx*, New York, Harper Torchbooks, 1966, p. 8.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 246.

3. Jacques DROZ, *Le Romantisme politique en Allemagne*, Paris, Armand Colin, 1963, p.12.

Dans leur volonté d'affirmer fortement l'originalité de la nation, les romantiques ont invité celle-ci à exprimer son énergie ou sa puissance vis-à-vis des autres peuples d'où, chez certains une apologie de la guerre considérée comme l'école de l'esprit civique et du patriotisme, soit même de s'isoler de l'étranger et à s'épurer en tenant clos son Moi national. La théorie de l'origine inconsciente de la nation qu'ils ont formulée, repose sur une série de facteurs irrationnels et exige un gouvernement qui respecte l'ensemble des forces vivantes qui constitue l'âme populaire et qui assure au besoin l'épuration du Moi national, sa fermeture à l'égard de tout contact étranger susceptible de le « souiller » et de le « corrompre ». Ces thèmes classiques du romantisme politique allemand, on les retrouvera au cœur même des idées maîtresses de la pensée barrésienne.

Et comme pour les romantiques, dans la pensée de Barrès le culte du Moi-Individu se métamorphose très rapidement suite à l'effet d'un déclencheur, à un Culte du Moi-Nation, à l'exaltation de la nation, à la subordination de l'individu à la collectivité, et finalement à un nationalisme fermé qui requiert, afin d'assurer l'intégrité du corps national, l'élaboration de tout un système de filtrage et de défense. Il en est de même pour ce qui concerne les thèmes de l'âme populaire et de l'inconscient qui sont au cœur de la conception barrésienne de la nation : ce n'est pas par hasard, si Barrès place les trois volumes du *Culte du Moi* sous le patronage de Hartmann et de Fichte, ou qu'il se compare à ce dernier. Ce n'est pas par hasard non plus, si cette trilogie traduit la profonde influence qu'a eue sur lui l'œuvre de Wagner. A l'instar des romantiques, Barrès fait partir l'essentiel de ses réflexions, non de l'individu qui n'a pas de signification en soi, mais de la collectivité sociale et politique, qui ne saurait être considérée comme la somme numérique des individus la constituant. C'est pourquoi, il s'élève violemment contre l'individualisme rationaliste de la société libérale, contre la dissolution des liens sociaux dans la société bourgeoise.

Mais de nombreuses contradictions apparentes se résolvent dès que l'on comprend ce que fut la grande inquiétude individuelle ou sociale de la pensée de Barrès : découvrir le vrai, le solide, l'immuable, échapper à la terrible incertitude de l'existence humaine.

Il écrit, dans *Les Amitiés françaises*, en 1903 : « Par elle-même, la vie n'a pas de sens » (1), à l'époque où déjà il entrevoit ce qu'il estime être la seule issue pour échapper au nihilisme, c'est-à-dire l'enracinement de l'individu dans le temps et dans l'espace par le biais de la terre et des morts dans cette parfaite expression de la continuité historique qu'est pour lui la nation :

« Si nous repoussons la règle, quelle qu'elle soit, qui disciplina nos pères et à quoi nous approprie notre structure mentale, nous n'avons aucune raison de choisir une vérité plutôt qu'une autre dans le riche écrin des systèmes. Il ne nous reste que de jouer à pile ou face. » (2).

Ainsi le Moi, pour Barrès ne sera pas un but en soi. Même si le Moi est une conception fondamentale, il est avant tout une condition pour se protéger : « Le premier soin de celui qui veut vivre, c'est de s'entourer de hautes murailles. » (3). Ces murailles dont il s'entoure, ne sont pas seulement une citadelle destinée à repousser les attaques des « barbares », mais aussi un point d'ancrage pour lancer l'offensive sur le terrain de l'adversaire, contre le « monde des barbares ». Et de même qu'il passe graduellement d'une conception défensive du Moi à une conception offensive, d'un Moi retranché du monde à un Moi se jetant dans la bataille, il se découvre un enracinement dans le passé. Il élève sa vision des relations entre le Moi et le « barbare » au niveau des collectivités, relations de lutte perpétuelle et il donne à cette vision des attributs d'une loi naturelle. Très rapidement, en effet, la première règle de l'éthique barrésienne qui consistait à s'affirmer contre tout ce qui n'était pas le Moi, à se cantonner dans un monde fermé acquiert la dimension du collectif.

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Amitiés françaises*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p.126.

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p.132.

Cette mutation décisive qu'il exprime dès 1889 dans *Un Homme libre*, se manifeste un soir qu'il est à Nancy :

« Le soir, qui dans des lieux sacrés nous dispose à la mélancolie, tomba quand nous rêvions près de la pierre tombale de René dans la froide église des Cordeliers. Une race qui prend conscience d'elle-même s'affirme aussitôt en honorant ses morts. » (1).

C'est alors qu'après avoir compris sa haine des « barbares »: « Simon et moi nous comprîmes alors notre haine des étrangers... » (2), il va tenter d'expliquer les échecs de la Lorraine par la domination de ceux-ci : « Tous hors de moi sont des barbares, des étrangers ; la Lorraine n'a pas abouti précisément parce qu'elle dut se soumettre à l'étranger.» (3). Avec la publication en 1891 du *Jardin de Bérénice* s'achève la trilogie du *Culte du Moi*. Barrès y découvre, l'évasion définitive hors de l'égotisme ; il élargit son solipsisme aux dimensions d'un univers animé par l'inconscient. Cette œuvre, dont le fondement métaphysique est fourni bien évidemment par Hartmann, montre encore que Barrès représente dans la France de 1880-1890, une jeunesse pour laquelle l'Allemagne est maîtresse de vérité.

Dans un deuxième temps, l'Homme libre découvre qu'il est impossible d'isoler son Moi et de le posséder jalousement, car au fond du Moi survit en effet le passé qui conditionne le Moi.

L'individualisme ne peut donc être conçu que dans le cadre d'un système plus complet dont l'individu n'est qu'une infime parcelle. Le Moi enraciné dans le passé le plus lointain se prolonge dans un avenir indéterminé, et l'individu n'est alors qu'un maillon d'une longue chaîne qui unit les morts aux vivants et le passé à un avenir imprévisible. Tout en coupant derrière soi, à la recherche de sensations nouvelles, il vient de découvrir sa qualité de parcelle de l'humanité,

1. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p. 130.

2. Op. cit., p. 132.

3. Op. cit., p. 182.

il vient « de distinguer et d'accepter son déterminisme. » (1).

Le Culte du Moi prépare avec ses éléments d'acceptation le traditionalisme et le *Roman de l'Energie nationale*. L'Homme libre en acceptant son déterminisme, achève sa libération. Etre libre, se résume alors à comprendre les facteurs qui conditionnent l'individu et à les accepter :

« L'individu affranchi d'*Un Homme libre* avait détruit une à une toutes les valeurs morales pour reconstruire avec les matériaux séculaires un temple intérieur bien à lui. Ce même individu ne suit-il pas une courbe rationnelle en entrant dans l'Eglise de ses pères, si près de ses morts, pour écouter les sollicitations effectives des choses qui ont résisté aux grands courants de la vie ? N'achève-t-il pas pleinement sa libération ? Ne va-t-il pas retrouver le sens profond de sa race ? Tout ce qui paraît effectif dans la brochure sur les églises était enfermé dans *Un Homme libre*. Je l'ai dit un jour : *Un Homme libre* est le livre qui demeure mon expression centrale. Je n'ai fait que développer depuis. » (2).

Il va préciser aussi sa notion de la liberté intellectuelle, qu'il relie à une constante recherche :

« ainsi le premier trait de ma vie intellectuelle est de fuir les Barbares, les étrangers ; et le perpétuel ressort de ma vertu, c'est que je me veux homme libre. » (3).

A l'issue de ce long parcours, l'Homme libre distingue et accepte son déterminisme. Un candidat au nihilisme poursuit son apprentissage et d'analyse en analyse, il éprouve le néant du Moi, jusqu'à en prendre le sens social. Ce qui s'opère dans la pensée de Barrès c'est une transposition du Culte du Moi à un niveau supérieur : de l'adoration et de la défense du Moi individuel, Barrès passe au Culte du Moi collectif, un Moi nourri de passé et de tradition, le Moi national : « Le Moi individuel (...) supporté et nourri par la société. » (4) s'intègre totalement au Moi collectif au point de ne pouvoir se concevoir qu'en tant que simple composant d'un organisme.

En 1898, Barrès explique son évolution vers la psychologie sociale comme une révolution contre le nihilisme : « Si je suis passé de la rêverie sur le Moi au goût de la psychologie sociale, c'est

1. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, préface de 1905, Paris, Fontemoing, Coll. Minerve, 1905, p. 11-12.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, 1911-1912, t. 9, Paris, Plon, 1935, p. 285-286.

3. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p. 228.

4. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, préface de 1905, Paris, Fontemoing, Coll. Minerve, 1905, p.14-15.

par des voyages, par la poésie de l'histoire, c'est surtout par la nécessité de me soustraire au vague mortel et décidément insoutenable de la contemplation nihiliste. » (1).

Il va décrire assez simplement sa méthode, dans une célèbre conférence qu'il va donner en mars 1899, sous les hospices de la Ligue de la Patrie française :

« J'ai été un individualiste, et j'en disais sans gêne les raisons ; j'ai prêché le développement de la personnalité par une certaine analyse. Ayant longuement creusé l'idée du « Moi » avec la seule méthode des poètes et des romanciers par l'observation intérieure, j'étais descendu, descendu parmi les sables sans résistance, jusqu'à trouver au fond pour support la collectivité. » (2)

Ensuite, il appartient au Moi de faire le tri entre ce qui doit appartenir à cette patrie psychique et ce qui doit en être rejeté. En déplorant la décadence de la Lorraine, il écrit : « Cette brave population dut accepter de toute part les étrangers qu'elle avait repoussés tant qu'elle était une race libre, une race se développant selon sa loi. » (3). Il souligne, qu'il conçoit l'accord du Moi avec la collectivité : « comme l'effort de l'instinct pour se réaliser » et : « qu'il souffrait de s'agiter, sans tradition dans le passé et tout consacré à une œuvre viagère. » (4).

Dans *Un Homme libre*, il croit trouver au cours de la soirée d'Haroué la solution qui donne à son être exsangue le surcroît de force tant désiré, par le contact avec la terre de ses pères. Il multiplie son être, il veut le faire participer à une réalité séculaire, riche de puissances futures :

« Et à mesure que ces livres, qui n'ont trait qu'à la sensibilité des grandes villes, cessaient de m'émouvoir, de cette église où j'entrais chaque jour, de ces tombes qui l'entourent, et de cette lente population peinant sur des labeurs héréditaires, des impressions se levaient, très confuses mais pénétrantes. C'était une sensibilité nouvelle que je me découvrais, une âme profonde qui me parut savoureuse. » (5).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Stanislas de Guaita in Amori et dolori sacrum*, Paris, 1994, Robert Laffont, t. 2, p. 56.

2. Maurice BARRES, Extrait d'une conférence prononcée par Barrès le 10 mars 1899 sous les auspices de la Ligue de la Patrie française, in Raoul Girardet, *Le nationalisme français*, Paris, Seuil, 1983, p. 187.

3. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p.151-152.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le culte du Moi. Examen des trois romans idéologiques*, Paris, Robert Laffont, 1994, t.1, p. 21.

5. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p.122.

Barrès réalise l'accord de son Moi et du monde, dans un pays et une histoire. Il découvre intuitivement une certaine analogie entre son âme et celle de son pays. Mais Barrès ne vante pas seulement les charmes de sa Lorraine : il s'y reconnaît avec ses faiblesses et ses incapacités. La Lorraine ne va pas lui donner seulement une raison de se dévouer, mais surtout un moyen de développement personnel. Dans sa trilogie de forme hégélienne, il parvient au moment où se révèle la direction de Dieu :

« L'imitation des hommes les meilleurs échouerait donc à me hausser jusqu'à toi, Esprit, Total des émotions ! Lassé de ne recueillir de mes intercesseurs que des notions sur ma sensibilité, sans arriver jamais à l'améliorer, j'ai recherché en Lorraine la loi de mon développement. A suivre le travail de l'inconscient, à refaire ainsi l'ascension par où mon être s'est élevé au degré que je suis, j'ai trouvé la direction de Dieu. » (1).

La Lorraine lui découvre la source des richesses pressenties de son âme. C'est la Lorraine qui découvre à Philippe, dans *Un Homme libre*, son histoire et qui l'éclaire sur les parties troubles de sa conscience. Car lui dit-elle, tu es la conscience de notre race :

« C'est peut-être en ton âme que moi, Lorraine, je me serai connue le plus complètement. Jusqu'à toi, je traversais des formes que je créais pour ainsi dire, les yeux fermés ; j'ignorais la raison selon laquelle je me mouvais ; je ne voyais pas mon mécanisme. La loi que j'étais en train de créer, je la déroulais sans rien connaître de cet univers dont je complétais l'harmonie. Mais à ce point de mon développement que tu représentes, je possède une conscience assez complète ; j'entrevois quels possibles luttent en moi pour parvenir à l'existence. » (2).

Mais à s'y confiner, il se condamnerait à l'échec, à l'instar de cette province qui a historiquement échoué. Or : « Les individus, si parfaits qu'on les imagine, ne sont que des fragments du système plus complet qu'est la race, fragment elle-même de Dieu. » (3).

Il possède désormais une recette de développement infini dans le passé et dans l'avenir. Cette démarche barrésienne, ce passage direct du moi à la race, doivent être rapprochés à la fois pour

1. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p.166.

2. Op. cit., p.168-169.

3. Op. cit., p.187.

l'intuition de Fichte, mais aussi d'Hegel pour la systématisation à posteriori. Il le confirme, en écrivant en 1897, dans le premier tome de ses *Cahiers* :

« Etre utile, être d'une patrie. Notion hégélienne de l'individualité. Ce qui est individuel ne peut pas durer comme tel, parce que l'individu ne peut réaliser l'idée et par conséquent ne vient au jour que pour faire place à un autre, pour faire nombre dans cet ensemble d'existences particulières dont la totalité seule représente vraiment l'idée. Thèse de *l'Homme libre*, Venise. Individualisme et liberté. » (1).

Barrès va confondre son Moi avec l'éternité de sa race, de son pays ; à l'imitation d'Hegel, il oppose au Moi l'antithèse de la race, avant de parvenir à la synthèse future.

Pierre de Boisdeffre en 1962, dans *Maurice Barrès*, affirme qu'*Un Homme libre* est passé tout naturellement du culte du Moi individuel à « l'adoration » du Moi héréditaire, en insistant chez Barrès sur la recherche du caractère d'immortalité du Moi. Son être l'enchantant, quand il le voit s'échelonner sur tant de siècles, et n'être qu'un instant d'un long développement de son être :

« Barrès ne fait que traduire ici l'hypothèse selon laquelle l'embryon reproduirait tour à tour les grandes étapes qui marquèrent la formation de sa race ; la Lorraine lui sert de terrain d'expérience où vérifier ce postulat : « A étudier l'âme lorraine, je compris quel moment je représentais dans le développement de ma race ; je vis que je n'étais qu'un instant d'une longue culture. » (2).

Cette province c'est donc une province de l'âme, élue, créée de toutes pièces, à l'usage du Moi barrésien, car ce n'est pas la Lorraine qui a créé Barrès, c'est lui qui a créé la Lorraine. Elle n'est rien que le nom qu'il a donné à son âme : « Mes rapports avec la Lorraine sont d'un mariage, je la crée et je me crée. » (3). Cette relation intime va le conduire à aller plus loin que simplement avancer les yeux fermés, compléter l'harmonie de l'univers, elle va le conduire à exister : « Mais à ce point de développement que tu représentes, je possède une conscience assez complète ; j'entrevois quels possibles luttent en moi pour parvenir à l'existence. » (4).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 210-211.

2. Pierre de BOISDEFFRE, *Maurice Barrès*, Paris, Editions universitaires, 1962, p. 57.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, p. 46.

4. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p.169.

Dans cette éthique barrésienne, c'est toujours l'instinct qui constitue le principal critère de comportement valable. L'inconscient et l'instinct à cette époque sont les deux concepts qui possédant une signification pratiquement identique sont les vrais moteurs de l'histoire, la source de vie de la collectivité. Les principes de défense du Moi et de son « épuration » des éléments étrangers sont appliqués dans *Scènes et doctrines du nationalisme* ; c'est alors que la lutte entre les différents Moi est considérée comme une sorte de loi naturelle, en vertu de laquelle il s'agit pour chacun d'être le plus fort. Jean-Marie Domenach, futur directeur de la Revue *Esprit*, affirme en 1954, dans l'ouvrage *Barrès par lui-même*, que dès le « Barrès des débuts » la dimension sociale de l'approche existe bien :

« Rien dans *Un Homme libre* ne se rapporte directement à la situation politique et sociale, et pourtant l'exaspération de jouissance et de mépris qu'il traduit, l'appel au maître et au sauveur inconnu qui le conclut, portent la marque de l'époque (...) Tous ceux qui ont quelque chose dans le cœur, une foi, une colère, ou un brin de fantaisie, reculent devant ce monde niaisement sûr de lui, devant l'affairisme qui triomphe à l'abri de la République opportuniste, laïque et sorbonnarde (...) L'intérêt passionnant du premier Barrès est qu'il participe à la fois de cette triste fin de siècle et de cet effort de renaissance. Il éprouve pleinement la volupté d'un monde qui se défait ; il esquisse, et il croit agir, le premier acte d'un redressement. » (1).

Ses idées se ramènent à avoir reconnu que le Moi individuel était tout supporté et alimenté par la société et c'est donc, parce qu'il considère, qu'il n'y a pas bien évidemment dans cette perspective d'antinomie entre égotisme et dimension nationale, que sa vie durant, Barrès affirmera qu'*Un Homme Libre* constitue son expression centrale et certainement le transfert majeur et indélébile des influences germaniques sur sa vie d'auteur littéraire et d'acteur de la vie politique française. Dès 1897, il ne va pas cesser de le clamer dans ses *Cahiers* : « *L'Homme libre*, pauvre petit livre où ma jeunesse se vantait de sa solitude ! Il demeure mon expression centrale. » (2).

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p.12-14.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 186.

Plus tard encore, dans les *Scènes et doctrines du nationalisme*, il écrit :

« Je n'ai jamais écrit qu'un seul livre : *Un Homme libre*, et qu'à vingt quatre ans j'y indiquais tout ce que j'ai développé depuis, ne faisant dans *les Déracinés*, dans la Terre et les Morts et dans cette Vallée de la Moselle (ou j'ai peut-être mis le meilleur de moi-même) que de donner plus de complexité aux motifs de mes premières et constantes opinions. » (1).

En 1914, il confirme toujours cette position : « A bien voir, je n'ai écrit qu'un livre, *Un Homme libre* ; arbre planté dans ma jeunesse et d'où je détache de saison en saison quelques fruits. » (2), et, encore en 1923, il écrit : « Je n'ai pensé qu'un livre : *L'Homme libre* ; comment s'employer, comment fleurir, comment s'épanouir tout entier. » (3). Il continuera d'écrire, en parallèle aux romans à thèse et aux essais engagés, des textes directement issus de l'individualisme sensuel des premières œuvres.

II) Dans son approche particulière du socialisme

La profonde attirance du jeune Barrès pour le socialisme est indissociable de celle qu'exerce sur lui la philosophie allemande. Son attachement au socialisme ne sera qu'une étape de sa vie littéraire et politique, qui va de la quête du Moi au nationalisme et dont la grande constante est la recherche de la Vérité, qui donne un sens à sa vie. Les sources idéologiques du socialisme français, sont selon lui : « de Rousseau pour sa sensibilité et de Hegel pour sa dialectique. » (4) . Mais Barrès va organiser principalement son socialisme dans le cadre de la société nationale. Il croit qu'il appartient au socialisme d'être la mystique de notre société, mais aussi une source d'énergie. Le socialisme doit jouer le rôle en France, qui fut celui du mythe de la Révolution, qui depuis est devenue une tradition avec la République bourgeoise.

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 15.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 338.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p.198.

4. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « la pensée plus forte que le penseur », Paris, Sansot, 1904, p. 18.

S'il retrouve l'inspiration nationale d'un Michelet, il emprunte aussi les idées des philosophes allemands, et particulièrement celles d'Hartmann sur le groupe social, qui serait lié par ses traditions inconscientes héritées du passé. Mais Barrès dans sa démarche socialiste va entreprendre un retour aux sources, et ce mouvement lui fera ainsi découvrir le philosophe allemand Hegel et les vertus de sa dialectique. Il a fourni l'idée de la subordination, de l'intégration de l'individu dans la société, mais aussi une réflexion sur la nature de l'Etat : « L'Etat pour Hegel est un produit de la raison ; c'est le monde moral réalisé et organisé. Qu'il prenne conscience de ses droits, qu'il étudie ses attributions... Pensée puissante et qui justifie pour moi le socialisme. » (1).

Dans son activité d'homme politique, Barrès va chercher une synthèse entre le socialisme et la nation. Il l'a proposé en 1889 à ses électeurs de Nancy, dans le cadre du « socialisme nationaliste ». Cette période va s'étendre du boulangisme au programme de Nancy de 1898. En février 1890, il se réfère à la législation sociale en Allemagne comme un modèle à suivre (2). Il semble extrêmement impressionné par l'exemple allemand qui allie une extraordinaire montée du socialisme allemand, et une politique du réformisme social des gouvernements de Berlin. Mais simultanément et paradoxalement dans le même article, Barrès met en garde le mouvement socialiste contre le piège que constitue le pseudo-réformisme du Vatican et du Chancelier allemand : « Les deux colonnes réactionnaires, les héritiers de la vieille Europe ; le pape et le César sentent qu'à résister brutalement (...) on serait brisé comme un verre ; Par sagesse, ils fléchissent. » (3).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 222.

2. Maurice BARRES, « Commémoration socialiste », *Le Courrier de l'Est*, 2 février 1890.

3. Ibid.

En février 1890, il va clarifier ses positions sur le socialisme, qui correspondent à celle d'un socialisme humaniste et réformateur : « Vouloir que l'homme vive en travaillant et vive quand il ne peut plus travailler, assurer l'homme contre la misère quand il n'a plus la force de se défendre, c'est être socialiste. » (1). Il écrit, encore en juillet 1890, son espérance dans un socialisme qui se développe en France, mais aussi sur l'ensemble du monde :

« Vous êtes des ouvriers isolés, les pauvres travailleurs des salines, des soudières ; donnez la main à tous les autres travailleurs, vos frères, et avec votre misérable salaire, vos fatigues jamais interrompues, pourtant vous dominez le monde (...) Vous pouvez entrer (...) dans une association puissante : dans une vaste société qui s'étend sur toute la France, gagne chaque jour du terrain, a ses ramifications dans l'Europe, dans le monde entier. » (2).

Il accorde aussi de l'importance à l'idée syndicale et il semble même révolutionnaire, quand il écrit, qu'il faut à Nancy : « Protéger tout ce qui veut vivre : syndicat . Le menu peuple contre le peuple gras. Ordre et progrès.» (3). Mais pour Barrès, le socialisme est nécessairement indissociable de l'idée de patrie. Il est un moyen de renouer le lien social, afin d' : « éviter que l'idée de patrie ne se présente aux couches sociales les plus défavorisées uniquement sous formes de « charges à subir et de corvées à remplir. » (4). Ce lien à renforcer ne vaut dans la conception restrictive de Barrès, que pour les citoyens français. Il faut même favoriser l'éclosion du sentiment de la solidarité à l'intérieur du groupe national « par la haine du voisin » (5), car « L'idée de patrie implique une inégalité mais au détriment des étrangers. » (6).

1. Maurice BARRES, « Le Socialiste », *Le courrier de l'Est*, 2 février 1890.

2. Maurice BARRES, « A mes amis de Saint-Nicolas et de Dombasle (Lettre ouverte) », *Le Courrier de l'Est*, 27 juillet 1890.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers* , t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 50.

4. Maurice BARRES, *Contre les étrangers, Etude pour la protection des ouvriers français*, Paris, Grande imprimerie parisienne, 1893, p.13.

5. Op. cit.,p. 28.

6. Op. cit., p. 13.

Dans les années 1893, il n'est pas très éloigné de Jean Jaurès et il a même pour lui de l'admiration. Dans *Le Journal* du 20 janvier 1893, Barrès publie à l'occasion de la soutenance de la thèse de Jaurès, un article plein d'éloges pour le leader socialiste. Il se félicite de la rentrée prochaine de celui-ci à la Chambre et appelle la jeunesse à se grouper autour du philosophe Jean Jaurès.

L'ennemi des lois, publié en 1893, apporte la preuve des premiers contacts de Barrès avec l'instinct de révolte et le socialisme. Le porte-parole de Maurice Barrès est André Maltère, maître de conférences à l'Ecole pratique des Hautes Etudes, auteur d'un article séditieux mettant en cause le principe même de l'obéissance et de la société. Reprenant les thèmes de *L'Ennemi des lois*, Barrès écrira, dans *La Cocarde*, en 1895 : « Le mal, le coup porté à une chose sacrée, la révolte, voilà les conditions de l'évolution humaine : ce sont les mauvaises passions qui maintiennent l'activité dans l'humanité, dans l'univers. » (1). En septembre 1894, il qualifie même dans *La Cocarde*, l'instinct de la révolte, de puissance vitale (2). Cette révolte existe à toutes les époques, et :

« La force révolutionnaire qui est toujours dans le monde se témoigne ici par les écrits de Luther et la révolte des paysans, ailleurs par les écrits de Rousseau et le soulèvement dit Grande Révolution, mais ces forces, pour agir dans un même temps et dans une même direction, ne s'engendraient pourtant pas ; ce sont des éruptions d'une même ardeur qui est l'avenir en puissance. » (3).

Mais un document est indispensable pour comprendre le socialisme de Barrès et ses liens avec les philosophes allemands ; il s'agit de quelques articles de Barrès dans *Le Journal* les 30 novembre, 7 et 14 décembre 1894, consacrés à Hegel et à Marx. Les plus importants seront recueillis en 1904 sous la forme d'un petit livre intitulé *De Hegel aux cantines du Nord*. Dans l'introduction Eugène Nolent, précise la nature et l'évolution du socialisme de Barrès, ainsi que son admiration

1. Maurice BARRES, « Le premier mot de l'année », *La Cocarde*, 1^{er} janvier 1895.

2. Maurice BARRES, « Le problème est double », *La Cocarde*, 8 septembre 1894.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 269.

pour la dialectique, mais aussi l'intérêt de ce dernier pour Hegel précurseur du socialisme

moderne :

« De l'hégélianisme, ce qui le frappe, c'est la méthode à coup sûr, c'est aussi la justification rationnelle de l'historicisme, qu'il aurait pu déduire d'une autre doctrine, du comtisme par exemple. Car, quand il rejette avec mauvaise humeur l'idéalisme absolu, il emprunte à l'hégélianisme une doctrine de la relativité et de l'histoire, qui était exactement la doctrine de Comte, « respirée » peut-être, par M. Barrès dans l'air ambiant. » (1).

Barrès présente Hegel comme le précurseur du socialisme, par sa dialectique et par sa philosophie du droit. Il a conçu, selon lui, l'univers comme un mouvement, un effort continu vers la liberté et l'affranchissement. Entre le réel et le rationnel, les limites étaient effacées, ce qui effaçait en même temps les limites entre le fait et le droit et permettait une nouvelle conception de l'Etat. La puissance de la pensée du philosophe wurtembergeois, aurait même entraîné qu'une fois mise au monde, elle n'avait plus que faire de son créateur. La philosophie d'Hegel serait donc l'ancêtre des « meneurs socialistes » dans l'ensemble du monde : « Elle courut l'univers, elle agit non seulement sur ceux qui l'adoptèrent, mais aussi sur ceux qui la repoussèrent et sur ceux là même qui jamais ne l'entendirent nommer. » (2) . Et il n'est donc pas surprenant, selon Barrès, qu' : « A Roubaix, à Vierzon, à Carmaux, à Rive-de-Gier, dans les plus tristes cantines du Borinage, parfois en écoutant, le soir, un prêche socialiste, à telle phrase de l'orateur et sur sa méthode historique, nous reconnûmes des fragments et la dialectique même du professeur à Iéna. » (3).

Eugène Nolent dans la note 4 de « Quelques mots sur l'hégélianisme » de *Hegel aux cantines du Nord* va étendre très largement l'influence d'Hegel en France sur la production d'hégéliens aussi divers et antinomiques que Maurras qui l'aurait été par Taine, Renan, et Jaurès par Marx (4).

1. Préface d'Eugène NOLENT dans Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, 4^e édition, Paris, Sansot, 1904, p. 9-10.

2. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La pensée plus forte que le penseur », 4^e édition, Paris, Sansot, 1904, p. 16-17.

3. Op. cit., p. 15-16.

4. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, Note 4 d'Eugène Nolent « Quelques mots sur l'hégélianisme », 4^e édition, Paris, Sansot, 1904, p. 82-83.

Mais à cette époque, la critique la plus dure que Barrès va instruire sur le socialisme d'origine germanique, ira en direction du socialisme prétendu scientifique, matérialiste, dur et géométrique : le marxisme. Il aurait été l'incarnation même du « germanisme » dans le socialisme. Cette critique est contenue dans plusieurs articles de presse, mais surtout dans un ouvrage de 1893 *L'Ennemi des lois*. Barrès rejette d'ailleurs Marx, à un tel point, qu'il ne le compte même pas dans les sources du socialisme. Sans être un spécialiste de science politique, Barrès dégage néanmoins, avec une réelle précision et parfois une vision assez prophétique, les grands traits de l'idéologie marxiste et ses dangers potentiels. Mais la grande faiblesse de l'approche barrésienne réside dans une volonté continuelle de vouloir associer l'antisémitisme et l'antigermanisme, à son analyse politique. Il s'acharne à démontrer que le matérialisme marxiste manque de contenu moral, de spiritualité, car il ne serait qu'une synthèse « du socialisme juif » (1) et du « socialisme allemand » (2), qui allie l'esprit « des durs logiciens juifs » (3), avec « le sentiment du ventre » inhérent à la nature allemande et à son exploitation par les « agitateurs juifs » (4).

Il instrumentalise, dans *L'Ennemi des lois* son héros, le maître de conférences de l'Ecole pratique des Hautes Etudes André Maltère, et lui fait rencontrer en Allemagne les origines, ce qu'il nomme le « socialisme du ventre » :

« Au bout de quelques jours, Munich parut agir sur eux. Dans l'étonnant salon rococo du « restaurant Albert », André eut le sentiment du ventre. (...) Ils avaient beaucoup mangé (...). Dans ce bien être (...) il envisagea mieux les mœurs d'Allemagne, et se sentit un peu de l'âme qui les nécessite ; il avoua à Claire que le ventre existe et peut, après entraînement, devenir le point sensible. « Je m'explique, lui disait-il, qu'avec leur vision si nettes des forces les agitateurs juifs aient mis là le doigt. Chez nous, Français, la dominante, c'est la vanité ; de là notre rêve : égalité, notre cri : justice. Ici, c'est l'appétit ; de là leur rêve : bien-être, leur cri : améliorations matérielles. » (5).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 305.

2. Op. cit., p. 304.

3. Op. cit., p. 306.

4. Op. cit., p. 304.

5. Op. cit., p. 304-305.

Le matérialisme marxiste n'aurait donc que des origines « germaniques primitives et vulgaires ».

Il serait une théorisation très abstraite de la satisfaction des besoins matériels, il serait le « parti du ventre » :

« Les ouvriers allemands, à leur tour, ne recevant d'arguments que pour défendre leurs appétits, ne voyant de drapeau levé haut que celui de la révolution économique, ont semblé ne plus se préoccuper que de celle-ci et que le socialisme a paru réduire les idéologues au parti du ventre. » (1).

Mais puisqu'il en est ainsi, il est clair pour Barrès que : « la réforme économique poursuivie par les socialistes allemands pour être essentielle n'en est pas moins secondaire... » (2). Car s'il ne conteste pas l'importance de devoir réformer une société fondée sur des exploitations cruelles, ni le fait que la satisfaction de besoins matériels soit la préoccupation essentielle et primordiale pour les « misérables » : « le pain, la viande et l'alcool » (3) et qu'il ne nie pas la place importante tenue dans l'existence des hommes par l'élément économique, il se refuse à tout ramener à lui :

« Karl Marx a raison quand il signale l'importance de l'émancipation économique. Il a tort quand il affirme qu'elle serait l'émancipation totale. La situation religieuse, politique, juridique, morale, ne dépend pas uniquement de la situation économique. Il y a le problème de la misère, il y a aussi le problème de l'éducation. Régler le rapport de l'individu avec les richesses capitalisées par la société, cela est urgent. Régler ses rapports avec la masse d'idées accumulées par l'humanité, cela n'est pas moins essentiel. » (4).

Néanmoins, Barrès paradoxalement qualifie de « magnifique évolution » le fait que Marx et Engels aient introduit, dès 1844 : « la dialectique du maître dans l'économie politique, (car) ils mirent l'hégélianisme au service des intérêts matériels. » (5).

Ces intérêts matériels, il en reconnaît parfois même l'exceptionnelle importance et il oublie même leur vulgarité, comme si leur satisfaction étaient une condition de défense du Moi. Il ira

1. Op. cit., p. 304.

2. Op. cit., p. 308.

3. Op. cit., p. 304.

4. Maurice BARRES, « Le problème est double », *La Cocarde*, 8 septembre 1894.

5. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « L'arbre d'une vie », Paris, Sansot, 1904, p. 24.

jusqu'à affirmer : « cette campagne du ventre vaut un mouvement religieux vers la justice. Ce navet au bout d'un cordon, acceptons-le comme un signe sacré. » (1). Mais le fond de sa pensée entre l'idée et la matière dans le socialisme, il la délivre clairement, dans *La Cocarde* du 24 septembre 1894 : « le socialisme ne doit pas être le parti du ventre (...) C'est un but plus élevé que nous devons rechercher. » (2). Ce but ultime du socialisme est la création d'un monde nouveau, où doit s'accroître le bien-être et la bonté :

« La civilisation ne doit pas être l'apanage d'une minorité qui en jouit à part soi et pour elle-même. Elle doit augmenter la part de bien-être et de bonté de chacun. C'est ce que s'efforcèrent de faire les religions à l'origine des sociétés. C'est ce que fera le socialisme. » (3).

En définitive, c'est à sa capacité à dépasser ou non la question économique que Barrès lie l'avenir du socialisme. Selon qu'il la dépassera ou non, le socialisme sera un mouvement de libération, ou alors un mouvement d'oppression. Au niveau de la politique, il pense que la mutation économique et sociale proposée par les marxistes peut déboucher sur une dictature. Au niveau de la société, elle risque d'entraîner l'application des critères économiques et des impératifs du collectivisme à tous les domaines de l'existence. Il redoute par dessus tout que le marxisme n'écrase l'individu sous le terrible conformisme d'une « société tracée au cordeau ». *L'Ennemi des lois* contient un passage qui est une critique véritablement prophétique du marxisme concret qui s'appliquera plus tard à différents Etats, notamment de l'Est de l'Europe (4). Elle témoigne à cette époque du refus barrésien de voir imposer un système qui ne garantirait plus les droits de l'individu et du Moi. Il y a une absolue répugnance barrésienne, tant sentimentale que logique, pour la possibilité d'imposer le socialisme par des brutalités, par l'action d'une minorité. Car il faut que chaque Moi garde sa libre allure. Le danger est d'autant plus réel que les marxistes

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 306.

2. Maurice BARRES, « La fête du 22 septembre », *La Cocarde*, 24 septembre 1894.

3. Ibid.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 309.

chercheront à imposer non seulement une restructuration de la société, un nouveau système économique et finalement leur propre système de valeurs, mais encore, ils estimeront que l'accession de la société au stade déterminé par eux, constituera l'étape finale de l'évolution de l'humanité. Très souvent, Barrès compare le socialisme marxiste à une religion révélée, que ses protagonistes n'hésiteront guère, le jour venu à imposer par la force. Ce que Barrès craint avant tout, c'est le sentiment qu'ont les marxistes de détenir la vérité absolue, de penser que l'évolution humaine peut et doit s'arrêter avec « l'installation du collectivisme » et par conséquent leur volonté à venir d' « imposer à l'univers en plus de l'immobilité » cette « triste folie » qu'est « l'uniformité » (1). En négligeant l'émancipation de l'individu, ce socialisme ne serait qu'une forme nouvelle de l'oppression. Et c'est précisément ce danger que le marxisme fait courir (2). Si le socialisme devait se limiter à la poursuite de l'émancipation économique, il est à craindre qu'il ne puisse la réaliser : « sans nous écraser sous une dictature uniforme.» (3).

Barrès est intimement persuadé que le bien être, par hasard, donné par « un dictateur » et le « marxisme interprété selon certains autoritaires » pourraient aboutir à « une immense infinité dictatoriale » (4). S'il n'était individualiste et au niveau de l'organisation politique et administrative, fédéraliste, le socialisme « ne serait que transfert de notre société actuelle

1. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La fédération donne à tous une patrie », Paris, Sansot, 1904, p. 35.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 309 : Dans ce passage de *L'Ennemi des lois*, Barrès va délivrer une vision prophétique des matérialistes ayant accédé au pouvoir : « J'entrevois qu'ils imposeront au monde une règle morale, comme ils lui proposent une règle économique. Pour les choses du ventre, chacun subissant les mêmes nécessités, une règle composée d'après les besoins de la majorité serait substituée avec avantage au désordre économique actuel. Mais ces impérieux socialistes ne mettront-ils pas aussi l'autorité au service des façons de voir de la majorité ? Les dissidents devront-ils se courber ? Détruira-t-on les acquisitions du passé, honnies de la masse, mais qui enchanteraient encore quelques individus ? Et avec ces retardataires, excommuniera-t-on les esprits d'avant-garde ? Et que réservez-vous aux excentriques qui, par frénésie d'individualisme, se déroberont à toute façon de se sentir accréditée ? Société tracée au cordeau ! Vous offrez l'esclavage à qui ne se conforme pas aux définitions du beau et du bien adoptées par la majorité. Au nom de l'humanité, comme jadis au nom de Dieu et de la Cité, que de crimes s'apprentent contre l'individu. ».

3. Maurice BARRES, « Pas de dictature », *La Cocarde*, 30 décembre 1894.

4. Maurice BARRES, « La fête du 22 septembre », *La Cocarde*, 24 septembre 1894.

aux mains de nouveaux dirigeants. » (1). C'est pour cela qu'il doute sincèrement que le marxisme ait la faculté de modifier la condition humaine, de dépasser le stade de l'homo faber, de permettre le libre et entier développement de toute individualité humaine. Aussi Barrès en appelle-t-il à l'autorité du philosophe allemand Hegel, pour démolir l'image de ce « socialo-marxogermanisme ». Il considère que la pensée hégélienne constitue le point de départ du socialisme. Car la conception de l'histoire de Hegel a été une découverte capitale. Le philosophe allemand a donné à un sentiment humain naturel, l'aspiration vers un avenir meilleur, le cadre conceptuel qui lui a permis de devenir une doctrine et un moyen d'action. Le socialisme pour Barrès est « l'aspiration vers une société plus parfaite ». Réduit à son expression la plus simple et aussi la plus fondamentale, c'est un rêve de justice dans lequel se concrétisent aussi les aspirations d'un peuple laborieux vers le bonheur et le bien-être. Ce sentiment naturel n'est devenu une énorme puissance sociale que grâce à la philosophie de l'histoire de Hegel. Avec Hegel, les hommes ont pris conscience du fait que le simple instinct qui les amène à construire un monde meilleur peut devenir, à une époque donnée, une force capable de bouleverser le monde. Si Hegel : « lui-même était conservateur (...) sa méthode était révolutionnaire » (2). Barrès pense que tout socialiste : « relève de Hegel pour sa dialectique » (3) : c'est la même méthode hégélienne qui a suscité le collectivisme de Karl Marx en Allemagne et en France Proudhon.

Mais il est intéressant de remarquer que déjà à cette époque, Barrès explique la multiplication des familles socialistes par un facteur racial, quand il écrit : « Selon les tempéraments dont il prend possession ou mieux encore selon les races, l'hégélianisme produit des combinaisons

1. Maurice BARRES, « Pas de dictature », *La Cocarde*, 30 décembre 1894.

2. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « L'arbre d'une vie », Paris, Sansot, 1904, p. 21.

3. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La pensée plus forte que le penseur », Paris, Sansot, 1904, p. 19.

différentes. » (1).

Dans cette interprétation toute transformation sociale est non seulement légitime, mais nécessaire, car elle représente une phase dans l'infini mouvement de l'histoire. C'est ainsi qu'en fournissant au parti du mouvement ses fondements idéologiques, Hegel a forgé les armes du mouvement révolutionnaire. En lui enseignant : « que tout ce qui a été nécessaire a été vrai et que la place de chaque chose constitue sa vérité. » (2), le philosophe allemand a rendu au socialisme un service sans prix. L'élément révolutionnaire dans la méthode hégélienne réside pour Barrès dans le fait qu'elle rend légitime tout phénomène historique. Son raisonnement se réduit à un simple syllogisme : ce qui est nécessaire est vrai ; le socialisme est nécessaire, donc le socialisme est vrai. Hegel serait le père des doctrines révolutionnaires. Il est l'homme des : « idées qu'avaient accueillies avec transport, comme des armes de défense, les conservateurs prussiens » mais qui sont en fait devenues : « les pires armes révolutionnaires aux mains des ouvriers sans culture ! » (3). C'est donc le relativisme hégélien que Barrès veut opposer aux certitudes marxistes et à son uniformité puisque : « Quand rien n'est que relatif, quand tout passe et fuit, c'est une prétention insensée d'imposer l'unité et l'immobilité au monde. » (4), mais aussi parce que le socialiste doit être pour Barrès l'homme qui a le goût de la transformation sociale.

Il reproche aux marxistes de soutenir que le processus de l'évolution s'arrêtera avec l'accession

1. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « L'arbre d'une vie », Paris, 1904, Sansot, p. 23.

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La pensée plus forte que le penseur », Paris, 1904, Sansot, p. 16.

4. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La fédération donne à tous une patrie », Paris, Sansot, 1904, p. 35-36.

de la société au stade déterminé par eux, alors qu'il n'y a aucune raison de supposer que le socialisme échappe aux lois générales de l'évolution historique. Si le socialisme a donc raison d'estimer, en appliquant la méthode hégélienne : « que le capitalisme, le salariat actuels ne sont pas des formes économiques éternelles », il a tort en revanche, d'oublier cette vérité essentielle : « le collectivisme lui-même passera, et c'est à quoi ne pensent pas assez les collectivistes, qui montrent des âmes de croyants religieux, dès qu'il s'agit de leur système philosophique devenu un credo politique. » (1). Ce que prétend Barrès, c'est que l'on ne peut appliquer la méthode hégélienne de façon sélective. Puisque Hegel a découvert les lois de la dialectique, que Barrès qualifie d'admirable, puisqu'il a montré que tout phénomène historique n'est que l'instant d'une interminable évolution, le stade du socialisme ne peut être lui aussi qu'un instant de cette évolution. Ainsi engagé dans un processus infini, l'homme ne peut considérer aucune étape de sa marche en avant comme l'étape finale.

Mais Barrès est conscient du fait que si le marxisme commet une grave erreur, cette erreur est quand même à l'origine de sa force : c'est en effet une source d'énergie, car elle suscite précisément une puissance de sentiment qui est un formidable levier et pratiquement l'unique moyen de remuer le cœur des masses. « Cette force qu'aura toujours en France un idéal » (2) est donc un facteur politique de premier ordre. Barrès souligne que rien de grand ne saurait être accompli sans : « cette force qu'on appelle la foi (...), n'est-ce pas déjà », demande-t-il, « une recommandation pour une doctrine d'être la plus capable de créer un état d'esprit religieux, ou, pour mieux dire, d'enthousiasme et de dévouement ? » (3).

1. Ibid.

2. Maurice BARRES, « Les assagis et les apprivoisés », *La Cocarde*, 16 octobre 1894.

3. Maurice BARRES, « La foi en sociologie », *La Cocarde*, 26 octobre 1894.

Marx serait tombé dans la même erreur que Hegel qui : « considérait sa philosophie comme l'absolu réalisé. Le mot du mystère universel lui semblait trouvé. Il n'avait que faire de nouveaux réformateurs. » (1) et il complète sa pensée en les associant : « Hegel avait cru interpréter l'univers d'une façon définitive, Marx à son tour croit l'organiser à jamais. » (2).

Si Hegel considérait son propre système comme l'apothéose et la fin de la philosophie, Marx pensait qu'il était à même de fournir des solutions finales à tous les problèmes posés par les rapports entre les hommes. Tous deux, chacun à un niveau différent, croyaient avoir atteint la vérité absolue. En quoi, tous deux, pense Barrès, se sont rendus coupables de déviation de leur propre système, en quoi tous deux ont trahi leur propre méthode : « L'un et l'autre », écrit-il, méconnaissant leur dialectique : « ils prétendent substituer une immobilité bienheureuse à cette suite indéfinie de transformations qui sont chacune une parcelle de bonheur. » (3). Car la dialectique, n'est-elle pas la loi du développement par la conservation et le dépassement d'antinomies qui se résolvent dans un troisième terme qui les surmonte ? Ne suppose-t-elle pas un mouvement ininterrompu de l'histoire vers un avenir indéterminé ? Or, en se composant un idéal et en voulant l'imposer à l'humanité : « les marxistes risquent d'enrayer le mouvement de l'histoire. » (4).

Il y a plus en s'engageant dans cette voie : les disciples de Marx conscients d'être parvenus avec le système de leur maître au stade ultime de l'évolution sociale, non seulement s'enferment dans une erreur initiale, mais ils y ajoutent une erreur supplémentaire, non moins grave. En effet,

1. Maurice BARRÈS, *De Hegel aux cantines du Nord*, « L'arbre de vie d'une idée », Paris, Sansot, 1904, p. 21.

2. Op. cit., p. 25.

3. Op. cit., p. 25-26.

4. Op. cit., p. 26 .

puisque selon eux, le but ultime est en vue car l'histoire s'arrêtera, ils pensent pouvoir prédire avec exactitude les formes concrètes que prendra alors la société à son apogée.

C'est là, dans l'esprit de Barrès, une conception erronée car : « il ne s'agit point de faire le prophète mais de se prêter à l'évolution nécessaire. » (1). Là encore, il veut rester fidèle à la conception de l'histoire de Hegel et au rôle qu'il assigne à la philosophie. L'attitude de Hegel à l'égard de l'histoire explique fort bien pourquoi Barrès juge légitime de critiquer l'idée que le philosophe se faisait de la place occupée par son système dans l'histoire de la pensée. Pour Hegel, l'histoire est le tribunal suprême et elle n'est ni arbitraire, ni accidentelle. Puisque tout le réel est rationnel, Hegel se borne à chercher la raison du surgissement des événements. Au nom de cette conception de l'histoire qu'il considère comme la contribution capitale de Hegel aux sciences humaines, Barrès prend nettement ses distances à l'égard du marxisme : il souligne avec force que le marxisme n'est pas le socialisme, qu'en réalité le marxisme constitue une déviation du socialisme. Le socialisme authentique, celui qu'il appelle « le nôtre » est celui, qui étudie les courants de l'histoire, sans pour autant s'aventurer dans le terrain de la spéculation abstraite et donc du « germanisme », celui-là même où s'est engagé selon lui le marxisme matérialiste. Cependant, une grande certitude éclaire le monde : « l'avenir est au socialisme » (2). Cette certitude est née de la conception que se fait Barrès de l'histoire et qu'il exprime de la manière suivante : « il y a une causalité qui détermine les transformations sociales. » (3). Cette causalité dont le socialisme est le résultat, il la considère comme une donnée fondamentale qui ne nécessite point d'autre démonstration que l'autorité de Hegel.

1. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « L'arbre de vie d'une idée », Paris, Sansot, 1904, p. 25.

2. Maurice BARRES, « 27 janvier », *La Cocarde*, 27 janvier 1895.

3. Maurice BARRES, « L'idéal et les premières étapes », *La Cocarde*, 18 septembre 1894.

Dans la conception barrésienne, « la transformation sociale ne peut être entravée », car elle est dans « le sens de l'évolution historique. » (1), parce que : « le monde marche, les choses sont plus fortes que tout... » (2). C'est cette foi dans un avenir où : « la caste aujourd'hui possédante va sombrer dans une transformation du régime social. » (3) qui constitue le socialisme. Etre socialiste, n'est rien d'autre que croire de toutes ses forces, que l'avenir appartient au socialisme, qu'une irrésistible causalité y mène. Le socialisme est donc une foi aussi bien qu'une conclusion logique de ce qu'il appelle « les sciences historiques ». Sa critique du marxisme prépare déjà le socialisme nationaliste de la fin du siècle. Voilà pourquoi contre les socialistes allemands, matérialistes et plongés dans les préoccupations économiques, il réclame : « avec ceux de l'école française (..) une réforme mentale complète. » (4), qui hausserait chaque individu « jusqu'à la civilisation » pour en faire un « Homme libre » (5). On reconnaît aisément les préoccupations de Barrès depuis la publication de *Sous l'œil des barbares* : car elles viennent maintenant s'intégrer dans son socialisme. Le *Culte du Moi* prend dès lors, les formes de la solidarité sociale, de l'édification d'un monde nouveau où « chaque individu poussé à son type sera prêt pour la coordination corporative nationale et enfin universelle. » (6). Ce socialisme humain, souvent idéaliste se présente déjà, comme un socialisme national. Il est selon Barrès, le produit d'une synthèse originale de l'alliance du rationalisme d'un système philosophique universel, avec la « sensibilité nationale » française (7) ; une synthèse qui ne saurait jamais : « se plier sur le

1. Maurice BARRES, « L'ingérence du pouvoir central, *La Cocarde*, 22 novembre 1894.

2. Maurice BARRES, « Une revanche », *La Cocarde*, 12 janvier 1895.

3. Maurice BARRES, « Le bourru bienfaisant », *La Cocarde*, 26 février 1895.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 308.

5. Maurice BARRES, « Individualisme et solidarité », *La Cocarde*, 6 septembre 1894.

6. Ibid.

7. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La fédération donne à tous une patrie », Paris, Sansot, 1904, p. 31.

collectivisme allemand ou le terrorisme russe, car ces deux dernières conceptions sont significatives de races étrangères. » (1). Au « socialisme judéo-allemand » qui selon ses propres termes : « élimine les notions de pitié et de justice » (2), il oppose l'école française de l'enthousiasme et notamment, celle de Saint-Simon et de Fourier. Mais c'est le socialisme de Proudhon qui serait selon lui le plus original, car : « il combine notre sensibilité nationale et l'hégélianisme » (3), et prend comme levier de la révolution sociale : « l'idée de justice, de fraternité, ou tel autre sentiment de 48. » (4). En outre, le marxisme lui : « a emprunté la théorie de l'augmentation du capital par la plus-value dérobée au travail de l'ouvrier » (5).

Ce socialisme où se concrétise les : « aspirations du peuple laborieux vers le bonheur, le bien-être et la justice », ne peut séparer : « dans l'homme, ses besoins matériels de ses aspirations vers le mieux » (6). Il se fixe comme objectif : « une modification complète de l'état mental » (7), c'est-à-dire non seulement : « des conceptions nouvelles de la propriété, de la famille, de la légalité », mais « aussi (...) des mœurs nouvelles.... » (8). Dans *L'Ennemi des Lois*, André Maltère avait déjà fait une profession de foi identique : « Je révisé les principes de l'éthique », disait-il, « (pour) collaborer ainsi à la réfection des mœurs. » (9). En 1897, dans le premier volume des *Cahiers*, il écrit : « L'Etat pour Hegel est un produit de la raison ; c'est le monde moral réalisé et organisé.

1. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La fédération donne à tous une patrie », Paris, Sansot, 1904, p. 31.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p.304.

3. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La fédération donne à tous une patrie », Paris, Sansot, 1904, p. 31.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 304.

5. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « La fédération donne à tous une patrie », Paris, Sansot, 1904, p. 31.

6. Maurice BARRES, « L'idéal dans les doctrines économiques », *La Cocarde*, 14 novembre 1894.

7. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 304.

8. Maurice BARRES, « 27 janvier », *La Cocarde*, 27 janvier 1895.

9. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 269.

Qu'il prenne conscience de ses droits, qu'il étudie ses attributions ...Pensée puissante et qui justifie pour moi le socialisme. » (1). Ce texte, appartient à la dernière période du socialisme barrèsien. Rétabli dans ses attributions naturelles, débarrassé du parlementarisme, séparé du législatif et émanant directement du suffrage universel, l'exécutif peut non seulement, selon Barrès, entreprendre son œuvre de restauration de l'Etat, mais encore se consacrer à l'œuvre de justice sociale. Dans son programme nancéien de 1898, il exprime ses nouvelles préoccupations :

« un principe essentiel selon lequel doit être conçue la nouvelle politique française, c'est de protéger tous les nationaux contre cet envahissement, et c'est aussi qu'il faut se garder contre ce socialisme trop cosmopolite ou plutôt trop allemand qui énerverait la défense de la patrie. » (2).

En dépit de son expérience boulangiste qu'il évoquera en 1900, dans *L'Appel au soldat*, Barrès fait encore à cette époque figure d'anarchiste. Le culte de la nation s'accompagne d'un socialisme antiétatique et frondeur. Il se rend compte qu'il n'y a pas de communauté nationale, tant qu'un prolétariat, ainsi qu'Auguste Comte l'avait souligné, campe dans la cité. On put croire à ce moment que Barrès s'associerait à la revendication prolétarienne, qu'il trouverait son allié naturel dans la classe ouvrière, alors plus proudhonienne que marxiste et fédérée contre « l'ordre exploiteur », et que ces deux colonnes pourraient monter ensemble à l'assaut de la République opportuniste, qui eût été emporté, mais ce ne fut pas le cas.

Plus tard, en 1903, il écrira encore : « Les nationalistes se proposent d'assurer la sécurité économique de chaque Français (...) Le nationalisme nous ordonne de juger tout par rapport à la France. Déserter la cause des déshérités serait trahir la cause de la nation elle-même. » (3).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p.222.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 2, p.161.

3. Maurice BARRES, « Socialisme et nationalisme », *La Patrie*, 27 février 1903.

§ 2 : L'angoisse face à l'énergie et à la force retrouvées par la nouvelle Allemagne

Une question majeure se pose : comment le jeune écrivain des années 1880, dilettante et anarchisant, admiratif des philosophes allemands, de Kant, de Hartmann, de Fichte, de Schopenhauer, de Hegel a-t-il pu apparemment se métamorphoser en l'espace de quelques années, en un grand interprète et en un des opposants les plus farouches du monde germanique ? Qu'est ce qui a pu avoir un tel effet sur sa représentation pour en arriver au « germanisme », et à cette dimension dans l'angoisse et le traumatisme d'une « déficience générale de la France » ?

I) Du temps de latence de son traumatisme enfantin, à une névrose obsessionnelle d'adulte

Barrès est un homme dont la caractéristique est de réagir aux événements avec une particulière intensité. Le professeur Raoul Girardet, dans la préface de l'ouvrage *Barrès et le nationalisme français*, issue de la thèse très érudite du futur professeur Zeev Sternhell de l'Université hébraïque de Jérusalem, amène une nuance en regrettant qu'il ait fait apparaître trop systématiquement, Maurice Barrès, comme un théoricien absolu, un homme vivant dans des certitudes, alors qu'il aurait été plutôt un homme qui a réagi aux événements, avec sa force, ses doutes et parfois aussi ses faiblesses :

« Zeev Sternhell n'a-t-il pas eu tendance à sous-estimer ce que celui-ci présente de très spécifiquement « barrésien », c'est-à-dire à négliger l'homme au profit du « courant de pensée ». L'homme Maurice Barrès lui-même avec son dilettantisme, ses mépris et son sens du tragique, avec ses élans vers l'action et ses brusques dérobades, son goût du jeu et du geste, avec aussi son amour des beaux spectacles cruels, sa hantise des ruines et de la mort. Cet homme n'a rien d'un idéologue, encore moins d'un doctrinaire ; porté par l'instinct et se fiant à lui, capable parfois d'intuitions fulgurantes, il s'est toujours montré maladroit dans le maniement des idées. » (1).

1. Raoul GIRARDET, Préface de *Maurice Barrès et le nationalisme français* de Zeev STERNHELL, Bruxelles, Complexes, 1985, p.5.

Léon Blum qui dans sa jeunesse a été un admirateur de Maurice Barrès, écrit en 1897 :

« M. Barrès a créé et lancé dans le monde, qui l'a recueilli, non pas l'armature provisoire d'un système, mais quelque chose qui tenait plus profondément à notre vie, une nouvelle attitude, une mode d'esprit inconnu, une forme de sensibilité nouvelle. » (1).

Aussi est-il possible d'affirmer, que l'enfance de Barrès a été son destin. Elle fut riche en traumatisme. Il est un enfant hyperfragile, sensible, solitaire, n'appréciant guère les autres, avec qui les relations sont particulièrement difficiles. Plus loin, seront examinés les traumatismes qui découlent plus particulièrement de l'invasion allemande de 1870, et leurs conséquences sur son œuvre. Ces traumatismes enfantins et scolaires seront un terrain fécond à terme dans l'édification de son Moi. Il est édifiant de lire ce constat de souffrances :

« En 1872, au lendemain du départ des Prussiens, j'entrai au collège. Il le fallait bien. J'en avais beaucoup voulu à mes chers parents. Je disais des bêtises : « J'aime mieux garder les vaches dans les prairies. ». Ils ne pouvaient pas faire autrement qu'ils ne l'ont fait. Et d'ailleurs, je ne crois pas que je puisse non plus m'en prendre à mes maîtres, ni à mes camarades. Je n'étais pas fait pour l'internat, voilà tout. Mais il est très possible que cet abîme de malheur ait été favorable à ma sensibilité. » (2).

Le romantisme de l'enfance aggravait encore ses malheurs d'une vie en pension :

« J'étais accablé de tous les maux dont on ne meurt pas : névralgies, engelures, maux de dents, coliques, rhumes de cerveau, angines, bronchites. J'avais un dégoût profond des repas qu'on nous servait, des études où l'on étouffait, des récréations où l'on gelait, les pieds dans l'eau. Et quel mal du pays, quelle épouvante des camarades ! » (3).

Quatre années en pension à Malgrange s'écoulèrent ainsi, mornes, repliées, humiliantes et qu'il va même assimiler à l'enfer :

« L'enfer, commençait (...) J'avais des culottes serrées au-dessus des genoux par un élastique (...) Je me trouvais dans la situation excentrique d'un caniche qui parmi d'autres caniches a une casserole attachée à la queue. Tous ses congénères lui tombent dessus. (...) Tous mes premiers livres sont nourris des émotions intenses de mon internat. *Sous l'œil des Barbares* en est un écho. » (4).

1. Léon BLUM, *La Revue blanche*, 15 novembre 1897, in Michel WINOCK, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1999, p. 9.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 270.

3. Ibid.

4. Maurice BARRES, *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 13, 1968, p. 11-13.

Ainsi débuta le *Culte du Moi*, par cette affirmation rageuse de soi-même, par ce défi : Quand je serai grand, est-ce-que je rougirai de ce que je suis aujourd'hui ? Mais lorsque venaient les vacances, le jeune Barrès reprenait le contact avec son « fonds lorrain » :

« soit avec les idées de ma petite ville et de l'ancien duché, ni français, ni germanique, soit avec les idées de l'Alsace, où nous allions passer l'été, le plus souvent, et qui ne me laissait pas une minute sans entendre autour de moi la protestation franco-alsacienne contre l'Allemagne. » (1).

A quatorze ans, il entra au lycée de Nancy, mais sans constater le moindre changement des causes de la misanthropie de sa jeunesse, qu'il a vécu comme une blessure :

« Après quatre ans de Malgrange, j'ai continué mes études au lycée. Je n'y ai pas vu grande différence. Les conditions physiques de la vie y étaient également absurdes (une vie de ménagerie) ; les études, toutes pareilles. Les enfants de la Malgrange sortaient du monde paysan ou de la société ; ceux du lycée étaient surtout des fils de petits bourgeois et de fonctionnaires. » (2).

La vie au lycée consacra le déracinement du jeune Barrès ; elle aggrava encore le contraste entre le sentiment qu'il éprouvait de l'inutilité et de la médiocrité de sa vie, et la soif de grandeur qu'il puisait dans la littérature. Barrès aura dans sa vie très peu d'amis, mais en 1877, il va en rencontrer un véritable : Stanislas de Guaita. Ce jeune homme était le descendant d'une grande famille d'origine germanique (3). Cette amitié sera importante pour expliquer la fidélité qu'il conservera pour le romantisme, même si plus tard, il va affirmer rejoindre le classicisme. Dans la tristesse de sa jeunesse, il semble que ces échanges intellectuels avec Guaita soient les meilleurs

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 271.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 272.

3. Les Guaita seraient d'origine germanique, venus d'Italie avec Charlemagne. Au Moyen Age, ils avaient exercé la puissance féodale sur la vallée qui de Managgio à Porlezza, joint le Lac de Côme au Lac de Lugano. En 1715, la quatrième aïeul de Stanislas de Guaita vint s'établir dans la ville libre de Francfort ; il épousa une Brentano, de la famille du poète Clément Brentano et de la romantique Bettina, la petite amie de Goethe. Deux générations de Guaita se sont succédé à Francfort et mariées dans des familles allemandes. Dès cette époque, l'administration des verreries de Saint-Quirin, dont ils étaient les copropriétaires, les rapprochait de la France. Le grand-père de Stanislas de Guaita pris du service pendant les guerres du Premier Empire, et acquit la nationalité française. Son fils habitait Nancy, le château d'Alteville. Quant à l'ascendance maternelle, elle est toute lorraine. Il avait pour arrière-grand-oncle le Maréchal Mouton, Comte de Lobau. Donc dans ce jeune Lorrain continuaient des âmes allemandes et italiennes.

moments, il va même les décrire en 1903, dans une partie d'*Amori et dolori sacrum* qu'il

consacre à son ami :

« Nous n'admettions pas qu'un romantique ou que le moindre parnassien nous demeurât fermé. Guaita, qui avait une santé magnifique et qui en abusait, m'ayant quitté fort avant dans la nuit, allait voir les vapeurs se lever sur les collines qui entourent Nancy. (...) Combien de fois nous sommes-nous récité *l'Invitation au voyage*, de Baudelaire ! C'était le coup d'archet des tziganes, un flot de parfums qui nous bouleversait le cœur, non par des ressouvenirs, mais en chargeant l'avenir de promesses. » (1).

Il n'est pas contestable non plus, que Barrès ait été marqué par son année de philosophie au lycée à Nancy en 1879-1880. Cette année sera néanmoins très différente de celle qu'il décrira dans *Les Déracinés*, dix sept ans plus tard. Car il est en présence au lycée de Nancy, selon son propre aveu, du premier homme d'exception qu'il n'ait jamais rencontré : Auguste Burdeau. A ce moment, il est loin de se douter, qu'un jour il l'immortalisera sous les traits de Bouteiller dans *Les Déracinés*. Reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1874, Auguste Burdeau s'est fait remarquer par d'importantes traductions d'œuvres philosophiques allemandes, *Le fondement de la morale* de Schopenhauer et surtout les œuvres complètes de Kant. Auguste Burdeau ne restera que quatre mois à Nancy, avant de regagner Paris au Lycée Louis-le-Grand, puis d'être nommé directeur de cabinet de Paul Bert, ministre de l'Instruction publique. Dans le dernier tome de *Mes Cahiers*, Barrès a reconnu son admiration envers Burdeau, mais en l'assortissant de nuances :

« Burdeau, est le premier homme supérieur que j'ai rencontré. Homme supérieur ? En tout cas d'une volonté énergique orientée vers des buts éclatants (...) Il avait assez de mérites pour éblouir un petit jeune homme inexpérimenté. Ce que j'avais de mieux à faire c'était de l'admirer. Et je l'admirais. Sans sympathie. » (2).

D'évidence dans ce dernier tome des *Cahiers*, Barrès a pris quelque distance avec la vérité, car il

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Amori et dolori sacrum, Stanislas de Gaita*, (1861-1898) Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 52.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 273-274.

a été fasciné dans sa jeunesse par Burdeau, kantien résolu, épris d'abstractions généreuses et séduisantes. Auguste Burdeau, note Barrès est à l'origine de la thèse centrale de *Sous l'œil des Barbares*, à laquelle il ne renoncera jamais tout à fait, selon laquelle le monde n'est qu'un phénomène cérébral, une grande fantasmagorie, une illusion produite par la structure de l'esprit et à laquelle rien dans le dehors ne correspond. Dans ses *Cahiers*, en 1896-1897, Maurice Barrès a donné les raisons fondamentales de son désaccord : « Monsieur Burdeau faisait reposer tout son enseignement sur le principe kantien. » (1). Face à une pensée si contraire plus tard à sa vision du monde, on conçoit que Barrès n'ait pu que se rebeller. Mais ce qui est difficilement acceptable, c'est qu'il ait caricaturé et traité de « Tartuffe moderne » (2), l'homme qui par son enseignement a sans doute contribué plus que tout autre à lui faire prendre conscience de ses potentialités et par réaction, de cette idée maîtresse qu'il ne cessera de développer : il n'est de vérité que particulière, et l'intelligence n'est rien sans la sensibilité, l'intuition, tout ce qui lui permet de deviner la vie. En 1883, une autre rencontre de jeunesse sera décisive, Barrès se lie d'amitié avec l'écrivain Téodor de Wyzéwa. Par son intermédiaire, il va s'ouvrir à la philosophie allemande : à Hegel, à l'idéalisme de Fichte. Cette pensée fut pour Barrès une révélation et par ailleurs, il est probable qu'elle lui ait transmis sa passion pour Wagner. Ce que Barrès va considérer comme de l'esthétique wagnérienne, il l'a puisé en grande partie dans les œuvres de son ami Téodor de Wyzéwa, qui écrit en juillet 1885 :

« Cet être n'est point la ridicule volonté absolue de Schopenhauer ; cet être c'est l'homme, c'est moi, c'est la volonté individuelle, créant le monde des phénomènes. Au fond des apparences est l'esprit qui les connaît et qui pour les connaître les produit. L'univers que nous vivons est un rêve, un rêve que volontairement nous rêvons. Il n'y a point de choses, point d'hommes, point de monde ; ou plutôt il y a tout cela parce que l'être se doit nécessairement projeter en des apparences. Et notre douleur, aussi est le volontaire effet de notre âme. Seul vit le moi et seul est sa tâche éternelle : créer. » (3).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 94.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 274.

3. Téodor de WYZEWA, « Le pessimisme de Richard Wagner », *La Revue wagnérienne*, 1^{re} année, 8 juillet 1885, p. 168-169.

Cette adolescence délicate, ingrate comme une blessure vient s'inscrire sur le terrain déjà fragilisé d'un véritable traumatisme infantin. Il y a chez Barrès les véritables symptômes d'un traumatisme psychique infantin : vive atteinte affective et émotionnelle, état de stress. Selon J. Guyotat, c'est une forme particulière de traumatisme qui est représenté par l'événement de vie dont les effets psychopathologiques sont retardés par rapport à la date de survenue de ce dernier. L'élément le plus décisif du traumatisme infantin de Maurice Barrès, c'est sans conteste les événements liés à la défaite de 1870-1871 dont le souvenir marquera sa vie et son œuvre. Suite à ce traumatisme, va survenir une véritable névrose complexe, phobique et surtout obsessionnelle, avec un très long temps de latence, mais que l'on ne peut pas assimiler à un refoulement. Lorsque l'événement se produit, il est encore un petit garçon de huit ans. Tout commence un jour par une scène étrange : sur la place de Charmes des ouvriers entonnent un chant inconnu à ses oreilles. Troublé, il demande le soir des précisions à son père, et celui-ci lui apprend que la France a déclaré la guerre à l'Allemagne et que les hommes qu'il vient de voir et qui vont être mobilisés chantaient la Marseillaise, hymne révolutionnaire interdit sous Napoléon III, mais qui sert de ralliement à tous les patriotes. A partir du lendemain et pendant plusieurs jours, l'atmosphère de la petite cité calme change complètement. Se dirigeant vers le front, des trains y font une halte, des soldats en descendent, certains sont ivres morts, d'autres accablés par la chaleur vont se rafraîchir à la pompe à eau. Bientôt le désordre est indescriptible, mais personne ne peut alors se douter que peu de temps après ces mêmes soldats referont, vaincus le voyage en sens inverse. A la stupeur des habitants de Charmes, c'est ce qui se produit. A Reichshoffen, Wissembourg, Froeschwiller, les armées françaises battues refluent en débandade. Aux yeux de l'enfant, ce spectacle est à peine croyable et il ne cessera désormais de le hanter :

« Si j'interroge mes premières années, j'y vois un paroxysme de tumulte français : sous un soleil fulgurant, des trains chargés de soldats, de soldats par milliers, suants, ivres et débraillés, couraient à la frontière (juillet 1870), alors que toute ma petite ville, les hommes, les femmes et les enfants,

penchée aux barrières de la gare, leur tendait du vin, du café, de la bière et de l'alcool encore, en criant : « A Berlin ! » Nous faisons pour le mieux ! Et peu de jours plus tard, sous la pluie, pendant une interminable journée de douleur et de stupéfaction, ce fut, pêle-mêle, cavaliers avec fantassins, et les soldats boueux insultant les officiers, dont un général pleurait (du moins ma jeune imagination me persuada qu'il pleurait), ce fut l'immense et sale confusion, les troupes en retraite sur Châlons. Et puis le surlendemain, à huit heures du soir, dans l'ombre, au milieu de notre silence, apparurent cinq uhlans, qui chevauchaient, le revolver au poing. Ils précédaient la puissante nappe des vainqueurs, dont l'odeur immonde de graisse, de cuir, de chicorée m'est aujourd'hui encore présente.... » (1).

Après le désastre de Sedan, le 2 septembre 1870 et la capitulation de Strasbourg, la défaite de la France est consommée ; les troupes prussiennes investissent la ville, qui va vivre au rythme de l'occupation jusqu'en juillet 1873. Notables, le père de Maurice Barrès et son oncle Luxer sont pris quelque temps en otage, afin de prévenir toute tentative de rébellion. De ces excès, Barrès n'est pas toujours témoin direct, puisque quelque temps plus tôt ses parents l'ont confié à son cousin Luxer habitant Nancy. A son fils Philippe, il confie dans *Les Amitiés françaises*, en 1903 :

« A défaut de l'avenir, que j'ignore, je lui raconte une fois de plus ce que j'ai vu en 1870-1871. Le départ pour la frontière des troupes françaises, si belles et si sûres d'elles-mêmes ; leur retour, qui faisait pleurer tout le monde, car il y avait des turcos vêtus de toile qui tremblaient de misère, eux, les chats-tigres de Froeschwiller, l'avant-garde des prussiens annoncée sur le pont de Charmes, et la fuite hâtive des jeunes gens pleins de cœur qui couraient rejoindre l'armée ; les bougies qu'il fallait allumer sur toutes les fenêtres, cependant qu'on clouait les soupiraux de toutes les caves, les coups de fusil dans la rue, l'assassinat du pharmacien Mariotte, nos parents mis sur les locomotives pour être fusillés si les francs-tireurs attaquaient le train, le juge de paix traîné en chemise, pieds nus, à travers les rues ; enfin le gros soldat bavarois qui me servait et me conduisait au collège. » (2).

Les évocations de ce traumatisme sont nombreuses dans l'ensemble de l'œuvre de Barrès, ce qui prouve que dans la vie d'un homme l'on n'oublie jamais, mais que l'on vit avec : « Si je cherche les raisons de ma formation, je les trouve dans mon milieu de naissance, dans ma petite ville, dans les événements de la guerre, dans la conception lorraine. » (3). Ces événements l'obsèdent, et ils ne cessent de remonter à sa conscience, et dans n'importe quelle situation qu'il juge

-
1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Amitiés françaises*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p.128.
 2. Op . cit ., p. 145.
 3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 1, 1896-1898, Plon, 1929, p. 46.

désagréable, ainsi en janvier 1897, il écrit : « Enervé par ce temps de neige et son chloroforme, ma pensée se reporte aux choses inoubliables qui, de 1870, sont restés dans mon cerveau. » (1).

Cette jeunesse de Barrès peut expliquer, selon Jacques Madaule, qu'il sera ensuite hanté par l'idée de la mort et que son amour de la vie sera toujours un amour malheureux :

« Ce que Barrès a vu de son enfance, ce sont les puissances de la mort s'attaquant avec un terrible succès à la vie d'une collectivité dont il se sentait obscurément, mais profondément solidaire. D'où ce perpétuel retour dans son œuvre du thème de la mort qui est, au fond, le même que celui de l'isolement. » (2).

André Malraux, s'est aussi interrogé sur la psychologie particulière de Maurice Barrès, pour en conclure : « Si j'étais docteur psychiatre, j'étudierais la fascination qu'exerçaient sur Barrès les domaines de l'échec. » (3).

Il a fallu un long temps d'incubation à Barrès suite à ce traumatisme de jeunesse, pour arriver dans une situation de névrose post-traumatique, et il n'est donc pas possible de lui faire un procès d'intention, en imaginant que son opposition « tardive » à l'Allemagne ne serait que de circonstance, car il aurait été au début des années 1900 à court d'idées nouvelles. Sachant de plus, qu'il existe deux états des représentations mentales : un état de disponibilité qui correspond à l'inscription en mémoire à long terme de la connaissance que possède Barrès, à propos du drame de l'invasion allemande sur le sol français, et un état d'actualité lorsque, sous l'effet de processus activateurs, ces représentations passent temporairement à un état activé. Dans *Les Amitiés françaises* en 1903, il écrit qu'après avoir vécu la guerre, l'humiliation de la défaite et l'invasion :

1. Op. cit., p. 129.

2. Jacques MADAULE, *Le nationalisme de Maurice Barrès*, Marseille, Le Sagittaire, 1942, p. 22.

3. Jean- Frédéric GROVER, *Six entretiens avec André Malraux sur les écrivains de son temps*, Paris, Gallimard, Collection Idées, 1978, p. 47.

« Après cela, tout Wagner et tout Nietzsche et leur solide administration, qu'est ce que vous voulez que ça me fasse ? Ce n'est pas la question de savoir où est la supériorité. Tout mon cœur est parti de ma sixième année par la route de Mirecourt, avec les zouaves et les turcos qui grelottaient et qui mendiaient et de qui, trente jours avant, j'étais si sûr qu'ils allaient à la gloire. » (1).

Il est très révélateur que les dernières pages du dernier volume (Tome 14-1922-1923) des *Cahiers* soient consacrées en totalité à ses souvenirs de jeunesse, souvenirs pour l'essentiel qui sont constitués de traumatismes. Il décrira notamment, par le détail ses souvenirs des débuts de la guerre de 1870, un jour du mois d'août à Charmes (2).

A la fin de sa vie, il notera et cela est totalement révélateur de son trauma, à la dernière ligne du dernier volume de ses *Cahiers*, cette ultime révélation : « c'est persuasif pour toujours d'avoir vu, dans sa huitième année, une troupe prussienne entrant, sur un air de fifre, dans une petite ville française. » (3).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Amitiés françaises*, Robert Laffont, Paris, 1994, t. 2, p. 128.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 268-269.

« Un soir du mois d'août, retentirent sur la place de la petite ville les cris : « A Berlin ! A Berlin ! » Et puis une cohue de quelques pas grand-chose circula dans les rues en chantant un chant étrange. Toutes les grandes personnes écoutaient cela avec inquiétude. Mon père, à dîner, nous dit que c'était une chanson qu'il était défendu de chanter depuis beaucoup d'années, et qu'on aurait été mis en prison si on avait essayé de la faire entendre. ; et nous étions tous épouvantés quand il commença de la fredonner à mi-voix. C'était *La Marseillaise*. Maintenant, on pouvait la chanter, parce que la patrie était en danger.

Les jours qui suivirent, toute la population était à la gare, pour voir passer les trains chargés de soldats qui se succédaient sans interruption et portaient les troupes vers le Rhin. Ma sœur et moi, nous y sommes allés. Il faisait une chaleur infernale, et c'était un tapage, un désordre à faire peur. Chacun tendait aux soldats du vin, du café, des cigarettes, du pain et de la charcuterie.

Des images et des réflexions, toutes mêlées de ma puérité, me sont restées dans le souvenir. Il me souvient que beaucoup de ces soldats étaient assis sur les toits des wagons, et l'on disait qu'ils se faisaient broyer au passage des tunnels. Pourquoi leurs chefs n'intervenaient-ils pas ? On se montrait les wagons dont les stores étaient baissés ; baissés, sans doute, à cause de la chaleur et parce que les officiers essayaient de dormir. Mais on disait : « Ils ne se montrent pas, parce qu'ils craindraient d'être insultés »

Les soldats étaient groupés autour des robinets d'eau, où ils tâchaient de se rafraîchir, et ils couraient pour remonter dans le train, quand il était en marche. Cela avait une odeur violente, une animalité sans grandes précautions. Mais toujours, par-dessus ce chaos d'images secondaires, ce grand cri revenait, comme un choc : « A Berlin ! »

Quand nous serions vainqueurs, je n'en doutais pas. Les airs préoccupés des grandes personnes n'étaient pas de mon ressort. J'avais à part moi, pour me conseiller, mon album d'images d'Epinal (la série la plus récente, celle du Mexique, avec ces mots : Puebla, Mexico, qui sont restés dans mon esprit des sons de gloire), et plus immédiatement, des images de mitrailleuses sur le Rhin.

L'intérêt de cette expérience d'une formation Lorraine, c'est qu'elle rend compte de tous les Lorrains et de leur rôle dans la pensée française. ».

3. Op. cit., p. 279

De nombreux auteurs sont persuadés de l'importance capitale du traumatisme de l'invasion sur l'enfant Barrès et des conséquences, qui domineront ensuite sa vie entière. Le professeur Jean Touchard, souligne que Barrès va puiser dans une révolte « d'enfant humilié », le refus d'accepter comme définitive la défaite de la France (1).

Henri Miéville, dans *La pensée de Maurice Barrès*, affirme également, qu' :

« il faut connaître aussi certains événements qui avaient laissé une trace profonde dans sa jeune sensibilité. Barrès conservait le souvenir ineffaçable d'une humiliation gratuite et ignoble infligée sous ses yeux, il était alors un garçonnet de huit ans par des Prussiens à des mobiles prisonniers. » (2).

En 2000, Sarah Vajda dans sa grande biographie de Barrès, note que : « La vie de Maurice Barrès (...) n'offre aucun événement remarquable, si ce n'est l'invasion prussienne, la défaite et l'occupation de son bourg natal. » (3). En quelques jours, l'enfant de chœur découvre le cloaque et la barbarie. Ce biographe éclairé, écrit :

« Barrès n'oubliera jamais la fureur désarmée, les pleurs des adultes et autour de lui, l'impuissance et la honte maîtresse de la place. Sa passade boulangiste naît du souvenir brûlant de cette vie nouvelle dans la terreur, les caves bouchées et les fenêtres contraintes à l'illumination forcée. (...) Déjà le récit barrésien inaugure d'autres récits terribles que seul le silence peut recouvrir : « On les humilia d'une façon que je ne puis pas dire. » (...) De ce jour date son sentiment pour la patrie, et n'en déplaise aux pacifistes qui l'ont traîné, à son tour, dans la boue « ce n'est pas la France à plumet, la fanfaronne qu'il garde près du cœur » mais ces inconnus avilis, rangés comme des animaux sous la neige par d'affreuses brutes ricanantes. Ce sont ces hommes humiliés qui ont fait de lui « l'amant passionné de l'autonomie française. » (4).

Le témoignage de Charles Maurras soutient lui aussi cette position : « Maurice Barrès avait huit ans quand il contracta sa première horreur des Prussiens. Ils entraient dans sa petite ville vosgienne de Charmes, y prenaient leurs quartiers, étalaient leur ordre brutal. » (5).

Claude Digeon, dans *La crise allemande de la pensée française*, ne conteste pas l'existence d'un

1. Jean TOUCHARD, « Le nationalisme de Barrès », in *Maurice Barrès*, Actes du colloque de Nancy organisé par la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Nancy. Nancy, 1963, p.162.

2. Henri MIEVILLE, *La pensée de Maurice Barrès*, Paris, Editions de la Nouvelle Critique, 1934, p.135.

3. Sarah VAJDA, *Maurice Barrès*, Paris, Flammarion, 2000, p.53.

4. Op. cit., p.64-65.

5. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 19.

puissant traumatisme enfantin de Barrès, mais il explique « l'oubli barrésien » de ses souvenirs pendant une partie de sa jeunesse littéraire, car la défaite de 1870 n'a pas eu sur lui un effet intellectuel immédiat. Mais le processus de son « germanisme » va totalement favoriser et s'inscrire dans son attirance générale, réelle et complexe, pour l'humiliation et le crépuscule :

« Si Barrès à vingt ans n'utilise pas ses souvenirs comme il le fera plus tard, cela ne signifie pas que l'invasion n'a pas agi profondément sur lui, à la façon d'un trauma. Je serais disposé à voir cette influence psychologique de la défaite sur Barrès de la façon suivante. Le souvenir de la défaite corrobore une tendance plus générale de sa sensibilité ; il aime cultiver et goûter ce qui le froisse et l'offense. Barrès a indiqué qu'il aurait pu préférer d'autres patries plus triomphantes, mais qu'il aimait dans la France la nation humiliée. » (1).

Par contre, le professeur Zeev Sternhell, va émettre dans *Maurice Barrès et le nationalisme français*, un réel doute sur le caractère déterminant de ce traumatisme issu de 1870. Il écrit :

« Ne doit-on pas se demander alors si l'expérience de 1870, celle du jeune garçon traumatisé par la défaite n'est pas une élaboration tardive, une expérience « revécue » à la lumière de la crise politique intérieure d'abord, sous le poids de la Grande guerre plus tard, plutôt qu'une constante susceptible d'orienter toute prise de position ? N'était-ce pas un souvenir ultérieurement dramatisé et érigé en système ? » (2).

Pourtant, il semble que si Barrès a dramatisé ses souvenirs de la défaite de 1870, après et à cause de l'échec de ses positions dans l'affaire Dreyfus, ce n'est parce qu'il perdait son principal thème politique, le plus « productif », mais parce que la conclusion de l'affaire Dreyfus, lui confirmait au contraire ses propres thèses angoissées sur le long mouvement d'une France, qui s'affaiblissait et se rétrécissait. La conclusion de l'affaire Dreyfus n'aurait donc été pour Barrès, qu'une sorte de « preuve par neuf » ultime mais nécessaire de la véracité et de la nécessité de son engagement, un accélérateur d'un mouvement plus large, qui selon lui, additionnait déjà le changement de politique des républicains opportunistes face à l'Allemagne, à la montée du pacifisme. C'est ce mouvement global, qui lui apparaissait concordant dans le sens de l'affaiblissement de la France

1. Claude DIGEON Claude, *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914*, Paris, PUF, 1992, p. 406.
2. Zeev STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985, p. 31-32.

qui l'a réactivé, et a mis un terme définitif à la période d'incubation de son traumatisme, issu de la défaite de 1870.

Naturellement, ce traumatisme d'enfance va conduire Barrès et plus particulièrement de 1893 à 1897, à développer une véritable névrose obsessionnelle. Surtout qu'elle va « s'enrichir » des « démonstrations » d'un célèbre professeur qui se double d'un grand paranoïaque. Car Barrès aura au cours de sa carrière quelques maîtres à penser, mais il n'aura qu'un seul véritable maître pour développer, renforcer et donner une caution scientifique à ses obsessions : le directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes : Jules Soury (1842-1915). Son influence sera déterminante sur l'évolution de toute sa carrière politique et littéraire. On est frappé, en lisant ses *Cahiers* de l'influence qu'exerça sur lui cet étrange neurasthénique, à la fois pamphlétaire, philosophe et savant, mais vrai type de « décadent », selon la définition de Nietzsche. Barrès va faire de l'enseignement de Jules Soury le cadre doctrinal de ses fantasmes, puis de ses évolutions. Cet élève d'Ernest Renan est adepte d'un scientisme rigoureusement athée. C'est un historien des religions et un spécialiste de psychologie physiologique. Directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, il enseigne l'histoire des doctrines physiologiques. Jules Soury n'en est pas moins un esprit puissant, qui subjugué beaucoup de fidèles par l'étendue de ses connaissances et l'audace de ses conceptions. De 1893 à 1897, Barrès va suivre à l'EPHE les cours où Jules Soury selon lui : « mêlait au plus minutieux détail sur la physiologie du névraxe d'émouvantes généralités de philosophie pessimiste » (1). A la question qu'est ce que Jules Soury ? Barrès répond avec admiration : « La grande beauté de Soury, la marque militaire de son livre c'est de nous faire voir l'esprit humain comme un tout. » (2). Pendant dix sept ans, Barrès en sera un très

1. Maurice BARRES, « Note sur Jules Soury », *Le Journal*, 24 novembre 1894.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p.155.

proche. Soury ira même jusqu'à considérer Barrès comme son « fils intellectuel adoptif » (1).

Pierre Moreau confirme la notoriété de l'enseignement de Jules Soury, qui si elle va influencer Maurice Barrès, ira bien au-delà :

« En particulier, il avait rencontré au quartier latin, entre 1890 et 1900, et au procès de Rennes où ils furent, pendant vingt deux séances, d'assidus compagnons, un petit vieillard glabre, au crâne pointu : il allait, paupières baissées, en redingote et cravate noires, coiffé de son haut-de-forme, flanqué de son parapluie, faire à l'Ecole des Hautes Etudes, où il était directeur d'études, son cours de psychologie scientifique, que suivait avec Barrès, une élite d'auditeurs, Clémenceau, Anatole France, Marcel Sembat. » (2).

Il est nécessaire de souligner d'ailleurs, l'importance de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes dans l'œuvre de Barrès, dont la création par Victor Duruy date de 1868 (3). Elle est souvent associée avec des considérations sur l'Allemagne et son enseignement.

Les idées du célèbre psycho-physiologue reviennent dans tous les ouvrages que publie Barrès durant les dernières années du XIX^e siècle, et celles qui leurs sont immédiatement postérieures.

Jules Soury apporte aux obsessions barrésiennes des « fondements scientifiques », ou plutôt une

1. Cité par Camille Vettard, dans « Maurice Barrès et Jules Soury », *Mercur de France*, 15 mars 1924.

2. Pierre MOREAU, *Maurice Barrès*, Paris, Editions du sagittaire, 1946, p. 121.

3. L'Ecole Pratique des Hautes Etudes a fortement influencé Maurice Barrès pendant des périodes déterminantes de son œuvre. Barrès fera d'André Maltère, maître de conférences à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes son héros de *L'Ennemi des lois*, interprète de l'Allemagne et de son socialisme.

Dans *Les Déracinés* dès 1883, il fait étudier l'histoire érudite à la IV^{ième} section de l'EPHE (« Sciences historiques et philologiques » qui dispense un enseignement qui calqué sur le modèle allemand, cherchait à former les jeunes gens à la pratique de l'érudition et des méthodes historiques scientifiques) à l'un de ses principaux héros Roemerspacher (BARRES Maurice, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Robert Laffont, Paris, 1994, t. 1, p. 569).

Dans *L'Appel au soldat* en 1900, il écrit de Roemerspacher « Il fit un grand pas, un jour, que par hasard, dans l'été de 1885, il pénétra à l'Ecole des hautes études. Dans ces petites salles de la vieille Sorbonne, il entendit des maîtres, les Jules Soury, les Thévenin, soumis à l'idée du développement dans la nature et dans l'histoire, qu'une conversation avec M.Taine lui avait permis d'entrevoir. Sous leur influence, il désira couper sa médecine par un séjour en Allemagne. » (BARRES Maurice, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Robert Laffont, Paris, 1994, t. 1, p. 767.) (L'historien Thévenin était directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes où il enseignait l'histoire des époques mérovingienne et carolingienne).

Dans *Leurs Figures*, Roemerspacher est nommé directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes. Le directeur d'études Jean Baubérot, Président honoraire de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, mentionne d'ailleurs dans sa contribution « L'Ecole Pratique des Hautes Etudes du XIX^e au XXI^e siècle. Les mutations d'un grand établissement » à l'ouvrage collectif publié en 2003 « Quel avenir pour la recherche ? » plusieurs citations de l'ancien élève de l'EPHE Maurice Barrès (Ouvrage de contributions de Jean Baubérot, François Jacob, Alain Touraine, Jean Bernard, Luc Montagnier ...) « *Quel avenir pour la recherche ?* », Paris, Flammarion, 2003, p. 264 et 267)

caution scientifique, car il a élaboré une théorie raciale du déterminisme physiologique qui fait appel aux découvertes récentes des sciences naturelles. Il fait connaître à Barrès les théories de Darwin, Spencer et Haeckel. Jules Soury enseigne à Barrès que :

« Notre démocratie qui va répétant qu'un homme en vaut un autre. Cela est absolument faux. Il y a de naissance des différences invincibles. Il y a aussi des différences de classes. Et les reconnaître, c'est l'A, B, C de notre nationalisme. » (1).

En assimilant Jules Soury, il s'arme d'un certain nombre de conceptions qui lui permettaient de fonder son déterminisme sur des assises plus solides que : « la seule méthode des poètes et des romanciers » dont il avait fait usage pour creuser l'idée du Moi. » (2). Le déterminisme de Barrès sera un déterminisme physiologique, naturaliste ; une vision de l'homme qui ne laisse aucune marge d'indétermination, cette marge qui se confond avec la capacité humaine de choisir, donc d'être libre et d'exercer ses facultés de créateur. L'homme selon Barrès, n'a précisément nulle volonté de créer un monde différent de celui de ses ancêtres : le voudrait-il, il ne le pourrait pas, car : « des êtres ne peuvent porter que les fruits produits de toute éternité par leur souche. » (3).

Il lui a fourni le cadre conceptuel de son évolution : pendant dix sept ans, ce théoricien de la psychologie physiologique enseigne à Barrès les lois du déterminisme, l'initie au secret de l'ethnologie, de la guerre des races et du relativisme historique. Les méditations sur la mort, et la conception de la fonction sociale du catholicisme sont aussi inspirées de Jules Soury. Il est l'auteur de nombreux ouvrages tombés depuis dans l'oubli. Son œuvre essentielle, celle qui résume tout son enseignement à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes est *Le Système nerveux central*, ouvrage en deux volumes de 1863 pages, qui retrace l'histoire des théories du système

1. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, p. 101-102.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p.17.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Une impératrice de la solitude in Amori et dolori sacrum*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 70.

nerveux depuis les origines de la science en Grèce jusqu'à l'époque contemporaine, que Barrès va louer, quand il écrit que c'est : « un monument de science et d'érudition » (1).

Jules Soury y développe une vision du monde fondée sur les lois de l'ethnologie, de la guerre des races et dans un relativisme historique absolu. A partir de ces bases prétendument scientifiques, il n'hésite pas à s'engager sur le terrain proprement politique. Barrès admire ce « maître fantasque ». Il ose même le comparer en 1899 dans son deuxième *Cahiers*, à Pascal, et écrit :

« Comme Pascal il a ses accès d'orgueil. Comme il me faisait l'honneur de me dire un jour : du moins ai-je étudié ce qu'il y a de plus rare dans la nature : les fonctions de l'innervateur. Pris dans sa masse et dans son éternité, l'univers est certainement moins intelligent que le dernier des protozoaires ou des protophytes. C'est de la pensée brute qu'il nous versait dans son cours avant les sirops de sucre de la littérature. » (2).

Quant à Charles Maurras, il appelait Jules Soury : « notre vieux prophète infréquentable » (3).

Des pages du premier volume des *Cahiers* émerge un Barrès admiratif de ce maître, sans que la moindre part d'esprit critique n'intervienne, même s'il le traitait parfois affectueusement de « fou sublime » (4), ou était parfois effrayé de son allure : « J'ai assisté au cours de Soury. Je fus frappé, jusqu'à en éprouver un malaise physique et l'horreur comme en face d'un dément, de sa pâleur terreuse. » (5). Car Jules Soury rencontrait des problèmes psychologiques obsessionnels. Il vivait notamment dans l'obsession des « crépuscules d'Occident » (6) et dans l'angoisse de la disparition de la France traditionnelle : « La France descend la pente qu'on ne remonte plus, celle de l'oubli de soi-même. » (7). Il n'existe, selon Soury, qu'un seul véritable espoir, la guerre et il écrit la fascination qu'elle exerce sur lui, dans *Campagne nationaliste* : « La guerre, heureuse ou

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 161.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p.160-161.

3. Maurice BARRES, Charles MAURRAS, *La République ou le Roi*, Correspondance inédite 1888-1923. Lettre de Maurras à Barrès de janvier 1908, Paris, Plon, 1970, p. 480.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, p. 69.

5. Op. cit., p. 67.

6. Jules SOURY, *Campagne nationaliste*, (1894-1901), Paris, Meretheux, 1902, p.13.

7. Op. cit., p.185.

malheureuse, la guerre éternelle, source de toute vie supérieure, cause de tout progrès sur la terre... » (1).

Mais la guerre contre qui ? Jules Soury ne va pas cesser de désigner l'« ennemi héréditaire » : la Germanie. La conclusion de sa profession de foi qui est aussi une exhortation est écrite comme une envolée paranoïaque :

« J'ai foi en la vertu régénératrice du fer et du feu pour les peuples déchus, avilis, résignés à n'avoir plus d'histoire, s'ils meurent dans l'opération tant mieux ! Ils sont sauvés d'eux-mêmes, de la honte de se survivre. Avant tout il nous faudrait continuer le duel ininterrompu, recommencer la lutte séculaire contre nos frères de Germanie, ennemis héréditaires, destinés peut-être à devenir avec les siècles les maîtres des Gaules, mais avec qui c'est un devoir et une joie, une joie héroïque, de se battre pour se battre ! Un Français doit toujours attaquer s'il veut vaincre. En avant donc ! Au Rhin, cette fois, à travers les terres des Helvètes et des Flamands. » (2).

L'axe du système de Jules Soury, qui sera celui de Barrès est le déterminisme, qu'il ne cesse de marteler dans ses ouvrages et à ses étudiants : « pas plus que l'univers, le moindre phénomène n'est l'œuvre du hasard : le monde est gouverné par des lois fatales, expressions abstraites des rapports naturels des choses. » (3).

Jules Soury revient inlassablement sur le thème des « lois fatales » qui commandent chaque parcelle de l'univers, chaque instant de l'existence humaine au niveau de l'individu comme au niveau de la collectivité. Il rejette le hasard, la contingence, la volonté au profit d'une domination par un ordre de la nécessité. Le déterminisme de l'histoire se poursuit dans la tradition. L'histoire ne peut donc pas changer par la volonté ou le hasard :

« Tous les êtres vivants ne sont que des automates. Inconscients ou conscients, les processus psychiques n'en sont pas moins toujours automatiques. La conscience n'ajoute rien, quand elle existe, à ces processus, pas plus que l'ombre du corps. Si la sensation et l'intelligence qui en résulte (...) ne sont (...) comme la vie elle-même (...) que des forces naturelles, elles ne sauraient se soustraire au loi d'airain du déterminisme universel. » (4).

1. Jules SOURY, *Campagne nationaliste*, (1894-1901), Paris, Meretheux, 1902, p.185.

2. Op. cit., p.195.

3. Jules SOURY, *Le système nerveux central, Structures et fonctions, Histoire critique des théories et des doctrines*, Paris, G.Carré et C. Naud , 1899, t. 1, p. 95.

4. Op. cit., t. 2, p. 1778.

Jules Soury nie ainsi non seulement le libre arbitre et le statut de l'homme comme sujet de l'histoire, mais encore sa qualité d'être moral : puisqu'il n'a pas de choix, il ne saurait y avoir de morale. L'homme n'est qu'un simple rouage d'un mécanisme universel, mû par des instincts héréditaires qui naissent des variations utiles acquises mécaniquement au cours des longues luttes pour l'existence. Et la raison : « n'est que la loi mécanique et mathématique suivie de toute nécessité par les atomes en mouvement dans le cycle éternel de la production et de la destruction des mondes... » (1).

La contribution du naturalisme de Jules Soury au nationalisme organique de Maurice Barrès apparaît clairement si l'on se réfère à *Campagne nationaliste*, où Soury reprend dans un vocabulaire plus approprié aux sciences humaines, les thèses du *Système nerveux central* :

« Mais qu'est-ce que ce moi conscient au regard de cet autre moi, impersonnel en quelque sorte, que le physiologiste Exner, après le philosophe Lichtenberg désigne par le pronom indéterminé « il » dans cette phrase : Es denkt in mir ? C'est ce « il pense » inconnu au « je pense » qui détermina la nature de nos sentiments et de nos idées et prédestine les vocations. » (2).

Barrès reprend cette thèse qui est à la base de son nationalisme dans une phrase des *Déracinés* très représentative de sa pensée : « L'intelligence quelle petite chose à la surface de nous même ! Certains Allemands ne disent pas « je pense » mais « il pense en moi. » (3). Ces Allemands sont Georg Christoph Lichtenberg et François Exner. L'importance de cette affirmation est telle qu'il la répète encore, dans les *Scènes et doctrines du Nationalisme* (4).

1. Jules SOURY, *Le système nerveux central, Structures et fonctions, Histoire critique des théories et des doctrines*, Paris, G.Carré et C. Naud , 1899, t. 1, p.95.

2. Jules SOURY, *Campagne nationaliste*, (1894-1901), Paris, Meretheux, 1902, p. 60.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Robert Laffont, Paris, 1994, t. 1, p. 660 ou *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p.73.

4. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 11 : « Douce Antigone, vierge âgée de vingt ans, tu voulais te dérober, te réserver pour l'hymen. Mais, Antigone aussi vieille que l'illustre race des labdacides, il fallut bien que tu protestasses. Créon est un maître venu de l'étranger. Il dit : « Je connais les lois de ce pays et je les applique. ». L'intelligence, quelle petite chose à la surface de nous-mêmes ! Antigone, au contraire, dans le même cas, intéresse son identité profonde, elle s'inspire de ces parties subconscientes où le respect, l'amour, la crainte non encore différenciés forment une magnifique puissance de génération. ».

Barrès rapporte dans ses *Cahiers* en mai 1896, une conversation avec Jules Soury qui parle de lui-même :

« D'où je viens, où je vais ? Voilà ce qu'on ne saura jamais. Ne pas en avoir même la plus petite lueur. Moi, j'existe. Voilà tout ce que je sais. Mais le moi, qu'est-ce ? La charogne de Baudelaire. Une armée de vers qui montent et qui descendent, voilà mon moi-même en train de se faire et de se défaire sans cesse. Seulement les lignes générales se maintiennent et encore pas au bout de quelques années. Les Allemands ne disent pas je pense, mais il pense en moi. » (1).

Cet enseignement de Jules Soury va favoriser la transformation du Moi barrésien. Désormais, il va rechercher les moyens de fortifier l'âme française :

« L'individu ! son intelligence, sa faculté de saisir les lois de l'univers ! Il faut en rabattre. Nous ne sommes pas les maîtres des pensées qui naissent en nous. Elles ne viennent pas de notre intelligence ; elles sont des façons de réagir où se traduisent de très anciennes dispositions physiologiques. Selon le milieu où nous sommes plongés, nous élaborons des jugements et des raisonnements. La raison humaine est enchaînée de telle sorte que nous repassons tous dans les pas de nos prédécesseurs. Il n'y a pas d'idées personnelles : les idées même les plus rares, les jugements les plus abstraits, les sophismes de la métaphysique la plus infatuée sont des façons de sentir générales et se retrouvent chez tous les êtres de même organisme assiégés par les mêmes images. » (2).

Voilà pourquoi il veut rabattre son orgueil personnel, car il est désormais convaincu que : « le Moi s'anéantit sous nos regards d'une manière plus terrifiante encore si nous distinguons notre automatisme qui est tel que la conscience plus ou moins vague que nous pouvons en prendre n'y change rien. » (3). Dans cette acceptation : « l'individu s'abîme pour se retrouver dans la famille, dans la race, dans la nation » (4). Il y ajoute une autre idée textuellement reprise de la bouche de Jules Soury : « profondément nous sommes des êtres affectifs » (5), idée que l'on retrouve aussi bien dans *Scènes et doctrines du nationalisme* que dans *L'Appel au soldat* ou que dans *Leurs Figures*.

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 72-73.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 18.

3. Op. cit., p. 17.

4. Op. cit., p. 19.

5. Op. cit., p. 73.

Soury écrit en 1902, dans *Campagne nationaliste*, un texte qui permet de mieux comprendre qu'il est un auteur essentiel dans la construction de la représentation barrésienne qu'est le « germanisme » (1). Car Soury va non seulement favoriser l'angoisse et la paranoïa de Barrès face au danger de « l'ennemi allemand » en lui enseignant que la guerre est une évidente détermination, mais il va aussi lui donner l'essentiel des éléments de sa future doctrine nationaliste déterministe de la terre et des morts. Incontestablement, quand Barrès écrit : « Entre, tous les caprices de la fortune, il y a une place pour notre libre volonté. Librement nous nous soumettons à ce pour quoi nous sommes nés. » (2), il est évident qu'il est un disciple de Jules Soury. Reconnaître sa dépendance, se placer dans la lignée de ses ancêtres, Barrès a compris la leçon : « Je suis la continuité de mes parents, cela est vrai anatomiquement. Ils pensent et parlent en moi. » (3). C'est pourquoi : « je n'ai pas la prétention de penser mieux, de sentir mieux, de savoir davantage que mes père et mère ; je suis eux-mêmes. » (4). Il faut : « vivre avec ses maîtres en leur rendant un culte réfléchi. » (5).

C'est en prenant conscience des forces qui déterminent la condition humaine, que l'on peut être libre. En s'acceptant comme déterminé l'homme touche à l'absolu. C'est ainsi que Barrès parvient au terme de sa quête de l'absolu entreprise dans *Le Culte du Moi* : « Je défends mon cimetière. J'ai abandonné toutes les autres positions. Religion, certitude scientifique, sens de la

1. Jules SOURY, *Campagne nationaliste*, (1894-1901), Paris, Meretheux, 1902, p. 65 : « A la mémoire de mes parents, à ceux dont je ne suis, comme nous ne sommes tous, que la continuité substantielle, la pensée et le verbe encore vivants avec leur cortège de gestes, d'habitudes et de réactions héréditaires, qui font que le mort tient le vif et que les caractères propres, ethniques et nationaux, nés de variations séculaires, qui différencient le Français de France de l'étranger, ne sont point des métaphores, mais des phénomènes aussi réels que la matière des éléments anatomiques de nos centres nerveux, les neurones, seuls éléments de notre corps qui, de la naissance à la mort de l'individu, persistent sans proliférer ni se renouveler jamais. Là est le témoignage irréfragable de l'hérédité psychologique. Là est le fondement de notre culte des morts et de la terre où ils ont vécu et souffert, de la religion de la patrie. ».

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 284.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 140.

4. Op. cit., p.141.

5. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 12.

vie, progrès. La fumée de toutes ces batailles perdues assombrit l'horizon. » (1).

En constatant que le Moi s'anéantit et ne laisse que la société : « Rien ne me commandait. Je me suis donné ce fatalisme : les morts me commandent. Voilà où il est venu l'homme libre. Eh bien ! Il n'a jamais voulu que se retrouver. » (2), Barrès affirme avoir découvert des critères de comportement qui vont lui permettre de tenter de sauver la France d'une « stérile anarchie ». Ces critères d'écoute de son instinct héréditaire qui ne saurait faillir, vont l'accompagner comme la référence incontournable de sa solution à sa représentation angoissée qu'est le « germanisme ».

II) La psychose barrésienne d'une déficience générale de la France

La pensée de Barrès ne peut être dissociée de la défaite de 1870. Ce choc désastreux va d'ailleurs l'amener certainement à une meilleure acceptation des valeurs léguées par le XVIII^e siècle français, par la Révolution et le nationalisme messianique d'un Michelet. Car la perte de l'Alsace-Lorraine donne un réel crédit au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui devient l'argument pertinent et nécessaire pour dénoncer le traité de Francfort. Les fondements idéologiques de la Révolution et de la République, étaient donc les seuls, alors à même de légitimer la revendication du retour des annexés. L'existence du problème alsacien-lorrain interdisait donc Maurice Barrès de pousser jusqu'à ses dernières conséquences le principe de la pureté du sang ou celui des droits historiques. Voilà pourquoi le principe selon lequel la nation est un plébiscite de tous les jours ne pouvait être totalement abandonné. Son intérêt pour la « libération » de l'Alsace-Lorraine n'est pas tardive, car il est possible de trouver des articles

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 241.

2. Op. cit., p. 241-242.

dans *Les Taches d'encre* dès novembre 1884, dans lesquels Barrès manifeste déjà une ferveur puissante :

« Notre tâche sociale, à nous jeunes hommes, c'est de reprendre la terre enlevée, de reconstituer l'idéal français qui est fait tout autant du génie protestant de Strasbourg que de la facilité brillante du Midi. Nos pères faillirent un jour ; c'est une tâche d'honneur qu'ils nous laissent. Ils ont poussé si avant le domaine de la patrie dans les pays de l'esprit que nous pourrions, s'il le faut, nous consacrer quelques années au seul souci de reconquérir les exilés. Il n'y faudra qu'un peu de sang, et quelque grandeur dans l'âme. » (1).

Un article de la même tonalité « L'esprit militaire de la Lorraine » du 11 mars 1888 dans *Le Voltaire*, va se retrouver dans *Un homme libre* (2). Le 21 février 1889, dans *Le Courrier de l'Est*, un article intitulé « la prochaine constitution » fait très clairement mention des provinces perdues. Barrès pense que c'est dans les esprits et dans les cœurs que vit d'abord une nation, et que par-là même, elle se trouve constamment menacée. L'exemple des pays annexés d'Alsace et de Lorraine, que le vainqueur de 1870 tente de « germaniser », illustre cette lutte perpétuelle. Il permet de sentir ce qu'il y a de réel dans l'idée de patrie, de quelle manière la nation française s'est constituée et comment elle pourrait périr, quels services elle rend à chacun de nous et jusqu'à quel point sa diminution domine le plus modeste des citoyens. Comme Péguy, il accuse la France d'avoir abandonné l'Alsace-Lorraine. Il est impératif de faire une « guerre sacrée »(3) à l'Allemagne, car en Alsace-Lorraine, celle-ci, se rend coupable selon lui du pire des crimes, d'un crime impardonnable :

« Elle supprime la pensée française dans le cerveau des petits enfants ; elle ensevelit sous des mots et des idées d'Allemagne, comme une source vive sous des fascines, une sensibilité qui depuis des siècles alimentait cette race et que ces enfants avaient reçue de leurs pères. » (4) .

1. . Maurice BARRES, « Un mauvais français : M.Victor Tissot », *Les Taches d'encre*, n° 1, 5 novembre 1884, in *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 1, 1965, p. 404.

2. Maurice BARRES, *Un homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p. 154.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 931.

4. Ibid.

Mais l'importance des crises et des affaires qui vont toutes être en relation directe ou indirecte avec l'Allemagne vont conduire Barrès à une amplification de son angoisse. En 1887, commence un nouveau cycle avec l'affaire Schnaebelé : c'est-à-dire l'arrestation dans des conditions mal éclaircies d'un commissaire de police français par des fonctionnaires allemands. Bismarck l'ayant pris de haut avec la France, Barrès dans *L'Appel au soldat* note qu' : « un frisson traversa alors le pays » (1). Pendant ces quinze jours d'attente : « un sentiment se substitua au souci particulier ; un état paru qu'on peut appeler l'âme nationale. » (2). Elle se tournait vers la frontière, elle attendait un geste de Paris, geste qui aurait déclenché la guerre et que Boulanger alors ministre, était prêt à faire, mais que la modération et l'habileté du gouvernement surent empêcher. Barrès ressentit ce frisson et traversa cette fièvre, mais il n'en sortit pas indemne.

En 1900, il écrit sur cette crise, que la France : « avait rêvé Metz et Strasbourg repris sous la conduite du général Boulanger. » (3). Le « général la Revanche » aurait été un véritable facteur de la « socialisation des âmes » (4) : car autour de lui, on sentait au moment de l'affaire Schnaebelé : « presque les saintes fureurs de la Marseillaise de Rude. » (5).

La poussée boulangiste fut possible, explique Barrès, car le général apparaît à un moment de choix dans l'histoire de France :

« Notre pensée nationale s'élève et s'abaisse par ondes comme la mer. Elle est, en 1887, à son plus haut niveau chez tous les Français. Sturel au Lido, Roemerspacher sur le Brocken, tendent à étouffer l'anarchie mentale, dite humanisme, que mit en eux l'université : ils filtrent l'amas encombrant déposé dans leurs âmes ; ils s'épurent pour retrouver la discipline de leur race et de se ranger à la suite de leurs pères (...) A cette date c'est toute la France, dans toutes les cellules, qui désire repousser des éléments venus de ses dehors. » (6).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p.778.

2. Op. cit., p. 779.

3. Op. cit., p. 780.

4. Op. cit., p. 778.

5. Ibid.
6. Op. cit., p. 775.

En septembre 1887, Barrès dans *Le Voltaire*, loue le vaillant chanteur de café-concert qui redonne « à nos soldats la chaleur patriotique » (1). C'est le point à partir duquel s'amorce une nouvelle étape de l'évolution de Maurice Barrès, où la gloire de l'armée et du général Boulanger tiennent une grande place. Dès lors, Barrès salue le nom du général : lorsque le chanteur de café-concert entonne un refrain en l'honneur de Boulanger : « nous fûmes tout de suite électrisés, comme il avait dit l'armée, nous nous trouvâmes tous debout. » (2). Son admiration pour Boulanger est déjà profonde à cette époque. En avril 1888, date de son engagement politique, Barrès quittera *Le Voltaire*. Il n'est pas sans intérêt de constater que le premier article à la gloire de Boulanger et de l'armée date du 14 septembre 1887, il est suivi dès le 5 octobre, d'un article sur Napoléon, « cet homme dont le monde avait été plein » (3). Le rapprochement des deux personnages et le début du culte de Napoléon, annonce et amorce le passage à l'action. L'année 1889 sera importante pour Barrès, car c'est l'année du boulangisme.

Il déteste la République opportuniste, ses scandales, son « personnel grisâtre » et à ses yeux incapable. De plus en plus obsédé par la défaite de 1870, il est toujours resté attaché à l'idée de patrie, la perspective de la Revanche est sans cesse demeurée présente dans son esprit, et s'il a dénoncé parfois les excès de chauvinisme, il n'a pas renoncé à l'espoir de récupérer un jour les provinces perdues. Or, précisément, ce que Barrès et avec lui les boulangistes, reprochent à la République opportuniste, c'est de s'écarter de la voie tracée par ses fondateurs, autrement dit d'abandonner tout projet de reconquête de l'Alsace-Lorraine et de l'esprit de Revanche, pour

1. Maurice BARRES, « La chanson en province », *Le Voltaire*, 14 septembre 1887.

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, « Un entretien de Bonaparte », *Le Voltaire*, 5 octobre 1887.

gérer le pays sans vague, sans réformes sociales, en se contentant de développer l'activité économique, de répandre les lumières de l'enseignement rationnel et d'accroître l'empire colonial. « Rassis » sans imagination, en apparence immobiliste depuis 1885, bourgeois au pire sens du terme, caractérisé par la valse des ministères, la course aux portefeuilles et d'incessants scandales, ce régime à tout pour déplaire à Barrès. On comprend mieux pourquoi, dès le printemps 1888, il rallie Boulanger qui évitant soigneusement de faire apparaître l'actif, c'est-à-dire l'œuvre scolaire, l'instauration de la démocratie et le suffrage universel, s'emploie depuis 1887 à rallier tous les mécontents, à flatter la fibre nationaliste, et à tirer à boulet rouge contre le parlementarisme.

Le boulangisme de Barrès est le produit d'une lassitude angoissée face à la perception qu'il a de la France de l'époque. La dépression économique inaugurée en 1873, encore soulignée en 1882, par le krach de l'Union générale, ne prit fin qu'en 1896. Il y eut ensuite l'instabilité ministérielle. Celle-ci avait été encore renforcée par les élections de 1885, pour lesquelles on avait adopté le scrutin proportionnel, au lieu du scrutin majoritaire utilisé jusque-là. A la chambre les opportunistes étaient 260, les conservateurs 200, les radicaux 110, et les socialistes 12. Cela contraignait les républicains à une alliance entre opportunistes et radicaux, alliance nécessairement fragile. Enfin, il y eut le scandale des décorations, qui éclata en 1887, et rendit plus aigu le sentiment d'une usure des opportunistes. Le boulangisme pour Barrès a su mobiliser l'ardeur patriotique et tirer parti du sentiment d'humiliation, de la volonté du pays de préserver sa dignité face à l'Empire allemand. Les républicains opportunistes semblaient avoir renoncé à la Revanche. Depuis la mort de Gambetta en décembre 1882, aucun républicain de premier plan n'incarnait plus l'esprit de la Revanche. L'engagement de Barrès dans le boulangisme date d'avril 1888, alors que la campagne plébiscitaire bat son plein et que Boulanger remporte ses premiers succès.

Dans la *Revue indépendante* d'avril 1888 (1), puis dans *Le Figaro* du 19 mai 1888 (2), il apporte à Boulanger le soutien de la jeunesse. En 1900, il va préciser sa vision du boulangisme : « On doit voir le boulangisme, comme une étape dans la série des efforts qu'une nation, dénaturée par les intrigues de l'étranger, tente pour retrouver sa véritable direction. » (3).

Mais vingt ans plus tard, le ton a changé, et il écrit dans le dernier de ses *Cahiers* :

« Je ne vais pas raconter le boulangisme. Comme je me suis amusé ! Il y avait bien de la fantaisie, de l'allégresse de jeunesse, l'idée d'embêter le pion, le philistin, les grandes personnes. (...) Moi, j'étais d'accord avec mon cœur. Qu'y avait-il là ? Comment Taine, Renan, France vivaient sur l'idée du César philosophe, du prince Napoléon. Ce qu'il y avait de cette idée dans mon boulangisme. Ils pensaient cela, mais étaient pessimistes. Moi, j'ai marché avec l'Espérance. » (4).

Pour Barrès au-delà des interprétations, il y a un boulangisme supérieur et indépendant de la personne de Boulanger, du mouvement boulangiste, de la conjoncture politique ou du concours de circonstances qui lui permirent de voir le jour ou qui l'abattirent. Dans sa pureté, ce boulangisme est l'expression d'un effort fourni par l'organisme national. Ses formes concrètes sont déterminées par le moment de l'histoire où il se déclenche : en 1889, il prend les formes du boulangisme, dix ans plus tard de l'antidreyfusisme et en 1914 de l'Union sacrée.

Néanmoins, si Barrès aime souvent à jouer le jeu du paradoxe, transperce dans ces affirmations un mal à rompre avec la culture de l'Allemagne. De nombreux exemples peuvent être cités, en 1891 il écrit : « Je ne saurais assez vous exprimer la force du sentiment qui m'attire vers la haute culture allemande de la première moitié de ce siècle. » (5), mais aussi : « Je ne passe guère de mois sans profiter dans les mémoires de Goethe, tant il domine toute l'humanité. » (6).

1. Maurice BARRES, « M. Le général Boulanger et la nouvelle génération », *La Revue indépendante*, t. 8, avril 1888, p. 55-63.

2. Maurice BARRES, « Le jeunesse boulangiste », *Le Figaro*, 19 mai 1888.

3. Maurice BARRES Maurice, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 756.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 199.

5. Maurice BARRES, « France-Allemagne », *Courrier de l'Est*, 11 avril 1891.

6. Ibid.

Dans le célèbre article du *Figaro* du 4 juillet 1892, qui va consacrer définitivement le terme de nationaliste, il écrit encore notamment, face aux écrivains qui s'enferment dans une plate autosatisfaction nationale, que : « l'intelligence hospitalière, c'est une grande vertu intellectuelle » (1). Il affirme aussi que :

« Les littératures étrangères nous donnent ces curiosités de bouche si nécessaires à des lettrés français fatigués de la table nationale trop bien servie. Vive la France ! Elle est parfaite. Mais surtout Vive l'Europe ! Elle a pour nous ce mérite d'être un peu inédite. Elle nous réveille par des poivres et des épices nouveaux. Nos maîtres français sont des épiciers dont nous avons épuisé la boutique. » (2).

En septembre 1894, il semble se féliciter dans *La Cocarde* du désir de paix général en Europe (3). Et même si l'exaltation de l'armée est lors du boulangisme, un des thèmes de la campagne, dans son journal *La Cocarde*, il pense qu'elle n'est en réalité, qu'un : « instrument héroïque, mais grossier » (4). En janvier 1895, il assigne à l'armée française une seule raison d'être, qui est la reconquête des deux provinces perdues (5). Mais il n'hésite d'ailleurs pas, à préconiser à côté de ce but un désarmement général, quand il écrit :

« Tant qu'il y aura un budget de guerre et de la marine, rien d'utile ne peut être fait dans la direction du socialisme. Le seul titre que puisse entrevoir celui qui aspirerait à une popularité dominante dans ce pays c'est de négocier avec nous le désarmement. On eût voulu un général nous rendant Metz et Strasbourg ; il y a une seconde forme de la popularité, elle irait à celui qui aurait présidé à la pacification de l'Europe. » (6).

En 1895, il a 33 ans, et il est important de souligner qu'il reste encore admiratif d'une certaine Allemagne culturelle même s'il n'oublie pas la « nécessaire réparation » à laquelle la France à droit. Dans l'enquête du *Mercure de France* sur les relations et les transferts culturels entre la

1. Maurice BARRES, La querelle des nationalistes et des cosmopolites, *Le Figaro*, 4 juillet 1892.

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, « Une perte pour la République », *La Cocarde*, 9 septembre 1894.

4. Maurice BARRES, « Contre l'extension du pouvoir parlementaire », *La Cocarde*, 21 octobre 1894.

5. Maurice BARRES, « 27 janvier », *La Cocarde*, 27 janvier 1895.

6. Ibid.

France et l'Allemagne en avril 1895, il déclare :

« Jamais l'échange des idées n'a été interrompu entre la France et l'Allemagne, qui l'une et l'autre ont su tirer de cette collaboration un bénéfice admirable. (...) C'est une pénétration ininterrompue des idées. Elles passent d'un peuple au second pour revenir modifiées au premier et de telle façon qu'après se les être assimilées il les repasse encore modifiées à son voisin et ainsi indéfiniment... »

(1)

Puis il parle de « fleuve sacré qui de Kant par Hegel s'épand et se ramifie », mais aussi de « ces héros que furent les métaphysiciens allemands. »(2).

En septembre 1894, un jeune et brillant capitaine de l'armée française issu d'une riche famille juive d'origine alsacienne est soupçonné d'espionnage au profit de l'Allemagne, en décembre il est condamné à la déportation. Mais l'affaire Dreyfus ne débute vraiment que le 13 janvier 1898 avec la publication par Emile Zola de son texte « J'accuse » dans *L'Aurore*. L'Allemagne est un acteur, mais qui ne va jouer qu'un rôle indirect dans cette quasi « guerre civile française ».

En affirmant rechercher le sens de cette affaire, Barrès va affirmer dans *Les Scènes et doctrines du nationalisme* en 1902 que : « l'affaire Dreyfus n'est que le signal tragique d'un état général.

Une écorchure qui ne se guérit pas amène le médecin à supposer le diabète. Sous l'accident cherchons l'état profond.» (3). Il affirme vouloir comprendre les causes de « l'affaiblissement de la France », et il découvre selon lui la division : « Nous sommes émiettés, nous n'avons pas une connaissance commune de notre but, de nos ressources, de notre centre. » (4).

Dans la théorie politique barrésienne, cette affaire constitue une coupure, mais surtout selon ces propos une « orgie de métaphysiciens » (5). Or ce qui inquiète Barrès, c'est que l'Allemagne à la différence de la France n'est pas divisée, et qu'elle dispose d'une forte puissance nationale.

1. Maurice BARRES, « Réponse à l'enquête franco-allemande », *Mercure de France*, t. 14, avril 1895, p. 7-8.

2. Op. cit., p. 8.

3. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 85.

4. Op. cit., p.85.

5. Op. cit., p. 84.

Même si cette affaire est déterminante et symbolique dans le domaine de la philosophie politique en France (vérité, justice, antisémitisme, nation,...), si l'on veut comprendre Barrès et sa situation de psychose, elle doit être replacée comme une crise essentielle, mais plus globalement dans sa représentation qu'est le « germanisme » et dans sa lutte obsessionnelle, contre ce qu'il croit être susceptible d'affaiblir les institutions françaises : « Laissez ces grands mots de toujours et d'universelle puisque vous êtes Français, préoccupez-vous d'agir selon l'intérêt français à cette date. » (1). Dans son rejet de l'abstraction, il va même assimiler l'affaire Dreyfus à une affaire découlant directement de l'esprit de l'impératif catégorique de Kant :

« Le triomphe du camp qui soutient Dreyfus-symbole installerait décidément au pouvoir les hommes qui poursuivent la transformation de la France selon leur esprit propre. Et moi je veux conserver la France (...) C'est ce que n'entendront jamais je le crois bien, les théoriciens de l'Université ivres d'un kantisme malsain. Ils répètent comme notre Bouteiller : Je dois toujours agir de telle sorte que je puisse vouloir que mon action serve de règle universelle. » (2).

Il va exprimer à plusieurs reprises son désintérêt pour le problème judiciaire de l'affaire Dreyfus, qu'il qualifie avec mépris « d'historiette Dreyfus » ou même de « grossier roman feuilleton » (3).

Mais il va manifester et développer une angoisse par rapport aux conséquences politiques de l'affaire Dreyfus. Si Barrès dramatise l'enjeu de cette affaire, il pense néanmoins, que la seule issue positive pour la France devrait être de maintenir la condamnation et surtout de ne plus en parler, afin d'éviter de diviser inutilement le pays et de l'affaiblir face à l'Allemagne. Il écrit dans ses *Cahiers*, sur l'affaire : « on a engagé des questions de vie ou de mort qui ne sont pas seulement de la littérature nationale, mais des faits de vie ou de mort pour la nation. » (4).

Il est terrifié par l'importance des oppositions et des fractures que va révéler l'affaire dans la

1. Op. cit., p .36

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 116.

4. Ibid.

société française, mais surtout par les accusations contre l'armée française socle de l'indépendance nationale qui va se trouver affaiblie, alors qu'il lui semble que c'est le plus mauvais moment pour se diviser :

« A propos de l'ex-capitaine Dreyfus, des mandarins, qu'on peut appeler les anarchistes de l'estrade, par opposition avec les anarchistes de la rue, qu'ils ont d'ailleurs enrégimentés, poursuivent une campagne abominable contre l'armée qui est le support du pays. » (1).

Barrès sans se soucier du nécessaire besoin de justice pour la société française qu'exprime l'affaire Dreyfus, va apporter de manière exclusive son soutien absolu et aveugle aux chefs de l'armée : « Confions nous à cette jeune armée, dont nous vîmes les représentants gravir les marches de l'estrade au lycée de Rennes. Ils ont resserré et justifié la fraternité française. » (2). Les éléments du déterminisme qu'il applique au temps de l'affaire, sont les piliers de sa doctrine et de sa politique. Les forces profondes, responsables du sort des individus comme du destin des nations sont les plus puissantes pour s'opposer aux dangers. C'est ce déterminisme qui est à l'origine de la théorie de la terre et des morts, du culte de la Lorraine, bastion continuellement menacé de la France et de la Latinité, face à la Germanie. De ce déterminisme, découle aussi la conception selon laquelle les lois de l'existence sont celles de la guerre.

Sous l'influence d'un sentiment de faiblesse en face des forces de « destruction de l'intérieur » et de « l'ennemi de l'extérieur », ce comportement d'assiégé détermine alors l'ensemble de sa représentation. Sa position dans l'affaire Dreyfus, s'inscrit dans la logique globale de son opposition irréductible face aux dangers de l'extérieur que représente l'Empire allemand. L'affaire Dreyfus ne détermine donc pas réellement le nationalisme de Barrès, mais elle le conforte dans sa logique fantasmagorique permanente et parfois paranoïaque du « complot

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 70.

2. Op. cit., p. 221.

germanique ».

De nombreux soutiens de Maurice Barrès vont définitivement s'éloigner de lui, suite à ses positions dans l'affaire Dreyfus, comme par exemple Léon Blum ou Lucien Herr. Herr fait même paraître dans la *Revue blanche*, le 15 février 1898, une lettre ouverte à Barrès :

« Je viens de relire votre œuvre entière, et dix fois, en sentant revivre aussi fraîche qu'au premier jour les joies d'art que je vous ai dues jadis, en songeant à ce que vous valez, et à ce que valent ceux qui ne vous aiment pas, j'ai eu la tentation de me taire. C'est donc très calmement, et pour des motifs sérieusement réfléchis, que je viens vous dire : Ne comptez plus sur l'adhésion de cœurs qui vous ont été indulgents dans vos moins tolérables fantaisies. » (1).

Section 2 : Une domination de l'abstraction et de la force

Le produit exprime l'angoisse étant lui-même le fruit d'un processus angoissé. C'est celle du rapport de l'Allemagne moderne dominée par une abstraction envahissante, face à une France dépersonnalisée, qui entrerait en dépendance.

§ 1 : Le triomphe envahissant de la force de l'abstraction

Barrès est un héritier culturel. A côté de Jules Soury, Hippolyte Taine est l'un de ses principaux maîtres. Il lui doit son déterminisme, sa conception du sens historique, ses théories de la race, du primat de la collectivité, son respect de la continuité et sa haine des abstractions. Mais sous l'influence de Jules Soury, il s'attaquera au rationalisme de Taine. Le 19 décembre 1896 dans *Le Figaro*, il écrivait un article « M. Taine et le philistin ». Dans une lettre à Maurras, où il raconte avoir écrit dans *Au Service de l'Allemagne* : « un long chapitre contre Taine (...), à propos des monstrueuses sottises, soyons calmes, je veux dire des germanismes déplacés, qu'il a placés sur

1. Lucien HERR, *La Revue blanche*, anthologie publiée par Olivier Barrot et Pascal Ory, Paris, UGE, collection 10/18, 1989, p. 276-277.

la Montagne de Sainte-Odile. », il n'hésite pas à qualifier Taine et Renan de « deux personnages flottants, sans colonne vertébrale » (1). Mais il n'y a pas d'opposition forte entre Jules Soury et Taine. Un ingrédient darwinien leur est commun, ainsi que les formes d'un certain déterminisme racial, et c'est bien cette opposition à la philosophie des Lumières que Barrès emprunte à Taine. Selon Taine, l'individu est le produit de la civilisation, et une civilisation n'est elle-même que la résultante de ces trois forces primordiales : « La race, le milieu, le moment » (2).

Comme Taine, Barrès applique cette théorie à l'histoire : pour lui, la race constitue la première et la plus riche source d'événements historiques, et l'homme se meut dans un déterminisme universel. Le monde se développe comme une équation. Toute existence n'est qu'un faible rouage d'une prodigieuse mécanique : elle est déterminée dans ses pensées et dans ses actes. La finalité et les limites de l'action individuelle sont par conséquent fixées par la plus ou moins grande préservation des traditions qui converge en chaque individu. Celui-ci ne représente qu'un instant du processus qui l'a fait et qu'il contribue à perpétuer. Il est de par les lois de la nature et de la science, ce que sa terre et ses morts ont fait de lui. Lorsqu'il sera imprégné de la sensibilité française, lorsqu'il aura pris conscience du fait qu'il n'est qu'une feuille de cet arbre qu'est la France, alors seulement, reconnaissant ses limites et sa prédestination, l'individu pourra poursuivre une action constructive et agir en fonction de l'idéal français. Face à ce déterminisme, la seule attitude raisonnable est l'acceptation. Il faut vivre d'accord avec le monde : peu à peu, à mieux connaître ses fatalités, on arrivera à les aimer. Bérénice et Saint-phlin sont ceux qui acceptent. Ils acceptent les conventions sociales, les nécessités historiques, la souffrance et la

1. Maurice BARRES, Charles MAURRAS, *La République ou le Roi, Correspondance inédite 1888-1923*, Lettre de Barrès à Charles Maurras du 15 décembre 1903, Paris, Plon, 1970, p. 419.

2. Hippolyte TAINÉ, *Histoire de la littérature anglaise*, Paris, Hachette, 1863, t. 1, p. 22-23.

mort. Mais cette analyse barrésienne contient beaucoup d'arbitraire et de confusion. Ce qu'il n'accepte pas c'est l'idée d'une règle universelle et abstraite, et surtout pas son « invasion » de la culture et de l'éducation en France.

I) Le triomphe de « l'homme abstrait esclave du devoir »

L'acceptation, selon Auguste Comte, va devenir comme chez Maurras une référence de la pensée barrésienne. Mais pour pouvoir réellement accepter, pour s'insérer dans son déterminisme, l'individu doit subir une longue préparation dont le premier principe est que l'on : « ne donne à un homme que ce qu'il possède déjà » (1) et un jeune français ne peut donc pas être éduqué, selon les principes de l'idéalisme métaphysique d'origine allemande.

On ne peut en faire un kantien imbu d'abstraction sous peine de le voir devenir, il l'écrit dans *Les Amitiés françaises* : « un être artificiel, un homme-mensonge » (2). L'homme-mensonge, c'est le déraciné du premier volume du *Roman de l'énergie nationale*, celui qui a grandi en dehors de sa vérité propre, qui a échangé : « son chant naturel contre une cantilène apprise » (3). Tel sera le drame du roman barrésien des *Déracinés* et de ses sept lorrains : leur éducation fut menée de façon à fixer leur raison sur des abstractions, leur énergie sur des buts chimériques. Ils devinrent ainsi des êtres « désencadrés », coupés de leur milieu naturel et sans utilité sociale.

Barrès va s'attacher à désigner les « pères coupables » de cette tendance à l'abstraction, fondement de son « germanisme ». Il s'agit de Rousseau, mais surtout de Kant dont les critiques sont omniprésentes dans ses ouvrages. Il dénonce Rousseau comme théoricien de la religion

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Amitiés françaises*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 124.

2. Op. cit., p. 126.

3. Ibid.

naturelle qui a insisté sur l'aspect primordial des devoirs de la morale, réduisant ainsi les devoirs de la religion, au culte intérieur et à la pratique de la justice :

« Songez que les vrais devoirs de la religion sont indépendants des institutions des hommes ; qu'un cœur juste est le vrai temple de la divinité ; qu'en tout pays et en toute secte, aimer Dieu par-dessus tout et son prochain comme soi-même est le sommaire de la loi ; qu'il n'y a de vraiment essentiels que ceux-là ; que le culte intérieur est le premier de ces devoirs, et que sans la foi nulle véritable vertu n'existe. » (1).

Mais plus particulièrement ce qui va attirer les critiques les plus féroces de Barrès, c'est qu'il aurait voulu rationaliser la vie, notamment dans le *Contrat social*. Cet ouvrage est qualifié dans ses *Cahiers* de « profondément imbécile », il écrit : « C'est une construction dialectique sur un homme abstrait qui n'a ni père, ni femme, ni enfant, ni aïeux, ni mœurs, ni rien que la raison et la volonté. » (2).

Il va développer lors d'une séance à l'Assemblée nationale le 11 juin 1912, pour le bicentenaire de la naissance de Rousseau, une argumentation dense sur ce philosophe. Il ne nie pas son admiration pour le Rousseau des *Rêveries du promeneur solitaire*, des *Confessions* et de *La Nouvelle Héloïse* et sa riche effusion d'imagination et de sentiment. Mais il n'accepte pas l'auteur du *Discours sur l'origine de l'inégalité*, *Du Contrat social* et de *l'Emile*. Dans ce discours à l'Assemblée nationale, il va énoncer plusieurs fois une idée essentielle le rejet de l'abstraction.

Pour l'éducation des enfants, il va lui opposer la tradition :

« Avez-vous vraiment l'idée qu'il est utile et fécond d'exalter solennellement, au nom de l'Etat, le pédagogue qui a le plus systématiquement écarté de l'enfant les influences de la famille et de la race ? Pour ma part, je considère que le devoir de l'éducateur c'est d'imprimer au plus vite sur une personnalité qui se forme la marque de la civilisation et de déposer dans un esprit encore neuf toutes les pensées, tous les sentiments vérifiés comme les meilleurs par sa famille et sa nation. » (3).

Face à l'abstraction idéologique, il va opposer la force de l'histoire : « A ses constructions purement idéologiques nous opposons les résultats de l'esprit d'observation et j'oserai dire

1. Jean-Jacques ROUSSEAU, *Emile*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966, p.408.

2. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 9, 1911-1912, Plon, Paris, 1935, p. 290.

3. Op. cit., p. 315.

d'expérimentation par l'histoire.» (1).

Face à l'abstraction culturelle de Jean-Jacques Rousseau, il oppose la civilisation :

« Rousseau est par excellence le génie qui essaie de nous lancer dans cette révolte néfaste, et d'ailleurs impuissant et qui nous conseille d'agir comme si nous avions à refaire tout à neuf, comme si nous n'avions jamais été civilisés. » (2).

Il reconnaît néanmoins que sa méthode individualiste a pu ressembler à celle de Rousseau :

« Qu'il y ait quelque parenté spirituelle entre moi et Jean-Jacques. C'est certain. » (3). Mais il s'oppose totalement aux conclusions de Rousseau : « Toute mon œuvre ou, si vous voulez, toute mon activité est à l'opposé de celle de Rousseau. J'ai rêvé de raciner l'individu dans sa terre, de créer un mouvement décentralisateur et régionaliste. » (4).

Après la dénonciation de Rousseau, qu'il critique comme Maurras en le plaçant comme un précurseur dans la lignée des penseurs germaniques, il arrive à la critique du penseur central, du bâtisseur de l'« homme abstrait » : le philosophe allemand Emmanuel Kant. Sa dénonciation sera encore plus importante, plus fréquente et plus dense que celle de Rousseau. Mais Barrès n'est pas un philosophe, c'est un écrivain et un journaliste. Il écrit en 1894, des propos très durs sur Kant, et paradoxalement sa référence va être Henri Heine :

« Henri Heine nous montre la vie mécaniquement réglée du philosophe Kant, toujours vêtu de son habit gris, se levant, buvant du café, écrivant, faisant son cours, dînant, se promenant, le tout à heure fixe pendant trente années. Puis soudain Heine s'interrompt et s'écrie : « En vérité, si les bourgeois de Koenigsberg avait pressenti toute la puissance destructive de la pensée d'Emmanuel Kant, ils auraient éprouvé, devant cet homme un frémissement bien plus horrible qu'à la vue du bourreau qui ne tue que des hommes. » (5).

Des spécialistes de Barrès, comme Albert Thibaudet ont affirmé qu'il ne connaissait guère Kant,

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 316.

2. Op. cit., p. 317.

3. Op. cit., p. 319.

4. Ibid.

5. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du nord*, Paris, Sansot, 1904, p.13.

et qu'il avait même de la difficulté à comprendre cette philosophie dense et complexe (1). Mais Barrès qui est un relativiste acharné, a néanmoins bien compris que Kant développe l'idée d'une règle universelle. C'est pour cela que sa critique essentielle de la philosophie de Kant va porter sur l'impératif catégorique. La deuxième section de *La fondation de la métaphysique des mœurs* de Kant met l'accent sur la rationalité. Dire que la loi morale est rationnelle, ou connue par la pure raison pratique, revient à soutenir qu'elle est appréhendée a priori. Elle n'est pas déduite de l'expérience. Kant va alors présenter la loi morale comme un impératif catégorique, en se demandant s'il était formel et sans contenu :

« Quand je conçois un impératif hypothétique en général, je ne sais pas à l'avance ce qu'il contiendra, jusqu'à ce que les conditions me soit donnée. Mais si je conçois un impératif catégorique, je sais immédiatement ce qu'il contient. Car, dans la mesure où l'impératif ne contient en dehors de la loi que la nécessité qui s'impose à la maxime d'être conforme à cette loi, mais que la loi ne contient aucune condition qui vienne la limiter, il ne reste rien d'autre que l'universalité d'une loi en général, à laquelle la maxime de l'action doit être conforme, et c'est uniquement cette conformité que l'impératif fait apparaître véritablement comme nécessaire. Il n'y a donc qu'un unique impératif catégorique, et c'est celui-ci : *Agis seulement d'après la maxime grâce à laquelle tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle.* » (2).

Ainsi Kant dit qu'aucune condition ne vient limiter la loi, car elle n'est subordonnée à aucune finalité, et il suffit que la maxime soit conforme à la loi morale, laquelle doit être universelle et concerner au plus haut la volonté. Qu'entend-il par universalité ? Non seulement qu'elle vaut pour tout être raisonnable, mais qu'elle est aussi requise pour résoudre les cas similaires. Il dit nettement que deux situations peuvent être exactement similaires même si le lieu, le temps et les acteurs diffèrent. Il ne s'attache pas à l'action mais à la maxime de l'agent, au principe de son acte. Ce point de l'universalité va être le plus vivement combattu par Barrès. Pourquoi devrais-je agir selon Kant, seulement en me fondant sur cette maxime qui veut que la règle de mon action

1. Albert THIBAUDET, *La vie de Maurice Barrès*, Paris, Nouvelle revue française, 1921, p. 174-177.

2. Emmanuel KANT, *Métaphysique des mœurs*, I, *Fondation de la métaphysique des mœurs. Introduction à la métaphysique des mœurs*, traduction par Alain Renaut, Paris, GF-Flammarion, 1994, p. 97.

devienne universelle ? Parce que si une action est juste pour moi, elle est juste alors pour tout homme ; et si elle n'est pas juste pour moi, elle est erronée. La formule de Kant est frappée de telle sorte qu'elle m'aide à reconnaître les mauvaises actions. Si une action est injuste, ne pas l'accomplir est une obligation ; et si l'inaccomplissement d'un acte est un tort, à savoir ce dont on ne peut pas vouloir que cela devienne une loi universelle, alors agir est un devoir. Où commence le devoir pour Kant ? On agit par devoir seulement si l'on agit par obligation rationnelle, ou que l'on refuse un acte parce qu'il est prohibé. Une action ou une maxime qui passe avec succès l'épreuve de Kant ne peut pas être mauvaise ; mais ce qui décide de son caractère bon ou mauvais, c'est son accord ou non avec la loi morale.

Si l'on agit par devoir « la loi morale est englobée dans la maxime de l'action », ce qui nous donne la formule suivante : « J'accomplirai ce que la loi commande, c'est-à-dire, dans cette situation X, l'acte Y ». Kant formule une nouvelle fois l'impératif catégorique : parce que l'universalité de la loi d'après laquelle surgissent des effets correspond à ce que l'on appelle proprement *nature* au sens le plus général (au sens formel), c'est-à-dire l'existence des choses dans la mesure où elle est déterminée selon des lois universelles, l'impératif universel du devoir pourrait aussi s'énoncer ainsi : « Agis comme si la maxime de ton action devait être érigée par ta volonté en loi universelle de la nature. » (1). Si une maxime est bonne pour moi, elle est nécessairement bonne pour un autre ; Kant dit maintenant qu'elle doit être bonne pour quiconque agit en se fondant sur elle, ce qui n'est pas immédiatement évident. Il veut que nous utilisions cette nouvelle formule comme épreuve pratique de nos maximes ; il souligne que c'est bien à elle que nous avons recours dans la vie quotidienne. Barrès va multiplier les citations et les références

1. Op. cit., p. 97-98.

parfois approximatives de ses amis écrivains sur l'impératif catégorique de Kant, ainsi :

« Bourget dans ses romans a illustré des principes philosophiques. Ainsi ce principe de Kant : agis de telle sorte que tu traites toujours l'humanité, soit dans ta personne, soit dans la personne d'autrui, comme une fin et que tu ne t'en serves jamais comme d'un moyen. » (1).

Il cite là, une des reformulations par Kant de l'impératif catégorique : sur l'idée de traiter une personne comme une fin : « Agis de telle façon que tu traites l'humanité, aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre, toujours en même temps comme une fin, jamais simplement comme un moyen. » (2). Barrès va dénoncer en 1897, précisément l'impératif catégorique, même si sa traduction est libre, dans ce roman très important de son œuvre littéraire, *Les Déracinés*. Cette dénonciation en est même le cœur :

« Quand M. Bouteiller était encore élève, un de ses condisciples déroba une montre, fut convaincu, puis, sur ses pleurs et ses supplications, pardonné par le volé ; mais lui, solennellement, porta plainte au proviseur, exigea l'expulsion du coupable. Avec quiétude, il faisait reposer toute sa conduite comme son enseignement sur le principe kantien qu'il formulait ainsi : « je dois toujours agir de telle sorte que je puisse vouloir que mon action serve de règle universelle ». Dans les cas particuliers que nous citons, il avait jugé qu'il n'appartient pas à un brouillon qui se pique de générosité de maintenir quelque chose de pourri dans une collectivité. Il y a dans cette règle morale un élément de stoïcisme, et aussi un élément de grand orgueil, car elle équivaut à dire que l'on peut connaître la règle applicable à tous les hommes, et puis encore un germe d'intolérance fanatique, car concevoir une règle commune à tous les hommes, c'est être fort tenté de les y asservir pour leur bien, enfin il y a une méconnaissance totale des droits de l'individu, de tout ce que la vie comporte de varié, de peu analogue, de spontané dans milles directions diverses. » (3).

Dans *Leurs Figures*, il critique Bouteiller en 1879 au lycée de Nancy, et la célèbre formule (4).

1. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p.157.

2. Emmanuel KANT, *Métaphysique des mœurs*, I, *Fondation de la métaphysique des mœurs. Introduction à la métaphysique des mœurs*, traduction par Alain Renaut, Paris, GF-Flammarion, 1994, p.108.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 504.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Leurs Figures*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 1171 « Te rappelles-tu, en 1879, au lycée de Nancy, notre classe de philosophie si fiévreuse ? Bouteiller nous promenait de systèmes en systèmes, qui, tous, avaient leurs séductions, et il ne nous marquait point dans quelles conditions, pour quels hommes, ils furent légitimes et vrais. Nous chancelions. Alors il nous proposa comme un terrain solide certaine doctrine mi-parisienne, mi-allemande, élaborée dans les bureaux de l'Instruction publique pour le service d'une politique. « Je dois agir de telle sorte que je puisse vouloir que mon action serve de règle universelle », tel était le principe kantien sur lequel Bouteiller fondait son enseignement. Il y a là une méconnaissance orgueilleuse et vite tracassière de tout ce que la vie comporte de varié, de peu analogue, de spontané dans mille directions diverses. En effet, pour conclure, Bouteiller nous enseignait qu'un certain parti possède une règle universelle, propre à faire le bonheur de tous les hommes. ».

Cette dénonciation est le socle de la pensée de Barrès, car l'impératif catégorique est constitutif même du « germanisme ». Elle est la référence d'une partie centrale de son œuvre, et il affirme de différentes manières sa totale opposition à ce précepte kantien :

« Et chacun d'eux (des êtres) reçoit la loi qu'il lui est prescrit. La matière en matière et l'esprit en esprit. (Lamartine, *Novissima verba*, 406) Et d'ailleurs d'un autre : « Chaque être à son essence propre, il est né pour l'accomplir, la parfaire, la dégager, ainsi qu'un très suave parfum. » » (1).

Pour Kant, il existe une loi morale objective, que nous connaissons non par l'expérience, mais par la raison. Elle nous oblige à telle action, nous retient de telle autre, simplement en exigeant et en interdisant. La loi morale est bien évidemment un impératif catégorique. Barrès pense alors qu'il y a manipulation et donc danger :

« C'est alors que nous aurions embrassé une grande pensée, la plus ample et la plus décisive, dont, à plusieurs reprises, je vous ai signalé les temps : comment Kant aboutit au scepticisme absolu et puis comment il rétablit le principe de certitude en disant : « une réalité existe, c'est la Loi morale. » Beaux horizons, messieurs qu'il ne nous est pas donné de parcourir ensemble, mais, prévenus par mes soins, vous voudrez souvent y revenir. » (2).

L'enseignement de Bouteiller dans *Les Déracinés* est présenté par Barrès comme ayant été organisé pour imposer la morale kantienne. Bouteiller aurait voulu faire redescendre ses élèves vers le scepticisme absolu à seule fin d'imposer à leur désarroi le désarroi de la raison pratique : l'impératif catégorique. Mais il est étonnant de remarquer que Barrès n'exploite pas les critiques par les philosophes allemands de l'impératif catégorique qui sont pourtant nombreuses. Les principales viennent de Schopenhauer qui est pourtant un philosophe que Barrès a étudié, et qui montre que l'impératif catégorique kantien, contrairement à ce qu'il prétend, coïncide très précisément avec l'intérêt individuel. En effet, le passage à l'universel nous permet de concevoir ce qui nous attendrait, comme patient et non plus comme auteur de l'action, si telle ou

1. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 1, 1896-1898, Plon, Paris, 1929, p. 100.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 506.

telle maxime était universalisée. Si je peux vouloir ériger mon désir de voler autrui en loi universelle, mais que concrètement je m'y refuse, c'est d'abord parce que je n'ai aucun intérêt, comme patient, à ce que le vol soit universalisé : car j'en serais alors à mon tour victime.

Un autre philosophe connu par Barrès : Hegel souligne d'une part que le critère moral fourni par l'impératif, purement négatif, ne permet pas de construire les conditions sociales et juridiques d'une éthique concrète. Et que d'autre part, ce critère servant à vérifier si la maxime de mon action contredit ou non la forme de l'universalité, n'est pas un critère décisif.

Dans *Les Déracinés* les critiques de Kant sur l'abstraction vont dépasser l'impératif catégorique. Alain Finkielkraut, dans *Le mécontemporain* affirme que Barrès, dans un curieux chassé-croisé retourne contre la pensée allemande, le réquisitoire que le romantisme allemand avait dressé contre la chimère française de l'homme en soi et de la raison comme faculté de penser par soi-même. Sur la pensée barrésienne, il souligne que :

« Cette antimétaphysique oppose la sagesse nationale ou régionale que nos ancêtres nous ont léguée ; à l'orgueil délirant de la conscience souveraine, la reconnaissance des pouvoirs de l'inconscient, et l'héritier qui sait qu'il est la continuité de ses parents au boursier qui se croit son propre père. « C'est dans ses réserves héréditaires que chacun de nous doit se replier et chercher sa règle » fait-il dire à Saint-phlin. » (1).

Bouteiller alias Auguste Burdeau (2), qui fut le professeur de Barrès à Nancy avant de devenir son collègue à la Chambre est qualifié de mauvais maître, car il serait professeur d'abstraction kantienne. Ce : « fils de la raison, étranger à nos habitudes traditionnelles, tout abstrait et

1. Alain FINKIELKRAUT, *Le mécontemporain*, Paris, Gallimard, 1991, p.66-67.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 94. « Monsieur Burdeau faisait reposer tout son enseignement sur le principe kantien. Il le formulait ainsi : Agir toujours de telle manière que notre action puisse servir de règle à tout homme placé dans la même situation que nous. Il y a dans ce principe un élément de stoïcisme; il y a aussi un élément de grand orgueil ; car cela équivaut à dire que l'on peut connaître la règle applicable à tous les hommes ; il y a un germe d'intolérance fanatique, car concevoir une règle commune à tous les hommes, c'est être tenté de les y asservir « pour leur bien ». Enfin il y a une méconnaissance totale des droits de l'individu, de tout ce que la vie comporte de varié, de peu analogue, de spontané, dans mille directions diverses. ».

vraiment suspendu dans le vide. » (1), ce « sectaire » et cet « ambitieux » aurait déraciné ces jeunes Lorrains. Les sophismes qu'il prête à Bouteiller, Barrès les porte aussitôt au compte du « spirituel républicain ». La France perdrait ainsi sa réalité, sa chair, son incarnation dans une histoire riche au profit d'une idée abstraite de la France. Il fait dire à Bouteiller, dans *Les*

Déracinés :

« Qu'est-ce en effet que la France, une collection d'individus ? Un territoire ? Non pas, mais un ensemble d'idées. La France, c'est l'ensemble des notions que tous les penseurs républicains ont élaborées et qui composent la tradition de notre parti. On n'est français qu'autant qu'on les possède dans l'âme.... Sans philosophie d'Etat, pas d'unité nationale réelle. Quand vous en posséderez une, vous aurez tout à gagner de la diffusion d'un enseignement qui deviendra une vraie discipline morale. » (2).

Bouteiller ne serait qu'un : « kantien déterminé » (3) qui ne sait donner la vérité que d'après son maître. Barrès fait même une allusion au criticisme kantien exposé dans *La Critique de la raison pure*, quand il décrit la perception du monde par Bouteiller :

« Le monde n'est qu'une cire à laquelle notre esprit comme un cachet impose son empreinte... Notre esprit perçoit le monde sous les catégories d'espace, de temps, de causalité... Notre esprit dit : « Il y a de l'espace, du temps, des causes » ; c'est le cachet qui se décrit lui-même. Nous ne pouvons vérifier si ces catégories correspondent à rien de réel. » (4).

Ce criticisme consiste à rechercher les conditions a priori de notre perception des objets et de leurs connaissances par l'entendement, et il conclut à l'impossibilité de connaître le monde en soi : de même que l'espace et le temps ne sont que les formes a priori de notre sensibilité, la causalité n'est qu'une fonction de notre entendement. Barrès en présentant Bouteiller comme l'homme d'une seule doctrine a voulu faire le procès d'une théorie philosophique qui fournissait alors à la bourgeoisie, un moralisme parfaitement conforme à l'idéal républicain et laïc. On trouvera d'ailleurs la confirmation de cette interprétation dans *Scènes et doctrines du*

1. Maurice BARRÈS, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 503.

2. Op. cit., p. 632.

3. Op. cit., p. 500.

4. Ibid.

nationalisme, où Barrès déclarait qu'il y a en France une morale d'Etat, et que l'on peut dire que le kantisme est cette doctrine officielle.

Bouteiller aurait été ivre d'un kantisme malsain, puisque : « Déraciner ces enfants, les détacher du sol et du groupe social où tout les relie, pour les placer hors de leurs préjugés dans la raison abstraite, comment cela le gênerait-il, lui qui n'a pas de sol, ni de société, ni, pense-t-il, de préjugés ? »⁽¹⁾. Il aurait dû prendre en compte afin d'éduquer ses élèves, le caractère général lorrain au lieu de les projeter dans un monde où domine la fausse croyance de l'existence des idées innées, car il mène alors une action qui déracine ces individus. Car même si l'auteur des *Déracinés* reconnaît qu'il n'y a pas d'idées innées ⁽²⁾, il existe néanmoins, selon lui des particularités insaisissables de leur structure qui décident ces jeunes Lorrains à élaborer des jugements et des raisonnements d'une qualité particulière. Ces tendances naturelles renforce la spontanéité, mais surtout la variété de l'énergie nationale. Mais ces jeunes héros des *Déracinés* qui ne sont plus que des individus, ne se connaissent pas d'autre responsabilité qu'envers soi même, et n'ont selon Barrès, que faire de travailler pour la société française, qu'ils ignorent, ou pour des groupes auxquels ne les relie aucun intérêt : « Déterminés seulement par l'énergie de leur vingtième année et par ce que Bouteiller a suscité en eux de poésie, ils vaquent dans le Quartier latin et dans ce bazar intellectuel, sans fil directeur, libres comme la bête dans les bois. » ⁽³⁾.

Mais vouloir faire comme Bouteiller de ses élèves des citoyens du monde, des affranchis, des initiés de la raison pure, n'est pas donné à tout le monde. Barrès ne cite d'ailleurs dans *Les*

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 503.

2. Op. cit., p. 502.

3. Op. cit., p. 557.

Déracinés qu'un seul exemple, et cet exemple est celui d'un Allemand, mais qu'il va admirer jusqu'à sa mort : Goethe (1).

Barrès fera aussi largement le procès de cet enseignement philosophique qui détruit la conscience nationale dans les *Scènes et doctrines du nationalisme*. Il rejette l'idée d'un homme universel, d'un homme abstrait, idéal, identique partout à lui-même (2). Il chante constamment un véritable hymne au droit à la différence, mais dans le cadre national.

Dans ce même texte, il dénonce les personnes qui en France méprisent l'inconscient national au nom de la philosophie de Kant :

« La philosophie qu'enseigne l'Etat est responsable en première ligne si des personnes croient intellectuel de mépriser l'inconscient national est de faire fonctionner l'intelligence dans l'abstrait pur, hors du plan des réalités. » (3).

La société française victime de cet enseignement « néfaste » aurait produit naturellement un être particulier et déplorable : l'intellectuel. Barrès le déteste, et il en donne sa définition dans les *Scènes et doctrines du nationalisme* : « Individu qui se persuade que la société doit se fonder sur la logique et qui méconnaît qu'elle repose en fait sur des nécessités antérieures et peut-être étrangères à la raison individuelle. » (4) et qui devient un ennemi de la société, car il discute : « sur la justice sur la vérité, quant tout homme qui réfléchit sait qu'il doit s'en tenir à examiner si tel

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 510.

2. Maurice BARRES *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 60. : « Ce kantisme de nos classes prétend régler l'homme universel, l'homme abstrait, sans tenir compte des différences individuelles. Il tend à former nos jeunes lorrains, provençaux, bretons, parisiens de cette année d'après un homme abstrait, idéal, identique partout à lui-même, tandis que nous aurions besoin d'hommes racinés solidement dans notre sol, dans notre histoire, dans la conscience nationale, et adaptés aux nécessités françaises de cette date-ci. La philosophie qu'enseigne l'Etat est responsable en première ligne si des personnes croient intellectuel de mépriser l'inconscient national est de faire fonctionner l'intelligence dans l'abstrait pur, hors du plan des réalités. ».

3. Ibid.

4. Ibid.

rapport est juste entre des hommes déterminés à une époque et dans des conditions spécifiées. »

(1). A tous ces théoriciens qu'il estime « ivres d'un kantisme malsain », Barrès répond : « laissez ces grands mots de toujours et d'universel et, puisque vous êtes français, préoccupez-vous d'agir selon l'intérêt français à cette date. » (2). Mais à travers la caricature de Bouteiller, pour laquelle Barrès emprunte les traits à Auguste Burdeau, il fait en réalité, un procès à l'ensemble de l'institution scolaire et universitaire. Bouteiller n'est à ses yeux qu' :

« un produit pédagogique, un fils de la raison, étranger à nos habitudes traditionnelles, locales ou de famille, tout abstrait, et vraiment suspendu dans le vide. Ses mœurs, ses attaches, il les a discutées, préférées et décidées. » (3).

En 1903 dans *Les Amitiés françaises*, Barrès s'oppose à nouveau systématiquement à la méthode de Kant, en cassant l'abstraction au profit de l'enracinement. Mais si Barrès cherche ainsi à renforcer l'amitié, au sens physique du terme, qui relie son fils à la Lorraine, c'est également parce que soucieux de lui donner une « éducation nationaliste », il estime qu' :

« à ce point de notre cycle français, dans ces premières années du XXe siècle, il faudrait que nos enfants bien nés connussent (...) que l'honneur du pays a des exigences cruelles, mais indiscutables, que sur le sol de notre patrie on respire partout de la noblesse, qu'il y a un devoir spécial des hommes libres français vis-à-vis des Alsaciens-Lorrains prisonniers.» (4).

Il affirme encore plus nettement, que pour son fils Philippe : « Sa raison de vivre, c'est la Revanche. » (5). Il s'attache à distinguer chez Philippe les « émotions héréditaires » (6).

Lors du conflit qui oppose celui-ci à sa bonne allemande sur la question de l'âme des chiens, il observe ainsi que Philippe réagit spontanément en : « petit-fils d'une longue suite de propriétaires lorrains. » (7).

1. Op. cit., p. 59.

2. Op. cit., p.37.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 503.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Amitiés françaises*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p.130.

5. Op. cit., p.145.

6. Op. cit., p.127.

7. Op. cit., p.143.

Il s'agit en fait pour Barrès de démontrer au lecteur, mais aussi de s'assurer lui-même, que les « *Amitiés françaises* » dans lesquelles il veut élever son fils, correspondent bien à son « chant naturel » (1). Quand à la fin de la promenade à Domremy, Philippe, reprenant sans le savoir une traditionnelle plaisanterie, s'écriera « Cauchon toi-même », l'auteur des *Amitiés françaises* se sentira justifié dans sa démarche, car il écrit :

« O petit innocent, tu recueilles la tradition. Ce n'est pas en vain que je t'ai amené de Paris sur la terre natale ! Comme une jeune éponge, à peine plongé dans le milieu lorrain, tu t'appropries les facéties qu'il y a des années, des années, j'ai déjà ramassées sous les bancs de notre école, dans notre petite ville Lorraine. » (2).

Contrairement à celle de Bouteiller dans *Les Déracinés*, qui était fondée sur la seule raison, la méthode retenue par Barrès fait appel à « une pédagogie de la suggestion lyrique ». Elle consiste non pas à : « faire apprendre par cœur » à son fils : « les plus beaux aphorismes du monde » mais à trouver : « des images (..) qui déchaînent en lui la musique » (3), sachant que : « la question n'est pas d'apporter du dehors quelque chose à un enfant mais d'ébranler son émotivité. » (4).

Il semble s'efforcer de nourrir l'imagination de son fils Philippe et d'éveiller sa « mémoire profonde » et héréditaire en l'emmenant à Sion-Vaudémont, à Domremy, à Niederbronn et à Lourdes. Mais il y a dans *Les Amitiés françaises*, la gravité d'un homme qui se rappelle sa propre enfance, se souvient de ses parents disparus et qui, surtout en regardant son jeune fils Philippe déjà fort, courir avec son chien, dit : « il me pousse à la tombe » (5). Comme *Du sang, de la volupté et de la mort*, et *Amori et dolori sacrum*, *Les Amitiés françaises* sont traversées par l'obsession barrésienne de : « l'éternel écoulement des choses » (6).

1. Op. cit., p. 126.

2. Op. cit., p. 168.

3. Op. cit., p. 128.

4. Op. cit., p. 124.

5. Op. cit., p. 156.

6. Op. cit., p.131.

Il complétera ses réflexions sur la nécessité d'une éducation qui puise dans les racines même de son histoire locale et nationale une culture d'acceptation, par cette affirmation : « je crois contre ces scientifiques que « l'éducation ne doit pas commencer par être raisonneuse et critique », qu'elle doit se nourrir d'images. » (1). En 1903, dans un texte fondamental le 2 novembre en Lorraine d'*Amori et dolori sacrum*, il refuse de donner à l'intelligence humaine un rôle important, quand il écrit : « L'individu, son intelligence, sa faculté de saisir les lois de l'univers ! Il faut en rabattre. » (2). Il l'avait déjà qualifiée plus tôt dans *Les Déracinés* de « petite chose à la surface de nous même ! » (3). Car : « nous ne sommes pas les maîtres des pensées qui naissent en nous. Elles sont des façons de réagir où se traduisent de très anciennes dispositions physiologiques. » (4). Il refuse d'étouffer la voix du sang et de l'instinct, au profit de lois délibérément choisies. Et même s'il a été un individualiste qui a longuement creusé l'idée du Moi, il constate en 1903, que : « le « Moi » soumis à l'analyse un peu sérieusement, s'anéantit et ne laisse que la société dont il est l'éphémère produit. » (5). Car quelque chose d'éternel gît en nous, dont nous n'aurions que l'usufruit, car cette jouissance est réglée par les morts. Il n'y a donc pas d'idées personnelles :

« Les idées même les plus rares, les jugements même les plus abstraits, les sophismes de la métaphysique la plus infatuée, sont des façons de sentir générales et apparaissent nécessairement chez tous les êtres de même organisme assiégés par les mêmes images. Notre raison, cette reine enchaînée, nous oblige à placer nos pas sur les pas de nos prédécesseurs. » (6).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p.178.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Amori et dolori sacrum, Le 2 novembre en Lorraine*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 99.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 660.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Amori et dolori sacrum, Le 2 novembre en Lorraine*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 99.

5. Ibid.

6. Ibid.

Barrès va pratiquer son autocritique dans *Les Amitiés françaises*. Il ne cache pas qu'il a connu, et qu'il a aimé les beautés de la culture germanique : « On s'exclame sur des richesses, et des beautés, et des puissances du dehors. Nous ne les ignorons point. Nous nous abstenons en connaissance de cause. » (1). Il semble être conscient d'avoir trop subi : « ce flot de nihilisme et ces noirs délires que, par-dessus la Germanie, nous envoie la profonde Asie. » (2).

Mais sa psychologie complexe le conduit à avouer, concernant le *Tristan et Isolde* de Richard Wagner, dont il avait subi à Venise les sortilèges :

« Croyez-vous qu'on ignore les somptueuses et déchirantes ivresses, tout le vaste flot de l'Asie, qu'un Tristan, qu'une Yseult, nous versent à nous submerger ? Leurs filtres m'enivrèrent, me corrompirent, m'allaient dissoudre. Ah ! combien ils me gênent encore ! On ne chasse plus Tristan et Yseult s'ils mirent un jour leur poison dans nos veines. Accablante musique, et qui veut notre ruine ! en vain, comme le sage Ulysse, me ferai-je attacher au mât : j'arrache tous mes liens, ardent, jusqu'au désespoir, je veux chercher sous le flot de sirènes. » (3).

C'est pourquoi, il souhaite épargner à son fils Philippe ce qu'il qualifie d' « impossibles nostalgies » et d' « appétit du néant » (4), qu'il connut dans sa jeunesse wagnérienne.

Après s'être efforcé par divers pèlerinages d'enraciner l'imagination de son fils Philippe dans la tradition nationale, il lui livre ce chant de confiance dans la vie qui explique comment, dans le servage de la douleur : « trois déesses nous entrouvrent leurs alcôves » : « Leur clair visage, nous propose de la joie et de la fierté. Elles se nomment l'Amour, l'Honneur et la Nature. Beaux noms et qui suffisent à mettre dans toute une âme une musique jaillissante. » (5).

1. Maurice BARRÈS, *Romans et voyages, Les Amitiés françaises*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p.186.

2. Op. cit., p. 186.

3. Op. cit., p. 187.

4. Op. cit., p. 188.

5. Op. cit., p. 181.

II) Un réquisitoire barrésien systématique

Pour un relativiste comme Maurice Barrès, l'opposition au kantisme ce n'est pas l'opposition à la philosophie complexe de Kant, mais seulement à l'idée de l'existence d'une règle universelle et abstraite. Il va donc non pas s'opposer à la philosophie de Kant dans sa globalité, mais la réduire, la caricaturer, alors qu'Emmanuel Kant est un philosophe majeur dans l'histoire de la pensée humaine.

De manière totalement péremptoire, il va affirmer qu'il ne peut y avoir de loi universelle, et il va bâtir son système de pensée en opposition à Kant, en ne concevant l'homme que comme le produit d'un milieu déterminé à un moment donné de l'histoire qui s'attache : « à distinguer les conceptions propres à chaque type humain. » (1). Les hommes, de siècle en siècle, comme de pays en pays, auraient conçu des morales diverses, qui selon les époques et les climats auraient été nécessaires. Le tort immense de la morale kantienne aurait été de nier ces réalités et de créer un type d'homme nouveau, un sans famille et un sans patrie, un être artificiel vivant selon les critères de la raison abstraite, à l'image des sept jeunes déracinés lorrains qui : « errent sur le pavé de Paris comme des Tonkinois dans leurs marais, sans lien social, sans règle de vie. » (2). Barrès nie donc l'existence de vérités universelles. Pour lui, il y a des vérités françaises, allemandes, anglaises, mais pas de vérité tout court, ce qui supposerait qu'il n'existe pas un homme abstrait, idéal, identique partout à lui-même. Soit, mais ce point de vue interdit d'affirmer la supériorité d'une tradition sur les autres. Il faut choisir. La croyance en la supériorité de la tradition française, son accord avec l'humanité n'a de sens que s'il y a des vérités non strictement

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 68.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t.1, p. 620.

limitées à un groupe restreint que façonne une tradition locale ou nationale, mais propres à parfaire en humanité tous les peuples dont la sensibilité et la raison seront assez évoluées pour qu'ils puissent y reconnaître leur loi commune, mais il y a contradiction.

Louis Aragon, célèbre écrivain communiste, qui sera l' « avocat » de Barrès lors du « procès » que vont lui faire en 1922 les surréalistes, lui sera reconnaissant et fidèle jusqu'à la fin, il déclare d'ailleurs, en 1954 dans *La Lumière de Stendhal* : « Je me considère comme barrèsien » (1), notamment pour son rôle décisif dans la naissance du roman politique. Cette reconnaissance n'est pas surprenante, car il est évident qu'il y a une démarche qui pourrait s'apparenter en littérature à une certaine forme de « totalitarisme d'intention » dans les romans politiques de Maurice Barrès. Il est irritant de constater que le procédé de composition repose presque toujours sur le même principe. Rien de ce qui se passe n'est impossible. Le professeur Bouteiller : kantien, boursier, jacobin, républicain qu'il met en scène, et les sept anciens lycéens de Nancy, ne sont pas pour Barrès, un véritable sujet d'études ; il les construit que pour leur assigner un rôle : l'un le maître du « germanisme », un autre pour les trois « jeunes lorrains racinés » qui se sont « libérés du kantisme » et qui auront donc bien évidemment une suite heureuse, et encore un autre pour les quatre « jeunes lorrains déracinés » disciples de Bouteiller pour qui est réservé sans surprise le malheur inévitable de la déchéance : l'un d'eux Racadot commet un meurtre, un autre Mouchefrin, roule dans le ruisseau, Renaudin se fait maître-chanteur et Suret-Lefort, héritier politique de Bouteiller, s'enlise dans les bas-fonds de la politique et du parlementarisme. Bouteiller n'a été créé que pour être condamné par cette antimétaphysique Barrésienne, qui lui fait professer que la France c'est un ensemble d'idées, et que l'on est Français autant qu'on les possède dans l'âme, et que ces possibles conceptions différentes de la France entraînent une lente

1. Louis ARAGON, *La lumière de Stendhal*, Paris, Denoël, 1954, p. 269.

disparition de la substance nationale. Bouteiller professe une doctrine qui ne pourrait selon Barrès que commander et déterminer son comportement. Et donc confronté avec les réalités, il en fait un « chéquard ». Mais on sent tellement l'intention de Barrès, le conditionnement que l'on peut parler de quasi-manipulation, pour en arriver à l'esprit même de Barrès qui veut prouver que c'est dans ses réserves héréditaires que chacun de nous doit se replier et chercher sa règle, et pour parvenir à sa conclusion qu'un jeune être isolé de ses racines, de sa terre, de sa nation ne vaut guère plus qu'un mot détaché d'un texte. Barrès pense avoir assuré une démonstration face à Kant. Cet esprit de réduction va la conduire un peu plus tard en 1922, mais dans le même esprit à la plus indigne des accusations de Kant :

« L'Allemagne, plus qu'aucun autre pays, fait des poisons de ce qui fut ou devrait être un principe de progrès. Tenez Kant ! Ils s'empoisonnent avec une interprétation qu'ils en donnent. Quand ils avaient l'ordre de couler un sous-marin, d'exécuter une consigne, ils le prenaient dans toute sa rigueur, comme s'il s'était agi d'une loi s'imposant à la conscience. Des gens qui tuaient des naufragés que leur torpille venait de submerger invoquaient l'impératif catégorique. » (1).

Barrès pense comme Taine que les abstractions sont néfastes et deviennent des menaces pour la société lorsqu'elles se traduisent en actes : « L'homme en général, les Droits de l'homme, le contrat social, la liberté, l'égalité, la raison, la nature, le peuple, les tyrans... » (2).

Barrès pense avoir trouvé la clé de ces abstractions en voulant en « kantiser » totalement les origines. Il va reprendre cette idée de manière obsessionnelle tout au long de sa campagne contre l'Université, contre l'enseignement laïque et contre les dreyfusards. Toute son œuvre politique va reposer sur l'acceptation des réalités, et le respect de l'histoire.

Sa phobie de l'abstraction aux origines germaniques va le conduire à condamner l'Université, qui

1. Maurice BARRES, *Les grands problèmes du Rhin*, Paris, Plon, 1930, p. 262.

2. Hippolyte TAINÉ, *Les Origines de la France contemporaine, La conquête jacobine*, 31^e édition, Paris, Hachette, (sd), p. 23.

aurait coupé le lien social naturel de ses étudiants sans le remplacer, ruiné leurs idées innées, ne leur aurait pas donné de certitudes ; et n'en aurait fait que des têtes mal faites et trop pleines ; sans même toujours leur procurer un métier qui leur convienne, une place digne d'eux dans la société ; elle aurait donné naissance à un prolétariat de bacheliers. Mais en réalité, au nom d'une « abstraction coupable », Barrès à force d'être trop conservateur ne veut-il pas assimiler et figer l'enseignement à la tradition d'une forme d'éducation familiale, quand il affirme que l'éducation ne saurait être qu'un prolongement du milieu ? Plus tard, à l'intention de son fils Philippe, il écrira, dans *Les Amitiés françaises* :

« C'est un malheur, une perte irréparable qu'un enfant grandisse en dehors de sa vérité propre et qu'il échange son chant naturel contre une cantilène apprise, car il devient un être artificiel, un homme-mensonge. » (1).

Et même, est-il certain que le milieu d'origine soit toujours le meilleur ? Sans l'Université et ses « abstractions kantienne », Péguy eut rempaillé des chaises ! Combien de garçons bien doués, mais nés dans des familles modestes, n'ont-ils pas dû à l'école primaire, puis à l'enseignement secondaire et supérieur l'accès à la culture et à une vie plus élevée ? Le devoir de l'enseignement n'est-il pas d'arracher aux préjugés, aux routines pour ouvrir à tous les problèmes, à toutes les idées, pour révéler tous les talents, pour donner le goût du vaste monde, et faire des meilleurs, non seulement des « hommes de France », mais aussi des savants ?

Sa critique sur la séparation d'avec le milieu d'origine et l'influence conjuguée de l'Université napoléonienne et de Paris provoquent une crise : seuls les plus forts, les mieux doués socialement survivront. Des sept, seuls Racadot et Moucheffrin tomberont, alors que l'on aurait pu faire d'eux

1. Maurice BARRES, Romans et voyages, *Les Amitiés françaises*, Paris, Robert Laffont, 1994, t.2, p. 126.

selon Barrès, de bons artisans lorrains. Mais là encore, le choix est partial, car il n'est pas du tout sûr que l'origine sociale détermine automatiquement les résultats de l'épreuve : il n'y a jamais que des cas individuels. Il semble même que la sélection naturelle s'exerce à l'encontre des privilèges de la naissance ; il n'y a pas de place, dans le monde moderne, pour les « fins de race ».

La thèse pédagogique des *Déracinés* est donc fort contestable. Sa conclusion sur l'Université est décevante, car il s'agit d'une conception qui n'est pas traditionnelle, même pas élitiste, mais plutôt figée et archaïque de la société quand il se réfère à Balzac pour critiquer Kant, alors que l'Université allemande a conduit directement l'Allemagne à son triomphe de 1870-1871, il écrit ce texte qui est une erreur historique si l'on applique la « preuve par l'histoire » :

« Je lis une phrase de Balzac qui vient s'accorder avec toute ma thèse universitaire : « L'instruction supérieure fabrique des capacités temporaires parce qu'elles sont sans emploi ni avenir, les lumières répandues par l'instruction inférieure sont sans profit pour l'Etat parce qu'elles sont dénuées de croyance et de sentiment... « Cette demi-instruction donnée au peuple et qui tend à détruire les liens sociaux en le faisant réfléchir assez pour qu'il déserte les croyances religieuses favorables au pouvoir et pas assez pour qu'il s'élève à la théorie de l'obéissance et du devoir, qui est le dernier terme de la philosophie transcendante. Il est impossible de faire étudier Kant à toute une nation ; aussi la croyance et l'habitude valent-elles mieux pour les peuples que l'étude et le raisonnement. Incapable = incrédule ? » (1).

§ 2 : Face à la « dépendance », à la « dépersonnalisation » et à la « domination » de la France

La psychose centrale du produit de sa représentation, se situe dans la France dépersonnalisée, dépendante, et en conséquence qui n'est qu'une proie facile pour « l'Empire allemand » et son « pangermanisme », dont la caractéristique ne serait que la force abstraite et implacable.

1. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 170.

I) L'affirmation d'« une dépendance culturelle inconsciente ou acceptée », et d'une « dépersonnalisation de la France »

Louis Aragon va affirmer le caractère très novateur de Barrès dans le domaine du roman politique moderne. Il écrit en 1954, dans *La lumière de Stendhal* :

« Les trois livres du *roman de l'Energie nationale* (...) sont, qu'on le veuille ou non, un monument précieux de notre histoire littéraire. *Les Déracinés*, *L'Appel au soldat*, *Leurs Figures* constituent les premiers exemples en France du roman politique moderne. » (1).

André Gide dans sa célèbre apostrophe : « né à Paris, d'un père Uzétien et d'une mère normande, où voulez-vous, monsieur Barrès, que je m'enracine ? » (2), a abusivement simplifié la thèse des *Déracinés* en voulant faire croire que Barrès dénonçait uniquement le déracinement géographique des jeunes lorrains venus s'installer à Paris.

C'est dans le premier roman *Les Déracinés* qui va paraître en 1897, de la trilogie du *roman de l'Energie nationale*, que Barrès va s'opposer à ce qu'il estime être un danger redoutable : la dépendance de la France au kantisme et donc son affaiblissement par sa dénaturation.

Il affirme que le kantisme, philosophie qui dans son analyse symbolise l'Allemagne moderne, serait devenu la morale d'Etat de la République française : « Il y a en France une morale d'Etat. On peut dire que le Kantisme est cette doctrine officielle. » (3).

Néanmoins, Barrès pense qu'après 1871, il ne fallait pas frapper d'un discrédit absolu les auteurs du génie germanique, les Herder, les Schiller, les Goethe, les Hegel, et même les plus récents les Schopenhauer, les Hartmann, les Nietzsche.

1. Louis ARAGON, *La lumière de Stendhal*, Paris, Denoël, 1954, p. 265-266.

2. Phrase tirée de « à propos des Déracinés », L'Ermitage, février 1898, repris dans Prétextes, *Mercur de France*, 1903.

3. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p.59.

Il affirme donc que nous pouvions les étudier, mais seulement à condition de les aborder de manière prudente et informée des « risques », ce qui ne fut pas le cas :

« Il ne peut pas être question de prétendre que nous avons eu tort de connaître ces grandes œuvres. Si elles sont de nature à donner un excès de vigueur aux Allemands, elles peuvent nous éveiller utilement. Toxiques pour eux, elles seront peut-être toniques pour nous » mais que : « Notre tort fut de ne pas étudier ce qu'elles signifient et ce qu'elles véhiculent de nocif. Et d'abord nous aurions dû surveiller l'effet de ces valeurs sur les Allemands eux-mêmes. » (1).

Face à cette prétendue dépendance de la France, il veut lui opposer l'énergie. Toute sa vie il aura ce culte de l'énergie. Le culte du Moi peut apparaître déjà comme un effort de Barrès, pour développer pleinement les énergies latentes, dont il sentait en lui la présence. Le nationalisme serait aussi une tentative analogue sur un autre plan, pour rendre à la France la conscience de sa force, et ce n'est point par hasard s'il a groupé ses trois romans *Les Déracinés*, *L'appel au soldat* et *Leurs Figures* sous le titre *Le roman de l'énergie nationale*. C'est ce culte de l'énergie qui va expliquer aussi sa préférence pour Sparte, son amour pour l'Espagne, son aversion pour les professeurs et son exclamation : « L'intelligence, quelle petite chose à la surface de nous-mêmes. » (2). Il tourne en dérision le manifeste des intellectuels au moment de l'affaire Dreyfus. Le substantif « intellectuel » date de cette période, ainsi que l'habitude prise par la droite d'accuser les intellectuels d'être des théoriciens et de mauvais français.

Dans *Les Déracinés* qu'il prépare en 1894-1895, son souci essentiel est d'ordre intérieur, et c'est à des penseurs français, qu'il va demander ses arguments contre le régime. Ainsi vont être cachées d'un voile les origines germaniques de sa pensée, et plus particulièrement l'influence de Fichte sur la notion d'énergie nationale. Officiellement *Les Déracinés* (1896-1897) apparaissent comme une œuvre purement française où l'auteur dénonce des influences allemandes et place sa

1. Maurice BARRES, *Les grands problèmes du Rhin*, Paris, Plon, 1930, p. 237.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 757.

propre thèse sous la protection de la science tainienne.

Les Déracinés, roman à thèse, sont une œuvre de composition robuste et complexe, qui portent sur la formation des adolescents. Il fait le procès d'un enseignement trop emprunt de rationalisme. Il a voulu démontrer que l'intelligence abstraite ne peut mener que vers une impasse. Si l'on ne peut affirmer que l'origine sociale prime tout, néanmoins le système éducatif doit prendre en compte l'environnement de l'enfant, son avenir probable. Relayé par Henri Bergson, repris avec moins de bonheur par quantité d'écrivains, de Bazin à Henry Bordeaux, les thèmes traditionalistes illustrés par cet ouvrage connaîtront, dès lors, une fortune particulière et susciteront l'apparition d'une école bien décidée à en découdre avec l'emprise jugée « desséchante » de l'Université républicaine. L'incarnation de la démoralisation nationale du « mal absolu » est son ancien professeur Burdeau (Bouteiller dans *Les Déracinés*), disciple de Jules Ferry, qui entra un peu plus tard à l'Assemblée nationale, dont il deviendra d'ailleurs même le Président. Barrès veut dénoncer, mais il veut expliquer aussi comment lui-même a pu l'admirer dans sa jeunesse. Il tente de montrer à posteriori que cette « faiblesse » était irrésistible du fait de l'abus de Burdeau sur la jeunesse. Il n'est donc selon lui, pas responsable d'avoir succombé à cette philosophie et aux arguments de Burdeau, mais il veut en tirer des leçons. *Les Déracinés* qui évoquent les débuts du jeune professeur ⁽¹⁾ peint sous les traits de Bouteiller, sont totalement révélateurs de ces positions pas toujours très convaincantes.

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 493-497. : « En octobre 1879, la classe de philosophie du lycée de Nancy fut violemment émue. Le professeur, M. Paul Bouteiller, était nouveau et son aspect, le son de sa voix, ses paroles dépassaient ce que chacun de ces enfants avait imaginé de plus noble et de plus impérieux.(...) A ces jeunes gens qui jusqu'alors remâchaient des rudiments quelconques, on venait de donner le plus vigoureux des stimulants : des idées de leur époque. (...) Quelle matière sublime qu'un troupeau de jeunes mâles reclus, confiants et avides ! Par ses actes, même indifférents, M. Bouteiller les modelait. (...) Dans un âge où l'on a besoin de beaucoup s'assimiler, l'image de ce maître s'enfonçait de plus en plus en eux et devenait une partie de leur chair ; elle leur communiquait le désir le plus violent de Paris. ».

Les violentes critiques de Bouteiller dans *Les Déracinés* sont nombreuses, et il est même fréquemment traité : « d’excitateur qui veut effacer les caractères individuels des jeunes français » (1). Mais Barrès va écrire à la fin du dernier de ses *Cahiers*, une fois son nationalisme développé, une confiance de fin de vie sur Burdeau, à moment privilégié où plus rien n’empêche la sincérité des hommes célèbres. Il va confier qu’il est son obligé. Dans cet écrit « des paradoxes de Barrès », il y a comme une forte reconnaissance, et même certainement une nostalgie de cette époque de jeunesse dominée par la philosophie germanique (2). Barrès déclare même qu’il est le « premier homme supérieur qu’il a rencontré » (3), mais pour bien montrer qu’il ne succombe pas à nouveau, il va se sentir obligé de le qualifier de « Tartuffe moderne » (4).

En 1900, il publie un nouveau roman politique *L’Appel au soldat* qui fait suite aux *Déracinés*.

Dans sa représentation qu’est le « germanisme », ce roman est une étape importante, car Barrès va y développer une analyse complexe de l’Allemagne faite sur le plan intellectuel de ce sentiment partagé d’admiration-répulsion, mais par contre sur le plan politique d’un rejet total. Il va exprimer clairement le thème de l’enracinement et de l’intercession lorraine, déjà esquissé dans *L’Homme libre*. Tout autant que le passé, le présent de l’Allemagne est selon lui porteur d’enseignement : car il montre à quel point la santé, la réussite, est parvenu à un peuple, qu’il

1. Op. cit., p. 510.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 273. : « En philosophie, une grande chose m’advint : je me trouvai pour la première fois, en présence d’un homme supérieur. J’ai parlé de Burdeau d’une manière défavorable dans *Les Déracinés* et par la suite. Ce que j’en ai écrit continue de me paraître exact. Mais il faut que je dise expressément ce que l’on a déjà pu distinguer dans mes portraits de cet homme remarquable et, au dernier mot, malheureux : je suis son obligé. Il a violemment ému l’enfant de dix-sept ans que j’étais et près de qui il était un délégué de quelque chose dont j’ai été bien vite rassasié, dont je suis à cette heure totalement désabusé, mais enfin que j’appelais alors de toute mon ardeur. Il a été pour moi, l’homme moderne.

1° Il parlait avec noblesse ;

2° Il connaissait les plus beaux livres et il semblait les dominer.

3° Il avait fait la guerre.

Ces divers titres, de valeur inégale, continuent de valoir à mes yeux. Dans ces temps-là, j’admirais en outre qu’il se fût fait lui-même ».

3. Ibid.

4. Op. cit., p. 274.

estime « évidemment » moins doué, moins riche de possibilités internes que le peuple français. Il charge l'un de ses Lorrains mais le plus réfléchi, le plus solidement équilibré, Roemerspacher, de rendre hommage au génie Allemand. Comme beaucoup d'étudiants, Roemerspacher est parti en Allemagne afin de se mettre au courant des méthodes scientifiques modernes. De Heidelberg, il envoie à son ami Sturel une longue lettre sur son séjour. Il lui fait connaître ses impressions d'Allemagne et confronte avec un réel effort d'impartialité, le génie d'outre-Rhin et celui dont il se sent l'héritier. Il souligne un danger essentiel pour la France, la supériorité possible de l'adversaire. On dirait que Barrès, qui n'a pas fait personnellement cette expérience s'est fié à des récits anciens : dans l'enthousiasme de Roemerspacher pour la science, la haute culture, la probité des études allemandes, on retrouve l'accent connu de tous ceux qui avant 1870 partaient vers le « temple germanique de la libre science ». Roemerspacher affirme avoir suivi des cours magistraux et assisté au séminaire d'histoire à des séances de discussion qu'ils qualifient de : « magnifiques de liberté et de méthode » (1). Comme ses lointains prédécesseurs, il oppose à la rhétorique française la « manière scientifique », à la subjectivité française l'objectivité des Allemands, leurs recherches « patientes, dures, et fortes » où rien n'est donné au brillant superficiel, où tout l'effort est consacré à la vérité (2).

Il ne va pas cesser de louer la manière scientifique allemande :

« Les maîtres ici travaillent devant nous, ils attaquent directement les sources, ils nous mènent sur le tas, à pied d'œuvre, et si telle question dans son état actuel demeure en suspens, ils marquent le point d'interrogation. Quand ils ont délimité une lacune et bien fait voir l'ignorance où l'on est, ils pensent n'avoir jamais mieux prouvé leur vraie qualité de savants. » (3).

Et il ne marchandait pas non plus son admiration à la poésie allemande. Prenant part à une

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, t. 1, p. 770.

2. Op. cit., p.769

3. Ibid.

expédition nocturne des étudiants au Brocken, il rend hommage au génie qui créa Faust : « Le Faust de Goethe est vraiment une conception solide, enracinée dans la réalité, libre jusqu'à l'audace disciplinée jusqu'au traditionalisme, et qui restera dans la construction humaine comme un témoin de la conscience allemande. » (1).

Mais pour Barrès l'essentiel des découvertes de Roemerspacher en Allemagne n'est pas là. Lorsqu'il reviendra en France, même s'il est converti aux méthodes scientifiques allemandes et persuadé que l'Université française fait fausse route, Roemerspacher aura surtout vu et compris le spectacle hautement patriotique et nationaliste que présentent les Universités allemandes. Au milieu des professeurs et des étudiants disciplinés et indépendants, de ce corps universitaire tout acquis à la politique bismarckienne, devant cet orgueil germanique, cette croyance quasi scientifique en la race allemande maîtresse du monde, Roemerspacher s'est intimement révolté. Non pas en tant qu'intellectuel, mais comme Français. Son sentiment d'appartenance à la France, à la vérité française et à ses images fortes réapparaît. C'est au cours de cette même expédition que le jeune français sent le fossé qui malgré tout le sépare de ses camarades allemands. Leur patriotisme s'affirme en d'orgueilleuses formules : « l'Allemagne représente l'Esprit universel, l'Idée d'absolue et la Puissance absolue ». Tout ce que l'on enseigne autour de lui à l'Université de Berlin, tend à réclamer pour la Germanie la suprématie universelle :

« Ils tiennent notre décadence pour un fait, car l'instinct d'expansion et la force d'absorption allemands se sont montrés supérieurs en 1870. Convaincus qu'un homme formé aux méthodes scientifiques ne peut pas s'offenser d'une constatation et qu'en m'indignant je serais aussi fol qu'un vieillard qui veut nier son âge, ils célébraient le pangermanisme. » (2).

Le jeune Français saura gré à la « grande Allemagne » de lui avoir révélé sa propre patrie et fait entrevoir la vérité française. Ses Universités lui ont appris à ne pas dire : « France ! Oh !

1. Op. cit., p.772.

2. Op. cit., p. 772-773.

France ! » (1), mais à voir dans ce mot une réalité, une série de faits historiques, des ressources accumulées et une direction imposée à nos mouvements en vue de certaines actions favorables à la vie des individus et à la survie de la collectivité. La fin de sa lettre exprime en conclusion : « j'aime la France » (2).

Barrès en 1905, cite et commente dans le quatrième de ses *Cahiers* un article allemand sur la mission de l'Allemagne venant en réfutation d'un article français. L'intérêt de cet article réside selon lui, dans la mission civilisatrice dont « l'orgueilleuse Allemagne » croît être la détentrice, ce qui entraîne qu'un Allemand convaincu est profondément ému à l'idée d'être membre de cette sainte nation (3).

L'originalité que va introduire Barrès dans *L'Appel au soldat*, est la leçon de nationalisme qu'apprennent sur le terrain, Sturel et Saint-Phlin. C'est au cours de la célèbre et longue promenade à bicyclette dans la vallée de la Moselle, que ses deux héros vont se retremper aux sources de leurs racines nationales (4). Elles sont saisissantes, les pages de *L'Appel au Soldat* où Barrès fait jaillir dans le cœur de ses jeunes Lorrains cette patriotique et humaine souffrance que

1. Op. cit., p. 775.

2. Ibid. : « C'est peu de dire : « J'aime la France » ; après dix-huit mois, j'ai expérimenté que les qualités et les défauts français font l'atmosphère nécessaire à ma vie. J'ai le mal du pays. C'est dans le rang de mes compatriotes que je vivrai mes jours avec le plus d'agrément, comme c'est dans leur histoire et dans leur littérature, à condition qu'on ne laisse pas se perdre dans les sables, que joue le mieux mon intelligence. Nous sommes amoindris. Mais il n'y a pas à calculer les énergies de la France comme celles des autres pays. La grossière confiance de nos adversaires raille notre fièvre, notre excitabilité : elles sont le moyen des choses sublimes dans notre nation. Ces puissances méconnues ne prendront-elles pas bientôt leur revanche ? ».

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 102-103 : « On nous reproche notre militarisme et on dit que nous voulons nous donner une mission civilisatrice, nous sommes surtout des brutes guerrières. Eh bien ! non, la force guerrière est nécessaire pour imposer la parole sainte. La pensée allemande enthousiasme le canon allemand. » Telle est la conception de l'empereur. Et il l'agrandit par sa conception du péril jaune. Que restera-t-il pour barrer la route au péril jaune ? La discipline prussienne. Il est nettement convaincu, mystiquement, que sa mission est d'imposer une discipline militaire très dure aux peuples de l'Europe pour qu'ils puissent s'opposer aux jaunes. Il y a une sainte colère, une ferveur dans la conception de leur discipline et de leur mission. Un Allemand convaincu est profondément ému à l'idée qu'il est membre de cette sainte nation. ».

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat, La vallée de la Moselle*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 889-969.

leur cause la vue des régions frontières de leur « pays humilié », paysage tragique, hérissé d'ouvrages militaires, où s'affirme le séculaire et toujours menaçant antagonisme « germano-latin », et plus loin la région de Metz, française de mœurs et de langue, fidèle à sa tradition, mais que l'administration prussienne s'efforce selon Barrès de vouloir « germaniser ».

Cette redécouverte des vertus du territoire natal, préfigure *Les Bastions de l'Est* où bientôt l'écrivain va exalter les vertus lorraines, face aux valeurs germaniques. Face aux menaces allemandes, et en ces temps troublés qui suivent l'affaire Dreyfus, Barrès pour qui le Moi individuel est de plus en plus subordonné au Moi social, au Moi héréditaire, ne se propose plus comme au temps de *La Cocarde*, d'affaiblir l'Etat en en faisant un simple fédérateur des spécificités provinciales. Désormais, il développe un sentiment nationaliste des régions de l'Est de la France, afin de fortifier l'unité nationale.

Mais il faut souligner que dans *L'Appel au soldat*, la passion n'y obscurcit pas la lucidité sur le général Boulanger : « âme droite, honnête et naïve » (1), qui est jugé par un de ses cadres avec une singulière intelligence. Barrès constate que cette aventure, de « revitalisation morale boulangiste » de la France face à sa faiblesse et aux dangers, ne pouvait réussir, car c'était une opération d'amateur. Il appartient à un homme providentiel d'assumer le destin de la nation, d'exprimer son « instinct » ; si Boulanger n'a pas su jouer ce rôle, c'est faute d'audace, mais surtout, selon Barrès, faute d'une doctrine et d'un programme sérieux (2).

1. Op. cit., p. 862.

2. Op. cit., p. 862-863. « L'âme droite, honnête et naïve du général Boulanger, garde des préjugés d'éducation. Il se rappelle que son père récitait les invectives de Victor Hugo contre l'Homme du deux-Décembre. Il redoute le jugement des rédacteurs de l'histoire. Tout à fait ignorant du métier littéraire, il s'épouvante d'un bruit de plumes. Moins honnête et poussé par des appétits, il aurait marché. Un sage aussi, un homme clairvoyant et soutenu par des idées maîtresses, eût mis, au nom de la science politique, son épée au service des volontés confuses de la France. Avec les pleins pouvoirs que lui donne Paris, le général devrait être le cerveau de la nation et diriger ce que sollicite l'instinct national. Il défaille, faute d'une doctrine qui le soutienne, et qui l'autorise à commander ces mouvements de délivrance que les humbles tendent à exécuter. Autour de lui, l'inconscient se soulève en magnifique état, mais l'indigence des principes empêche qu'on aboutisse à un programme positif. Le général Boulanger, tout au net, manque d'une foi boulangiste qui se substitue dans sa conscience à l'évangile dont vit le parlementarisme. ».

En 1902 dans *Leurs figures*, il ne cesse de présenter l'Allemagne comme la puissance de déstabilisation de la France. L'esprit de cet ouvrage annonce la future nouvelle trilogie des *Bastions de l'Est*.

II) L'angoisse face à la force du « pangermanisme »

En 1896, dès le début du tome premier de ses *Cahiers*, Barrès constate qu'il est né dans une période de profonde dépression, où l'énergie française était selon lui au plus bas, ce qui le prédestinait à devenir un guide et un témoin d'une époque passionnante, mais difficile : « Je suis né en 1862. Ces années 60 sont pour l'énergie française le point le plus bas de sa courbe. Une époque de profonde dépression. Cela commandait mon rôle. » (1).

C'est à partir de 1905, qu'il va donc publier une nouvelle trilogie soumise aux injonctions de l'idéologie et du combat politique contre « le germanisme », qu'il intitule les *Bastions de l'Est*. Elle est composée d'*Au service de l'Allemagne*(1905), de *Colette Baudoche* (1909) et du *Génie du Rhin* (1921). Mais il faut souligner que Barrès poursuivra néanmoins, ce qu'il appelle « l'art total », c'est-à-dire l'art dégagé de ces impératifs avec *Amori et Dolori sacrum* (1903) et *Greco ou le Secret de Tolède* (1911). Mais même dans ces œuvres « d'art total », comme *Amori et Dolori sacrum*, l'inspiration du « germanisme » est souvent présente, et ainsi dès le début, il raconte l'histoire du peintre Aimé de Lemud, et parle des Lorrains comme d'une race qui depuis des siècles se bat aux extrêmes avant-postes contre les puissances de la Germanie pour l'idéal latin, et cette prédisposition transmise avec leur sang les oriente vers le classicisme, et les

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 8.

détourne donc de l'Allemagne (1).

Les Bastions de l'Est sont le produit direct de l'angoisse barrésienne face à l'Allemagne

politique et culturelle et du risque qu'elle ferait courir à la France. Mais son modèle se sont les deux provinces annexées. Déjà en 1900 dans *L'Appel au soldat*, il s'élevait avec force contre l'hostilité d'une partie de la population française, et la mauvaise volonté du gouvernement français, qui selon lui s'unissaient pour rejeter les Alsaciens vers l'Allemagne (2).

Le danger qui le hante ce n'est pas l'annexion du sol par la puissance d'un « pangermanisme triomphant », mais c'est l'annexion des cœurs et des âmes, l'assimilation des hommes, ou même leur fuite vers la France. Il n'est donc pas étonnant qu'*Au service de l'Allemagne*, et *Colette Baudoche* traitent de ces sujets, car *Les Bastions de l'Est* sont des ouvrages de combat.

Dans *Au Service de l'Allemagne*, il va opérer un véritable transfert culturel en se référant à son auteur allemand préféré Goethe, afin de lui faire donner le sens de son œuvre : « Magnifique épigraphe pour *Au Service de l'Allemagne*. « Tout ce qui est noble est de nature calme et semble dormir jusqu'à ce que son contraire l'éveille et le contraigne à se montrer » (Goethe). Ton

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, La Mort de Venise in Amori et dolori sacrum*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 14.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 936 : « Ainsi l'hostilité d'une partie de la population française et la mauvaise volonté du gouvernement français s'unissent pour rejeter les Alsaciens vers l'Allemagne. Dureté incroyable de notre conduite ! Ils devaient être un gage aux mains de l'ennemi, et, sitôt reconstituée, la France en armes allait les réclamer. Trahison ! Nous allons les livrer et nous ne voulons plus les connaître. Quand même il n'appartient pas à l'injustice de la mère patrie, ni à une minorité de vainqueurs, ni à des événements désastreux de changer l'inconscient d'une population. Ces fils, dont se détourne la France, sont forcés par leur structure mentale d'associer les idées à la française et de préférer la civilisation qui, pendant des siècles, leur fournit leurs conditions de vie. Sous cette Germanie arrogante qui frappe sèchement de ses talons les étroits trottoirs des vieilles villes militaires, une France nombreuse et saine encore fait le fonds de ce pays. Comme, à certains tournants morts, la nappe d'eau pure de la Moselle sous la croûte des herbes parasites, elle transparait cette France, en dépit des plantes germaniques, jusqu'alors sans racines profondes, dans la douceur du regard des femmes, seul aveu de leur sensibilité souffrante, deuil honorable de celles qui vivent avec des frères, des époux, des pères vaincus. Elle s'affirme dans la fierté du regard des jeunes gens quand ils ont entendu la langue de leur pays et que leur œil s'écrie : « le papier des diplomates et nul ! Moi aussi, j'appartiens à la France ! » Elle se

proclame dans la fraternité immédiate et sans phrases avec des hommes de toute classe et de toute condition, quand leur main qui serre la nôtre nous déclare : « Jamais il n'arrivera que nous opposions nos fusils, et sous une même tente, un jour, nous partagerons le même péril de la France ! ».

classique. » (1).

L'anxiété de Barrès ne cesse de croître, l'idée de la Revanche l'obsède. Le projet des *Bastions de l'Est*, il l'a conçu à la fin du XIX^e siècle, en entendant son ami le Docteur Pierre Bucher lui raconter le drame des Alsaciens qui annexés par l'Allemagne, étaient confrontés à un choix difficile, le vieux conflit de l'honneur et du devoir, soit fuir les zones occupées, soit y accomplir leur service militaire (comme son héros Hermann) dans l'armée impériale, avec l'espoir de pouvoir maintenir plus tard une présence française. Sensible à cette situation cornélienne, il en a donc tiré *Au Service de l'Allemagne*. Mais ce roman très marqué par le contexte historique, exige un gros effort d'accommodation et de compréhension. Et même en se livrant à cet exercice intellectuel, il est difficile de ne pas être déçu par ce récit, où les évocations poétiques des paysages alsaciens ne parviennent pas à faire oublier, une véritable outrance dans la caricature. Sous sa plume affleurent les pires lieux communs sur « l'air de chien battu des soldats allemands » ou dans un niveau encore plus bas sur la description d'un Prussien qu'il traite de serf, de paysan à peine affranchi, assoupi, bonasse sous l'action de la bière, mais avec une âme brutale (2).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 53.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 267 : « Il faut savoir d'une façon générale d'où sortent ces terribles Prussiens, raides et arrogants, qui triomphent et donnent aujourd'hui à l'Allemagne sa forme. Sur de grandes plaines grisâtres, où de maigres pâturages alternent avec des étangs endormis et de sévères forêts de pins, vivent des paysans à peine affranchis. Ils possèdent l'esprit d'association, car ils ont conscience d'être un troupeau et puis, dès leur bas âge, on les dresse à la discipline. Chez eux, l'instinct de reproduction ne crée pas, comme chez nos Français, des vices ou des vertus compliqués. Sans fièvre ni enthousiasmes, mais aussi sans intermittences ni chutes, leur volonté demeure constamment tendue vers le but qui est le pain quotidien. On voit à ces serfs l'hypocrisie des paysans, une jalousie mesquine, une étroitesse de cœur, qui se trahissent chez les simples par des lettres anonymes, par des dénonciations à la police, par de l'espionnage, mais peu de mensonges grossiers et conscients : ils recourent à des biais. Le commerçant prussien tient un engagement écrit, seulement il use des sous-entendus, profite sans scrupule d'un oubli dans le contrat. Tout les

Prussiens sont sous l'action de la bière ; elle étourdit, endort et berce, elle calme la colère ou la passion, elle rend bonasse et fait oublier. Aussi le tempérament autrefois querelleur s'est assagi. Mais cette bière assoupit, sans la changer, une âme brutale, où manquent la politesse innée et la culture héréditaire. ».

Mais ce qui se déroule dans l'Alsace *d'Au service de l'Allemagne* et dans la Lorraine de *Colette Baudoche*, ce ne sont pas seulement pour Barrès des drames qu'il peut espérer momentanés de la défaite et de l'occupation. C'est aussi, et c'est l'un de ses thèmes récurrents : « la longue tragédie qui se joue sur le Rhin entre le romanisme et la germanie. » (1) et cette angoisse légendaire qui refait à nouveau surface. Le « grand drame moral » de M.Ehrmann n'est, précise Barrès, « qu'une scène » (2) de cette tragédie, dont à la fin *d'Au service de l'Allemagne*, il rappellera la longue histoire, en expliquant :

« La besogne modestement accomplie par M.Ehrmann à la vieille caserne d'artillerie de la place d'Austerlitz, c'est celle des légionnaires de Rome sur le Rhin et d'Odile à la Hohenburg. Il est une garde avancée, on disait autrefois une garde folle, de la latinité, un défenseur de nos bastions de l'Est. » (3).

Cet affrontement entre « les deux forces ethniques » (4) dont l'origine appartient à la préhistoire (5) se poursuit jusqu'au XX^e siècle : « En 1902 (..) cette bataille (...) n'est pas militaire ; elle est plutôt morale » (6) car dans cette « guerre sacrée » (7), la France se trouve momentanément sur la défensive. Son objectif final est l'acquisition de la frontière naturelle du Rhin, car cette lutte est essentielle et la victoire déterminante pour asseoir notre culture, Barrès la qualifie d'ailleurs de bataille éternelle entre la Germanie et la Latinité (8). Cette lutte doit aussi assurer la résistance à la domination allemande en pays annexé. *Au Service de l'Allemagne, Colette Baudoche et de la*

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 208.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 282-283.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 920.

5. Maurice BARRES, « La solution est à Paris », *La Patrie*, 12 septembre 1902.

6. Ibid.

7. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t.1, p. 931.

8. Maurice BARRES, « La solution est à Paris », *La Patrie*, 12 septembre 1902 : « L'Alsace et les deux rives du Rhin sont le champ d'une bataille éternelle entre la Germanie et la Latinité. Un homme vit assez pour apercevoir une passe d'armes, mais, que cet épisode soit heureux ou malheureux, il n'en peut rien préjuger quant au résultat d'une lutte dont l'origine appartient à la préhistoire, il en va de cette querelle pour la possession du Rhin comme de la lutte entre le soleil et la pluie qui se développe d'alternative en alternative sans atteindre jamais l'état stable. ».

Colline inspirée tracent les grandes lignes de ce programme.

Les thèses *des Bastions de l'Est* : soldats de la France et de la latinité, les Alsaciens-Lorrains ont le devoir de s'accrocher à leurs terres, de demeurer : « un caillou de la France sous la botte de l'envahisseur », de subir l'inévitable et de maintenir : « ce qui ne meurt pas » (1), de tenir : « fort dans le sol et dans l'inconscient »(2) et de considérer qu' : « il n'y a de vérité qu'en français » (3).

Il en va de même en 1909, pour son roman *Colette Baudoche*, dont il a délibérément donné le nom d'un personnage historique mort en 1441 et représenté sur un vitrail de l'église Sainte-Ségoles à Metz , car elle est représentative des femmes de la Lorraine :

« Colette, pour moi, n'est pas seulement une jeune fille de Metz en 1908 ; j'aime en elle des tas de petites lorraines de la ville ou du Duché, éparses sur des siècles, des petites Gallo-Romaines dont j'apprécie l'accent, tous les accents de l'âme (...) Asmus, c'est déjà l'homme du Nord devant la volupté du Midi. C'est un Faust devant une Hélène. » (4).

Déjà Saint-Phlin expliquait dans *Leurs Figures* : « Ce fut, la destinée constante de notre Lorraine de se sacrifier pour que le germanisme, déjà filtré par nos voisins d'Alsace, ne dénaturât point la civilisation latine (...). Les gens de la marche lorraine furent éternellement l'extrême bastion du classicisme à l'Est » (5) : et à son humble manière, Colette, en se refusant à Asmus, incarne par son sacrifice l'éternelle défense par la Lorraine de la civilisation latine.

Barrès aime admirer les femmes de Lorraine, et la Lorraine comme une belle femme qui résiste (6).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Annexe d' Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 290.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 936.

3. Ibid.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 7, 1908-1909, Paris, Plon, 1933, p. 84.

5. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Leurs figures*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 1175.

6. Maurice BARRES, *Romans et voyages, La Mort de Venise in Amori et dolori sacrum*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 13 : « Ce qui fait les dessous de ma pensée, ma nappe inépuisable, c'est ma Lorraine (...) La beauté des jeunes femmes est distribuée pour les diverses parties de leur corps ; aussi, pour la goûter, faut-il beaucoup de soin et leur grande complaisance, mais cette beauté, quand elles vieillissent, se fixe toute sur leur visage. C'est ainsi que, dans ma jeunesse, j'ai cru la beauté dispersée à travers le monde et principalement sur les régions les plus mystérieuses, mais aujourd'hui j'en trouve l'essentiel sur le visage sans éclat de ma terre natale. ».

Mais ce deuxième roman des *Bastions de l'Est* a aussi mal vieilli qu'*Au service de l'Allemagne*. Barrès y évoque encore un drame de conscience. Colette Baudoche, cette jeune lorraine qui, éprise de ce professeur allemand de Metz Frédéric Asmus, ne va pas l'épouser car : « cette jeune fille a choisi la voie que lui assigne l'honneur à la française. » (1). Certes, il y a presque un siècle de tels dilemmes se sont souvent posés. Reste que Barrès se laisse aller tout au long de ce volume à des simplifications grossières, indignes de son formidable talent d'écrivain. Sous sa plume apparaissent souvent des notations grotesques, telles celles-ci : « Les meubles de la famille Baudoche sont de bonne qualité matérielle et morale. » (2) ou encore :

« En traversant la place tous les cinq lisent avec intérêt sur l'hôtel de ville l'inscription commémorative de la générosité des Anglais qui, après la bataille de 1870, envoyèrent des semences à cette région dévastée. Puis ils vont gaiement s'asseoir à l'auberge et manger d'excellentes pommes de terre frites, des pommes anglaises petites filles de celles qui passèrent la Manche. » (3).

Mais aussi quoi de plus irritant au fond que le procédé de composition d'un roman comme *Colette Baudoche*. Rien de ce qui se passe dans ce roman non plus n'est hors du possible, ou du vraisemblable. Mais le jeune Allemand lourdaud et sentimental qu'il met en scène et Colette ne sont pas pour l'écrivain, de véritables sujets d'études ; il les compose pour le rôle politique qui leur est assigné, car ils doivent représenter l'un l'esprit allemand et donc l'incarnation du « germanisme », et l'autre la supériorité de la civilisation française. Et ce jugement de valeur global et sommaire, auquel le lecteur de l'époque est sollicité de souscrire, gâte le tableau de mœurs. Il y a lieu de répéter ici le mot de Goethe : « On sent l'intention et l'on se rebiffe ». Ce n'est point ainsi que procéda Goethe lorsqu'il écrivit *Hermann et Dorothee*, dont Barrès déclare s'être inspiré. Mais jamais Goethe, même à l'époque des guerres d'indépendance, ne s'est laissé

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Colette Baudoche*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 371.

2. Op. cit., p. 316.

3. Op. cit., p. 356.

aller à de telles dérives. Il n'eût pas approuvé que l'on traitât de « sale race », ni modifié son opinion sur de grands auteurs français à cause d'une guerre, car il avait une richesse de vie intérieure, qui l'affranchissait à un plus haut degré des influences du moment.

Mais Maurice Barrès a écrit *Colette Baudoche* par devoir, et surtout pour se guérir de ses angoisses. Certainement pas pour en faire un chef d'œuvre de la littérature. Les frères Tharaud disent comment il arrivait à Barrès, pendant la rédaction de cet ouvrage de s'impatienter et de s'emporter contre les personnages trop communs de *Colette Baudoche* :

« A tout moment je le voyais broncher. Je l'entends encore qui s'écrie : « Non vraiment, c'est trop médiocre ! N'est-ce-pas là la pauvreté et non pas simplicité ?... Ah ! cet Asmus, quel goujat ! Nous n'allons pas perdre notre temps aux amours de cet imbécile !... A la cuisine, la mère Baudoche ! »
(1).

Evoquant lui-même la rédaction difficile de *Colette Baudoche*, il écrira dans ses *Cahiers* : « Ah, j'avais mes moments de défaillance. Je disais : Est-ce que je vais passer tout mon été avec cette petite bonne ? » (2). Mais, prenant sur lui, s'il s'est obligé à faire ce travail qui s'éloignait de ses rêveries les plus spontanées, c'est par ce qu'il estimait avoir une mission à remplir. Se définissant lui-même dans l'avant-propos d'*Au service de l'Allemagne* comme « un modeste combattant »(3), il a d'une certaine façon écrit les *Bastions de l'Est* dans un esprit de mobilisation et de construction (4).

Il faut toutefois mentionner la remarque pertinente de son ami Frédéric Mistral, dans la préface d'*Au service de l'Allemagne*, qui aurait souhaité un mariage entre Colette et Asmus, et même une

1. Jérôme et Jean THARAUD, *Mes années chez Barrès*, Paris, Plon, 1928, p. 202.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 7, 1908-1909, Paris, Plon, 1933, p.340.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Préface de Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, t. 2, p.209.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 7, 1908-1909, Paris, Plon, 1933, p. 341 : « Il faut construire. Il s'agit de donner un sens à sa vie, s'assurer un alibi, un refuge contre la médiocrité de l'univers. Faire une construction avec des rêves, avec de la poésie où l'on puisse pourtant vivre une vie totale, s'abriter avec ses intérêts, avec ses mœurs de l'époque. C'est le service que j'ai rendu aux Alsaciens-Lorrains et d'une manière plus générale dans le Service de l'Allemagne. ».

nombreuse descendance, partant du principe que le « germanisme » finit toujours par se fondre dans la latinité (1). Pour l'époque et le milieu cette position marque une réelle ouverture d'esprit en ce qui concerne l'intégration des étrangers.

Charles Maurras qui se veut un gardien vigilant et permanent de l'œuvre de Barrès quitte parfois à déformer même la pensée de celui-ci, va être très gêné par cette lettre de son vieil ami Frédéric Mistral à Barrès. Il va alors tenter d'expliquer ces propos par le fait que Mistral appartient à la génération de 1848, qui ne voit dans l'histoire que les résultats, abstraction faite des causes qui les amenèrent. Mais la démonstration maurrassienne n'est guère convaincante (2).

Ehrmann l'Alsacien et la Messine Colette Baudoche incarnent la volonté française des deux provinces : tous deux consentent d'énormes sacrifices pour être fidèles à leur mission.

Pour pouvoir rester Alsacien, Ehrmann, la mort dans l'âme servira le Kaiser ; pour ne pas « trahir la race », Colette n'épousera pas un Allemand qu'elle aime pourtant. Chacun, avec des moyens appropriés à la situation dans laquelle il se trouve, est résolu à ne pas subir passivement la

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Préface d'Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 205 : « Aujourd'hui, les jeunes Lorraines peuvent écouter, si c'est leur désir, le conseil de Mistral, qui, jugeant sur les choses sous le point de vue de l'éternité, m'avait écrit dès le premier jour : « Vous rendez si sympathiques le terroir et la race que ce bon gros Allemand Frédéric Asmus est vaincu en peu de temps, et vaincu de façon si naturelle et si honnête qu'on regrette vraiment la maussaderie finale de la petite Colette. Etant donné que le germanisme finit toujours par se fondre dans la latinité (à preuve la fusion rapide des innombrables envahisseurs de l'Empire romain), il est certain que, par le seul effet des influences naturelles, les immigrés allemands sont destinés à faire des fils et des petits-fils lorrains, par eux la Lorraine reprendra son autonomie. Je remarque, en Provence, que les fils des métèques sont généralement plus ardents que les indigènes de vieille roche. C'est le mystère de la greffe. Donc j'aurais vu avec plaisir le bon docteur Asmus contribuer à repeupler Metz de jeunes compatriotes. Il méritait bien cette jolie récompense. ».

2. Charles MAURRAS, *L'Action française* du 6 mai 1915, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 151 : « La lettre de Mistral a bien « scandalisé » Barrès. Nous-mêmes, avons failli nous trouver scandalisés de la lui voir publier en un pareil moment. Il est impossible d'oublier que la mort de Mistral est de mars 1914. L'erreur de Mistral, qui fut celle de toute la génération de 1848, mais qu'on s'étonna de retrouver plus tard dans les pensées d'un homme de l'âge de M. Jean Jaurès, son erreur était parfois de ne voir dans l'histoire que les résultats, abstraction faite des causes qui les amenèrent. Les plus actives de ces causes sont les plus négligées, notamment ce qui fut appelé avec dédain l'histoire-bataille et aussi l'histoire-traité, l'histoire politique. Si, comme le dit fort bien Mistral, « le germanisme finit toujours par se fondre dans la latinité », c'est que, de la bataille d'Aix jusqu'aux batailles de la Marne et de l'Yser, la latinité, représentée par Caius Marius et par ses successeurs jusqu'au Général Joffre, eut soin de commencer par administrer aux Germains de mémorables et formidables raclées. ».

« domination germanique », à ne pas accepter la « déchéance de la France », mais décidé à croire toujours, quoi qu'il arrive, en sa supériorité. Tous deux ont le sentiment d'être porteurs d'un message, les héritiers d'un patrimoine sacré. « Je suis héritier », dit Ehrmann « je n'ai ni l'envie, ni le droit d'abandonner des richesses déjà créées. » (1). Quant à la petite Lorraine, sur le point de céder à son « instinct de femme », elle en est empêchée par la présence tutélaire qui veille sur la race : « osera-t-elle les décevoir, leur faire injure, les renier ? (...) Colette reconnaît l'impossibilité de transiger avec ses morts qui sont là présents. » (2). L'Alsace et la Lorraine, le soldat et la jeune femme sont persuadés que : « la raison deutsche, en travaillant à détruire ici l'œuvre welche, diminue la civilisation. » (3). Ils se constituent donc eux-mêmes en bastions avancés de la France sur le Rhin.

La Colline inspirée en 1913 est également une sorte de bastion de l'Est. Sion-Vaudémont, comme Sainte-Odile représente la lutte contre la germanisation, car c'est un bastion du catholicisme contre le protestantisme, qui selon Barrès est germanique. *La colline inspirée* raconte la victoire du christianisme sur les puissances occultes, la victoire du catholicisme, de la « religion française » sur les divinités qui peuplent les forêts germaniques. Avec son château et son église, la colline représente la double tradition lorraine : militaire et religieuse. Il s'en remet à l'orthodoxie catholique, cette valeur sûre, qui dans la lutte contre la germanisation est aux avant-postes du combat. Hantée par la décadence française, la doctrine de Barrès, à mesure qu'elle se définit, accuse le caractère défensif et anxieux de son nationalisme. Barrès va s'éloigner des grands maîtres de la pensée allemande qu'il considérait jadis comme appartenant à l'héritage de

-
1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 246.
 2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Colette Baudoche*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 370.
 3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 214.

toute l'humanité. La lutte qui se livre sur le Rhin ne souffre nulle faiblesse.

Il ne publiera *Le génie du Rhin*, dernier ouvrage de la trilogie des *Bastions de l'Est* qu'en 1921. Ce sont cinq leçons qu'il donna en novembre 1920 à l'Université de Strasbourg sur le génie du Rhin. Cet ouvrage répond à ce qui sera un constant souci de Barrès jusqu'à sa mort : assurer durablement la victoire contre l'Allemagne prussienne grâce à une politique rhénane qui survive à l'occupation militaire de la rive gauche du Rhin et qui, s'appuyant sur les traditions culturelles de la région, permette de : « favoriser sur le Rhin l'esprit occidental et d'y protéger les populations contre l'envahissement du germanisme de Berlin. » (1). Il s'agit comme le notait Barrès sur son exemplaire personnel du *Génie du Rhin*, de refouler la fatalité des invasions germaniques, en préparant le mariage de la Moselle et du Rhin (2). Après avoir célébré dans *Au service de l'Allemagne* et dans *Colette Baudoche* les bastions de l'Est que furent l'Alsace et la Lorraine, l'auteur du *Génie du Rhin* entendait inviter à la création en Rhénanie d'un troisième et nouveau bastion contre l'Allemagne. Son idée est que le génie rhénan est à la fois germanique et latin, mais qu'il y a des manières de travailler et de sentir qui sont propres au pays de Lorraine, d'Alsace et du Luxembourg, au Palatinat et à toute la terre celto-rhénane. A travers le problème du Rhin, c'est donc bien du destin de l'Europe qu'il s'agit.

1. Maurice BARRES, *Le Génie du Rhin*, Paris, Plon, 1921, p. 190.

2. Yves CHIRON cite Barrès in *Maurice Barrès, le prince de la jeunesse*, Paris, Perrin, 1986, p. 387.

Chapitre II : L' « intolérable consécration » de l'individu allemand dans une signification maurrassienne

Charles Maurras est un bâtisseur de représentations. Le « germanisme » sera certainement la plus riche de sa collection. Elle représente le cœur d'une angoisse qui va virer à l'obsession. Il va s'attacher à dégager par une manière prétendument scientifique, l'essence même de l' « ennemi héréditaire allemand », afin de mieux le combattre. Cette essence, Maurras se la représente dans un mouvement perpétuel du peuple allemand et de ses penseurs à rechercher la pureté, les origines ; à rejeter les règles, les déterminations, à ne pas accepter ce qui est, ce qui vient de la civilisation, de la société, de l'histoire, au profit toujours des origines. (Recherche des origines individuelles avec le retour au moi, puis au moi allemand ; recherche des origines et de la pureté du christianisme avec la réforme luthérienne ; rejet des règles avec le romantisme, et rejet de la stabilité des régimes politiques traditionnels avec l'esprit de révolution).

Le « germanisme » serait ainsi un mouvement constant du peuple allemand qui ne saurait que refuser et toujours détruire, alors que Maurras qui se présente comme un fils d'Auguste Comte, affirme qu'il ne faut qu'accepter. Ne pas accepter, c'est accepter d'aller jusqu'à la destruction, et d'aller jusqu'à la mort pour réaliser ce mouvement de retour et de purification.

Le meilleur de Charles Maurras est constitué par une partie de sa critique littéraire et politique. Ses réponses et ses solutions, par contre, sont beaucoup moins convaincantes, et sont même souvent dangereuses et totalement condamnables. La spécificité politique de Maurras est contenue dans l'intangibilité même de sa doctrine qui contrairement à celles de Barrès et de Péguy le protège des influences extérieures, et donc dans un certain sens l'empêche d'évoluer et de se contredire, ou de faire des voltes faces.

Le trait caractéristique du processus maurrassien du « germanisme », c'est la constance et la systématisation dans la construction de l'ennemi héréditaire de la France. Pour le produit, c'est un barbarisme sur une barbarie.

Charles Maurras ne va amener aucune vision nouvelle de l'Allemagne, car il ne connaît pas concrètement ce pays. Il ne l'a même jamais visité. Comme Péguy son Allemagne est de Paris, contrairement à Barrès qui avait eu des contacts répétés avec le pays et la littérature d'outre-Rhin. Mais il est entouré à *L'Action française* d'intellectuels qui connaissent bien l'Allemagne, sa langue, et sa littérature, notamment Maurice Pujo, Jacques Bainville, Pierre Lasserre, Henri Vaugeois, et Léon Daudet (1).

Le « germanisme » dans l'analyse de Maurras n'est pas totalement la conséquence directe des souvenirs de 1870, ni même de ceux de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Ces sentiments, pense-t-il, si respectables qu'ils soient, ne suffisent pas à déterminer une politique. Si conformément à ses propres déclarations, la défaite n'influence pas ses premières recherches, elle agit néanmoins indirectement et de manière décisive sur sa pensée. Cette différence consiste en ce qu'une réaction directe à la défaite incitait presque nécessairement l'écrivain à s'égaliser au modèle allemand, tandis que l'ambition spécifique de Maurras est de s'opposer à l'Allemand, sans rien lui devoir. Sa pensée se veut pure de toute « contamination germanique », ce que Claude Digeon

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 107-108 : « Beaucoup d'entre mes nouveaux amis étaient de mon âge. Je découvris chez eux, outre de vives affinités de sentiments, des aventures de pensées courues en commun sur le sens général des rapports franco-allemands. Ils connaissaient l'Allemagne mieux que moi, savaient la langue, avaient visité le pays. Pujo, grand wagnérien, traduisait Novalis. Il venait de parcourir la Bavière et le Tyrol en direction de Venise. Bainville rentrait de l'Allemagne du sud avec les matériaux de son Louis II. Pierre Lasserre achevait une préface magistrale à la version nouvelle de morceaux choisis de Goethe. Henri Vaugeois réexaminait sévèrement son premier enthousiasme kantien. Léon Daudet, autre wagnérien fieffé, rentrait de Hambourg, il parlait l'allemand comme le français. Nous ne tardâmes pas à désertier en cœur la Patrie française absorbée par les ménagements académiques et les soucis électoraux. Et, notre *Action française* à peine fondée, les premières démarches communes nous fixèrent, comme plus tard à la Revue universelle, dans un effort constant d'études germaniques, mais d'études attentives et sincères, affranchies des complaisances de l'Oligarchie. ».

confirme en écrivant dans *La crise allemande de la pensée française* :

« A l'inverse de Barrès, aucune attirance du Rhin chez ce provençal tout ébloui de clartés méditerranéennes. Son nationalisme ne doit rien aux brumes du Nord, et sa haine du germanisme manifeste une réaction pure de toute complaisance secrète. » (1).

Le produit de la représentation maurrassienne du « germanisme » est largement repris dans la société française de son époque même si les disciples s'en défendent, et refusent d'avoir un tel maître ! Bruno Goyet affirme avec justesse dans l'ouvrage qu'il consacre à Maurras, que concernant notamment le professeur Jean-Marie Carré, qui est l'auteur de l'ouvrage *Les écrivains français et le mirage allemand* : « Dans ses travaux, ce dernier reprend « naïvement » les schémas de représentation des Allemands que Maurras et l'Action française avaient forgés, tout en les citant fort peu et de façon critique. » (2). Il n'est donc pas étonnant que Claude Digeon dont le maître a été le professeur Jean-Marie Carré, mais qui surtout a interrogé en 1948 Maurras par lettre dans sa cellule de la prison de Clairvaux, sur l'influence de la défaite de 1870 sur lui-même et sur Barrès (Maurras va d'ailleurs répondre à son questionnaire par un « livre mémorial » publié en 1949, *Pour un jeune Français*) avant de rédiger sa thèse (thèse soutenue en Sorbonne le 20 juin 1957, et dont le titre était : « *La question allemande dans la vie intellectuelle française, de l'avant-guerre de 1870 à celle de 1914* ») (3), soit l'auteur d'une excellente définition du « germanisme maurassien ». Elle va approcher la complexité même de cette représentation dont les contours sont éminemment plastiques, mouvants : « Gains de l'esprit allemand égalent pertes

1. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914*, Paris, PUF, 1992, p. 434.

2. Bruno GOYET, *Charles Maurras*, Paris, Presse de Sciences Po, 2000, p. 89. : Dans ses travaux, ce dernier reprend « naïvement » les schémas de représentation des Allemands que Maurras et l'*Action française* avaient forgés, tout en les citant fort peu et de façon critique. Maurras ne peut qu'être sensible à cette contradiction qui signe son propre ostracisme : même quand ses idées sont reprises, il n'est plus une référence acceptable. ».

3. Ibid : « Ce qui va devenir une thèse importante de l'histoire intellectuelle de la France du XIX^e siècle doit ainsi beaucoup aux idées maurrassiennes, même si Claude Digeon relativise les thèses de Maurras sur l'Allemagne en notant que, à la différence de Barrès, celui-ci ne connaissait pas directement l'Allemagne et que « tout attaque de Maurras contre un Allemand s'unit indissolublement à une polémique contre un ou des Français...son Allemagne est de Paris ». L'obsession de l'Allemagne et de sa puissance intellectuelle est très répandue, surtout dans les milieux nationalistes, qui ne sont pas neutres vis-à-vis de la crise allemande .».

de l'esprit français, telle est l'équation fondamentale. Nation lourde, non romanisée, l'Allemagne est barbare : le germanisme est le barbarisme ajouté à cette barbarie. » (1).

Claude Digeon note les sens variés et multiples que peut prendre ce terme dans la psychologie tourmentée de Charles Maurras :

« Le germanisme est l'indéfini, l'amorphe, la déraison, ; il est l'Allemagne de Luther, de Kant, de Fichte ; il est aussi la Suisse de Rousseau et peut devenir la Russie de Tolstoï ; il est l'individualisme et aussi la confusion de l'individu ; il est le protestantisme et aussi le judaïsme ; il est tout à la fois la conscience exaltée et l'inconscience ; il est le Devoir aussi bien que l'Anarchie. C'est l'ennemi, le Mal. Mais ce mal, n'est-ce pas essentiellement les autres ? Maurras l'a combattu passionnément en lui prêtant des visages divers, parce qu'il le voyait installé à demeure, puissant et fêté, dans la France de l'affaire Dreyfus, et parce qu'il s'opposait à des groupes français fort divers ; le « germanisme » peut alors unir protestants et anarchistes, jacobins et romantiques, en dépit de leurs caractères très français. Au reste les arguments historiques ne manquent pas à Maurras. » (2).

Quand Maurras déteste une tendance politique ou spirituelle, il va ainsi la qualifier aisément de « germanisme ». Son opposition au « germanisme » va être surtout culturelle. Elle vise à extirper radicalement l'esprit germanique de la France. La conséquence directe en est que sa pensée s'est constituée par réaction contre certaine forme de la pensée, de la littérature, de la politique françaises, et que ces formes détestées ont été définies comme étrangères et opposées au génie méditerranéen, classique, français. Condamner le « germanisme » revient donc selon lui, à vouloir être soi, à s'affirmer dans sa spécificité française. Il pense bien évidemment, que l'esprit français n'a rien à recevoir de la culture allemande, puisque selon lui, les meilleurs penseurs allemands ou plutôt les seuls acceptables, Leibniz ou Goethe ne sont des produits d'un transfert d'une culture classique, dont il affirme que la France est l'héritière :

« Un Leibniz ou un Goethe, par exemple, doivent d'une part à leur naissance, d'autre part à la scolastique médiévale, à la philosophie d'Aristote et de Descartes, à la civilisation française du XVII^e siècle et du XVIII^e siècle : si ces grands hommes ont été plus humains que germains ou plus germains qu'humains. » (3).

1. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, 1870-1914, Paris, PUF, 1992, p. 444.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 27 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 279.

Section 1 : Une « peur obsessionnelle » à l'origine d'un enchaînement systématique

Maurras va se construire comme écrivain et théoricien politique pour l'essentiel dans un phénomène psychologique complexe de transferts négatifs permanents à son « germanisme ». Il est victime, même s'il veut parfois en minimiser l'importance en tant que déclencheur, du traumatisme de 1870. Il n'aura pas de période d'incubation. Cette pensée néfaste, structuratrice, véritable névrose obsessionnelle va le poursuivre jusqu'à sa mort. Sur son enfance confrontée à la défaite, il écrit : « Né en avril 1868, je venais d'avoir deux ans. L'invasion éveilla mes premières images. » (1). De nombreuses citations de Maurras soulignent l'importance considérable des images de la défaite, mais surtout de l'occupation de l'Alsace-Lorraine dans sa jeunesse.

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p.19. : « Maurice Barrès avait huit ans quand il contracta sa première horreur de Prussiens. Ils entraient dans sa petite ville vosgienne de Charmes, y prenaient leurs quartiers, étalaient leur ordre brutal. L'auteur de *Colette Baudoche* en parlait encore dans un de ses derniers livres, en rapportant les choses vues, souffertes et jugées par un enfant déjà grandelet. Mon cas est autre. (...) Né en avril 1868, je venais d'avoir deux ans. L'invasion éveilla mes premières images. Un seul souvenir lui fût antérieur parce qu'il date de mai 1870. Le bureau de mon père (percepteur et receveur municipal d'un gros chef-lieu de canton) portait, épinglées à la muraille, les silhouettes de l'Empereur, de l'Impératrice et du petit Prince. Au milieu de ce printemps, nous partîmes, ma mère et moi, pour la campagne, à quelque quinze lieues de là. Fin août, la visite hebdomadaire de mon père nous annonçait les premiers malheurs ; l'invasion des Prussiens commençait. Je demandais qui étaient ces Prussiens. Des méchants, des barbares coiffés de casques à pointe, me fut-il répondu. A ces mots, chaque soir, sur l'horizon du sud, où le vent balançait une file de peupliers et d'ifs sombres, je croyais voir venir la rangée de barbares aux casques pointus. Le lendemain du 4 septembre, mon père vint précipitamment nous chercher. En passant par Marseille on m'enveloppa d'un caban pour traverser la plaine Saint-Michel, mais par les fentes de l'étoffe je vis et entendis fort bien une populace houleuse. De retour à Martigues, le premier pas dans le bureau ; l'image des souverains avait disparu par ordre supérieur. A cette nouveauté mémorable, bientôt d'autres succèdent, en assez grand nombre. Sur le cours, face à notre quai, l'on fait la garde nationale. Le maniement d'armes est commandé par mon parrain le professeur d'hydrographie, qui a un habit d'officier ; le clairon est notre jeune commis, Corneille, que j'appelle Tonéo, faute d'articuler r et c durs. Chaque jour, mon père revient de la Mairie porteur de mauvaises dépêches. Alors, avec ma mère, ils se penchent, front contre front, sur l'atlas brun que j'ai nommé le Livre des Prussiens. Ils suivent sur la carte les progrès ennemis, ce qui ne va pas sans larmes. Elles m'étonnent et me troublent : des grandes personnes pleurer ! Un long voile drapé comme un crêpe flotte sur ce coin de petite enfance, si gaie partout ailleurs !. Mes Bouches-du-Rhône sont séparées des Vosges de Barrès par une longue bande de départements. Nous nous classons à l'opposite pour les contrariétés du climat et des mœurs. Or, en ceci les même états d'esprit se sont retrouvés. Les pays de l'entre-deux n'ont pas dû réagir très différemment. Directe et indirecte, la blessure morale des populations diverses a dû être pareille. Comme ici, comme là, la nouvelle génération a grandi dans un rêve guerrier. Et les enfants qui ont suivi ont été emportés du même mouvement. ».

Dans le premier volume de ses souvenirs, il va confier : « Strasbourg et Metz tenaient à mes plus anciennes pensées. Né si loin du théâtre de la dernière guerre, je me rappelais qu'elle avait occupé tous les premiers fonds de ma petite enfance... » (1). Il va dans de nombreux articles confirmer l'importance de ce traumatisme (2).

La recherche des origines du « mal », il va les trouver dans le Moi, et dans ce mouvement complexe de divinisation de l'humain, et d'humanisation du divin. Il va transférer l'origine du Moi, et le transformer en cause de la déviance du pangermanisme.

§ 1 : Le « Moi » maudit et transféré à une origine germanique exclusive

Maurras ne sera jamais séduit par la richesse de la culture germanique, et surtout pas par le Moi. Cet auteur qui n'est pas habituellement l'homme des confessions intimes difficiles, avouera une seule faiblesse, mais sans réellement la développer, il s'agit de sa courte crise philosophique d'avant 1889. Il le fera encore au sujet de Barrès, afin de montrer que l'ensemble des auteurs de cette génération a été trempé dans le fleuve noir de l'anarchie philosophique : « Nous avons tous été trempés dans le fleuve noir. Le premier volume de mes souvenirs *Au signe de Flore*, en avoue la crise, pour moi comme pour les camarades. » (3).

Pour imaginer le désordre de manière logique et transférer à des origines exclusivement germaniques le Moi qu'il déteste, Maurras va imaginer un ordre à prétention scientifique. Il y

1. Charles MAURRAS, *Au signe de Flore*, Paris, Grasset, 1933, p. 42-43.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 novembre 1923, in DPC, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 56 : « Nos amis alsaciens et Lorrains me permettront-ils de leur dire de combien de façons leur pensée s'imposa à la mienne depuis l'enfance ? Plus généralement, la pensée des hommes de l'Est. Ma province était bien éloignée de la leur, les eaux de mon étang de Berre et de ma Méditerranée, bien libres et bien pures des torrents de sang frais que roulent la Meuse, la Moselle et le Rhin ! Mais un provençal, née en 1868, et dont la mémoire fut éveillée de très bonne heure par les événements de 1870, était peut-être destiné à songer avec quelque constance aux provinces perdues. Le phénomène n'aurait rien d'extraordinaire. (C'est généralement dans les pays d'extrême frontière que le sentiment national, en rencontrant l'obstacle, devient irritable et actif). ».

3. Charles MAURRAS Charles, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 235.

a dans cette chaîne maurrassienne comme une volonté de remonter aux sources des « responsables », même si l'histoire doit être parfois tordue. Il entend aller jusqu'au fond des problèmes et poursuivre la thématique dans ses racines les plus cachées, mettant en lumière les présupposés derniers, les bases ontologiques des conceptions adverses. Par là-même, il souhaite clarifier, mais en conséquence il exacerbe aussi les débats : prises en leurs fondements ultimes, les oppositions sont irréductibles et les ontologies irréconciliables.

Albert Thibaudet va expliquer avec pertinence la méthode maurrassienne, et notamment la façon dont Maurras va imaginer le « désordre germanique » comme un ordre-repoussoir, avec la chaîne Luther-Rousseau-Kant-Fichte-pangermanisme, afin de mieux pouvoir penser par opposition :

« Pour que le désordre soit imaginé, il faut nécessairement qu'il soit imaginé comme un ordre (je renvoie à l'analyse célèbre de M. Bergson). Non seulement, chez M. Maurras, il est imaginé comme un ordre, celui de la fameuse chaîne Luther-Rousseau-Kant-Fichte-pangermanisme, ou Luther-Rousseau-Kant-Bloc, mais c'est un diable qui porte sa pierre à Dieu, c'est un désordre dont l'imagination sert à nous faire mieux apprécier l'ordre, et qu'une pia fraus analogue à la phrase impensable d'Auguste Comte figure comme un repoussoir et des fonds d'ombre derrière la lumière de l'ordre. » (1).

Ce besoin de systématisation est constant dans la pensée maurrassienne. En 1914, dans un article alors qu'il veut donner du crédit scientifique à ces affirmations en parlant de chaînes de rapports infrangibles, il écrit :

« La terreur est le conséquent naturel de la Déclaration des droits de l'Homme et de la sensiblerie de Rousseau, comme l'impérialisme de Fichte est le conséquent naturel de l'individualisme de Kant et de la sensiblerie allemande dressée en système. Ces choses-là se tiennent par des chaînes de rapports infrangibles, que nous n'avons pas fabriqués et qu'il ne dépend de personne d'abolir, mais que l'on peut connaître ou méconnaître, dévoiler ou voiler, selon la place que l'on occupe dans le monde, selon que l'on défend les intérêts de la vérité ou ceux d'un parti. » (2).

1. Albert THIBAUDET, *Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 107.

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 25 décembre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 274.

I) L'origine du « mal » dans l'individualisme luthérien

La constante du mal c'est l'individualisme, Maurras ne va pas cesser de le marteler : « Les Allemands se sont trompés sur l'intelligence comme sur la force pour la même raison : par individualisme. » (1). Maurras n'est pas un philosophe, c'est avant tout un écrivain et un journaliste. Il est bachelier en 1885. Quelques semaines après son baccalauréat, il s'installe avec sa mère à Paris, au Quartier latin. Très rapidement, il va lire de nombreux ouvrages littéraires et philosophiques, notamment à la bibliothèque Sainte-Geneviève. Il va participer dès 1886 à des revues, et en 1888, il va rencontrer des écrivains : Maurice Barrès, Frédéric Mistral et Anatole France.

Est-ce parce que sa formation philosophique est comme celle de Barrès, très sommaire ou car son unique but est d'assurer une démonstration anti-germanique efficace, même s'il doit faire des omissions, que Maurras n'aborde pas la révolution cartésienne, qui fait se réfléchir le penser en lui-même comme sujet, dans son étude sur l'origine du Moi ? La question est délicate, mais il semble que ces deux raisons soient présentes. Il n'attribue pas la paternité du Moi, de l'individualisme et de l'idéalisme au philosophe français Descartes et à son fameux « Je pense donc je suis » du *Discours de la méthode*. Il ne fera d'ailleurs qu'une brève allusion à celui-ci, pour le qualifier d'aventureux pour Kant (2).

Alors même que le cogito cartésien permet d'affirmer le primat de la pensée sur tout objet connu, ce qui ouvre la voie à l'idéalisme, au kantisme et à la phénoménologie. D'ailleurs Henri

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 9 décembre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p.37.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p 271-272. : « Descartes avait dit : Je pense, donc je suis, mais cette déduction semblait beaucoup trop aventureuse à Kant, et sa doctrine laisse voir clairement pourquoi : la pensée, y compris la pensée de la pensée, n'est encore qu'un fantôme de notre moi. ».

Bergson parlant de Descartes précisément pour souligner, la paternité qui est la sienne, au sein de toute la philosophie moderne, particulièrement eu égard à l'idéalisme allemand va écrire :

« L'action de penser est première : voilà le cogito cartésien. Tout l'idéalisme moderne est sorti de là, en particulier l'idéalisme allemand. » (1).

Il ne fait pas non plus le lien entre le principe de la Réforme religieuse luthérienne et son application à la pensée, alors que des penseurs allemands l'ont fait, comme l'écrit le professeur Bernard Bourgeois :

« C'est Descartes aux yeux de Schelling, qui, faisant sien le principe de la Réforme en l'appliquant à la pensée stricto sensu « a donné la première impulsion à cette science engendrée par la raison elle-même ». Hegel avait déjà semblablement salué en Descartes, radicalisant le principe protestant de la libération de l'intériorité en le faisant triompher au niveau de la pensée, « cette pointe la plus pure de ce qu'il y a de plus intérieur », le libérateur de la philosophie à l'égard de l'autorité théologique. » (2).

Maurras va donc dater de manière « politique » la naissance de l'individualisme précisément à l'heure où Luther supprima les intermédiaires entre l'individu et Dieu. Plus précisément encore, le 31 octobre 1517, quand Martin Luther a affiché ses propositions à la porte de l'église de Wittenberg. La révolution luthérienne est tellement terrible pour cet auteur : « que le ciel fut ce jour-là, séparé de la terre et les morts du cœur des vivants. » (3).

1. Henri BERGSON, « *La philosophie française* », in *Mélanges*, Paris, PUF, 1972, p. 1159.

2. Bernard BOURGEOIS, *L'idéalisme allemand*, Paris, Vrin, 2000, p. 308-309.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 31 octobre 1917 in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 9 : « Le 31 octobre 1517, Martin Luther affichait ses propositions à la porte de l'église de Wittenberg. Une immense révolution commença ce jour-là sur le monde, et, comme toujours, elle se fit d'abord sentir dans le royaume de l'esprit. On la définirait d'un mot pour toute la région qui fut influencée par le luthérianisme : le ciel fut, ce jour-là, séparé de la terre et les morts du cœur des vivants. Tout le Moyen-Age catholique avait cru, que le sublime de l'existence des hommes et son sacrifice supérieur pouvait être offert par les survivants, pour l'amour de ceux qui les avaient précédés, et que le poids de leur faute tenait encore prisonniers de la peine expiatoire. Le moine allemand se rua au-travers de cette foi magnifique et, pour quelques abus certains que les indulgences avaient suscités, il en supprima tout l'usage ; il l'a fit disparaître des intelligences d'abord, des consciences ensuite cette haute pensée que les mérites sont recueillis et que les vivants éprouvés peuvent encore mériter pour ceux qui sont sortis de l'épreuve et obtenir d'une bonté supérieure la substitution de leurs propres maux sur terre. Par un mouvement très logique, l'esprit de la réforme finit par supprimer jusqu'à la notion de purgatoire qui, de Platon à Dante, avait satisfait et ennoblé tant de grandes âmes. L'homme fut seul, en tête-à-tête, avec une altière justice dépouillée de tous les tempéraments de la charité. Le culte de la Vierge mère, l'idée de Notre Dame, honneur, joie et gloire du Moyen-Age, tomba aussi par toutes les parties de l'Europe infestées par Luther. La médiation entre Dieu et l'homme fut dépouillée du charme féminin qui l'humanisait. ».

C'était alors le triomphe de l'homme libre. L'homme devenait ainsi l'entité consacrée à tous les niveaux de l'histoire. La Déclaration des droits de l'homme, et le romantisme vont découler ensuite du même esprit :

« Depuis le XVI^e siècle, par la doctrine du libre examen, et de la souveraineté du sens propre, l'Allemagne, autrefois participante de la civilisation européenne, a fait schisme, puis régression, puis un vrai retour à l'état sauvage ; la science de l'Allemagne, bénéficiant de la vitesse acquise, s'est développée d'une part, mais sa philosophie théologique et morale a été, d'autre, part en recul constant, car l'individualisme absolu, tel qu'il se dessina chez Kant, dut aboutir à un anarchisme effréné, chaque être ayant qualité pour faire un dieu de son « moi ». » (1).

La cause du désordre se situe donc selon Maurras, dans l'irruption du salut par la foi seule du protestantisme, qui aurait déstabilisé une société occidentale traditionnelle d'esprit romaniste, dont l'organisation et la structuration reposaient en grande partie sur l'omnipotence de l'institution catholique. Cette Eglise catholique romaine était un symbole de l'ordre, car elle avait domestiqué la liberté individuelle de l'homme, mais aussi Dieu, en devenant l'intermédiaire obligé. Cette nouvelle idée luthérienne de Dieu est dérangeante dans la psychologie maurrassienne. Pour un catholique, son enchaînement au dogme va l'empêcher de se choisir un maître à sa façon et à son image, et Dieu restera toujours supérieur à lui. Au contraire, pour les protestants comme pour les anciens israélites, l'idée de Dieu est « subversive », car il n'y a plus de tradition collective et d'unité dans la pensée religieuse. La tradition aurait cédé la place au prophétisme et à l'anarchisme que la religion catholique avait su jusque là supprimer. Cette idée de Dieu est non seulement subversive, mais elle n'assure plus une paix et une stabilité sociale. Il verra dans ce qu'il appelle « la protestation diviseuse » ou « la deuxième invasion des barbares en terre latine (la première étant l'invasion de l'empire de Romulus et de Rémus lors de la grande migration des peuples), c'est-à-dire la réforme luthérienne, un élément destructeur de

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 4 décembre 1914, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1933, t. 1, p.36.

la culture latine et catholique. Il écrira : « Les Germains du XVI^e siècle firent plus du reste que se séparer de l'empire, ils attaquèrent désormais l'idée romaine elle-même, devant laquelle les barbares des migrations s'étaient respectueusement inclinés. » (1). La culture prédominante au XVI^e siècle était dominé par le latinisme et le catholicisme, dont l'esprit était dirigé par des principes rationnels, généraux et humains, que Maurras qualifie de « principes constructifs » (2). Mais si les deux mots, catholique et latin, n'ont pas pour lui le même sens, néanmoins, il pense que : « Rome intègre dans sa réalité les choses qu'ils expriment. » (3).

Cette rupture installe alors au cœur de l'Europe, une ère de désordre et d'agitation pour des siècles. La stabilité de l'Eglise catholique romaine est ainsi remplacée par le « caprice individuel » des hommes, devenus interlocuteurs d'un Dieu égal à eux-mêmes, et qu'ils créaient à leur image. Deux idées de Dieu ne peuvent plus fédérer, ni soutenir, mais que diviser, puis détruire l'unité européenne. Pour Maurras, c'est le rejet des bases de l'esprit romaniste, que Luther consacre dans la Réforme. Il transforme la culture européenne qui avait dominé l'Europe pendant des siècles et qui avait fait d'elle un ensemble uni et cohérent, autour de ce message consacrant l'espèce. Luther se serait comporté comme un « anarchiste » en rompant l'unité du « splendide tout catholique ». Albert Thibaudet affirme que pour Maurras le protestantisme fut un désastre pour l'humanité, parce qu'il installa partout où il s'établissait le principe du libre examen et la souveraineté du sens propre. Il allait faire naître l'Allemagne moderne (4).

Cette crise qui renforçait les oppositions et l'instabilité allait entraîner la scission de l'Europe et faire périr l'unité de l'Europe chrétienne. Il affirme qu'elle est une régression encore plus

1. Charles MAURRAS, *Action française*, 16 juin 1929, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p.133.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 juin 1929, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p.133.

3. Ibid.

4. Albert THIBAUDET, *Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 102.

grave que la prise de la Bastille, ou même que la Déclaration des droits de l'homme (1).

Le rejet des fondements de la société européenne du XVI^e siècle par Luther est un élément déterminant dans son mouvement de réaction consacrant un farouche individualisme. La partie d'Europe protestante allait désormais sacraliser le principe du sacerdoce universel des chrétiens, en rejetant l'idée romaine du pouvoir spirituel, et en plaçant en premier le lien personnel, existentiel, de l'homme avec Dieu. Elle marque pour Maurras le point d'origine de toutes les subversions des temps modernes. En exaltant le Moi, le protestantisme venait d'introduire l'individualisme dans la religion. L'individualisme fera ensuite son entrée sur le plan politique en 1789 avec la Révolution, notre « plus mémorable tentative de suicide » (2). Le Romantisme dans la culture enfin, doctrine systématiquement anti-rationaliste, dominée par un réflexe de sentimentalisme individualiste, anarchique, et par là révolutionnaire, fait du Moi le principe, le moyen et la fin de l'art. Maurras va faire apparaître l'individualisme par un héritage culturel d'Auguste Comte, comme la rébellion anarchique de la fantaisie individuelle contre les leçons de l'expérience des siècles. En 1903, il écrit dans *L'Action française* :

« Quant à la prétendue réforme religieuse du XVI^e siècle, toute méthode positiviste, universelle, humaine, la mettra au nombre des reculs de l'esprit humain. Comme dirait Auguste Comte, elle est proprement caractérisée par la sédition de l'individu contre l'espèce et jamais le capital intellectuel esthétique, politique et moral emmagasiné depuis trente siècles ne courut de risques plus forts que dans la période de la Réforme luthérienne et calviniste. » (3).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 31 octobre 1917, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1933, t. 3, p. 9 : « Ces événements se passaient bien au-dessus des peuples et des rois, entre terre et ciel. Comme ils étaient très généraux, leur influence pénétrait avec une rapidité inouïe et la politique, ébranlée déjà à mille égards, fut, pour cette fois, bouleversée. Après la scission du monde surnaturel, les conséquences de 1517 opérèrent la scission de l'Europe. La République chrétienne périt. L'ordre des peuples et des trônes moralement subordonné au siège papal fut rompu d'une façon qui n'est pas encore réparée. Il n'y a pas beaucoup d'affaires comparables dans l'histoire du monde, à cette revanche des barbares saxons, que Boniface et Charlemagne avaient mal convertis. Ni la prise de la Bastille, ni l'informe déclaration des droits de l'homme ne représentent une régression comparable à celle que décréta le moine Luther. Nous en voyons les conséquences se continuer sous nos yeux et, si un grand pays du centre européen combine aux perfectionnements de la science matérielle une anarchie spirituelle et morale sans précédent, même au fond du centre africain, il faut pour le comprendre remonter de stade en stade, par de là Fichte, par delà Kant, par delà Rousseau, jusqu'à leur principe avoué, à Luther et à sa pensée....».

2. Charles MAURRAS, *Réflexions sur l'ordre en France*, Paris, Au pigeonnier, 1927, p. 76.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 5 janvier 1903, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p.335.

L'homme qui se permet de juger et de décider de tout dans sa solitude se sépare de sa cellule sociale. Il devient alors très vite la proie d'un orgueil qui ne lui permet pas de se soumettre aux devoirs qu'implique l'ordre général. Selon Maurras, au contraire l'homme n'a le pouvoir de subsister et de se développer qu'intégré à un ordre social. Il lui apparaît donc que le premier point de toute philosophie digne de ce nom est de poser la société comme la donnée première et majeure, et de définir les principes et les règles qui lui permettront de se maintenir dans le temps. L'homme avec le protestantisme devenait le centre de toutes les préoccupations, et ses volontés devenaient des ordres. Toute la société en était bouleversée. Cette irruption de l'homme, comme acteur du monde aurait été déstabilisante. Il ne reconnaît aucune valeur, aucune qualité à une nation qui est née de la Réforme : « car elle le fit toujours en détruisant une communauté d'un plus grand prix », puisque : « comme la Révolution, la Réforme n'usa d'éléments nationaux qu'à titre d'instruments au service de la religion de l'Individu. » (1). Toujours de manière péremptoire, il va même accuser Luther d'être à l'origine de la dévastation de la guerre de trente ans (2). Maurras affirme que la Réforme naquit et s'implanta en Allemagne, car celle-ci aurait été mal imprégnée de l'humanisme catholique (3). Alors que la France confrontée au protestantisme a eu une réaction de rejet, Calvin avait dû fuir, Henri IV se convertir et la Réforme refluer, étant

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 23 août 1903, DPC, Paris, A la Cité des livres, 1933, t. 4, p. 352.

2. Charles MAURRAS, *Romantisme et révolution*, Paris, NLN, 1922, Préface p.5 : Luther et les Réformateurs furent suivis comme d'autres Arminius : leur race les avait reconnus de son sang. Par eux l'Europe retournait, comme à la profondeur de l'antre originel, aux ténèbres de la conscience individuelle. Elle le payait sans tarder par la dévastation des luttes religieuses et la guerre de Trente ans. »

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et révolution*, Paris, NLN, 1922, Préface p. 4-5 : « Mais la Gnose, aussi bien que l'Évangile éternel, trouva à qui parler dans les nations policées du sud et de l'ouest de l'Europe. Il en fut autrement pour le monde germanique et anglo-saxon mal imprégné de l'humanisme catholique, l'hébraïsme le pénétra sans difficulté. Lisant les paroles sacrées, le Germain y devait percevoir le cri de violentes effusions sensibles analogues à celles que la civilisation avait essayé de modérer chez lui : cri d'amour, et de haine, d'espérance et de désespoir, de servitude et de liberté, hystérique soupir vers l'indépendance d'une personne « se déployant à tout hasard sans autre but presque, que de se satisfaire ». Le tumulte intérieur déchaîné ! Un biblisme sans frein emportait ou bien bouleversait tout d'abord cette discipline mentale, morale, esthétique, cette raison, ce droit, cette loi, cet ordre, ce goût qui rassemblaient tout le capital civilisateur de l'esprit classique ».

donné qu'elle était protégée par des humanistes comme Ronsard.

Maurras en 1914, suite à la réception d'un article par un confrère va s'interroger sur la question de savoir si c'est le Moi germanique qui a fait le protestantisme, ou l'inverse. Maurras explique pourquoi, selon lui, le Moi germanique est la conséquence de la Réforme, car il veut démontrer l'alliance de la barbarie germanique et de la science. Avec la Réforme et Kant la nature allemande devint une morale et une religion. Ce qui n'était que la réalité fut l'idéal et alors : « l'autolâtrie de ce peuple devait produire la plus effroyable combinaison de délire mystique et d'indignité : l'abîme de la vilénie devait seul mesurer la hauteur de l'apothéose. » (1).

Ce que Maurras veut démontrer sur la Réforme, c'est que l'individualisme part du religieux pour s'étendre vers le social. Luther a fait les fondations de l'individualisme qui va permettre la consécration du Moi. Le particularisme de l'idée, l'individualisme de celui qui la prêche, l'un et l'autre caractérisés par un état d'esprit commençant par la religion, va aboutir selon un penchant continu à la révolte sociale. Cet individu devait gagner d'autres batailles pour s'affirmer, selon l'analyse évolutive de Maurras. Il allait avec Rousseau, puis Kant conquérir la dimension philosophique et politique, en devenant le juge de toutes choses.

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, AF, 12 décembre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 255 : « Nous avons montré que, par la Réforme et avec une netteté redoublée à partir de Kant, ce qui n'était encore que nature allemande devint une morale et une religion, canon et modèle de vie. Comme on dit en tudesque, ce qui n'était que la réalité fut « l'idéal ». Au lieu de trouver ses modèles dans les enseignements du catholicisme romain, dans les mœurs et le goût de la France, dans les types de la civilisation helléno-latine, la nature allemande se prit elle-même, dans son être réalisé, dans les profondeurs de sa vie concrète, qu'elle crut devoir désormais descendre pour trouver les caractères de la véritable vertu, de la vraie beauté. L'individualité allemande joua le rôle des essences du beau et du bon, et l'utilité allemande fut aussi critère du vrai. A ce point de vertige de la grandeur, aucun peuple, aucun être, n'eût certes réussi à sauver son bon sens, mais, le peuple en question était le peuple allemand, celui dont mon correspondant vient de caractériser la nature follement orgueilleuse et brutale constatée dès ses plus hautes époques et maintenue constante à tous ces moments successifs, l'autolâtrie de ce peuple devait produire la plus effroyable combinaison de délire mystique et d'indignité : l'abîme de la vilénie devait seul mesurer la hauteur de l'apothéose, ce qui exactement ce que nous voyons. Cette vue s'éclaircit par notre historique de la doctrine individualiste allemande : religieuse avec Luther, morale avec Kant, ethnique avec Fichte, politique avec nos pangermanistes. Et tout se brouille si l'on veut se passer de cette clarté. ».

II) A sa consécration dans le primat « du moi rationnel et humain kantien »

Dans une volonté d'enraciner le Moi qu'il maudit dans l'Allemagne intellectuelle, Maurras va trouver, et va s'acharner sur sa victime expiatoire : le philosophe Emmanuel Kant. Il va devenir le doctrinaire décisif du « germanisme »: « Voilà l'erreur philosophique allemande. Son rapport avec le kantisme, qui fait tourner le monde autour du moi, qui prend le moi pour le soleil des planètes intérieures et extérieures, ce rapport-là n'est pas douteux. » (1). Objectivement, et au-delà des affirmations maurrassiennes, il est possible de constater que Kant est pénétré de Rousseau. (2) De Rousseau, il va transformer la théorie du *Contrat social* succédant à l'état de nature : il ne s'agit plus d'une sorte d'hypothèse historique, mais « d'une idée de la raison » constituant le fondement légitime de l'autorité publique. L'idée d'égalité fondamentale des hommes et la théorie de la volonté générale ne sont plus comme chez Rousseau les éléments d'une doctrine démocratique : Kant est républicain et non démocrate ; il ne s'agit plus chez lui que de postulats découlant de l'impératif moral et interdisant que le souverain (la *respublica* et non le peuple au sens de Rousseau) puisse édicter une décision qui ne pourrait être prise par chaque sujet moral. Même s'il affirme le rôle majeur de Kant, après Luther dans l'élaboration du « germanisme », Maurras déclare que la pensée de Jean-Jacques Rousseau, bien que non Allemand, a été déterminante pour celle de Kant. Par exemple, sur les principes posés par la politique de Kant, il écrit : « Cette politique ne dit à peu près rien qui ne soit dans Rousseau : l'individu, l'Etat, la liberté, l'égalité, le pacte initial, les droits inaliénables et sacrés. » (3).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p.127-128.

2. Bernard GAGNEBIN, Contribution sur JJ. Rousseau dans *le Dictionnaire des philosophes*, Encyclopédia Universalis, Paris, Albin Michel, 2001, p.1335 : « Si l'homme occupe aujourd'hui une place centrale dans notre conception du monde, c'est en grande partie à Rousseau qu'on le doit. Ainsi que l'a dit Kant : « Rousseau est le Newton du monde moral. ».

3. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, NLN, Paris, 1916, p. 275.

Rousseau sera qualifié de germanique dans sa démonstration, car il est l'auteur qui est accusé d'avoir étendu au plan philosophique et politique la pensée de Luther (1).

Puis Kant, élève de la pensée rousseauiste, va devenir le centre de toutes les condamnations puisqu'il va consacrer « le primat du moi rationnel et humain ». Maurras trouve à Jean-Jacques Rousseau sa place dans la « chaîne du germanisme » :

« Notre Révolution n'existe d'ailleurs qu'en effet de la Réforme allemande, Rousseau fait suite à Luther, comme Kant à Rousseau, et comme Fichte à Kant. On ne peut contester cette filiation commune du germanisme et de l'esprit révolutionnaire. » (2).

Rousseau est présenté comme une dérivation très directe de Luther, son introspection passionnée et sa fierté orgueilleuse sont interprétées comme des émanations du principe de libre examen.

Kant, même s'il est de manière assez surprenante qualifié parfois par Maurras lui-même :

« d'homme supérieur » (3), n'aurait pas été un homme dont les idées sont personnelles, car il aurait puisé son système de morale presque en entier chez Rousseau (4). Aussi, Rousseau ne pouvait-il être que bien accueilli en Allemagne, Allemagne que Maurras qui n'aime décidément guère les nuances, qualifie de « nation sauvage » (5).

Ce retour à la nature préparerait la sensibilité romantique, réduirait la vie religieuse au Dieu

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle, L'Action française* 23 novembre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 264 : « Ce Kant à qui la proclamation des Droits de l'Homme et du Citoyen faisant modifier sa promenade somnambulique, ce Luther qui remplit l'éloquence de tous les prophètes, pères et docteurs du régime, celui-ci maître de Rousseau et celui-là son disciple, comment les impliquer dans la critique du pangermanisme, sans avouer l'essence proprement germanique des idées de Rousseau, et par-là de tous les différents modes d'anarchie et de sauvagerie systématisées que, depuis 1789, nous appelons libéralisme ou démocratie ? ».

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 septembre 1918, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1932, t. 1, p.42.

3. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 271.

4. Ibid. : « Cette vaine critique qui demande aux hommes supérieurs d'avoir des idées personnelles, c'est-à-dire sans antécédent historique et nées de leur seule pensée aurait très beau jeu contre Kant. Son système de morale est presque en entier dans Rousseau .».

5. Charles MAURRAS, *Romantisme et révolution*, Paris, NLN, 1922, p. 7 .

intérieur, et en politique détruirait la monarchie et rêverait la République (1).

Le discours de Rousseau sur l'homme de la nature ne pouvait séduire qu'un peuple peu civilisé.

Et ce peuple le « plus épais » sans surprise, Maurras découvre que c'est l'allemand, car le système de Rousseau : « donnait la parole, entre les hommes, à l'homme ignorant, entre les peuples, au peuple en retard. » (2).

Mais il affirme ne pas faire de « préférence » entre Rousseau et Kant, dans *Quand les Français ne s'aimaient pas* :

« Je ne sais pas s'il faut préférer Rousseau à Kant, ou Kant à Rousseau dans leur morale, car tous les deux me semblent avoir bâti le plus funeste château de nuées, et je n'ai qu'à ouvrir l'un ou l'autre pour m'écrier aussitôt que voilà le pire. » (3).

Mais néanmoins, il est possible de s'interroger, car il semble parfois détester encore plus Rousseau que Kant, car Rousseau, ayant fait de son Moi le symbole de raison, il prononcera l'infailibilité de celui-ci. Il ira au-delà de la pensée de Kant, qui même s'il consacre l'esprit humain, le subordonne au devoir (4).

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et révolution*, Paris, NLN, 1922, p. 7 : « A Rousseau, donc (c'est le point net de ce personnage si trouble), à Rousseau s'interrompent chez nous certaines mœurs de l'esprit, certaines polices du goût, certaines coutumes et traditions de l'Etat : son Héloïse, ses Confessions, l'attitude et la conduite de sa vie nous ramènent (c'est un véritable retour) à ce règne de la « nature » dont l'affection procura la sensibilité romantique ; sa Profession de foi réduit la vie religieuse au dieu intérieur sans culte ni prêtre de la logique protestante ; sa politique va soumettre la France à la doctrine qui détruit la monarchie et qui rêve la république. ».

2. Charles MAURRAS, *Dentelle du rempart*, Paris, 1937, Grasset, p. 232-233 : « L'Europe, la moins polie, ne pouvait manquer de se reconnaître et de s'aimer dans cet enfant de la nature dont Paris avait fait son idole adorée. De sorte, que pour une partie de son public, la plus épaisse, l'allemande, sa prédication était prise au mot : les anciens jugements portés sur les choses en étaient renversés ; ce qui étaient jadis conçu comme une ignorance à compléter, imperfection à corriger, faiblesse à réparer prétendit à la supériorité de sa fraîcheur barbare et neuve sur le dessèchement et l'épuisement imputés à toute race instruite, cultivée, arrivée. Les arts, les lettres, les sciences, la tradition, le passé, en un mot tout ce qui était fait, n'importaient plus, et la nature introduisait immédiatement au divin : elle seule pouvait parler au monde le langage infailible de l'avenir. ».

3. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 271.

4. Charles MAURRAS, *La Dentelle du rempart*, Paris, Grasset, 1937, p. 166-167 : « La pensée de Rousseau est allée, même plus loin que celle de Kant. Car le Genevois ne se contentera pas d'affirmer « son moi », et que sa conscience l'avertit du bien du mal. Rousseau dira plus. La conscience est « un guide assuré », et tous les autres guides sont sujets à l'erreur. Le privilège de connaître, arraché à notre intellect qui est cependant l'organe naturel, passe donc à la conscience. Maître de Kant dans la dogmatique morale, Rousseau professait déjà comme lui, plus que lui peut-être, le scepticisme à l'égard des opérations de l'esprit pur. Ils ont été, deux parfaits sceptiques religieux, et comme leur religion fondait tous ses temples et toutes ses prescriptions en eux-mêmes, c'était la religion de l'individu, l'anarchie. ».

Il n'aura pas la même dureté pour d'autres philosophes des lumières. Sans doute Voltaire et Montesquieu ont-ils déjà subi, par l'intermédiaire des Anglais une influence que Maurras qualifierait de « pernicieuse », mais pour lui ce n'est pas essentiel, car le responsable de « la contamination » est toujours Rousseau. Maurras va même trouver des « circonstances atténuantes » à Voltaire et Montesquieu, car s'ils rapportèrent à Bordeaux et à Paris quelques-unes des semences de cet « esprit hébreu et germain » (1) de leurs voyages à Londres, ils n'ont pas été : « flétris par la greffe orientale » (2), à la différence de Rousseau, car ils : « avaient pour eux un grand savoir, l'exercice de la raison et ce sens naturel des proportions humaines, le bon goût et le sens commun. » (3).

Maurras n'aime pas Rousseau et c'est un véritable « réquisitoire de peine capitale » qu'il prononce. Celui-ci confine de manière assez systématique d'ailleurs à l'insulte. Les termes sont d'une particulière dureté, il le traite de « criminel, de sauvage, de simple fou », et même « d'espèce de faune trempé dans la fange natale » (4). Car le rousseauisme en accordant toutes les vertus au « Moi -roi » qui est constitué juge du genre humain, et qui est installé au centre du monde, modifierait profondément les sensibilités . La révolution littéraire, le romantisme, et la révolution politique en procéderaient.

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, NLN, 1922, p. 5.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, NLN, 1922, p. 5.

4. Charles MAURRAS, *Dentelle du rempart*, Paris, Grasset, 1937, p 232-233. : « Rousseau raisonne facilement : mais né sensible et versatile, tout à fait impuissant à s'attacher avec force à la vérité ses raisonnements différents ne concordent jamais qu'à la cadence de sa plainte, et l'on trouve chez lui, à doses presque égales, l'homme criminel, l'homme sauvage et le simple fou. Folie, sauvagerie, crime, l'aventurier nourri de révolte hébraïque appela cela la vertu. Cette vertu d'un « moi » de qualité sordide était constituée juste juge du genre humain. Elle proposait en modèle une nature inculte, vicieuse et bornée. Sa sensibilité indignée et plaintive dressée en manière de loi fût appelée en dernier ressort contre l'univers. Plus il y eut en lui d'abjection sincère, et de vilénie naturelle, plus il prétendit qu'on devait tout en admettre, et l'obéir, et l'adorer. La gloire de la France et l'hégémonie de Paris furent employées à répandre les divagations d'un furieux. Ce sauvage, ce demi-homme, cette « espèce de faune trempé de la fange natale » avait plu par le paradoxe et la gageure de son appareil primitif. Cela avait intéressé des cœurs trop sensibles et des esprits trop cultivés. Mais il était inévitable que les parties du monde, les moins avancées y fussent plus sensibles encore. ».

Maurras cite pour preuve de cette consécration du « Moi » dans *Romantisme et Révolution*, le commencement des *Confessions* où Rousseau se présente :

« Je veux montrer à mes semblables un homme dans toute la vérité de la nature ; et cet homme, ce sera moi. Moi seul. Je sens mon cœur, et je connais les hommes. Je ne suis fait comme aucun de ceux que j'ai vus... Je viendrai, ce livre à la main, me présenter devant le Souverain Juge. Je dirai hautement : Voilà ce que j'ai fait, ce que j'ai pensé, ce que je fus. J'ai dit le bien, le mal avec la même franchise. » (1).

Maurice Weyembergh dans *Charles Maurras et la Révolution*, reprend la citation-clé de Maurras face à l'affirmation du Moi de Rousseau dans *Les Confessions* :

« Unique en son espèce, et l'équivalent de chacun et même de tous, ce prêcheur outrageux se serait retiré de la planète comme du sein de ses père et mère, s'il l'avait pu non sans proposer à l'Être éternel de faire contrepoids, par la vertu et la sagesse de son seul cœur, aux mérites de tout l'univers. Je ne sais pas de moi plus haïssable que celui-là... Après l'avoir répandu (son moi unique) sur le genre humain, il pouvait le jeter aussi dans la nature dont le grand cœur diffus faisait écho à sa fantaisie vagabonde. » (2).

Il refuse qu'il soit envisagé des rapports entre la philosophie de Descartes et la politique de Rousseau. Descartes n'a pas pu inspirer Rousseau. Maurras va s'attacher à démontrer qu'il n'y a aucun point commun. Il n'y a même pas de comparaison à établir entre ce qu'il qualifie d'autorité de l'évidence cartésienne, œuvre de sens moral et l'autorité du sens moral de Rousseau. Ce dernier mènerait droit à l'individualisme, alors que Descartes n'y mènerait que par le circuit d'une contradiction (3).

Ce Moi triomphant a des conséquences qui ferait que Dieu se prouve chez Rousseau puis Kant par le langage de la conscience, quand elle dicte notre conduite vers ce qu'elle désigne le bien.

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, NLN, Paris, 1922, p. 188.

2. Maurice WEYEMBERGH, *Charles Maurras et la Révolution française*, Paris, Vrin, 1992, p.32.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 20 juillet 1911, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 334.

4. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 272-273. : « Conscience ! Conscience ! instinct divin, immortelle et céleste voix ; guide assuré d'un être ignorant et borné, mais intelligent et libre ; juge infailible du bien et du mal, qui rend l'homme semblable à Dieu ; C'est toi qui fais l'excellence de sa nature et la moralité de ses actions ; sans toi, je ne sens rien en moi qui m'élève au-dessus des bêtes, que le triste privilège de m'égarer d'erreurs en erreurs à l'aide d'un entendement sans règle et d'une raison sans principes... Vous avez, à ces beaux accents, reconnu notre ami Rousseau. Observez, s'il vous plaît, comme ce Kantisme antérieur à Kant est déjà de stricte observance. ».

Mais la critique la plus structurée et la plus politique face à Rousseau, on la trouve dans l'ouvrage *La politique religieuse*. L'homme naît libre, cette phrase qui se trouve exprimée à la première phrase du *Contrat social* et au premier article de la Déclaration des Droits de l'homme, en démontre la filiation. Elle n'est pas acceptable pour un disciple d'Auguste Comte, qui au contraire veut relier l'individu à ses antécédences naturelles ou historiques. Mais surtout la nécessité de vivre en société et la nécessité d'un gouvernement conduisent avec cette approche libérale, inéluctablement à la consécration de la volonté de la majorité, et Maurras de conclure : « s'il laisse subsister la société, il la caporalise sous la moins juste, la plus rude et la moins responsable des dictatures, celle du nombre. » (1).

Sa détestation de Rousseau va se traduire par l'utilisation fréquente de l'adjectif « roussien ». Il va même naître en 1912, un débat relativement humoristique qui va opposer pacifiquement l'académicien Maurice Barrès et le futur académicien Charles Maurras, sur l'adjectif qui doit être adopté pour Rousseau, rousseauiste pour Barrès ou roussien pour Maurras, car ce terme correspond selon lui le mieux au personnage, puisqu'il sonne « dur, laid et loufoque » (2).

La critique maurrassienne de Kant se veut totale, car elle veut détruire l'influence immense sur les intelligences de ce puissant philosophe allemand : « L'Universel Kantien, s'il n'était pas une hypocrisie, n'aurait pas dû gêner les réflexes du cœur français. Mais il répandait un puissant foëtor germanicus. » (3).

1. Charles MAURRAS, *La Politique religieuse*, NLN, Paris, 1912, p.410.

2. CRITON (Charles MAURRAS), *L'Action française*, 7 juillet 1912, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p.138. :« L'Académie représentée par MM. Faguet et Barrès s'est prononcée en faveur de rousseauiste. Roussien a pour lui Auguste Comte et Charles Maurras. On s'étonne que les défenseurs de l'ordre patronnent ce déclassé. Roussien est un adjectif ingrat et révolté contre son substantif. ...» Nous aimons Roussien parce qu'il ressemble à ce qu'il désigne. Il sonne dur et laid et loufoque. Ce très véridique adjectif est dans Auguste Comte. Nous l'avons adopté comme une sorte de chien perdu, nous n'y tenons qu'à demi. En revanche, pour rien au monde, on ne nous fera admettre l'affreuse et incolore agglutination « rousseauiste ». Tout au plus serait-il possible de transiger à l'amiable sur « rousseliste » ou « roussilien ».

3. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, Paris, 1949, p. 81.

On arrive donc au cœur même d'une haine. Pour ne rien devoir à Kant, il confie à Henri Massis qu'il n'est même pas le responsable de son agnostisme précoce, car le seul responsable c'est Pascal (1).

Après avoir affirmé que Luther a fait de l'individu l'interlocuteur direct de Dieu, et que Rousseau a consacré un culte au moi sensible, il affirme que Kant a poursuivi l'élaboration du « germanisme » en cherchant à ce « Moi sensible » des justifications discursives.

Il va le dépeindre avec une constance totale comme le danger absolu de la société française :

« Je n'ai pas à nier la puissance personnelle de Kant. Intellectuellement, moralement, il est l'ennemi : nous lui devons donc une estimation exacte de sa valeur, et nous nous nuirions à nous-mêmes si des passions philosophiques ou nationales parvenaient à fausser nos poids. » (2).

Puisque Maurras s'adonne fréquemment et il faut l'avouer avec souvent une certaine jubilation à l'exercice de la recherche des « coupables », il a découvert en Mme de Staël, celle qui a été la « pourvoyeuse » de la pensée kantienne dans les esprits français (3).

Dans l'analyse méthodique du kantisme qu'il va entreprendre pendant toute sa vie, il va essayer d'en développer ce qu'il juge être « le venin », afin selon lui de protéger les Français, qui ne pourraient être que des victimes potentielles. Un premier caractère du kantisme serait l'enseignement du doute à l'égard de la raison, et la consécration de l'esprit humain. Maurras refuse le scepticisme de Kant, mais surtout que la conscience triomphe au point de nous éclairer

1. Henri MASSIS, *Maurras et notre temps*, Paris, La Palatine, 1951, t. 1, p.19. : « Kant, Pascal, le « funeste Pascal », voilà que, du fond de ma mémoire se lèvent telles confidences que Maurras me fit, un jour : Mon maître vénéré, Mgr Penon, qui me savait engagé dans un agnosticisme trop évident pour qu'il ne s'en désolât point, voulait que Kant, Emmanuel Kant, en fût responsable. « C'est la faute à Kant ! » disait-il. Je n'ai jamais pu le convaincre qu'il n'en était rien. Le responsable, c'était Pascal qui reprenant, pour les traduire en termes pathétiques, les arguments que Montaigne avait empruntés aux académistes et aux pyrrhoniens, m'avait découvert le néant de la métaphysique. Oui, aux idées où Montaigne se promène en nous fredonnant sa souriante ironie, le ton, l'accent si grave de Pascal imprime une grandeur tragique. C'est ainsi que Pascal me prépara au kantisme, à Berkeley, à Hume. Héritier par Montaigne des sceptiques, Pascal ouvrait mon premier soupirail sur le doute philosophique ; il m'invitait à l'idéalisme subjectif, sans que je puisse m'en douter. ».

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 270.

3. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 3 juillet 1898, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p.379.

sur le devoir pratique, qu'elle devienne le flambeau de la vie universelle et qu' : « elle révèle en même temps, puisqu'elle les suppose, le bon ordre du monde, l'existence du bien et la destinée de la vie. » (1).

Maurras redoute les effets de la philosophie de Kant, et notamment que l'esprit humain libéré et abstrait prenne le pouvoir et gouverne le monde. Cette liberté ne pourrait être que « folie, despotisme, barbarie », face à la civilisation et au temps long de la culture sociale.

Kant ne serait donc pas un Copernic de la philosophie, mais plutôt un Ptolémée en se trompant dans sa volonté de voir l'esprit humain installé au centre de la nature à laquelle il dicte ses lois (2).

L'analyse kantienne de la moralité accorde une place centrale à la notion de devoir. L'action moralement bonne, n'est pas simplement une action conforme au devoir, mais faite par devoir.

Dans *Les fondements de la métaphysique des mœurs*, Kant affirme qu'elle tire sa valeur morale non d'un but visé à travers elle, mais de la maxime qui préside à l'action, du principe du vouloir d'après lequel elle se fait, qui doit être la morale elle-même. Le principe du devoir est la conformité des actions à la loi en général. Il faut que je puisse vouloir que ma maxime devienne une loi universelle. En quoi la connaissance de notre devoir est simple et à la portée de tout être rationnel. Il se présente pour nous avec une nécessité inconditionnée, sous la forme de l'impératif

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 23 mai 1898, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 379 : « Grandi à cette école, un jeune esprit se déshabitue, dans la vie active, de considérer le convenable, le raisonnable et l'expédient ; il s'accoutume à considérer comme excellent, comme pratique, comme utile, tout ce qui lui paraît généralement bon, juste, et moral. La bonté, la moralité, la justice, de quelque façon qu'il les conçoive, lui sont données comme les uniques réalités. Il ne poursuit qu'elles. Selon Kant, notre conscience ne nous éclaire pas uniquement sur le devoir pratique, elle est le flambeau de la vie universelle. Elle révèle en même temps, puisqu'elle les suppose, le bon ordre du monde, l'existence du bien et la destinée de la vie. ».

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 271-272 : « Kant vit l'esprit humain installé au centre de la nature à laquelle il dictait ses lois. Tous les éléments directeurs de notre connaissance sont des catégories de notre entendement, sans lequel ils n'auraient aucune réalité. Ce que nous prenons pour les lois de l'univers n'est que la loi de notre pensée. Le monde est un grand rêve sur lequel la pensée humaine applique ses formes. « Pas de soleil sans œil humain qui le contemple », devait dire un Kantien plus radical que son maître, et l'intelligence ne saisit qu'elle-même quand elle croit saisir les lois de l'Être en soi. Nous ne savons rien du dehors, nous n'atteignons rien de fixe ni d'absolu. Tout nous est relatif, y compris l'idée que nous avons de nous même. ».

catégorique. Il y a devoir pour nous, c'est-à-dire une obligation morale, en tant que notre volonté n'est pas absolument bonne, pas entièrement autonome, soumise à la loi que notre raison nous donne. La loi morale apparaît donc comme quelque chose à quoi elle doit se soumettre.

Léon Daudet, fils d'Alphonse Daudet, romancier polémiste d'une violence verbale souvent inouïe, ami et collaborateur très proche de Charles Maurras à *L'Action française* dans l'ouvrage *Hors du joug allemand* a fait une analyse orientée, mais détaillée des œuvres de Kant. Elle a porté d'une part sur *La critique de la Raison pure* (1), et d'autre part sur *La Critique de la Raison pratique* (2), qui auraient fait courir un risque énorme à la fois à la raison humaine, mais surtout à l'esprit national en instaurant le vertige de la soumission de l'intelligence au sensible.

1. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, NLN, Paris, 1915, p.15 et s : « Quant à la *Critique de la Raison pure* : la distinction fondamentale, irrémédiable, entre le noumène et le phénomène, entre le moi et le non moi, aboutit à découronner la science de son caractère de certitude et à détrôner la raison. Notre prétendue incapacité à concevoir l'essence des choses et des êtres nous impose l'état de doute, de fantaisie, d'arbitraire permanent, nous engourdit quant au monde extérieur, et se perd, tantôt dans un scepticisme morne et boudeur, tantôt dans un altier refus de conclure. C'est l'école de la paralysie mentale, du rêve à vide, de la chimère divinisée. A chacun sa nuée, et défense de s'entendre sur quelques principes fondamentaux qui ne soient ni restrictifs, ni prohibitifs, ni négatifs, défense d'être reliés (religio). (...). Tous les systèmes fondés sur le sensible au détriment de la Raison, soit en Allemagne, soit en France, doivent se réclamer d'Emmanuel Kant. Il est le père de cette loucherie, de ce que j'appellerai cette diplopie mentale, qui décompose le relief de la vie, du réel, en deux éléments désormais incapables de se rejoindre : le concevant et le conçu, le percevant et le conçu, le percevant et le perçu, le sentant et le senti. Par cette fissure s'écoulera dans toute la substance philosophique que nous devons à Aristote, à Platon et à saint Thomas. ».

2. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, NLN, Paris, 1915, p.16 et s : Quant à la *Critique de la Raison pratique*, elle n'est qu'une traduction algébrique et rigoriste des doctrines de Jean-Jacques Rousseau, que la mise en style de « chancellerie philosophique », selon le mot de Schiller, de cette émancipation sentimentale et psychosociale chère au philosophe du *Contrat social*, de *l'Emile* et des *Confessions*. On connaît le mot profond du savant allemand Dubois Reymond : « Rousseau a été notre Christophe Colomb. » Kant écrivait en 1764 : « Il fut un temps où je pensais que la recherche de la vérité constitue la dignité de l'espèce humaine.... Rousseau m'a tiré de mon erreur. J'apprends à connaître le véritable prix de l'homme. » Kant et Jean-Jacques sont ainsi devenus, grâce à l'imprégnation du premier par le second, en quelque sorte consubstantiels. (...) . L'explication en serait impossible, si l'on ne considérait que Jean-Jacques lui-même est une dérivation très directe de Martin Luther et que son introspection passionnée est une fille du libre examen. Avec son ton pleurard et déchiré qui lui ouvre toute la faiblesse des cœurs. Jean-Jacques représente la branche féminine de cette véritable insurrection intérieure dont Martin Luther avait été, deux siècles auparavant, la branche mâle. Chez l'un comme chez l'autre, le moi est devenu le centre du monde, le moi est divinisé de telle sorte que la Raison passe au rang de très humble servante et que l'humeur, larmoyante ou brutale, prime délibérément la logique. On sait où mène, a toujours mené et mènera ce chemin : à l'individualisme. Avec Rousseau, dans une formule neuve et dont l'harmonie verbale en imposait, l'ingenium allemand retrouvait le filon de la Réforme, ce qui jadis l'avait bouleversé, soulevé, dominé. Il se reconnaissait lui-même, sous un nom et un costume différents. Cela éclate dans le texte même de la loi fondamentale de la Raison Pratique : Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme principe d'une législation universelle. ».

Sur l'impératif catégorique de Kant : « Agis seulement d'après la maxime grâce à laquelle tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle. » (1), Daudet va le reprendre de cette façon : « Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme principe d'une législation universelle. » (2). Il va bien entendu amener une critique à la « hache » en établissant une filiation de Luther à Bismarck, et donc du protestantisme en passant par la terreur révolutionnaire pour finir au pangermanisme et conclure : « Cette formule, transportée de la métaphysique dans la politique, est devenue celle de l'impérialisme germanique. »(3).

Mais la solution par le devoir qui permet à la pensée de Kant de sortir de son scepticisme, Maurras la critique et la rejette au nom de la prétention de cet homme abstrait qui se suffit à lui-même, même pour écouter son devoir (4). Cette voix intérieure du devoir dans la théorie kantienne introduit l'homme à l'humanité, elle l'universalise, l'objective et le mêle à Dieu. Mais cet « austère devoir kantien » est présenté par Maurras comme trop général, trop abstrait, pour ne pas inflexiblement conduire aux plus bas mensonges et aux pires atrocités, quand il est mis en

1. Emmanuel KANT, *Métaphysique des mœurs*, I, *Fondation de la métaphysique des mœurs. Introduction à la métaphysique des mœurs*, traduction par Alain Renaut, GF-Flammarion, Paris, 1994, p. 97.

2. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 18.

3. Op. cit., p. 18-19 : « Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme principe d'une législation universelle. Arrêtons-nous sur ces paroles, mères de tant de déchaînements, comme sur un moment décisif. En arrière de l'heure où elles sonnaient, nous apercevons, avec Luther, les principaux chefs de la Réforme, doctrinaires, insurgés, pamphlétaires, législateurs, avec Rousseau, les directeurs du jacobinisme et tout ce que l'on a appelé la Terreur. En avant, voici Fichte, Stein et Bismarck, le nationalisme guerrier allemand issu du criticisme kantien, par extension du « moi » sacré et intangible à la nation allemande. Il n'y avait plus, en effet, qu'à nationaliser ce principe essentiel de l'individualisme, formulé par le théoricien de Königsberg, pour aboutir d'abord à la crise de 1813, ensuite à celle de 1870, enfin à celle de 1914, complémentaire des précédentes. Cette formule, transportée de la métaphysique dans la politique, est devenue celle de l'impérialisme germanique. ».

4. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 272. : « Pour sortir de son scepticisme, le philosophe de Königsberg eut recours à autre chose que la pensée. Il prétendit trouver dans le Devoir une réalité certaine, dont l'existence constatée entraîne nécessairement l'existence de l'âme libre et immortelle, d'une part, et, d'autre part, l'existence de Dieu. On comprendra, je pense, la position kantienne de ces problèmes, si je dis que l'étonnement de Voltaire devant l'ordre du monde et sa conclusion qu'une telle horloge devait avoir un horloger parut à Kant une mauvaise argumentation. Vous prêtez à ce monde un ordre ? L'ordre est en vous. Vous déduisez de cet ordre l'idée d'un créateur, qui en serait la cause ? Mais cette idée d'ordonnateur et de cause, elle est de vous. ».

application et veut gouverner tous les cas, toutes les circonstances, et régir sans nuance et sans ménagement l'océan troublé des conjonctures humaines. Et il va même assimiler les conséquences probables de cette « religion de la conscience », de ce « masque insolent du devoir » (1) à l'hypocrisie des pires dévotes (2).

Michael Sutton dans *Charles Maurras et les catholiques français*, confirme que la théorie kantienne constituait une erreur profonde pour Maurras, car elle rejetait les leçons de l'expérience et qu' :

« En réalité, il n'y avait pas de morale kantienne, car la conscience individuelle était en elle-même totalement indéterminée, et comme telle, « rien au fond que la résultante, hypocritement élevée au grade de formule abstraite et générale, de nos goûts, de nos préférences, de nos intérêts, de nos passions et de nos instincts personnels ». Faire de cette conscience un fétiche, c'était marquer le triomphe de la « théologie de l'individu », en faisant fi de la nature essentiellement sociale de l'homme. » (3).

Un autre caractère va être dénoncé par Maurras : l'affirmation des Droits de l'homme et de ses conséquences en politique. L'Aufklärung a présenté en Allemagne quasiment les mêmes caractéristiques que la philosophie des lumières en France : même méthode analytique et critique qui est d'ailleurs le point de départ de Kant, même tendance au dogmatisme purement logique, même horreur de l'ignorance. Dans la philosophie de Kant, l'universalité de la morale entraîne l'égalité de tous les individus en tant que sujets moraux. Le monde moral étant dominé par le règne des fins, il en résulte que ce monde ne peut être régi que par un Etat de droit où la politique doit être dans une subordination absolue à l'égard de la morale, dont le caractère est absolu et rigide. A l'image de la philosophie de Rousseau, celle de Kant veut en priorité aider les

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 274.

2. Op. cit., p. 274. :« Je me suis assez diverti à chercher ce que pouvait donner, dans l'imagination d'une femme à tempérament comme Georges Sand, cette religion de la conscience : j'ai trouvé des équivalents à l'hypocrisie des pires dévotes. Une étude de l'hypocrisie dans la littérature et les mœurs de ce siècle ferait peut-être voir tout ce que ce vice ignoble a dû au kantisme latent des écrivains et du public. ».

3. Michael SUTTON, *Charles Maurras et les catholiques français*, Paris, Beauchesne, 1994, p. 31.

hommes à établir leurs droits. La politique doit donc être fondée sur le droit, qui est l'ensemble des conditions dans lesquelles le libre-arbitre de l'un peut s'accorder avec celui de l'autre, suivant une loi générale de liberté. Définition qui d'une part, découle de l'idée kantienne de l'autonomie de la volonté et du règne des fins, et d'autre part transcrit la formule même de la déclaration des Droits de 1789. Les Droits de l'homme sont la liberté comme homme, l'égalité comme sujet devant une même loi morale, le droit à être citoyen c'est-à-dire le droit de tous ceux qui ne sont pas dans un statut de dépendance à se trouver dans un état d'égale fraternité devant une loi commune. La défense et le respect de ces droits inaliénables sont le fondement de tout ordre politique légitime. C'est cette défense qui est la fin de toute politique et non le bonheur et la satisfaction des citoyens. La seule forme politique qui réponde à cette fin c'est la forme républicaine opposée à la forme despotique, qui implique comme seuls mécanismes concrets le système représentatif et la séparation des pouvoirs. Mais Kant admet la monarchie constitutionnelle et le suffrage censitaire. Le régime républicain, naturellement destiné à s'universaliser et à éliminer guerres et antagonismes est ainsi une préparation du royaume de Dieu. L'idéal de Kant est le politicien moraliste et non le machiavélien. La morale est toujours le juge sans appel de la politique. Il accomplit et systématise dans une philosophie générale l'idée en germe chez les philosophes proclamée par la Révolution, d'une subordination de la politique au droit et à la morale. Kant dans les premières lignes d'un court texte rédigé en décembre 1784 et intitulé *Réponse à la question : qu'est ce que « Les Lumières » ?*, écrit :

« Qu'est-ce que les Lumières ? La sortie de l'homme de sa minorité, dont il est lui-même responsable. Minorité, c'est-à-dire incapacité de se servir de son entendement sans la direction d'autrui, minorité dont il est lui-même responsable, puisque la cause en réside non dans un défaut d'entendement, mais dans un manque de décision et de courage de s'en servir sans la direction d'autrui. Sapere aude ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement. Voilà la devise des Lumières. » (1).

1. Emmanuel KANT, *La philosophie de l'histoire*, Paris, Gonthier-Médiations, 1947, p. 46.

La suggestion de Kant, c'est qu'en déclarant les Droits de l'homme, l'homme déclare sa propre majorité. Devenir majeur, c'est passer de l'hétéronomie à l'autonomie.

Maurras qui fait de Kant l'un des principaux inspirateurs de la Révolution de 1789 et de la Déclaration des Droits de l'homme, lui répond dès le premier article de celle-ci : les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Dans une réfutation qui se veut humoristique Maurras montre qu'il ne souhaite pas se positionner de manière abstraite sur la naissance synonyme d'état de nature, mais que sur la concrète naissance biologique. Dans l'ouvrage *Mes Idées politiques*, il compare la naissance de l'homme et celle d'un poussin (1). Dès qu'il brise sa coquille le poussin peut courir, et peu de chose lui manque pour crier : je suis libre, alors qu'au petit homme il manque tout. Avant de courir, il a besoin d'être tiré de sa mère, lavé, couvert, nourri, et donc : « Le petit homme presque inerte, qui périrait s'il affrontait la nature brute, est reçu dans l'enceinte d'une autre nature empressée, clémente et humaine : il ne vit que parce qu'il en est le petit citoyen.» (2). Et la conséquence directe qu'il va en tirer est que : « La Liberté est imaginaire, l'Egalité postiche. (...). Tout joue et va jouer (...) procède et procédera par des actions d'autorité et d'inégalité, contredisant, à angle droit, la falote hypothèse libérale et démocratique. »(3).

Si Maurras a bien évidemment raison dans ses affirmations au niveau de la naissance biologique, il est certain que dans la Déclaration des Droits de l'homme la naissance dont il s'agit, c'est l'état sous-jacent, immanent à l'état social, un état dans lequel les hommes sont libres.

Afin de rejeter Kant qui est un symbole du « germanisme », sans néanmoins sembler laisser un terrain intellectuel vide, il va très fréquemment opposer son modèle français : Auguste Comte, et

1. Charles MAURRAS, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. XV-XVII

2. Op. cit., p. XV.

3. Op. cit., p. XVII.

même les comparer. C'est de ce sujet que traite l'article « Et Comte » que Maurras donna dans *La Cocarde* de Barrès, en 1894 :

« Au lieu, que Kant montrait en vain à ses élèves déroutés les abîmes du ciel, qu'il venait de vider, à travers les ténèbres de leur conscience individuelle, Comte, par un alliage savant d'idéalisme et d'empirisme religieux, reconstituait la figure du monde. » (1).

L'année suivante dans le *Soleil*, il écrira sur les affinités de la philosophie morale de Kant avec le protestantisme : « Je dirai que les idées du système de politique positive d'Auguste Comte, limpides pour un catholique, sont inintelligibles à un huguenot ; c'est l'inverse pour la raison pratique. » (2). En 1897, il va opposer les implications des deux philosophies dans le système politique :

« La morale d'Etat comtiste, en effet, tend à une sorte de socialisme moral ; mais, en bonne logique, elle exclut les principaux articles de la déclaration des droits de l'homme et de la doctrine libérale. La morale d'Etat kantiste achemine à une espèce d'isolement mystique, où tout homme se considère comme une manière de Dieu, plus ou moins orgueilleuse, et courageuse, et ferme. » (3).

En 1904, dans un article de *La Gazette de France*, il va tenter de démontrer qu'Auguste Comte penseur objectif et social se situe aux antipodes de Kant, qui ne serait qu'individualiste et subjectif (4). Dans le domaine de la morale, il présente celle de « Kant le luthérien, romantique, et

1. Charles MAURRAS, « Et Comte », *La Cocarde*, 29 octobre 1894.

2. Charles MAURRAS, « Notre religion nationale » *Le Soleil*, 29 juin 1895.

3. Charles MAURRAS, « En wagon », *La Gazette de France*, 4 août 1897.

4. Charles MAURRAS, *Gazette de France*, 17 janvier 1904, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p.289 : « Auguste Comte est proprement aux antipodes de Kant. Individualiste et subjectif comme les hommes de son sang, Kant a fondé toute connaissance sur la morale, et c'est du Bien conçu dans les troubles ténèbres de la conscience des hommes que ce rêveur germanique a tout dérivé. Objectif, social, intellectuel comme les grandes races du midi de l'Europe, desquelles a procédé toute la civilisation, Comte établit au faite ce que la folie et la faiblesse de Kant avaient jeté dans les fondements : la morale est le couronnement des sciences, le dogme étincelant et pur de la politique et de l'esthétique, le dernier support de la religion, mais ce belvédère est construit sur les bases de la connaissance certaine, telles que les différentes méthodes les ont constituées à la suite des progrès de l'esprit humain. La morale de Kant est indépendante, et ce mot en traduit la fragilité, l'anarchie. La morale de Comte, essentiellement dépendante, publie, selon l'expression d'un barbare, d'un barbare romanisé, « la voix haute et salutaire des lois de gradation qui pénètrent si vivement toutes chose sur la terre et dans le ciel ». La philosophie de Comte est classique, méditerranéenne, hellénique et romaine ; celle de Kant est romantique et luthérienne : elle forme l'alliance de deux barbaries, celle des germains et celle des juifs. Kant, qui ravit l'odieuse suisse de Coppet, continue Rousseau, toute âme protestante s'est pâmée, au moins une fois, en sa religion. Les affinités catholiques d'Auguste Comte sont connues de tous ; son meilleur biographe est un jésuite, le père Grüber ; il attire à lui les esprits observateurs et constituants, patriotes et conservateurs : les destructeurs l'abhorrent. »

germanique », comme indépendante et qui veut être un fondement, alors que celle de « Comte le catholique, classique, et méditerranéen » serait un couronnement et de plus dépendante et construite sur des bases certaines de la connaissance humaine, telles que les différentes méthodes les ont constituées à la suite des progrès de l'esprit humain.

Même si Maurras dans la hiérarchie de ses détestations va mettre la franc-maçonnerie et ses valeurs, où plutôt la caricature de ses valeurs à des sommets, il attribue dans un article de *L'Action française* de septembre 1910 aux doctrines de Rousseau et de Kant, une « valeur destructive » de la société, indépendante du pouvoir de la maçonnerie et supérieure. Elles viennent de plus haut et elles seraient d'ailleurs les véritables « mères » du libéralisme et de la démocratie (1).

De Luther à Kant, la pensée individualiste va aller de la genèse à l'affirmation dans la théorie maurrassienne. Mais ce culte du Moi et de la conscience restera encore dans un cadre général. A cette phase du « germanisme », le caractère national allemand ne domine pas encore ce Moi. Ce n'est qu'avec Fichte que la mutation vers le national va s'opérer, ainsi que l'affirmation de la supériorité du « Moi allemand » qui prétend se rapprocher des valeurs de l'universel.

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 27 septembre 1910, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 12. « La Maçonnerie propagea Rousseau et elle l'inspira peut-être, avec les encyclopédistes, mais les doctrines de Rousseau et celles de Kant eurent une valeur destructive indépendante du pouvoir de la Maçonnerie, elles venaient de beaucoup plus haut : tous ceux qui ont étudié la réforme protestante ou des grandes hérésies antérieures, ou encore l'histoire de l'anarchie dans les cités antiques, les savent parfaitement. C'est une vieille erreur que l'individualisme. Aujourd'hui son action populaire a faibli, mais sa domination s'est étendue, elle ronge le monde conservateur. Libéralisme ici, et là la démocratie, même fond d'idées fausses, erreurs de principes qui tuent. ».

§ 2 : Le « Moi » transformé en cause adéquate de la « déviance du pangermanisme »

Sa filiation du Moi va se nationaliser, afin de gagner en efficacité de dénonciation du « germanisme ». Mais il apparaît que cette volonté de systématisation maurrassienne qui n'est que la traduction de son angoisse l'éloigne de la possibilité d'avoir une analyse objective.

I) Du « culte fichtéen du moi allemand » au « culte du nous pangermaniste »

Fichte est philosophe. Sa politique procède directement de sa philosophie. La philosophie politique de Fichte affirme que la liberté est l'essence interne de l'homme et que les individus, par leur collaboration vivante créent une âme collective. La philosophie véritable, considère la pensée libre comme la source de toute vérité indépendante. Cette philosophie de la liberté le conduit donc à soutenir la Révolution française. Il publie à Iéna, en 1793, une *Contribution à la rectification des jugements du public sur la Révolution française*, où il se montre enthousiaste ; il y manifeste une égale méfiance entre la monarchie absolue et la monarchie universelle. Il publie en 1800 son *Etat commercial fermé*, où il s'oppose également à la liberté anarchique du libéralisme économique qui annonce List et un anti-individualisme précurseur d'un socialisme d'Etat : c'est à l'Etat qu'il appartient de réaliser la liberté et l'égalité, de faire régner la raison. Dans ses principes, la philosophie de Fichte pourrait être qualifiée de philosophie de l'universel, mais il est décisif de souligner que c'est sur la nation allemande que celui-ci compte, pour assurer le triomphe de l'universel. Dans *Les Discours à la nation allemande*, il écrit :

« La vraie philosophie, au contraire, la philosophie qui porte son achèvement en elle-même, qui, dépassant les apparences, cherche à pénétrer les choses, cette philosophie, disons-nous, est une émanation de la vie une, pure, divine, de la vie absolue, qui demeure une en toute éternité, et non de telle ou telle vie particulière ; et elle voit comment cette vie se referme et se trouve éternellement dans les apparences et constate que c'est seulement à la faveur de cette loi qu'elle acquiert un Etre et devient Quelque chose. Et c'est pourquoi cette philosophie est essentiellement allemande, c'est-à-

dire primitive ; et, inversement, il suffirait de devenir un véritable Allemand pour ne plus pouvoir philosopher autrement.» (1).

Fichte défend donc un nationalisme métaphysique. Les Français ne possèdent pas de Moi qu'ils se soient formés par eux-mêmes ; ils n'ont qu'un Moi historique, né du consentement universel ; l'Allemand, au contraire, possède un Moi métaphysique. Il existe une forte importance de cette opposition entre le Moi historique du Français et le Moi métaphysique de l'Allemand.

Il défend aussi un nationalisme religieux. La supériorité de l'Allemagne est un article de foi, le christianisme authentique n'a pu grandir que chez les Allemands. Luther est l'Allemand par excellence. Il veut réaliser l'épanouissement toujours plus pur, plus parfait, plus harmonieux, en un progrès incessant du principe éternel et divin dans le monde.

Il exalte un nationalisme romantique enthousiaste de la vie. L'histoire est passage de l'instinct à la raison, de l'inconscience à la liberté. Et enfin, il défend un nationalisme pédagogique : et il soutient aux Allemands que même si « nous avons tout perdu », néanmoins il nous reste l'éducation. Il s'adresse à la nation allemande dans son ensemble et pas seulement à l'élite, il compte sur l'élan de tout un peuple, sur la nation armée. Il retourne contre l'Empire les leçons de la Révolution française. Fichte affirme qu'il ne distingue pas le salut de l'Allemagne de celui de l'Europe et de celui de l'humanité, mais son nationalisme est typiquement germanique et xénophobe, autarcique à l'image de son « Etat commercial fermé ». Fanatiquement anti-latin, il est profondément convaincu que la race allemande possède une supériorité fondamentale ; il estime qu'il ne faut pas accorder le droit de cité aux juifs, il pense que la mission des Allemands est de former un Etat unifié, un Empire unique qui sera le véritable empire du droit tel que le monde n'en a jamais encore vu. Le racisme au service du droit. C'est un jacobin mystique. Pour

1. Johann Gottlieb FICHTE, *Discours à la nation allemande*, Paris, Aubier, 1981, p.152-153.

Charles Andler, il est une des origines du pangermanisme, comme il est une des sources du libéralisme allemand.

Le grand document qui formule son projet de « germanisation des Allemands », ce sont *Les Discours à la nation allemande* qu'il prononce pendant l'hiver de 1807-1808, donc peu après l'effondrement de la Prusse à Iéna en 1806. Fichte y reprend le diagnostic de Rousseau et transforme ses vœux en projet. Plus précisément, le projet de réforme adressé par Rousseau aux Polonais, un Rousseau mû par une bienveillance humaine générale, Fichte s'en empare avec passion et veut l'appliquer à son peuple : « Je parle pour des Allemands, rien que pour des Allemands, et je leur parle d'Allemands, rien que d'Allemands... » (1). Cette œuvre est retentissante. Dans le premier discours, le diagnostic de Fichte sur la situation contemporaine est encore plus radical s'il est possible que celui de Rousseau : aujourd'hui règne l'égoïsme, tous les liens ont été dissous par l'entendement calculateur. Le Tout a perdu son pouvoir. Il s'agit donc de reconstituer le lien social, au-delà du calcul des plaisirs et des peines. Le remède au mal présent, c'est la constitution d'un Moi général et national, par l'éducation nationale. L'éducation antérieure était partielle en deux sens : elle ne s'adressait qu'à une partie de l'individu, et à une partie de la société. Il faut maintenant une éducation qui éduque tout ce qui est allemand, qui efface les différences naturelles et sociales. Le projet de Fichte est d'un même mouvement, radicalement démocratique et radicalement nationaliste. Mais il est essentiellement séparateur. Il n'est pas explicitement guerrier, mais l'aptitude et la disposition résolue à la guerre réalisent et achèvent le projet séparateur. Aussi l'Europe est-elle passée en peu de temps de l'homogénéité horizontale de la civilisation des lumières à l'homogénéisation par séparations verticales, entre

1. Johann Gottlieb FICHTE, *Discours à la nation allemande*, Paris, Aubier, 1981, p. 63.

nations désormais passionnément désireuses d'être elles-mêmes.

Alexis Philonenko affirme que Fichte, dans le domaine de la politique des Etats, en reprenant Machiavel, avait prononcé la faillite de l'humanisme révolutionnaire et la future apothéose de l'Allemagne comme nation salvatrice (1).

Cette philosophie de Fichte, surtout dans *Les Discours à la nation allemande*, se prête particulièrement à la critique. Elle va favoriser celle de Maurras, qui va être systématique et ici aussi sans aucune nuance, mais ce qui n'est guère surprenant. Sa lecture de Fichte est tardive, elle ne date que de 1894 (il va le confier à la fin de sa vie dans l'ouvrage *Pour un jeune français*), mais elle marque sans conteste un point crucial dans son « germanisme ». Elle en serait même une sorte de révélation : « Ce qui m'avait fait tiquer ou hésiter sur l'Allemagne me devenait cohérent, j'en tenais la clé. » (2).

1. Alexis PHILONENKO, dans *le Dictionnaire des philosophes*, Encyclopaedia universalis, Paris, Albin Michel, 2001, p. 566. : « Cependant Fichte a lié ces vues à une stratégie politique, fondamentalement opposée aux théories de l'internationalisme pacifiste. Dans un opuscule, Machiavel comme écrivain (*Über Machiavelli*, als Schrifsteller..., 1805), chaleureusement approuvé par Clausewitz, il déclare faire sien le principe du Florentin : « Quiconque veut fonder un Etat et lui donner des lois doit supposer d'avance les hommes méchants. » Il en tire deux règles fondamentales : saisir sans perte de temps toute occasion de se fortifier dans la sphère de ses influences ; ne jamais se fier à la parole d'un autre Etat ; il conclut : « Dans les rapports avec les autres Etats, il n'y a ni loi, ni droit, si ce n'est la loi du plus fort. » Fichte prononçait donc à la fois la faillite de l'humanisme révolutionnaire, la future apothéose de l'Allemagne comme nation salvatrice, idée dont les développements furent tragiques, et la naissance de la Realpolitik, comme charte des Temps modernes. Ces idées vivaient encore alors que l'empire napoléonien s'était depuis longtemps effondré et elles furent exploitées. L'historien doit constater combien elles furent puissantes et meurtrières et comment pour l'opinion commune, le nom de Fichte y demeure attaché. ».

2. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 93-94 : « Vous me demandez, si j'ai lu Fichte, très jeune. Je peux vous préciser que non. Mon Fustel est de ma vingt et unième année. Mon Fichte de la vingt-sixième où vingt-septième, car c'est en 1894 ou 1895 que je lus les quatorze Discours à la nation allemande. Je n'en connaissais que le titre et, vaguement, le sens, lorsque leur texte fut traduit à part et publié chez Delagrave par le capitaine Philippe de l'armée coloniale. Je le dévorais. Ces violentes oraisons systématisées venaient s'ajouter à l'amer dépit de ne pas posséder une Théorie de la France, à mon très vif désir de la constituer, à la ferme espérance de faire du solide là où Fichte ne mettait que de l'inconsistant (notre prétendue apostasie d'un allemand qui serait notre langue maternelle, la prétendue supériorité mentale tirée de la pure race allemande), mais ces projets de polémique furent toujours un peu en l'air, je n'y suis jamais entré pour de bon. Encore qu'Albert Thibaudet ait bien voulu le regretter, la « Théorie » est demeurée à l'état de squelette. Au contraire, je n'ai jamais négligé d'utiliser l'enchaînement des vues et des idées de Fichte sur son propre pays, pour le plus grand service du mien. (...) Ce qui m'avait fait tiquer ou hésiter sur l'Allemagne me devenait cohérent, j'en tenais la clé. Compte m'était rendu de l'ivresse de soi qui animait ce peuple dans sa politique intérieure et extérieure, dans ses temples, ses écoles, ses revues, ses journaux. ».

L'avis qu'il porte sur *Les Discours* est très critique : « je ne connais pas de lecture plus folle, ni plus forte » (1). Il les qualifie aussi de médiocres, de déclamatoires, de faux, leur conception est même qualifiée de nulle, car ils ne sont, selon ses termes, que le produit « d'un barbare de sang pur » (2). Il est opportun de souligner que même si Maurras a une réelle difficulté à reconnaître avec objectivité une quelconque qualité aux penseurs allemands, il lui arrive parfois, quand il exprime une totale détestation contre un philosophe comme Fichte de reconnaître « du bout des lèvres » et encore de manière indirecte, les noms de ceux pour qui il a une discrète attirance et qui sont : Leibniz, Goethe, Heine, Schopenhauer et Nietzsche.

Ce que Maurras appelait avec cette extrême violence des propos qui le caractérise : « la sauvagerie innée des instincts de la chair et du sang allemand. » (3) était limité, avant Fichte par : « Les doctrines supérieures, telle le catholicisme, telle encore que la civilisation française au XVII^e siècle, qui lui était juxtaposée et présentée en exemple, il y avait espoir de progrès et de correction pour l'Allemagne. » (4).

Dans la chaîne du « germanisme » qui est au cœur même de cette représentation, il va affirmer comme une évidence la filiation kantienne de Fichte : « Mais on a contesté du côté opposé, la

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 44-45 : « Je ne connais pas de lecture plus folle, ni plus forte. On voit ce qu'une intelligence vive et une âme violente peuvent tirer d'un peuple à demi accablé. Le « patriotisme » s'écriait Goethe « Dieu nous en préserve ! ». La pensée de Fichte ajoutée à la passion de la reine Louise de Prusse, le sentiment orienté par l'idée générale et l'idée générale échauffée par le cœur, cette passion et cette pensée organisées et disciplinées à leur tour par de sérieuses institutions politiques aboutissent premièrement à dissoudre les nuées cosmopolites, ensuite à chasser l'étranger. ».

2. Op. cit., p. 28 : « Le livre dont je vous parle est des plus médiocres. Tout homme de goût le trouvera, d'un bout à l'autre, déclamatoire et faux. Ce sont des Discours à la nation allemande. Leur auteur n'était pas de ces barbares qui, plus ou moins romanisés, eurent le sens de l'art d'écrire et, tels que Leibnitz, Goethe, Heine, Schopenhauer ou Nietzsche, surent conduire et développer leurs pensées. Non, ce barbare est de sang pur. La conception dans ces discours ne vaut pas mieux que l'expression. Elle est nulle : j'aime l'écrire en toutes lettres. ».

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 15 août 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 37.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p.128.

filiation kantienne de Fichte, ce qui est gageure ou un défi. » (1).

Il va résumer dans un passage de *Quand les Français ne s'aimaient pas*, de manière relativement caricaturale, la méthode « révolutionnaire » que Fichte va utiliser pour renouveler l'Allemagne battue et affaiblie de l'époque « post-Iéna ». Elle consiste à suivre l'instinct allemand, à se décerner ainsi qu'aux Allemands d'énormes éloges, puis à violemment injurier le vainqueur français (2). Il convient de souligner que, selon Maurras, la défaite d'Iéna est une date considérable dans la prise de conscience nationale allemande : « C'est sous l'action de la défaite d'Iéna que Fichte, Schelling et Hegel, élaborèrent développèrent et propagèrent leur évangile du « Moi allemand » qui fut le grand moteur en Allemagne de l'unité. » (3). La spécificité fichtéenne, selon Maurras, est l'attribution à l'Allemagne d'une qualité de déesse des nations, que l'ensemble des peuples devraient vénérer. Or selon lui, aucune autre nation dans l'histoire, même si certaines se sont parfois attribuées des qualités équivalentes : la déesse Rome, la déesse France, la sainte Russie, n'était allée aussi loin, pour s'asseoir au plus haut des cimes en se proclamant l'identique au vrai, au beau, au bien. Fichte est donc accusé de s'être rendu coupable de transformer la nature même de l'Allemagne : « L'Allemagne n'est pas une mythologie. C'est une religion,

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 23 juin 1922, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 129 : « Il y a une école du germanisme, séminaire de métaphysique, ethniques, aboutissant à une sorte de théogonie politique dont la malfaisance égale l'absurdité. Il y a des philosophes nés en Allemagne que rien ne sépare du courant général de l'esprit humain. Il y a dans l'entre-deux des Allemands qui participent de l'un et de l'autre. On n'a jamais contesté de notre côté, ce qu'il y avait chez Kant de filiation stoïque. Mais on a contesté du côté opposé, la filiation kantienne de Fichte, ce qui est gageure ou un défi. Kant, après son maître Rousseau, inaugure le germanisme. C'est avec lui que se fait la séparation d'avec la vieille philosophie européenne de laquelle il procédait, et à laquelle il participait. ».

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 30 : « Ce n'est point notre genre humain, mais son Allemagne que Fichte a renouvelée. Regardons comme il s'y est pris. Il a suivi l'instinct, cet instinct des peuples vivaces, vaincus sans qu'on les ait domptés. Il s'est décerné à lui-même et au siens d'énormes éloges. Il a violemment injurié le vainqueur. Une apologie enflammée de la race, une critique amère du Français, c'est tout l'intéressant de ces oraisons ampoulées. Mais la critique est belle de furie et de cécité volontaire. Quel mépris des langues « latines » ! Quelle horreur de l'esprit « latin » ! Quelle force à marquer les différences des deux races ! L'une est la mort, l'autre est la vie. ».

3. Charles MAURRAS, *L'Allemagne et nous*, Paris, Vérités françaises, 1945, p. 25.

la Religion, la seule. » (1). Maurras rejette l'idée d'un paganisme fichtéen, au profit d'un Fichte chrétien, luthérien, et « germaniste mystique » (2).

Afin de faciliter sa démonstration de rejet, il va exagérer de manière lyrique les propos de Fichte sur l'Allemagne et les Allemands des *Discours*, en espérant ainsi les présenter comme des proclamations totalement grotesques (3). Il veut montrer l'absurdité d'avoir propulsé l'Allemagne au-dessus de l'hellénisme, à la notion du plus que l'infini. L'essentiel de l'erreur du « germanisme » viendrait de l'affirmation par Fichte de la supériorité des Allemands qui provient de leur différence, de leur caractère unique et de leur authenticité :

« Ils ne sont pas les autres. Ils sont à part des autres et au-dessus des autres. Pourquoi ? Parce qu'ils sont eux. Toujours l'individu de Fichte : allemand signifie tout l'homme ! Donc, hors d'eux rien ni personne. L'Allemagne équivaut à l'humanité. le terme leur manque pour mépriser ou même pour désigner une humanité qui ne serait pas allemande et, par hasard, existerait ! » (4).

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 95.

2. Ibid : « Quand on parle à son propos de paganisme allemand, on nous jette sur une piste au trois-quarts fausse. Jean Gottlieb Fichte, commentateur de l'Evangile de Saint Jean, était l'opposé d'un païen, d'un polythéiste qui aurait cru à la pluralité des causes et des forces explicatrices. Non ! Il y avait la tête unitaire et chrétienne. Un paganisme même nordique, un amas vaporeux de mythes antagonistes, n'aurait pas informé, comme le fit le fichtéisme, les disciplines littéraires, philosophiques et morales de l'Allemagne entière durant les deux moitiés, si différentes, du XIXe siècle et au-delà. L'esprit de cette grande secte, qui a formé en Allemagne un petit peuple, ne se serait pas ainsi développé également, chez les démocrates du parlement de Francfort et chez les collaborateurs légitimistes ou libéraux du roi de Prusse, piétistes athées, juifs, catholiques, calvinistes et luthériens, luthériens surtout, selon un même amour du moi allemand, une même foi en ce moi, où son Dieu total son Dieu Pan ne reflétait, ne contemplait, n'adorait que ce moi. L'unité ne fut que l'incarnation de ce germanisme mystique. ».

3. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, NLN, 1916, p. 46-47 : « L'Allemand est le seul peuple d'un caractère sérieux ; le seul chez lequel la nation et ses chefs forment un tout complet ; le seul dont l'esprit soit logique, d'une logique impénétrable aux autres peuples, mais qui les pénètre et les transfigure lui-même. L'étranger tente, mais l'Allemand réussit. L'Allemagne a réussi le Moyen Age, elle a réussi la Réforme. Allemanité signifie humanité, universalité : all-man, tout homme. L'Allemagne est donc la seule héritière légitime de l'hellénisme. Encore dépasse-t-elle les conceptions enfantines du monde grec, puis ce qu'elle s'élève à la notion du plus que l'infini : notion inébranlable, qui est celle de l'Etre.... Mais l'esprit allemand, mais l'aigle allemand « élève aux régions supérieures son corps pesant, monte toujours plus haut entraînant toujours plus d'air, pour se rapprocher de plus en plus du soleil dont la vue pénètre l'enthousiasme. » Encore « l'Allemand peut-il seul comprendre la nécessité et la vérité de toutes ces conséquences. » Le pays étranger, ce n'est pas la terre ; mais « la Mère-Patrie », l'Allemagne, c'est « ce ciel éternel partout étendu où les vapeurs légères s'épaississent en nuages chargés d'électricité par l'éclair, que Jupiter tonnant forge en d'autres mondes : ils tombent sur la terre en pluie rafraîchissante qui purifie tout élément céleste et terrestre, et fait germer sur terre les fruits du ciel. ». Telle est l'Allemagne fertilisant les autres peuples. ».

4. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 17 novembre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 286.

De ce sentiment de supériorité issu d'une « source céleste », aurait découlé la volonté pour le peuple allemand, perspicace, sérieux, fidèle, loyal et ainsi galvanisé de « représenter toute l'humanité », d'« incarner la perfection » et de « féconder la terre », ce qui fait souligner à Maurras que :

« Parfois, une expression plus merveilleuse fixe en nos souvenirs ce mouvant chaos de louanges : « L'étranger tenta ce pas décisif ; l'Allemand le réussit... » « Les langues étrangères...dont on est encore à attendre les premiers chefs-d'œuvre ... » Et pour belle couronne : « Chez nous, le problème est complètement résolu, et la philosophie achevée.... » (1).

Maurras remarque que cette supériorité affirmée par Fichte se manifeste sur un point important que bien évidemment il réfute : la langue allemande. Elle aurait joui selon les *Discours* d'« une clarté immédiate », d'une compréhensibilité absolue qui manque aux langues latines inintelligibles par leur contexture essentielle, car elle aurait bénéficié d'une pureté, sans recours à nulle racine étrangère (2).

Fichte est un maillon crucial dans la chaîne maurrassienne, dans le processus de représentation qu'est le « germanisme », car il est précisément le moment de basculement où le Moi va être « nationalisé », « collectivisé », « divinisé », mais surtout « germanisé » : « Mais cette apothéose du « Moi » se tourna, grâce à Fichte à diviniser « le Moi allemand » (3). Dans ce contexte, cette doctrine sociale fichtéenne devait élever forcément le tonus national, tonus qui n'aurait

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 34.

2. Op. cit., p. 46-47 : « On est encore à attendre les premiers chef-d'œuvre de la langue française, mais la langue allemande est à soi seule, un parfait chef-d'œuvre. Elle jouit d'une « clarté immédiate », d'une compréhensibilité qui manque aux langues latines inintelligibles par leur contexture essentielle. Les Français ne sont, au demeurant que des Germains qui ont apostasié, au V^e siècle, la langue et les mœurs, les institutions et le droit de leurs pères ; les Allemands sont des fidèles de la vieille Patrie germanique. Ils penchent vers la vie comme les Français vers la mort. Aussi un Allemand sait-il mieux le français que ne peut le savoir un Français qui parle sa langue. Dénué de philosophie comme de vues philologiques, le malheureux Français est un être sans poésie. Il vit à l'étranger, séparé de ses traditions, de tout ce qui féconde et vivifie le génie individuel et originel. ».

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 4 décembre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 36.

fait qu'encourager et démultiplier : « toutes les aberrations, toutes les grossièretés, toutes les férociétés naturellement impliquées dans le caractère allemand. » (1).

Aussi, Maurras veut-il souligner la force particulière qui aurait existé dans la filiation entre le sentiment individualiste et le sentiment qu'il qualifie d'impérialiste chez Fichte. Il assimile l'importance de cette filiation à celle du sentiment libéral dans le sentiment jacobin. Pour cela, il emploie fréquemment, afin de donner du crédit à ses propos sur cette filiation, les termes de lois de l'esprit, de la nature et de l'histoire. Et de manière classique, et il est même possible de dire habituelle, il condamne comme erreur première la racine individualiste à l'origine des théories de Fichte : « L'impérialisme de Fichte est l'aboutissant naturel de l'individualisme de Kant et de la sensiblerie allemande dressée en système. » (2). Ce « Moi allemand » est un héritier qui n'aurait pas été non plus ordinaire, car il était consacré par Fichte comme unique détenteur de la raison universelle : « Ce que Kant avait cru du moi rationnel et humain, Fichte, en somme, le transféra à son Moi concret de Germain. » (3).

Néanmoins, objectivement, et au-delà de la polémique maurrassienne, une phrase sur les Allemands est lourde de sens dans la conclusion des *Discours* : « C'est vous qui, parmi les peuples modernes, conservez le germe de la perfectibilité humaine et qui êtes chargés de veiller

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 4 décembre 1914, in DPC, Paris, A la Cité des livres, 1932, t. 1, p. 36-37 : « Il n'y eut plus vrai ni faux, ni bien ni mal, mais seulement Allemand et non-Allemand comme dans le jargon de la même école, moi et non-moi. De là la conception de « science allemande ». De là une morale allemande. De là l'abolition de toute connaissance et de toute vertu qui se flatteraient d'être défavorables ou simplement extérieures à l'Allemagne. De là, une anarchie intérieure très complète se ramenant dans la direction de la vie sauvage, bien que coïncidant avec toutes les ressources matérielles que la civilisation met au service des peuples. ».

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 25 décembre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p.134.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 127. « L'application qu'il en a faite à la nation allemande alors vaincue et terrassée bénéficia du vaste courant de libéralisme politique et d'individualisme religieux qui coulaient en Allemagne, non seulement depuis Kant et la Révolution française, non seulement depuis Rousseau, mais depuis la Réforme de Martin Luther. C'est ce dont il aurait fallu se souvenir, en bonne philosophie de l'histoire, au seul nom de Fichte. ».

au développement de l'humanité. » (1). Elle est la source principale des interprétations particulièrement critiques de Maurras. Avec Fichte, l'Allemagne se serait trouvée directement en face d'une doctrine qui disait : « Ne soyons que nous-mêmes, élevons tous les traits de notre nature au-dessus de tout » (2), et en conséquence il semblait que : « la régression la plus barbare était inévitable pour la Germanie. »(3). Ce sentiment de supériorité de l'Allemand, Maurras l'interprète comme devant inflexiblement le conduire vers ses origines purement allemandes, qui représentent pour lui l'orgueil de sa pureté originelle, et au rejet d'une partie de son histoire et de son présent. Cette volonté de retour à l'origine de sa nature, fait écrire à Maurras :

« Le fou bossu qui se croiraient Dieu mettrait la bosse au rang des attributs divins. Ainsi a fait l'Allemagne de ses bosses, de ses tares, de ses verrues, de tout ce que l'individualisme absolu appliqué à sa personne ethnique, lui interdisait de redresser ou de réformer. » (4).

Léon Daudet va affirmer également avoir découvert dans Fichte les traits fondamentaux de l'Allemagne, et confirmer ce même mouvement de retour vers les origines :

« Dans toute cette doctrine fichtéenne, qui a joué et qui joue un si grand rôle européen, on retrouve les deux traits, je dirais les deux dominantes intellectuelles de l'Allemagne : la manie des origines, des sources, du développement, et celle de la systématisation. » (5).

Ainsi *l'Urvolk*, le peuple des origines selon Fichte, qui est comme une négation de l'histoire

1. Johann Gottlieb FICHTE, *Discours à la nation allemande*, Paris, Aubier, 1981, p. 275-276 : « Si l'exposé de ces « Discours » correspond à la vérité, c'est vous qui, parmi les peuples modernes, conservez le germe de la perfectibilité humaine et qui êtes chargés de veiller au développement de l'humanité. Si vous ne vous montrez pas à la hauteur de votre tâche, cette humanité doit renoncer à tout espoir de se sauver un jour de l'abîme des maux. (...) Nous connaissons, nous aussi, toute la surface de la terre, ainsi que les peuples qui l'habitent. En connaissons-nous un seul semblable à la nation-mère du monde actuel, qui puisse nous donner les mêmes espoirs ? Tous ceux qui, loin de penser et d'espérer en rêveurs, sont capables de réfléchir profondément, n'hésiteront pas à faire une réponse négative à cette question. Il n'y a pas d'autre issue : si vous périssez, l'humanité toute entière périra avec vous, sans espoir de renaître. ».

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 128 : « Etant admis que l'Allemagne signifie l'humanité pure, parfaite et divine, l'Allemagne opéra l'analyse de sa nature. Elle se demanda qui elle était. Elle vit au fond d'elle-même ce qui était : le brutal, le violent, le sauvage, l'impoli, l'indégrossi et le dur. Elle mit sur l'autel toutes ces belles choses, en rejetant avec mépris tout tempérament étranger. ».

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 26.

humiliante de la défaite d'Iéna, va devenir la mémoire glorieuse des lointains ancêtres barbares et conquérants. L'histoire n'est qu'une erreur monstrueuse, un crime contre l'être. Quant au futur, il devra venger de l'humiliation du passé et du présent. L'historien Michel Mourre, qui va diriger plus tard la rédaction des célèbres *Dictionnaires d'histoire universelle*, affirme en 1953 dans son *Charles Maurras*, que Fichte a choisi son Allemagne comme une possibilité absolue, un indéterminé total, vierge de toute spécification historique. Sur le peuple allemand de Fichte, Michel Mourre écrit :

« Le peuple de Fichte, c'est *l'Urvolk*, le peuple des origines à quoi ne correspond rien dans la matière et la mémoire : non pas un être mais un pur projet, qu'il appartient à la politique d'actualiser selon les schèmes du philosophe, sans le secours de la réalité et contre elle au besoin. »
(1).

Le pessimisme de Maurras est absolu sur les capacités d'évolution et d'amendement de l'Allemagne post-fichtéenne. Il n'envisage comme possible qu'une longue détérioration, compte tenu du choix culturel qui a été celui de prendre ses propres origines comme modèle et de vouloir les universaliser (2). Quand il s'interroge, afin de savoir si la méthode que Fichte a utilisée pour l'Allemagne est transférable à la France, Maurras à la première réflexion confie qu'il avait attribué une certaine similitude entre les situations de l'Allemagne de 1807-1813 et celle de la France de 1870, et qu'il s'était questionné sur la fécondité des réactions en Allemagne, et la stérilité de celles observées en France. Mais dans un second temps et après réflexion, il pense que les causes de la « réussite » de Fichte ne doivent pas être à attribuer ni à de pires souffrances de l'Allemagne, ni à la qualité de la doctrine fichtéenne, mais uniquement à la survivance de sa

1. Michel MOURRE, *Charles Maurras*, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 107.

2. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 99-100 : « Le sacrement du germanisme a donc été administré à ce point vif, sensible, de la nature obscure : cette nature matérielle historique était capable (ou non), avec le temps, d'évolution, correction et rectification comme toutes les choses humaines pourvu qu'on veuille bien leur laisser leur qualification courante de vertu à cultiver où de vice à éliminer ; mais, si les défauts changent de nom, s'ils deviennent modèles, si la conscience, la volonté, la loi, l'ordre moral et public s'accordent à magnifier l'erreur et le péché, la lourde fatalité naturelle en est justifiée. Elle va donc en s'aggravant et en empirant. ».

maison royale ⁽¹⁾. Car en ce qui concerne cette théorie en dehors du thème d'orgueil et d'ambitions patriotiques, il affirme qu'il lui tourne complètement le dos, puisque : « c'était une doctrine du moi métaphysique au bénéfice de la Nation, l'individualisme moral absolu qui devait agir sur le public allemand de formation ultra-roussienne autant que chrétienne. » ⁽²⁾.

Il est possible de compléter les propos de Maurras sur leurs oppositions dans la méthode et les choix. Fichte avait parlé de l'infini, alors que la vision de Maurras est résolument concentrée sur ce qui est limité. Si Fichte avait soutenu ce qui dans le langage est premier ou instinctif, Maurras a eu souci de défendre ce qui est plutôt esthétique ; et surtout, si Fichte s'était présenté comme champion d'un pur esprit germanique qu'il avait âprement opposé à tout ce qui est d'origine latine ou d'origine gréco-romaine, Maurras va être à l'antipode un soutien absolu du classicisme. En octobre 1914, le professeur Emile Boutroux a fait ressortir, dans une longue lettre insérée dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1914, la « notion du germanisme de Fichte » comme source de : « la solidarité inattendue que les Allemands établissent entre la culture et la barbarie ». Maurras l'a vivement applaudi, en n'oubliant pas d'ajouter dans *L'Action française* :

« Ce n'est pas à Bismarck, c'est à Fichte qu'il fait remonter les origines du germanisme brutal. Cette mention de Fichte constitue pour nous plus qu'une satisfaction, et presque un succès : il y a juste vingt ans que nous la demandons, il y a vingt ans que nous signalons l'importance des *Discours à la nation allemande*, sur lesquels on s'appliquait toujours à glisser. » ⁽³⁾.

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 225 : En effet, ce que vous appelez, Monsieur, la réussite de Fichte, m'était bientôt apparu dans ses vraies causes qui ne tenaient ni à de pires souffrances de l'Allemagne, ni à l'éloquence de son docteur, ni à la qualité de sa doctrine : « les résultats » qu'il avait « obtenus » ne pouvait non plus nous « encourager » à titre de précédent, car nous ne pouvions pas rêver de rien entreprendre chez nous de pareil. Notre besogne et ses moyens étaient trop différents. Au lendemain d'Iéna, Fichte élevait la voix dans le royaume du Grand Frédéric, sans doute terrassé, et envahi, mais n'ayant essuyé ni un Quatre Septembre, ni un Dix Août, ni un Quatorze juillet. La Prusse était encore dirigée par sa Maison royale. La dure humiliation de la brusque défaite n'était pas sans avoir stimulé des forces secrètes ; ses dirigeants plus ou moins virtuels, Stein, Scharnhorst, appliqués à l'action et au réarmement, les appels de la reine Louise, y formèrent des réserves actives, telles que, ni au lendemain de Sedan, ni vingt ans après, en 1895, nous n'avions rien de comparable. »

2. Op. cit., p. 226.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, *L'Action Française*, 17 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 242.

Plusieurs auteurs affirment néanmoins l'existence de transferts de Fichte vers Maurras. C'est le cas d'Albert Thibaudet en 1919, dans son ouvrage *Les idées de Charles Maurras*, car Maurras a malgré ses dénégations, proposé face à une situation difficile de la France une méthode relativement similaire à celle de Fichte : une réforme intellectuelle, comme condition de la réforme nationale (1).

Mais surtout Michael Sutton en 1974, dans le cadre des Etudes maurrassiennes de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence va tenter de démontrer longuement qu'au niveau des présupposés philosophiques, il y a des points communs entre Fichte et le tandem Comte-Maurras, notamment à partir de l'ouvrage d'Elie Kédourie de 1961 sur le nationalisme. Fichte se trouvant face à l'idée kantienne du monde nouménal l'avait refusée, et avait conçu sa notion compensatrice du Moi transcendantal, afin d'entourer et d'absorber les consciences individuelles. Cette notion de conscience universelle est le fondement chez Fichte de son idée organique de l'Etat, et de la souveraineté de la nation allemande. Sutton pense que chez Comte, et en conséquence chez Maurras, il y a un procédé de pensée analogue :

« Et si, dans une certaine mesure, la déification de la nation allemande par Fichte est un aspect de son effort de transcender les tendances solipsistes de sa propre acceptation du kantisme, c'est pareillement que l'on peut regarder la « déesse France » de Maurras, de même que l'Humanité de Comte. Car le nationalisme maurrassien et la religion comtienne de l'Humanité sont, tous les deux, des efforts de transcender ce que leurs auteurs ont jugé être l'anomie et l'obsession du soi de la société moderne européenne, société d'hommes auxquels manque la foi religieuse de leurs aïeux, de même que toute certitude métaphysique d'un monde d'être absolu. » (2).

1. Albert THIBAUDET, *Trente ans de vie française, Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 283 : « Vers 1895 on traduit en français les *Discours à la nation allemande* de Fichte, et ce fut une des lectures qui frappèrent le plus M. Maurras. Il se proposait déjà et il se proposa davantage encore par la suite, l'affaire Dreyfus aidant, de consacrer sa vie à adresser des Discours analogues à la nation française. Evidemment la France de 1895 n'était pas dans la position de l'Allemagne de 1806, mais M. Maurras la voyait sur la pente qui devait l'y conduire. Il la voyait conquise et miné par des infiltrations, avant d'être recouverte et ruinée par le torrent. Il pensait discerner les causes du mal et ses remèdes. Il se proposait de déterminer, comme le philosophe de Berlin, une réforme intellectuelle, condition de la réforme nationale. ».

2. Michael SUTTON, *Etudes maurrassiennes*, N°3-1974, Actes du troisième colloque Maurras du 4, 5 et 6 avril 1972, IEP Aix-en-Provence, p. 207-209.

Michael Sutton en 1994, va reprendre de manière relativement identique cette thèse dans son ouvrage *Charles Maurras et les catholiques français* (1).

Léon Daudet reconnaît dans Fichte et *Les Discours*, « l'ancêtre sanctifié » du pangermanisme (2).

Il est le « père » car ses théories qui ont parlé à l'orgueil de son peuple, momentanément abaissé, vont faire de nombreux disciples en Allemagne, et l'écho de sa voix va se retrouver chez les plus prestigieux théoriciens donc les plus « nuisibles » pour la France, notamment l'historien Henri de Treitschke et son *Histoire de l'Allemagne au XIX^e siècle*.

Plus rien alors ne retient, selon la représentation maurrassienne, ce « Moi allemand » pour qu'il bascule quasi automatiquement, « mécaniquement » à son firmament : le « Culte du Nous germanique » (3). Alors qu'Athènes et Rome se voulaient des apothéoses, l'Allemagne aurait adopté une démarche « arrogante et prétentieuse » en se prévalant de services séculaires rendus à toutes les races du monde : « elle commence par dire moi et, tout ce à quoi les autres peuples se subordonnaient, beauté, civilisation, science ou religion, elle se le subordonne à elle. » (4).

Selon Maurras, il est bien évidemment impossible de comprendre le pangermanisme, sans remonter aux origines du « germanisme », car il en est le produit direct :

« Il ne faut pas s'occuper d'expliquer le pangermanisme, le féroce individualisme ethnique des Allemands, ou il faut en dire les racines et les sources, telles qu'elles sont : sources idéalistes, sources mystiques, et même sources religieuses. » (5).

1. Michael SUTTON, *Charles Maurras et les catholiques français*, Beauchesne, Paris, 1994, p. 52-53.

2. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 21.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 127 : « Le culte instinctif et traditionnel de chaque moi allemand est devenu ainsi le culte du nous germanique. Et là se montre une différence profonde entre l'apothéose que fait d'elle-même l'Allemagne et les procédés qui y ressemblent de loin chez d'autres peuples. A la lueur de la doctrine individualiste on comprend que l'Allemagne veut déifier non l'idée qu'elle peut avoir de son droit et de sa raison ou même de sa force, mais purement et simplement l'idée qu'elle a d'elle-même, l'idée allemande, le nom allemand. ».

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 127.

5. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 26 janvier 1915, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 36.

Et si le pangermanisme a débuté avec Fichte, ses origines pour Maurras sont à rechercher dans celui que Fichte appelait « l'Homme allemand » : Martin Luther, qu'il traite toujours d'ailleurs avec un réel plaisir dans *L'Action française* de « grand barbare » et de « grand anarchiste » (1). Une fois assurés par Fichte de leur supériorité, les Allemands se seraient ainsi métamorphosés dans un pangermanisme qui va déferler sur les « peuples de langues germaniques dégénérées »:

« Un seul devoir : mettre à la disposition de ce juge et créateur du droit les éléments de force, les moyens de domination capables de permettre son épanouissement absolu. Le succès pouvait être chanceux à l'époque de Jean Gottlieb Fichte : après Blucher, Bismarck put se flatter de l'assurer et les pangermanistes ont rêvé de l'éterniser. » (2).

Héritier de l'individualisme et du Moi allemand, le pangermanisme n'aurait été qu'une énergie vouée à la construction d'un nouveau monde dominé par une Allemagne, héritière de l'Urvolk. Maurras est un partisan constant, sur l'ensemble de sa vie, d'une méthode générale de l'esprit humain, qui lui fait dire souvent par exemple, que la science n'est pas seulement internationale, mais qu'elle doit être interplanétaire.

La crainte de la puissance conquérante militaire et commerciale du pangermanisme l'affole, ce qui l'amène à en conclure que : « L'Allemand est persuadé qu'il améliore le monde en le ravageant. Il peine à comprendre que le monde ne soit jamais de son avis. » (3). Mais ce qu'il va rejeter le plus dans le pangermanisme, c'est ce qu'il nomme la fausse universalité allemande :

« C'est un ridicule travers de l'esprit allemand que d'avoir opposé à ce cours général de la civilisation leur prétendue culture, leur fausse universalité, timbrée jadis aux armes de la Germanie luthérienne et, depuis Bismarck, à celles des Hohenzollern. C'est cette science, cette méthode, ces arts proprement allemands qu'on a voulu nous imposer. C'est là contre qu'a protesté l'effort d'un groupe de notre génération depuis plus de vingt ans, puisque cela remonte à 1890. » (4).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 23 novembre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 134.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 128.

3. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 13 août 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 37.

4. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 15 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 37.

Il n'accepte donc pas l'orgueil et l'idée même d'une quelconque supériorité des Allemands, et en conséquence leur « volonté de domination » qu'il ne va pas cesser de dénoncer pour une raison simple, c'est qu'il n'y a pas de supériorité de l'intelligence et de la civilisation allemande. Il osera écrire encore cette phrase qui synthétise bien sa pensée, souvent sans nuance : « Le Germain est trop bête pour avoir droit à aucun empire romain. » (1).

Il serait possible de multiplier les citations de rejet de la légitimité d'un ordre allemand, même bien avant les prémices de la Grande Guerre, ainsi dans *La Gazette de France* en 1901, il avait déjà écrit : « Il y a une force germaine, il n'y a pas d'ordre germain » (2). Il va amener l'idée, qui sera ensuite longuement développée par Jacques Bainville, à la manière d'un théorème d'Action française : « la faiblesse du germain est la condition même de son perfectionnement. » (3).

Cette faiblesse qui aurait civilisé l'Allemagne est une idée qui va se concrétiser notamment dans les volontés de démembrer cet empire. Cette idée va connaître dans l'histoire des fortunes diverses, mais elle est un socle de la pensée maurrassienne. Il affirme même que quand on a mis cette puissance à la raison : « les Allemands redeviennent alors de bonnes gens » (4).

1. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 8 mars 1917, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 37.

2. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 21 mars 1901, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 126.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 7 avril 1915, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1932, t.2, p. 126 : « Eternel candidat à la civilisation, le Germain ne se civilise qu'à la condition de ne pas se sentir en force : l'idée de sa faiblesse est la condition de son perfectionnement. ».

4. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, L'antique nature allemande au 30 septembre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 226 : « Il se fut rendu compte que la brutalité allemande dépend non de l'influence prussienne, mais de l'état des forces du corps germanique : elle s'enfle et s'exerce si ce corps est unifié et puissant ; elle s'abaisse et file doux quand on a mis cette puissance à la raison. Les Allemands redeviennent alors de bonnes gens. Mais ils se révèlent durs, pillards, acharnés sur les faibles, faisant suivre l'astuce impudente de faciles violences, à chaque fois qu'une force allemande s'est dressée sur l'Europe. Peu importe le lieu d'où cette force s'élève dans les tristes plaines du Nord, au bord riant du Rhin, dans la forêt noire, le long du beau Danube bleu. Que le César tudesque soit de Francophonie ou de Saxe, d'Autriche ou de Brandebourg, et que l'affaire se passe au XII^e siècle, au XVI^e siècle, il fait éclater la même âpre combinaison de rage ostentatoire et de grosse ruse perfide. ».

II) La systématisation d'une angoisse

Le « germanisme » maurrassien est une représentation qui veut chercher les « causes », mais qui est systématiquement gouvernée par la peur de l'Allemagne. Peur de la faiblesse du régime politique français du moment face à l'Allemagne : « La politique générale des maîtres du jour nous avait enlevé nos défenses intérieures et nos réactions contre le Reich bismarcko-wilhelminien, sans nous garantir le moins du monde aucune paix avec l'Allemagne. » (1). Mais surtout peur du contraste entre la perception d'une France affaiblie, et la perception d'une Allemagne surpuissante :

« Double mouvement qui se voyait d'un peu partout : montée du plateau allemand et baisse du plateau français, dans tous les cas, au vu et au su du pays légal de la France, comme avec sa faveur et sa complicité. A la fin d'un drame tristement célèbre par la position qu'y avaient prise les officiels, Barrès terminait son exposé par ces mots : « Et la France descendit d'un cran. » (2).

Maurras s'interroge en citant encore Maurice Barrès : « Que poursuivent les Allemands ? La conquête morale du monde. Leur pensée nous envahit et sape nos traditions. Elle glorifie le passé et les espérances de l'Allemagne. » (3).

Cette représentation maurrassienne ne se concentre qu'au prix de multiples cécités volontaires. Il a horreur de l'esprit allemand, même s'il reconnaît parfois du « bout des lèvres » qu' : « il n'y a pas à rejeter ce qui, en Allemagne, peut honorer l'héritage du genre humain, un Leibniz, un Goethe, par exemple, un Schopenhauer, parfois un Nietzsche. » (4), mais il n'a pas encore terminé sa phrase qu'immédiatement, il poursuit pour rectifier :

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 36.

2. Op. cit., p. 37.

3. Op. cit., p. 37-38.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 avril 1918, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1932, t.3, p. 31.

« Mais il n'est que plus sage de se méfier du germanisme : la systématisation du type germain et la volonté plus ou moins dessinée et consciente de fonder et d'imposer une civilisation allemande indépendante et tenue pour institutrice du genre humain. Cela aboutit à une immense barbarie, dont les divers chemins sont connus : une logique sans critique, une critique apodictique, un petit esprit dénégateur ou un esprit de poésie appliqué à des matières qui le comportent à peine. » (1).

Comme victime d'une paranoïa, il va avec force marquer et marteler un discours sur l'esprit des deux races qui ne sait qu'affirmer l'une est le mal, l'autre est le bien. Sa vision est simple, volontairement sans subtilité quand il affirme, par exemple, l'existence d'un Germain éternel, tel que l'a vu César, tel qu'il apparaît tout le long du Moyen Âge, sous Charles-Quint et pendant la guerre de Trente ans !

Il va à l'instar du maître de musique de M. Jourdain qui explique par des fautes de musique tous les malheurs des peuples, expliquer le « germanisme » par l'individualisme allemand. De même tout ce qu'il appelle les « vices de l'Allemagne » sont expliqués comme sortis de l'erreur fondamentale commise sur la nature humaine par quatre philosophes Luther-Rousseau-Kant-Fichte, qu'il va « souder » dans cette fameuse chaîne dont le caractère artificiel ne fait pas de doute. Il est d'ailleurs même obligé d'intégrer Rousseau qui n'est pas allemand. Mais pour Maurras là n'est pas le problème et on peut tourner autour de la question, mais si l'on veut une clef, il y a celle-ci, il n'y en a pas d'autre. Cet ennemi de l'individualisme reprend et s'attaque sans complexe, et sans aucun sens du ridicule à Henri Bergson, philosophe majeur de l'histoire de la philosophie universelle, qui même s'il critiquait avec force l'Allemagne moderne en voyant en elle le front même du matérialisme, le faisait mal selon Maurras et avec des armes incorrectes, car il avait ignoré sa fameuse série Luther-Rousseau-Kant-Fichte.

Cette représentation qu'est le « germanisme » telle que l'expose Maurras n'est qu'une théorie de guerre, le fruit d'une psychose. Car si Maurras avait voulu être objectif, par exemple dans sa

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 avril 1918, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1932, t. 3, p.31.

critique sur l'individualisme religieux né de Luther, il aurait observé qu'il est beaucoup moins ardent que l'individualisme religieux anglo-saxon. Mais il aurait noté également que ce qui rend raison du pangermanisme se sont surtout des circonstances historiques, ethniques, et économiques, et plus particulièrement l'état de l'Europe centrale avec ses luttes de peuples et de races, sa mosaïque de nationalités et de langues.

Quand Maurras affirme qu'au lieu de trouver ses modèles dans les enseignements du catholicisme romain, dans les mœurs et le goût de la France, dans les types de la civilisation helléno-latine, la nature allemande se prit elle-même pour règle et pour canon, il est nécessaire de rappeler que l'évolution de l'Allemagne comporte une succession d'époques de trop grande « docilité » à l'égard de modèles extérieurs et d'époques de réaction violente, causée en partie par les abus auxquels a donné lieu cette « docilité ». Luther ne s'explique point sans la mainmise du clergé romain, italien sur l'Allemagne. La réaction allemande de la fin du XVIII^e siècle ne s'explique pas sans le siècle de souveraineté intellectuelle français, qui s'était établi sur le monde germanique. Le christianisme, le goût classique et l'hellénisme ont eu sur l'Allemagne une autre influence que sur la France, mais ils en ont eu une. Il y a une série Leibniz-Goethe-Schopenhauer-Nietzsche, caractérisée par l'ouverture aux inspirations du dehors, que repense et que réforme une mentalité germanique. Il y a là les traits généraux de toute civilisation développée, qu'elle soit française ou allemande : l'existence de courants endogamiques et de courants exogamiques qui alternent, se combattent, se fécondent. Tout génie national un peu compliqué a son mode individualiste et son mode conformiste : le Français de l'époque était individualiste pour tout ce qui concerne la vie publique, conformiste pour ce qui regarde la mode et les mœurs. L'Anglais était individualiste dans sa vie religieuse et familiale, conformiste dans sa vie extérieure ; l'Allemand était individualiste dans ses pensées et conformiste au regard de l'Etat. Ces nuances et ces combinaisons, de toute vie nationale sont des nécessités, car la diversité

est nécessaire au monde. D'autre part, le Politique d'autorité et de continuité qu'est Maurras ne pouvait pas, ne pas admirer ni envier la solidité de la construction politique prussienne et allemande. Il estimait donc que l'Allemagne était aussi indigne de sa bonne constitution politique, que la mauvaise politique républicaine était indigne de la France. Mais d'où peut venir ce qu'il y a de bon en Allemagne, sinon de la France ? Les Hohenzollern, selon Maurras, ont été tout bonnement les plagiaires des Capétiens, ils les ont copiés, et c'est pourquoi ils ont fait une « bonne besogne ». La persévérance avec laquelle ils ont accompli cette « besogne » cadre en tout cas assez mal avec l'individualisme dont Maurras fait le trait principal du caractère allemand. Le sujet allemand, dit Maurras, peut supporter une règle, mais l'Allemand souverain n'en a d'autre que sa fantaisie ou son intérêt. Par rapport à l'Europe et au monde, c'est un anarchiste. Evidemment l'Allemand souverain n'est pas le souverain allemand : n'empêche que les Hohenzollern ont travaillé comme les rois de France avaient travaillé, non pour l'Europe et le monde, mais pour leur patrimoine et leur Etat.

Maurras néglige aussi la dimension économique et donc coloniale du pangermanisme, analysée en tant que telle, car bien évidemment, il va vivre le choc de Tanger. Mais Maurras qui n'est pas un partisan de la politique coloniale même française, est à court d'argument pertinent à opposer. Au-delà de l'analyse maurrassienne, et dans la réalité le pangermanisme est principalement un colonialisme qui arrive trop tard, à une heure où le « gâteau mondial » est déjà partagé entre le Royaume-Uni et la France, et il n'y a plus que des miettes. Son but sera donc principalement de tenter de revenir par la menace, ou la diplomatie sur les situations acquises. Car il veut assurer à l'industrie allemande le contrôle de certaines sources essentielles de matières premières, et il veut offrir des débouchés à ses produits menacés par la concurrence des autres nations manufacturières, alors qu'elle se métamorphose en la deuxième puissance industrielle de la

planète.

Maurras est angoissé par la force et la puissance militaire allemande. Mais l'on peut parfois quand même s'interroger si secrètement il n'a pas une attirance « contre-nature » qui le conduit à refuser de faire mépriser dans l'Allemagne ce qui en fait la force, car il ne veut pas faire croire aux Français que la préparation et l'organisation militaire représentent quelque chose d'inférieur et même de corrompue. Ce qui est inférieur et corrompue selon lui, ce sont les fins au service desquelles elles ont été mises, c'est à dire l'esprit des philosophes de la chaîne de Luther à Fichte. Maurras sépare de l'âme allemande, le matériel de l'Allemagne. Aussi déteste-t-il l'une, autant envie-t-il secrètement l'autre, même s'il est la source de ses angoisses. Il dénonce particulièrement le danger de l'attitude contraire, celle qui consiste à comprendre le genre allemand, à sympathiser avec lui, à goûter ses formes d'intelligence et de beauté, mais à dénigrer et à mépriser la carapace extérieure, la force défensive et agressive, le « militaire » de l'Allemagne. C'est le moyen qui nous mène fatalement à déclasser et à désapprendre la nécessité et l'usage de la force, à nous éteindre devant les idéaux artificiels. L'Allemagne lui a montré comment un peuple conquis par l'étranger peut se relever si la tête est sauve, s'il a gardé un pouvoir spirituel capable de lui désigner ses valeurs nationales. Il ne va retenir de l'Allemagne impériale que la leçon : « Soyez forts, ou subissez-moi ». Et en face, il va agiter sa chaîne sans vouloir s'interroger si ses chaînons ne traînent pas parfois dans des ténèbres un peu confuses.

Section 2 : « Un barbarisme sur une barbarie »

Maurras redoute l'image de sa propre représentation qu'est « le germanisme », qu'il envisage comme une « machine infernale » dotée d'une logique interne et bénéficiant d'une irrésistible montée en puissance, en ne cessant de s'enrichir et de se gonfler de ses apports successifs.

Il va donner sa définition du germanisme : « Nation lourde et non romanisée, l'Allemagne est barbare, le germanisme est le barbarisme ajouté à cette barbarie » (1). La nature allemande repose selon lui, sur la volonté qui aurait été légitimée par Fichte de superposer un système conscient et volontaire appelé « germanisme », sur un phénomène historique appelé Germanie. L'évolution goethienne de l'Allemagne est terminée, au profit d'un nationalisme de stimulation « des barbaries originelles ».

Or il veut neutraliser prioritairement l'esprit germanique, afin d'éviter une conquête culturelle de la France qui aurait reposé selon lui, sur les « trois contagions allemandes ». Il va donc tenter de prouver qu'elles sont un danger mortel, car elles sont l'âme même de l'ennemi, et qu'en conséquence, le peuple français ne peut pas les accepter sous peine de disparaître.

Il devra, ce peuple français réagir aussi devant ce que Maurras veut mettre en évidence, c'est à dire, le contraste qui aurait existé entre l'anomie de la République française, et l'« impérialisme » de l'Empire allemand.

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 227-228 : « Les diverses nuances de ces réponses complémentaires ne diminuent d'ailleurs pas l'extrême importance du service que nous a rendu Jean-Gottlieb Fichte : sa prédication a mis au point nos vues sur l'Allemagne. Seul, il nous a initiés au trait capital : la superposition d'un système conscient et volontaire appelé Germanisme au phénomène historique appelé Germanie. On ne comprend rien à la nature allemande si l'on tient pas compte de l'action d'un barbarisme sur une barbarie, instinct brut qui, sorti de la nuit des temps, est excité et transformé par de fausses lumières. Le système sert d'instrument efficace pour contredire et renverser toute évolution qui rapprocherait l'Allemand et l'humanité et, par exemple, lui ferait vivre une évolution goethienne. Mais à son tour l'instinct est attiré par le système, il joue à le vérifier, à le nourrir, à le stimuler par l'émergence spontanée des barbaries originelles. Ce n'est donc pas assez de le dire barbare ; il veut l'être, il le doit, et le sera plus que de nature, en vertu des méthodes de cette volonté passionnée. ».

§ 1 : La fixation maurrassienne sur le pouvoir de transmission des « trois contagions allemandes » de la non-acceptation

L'Allemagne va être représentée comme la mère-patrie des trois « maladies contagieuses et mortelles » du monde moderne : la Réforme, la Révolution, le Romantisme. Cette idée première est inscrite dans la pensée consciente et inconsciente de Maurras. Elle le guide, l'obsède, et c'est même à cause de cela qu'il va assigner à la France une mission : être celle qui répond le mieux à ce danger par la capacité de sa tradition le Catholicisme, la Contre révolution, le Classicisme.

La perméabilité de l'Allemagne à ce qu'il appelle « l'esprit hébreu et oriental » aurait causé la Réforme, qui devait elle-même déboucher sur la démocratie, sur le romantisme, et plus généralement sur tous les « graves désordres » sociaux de l'époque moderne.

Toute pensée qui va porter l'estampille allemande sera inflexiblement accusée de dénaturer l'esprit français. Son esprit de résistance au « germanisme » va s'organiser par un rejet systématique, dogmatique, et souvent caricatural de toutes influences germaniques, et plus particulièrement de celles dont il estime qu'elles existent au plan culturel et politique.

Ainsi son œuvre peut s'envisager, selon les propos d'Albert Thibaudet, comme une réponse nationale et française par la consécration « des trois C », aux menaces de conquêtes des « trois R » aux origines germaniques : Réforme, Romantisme, Révolution (1).

Il n'aura cesse de vouloir démontrer par une répétition souvent ennuyeuse qui tourne à l'obsession, que l'origine des ces « trois contagions allemandes » est bien évidemment à trouver dans l'individualisme, et le « Moi allemand » : « l'individualisme religieux s'appelle la Réforme

1. Albert THIBAUDET, *Trente ans de vie française, les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 101.

ou le libre examen ; l'individualisme politique s'appelle la Révolution ; l'individualisme dans l'art, c'est le Romantisme. Tout cela au vrai ne fait qu'un. » (1).

De manière habile, il attribue à ces trois « contagions allemandes » l'esprit même du « germanisme » puisqu'elles n'auraient été en elles-mêmes qu'un génie de destruction des lois, des mœurs, des institutions, et des coutumes (2).

Dans *L'ordre et le désordre*, il associe « ces trois contagions » qui sont qualifiées de « trois grandes régressions de l'ère moderne » à leurs « graves conséquences » :

« On y a jeté la mauvaise graine des trois grandes régressions de l'ère moderne, la Réforme du seizième siècle, la Révolution du dix huitième siècle, le romantisme du dix-neuvième siècle. On peut être honnête homme et s'y laisser piper. Ces trois bases admises, il ne faut qu'être bon logicien pour succomber à la conséquence. Mais elle détruit la patrie ? Possible. La Réforme a détruit la République chrétienne. La Révolution a détruit la monarchie française. Le romantisme a saccagé les traditions du genre humain. » (3).

La Réforme, le Romantisme et la Révolution s'accordent à parler de morale indépendante. Mais le catholicisme et la tradition nationale, l'esprit classique et la philosophie positive tombent bien d'accord sur ce point : qui dit morale ou règle des mœurs, dit dépendance. Dans aucun autre domaine ne s'applique et ne se vérifie selon lui plus étroitement la psychologie de l'autorité.

Les « trois contagions allemandes » auraient menacé la France dans son essence et son existence même. Il n'a de cesse d'affirmer que la force de la France repose sur l'association de la sensibilité généreuse, vive, rapide issue de l'élément gaulois et du sens organisateur à la romaine.

La dynastie capétienne les aurait réunis. Le problème aurait comme origine la Réforme qui a

1. Charles MAURRAS, *La démocratie religieuse, La Politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 238.

2. Op. cit., p. 238-239 : « Si le grand intérêt de la vie se réduit à l'apport individuel de chaque être humain, quel qu'il soit, que valent les lois, les mœurs, les institutions, les coutumes ? Cet héritage social est mauvais au fond, la transmission héréditaire est funeste. Les produits élaborés et filtrés par la suite des générations ne peuvent compter pour grand-chose : il convient, il est juste, il est noble et brillant de recréer le monde à chaque matin, il est beau d'y recommencer à discuter et à vérifier indéfiniment tout, langues et prosodies, codes politiques et constitutions religieuses. Le recommencement vaudra d'autant plus qu'il se fera sur une table rase ; avant de construire l'idéale cité, on doit d'abord balayer toutes les réalités anciennes. Elles encomrent indûment le terrain : la destruction devient le premier en date de tous les devoirs. ».

3. Charles MAURRAS, *L'ordre et le désordre*, Paris, Editions self, 1948, p. 29.

commencé à les séparer, et la Révolution qui a consommé cette séparation (1). Les différents régimes politiques qui se sont succédés depuis, à part bien évidemment pour Maurras la monarchie, n'ont fait que faire régresser la France au « primitif gaulois » et à son esprit de guerre civile.

I) La Réforme

Dans la représentation maurrassienne, la Réforme est la première « valeur à l'exportation » venant du monde germanique. Sachant qu'elle a déjà selon lui, « contaminé » l'Europe depuis le XVI^e siècle, il va vouloir la marquer au « fer rouge » comme étant une source première de l'ensemble des principes qu'il rejette. Le salut par la foi seule aurait déstabilisé et rompu un ordre qu'il défend, celui d'une société occidentale traditionnelle, dont l'organisation et la structuration reposaient en grande partie sur l'omnipotence de l'institution catholique. Cette intériorisation du christianisme et cette sacralisation de l'individu et de son rôle, auraient fait beaucoup de mal en Europe en faisant triompher l'individualisme, qui serait le socle fondateur du « mal allemand », et nous auraient imposé une : « division des consciences » (2).

Albert Thibaudet qui a étudié le protestantisme dans un paragraphe des *Idées de Charles Maurras*, souligne la dureté de la condamnation maurrassienne : « Le protestantisme fut un désastre pour l'humanité » mais aussi son caractère décisif : « C'est du protestantisme qu'est née l'Allemagne moderne, c'est-à-dire l'ennemi de tout ce qui est français, de tout ce qui est nous-mêmes. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 12.

2. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, La Politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 225.

3. Albert THIBAUDET, *Trente ans de vie française, Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 102.

Dans la représentation maurrassienne la « faute originelle » du protestantisme réside dans la division qu'il a entraînée en Europe : « De ce point de vue politique et national, on ne peut pas se réjouir d'une action qui a coupé l'Europe en deux mondes hostiles et crée parmi nous un désaccord moral qui s'aggrave et s'envenime en se transformant. » (1). La perte d'unité religieuse de l'Europe lui apparaît comme le sacrifice inadmissible d'un capital inestimable, dont il rend coupable Luther : « Au moment où se sont établies les diverses églises nationales, les nations séparées ont bien pu ériger en profit et en bénéfice la perte sèche du trésor de vingt-cinq siècles de culture. » (2).

Le rejet de l'histoire serait la caractéristique des luthériens qui opéreraient un tri entre leurs héros nationaux, en ne conservant que les plus « germains » et en rejetant les trop « romains » :

« Pour un vrai luthérien, un luthérien sérieux, sérieusement résolu à s'asphyxier plutôt que de sortir de la cage du folklorisme originel, les Henri, les Othon, et, à plus forte raison, les Frédéric apparaissent des héros bien trop romains, bien trop humains pour être acceptés pour Germains : Charlemagne lui-même est jugé une espèce de traître à l'horreur sacrée des grands bois. On doit reculer jusqu'au bon sauvage gothique, antérieur à toute industrie, à toute urbanité et à toute raison : il est pasteur, il est pillard, il est migrateur et nomade. Regardez-le bien, de plus près : cet Arminius, tel que l'a conçu le XIXe siècle allemand, est frère puîné de Luther. » (3).

La suite de son analyse s'inscrit dans la volonté d'impliquer la Réforme comme cause des maux qu'il dénonce. Aussi aurait-elle été l'inspiratrice directe de la Déclaration des Droits de l'homme.

Afin d'en amener une preuve « objective » et qu'il pense irréfutable, il va en novembre 1909 reprendre dans *L'Action française*, les propos des pasteurs Domergue et Roberty : « Cette déclaration, ont-ils dit, procède d'une idée non pas politique, « mais religieuse ». Elle vient des « juristes huguenots, Théodore de Bèze, Hotmann, Jurieu. »(4).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 4 novembre 1909, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 201.

2. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, La Politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 341.

3. Ibid.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 4 novembre 1909, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 201.

Si la Réforme et la Révolution s'étaient contentées de défendre l'idée du respect absolu de la personne humaine, ou de consacrer législativement les droits inaliénables de l'individu dans l'acte civil, économique, elles n'auraient selon lui, rien apporté de neuf, car le Moyen Âge l'avait déjà réalisé. Mais le libéralisme protestant et la démocratie révolutionnaire seraient allés beaucoup plus loin, en voulant établir la Cité sur la volonté et la conscience des individus, et en traitant la société politique comme une simple association de volonté, alors que Maurras défend comme Auguste Comte l'idée contraire, que : « La souveraineté des individus ne peut être que dérision, folie : « ignoble mensonge » ou « mystification oppressive » »(1).

Maurras était déjà très critique envers l'idée de Dieu, mais surtout d'un Dieu unique. Il est proche des idées des positivistes qui affirment que cette « idée » peut conduire à l'anarchie, car le monothéisme aurait imposé une vision de l'homme et de sa fin qui serait en désaccord complet avec sa nature sociale. La Réforme aurait été sur ce point encore un « aggravateur ». Dans *Trois idées politiques*, il s'applique à démontrer la nocivité et le caractère antisocial de l'esprit du protestantisme en action :

« Mais si, dans cette conscience naturellement anarchique l'on fait germer le sentiment qu'elle peut nouer des relations directes avec l'Être absolu, infini et tout puissant, l'idée de ce maître invisible et lointain l'aura vite éloignée du respect qu'elle doit à ses maîtres visibles et prochains : elle aimera mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. » (2).

Cette nouvelle philosophie théologique et morale qui rejette le pouvoir spirituel : « a pour racine obscure et profonde l'anarchie individuelle, pour frondaison lointaine et pour dernier sommet l'insurrection des citoyens, les convulsions de la société, l'anarchie de l'Etat. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Action française*, 4 novembre 1909, in DPC, Paris, A la Cité des livres, 1933, t. 4, p.202.

2. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques*, Paris, NLN, 1922, p. 273.

3. Charles MAURRAS, *La démocratie religieuse, La politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 225.

Il essaye de démontrer qu'avec la Réforme, l'individualisme part du religieux pour s'étendre à la révolte sociale de manière quasi inéluctable :

« Il y a là un très beau cas de ce qui peut être appelé le protestantisme éternel : particularisme de l'idée, individualisme de celui qui la prêche, l'un et l'autre caractérisé par un état d'esprit commençant à la religion, et aboutissant, selon un penchant continu à la révolte sociale. Ce protestantisme est essentiellement, on l'a dit avec une force incomparable : la sédition de l'individu contre l'espèce. » (1).

Dans un article « Auguste Comte méconnu, Auguste Comte conservateur » dans *La Gazette de France* du 21 novembre 1898, Maurras félicitait l'éditeur d'avoir mis en exergue à la préface, la maxime : « La soumission est la base du perfectionnement ». Le thème sur le défaut de soumission qui aurait décomposé tout notre monde moderne, en politique et en morale, aussi bien que dans les sciences, et qui serait à porter au passif du protestantisme, a été repris à Comte pour figurer au cœur de la pensée maurrassienne. Il va dans son combat contre le protestantisme, constamment associer Auguste Comte (2).

Dans *La Politique religieuse*, il va clairement expliquer que le protestantisme est synonyme de division en France. Or, même s'il « s'oblige » à reconnaître que la tolérance mutuelle s'impose aux sociétés civilisées, il ne peut s'empêcher de penser et d'affirmer que si l'on n'avait qu'une seule foi religieuse en France, on serait meilleurs amis, mais que surtout l'unité de la société française serait plus solide (3).

L'argument qui lui semble devoir être martelé c'est le caractère étranger, surtout germanique du protestantisme. Il aurait découvert les frontières intellectuelles du Nord et de l'Est pour laisser

1. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 1 octobre 1907, in DPC, 1933, Paris, A la cité des livres, t. 4, p.198.

2. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 5 janvier 1903, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 335 : « Quant à la prétendue réforme religieuse du XVI^e siècle, toute méthode positiviste, universelle, humaine, la mettra au nombre des reculs de l'esprit humain. Comme dirait Auguste Comte, elle est proprement caractérisée par la sédition de l'individu contre l'espèce et jamais le capital intellectuel esthétique, politique et moral emmagasiné depuis trente siècles ne courut de risques plus forts que dans la période de la Réforme luthérienne et calviniste. »

3. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, La Politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 225

passer la Révolution et le Romantisme, mais il serait aussi l'inspirateur du Bloc : « Le Bloc et toutes les fureurs dont le bloc est le père, sont de formation romantique, révolutionnaire et conséquemment protestante. » (1).

Maurras va dans ses attaques franchir d'autres bornes. Même s'il ne va pas jusqu'à dire que l'ensemble des protestants sont proches de l'Allemagne : « Nous n'avons aucunement dit que les protestants avaient des affinités pour l'Allemagne en conséquence de ce que Luther était german. »(2) et qu'il atteste que la plupart des personnes protestantes sont « innocentes » (3), il les considère néanmoins comme des Français particuliers, et peu fiables (4). Il avance que le « parti protestant » qu'il classe dans les « quatre Etats confédérés » est le véritable « parrain » de la Troisième République et de sa politique anticléricale et éducative. Il n'hésitera pas à présenter dans *La Politique religieuse* le protestantisme comme le plus dangereux des quatre « Etats confédérés » :

« Voilà, bien mis au clair, le plus « conscient » des quatre Etats Confédérés qui occupent la France : ce n'est point l'Etat juif, ce n'est point l'Etat maçon, ce n'est même point l'Etat métèque, c'est l'Etat protestant, celui qui élabore et répand la pensée religieuse, politique, morale, philosophique et littéraire d'un Gouvernement d'anarchistes au service d'une civilisation de barbares » (5).

Dans ses propos, il va parfois même sous-entendre que des membres du « parti protestant » travaillent au profit de l'Allemagne, ce qui est d'autant plus inadmissible qu'il n'amènera jamais

1. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, La Politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 225.

2. Charles MAURRAS, *Action française mensuelle*, 1^{er} octobre 1907, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 198.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 juin 1912, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 198 : « Politiquement, socialement, nous n'avons qu'une règle, et c'est la patrie. Si l'Etat protestant a trop souvent conspiré contre la Patrie, la plupart des personnes protestantes en sont bien innocentes ! C'est pourquoi, nous leur avons toujours ouvert les bras ou tendu la main, et de très grand cœur. ».

4. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, La Politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 223 : « Les protestants sont des Français de race, de langages et de mœurs, mais dont les mœurs et même la race et la langue même, un peu arrêtées dans leur développement sur place, ont reçu de l'étranger de sérieuses infiltrations et des influences très lourdes. ».

5. Op. cit., p. 364.

la moindre preuve de l'existence d'un quelconque parti protestant, ni d'un quelconque début de trahison des protestants français au profit de l'Allemagne (1).

Mais ces attaques vont se concentrer sur le milieu universitaire, et ad hominem. Principalement sur un symbole, un grand professeur issu de l'une des plus prestigieuses familles du protestantisme français : Gabriel Monod. Ce dernier est né en 1844 de mère alsacienne. Il a participé comme ambulancier aux opérations de l'armée de la Loire, pendant la guerre de 1870. Il a été maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure (1880-1904) et directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (1868-1905), spécialiste de l'histoire des Carolingiens et des Mérovingiens, Président de la IV^{ième} section, et à partir de 1897 membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Il fut l'un des premiers intellectuels à soutenir l'action de Bernard Lazare en faveur du capitaine Dreyfus, et fut aussi le cofondateur de la Ligue des Droits de l'homme. Il soutiendra les *Cahiers* de Charles Péguy, auxquels il est abonné dès le début. Il remplissait donc tous les critères pour que Maurras s'acharne sur lui, à partir de 1897, avec injustice et une terrible violence: « Son livre des portraits et souvenirs venait de paraître. Je l'ouvris ; la lecture me frappa de stupeur. Il y avait longtemps que je n'avais rien trouvé d'aussi misérable. » (2). Il va soutenir que les ouvrages de Gabriel Monod ne portent que l'accent germanique : « Il parle de l'Allemagne comme la vraie mère de son esprit et de son cœur » (3).

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 68-69 : « Personne n'oublie le mouvement de la Critique philosophique et de la Critique religieuse, dont les chefs Renouvier et Fr.Pillon, furent les directeurs de conscience des quatre Etats confédérés, surtout de l'Etat protestant, véritable parrain de la troisième République. (...) Sous le second Empire, alors que la République était belle, Renouvier avait fondé une école libre, qui opérait à ses propres frais propagandes et recrutement. Aussi lui arrivait-il d'avoir des idées politiques assez distinguées et même singulière : si M. Gabriel Monod fut le premier Français nominal à donner un coup d'encensoir à l'Allemagne victorieuse dès le bel an de Dieu 1872, Charles Renouvier fut le premier Français de vieille souche (languedocienne) qui, la même année, avait conseillé le renoncement public à l'Alsace. ».

2. Charles MAURRAS, *Au signe de Flore*, (La fondation de l'Action française, 1898-1900) Paris, Grasset, 1933, p. 156.

3. Op. cit., p.158.

Il va même affirmer que Gabriel Monod est un partisan et un allié objectif de l'« impérialisme pangermaniste » : « Le futur Empire germano-franc à triple capitale sur la Sprée, la Seine et le Rhin, dont on prête le rêve à l'Empereur Guillaume, est tout réalisé dans l'esprit de ce haut fonctionnaire français. » (1).

Maurras va aller encore plus loin, dans la violence, la calomnie et l'inacceptable, jusqu'à lui refuser la qualité de « réel français », quand il écrit : « Cet Allemand secret et ce bas polygraphe n'en aura pas moins accédé à tous les honneurs nationaux. » (2).

Dans ce rejet du protestantisme, il va imputer dans *Romantisme et Révolution* de manière assez peu convaincante et en frisant même le grotesque, le retard de la Grèce, de l'Espagne, de la Dacie, et de l'Italie à l'infiltration dans ces pays catholiques des idées protestantes venant de Germanie (3). Albert Thibaudet va le souligner avec pertinence, en écrivant : « D'autre part voilà que M. Maurras nous explique ailleurs les maladies des pays catholiques par l'infiltration des idées protestantes, c'est-à-dire de la Germanie : « à l'état de protestation » contre la culture

1. Op. cit., p.159.

2. Op. cit., p. 158-160 : « En effet, les ouvrages de M. Gabriel Monod ne semblaient point seulement dénués de tout intérêt. Il leur manquait l'accent français. Ils portent l'accent germanique. (...) Il parle de l'Allemagne comme la vraie mère de son esprit et de son cœur. O musique allemande ! O science allemande ! O philosophie allemande ! Elles seules l'échauffent. Elles seules l'inspirent. Ses dissertations sur le jubilé des Nibelungen ou le séminaire historique de Goettingue, laissent, sous la fadeur générale du ton, percer une sorte d'accent grave et pieux, témoignage de son souvenir et de son regret, Terre du désir, ô vague Patrie ! Ce regret qui le tire sans cesse en Allemagne lui fit extraire des Chroniques une locution caressante, un terme d'amitié pour désigner notre ennemi héréditaire. Il le nomme le peuple des « Francs orientaux ». A son compte nous sommes les Germains de l'Ouest. Le futur Empire germano-franc à triple capitale sur la Sprée, la Seine et le Rhin, dont on prête le rêve à l'empereur Guillaume, est tout réalisé dans l'esprit de ce haut fonctionnaire français(..). Les goûts tudesques de M. Gabriel Monod ne pouvaient lui créer des titres à l'avancement. A égalité de néant, me disais-je, et du seul fait de professer les sentiments naturels aux autres Français, tout concurrent de M. Gabriel Monod lui devait être fatalement préféré. Vaines supputations ! Cet Allemand secret et ce bas polygraphe n'en aura pas moins accédé à tous les honneurs nationaux. ».

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Le romantisme féminin*, Paris, NLN, 1922, p. 182-183 : « La Grèce, l'Espagne, l'Italie d'aujourd'hui, la Dacie elle-même, où les dialectes latins se sont gardés assez purs, ont été plus subjuguées encore que notre France par le germanisme des cent cinquante dernières années... Dans toute l'Europe méridionale, la haute société représentée par les cours, les compagnies savantes représentées par les universités, ont subi la civilisation des Anglo-Saxons ou se sont rattachés à la médiocre demi-culture des Allemands, qui sont de simples candidats à la qualité de Français .».

romaine. » (1). Etant gêné pour expliquer le développement considérable des pays qui ont une majorité de leur population de confession protestante, sans le contester, mais sans vouloir « affaiblir » le sens général de son discours, Maurras va écrire de manière neutre et non argumentée : « La prospérité de certains pays protestants, due à mille causes diverses, ne doit pas nous tromper sur le fond du protestantisme. » (2).

Sa solution globale face au protestantisme en France, est exprimée dans *La Démocratie religieuse*. Elle est à la foi naïve et radicale, mais reflète bien sa volonté profonde d'en finir avec l'esprit protestant, c'est à dire avec le protestantisme même :

« Il y a chez les protestants un vieux ferment de sang de France. Comment rendre à cet élément sa suprématie profonde ? Et comment le faire prédominer sur les éléments qui lui sont venus du dehors ? Il me semble que ce doit être en extirpant, non pas les hommes protestants, qui sont de nos frères, mais l'esprit protestant, qui est notre ennemi et le leur. » (3).

Car sa référence, son modèle unique, et il ne le cache pas, c'est le mythe de la vieille France et de sa tradition. Son combat va se porter sur les moyens d'y revenir :

« J'admire surtout l'égarement de la vieille France. Ce Régime ancien dont elle garde la religion, l'Etat français d'avant dix sept cent quatre-vingt-neuf, était monarchique, hiérarchique, syndicaliste et communautaire ; tout individu y vivait soutenu et discipliné. » (4).

-
1. Albert THIBAUDET, *Trente ans de vie française, Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p.113
 2. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 23 mars 1898, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1933, t. 4, p. 213.
 3. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, La Politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 229.
 4. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques*, Paris, NLN, 1922, p. 245.

II) La Révolution

Maurras a décidé d'exclure la Révolution française de l'histoire de France. Il peut apparaître curieux a priori, qu'un penseur politique qui déclare n'être animé que d'un seul souci : « réunir les membres séparés de la nation »⁽¹⁾, exclue de celle-ci tous ceux qui se réclament de l'esprit de la Révolution française ou de la République. Les principes de la Révolution de 1789 sont attaqués un par un, mais il faut le reconnaître, cette critique est traditionnelle dans le camp contre-révolutionnaire. Ce qui est beaucoup plus original, c'est l'argumentation sur l'esprit germanique des origines de la Révolution. Il refusa que la Révolution de 1789 puisse être assimilée à une idée française ou latine dans ses origines et ses principes. Sa démarche va consister à « exporter » dans le monde germanique la Révolution de 1789 et ses fondements. Les traditions helléno-latines sont déclarées « innocentes » des origines de ce bouleversement. Il part alors rechercher, dans une situation psychologique quasi-délirante, les vrais pères dans les « forêts de la germanie » :

« Non, la démocratie, le libéralisme, l'esprit de la République, de la Révolution et de la Réforme, n'ont rien de latin. Tout cela tire, en fait, son origine des forêts de la Germanie. Cette honteuse « sédition de l'individu contre l'espèce » nous est arrivée des contrées où « l'espèce » est la moins humaine, l'individu le moins policé. » (2).

Il ne va ensuite pas cesser de marteler ce discours sur les origines dans son ouvrage *Romantisme et Révolution*, en désignant Jean-Jacques Rousseau qu'il déteste, comme le principal introducteur de ces idées en France.

1. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, La Politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p.184.

2. Op. cit., p. 300.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques*, Paris, NLN, 1922, p. 270 : « La Révolution est venue d'un tout autre côté : la Bible de la Réforme, les statuts de la République de Genève, les théologiens calvinistes, le vieux ferment individualiste de la Germanie auquel la Suisse trilingue servait déjà de truchement européen, enfin les élans personnels d'une sensibilité qui n'était retenue ni par des mœurs héréditaires, ni par les très fortes études, ni par une raison très saine, voilà les humbles causes qui naquirent dans l'esprit de Rousseau. Par la magie de l'éloquence, elles entrèrent dans la vieille société française ; loin d'y déterminer aucun état d'esprit classique, elles allèrent à détruire cet esprit de progrès et d'ordre. ».

Mais d'autres penseurs vont aussi selon lui, relayer ces « idées allemandes » sans même en cacher les origines :

« Idées françaises », disait-on. Nous répondions déjà dès 1899 : elles sont germaniques, vos idées de la Révolution et de la Réforme ! Cela se lit presque en toutes lettres dans Montesquieu, et le protestant doctrinaire Guizot ne s'y trompait pas lorsqu'il enseignait que la thèse de la « liberté individuelle » du Contrat social et de la Déclaration des Droits nous était venue des Germains. » (1).

Pendant toute sa vie, il conservera cette théorie des origines germaniques de la Révolution et encore en 1933 au sujet du nazisme, il écrit : « L'Allemagne est la patrie de la Révolution. La Révolution vient d'Allemagne. » (2). Pour arriver à ces conclusions, il n'a pas fait une analyse objective et impartiale de l'esprit de la Révolution, il a simplement affirmé qu'il consacre l'individualisme :

« Il fait tourner le monde autour du moi, et n'entend par la politique que le simple épanouissement de l'individu, car 1789 ne sera que l'épanouissement des droits et 1793 celui des instincts, des passions de ce même individu, pour autant qu'il en a la force signifié par l'Etat Jacobin. » (3).

ce qui lui a permis « naturellement » de l'insérer dans sa fameuse « chaîne du germanisme » :

« Notre Révolution n'existe d'ailleurs qu'en effet, de la Réforme allemande, Rousseau fait la suite à Luther, comme Kant à Rousseau, et comme Fichte à Kant. On ne peut contester cette filiation commune du germanisme et de l'esprit révolutionnaire, ce négativisme assez plaisamment illustré par ce propos d'un roi de Bochie : le premier mot que mes sujets sachent prononcer est un : non. » (4).

La Révolution de 1789 aurait fait naître une nouvelle politique, reposant sur l'individualisme, le Moi, le Moi désordonné, cause et effet de toute idéologie révolutionnaire et de l'Etat Jacobin. Il va donc la faire apparaître, comme le « moment maudit » de notre histoire où l'Allemagne aurait cédé à la France ses idées philosophiques et politiques. Il s'agirait aussi d'un point de rupture

1. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 127.

2. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 26 septembre 1933, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t.5, p. 139.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 127.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 septembre 1918, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 42.

historique déterminant pour l'Etat en France, car il engendrerait désormais mécaniquement une tendance lourde au jacobinisme.

La Déclaration des Droits de l'homme aurait participé du même esprit, de cette même « invasion germanique » : « Kant, Rousseau, les Droits de l'Homme, la Réforme : danger ! » (1).

Cet « esprit maudit » c'est toujours l'individualisme qu'il rejette : « La déclaration des Droits de l'Homme exprime Rousseau et Luther, c'est-à-dire un retour à l'individualisme barbare de source germanique. Et la terreur exprime une barbarie de même origine. » (2). Il va polémiquer sur l'idéalisme qui est attribué à la Révolution de 1789, pour conclure : « c'est peut-être une rhétorique ingénieuse, mais je dois dire qu'elle vient tout droit d'un certain Hegel qui était ni Anglais, ni Belge, ni Russe, ni Serbe, pas même Français » (3).

Pour conforter sa démonstration de condamnation des principes de la Révolution, il va en outre citer en référence le philosophe allemand Schopenhauer :

« Les 1789 » ont agi absolument comme si la désirable perfection morale existait et vivait pleinement au cœur de tous les hommes, oubliant le principe dont Schopenhauer, après tant de maîtres, devait donner la formule approximative en ces termes aigus : « la morale est le contraire de la nature », la morale est un élément de la nature, et qui en contrarie d'autres directement. On ne saurait fonder un raisonnable calcul politique sur l'espérance que le monde entier se trouvera un jour retourné, de lui-même, au sens de la bonté. » (4).

Face à l'esprit de 1789, il oppose le génie latin qui aurait été radicalement différent car son socle est le devoir, le savoir, le pouvoir, l'esprit humain, et le primat de la loi pour la paix (5). Le bonheur et la liberté pour l'homme ne sont dans ce système qu'une conséquence, en aucun cas un principe. L'erreur de l'esprit de la Révolution provient de l'inversion de cet ordre, qui aurait

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t 2, p. 127.

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, *L'Action française*, 8 novembre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 259.

3. Op. cit., p. 259-260.

4. Charles MAURRAS, *Réforme sociale*, 1^{er} février 1891, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 29.

5. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 13 juillet 1921, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.2, p. 413.

transformé un effet en cause, un résultat en but principal.

La liberté n'est pas un mal en soi ; mais elle n'est bonne qu'appliquée à des groupes, à des corps, dirigés par une autorité et des élites. Quand elle descend au niveau individuel et qu'elle est généralisée, elle devient un facteur de désordre. A la liberté humaine que consacre l'esprit de la Révolution de 1789, Maurras rétorque que :

1) Le libre examen, la liberté sont nécessaires en effet, car ils ouvrent au nouveau, à la différence. Mais, pris en eux-mêmes, ils sont insuffisants, car ils se limitent à juxtaposer, à propos d'un problème, les différentes voies pour trouver une solution : ils ne permettent ni d'ordonner, ni d'unifier, ni de hiérarchiser les données. La liberté est un mouvement qui mène, laissé à lui-même, à l'anarchie : elle ne fournit pas les principes organisateurs. L'action et le gouvernement demandent plus que la simple liberté, plus que le libre examen : « Toute doctrine, tout système, toute réalité excommunie pour exister. Au sens d'indétermination, la liberté pure est le néant pur. » (1).

2) Si l'individu s'inspire de Rousseau ou de Kant, il ne découvrira pas dans sa conscience ou sa raison purifiée de tous les apports extérieurs, de la loi morale : il trouvera des désirs contradictoires et le chaos. Dans l'épilogue de *Trois idées politiques*, il écrit : « le bon peuple veut des modèles, et l'on s'obstine à lui présenter des miroirs. Il se doute qu'on l'abrutit. » (2).

Cette liberté aurait été un grave danger pour la stabilité de la société française. Maurras va alors emprunter l'argumentation de Hegel contre la liberté subjective et ses conséquences fatales pour l'ordre social. Les individus ne sont que des accidents parce que l'assemblage de leurs libres initiatives n'est pas de nature à produire de l'esprit. La liberté politique des révolutionnaires jette

1. Charles MAURRAS, *La démocratie religieuse, La politique religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 268.

2. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques*, Paris, NLN, 1922, p. 265.

sans distinction un appel uniforme à la libération générale de tous les éléments, supposés pareils.

La raison prévoit que la vie générale s'abaissera quand l'individu effréné verra patronner par l'Etat sa « funèbre » liberté de ne penser qu'à soi, et de ne vivre que pour soi (1).

La liberté aurait produit la désorganisation, l'égalité la transformation de l'humanité en troupeau soumis aux tracasseries de la bureaucratie, et la fraternité aurait engendré la guerre civile car elle était entendue comme une fraternité cosmopolite, ayant pour contrepartie la haine contre le compatriote adversaire politique. De tout ceci, aurait résulté une triple anarchie.

Il condamne la République, pas principalement pour des motifs idéologiques ou sentimentaux, mais pour des raisons pragmatiques : elle aurait fait la preuve de sa faiblesse du fait de son incapacité à défendre l'intérêt national face à l'Empire allemand :

« On peut définir la « vraie République » par la domination des intérêts, passions, volontés des partis sur l'intérêt majeur du peuple français, sur son intérêt national, tel qu'il résulte des conditions de la vie du monde. Quel est cet intérêt ? La défense de la paix, la garantie du territoire l'emporte sur tout. » (2).

Et ce culte de l'individu par une inflexible logique aurait donné naissance à un Etat démocratique et libéral, qui ne serait qu'une tyrannie du nombre :

« Il sera fondé sur les vœux (ou les votes de l'individu) à l'exclusion de tout le reste. Et quand on a exclu tout ce reste (traditions, coutumes, droits et établissements collectifs, conditions rationnelles et religieuses), il en découle une parfaite tyrannie de l'Etat qu'ils composent seuls. » (3).

Globalement la Révolution en vertu de son principe individualiste aurait affaibli la France, en dissolvant les liens sociaux qui existaient entre les Français ; et en brisant volontairement l'ensemble des « structures sacrées » de la « vieille France », elle aurait réduit ce peuple à un état

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 10 juillet 1902, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t.5, p. 25 : « L'esprit révolutionnaire croit la politique appelée à donner des prix aux individus ; il oublie que sa tâche n'est que de faire prospérer les communautés. De cette confusion est sortie toute son erreur. Où la sagesse universelle pense bonheur collectif, bien public, unité collective, c'est-à-dire Famille, Etat, race, Nation, le révolutionnaire pense bonheur et satisfactions du privé. »

2. Charles MAURRAS, *Enquête sur la monarchie*, Paris, NLN, Paris, p. 20.

3. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 128.

de division atomistique. Tout individu vivrait isolé des individus concurrents. Le symbole de cette priorité de l'homme sur la tradition aurait été la vente des biens nationaux, et le triomphe de l'argent qui n'a point de patrie (1).

Si Maurras est angoissé par la capacité de « contagion » des principes de la Révolution, c'est parce qu'il craint les ruptures, et qu'il connaît la fragilité de l'ordre en France. Il ne va pas cesser de le répéter tout au long de son existence : le temps qui passe menace tout ce qui est, or la merveille c'est la durée, le miracle c'est la continuité : « Bossuet savait que le chef-d'œuvre de l'homme, ce n'est pas de changer sans cesse l'univers : durer, continuer, résister aux forces mortelles, voilà la merveille sacrée. » (2). S'il pense que l'esprit allemand qu'il caractérise comme un esprit de rupture est néfaste, à l'opposé de l'esprit français classique, c'est parce que celui-ci pourrait correspondre à sa définition des miracles : « Naviguer et conduire au port, durer et faire durer, voilà les miracles » (3).

Les dirigeants allemands, notamment Bismarck et Guillaume II auraient bien compris selon lui, l'intérêt d'affaiblir la France pour la dominer. Il va donc les accuser de nous « miner » et de nous diviser : « Bismarck nous imposa le régime républicain ; nos agitations sociales viennent en

1. Charles MAURRAS, *Au signe de Flore*, (La fondation de l'Action française, 1898-1900), Paris, Grasset, 1933, p. 188 : « La Révolution procédait, en effet, à un acte irréparable et définitif. Elle divisait en un grand nombre de lots et elle mettait en petites actions au porteur un énorme fragment de la fortune de la France, le produit capitalisé de mille ans d'épargne et d'activité nationale. Jusque-là ces valeurs avaient été nominatives, au titre des différents corps, compagnies et communautés sur lesquels se fondait l'Etat : c'était le patrimoine inaliéné de grandes personnes morales, telles que les familles, les Villes, les Associations professionnelles et religieuses, toutes doués comme l'Etat d'une durée infiniment supérieure à la vie des individus. Outre donc qu'elle dispersait ce qui était ainsi concentré et qu'elle avilissait ce qui était d'un très grand prix, la Révolution ajoutait à ce dommage économique un cataclysme politique : les biens qui, avant elle, constituaient, dans la force du terme, des biens nationaux se trouvaient par elle dénationalisés. La Révolution les délia du corps de la France. Elle les mit à la portée du premier venu. Il suffisait d'en acquitter le prix monnayé pour les posséder de plein droit. La vieille France devint donc, pour une grande part, un objet de commerce. Elle connut l'argent pour maître. Mais l'argent n'a point de patrie. ».

2. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, Le dilemme de Marc Sangnier*, Paris, NLN, 1921, p.112.

3. Charles MAURRAS, *Le chemin de paradis*, Paris, Flammarion, 1927, p. 276.

majeure partie de Guillaume II. » (1).

Les références du régime républicain en France auraient été d'ailleurs issues directement du monde germanique, et il écrit dans *L'Action française* en octobre 1914 :

« En pleine invasion germanique, est-il possible de montrer l'étroite affinité du monde germanique, de l'esprit germanique avec les trois ou quatre dieux ou déesses qui président à l'esprit public de notre régime et que notre régime met sur l'autel. » (2).

S'il ne peut envisager la Révolution de 1789 que comme une « catastrophe », c'est parce qu'elle a interrompu le long travail des rois qui ont fait une France forte, comme une institution que l'Allemagne ne voudrait plus jamais revoir, car : « Seule, l'institution, durable à l'infini, fait durer le meilleur de nous. Par elle, l'homme s'éternise : son acte bon se continue, se consolide en habitudes qui se renouvellent sans cesse dans les êtres nouveaux qui ouvrent les yeux à la vie. »

(3). A la morale rousseauiste qui recommande de n'écouter que sa conscience, à la morale de Kant, qui affirme « tu peux parce que tu dois » Maurras affirme vouloir opposer ce qu'il appelle « la morale de la nature » (4), qui est hypothétique et non catégorique : « si tu veux ceci, consens à cela. ». Il va s'interroger alors sur le paradoxe apparent entre cet esprit révolutionnaire et subversif qui serait né en Allemagne, et le fait que l'Allemagne n'ait pas succombé. L'Allemagne n'a pas selon lui, fait de révolution directe contre ses princes et rois, mais au XVI^e siècle contre la papauté, et une au XIX^e siècle, au XX^e siècle contre « l'ordre du monde » (5). Il cite même Goethe qui parlait des traditions de brutal égoïsme de sa patrie, pour affirmer que les Allemands ne se seraient associés dans l'ordre politique et social que pour constituer avec Bismarck, une nation de pillards : « La sociabilité spontanée n'existant point ou existant peu en Allemagne, une

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 18 août 1908, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 191.

2. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t 2, p. 127.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Avenir de l'intelligence*, Paris, NLN, 1922, p. 34-35.

4. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Mademoiselle Monk*, Paris, NLN, 1922, p. 207.

5. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle, L'Action française*, 17 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 252.

sociabilité artificielle y naquit de la cupidité devant les proies offertes et les butins promis. » (1).

En dépit de la puissance de l'ordre allemand, Maurras pense qu'une révolution en Allemagne est possible, et il va l'appeler de ses vœux comme une « malédiction nécessaire » devant s'abattre sur les Allemands : « Le peuple qui souffla notre révolution peut faire la sienne. » (2). Il cite Henri Heine, qui affirme qu'une Révolution allemande ferait pâlir les révolutionnaires français, mais pour lui faire rajouter aussitôt : « que le dictateur républicain, le docteur Wirth, s'il m'en souvient bien, ne serait pas animé d'intentions plus conciliantes que le roi de Prusse et que la paix de l'Europe n'en serait pas mieux assurée. » (3).

Pour affaiblir l'Allemagne, il souhaite qu'elle connaisse une évolution démocratique : « Tous les précédents historiques sont bien d'accord avec le calcul rationnel ; en se démocratisant, l'Allemagne devra faire comme les camarades, elle se relâchera et se dissoudra. » (4). Aussi n'a-t-il qu'un rêve pour l'Allemagne, et qui est l'exact inverse de celui qu'il a pour la France, et qu'il va résumer ainsi : « Donc agitions l'ennemi tant que nous le pourrons, et, si l'occasion se présente, comme disait le poilu à M. Poincaré, f...ons-le en République. » (5).

1. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 127.
2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 septembre 1918, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 42.
3. Ibid
4. Ibid
5. Op. cit., p. 43.

III) Le Romantisme

Dans la réalité historique qui n'intéresse guère Charles Maurras, puisqu'il ne se préoccupe que de rechercher la racine, le romantisme en politique est très différent d'un pays à l'autre, et même en France d'une période à une autre. Il n'a pas été du tout le même en Allemagne et en France. En Allemagne jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le romantisme est généralement synonyme d'un véritable conservatisme politique. En France, il est nécessaire de distinguer les périodes. Le premier romantisme est sentimental et politiquement tourné vers l'ancienne France :

Chateaubriand, Lamartine, Vigny sont royalistes, et le jeune Hugo va même chanter le sacre de Charles X. Aussi les révolutionnaires de 1830 ont-ils le sentiment de vaincre les romantiques en même temps que les Bourbons. Pendant les « Trois glorieuses » on peut même entendre ce cri : « Enfoncés les romantiques ! ». Mais la situation va changer sous la Monarchie de Juillet. Car les uns après les autres, Chateaubriand, Lamartine, Lamennais, Michelet vont passer à l'opposition, et Hugo n'y passera qu'en 1849, étant resté un des derniers fidèles à l'Orléanisme. Lamartine accède au pouvoir en février 1848, et donc à une révolution antiromantique succède une révolution romantique. Après la brusque retombée de la vague révolutionnaire, commence la troisième époque du romantisme, celle que domine Hugo. Chateaubriand, Lamennais, Lamartine disparaissent, mais Hugo ne meurt qu'en 1885. Il va symboliser le progrès, la démocratie, le peuple et la fraternité. Après son exil, il apporte à l'idéologie républicaine le prestige du génie. Mais il ne faut pas confondre totalement le romantisme en politique avec l'influence réciproque des écrivains romantiques et de la société, ce que Maurras en tant qu'écrivain fera d'ailleurs assez volontairement. Albert Thibaudet avance à ce sujet l'explication suivante : « M. Maurras, venu de la critique littéraire à la politique, a vu naturellement, d'abord, la vie politique française comme une transgression d'un flot littéraire, le romantisme, puis il a envisagé la réforme littéraire comme

une conséquence de la réforme politique. » (1). D'une façon générale, le romantisme fuit le centre. Il existe un traditionalisme, un socialisme, un nationalisme romantique. Mais il faut souligner que seul le libéralisme français apparaît comme imperméable au romantisme. Le romantisme en politique possède de fortes caractéristiques : tout d'abord le sens du spectacle (le drame, l'héroïsme, le sacrifice, la grandeur, le sang versé...), puis il est nourri par les souvenirs de la Révolution et de l'Empire. Il développe une conception sentimentale et éloquente de la politique. Autrefois art du possible, du compromis, la politique devient grâce à lui un appel à l'idéal. Autrefois la politique était fondée sur le secret, elle tendait à la maxime, désormais il ne s'agit plus seulement de gouverner, mais de convaincre, d'entraîner ; la politique fait appel à la puissance du verbe, elle devient un genre littéraire. C'est d'ailleurs ce lien charnel avec l'esprit de la Révolution et cette nouvelle conception de la gouvernance que Maurras ne peut accepter. Le romantisme en politique est aussi une vision globale de l'univers. La politique classique consistait à sérier les problèmes pour tenter de les résoudre. Les romantiques cherchent certainement moins à les résoudre qu'à les poser dans toute leur ampleur, à les étendre aux dimensions de l'univers et à celle de l'histoire. Ils vont moins accepter les réalités de l'histoire présente, de la continuité, et développer le rêve et l'invention d'un nouvel univers idéal choisi. Ils vont penser qu'il est possible d'agir sur la société, qu'il est possible de la modeler en fonction de la volonté humaine. C'est ce pouvoir qui pour Maurras est illusoire et dangereux, et qu'il va combattre : le sentiment de la volonté humaine triomphante.

Il va lancer une véritable « campagne de police » contre le romantisme, dans les ouvrages regroupés de *Romantisme et Révolution*, *L'avenir de l'intelligence*, *Le romantisme féminin*, les

1. Albert THIBAUDET, *Trente ans de vie française, Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 202.

Trois idées politiques, mais aussi avec *Les amants de Venise*, *Un débat sur le romantisme*. Cette critique sera féroce, car comme le souligne Albert Thibaudet : « Pour M.Maurras nous sommes en République parce que nous sommes en romantisme. » (1).

A la différence de Maurice Barrès, il rejette le romantisme dans sa globalité, et l'accuse de n'être que : « Manque d'observation, arrêt du sens critique, lésion profonde de la faculté logique, c'est proprement la triple tare du romantisme. » (2). Barrès va fréquemment le contredire sur le romantisme, et même le provoquer avec un certain humour sur un paradoxe dans le dernier de ses *Cahiers*, en écrivant :

« Ces Français de la fin du XVIII^e siècle étaient vraiment vidés de tout. Un certain nombre émigrèrent. Sauf leur attachement au roi, ceux-ci étaient, comme les jacobins, sans religion, sans attachement au passé, etc. C'est à l'étranger qu'ils prirent leurs idées, qu'ils furent Chateaubriand, Bonald, Maistre, etc. Tout le romantisme et toutes les idées dont vit encore *l'Action française* furent des idées du dehors ramenées par l'émigration.» (3).

Maurras refuse de s'encombrer d'une quelconque nuance, puisqu'il est persuadé d'en avoir découvert les origines germaniques, mais aussi parce que « ce mal culturel » serait sur le point de détruire définitivement la France. Son classement dans « les trois contagions germaniques » fait qu'en conséquence, il va déployer contre lui la même « artillerie » que contre le protestantisme, et la Révolution. Il veut prioritairement démontrer que ce mouvement n'a pas une origine nationale. Quand le romantisme « pénétra » la littérature française au XIX^e siècle, ses auteurs majeurs Hugo, Lamartine, Michelet auraient donné une vision nouvelle de la France, qui se caractérise alors par une image libérale, anarchique et révolutionnaire. Maurras a pour le romantisme toujours la même phobie qui l'entraîne à affirmer dans un premier temps, qu'il y a rupture d'avec une « saine tradition », puisque l'on a à faire à une « invasion germanique » :

1. Albert THIBAUDET, *Trente ans de vie française, Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 202.
2. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques*, Paris, NLN, 1922, p. 256.
3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t.14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 118.

« Le romantisme se présente à l'historien impartial en premier lieu comme une rupture dans la suite des traditions nationales, en deuxième lieu comme une invasion étrangère. » (1).

Les auteurs célèbres du romantisme en France, Hugo, Lamartine, Sand, Michelet, Lamennais dont les œuvres ont connu un grand retentissement dans l'opinion, ont disposé selon lui, d'une capacité de « nuisance » dépassant la seule littérature. Même s'il ne distingue pas franchement romantisme littéraire et romantisme en politique, néanmoins il veut démontrer que la puissance des écrivains romantiques s'est étendue à la politique. Elle semblait tantôt la justification des révolutions, tantôt la cause directe : « Au total, dans la même mesure où elles étaient populaires, nos Lettres se manifestaient destructives des puissances de fait. » (2). Le contraste est d'ailleurs total d'avec ses références littéraires, Ronsard, Malherbe, Corneille, et Bossuet qui eux défendaient les pouvoirs et les valeurs dominantes de l'époque : Etat, patrie, propriété, famille, et religion catholique, alors qu'il affirme que : « Les lettres romantiques attaquaient les lois ou l'Etat, la discipline publique et privée, la patrie, la famille et la propriété ; une condition presque unique de leur succès parut être de plaire à l'opposition, de travailler à l'anarchie. » (3).

Il aurait existé une identité profonde entre romantisme et Révolution. Ils ressembleraient à des tiges, distinctes en apparence, qui sortent d'une même racine. Cette preuve il veut l'apporter dans la coïncidence des dates qui n'auraient pas été fortuites :

« Le mouvement d'idées ou plutôt d'imaginations que jalonnent les dates de 1750, 1789, 1830, 1848, 1898, est une chose qui se tient ou se soutient dans toutes les provinces de l'activité et du rêve : morale, politique, poésie, histoire, philosophie, religion. » (4).

Il avance une autre « preuve » qu'il estime décisive sur cette relation, qui aurait été contenue

-
1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 3 juillet 1898, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t.5, p. 122.
 2. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, L'avenir de l'intelligence*, Paris, NLN, 1922, p.56.
 3. Ibid
 4. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, NLN, 1922, Préface, p. 2

dans l'oubli à partir de la Révolution de 1789 par les auteurs romantiques français des règles de la raison, de l'enchaînement des idées au profit de leur seule sensibilité et imagination :

« Tous les genres littéraires cédèrent donc ensemble une partie de leur élément rationnel. Tel est le premier trait du romantisme. Il détruit quelque chose : précisément ce qui avait amené l'universalité de l'influence nationale.

En détruisant, il constitue quoi, au juste ? Je vais le dire. A la raison ainsi opprimée par la rêverie et les nerfs, morte ou paralysée, survivait, comme il arrive après certaines opérations, le besoin persistant de faire usage de l'organe amputé. Jamais les Français n'ont tant voulu raisonner que depuis qu'ils eurent perdu les méthodes rigoureuses de la raison. » (1).

Selon Albert Thibaudet, Maurras a vu dans le romantisme une identité commune de ses principales caractéristiques avec celles de la République, notamment un amollissement généralisé, et une nature faite pour subir, par cause d'absence de possibilité de promouvoir des idées en harmonieuses séries : « le romantisme lui est apparu comme la forme littéraire de ce que la République des camarades a installé en plein centre de l'état politique, la facilité. » (2).

Comme pour l'esprit de la Révolution, l'esprit du romantisme va retrouver dans son analyse les traits fondamentaux qu'il croit avoir découvert chez « l'homme allemand », affranchissement de l'histoire, de la raison, mais surtout culte de l'individualisme :

« L'individualisme religieux s'appelle la Réforme ou le libre examen ; l'individualisme politique s'appelle la Révolution ; l'individualisme dans l'art, c'est le Romantisme. Tout cela au vrai ne fait qu'un. » (3).

Il va qualifier Jean-Jacques Rousseau, comme il l'a déjà fait pour la Révolution de 1789, de « père spirituel » du romantisme : « Romantisme est révolution. Cet enfant de Rousseau met en bas ce qui était en haut, et inversement. » (4).

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 3 juillet 1898, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 122.

2. Albert THIBAUDET, *Trente ans de vie française, Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 211-212.

3. Charles MAURRAS, *La démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 238-239.

4. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, NLN, 1922, préface p. 12.

Il lui aurait transféré le culte du « Moi humain », fondement du « germanisme ». L'importance qui est donnée au sentiment, à la sensation, à l'imagination, serait le fondement même du romantisme. Son examen de la sensibilité, l'amène à penser que son caractère est de se croire, et de se dire la règle de tout.

Dans cette recherche, il affirme avoir déterminé son point de départ :

« Très précisément, le romantisme naît à ce point où la sensiblerie usurpe la fonction à laquelle elle est étrangère et, non contente de se sentir et de fournir à l'âme, ces chaleurs de la vie qui lui sont nécessaires, se mêle de lui inspirer sa direction. » (1).

Les romantiques nous auraient fait alors croire qu'il existerait dans la sensibilité particulière de l'homme un principe d'unité et d'ordre : « Aussi font-ils de leur personne le juge de leur destinée et de leurs traits particuliers, un modèle philosophique. » (2). Cette méthode lui inspire bien évidemment Rousseau, notamment dans ses *Confessions*. Aussi va-t-il mettre en exergue des *Amants de Venise* les mots célèbres de *La Profession de foi du Vicaire Savoyard* : « Conscience ! conscience ! instinct divin..... ». Il fera donc de ce philosophe l'inaugurateur de la morale romantique, car : « Ce ton d'autorité qui sacre « le bien » et le « mal » comme émanations également divines du moi, inaugure la morale du romantisme. Soyez bon, ou mauvais, mais « avec franchise » vous-même. La personnalité sincère, tout est là. » (3). Mais pour Maurras l'homme n'est vraiment homme que s'il accepte ses limites et il n'est donc pas étonnant de retrouver, en exergue de « Chateaubriand ou l'anarchie », dans les *Trois idées politiques*, la célèbre maxime d'Auguste Comte : « La soumission est la base du perfectionnement ».

Kant aurait été également, comme il l'a déjà été pour la Révolution de 1789, l'autre père du

1. Charles MAURRAS, *L'avenir de l'intelligence*, Paris, Fontemoing, 1905, p. 233.

2. Ibid.

3. Ibid

romantisme :

« Voilà l'erreur philosophique allemande. Son rapport avec le Kantisme, qui fait tourner le monde autour du moi, qui prend le moi pour le soleil des planètes intérieures et extérieures, ce rapport- là n'est pas douteux. Il est à peine utile d'indiquer comment s'y rattachent le romantisme, ne cherchant dans les arts que l'originalité... » (1).

L'historien Michel Mourre, qui va plus tard diriger la rédaction des célèbres *Dictionnaires d'histoire universelle*, commente dans son *Charles Maurras*, la nature du Dieu que Maurras attribue à George Sand et plus largement aux romantiques :

« Le Dieu de George est bien celui de Rousseau et de Kant, qui légifère absolument dans le secret des cœurs sincères, un Dieu dépouillé de la transcendance et des exigences de la morale catholique. Comme l'amant, Dieu n'est pour les romantiques qu'une projection du sujet : il ne règle point, mais justifie. On ne le connaît point, on l'éprouve : George nommait son bon plaisir inspiration ou fatalité. Plus court, elle le nommait Dieu... Rien n'existait, pour Sand, que sa passion. » (2).

De plus, ce Moi consacré par la littérature romantique aurait été impuissant à décrire l'homme universel. La « faute » aurait son origine dans la consécration de la singularité qui apparaît comme un bienfait aux romantiques qui ne cesseront de glorifier leur originalité, et les « convulsions de leur Moi », sujet central de leur œuvre littéraire. Maurras oppose à cette thèse les sages de la Grèce antique qui, s'ils tenaient que « l'homme est la mesure de tout » reconnaissaient que cet homme dont ils parlaient, n'était point l'homme qu'ils pouvaient être, non plus qu'un certain homme, mais l'homme universel (3).

Il refuse à l'œuvre des romantiques, qu'il compare avec les naturalistes et les impressionnistes,

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 octobre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 127-128.

2. Michel MOURRE, *Charles Maurras*, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p 41. Et à la page 42 : Tel est, nous semble-t-il, l'enseignement de Maurras : l'homme n'est vraiment homme, et le plus large en extension, le plus riche en contenu, le plus accueillant aux différences que pour autant qu'il a eu le courage premier d'accepter ses limites. ».

3. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 12 avril 1902, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 127 : « Les sages, en Grèce, qui tenaient que « l'homme est la mesure de tout » reconnaissaient du moins, que cet homme dont ils parlaient, n'était point l'homme, qu'ils pouvaient être, non plus qu'un certain homme, mais l'homme universel. Ils savaient se glorifier du trésor des pensées, de sentiments, de discours, qu'ils partageaient avec ceux de leur race, et de leur cité. Ils faisaient consister le talent, le génie et tous les mérites à un degré supérieur de la vigueur commune à tous. ».

une quelconque capacité de réflexion, puisqu'elle ne veut que montrer la vie des hommes au jour le jour. Il va dire d'eux de manière méprisante : « Ces messieurs écrivent la petite gazette de la psychologie. » (1). Il pense qu'ils sont abandonnés définitivement qu'à la description du particulier, et qu'ils ne cherchent que la singularité du détail. Ils donnent dans l'étrange : « Leur moi est une fleur dont ils chérissent surtout les déformations. Ce n'est pas une belle fleur. » (2). Dans cette « critique aveugle et assassine » du romantisme, l'origine germanique lui semble logique, puisque qu'il va l'exprimer une nouvelle fois avec outrage : « L'Allemagne est bête. Bête en ce sens qu'elle n'est pas intelligente. Bête aussi en ce que son cerveau adhère sans difficultés au désir, au souhait qui agite sa chair. » (3).

Il refuse à la poésie philosophique du romantisme toute capacité de pouvoir s'exprimer sur le dramatique et le moral, sur les relations entre les hommes et les femmes, et sur l'ordre des sentiments. Elle ne saurait que pousser de touchantes plaintes d'amour, puisqu' : « elle est le chant de l'individu solitaire. » (4). Car dans le romantisme il n'y aurait pas d'amour, mais qu'une recherche désespérée de l'occasion de l'amour, afin d'en cultiver la mélancolie. A la fin des *Amants de Venise*, Amureras va d'ailleurs s'interroger sur le sens de cet amour romantique : « Voilà se dira-t-elle, des hommes et des femmes qui se sont bien enragés d'aimer ! Mais qu'est ce qu'un amour qui ne fait que se rechercher et se reposer en lui-même au lieu de se fuir ? Est-ce l'amour ? Ont-ils aimé ? » (5).

L'erreur cardinale du romantisme aurait été de vouloir s'affranchir de l'arbitre nécessaire de la raison. Car en poésie la phrase, comme l'homme en religion avec la Réforme, puis en politique

1. Charles MAURRAS, *Barbarie et poésie*, Paris, Editions du Capitole, 1926, p.17.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS Charles, *Devant l'Allemagne éternelle*, 31 janvier 1915, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 286.

4. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 6 mai 1901, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1934, t. 5, p. 120.

5. Charles MAURRAS, *Les amants de Venise*, Paris, Crès, 1922, p. 316.

avec la Révolution s'est déliée des règles et des convenances : « Elle est indépendante. Elle se met au premier plan. » (1).

Il n'aura pas cessé de lutter contre l'influence et la mode qui est en France au romantisme. Il conteste cette volonté de retrouver la nature première, d'inventer le peuple, de rétablir la naïveté des passions, et de ne louer que le charme, l'innocence, l'ignorance et le manque d'éducation.

Dans la préface de *Romantisme et Révolution*, il s'élève contre « l'impérialisme » du romantisme qui peu à peu voudrait s'accaparer l'ensemble de la littérature, même les meilleurs des classiques sous prétexte que dans une œuvre un soupir du cœur s'est élevé :

« Avant le romantisme, il était, paraît-il, impossible d'aimer les jardins qui sentent le sauvage. Tout était apprêté, ruelle, salon et jargon. Le naturel était proscrit, la vérité honnie. D'après ces contrefaçons de l'histoire qui dénaturent le problème pour éviter de le résoudre, Phèdre ni Bérénice ne peuvent élever un soupir de leur cœur sans qu'il soit titré romantique ; le discours du paysan du Danube devient romantique par les mêmes principes qui annexent Pascal ou Virgile à l'évangile de Rousseau. » (2).

Si Maurras rejette ce qu'il nommera la déraison du romantisme, néanmoins il affirme ne pas rejeter l'émotion, ni la grandeur, qui n'aurait pas été le propre des romantiques : « L'idée ou l'image n'a pas besoin d'être romantique pour atteindre à la grandeur et à l'émotion » (3).

L'absence de romantisme serait même égale à justesse et vérité. Il affirmera encore ne pas rejeter non plus une certaine exaltation, car : « Dire exaltation ce n'est pas dire romantisme. » (4) à condition qu'elle ne soit pas déréglée.

Avec la déraison, il accusera le romantisme de posséder dans ses gênes, les germes du désordre permanent, car étant intimement lié à la Révolution il s'en nourrirait, et il la nourrirait. A la base

1. Charles MAURRAS, *Poètes*, Paris, Le divan, 1923, p. 47.

2. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, NLN, 1922, Préface p.12.

3. Charles MAURRAS, *Un débat sur le romantisme avec Raymond de la Tailhède*, Paris, Flammarion, 1928, p. 59.

4. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 19 mars 1903, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 120.

des sentiments et de la pensée des romantiques se placerait un phénomène de déchirement et de contradiction qui ne pourrait conduire qu'à l' « anarchie mentale » et à l'insurrection.

Il ira même encore plus loin, en affirmant qu'il existe dans le romantisme comme dans le « germanisme » la même volonté de destruction. A partir d'une remarque sur les romantiques qui sont souvent accoudés sur les ruines, il écrit :

« Cette sorte d'accent allègre mis aux danses funèbres n'est pas propre à Chateaubriand ni à ses succédanés. Le raisonnable Macaulay parle sur un ton presque réjoui du berger qui mènera ses chèvres sur l'emplacement de Notre-Dame de Paris ou de la Tour de Londres. Où allait se nicher le sadisme de la destruction ? » (1) .

Il est important de souligner que cette critique du romantisme aux origines allemandes, va faire école pourtant chez un farouche adversaire de Charles Maurras en la personne du professeur Jean-Marie Carré dans *Les écrivains français et le mirage allemand*, quand il écrit :

« Il y a d'autre part, chez certains représentants du romantisme allemand, une nostalgie d'absolu, un désir de la mort, de la nuit et de l'au-delà, un goût de la guerre, une exaltation de la passion, une volonté d'atteindre, au plus profond de l'inconscient, une réalité suprême, indicible, incommunicable, par delà les frontières de la logique, de la raison, qui ont donné le branle à une sombre inquiétude, dont nous verrons s'épanouir les manifestations dans le wagnérisme... » (2).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 18 septembre 1922, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 121.

2. Jean-Marie CARRE, *Les écrivains français et le mirage allemand*, Paris, Boivin, 1947, p. 40.

§ 2 : Un « impérialisme germanique » qui se réclame de ses origines face à une « anomie française »

L'angoisse maurrassienne est le produit d'un contraste entre la représentation de la puissance d'un monde germanique triomphant, face à une France qu'il juge sans cadre et sans règle, et qui n'aurait plus de centre de régulation. Afin de comprendre le sens de cette angoisse, il est nécessaire de se souvenir du parallèle de Jacques Bainville en février 1911 : « Et les quarante ans de cette ascension de l'Allemagne sont aussi les quarante ans d'existence de notre régime républicain. Comment ce parallélisme ne s'imposerait-il pas au moins à l'attention ? » (1).

I) Le droit des pangermains à « l'Empire »

Dans l'ouvrage *Kiel et Tanger* de 1910, Maurras va partir d'une constatation pour comparer la situation de ce : « triste pays qu'est devenue la France » et celle de l'Allemagne, où pourtant : « se dressait sur un peuple beaucoup moins bien doué, sur un territoire beaucoup moins riche, moins fécond, nullement prédestiné à nourrir un corps de nation » (2), mais qui est en plein triomphe mondial. En conséquence, il va s'interroger sur le pourquoi de cette situation « inacceptable ». La réponse qu'il va apporter trouve son explication dans l'organisation constitutionnelle de l'Allemagne, pour laquelle il éprouve une indéniable admiration. Malgré son inimitié pour l'Allemagne, il va affirmer que dans ce pays : « se dressait un Etat dont le seul avantage était de reposer sur un principe juste, développant des mœurs politiques saines. » (3). Cet ordre allemand lui apparaît donc comme la seule raison crédible permettant d'expliquer la

1. Jacques BAINVILLE, « Quarante ans d'Empire allemand », *L'Action française mensuelle*, 15 février 1911.

2. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p.143

3. Ibid.

force irrésistible de ce pays : « Un pareil ordre, ayant pour caractères la prévoyance et la tradition, pour base le passé, et pour objectif l'avenir, peut compenser des infériorités et des lacunes dans le caractère de la nation. » (1). Cet exemple des institutions allemandes est d'autant plus probant que Maurras ne cesse de clamer, que l'Allemagne n'est qu'« un candidat perpétuel à notre culture française » (2).

En ce qui concerne les institutions, il se sert de l'Allemagne comme d'un modèle. Car il est évident que cette « leçon » devrait pouvoir s'appliquer selon lui, aussi à la France, et qu'avec de pareilles institutions notre pays retrouverait son rang, dont il ne pense pas une seconde que ce ne soit pas le premier. Mais à part cette constatation, sa critique de l'Empire allemand sera féroce. Son ami très proche dès 1900, Jacques Bainville (3), journaliste, historien, grand spécialiste de relations internationales, futur membre de l'Académie française, essayiste d'une prodigieuse fécondité (et tout particulièrement sur l'Allemagne, avec notamment *Louis II de Bavière*, *Bismarck et la France*, *Petit musée germanique*, *Histoire de deux peuples*), responsable de la rubrique de politique extérieure de *L'Action française*, pour qui selon Alain-Gérard Slama : « la conscience du danger allemand, devait devenir l'obsession de sa vie » (4) va renforcer encore Maurras dans ses convictions angoissées. Bainville était persuadé que l'unité Allemande était la

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p.144.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p.109.

3. Charles MAURRAS, *La contre-révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet, 1943, p. 58 : « Jacques Bainville était-lui même une recrue de nos idées. Il ne les avait pas trouvées dans son berceau : lycéen et étudiant de la République, membre d'une famille républicaine. Mais, en 1898, il fait un voyage en Bavière, les aspects ordonnés et fort de l'Allemagne impériale l'intéressent, le frappent, l'inquiètent et le retournent : sans subir d'autre influence, le voilà qui, à la première gare française, demande les journaux de la réaction royaliste dont il avait entendu parler par Barrès, ce Barrès qui n'était déjà pas de fréquentation bien recommandable pour un pupille du régime ! Deux ans plus tard, Jacques Bainville était rédacteur à la Gazette de France, la fondation du Cardinal de Richelieu. »

4. Alain-Gérard SLAMA, article sur Jacques Bainville, dans *Le Dictionnaire des intellectuels français*, sous la direction de Jacques Julliard et de Michel Winock, Paris, Seuil, 2002, p. 123.

« malédiction ». L'émiettement des pays germaniques et la souveraineté de leurs princes auraient été au contraire, le « bon système », le bon équilibre européen qui avait permis de maintenir la paix pendant deux siècles en rendant impossible de constituer au centre de l'Europe une puissance capable d'aspérer à la suprématie. Or ce système était mort en 1871 : « Voilà l'heureuse précaution qui avait été détruite à Versailles, le 18 janvier 1871. » (1). Bainville est persuadé comme Maurras de la supériorité du système politique allemand, et en 1911, même s'il conserve encore quelques doutes sur la solidité du nouvel Empire allemand, il affirme : « Mais personne ne saurait dire avec certitude par quel endroit il est vraiment menacé » (2). Il pense que l'Europe, (notamment l'Angleterre, La Russie, l'Autriche, l'Italie) a eu tort en 1870, d'abandonner la France à son sort face à l'Allemagne, tout ceci par calcul politique, car il lui semble inévitable que : « Le danger après la défaite de la France, était européen. »(3).

L'Empire allemand dans la vision maurrassienne se caractérise de manière caricaturale par sa force, sa brutalité, sa barbarie, et sa volonté de domination. Il n'aurait été que la réapparition de ce qu'il appelle le « germain éternel » : « nous avons affaire au germain éternel, tel que l'a vu César, tel qu'il apparaît tout le long du Moyen Âge, sous Charles-Quint et pendant la guerre de Trente Ans. » (4). Le « droit à l'Empire » pour l'Allemagne que dénonce Maurras, il va le faire découler directement de ses précédentes affirmations sur la Réforme et sur Kant qui auraient transformé la nature allemande en système, en morale, en religion, et en modèle de vie.

« L'erreur absolue » se situerait précisément dans la promotion de l'Allemagne comme canon

1. Jacques BAINVILLE, *L'Action française mensuelle*, « Quarante ans d'Empire allemand », 15 février 1911.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, *L'Action française* du 12 décembre 1914, Editions de l'Etoile, Paris, 1937, p. 255.

de l'idéal : « L'individualité allemande joua le rôle des essences du beau et du bon, et l'utilité allemande fut aussi critère du vrai. » (1). C'est ce point de représentation de la grandeur allemande qui va profondément hanter Maurras. Il le nomme vertige, et il tente de le caractériser de la manière suivante : « L'autolâtrie de ce peuple devait produire la plus effroyable combinaison de délire mystique et d'indignité : l'abîme de la vilénie devait seul mesurer la hauteur de l'apothéose. » (2).

Maurras et Bainville vont orienter et personnifier leurs attaques bien évidemment sur les deux personnages qui vont successivement influencer le plus le pouvoir dans l'Allemagne de l'époque, le Chancelier Bismarck, puis l'Empereur Guillaume II.

Bainville va même publier un ouvrage qu'il intitule *Bismarck et la France*. Le danger qu'il juge le plus important chez Bismarck, plus encore que ses guerres de conquête, c'est l'esprit habile de sa politique étrangère au sujet de la France à partir de 1875, et qui se déploie en vue de favoriser l'établissement de la République et son renforcement en France, afin de la rendre incapable de contracter des alliances en Europe avec les monarchies : « Il ne fallait pas que la France fût bündnisfähig, « mariable ». C'était son mot favori. » (3).

Ces théories sur la diplomatie de Bismarck sont aujourd'hui encore assez largement partagées par des spécialistes actuels de l'histoire de l'Allemagne. Notamment le professeur François Roth

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, *L'Action française*, 12 décembre 1914, Editions de l'Etoile, Paris, 1937, p. 257.

2. Ibid.

3. Jacques BAINVILLE, *L'Action française mensuelle*, « Quarante ans d'Empire allemand », 15 février 1911 : L'établissement de la République en France, et de la République « la plus rouge », devait, à ses yeux, favoriser ses plans de politique européenne, en écartant de nous les puissances conservatrices, les éléments « blancs » qui, jusqu'en Allemagne, étaient hostiles à la suprématie prussienne. »

qui écrit de Bismarck dans *L'Allemagne de 1815 à 1918* :

« A ses yeux la République offre un double avantage : elle détourne les souverains d'une nation qui s'est donné un régime de gauche, « révolutionnaire » ; elle favorise un système dominé par le parlement avec des gouvernements français éphémères et faibles, préoccupés de leur survie et donc incapables d'un grand dessein. » (1).

Guillaume II va être présenté par Maurras comme le « chef d'orchestre », le « grand organisateur de l'Empire et du pangermanisme », et le défenseur acharné d'une nouvelle volonté majeure relativement absente encore durant la période bismarckienne, sauf à la fin : la participation à l'aventure de la colonisation du monde. Il va lui adresser un fatras d'accusations polémiques :

« Empereur du négoce et de la police », « Directeur général d'une immense entreprise de colonisation », « Contrôleur en chef d'un grand service d'espionnage »(2). Il va tenter de démontrer l'extrême concentration des pouvoirs politiques et économiques en la seule personne de l'Empereur, ce qui conforte aussi sa théorie dans le rôle central qu'elle accorde à la politique.

Il affirme que Guillaume II aurait tenu son ambition de l'histoire même de l'Empire allemand qui est nourri principalement de son passé ancien : « Autant qu'on peut le définir, le rêve de Guillaume II consiste à ne pas vouloir être un simple « grand Prussien » comme le fut, par exemple, Frédéric II. C'est grand Allemand qu'il veut être. »(3).

Mais ce chef puissant n'est pas présenté comme un être extraordinaire, mais plutôt comme le produit d'un système dont les : « cris exaltés composent à eux seuls une espèce de tableau d'histoire pittoresque d'autant plus parlant et vivant que ce goût sans mesure reproduit les

1. François ROTH, *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Paris, Armand Colin, 2002, p.138

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 5 septembre 1908, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p.191.

3. Ibid.

caractères de la Germanie traditionnelle, de l'Allemagne éternelle. »⁽¹⁾. Dans *Quand les Français ne s'aimaient pas*, afin de montrer l'immense « déraison germanique » de Guillaume II, il reprend un article d'Emile Faguet dans le *Soleil*, qui cite Guillaume II énumérant les grands types humains qui ont représenté Dieu sur la terre : « « En trois siècles, Dieu s'est manifesté au monde par quatre Allemands et un Anglais ». (Luther, Shakespare, Kant, Goethe et l'Empereur Guillaume I^{er}) » »⁽²⁾. Mais Maurras affirme que cette volonté d'affirmer la supériorité, la puissance de l'Allemagne de Guillaume II jusque dans les programmes des écoles, n'a pas été inventée par l'Empereur : « Loin d'être ici maître ou docteur, l'Empereur se montre disciple, et docile et bien appliqué. Loin de rien innover, il consacre et il continue. » (3).

La responsabilité de la marche vers la guerre de 1914, va en conséquence lui être imputée de manière exclusive : « Ses responsabilités ne m'échappaient pas donc pas : il était le premier, il était le chef, il est le responsable. »⁽⁴⁾.

Mais le vrai danger plus encore que Guillaume II, c'est l'Allemagne unie, car elle aurait été le ressort même de l'Empire : « Si Guillaume II figurait la somme des responsabilités, cette Allemagne unie incarnait la somme du danger et de la menace dressée au cœur de l'Europe. » (5).

L'Empereur est un homme et il incarne l'esprit de l'Allemagne qu'à un moment donné :

« Le principe est là pour son règne, pour sa dynastie et pour son empire : toutes les passions allemandes, appétits, convoitises, goût de la dévastation, tous les faux intérêts, tout le jeu des

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 5 décembre 1919, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 193.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 44.

3. Ibid : « Loin de rien innover, il consacre et il continue. Ce n'est pas demain que l'on enseignera ces choses : on les enseignait hier, et avant hier et depuis quatre-vingt-dix ans. Exactement, car il y a une date précise, depuis 1808, depuis ces Discours à la nation allemande de Jean Gottlieb Fichte, qui, secondés par une ferme politique de renaissance, méthodiquement appliqué par la monarchie prussienne, ont relevé la Prusse et le peuple allemand .».

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 26 février 1922, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 48.

5. Ibid.

prestiges menteurs et des nécessités truquées l'y entraînent. » (1).

Puisque la puissance de l'Empire allemand aurait résidé dans ses institutions, mais aussi dans son unité qui irait jusqu'à la communion nationale, il veut démontrer que c'est parce qu'il n'existe pas d'opposition. Afin de démontrer ses propos, il commence par aller rechercher des déclarations d'Henri Heine en 1844, qui auraient été une vraie démonstration, car n'étant pas selon lui un : « véritable germain, mais que d'élection » puisqu'il : « était né juif » (2), ses déclarations sur le merveilleux et la force d'une future révolution sociale en Allemagne en 1844, son rêve d'une Alsace Lorraine allemande, mais surtout sa foi absolue en l'Allemagne : « Oui, le monde entier sera allemand » (3) sont teintées d'une volonté de puissance allemande.

Aussi serait-ce une erreur mortelle pour la France, que de croire comme Jean Jaurès, que les socialistes allemands qui devraient représenter l'opposition dans leur pays, vont se soulever en cas d'agression ou de destruction de la France.

L'explication qu'il amène sur l'absence d'opposition est que l'intérêt même du socialisme allemand réside dans la puissance que confère l'Empire allemand par son unité : « Votre social-démocratie n'a de force que par l'unité germanique. Supprimée l'assemblée d'Empire, le

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 5 décembre 1919, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 193.

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 28 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 288.

3. Ibid : « Ecoutez comme un Allemand qui n'était germain que d'élection, puisqu'il était né juif. Henri Heine parle et chante sur la Révolution sociale à venir : « Quand nous aurons réalisé le grand œuvre de la Révolution ! Quand nous aurons poursuivi la pensée de la Révolution dans toutes conséquences, quand nous aurons détruit le servilisme jusque dans son dernier refuge : le ciel ! Quand nous aurons chassé la misère de la surface de la terre, quand nous aurons rendu sa dignité au peuple déshérité, au génie raillé, à la beauté profanée, comme nos grands maîtres, les poètes l'ont dit et l'ont chanté, et comme nous, leurs disciples, nous le voulons : alors ce n'est pas seulement l'Alsace et la Lorraine, mais la France tout entière, mais l'Europe et le monde sauvé tout entier, qui seront à nous (Allemands) ! Oui , le monde entier sera allemand. » ».

socialisme émiété évolue vers la mort. » (1). La classe ouvrière allemande aurait été aussi associée à cet esprit d'union nationale, car elle participerait à la prospérité globale de l'Empire :

« Les progrès de son élévation et de son bien-être se font dans le cadre de la prospérité impériale. Marx avait vu très juste. L'unité du prolétariat allemand et l'unité de l'Etat allemand étaient des causes jointes. » (2). Il va même aller encore plus loin dans un long article de *L'Action française* du 7 décembre 1914, en affirmant que non seulement le système et l'esprit marxiste auraient une nature germanique, mais que cette pensée est animée d'une volonté et d'une intention formellement et passionnément germanique (3). Pour asseoir sa démonstration, il va utiliser les différents courriers de Marx à Engels datant de septembre 1870 et qui sont très durs contre la France, notamment celui du 20 juillet 1870 qu'il reprend dans *L'Action française* et dans lequel Marx déclare, que : « « Les Français ont besoin d'être rossés » (Die Franzosen brauchen Prügel) » (4). Il veut démontrer par là, que les intérêts des marxistes et des pangermanistes qui sont à première vue différents, en réalité, sont identiques puisque la puissance de l'Empire est profitable pour Marx.

1. Charles MAURRAS, *Les Chefs socialistes pendant la guerre*, 1918, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 197.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 7 décembre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 3, p. 29 : « En effet, le socialisme de Marx tendit à éliminer du monde ouvrier français ce que le proudhonisme y maintenait de conforme à nos traditions nationales, bien que le proudhonisme fût en partie originaire d'Allemagne par la Révolution, Rousseau et Hegel. Les éléments français du proudhonisme une fois exclus, l'influence croissante de Marx fut une des formes de l'invasion de l'Allemagne intellectuelle. Il y a cependant quelque intérêt à voir que cette pensée née allemande fut aussi animée d'une volonté et d'une intention formellement et passionnément germanique. ».

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 7 décembre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 3, p. 30 : « « Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir gouvernemental sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. En outre, la prépondérance allemande transportera de France en Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale. Il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays depuis 1866 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue de la théorie qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur le théâtre du monde, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. » ».

Il va même le souligner encore, en lui affiliant directement l'Internationale socialiste :

« Avec Bakounine, avec le communard Vermersch, il faudra convenir que l'Internationale marxiste fut un masque du pangermanisme : la prétendue pensée ouvrière universelle, elle se réalise dans l'esprit de l'Allemagne, ouvrière, bourgeoise ou militaire, aspirant à dominer sur tout l'univers. »
(1).

Ces thèses que Maurras utilise et qui proviennent de nombreux courriers de Marx, ont été largement diffusés avant et pendant la Grande Guerre, mais également exploités par de célèbres universitaires très éloignés de la tendance maurrassienne comme Charles Andler, ou encore le professeur Edmond Laskine dans plusieurs ouvrages, dont les principaux sont *Les socialistes du Kaiser et L'Internationale et le Pangermanisme*. Edmond Laskine dans *L'Internationale et le Pangermanisme*, va écrire sur Marx et la guerre de 1870 :

« La guerre de 1870 fut l'occasion qui, en incitant Marx à dévoiler ouvertement son pangermanisme et à mettre l'organisation même de l'Internationale au service de l'Allemagne... (...) Il identifia résolument le marxisme avec le germanisme (...) Marx ne se contenta pas de représenter, contrairement à la vérité, l'Allemagne comme pacifique et provoquée à la guerre par le gouvernement français et d'imposer cette imposture à toute l'Internationale comme parole d'évangile. Il usa en outre de toute son influence dans l'Internationale, de tout l'ascendant qu'il pouvait avoir sur les ouvriers français pour les détourner de participer à l'œuvre de la défense nationale contre les Allemands envahisseurs.» (2).

Cet ouvrage important d'Edmond Laskine, documenté, mais orienté est dans chacune de ses 471 pages un réquisitoire : Marx n'aurait pas seulement un allié objectif et passif, mais un militant pangermaniste. Il défend les mêmes thèses que les maurrassiennes sur ce thème. Il n'y aurait donc aucune possibilité de s'entendre avec les Allemands, car ils auraient été notre contraire absolu, et ils penseraient et qui plus est, que nous ne serions que des « bâtards » « matinées de Romains et de Germains » (3) à ne pas respecter. Leurs théories seraient irréconciliables avec les

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 7 décembre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 3, p. 30.

2. Edmond LASKINE, *L'Internationale et le Pangermanisme*, Paris, Floury, 1916, p.76-79.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, *L'Action française*, 28 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 288 : « Grave émoi dans la presse parisienne. M. Maximilien Harden dans sa *Zukunft* berlinoise nous a traités de «bâtards » «mâtinés des Romains et des Germains ». L'épigramme est digne d'une académie de province à la seconde moitié du siècle écoulé. ».

nôtres, notamment la « fichtéenne » qui aurait dominé l'Allemagne à cette époque de « pangermanisme triomphant » : « Cette théorie de la race pure, du peuple élu et du sang privilégié est à peu près inséparable de toutes les théories qu'a fabriquées l'Allemagne, même des plus révolutionnaires. » (1).

La France, mais aussi toute l'Europe auraient été en grave danger face à cet Empire uni, ennemi, vigoureux de plus de 60 millions d'hommes, car son appétit sans limite n'aurait pas été capable de modération pendant bien longtemps. Jacques Bainville écrit sur l'Empire allemand, dans

L'Action française du 15 février 1911 :

« En somme, l'Europe est à la merci de la sagesse allemande (...) Toléré d'abord par l'Europe, il a fini par lui imposer sa loi, et nous entrons certainement dans une période les plus critiques que l'ancien monde ait connues depuis longtemps. Tel est le chemin qui a été parcouru de 1871 à 1911. » (2).

La future guerre aurait donc dû permettre de réaliser la solution rêvée par *L'Action française*, qui est celle de casser l'unité de l'Empire allemand. Car elle est la clé « du germanisme », en étant un « multiplicateur absolu » de force, de puissance, et donc de « barbarie » :

« La menace élevée par l'unité allemande contre la civilisation universelle est inexorable. Le jeu de « l'éternelle Allemagne » est là pour le démontrer.....Ou l'unité de ce peuple sera détruite ou le militarisme allemand, reconstitué à grande vitesse, malgré les précautions juridiques plus ou moins mal imitées du premier Empire, fera courir au monde le risque d'une guerre prochaine infiniment plus cruelle que l'atroce conflit auquel nous assistons. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, *L'Action Française*, 28 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 289.

2. Jacques BAINVILLE, *L'Action française mensuelle*, « Quarante ans d'Empire allemand », 15 février 1911.

3. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 6 juin 1917, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 41.

II) Face à « l'obsession maurrassienne » d'une « dégénérescence » de la France

Cette « dégénérescence » de la France, cette France qui « descendrait la pente », Maurras en a acquis la certitude lors de son voyage en Grèce en 1896 : « Je ne voyais que notre ruine et le progrès des anciens rivaux triomphants. » (1). Cette conscience que la France comme toute « civilisation achevée » était chose précaire, et qu'elle était dépassée, menacée par d'autres nations apparemment mieux organisées, l'obsède. Il pense que la défaite de 1870 aurait pu sauver la France, mais que l'occasion a été gâchée, contrairement à la nation allemande qui avait su « profiter » de la défaite d'Iéna (2). Les Français se tromperaient complètement, car au lieu de rechercher les causes de la force de l'Allemagne dans son nationalisme énergique, ils auraient : « grandi dans l'admiration frénétique de tout le reste : de la pensée, de la langue, de la poésie allemandes, jusque du socialisme allemand. » (3). Il va envisager cette « dégénérescence » face à l'Allemagne dans de nombreux secteurs, le régime et les institutions, l'éducation et la culture, l'abandon de l'esprit de reconquête de l'Alsace-Lorraine au profit de la politique coloniale, la politique extérieure et l'affaire Dreyfus. Il condamne les institutions de la République française, car elles cumuleraient l'ensemble des handicaps possibles, et seraient incapables demain de s'opposer avec efficacité à l'Allemagne. Plus tard, après le conflit de la Première guerre

1. Charles MAURRAS, *Au signe de Flore*, Paris, Grasset, 1933, p. 45.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 36 : « Cette guerre malheureuse pouvait nous guérir, comme un malheur semblable avait guéri l'Allemagne, dont l'exemple aurait pu servir. Mais fallait-il encore ne pas comprendre cet exemple de travers. ».

3. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p 36-37 : « On nous a élevés aux pieds de l'Allemagne. Non dans l'admiration du nationalisme énergique qui, ralliant les fils de la Germanie à la tradition des Germains, leur communiquait une confiance absolue aux facultés particulières de leur race. ».

mondiale, il affirmera l'innocence de l'âme de la patrie française, mais la totale culpabilité du régime républicain et démocratique qui n'aurait été qu'un « affaiblisseur » (1).

L'Empire allemand aurait été dominé par l'union et la cohésion sociale, alors que la France le serait par l'esprit révolutionnaire, qui consiste exactement en l'inverse : « à créer des mécontents pour obtenir les agités et jouir enfin du désordre (2). Sa condamnation de la démocratie, « stérile » et « malfaisante » est pareillement absolue, et il lui semble évident que : « Le mal qui nous arrive arrive à tous les peuples qui tombent en démocratie. » (3). Son voyage en Grèce d'avril à mai 1896 pour les Jeux Olympiques à Athènes, avait renforcé encore ses convictions sur la démocratie : « La brève destinée de ce qu'on appelle la démocratie dans l'Antiquité m'a fait sentir que le propre de ce régime n'est que de consommer ce que les périodes d'aristocratie ont produit. » (4). Il va développer clairement ces thèmes dans la préface d'*Anthinéa*, dont la première publication date de 1901. Cette haine de la démocratie est fondée sur trois raisons : la démocratie est le contraire de l'organisation, elle est la société à l'état de consommation et non de production, elle représente dans l'intelligence politique la critique qui ne peut que détruire, mais qui ne sait pas édifier (5).

1. Charles MAURRAS, *Tombeaux*, Paris, NLN, 1921, p. 343- 344 : « Une nouvelle guerre franco-allemande était inévitable depuis 1870 : comment cette guerre certaine a-t-elle été prévue et préparée ? Comment a-t-elle été conduite ? Comment a-t-elle été utilisée une fois terminée ? Les mêmes questions se reposent depuis la victoire : comment l'a-t-on conçue, comment l'a-t-on conclue et administrée. Des esprits irréfléchis avaient beau jeu à accuser la légèreté française et à se tourner contre l'âme de la patrie.(..) La France est bien exonérée dès que l'étude du régime a su faire apparaître les lacunes, les contradictions, les misères du gouvernement des partis. On gère mal l'Etat quand on change plus de soixante fois de ministère en moins de cinquante ans. On ne prépare ni la paix ni la guerre quand l'autorité et l'unité manquent à la direction politique. ».

2. Charles MAURRAS, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 148.

3. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 254.

4. Charles MAURRAS Charles, *Anthinéa*, Paris, Crès, 1922, préface, p. 6.

5. Ibid : « La production, l'action, demandait un ordre puissant. La consommation est moins exigeante : ni le tumulte ni la routine ne l'entravent beaucoup. Des biens que les générations ont lentement produits et capitalisés, toute démocratie fait un grand feu de joie. Mais une flamme est plus prompte à donner des cendres que le bois du bûcher ne l'avait été à mûrir, et ainsi ces plaisirs du bas peuple sont brefs. ».

Face à l'ordre de l'Empire allemand, il est intimement convaincu que la division est la règle en France car : « l'anarchie est la forme logique de la démocratie » (1), et il en conclue que : « la démocratie c'est le mal, la démocratie, c'est la mort. » (2). Sa hantise de l'extrême vulnérabilité de la France à cause de son régime, il en signale la preuve dans deux moments décisifs d'une France au bord de l'abîme face à l'Allemagne, notamment avec l'élection d'une majorité hostile immédiatement après le vote le 7 août 1913 de la loi des trois ans, et de l'opposition à la mobilisation à Paris en 1914 de la part de groupes anarchistes, où il va même « s'auto-attribuer » les louanges d'avoir « presque sauvé la France » (3).

Il va surnommer la République française de manière injurieuse « la femme sans tête », et écrire avec sarcasme fréquemment dans *L'Action française* « républicain » à la romaine « respublicain ». Elle va souffrir des mêmes accusations polémiques que la démocratie, face au régime d'Empire, qui nous oppose une véritable politique étrangère :

« La République, étant reconnues par le même Sembat une « préférence donnée aux luttes intérieures des partis sur les luttes extérieures », devait jeter le désordre partout ; les fureurs de ces divisions, ne peuvent céder qu'à une autorité forte, liée, durable, d'accord avec elle-même, proportionnée à son objet. » (4).

ce qui lui fera d'ailleurs inscrire en tête de son ouvrage *Kiel et Tanger*, la phrase célèbre de son ancien maître Anatole France en 1897 : « Ne sois donc pas de mauvaise foi : tu sais bien que nous n'en avons pas de politique extérieure, et que nous ne pouvons pas en avoir. ».

1. Charles MAURRAS, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p.151.

2. Op. cit., p.164.

3. Charles MAURRAS, *La contre-révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet, 1943, p. 156-157 : « La loi du service militaire de trois ans avait bien été votée (et, disait M. Barthou, elle n'aurait jamais pu l'être sans les Camelots du roi qui empêchèrent les anarchistes de descendre place de la Concorde) (...). A la mi-juillet 1914 Jaurès parlait de proclamer la grève générale devant l'ennemi. A la fin du même mois, il fallait, « gendarmes supplémentaires », nos camelots du Roi pour tailler en pièces, sur les grands boulevards, les bandes d'anarchistes d'Almereyda et assurer la régularité de la mobilisation à Paris. Si donc la bête Démocratie n'était pas morte, elle avait été sérieusement blessée, et restait contenue, surveillée par nos soins. ».

4. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 257.

L'expérience aurait imposé comme une évidence que la République ne peut avoir de politique étrangère pour des raisons qui ne tiennent ni aux hommes ni aux circonstances, mais qui procèdent directement et inéluctablement du régime. Car la République, dans sa théorie c'est la « carence des pouvoirs », le régime des assemblées. Or, la politique étrangère se développe dans la durée, exige la continuité et ne peut pas se passer de mémoire. Face à l'Allemagne : la politique extérieure consiste à déjouer ses menées, la République en est selon lui totalement incapable. La grandeur, l'indépendance, la sécurité nationale sont des impératifs absolus auxquels tout le reste doit être subordonné, y compris la forme du régime.

A côté des institutions, il va contribuer à donner au sentiment de « dégénérescence éducative et culturelle » de la France qu'il perçoit, un très large écho dans la société française. La dimension culturelle et ses mouvements sont très importants pour le futur académicien Charles Maurras, car : « c'est par le relâchement de la fibre intellectuelle que commence toujours la décadence d'un grand peuple. » (1). Maurras avait déjà rejeté celle qui lui semblait être l'introductrice de l'esprit germanique au XIX^e en France, Mme de Staël dont il dit : « C'est depuis cette date que le désordre, l'impropriété, l'inconséquence ont tout à fait pris la possession de la pensée française. » (2). Aussi de manière logique la défaite de 1870 s'ensuit-elle car : « Le sens de notre naturel nous échappa. Peut-être que la guerre de France, en 1870, ne fut que l'image sensible d'évidentes déperditions de l'esprit. » (3). Mais rien ne peut apaiser la violence et la férocité de Maurras, quand il s'exprime sur *L'essai sur l'inégalité des races humaines* du Comte Joseph Arthur de Gobineau. Car il lui semble inconcevable qu'un Français puisse dire que les Germains

1. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 2 juin 1900, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 313.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 36-37.

3. Op. cit., p.36.

sont la fleur des races européennes. Pour Maurras, il est évident que les trois centres historiques de la civilisation humaine sont Athènes, Rome et Paris. Cette haine qu'il voue à Gobineau va le conduire, à le traiter de fou et à vouloir abattre ces « procédés délirants » :

« L'extravagance suprême, celle qu'il faut nommer gobinienne par excellence, celle qui qualifie et caractérise cet esprit, celle qui le bannit à jamais des chœurs de la raison humaine, c'est le procédé par lequel M. de Gobineau a essayé de constituer sa doctrine. Les esprits sains vont à l'inconnu par le connu, au démontrable par le démontré, à l'hypothétique par le certain. Lui, a échafaudé sa thèse sur des hypothèses : c'est par des données obscures, incomplètes, sur des sciences bégayantes qu'il a essayé de dresser sa construction. Elle est par terre, et c'est bien fait. » (1).

Mais à partir de 1895 et jusqu'à la Grande Guerre, l'affaire d'une prétendue invasion de l'éducation et de la culture française par la culture de l'Allemagne, va être l'un des thèmes favoris de Maurras et des membres de *L'Action française*. Plus tard, dans *Pour un jeune français*, il va dévoiler ses principaux adversaires de l'époque : « Il ne s'agit pas d'uhlands, mais d'écrivains, d'orateurs, de polémistes, campés sur notre sol ou même nés chez nous avant ou après le traité de Francfort. » (2). Claude Digeon, dans *La crise allemande de la pensée française*, consacre son chapitre VII à la nouvelle Université et l'Allemagne (1870-1890) et démontre avec précision l'influence du modèle allemand en France, qui au lendemain de la défaite va être très souvent pris comme modèle du primaire au supérieur. Mais cette admiration du système éducatif allemand était réel déjà un peu avant 1870. Le meilleur exemple en est certainement la création par la volonté du ministre de l'Instruction publique Victor Duruy, par décret impérial du 31 juillet 1868, de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes. Son Président honoraire, le directeur d'études Jean Baubérot, déclare en 2003, dans une contribution à l'ouvrage *Quel Avenir pour la recherche* :

« Les origines intellectuelles et scientifiques de l'EPHE, revendiquées au lendemain de Sadowa, reposaient sur une analyse critique de l'Université française, accusée d'être un lieu d'éloquence et non de travail rigoureux, comme l'était, estimait-on, le séminaire à l'allemande. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, 1937, Editions à l'Etoile, p. 1-2.

2. Charles MAURRAS, *Pour un jeune français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p.38.

3. Contribution de Jean BAUBÉROT, L'Ecole pratique des hautes études, du XIX^e au XXI^e siècle, Les mutations d'un grand établissement, *Quel avenir pour la recherche*, Paris, Flammarion, 2003, p. 266.

Mais la défaite a encore incité un peu plus à l'imitation. Maurras va de la même façon que dans *Les Déracinés* s'attaquer prioritairement au kantisme, en citant Barrès et en affirmant à l'identique, qu'il est la religion de la Troisième République : « L'on ne nous croyait pas quand nous disions avec l'auteur des *Déracinés*, dès 1894, dans la *Cocarde* de Barrès, que le Kantisme était la religion de la troisième République. » (1). L'ensemble de la « galaxie » maurrassienne va reprendre à l'unisson ce discours, aussi Léon Daudet va-t-il écrire : « La morale de la raison pratique, qui est celle de Rousseau et de Luther, était réellement notre morale d'Etat. » (2). Maurras va présenter l'enseignement primaire comme un terrain d'expérimentation pour Jules Ferry, Ferdinand Buisson, (Directeur de l'enseignement primaire), Félix Pécaut (Inspecteur général de l'instruction publique), Jules Steeg (Directeur du musée pédagogique, puis de l'Ecole de Fontenay) et Edmond Sée (3), qui auraient voulu y introduire la morale kantienne : « Nous fûmes Kantisés du haut en bas de l'enseignement, et les écoliers pauvres, les primaires, comme le dit Léon Daudet, plus Kantisés peut-être que nos condisciples de l'enseignement secondaire et supérieur. » (4). Il va mettre en cause personnellement et sans le moindre commencement de preuve, dans de nombreux ouvrages et articles, Buisson, Pécaut, Steeg et Sée, parce qu'ils sont d'anciens pasteurs, et leur prête

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 269.

2. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, 1915, NLN, p. 33.

3. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 69 : « Le positiviste bizarre qui s'appelait Jules Ferry fit entrer cette nouveauté rue de Grenelle où il était ministre. Un petit groupe de néo-criticistes zélés (Ferdinand Buisson, Félix Pécaut, Edmond (ou Camille) Sée, Jules Steeg (celui-ci né comme par hasard, en Prusse) reçut de M. Jules Ferry son autorité, sa puissance et même son mandat exprès sur l'instruction primaire de notre pays. Il est permis de dire que ce n'était pas de jeu. MM. Buisson, Pécaut, Sée et Steeg étaient bien gentils. Ils n'avaient aucun titre à disposer en maîtres des deniers, bureaux, salles de cours, nominations, révocations, déplacements et autres propriétés et bénéfices physiques ou moraux du Koinon français au profit de l'idéal moral de leur Koinon particulier et de sa nuance Kantienne. »

4. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 269.

l'intention de vouloir germaniser la France :

« En véritables huguenots. Ils s'appliquaient à nous germaniser, ou nous barbariser, et plus précisément à nous déromaniser, opération qu'il est permis de juger pire qu'un attentat à la conscience de la France et à son unité historique : c'est une offense à la cohésion mentale de l'Occident. » (1).

Léon Daudet affirme que sans les critiques « latines » de son père Alphonse, il aurait cédé lui aussi à l'engouement général, et qu'en conséquence la situation de la France est grave, car :

« Kant et ses dérivés ayant envahi la philosophie française, la morale et l'enseignement en France à la façon des hordes du Kaiser. » (2). Les disciples de Kant, notamment Burdeau, se seraient même livré selon lui, à un véritable endoctrinement des élèves :

« Burdeau ne nous présentait point le Kantisme historiquement, ainsi qu'une doctrine comparable à d'autres, discutables comme elles. Il nous disait : voilà la vérité. Les catégories de l'esprit et l'impératif catégorique devenait ainsi à nos yeux la loi et les prophètes. » (3).

L'enseignement de cette morale de Kant aurait fondamentalement dérogé à la tradition française de la morale (4).

Avec sa diffusion dans l'enseignement nous assisterions au dangereux triomphe de la volonté individuelle, de la conscience humaine face à la raison, et il fera donc appel, à son aîné

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 78. « Un néo-criticiste de l'équipe de Jules Ferry ne nous a pas laissé ignorer qu'il travaillait à obtenir, « par l'école », au XIX siècle ce que ses aïeux n'avaient pu avoir « par l'église » au XVI^e. MM. Buisson, Steeg, Sée et Pécaut manœuvraient en simples eidgenossen, ou conjurés ou conjureurs, de 1562-1598. En véritables huguenots. Ils s'appliquaient à nous germaniser, ou nous barbariser, et plus précisément à nous déromaniser, opération qu'il est permis de juger pire qu'un attentat à la conscience de la France et à son unité historique : c'est une offense à la cohésion mentale de l'Occident. ».

2. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p.14.

3. Op. cit., p.10.

4. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 71-72 : Ce catéchisme moral et civique de 1881 heurtait à angle droit l'esprit de nos mœurs et de notre règle, même si on les avoisine au plus sommaire de l'esprit voltairien, ou du jeanjacquisme. La morale a toujours eu en France un caractère dépendant. Plus ou moins elle était engagée pratiquement de manière à dépendre et à procéder autant certes que de la religion des traditions, de l'honneur, des convenances, et de toutes sortes d'habitudes immémoriales dont les majestés inégales étaient invoquées tour à tour. On ne les confondait point du tout avec l'Impératif de la Conscience individuelle, indice formel du Devoir, mais les uns et les autres jouaient en étroite connexion avec lui. ».

Maurice Barrès, afin qu'il lui serve de caution morale dès 1898 :

« Maurice Barrès a cent fois raison de dire que cette doctrine de la philosophie officielle fabrique des cosmopolites ; aux coutumes locales, comme aux traditions historiques, comme aux pratiques religieuses, elle prétend substituer ses maximes universelles. Mais il faut ajouter qu'elle n'y réussit jamais : ses prétendus citoyens du monde sont des anarchistes tout purs. L'Universel et l'Absolu, qu'ils prétendent avoir saisi dans le moral de l'individu, s'évanouit à l'analyse. » (1).

Dans le même esprit de surenchère, Léon Daudet s'insurge aussi en affirmant que le kantisme est devenu l'auxiliaire de ce que l'on appelle la neutralité laïque dans les écoles, et que : « Kant n'est pas moins redoutable que Krupp. » (2). Mais l'« influence germanique » sur l'enseignement français ne se cantonnait pas au primaire, car selon Claude Digeon : « L'Allemagne a matériellement triomphé, croit-on, parce qu'elle était spirituellement mieux armée ; en particulier ses universités. » (3). Maurras va donc attaquer l'Université française et plus particulièrement l'établissement le plus prestigieux : la Sorbonne, en l'accusant d'être le centre de cette diffusion de « l'esprit germanique » :

« La Sorbonne, on ne l'ignore pas est une grande blessée. Elle a été blessée par l'Allemagne, non par la guerre, mais par la paix. L'une des principales opérations d'avant guerre aura été de s'emparer de l'illustre place forte universitaire et d'y installer un culte insensé de l'esprit german. Ses principaux maîtres, ceux qui la dirigent encore aujourd'hui, M. Croiset, M. Séailles, ont germanisé à l'infini. » (4).

De nombreux intellectuels d'*Action française* vont écrire sur ce sujet, tel Henri Vaugeois qui va même publier en 1917, un ouvrage consacré à *La morale de Kant et l'Université française*.

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 23 mai 1898, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 380.

2. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 33.

3. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, Paris, PUF, 1992, p. 365.

4. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, A la Sorbonne : De la force, 8 novembre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 259.

Un binôme d'écrivains qui avait pris le pseudonyme d'Agathon, Henri Massis, futur membre de l'Académie française, et Alfred de Tarde fera paraître en 1911, le résultat d'une enquête sur *l'Esprit de la Nouvelle Sorbonne* qui va avoir un profond retentissement dans le pays. Les principales conclusions de cette enquête d'Agathon étaient que la nouvelle génération voulait refaire la France, et régler une fois pour tout la querelle franco-allemande en commençant par lutter contre l'influence germanique. Maurras l'évoque, quand il écrit :

« Ce mécanisme rattachait nos Ecoles, même les plus illustres, nos Facultés, Sorbonne comprise, au domaine moral d'outre-Rhin. Le fait fut établi par l'enquête sensationnelle d'Agathon sur l'esprit de la Nouvelle Sorbonne. Agathon était le pseudonyme de deux écrivains de vingt ans : Henri Massis, Alfred de Tarde. Ils ne disaient rien qu'ils n'y eussent vu et souffert, de leurs yeux inquiets de bons français nés qui n'avaient sujet ni de s'inscrire au matricule intellectuel allemand, ni de faire de l'opposition à un régime politique établi. Cela vérifiait le malaise général et le renforçait. »⁽¹⁾.

Ce qui semble inquiéter le plus Maurras, c'est que : « Grâce à M. Buisson installé à la direction de l'enseignement primaire, la morale Kantienne plus ou moins diluée, succéda au catéchisme traditionnel et devint la base de la morale populaire. »⁽²⁾. L'enseignement va donc répandre et vulgariser dans l'opinion publique française une pensée qu'il juge démoralisante, mais surtout dangereuse pour la paix sociale : « Du philosophe qui rêve, on tombe au publiciste : du publiciste à l'agitateur il n'y a qu'un travers de doigt. »⁽³⁾.

Dans ces conditions et une fois le constat « rationnel » effectué, Léon Daudet avec le « pragmatisme » qui le caractérise va lancer sa « solution pratique » : « il faut dékantiser l'enseignement supérieur français. »⁽⁴⁾. Pour cela il pense qu'il faut le combattre à son centre, et

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 85.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 269.

3. Charles MAURRAS, *Réforme sociale*, mai 1898, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 379.

4. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 118.

le remplacer par :

« Le retour à la philosophie classique de Platon, d'Aristote et de saint Thomas, à la partie saine, non mécaniste, du cartésianisme, je veux dire au *Discours de la Méthode*, s'impose. Sans compter les ressources admirables qu'offrent, au point de vue philosophique, des génies aussi divers que Pascal, que Bossuet, plus près de nous, que Ravaisson dans son fameux *Rapport*, que Claude Bernard. Bien qu'Allemand l'illustre auteur de la *Monadologie*, Leibniz, est en dehors et au-dessus de l'allemanité. Il reste un formateur, non un déformateur de l'entendement. La jeunesse française l'étudiera toujours avec profit. » (1).

Néanmoins, il ne pense pas qu'il faille totalement bannir Kant, Fichte, Schelling et Hegel des programmes, mais simplement les présenter aux lecteurs de manière critique comme des philosophes allemands (2).

Maurras a ce défaut majeur d'avoir été raciste et antisémite. Mais si la « tempête » de l'affaire

Dreyfus va être dans sa conscience le symbole d'une « dégénérescence majeure », il faut en rechercher la cause peut-être plus encore dans ses angoisses sur le

« germanisme » et la guerre possible, que dans cette plaie qu'est l'antisémitisme :

« Je revois les dures années de la tragique Affaire qui acheva de nous livrer et de nous désarmer. Mais, là, nous pouvons nous souvenir d'avoir témoigné pour la France et pris date pour l'avenir. Dès ce moment, nous avons été quelques-uns à sentir et à voir venir cette guerre, à la souffrir dans notre esprit. » (3).

Le professeur René Remond défend aussi l'importance, dans la psychologie maurrassienne du rôle de l'Allemagne dans la perception de l'affaire Dreyfus par Maurras :

« Maurras adhère sans le moindre esprit critique aux thèses qui attribuent nos difficultés interne à l'action de l'étranger (...) C'est encore l'action de l'étranger qui a monté l'affaire Dreyfus à seule fin de diviser les Français, d'affaiblir notre armée et de nous détourner de la pensée de la Revanche. » (4).

1. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 118-119

2. Op. cit., p.119 : « Il ne s'agit nullement d'ailleurs de rayer Kant, Fichte, Schelling et Hegel de l'histoire de la philosophie, ce qui serait absurde. Mais la présentation critique, et non plus privilégiée, de leurs systèmes, de leurs erreurs, à leur rang et dans leur catégorie allemande, suffira pour les découronner. Ils ne devront plus être offerts aux jeunes imaginations françaises comme des modèles, des sages irréfutables et des maîtres de maîtres »

3. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 9.

4. René REMOND, contribution sur *Kiel et Tanger* de Maurras in *Dictionnaire des œuvres politiques* de Châtelet, Duhamel et Pisier, Paris, PUF, 2001, p. 745.

Plus tard en 1933, dans *Au signe de Flore*, Maurras semble reconnaître que l'Allemagne n'est pas directement à l'initiative de l'affaire Dreyfus, mais il affirme que néanmoins, l'affaire l'a favorisé par sa conséquence première, l'affaiblissement et la division de l'armée française :

« Rendons d'ailleurs cette justice aux hommes de Guillaume II : ils surent vite voir quel parti pouvait être tiré de nos luttes civiles, non seulement pour le libre progrès de leur Empire, mais pour notre affaiblissement et l'on peut établir avec certitude que, de 1898 à 1912, ils n'ont cessé de mettre à profit nos embarras intérieurs et nos désarmements de l'affaire Dreyfus. » (1).

Maurras aime accuser, dans la polémique et de manière abusive l'affaire Dreyfus, d'un prétendu et péremptoire affaiblissement militaire préjudiciable pour la France face à l'Allemagne :

« Il ne fallait pas faire un grand effort de prévoyance pour soulever le voile des sanglants lendemains : les crises de Tanger, de Casablanca, d'Agadir devaient nous mener par étapes au réveil du faux songe où le parti juif endormait la France en lui répétant la vanité de toute précaution militaire. » (2).

Dans *Au signe de flore* il va aller encore plus loin encore, dans l'inacceptable. Dans un fatras d'affabulations qui va atteindre le délire, il va aller jusqu'à imputer à l'affaire Dreyfus le million et demi de morts français du terrible charnier de la Grande Guerre :

« Toutes les fois que cette fable de la victime d'une erreur judiciaire m'était réassemblée avec des trémolos qui m'écœurent encore, je distinguais en esprit un champ de bataille, sans doute moins spacieux et moins affreux que ne devais l'aménager la plus grande des guerres, mais enfin, et à la mesure de mon imagination, j'y voyais la jonchée funèbre de ces beaux enfants de la France « couchés froids et sanglants sur leur terre mal défendue » parce que, l'émeute orientale ayant renversé le rempart et brisé les armes, ils opposaient à l'artillerie leurs poitrines nues. Ce million et demi de morts et de mourants fait un rude charnier. Ceux qui l'ont élevé ou accru par sottise imprudence ne sont pas encore assez repentis pour émouvoir la miséricorde. Quant à ceux qui froidement, par politique ou fanatisme, avaient monté cette mystification sanguinaire, leur bande ne finira pas d'encaisser nos malédictions. » (3).

Il existerait également une « dégénérescence de résignation et de vaines conquêtes » qu'il date de l'arrivée des républicains opportunistes à la tête des responsabilités politiques en France. Ils auraient abandonné totalement l'idée de la Revanche, au profit d'une politique de conquête

1. Charles MAURRAS, *Au signe de flore*, Paris, Grasset, 1933, p. 59.

2. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 107.

3. Charles MAURRAS, *Au signe de flore*, Paris, Grasset, 1933, p. 60.

coloniale :

« Tout homme de mon âge a vu ou entendu se croiser dans un air aigri les thèmes de l'expansion coloniale et celui du recueillement métropolitain, l'armement, le désarmement, l'Internationale, la Nation. Peu à peu l'on affecta, en certains lieux, de donner à entendre que le débat était entre le cœur et la raison. Le patriotisme était un sentiment pur et droit, mais naïf ; l'humanitarisme, allié de l'Allemagne, faisait figure de pensée réfléchie, vraie Pallas cérébrale contre cette ignorantine de Jeanne d'Arc ! » (1).

Pour Maurras qui affirme mettre au premier rang l'idée de la reconquête de l'Alsace-Lorraine, il n'a que de la défiance pour les entreprises coloniales. Il n'y a aucune trace de fierté patriotique à la pensée de l'expansion coloniale. Il pense même comme Rochefort que Bismarck nous incite à coloniser plutôt qu'à récupérer l'Alsace-Lorraine. L'Allemagne aurait détourné nos regards de la ligne bleue des Vosges, et nous aurait placé en situation conflictuelle avec la Grande-Bretagne (2). Il va rejeter l'idée des empires, et en conséquence celle de la colonisation : « Du point de vue national comme du point de vue des intérêts du genre humain, je ne dis pas l'impérialisme, qui est une bêtise, mais les empires, les grands empires sont des amalgames qui, naturels ou artificiels, feront toujours trembler le sage. » (3).

Et il va même jusqu'à soupçonner les responsables de cette politique coloniale en France d'être des amis de l'Allemagne :

« Les directions coloniales de la 3^e République comportaient un élément d'amitié allemande. Ces directions pouvaient ne pas signifier chez ses auteurs un affaiblissement de la vertu morale appelée patriotisme : elles manifestaient une volonté de ne pas s'hypnotiser sur la trouée des Vosges ; en termes moins pittoresques, elles révélaient le désir d'ajourner la Revanche jusqu'à ce que l'Allemagne nous l'imposât. » (4).

Un autre soupçon inspire sa totale défiance à cette politique, la conviction que la plupart de ces

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 26.

2. Charles MAURRAS, *Au signe de flore*, Paris, Grasset, 1933, p. 53 : « Avec ses heurts inévitables contre l'Angleterre, la Politique coloniale avait quelquefois détourné vers l'Ouest le ressentiment national et ainsi affaibli l'ancienne et simple certitude (utile et salubre en démocratie) d'avoir un seul ennemi, bien repéré à l'Est »

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 6 avril 1917, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 299.

4. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 23 juin 1920, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 276.

entreprises sont motivées par des intérêts financiers, qui n'ont rien à voir avec l'intérêt national.

Cet empire colonial est nuisible et il affaiblit la France. Il écrit dans *Kiel et Tanger* :

« Le nôtre est un empire ouvert, démuni et sans résistance, richesse offerte aux cupidités du plus fort. Nos explorateurs et nos trafiquants nous auront fait exécuter dix fois le geste de prendre : personne n'a songer de nous organiser en vue de retenir. Nos actions d'Asie et d'Afrique, toutes déterminées par des affaires financières, demeurent donc naturellement exposées à finir comme de très mauvaises affaires. » (1).

Sa critique rejoint sur ce point la thèse des boulangistes, des socialistes et notamment de Péguy qui dénonce l'impérialisme colonial.

Mais des événements internationaux allaient porter ces fixations maurrassiennes à leurs sommets, et le traumatiser un peu plus encore en le persuadant qu'il a raison, quand il pense que la France peut se déliter et qu'il est urgent de réagir. Le professeur Pierre Boutang dans *Maurras la destinée et l'œuvre*, pense qu'à partir de 1905, Maurras a cru au risque d'une décomposition de l'unité française :

« A partir du coup de Tanger, il m'apparaît que Maurras crut non seulement au danger allemand, au sens des quatre siècles précédents, mais au risque d'une décomposition de l'unité française, après une défaite que la furieuse faiblesse de la démocratie rendait probable à ses yeux. » (2).

Il semble de plus en plus effrayé, notamment par le sentiment pacifiste. Ses propos sur Jaurès sont acides : « Jean Jaurès né latin, formé à la pensée et à la culture germanique, sut faire aimer d'amour l'Allemagne de ses rêves aux français de sa suite et de sa compagnie. » (3), ainsi que ceux qu'ils délivrent sur les membres de la II^e internationale (4).

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 117.

2. Pierre BOUTANG, *Maurras la destinée et l'œuvre*, Paris, La Différence, 1993, p. 394.

3. Charles MAURRAS, *Les Chefs socialistes pendant la guerre*, 1918, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 197.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 3 décembre 1917, in DPC, Paris, A la Cité des livres, 1934, t. 5, p. 199 : « Les socialistes de la II^e internationale construisent ainsi l'ordre des valeurs politiques : au haut du ciel, la Paix entre les races, mais la guerre entre les membres de chaque race ; au second étage l'Allemagne, sorte de demi-ciel et de demi-dieu vivant, incarné dans l'histoire (et préposé à la diffusion de l'évangile de Marx) ; au rez-de-chaussée, tous les autres peuples entre lesquels le nôtre, si toutefois il reste une petite place pour lui. ».

Il ne veut pas croire à l'idée d'une entente possible avec l'Allemagne, entente qui aurait été de toute manière inutile. Car même si l'on reprenait les arguments des socialistes français qui prétendaient que l'Allemagne ne voulait pas nous attaquer, on ne prouvait pas qu'elle ne devait pas nous envahir sur un autre champ de bataille moderne, qui est l'économique :

« La paix armée veut la force. Nous n'avons pas le choix, le militarisme s'impose. S'il faut la monter aussi pour défendre notre sol, notre sous-sol, nos ports et nos chantiers, contre le produit, le producteur et le capitaliste d'Allemagne, pacifiques envahisseurs. » (1).

Mais ce qui va porter son angoisse au paroxysme, c'est le sentiment de faiblesse dans lequel il perçoit la France à la veille d'un conflit inévitable avec l'Empire allemand, alors qu'elle ne lui semble pas vraiment préparée :

« La guerre inévitable ! La guerre impréparable ! Car les meneurs de l'opinion publique haïssaient et faisaient haïr toute prévoyance. Rien n'était plus naturel alors que d'entendre un ministre de la guerre nier que la conflagration fût possible. Essaiera-t-on d'en rejeter la faute sur le peuple français ? Non, non : nous avons vu, de nos yeux, qui trompait ce peuple pour avoir ces suffrages, et qui vivait et qui prospérait de l'erreur. Comme dit le personnage d'Anatole France, même en histoire contemporaine « ne soyons donc pas de mauvaise foi. » (2).

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 257.

2. Op. cit., p. 9

Chapitre III : L'aversion pour le « symbole de la brutalité » du nouvel âge moderne dans une signification péguyste

Son contact avec la dimension germanique est précoce et inscrite dans le contexte bien particulier de cette époque troublée. La chronologie du tome premier de son œuvre, en prose complète à la Pléiade chez Gallimard, débute de manière symbolique le 4 septembre 1870 avec le gouvernement de défense nationale qui proclame la République après le désastre de Sedan, et qui pour défendre Paris contre les Prussiens mobilise une centaine de milliers de gardes nationaux mobiles, parmi lesquels se trouve le menuisier Désiré Péguy, père de Charles Péguy. Même si Charles ne va naître que le 7 janvier 1873, il est déjà plongé au cœur de cette histoire dramatique, car son père meurt à vingt-sept ans le 18 novembre 1873, d'une santé détériorée par les terribles souffrances endurées lors du siège de Paris.

Dans son processus de représentation de la situation de contraste apparent entre la faiblesse de la France, et la puissance germanique de son époque, il va évoluer, se radicaliser, mais il n'aura jamais de complicité intellectuelle réelle avec l'Allemagne. Mais même si ses rencontres sont apparemment fortuites, elles sont néanmoins décisives, notamment en ce qui concerne son attrait pour le socialisme qui à cette époque est dominé par les penseurs allemands, et qu'il va étudier à la meilleure source de l'époque, avant de le rejeter et de l'attaquer avec virulence pour une autre conception du socialisme, et la philosophie de Kant qui va le séduire dans un premier temps, puis donner une tonalité décisive à son « germanisme ».

Mais pour que son rejet éclate et sa névrose obsessionnelle se développe, il lui faudra le choc de 1905, qui va l'atteindre à la manière d'un choc psychique et se surajouter à 1870. Pour comprendre l'évolution de Péguy cette date est décisive. Même si Péguy a gardé la même consistance dans ses idées, il s'est passé quelque chose d'essentiel.

Le produit de cette représentation sera dur, sans nuance, sans concession, parfois même sans curiosité. Lui qui aimait aller voir « derrière la tête des choses », il n'ira pas voir derrière cette tête, car elle représente l'inverse absolu de ses valeurs. Le « germanisme » veut selon Péguy régénérer le monde en le soumettant, alors que sa vie entière il va affirmer à l'opposé vouloir le régénérer en le libérant.

Section 1 : D'une découverte, d'une critique, puis d'un choc bouleversant et fécond

Il va élaborer sa représentation de manière très progressive jusqu'en 1905, mais avec une réelle montée en puissance. Il n'y a pas de création ex nihilo. Le choc provoque, bouleverse, accélère donne le produit, mais celui-ci possédait déjà ses formes.

§ 1 : Une découverte à partir d'une critique des socialismes allemands et de la morale kantienne

Péguy n'est pas attiré par l'Allemagne, même pas par celle de la culture. Il ne vient pas à l'Allemagne et au monde germanique, mais c'est l'Allemagne qui vient à lui par ses sujets d'intérêts, notamment le socialisme qu'il va rejoindre dès avril 1895, et la philosophie complexe qu'il affectionne. Dans ces deux cas l'Allemagne domine.

I) D'une solide étude à une critique des socialismes allemands

Il peut sembler singulier pour un futur penseur majeur du nationalisme français, que son premier contact avec le monde germanique soit venu de son engouement et de sa passion pour le socialisme, bien que cette approche spécifique soit déjà à cette époque dans « l'air du temps » pour de nombreux jeunes intellectuels. Ce socialisme est alors totalement dominé par la richesse des contributions des socialistes allemands, mais aussi par la morale kantienne. Péguy va

bénéficier sur ce sujet à l'Ecole Normale Supérieure des meilleurs maîtres de son époque, avec la présence de Charles Andler, de Lucien Herr et de Jean Jaurès. Ils connaissent tous les trois aussi bien d'ailleurs le socialisme, que le socialisme allemand, que l'Allemagne présente et historique. Dans un premier temps ils vont être ses maîtres, il va les apprécier avec une immense passion. Son premier maître, qui restera parmi les trois le principal malgré une longue brouille, s'appelle Charles Andler (1866-1933). Son influence sera décisive sur la formation de Péguy à l'Ecole Normale Supérieure de 1894 à 1897 pour le socialisme, les socialismes allemands, la connaissance de l'Allemagne et puis enfin la dénonciation du pangermanisme. Péguy a donné de multiples témoignages de cette admiration, et ce qui est encore plus remarquable, même après leur longue rupture. Péguy a admiré le philosophe, et l'homme pour qui la pensée est naturelle. Il écrit en avril 1913, à une heure où pourtant il règle ses comptes à la « hache » avec beaucoup de ses anciens amis, plusieurs passages de souvenirs dans *L'Argent suite*, où il explique les raisons de sa profonde admiration pour Charles Andler :

« Il n'était pas seulement une tête historique, il était une tête philosophique. Ses idées peuvent ne pas être les nôtres. Sa pensée peut ne pas être la nôtre. Sa méthode peut ne pas être la nôtre. Son système peut ne pas être le nôtre. Il n'en est pas moins vrai qu'il promettait, qu'il annonçait un homme d'une très grande valeur. Tous ceux qui ont connu Andler jeune savent quelles espérances il donnait, comme il était à l'aise dans la pensée, comme la pensée était sa matière, son milieu naturel, son climat. » (1).

Il se rappelle et il en est encore bouleversé en 1907, dans *Un poète l'a dit*, de la nouveauté de l'enseignement de son maître Andler et notamment de l'introduction à l'Ecole Normale

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 857.

Supérieure du *Capital* de Karl Marx et de son commentaire :

« Andler nous en fit aussi une analyse critique (je dis critique au hasard, mais c'est toujours critique) dans la (petite) conférence d'allemand qu'il avait alors à l'Ecole normale. Nous n'en revenions pas. Parler de Marx dans cette vieille maison. On s'y précipitait, scientifiques et littéraires pêle-mêle. Pensez donc. Parler de Marx : on n'était qu'en mil huit cent quatre vingt quinze. Et ce qu'il y a de plus fort, c'est qu'en effet c'était une grande hardiesse. » (1).

En 1907, il va témoigner de la puissance et de sa force intellectuelle d'Andler, qui n'ont pas cessé de l'impressionner. Il était selon Péguy, l'homme pour qui : « Le socialisme universel et toute sa pensée n'avait aucun secret pour la pensée d'Andler »(2) et dans le domaine du marxisme : « la seule pensée de Andler consolidait Marx et au besoin le démolissait. » (3). Sa puissance intellectuelle sur le socialisme était totale puisque : « Comme Herr gouvernait le monde socialiste, ainsi et en dedans Andler pensait, cogitait le monde, l'univers socialiste. » (4).

L'admiration d'Andler pour Péguy malgré la dureté de leur rupture dont l'origine se situe principalement dans sa longue fidélité à la ligne socialiste de Jaurès, n'entamera jamais sur le fond son sentiment d'affection et d'admiration pour son élève Péguy, dont il s'interrogera même en 1915, pour savoir s'il n'était pas le seul à avoir raison face à Jaurès :

« J'ai grandement souffert de l'attitude de Péguy vis-à-vis de Herr et de Jaurès. J'ai été révolté de son injustice, puis je me suis demandé si sa déconcertante intuition n'avait pas senti des choses qui m'échappaient, si en un mot, il n'avait pas vu le vrai. » (5).

Mais surtout dans une phrase de son ouvrage *La vie de Lucien Herr*, Andler va résumer cette fascination réciproque pour Péguy : « Il était sûrement un génie, et nous le reconnaissons pour tel, nous ses anciens. » (6).

1. Charles PEGUY, *Un poète l'a dit*, texte posthume 1907, OPC, t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 925.

2. Op. cit., p. 922.

3. Ibid.

4. Op. cit., p. 921.

5. Cité par Jérôme et Jean THARAUD dans *Notre cher Péguy*, t. 2, Paris, Plon, 1926, p.195-196.

6. Charles ANDLER, *La Vie de Lucien Herr*, Paris, Rieder, 1932, p.118.

Aussi est-il nécessaire pour comprendre Péguy de connaître Andler, car Péguy a été enseigné et a été construit intellectuellement et politiquement pour une grande part par Charles Andler. Charles Andler est d'origine strasbourgeoise, né dans une vieille famille luthérienne, élevé en Alsace annexée jusqu'aux premières classes du lycée. Elève à l'Ecole Normale Supérieure en 1884, il est reçu premier à l'agrégation d'allemand en 1889, et il postule pour un séjour de deux ans en Allemagne, où il contacte alors les principaux chefs de la social-démocratie. Mais il en revient déçu, et il parle déjà d'une grande désillusion : « Je crains beaucoup que les Allemands ne soient plus du tout le peuple de penseurs que nous croyions ou peut-être ne l'a-t-il jamais été et Kant, Hegel, Goethe étaient les seuls de leur espèce. » (1). Il décide en 1889 de devenir militant socialiste, à une époque où il n'existe encore que des groupuscules. Il était « proudhonien, fédéraliste, et libertaire », et il adhère donc à la fédération des travailleurs socialistes de Paul Brousse et de Jean Allemane : « Mon socialisme était fait surtout de la lecture de Fichte et de Proudhon. J'ai lu Lassalle, Bebel, Liebknecht avant de lire Marx en 1889. » (2). En 1890, il rejoindra le parti ouvrier socialiste révolutionnaire, avec son ami Lucien Herr. En 1891, il publie *La philosophie de la nature dans Kant*, et traduit de Kant *Les premiers principes métaphysiques de la sciences et de la nature*. Il rencontre Engels, le Prince anarchiste Kropotkine, et les « Fabiens » théoriciens d'un socialisme pratique en Angleterre. Puis en 1893, il commence une longue carrière universitaire comme maître de conférences à l'ENS, puis professeur à la Sorbonne, et enfin en décembre 1926, il prend possession au Collège de France de la chaire de langues et de littératures d'origine germanique, jusqu'à sa mort en 1933. Sa thèse sur *Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne*, date de 1897. Il examine Hegel et Savigny dans une optique

1. Cité par Ernest TONNELAT dans *Charles Andler, sa vie et son œuvre*, Paris, Belles-Lettres, 1937, p. 40.

2. Charles ANDLER, *Vie de Lucien Herr*, Paris, Rieder, 1932, p. 90.

socialiste. Il évoque les problèmes généraux du droit. Il constate qu'en Allemagne deux écoles s'affrontent. Les uns avec Hegel veulent fonder le droit sur la raison et affirment que le droit devrait assurer la liberté de l'individu. Les autres avec Savigny prétendent que le droit est le reflet des traditions historiques d'un peuple. Le *Volksgeist* dépasse l'individu et crée les normes selon lesquelles l'individu vit dans telle ou telle société. Chaque génération entend en elle une voix qui vient du fond des âges, et qui est la voix du *Volksgeist* immortel. Il examine également les fondements du droit de propriété, et il défend celle-ci face au marxisme. Il dispensera plusieurs conférences de 1895 à 1897 au Collège libre des sciences sociales sur la décomposition du marxisme. Selon lui, cette doctrine marxiste est déjà dépassée, car le déterminisme et le matérialisme ne tiennent pas compte de la liberté de l'homme, de l'initiative sociale de l'individu et des forces morales qu'on ne saurait nier. Andler réfute la thèse d'Engels, selon laquelle en dernière instance, le facteur économique commande le mouvement des idées :

« Ce n'est pas des faits matériels que naîtra la cité future. Il faut la bâtir immatériellement et peu à peu dans la pensée de tous. L'émancipation future est affaire de sentiment fraternel, de volonté éclairée et d'énergie matériellement armée. » (1).

On peut penser que sur ce point, son influence a été déterminante sur la pensée de Péguy. En 1899, il fait paraître son ouvrage *Le Prince de Bismark*, mais surtout en 1900 une nouvelle traduction du *Manifeste du parti communiste*, accompagné d'un important commentaire. Il y conteste l'originalité intellectuelle de Karl Marx, qui selon lui avait puisé bien des aspects de sa pensée dans le socialisme français, et en particulier de Victor Considérant. Dès sa thèse, il souhaitera écrire un livre, mais qu'il n'écrira pas sur la décomposition du marxisme et sur les ruines de l'orthodoxie marxiste. Péguy s'oppose à Andler après 1902, car il n'aurait fait qu'obéir

1. Cité par Ernest TONNELAT, *Charles Andler, sa vie et son œuvre*, Paris, Belles-Lettres, 1937, p. 96.

à Herr et à Jaurès qui veulent à tout prix l'unité des socialistes français, c'est-à-dire :

« la réorganisation de tous les partis nationaux sur le modèle allemand. Il serait trop facile de dire que Jaurès (et Herr avec lui) ont capitulé devant les Allemands. La vérité est que Herr croyait la pensée française assez forte, par Jaurès, pour imprégner et transformer la dure orthodoxie allemande. » (1).

Et même si Andler apparaît en 1905 au congrès de Paris, dans la célèbre salle du globe, comme l'un des pères de l'unité socialiste en France, au fond de lui-même, il n'accepte pas la volonté des marxistes de régenter le mouvement socialiste, et il n'approuve que dans la résignation la ligne de Herr et de Jaurès, qui est l'unité avant tout. Andler écrit :

« Les succès électoraux du parti allemand, les vœux formels exprimés par les congrès internationaux induisaient les partis socialistes à fusionner. Nous avons confiance en la supériorité même de Jaurès, et en la pensée par laquelle nous comptons l'appuyer. Herr y a beaucoup poussé Jaurès. Nous avons tous il faut l'avouer, souhaité cette unité, bien qu'il fallût prévoir qu'elle serait dangereuse surtout pour le Jaurésisme. » (2).

Quand la SFIO est créée, Andler n'y milite guère. Dans *L'Humanité* du 14 mai 1905, Andler regrette amèrement le silence de la France dans l'hommage universel rendu au grand poète Schiller, mort le 9 mai 1805, à l'homme que notre Législative avait fait citoyen d'honneur : « Schiller, est le premier qui ait eu conscience que le poète est au service du peuple. ». Moins que quiconque, Charles Andler, pouvait être suspecté de chauvinisme. En 1908, à la tête d'une trentaine d'étudiants, il effectua un voyage en Allemagne qui lui attira, à son retour l'hostilité bruyante de la jeunesse *d'Action française* du Quartier latin. Il y retournera en 1911. Mais il jugea la social-démocratie contaminée par le pangermanisme. Malgré la célèbre brouille entre Herr et Péguy, Andler ne rompra jamais totalement avec Péguy. Les chemins des deux Charles se croiseront une dernière fois à la veille du grand cataclysme de 1914. A l'automne de 1912, Charles Andler qui suit de très près les affaires internes du socialisme allemand, s'inquiète de la

1. Charles PEGUY, *La crise du parti socialiste*, OPC, t.1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1429.

2. Charles ANDLER, *Vie de Lucien Herr*, Paris, Rieder, 1932, p.147.

confiance aveugle que Jaurès fait à la volonté de paix du SPD. Il constate avec angoisse la montée en son sein de tendances militaristes, colonialistes, pangermanistes. Il veut pousser un cri d'alarme dans la presse de la SFIO, mais Jaurès refuse. Il le fera en novembre et décembre 1912 dans *L'Action nationale*, où il fustige les positions des chefs du SPD, notamment Gerhard Hilebrand, Max Schippel, Ludwig Kessel et Karl Luthner, et où surtout il relève les paroles qu'aurait prononcées Auguste Bebel, au congrès social-démocrate d'Iéna : « la question du désarmement ne nous séparera plus à l'avenir. Le mot d'ordre n'est pas de désarmer, mais d'augmenter les armements. ». Après un long silence, Jaurès répliqua avec violence dans *L'Humanité* du 4 mars 1913 :

« Puisque Charles Andler est devenu le grand fournisseur de tout le poison que l'on colporte contre nous, puisque ces boutades inexactes, ses paradoxes et ses citations fausses et tronquées sont devenus la suprême ressources des pires nationalistes, je veux montrer par un exemple quelle est sa méthode scientifique ». « Bebel n'a pas dit, poursuit Jaurès, « le mot d'ordre n'est pas de désarmer », il a dit : « le mot d'ordre, pour l'Europe bourgeoise, n'est pas de désarmer » : « Für das bürgerliche Europa. » J'ai sous les yeux le compte rendu sténographique du Congrès d'Iéna. La phrase falsifiée est en tête de la page 171. » (1).

Charles Andler se défendit d'être un faussaire. Il donna ses sources : l'édition « princeps » de la sténographie officielle donnée par le *Vorwärts* du discours de Bebel, ne comporte pas les mots « pour l'Europe bourgeoise », parce qu'il ne les a pas prononcés à Iéna. Par un repentir de pensée ou d'expression, il les a ajoutés dans le compte rendu imprimé. Même son vieil ami Lucien Herr lui oppose aussi la raison du parti, qu'il avait déjà objectée à Péguy en 1899-1900. Andler est alors attaqué par la quasi-totalité des socialistes français. Seul Péguy va se projeter dans le débat, afin de soutenir son ami et son maître avec le talent, mais aussi la violence qui peut parfois le caractériser face aux responsables socialistes, sachant de plus qu'il adhère totalement aux

1. Jean JAURES, « Citation fausse », *L'Humanité*, 4 mars 1913.

propos de Charles Andler :

« Il faut voir comment ils ont traité Andler parce qu'il avait constaté publiquement ce que tout le monde sait : que sur les quatre millions de voix socialistes allemandes il y a en a trois millions qui ne sont pas sérieuses, qui ne refuseront rien au militarisme allemand, ni à l'impérialisme, ni au colonialisme, ni par suite au capitalisme. Trois millions qui ne sont qu'un remplissage, un rembourrage de plus ou moins de mécontentement (Et sur le million qui reste il y aurait beaucoup à dire, et beaucoup de réserves à faire.) (Et beaucoup de déchet encore).» (1).

Dans un passage de *L'Argent suite*, Péguy va attaquer sans complaisance le député socialiste Albert Thomas, détracteur d'Andler, qui a osé dire à la tribune de la Chambre « mon camarade Andler s'est trompé ». Péguy va attaquer avec violence ce député, jusqu'à son physique, puisqu'il va appeler le « gros Thomas ». Par contraste, les propos de Péguy sont remarquables de gratitude et de respect pour Andler. Péguy avait peu d'amis, mais il n'est pas possible d'en douter, Charles Andler était de ceux-là, avec le philosophe Henri Bergson. Péguy affirme que le « gros Thomas » ne pouvait dire, s'il avait été correctement éduqué, que : « Notre maître M. Andler » (2).

Péguy a rencontré aussi à l'Ecole Normale Supérieure, son deuxième maître, un autre grand spécialiste de l'Allemagne, du socialisme, et du socialisme Allemand en la personne du bibliothécaire Lucien Herr (1864-1926). Il est Alsacien, d'une famille catholique rurale du Haut-Rhin. Elève à l'ENS en 1883, il a réussi son agrégation de philosophie, mais il manqua la première place d'un demi-point s'étant évanoui au cours de sa leçon sur Kant. Il va devenir l'ami

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.946

2. Op. cit., p. 946-947 : « C'est un spectacle assez imprévu, et qui serait assez réjouissant, s'il n'était pas, si ce n'était au fond un triste spectacle, que de voir le gros Thomas dire à la tribune de la Chambre, prononcer ces simples paroles : « Mon camarade Andler s'est lourdement trompé ». Qu'est ce que c'est que ce jargon ? Qu'est ce que c'est que mon camarade ? Pourquoi pas aussi le citoyen Andler. Est-ce que moi je dis mon camarade Bergson. Qu'est ce que c'est que ces manières : quand on connaît Thomas. D'abord Thomas n'a pas le droit de parler de lourdement. Il ferait mieux de se taire là-dessus. (Il y a décidément trop de gros dans le parti des maigres.) Et puis au moins il pourrait dire notre camarade. Le roi dit Nous voulons. Mon camarade, on dirait qu'Andler est son camarade à lui tout seul, à ce gros. Cet unifié n'est point partageux. Un homme bien élevé de ma génération, de ma promotion, qui a pourtant cinq ans d'âge, (et peut-être cinq ans de services), de plus que la promotion Thomas, considère qu'Andler, mesure la distance, la différence d'âge et de situation, (et, pour Thomas, de caractère), mesure ce que nous lui devons, (à Andler, pas à Thomas), et ce qu'il a été pour nous, et ce qu'il n'a pas cessé d'être, et dit : Notre maître M. Andler ».

inséparable de Charles Andler. Il séjourna en Allemagne de 1886 à 1887, à Leipzig, à Berlin ; il eut accès aux manuscrits de Hegel auprès du fils du philosophe, puis il gagna la Russie.

Il aura les mêmes adhésions que son ami Andler au socialisme, en 1890 il rejoindra le parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Il a été un grand connaisseur de Kant. Il avait lu les théoriciens français du socialisme, et les Allemands Fichte, Hegel, Marx, Bebel, Liebknecht. Il sera le père du socialisme universitaire qui a eu l'Ecole Normale Supérieure comme berceau. En organisant des réunions dans la bibliothèque de cette prestigieuse école, il amènera au socialisme de nombreux élèves dont Péguy. Sa confiance dans le socialisme était totale. Il pensait même que sa victoire permettrait d'en finir avec la guerre, et donc avec la nécessité d'une armée permanente. Pour le problème de l'Alsace-Lorraine, il était convaincu que si le parti socialiste allemand arrivait au pouvoir, la parole serait donnée à l'Alsace-Lorraine, et qu'alors elle reviendrait à la France. Il reconnaissait la puissance du SPD, mais il pensait néanmoins, qu'une organisation paramilitaire n'était pas bonne pour un parti socialiste français. En 1890, Lucien Herr écrivait dans le *Parti ouvrier*, sur le socialisme allemand :

« Leur cohésion militaire fait leur force, je le veux bien. Mais nous ne pouvons ni nous ne voulons nous l'approprier parce que, même en politique, le militarisme nous répugne, parce que nous n'acceptons point les formules que nous ne comprenons pas et nous ne voulons que les idées qui sont les nôtres, parce que, en un mot, nous ne consentons à vouloir que ce que nous voulons. » (1).

Herr sera l'un des premiers à s'engager dans le soutien à Dreyfus, ce qui est pour Péguy une raison supplémentaire d'admiration : « Il suffit que l'on se reporte aux premières listes Zola pour y lire le nom de M. Herr et les noms de la plupart de ses amis, dont j'étais. » (2). Péguy pense avoir une grande dette intellectuelle envers Herr, car il estime cet homme travailleur, d'une érudition universelle, désintéressé, qui accepte cet emploi modeste de bibliothécaire,

1. Charles ANDLER, *Choix d'écrits*, t. 1, Paris, Rieder, 1932, p. 23.

2. Charles PEGUY, *Pour ma maison*, 21 décembre 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 647.

et qui surtout le forme avec passion :

« Je fus en un sens vraiment son élève. Il m'enseigna parfois comment on travaille et souvent comment on agit. Il me fournit beaucoup de renseignements sincèrement exacts sur tout un monde que j'ignorais, monde littéraire, scientifique, politique. Surtout il débrouilla pour moi les insincérités et les conventions où je me serais empêtré. » (1).

Il est aussi l'un de ses trois principaux maîtres en socialisme :

« Nous croyions premièrement que Herr menait, guidait, conduisait, gouvernait, administrait, commandait absolument tout le socialisme (français) et en même temps et par cela même, car le socialisme (révolutionnaire) français, la révolution française n'avait-elle pas toujours conduit le monde), et en même temps le socialisme allemand (qu'il connaissait comme sa poche). » (2).

Mais souvent avec le puissant tempérament de Péguy, les brouilles arrivent. Elle se produit en 1899, et les derniers propos de Herr à Péguy, sont : « Vous allez contre ce que nous préparons depuis plusieurs années. Vous êtes un anarchiste. » (3). Mais pour Péguy la rupture d'avec Herr n'est pas une rupture qui a une cause secondaire, ce n'est pas comme il va l'écrire une « querelle de moines », c'est une grande rupture civique et sociale, car elle touche à la nature même du socialisme (4). Il rejette la version d'un socialisme d'Etat que Herr voudrait développer dans le socialisme, et sans citer Herr, mais en parlant de « bibliothécaire » en 1904, il écrit :

« Si l'on veut imaginer un Etat qui englobant tout serait gouverné comme une immense Ecole, comme la première Ecole de France, hélas, et que l'on veuille imaginer un Etat où tout le monde serait fonctionnaire, de préférence bibliothécaire, je n'en suis absolument pas. » (5).

1. Charles PEGUY, *Pour ma maison*, 21 décembre 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 646.

2. Charles PEGUY, *Un poète l'a dit*, texte posthume 1907, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 921.

3. Charles PEGUY, *Pour moi*, 28 janvier 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 669 : « Herr m'acheva : « Jusqu'ici, me dit-il fortement avec l'assentiment du conseil, nous vous avons trop souvent suivi par amitié dans des aventures qui nous déplaisaient. Maintenant c'est fini. Vous allez contre ce que nous préparons depuis plusieurs années. Vous êtes un anarchiste. Je lui répondis que le mot ne m'effrayait pas. C'est bien cela, vous êtes un anarchiste : nous marcherons contre vous de toutes nos forces. Mario Roques a bien voulu m'assurer depuis que Herr était trop bon pour avoir tenu ces paroles, et que sa déclaration de guerre lui avait coûté beaucoup à prononcer. Mais elle me coûta beaucoup plus à recevoir. Je me retirai abruti. »

4. Charles PEGUY, *Cahiers*, VI, VIII, 10 janvier 1905, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1505 : Quand donc l'entourage de Herr se scinda violemment en deux, quand Simiand se trouva le représentant le plus éminent des autoritaires et des livresques, et en face quand je me trouvais le protagoniste des réalistes et des libertaires, ce n'était point une querelle de camarades qui commençait ; ce n'était point une querelle de moines ; c'était une grande rupture, la grande rupture civique et sociale qui s'annonçait ... ».

5. Charles PEGUY, *Cahiers*, V, VII, 5 janvier 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p.1266.

Même si Péguy a de la reconnaissance encore en 1905 pour ce maître aimé : « Je n'ai jamais parlé, je ne parlerai jamais qu'avec un extrême respect de M. Lucien Herr... » (1) pour sa puissante stature intellectuelle : « Lucien Herr était l'âme de cette ancienne Ecole Normale... » (2) et ses capacités politiques dans le socialisme : « Herr gouvernait le monde socialiste, ainsi et en dedans... » (3), néanmoins quelque chose de déterminant les sépare en 1905 : « Je suis assuré que le Herr seconde manière est tout à fait inintelligent du premier Herr, du Herr que nous avons connu pendant l'affaire Dreyfus ; et qu'il est devenu totalement étranger à ce qu'il fut. » (4). En effet, Herr va être l'esprit du principe : « l'unité socialiste en France avant tout », qui va triompher avec Jaurès en 1905 au congrès de Paris à la salle du globe, et qui va permettre selon Péguy sur un ordre des socialistes allemands, aux marxistes de régenter le mouvement socialiste français. Car Lucien Herr, à la différence de son ami Andler, estimait Karl Marx, même s'il devenait de plus en plus critique sur le marxisme, jusqu'à écrire en 1913 : « que la métaphysique en était surannée, et la théorie de la valeur, caduque. » (5). Péguy condamnera aussi les propos de Herr dans *L'Humanité* du 27 mars 1905 :

« Il est clair que Guillaume II s'est proposé, non sans malice, d'effacer un moment la diplomatie occidentale. A sa manière, qui est naturellement théâtrale, il a voulu donner à entendre à l'Europe que l'Allemagne ne pouvait consentir à être traitée en quantité négligeable. »

propos qu'il juge comme étant une erreur manifeste d'appréciation sur l'Allemagne, ce qui lui apparaît d'autant plus paradoxale que Herr est l'un des meilleurs spécialistes de l'Allemagne.

Mais dans *L'Argent suite* en avril 1913, il louera encore ses grandes qualités et lui exprimera sa reconnaissance éternelle pour ses qualités de maître : « Il fut un des maîtres de notre jeunesse,

1. Charles PEGUY, *Cahiers*, V-7, 5 janvier 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1264.

2. Charles PEGUY, *Cahiers*, VI-8, 10 janvier 1905, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1501.

3. Charles PEGUY, *Un poète l'a dit*, texte posthume 1907, OPC, t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 921.

4. Charles PEGUY, *Cahiers*, VI-8, 10 janvier 1905, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1508.

5. Charles ANDLER, *Vie de Lucien Herr*, lettre 10 septembre 1913, Paris, Rieder, 1932, p. 213.

certainement le plus pur et le plus confident. » (1).

Son troisième maître est celui avec qui il aura les relations les plus tumultueuses. Il s'agit de Jean Jaurès. Péguy l'a connu aussi à l'Ecole Normale Supérieure, où il venait participer aux réunions dans la bibliothèque de Lucien Herr. Il était un ancien élève de l'ENS. Sa thèse secondaire, rédigée d'abord en latin et traduite ensuite en français, porte comme titre *Les origines du socialisme allemand (De primis socialismi germanici lineamentis apud Lutherum, Kant, Fichte, et Hegel)*. Dans cette thèse, il présente les sociaux-démocrates comme des fidèles aux grandes traditions de la philosophie allemande. Il fait de Luther, le fondateur du socialisme allemand. L'idée n'était pas originale en Allemagne depuis les développements de Herder. Mais en France, il était nouveau à cette époque d'écrire que l'idée de justice pouvait venir du ciel et inaugurer donc le socialisme. Il affirme qu'au-delà de la justice, et il le répétera jusqu'à sa mort : le socialisme a pour but la libération de tous les individus. Luther ouvre la voie : contre l'Eglise, contre la papauté ; il proclame la liberté, et même le devoir pour tout chrétien de lire à sa guise les textes sacrés. Plus d'intermédiaire, chaque homme use de sa conscience : l'Evangile, la Bible sont nourritures fortifiantes. Il peut y en avoir d'autres. Et la vérité doit être proclamée. Puis, en affirmant le droit de prêcher le « sacerdoce universel », c'est de l'égalité civile que le Réformateur trace le chemin : tous égaux un jour devant la loi. Luther prépare le terrain pour la Révolution française. Il est intéressant de noter que Maurras n'est pas éloigné de ces thèses, mais à la différence de Jaurès ce n'est pas pour s'en féliciter, mais pour affirmer le « poison luthérien »

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 891.

Jean Jaurès va écrire dans sa thèse :

« Je ne rattache pas le socialisme allemand au matérialisme de l'extrême-gauche hégélienne, mais à ces idéalistes qui s'appellent Luther, Kant, Fichte, Hegel....En effet si aujourd'hui le socialisme allemand combat sous des apparences matérialistes,.....c'est là l'aspect, non pas de la paix future, mais uniquement de la lutte présente ;...dans les replis profonds du socialisme survit le souffle allemand de l'idéalisme. » (1).

Il va consacrer un chapitre entier au socialisme chrétien de Luther, qui privilégie l'égalité des hommes et rejette le pouvoir de l'argent. Dans un suivant, il présente le socialisme chez Fichte et Kant, qui tente de concilier les libertés de l'individu avec les nécessités d'une règle universelle. Puis vient l'examen du socialisme dialectique chez Hegel et Marx. La vraie liberté pour Hegel ne réside pas dans l'individu. Seul l'Etat peut conférer la plénitude de vie et de liberté. Il fonde le socialisme d'Etat. Si Marx reconnaît sa dette envers Hegel, il insiste sur les nécessités économiques et le matérialisme. En conclusion, il conseille de ne pas juger le marxisme allemand à travers les théoriciens marxistes, mais à travers l'idéalisme qui révèle son vrai visage. Jaurès connaît les principaux responsables de la social-démocratie allemande et il admire l'efficacité et les succès de ce parti, même s'il est pour un socialisme de tradition française. Ce socialisme qui s'inspire de la tradition française rejette le principe de la lutte des classes, croit à la puissance du droit et défend les libertés. Si Péguy va être l'ami de Jaurès, néanmoins dès la fin du siècle, il va commencer à le critiquer. En 1899, il reprend des propos dans *La préparation du congrès socialiste* où Jaurès défend la lutte des classes et se positionne donc à un endroit où on ne l'attendait pas, à contre courant des révisionnistes allemands, que Péguy estime :

« La lutte des classes est le principe, la base, la loi même de notre parti. Ceux qui n'admettent pas la lutte des classes peuvent être républicains, démocrates, radicaux, ou même radicaux-socialistes : ils ne sont pas socialistes....Reconnaître la lutte de classe, c'est dire que dans la société d'aujourd'hui il y a deux classes, la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, qui sont dans de tels rapports que l'entier développement de l'une suppose la disparition de l'autre. » (2).

1. Jean JAURES, *Les origines du socialisme allemand*, Thèse secondaire de Jean Jaurès, Paris, 1891, Préface, p. 8.

2. Jean JAURES in Charles PEGUY, *La préparation du congrès socialiste*, 5 février 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p.392-393.

En 1901, Péguy commence à dénoncer les relations de la pensée de Jaurès avec l'Allemagne, et dans *Casse-cou* il souligne même pour la première fois que ce dernier est germanophile :

« Et pourquoi voulez-vous attribuer Spinoza, né juif portugais d'Amsterdam, à la famille allemande ? Est-ce de la politesse internationale ? Ne soyons pas allemands. Ne soyons pas nationalistes allemands. Ne soyons pas non plus nationalistes français. Soyons exactement internationalistes, c'est-à-dire Français devenus internationalistes. » (1).

Mais rapidement le ton va dégénérer contre cet ancien maître, principalement à cause de sa position sur le socialisme allemand et sur l'Allemagne. Péguy veut démontrer que le socialisme français a une originalité et une viabilité qu'il faut protéger, et il écrit en mai 1904, dans *L'avant-propos du Congrès de Dresde* :

« Non seulement le socialisme français et socialisme allemand forment deux parties capitales du socialisme international, mais le socialisme français et le socialisme allemand forment, en qualité, en nature, peut-être les deux types autour desquels se grouperaient, théoriquement, les autres espèces que nous connaissons de socialisme dans le monde. » (2).

En 1904 au congrès international d'Amsterdam, Bebel critiquera avec violence l'action politique de Jaurès en France : « Vous vous êtes Jaurès, compromis en soutenant Millerand ; cela a été le pas le plus fatal de votre vie, le piège le plus dangereux que vous ayez pu tendre au socialisme international. » (3). Mais malgré les propos durs de Guesde contre Jaurès : « Vous n'êtes qu'un nationaliste d'un nouveau genre et plus dangereux que l'autre. Vous continuez la tradition démocratique bourgeoise ; nous, les guesdistes nous inaugurons la vraie tradition prolétarienne. »

(4) ou encore :

« Votre erreur, est dans votre conception qui n'a rien de socialiste ; vous faites surgir votre socialisme de la République, alors que nous la faisons surgir de l'évolution capitaliste intégrale qui passera la première au régime collectiviste. Voilà l'abîme entre votre conception et la nôtre. » (5).

1. Charles PEGUY, *Casse-cou*, 2 mars 1901 , OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 705.

2. Charles PEGUY, Cahiers V-16, *Le congrès de Dresde*, 24 mai 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1375.

3. Cité par Milorad DRACHKOVITCH, *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre*, Genève, Droz, 1953, p. 20.

4. Op. cit., p. 27.

5. Daniel LIGOU, *Histoire du socialisme en France, 1870-1961*, Paris, PUF, 1962, p. 167.

un tournant vers l'unité fut pris au congrès d'Amsterdam, sous la pression de l'Internationale dominée par la social-démocratie allemande. Jaurès pour la forme va condamner une dernière fois la motion d'unité de Guesde à ce congrès en disant : « Cette motion signifie que le socialisme international s'associe à l'impuissance de la démocratie allemande.... En ce moment ce qui pèse sur l'Europe et sur le monde, c'est l'impuissance politique de la social-démocratie allemande. » (1). Il va reprendre encore une fois la parole pour dire, avec un certain courage, mais un courage inutile selon Péguy :

« Quand bien même vous seriez la majorité au Reichstag, vous êtes le seul pays où vous ne seriez pas, où le socialisme ne serait pas le maître, s'il avait la majorité. Car votre Parlement n'est qu'un demi-Parlement. Vous avez masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques. » (2).

Les succès électoraux du SPD, son poids d'un million quatre cent mille membres, alors que la SFIO ne devait jamais dépasser les soixante dix mille, dont la plupart obéissaient aux marxistes Guesde et Hervé, et les vœux formels exprimés par les congrès internationaux induisaient les partis socialistes à fusionner. L'unité condamnée par Péguy se fera en 1905 au congrès de Paris, en un parti socialiste unifié : la section française de l'internationale ouvrière. Claude Digeon écrit que Jaurès a pu faire illusion : « Comme il emploie son talent de synthèse à constituer sur une base marxiste une doctrine tout idéaliste, il réussit, au moins en apparence à maintenir l'inspiration traditionnelle du socialisme français. » (3). Péguy à la suite de cet événement va multiplier les attaques contre Jaurès. Elles deviennent le révélateur des sentiments que Péguy nourri à l'égard de l'Allemagne. Il accuse Jaurès d'oublier l'oppression que l'Allemagne fait subir à l'Alsace et à la Lorraine. Mais il lui reproche dans *Courrier de Russie* en 1905, ses

1. Cité par Patricia VAN DER ESCH, *La seconde Internationale*, 1889-1923, Paris, Rivière, 1957, p. 27.

2. Op. cit., p. 48.

3. Claude DIGEON, *La crise Allemande de la pensée française*, Paris, PUF, 1992, p. 460.

faiblesses, ses complicités et ses capitulations (1), et dans *Un demi-clair matin* sa malencontreuse formule : « rien ne fait de mal » (2). Jaurès semble persister à croire à l'antipatriotisme des sociaux-démocrates, même après le VII^e congrès socialiste international de Stuttgart qui se tient du 16 au 24 août 1907. Les délégués allemands vont pourtant refuser d'envisager les instruments spécifiques de lutte contre la guerre proposés par les Français, notamment ceux de la résolution Vaillant-Jaurès, qui parlent de tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires jusqu'à la grève générale et à l'insurrection. Jaurès en 1907, remercie encore les dirigeants du SPD et particulièrement Kautsky, qui a écrit que le socialisme allemand n'est plus hégémonique, puisque les autres ont monté :

« Nos camarades d'Allemagne ont eu la générosité de dire tout haut, Kautsky a eu la générosité de penser, d'écrire dans la *Neue Zeit*, que désormais, il n'y a plus une hégémonie du socialisme allemand, non pas que le socialisme allemand ait baissé, mais parce que le socialisme des autres pays a monté. » (3).

Péguy va alors s'opposer de manière frontale et avec une violence inouïe à ce qu'il estime être l'aveuglement de Jaurès quant aux intentions de l'Allemagne. Si Péguy s'était contenté de dire : « Pour Jaurès l'explication est extrêmement simple. Il est pangermaniste. (il faudrait l'en féliciter, s'il était né sujet allemand.) Il est un agent du parti allemand. Il travaille pour la plus grande

1. Charles PEGUY, *Courrier de Russie*, 19 novembre, 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 79-80. « Cette série ininterrompue de capitulations et de complicités ; capitulation par l'amnistie devant la démagogie réactionnaire nationaliste militariste antisémite antidreyfusiste ; presque aussitôt et comme en continuation du même geste capitulation devant la démagogie combiste et complicité dans la démagogie combiste, ... capitulation devant la vieille démagogie guesdiste et devant la démagogie hervéiste, récente ; toujours cette maladie et cette manie de quelque unité, unité socialiste, unité républicaine, et derechef unité socialiste, qui dans sa tête fatiguée successivement se battent. »

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, texte posthume, Novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 98 : « Rien ne fait de mal. Evidemment, Jaurès, puisque nous sommes socialistes, ce mot ne peut avoir qu'un sens. Puisque rien ne fait de mal, cette oppression capitaliste aussi ne fait point de mal. Et puisque les misères ne font point de mal, puisque les misères politiques les plus sanglantes ne font point de mal, puisque les guerres ne font point de mal, ni les massacres, les misères sociales aussi et les misères économiques aussi ne font point de mal sans doute. Et alors nous socialistes, qu'est-ce que nous faisons ? qu'est-ce que nous disons ? ».

3. Cité par Edmond LASKINE, *L'internationalisme et le pangermanisme*, Paris, Fleury, 1916, p. 151.

Allemagne. » (1). Mais ce ne sont pas là les catégories de Péguy pour qui ce sont les imbéciles qui ont toujours l'objectif à la bouche. Dans l'affaire Dreyfus en général et face à Jaurès en particulier, Péguy se pose en rédempteur, comme s'il avait le complexe de Jeanne d'Arc. Il ira donc encore beaucoup plus loin dans l'affrontement.

Ces trois maîtres vont lui apprendre le socialisme et surtout le socialisme allemand, puisqu'il domine à cette époque le socialisme européen par sa richesse, son dynamisme et sa diversité. Il s'agit donc d'un vrai sujet d'études pour le Péguy des *Cahiers* qui souhaite informer ses lecteurs. Il publiera dans les *Cahiers : L'affaire Liebknecht* (première série 1900) I - 1 (5 janvier 1900) : il s'agit de trois lettres dans lesquelles Liebknecht explique sa désapprobation des socialistes français qui s'étaient lancés dans l'affaire Dreyfus et l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau. Il publiera encore une consultation internationale : ouverte à *La Petite République* sur l'affaire Dreyfus et le cas Millerand. Parmi les réponses publiées figurent celles des socialistes allemands Bebel, Kautsky, Schoenlank, Schippel, Luxembourg, Surger, Bernstein, Volmar. I - 5 (5 mars 1900) I - 6 (20 mars 1900) I - 8 (20 avril 1900). Et enfin le *Congrès de Dresde* : V - 16 (24 mai 1904) qui est la publication d'un congrès de la social-démocratie allemande.

C'est à partir de l'étude de la doctrine de l'Allemand Karl Marx et de sa critique sans complaisance que Péguy va commencer à fixer les grands traits de sa représentation, de son « germanisme ». Il est confronté à un socialisme qui désapprouve la cause même pour laquelle meurt son père le menuisier Péguy, car Marx déclare cinq jours après la proclamation de la République : « Il ne faut pas que les ouvriers français se laissent entraîner par les souvenirs de

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 932.

1792. » (1).

Alors que le professeur Jean-Marie Carré dans *Les écrivains français et le mirage allemand* fustige les intellectuels de cette époque qui sont tombés en masse dans « l'illusion du marxisme allemand », il est évident que Péguy n'a jamais fait parti de ceux-là. (2). Un proche camarade de Péguy à l'Ecole Normale Supérieure Félicien Challlaye affirme, dans *Péguy socialiste* que le Péguy de vingt cinq ans n'a jamais été marxiste, et il écrit : « Péguy aurait été, à l'Ecole normale, partisan de l'hégélianisme marxiste ? Tous ceux qui l'ont approché alors souriront de cette affirmation. » (3).

Péguy va rechercher la nature du marxisme, et découvrir qu'il s'agit avant tout d'un système. Il va affirmer clairement en décembre 1901 dans *De la raison*, que cette démarche lui semble contraire à l'esprit même du socialisme. Il n'est pas possible même au nom de la raison d'affirmer vouloir libérer l'humanité en la précipitant dans un système : « C'est vendre à l'humanité ce que nous devons lui donner. » (4) et : « par une libération c'est introduire un asservissement » (5). La condamnation est sans appel, puisqu'il va écrire : « c'est commettre le crime le plus grave pour un socialiste : c'est monnayer à son avantage la servitude économique même. » (6).

1. Cité par Edmond LASKINE, *L'Internationale et le pangermanisme*, Paris, Floury, 1916, p. 84.

2. Jean-Marie CARRE, *Les écrivains français et le mirage allemand*, Paris, Boivin, 1947, p.125 : « Un dernier facteur d'illusion, c'est l'invasion du marxisme. Nos intellectuels se laissent peu à peu gagner par cette forme spécifiquement allemande du socialisme. Karl Marx est leur prophète et *Le Capital* est leur bible. Délibérément ils tournent le dos à notre vieux socialisme de 1848, à Proudhon, à Pierre Leroux et ne jurent que par Engels et Bebel. Ils se proclament maintenant « collectivistes » et entendent mener « la lutte des classes » dans l'abdication des patries. Reconstituée à Paris en 1900, l'Internationale est d'inspiration et d'observance tout allemandes. Grâce au talent incontesté de son chef de chœur français, Jean Jaurès, le rébarbatif et morne marxisme s'enveloppe de tous les prestiges de l'éloquence, de la poésie et de l'idéalisme, et il n'en faut pas d'avantage pour lui conquérir chez nous des généreux esprits. ».

3. Félicien CHALLAYE, *Péguy socialiste*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, p. 245.

4. Charles PEGUY, *De la raison*, 5 décembre 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 840.

5. Ibid.

6. Ibid.

L'esprit de Péguy va assimiler le marxisme à la dureté, à l'esprit allemand, et son « germanisme » va correspondre précisément à cet esprit. Milorad Drachkowitch dans *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre* soutient sur le marxisme une thèse proche de la représentation de Péguy :

« L'influence marxiste agit sur la masse allemande dans un sens qui n'était ni international, ni humain, ni démocratique. Vue sous cet angle, elle n'était qu'un des courants contribuant à ce vaste complexe de nihilisme matérialiste qui caractérisa l'Allemagne de Guillaume II .» (1).

L'humour de Péguy sur la fragilité des dogmes du marxisme, et du paradoxe de l'abstraction du matérialisme dans *La réponse provisoire* est une rieuse mise en question de la dictature du prolétariat par le bon sens populaire :

« Irons-nous vanter au peuple, qui est en général simple et droit, la dictature impersonnelle du prolétariat ? Mais le premier citoyen libre à qui nous adresserons la parole nous dira simplement et droitement : « Pardon, mais je voudrais seulement voir quelles personnes exerceront la dictature impersonnelle du prolétariat. » (2).

Dans la théorie marxiste, le prolétariat a le rôle historique de provoquer la révolution, alors que pour Péguy dans *La préparation du congrès socialiste* :

« Non seulement la lutte des classes n'a aucune valeur socialiste, mais elle n'a même aucun sens qui soit socialiste. Toute guerre est bourgeoise, car la guerre est fondée sur la compétition, sur la rivalité, sur la concurrence ; toute lutte est bourgeoise, et la lutte des classes est bourgeoise comme les autres luttes. » (3).

En 1900, la rupture est totale entre Péguy et les marxistes français et notamment Guesde qu'il qualifie « d'archevêque dangereux » (4). Car ce qui triomphe avec Guesde, c'est une forme de socialisme que Péguy n'accepte pas. Il s'agit d'un socialisme autoritaire fait d'obéissance au

1. Milorad DRACHKOVITCH, *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre, 1870-1914*, Genève, Droz, 1953, p. 244.

2. Charles PEGUY, *Réponse provisoire*, 20 janvier 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 338.

3. Charles PEGUY, 5 février 1900, *La préparation du congrès socialiste*, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 357.

4. Charles PEGUY, *Entre deux trains*, 5 mai 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 510 : « Vaillant est devenu un redoutable maître d'école et M. Guesde un archevêque dangereux pour la santé sociale. Je sais aussi bien que toi que Alexandre Zévaès est un misérable escroc des consciences, en admettant qu'il n'ait jamais été un jeune escroc d'argent. ».

chef, et de vénération pour celui qui exerce l'autorité, et qui est directement selon lui, sous l'influence de l'Allemand Marx et de la social-démocratie allemande. Pour les guesdistes, le chef de parti est un prophète, un prêtre, un roi. Ce socialisme n'est pas conforme à la tradition française.

Cette dureté, ce « nouvel âge moderne », Péguy l'avait déjà croisé le 24 juillet 1898, quand Guesde et Lafargue avaient adressé aux travailleurs de France un manifeste leur demandant de rester à l'écart de l'affaire Dreyfus, car : « les travailleurs n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur... Ils n'ont, du dehors, qu'à marquer les coups et à retourner contre l'ordre, ou le désordre social les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier. » (1). Péguy dans la *Réponse provisoire* n'hésite pas à affirmer qu'ils existent des relations particulières entre les marxistes français et le sociaux-démocrates allemands :

« Ce n'est pas ma faute si ensuite M. Marcel Hutin rapporte et publie, dans *l'Echo de Paris*, que Liebknecht lui a nommé « Guesde et Lafargue, les principaux représentants du socialisme scientifique en France », si M. Hutin publie que M. Liebknecht lui a dit : « J'entretiens avec Guesde une correspondance assidue. » (2).

Il va étendre dans sa représentation à la puissante social-démocratie allemande cette idée de dureté, d'impérialisme à l'extérieur, mais par contre de docilité à l'intérieur. L'importance numérique des électeurs du SPD est selon Péguy un mauvais critère d'appréciation, car plus de trois millions peuvent ne pas valoir moins de trois cent mille, il refuse de se laisser impressionner

1. Cité par Alexandre ZEVAES in *Jules Guesde*, Paris, Rivière, 1929, p. 152.

2. Charles PEGUY Charles, *Réponse provisoire*, 20 janvier 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 336.

par les chiffres (1).

En 1904, les révisionnistes allemands que Péguy approuve, vont échouer face à Bebel. Il va reprendre dans les Cahiers (V-16) *Le Congrès de Dresde*, les propos du discours final de Kautsky qu'il rejette, sur la nécessité de maintenir l'orthodoxie marxiste (2). Mais surtout, Péguy va constamment insinuer que les chefs de la social-démocratie allemande sont des alliés du régime impérial, et que leurs réactions par rapport au pouvoir sont fausses, théâtrales, intentionnellement inoffensives. L'exemple le plus frappant et le plus révélateur est la déclaration de Bebel dans un discours de la fin de 1905, qu'il cite dans *Les Suppliants parallèles*, et dans laquelle Bebel réagit aux menaces de Guillaume II face à la France dans l'affaire de Tanger :

« Ecoutez un dernier avertissement, aurait dit Bebel, cité par Jaurès à la tribune française. J'emprunte ce texte au *Matin* du lendemain matin samedi 9 ; mais c'est un texte marqué si nettement qu'il ne peut pas y avoir de variantes considérables. « Ecoutez un dernier avertissement. Jusqu'ici l'ouvrier allemand a défendu la patrie allemande, mais si vous continuez à en faire une patrie de servitude, il se demandera s'il vaut la peine pour lui de défendre cette patrie... » (3).

Péguy dénonce le manque de sincérité de cette déclaration du chef de la social-démocratie allemande, car elle est beaucoup trop tardive, eu égard à l'importance considérable de

1. Charles PEGUY, *Avant-propos- Congrès de Dresde*, 24 mai 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1373 : « Avant tout il faut savoir ce que l'on dit ; un matin nous lisons dans les journaux que les élections législatives allemandes ont donné trois millions de socialistes et des centaines de mille ; le lendemain matin nous lisons dans les journaux qu'il ne s'est rien passé en Allemagne ; le surlendemain matin nous lisons dans les journaux que les socialistes allemands se chamaillent pour savoir s'ils feront un vice-président parlementaire qui aille à la cour en habit de cour ; il faut donc que ces innombrables socialistes électeurs allemands soient comme trop de socialistes français que nous connaissons, et ne soient pas comme certains socialistes français, révolutionnaires, que nous connaissons aussi ; ainsi pour toute conversation, et avant même d'engager la conversation, il faut savoir en quel idiome on parle, quel est le langage ; et avant toute numérotation il faut savoir en quelles unités on compte ; plus de trois millions peuvent ne pas valoir moins de trois cent mille. ».

2. Charles PEGUY, Cahier V-16, *Le congrès de Dresde*, 24 mai 1904, p. 168 : Discours final de Kautsky : « Le congrès refuse de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes, tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte des classes et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concessions à l'ordre établi. Il repousse également toute tentative faite pour masquer les antagonismes de classe toujours croissants. La Social-démocratie ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise, ni approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante. ».

3. Charles PEGUY, *Les Suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 362-363.

l'événement (1).

Péguy n'exige pas dans son raisonnement que les sociaux-démocrates allemands se rangent dans le camp du pacifisme, puisqu'il rejette les pacifistes français avec force, mais qu'ils s'opposent sincèrement aux tentatives impérialistes, aux guerres de conquêtes de l'Empire Allemand notamment contre la France, comme les Français le feraient si leur gouvernement adoptait une politique équivalente face à l'Allemagne :

« Nous espérons que si par impossible un gouvernement césarien de réaction militaire français préparait, aussi ouvertement, exécutait une invasion militaire des provinces rhénanes pour écraser les libertés nationales politiques et sociales des Allemands, nous espérons que les socialistes allemands se lèveraient comme un seul homme contre ceux de nos français qui se feraient les complices de ce crime. Et ces Français ne seraient pas nous. Car contre ce crime nous serions les premiers à donner non seulement le précepte, mais l'exemple non seulement de la désertion, mais de l'insurrection et de la révolte. » (2).

Il conseille donc à Bebel dans *les Suppliants parallèles*, de s'opposer à l'impérialisme de l'Empereur Guillaume II, et il lui demande aussi plus particulièrement :

« que non seulement il ne participe point au crime que son empereur non seulement médite, mais prépare contre nous, mais qu'il s'y oppose de toutes ses forces et par tous les moyens. Comme nous nous y opposons, comme nous nous y opposerons nous-mêmes. » (3).

Son angoisse redouble devant un sentiment de « colonisation » du socialisme français par le socialisme allemand et il relate en 1905, dans une page saisissante de *Heureux les systématiques*, la vente dans les rues de Paris, qui ne serait plus qu'une ville occupée, du journal de Kautsky :

« Tout au long de la Rivolistrasse et de la BoulevardsaintMichelstrasse les camelots couraient,

1. Charles PEGUY, *Les Suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 362.

« Le seul fait que Bebel a parlé avec un an de retard, un an plus tard qu'il ne devait, dans des circonstances, dans une situation générale et sous la menace d'événements où une minute avait son prix, le seul fait que Bebel a pu sensiblement se taire pendant toute une année montre assez combien cette intervention de Bebel est spontanée, intérieure, significative, efficace. Deuxièmement cette protestation de Bebel n'est qu'un discours de plus, un discours parlementaire de plus, et n'a aucune valeur que la valeur, si l'on peut dire, d'un discours parlementaire; en tout pays ; en Allemagne moins que partout ailleurs. ».

2. Op. cit., p. 363.

3. Op. cit., p. 363-364.

les crieurs criaient criant, en allemand bien entendu : « Demandez le *Pseudonyme* ; qui n'a pas son petit *Pseudonyme* ». » (1). La description par Péguy de la couverture du journal de Kautsky révèle clairement ce que lui inspire l'Allemagne, et le socialisme allemand (2).

Le socialisme réel avait montré depuis longtemps selon Péguy, son impuissance à réaliser le socialisme, et en conséquence : « le socialisme n'est rien dans le monde, et nos maîtres, ne sont rien dans le socialisme. », alors que : « le socialisme a failli être (quelque chose) dans le monde. Il pouvait être tout. » (3). Il ne fallait surtout rien attendre de l'Internationale sous gouvernance du SPD, car si elle était incapable de réaliser le socialisme, elle l'était tout autant pour conjurer la menace de la guerre :

« Et maintenant (...) ce que quinze ans de vie nous ont appris c'est d'abord que le monde ne se laisse pas mener comme ça. Ni le monde en général, ni même le (petit) monde socialiste. Que nul ne mène, nul ne gouverne le monde. Ni le grand monde, ni le petit monde. » (4).

En 1907, il va ressentir le congrès de Stuttgart comme une « apothéose du néant », caractérisé par l'humiliation des socialistes français, lors du rejet par les socialistes allemands de leurs « naïves motions » :

« Nous avons vu ce malheureux socialisme descendre de chute en chute, par une infinité d'exemples de chute. (...) Je veux parler, vous vous en doutez, de ce pauvre congrès de Stuttgart, qui étala aux yeux d'un monde universellement impuissant, le spectacle de notre propre impuissance. » (5).

1. Charles PEGUY, *Heureux les systématiques*, texte posthume 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 247.

2. Op. cit., p.246-247 : « La couverture était d'un beau rouge sang et de fortes lettres gothiques, admirablement dessinées, qui représentaient admirablement la brutalité dudit peuple, imprimaient victorieusement la formule inoubliable : *Pseudonyme ist Privatsache*; tout autour de cette mémoriale formule, un vigoureux forgeron, lui-même frappé en noir intense et luisant sur le rouge un peu mat, les muscles saillants, surtout les biceps et les triceps des bras, le marteau haut, achevait de briser les derniers anneaux des chaînes capitalistes. ».

3. Charles PEGUY, *Un poète l'a dit*, 1907, texte posthume, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 927.

4. Op. cit., p. 925-926.

5. Op. cit., p. 927.

Le ton ne va pas cesser de se durcir et se radicaliser plus les années vont passer. L'année 1913, et *L'Argent suite* va représenter un florilège de citations, où le « germanisme » en relation avec le socialisme est définitivement abouti dans la pensée de Péguy. Il va dénoncer la « duplicité » de la social-démocratie allemande en ce qui concerne, notamment en 1913, sa position concernant le vote des crédits militaires :

« Dans ce manifeste (...) qui n'a pas senti au contraire tout de suite l'imparité, et ce ton sournois, et ce ton suspect, et cette précaution à peine suspecte que les Allemands y ont introduite, de faire savoir qu'ils voteraient les impôts de renforcement militaire parce que ces impôts fourniraient une excellente occasion d'asseoir un impôt plus démocratique. Et de faire payer les bourgeois. » (1).

L'explication sur cette situation de « vassalisation » du socialisme allemand et par conséquent de l'Internationale à l'Empire allemand, se situe d'ailleurs en grande partie dans sa conclusion, elle aurait résidé dans le fait que les Allemands manquent totalement d'esprit révolutionnaire :

« Quant à la force insurrectionnelle et à la force révolutionnaire, quant à la moelle et au sang révolutionnaire, quant à l'instinct et à la race révolutionnaire tout le monde sait, et Hervé autant que personne, qu'il n'y en a pas autant dans toute la social-démocratie allemande qu'il y en avait dans le dernier trompette de l'escadron des Cent gardes. » (2).

En 1914, il va imputer en totalité la faillite de la liberté dans le socialisme réel à l'absence de liberté dans la culture allemande :

« Et c'est encore pour cela qu'aucune véritable philosophie de la liberté ni même aucune véritable pensée de liberté n'a jamais pu naître en Allemagne. Ce qu'ils nomment liberté, c'est ce que nous nommons une bonne servitude. Comme ce qu'ils nomment socialiste, c'est ce que nous nommons un pâle centre gauche. » (3).

Très tôt, il a voulu se démarquer des positions idéologiques du SPD qui selon lui, ne s'intéressent pas à la détresse humaine, or pour Péguy la résistance aux barbaries participe d'un arrachement au dogmatisme idéologique. Les massacres d'Arménie lui apparaissent comme un

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 947.

2. Ibid.

3. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, Juillet 1914, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1347.

symbole, un révélateur. Son opposition sera une nouvelle fois totale avec la position du doyen du socialisme allemand, Wilhelm Liebknecht qui n'a : « pas su discerner où est l'humanité » (1), face à la tragédie vécue par le peuple arménien livré à la cruelle persécution ottomane. Car :

« Quand tout un peuple de trois cent mille personnes est non pas seulement assassiné mais tourmenté des tourments les plus effroyables par l'ordre d'un tyran, il est oiseux, et même il est criminel de passer son temps à chercher à savoir de qui on pourrait bien faire le jeu en venant au secours de ce peuple. » (2).

Il est totalement effaré et effrayé par le raisonnement et l'abstention des socialistes allemands sur la question des massacres d'Arménie, puisqu'il pense que dans cette affaire les socialistes avaient le devoir de s'engager. On lui rapporte de plus que les sociaux-démocrates allemands n'auraient pas réagi, car les Arméniens en Turquie étaient les capitalistes :

« Pendant les massacres d'Arménie un député socialiste allemand disait à un étudiant français (Félicien Challaye) : « Nous ne nous sommes pas emballée dans toute cette affaire comme les députés français ; nous étions mieux informés : nous savions, nous, que c'étaient les Arméniens qui étaient les capitalistes. » (3).

Il refuse d'adhérer au discours et aux positions des sociaux-démocrates allemands qui soutiennent d'une part, que le prolétariat ne doit pas se tromper de combat et doit s'intéresser uniquement à ses propres problèmes, et qui d'autre part comme héritiers de Marx et d'Engels sont russophobes et redoutent les forces du Tsar en Europe. Ils ne semblent donc pas prêts à défendre dans le monde le droit et la justice, et leur attitude est qualifiée de criminelle (4). En 1900, Péguy admire Jean Jaurès pour son intervention en faveur d'une solution internationale dans le massacre des Arméniens, car il ne peut concevoir que la victoire de la révolution sociale ait pu

1. Charles PEGUY, *L'affaire Liebknecht*, 5 janvier 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 332.

2. Charles PEGUY, *La préparation du congrès socialiste national*, 5 février 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 370.

3. Charles PEGUY, *La préparation du congrès socialiste national*, 20 janvier 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 339.

4. Charles PEGUY, *La préparation du congrès socialiste national*, 5 février 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 370.

se faire au prix de l'abandon au martyr du peuple arménien, car elle ne serait alors que : « la plus ignominieuse des opérations bourgeoises que l'histoire du monde ait jusqu'à présent enregistrée. » (1). De même, il va reprendre dans les *Cahiers (II-16)* d'autres propos qu'il juge inadmissibles, ceux que Rosa Luxembourg va prononcer sur la Pologne au congrès socialiste international, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900 : « Nous luttons énergiquement contre l'utopie nuisible des socialistes plus ou moins authentiques qui veulent reconstruire la Pologne. » (2).

Il va laisser répondre Edmond Bernus plus tard, dans les *Cahiers (VII-14)* :

« Le socialisme se suicidera, quand il se désintéressera d'une question de justice. Or, le problème des nationalités ne semble pas exister pour les socialistes allemands : il les embarrasse, alors que la question sociale seule est prise en considération. Mais quand ce problème divise deux peuples, il surgit toujours dans sa belle simplicité, liberté d'un côté, asservissement de l'autre. » (3).

La position de Wilhelm Liebknecht sur l'affaire Dreyfus va également révolter Péguy, bien qu'il ne s'agisse pas d'une position de l'ensemble du SPD. Il va publier dans les *Cahiers* la traduction des trois articles de Liebknecht qui condamnaient l'action des socialistes français dans l'affaire Dreyfus, parus dans les numéros 18, 19 et 21 de la revue viennoise *Die Fackel*. Liebknecht critique la campagne dreyfusiste dont Péguy a été l'un des acteurs principaux. Pour Liebknecht la campagne de soutien à Dreyfus nuit à la France, et il écrit :

« Ces injures contre la bande de faussaires, de criminels de Français dégénérés, qui rappelaient les plus crapuleux débordements du fanatisme guerrier de 1870-71, soulevèrent en moi un tel dégoût, qu'aussitôt après ma mise en liberté, causant entre quatre yeux avec des partisans déclarés de la cause dreyfusiste, je leur exposais que les meneurs de la campagne méritaient des coups de bâton pour le tort qu'ils faisaient à leur propre cause et pour l'assistance qu'ils prêtaient aux antisémites et aux réactionnaires de toute sorte. » (4).

1. Charles PEGUY, *La préparation du congrès socialiste national*, 5 février 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 370.

2. Rosa LUXEMBURG, in *Cahiers, II-16*, *Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième Congrès socialiste international tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900, 13 août 1901*, p. 43.

3. Edmond BERNUS, *Cahiers, VIII-14, Polonais et Prussiens, de la résistance du peuple polonais aux exactions de la germanisation prussienne*, 3, 17 mars 1907, p. 43.

4. Wilhelm LIEBKNECHT, in *Cahiers I-1, L'Affaire Liebknecht*, 5 janvier 1900, p. 61.

Péguy reproduit aussi plusieurs autres articles. Les proches de Charles Maurras s'amuse à exploiter la « zizanie » de leurs adversaires dans le cadre de leur campagne d'opposition à Dreyfus, et Henri Vaugeois va même présenter ces articles de Wilhelm Liebknecht dans *L'Action française* (supplément au n°10, 1^{er} décembre 1899) avant une traduction intégrale, dont Péguy reconnaîtra qu'elle est fidèle et nullement tendancieuse. Mais il n'est pas naïf sur les motivations de *L'Action française* et il a bien compris que : « la traduction de *L'Action française* a été utilisée pour la campagne antisémite. »⁽¹⁾. Dans *La Libre parole* du 5 décembre 1899, Edouard Drumont va s'engouffrer aussi dans cette brèche en citant abondamment les articles de Liebknecht et en louant « l'ironie amusante et souvent cruelle de son bon sens, et la force irrésistible de sa logique. ». Mais en réalité officiellement au SPD, Liebknecht est isolé. Cette réalité est prouvée par la consultation internationale de la *Petite République*. Pratiquement toutes les réponses sont favorables aux dreyfusistes, notamment August Bebel ⁽²⁾, Eduard Bernstein ⁽³⁾, Rosa Luxemburg ⁽⁴⁾, et Karl Kautsky.

Sans le moindre répit, sans romantisme et sans littérature, Péguy ne va pas cesser de dénoncer la barbarie, les « monstruosité de tous ordres. » ⁽⁵⁾, que ce soit celle de l'impérialisme militariste allemand, de l'autocratie tsariste, du despotisme hamidien, ou des exactions coloniales et des massacres des populations. Il ne fait pas de choix idéologique parmi les peuples et

1. Charles PEGUY, *Cahiers I-1, L'affaire Liebknecht*, 5 janvier 1900, p. 85.

2. August BEBEL in *Cahiers I-5*, 5 mars 1900, p. 10 : « Vous avez de votre côté la majorité écrasante du Parti socialiste allemand. Je ne crois pas qu'il se trouve trois personnes dans notre parti, en dehors de Liebknecht, qui ne soient pas d'accord avec vous. »

3. Eduard BERNSTEIN in *Cahiers I-5*, 5 mars 1900, p. 46 : « Dans la société moderne... Les conflits des partis politiques, bourgeois ou non, intéressent presque toujours la classe ouvrière. Il faut intervenir dans les batailles ayant pour enjeu la liberté politique ou l'humanité... Vouloir interdire cela équivaudrait à interdire au prolétariat de défendre ses propres intérêts et ses idées humanitaires. On se trouverait alors en présence d'un principe d'imbécillité et non d'un principe de lutte de classe »

4. Rosa LUXEMBURG in *Cahiers I-11, Réponse brève à Jaurès*, 4 juillet 1900, p. 77 : « La lutte contre le militarisme, le chauvinisme, le cléricalisme représente un affaiblissement de la classe bourgeoise. »

5. Charles PEGUY, *Courrier de Russie*, 19 novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 85.

les groupes victimes. Il refuse de découper, selon des critères politiques prédéterminés ses tranches dans la réalité de la barbarie. La lutte pour la justice universelle dans le droit fil de son kantisme et de son judéo-christianisme, demeure l'axe même de son engagement. Pour lui, tout ce qui en constitue un déni ou même un écart, explicite ou implicite, ne peut être intégré à un socialisme authentique, quels que soient les intérêts conjoncturels que peuvent en tirer les organisations socialistes, dans leur stratégie de prise de pouvoir. Toute atteinte à la justice, toute barbarie que la réalité dévoile au jour le jour, doit être combattue sans aucune préoccupation idéologique, sans aucun souci de bénéfices politiques à engranger, fût-ce au profit de la révolution socialiste en préparation.

Le socialisme de Péguy va se bâtir à partir du socialisme allemand, puis de plus en plus en front, et enfin comme un contraire. Son contact avec le marxisme allemand date de sa première année à l'Ecole Normale Supérieure (1894-1895). Pour Péguy la révolution sera morale, ou elle ne sera pas. Les deux premières œuvres où il affirme son socialisme sont : *De la Cité socialiste* (août 1897) et *Marcel de la Cité harmonieuse* (juin 1898). Il est clair que Péguy n'est pas un théoricien de la révolution, il n'y parle pas de moyens à mettre en œuvre pour arriver au but, car il suppose fictivement déjà établie cette société. Certes dans ces premières œuvres, les moyens de production appartiennent à la communauté. Mais cette socialisation des moyens de production, l'absence de concurrence, la condamnation de la société bourgeoise et des sentiments bourgeois ne sont pas des éléments spécifiquement marxistes. Marx a d'ailleurs toujours rejeté les vues utopiques et les constructions idylliques, tandis qu'il a continuellement enseigné, que c'était une nécessité révolutionnaire pour le prolétariat de renverser la société bourgeoise. Alors que le socialisme de Péguy est d'inspiration largement humaniste et nostalgique. Les constantes sont l'idée de justice dans la répartition du travail, la liberté dans le domaine de l'esprit, l'amour du travail bien fait, le souci de la vérité et de l'objectivité, l'importance accordée à l'éthique.

Son écrit-programme qu'il rédige en avril 1898 et qu'il fera imprimer en juin 1898 « *De la cité harmonieuse* » est une sorte de Sainte Ecriture du socialisme total, une utopie sacrée, qui représente l'idéal esthétique-éthique vers lequel l'humanité, après l'échec du christianisme, doit tendre avec les forces propres de la bonne volonté. La catégorie esthétique d'harmonie est la valeur suprême, car il s'agit sérieusement de surmonter toute désharmonie économique, culturelle et éthique, il s'agit d'une œuvre d'art total, formée de toute l'humanité et engendrée par elle, dans laquelle tout intérêt privé d'un caractère égoïste devra être oublié. Le socialisme de Péguy est un socialisme de communion, pas de division, respectueux des droits et des libertés de l'individu. L'instauration du règne de l'argent est le symbole du monde moderne qu'il déteste.

Sur le constat on pourrait penser que Péguy n'est pas très éloigné d'une certaine analyse marxiste de l'histoire, or il n'en est rien. Il s'en sépare aussitôt, dès qu'il considère les moyens d'action que préconisent les marxistes. Pour ces derniers, la disparition de l'ancien honneur et de l'ancienne joie du travail artisanal, conséquence de la révolution économique moderne est un bien dans la mesure où elle favorise la constitution d'un prolétariat conscient de la misère ; il faut non seulement l'accepter comme un fait, mais s'en servir en poussant les ouvriers au sabotage et à la grève. Pour Péguy cette disparition est un mal en parti irrémédiable et irréversible, mais qui doit être cependant combattu avec toute l'énergie possible, toute tentative pour l'étendre délibérément est un crime ou une trahison. C'est de ce crime, c'est de cette trahison que Péguy accuse en premier la bourgeoisie capitaliste (1), mais aussi le parti socialiste entièrement

1. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 795 : « On ne saurait trop le redire, c'est la bourgeoisie qui a commencé à saboter et tout le sabotage a pris naissance dans la bourgeoisie. C'est parce que la bourgeoisie s'est mise à traiter comme une valeur de bourse le travail de l'homme que le travailleur s'est mis, lui aussi, à traiter comme une valeur de bourse son propre travail. C'est parce que la bourgeoisie s'est mise à exercer un chantage perpétuel sur le travail de l'homme que nous vivons sous ce régime de coups de bourse et de chantage perpétuel que sont notamment les grèves. ».

composé de bourgeois intellectuels : « Ce sont eux qui ont inventé le sabotage et la double désertion, la désertion du travail, la désertion de l'outil. » (1).

Ce n'est pas seulement la hauteur de son ambition qui caractérise le socialisme de Péguy, mais la nature de son ressort, c'est un socialisme d'enseignement, un communisme d'éducation, qui n'attend rien de la lutte des classes, ni du processus historique. Il est donc opposé aux théoriciens allemands Hegel et Marx, même s'il accepte la description marxiste de la servitude économique. Son socialisme moral est du même coup libertaire, en ce sens, qu'il se refuse à accrocher une métaphysique à la révolution économique. Ce serait un abus de confiance, parce que l'on apporte un socialisme satisfaisant, un profond désir intérieur de solidarité, d'imposer en plus un nouveau catéchisme ; l'affranchissement économique doit fonder l'affranchissement des esprits et non être acheté au prix de leur asservissement. Il est un humaniste et son socialisme est une réflexion sur la liberté et la précarité de la condition humaine. Sa recherche de plus en plus angoissée porte sur les sources de renouvellement, de ressourcement de l'humanité, et non sur ses conditions de développement. Il ne pense pas le socialisme en terme politique, mais en terme de culture. Le socialisme c'est faire naître une nouvelle culture, une nouvelle cité, comme va l'écrire son camarade de l'Ecole Normale Supérieure Félicien Challaye, dans *Péguy socialiste* :

« Le principe fondamental du socialisme péguyste, c'est que la société devrait, grâce au travail organisé de tous les adultes valides, assurer à tous ses membres la « vie corporelle », afin que tous pussent, selon leurs possibilités individuelles, librement développer leur « vie intérieure » et, à l'occasion, accomplir librement un « travail désintéressé ». Tel est l'idéal que Péguy expose dans son *Marcel*. » (2).

La meilleure définition de son socialisme date de 1901, et elle signe une condamnation

1. Ibid.

2. Félicien CHALLAYE, *Péguy socialiste*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, p. 57.

capitale des thèses du marxisme allemand :

« Bien loin que le socialisme repose officiellement sur un système d'art ou de science ou de philosophie, loin qu'il tende à l'établissement, à la glorification d'un système, loin qu'il soit matérialiste ou idéaliste, athéiste ou théiste, au contraire le socialisme est ce qui laissera l'humanité libérée libre enfin de travailler, d'étudier, de penser librement. C'est l'effet d'une singulière inintelligence que de s'imaginer que la révolution sociale serait une conclusion, une fermeture de l'humanité dans la fade béatitude des quiétudes mortes. C'est l'effet d'une ambition naïve et mauvaise, idiote et sournoise que de vouloir clore l'humanité par la révolution sociale. Faire un cloître de l'humanité serait l'effet de la plus redoutable survivance religieuse. Loin que le socialisme soit définitif, il est préliminaire, préalable, nécessaire, indispensable mais non suffisant. Il est avant le seuil. Il n'est pas la fin de l'humanité, il n'en est pas même le commencement. Il est, selon nous, avant le commencement. » (1).

Péguy part de l'homme. Il trouve inacceptable la théorie de Marx qui avait prédit que pendant la période prérévolutionnaire, la paupérisation irait croissante jusqu'au moment où la misère pousserait les prolétaires à la révolte. L'augmentation de la misère est donc partie intégrante du système marxiste. Péguy pense à l'inverse que la disparition de la misère est un préalable pour construire un monde meilleur. C'est dans la mesure où chaque individu aura accepté l'idée d'un monde meilleur qu'on acceptera la révolution et le passage à un monde plus juste. La misère rend le miséreux incapable de réactions morales (2). Il faut sortir les miséreux de l'enfer de la misère, l'éradiquer pour commencer à bâtir le socialisme : « Pour une vie individuelle, à l'égard de la misère, tant qu'on n'a pas fait tout, on n'a rien fait. » (3), car : « sauver tous les miséreux de la misère est un problème impérieux, antérieur à l'institution véritable de la cité. » (4), et il suffit qu'une personne soit oubliée dans cette situation pour que le pacte social tout entier soit nul.

1. Charles PEGUY, *De la raison*, 5 décembre 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 841.

2. Charles PEGUY, *De Jean Coste*, 4 novembre 1902, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1017 : « Dans la réalité la misère avarie les vertus, qui sont filles de force et filles de beauté. La misère ne rend pas seulement les misérables malheureux, ce qui est grave ; elle rend les misérables mauvais, laids, faibles, ce qui n'est pas moins grave ; un bourgeois peut s'imaginer loyalement et logiquement que la misère est un moyen de culture, un exercice de vertus ; nous socialistes nous savons que la misère économique est un empêchement sans faute à l'amélioration morale et mentale, parce qu'elle est un instrument de servitude sans défaut. ».

3. Op. cit., p. 1039.

4. Op. cit., p. 1020.

La misère est le grand fléau. Elle est très différente de la pauvreté, il y a différence profonde de nature, car la première touche à la notion même de survie (1). Ce sujet crucial, cette lutte qui a : « une importance infinie » (2), permet de comprendre que Péguy, à l'opposé des socialistes allemands n'est pas un doctrinaire, car qu'importe pour lui le mode du sauvetage. Il écrit dans *Suite posthume* en décembre 1903 :

« Un patron qui absorbe de la pression, de la servitude, fait littéralement, exactement, du travail, de l'action socialiste ; une institution communiste qui par mauvaise administration, par vice politique parlementaire, accroît, la transmettant, la pression économique, la servitude, fait littéralement, exactement du travail bourgeois, de l'action antisocialiste. » (3).

En 1913 dans *L'Argent suite*, il va redéfinir une nouvelle fois ce qu'il entend par socialisme : « Le socialisme qui était un système économique de la saine et de la juste organisation du travail social » (4), pour mieux exprimer son rejet du jauréssisme qui ne serait devenu par sa volonté d'imiter le modèle socialiste allemand qu'un sabotage : « un système de la désorganisation du travail social et en outre et en cela une excitation des instincts bourgeois dans le monde ouvrier, un entraînement des ouvriers à devenir à leur tour de sales bourgeois. » (5).

Il va souvent accuser aussi les sociaux-démocrates allemands de ne pas être des révolutionnaires ; mais qu'est ce que la révolution pour Péguy ? Sa révolution sociale va prendre le contre-pied absolu des théoriciens allemands. Il va la définir de manière précise en mars 1904, dans

1. Charles PEGUY, *Cahier II-12*, 11 juin 1901, p. 10-11 : « On confond presque toujours la misère et la pauvreté. Cette confusion vient de ce que la misère et la pauvreté sont voisines ; elles sont voisines sans doute, mais situées de part et d'autre d'une limite... cette limite économique est celle en deçà de qui la vie économique est assurée ; cette limite est celle où commence l'assurance de la vie économique ; en deçà de cette limite, le misérable, ou bien a la certitude que sa vie économique n'est pas assurée, ou bien n'a aucune certitude qu'elle soit ou ne soit pas assurée, ou bien n'a aucune certitude qu'elle soit ou ne soit pas assurée, court le risque ; le risque cesse à cette limite ; Au-delà de cette limite, le pauvre ou le riche à la certitude que sa vie économique est assurée ; la certitude règne au-delà de cette limite ; le doute et la contre certitude se partagent les vies qui demeurent en deçà ; tout est misère en deçà, misère du doute ou misère de la certitude misérable ; la première zone au-delà est celle de la pauvreté ; puis s'étagent les zones successives des richesses. ».

2. Charles PEGUY, *De Jean Coste*, 4 novembre 1902, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1028.

3. Charles PEGUY, *Suite posthume*, Décembre 1903, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, 1277-1278.

4. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 943.

5. Op. cit., p. 944.

L'avertissement au Cahier de M. Mangasarian, par ses conséquences qui doivent être de faire surgir une humanité plus profonde. Il ne peut donc s'agir que d'un « rafraîchissement de l'humanité » :

« Une révolution n'est vraiment et pleinement révolutionnaire et ne réussit comme révolution que si elle atteint, comme d'un coup de sonde, que si elle fait surgir et soudre une humanité plus profonde que l'humanité de la tradition à qui elle s'oppose, à qui elle s'attaque ; elle ne vaut que si elle met dans le commerce une humanité plus profonde et, proprement, plus traditionnelle, que l'humanité courante, que l'humanité actuelle, usuelle, que l'humanité connue ; elle ne vaut que si elle apporte ce merveilleux renouvellement, ce merveilleux rafraîchissement de l'humanité, par approfondissement, qui donne tant de jeune ivresse aux véritables crises révolutionnaires, dans toute leur peine, dans toute leur misère, dans tout leur effort ; au fond une révolution n'est une pleine révolution que si elle est une plus pleine tradition, une plus pleine conservation, une antérieure tradition, plus profonde, plus vraie, plus ancienne, et ainsi plus éternelle. » (1).

Il va préciser encore sa pensée à plusieurs reprises sur la révolution. Dans *Les Suppliants parallèles*, il affirme que toute méthode révolutionnaire est une opération essentiellement positive, qui affirme, qui déclare, qui montre, qui est féconde, et c'est donc une erreur grossière que de croire comme les grands théoriciens allemands que c'est une opération corrosive qui détruit : « Une révolution est essentiellement au contraire une opération qui fonde. » (2).

Par un relatif paradoxe en 1905, dans *le Cahier VII-4*, il affirmera qu'il ne faut pas croire que la révolution sociale, c'est l'introduction du désordre social, là où il y avait encore un peu d'ordre, mais au contraire que toute révolution sociale est une opération d'ordre, qui consiste à introduire des ordres économiques et sociaux dans le désordre capitaliste bourgeois, car l'ordre seul, fait la liberté (3). Les marxistes sont une nouvelle fois visés.

1. Charles PEGUY, *Avertissement au cahier de M. Mangasarian*, 1 mars 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p.1306.

2. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.358.

3. Charles PEGUY, *Cahier VII-4*, 5 novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 64-65 : « Le socialisme, la révolution sociale ne consiste point, comme nos intellectuels, révolutionnaire de haute et de basse bourgeoisie, voudraient nous le faire croire à introduire dans les relations économiques des désordres là où il y a encore quelque peu d'ordre. (...) Toute Révolution, bien entendue, est une opération d'ordre. Toute opération de désordre, bien entendue, est une opération de réaction. L'ordre, et l'ordre seul, fait en définitive la liberté. Le désordre fait la servitude. Les seuls démagogues ont intérêt à essayer de nous faire croire le contraire. ».

Enfin, la caractéristique de toute révolution est une opération de fraîcheur, par laquelle on devient totalement, absolument nouveau. Or le monde moderne qui manque de fraîcheur, dominé par l'Allemagne, aurait été incapable de faire naître une véritable révolution : « Et c'est en partie pour cela qu'il y a si peu de véritable révolution dans le monde moderne. » (1). Sa meilleure conclusion sur le sens d'un mouvement révolutionnaire, il va l'écrire en 1905 dans *Les suppliants parallèles* : « Un mouvement révolutionnaire est un mouvement qui prend en soi son point d'appui, qui part de soi-même et rejaillit de soi, qui attaque toujours, qui tient une perpétuelle offensive, qui altère délibérément, qui change. » (2). Les chefs socialistes français n'auraient pas été des révolutionnaires, en comparaison à d'autres personnages de l'histoire comme Richelieu et Louis XIV (3), car la seule mesure possible de la force révolutionnaire d'un homme est : « de combien la lenteur habituelle de l'évolution a-t-elle été anticipée, a-t-elle été dévorée dans l'histoire de l'humanité. » (4).

Ce mépris pour le socialisme allemand l'amène à insister très tôt et fortement, sur la compétence nationale des partis socialistes. Certes si les socialistes sont internationalistes, et donc amis par-dessus les frontières, car ils préparent la même révolution sociale, et le même avènement de la justice universelle, Péguy dès les années 1900 n'entend nullement par là que ce sont les Français qui ont à préparer la révolution en Allemagne, ou les Allemands la révolution en France.

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 88-90.
2. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 356.
3. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 157 : « Un homme comme Richelieu était un révolutionnaire, le plus grand des révolutionnaires, et un homme comme Jaurès n'est pas un révolutionnaire ; pareillement un homme comme Louis XIV était cent fois plus révolutionnaire que Guesde, qui lui est un révolutionnaire. ».
4. Ibid.

Il écrit en 1900, dans *L'affaire Liebknecht* :

« Nous n'admettons pas que des citoyens français aillent se jeter inconsidérément au travers de la Révolution sociale en Allemagne, inversement nous n'admettons pas que des citoyens allemands viennent se porter injustement au travers de la Révolution sociale en France, ou même au travers de la République française. Sinon, citoyen, nous remplacerions le nationalisme direct et respectif par un nationalisme inverse et réciproque. Ce n'est évidemment pas ainsi que l'Internationale peut devenir le genre humain. » (1).

En 1900 Jaurès est encore du même avis que Péguy, puisqu'il avait approuvé Millerand d'avoir accepté un portefeuille ministériel. Mais il finit par s'incliner au congrès d'Amsterdam, et il adopte avec les délégués de sa tendance les décisions « impératives » des socialistes allemands. Le résultat fut la création de la SFIO et l'entrée des socialistes dans l'opposition. Pour Péguy c'est cette « terrible capitulation » de Jaurès face aux socialistes allemands, qui à ce moment précis, a transformé l'Internationale socialiste en une Internationale du « germanisme » :

« L'Internationalisme (socialiste) enfin qui était un système d'égalité politique et sociale et de temporelle justice et de mutuelle liberté entre les peuples est devenu entre leurs mains une sorte de vague cosmopolitisme bourgeois vicieux et d'autre part et très particulièrement et très proprement un pangermanisme, un total asservissement à la politique allemande, au capitalisme allemand, à l'impérialisme allemand, au militarisme allemand, au colonialisme allemand. » (2).

II) D'une forte influence de la morale kantienne à sa critique absolue

Même si Romain Rolland affirme que Péguy : « avait une solide formation philosophique et connaissait bien les philosophes allemands. » (3), il ne va guère s'en inspirer. Il ne va pas admirer la philosophie allemande, et il parlera peu de Hegel, de Leibniz, de Fichte, de Schopenhauer. Car Péguy va être avant tout bergsonien. Péguy ne sera jamais matérialiste, ni idéaliste.

1. Charles PEGUY, *L'Affaire Liebknecht*, 5 janvier 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 323.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 945

3. Romain ROLLAND in F.A.C.P, n° 58, p.12.

Il va même dans *Par ce demi-clair matin* en 1905, parler : « de bafouillage hégélien et de duplicité leibnizienne » (1). Mais par contre, Péguy a été socialiste kantien et kantien, jusqu'en 1907. La morale kantienne a séduit le socialiste sensible aux valeurs morales et soucieux de sauver la liberté, l'équité et la justice. Les socialistes révisionnistes allemands sont aussi kantien, alors que les marxistes s'opposent à une morale puisque le marxisme affirme être une science. Dès son entrée à l'ENS, Péguy emprunte le 7 novembre 1894 des ouvrages à la bibliothèque dont Lucien Herr est le conservateur. La fiche d'emprunt mentionne les titres suivants : Kant, les *Sämtliche Werke*, édition Hartenstein de 1867, les volumes 1, 4, 6, 7, 8 ; les *Reflexionen* de Kant regroupés par Erdmann dont Péguy sort le second volume paru en 1884 ; *La critique du jugement*, de l'édition Rozenkranz de 1838. L'emprunt de ces ouvrages est à relier avec l'exposé que Péguy fera pour le cours de son professeur de philosophie M. Ollé-Laprune. Le sujet qu'il traite en mars 1895, est « *Kant et le devoir du Kantien* ». Son ancien camarade Félicien Challaye, dans *Péguy socialiste*, affirme que Péguy s'efforçait de conduire ses camarades de la section de philosophie de l'ENS vers le socialisme, par la voie de la morale kantienne. Challaye va commenter de manière éclairante cet exposé de Péguy :

« Il tâcha de montrer que l'impératif catégorique devait être vivifié par l'effort pour créer une société meilleure (...). Le Kantien, nous disait Péguy, doit vouloir pour tous les hommes les mêmes droits, malgré la nécessaire diversité des fonctions sociales. Il doit vouloir que s'atténuent les différences entre individus. Il doit réclamer pour tous des parts égales de loisir, le loisir étant nécessaire à la culture morale. Il doit gaspiller le moins possible de travail humain, réduire la somme du labeur exigé des autres, supprimer le luxe, assurer sa propre part du travail nécessaire à la vie de tous. D'autre part, dans la société, qui constitue un système clos, l'action de chaque individu entraîne des conséquences : s'abstenir, c'est encore agir. Ainsi chacun de nous est encore complice de tout ce qui se passe dans le milieu social. Chacun devrait se poser la question : Comment dois-je agir pour que mon acte répande le plus de moralité dans la société ? S'il existe un parti décidé à employer, contre le mal social, un grand remède décisif, le kantien doit s'y rallier. » (2).

1. Charles PEGUY *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 115.
2. Félicien CHALLAYE, *Péguy socialiste*, Paris, Amiot Drumont, 1954, p. 41-42.

Emmanuel Kant propose une morale de l'intention, qui définit la valeur de l'acte non par son objet ou sa matière, mais par sa forme et la qualité du ressort moral. La moralité de l'acte dépend de l'intention de l'agent et non pas du bon effet obtenu par cet acte, ni du but auquel on tend. Le devoir est la nécessité d'accomplir une action par respect de la loi. Il faut donc se référer à un principe objectif contraignant pour la volonté, qui commande nos actes, la formule de commandement étant un impératif. Par là, nous nous situons à un niveau qui est au-dessus de la simple nature, qui fait agir par la représentation de l'agréable, or le sujet qui agit par désir de l'agréable est toujours déterminé à l'action par un désir personnel : même s'il désire le bonheur c'est encore un principe personnel, dont on ne peut pas faire une loi universelle. Au-dessus de l'empire de l'inclination se situe la vraie morale, qui est le domaine d'un être raisonnable et limité, dont la volonté a besoin d'être déterminée de façon normative par l'impératif catégorique du devoir fait par respect de la loi. De là découlent les règles de l'action que Péguy cite dans certaines de ses œuvres. Il va reprendre notamment l'impératif catégorique : « Agis seulement d'après la maxime grâce à laquelle tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle » (1) dans *Victor-Marie, Comte Hugo*, où il écrit : « agis toujours de telle sorte que la raison de ton action puisse être érigée en une loi universelle. »(2). Ce qui passionne Péguy dans la doctrine kantienne au-delà de l'impératif catégorique, c'est cette pensée qui insiste sur la dignité de l'homme, le respect de la personne : « Agis de telle façon que tu traites l'humanité, aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre, toujours en même temps comme fin, mais jamais simplement comme moyen. » (3). Aucun sujet ne peut être par rapport à la règle un

1. Emmanuel KANT, *Métaphysique des mœurs*, I, *Fondation de la métaphysique des mœurs. Introduction à la métaphysique des mœurs*, traduction par Alain Renaut, GF-Flammarion, Paris, 1994, p. 97.

2. Charles PEGUY, *Victor-Marie, Comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 332.

3. Emmanuel KANT, *Métaphysique des mœurs*, I, *Fondation de la métaphysique des mœurs. Introduction à la métaphysique des mœurs*, traduction par Alain Renaut, GF-Flammarion, Paris, 1994, p. 108.

simple instrument, il faut que chaque sujet ait l'autonomie de sa volonté. La société est composée d'hommes libres, dont le concours est possible parce que chacun agit d'après les règles universellement valables : chacun, dans une situation donnée, pose l'acte qu'un autre ferait à sa place, car il se réfère à la raison, et non pas à des références personnelles. L'autonomie est ainsi le principe de la dignité humaine. Le devoir implique la liberté réelle de se déterminer soi-même, indépendamment des données empiriques et de l'enchaînement phénoménal de la nature.

Péguy a assimilé ces valeurs, et en tant que socialiste kantien, il va être l'auteur en juin 1898, d'une œuvre d'utopie socialiste de jeunesse *Marcel, de la cité harmonieuse*. Cette cité idéale est le rêve de pureté d'un jeune militant. Les conceptions kantiennes sont omniprésentes. On peut notamment reconnaître la règle de l'autonomie, quand il écrit :

« Ainsi les volitions des âmes individuelles dans la cité harmonieuse sont indépendantes et libres de tout ; elles sont pures de tout élément étranger, elles sont harmonieuses à toutes les volitions des âmes individuelles qui leurs sont concitoyennes et des âmes collectives. » (1).

Il va proclamer également la liberté individuelle dans un autre passage :

« Les volitions des âmes dans la cité harmonieuse sont indépendantes et libres de tout, parce qu'il ne convient pas que les volitions soient commandées par ce qui pourrait déformer les âmes, en particulier par ce qui pourrait déformer les volitions ; en particulier il ne convient pas que les volitions des âmes individuelles soient commandées par la cité, par un peuple, par un individu. » (2).

Ce socialisme utopique refuse toute dictature. Les conflits d'intérêt disparaîtront, la vie quotidienne assurée par tous, le travail sera reparti selon les capacités de ceux qui sont en état de travailler. Les mauvais sentiments auront disparus : haine, ambition, jalousie, au profit du libre épanouissement de l'âme individuelle librement. La cité deviendra donc une République d'âmes libres. Car les âmes individuelles s'associent en groupements naturels : famille, nation, qui

1. Charles PEGUY, *Marcel, De la cité harmonieuse*, Juin 1898, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 87.

2. Op. cit., p. 82.

forment des âmes collectives sans déformer les âmes individuelles dont elles sont nées.

Péguy a trouvé dans *Les fondements de la métaphysique des mœurs*, et dans *La critique de la raison pratique* plus qu'une influence, une véritable inspiration. Il cite assez fréquemment la morale kantienne dans les années 1900, comme la référence qui gouverne sa pensée, notamment sur les domaines de la solidarité humaine :

« Nous n'admettons pas qu'il y ait des hommes qui soient repoussés du seuil d'aucune cité. Là est le profond mouvement dont nous sommes animés, ce grand mouvement d'universalité qui anime la morale Kantienne et qui nous anime en nos revendications. Nous n'admettons pas qu'il y ait une seule exception, que l'on ferme la porte au nez à personne. » (1).

On peut parler d'un engouement pour le philosophe Kant et ses livres épais, car il les cite, comme la référence dans le domaine de la révolution sociale :

« Les travaux épais font plus pour l'action que les fantaisies plus ou moins réussies, que vous croyez légères. Descartes et Kant ont plus fait pour préparer ce qu'il y a de bon dans ce que vous nommez la Révolution sociale que toutes les boutades et tous les calembours des journalistes. Faisons des livres épais. » (2).

En décembre 1901 dans *De la raison*, il veut donner du sens au fait de raison. Nous devons agir, chercher à agir selon les lois universelles. La conscience que nous avons de ces lois est le fruit de l'action en nous, elle est selon Kant, un fait de raison. Péguy veut une société avec des règles de conduite vraiment socialistes. Pour la bâtir il faut se référer à la raison, où toute idée de récompense ou de sanction ne doit plus exister. Il écrit : « en aucun cas la raison n'est la raison d'Etat. Toute raison d'Etat est une usurpation déloyale de l'autorité sur la raison, une contrefaçon, une malfaçon. » (3). Il va clairement refuser, et en plusieurs points les fausses sources de la raison. « La raison ne procède pas de l'autorité militaire » (4). « La raison ne procède pas de

1. Charles PEGUY, *Toujours de la grippe*, 5 avril 1900, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 465.

2. Charles PEGUY, *Entre deux trains*, 5 mai 1900, OPC, t.1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 515.

3. Charles PEGUY, *De la raison*, 5 décembre 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 835.

4. Ibid.

l'autorité religieuse. Il fallait une insanité inouïe pour oser instituer le culte de la déesse Raison. »

(1). « La raison ne procède pas de l'autorité parlementaire... Elle n'est pas soumise à la loi de la majorité » (2). « La raison ne procède pas de l'autorité démagogique. Ameuter les masses, lancer les foules est un exercice d'autorité non moins étranger à la raison que d'amasser quelques majorités, de lancer quelques régiments. » (3).

Encore en mars 1904, dans *L'avertissement au cahier de catéchisme laïque de M. Mangasarian* il rend un hommage appuyé à la philosophie de Kant, toujours en liaison avec le socialisme. Il pense que seul un socialisme resté fidèle à son idéal premier, pourrait suppléer la cité chrétienne. Car on ne peut attaquer le catholicisme par des moyens de gouvernement, en faisant pression sur les consciences. On ne peut procéder contre une religion, que par la voie de la raison : « nulle autorité de commandement, en particulier nulle autorité de gouvernement, nulle autorité d'Etat, ne vaut dans les débats de la conscience. » (4). Face à la charité chrétienne seule vaut la solidarité socialiste, contre la morale chrétienne seule vaut une morale socialiste d'inspiration kantienne, car si un Etat politique peut opprimer, il ne peut moralement déplacer l'idée de Dieu. Seule une cité morale peut déplacer une idée religieuse :

« Seule une morale socialiste, strictement kantienne en sa forme, astreinte à ne jamais traiter les hommes et les institutions comme des moyens, mais à les traiter toujours et sans exception comme des fins morales, peut et vaut elle-même comme institution consciencieuse au regard et en face de la morale chrétienne. » (5).

A la fin de l'année 1905 dans *Louis de Gonzague*, il classe encore Kant dans le Panthéon des grands philosophes modernes : « N'oublions pas que l'humanité n'a point connu seulement

1. Charles PEGUY, *De la raison*, 5 décembre 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 836.

2. Op. cit., p. 837.

3. Ibid.

4. Charles PEGUY, *Avertissement au cahier de M. Mangasarian*, 1 mars 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1287.

5. Op. cit., p.1288-1289

Platon, qu'elle n'a point connu seulement ce plus grand philosophe de l'Antiquité, mais qu'elle a connu aussi les grands philosophes modernes, Descartes, Kant, Bergson.» (1), et il va mêler avec une réelle allégresse à ses réflexions Platon, Bergson, et Kant :

« aux kantien nous emprunterons que la cité soit morale, que la République demeure morale, que l'action, que l'idée, que la race, que la sainteté même et la charité, que la vie, l'intérieur et la profondeur, que le mouvement et la réalité demeurent humainement et absolument morale. » (2).

Les références philosophiques sont les mêmes en cette année 1905, dans *Heureux les*

systematiques :

« Les kantien étaient morts avec une autorité d'obligation infinie, droits et beaux comme une éternité qui meurt ; et l'on ne pouvait supprimer un kantien sans avoir l'impression que l'on supprimait toute une éternité, qu'on lui expirait tout un monde. (...) Pour les kantien le jour de la mort faisait la rentrée éternelle dans le sein de l'éternité, certitude qui donnait au spectacle de leur jugement une amplitude, une grandeur infinie, une majesté éternelle. (...) Pour les kantien la mort était le premier jour de l'éternité. » (3).

Début 1907, Péguy range encore le kantisme parmi les grandes philosophies. Chaque philosophie a une valeur unique ; une philosophie n'en supprime pas une autre : « Descartes n'a point battu Platon comme le caoutchouc creux a battu le caoutchouc plein, et Kant n'a point battu Descartes comme le caoutchouc pneumatique a battu le caoutchouc creux. » (4). Il lui semble évident qu'un : « un grand philosophe, nouveau, un grand métaphysicien, nouveau, n'est nullement un homme qui arrive à démontrer que chacun de ses illustres prédécesseurs séparément

1. Charles PEGUY, *Louis de Gonzague*, 31 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 378.

2. Op. cit., p. 379 : « Platoniciens nous saurons toute notre cité, kantien nous saurons tout notre devoir. Platoniciens, ou héritiers des anciens platoniciens, nous saurons toute notre République et nous saurons toutes nos lois. Kantien ou héritiers des nouveaux kantien, nous saurons toutes nos obligations morales. Mais nous demanderons aux anciens que ces obligations morales demeurent belles, nous demanderons aux chrétiens que ces obligations morales demeurent saintes, demeurant charitables, aux messianiques nous demanderons qu'elles demeurent ardentes, aux cartésien nous demanderons qu'elles demeurent distinctes et claires, aux bergsonien nous demanderons qu'elles demeurent profondes, intérieures et vivantes, mouvantes et réelles. Et réciproquement aux kantien nous emprunterons que la cité soit morale, que la République demeure morale, que l'action, que l'idée, que la race, que la sainteté même et la charité, que la vie, l'intérieur et la profondeur, que le mouvement et la réalité demeurent humainement et absolument morale. ».

3. Charles PEGUY, *Heureux les systematiques*, 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 281-284.

4. Charles PEGUY, *Cahier VIII-11*, 3 février 1907, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 657.

et tous ensemble, et notamment le dernier en date, était le dernier des imbéciles. » (1).

Mais il va se lancer à partir de 1907 dans une puissante critique et un total rejet de la pensée de Kant. Ses critiques vont façonner les caractéristiques même de sa représentation, de son « germanisme ». Il va trouver que toute cette pensée baigne dans un formalisme indéfini. Ce qui est proposé ce sont toujours des formes pures de la raison. Péguy va lui objecter le désaccord pratique de la vie, la douleur des consciences déchirées entre l'être et le devoir, et la nécessité d'expliquer pleinement le tragique de l'histoire. En 1910 dans *Victor-Marie, comte Hugo*, souhaitant régler un différent qui l'oppose à son ami Daniel Halévy, il dresse un véritable réquisitoire sur le système kantien. Car Péguy est fatigué, il n'est pas toujours arrivé à se régler sur l'impératif catégorique. Il pense que Kant propose une morale trop abstraite, inaccessible pour l'homme de chair et de sang, donc totalement en dehors de la vie réelle, et qui de plus néglige totalement les exigences concrètes de l'action. Le kantisme ne peut agir, car il n'a pas de mains, et il écrit : « Je compte, Halévy, que vous ne réglerez point ces débats par les méthodes kantienne, par la philosophie kantienne, par la morale kantienne. Le kantisme a les mains pures, mais il n'a pas de mains. » (2). Kant n'était selon lui qu'un « banal fonctionnaire » qui avait en conséquence du génie de fonctionnaire prussien, avec tout ce que pouvait contenir de péjoratif cette qualification :

« Mais il était fonctionnaire ; il était célibataire, deux fois fonctionnaire ; il était professeur, trois fois fonctionnaire ; il était professeur de philosophie, quatre fois fonctionnaire ; il était fonctionnaire prussien, cinq et septante fois fonctionnaire. Il n'a pu avoir qu'un (très grand) génie de fonctionnaire. » (3).

1. Charles PEGUY, *Cahier VIII-11*, 3 février 1907, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 659.

2. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 331.

3. Ibid.

Son rejet va même s'abattre sur l'impératif catégorique qu'il va critiquer :

« Hélas combien de nos actions pourront être érigées en une loi universelle. Et combien de raison de nos actions. *Zur allgemeinen Gesetzgebung*. Et cela ne nous est-il pas tellement égal. Cela ne nous est-il pas tellement étranger. N'avons nous point d'autres inquiétudes, d'infiniment autres profondeurs. D'infiniment autres soucis. D'infiniment autres détresses. » (1).

Il va même oser affirmer que les actions auxquelles nous tenons le plus, sont celles qui se situent hors de l'impératif catégorique :

« Combien de nos actions ne pourraient point être érigées, *geschickt*, en loi universelle, pour qui cet envoi ne présente même aucun sens ; et ce sont celles à qui nous tenons le plus, les seules à qui nous tenions sans doute ; actions de tremblement, actions de fièvre et de frémissement, nullement kantienne, actions d'une mortelle inquiétude ; nos seules bonnes actions peut-être ; nullement planes, nullement quiètes, nullement calmes, nullement horizontales ; nullement législatives ; nullement tranquilles, sûres de soi ; nullement dans la sécurité ; nullement sans remords, nullement sans regrets ; des actions sans cesse combattues, sans cesse intérieurement rongées, nos seules bonnes actions, les moins mauvaises enfin , les seules qui compteront peut-être pour notre salut. Nos pauvres bonnes actions. Les seules, et ce qui sera si petit, que nous pourrions présenter dans le creux de la main. » (2).

Et pour clôturer ce réquisitoire, il va citer en allemand ce passage de *La Critique de la raison pratique* de Kant :

« Also kann ein vernünftiges Wesen sich seine subjectiv-praktischen Principien, d.i. Maximen, entweder gar nicht zugleich als allgemeine Gesetze denken, oder es muss annehmen, dass die blosse Form derselben, nach der jene sich zur allgemeinen Gesetzgebung schicken, sie für sich allein zum praktischen Gesetze mache. Elle est loin, l'*allgemeine Gesetzgebung* » (3).

Péguy est arrivé à la conclusion que la pureté transcendantale de Kant l'éloigne de toute réalité concrète. Dire du kantisme qu'il n'a pas de mains, que c'est une philosophie de célibataire et de fonctionnaire, c'est lui dénier toute valeur dans le domaine du monde de l'homme réel.

Péguy se détourne de Kant, surtout par amour de la liberté : « je n'aime rien tant que la

1. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 332.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 332-333. Péguy cite Emmanuel KANT, in *La Critique de la raison pratique*, 1^{re} partie, livre 1^{er}, chap. 1^{er}, théorème III, trad. Jean Gibelin, Vrin, 1944, p. 38 : « En conséquence un être raisonnable ou bien ne peut pas du tout concevoir ses principes subjectifs pratiques, c'est-à-dire ses maximes, comme étant en même temps des lois universelles ou bien il doit nécessairement admettre que c'est seulement leur forme qui, les rendant propres à une législation universelle, en fait par elle seule des lois pratiques. ».

liberté » (1). C'est elle qui va le délivrer de l'emprise idéologique et le rendre attentif aux événements dans leur réalité, avant même qu'ils ne soient soumis à la théorisation, à leur aseptisation, à la lecture partisane, partielle et partielle. C'est cette attention aux brèches ouvertes par la souveraineté des événements, qu'il suit en tant que journaliste de la quinzaine (2), qui lui fait dépasser le kantisme cantonné dans la pureté d'un univers moral sans mains, coupé de la réalité charnelle. L'événement le plus important est celui qui retentit en 1905 dans *Notre patrie* : celui de la menace d'invasion de la France par l'Allemagne. Désormais pour préparer la cité harmonieuse et la cité socialiste qui y conduit, l'événement commande que la priorité soit accordée à sauver la patrie de la « barbarie impériale » allemande. C'est le « sursaut » (3) que provoque l'événement. Pour sauver la révolution socialiste internationaliste, il faut d'abord sauver la patrie menacée dans son existence charnelle. En 1914, la philosophie spéculative de Kant lui semble même totalement inutile, puisqu'elle n'apporte pas une connaissance de la nature, ni de la dimension de l'homme :

« On ne me fera jamais dire que le comique est un genre inférieur. Quant au tragique j'avoue que je ne vois rien d'humain qui soit supérieur au *pathétique* de Sophocle et que pour un demi-chœur d'*Antigone* je donnerais les trois *Critiques* précédées d'un demi-quarteron de *Prolégomènes*. Et par là je ne veux pas dire seulement, ce qui est entendu, que je les donnerais en beauté, *sub specie pulchri*, mais que je ne les donnerais pas moins en vérité, en réalité, *sub specie rei ac realitatis*. Et qu'il y a dans ce *pathétique* infiniment plus et autrement que dans cette *critique* une *connaissance*, un approfondissement de la nature, de la réalité de l'homme et de la fatalité. » (4).

Puis Péguy conclura son divorce définitif avec Kant en écrivant de Julien Benda et de lui-même

1. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 821.

2. Charles PEGUY, *Notre Patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 11.

3. Op. cit., p. 20.

4. Charles PEGUY Charles, *Note sur M. Bergson et la philosophie bergsonienne*, 26 avril 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1248.

en 1914, dans *La note conjointe sur M. Descartes* :

« Etant respectueux de la pensée, ils sont naturellement respectueux des personnes. Ils seraient volontiers Kantiens sur ce point, bien qu'ils n'aient pas Kant. Ou plutôt ils aimeraient bien Kant. Mais c'est lui qui ne se laisse pas aimer. (...) Ils ont cette idée que Kant c'est très bien fait mais que précisément les grandes choses du monde n'ont pas été des choses très bien faites (...) Que quand c'est si bien fait que ça il manque justement de ne manquer de rien, ce on ne sait quoi, cette ouverture laissée au destin, ce jeu, cette ouverture laissée à la grâce, ce désistement de soi, cet abandonnement au fil de l'eau, cette ouverture laissée à l'abandonnement d'une haute fortune, ce manque de surveillance, au fond, ce parfait renseignement, cette parfaite connaissance de ce que l'on n'est rien, cette remise et cette abdication qui est au fond de tout véritablement grand homme. (...) Kant à leurs yeux n'est plus qu'un officiel, un malheureux professeur attentif. » (1).

A la fin de la *Note conjointe sur M. Descartes*, le kantisme ne figure même plus parmi les grandes philosophies du monde :

« Ces grandes pensées comme la pensée platonicienne, comme la pensée cartésienne, comme la pensée bergsonienne, qu'est-ce autre chose que des fruits de la terre, et non des moins savoureux certes, pour quiconque a une âme pensante, je dirai pour quiconque est une âme pensante. » (2).

Péguy à partir de 1907 s'est totalement détourné de Kant au profit de son maître Henri Bergson, qui est lui-même très critique sur la philosophie germanique. Péguy affirme préférer la morale « souple » de Bergson, à la morale « raide, systématique et impuissante » de Kant. Bergson sera pour le Péguy d'après 1907, l'antithèse absolue de la pensée « oppressive et dominatrice » qu'il pense avoir décelée chez Kant. Dans *La note sur M. Bergson et la philosophie bergsonienne* en avril 1914, il compare sans les citer la philosophie de Kant : « Les morales raides sont infiniment moins sévères que les morales souples, étant infiniment moins serrées » (3) et la philosophie de Bergson : « les méthodes souples, les logiques souples, les morales souples qui sont les plus sévères, étant les plus serrées. » (4) .

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1285-1287.

2. Op. cit., p. 1339.

3. Charles PEGUY, *Note sur M. Bergson et la philosophie bergsonienne*, 26 avril 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1276.

4. Ibid.

Il va développer dans *La Note à M. Bergson* de longues et brillantes démonstrations sur les bienfaits des morales souples et donc de la morale de Bergson. Il soutient principalement que la « souple » est une manifestation de la liberté inhérente au présent, et se révèle plus exigeante que la « rigide » dans tous les ordres. Mais la raideur, c'est-à-dire le monnayable, le négociable, la puissance, a envahi ce que Péguy appelle le « monde moderne » qu'accompagne le matérialisme, dont de l'Empire allemand aurait été le symbole. Il lui oppose à la fois le « monde antique » et le « monde chrétien ». Péguy a rattaché sa critique centrale du « monde moderne » à l'esprit du bergsonisme, ainsi il pose dans la *Note conjointe sur M. Descartes* que : « le présent en son essence n'était pas négociable » (1). Pour le négociier et le monnayer, il suffisait de le convertir au passé, de laisser ainsi le « raide argent » pénétrer partout et y devenir le maître. Le « monde moderne » en favorisant « l'universelle interchangeabilité » (2) anéantit l'échelle des valeurs qui structurait le « monde antique » et le « monde chrétien », suscitant ainsi un monde privé de spiritualité. Sa conclusion est sans appel sur la nature du kantisme (3), mais surtout sur son inutilité : « C'est pour cela que le plus honnête homme n'est pas celui qui entre dans des règles apparentes. C'est celui qui reste à sa place, travaille, souffre, se tait. » (4).

Péguy connaissait avec une très grande précision la pensée de son maître Henri Bergson. Ce dernier le reconnaissait d'ailleurs, puisqu'il ira même jusqu'à déclarer : « Péguy a connu ma pensée essentielle, telle que je ne l'ai pas encore exprimée, telle que je voudrais l'exprimer. » (5).

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1432.

2. Op. cit., p. 1456.

3. Charles PEGUY, *Note sur M. Bergson et la philosophie bergsonienne*, 26 avril 1914, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1277 : « Ce sont les morales raides où il peut y avoir des niches, à poussières, à microbes, des moisissures et des creux de pourriture, dans des coins dans les raideurs, des dépôts, *lues*, et ce que nos Latins nommaient *situs*, une moisissure, une saleté venant de l'immobilité, d'être laissé là. Une saleté pour avoir été laissé là. »

4. Ibid.

5. Henri BERGSON in F.A.C.P n° 30, lettre de Bergson à Mme Favre, p. 42.

Cette philosophie bergsonienne, il va l'apprécier aussi comme un rempart au kantisme. Il va en souligner la nature française, de part son esprit de liberté :

« Une philosophie comme la philosophie bergsonienne, essentiellement libérale et libertaire, et non pas seulement par système mais de cœur et de race, ne pouvait naître qu'en français et en terre et en culture française. La liberté française pouvait seule avoir un cas, qui serait la liberté bergsonienne. »
(1).

Sa substance l'a défini comme un contraire : « Et c'est aussi pour cela qu'elle est tout ce qu'il y a de plus opposé à la pensée allemande.(Je dis la pensée bergsonienne et la liberté bergsonienne.) »

(2). A la veille de la guerre de 1914, Péguy rappelle d'ailleurs que : « Bergson et nul autre, nous a libérés de cette métaphysique du monde moderne qui entendait se présenter comme une physique. » (3). Henri Bergson donnait des conférences à Edimbourg, lorsqu'il lut en mai 1914, *la Note sur M. Bergson*. Immédiatement, il écrivit à Péguy : « Le grand, le très grand plaisir » qu'il avait éprouvé à la lire en le louant d'avoir rattaché son étude « à des vues très originales sur ce que l'on appelle clarté, profondeur, valeur en général » (4). Le 17 mai 1914, il lui écrivit encore pour le féliciter et le remercier, en soulignant qu'il avait trouvé : « beaucoup de profondeur à ses considérations finales sur la raideur et la souplesse en morale. » (5). Commentant Péguy, à son tour, il ajoutait à ce propos : « au premier abord, il peut sembler paradoxal que les « morales raides » soient moins sévères que les « morales souples ». Pourtant c'est la vérité même. » (6).

Henri Bergson, comme Péguy pense alors au kantisme. L'ultime hommage de Bergson à Péguy, il le lui rendra bien plus tard le 25 janvier 1939, en déclarant : « L'idée que toute « mystique » est menacée de dégénérer en « politique » me paraît avoir été capitale chez lui (Péguy). » (7).

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1347.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 1462.

4. Henri BERGSON, FACP n° 155, lettres de Bergson à Charles Péguy, p. 51.

5. Ibid.

6. Ibid.

7. Henri BERGSON, *Mélanges*, Paris, PUF, 1972, p. 615.

§ 2 : Le choc fécond d'une angoissante révélation

Péguy a connu dans l'élaboration de sa représentation, des périodes d'intensité variable. Si son incubation post-traumatique semble avoir été réelle et sa sortie douloureuse, il lui manquait une prise de conscience. Il lui a fallu les événements de 1905, qui ont joué sur lui à la manière d'un choc psychique, pour que son « germanisme » élabore sa forme connue et définitive.

I) D'une incubation post-traumatique suite à 1870 à une hypothèse en forme de regret

Péguy est né le 7 janvier 1873 à Orléans dans un milieu très populaire. Sa personnalité se forme aux dernières années du XIX^e siècle. Le souvenir de la défaite est alors omniprésent dans la société française. Il va vivre le traumatisme des enfants de son époque, mais plus encore. Son père Désiré Péguy, menuisier, avait participé à la guerre de 1870. Il avait eu l'estomac délabré par le pain de siège et avait commencé à être atteint par cette maladie qui l'emporta le 18 novembre 1873. Quand le petit Charles avait été sage, sa mère rempailleuse de chaise lui lisait une lettre écrite par son père lors du siège de Paris, et lui montrait un petit morceau de pain de siège. En 1879, il avait été d'abord mis à l'école-annexe de l'école normale, dirigée alors par M. Fautras, qui avait été prisonnier en Allemagne pendant la guerre ; ce qui : « lui conférait un lustre sévère, une grandeur dont nous n'avons plus aucune idée ». Il y avait aussi les récits des anciens combattants : « Sont-ce les récits de Boitier, le forgeron du faubourg Bourgogne qui s'était battu tout autour d'Orléans et aimait raconter à l'enfant la campagne de Chanzy. » (1). Péguy connut l'école primaire telle que la concevaient les jeunes instituteurs patriotes de 1880, il va s'en

1. Daniel HALEVY, *Péguy et les Cahiers de la Quinzaine*, Paris, Grasset, 1940, p. 16-17.

souvenir trente trois ans plus tard, dans *L'Argent* :

« Ils étaient comme les jeunes Bara de la République. Ils étaient toujours prêts à crier Vive la République ! Vive la nation, on sentait qu'ils l'eussent crié jusque sous le sabre prussien. Car l'ennemi, pour nous, confusément tout l'ennemi, l'esprit du mal, c'était les Prussiens. Ce n'était déjà pas si bête. Ni si éloigné de la vérité. C'était en 1880. C'est en 1913. Trente-trois ans. Et nous y sommes revenus. » (1).

L'écolier Péguy qui reçut cet enseignement d'exaltation était plutôt docile, et il se montra sensible à de telles leçons patriotiques. En 1901, un texte de *Compte rendu de congrès* introduit profondément pour la connaissance de l'esprit de l'enfant. Il montre quelle volonté de réhabilitation nationale, quel idéalisme patriotique développe la conscience de la défaite. La victoire se suffit à elle-même, alors que la défaite exige la purification :

« Combien de fois n'ai-je pas recommencé la guerre, ainsi qu'on la nommait, la seule guerre sans doute pour les gens de mon pays, la guerre de soixante-dix. Combien de fois n'ai-je pas recommencé les défaites ! Je n'aimais pas les victoires. J'aimais recommencer les défaites. Combien de fois n'ai-je pas recommencé les défaites avec cette étrange impression qu'à chaque fois que je les recommençais elles n'étaient pas consommées encore, elles n'étaient pas. » (2).

Ces premières impressions marquent l'écolier, elles resurgiront violemment plus tard. Dans *Par ce demi-clair matin*, il va exprimer l'importance du sentiment de la défaite pour les hommes de sa génération, qui se traduit sous forme de névrose obsessionnelle. Il veut démontrer qu'il n'y avait pas une parcelle de son existence, qui n'était pas à cette époque sous l'influence de l'esprit de revanche au lendemain de la défaite de 1870 :

« C'est lui qui nous a élevés, qui nous a bercés, qui nous a nourris, qui nous a fomentés sur ses genoux ; c'est lui qui a fait notre vie, sentimentale, mentale, passionnelle (...) ; c'est lui qui a fait toute notre culture, toute notre vie profonde, les exemples, les histoires, les enseignements du premier âge, qui seuls demeurent dans nos mémoires troublées, et ces tout premiers linéaments du monde qui restent pour nous tous la vérité première, la vérité divine ; je ne dirai pas qu'il fit notre système du monde et notre connaissance du monde, car il fit beaucoup plus. » (3).

1. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 801.

2. Charles PEGUY, *Compte rendu de congrès*, 1 octobre 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 796.

3. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 138.

Il va témoigner d'une reconnaissance infinie à cette « Mère la France », mais France de la défaite qui va être au cœur même de son angoisse :

« J'ai appris, depuis, bien des géographies et bien des histoires, bien des religions et bien des philosophies, bien des métaphysiques et beaucoup des simples physiques ; mais toutes les connaissances que j'ai reçues de mes bons maîtres, et à titre de bon élève, dans ma mémoire ne sont que des sottises, auprès de la connaissance intégrale que j'ai, l'ayant eue pour mère et pour nourrice, de ce que fut notre mère la France au lendemain de la défaite. » (1).

Son ami et ancien camarade de l'Ecole Normale Supérieure, Félicien Challaye ne parle pas de traumatisme, d'incubation post-traumatique, de névrose obsessionnelle pour Péguy, mais il confirme que les souvenirs qui lui reviennent à la mémoire sont indiscutables et qu'il les avait simplement refoulés. Il explique dans *Péguy socialiste*, que le petit Péguy a beaucoup entendu dans sa scolarité les instituteurs prêcher un patriotisme ardent, un esprit de revanche, et que donc sa conscience enfantine s'est pénétrée de nationalisme et de bellicisme, mais que :

« Ces tendances seront momentanément refoulées dans son inconscient ou dans son subconscient, après sa conversion au socialisme, alors internationaliste et pacifiste. Mais elles n'en conserveront pas moins une singulière vitalité. » (2).

Il affirme que le sentiment des Français pour l'Allemagne en 1870 fut la stupeur, et l'effroi (3). La guerre de 1870, inaugure selon Péguy un nouvel âge moderne, car si déjà les moyens et les méthodes allemandes sont les plus terribles, à la limite de tout :

« Par les moyens de la guerre, par les moyens de la force, par les moyens de la guerre la plus soudaine, la plus brutale de toutes, la plus injuste, la plus malheureuse ; et aussi par les moyens de la ruse, par les moyens d'une astucieuse agression de la France. » (4).

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 138.

2. Félicien CHALLAYE, *Péguy socialiste*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, p. 14.

3. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.129 : « Les jeunes gens d'aujourd'hui ne peuvent absolument pas se représenter ce que furent les sentiments de la France pour l'Allemagne en 1870 ; à défaut d'image directe apportée par un souvenir personnel, à défaut d'une saisie directe, il faut avoir eu ce que nous avons eu ; un monde de témoignages immédiatement transmis ; nul ne me démentira si je rapporte ici que le plus profond de tous les sentiments français, le premier, le plus spontanée, le sentiment maître fut la stupeur ; il faut partir de cette idée qu'avant la guerre, pendant la guerre, après la guerre, le sentiment fondamental de toute la France, un sentiment capitalisé pour ainsi dire et placé en rente était l'assurance. ».

4. Op. cit., p.109.

l'Allemagne va aller encore plus loin en s'emparant, en arrachant selon Péguy, l'Alsace et la Lorraine à la France d'une manière totalement injuste (1). Aussi la guerre de 1870 et ses conquêtes représentent-elles un changement de la nature des conflits, l'irruption du « germanisme » : « Il y a eu depuis le commencement du monde un certain nombre de guerres et de conquêtes aussi brutales, plus brutales, et surtout plus cruelles ; il n'y en a eu aucune aussi formellement qualifiée depuis qu'il y a des peuples libres. » (2).

Mais l'éternel regret de Péguy aura été que la France n'ait pas, dès 1875, déclenché la guerre de revanche contre l'Empire allemand. Car ce choix pour le Péguy de 1905 est une erreur, tellement absolue que la conséquence en est que la France a fait le choix d'abandonner les autres peuples à l'oppression, aux massacres, mais également que : « que la lourdeur impérialiste allemande régentât impérieusement toute l'Allemagne et commandât en effet toute la politique européenne et bientôt toute la politique du monde. » (3).

Péguy va décider de rêver. Il imagine une hypothèse qu'il juge éclairante dans *Par ce demi-clair matin* : la France a déclaré la guerre à l'Empire allemand en 1875, comme il pense qu'il était

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.109 : « Par les moyens de la guerre, par les moyens de la force, par les moyens de la guerre la plus soudaine, la plus brutale de toutes, la plus injuste, la plus malheureuse ; et aussi par les moyens de la ruse, par les moyens d'une astucieuse agression de la France, qui est un peuple enfin, avait subi la plus odieuse, la plus injuste, la plus inoubliable des atteintes que jamais un peuple libre ait subi ; et non point seulement une atteinte de guerre, mais une atteinte de conquête, non point seulement une atteinte de fait, mais une atteinte de situation, non point une atteinte de crise, mais une atteinte perpétuelle et durable ; deux provinces avaient été arrachées du peuple français par l'armée allemande, et cela dans des conditions si parfaitement, si formellement caractérisées que l'on peut dire que l'arrachement de l'Alsace-Lorraine forme un cas maximum, un cas type d'injustice, d'usurpation, d'arrachement international ; tout y était : la colère la rage et l'éternelle protestation du peuple vaincu, plus particulièrement la colère, la rage, la solennelle et l'éternelle protestation des provinces arrachées. ».

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 120 : « Il y a vingt ans, il y a trente ans nous avons choisi de ne pas faire la guerre de revanche que nous avons préparée ; en même temps, ensemble, par-là même, indivisément et indissolublement nous avons choisi que les peuples opprimés continuassent d'être opprimés, que les peuples massacrés continuassent d'être massacrés, que les peuples à supprimer fussent en effet supprimés.... ».

de son devoir de le faire. Il va envisager de manière détaillée les deux hypothèses : la France perd, ou la France gagne. Si la France avait été vaincue, alors la France aurait été annulée totalement, et le peuple français aurait disparu alors de la terre, car l'Allemagne ne nous aurait laissé aucune autre chance et donc :

« aujourd'hui la domination militaire allemande régenterait seule le monde des corps, comme la philologie militaire allemande régenterait seule le monde des esprits ; les partisans de l'unité seraient enfin satisfaits ; un immense tombeau de quadrature militaire et de savante inintelligence tiendrait le monde enseveli. » (1).

A l'évidence, cette hypothèse est catastrophique pour Péguy, car la disparition du peuple français, c'est la disparition du : « dernier peuple humain vraiment ; le dernier survivant des anciens âges, le dernier témoin de l'intelligence du monde. » (2). Mais il pense que le risque de perdre n'était pas inévitable, car :

« La guerre de revanche ne ressemblait point à la guerre de surprise ; un nouveau peuple, une nouvelle armée faisait une guerre nouvelle ; ce peuple jouait sa vie ou sa mort, et le savait ; eut-il été vaincu pour la dernière fois ? Nul ne le sait ; mais nul ne peut l'affirmer. » (3).

L'hypothèse que Péguy voudrait retenir est bien évidemment le bienfait de la victoire française face à l'Empire allemand, car : « victorieuse la France, la face de la terre était changée » (4). Il confère un rôle tellement prééminent à la France dans le monde que : « Victorieuse la France, tout le monde obtenait sa propre libération, toutes les nations rentraient dans l'humanité. » (5).

Comme la France est le bon modèle, alors que l'Allemagne en tant que produit de son angoisse, n'aurait été capable que de détruire : « Victorieuse la France, aucun peuple ne disparaissait de la face de la terre ; c'est l'honneur de la France qu'elle n'a sur la conscience l'assassinat d'aucun

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.114.

2. Op. cit., p. 115.

3. Op. cit., p. 116.

4. Ibid.

5. Ibid.

peuple » (1). Mais victorieuse la France qui naît de l'imagination de Péguy est même généreuse avec le peuple allemand, qui n'aurait pas été effacé de la terre, seul :

« La France démolissait l'impérialisme allemand, pour la plus grande utilité, pour la plus grande joie, pour la plus grande santé des Allemands eux-mêmes ; les Allemands, qui n'ont jamais été capable de faire une révolution eux-mêmes. » (2).

Ne cessant pas d'envisager la modernité allemande comme de la cupidité, sa France victorieuse de 1875 ne pouvait être au contraire, que l'incarnation d'un idéal de générosité internationale :

« Victorieuse, la France eût conféré la seule existence, la seule qui soit valable, une existence de liberté, de sécurité à tous les peuples du monde qui ne l'avaient pas encore ; et nous n'eussions point assisté impuissants à tant de crimes commis depuis ce jour contre des existences et contre des libertés nationales. » (3).

II) Un choc psychique suite à une angoissante et mortelle révélation

Les événements de 1905 frappent Péguy d'un choc psychique, qui va se surajouter à 1870, et le placer dans un état de sidération émotionnelle majeure. Ses premières réactions sont dominées par l'anxiété, la stupeur et la névrose. Les articles qu'il publie dans *La Revue Blanche* en 1899, le montre encore très ardemment socialiste, et non moins ardemment pacifiste et antimilitariste.

Mais avec *Notre Patrie* publiée en octobre 1905, quelques mois après l'alerte de Tanger, le ton change brusquement, et c'est l'évocation de ce jour de juin où « comme tout le monde » il apprit « qu'une période nouvelle » avait commencé dans l'histoire de sa propre vie, dans

l'histoire de ce pays, et assurément dans l'histoire du monde :

« Tout le monde en même temps connut que la menace d'une invasion allemande est présente, qu'elle était là, que l'imminence était réelle (...). Tout homme entendait en lui, retrouvait, écoutait, comme familière et connue, cette résonance profonde, cette voix qui n'était pas une voix du dehors, cette voix de mémoire engloutie là comme amoncelée on ne savait depuis quand et ni pour quoi. » (4).

-
1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 116.
 2. Op. cit., p. 117.
 3. Ibid.
 4. Charles PEGUY, *Notre Patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 60-61.

La France, grande puissance coloniale est déjà maîtresse de l'Algérie, et de la Tunisie. Elle a obtenu l'accord de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et de l'Italie pour prolonger ses possessions jusqu'à l'Atlantique en établissant un protectorat au Maroc. Mais le 31 mars 1905, Guillaume II lors de sa visite éclair et théâtrale à Tanger, s'invite dans le débat et veut remettre en cause le récent accord franco-britannique sur le Maroc, en déclarant :

« C'est au sultan en sa qualité de souverain indépendant que je fais aujourd'hui ma visite. J'espère que, sous la souveraineté du Sultan, le Maroc libre sera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations, sans monopole ni exclusive. Ma visite à Tanger a pour but de faire savoir que je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc. » (1).

L'émoi que provoque ce défi germanique et les menaces explicites à la France sont considérables. Cet émoi est encore amplifié par la crise qui va s'ensuivre car face à cet ultimatum, le ministre des affaires étrangères Delcassé qui demandait de tenir bon face à l'Allemagne est attaqué directement par le Chancelier Allemand Bülow, qui le 1^{er} juin 1905 va demander son renvoi au Président du Conseil Rouvier. Rouvier effrayé par l'éventualité même d'un conflit, contraint le 6 juin 1905, le ministre des affaires étrangères Delcassé à la démission.

Péguy ne réagit pas immédiatement à la nouvelle du discours de Tanger. En ce printemps, il a d'énormes soucis quotidiens et pressants pour les *Cahiers* qu'il rapporte dans *Notre Patrie* :

« La vie est si chargée ; nous ne sommes pas de ces grands génies qui avaient toujours un œil sur le tsar et l'autre sur le mikado ; les destins des empires nous intéressent énormément ; mais nous sommes tenus de gagner notre pauvre vie ; nous travaillons du matin au soir ; nous faisons des journées de beaucoup plus que huit heures. » (2).

Selon son ami Romain Rolland durant cette période, Péguy est : « à bout de fatigues et de soucis pécuniaires pour les Cahiers » (3). Il émet des actions de commandite, mais l'affaire des *Cahiers*

1. Cité par Serge BERNSTEIN et Pierre MILZA, *Histoire de la France au XX^e siècle*, 1890-1930, Paris, Complexe, 1990, p. 221.

2. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 60.

3. Romain ROLLAND, *Péguy*, t. 1, Paris, Albin Michel, 1944, p. 320.

semble quasi-désespérée ; et ce thème domine ses lettres du printemps de 1905. La publication des *Cahiers* se poursuit en avril et début mai, sans qu'il soit encore question du Maroc. Ce n'est que dans la deuxième quinzaine de mai, qu'il semble avoir pris conscience de la gravité de la situation internationale. Dans *Notre patrie*, il relate un premier événement annonciateur, l'attentat à Paris contre le Roi d'Espagne qui le marque et qu'il perçoit de manière dramatique : « Ce fut comme un premier assombrissement, et un premier détraquement ; une irruption de réalité rebelle. » (1). Cette réalité qui vient troubler la fête, qui vient interrompre les fastes et les artifices de la fête républicaine, introduit tout à coup une tonalité tragique dans sa pensée. C'est cette tonalité tragique que les philosophies officielles, optimistes, et en premier chef le jaurésisme, n'avaient jusqu'alors cessé de recouvrir : « Il y a je ne sais quoi de singulièrement féroce dans l'immutabilité des programmes officiels ; un soir la mort, qui n'était pas prévue, paraissant elle-même s'inscrire au programme. » (2). L'attentat n'est au fond que la figure d'un possible historique, il a une valeur de rappel et de démystification :

« Cet odieux, ce criminel attentat n'avait pas seulement assombri la fin de ces fêtes, il n'avait pas seulement révélé un danger permanent, mais, ce qui était plus grave, il avait rompu la trêve ; il faut redire le mot, il avait rompu la trêve ; il faut redire le mot, il avait rompu le charme ; on eut immédiatement l'impression que cette intervention brusque avait rompu tout un enchantement, que c'était lui, l'attentat, qui était réel, et que c'étaient les fêtes qui étaient imaginaires, feintes. » (3).

Dès 1904, Péguy avait dit l'ébranlement de sa foi en l'histoire future de l'homme : « Qui de nos jours oserait se flatter d'arrêter l'humanité ; fût-ce dans la béatitude, fût-ce dans la consommation de l'histoire ; qui ferait la sourde oreille aux avertissements que nous recevons de toutes parts. »

(4). Au printemps de 1905, Péguy croyait donc encore pouvoir ignorer la politique extérieure.

C'est une attitude qui caractérisait, en effet, la majorité des Français.

1. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 57.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 58.

4. Charles PEGUY, *Zangwill*, 25 octobre 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1447.

Le conflit Rouvier-Delcassé sur la politique étrangère est un « incident » dont « nul ne s'inquiète » (1), et d'abord il ne le prend guère au sérieux. Mais le 6 juin 1905, avec la démission du ministre des affaires étrangères Delcassé, c'est la révélation au public des menaces allemandes, et les vrais débuts de la crise de Tanger. Péguy est frappé par un choc, et même s'il est dans un tel état de sidération, qu'il n'est pas encore capable de réponse, et que seule la stupeur le gagne, il a compris l'extrême dangerosité de la situation, et il écrit dans *Notre Patrie* : « que dans l'espace de ces deux heures une période nouvelle avait commencé dans l'histoire de ma propre vie, dans l'histoire de ce pays, et assurément, dans l'histoire du monde. » (2). Le 10 juin 1905, son anxiété est à un niveau critique, et il le confie à son amie Geneviève Favre, qui est la fille de Jules Favre et la mère de Jacques Maritain : « La situation extérieure est très mauvaise ; nous sommes depuis trois semaines plus près de la guerre que nous ne l'étions en juin 1870. » (3). Péguy semble possédé par la « conviction délirante » qu'une menace de guerre est immédiate, imminente :

« en l'espace d'un matin, tout le monde, j'entends tout le monde ainsi dénombré, sut que la France était sous le coup d'une invasion allemande imminente... Tout le monde, en même temps connut que la menace d'une invasion allemande est présente, qu'elle était là, que l'imminence était réelle. » (4).

Cette « hystérie » de Péguy va le conduire naturellement, à une hyperexpressivité des résonances et des émotions de l'inconscient :

« Tout homme entendait en lui, retrouvait, écoutait, comme familière et connue, cette résonance profonde, cette voix qui n'était pas une voix du dehors, cette voix de la mémoire engloutie là et comme amoncelée on ne savait depuis quand ni pour quoi. » (5).

Ses amis les frères Tharaud, confirment que Péguy après le choc de 1905, possède bien des

-
1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, Novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.11.
 2. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 59.
 3. Maurice RECLUS, *Le Péguy que j'ai connu*, Paris, Hachette, 1951, p.137.
 4. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 60.
 5. Op. cit., p. 61.

caractères de cette névrose, notamment l'expression des émotions inconscientes :

« Mais ce qui restait pour la plupart d'entre nous une information sensationnelle, un avertissement redoutable, Péguy l'entendit au fond de lui (ce sont ses propres expressions) « non pas comme une voix du dehors, mais comme une voix familière et comme une voix de mémoire, engloutie là et comme amoncelée on ne savait quand ni pourquoi. » (1).

Son ami Romain Rolland, confirme bien cette rupture d'équilibre que le choc de 1905 a provoqué sur la psychologie de Péguy :

« La secousse sismique qui fit crouler, en un instant, la tranquillité de Péguy et de la France, qui en une nuit, en quelques heures, porta la température d'un peuple, aux plus hauts degrés de la fièvre, et qui, pour jamais, marqua Péguy du signe du destin : la guerre, la mort qui vient. » (2).

Il n'a pas d'ailleurs été le seul à ressentir ce choc. Maurice Barrès, Charles Maurras, mais aussi Georges Clémenceau sont frappés. Ce dernier, le 19 juin 1905, écrit dans son journal *L'Aurore* ces lignes qui manifestent une profonde anxiété :

« Etre ou ne pas être, voilà le problème qui nous est posé pour la première fois depuis la guerre de Cent Ans par une implacable volonté de suprématie. Nous devons à nos mères, à nos pères, et à nos enfants de tout épuiser pour sauver le trésor de vie française que nous avons reçu de ceux qui nous précédèrent et dont nous devons rendre compte à ceux qui suivront. » (3).

Dans *Par ce demi clair matin* en 1905, Péguy propose une vision dramatique et quasi délirante de l'histoire, en se livrant à un véritable exercice d'inquiétude. Sa pensée est totalement dominée par l'idée de l'imminence et de l'inévitabilité d'une invasion militaire allemande de la France :

« Par un demi-clair matin du mois de juin dernier passé nous connûmes instantanément que la *kaiserliche* menace militaire allemande était sur nous. Ensemble nous connûmes qu'il ne fallait point espérer qu'elle dût s'en retirer, jamais. Aujourd'hui, après ces cinq mois d'épreuves, autant que jamais elle est sur nous. Comme au premier jour. Au moins en tout ce qui dépend d'elle menace. La situation est identiquement la même. Sauf les modifications extérieures à elle, menace. Et nul homme voyant, regardant ne voit comme on en sortira. » (4).

Cette crise de juin 1905, va donc engendrer de très importantes conséquences dans l'esprit de Péguy. Elle provoque dans sa pensée une puissante réappropriation de la mémoire historique, un

1. Jérôme et Jean THARAUD, *Notre cher Péguy*, Paris, Plon, 1926, p. 43-44.

2. Romain ROLLAND, *Péguy*, t. 1, Paris, Albin Michel, 1944, p. 103.

3. Georges CLEMENCEAU, *Etre ou ne pas être*, *L'Aurore*, 19 juin 1905.

4. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 86.

retour sur soi, sur l'identité collective, sur les années de formation et de jeunesse. Un recentrage, qui est en quelque sorte un retour en amont de la mémoire, la redécouverte d'un passé proche et jusqu'à présent refoulé et censuré : celui d'une France vaincue et humiliée. Le mouvement de la pensée de Péguy est centripète : vers une origine, vers une tradition, vers une capitale : Paris capitale du monde. Il est frappé d'une angoisse patriotique, d'une angoisse de la guerre, d'une angoisse de la mort, d'une angoisse de la disparition de toutes les valeurs qui lui sont chères. Cette révolution intérieure le transforme, et va recréer chez lui un nouvel équilibre psychologique.

Ce second semestre de 1905 extraordinairement fécond en production littéraire, constitue l'une de ces périodes décisives où brusquement ses idées s'ordonnent en de nouvelles perspectives, se reclassent ou bien sont abandonnées. L'année 1905-1906 vit paraître la septième série des *Cahiers*. Péguy tenait « expressément que la thèse du pacifisme le plus pur fût présentée ». Le deuxième Cahier de cette série est en effet occupé par *La paix et la guerre* de Charles Richet qui est une mise au point de la thèse pacifiste. Mais le troisième Cahier (22 octobre 1905) *Notre Patrie*, apparaît comme sa propre réponse angoissée aux espoirs de l'idéalisme.

L'Allemagne n'aurait pas fait partie de la Civilisation, car elle n'aurait été que du côté de la matière, de l'énorme réalité de la barbarie. Il limite la Civilisation aux peuples qu'il qualifie de culture et de liberté, France, Angleterre, Italie du Nord, des fragments de l'Amérique, de Belgique, de Suisse qui occupent une étroite bande de terrain, menacée toujours ⁽¹⁾ ; or cette partie de l'humanité porte selon lui le seul espoir du monde. Péguy en 1905 s'est déjà éloigné du mouvement socialiste, depuis l'affaire Dreyfus. Il s'est fait le chroniqueur inlassable de

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.95.

l'envahissement du socialisme et du dreyfusisme par les mœurs parlementaires. Il est devenu d'un amer pessimisme quant aux réalisations et aux chances du socialisme français. En 1905, cette angoisse se conjugue avec une tempête pacifiste. *Notre Patrie* ne se rapporte pas à la crise, mais au livre *Leur Patrie* de Gustave Hervé. Un phénomène vient de se produire, à l'époque même de cette crise : la publication de *Leur Patrie* en juin 1905, doublée par la naissance d'un mouvement antipatriotique dans une partie importante de la classe ouvrière. Péguy résumera ainsi dans *Les Suppliants parallèles*, ce qu'est le hervéisme : « Le hervéisme est essentiellement le sabotage, un sabotage, un cas particulier de sabotage appliqué aux relations, aux fonctions, aux opérations internationales. » (1). Péguy ne le cède en rien à Hervé en matière de pessimisme sur l'état de la République, et sur le peu de réalisation du socialisme parlementaire de l'époque. Mais il entend réaffirmer le vieux mot d'ordre de défense républicaine, qu'il a hérité des milieux populaires de sa jeunesse. La République française malgré ses imperfections est le seul bastion de la liberté contre « l'impérialisme allemand ». Le républicanisme de Péguy fait partie de l'ensemble des valeurs d'avant 1880, menacées par le monde moderne qui envahit le socialisme et le syndicalisme. Selon lui, la conscience républicaine de l'ouvrier est en train d'être remplacée par la seule conscience de classe, l'idéal de « l'ouvrage bien fait » par l'appel au sabotage, le patriotisme par l'antipatriotisme. Mais surtout Hervé préconise la grève militaire contre toute guerre, qu'elle soit défensive ou non. C'est là le « crime » essentiel de Hervé aux yeux de Péguy. Sous la menace allemande, Péguy ne se demande pas si la diplomatie de Delcassé a des torts. Il n'envisage encore en 1905, qu'une guerre défensive. Et c'est précisément à ce moment-là que Hervé commence à propager l'idée de la grève militaire en cas de guerre, quel que soit

1. Charles PEGUY, *Les Suppliants parallèles*, 17 décembre 1902, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 363.

l'agresseur. C'est donc pour Péguy un traître. Péguy en veut aux socialistes d'avoir condamné Hervé qu'indirectement. Si Hervé est un traître, il faudrait l'exclure, à la fois du socialisme et de la nation. Ses premiers amis, les dreyfusistes et intellectuels de la Sorbonne, de l'ENS et du Collège de France, les Lévy-Brühl, Durkheim, Herr, Seignobos, Séailles, Rauh, Basch, Rolland ne vont pas partager ses angoisses sur la crise de Tanger. Les frères Tharaud écrivent dans *Notre cher Péguy*, qu'après la crise de 1905 :

« La vie continua comme avant. Jaurès, toujours éloquemment, continua de vaticiner que le peuple allemand, les socialistes allemands, la social-démocratie allemande était là pour s'opposer au cuirassier blanc de Tanger. Les professeurs de la Sorbonne continuèrent de juger qu'un « professor » est plus qu'un professeur, et un « doctor » est plus qu'un docteur. » (1).

Mais Péguy lui avait beaucoup changé, puisqu'il s'était intéressé jusqu'alors principalement qu'aux questions morales que posait la politique intérieure de la France. Il va s'apercevoir qu'à force de s'occuper que de politique intérieure : « nous sommes (...) conduits à négliger dans le monde les dangers qui internationalement menacent les libertés universelles. » (2). Ce souci temporel de la France doit être remis à son rang, le premier, car la force ou la faiblesse de la France mesure selon lui désormais exactement l'élévation, ou la baisse de la culture et de la liberté dans le monde. Se retournant vers le passé, vers la guerre de 1870, il voit en cette défaite l'événement qui depuis cette date pèse sur la France et opprime sa liberté. Il en étudie les conséquences, décrit la fatalité désespérante de ce tête-à-tête franco-allemand :

« Il faut se représenter ce qu'était devenue la vie pour ces deux peuples hantés ; une hantise, une tension perpétuelle ; une idée fixe ; un front chargé ; un regard fixe ; profond et sourcilleux ; une impression de n'être plus en eux-mêmes, de n'exister plus en eux-mêmes et pour eux-mêmes, vraiment de n'exister plus que l'un pour l'autre, l'un pour affronter l'autre, d'être l'un et l'autre l'instrument de leur fatalité propre et en même temps, indivisément, indissolublement, l'instrument de la fatalité contraire ; ces deux malheureux peuples n'existaient plus comme des peuples, ordinaires, vivables ; mais ils étaient comme deux tensions vivantes et opposées, comme deux menaces vivantes et opposées. » (3).

1. Jérôme et Jean THARAUD, *Notre cher Péguy*, Paris, Plon, 1926, t.2, p.45.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, 2 novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 86.

3. Op. cit., p. 123.

Section 2 : La disconfirmation : « l'Empire, c'est l'Allemagne et sa modernité, pas la France »

Le produit de la représentation de Péguy est dur, cassant, mais parfois aussi étincelant. Il est évident que Péguy n'a pas d'affinité particulière pour le monde germanique et pour sa grande culture. L'influence de son maître Charles Andler a été décisive sur l'évolution de sa pensée concernant ce sujet. Dès les années 1890, Charles Andler s'était interrogé de manière critique sur l'Allemagne, donc bien avant la publication de ses ouvrages sur le pangermanisme qui vont servir à diffuser assez largement son analyse. Il est possible dans les œuvres tardives de Péguy de retrouver la tonalité de Charles Andler, et souvent des idées similaires, notamment lorsque Charles Andler dénonce les méthodes de l'Etat prussien influencé par Treischke :

« L'Etat défini par le théoricien du prussianisme, est puissance. Il n'est que puissance. Sa fonction unique, et par conséquent son devoir, est d'assurer et d'agrandir cette puissance. Il n'est pas pour lui d'autre morale que de ne pas laisser entamer cette puissance par d'autres Etats (...). La pensée profonde de l'esprit prussien, c'est que la guerre est morale, inévitable, sainte. » (1).

Cet Etat est déterminé à devenir un empire. Péguy va le décrire avec beaucoup de férocité, et en faire volontairement un inverse.

§ 1 : Le paradigme de l'Empire

Après Bismarck et avec l'avènement de Guillaume II, l'ambition de l'Allemagne devient mondiale. La formule est lancée *Weltpolitik*, et elle devient le fil conducteur incontournable de la politique allemande. Le jeune Guillaume II veut reprendre la direction de la politique étrangère. L'Allemagne doit se faire reconnaître une place au soleil. La colonisation devient alors une affaire de l'Etat qui prend la place des compagnies coloniales, cherche à organiser les territoires

1. Charles ANDLER, *Les origines du pangermanisme*, Paris, Conard, 1915, Préface, p. XLV-XLVI.

qu'il possède et à en acquérir de nouveaux. Il lance la construction d'une nouvelle flotte de guerre. Le déploiement de la *Weltpolitik* et le développement de la rivalité navale anglo-allemande modifient en profondeur le climat des relations internationales. L'Etat impérial est un Etat fort et hiérarchique établi sur des principes d'autorité, qui laisse peu de place à une représentation parlementaire. Selon Péguy, la devise française liberté, égalité, fraternité est remplacée à cette époque en Allemagne par les idées de devoir, d'ordre et de justice qui tendent toutes vers les idées de domination et de subordination, vers le concept de hiérarchie. L'Empire pour lui, ce n'est pas la France même si paradoxalement la III^e république était à la tête d'un immense empire colonial. Les Français n'auraient pas été des hommes d'empire, en ce que leur empire aurait d'abord servi à propager la liberté. Péguy vers la Grande guerre va se rapprocher de plus en plus du discours contestable des Républicains opportunistes sur les bienfaits de la colonisation française, en soulignant de moins en moins que nous ne sommes pas toujours de bons maîtres et que la colonisation peut revêtir des formes brutales. L'Empire germanique, dominé par la force et l'efficacité serait au contraire le symbole de la modernité traumatisante.

I) De la qualification de « race de servitude » à l'intérieur, à celle de « race de proie » à l'extérieur

Le mot race chez Littré désigne tous ceux qui viennent d'une même famille, et il est précisé que la race est la famille considérée dans la durée. La race est la lignée. Le sens biologique n'est pas relevé par Littré. Le mot raciste date de 1895. Le mot race a toujours chez Péguy l'un des sens que donne Littré : la race pour lui est la succession des générations qui en inscrivant l'homme dans le temps lui donne une dimension temporelle, font d'une communauté ou d'un individu l'héritier d'un passé. L'héritier du passé français est un homme de race française, quelle que soit sa race biologique. Il ne développe pas une vision raciste. Mais il cherche à stigmatiser l'ennemi

imminent, ce que l'on retrouve dans un autre ordre du langage, avec les surnoms donnés aux Allemands. Il parle de race chrétienne au sens de famille spirituelle, des races de philosophie quand elles ont la même représentation du monde et les mêmes principes d'action. Il parle aussi de race comme synonyme de peuple ou de nation. Mais une race est avant tout un groupe, une communauté humaine organisée qui a une mémoire organique du passé et du futur. C'est cette mémoire organique qui fait la différence fondamentale entre les races. Alain Finkelkraut, rend d'ailleurs justice à Péguy dans *Le mécontemporain*, quand il écrit : « Nul racisme, dans sa conception de la race. » (1).

Depuis 1905, Péguy est persuadé que la patrie charnelle du « mal-monde moderne », c'est l'Allemagne. Il avait parlé de « psychologie des criminels » pour qualifier l'attitude de l'Allemagne et son « remords », son inquiétude particulière après sa guerre victorieuse de 1870, sans fournir d'argument solide pour justifier ce prétendu trouble de la conscience allemande (2). Après le choc de 1905, la représentation de Péguy est de plus en plus dure, de plus en plus critique, et elle est souvent même peuplée des banalités de cette époque du type : l'Allemagne est le pays de l'ordre, de l'organisation massive, infaillible et sans génie.

L'Allemagne est le pays de l'ordre, la France celui de la liberté. Il arrive pourtant à Péguy de penser le contraire en ce qui concerne la France. Le peuple allemand est passif car il a accepté le joug prussien, l'autoritarisme du chancelier Bismark, et l'impérialisme wilhelminien. Le peuple allemand est profondément soumis à son Empereur et à ses pangermanistes, et le parti socialiste dans lequel certains Français mettent leurs espoirs, rassemble des foules serviles guidées par des « fantoches » incapables de discuter les ordres impériaux. Il s'agirait même d'une race

1. Alain FINKELKRAUT, *Le mécontemporain*, Paris, Gallimard, 1991, p. 94.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, 2 novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.110.

d'empire. En juillet 1914, dans *La note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Péguy y propose sa vision la plus accomplie de l'Empire allemand. Cette vision se caractérise par sa dimension politique. L'Allemagne de cette époque, n'est pas seulement présentée comme la forme achevée du monde moderne (industrialisme, militarisme, « philologie raide », raideur des systèmes philosophiques), elle est aussi le prolongement contemporain du Saint Empire romain germanique, ce qui expliquerait l'absence d'une philosophie de la liberté en Allemagne :

« Les Allemands, qui ont été des siècles sans fonder leur empire, et qui ne l'ont refondé que sur nos ruines, et il y a quarante-quatre ans, sont, de race, et ont toujours été des hommes d'empire. Le saint empire romain germanique. Et c'est encore pour cela qu'aucune véritable philosophie de la liberté ni même aucune véritable pensée de liberté n'a jamais pu naître en Allemagne. » (1).

Il ne veut attribuer à l'Allemagne que des défauts insurmontables. Dans le domaine des libertés, qui est au cœur de la pensée de Péguy, l'Allemagne est sa négation. Les Allemands auraient été à un niveau qui leur aurait empêché même de s'en approcher :

« Ce qu'ils nomment liberté c'est ce que nous nommons une bonne servitude. Comme ce qu'ils nomment socialiste c'est ce que nous nommons un pâle centre gauche. Et ce qu'ils nomment révolutionnaire c'est ce que nous nommons par ici un bon conservateur. » (2).

Mais dès l'année 1905, le traumatisme de Péguy était bien réel. Il s'inscrivait dans le langage sans nuance d'un homme paniqué, dont les mots voulaient devenir des armes :

« Du côté insurrectionnel allemand, rien de sérieux ; rien de sérieux : c'est un peuple de soumis et d'obéissants, pour ne pas dire plus, un peuple de nuques basses et de discipline passive. Nullement un peuple révolutionnaire. Tout le contraire d'un peuple révolutionnaire. » (3).

A la différence des Français dont il veut qu'ils soient dans le monde le vrai peuple de la liberté, bien évidemment dans sa vision l'Allemand est incapable de faire une insurrection réelle, et même s'il en faisait une, elle ne serait que : « purement imaginaire, purement doctrinale,

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1346-1347.

2. Op. cit., p.1347.

3. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 366.

purement dogmatique, purement politique et parlementaire, nullement sérieuse, nullement dangereuse pour l'offense militaire. » (1). Car la nature des Allemands aurait été « supplicionnaire », et en conséquence : « la supplication (...) est la forme que prennent chez eux les revendications. » (2). Certes, Péguy dans sa logique de dénigrement systématique aurait pu aller encore plus loin dans la critique, et produire quelques « bonnes citations » de Martin Luther pour apporter la preuve de la servilité allemande. Il n'aurait eu que l'embarras du choix, s'il avait été familier de l'œuvre du grand réformateur allemand. Mais il connaît mal Luther, celui-ci est pratiquement absent de son œuvre, il ne l'a effleuré qu'à travers le prisme de Jean Jaurès.

Dans *Courrier de Russie*, il exclue l'Allemagne des peuples libéraux pour qui elle constituerait même la plus terrible des menaces : « et quant nous, peuples libres, peuples libéraux, peuples de liberté, France, Angleterre, Italie, Amérique même, tenus sous la brutalité de la menace militaire allemande, nous sommes contraints et maintenus dans l'impossibilité de rien faire. » (3).

Toujours la même année, en 1905, dans *Par ce demi-clair matin*, il complète son analyse des peuples de culture et de liberté en associant toujours étroitement d'ailleurs ces deux notions, et en soulignant la fragilité et l'extrême précarité :

« France, Angleterre, Italie (du Nord), quelques fragments de l'Amérique, des fragments de la Belgique, de la Suisse, occupent sur la carte du monde une étroite bande, quelques parcelles, misérable et précaire, étroite en largeur, étroite en profondeur aussi, une mince pellicule, fragile, toujours agitée, toujours vacillante, et toujours menacée. » (4).

Péguy se représente l'Allemagne comme la nation qui incarne l'oppression dans le monde par

1. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 365 : « Dans les régions insurrectionnelles, toute insurrection française serait dangereuse pour la défense militaire, parce que toute insurrection française serait sérieuse, parce que les Français, ou du moins certains Français, feraient l'insurrection, ou feraient de l'insurrection comme les Français font tout ou font de tout, sérieusement... ».

2. Ibid.

3. Charles PEGUY, *Courrier de Russie*, 19 novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 85.

4. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 95.

excellence, une « race de proie à l'extérieur » de sorte que la combattre, c'est défendre tous les opprimés de la terre. L'Alsace et la Lorraine représentent un cas douloureux, exemplaire, mais un cas parmi d'autres. Péguy n'imagine pas un instant, comme le voudrait le « socialiste-pacifiste » Hervé, que socialistes français et socialistes allemands puissent se réunir pour adopter une position commune face au conflit qui se dessine. Si dans *La note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Péguy distingue deux races de la guerre, cela ne signifie pas qu'il ne serait pas un homme de paix, mais seulement qu'il réfléchit à la guerre, par détermination psychologique.

Dans le combat entre ces deux « races de guerre » (dont la Française, si l'on prend Péguy au pied de la lettre ne mérite même pas ce titre), ou entre ces deux principes moraux ou règles de l'action qui guident tant l'existence personnelle que les affaires publiques, la France et les valeurs qu'elle incarne sont inadaptées. La France se bat pour l'honneur, quand l'Allemagne aurait livré une lutte contre la vie de l'adversaire. Il prolonge logiquement ce mouvement antithétique en soutenant que les enjeux de la guerre ne sont pas les mêmes pour les deux pays. Par là, il se distingue à l'intérieur de son camp pour lequel l'identité des régimes non socialistes est un dogme qui occulte au moins en partie le pangermanisme. Il raisonne à partir des caractéristiques culturelles et historiques. Il y aurait donc bien deux races de la guerre. La première, la française, pratique le duel, tel qu'on le trouve chez Homère ou à l'époque féodale. Dans cette opération de mesure, ce qui compte ce n'est que la beauté du combat, le panache, la loyauté dans la lutte, et l'honneur qui en résulte :

« Il y a une race de la guerre où une victoire déshonorante, (par exemple une victoire par trahison), est infiniment pire, (et l'idée même en est insupportable), qu'une défaite honorable, (c'est-à-dire une défaite subie, et je dirai obtenue en un combat loyal) » (1).

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.1343.

A cette race de chevalerie, symbole de la beauté du combat, s'oppose la race d'empire, qui recherche avant tout la réussite, l'efficacité, et à qui importe seulement la victoire même mal acquise, afin d'étendre sa domination. Il se représente l'Allemagne comme le symbole même de cette race de la guerre :

« pour qui la réussite justifie tout, une race de la guerre où l'idée ne vient pas même qu'il puisse y avoir une guerre qui soit déshonorante, pourvu qu'on y gagne, une race de la guerre où l'idée ne vient même pas qu'il puisse y avoir une victoire déshonorante. » (1).

On retrouve dans la pensée de Péguy intimement et volontairement mêlés, les thèmes de la France libre et de l'Allemagne serve. Les Français sont présentés clairement dans le monde moderne comme : « les représentants éminents et peut-être les seuls de la race chevaleresque » (2). alors que les Allemands n'auraient été que : « les représentants imminents, et peut-être les seuls, de la race de domination. » (3). Ils n'auraient été capables de produire que de : « l'empire et de la domination. » (4). Péguy va parcourir les siècles à grandes enjambées, afin de rechercher des origines et de construire des filiations qui comme celle de Maurras ne sont pas toujours des plus rationnelles. Il souhaite opposer clairement et de manière irréductible les familles d'esprit :

« Pour nous modernes, chez nous l'un est celtique et l'autre est romain. L'un est féodal et l'autre est d'empire. L'un est chrétien et l'autre est romain. Les Français ont excellé dans l'un et les Allemands ont quelquefois réussi dans l'autre. » (5).

Aussi attribue-t'il des origines celtiques à la « race française chevaleresque » et des origines romaines à la « race allemande de domination ». Les conséquences de ces origines, dont il veut prouver qu'elles ont été vérifiées par l'histoire, sont déterminantes, car dans le premier système,

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.1343.

2. Op. cit., p. 1346.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Op. cit., p. 1345.

tout est proposition, tout est requête, tout est mesure de valeurs, et d'esprit féodal et chrétien ; alors que dans le second système tout est dominé par la conquête, par la préoccupation exclusive d'obtenir et de fixer des résultats (1). Les filiations que Péguy retracent sont morales et culturelles. Ce ne sont pas celles du sang. Le parti chevaleresque renvoie à un système de valeurs, il est : « celui qui mesure et se mesure » (2). La trilogie empire, romain, germanique lui semble évidente, et il préfère la soutenir, l'affirmer quitte à affecter Rome et la tradition humaniste. D'ailleurs, il admire des héros comme Jeanne d'Arc, Saint Louis, Polyeucte, pour leur grandeur, leur esprit de sacrifice, leur renoncement, leur désintéressement, leur vertu exceptionnelle par lesquels ils transcendent le siècle plus que pour leur humanisme ; et étudiant la figure Polyeucte, il préfère la morsure : « la formule de l'attaque, de l'atteinte, de la pénétration de la grâce » (3). Dans cette construction antithétique avec une Allemagne qui représente toujours le système d'extermination, Péguy n'entendait pas par là la menace d'un génocide, mais la destruction de la spécificité de la nation ennemie ou simplement différente : « Il ne s'agit pas que Berlin écrase Paris, il s'agit que Berlin remplace Paris. Et ils n'en sont pas près » (4). Avant l'affrontement, Péguy va répertorier les vertus de l'ennemi. Son bilan raisonné ne lui permet pas d'être optimiste, et son angoisse en conséquence va grandir. Les immenses forces de l'appareil de l'Empire qui combattent pour vaincre dans la modernité et l'efficacité, ne peuvent que vaincre la France qui combat pour se mesurer : « celui qui vainc a depuis longtemps vaincu celui qui combat. Comment n'en serait-il point ainsi. C'est mathématique. » (5).

1. Ibid. : « Tout est proposition dans le système de la chevalerie. Tout est domination dans le système romain. Tout est requête dans le système chevaleresque. Et tout est conquête dans le système romain. Tout est conquête dans l'empire. Dans le système chevaleresque il s'agit de mesurer des valeurs. Dans le système de l'empire il s'agit d'obtenir et de fixer des résultats. ».

2. Op. cit., p. 1347.

3. Op. cit., p. 1314.

4. Op. cit., p. 1349.

5. Op. cit., p. 1347.

Mais il existe des vertus inexplicables, qui peuvent changer le cours du triste destin de la disparition possible de la France. Car : « Celui qui se bat à quelquefois vaincu celui qui vainc.

Celui qui a voulu être juste a quelquefois été trouvé plus fort. » (1). Si le système qui se mesure :

« a tenu le coup et que la première race de la guerre qui n'a jamais été exterminée par la deuxième et que le premier système du monde, qui est le système de comparaison, n'a jamais été exterminé par le deuxième système, qui est le système de l'extermination. Il faut qu'il y ait dans la vérité, dans la justice, (et peut-être dans la vérité), un secret de la force, une vigueur propre, un jaillissement, une espérance et pour tout dire une grâce et un secret de destination. » (2).

Cette grâce qui est une force, elle est contenue dans la liberté même, puisque :

« Ce qu'il y a de merveilleux, c'est qu'avec tout l'appareil de l'empire les Allemands n'en aient pas fait plus que nous, dans le misérable désordre de notre liberté. Il faut qu'il y ait dans cette malheureuse liberté un grand secret. Une vertu. Une grâce. Une force merveilleuse. Un (autre) ordre. » (3).

II) La dominance d'une « modernité traumatisante »

En 1904, Romain Rolland témoigne que la guerre russo-japonaise a commencé à faire douter

Péguy sur la notion même de progrès, et sur la survie de la civilisation humaine :

« L'atroce guerre russo-japonaise, qui a (on peut le dire avec la netteté du recul nécessaire) ouvert l'âge de l'extermination, avait ébranlé profondément en Péguy sa foi en la civilisation. Il l'a dit, en termes graves et émus, dans son Cahier Zangwill du 30 octobre 1904. » (4).

Le coupable, c'est d'abord le modernisme (5) qui est la recherche de la modernité, mais c'est surtout cette dernière, qui est le caractère même de ce qui est moderne. La modernité n'est donc pas pour Péguy une qualité, mais plus qu'un défaut : l'incarnation du mal. Si les Allemands n'en avaient pas le monopole, ils en auraient été, la meilleure incarnation sur la planète car : « Ils sont des modernes en un sens encore plus caricatural que nous. » (6).

1. Op. cit., p. 1348.

2. Ibid.

3. Op. cit., p.1346.

4. Romain ROLLAND, *Péguy*, t. 1, Paris, Albin Michel, 1944, p. 103.

5. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 821. « Le modernisme consiste à ne pas croire ce que l'on croit. ».

6. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 123.

Puisqu'il n'existe pas de diagnostic lucide pour découvrir les caractéristiques de la modernité dans la pensée de Péguy, il faut les rechercher assez paradoxalement dans sa description de Richelieu qui était un : « grand ministre, moderne, c'est-à-dire pratique, administrateur, calculateur, économiste. » (1). Le danger du modernisme réside dans sa capacité d'invasion par sa seule légitimité de l'ensemble des sociétés, et de sa « corruption » par son inhérente « barbarie » :

« Le sort de l'humanité n'a jamais été aussi précaire, aussi misérable, aussi menacé, que depuis le commencement de la corruption des temps modernes...Aujourd'hui de partout, guerres et massacres, et imbécillité, même laïque, la barbarie remonte. De partout remonte l'inondation de la barbarie. » (2).

Ce qui effraie de manière confuse Péguy dans la modernité, c'est l'intelligence moderne, sa brutalité, sa volonté de puissance qui se déchaîne au moyen de la rigueur, du positivisme, du scientisme, et d'une certaine « religion du progrès ». Il va amalgamer dans son « germanisme » les images qu'il a de ce monde nouveau qu'il déteste, d'une industrie qui fabrique de la force, de l'économie allemande, de son efficacité et de sa puissance mondiale. Péguy est l'homme d'une civilisation agraire et littéraire. Il ne se reconnaît pas dans la nouvelle civilisation industrielle et scientifique, qu'il identifie à l'Allemagne. Une matière va incarner cette modernité : le fer. Il n'est pas étonné d'observer que l'Allemagne va s'emparer de cette matière et en faire le symbole même de sa révolution industrielle et de sa puissance économique, notamment dans la très puissante région de la Rhur. Le fer, selon ses termes, est « la putain » de l'humanité moderne, libre, prêt à tout, à une nouvelle organisation de la société et du travail, à la puissance, à la force, à l'armement, à l'invasion, à la mort, car il est :

« Une matière moderne relativement aisée, interchangeable, prostitutionnelle, qui peut servir à tout et à tout le monde, une matière putain, ce fer qui résiste peut-être bien un peu, parce qu'il ne peut pas faire autrement, parce qu'il est une matière, mais qui ne résiste que pour la frime. » (3).

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.176.

2. Op. cit., p.105.

3. Charles PEGUY, *Deuxième élégie XXX*, Texte posthume, septembre 1908, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988 p. 960

Grâce à la technique industrielle et au fer, matière qui se prête à tout ⁽¹⁾, l'homme va pouvoir imposer, ordonner, calculer, planifier, dominer, régner. Il va permettre directement la construction de ce monde nouveau qui l'angoisse, car il est un monde de « barbares » :

« A ce jeu en ce temps-ci une humanité est venue, un monde de barbares, de brutes et de mufles, plus qu'une pambéotie, plus que la pambéotie redoutable annoncée, plus que la pambéotie redoutable consacrée : une panmuflerie sans limites ; un règne de barbares, de brutes et de mufles ; une matière esclave ; sans personnalité, sans dignité ; un monde non seulement qui fait des blagues, mais qui ne fait que des blagues, et qui fait toutes les blagues, qui fait blague de tout. Et qui enfin ne se demande pas encore anxieusement si c'est grave, mais qui est inquiet, vide, se demande déjà si c'est bien amusant. » ⁽²⁾.

Rien ne se dérobe à la prise du monde moderne, rien ne lui résiste, ou ne s'oppose à son action.

Nulle altérité, nulle extériorité ne subsiste. La modernité des institutions s'incarne dans : « le culte rituel d'un nouveau Dieu qui est l'Etat moderne » ⁽³⁾, et il est évident que l'Empire allemand et sa parfaite organisation centralisée représentent l'archétype même de cet Etat moderne. Ainsi la grande crainte de Péguy en 1905 est que l'esprit prussien prolongeant et aggravant l'implacable efficacité de Richelieu, des légistes, et des Romains ne soit demain le maître du monde car : « Toutes les fois que des modernes se sont trouvés aux prises avec des antiques, ce sont les modernes qui ont gagné. » ⁽⁴⁾. Il veut d'ailleurs démontrer que l'ensemble des méthodes de 1870 du côté de l'Allemagne étaient dans leur essence des méthodes modernes :

« L'Allemagne nous avait attaqués au moment où nous ne nous y attendions pas ; elle nous avait battus d'une manière où nous ne nous y attendions pas ; comme peuple diplomatique et militaire, elle avait donc forfait ; comme partenaire elle avait simplement triché. » ⁽⁵⁾.

1. Charles PEGUY, *Deuxième élégie XXX*, texte posthume, septembre 1908, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 960 : « Ce sera un grand malheur pour l'humanité dans son âge moderne, un malheur qui ne sera peut-être pas réparé, que d'avoir eu en mains cette matière, que d'avoir été conduite par le progrès peut-être inévitable de sa technique industrielle à être libre, à être maîtresse, à tripoter librement cette matière qui se prête à tout, qui ne se donne à rien, qui se prête à tous, qui ne se donne à personne, cette matière libidineuse, sans astreinte, presque sans résistance. ».

2. Op. cit., p. 960-961.

3. Charles PEGUY, *Avertissement au cahier de M. Mangasarian*, 1 mars 1904, OPC, t.1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1284.

4. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.155.

5. Op. cit., p. 148.

L'omnipotence de l'argent fait aussi partie de ce monde moderne détesté :

« Tout l'avilissement du monde moderne, c'est-à-dire toute la mise à bas prix du monde moderne, tout l'abaissement du prix vient de ce que le monde moderne a considéré comme négociables des valeurs que le monde antique et le monde chrétien considéraient comme non négociables. C'est cette universelle négociation qui a fait cet universel avilissement. » (1).

Le triomphe de l'idéologie du progrès technique et de la raison fait figure de nouvelle religion, or selon lui, l'incontestable progrès des techniques n'entraîne point le progrès des théories, le sort des métaphysiques n'est nullement lié au sort des physiques. Même la nature n'est plus accueillie ou écoutée, elle est acculée comme le fer à répondre aux exigences de l'homme et à se modeler sur les normes de sa volonté. Péguy est arrivé à cette conception d'un monde moderne qui loin de marquer un progrès, représente une chute infiniment grave par rapport aux humanités qui l'ont précédé. Il rejette la prétention de la modernité à être un aboutissement, une fin de l'histoire, ou même encore un monde meilleur : « Qui soutiendrait aujourd'hui que le monde moderne est le dernier monde, le meilleur, qui au contraire soutiendrait qu'il est le plus mauvais ; s'il est le meilleur où le pire, nous n'en savons rien. » (2). Dans *Zangwill* en 1904, il va confier sa vraie réponse, celle de la modestie face à ce qu'il estime être la prétention inconsidérée de la modernité. Elle est contenue dans le vieil adage antique suivant lequel nous ne nous connaissons pas nous même. Car l'avancement que nous croyons voir se dessiner revient à n'avancer que dans l'approfondissement de cette antique formule, à lui trouver tous les jours des sens nouveaux, des sens plus profonds, qu'il reste immensément à faire et à connaître car :

« Nous sommes devant un spectacle immense et dont nous connaissons que d'éphémères incidents ; que ce spectacle peut nous réserver toutes les surprises ; que nous sommes engagés dans une action immense et dont nous ne voyons pas le bout ; que peut-être elle n'a pas de bout. » (3).

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1431.

2. Charles PEGUY, *Zangwill*, 25 octobre 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1446.

3. Op. cit., p. 1447.

La guerre de 1914 sera le reflet exact de la société moderne, que rejette Péguy avec colère. Car elle a été le triomphe de la mécanique, de la dureté, de la férocité, du fer et de l'acier, de la cruauté de l'anonymat, de l'inutilité de l'esprit chevaleresque. Cette guerre moderne de 1914, va donner un visage encore inconnu à une nouvelle barbarie qui consacre une guerre de matériels. Elle va changer implacablement et définitivement les données de la guerre et par la sacralisation de la technique, affirmer l'écrasante suprématie de la puissance sur toutes formes de vertus personnelles.

§ 2 : Du partiel et du partial à un inverse nécessaire

Péguy a une réelle propension à magnifier l'histoire par des métaphores et des métonymies, qui désignent parfois faute de la décrire une réalité supérieure. Cette propension à magnifier l'histoire, il l'a emprunté aux romantiques Herder et Fichte, mais aussi à Michelet et à Hugo. L'histoire est incarnée, pour ne pas dire personnifiée, elle traduit toujours quelque chose de la conscience de ceux qui y participent, par la pensée ou l'action. On pourrait la qualifier d'histoire psychologisante, sachant qu'elle relève aussi de ce que les psychanalystes appellent une « psycho-histoire » : l'interprétation des événements historiques à la lumière de la psyché individuelle ou collective des personnes et des peuples qui la font, à leur insu le plus souvent. Péguy va sublimer la France et l'Allemagne, mais pour cette dernière de manière inverse à la première. Car la sublimation est une idée qui vaut dans les deux sens, elle désigne une histoire radicalement différente, inverse : franchement positive pour la France, tout à fait négative dans le cas de l'Allemagne, et péjorative dans le produit même de cette représentation, qu'est le « germanisme ». Car son objectif n'est pas de comprendre l'Allemagne dans le détail. Ce qu'il en

a vu au travers du socialisme et du kantisme lui a semblé suffisant pour ne pas vouloir chercher à mieux envisager cette culture. Après le choc de 1905, l'Allemagne n'est que l'inverse nécessaire.

I) Une vision partielle et partielle

L'angoisse est une forme d'autoconditionnement aveugle Péguy. Elle le conduit et il faut le reconnaître à une vision partielle et partielle de l'Allemagne et du monde germanique, qui manque de profondeur pour un écrivain de cette dimension. Certes, la condamnation sans nuance d'un « éternel esprit germanique » assimilé à de l'expansionnisme impérial est dans l'air du temps, en période de guerre annoncée. Il faut rappeler, d'ailleurs que Victor Hugo le 1^{er} mars 1871, déclarait devant l'Assemblée nationale siégeant à Bordeaux :

« Et pendant que la nation victorieuse, l'Allemagne, baissera le front sous son lourd casque de horde esclave, elle, la vaincue sublime, la France, elle, aura sur sa tête la couronne du peuple souverain. Et la civilisation remise face à face avec la barbarie, cherchera sa voie entre les deux nations, dont l'une a été la lumière de l'Europe, et dont l'autre sera la nuit. » (1).

Mais la relation de Péguy à l'Allemagne va rester fermée à tout dialogue. Il assimile toujours l'« esprit germanique » à une volonté d'expansion impériale. Il n'a aucune envie d'aller à l'encontre de la culture allemande, afin de mieux la connaître, car il n'a dans ce domaine aucune envie de douter de son identité et de ces certitudes. Sa religion négative à propos de l'Allemagne est acquise avec le socialisme et le kantisme. Parlant de l'Allemagne Péguy ne dit pas l'autre, mais le contraire (de la France). Il ne fera jamais le voyage d'Allemagne ni au sens propre, ni au sens figuré. Pourtant bien qu'il n'aime pas l'Allemagne, il connaît bien son socialisme, sa langue, son histoire et aussi la philosophie de Kant. Il a puisé cette culture chez Andler, Herr et Jaurès. A côté de cela, il a une certaine admiration pour Goethe et Schiller, pour Beethoven, et un intérêt

1. Victor HUGO, *Œuvres politiques complètes*, Paris, Francis Bouvet Pauvert, 1964, p. 694-695.

réel pour Nietzsche. Néanmoins, il est intéressant de souligner que si Péguy distingue parfois l'Allemagne de la Prusse, et s'il lui arrive de qualifier Goethe de génie ⁽¹⁾ il n'admire pas totalement, comme par exemple Barrès, ce symbole universel de l'Allemagne culturelle d'avant 1870. Il écrit sur Goethe, dans *Les Suppliants parallèles* :

« Les exemples que l'on cite, l'amitié de Goethe et de Schiller : plus triste assurément et plus misérable qu'une inimitié ; cette bonté cette olympienne condescendance de Goethe, au fond quel atroce, quel pitoyable mépris intérieur ; cette soumission, cette fidélité de Schiller, quel aveu de tristesse, de faiblesse, quelle résonance de la mort qui venait, quelle confiance d'impuissance et d'invirilité ; il y a dans cette amitié je ne sais quoi d'abaissant et d'humiliant pour l'histoire de l'humanité, je ne sais quelle délicatesse, que l'on voudrait taire ; l'humanité a été cent fois plus enrichie de droiture et de force par la grande révolte, par la grande haine de Nietzsche contre Wagner que par cette amitié soumise de Schiller pour Goethe. » ⁽²⁾.

De plus, la question allemande en tant que telle, ne va se poser à lui véritablement, que suite à l'effet de son choc psychique de 1905. L'Allemagne l'intéresse trop peu en tout cas, pour qu'il cherche à faire un effort pour mieux la comprendre. Plus la tension monte, et plus l'instinct de défense républicaine pour la patrie française menacée qu'il défend, lui semble impérative. Il explique son attitude défensive ainsi : « du côté militaire allemand, tout est offense ; du côté militaire Français tout est défense. » ⁽³⁾. Mais ce qui ne manque pas de surprendre, c'est le manque d'originalité de Péguy dans la dénonciation de l'Allemagne, compte tenu de la fraîcheur souvent inédite de ses positions adoptées dans d'autres domaines. Il se contente trop souvent de généralités, de platitudes et de lieux communs. On chercherait donc en vain dans *Notre patrie* cette curiosité pour l'exception allemande. Il écrit :

« Les Allemands, ont été des siècles sans fonder leur empire, et qui ne l'ont refondé que sur nos ruines, et il y a quarante-quatre ans, sont, de race, et ont toujours été, des hommes d'Empire. (...) Ce qu'ils nomment liberté c'est ce que nous nommons une bonne servitude. » ⁽⁴⁾.

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 180.

2. Op. cit., p. 195.

3. Charles PEGUY, *Les Suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 365.

4. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1347.

Mais Péguy, s'il l'avait souhaité, aurait pu trouver dans l'histoire de l'Allemagne des moments de recherche de liberté et de mystique. Il aurait pu en trouver dans la vieille Allemagne du Rhin admirée par les romantiques français. Mais il y avait eu aussi Büchner, Heine, Hölderlin, ou encore la Révolution de mars 1848 et les barricades à Berlin, les diètes de l'Allemagne du sud, le mouvement de la Jeune Allemagne, la réunion du Parlement de Francfort et la tentative de donner une constitution à l'Allemagne. Une véritable tentative démocratique et nationale. L'Allemagne a connu et Péguy ne pouvait les méconnaître, les événements de 1848. Dans le monde germanique, ils ont eu une tonalité spécifique, car ils ont exprimé une double aspiration à la liberté et à l'unité nationale. Les hommes de 1848 avaient voulu donner aux Allemands un Etat national, proclamer les droits fondamentaux des Allemands et mettre en place des institutions politiques représentatives ; mais ils ont échoué dans ces objectifs.

Mars 1848 a été un moment unique dans l'histoire du peuple allemand. En un mois, toute l'Allemagne avait été en effervescence pour chercher la voie du renouveau. Le premier ébranlement de l'ordre établi avait été l'annonce de la révolution parisienne de février et la proclamation de la République en France. En Allemagne, les premiers troubles étaient apparus dans les villes de Rhénanie prussienne, en Hesse, et dans le grand-duché de Bade. Les plus conscients des libéraux avaient voulu dépasser ce premier stade. Quelques-uns d'entre eux s'étaient réunis à Heidelberg le 5 mars 1848, pour préparer l'élection d'un Parlement allemand. Ils avaient lancé un appel à l'unité de tous les Allemands et demandé la réunion à Francfort d'un pré-parlement dont les membres auraient été désignés par les sociétés libérales, les associations et les villes. En Rhénanie prussienne, la bourgeoisie avait réclamé les libertés publiques et l'Etat constitutionnel. La Révolution de Vienne du 13 mars 1848 avait donné le signal à toute l'Allemagne. Devant l'orage les pouvoirs princiers avaient fléchi et avaient fait des concessions. A Berlin, le 18 mars 1848 le sang avait coulé. Mais les choses étaient allées quand même moins

loin qu'à Paris, car le Roi Frédéric Guillaume IV avait cédé le 21 mars aux revendications de la bourgeoisie libérale. Dans une déclaration adressée « à mon peuple et à la nation allemande », le Roi Frédéric Guillaume IV avait renoncé à l'absolutisme, avait formé un gouvernement libéral et annoncé l'élection d'un Landtag au suffrage universel. L'appel des libéraux d'Heidelberg s'était réalisé avec 600 représentants qui s'était réunis à Francfort du 31 mars au 5 avril. La majorité était modérée et respectueuse des dynasties qu'elle voulait associer à l'œuvre de rénovation. Après avoir décrété le suffrage universel masculin, le pré-parlement qui n'avait pas les moyens d'organiser le scrutin, s'en était remis aux Etats. Le premier Parlement allait siéger un peu plus d'un an (mai 1848-juin 1849). Son élection s'était déroulé à la fin avril, et les 800 députés étaient peu représentatifs de la société allemande. Son Président, un libéral modéré Heinrich Von Gagern avait dessiné dans son discours d'ouverture les objectifs. Le but était de réaliser l'unité politique des peuples allemands dans un empire dont les institutions seraient fondées sur la souveraineté populaire. A cette tâche, l'assemblée devait associer les Etats pour transformer la confédération d'Etats (Staatendund) de 1815 en un Etat fédéral (Bundesstaat). Mais l'assemblée allait buter sur son absence de moyens réels et sur sa dépendance, par rapport aux Etats historiques.

Dans l'été 1848, le Parlement avait mis en place un gouvernement provisoire. On avait décidé de conserver la forme monarchique et de placer un vicaire d'Empire l'Archiduc autrichien Jean qui avait désigné un ministère d'Empire présidé par le Prince de Leiningen, responsable devant le Parlement. Ces institutions sans moyens resteront symboliques. Mais au cours de l'automne, les éléments les plus radicaux devant les faiblesses et la lenteur des changements s'étaient révoltés, et ils avaient été violemment réprimés. Les pouvoirs traditionnels reprenaient le pouvoir, notamment à Vienne, et le pouvoir impérial était rétabli, comme en Prusse avec le Roi Frédéric Guillaume.

En octobre 1848, le Parlement avait décidé que l'Allemagne serait un empire et pour de nombreuses raisons, il allait proposer la couronne impériale au Roi de Prusse, qui allait la refuser. Cette réponse négative de Frédéric-Guillaume IV avait porté un coup de grâce au Parlement. Les députés avaient été chassés de Francfort par les troupes prussiennes après des révoltes populaires. Le dernier bastion démocrate à résister fut la forteresse de Rastatt qui s'était rendue le 23 juillet 1849. Ainsi même si l'existence du premier parlement allemand s'était achevée dans la honte et la dérision, l'Allemagne s'était quand même battue pour la liberté au travers de ces événements. Quand l'histoire allemande a scandé le nom du peuple, c'est aussi à la nation qu'elle pensait. Mais Péguy s'est refusé à toute mystique allemande, face à cette histoire qu'il juge inachevée, imparfaite, pour une raison essentielle : car la liberté n'y resta qu'une pensée, un idéal, une abstraction, sans jamais fonder un ordre politique comme en France. Pour se concentrer sur la seule Allemagne impériale, Péguy en oublie volontairement toutes les autres.

Mais aussi, pourquoi identifier une nation, tout un peuple, à la politique de Bismark ou de Guillaume II ? L'ordre social de l'Empire allemand, n'était-il pas, l'expression autant que l'aboutissement d'un système avant tout politique ? Or, la France a aussi connu des appétits impérialistes, que Péguy défend de manière péremptoire, en écrivant : « quand les Français disent qu'ils se taillent un empire colonial, il ne faut pas les croire. Ils propagent des libertés. » (1).

Même s'il dédaigne injustement cette aspiration à un idéal pour le peuple allemand, il sait que l'histoire a ses raisons, ses ruses, et qu'elle ne se fait pas d'un seul tenant, et qu'elle tient

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1346.

parfois du miracle :

« C'est une règle forcée. Elle n'a pas besoin de nous. Elle se passe de notre permission. Elle n'attend pas notre consentement. Elle n'a pas besoin de notre agrément... L'événement, l'histoire est toujours injuste, je le sais, moi l'histoire. Quand elle n'est pas cruelle. Et elle n'est pas injuste et cruelle arbitrairement, fragmentairement, par oubli, mais essentiellement dans sa racine même. » (1).

En 1912 dans *Dialogue de l'histoire et de l'âme charnelle*, il semble même d'ailleurs rejoindre la conception d'une histoire totalement déterminée par la fatalité : « Que voulez-vous je suis l'histoire, on me connaît comme je suis. Il faut me prendre comme je suis. C'est moi surtout qui suis toute faite ; et faite d'avance. Il faut me prendre d'avance. » (2).

II) Un inverse nécessaire

« Jérusalem, Athènes, Rome, Florence, Paris, enfin. La France est le dernier de ces peuples élus » (3) postule Charles Péguy, dans *La Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*. Mieux encore, il va écrire dans *Les Suppliants parallèles* : « Plus que jamais la France est l'asile et le champion de toutes les libertés du monde. » (4). Mais si la France apparaît à ce point unique, l'Allemagne compte peu dans l'histoire du monde, telle que Péguy en dresse le bilan à l'orée du siècle nouveau. L'Allemagne est en quelque sorte l'envers en creux, le faire-valoir négatif de la France. Elle est en un mot tout ce que la France n'est pas, et ne sera jamais : hiérarchisée, à défaut d'être centralisée, autoritaire, chauvine. Inversement, par symétrie, la France est tout ce que l'Allemagne n'est pas, ou ne saurait être : républicaine, patriote, mais universaliste. Dans sa manière pour reconnaître un homme de génie, Péguy préconise même une méthode de

1. Charles PEGUY, *Clio, Dialogue de l'histoire et de l'âme païenne*, Juillet 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1022-1023.

2. Charles PEGUY, *Dialogue de l'histoire et de l'âme charnelle*, Juin 1912, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 668.

3. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1350.

4. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 361.

classement par opposition, et il écrit : « Dites-moi un peu s'il était antique ou moderne, s'il est païen ou chrétien, classique ou romantique, Français ou Allemand, féodal ou autocratique, alors vous aurez commencé à parler de lui. » (1). Dans son grand catalogue des vertus et des qualités, il va attribuer à l'Allemagne la confusion, la duplicité, la barbarie : « les barbares Allemands » (2), l'arbitraire, la bêtise : « Ces Allemands sont si bêtes » (3), l'esprit de domination. Du côté de la France, c'est la clarté, la vérité, la culture, l'intelligence, la justice, la liberté et la République. Globalement les qualificatifs qui désignent les Allemands dans les derniers temps de sa vie, n'innovent guère : « ces malheureux et ces lourds et ces ingrats et ces disgraciés » (4). La disgrâce pour Péguy est privation de la grâce. Ils ne sont pas le peuple élu de Dieu.

Son « germanisme » va faire de l'Allemagne la figure maîtresse de l'empire. Mais nulle part dans son œuvre, il s'interroge afin de savoir si quelques allemands ne se sont pas reconnus dans Bismarck ou Guillaume II. La comparaison tourne à la symétrie parfaite. Dans l'usage courant de l'essai, la métonymie semble inévitable. Celle-ci fonde chez Péguy non seulement une vision mais une explication du monde. L'Allemagne contre la France. L'antinomie tourne souvent à la symétrie parfaite. C'est une construction qui part de soi pour nier l'autre :

« On peut dire que dans le monde moderne les Français sont encore les représentants éminents et peut-être les seuls de la race chevaleresque, (ainsi rigoureusement définie), et que les Allemands sont les représentants imminents, et peut-être les seuls, de la race de domination. Et c'est pour cela que nous ne nous abusons pas quand nous croyons que tout un monde est intéressé dans la résistance de la France aux empiétements allemands. Et que tout un monde périrait avec nous. Et que ce serait le monde même de la liberté. Et ainsi que ce serait le monde même de la grâce. Jamais l'Allemagne ne referait une France. C'est une question de race. Jamais elle ne referait de la liberté, de la grâce. Jamais elle ne referait que de l'empire et de la domination. » (5).

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 186.

2. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 46.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 914.

4. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1349.

5. Op. cit., p. 1346.

Dans *La note conjointe sur M. Descartes*, il oppose précisément deux races : celle des « hommes d'empire » et celle des « hommes de liberté ». Les uns ne songent qu'à dominer et à exterminer. « Que le plus fort gagne » pensent les premiers, « La victoire au plus juste » estiment les seconds. Péguy range l'Allemagne dans le premier camp, la France dans le deuxième. Il le fait de manière assez manichéenne, oubliant qu'à travers les siècles les rôles ont parfois été intervertis. Il reste prisonnier de l'enseignement de la Troisième République qui se bornant à l'histoire récente, ne voulait voir que l'affrontement entre la France révolutionnaire de 1789 et la Prusse impériale de 1870. Il emploie fréquemment le mot race qui semble un mot magique, mais qui en réalité n'explique pas grand chose. Il ramène toute une histoire à la race et il réduit la complexité à l'unité, le tout à l'un. Ce sont des essences qui sont ainsi désignées à la comparaison, faute d'une véritable explication historique. Il ne nie pas l'histoire allemande, mais il l'explique tout entière par les réalités abstraites de la race, ou d'un peuple réputé dominateur, et il se condamne à méconnaître dans le détail les raisons souvent complexes qui la sous tendent.

Toute sa thèse est sous le coup de la menace impériale allemande. Il confond le résultat avec la dynamique, et il interprète tout un passé d'histoire à la lumière de la situation présente. Cette situation est étonnante s'agissant d'un écrivain exigeant, porté à déchiffrer les dessous, les non-dits de l'histoire. A la fois romantique et déjà critique, sa vision ne doit rien à la naïveté. Elle en appelle à la vocation des peuples, sans négliger pour autant les rapports de force qui l'hypothèquent et ce faisant la vérifient. Loin d'exclure l'intérêt et le calcul, la responsabilité propre à chaque nation naît du risque même à les intégrer dans une idée supérieure qui les légitime, sans les occulter. Péguy applique cette vérité à la France. Il l'a refusé à l'Allemagne. Ainsi la France de Péguy est pour l'essentiel un mythe. Sa capacité à triompher toujours des vicissitudes historiques n'a d'égal que la promptitude de l'Allemagne à les subir. Péguy ne connaît guère le doute dans sa situation psychologique. Qui saurait jamais faire le tour d'un

pays comme l'Allemagne ? Là est peut être le rendez-vous manqué entre Péguy et l'Allemagne. Le discours de Péguy sur l'Allemagne pour l'essentiel est politique et partisan, sans véritable logique historique ou culturelle. Sa vision semble partisane, plus qu'impliquée. Elle est surtout superficielle, en ce sens qu'elle se satisfait de vérités de surface, du « comme si des apparences » : tandis que le vrai regard de l'écrivain ou du journaliste eut été indispensable, pour dire la face cachée d'une histoire qui est tout sauf banale. Si le parti pris n'étonne pas chez Charles Maurras, il est beaucoup plus surprenant, de la part d'un auteur exigeant et curieux comme Péguy, habitué à lire : « la pensée de derrière la tête » (1).

Critique, sa méthode exclut l'évidence, lorsque celle-ci prétend passer sous silence les raisons qui la fondent. C'est une pensée de soupçon. Car les hommes, ainsi que les peuples et leurs pensées, ne sont jamais ce qu'ils semblent être, irréductible à l'apparence et au dehors. Reste toujours un inachevé, propice à la question et au mystère ; moins quelques vérités ultimes cachées, qu'une réserve de sens : quelque chose qui n'a pas été vu, qui reste à dire, un au-delà des mots et des discours en fait une exigence. Et ainsi de l'histoire, lorsqu'elle s'impose à ses acteurs dans toute la violence de l'imprévu. Loin d'incarner la volonté sans failles des hommes ou des peuples, celle-ci est aussi et avant tout ce qu'elle cache, ou traduit mal, des intentions premières qui les animent. Elle n'est au fond qu'un acte manqué, et un malentendu perpétuel :

« Tout commence en mystique et finit en politique. Tout commence par la mystique, par une mystique, par sa (propre) mystique et tout finit par de la politique. La question, importante, n'est pas, il est important, il est intéressant que, mais l'intérêt, la question n'est pas que telle politique l'emporte sur telle ou telle autre et de savoir qui l'emportera de toutes les politiques. L'intérêt, la question, l'essentiel est que dans chaque ordre, dans chaque système la mystique ne soit point dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance. » (2).

Mais pour l'Allemagne, il n'y aurait pas de réserve de mystique, mais que du « germanisme ».

1. Charles PEGUY, *Dialogue de l'histoire et de l'âme charnelle*, juin 1912, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 641.

2. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 20.

Rien ne pourrait donc atténuer sa situation politique. La mystique est ce qui transcende la politique, soit l'idéal trahi, l'aspiration première. Elle ne posséderait même pas quelque chose que trahisse sa politique, car elle ne serait qu'ordre, soumission et servitude à l'intérieur, et esprit de domination à l'extérieur. La seule mystique éventuelle que Péguy pourrait reconnaître à l'Allemagne serait une mystique négative, donc une fausse mystique.

Titre II : D'une relative hétérogénéité des processus à une relative homogénéité des produits conceptuels

Barrès, Maurras et Péguy sont différents. Face au contraste franco-allemand de leur époque, malgré des processus d'élaboration relativement hétérogènes des trois produits, ces auteurs, plus l'histoire avance, vont tendre à converger vers l'idée de la Grande Guerre comme une issue fatale. Ils font un constat commun : les Allemands rejettent l'histoire et la réalité. Ils veulent l'abstraction pour Barrès, la pureté pour Maurras, la modernité pour Péguy, mais pas la réalité ; et ils désirent constamment la changer : ils veulent s'écouter.

Chapitre premier : Une relative hétérogénéité des processus

Dans l'élaboration des représentations, si le mouvement de construction est relativement original, l'importance et la puissance vont devenir identiques du fait de la force dominatrice de l'angoisse.

Section 1 : Une relative hétérogénéité dans la construction

Ils sont trois jeunes Français, mais ils ne sont pas nés dans la même classe sociale, ni dans la même région, ni à la même date. Si ces éléments suffisent déjà pour les conduire à diverger dans leurs représentations et leurs personnalités, ce sont surtout les hasards de

la vie qui vont encore plus marquer leurs différences. Mais des traits puissants, parfois paradoxaux vont les unir, par-dessus les oppositions.

§ 1 : Trois jeunesses françaises

Si le temps de la naissance, et la gestion du temps vont être différents pour ces trois auteurs, cette période va placer ces trois jeunesses françaises directement face à un présent inacceptable, et à un futur incertain.

I) L'influence d'un traumatisme enfantin

Dans une apparente différence, mais avec une intensité relativement comparable, ils ont été des enfants traumatisés par la guerre de 1870-1871. Le traumatisme est bien réel. La guerre a laissé des images indélébiles. Leur enfance va devenir au plan psychologique la forme de leur destin. Ils vont vivre une forme de névrose post-traumatique. Celle-ci va gouverner leur vie, et leur œuvre. Avant de naître, cette névrose obsessionnelle va connaître une période d'incubation. Maurice Barrès est né le 19 août 1862 à Charmes, Charles Maurras le 20 avril 1868 à Martigues, et Charles Péguy le 7 janvier 1873 à Orléans.

Barrès est celui des trois auteurs qui va être confronté le plus directement aux événements liés à la défaite de 1870 à la fois au plan géographique, mais aussi au plan historique. Il est un jeune enfant de huit ans à cette date, et cet âge va lui permettre déjà une prise de conscience. Il voit les soldats français qui se rendent au front, puis peu de temps après ces mêmes soldats, qui suite à la défaite rapide, font le même chemin, mais en sens inverse. Il voit les troupes prussiennes qui investissent la ville de Charmes, son père et son oncle Luxer qui sont pris quelques temps en otage et mis sur une locomotive pour être fusillés par les Prussiens en cas d'attaque par les francs-tireurs, le pharmacien Mariotte qui est assassiné, le juge de paix traîné en chemise pieds

nus, à travers les rues de Charmes. Dans les *Amitiés françaises* en 1903, même s'il commet un lapsus en disant tout est parti de ma sixième année, alors qu'il rentrait dans sa neuvième année, il confirme un sentiment très fort : « Tout mon cœur est parti de ma sixième année par la route de Mirecourt, avec les zouaves et les turcos qui gelottaient et qui mendiaient et de qui, trente jours avant, j'étais si sûr qu'ils allaient à la gloire. » (1). Bien qu'il aime remodeler avec désinvolture l'histoire pour son Histoire, il est impossible en la circonstance de ne pas lui reconnaître une sincérité véritable, car à la fin de sa vie, il confie et cela est totalement révélateur de son trauma, à la dernière ligne du dernier volume de ses *Cahiers* : « c'est persuasif pour toujours d'avoir vu, dans sa huitième année, une troupe prussienne entrant, sur un air de fifre, dans une petite ville française. » (2). Son ami Charles Maurras qui fréquemment s'autoproclame gardien de la pensée barrésienne, confirme ce traumatisme :

« Maurice Barrès avait huit ans quand il contracta sa première horreur des Prussiens. Ils entraient dans sa petite ville vosgienne de Charmes, y prenaient leurs quartiers, étalaient leur ordre brutal. » (3).

Maurras est encore un très jeune enfant lors de l'été 1870, il n'a guère plus de deux ans. De plus il est provençal, et donc éloigné du théâtre des opérations de cette guerre. Mais pourtant, il va écrire reconnaître l'importance de l'événement sur sa personnalité, en affirmant être un : « un provençal, née en 1868, et dont la mémoire fut éveillée de très bonne heure par les événements de 1870. » (4). Cette guerre est même obsédante, puisqu'il va affirmer, dans *Au signe de Flore* qu'elle : « avait occupé tous les premiers fonds de ma petite enfance... » (5). Il va exprimer vers la fin de sa vie, la cause de la plus grande tristesse de sa prime jeunesse : voir ses parents pleurer

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Amitiés françaises*, Robert Laffont, Paris, 1994, t. 2, p. 128.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 279.

3. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 19.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 novembre 1923, in DPC, 1932, A la cité des livres, t. 1, p.56.

5. Charles MAURRAS, *Au signe de Flore*, Paris, Grasset, 1933, p. 42-43.

lors de l'invasion de la France, suite à la défaite de 1870 :

« Chaque jour, mon père revient de la Mairie porteur de mauvaises dépêches. Alors, avec ma mère, ils se penchent, front contre front, sur l'atlas brun que j'ai nommé le livre des Prussiens. Ils suivent sur la carte les progrès ennemis, ce qui ne va pas sans larmes. Elles m'étonnent et me troublent : des grandes personnes pleurer ! Un long voile drapé comme un crêpe flotte sur ce coin de petite enfance, si gaie partout ailleurs ! » (1).

Il va confier plus tard d'une voix déchirée, comme celle d'un cri de désespoir, à son proche ami le futur académicien Henri Massis, un matin du 15 janvier 1943, alors qu'un convoi de l'armée allemande pénètre dans sa ville de Martigues :

« Voilà le cauchemar de mon existence... J'ai toujours redouté qu'ils ne vissent en Provence jusqu'à Martigues, et cela dès ma troisième année, quand je voyais là-bas, sur le cours, la Garde Nationale faire des exercices.... Ces souvenirs m'ont sans cesse obsédé... Depuis, j'ai toujours pensé à l'attaque possible, à l'invasion possible. ... De cette crainte que j'éprouvai dès ma petite enfance, s'est nourrie ma pensée politique : tout, vous entendez, tout est sorti de là... » (2).

Henri Massis va faire un lien entre Maurice Barrès et Charles Maurras qui ont affirmé de manière commune le caractère déterminant, pour la suite de leurs œuvres, des événements de 1870 :

« Et moi qui écoutais Maurras, ce matin-là, dans les rues de Martigues occupé, je songeais à Barrès, à Barrès dont toute la doctrine politique, elle aussi, à pour origine les souvenirs qu'il gardait des Prussiens à Charmes, quand il était enfant ; tout au long de sa vie, ses impressions avaient continué d'agir sur son esprit, et son nationalisme n'aura été que « leur expression, leur clameur et leur foisonnement ». Ainsi ce sont les mêmes puissances de sentiment qu'on trouve à la racine du nationalisme de Maurras et du nationalisme de Barrès chez le Lorrain, des marches de l'Est comme chez le citoyen de Provence qui se souvient que c'est près d'Arles, l'antique capitale, que Marius a défait les hordes des envahisseurs germaniques... » (3).

Péguy n'a pas vu la guerre, car il est né trois ans après la défaite, loin de l'Est de la France, à Orléans. Mais pour Daniel Halévy, Orléans a : « une vocation dans l'ensemble des pays français », un « caractère » ; c'est « une ville de bataille » ; « ce qui peut être sauvé est sauvé là. »

(4). Mais il est baigné dans un milieu familial, amical et scolaire pour qui le souvenir de 1870 est la référence permanente. Le souvenir de la mort de son père Désiré Péguy le 18 novembre 1873,

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p.19.

2. Henri MASSIS, *Maurras et notre temps*, t.2, Paris-Genève, Plon, 1951, p. 212.

3. Ibid.

4. Daniel HALEVY, *Péguy et les « Cahiers de la quinzaine »*, Paris, Grasset, 1941, p. 12-16.

à l'âge de vingt sept ans d'une tumeur au foie suite aux souffrances endurées pendant le siège de Paris est omniprésent dans toute sa jeunesse. Ses jeux d'écolier sont peuplés d'une volonté de changer cet inacceptable réel :

« Combien de fois n'ai-je pas recommencé la guerre, ainsi qu'on la nommait, la seule guerre sans doute pour les gens de mon pays, la guerre de soixante-dix. Combien de fois n'ai-je pas recommencé les défaites. Je n'aimais pas les victoires. J'aimais recommencer les défaites. Combien de fois n'ai-je pas recommencé les défaites avec cette étrange impression qu'à chaque fois que je les recommençais elle n'étaient pas consommées encore, elles n'étaient pas. » (1).

Il apprend tôt de sa famille puis de l'école, le tournant qu'avait été dans le cours de l'histoire l'échec de l'armée de la Loire. Après le succès de Coulmiers le 9 novembre 1870, la reprise d'Orléans avait fait espérer pendant presque un mois la marche libératrice vers Paris. Puis vinrent la nouvelle offensive allemande, la défaite le 3 décembre devant la ville, sa chute le lendemain, le repli de la II^e armée de la Loire (Chanzy) avec la faim et le froid des derniers sursauts, et enfin son écrasement au Mans le 11 et le 12 janvier. Dès sa plus tendre jeunesse, l'esprit de Péguy baigne dans la culture de la Revanche, qui va se transformer en une obsession :

« C'est lui qui nous a élevés, qui nous a bercés, qui nous a nourris, qui nous a fomentés sur ses genoux ; c'est lui qui a fait notre vie, sentimentale, mentale, passionnelle(...) ; c'est lui qui a fait toute notre culture, toute notre vie profonde, les exemples, les histoires, les enseignements du premier âge, qui seuls demeurent dans nos mémoires troublées, et ces tout premiers linéaments du monde qui restent pour nous tous la vérité première, la vérité divine ; je ne dirai pas qu'il fit notre système du monde et notre connaissance du monde, car il fit beaucoup plus.» (2).

Dans son œuvre il a laissé les éléments d'un autoportrait d'enfant élevé à l'ombre de la défaite, et déterminé par celle-ci. Il écrit au début de *L'Argent* : « Tout est joué avant que nous ayons douze ans » (3). En 1899, *Dans Pierre, Commencement d'une vie bourgeoise* : « le besoin de commencer par se remémorer son histoire » le ramène vers le « morceau de pain de siège » et la lettre de son

1. Charles PEGUY, *Compte rendu de congrès*, 1 octobre 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 795-796.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 138.

3. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 785.

père « envoyée un peu avant l'investissement », souvenirs que sa mère avait conservés « religieusement dans le tiroir de la commode » (1). Sur les batailles perdues de 1870-1871, Péguy rappelle l'héroïsme de son père, qu'il place à l'égal de celui des armées de la Révolution et de l'Empire dans la *Deuxième élégie XXX contre les bûcherons de la même forêt* : « Gardes mobiles de l'armée de la Loire ; gardes nationaux des sièges de Paris, conscrits, recrues de ces (pauvres) armées improvisées, si glorieuses tout de même, glorieuses, au fond, de la même gloire que les anciennes. » (2). Il est donc logique que ces représentations qui s'inscrivent au cœur même d'un traumatisme infantin, génèrent des développements complexes et puissants, durs et sans nuance.

II) Des rythmes de développement originaux

Les rythmes de développement sont différents, mais ils ont un trait commun, ils reposent sur la peur et l'angoisse permanente. Il peut apparaître surprenant, compte tenu de ses écrits nationalistes postérieurs, d'écouter en 1884 le Barrès futur « Prince de la jeunesse », encore à peine âgé de vingt deux ans, chanter dans *Les Taches d'encre* la gloire de la culture allemande. Mais en réalité, il n'est pas opposé à l'Allemagne et à sa culture par un a priori. Si sa représentation naît dès l'invasion, elle connaît une période d'incubation qui s'explique pendant l'adolescence, puis dans sa jeunesse littéraire, par l'intensité de la fibre patriotique des premiers chefs républicains, qui à l'image de Gambetta ont été d'ardents propagandistes de l'idée de la Revanche. Ils avaient irrigué dans une quasi-unanimité la société française. Ce terrain patriotique

1. Charles PEGUY, *Pierre, Commencement d'une vie bourgeoise*, texte Posthume, Janvier 1899, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 150.

2. Charles PEGUY, *Deuxième élégie XXX contre les bûcherons de la même forêt*, texte Posthume, Septembre 1908, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1044.

commun profondément labouré, et en conséquence la forte germanophobie qui en découlait, avait même attiré les critiques dans *Les Taches d'encre* de Barrès à l'encontre de M. Tissot. L'écllosion et l'évolution du processus de sa représentation correspondent précisément à l'évolution de ses angoisses. Elle se situe psychologiquement dans sa logique, par la concrétisation d'une situation de rupture de multiples équilibres fragiles. Rupture entre les forces de la France qui s'affaiblissent par l'affirmation d'un régime politique qu'il juge « impuissant et corrompu », et dont la préoccupation réside essentiellement dans le développement économique, et son corollaire la recherche des marchés par la colonisation. Cette dénonciation sera celle du général Boulanger, qu'il va décider de suivre. Rupture par les républicains opportunistes qui vont refuser de continuer d'attiser le souffle de la Revanche, et qui vont abandonner à l'assimilation germanique les populations d'Alsace-Lorraine. Rupture par l'Allemagne, qui se renforce indéfiniment : politiquement, économiquement et culturellement face à la France, et même sur le territoire de France. Confirmation de la division française, avec l'affaire Dreyfus, qui ne peut que « livrer » la France à l'Allemagne dont l'unité est absolue, puisque même les sociaux-démocrates ne s'opposent pas à l' « impérialisme » de Guillaume II et des pangermanistes. La publication en 1897 du *Roman de l'énergie nationale*, marque le point d'accélération et de densification de la représentation barrésienne, car à partir de ce moment précis, la quasi-totalité des œuvres de Barrès s'inscrivent dans celle-ci.

Maurras à la différence de Barrès n'aura jamais la moindre attirance pour l'Allemagne et surtout pas pour sa culture. Il va développer de manière différente un processus dont l'origine se situe néanmoins, dans une peur identique à celle de Barrès. Cette peur allait donner le sens, et la tonalité de ce qui deviendra cette quasi-théorie de la chaîne fatale de l'individualisme allemand, compte tenu de la propension constante de cet auteur à tout vouloir théoriser. Car il lui fallait résoudre psychologiquement, mais aussi intellectuellement cette interrogation : comment

l'Allemagne « mère de l'individualisme » était devenue cet empire « puissant et dominateur » ? Il trouve un début de réponse dans la France elle-même, qui se serait affaiblie en inversant ses valeurs traditionnelles, et en adoptant les valeurs de l'ennemi allemand. Mais surtout, il inscrit les penseurs allemands dans une chaîne, qui commence avec Luther pour s'arrêter au présent, et qui ne conserverait dans son évolution que les éléments qui renforcent l'Allemagne et ses caractères nationaux. Même l'individualisme que les Français auraient retenu « au premier degré avec la révolution et ses valeurs », les Allemands le « germanisent » dans la consécration de ce qu'il appelle « l'Homme allemand ». La peur qui va faire sortir Maurras de sa phase d'incubation réside à l'identique de celle de Barrès, dans le sentiment d'un déséquilibre entre la France républicaine qui lui semble faillir et renoncer surtout à partir des années 1885-1890 à la Revanche, et à la volonté d'en découdre avec l'Empire allemand. Puissance d'un Empire allemand qui même s'il est détesté par Maurras, le fascine secrètement dans le fait même de sa puissance qu'il voudrait pouvoir transférer à une « France affaiblie ». Le développement de son processus ne connaît pas chez Maurras d'accélération brutale, mais plutôt une longue construction qui se nourrit d'un sentiment de détenir toujours la juste analyse. Il n'y a pas de place pour le doute dans la pensée maurrassienne, mais le terrain du processus de construction du « germanisme » est le terrain privilégié où ne s'accumulent que ses propres certitudes. L'affaire Dreyfus, la crise de Tanger confirment, mais ne provoquent pas de rupture de raisonnement, ni d'analyse.

Péguy confirme des années plus tard en 1905, que la peur est aussi l'élément moteur de l'éclosion et de l'accélération de son processus de représentation du « germanisme ». Si pendant des années il avait élaboré, avec il est vrai une méfiance grandissante l'approche de la question allemande, le choc de Tanger est constitutif et déterminant pour son processus. Il le déclenche et le définit. A

partir de cette date, malgré les fortes différences qui vont subsister avec Barrès et Maurras, Péguy possède avec eux ce puissant point commun : il est déterminé et comme possédé par son « germanisme ». Non seulement la peur va faire resurgir dans sa conscience les tristes souvenirs de sa petite enfance, mais elle va accroître de manière constante la radicalité de sa haine, lorsque des événements intérieurs ou extérieurs vont l'amener à conclure que la France est affaiblie, et qu'elle est « en danger de mort ».

§ 2 : Des objets d'études particuliers

Les différences issues de leur environnement familial et culturel les guident vers des approches singulières et vers des objets d'études différents, pour appréhender l'Empire allemand et son « rapport inégal » avec la France.

I) Un choix déterminé par des héritages culturels

Ces trois auteurs qui sont les maîtres du nationalisme « post-Sedan » proviennent de milieux sociaux différents. Ils appartiennent à la bourgeoisie de province pour Maurice Barrès, à la petite bourgeoisie pour Charles Maurras, et au prolétariat pour Charles Péguy. Aucun des trois n'est issu d'un milieu privilégié, ni d'un milieu intellectuel et littéraire, ni d'un milieu du journalisme, ni d'un milieu politique. Et pourtant, ils seront des écrivains français majeurs, membre de l'Académie française pour Barrès et Maurras (et si Péguy avait été moins intransigeant, il aurait également certainement fait son entrée Quai Conti) même s'ils sont aujourd'hui relativement et provisoirement délaissés, et des journalistes incontournables qui joueront un rôle essentiel et novateur dans la pensée politique française. Mais ils sont aussi des provinciaux de Charmes, de Martigues, d'Orléans, qui resteront attachés à leurs racines et qui viendront tous les trois s'installer définitivement à Paris, en fréquentant toujours le quartier qu'ils affectionnent, car il est celui de leur jeunesse, et celui de l'intelligence à Paris : le Quartier latin.

Mais rien ne prédisposait particulièrement ces auteurs sauf le traumatisme découlant des événements de 1870-1871, à entretenir un rapport si particulier avec le monde germanique, sauf Barrès pour des raisons géographiques. Leur Allemagne, d'ailleurs tout au long de leur vie ne sera à part pour Barrès, qu'une « Allemagne théorique de Paris », car ni Maurras et ni Péguy ne franchiront un jour la frontière franco-allemande, même par curiosité afin d'observer le réel.

Maurice Barrès a des origines lorraines et auvergnates. Le mot Barrès signifierait : petit mur de pierres sèches, tel qu'il court à travers champs pour soutenir les levées de terre ou limiter les domaines. C'est aussi le nom d'un pays d'Auvergne, le Barrès, et celui de quelques villages : Mur-de-Barrès ; la Chapelle-Barrès ; et enfin un nom de famille. Il a joué plus tard sur ce sens : Maurice Barrès va vouloir devenir spirituellement la muraille qui défend les traditions françaises face à l'Allemagne. Son grand-père Jean-Baptiste-Auguste Barrès, né à Blesle en Haute-Loire, le 27 juillet 1784, était entré en service aux armées le 27 juin 1804. Il avait fait sous l'Empire, les campagnes d'Allemagne, de Pologne, de Prusse, d'Italie, d'Espagne et du Portugal, pour enfin prendre ses quartiers de retraite à Charmes-sur-Moselle, en Lorraine, où il avait épousé une jeune fille du pays. Les souvenirs de cet officier de la Grande-Armée ont été publiés en 1924 par son petit-fils Maurice Barrès, augmentés d'une préface, ce fut l'une de ses dernières manifestations littéraires. Peut-être tenait-il de cette tradition de famille le culte de Napoléon et quelques goûts politiques de couleur bonapartiste : sa théorie de l'énergie, qui est une espèce d'activisme romantique, celle de l'appel au peuple et au soldat, l'espoir de beaux tumultes d'où surgiront des dictatures plébiscitées. La Lorraine, annexée à la France seulement à la fin du XVIII^e siècle, n'avait pas de fidélité monarchique ; ses princes l'avaient abandonnée pour trouver un trône à Vienne ; c'est tout naturellement que Barrès vient se placer dans la tradition révolutionnaire et impériale de réformes et de conquêtes, la première qui soit entièrement commune aux Lorrains et aux Français. De son père, Maurice Barrès ne dit presque rien. Il ne paraît pas avoir subi

profondément son influence. Mais il est fier d'être le fils d'un ingénieur de l'Ecole Centrale, qui aurait voulu lui voir embrasser la carrière de magistrat. Le jeune homme avait été au contraire encouragé par l'indulgence, la compréhension et la foi maternelles en son destin d'écrivain. Le grand-père maternel de Barrès, Luxer, avait été maire de Charmes et avait composé des essais d'histoire locale. Les Luxer, fixés depuis près de deux cents ans en Lorraine étaient d'origine rhénane. C'étaient de petits industriels. Barrès doit à sa mère sa sensibilité, ses sources d'inspiration, son besoin d'évasion, ses croyances les plus profondes. Mais Barrès en tant que Lorrain est comme naturellement attiré par la culture germanique voisine, bien que son milieu familial bourgeois ne soit pas particulièrement tourné vers l'Allemagne. Il est fréquent de trouver dans les écrits de Barrès surtout avant les années 1890, des propos admiratifs sur la philosophie et la musique allemande. Sa représentation va évoluer, se durcir à l'encontre de l'Allemagne, et les dénonciations vont s'inscrire dans la violence et l'appel à la guerre. Mais il aura sa vie entière une réelle admiration et une fidélité pour la culture allemande que représente Goethe, alors qu'il rejettera constamment l'Allemagne politique. Il résume bien sa pensée dans un passage qu'il va écrire vers la fin de sa vie en 1922, à une heure qui lui permet la « vraie sincérité ». L'Allemagne nouvelle, l'Allemagne prussienne aurait rejeté ses gloires universelles Goethe, mais aussi Schiller, au profit de nouvelles idoles. Il reconnaît sa souffrance d'avoir été obligé à certaines périodes de l'histoire de ne plus aimer Goethe, quand l'Allemagne l'avait selon lui transformé au point d'en faire un étendard de la conquête allemande : « Je souffrais de ne plus pouvoir aimer Goethe, quand ses indignes neveux piétinaient notre nation et prétendaient le mener avec eux, au centre de leurs bandes, bestialement, à la conquête du monde. » (1).

1. Maurice BARRES, *Les grands problèmes du Rhin*, Paris, Plon, 1930, p. 246.

Il ne cache pas alors son bonheur de le retrouver : « Je souffrais, mais je l'ai retrouvé toujours pareil à lui-même, toujours jeune, dans Strasbourg libérée, sur le Rhin affranchi. » (1).

Charles Maurras est né à Martigues de souche purement provençale, il est l'aîné de cinq ans. Les Maurras venaient de Roquevaire, et c'est là qu'il a voulu que ces restes fussent inhumés, car son enracinement en Provence est absolu. Cette province ne sera pas seulement qu'exaltée et mythifiée, mais aussi vécue et sentie de l'intérieur notamment dans plusieurs ouvrages, *Les Quatre nuits en Provence, ou l'Etang de Berre*. Comme Péguy, Maurras sera orphelin de père assez tôt, puisque Jean-Joseph Aristide Maurras meurt le 3 janvier 1874, trois mois avant son sixième anniversaire. Il était percepteur et descendait de trois générations de percepteurs. Du côté maternel, on trouve des marins, de petits armateurs et des bâtisseurs de navires. Il dit devoir à sa mère le fond solide et grave de son âme, tandis que de son père il tenait la partie enjouée et chantante. Charles a d'abord fréquenté l'école publique, car son père était un solide républicain, puis une école libre fondée à la demande du père de Maurras pour que son fils ne rapporte plus à la maison le vocabulaire qu'il apprenait à l'école laïque. Une fois veuve, Mme Maurras s'établit à Aix en Provence afin d'assurer à ses fils l'avantage des études secondaires. Elle fait admettre le petit Charles, au collège des Prêcheurs, où un ancien curé de Martigues enseignait la philosophie, l'abbé Guillibert, futur évêque de Fréjus. Au long de neuf années, il fut un brillant élève. Comme il était en quatrième une surdité rapide, presque totale, l'assombrit profondément. Il est bachelier à dix-sept ans. Dans ce milieu de petite bourgeoisie de province, sans culture littéraire particulière, et certainement pas germanique, rien ne va l'inciter, ni le goût, ni les rencontres à s'intéresser à la culture germanique de manière précoce. Il ne va aborder la pensée allemande de

1. Maurice BARRES, *Les grands problèmes du Rhin*, Paris, Plon, 1930, p. 246.

manière volontaire que tardivement, et pour la critiquer avec férocité. Il le précise à Claude Digeon, dans *Pour un jeune Français* : « Vous demandez, Monsieur, si j'ai lu Fichte, très jeune. Je peux vous préciser que non. Mon Fustel est de ma vingt et unième année. Mon Fichte de la vingt-sixième ou vingt-septième, car c'est en 1894 ou 1895 que je lus les quatorze *Discours à la nation allemande*. » (1). Il ne fera pas d'études supérieures, puisqu'il va s'installer à Paris et commencer à publier en février 1886, alors qu'il n'a pas encore dix-huit ans des articles dans *les Annales de philosophie chrétienne*.

Charles Péguy est né à Orléans, 50 faubourg Bourgogne : « ni la cité, ni les champs, mais la frontière. » (2). Il est d'origine paysanne et ouvrière. Ses ancêtres paternels étaient des Orléanais, jardiniers, vigneron. Ses ancêtres maternels étaient du Berry. Sa grand-mère Etienne Quéré, accompagné de sa fille Cécile, s'étaient expatriées et fixées à Orléans. Son père Désiré, ouvrier menuisier avait à Orléans, épousé Cécile. A la mort de son père en 1873, Charles fut élevé par sa mère et sa grand-mère, qui gagnaient leur vie en rempaillant des chaises, notamment pour la cathédrale d'Orléans : « J'ai vu toute mon enfance rempailler des chaises exactement du même esprit et du même cœur, et de la même main, que ce même peuple avait taillé ses cathédrales. »(3). Il a aimé sa jeunesse malgré le manque d'argent : « On ne gagnait rien, on vivait de rien, on était heureux. » (4). Il a gardé un souvenir ému du milieu dans lequel il a vécu à Orléans en 1880 :

« J'essaierai de représenter un peu ce qu'était alors cet admirable monde ouvrier et paysan, disons-le d'un mot, tout cet admirable peuple. C'était rigoureusement l'ancienne France, et le peuple de l'ancienne France. (...) On peut dire dans le sens le plus rigoureux des termes qu'un enfant élevé dans une ville d'Orléans entre 1873 et 1880 a littéralement touché l'ancienne France, l'ancien peuple, le peuple tout court, qu'il a littéralement participé de l'ancienne France, du peuple. » (5).

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 93

2. Robert BURAC, *La Révolution et la Grâce*, Paris, Robert Laffont, 1994, p. 14.

3. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 790.

4. Op. cit., p. 793-794.

5. Op. cit., p. 787.

Dans ce monde sans tradition intellectuelle, sa mère ne pouvait que lui apprendre les lettres de l'alphabet et le calcul mental. Comme la plupart des enfants dans les familles françaises de l'époque, il va au catéchisme et prépare sa première communion. C'est bien évidemment à l'école de la République que Péguy doit sa formation. Il va dire dans *L'Argent* en 1913 de son instituteur M. Naudy qui le fit entrer en sixième : « Il était l'homme du monde à qui je devais le plus » (1). Cet instituteur que Péguy considère un peu comme son propre père lui fit obtenir une bourse municipale pour son entrée au lycée d'Orléans. Pendant les vingt années consécutives à la défaite de 1870, ses instituteurs vont prêcher un patriotisme ardent, exalter l'esprit de Revanche. Sous l'influence de ces maîtres, sa conscience enfantine se pénètre de patriotisme et de bellicisme. Dans ses souvenirs en 1913, il se rappelle que ses instituteurs : « étaient toujours prêts à crier Vive la République ! Vive la nation, on sentait qu'ils l'eussent crié jusque sous le sabre prussien. »(2). Il affirme qu'à cette époque :

« Nous aimions l'Eglise et la République ensemble, et nous les aimions d'un même cœur, et c'était d'un cœur d'enfant, et pour nous c'était le vaste monde, et nos deux amours la gloire et la foi, et pour nous c'était le nouveau monde. » (3).

Péguy fera des études supérieures au lycée Lakanal, puis au collège Sainte-Barbe. Il sera admis à l'ENS en 1894 après deux échecs, et totalement accaparé par la politique il échouera à l'agrégation de philosophie. Orléanais, il ne pouvait avoir comme Barrès et Maurras qu'une immense admiration pour l'héroïque Jeanne d'Arc, qui, il a plusieurs siècles libéra sa ville natale. Mais Péguy n'a aucune relation particulière dans sa famille, ni dans son enfance avec la culture allemande, il ne connaît de ce pays que le négatif de la guerre et de l'invasion. L'Allemagne de la conscience enfantine de Péguy n'est que la cause de la mort prématurée de son père Désiré.

1. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 817

2. Op. cit., p. 801.

3. Op. cit., p. 805.

II) Des objets d'études fréquemment dissemblables, mais parfois communs

Les objets d'études principaux du «germanisme» de ces trois auteurs sont plus fréquemment dissemblables que communs, mais il arrive parfois qu'ils se rejoignent, comme par exemple sur la condamnation du marxisme ou celle de la philosophie de Kant.

Sur le Moi, l'opposition Barrès-Maurras semble à une époque évidente. Car la jeunesse littéraire de Barrès est dominée par la consécration du Moi. Il est fortement influencé par la culture allemande et se refuse alors à le masquer. Avec la trilogie du *Culte du Moi* qui va s'étendre de 1888, année de la publication de *Sous l'œil des barbares* à 1891, celle du *Jardin de Bérénice*, Barrès va développer le Moi individuel en le faisant évoluer il est vrai vers le Moi national. Mais il écrit encore, en 1892 :

« Il n'y a qu'une chose que nous connaissions et qui existe réellement parmi toutes les fausses religions qu'on te propose (...) Cette seule réalité tangible, c'est le Moi, et l'univers n'est qu'une fresque qu'il fait belle ou laide. » (1).

Or le fondement du processus du «germanisme » dans la représentation maurrassienne repose sur le rejet absolu du Moi, et une « exportation-bannissement » définitive de ses origines dans la culture allemande. Maurras est donc profondément gêné par les positions de son aîné Barrès. Néanmoins, Maurras sur ce thème délicat comme sur beaucoup d'autres va adopter un comportement qui sera systématique tout au long de sa vie, et qui parfois confine au comique voire au ridicule ; il va redéfinir, mais aussi corriger Barrès pour atteindre, un « Barrès idéal », et l'annexer. En 1897, il loue Taine d'avoir « protégé » Barrès de sa nature et des dangers qu'il

1. Maurice BARRES, *Le Culte du Moi, Examen des trois romans idéologiques*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 24.

courait à se laisser aller dans une dérive individualiste :

« En corrigeant, en réformant sa première nature, il s'est développé et fortifié promptement. Il fallait pour cela beaucoup de sens critique et de défiance de soi ; il fallait une grande discipline intellectuelle. J'aime à penser que la méthode de Taine lui fournit quelques éléments de cette critique et de cette discipline. Méthode excellente pour assurer ou rattacher un esprit aux réalités, le mettre en garde contre les conclusions hâtives et les écarts de fantaisie, pour répondre enfin à ces belles âmes un peu folles qui pensent tout résoudre par un effort de sentiment : O jeune et noble Hamlet, il y a beaucoup plus de difficultés dans ce monde que n'en saurait concevoir une rêverie même folle ! » (1).

Mais surtout Taine aurait « sauvé » Barrès de la pensée de Fichte : « Cette méthode a su, en plus d'une occasion, empêcher M. Barrès de trop céder au plaisir qu'il éprouvait dans la métaphysique individualiste d'un Fichte. » (2). Dans cette volonté de contrôler la pensée de Barrès, de la redéfinir, de l'annexer, et parfois de « l'étouffer », Maurras aura même l'audace de chanter des louanges en 1905 aux ouvrages de la trilogie du *Culte du Moi* :

« *Sous l'œil des barbares, Un homme libre, Le jardin de Bérénice* ne furent pas seulement, pour beaucoup des nôtres, le point de départ d'une nouvelle manière de penser, de sentir et d'agir : ces livres prirent une part essentielle et principale à la seule révolution heureuse qui ait eu lieu dans la littérature française depuis 1820. » (3).

Il refusera toujours d'admettre l'idée que Barrès ait pu subir une quelconque influence du Moi fichtéen. Et quand bien-même Barrès l'aurait subi, il aurait été le premier à s'en affranchir, puisque son Moi de toute manière était d'une nature différente et originale. Ce Moi barrésien ne lui aurait permis que de sentir cette race, cette province, cette famille, qui lui versaient le suc nourricier et la force régénératrice. Maurras veut ériger son « Barrès idéal ». Un Barrès qui n'aurait jamais été admiratif de la culture allemande. Il va donc tenter une nouvelle fois et de

1. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 21 août 1897, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t.5, p. 597.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 9 avril 1905, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 142.

manière peu convaincante de bien séparer le Moi barrésien qui n'en serait pas un, et le Moi fichtéen, qui ne serait que le Moi divinisant la race allemande :

« Tous les aveugles de la presse cherchent à instituer des analogies entre l'individualisme collectif du kantien Fichte où le Moi déifié divinise une race, et les constructions précises, positives, concrètes, physiennes où l'analyste français, loin de conférer à sa race les attributs de Dieu, découvrait et sentait vivre dans son moi cette race, cette province, cette famille, qui lui versaient le suc nourricier et la force génératrice. Nous avons tous joué du philosophème allemand au sortir du collège ou de la Faculté, mais Barrès est bien des premiers qui s'en soit affranchi ; même au temps où, avec la simplicité de son âge, il se figurait en être captif, comme il en était loin, ce moraliste français d'une ligne si pure ! Ceux qui se figurent que le sol et le sang, la terre et les morts sont intervenus tardivement chez Barrès n'ont pas pris garde à la présence de la Lorraine maternelle au cœur même *d'Un homme libre*. (1889). » (1).

La seule origine « supportable » que Maurras puisse accorder au Moi de son « Barrès idéal » est celle de son propre maître Auguste Comte. Il écrit qu'il ne faut surtout pas se tromper :

« Les Allemands de Paris essayent de rattacher le Culte du Moi et sa dérivation nationale à la philosophie d'un Allemand de Berlin, Maurice Barrès aimerait-il entendre nommer le puissant penseur français auquel son génie dut quelques éléments dialectiques de la religion de nos prédécesseurs dans la vie : ce Français que l'on voudrait faire oublier pour Fichte ne s'appelait qu'Auguste Comte. » (2).

Alors que Barrès faisait encore en 1897, avec cette remarquable désinvolture qui le caractérise, des parallèles entre lui et Fichte et désignait clairement son inspirateur : « Je suis né en 1862 et Fichte en 1762 ; il me conviendrait de mourir comme lui en 1914 après avoir vu un 1813 Je ne suppose pas que sa théorie du moi l'ait empêché de faire une œuvre sociale. » (3).

Ce rôle de « révisionniste » de la pensée puis de la mémoire de Barrès, Maurras va le poursuivre, même si ces propos sonnent de plus en plus faux face à l'histoire. Au crépuscule de sa vie, il soutient encore que Barrès n'a guère été influencé par Fichte, mais il reconnaît par contre une certaine influence des philosophes allemands du pessimisme et de l'inconscient.

1. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 9 décembre 1923, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 154.
2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 10 décembre 1923 in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 151.
3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 246.

Maurras fait une dernière révision de Barrès dans *Pour un jeune Français*, quand il affirme :

« Pas plus que nous, peut-être moins que nous, Maurice Barrès n'a rêvé son œuvre politique comme parallèle à celle de Fichte. (...) Ce qu'il avait alors effleuré de Fichte c'était, plutôt que l'œuvre politique, la philosophie générale, la métaphysique du Moi. Effleuré, dis-je. Pour sa culture du moi, il avait dû employer quelque résumé de son maître Burdeau sur l'idéalisme individualiste absolu et quelques extraits, plus ou moins fantaisistes, du mystificateur Wyzewa. Schopenhauer et même Hartmann (pour l'Inconscient) me paraissent avoir été beaucoup plus présents que Fichte à l'esprit de Barrès. » (1).

Maurras va arriver à une interprétation des convulsions du Moi Barrèsien complètement révisée, redéfinie, totalement rassurante pour lui, mais qui n'a plus grand chose à voir avec la complexité et les paradoxes de Barrès. Elle est bien évidemment étrangère de l'Allemagne et ses philosophes. Il va la résumer de la manière suivante :

« Le Culte du Moi avait exprimé la défense d'une sensibilité délicate contre l'étranger, le barbare : un jeune moraliste français s'y cherche et s'y trouve, s'y retranche et s'y défend. Il ne s'isole pas ; loin de vivre en sauvage, il fait appel aux puissances voisines et contiguës, aux frères et sœurs spirituels, « intercesseurs » dit-il, qui permettent au Moi de s'enrichir en lui dévoilant, en d'autres âmes, des manières d'être parentes, qu'il n'eût pas inventées tout seul. Il trouve aussi des auxiliaires, les foyers, les pays, les campagnes, les salons, les bibliothèques, la civilisation. Ce sont plus que des amis et des proches, des prolongements de lui-même. Cet individualiste amoureux et mondain est éperdument social depuis son « Paris à vingt ans ». Reste qu'il faut tenir, que l'on doit rester soi, ne pas se laisser recouvrir, ni trahir, ni influencer, ni enrégimenter pour aucun plat de lentilles. » (2).

Pour Péguy la liberté individuelle, les Droits de l'homme vont être au cœur de sa réflexion. Il fera de la France la gardienne de ceux-ci dans le monde face à l'Allemagne. Mais il ne va pas s'impliquer dans la réflexion sur le Moi, et encore moins sur Fichte. Dans toute son œuvre Péguy cite cinq fois Fichte, en ne retenant que le Fichte nationaliste. Il accuse en 1889, les membres de la Ligue de la Patrie française d'avoir les mêmes conceptions politiques que Fichte, quand ils affirment que : « C'est, en réalité l'idée allemande de la patrie, telle que Fichte, par exemple, l'a définie à l'époque d'Iéna qu'ils défendent contre les doctrines internationalistes. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 230.

2. Op. cit., p. 232.

3. Charles PEGUY, *La Revue blanche*, 15 janvier 1889, Texte posthume, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 144.

A côté du Moi, dans les principaux objets d'études de ces auteurs il y a le socialisme. Ils n'en partagent pas les mêmes conceptions, mais ils se rejoignent parfois sur l'essentiel. Alors qu'aucun des trois n'est un spécialiste du *Capital* du philosophe-économiste allemand Karl Marx, ni de la survaleur, ni de la loi de baisse tendancielle du taux de profit, ils vont avoir une intuition commune sur le marxisme, en affirmant que le développement de la seule lutte économique était dangereuse pour le socialisme, pour la société et pour l'homme.

Le socialisme barrèsien présente Hegel comme le précurseur du socialisme par sa dialectique, et par sa philosophie du droit. Il considère que la pensée hégélienne constitue le point de départ du socialisme. Car la conception de l'histoire de Hegel a été une découverte capitale. Le philosophe allemand a donné à un sentiment humain naturel, l'aspiration vers un avenir meilleur, le cadre conceptuel qui lui a permis de devenir une doctrine et un moyen d'action. La critique la plus dure que Barrès va instruire comme Péguy sur le socialisme d'origine germanique ira en direction du socialisme prétendu scientifique, matérialiste, dur et géométrique : le marxisme, qui aurait été l'incarnation même du « germanisme » dans le socialisme. Cette critique est contenue dans plusieurs articles de presse, mais surtout en 1893 dans *L'Ennemi des lois*. Le matérialisme marxiste n'aurait que des origines germaniques primitives et vulgaires. Il serait une théorisation très abstraite de la satisfaction des besoins matériels, il représenterait le « parti du ventre » :

« Les ouvriers allemands, à leur tour, ne recevant d'arguments que pour défendre leurs appétits, ne voyant de drapeau levé haut que celui de la révolution économique, ont semblé ne plus se préoccuper que de celle-ci et que le socialisme a paru réduire les idéologues au parti du ventre. » (1).

Si Barrès, comme Péguy, ne rejette pas dans le socialisme la dimension économique, il n'accepte pas de lui accorder une place prioritaire, il affirme que : « la réforme économique poursuivie par

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 304.

les socialistes allemands pour être essentielle n'en est pas moins secondaire... » (1).

Dans la *Cocarde* en septembre 1894, il dénonce la bassesse du matérialisme et son manque d'idéal : « le socialisme ne doit pas être le parti du ventre (...) C'est un but plus élevé que nous devons rechercher. » (2). Le but ultime du socialisme barrésien est la création d'un monde nouveau, où doit s'accroître le bien-être et la bonté :

« La civilisation ne doit pas être l'apanage d'une minorité qui en jouit à part soi et pour elle-même. Elle doit augmenter la part de bien-être et de bonté de chacun. C'est ce que s'efforcèrent de faire les religions à l'origine des sociétés. C'est ce que fera le socialisme. » (3).

Barrès perçoit le marxisme comme une théorie systématique qui fabrique des connexions entre les différentes formes de la lutte des classes dans l'histoire. Marx dans le *Manifeste* s'attache à démontrer que l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes. Cette théorie pour Barrès et pour Péguy ne peut que « rétrécir infiniment » l'histoire en la réduisant à n'être gouvernée que par des phénomènes mécaniques, qui eux même, ne seraient que des formes diverses de la lutte des classes. Il rejette avec fermeté le principe marxiste qui veut que l'infrastructure domine la superstructure. Il s'interroge : doit-on mourir pour guérir ? Comme Péguy, il n'accepte pas que le développement de la misère humaine au lieu d'être un problème politique à traiter en priorité, soit qu'un phénomène attendu dans la théorie marxiste, avec un cynisme absolu en tant qu'élément nécessaire favorisant la dynamique révolutionnaire :

« Karl Marx à raison quand il signale l'importance de l'émancipation économique. Il a tort quand il affirme qu'elle serait l'émancipation totale. La situation religieuse, politique, juridique, morale, ne dépend pas uniquement de la situation économique. Il y a le problème de la misère, il y a aussi le problème de l'éducation. Régler le rapport de l'individu avec les richesses capitalisées par la société, cela est urgent. Régler ses rapports avec la masse d'idées accumulées par l'humanité, cela n'est pas moins essentiel. » (4).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Ennemi des lois*, Paris, Robert Laffont, 1994, t.1, p. 308.

2. Maurice BARRES, « La fête du 22 septembre », *La Cocarde*, 24 septembre 1894.

3. Ibid.

4. Maurice BARRES, « Le problème est double », *La Cocarde*, 8 septembre 1894.

En négligeant l'émancipation de l'individu, le marxisme qui domine le socialisme allemand ne serait qu'une forme nouvelle de l'oppression de l'homme. Comme frappé d'un véritable pressentiment, Barrès souligne que si le socialisme devait se limiter à la poursuite de l'émancipation économique, il est à craindre qu'il ne puisse la réaliser « sans nous écraser sous une dictature uniforme » (1). Le bien être, par hasard, donné par « un dictateur » et le « marxisme interprété selon certains autoritaires », pourraient aboutir à « une immense infinité dictatoriale » (2). Le socialisme ne peut et ne doit être selon le Barrès de *L'ennemi des lois*, que : « l'aspiration vers une société plus parfaite » (3). Réduit à son expression la plus simple et aussi la plus fondamentale, c'est un rêve de justice dans lequel se concrétisent aussi les aspirations d'un peuple laborieux vers le bonheur et le bien-être.

Péguy pour son socialisme part de l'homme. Sa lutte comme Barrès contre le marxisme va dominer son rejet du socialisme allemand et va expliquer son opposition frontale avec le SPD, mais surtout sa violente rupture avec son ancien maître Jean Jaurès. Il va donc s'opposer aussi au marxisme, car ce dernier avait prédit que pendant la période prérévolutionnaire, la paupérisation irait croissante, jusqu'au moment où la misère pousserait les prolétaires à la révolte.

L'augmentation de la misère est donc partie intégrante du système marxiste, or pour Péguy la disparition de la misère est un préalable pour la construction d'un monde meilleur. Ce sujet crucial, cette lutte qui a : « une importance infinie » (4) permet de comprendre qu'à l'opposé des socialistes allemands, il ne soit pas un doctrinaire, car qu'importe pour lui le mode du sauvetage.

1. Maurice BARRES, « Pas de dictature », *La Cocarde*, 30 décembre 1894.

2. Maurice BARRES, « La fête du 22 septembre », *La Cocarde*, 24 septembre 1894.

3. Maurice BARRES, *De Hegel aux cantines du Nord*, « L'arbre d'une vie », Paris, Sansot, 1904, p. 24.

4. Charles PEGUY, *De Jean Coste*, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1028.

Dans *Suite posthume* en 1903, il démontre son ouverture d'esprit et son intelligence pratique, en écrivant :

« Un patron qui absorbe de la pression, de la servitude, fait littéralement, exactement, du travail, de l'action socialiste ; une institution communiste qui par mauvaise administration, par vice politique parlementaire, accroît, la transmettant, la pression économique, la servitude, fait littéralement, exactement du travail bourgeois, de l'action antisocialiste. » (1).

En 1913 dans *L'Argent suite*, il va définir une nouvelle fois ce qu'il entend par socialisme : « Le socialisme qui était un système économique de la saine et de la juste organisation du travail social. »(2), pour mieux exprimer son rejet du jauréssisme qui ne serait devenu par sa volonté d'imiter le modèle socialiste marxiste allemand, qu'un sabotage :

« Un système de la désorganisation du travail social et en outre et en cela une excitation des instincts bourgeois dans le monde ouvrier, un entraînement des ouvriers à devenir à leur tour de sales bourgeois. » (3).

Dans *Les Suppliants parallèles*, il affirme que toute méthode révolutionnaire est une opération essentiellement positive qui affirme, qui déclare, qui montre, et c'est donc une erreur absolue que de croire comme les grands théoriciens allemands que c'est une opération corrosive qui détruit : « Une révolution est essentiellement au contraire une opération qui fonde. » (4). Dans *le Cahier VII-4*, il avance qu'il ne faut pas croire que la révolution sociale soit l'introduction du désordre social, là où il y avait encore un peu d'ordre. Les marxistes sont une nouvelle fois visés. Car toute révolution sociale est une opération d'ordre qui consiste à introduire des ordres économiques et sociaux dans le désordre capitaliste bourgeois, car l'ordre seul fait la liberté. La caractéristique de toute révolution est une opération de fraîcheur, par laquelle on devient nouveau.

1. Charles PEGUY, *Suite posthume*, Décembre 1903, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, 1277-1278.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 943.

3. Op. cit., p. 944.

4. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.358

La domination du monde moderne par l'Allemagne aurait des conséquences internationale en terme d'impuissance révolutionnaire : « Et c'est en partie pour cela qu'il y a si peu de véritable révolution dans le monde moderne. » (1). Sa meilleure conclusion face au marxisme est dans *Les Suppliants parallèles*, sur le sens que doit posséder un mouvement révolutionnaire :

« Un mouvement révolutionnaire est un mouvement qui prend en soi son point d'appui, qui part de soi-même et rejaillit de soi, qui attaque toujours, qui tient une perpétuelle offensive, qui altère délibérément, qui change. » (2).

Barrès et Péguy vont donc partager le rejet du socialisme matérialiste marxiste allemand qui ne part pas de l'homme, et qui veut tout désorganiser, dans l'objectif trop exclusif de construire une nouvelle organisation économique. Ils devinent qu'il ne pourrait que conduire à l'oppression et à la dictature, s'il arrivait un jour au pouvoir. De la même manière, mais à des périodes différentes Barrès et Péguy vont donc assimiler marxisme et « germanisme ».

A la différence de Barrès et de Péguy, Maurras ne sera jamais attiré par le socialisme : « Je n'aime pas le mot de social, ni les composés où il entre. » (3), même s'il s'inscrit dans le protectionnisme de l'Ecole sociale du marquis de la Tour du Pin :

« Il y a eu trente ans, entre 1891 et 1895, nous avons beaucoup conféré, Maurice Barrès, Frédéric Amouretti et moi sur la nécessité d'intégrer au socialisme une forte dose d'un protectionnisme supérieur qui ne s'attacherait pas seulement au produits, mais aux producteurs, à la race des producteurs et qui aurait quelque allure socialiste. » (4).

Il va néanmoins dénoncer avec la même virulence que Barrès et Péguy le socialisme matérialiste, et dès 1908 se réjouir des critiques qui lui sont adressées, et qui l'affaiblissent :

« Ce que vaut la critique dirigée par Bernstein par exemple contre l'évangile de Marx, je n'ai pas à en discuter. Il suffit que cette discussion ait eu lieu. Il suffit que la foi soit tombée, que les axiomes anciens soient appelés « mythes » et qu'un Georges Sorel, ayant écrit de la « décomposition du marxisme », ait trouvé des approbateurs passionnés. » (5).

-
1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 88-90.
 2. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 356.
 3. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 28 septembre 1897, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p.185.
 4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 10 décembre 1929, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 189.
 5. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 13 août 1908, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 187.

Mais il va aussi rattacher la dureté du marxisme à sa nature germanique, et affirmer qu'en dominant l'Internationale socialiste, elle en a « contaminé » l'esprit qui n'est que volonté de domination au service de l'Allemagne :

« Les sentiments personnels intimes de l'auteur du *Capital* ne nous ont jamais beaucoup retenus. Ce que nous avons indiqué, c'est la nature germanique de son système et de son esprit. En effet, le socialisme de Marx tendit à éliminer du monde ouvrier français ce que le proudhonisme y maintenait de conforme à nos traditions nationales, bien que le proudhonisme fût en partie originaire d'Allemagne par la Révolution, Rousseau et Hegel. Les éléments français du proudhonisme une fois exclus, l'influence croissante de Marx fut une des formes de l'invasion de l'Allemagne intellectuelle. (...) Avec Bakounine, avec le communard Vermersch, il faudra convenir que l'Internationale marxiste fut un masque du pangermanisme : la prétendue pensée ouvrière universelle, elle se réalise dans l'esprit de l'Allemagne, ouvrière, bourgeoise ou militaire, aspirant à dominer tout l'univers. (...) Il faut insister sur son origine allemande pour faire ressortir et pour faire comprendre sa médiocrité. » (1).

Un troisième objet d'études est au centre des processus de Barrès, Maurras et Péguy : Kant. Alors que leur sentiment envers ce puissant philosophe va longtemps être différent, il va peu à peu se rapprocher. Kant et l'impératif catégorique vont devenir les principaux symboles du « germanisme » pour les trois auteurs du nationalisme « post-Sedan ». Barrès a accepté ce philosophe dans sa jeunesse culturelle et il l'a officiellement reconnu dans son journal les *Taches d'encre*. Péguy a été socialiste kantien et kantien jusqu'en 1907. La morale kantienne a séduit le socialiste sensible aux valeurs morales, idéalistes et soucieux de sauver la liberté, l'équité, et la justice. Alors que Maurras l'a toujours rejeté. La critique la plus féroce et la plus célèbre de Kant et de l'impératif catégorique par Barrès date de 1897, et se trouve être « le coeur » de son ouvrage *Les Déracinés*. Sa dénonciation de Bouteiller, repose sur le fait que Bouteiller, jeune professeur est l'incarnation même des principes du philosophe allemand : « Il faisait reposer toute sa conduite comme son enseignement sur le principe kantien, qu'il formulait ainsi : « je dois toujours agir de telle sorte que je puisse vouloir que mon action serve de règle universelle. ».(2)

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 7décembre 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 29-30.
2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 504.

L'impératif catégorique résume de manière quasi-exclusive dans la critique barrésienne la pensée de Kant :

« Il y a dans cette règle morale un élément de stoïcisme, et aussi un élément de grand orgueil, car elle équivaut de dire que l'on peut connaître la règle applicable à tous les hommes, et puis encore un germe d'intolérance fanatique, car concevoir une règle commune à tous les hommes, c'est être fort tenté de les y asservir pour leur bien, enfin il y a une méconnaissance totale des droits de l'individu, de tout ce que la vie comporte de varié, de peu analogue, de spontané dans mille directions diverses. » (1).

La dénonciation de l'impératif catégorique est constitutive même du « germanisme barrésien ». Il fera le procès dans les *Scènes et doctrines du nationalisme*, de l'enseignement philosophique en France de ce philosophe qui aurait détruit la conscience nationale. Maurras et Péguy de la même manière vont dénoncer la trop grande importance de cet enseignement en France. Barrès rejette l'idée d'un homme universel, d'un homme abstrait, idéal, identique partout à lui-même. A tous ces théoriciens qu'il estime « ivres d'un kantisme malsain », il répond : « laissez ces grands mots de toujours et d'universel et, puisque vous êtes français, préoccupez-vous d'agir selon l'intérêt français à cette date. » (2). En 1903 dans *Les Amitiés françaises*, Barrès s'oppose systématiquement à la méthode de Kant, en voulant casser l'abstraction au profit de l'enracinement.

La critique maurrassienne de Kant et de l'impératif catégorique se veut encore plus radicale que celle de Barrès. Car Kant est placé comme un maillon essentiel de « la chaîne du germanisme ». Il veut en conséquence détruire l'influence immense sur les intelligences du philosophe allemand : « L'Universel kantien, s'il n'était pas une hypocrisie, n'aurait pas dû gêner les réflexes du cœur français. Mais il répandait un puissant foetor germanicus. » (3). Pour Maurras, comme pour Barrès, mais Péguy n'ira jamais aussi loin dans le propos, Kant : « Intellectuellement, moralement, il est

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Déracinés*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p.504.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p.37.

3. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, Paris, 1949, p. 81.

l'ennemi. » (1). Maurras refuse que la conscience triomphe au point de nous éclairer sur le devoir pratique, qu'elle devienne le flambeau de la vie universelle et qu'elle : « elle révèle en même temps, puisqu'elle les suppose, le bon ordre du monde, l'existence du bien et la destinée de la vie. » (2). Il redoute les effets de la philosophie de Kant, et notamment que l'esprit humain libéré et abstrait prenne le pouvoir et gouverne le monde. Car cette liberté ne pourrait être que « folie, despotisme, barbarie », face à la civilisation et au temps long de la culture sociale. Il n'aurait non plus jamais existé de vérité universelle, mais que des vérités ancrées dans la réalité. Ces critiques sont relativement partagées par Barrès, mais ce ne sont pas celles de Péguy. Car ce qui a passionné Péguy avant 1907 dans la doctrine kantienne, c'est justement cette pensée qui insiste sur la dignité humaine, le respect de la personne, et qui donne du pouvoir à l'homme.

L'« austère » devoir kantien est présenté dans le système maurrassien comme trop général, pour ne pas inflexiblement conduire aux plus bas mensonges et aux pires atrocités, quand il est mis en application. Barrès n'est pas éloigné de cette analyse dans son rejet de l'abstraction, et Péguy de manière différente mais spectaculaire dans *Victor-Marie, comte Hugo*, va affirmer que Kant propose une morale trop abstraite, inaccessible pour l'homme, donc totalement en dehors de la vie réelle, et qui de plus néglige totalement les exigences concrètes de l'action. Le kantisme ne peut agir, il est trop abstrait, trop éloigné de l'homme réel, il est inaccessible : « Le kantisme a les mains pures, mais il n'a pas de mains. » (3). Un second caractère qui va être dénoncé dans la philosophie de Kant par Maurras et par Barrès, mais pas par Péguy, c'est l'universalité de la morale dans la philosophie de Kant, qui entraîne l'égalité de tous les individus en tant que sujets moraux. En 1897, Maurras écrit dans *La Gazette de France* : « La morale d'Etat kantiste

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 270.

2. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 23 mai 1898, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 379.

3. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 331.

achemine à une espèce d'isolement mystique, où tout homme se considère comme une manière de Dieu, plus ou moins orgueilleuse, courageuse, et ferme.» (1). Péguy va se lancer également à partir de 1907 dans une terrible critique de la pensée de Kant, mais d'une manière différente de Barrès et de Maurras. Ses critiques seront contenues aussi dans les caractéristiques même de son «germanisme ». Il trouve que toute cette pensée baigne dans un formalisme indéfini. Ce qui est proposé, ce sont toujours des formes pures de la raison. Péguy va lui objecter le désaccord pratique de la vie, la douleur des consciences déchirées entre l'être et le devoir, et la nécessité d'expliquer pleinement le tragique de l'histoire. Sa critique n'est pas un rejet des principes de Kant, au contraire, ce que Péguy condamne c'est qu'ils se limitent à n'être que des principes, des abstractions alors que l'homme doit vivre dans la réalité quotidienne, et que cette réalité il la sait douloureuse : « Hélas combien de nos actions pourront être érigées en une loi universelle. » (2). Il est arrivé en 1913, à la conclusion que la pureté transcendantale de Kant l'éloigne de toute réalité concrète. Dire du kantisme qu'il n'a pas de mains, que c'est une philosophie de célibataire et de fonctionnaire, c'est lui dénier toute valeur dans le domaine du monde de l'homme réel. Péguy, à la différence de Barrès et de Maurras se détourne de Kant, surtout par amour de la liberté : « Je ne hais rien tant que le modernisme. Et je n'aime rien tant que la liberté. (Et en elle même, et n'est-elle point la condition irrévocable de la grâce.) » (3). En 1914, il confirme son rejet de la philosophie de Kant pour cause d'inutilité, puisqu'elle n'apporte pas une connaissance de la nature, ni de la dimension de l'homme :

« On ne me fera jamais dire que le comique est un genre inférieur. Quant au tragique j'avoue que je ne vois rien d'humain qui soit supérieur au pathétique de Sophocle et que pour un demi-chœur d'Antigone je donnerais les trois critiques précédées d'un demi-quarteron de Prolégomènes. » (4).

1. Charles MAURRAS, « En wagon », *La Gazette de France*, 4 août 1897.

2. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 332.

3. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 821.

4. Charles PEGUY Charles, *Note sur M. Bergson et la philosophie bergsonienne*, 26 avril 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1248.

Dans *La note sur M. Bergson et la philosophie bergsonienne* en 1914, il compare sans les citer la philosophie de Kant :

« Les logiques raides sont infiniment moins sévères que les logiques souples, étant infiniment moins serrés. Les morales raides sont infiniment moins sévères que les morales souples, étant infiniment moins serrées. » (1).

et la philosophie d'Henri Bergson : « les méthodes souples, les logiques souples, les morales souples qui sont les plus sévères, étant les plus serrées.» (2).

Section 2 : Une relative hétérogénéité dans les caractéristiques

Le « germanisme » comme représentation conceptuelle allait ouvrir largement les champs du possible et permettre à la puissance de transformation de Barrès, Maurras et Péguy de se manifester de manière différente et parfois inégale. Mais la domination de l'angoisse renforcera son influence, qui aura des conséquences différentes dans le processus, mais relativement semblable dans l'obsessionnel.

§ 1: Puissance de transformation et infidélité au réel

Si l'hétérogénéité domine dans la diversité des transformations, une unité relative existe dans l'infidélité et le plus total désintéret dans la recherche de l'Allemagne réelle.

I) La diversité des puissances de transformation

Ces trois représentations mentales qui vont évoluer ensuite vers l'élaboration d'une représentation sociale sont inscrites à un haut niveau de l'architecture cognitive. Il est possible de

1. Charles PEGUY, *Note sur M. Bergson et la philosophie bergsonienne*, 26 avril 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.1276.

2. Ibid.

les qualifier de conceptuelles, car non seulement elles codent la signification sous une forme indépendante de la modalité sous laquelle l'information est traitée par Barrès, Maurras et Péguy, mais ces trois sujets n'étant pas dans des représentations analogiques ou même analytiques, toute relation d'isomorphisme structural étant impossible, ils sont alors dans une représentation abstraite, qui va leur laisser la liberté la plus absolue, où même la notion d'infidélité semble à ce niveau être complexe, abstraite, et peut être n'avoir même aucun sens.

Ces trois Français d'avant 1914, s'ils sont des héritiers, avant de l'être d'une famille, les marxistes diraient d'une classe sociale, ils le sont d'une période historique marquante où beaucoup d'éléments peuvent laisser à penser que le pays dans lequel ils vivent et qu'ils aiment est en danger. Ce saisissant contraste négatif d'images entre l'émergence de l'Allemagne comme nouvelle puissance mondiale triomphante, et le déclin de la France qui reçoit ce signal dans l'humiliation de la défaite de 1870-71 est sans conteste le système central, car il est l'essence même de l'objet de représentation, qui va s'entourer de systèmes périphériques et autoriser les adaptations circonstancielles et l'expression des différences interindividuelles.

Une représentation n'est pas une simple personnologie. Elle renvoie à des critères de positionnement social ou idéologique, ce qui explique l'importance de l'altérité. Des héritages secondaires de catégorisation sociale ou culturelle vont activer ces différences. Barrès va élaborer son « germanisme » dans sa jeunesse avec une faible puissance de transformation, car il est le seul des trois nationalistes « post-Sedan » à avoir pendant sa jeunesse aimé l'Allemagne culturelle. Il est souvent gêné et en contradiction, parfois il semble être un « malgré lui » du « germanisme », et dans l'impossibilité de pouvoir être un doctrinaire réel. Ce n'est réellement qu'à partir de la trilogie du *Roman de l'énergie nationale* que sa puissance de transformation prend une réelle ampleur, car il est dominé par l'angoisse. Le « germanisme » va alors devenir

l'incarnation du « mal allemand ». Il transforme la nouvelle Allemagne en la caractérisant sous un seul trait l'abstraction, qui à lui seul devrait pouvoir tout expliquer.

Si le système central du « germanisme » maurrassien, comme celui de Péguy, est relativement équivalent au barrésien, la puissance de transformation est différente. Elle est immédiate, totale, puissante et sans concession. Avec une constance méticuleuse, il transforme en profondeur par son analyse les rapports franco-allemands, mais surtout le fonctionnement de l'intérieur de la France. La puissance de transformation s'incarne dans la théorisation de la chaîne du « germanisme », synonyme du mal dont l'origine est dans le Moi, puis le « Moi allemand », et enfin le « Nous allemand ».

Péguy ne manifestera un puissant et systématique pouvoir de transformation que tardivement, à partir de 1905, mais sa force et son intensité vont être considérables, puisqu'il va y avoir identification entre le « germanisme » et les plus totales de ses détestations que sont la modernité du « tout bouge, mais rien ne change », le triomphe de l'argent, et la force brutale.

II) Les infidélités singulières au réel

Ces trois représentations conceptuelles abstraites laissent toute liberté à ces trois auteurs par rapport au réel de l'objet représenté. La perception qu'ils ont de l'Allemagne moderne et de la situation française de l'époque est en partie fautive. Par exemple, quand ils croient en Allemagne à la toute puissance de Guillaume II, du politique et du pouvoir apparent, ce sont plutôt les influences économiques, industrielles et financières qui dominent cette société. Ce décalage manifeste par rapport au réel va notamment les aveugler, par exemple sur la nature de la future Grande Guerre qui ne sera pas une guerre à l'ancienne comme ils avaient pu le penser, l'espérer, le rêver, mais au contraire le triomphe de la modernité, de la technique, de l'économie de guerre, de l'argent « organisateur manipulateur discret et circulant », de l'humiliation de toute gloire

humaine, de l'« homme pion », de l'horreur absolue, du fossé de sang. Mais il n'y a aucune volonté de chercher à mieux connaître l'Allemagne, de chercher derrière la tête des choses. Seul Barrès a fait plusieurs fois le voyage d'Allemagne, les deux autres n'en ont même jamais franchi une seule fois la frontière. Il n'y a pas de volonté d'apercevoir l'Allemagne et la société allemande de manière objective. Il n'y a pas de volonté d'être objectif, par exemple en 1905, sur l'affaire de Tanger, car si Guillaume II semble contester le partage colonial, il faut souligner alors le « retard » de l'Allemagne dans ce sinistre marchandage. Il n'apparaît jamais aucun élément positif à retenir dans l'histoire de l'Allemagne, pour ces trois auteurs. Son histoire n'est abordée que pour montrer sa pauvreté, sa « bêtise », sa « barbarie », son manque de France, mais rarement à part par Barrès, son immense richesse culturelle. Jamais ils ne vont reconnaître, et notamment Péguy aurait pu l'envisager simplement par souci d'honnêteté intellectuelle, que l'Allemagne avait parfois fait au XIX^e de fortes tentatives démocratiques. Cette absence de curiosité s'explique certainement par l'inutilité de la démarche, car ces trois nationalistes « post-Sedan » sont animés d'une même volonté dominée par la négativité, par la préoccupation de faire endosser à l'Allemagne « l'habit » de l'ennemi de la France. Ils sont angoissés, et ils sont dans une situation de « drôle de guerre » psychologique. Avec l'expérience de l'histoire, il est possible de noter que leur analyse sur le danger de l'« impérialisme germanique » était parfois réelle, mais il est légitime de s'interroger en quoi l'influence de ces auteurs, n'a pas paradoxalement parfois renforcé et déterminé le corps, et l'âme de l'ennemi. Une approche plus objective sur la situation et les dangers supposés ou réels que l'Allemagne moderne faisait courir à la France, aurait certainement contribué à une participation patriotique plus « éclairée » des citoyens français dans l'avant guerre, et aurait peut-être limité les manipulations multiples et l'artifice des engrenages qu'allait connaître l'Europe, pour finir par s'abandonner à la « folie destructrice » et à la rage de la première Grande Guerre industrielle et moderne.

§ 2 : L'influence et la permanence obsessionnelles

Ce processus s'il se manifeste de manière différente dans ses conséquences sur ces auteurs, a néanmoins une influence déterminante, car il va jouir d'une permanence obsessionnelle.

I) Un processus fondateur ou transformateur

Les processus de représentation ont eu des effets différents sur les auteurs du nationalisme « post-Sedan ». Ils ont néanmoins la caractéristique commune d'avoir été déterminants.

Il est au cœur de la métamorphose du jeune Barrès « prince de la jeunesse parisienne », écrivain dilettante et anarchiste des années 1880, qui en l'espace de quelques années, devient le grand interprète de la pensée traditionaliste et réactionnaire française, doctrinaire du culte de la terre et des morts. Barrès n'a pas été fondé dans un mouvement psychologique par son « germanisme », mais profondément transformé par un mouvement complexe d'autotransformation, car lors du début de sa carrière littéraire, il manifestait encore une pensée qui était plutôt admirative de la culture allemande, en affirmant par exemple, le 5 novembre 1884 dans le premier numéro des *Taches d'encre* : « Nous dirons la France grande et l'Allemagne aussi. ».

A la différence de Barrès et de Péguy, la représentation maurrassienne s'inscrit dans les fondements initiaux de cet auteur. Maurras dès le début de sa carrière littéraire et politique, va enrichir et s'enrichir dans un mouvement constant par le processus de construction critique de son « germanisme ». Cette linéarité et cette fidélité qu'il va conserver jusqu'à sa mort pourraient même être qualifiées parfois d'ennuyeuses, car elle sont répétitives et sans surprise.

Péguy d'une manière beaucoup plus radicale encore que Barrès a été transformé par sa représentation. Le choc de 1905 a opéré une profonde mutation, qui a déclenché chez lui

une approche nouvelle des problèmes politiques. La transformation de Barrès au plan littéraire et politique est progressive. Elle s'opère dans un rapport constant avec l'élaboration du processus même de sa représentation. Dans les années 1884, pendant la période des *Taches d'encre*, il défend la culture allemande et ne renie pas son influence sur lui-même. Son engagement à cette époque privilégie l'individu, la recherche et l'épanouissement personnel. Il ne se passionne encore guère pour le collectif, pour la Lorraine et la France. Mais l'évolution du culte du Moi individuel au culte du Moi national s'opère dès 1889 dans *Un homme libre*, ainsi qu'avec le début de son engagement nationaliste dans la campagne boulangiste de Nancy où il est élu député le 6 octobre 1889. Ce sentiment de faiblesse, de déséquilibre franco-allemand, objet de sa représentation dès lors ne va pas cesser de faire évoluer Barrès vers plus de radicalité, vers plus de rejet des valeurs de l'Allemagne. Parfois perce sous cette « carapace » des regrets, ou quelques fidélités qu'il veut néanmoins conserver pour ceux qu'il nomme ces « grands Allemands » chers à son cœur, comme Goethe ou Schiller, et pour qui, malgré des discrétions parfois obligatoires, il ne cessera néanmoins de chérir jusqu'à sa mort.

Le processus maurrassien s'élabore différemment, car dès les débuts de l'activité littéraire et politique de Maurras, il va s'en inspirer et l'inspirer de manière permanente. Son œuvre sera symétriquement opposée au « germanisme », même s'il déclare plus tard, ne pas avoir été borné :

« Nous avons dû mener campagne contre le germanisme. Cela nous a-t-il empêché de nous référer à une page de Goethe, à une pensée de Schopenhauer, à une suggestion ou à une rêverie de Leibnitz ? C'est que le germanisme est une chose, et la pensée d'un très grand nombre d'Allemands fameux en est une autre. » (1).

Son œuvre ne peut pas se comprendre si l'on méconnaît le mécanisme de la chaîne philosophique

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 23 juin 1922, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 129.

du « germanisme », qui correspond au processus même du « germanisme » maurrassien :

« Nous avons beaucoup insisté pour faire recevoir de l'esprit public français l'explication de la barbarie scientifique allemande par cette apothéose systématique de son « moi » national, émanée directement et logiquement inspirée de l'individualisme religieux institué par Luther, de l'individualisme moral établi par Rousseau et Kant, de l'individualisme technique et politique construit par Fichte. Cette série Luther-Rousseau-Kant-Fichte avec un débouché vers Nietzsche rend raison du pangermanisme qui n'est expliqué que par là. On peut tourner subtilement autour de la question comme M. Boutroux, dissenter à côté comme M. Bergson : si l'on veut une clé, il y a celle-ci, il n'y en a pas d'autre » (1).

Cette chaîne dans sa construction et son fonctionnement est non seulement un processus, mais elle est devenue une clé d'explication des nombreux rejets maurrassiens, qui sont tous contenus dans les principes de Martin Luther à ceux de Fichte. Il s'agit donc aussi d'une chaîne de représentation de la « détestation maurrassienne ». Avant le déclenchement de son processus radical, Péguy n'aimait déjà guère la culture allemande. Mais il abordait ce pays encore sans un déchaînement de passion haineuse. Il faut attendre le bouleversement de 1905 pour voir apparaître une critique systématique de l'Allemagne, et sous des prétextes et des thèmes les plus divers et les plus futiles, jusqu'aux mots soulignés dans les textes : « Quelque répugnance que j'aie à souligner des mots dans un texte, comme le font les barbares Allemands... » (2). Péguy n'est pas fondé par son processus, car il existait déjà un Péguy avant l'affaire de Tanger : mais un Péguy totalement idéaliste. Sa transformation a consisté en un « atterrissage » intellectuel violent.

II) Un processus obsessionnel

Le processus de représentation du « germanisme » est obsessionnel, récurrent et permanent dans la pensée des trois auteurs. Il va modeler l'ensemble de leurs comportements et devenir l'étalon

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, *L'Action française* du 12 décembre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 256.

2. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.46.

de référence du bien et du mal. Ce processus angoissé se manifeste principalement au travers de leurs œuvres littéraires, mais aussi de leurs engagements politiques. L'œuvre de Barrès est dominé par ce processus à partir de la fin de sa période égotiste. Il est avant tout un homme très sensible et évolutif qui va vivre des événements à un période donnée de l'histoire, et ceux-ci vont bouleverser son personnage. Il ne va pas aller dans la joie vers l'affirmation du rejet de la culture allemande. Des trois auteurs, il est celui pour qui cette direction prise va peser le plus. Mais à partir de 1897 et la publication du premier ouvrage du *Roman de l'énergie nationale*, Barrès ne va plus écrire un seul ouvrage excepté *Un jardin sur l'Oronte*, où il ne s'agisse d'une certaine manière de la lutte entre la France et l'Allemagne. *Les Bastions de l'Est* se lèvent contre l'ennemi ; *La Colline inspirée* lui oppose sa discipline ; *Les Amitiés françaises* montrent un jeune français élevé dans le souvenir des deux provinces et dans la haine des gens d'outre-Rhin. Et puis, c'est l'œuvre de guerre, et celle de l'après-guerre toutes deux dominées par le problème allemand. Maurras tombe lui aussi dans ce processus obsessionnel, mais de manière précoce, dès les années 1890 et son entrée à *La Gazette de France*. A la différence de Barrès, il a toujours détesté les valeurs allemandes et il est possible d'affirmer qu'à travers chacune de ses prises de position, de ses œuvres, de ses articles, il est sous le coup de cette obsession. Il a toujours voulu se mesurer à cette « Allemagne psychique », face à cette incarnation d'une nation qui ne mériterait selon lui, que la « damnation éternelle » pour le mal qu'elle communique en permanence à l'humanité. Il est difficile de faire un recensement exhaustif de l'ensemble de l'œuvre journalistique et des prises de position de Maurras dans sa lutte contre le « germanisme » tellement elle est volumineuse. Elle est manifestement le cœur de son œuvre. En quoi, son œuvre est une œuvre conduite, qui ne vit que dans cette obsession. Mais une recherche sur ce thème est encore plus compliquée et dense, si l'on voulait rassembler aussi celles de ses principaux collaborateurs de *L'Action française* : Daudet, Bainville, Pujo, Lasserre, Vaugois, De

Montesquiou, Dimier, Bourget.... Les œuvres politiques les plus importantes de Charles Maurras comme *l'Enquête sur la monarchie, Kiel et Tanger, La politique religieuse, Romantisme et Révolution*.....s'éclairent quand on les replace dans le contexte de ce processus obsessionnel. La monarchie, la religion catholique, la culture classique deviennent dans cette situation obsessionnelle maurrassienne comme une évidence, alors que si l'on oublie, elles ne pourraient apparaître que comme une variante d'un quelconque traditionalisme.

Péguy se différencie dans son obsession par son avant et son après 1905. Mais l'intensité est similaire à celles de Barrès et Maurras. Ce qui le différencie aussi, c'est que son obsession va atteindre son maximum dès le point de départ. Son processus est immédiat et d'une extrême intensité. Ces œuvres sont à partir de l'affaire de Tanger, comme écrite sous la dictée même de l'obsession. Il regrette que la guerre de Revanche n'eut pas lieu dans *Par ce demi-clair matin* en novembre 1905 (1), il attribue ses louanges au devoir d'insurrection française en décembre 1905 dans *Les suppliants parallèles* (2), il affirme qu'il faut une patrie à une Révolution, dans *A nos amis, à nos abonnés* en juin 1909 (3), il défend le salut éternel de la France dans *Notre Jeunesse* en juillet 1910 (4), il défend celui qui ne se rend pas et déclare la Révolution trahie dans *L'Argent Suite* en avril 1913 (5), et il affirme enfin l'existence des deux races dans la *Note conjointe sur M. Descartes* en juillet 1914 (6).

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 111-112 et 114-117.

2. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 356.

3. Charles PEGUY, *A nos amis, à nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.1304-1307.

4. Charles PEGUY, *Notre Jeunesse*, 17 Juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 96 et 104.

5. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 925, 926-927, 929 et 943-945 et 948-949.

6. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 925, 926-927 et 929.

Chapitre II : Une relative homogénéité du produit

Les produits de ces représentations vont exprimer de manière unanime l'expression d'un danger, d'une dominance germanique face à une déficience française.

Section 1 : Du rejet d'une « dominance » à la dénonciation d'une « dangerosité germanique »

Ce rejet s'exprime dans une systématisation des critiques sur l'existence d'un « impérialisme allemand », et dans la condamnation de la déviance de cette nouvelle Allemagne.

§ 1 : Une systématisation des critiques de « l'impérialisme » de la culture et des valeurs allemandes

Cet « impérialisme allemand », ils vont sans surprise le dénoncer principalement dans le domaine qui est le leur, celui de la culture, en instrumentalisant un « allié allemand » : le philosophe Frédéric Nietzsche.

I) Le vecteur culturel allemand comme « outil de domination de la France »

Ils sont écrivains, journalistes, et même s'ils s'en défendent, ils sont trois intellectuels qui ont marqué leur époque. Il est donc naturel que la culture soit au centre de leurs préoccupations. Mais ils vont refuser fondamentalement et de manière commune, d'admettre l'égalité des cultures. Ils sont conscients que pour l'Empire allemand même si sa puissance économique et sa puissance militaire ont été décisives dans son triomphe de 1870-1871, sa culture dans cette « drôle de paix », joue un rôle de conquête des esprits au profit de son « impérialisme », surtout dans les territoires occupés d'Alsace-Lorraine, mais aussi sur le territoire français lui-même. Mais il faut souligner que contrairement à Maurras et à Péguy après le choc, Barrès va tarder à

condamner la méthode de l'Université allemande. En 1900, il développe encore dans *L'Appel au soldat*, l'enthousiasme de Roemerspacher pour la science, la haute culture, la probité des études allemandes. On retrouve l'accent connu de tous ceux qui avant 1870 portaient vers le « temple germanique de la libre science ». Roemerspacher affirme avoir suivi dans l'Université allemande des cours magistraux et assisté au séminaire d'histoire à des séances de discussion qu'ils qualifient de : « magnifiques de liberté et de méthode » (1). Il oppose de manière classique à la rhétorique française la « manière scientifique », à la subjectivité française l'objectivité des Allemands, leurs recherches « patientes, dures, et fortes » où rien n'est donné au brillant superficiel, où tout l'effort est consacré à la vérité (2). Mais ces trois auteurs vont ensuite globalement dénoncer avec la même force, l'admiration et même la fascination que de nombreux intellectuels français vont manifester encore après la défaite, pour la culture allemande. Barrès dans ses *Cahiers* exprime cette idée que partage totalement Maurras et Péguy :

« Que poursuivaient les Allemands ? La conquête morale du monde. Leur pensée nous envahit et sape nos traditions. Elle glorifie le passé et les espérances de l'Allemagne. Ceux qui s'en nourrissent regardent ensuite la France avec froideur et ils ont même honte d'elle. Ils s'enferment peu à peu dans un cadre intellectuel allemand. Nous avons à défendre notre patrimoine intellectuel. A le défendre pour l'humanité même, puisque nous avons la mission de le lui fournir... » (3).

Barrès et Maurras vont dénoncer semblablement et prioritairement le kantisme qui aurait dominé à cette époque l'Etat, l'école et l'Université. Barrès exige une réaction face à ce qu'il juge être une situation préoccupante, et il écrit : « laissez ces grands mots de toujours et d'universel et, puisque vous êtes français, préoccupez-vous d'agir selon l'intérêt français à cette date. » (4).

Maurras le conforte : « L'on ne nous croyait pas quand nous disions avec l'auteur des

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, t. 1, 1994, p.770.

2. Op. cit., p. 769.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, 1919-1920, t. 12, Paris, Plon, 1949, p. 225.

4. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p.37.

Déracinés, dès 1894, dans *La Cocarde* de Barrès, que le kantisme était la religion de la Troisième République » (1). Même s'il rejette Kant à partir de 1907, Péguy critique plus encore l'influence allemande dans l'Etat et le monde universitaire. Car la Sorbonne et l'ENS auraient été le « foyer du parti allemand » (2), pour des raisons qui tiennent selon lui à une attitude globale. Celle-ci aurait favorisé la « perméabilité et la complicité » avec ce pays d'un groupe d'intellectuels qu'il ne cesse de montrer du doigt : « Il y a en Sorbonne(actuelle) et dans la nouvelle Ecole normale un noyau de gens qui ne veulent pas du nationalisme à moins qu'il ne soit allemand. » (3) et il cite même des noms, comme par exemple, celui du célèbre professeur Seignobos qui n'est selon ses termes qu'un : « pangermaniste » (4).

Ils vont tous les trois affirmer être des défenseurs de la culture classique. Dans ce combat classique, il y a un combat nécessairement d'opposition face au romantisme, dont l'origine est attribuée au monde germanique. Maurras est en pointe, puisque le romantisme au même titre que le protestantisme et la Révolution fait parti des « trois contagions allemandes ». En 1902, à propos de l'aventure vénitienne de George Sand et de Musset dans *Les Amants de Venise*, Maurras accusait les dangers de : « la maladie romantique ». Mais ce rejet absolu, le « premier Barrès » ne le partage pas, et le « Barrès de la maturité » même s'il a évolué, veut néanmoins modérer la radicalité de Maurras. L'historien Michel Mourre, écrit dans son *Charles Maurras* :

« La critique du romantisme est bien plus qu'une critique littéraire. C'est le sens même de l'être, de l'amitié nécessaire de l'homme avec l'être que le romantisme a perdu. Les grandes flammes des poètes du siècle ne sont que de faux courage et fausse grandeur : elles ne se veulent si vives que pour mieux cacher la réalité, mieux protéger d'elle et tendent entre l'homme et l'être une brume sonore, un décor d'image. Cette inimitié malheureuse avec le monde se montre bien dans cette éthique de jouisseur et de consommateur qui sera celle du premier Barrès. » (5).

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 269.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 892.

3. Op. cit., p. 895.

4. Op. cit., p. 908.

5. Michel MOURRE, *Charles Maurras*, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 32.

Barrès est resté nostalgique du romantisme et il a comme à son habitude, beaucoup de difficulté à rejeter ce qu'il a aimé. Barrès écrivait en juin 1900, à Maurras : « Mais, terrible chirurgien, je ne me laisse pas extirper tout romantisme. » (1). Dans *Le voyage de Sparte* en 1906, s'il affirme ressentir la nécessité de rejoindre le classicisme, il ne veut pas totalement l'abandonner :

« Avec tous mes pères romantiques je ne demande qu'à descendre des forêts barbares et qu'à rallier la route royale, mais il faut que les classiques à qui nous faisons soumission nous accordent les honneurs de la guerre, et qu'en nous enrôlant sous leur discipline parfaite ils nous laissent nos riches bagages et nos bannières assez glorieuses. » (2).

Une lettre de Barrès à Maurras du 30 septembre 1912 (3), et la réponse de Maurras du 26 octobre 1912 (4), précisent clairement l'opposition sur ce thème Barrès-Maurras et entérinent le différent.

Dans le dixième tome de ses *Cahiers*, Barrès juge la discipline sévère de l'anti-romantisme maurrassien, qui n'est explicable que par « anti-germanisme » :

« Je discerne dans l'école de Maurras un suprême effort anti-romantique. Il s'astreint à une discipline précise d'art objectif. Pour lui, en politique, il ne s'agit pas de savoir ce qui nous plaît, mais ce qui nous est bon. Il prétend édifier son œuvre sur « un incessant contrôle mutuel des données de la raison et des résultats de l'expérience. » (5).

Barrès restera malgré son opposition totale à l'Allemagne, et sa conversion au classicisme, un nostalgique du romantisme de sa jeunesse. Péguy défend des positions semblables sur ce thème à

1. Maurice BARRES, Charles MAURRAS, *La République où le Roi*, Lettre de Barrès à Maurras - Juin 1900, Paris, Plon, 1970, p. 283.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le voyage de Sparte*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 487-488.

3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 9, 1911-1912, Lettre de Barrès à Maurras du 30 septembre 1912, Plon, Paris, 1935, p. 370 : « Vous les faites trop nier par vos disciples, ces romantiques. Vous, vous les connaissez, et je ne suis pas inquiet que nous autres, vous, moi et les gens de notre âge, nous les méconnaissions réellement. Mais vous formez de durs petits esprits qui mépriseront trop profondément les Gautier, les Baudelaire, etc. A mon avis, vous risquez de mettre hors de nos frontières, chez nos adversaires, des beautés dont on ne voudra pas se priver. Faudra-t-il aller hors de France, en Dreyfus, pour aimer les amis de notre jeunesse ? Ah ! Maurras, fils de Mistral, de Dante, de Virgile et d'Homère, vous ne pouvez pas savoir combien j'attache de prix à un certain Faust traduit par Gérard de Nerval et illustré follement, délicieusement par Delacroix. ».

4. Charles MAURRAS dans *Mes cahiers* de Maurice BARRES, t. 9, 1911-1912, Lettre de Maurras à Barrès du 26 octobre 1912, Plon, Paris, 1935, p. 371-373 : « Et n'y a-t-il pas quelque avantage à leur en inspirer l'horreur ? l'anti-romantisme, fût-il même un peu durci, a tout de même l'utilité de sauver de ce mauvais pas. Vous avez raison de plaisanter la raison, mais vous savez aussi que vous avez bien tort, car la tête n'est pas de bois, et elle n'est que la plus générale des plus fines mesures de ce qui ne peut ni se compter, ni se mesurer. ».

5. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 27.

celles de Barrès. Dans *Victor-Marie, comte Hugo*, il cite sur le classicisme à plusieurs reprises comme référence Maurice Barrès, dans son *Adieu à Moréas*, du 2 avril 1910 :

« Devenir classiques, messieurs, continuait Barrès, c'est décidément détester toute surcharge, c'est atteindre à une délicatesse d'âme qui rejetant les mensonges, si aimables qu'ils se fassent, ne peut goûter que le vrai ; c'est, en un mot, devenir plus honnête. » (1).

Barrès et Péguy ne font pas du romantisme, comme Maurras, l'une des composantes essentielles de leur « germanisme », même s'ils tendent progressivement à la consécration de la pensée classique. Péguy citant encore Barrès, écrit :

« que le romantique et le classique ne sont point forcément, ne sont point toujours des étrangers l'un à l'autre, mais que le romantique peut, sous certaines conditions de culture, s'effectuer, s'achever, se couronner en classique. » (2).

II) La preuve par Nietzsche

Le rejet de la prétention à l'universalité de la culture et du modèle allemands est au centre du « germanisme ». L'angoisse des trois nationalistes « post-Sedan » réside dans la crainte de cette « supériorité affirmée », qui pourrait en conséquence entraîner une suprématie définitive de l'Empire allemand sur la France. Ils ne vont pas cesser de marteler, mais dans la division, l'infériorité culturelle de l'Allemagne, par rapport à la France. Ils estiment que cette dernière aurait été la seule héritière légitime des cultures prestigieuses de l'Antiquité grecque et romaine, alors que l'Allemagne n'aurait pu revendiquer qu'une barbarie légendaire, qu'elle consacrerait dans la volonté fichtéenne du « retour à l'Urvolk ». Dans ces valeurs « négatives » qualifiées d'Allemandes, Barrès rejette en priorité l'abstraction, Maurras le « Moi et le Nous allemands », et Péguy une société symbolisant la modernité et la science. Dans ce combat, ils vont

1. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 341.

2. Op. cit., p. 339.

instrumentaliser, mais ce sera surtout le fait de Maurras, le philosophe allemand Frédéric Nietzsche, comme une « preuve germanique », une confirmation de la justesse de leurs affirmations. Nietzsche se réjouit d'ailleurs, dès 1886, que des penseurs français commencent à résister à la « germanisation », quand il écrit dans *Par-delà le bien et le mal* : « Un autre trait encore est commun aux Français de la « France du goût » : une volonté bien résolue de se défendre de la germanisation intellectuelle » (1). Mais ils vont entretenir avec ce philosophe allemand des relations complexes de fascination et de répulsion. En se référant à lui, ils vont ressentir la honte du franchissement de l'interdit : se référer à un Allemand même pour la « bonne cause », montrer qu'un philosophe allemand célèbre critique l'Allemagne. Alors ils vont systématiquement se présenter non comme des débiteurs de la pensée de Nietzsche, mais présenter Nietzsche comme la vrai débiteur, et pour toute sa philosophie, de la pensée française et des cultures grecques et latines. La référence à la pensée de Nietzsche leur est utile, car elle repose sur une dénonciation puissante, violente, et systématique de l'Allemagne, et des Allemands. Après la guerre de 1870-1871, et la victoire de l'Empire allemand, Nietzsche rejette l'orgueil de ses compatriotes pour la culture allemande et conclue qu'il ne peut nullement s'agir d'une victoire de la culture, pour la bonne raison qu' : « aujourd'hui encore, la France est le refuge de la culture la plus intellectuelle et la plus raffinée qu'il y ait en Europe, et reste la grande école du goût. » (2). L'orgueil résultant des travaux consacrés à l'histoire aurait été selon lui, tel que l'on a divinisé à tort en Allemagne la génération de 1870. Dès la première *Intempestive* écrite au lendemain de la guerre de 1870, il se lance dans une attaque contre « les philistins cultivés », car ce n'est pas parce que tout le monde pense de la même façon que l'on peut parler de culture. La

1. Frédéric NIETZSCHE, *Par-delà le bien est le mal* (1886), Paris, Mercure de France, 1948, p. 254.

2. Ibid.

vraie culture pour Nietzsche est avant tout une unité de style, qui se manifeste dans toutes les activités d'une nation. En réalité, dans son analyse, ce sont la stricte discipline militaire, la bravoure et l'endurance naturelle, la supériorité du commandement qui sont à l'origine des victoires allemandes. En matière de culture, les Allemands, qui n'auraient jamais eu de culture, auraient donc tout à apprendre des Français qui ont une culture authentique et féconde. La critique des Allemands dans *Par-delà le bien et le mal* est d'une particulière férocité, elle porte sur le désordre de la pensée allemande, mais surtout sur l'amour des Allemands pour le chaos :

« L'âme allemande a des galeries et des couloirs, des cavernes, des cachettes, des réduits ; son désordre a beaucoup du charme de ce qui est mystérieux. L'Allemand est à son aise parmi les voies furtives qui mènent au chaos, et, comme toute chose aime son symbole, l'Allemand aime les nuages et tout ce qui est instinct, naissant, crépusculaire, humide et voilé ; l'incertain, l'embryonnaire, ce qui est en voie de transformation, de croissance, lui donne l'impression de la « profondeur ». L'Allemand lui-même n'est pas, il devient, il « se développe ». C'est pourquoi le « développement » est la trouvaille propre de l'Allemand, celle qu'il jeta dans le vaste empire des formules philosophiques : idée aujourd'hui souveraine et qui, alliée à la bière allemande et à la musique allemande, est en voie de germaniser l'Europe entière. Les étrangers demeurent stupéfaits et conquis devant les énigmes que leur propose la nature contradictoire qui fait le fond de l'âme allemande (Hegel l'a mise en système ; Richard Wagner a trouvé mieux, il l'a mise en musique). »
(1).

Les caractéristiques qui distinguent les Allemands sont celles qui font souvent les armées victorieuses :

« L'élément allemand, un bon ferment, n'est pas fait pour dominer. La domination qui s'exerce en Europe n'est allemande que parce qu'elle a affaire avec des peuples séniles et fatigués, c'est sa barbarie, sa culture tardive qui lui donne sa puissance » (2).

Les Allemands ne lui semblent pas être un peuple en avance : « Les Allemands, les retardataires par excellence au cours de l'histoire, sont aujourd'hui le peuple civilisé le plus arriéré de l'Europe : cela est un avantage, par cela même ils sont relativement le plus jeune. » (3).

1. Frédéric NIETZSCHE, *Par-delà le bien est le mal* (1886), Paris, Mercure de France, 1948, p. 244.

2. Frédéric NIETZSCHE, *Fragments posthumes*, t.10, printemps-automne 1884, OPC, Paris, Gallimard, 1982, p.53.

3. Frédéric NIETZSCHE, *Le Cas Wagner* (1888) publié avec *Le Crépuscule des idoles*, Paris, Mercure de France, 1952, Post scriptum.

L'Allemagne n'aurait rien qui la distingue et qui la qualifierait pour conduire le monde, elle n'est qu'un banal Etat de plus :

« L'Allemagne, l'Allemagne par dessus tout » est peut-être le mot d'ordre le plus stupide qui ait jamais été donné. Pourquoi justement l'Allemagne ? est ma question : si elle ne veut pas, ne représente pas, n'expose pas quelque chose qui ait plus de valeur que ce que représente jusqu'ici toute autre puissance ! En soi ce n'est qu'un grand Etat de plus, une idiotie de plus au monde. » (1).

A une époque, qui affirme la pureté des Allemands, Nietzsche n'hésite pas à affirmer au contraire que la caractéristique de son peuple réside au contraire dans la disparité :

« L'âme allemande est avant tout composite, d'origines multiples, faites d'éléments ajoutés et accumulés, plutôt qu'elle n'est vraiment construite : cela tient à sa provenance. Un Allemand qui oserait s'écrier : « Je porte, hélas ! deux âmes en moi ! » se tromperait d'un joli chiffre d'âmes. Peuple disparate, fait d'un mélange et d'un pêle-mêle indescriptible de races, peut-être avec prédominance des éléments pré-aryens, « peuple du milieu » dans tous les sens du mot, les Allemands sont, pour eux mêmes, plus insaisissables, plus indéfinis, plus contradictoires, plus inconnus, plus incalculables, plus surprenants que les autres peuples ne le sont à eux-mêmes ; ils échappent à toutes définitions, et cela suffirait pour qu'ils fissent le désespoir des Français. Il est significatif que la question : « Qu'est-ce qui est Allemand ? » reste toujours ouverte. » (2).

A côté de la condamnation de l'Allemagne et de son peuple, qu'il qualifie fréquemment de : « peuple d'âmes de laquais » (3), il va s'opposer à la « raideur », à la dureté de la philosophie allemande, et plus particulièrement à l'« icône » de la philosophie allemande : Kant, qu'il osera même traiter de « cul-de-jatte-des idées le plus rabougri qu'il y ait jamais eu », positions qui ne sont pas pour déplaire aux trois auteurs du nationalisme « post-Sedan » :

« Qui parmi les Allemands connaît encore par expérience ce léger frisson que fait passer dans tous les muscles le pied léger des choses spirituelles ! La raide balourdise du geste intellectuel, la main raide au toucher, cela est allemand à un tel point qu'à l'étranger on le confond avec l'esprit allemand en général. L'Allemand n'a pas de doigté pour les nuances... Le fait que les Allemands ont pu seulement supporter leurs philosophes, avant tout ce cul-de-jatte des idées le plus rabougri qu'il y ait jamais eu, le grand Kant, donne une petite idée de l'élégance allemande. C'est qu'il n'est pas possible de déduire de l'éducation noble, la danse sous toutes ses formes. Savoir danser avec les pieds, avec les idées, avec les mots : faut-il que je dise qu'il est aussi nécessaire de le savoir avec la plume, qu'il faut apprendre à écrire ? Mais, en cet endroit, pour des lectures allemandes, je deviendrais tout à fait une énigme... » (4).

-
1. Frédéric NIETZSCHE, *Fragments posthumes*, t. 10, printemps-automne 1884, OPC, Paris, Gallimard, 1982, p.91.
 2. Frédéric NIETZSCHE, *Par-delà le bien est le mal* (1886), Paris, Mercure de France, 1948, p. 244.
 3. Frédéric NIETZSCHE, *Fragments posthumes*, t. 10, printemps-automne 1884, OPC, Paris, Gallimard, 1982, p. 96.
 4. Frédéric NIETZSCHE, *Le Crépuscule des idoles* (1889), Paris, Mercure de France, 1952, p. 138.

Face à ce réquisitoire terrible sur l'Allemagne et son peuple, Nietzsche affiche une véritable francophilie, après sa rupture avec Wagner et à la suite de la lecture des *Essais* de Bourget. Il avoue assez souvent son admiration pour la culture française, dont il est véritablement imprégné. Il loue ce qu'il appelle les « grands Français », toujours par comparaison aux « grands Allemands » souverains dans une « inutile complexité » :

« Bien loin d'être superficiel, un grand Français conserve pourtant toujours sa surface, sa peau qui enveloppe naturellement son contenu et sa profondeur, tandis que la profondeur d'un grand Allemand est généralement renfermée dans une sorte de flacon biscornu, comme un élixir qui tente de se protéger de la lumière et des mains frivoles par sa carapace dure et bizarre. » (1).

On trouve sous sa plume, non seulement les noms d'auteurs de premiers plans : Montaigne qui le séduit par son intelligence souriante, par sa liberté souveraine, par son désir d'arracher les masques ; Pascal qui tantôt l'attire, tantôt l'incite à la contradiction, il lui reconnaît la tristesse des forts, mais encore La Rochefoucauld, Corneille, Racine, Stendhal, Balzac, Victor Hugo, Baudelaire, Taine, Renan.....mais aussi Lesage, Fontenelle, Chamfort, Rivarol, Mérimée. La France que Nietzsche admire, c'est celle des XVI^e et XVII^e siècles avec son énergie profonde et ardente, et la distinction raffinée de ses créations :

« Il faut défendre cette proposition et ne pas en démordre : tout ce que l'Europe a connu de noblesse, noblesse de la sensibilité, du goût, des mœurs, noblesse en tous sens élevés du mot, tout cela est l'œuvre et la création propre de la France. » (2).

Elle a eu selon lui, la chance de posséder une élite capable d'imposer le bon goût et le souci de la distinction. Les qualités fondamentales qu'il reconnaît aux Français, dans le domaine de la création artistique sont le culte de la forme, qui pousse les écrivains à vouloir séduire par la perfection formelle et une élite raffinée, et la finesse psychologique provenant d'une longue

1. Frédéric NIETZSCHE, *Aurore*, OPC, t.4, Paris, Gallimard, 1970, p.192.

2. Frédéric NIETZSCHE, *Par-delà le bien est le mal* (1886), Paris, Mercure de France, 1948, p. 253.

tradition. Enfin, elle bénéficie d'une synthèse harmonieuse entre l'influence nordique et l'influence méditerranéenne :

« Il y a au fond dans l'âme française, une synthèse presque achevée du Nord et du midi : les Français (...) Leur tempérament, qu'à des périodes régulières le Midi attire ou bien repousse, leur tempérament que de temps à autre inonde le sang provençal et ligure, les met en garde contre l'horrible « gris sur gris » du Nord, contre les idées fantômes sans soleil et contre l'anémie. » (1).

Ce que Nietzsche reconnaît encore à la France douée de vigueur et d'énergie, enveloppée de formes, c'est la supériorité que donne un humanisme qui, renouant avec la tradition gréco-latine, est capable de créer un style permanent qui consacre le classicisme. Il espère que le lien des Allemands avec les Grecs « type supérieur de l'humanité » va transformer, civiliser son peuple :

« Peut-être dans quelques siècles jugera-t-on que toute la dignité de la pensée philosophique allemande consiste à avoir reconquis pied à pied le sol antique et que toute prétention à l'« originalité » semble mesquine et ridicule en comparaison de cette prétention d'avoir renoué le lien qui semblait tranché, le lien avec les Grecs, avec le type supérieur de l'humanité (...) un jour espérons-le, nous deviendrons physiquement des Grecs ! C'est là, et ç'a toujours été là, ce que j'espère du germanisme. » (2).

La France est considérée par Nietzsche comme le refuge de la culture et l'Allemagne comme la « pointe avancée de l'inculture et de la barbarie » et à ce titre, elle est une menace pour le monde civilisé. La pensée de Nietzsche est une réelle aubaine pour Barrès, Maurras et Péguy et, en conséquence ils vont la juger comme une preuve décisive délivrée sur la nocivité de l'Allemagne, et la grandeur de la France. Ils vont dans le cadre du « germanisme » instrumentaliser Nietzsche, comme un principe de démonstration de la véracité de leurs thèses. Mais ils vont bien évidemment, oublier les éléments « contreproductifs » chez ce penseur, principalement son rejet du nationalisme. Certes, il a des mots durs contre ce qu'il qualifie de petite politique qui rend l'esprit allemand stérile en le rendant vaniteux : le nationalisme Allemand : « nous sommes bien loin d'être assez « allemand » au sens où le mot deutsch à cours aujourd'hui, pour nous faire

1. Frédéric NIETZSCHE, *Par-delà le bien est le mal* (1886), Paris, Mercure de France, 1948, p. 254.

2. Frédéric NIETZSCHE, *La Volonté de puissance*, Ecrits posthumes, II, Paris, Gallimard, 1951, p. 231.

« les porte-parole du nationalisme et de la haine raciale. » (1). Mais il va rejeter avec la même force le nationalisme en général qui va se développer après 1870-1871, en dénonçant :

« l'infection nationaliste grâce à laquelle à présent les peuples en Europe se barricadent l'un contre l'autre et se mettent réciproquement en quarantaine. » (2). Le directeur d'études Jacques Le Rider dans *Nietzsche en France*, précise que Barrès a commencé à s'intéresser à Nietzsche très tôt :

« En 1895, à l'occasion d'une enquête de Jacques Morland publiée dans le *Mercur de France*, on note que le nom de Nietzsche jouit d'une certaine célébrité, mais quatre intellectuels seulement prétendent le connaître : Paul Adam, Maurice Barrès, Bernard Lazare, Téodor de Wyzéwa .» (3).

Mais Barrès ne va en faire une lecture approfondie qu'en 1901. Lorsqu'il découvre la volonté de puissance, il sent qu'entre lui et Nietzsche il y aurait toujours l'enseignement de Pascal. *Mes cahiers*, nous apprennent qu'il porta d'abord un jugement sévère sur Nietzsche en août 1901 :

« Je suis en train de lire Nietzsche ; il outrage mon état d'esprit, ce sentiment de la nécessité qui me presse, m'étreint cruellement et me porte dans ces semaines de douleur. Pourtant je le vois et le juge avec liberté. C'est peu de chose que ce professeur véhément. Il parle sans goût, il parle entre hommes, il veut étonner et il brutalise. Au moins ne dissimule-t-il pas sa position : il ne dit guère : « Voici la vérité » il dit : « Voici mes fruits, je suis l'arbre qui produit ces pensées. » Je regarde Pascal et je ris avec mon maître de cet orgueilleux, de ce grand exultateur, de ce Nabuchodonosor qui bientôt à quatre pattes mangera de la salade. Il sentait en lui-même un surhomme qui voulait naître. Ce n'était rien qu'une illusion de sa paralysie générale (...). Nietzsche a son vocabulaire, sa méthode, son érudition, tout son attirail de professeur pour nous transmettre son âme de paralytique général. » (4).

Maurras, dans une note du conte *Les serviteurs*, note datant de 1895, de la première édition du *Chemin de Paradis* cite Nietzsche et résume déjà son attitude future et constante face à ce

1. Frédéric NIETZSCHE, *Le Gai savoir*, OPC, t. 5, Paris, Gallimard, Pléiade, 1982, p. 377.

2. Ibid.

3. Jacques LE RIDER, *Nietzsche en France*, Paris, PUF, 1999, p. 44-45.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 243.

philosophe :

« ...un étrange écrivain de race slave appelé Nietzsche. (...) Ce Nietzsche est un Sarmate ingénieux, éloquent et assez subtil. Quoique d'esprit bizarre, il n'a pu lire sans profit notre Platon. Cependant, l'effroyable désordre de sa pensée finit par le conduire à un anarchisme orgueilleux. Sa naissance l'y destinait. Fidèle à cette barbarie, il est même devenu fou. J'ai tenté au contraire, les triomphes de la raison. » (1).

Il est relativement difficile de suivre les débuts, puis l'évolution de Péguy par rapport à

Nietzsche. Charles Andler, Georges Sorel, Julien Benda, le pasteur de Roberty, mais surtout

Daniel Halévy étaient des informateurs compétents sur Nietzsche :

« On peut donc confirmer l'hypothèse déjà formulée par Helle Tiedmann dans son étude sur le conservatisme traditionaliste de Charles Péguy et suggérer que celui-ci connaissait la pensée de Nietzsche, au moins par les travaux de Daniel Halévy, sans doute aussi par Georges Sorel. » (2).

Dans le troisième volume de ses *Cahiers*, Barrès ose déclarer de Frédéric Nietzsche : « il m'a prévu » (3), et il considère dix ans plus tard, dans *Le Culte du Moi*, que sa pensée avait rencontré celle de Nietzsche :

« C'eût été pour Nietzsche un réconfort de savoir que vers 1887 « dans un temps où il était profondément ignoré de ses compatriotes », il eût trouvé à Paris un jeune homme qui, sans avoir lu aucun de ses livres, se rencontrait dans le mépris des Barbares et le Culte du Moi. » (4).

Ce troisième volume des *Cahiers* renferme des notes de lecture qui montrent, que Barrès s'était livré à une étude relativement approfondie de Nietzsche (5). Il y cite de longs passages extraits des pages 81 à 87 de la *Volonté de puissance*, particulièrement ceux, dont il pense qu'ils glorifient le nationalisme, ainsi que ceux qui instruisent le procès du modernisme (6).

1. Charles MAURRAS, Note (1), in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 183.

2. Jacques LE RIDER, *Nietzsche en France*, Paris, PUF, 1999, p. 93.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 139.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1912-1913, Paris, Paris, Plon, 1935, p. 124.

5. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 137-139.

6. Op. cit., p. 138 : « Progrès vers le naturel (rendre aux hommes le courage de leurs instincts naturels) : dans toutes les questions politiques, dans les rapports des partis entre eux, même dans les partis mercantiles, d'ouvriers à entrepreneurs, ce sont des questions de puissance qui sont en jeu. Il faut se demander d'abord « ce que l'on peut » et après seulement ce que l'on doit », t.II, p. 81. ».

Il semble aussi que certains aspects du pragmatisme barrésien furent nourris par la théorie des relations de puissance exposée par Nietzsche (1). A la page 139 du tome 3 de ses *Cahiers*, Barrès écrit, : « la note 54 m'enivre de plaisir », or le paragraphe 54 de *La Volonté de puissance* traite des principaux symptômes du pessimisme, ainsi que des formules d' « affranchissement passager du pessimisme : les grandes guerres, les fortes organisations militaires, le nationalisme, la concurrence industrielle, la science, le plaisir ». Nietzsche et Barrès ont une commune aversion pour la civilisation industrielle, pour le progrès technique, pour le monde moderne dont l'Allemagne est la locomotive et le symbole : « Toute cette modernité est contre quoi je lutte, modernité telle que Nietzsche l'a défini... » (2). Au moment où il préparait les *Scènes et doctrines du nationalisme*, Barrès a même été envoûté par cet hymne à la puissance, à la vitalité, et aussi par ce pessimisme dont il avait toujours subi l'attrait. Des passages en témoignent (3).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p.138-139 : « Ce que j'ai demandé à ma Lorraine, Nietzsche le marque quand il dit que « les entraves les plus favorables et les remèdes contre la modernité », c'est-à-dire contre « l'indiscipline de l'esprit moderne sous toute sorte d'appâts moraux », c'est « l'étroitesse nationale qui simplifie et concentre ». (Nietzsche, *Volonté de puissance*, t. I, p. 86-87) Comment cela ne me frapperait-il pas puisque c'est par là que je disais Pascal nationaliste. Je n'ai pas osé publier cette thèse bizarre. Mais l'homme monstre et chaos, l'homme incapable de connaître la vérité par suite de sa corruption et de sa décomposition morale, c'est celui, dit Pascal, qui n'a pas la foi chrétienne, je lui propose la révélation lorraine de sa mission sur la terre. (Bastions de l'Est). « Se rendre maître du chaos que l'on est soi-même ; contraindre son chaos à devenir forme, à devenir logique, simple, sans équivoque, mathématique, loi, c'est là la grande ambition. ».

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 139.

3. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, t. 1, Paris, Plon 1925, p. 4-5 : « Dans son orgueil où je distingue mal si je vois un candidat à la paralysie générale ou bien un rude pédant infatué de sa culture supérieure, Nietzsche a osé écrire que les hommes politiques sont des querelleurs à qui nous fournissons leurs arguments, des inférieurs que nous vêtons de nos livrées pour leur donner une raison d'être, des gladiateurs affamés de se battre et à qui nos doctrines qu'ils déforment aussitôt apportent tant bien que mal un prétexte. Ce n'est pas juste. Une note plus sage me semble donnée dans un autre paragraphe du même Nietzsche : « Apprendre la solitude. Oh ! pauvres hères, vous qui habitez les grandes villes de la politique mondiale, jeunes hommes très doués, martyrisés par la vanité, vous considérez que c'est votre devoir de dire votre mot dans tous les événements (car il se passe toujours quelque chose). Vous croyez que, lorsque vous avez fait ainsi de la poussière et du bruit, vous êtes le carrosse de l'histoire ! Vous écoutez toujours et vous attendez sans cesse le moment où vous pourrez jeter votre parole au public, et vous perdez ainsi toute productivité véritable ! Quel que soit votre désir des grandes œuvres, le profond silence de l'incubation ne vient pas jusqu'à vous ! L'événement du jour de chasse devant lui comme de la paille légère, tandis que vous avez l'illusion de chasser l'événement, pauvres diables ! Lorsque l'on veut être un héros sur la scène, il ne faut pas songer à jouer le chœur ; on ne doit même pas savoir comment on fait chœur. ».

Mais quelques années plus tard, Barrès se dira profondément choqué par le caractère « antipathique » et « inhumain » du surhomme de Nietzsche, ce « brutal insensé » : « Pour affirmer sa personnalité » poursuit-il, « Nietzsche sort de l'humanité » (1). Barrès, écrit enfin, en 1922 sur Nietzsche :

« Un superbe poète lyrique, ce Nietzsche, et un excitateur de l'esprit. Mais pour ma part, j'avais trouvé ses thèses dans Stendhal, dans Renan et dans mon cœur d'enfant excédé par les grossièretés de l'internat et du quartier Latin. Seulement ce que nous savons, il le dit avec une allure ! Il a le diable au corps ! C'est bien, mais il y en a trop. Le diable a fini par faire sa proie. » (2).

Le professeur Pierre Boutang, dans *Maurras la Destinée et l'œuvre*, affirme que Charles Maurras, et ses collaborateurs (3) à *L'Action française*, n'avaient qu'une connaissance très sommaire de la pensée de Nietzsche :

« Maurras n'avait pas lu Nietzsche lorsqu'il avait écrit ses pages prétendument nietzschéennes ; il le tenait pour « un sarmante ingénieux, éloquent, et assez subtil » qui, « quoique d'esprit bizarre n'a pu lire sans profit notre Platon. Cependant l'effroyable désordre de sa pensée finit par le conduire à un anarchisme orgueilleux ». Jugement qui ne va pas loin dans Nietzsche. » (4).

Maurras va pourtant fréquemment se servir de Nietzsche, en déclarant toujours de manière solennelle ne jamais rien lui devoir, en le transformant en un débiteur perpétuel de la culture française, mais en invoquant aussi sa maladie et son effondrement final, pour le classer parfois dans son œuvre parmi les documents pathologiques. Il développe une conception instrumentale positive de l'œuvre nietzschéenne pour ses orientations anti-allemandes et anti-démolibérales. Il

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 6, 1907-1908, Paris, Plon, 1933, p 6 ; p. 10-11.

2. Maurice BARRES, *Les grands problèmes du Rhin*, Paris, Plon, 1930, note p. 264.

3. Pierre BOUTANG, *Maurras la destinée et l'oeuvre*, Paris, La Différence, 1993, p 329 : « Bainville, lui, admettait le rôle de « révulsif » du Sarmante pour beaucoup de sa génération : « il les a aidés à s'affranchir de Rousseau et de Kant. Un « Voltaire barbare » ? Assez joli contresens, puisque, barbare, Voltaire n'est plus Voltaire ; et aussi un « Allemand du XVIIIe siècle qui s'incline devant le génie français », mais alors est-il encore barbare ? Non décidément l'abbé Pierre n'avait pas de chance ; rien de nietzschéen sérieusement, autour de Maurras ; rien non plus qui témoignât de la saisie du nihilisme de Nietzsche et de ses risques effroyables, sauf peut-être chez Pierre Lasserre : « je vous demande un peu de pitié pour la crispation de ce beau visage. ».

4. Ibid.

va utiliser Nietzsche, selon le directeur d'études Jacques Le Rider dans *Nietzsche en France* (1).

Nietzsche déteste comme Maurras les trois « maladies contagieuses allemandes » : la Révolution française, la Réforme, et le Romantisme. Nietzsche rejette avec une violence extrême Jean-Jacques Rousseau et sa conception de l'égalité :

« Rousseau ce premier homme moderne, idéaliste et canaille en une seule personne, qui avait besoin de « la dignité morale » pour supporter son propre aspect, malade d'un goût effréné, d'un mépris effréné de lui-même. Cet avorton qui s'est campé au seuil des temps nouveaux, voulait lui aussi « le retour à la nature » encore une fois, où voulait-il revenir ? Je hais encore Rousseau dans la Révolution ; elle est l'expression historique de cet être à deux faces, idéaliste et canaille. La farce sanglante qui se joua alors, « l'immoralité » de la révolution, tout cela m'est égal ; ce que je hais, c'est sa moralité à la Rousseau, les soi-disant « vérités » de la Révolution par lesquelles elle exerce encore son action et sa persuasion sur tout ce qui est plat et médiocre. La doctrine de l'égalité ! » (2).

mais aussi Kant, la Révolution française et ce qu'il appelle les idées modernes :

« ce fut la Révolution française qui remit enfin solennellement et sans réserve le sceptre au « brave homme » (au mouton, à l'âne, à l'oie, en un mot à tout ce qui est d'une irrémédiable platitude, à tout ce qui braille, qui est mûr pour la maison de fou des « idées modernes »). » (3).

Il s'attaque aussi à la réforme luthérienne qui n'aurait été qu'une forme « abruti, paresseuse, vautrée de la foi chrétienne » :

« Ce sont mes ennemis, je l'avoue, ces Allemands : je méprise en eux toute espèce de malpropreté d'idées et de valeurs, de lâcheté devant la probité de chaque oui et de chaque non. Depuis près de mille ans ils ont épaissi et embrouillé tout ce qu'ils ont touché de leurs doigts, ils ont sur la conscience toutes les demi-mesures, tous les compromis dont est malade l'Europe, ils ont également sur la conscience l'espèce la plus malpropre du christianisme qu'il y ait, la plus incurable, la plus irréfutable, le protestantisme....Si on n'arrive pas à en finir du christianisme, les Allemands en seront la cause. » (4).

-
1. Jacques LE RIDER, *Nietzsche en France*, Paris, PUF, 1999, p. 90 : « A l'opposé des socialistes et de leurs sympathisants, l'Action française, elle aussi, trouve en Nietzsche l'exemple suggestif d'une critique de la modernité et de la démocratie, débarrassée des vieilles nostalgies purement réactionnaires (c'est aussi là que le bât blesse, car l'Action française, elle n'est point exempte de ces nostalgies...) Maurras, bien qu'il ne veuille rien devoir qu'à la tradition latine et française et dénie toute influence de l'auteur de Zarathoustra sur sa propre pensée, se sert à l'occasion de Nietzsche contre l'Allemagne, car il s'agit pour lui de la « libération intellectuelle des jeunes français germanisés et anarchisés jusqu'aux moelles ». En somme comme l'écrit Maurras le 12 février 1909 dans le journal de *l'Action française*, « l'erreur nietzschéenne a aidé les jeunes Français à se purger de l'erreur Révolutionnaire. ».
 2. Frédéric NIETZSCHE, *Le Crépuscule de idoles* (1889), Paris, Mercure de France, 1952, p.178.
 3. Frédéric NIETZSCHE, *Le Gai savoir*, OPC, t. 5, Paris, Gallimard, Pléiade, 1982, p. 350.
 4. Frédéric NIETZSCHE, *L'Antéchrist publié avec Le crépuscule des idoles*, Paris, Mercure de France, 1952, p. 10.

Comme le jeune Maurras plus tard, il a fait l'expérience de la mort du Dieu chrétien. Il critique l'idée de l'égalité des âmes devant Dieu prêché par le christianisme, car elle porte en elle le germe de conséquences politiques : la doctrine des droits égaux pour tous, qui ne peut conduire qu'à un déclin de l'homme :

« Le christianisme lui aussi a contribué pour une part considérable à « l'Aufklärung » : il a enseigné le scepticisme moral, d'une manière fort pénétrante et efficace, à force d'accuser, d'aigrir, mais avec une patience et une subtilité infatigables : il a détruit en chaque homme particulier la croyance en ses « vertus » propres ; il a fait disparaître à tout jamais ces grandes figures dont l'Antiquité abondait, ces hommes populaires imbus de leur perfection, qui se promenait avec des allures de toreros. » (1).

Il est très sensible au classicisme, à cette force d'âme et à cette maîtrise qui permet d'ordonner le chaos intérieur et d'organiser une œuvre selon des exigences autres que celles qui sont de flatter les goûts du public :

« Comprendre que le goût classique, où qu'il soit, exige une dose de froideur, de lucidité, de dureté : la logique avant tout, le goût de l'intellectualité, les « trois unités », la concentration, la haine du sentiment, de la bonhomie, du trait d'esprit ; la haine de ce qui est compliqué, incertain, flottant, mystérieux, ainsi que la haine de ce qui est bref, pointu, joli, affable. (...) Pour être classique, il faut avoir tous les dons et tous les besoins forts et contradictoires en apparence, mais les plier tous sous un même joug ; il faut venir à temps pour porter à sa cime et à son comble un genre littéraire ou artistique ou politique ; il faut refléter au plus profond de son âme un état collectif, à une époque où cet état existe encore sans être défigurés par l'imitation de l'étranger. » (2).

Au classicisme, Nietzsche oppose le romantisme, comme pour mieux souligner les mérites du premier. L'essence du romantisme serait un manque d'humanité féconde, un caractère théâtral des moyens employés, une mauvaise qualité et une hétérogénéité des matériaux, enfin une fausseté sans bornes. Le « faux-monnayage dans les arts » sert à masquer les lacunes du talent. Par des concessions aux goûts du « vulgaire », par d'habiles flatteries, l'écrivain romantique cherche à épater ; à la suite du succès qu'il obtient, il croit et fait croire à son « génie ». Le mal est profond, car même la philosophie se fait « romantique ».

1. Frédéric NIETZSCHE, *Le Gai savoir*, OPC, t. 5, Paris, Gallimard, Pléiade, 1982, p. 122.

2. Frédéric NIETZSCHE, *La Volonté de puissance*, 2, Paris, Gallimard, 1968, p. 339-340.

Dans *L'Enquête sur la monarchie*, Maurras va le nommer notre condisciple, mais pour ajouter immédiatement que les Français étaient depuis bien plus avancé que lui ⁽¹⁾. Il revient sur la question de l'influence de Nietzsche, mais refuse toujours d'être en dépendance, ou d'être le débiteur de ce « philosophe germano-slave », et dans un article de *La Gazette de France*, du 2 mars 1900, il le précise avec clarté :

« Je n'admets point la créance que l'on me présente quelquefois au nom de Frédéric Nietzsche, parce que je sais bien ne rien lui devoir de réel : tout ce que ce philosophe germano-slave peut sembler nous avoir appris sur l'autorité, sur la liberté et sur leurs rapports, c'est lui au fond qui nous le doit, car il le doit à des esprits de notre race ou qui sont de notre héritage, un Joseph de Maistre, un Voltaire, un Renan, un Lucain, un Aristote ou un Thucydide. » ⁽²⁾.

Dans un article long et dense de *La Gazette de France* en janvier 1903, Maurras, en revenant sur la critique du livre *La morale de Nietzsche* de 1902 du spécialiste de Nietzsche à *L'Action française* Pierre Lasserre, a voulu une nouvelle fois préciser, comme s'il avait des « scrupules » de l'instrumentaliser, que de toute manière si Nietzsche avait « un peu de bon », il le devait exclusivement aux cultures française, latine et grecque :

« Vers 1890 et 1891 (...), moralement, politiquement, littérairement, se dessinait (...) une doctrine de la force et de la discipline naturelle que cette force doit recevoir pour abonder en elle-même, se multiplier et briller. (...) Sans sympathiser avec Nietzsche, nous pûmes entrevoir que le barbare avait du bon (...) Tout ce qu'il y a de bon, d'ordonné, de hiérarchique, nous le trouvons d'avance, exprimé en des termes infiniment meilleurs, dans la série française, latine et grecque : nous l'avions découvert sans lui. (...) Le bon barbare qui est dans Nietzsche ferait parfois rougir de très hautes leçons qu'il a prises chez nous et qu'il n'a comprises que par endroits (...) Malgré ses outrances, ses grossièretés et ses cuistreries polissonnes, ce Germain demi-slave sera le bienvenu dans l'enceinte sacré de l'antique Ecole française ; mais si l'on veut le faire apparaître en docteur, il convient de rappeler ses porte-parole au juste sentiment du tien et du mien. » ⁽³⁾.

Si Maurras affirme aussi souvent que l'œuvre de Nietzsche est inutile et dangereuse, il formule néanmoins, toujours la même remarque sur le rôle positif joué par Nietzsche comme démystificateur des illusions révolutionnaires, libérales et démocratiques : « la démocratie est la

1. Charles MAURRAS, *Enquête sur la monarchie*, Paris, NLN, 1924, p.227.

2. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 2 mars 1900, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 183.

3. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, Janvier 1903, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 186-191.

forme que prend la ruine de l'Etat » (1).

Maurras va même jusqu'à qualifier Nietzsche de drogue. Il semble aimer en prendre, tout en se méfiant de ces effets :

« Dès 1894, nous avons multiplié contre l'auteur du Zarathoustra les reproches de barbarie et d'anarchie. Un peu plus tard, nous le traitons de polisson. Et si plusieurs de nos amis et collaborateurs ont eu parfois l'occasion de constater que l'erreur nietzschéenne a aidé de jeunes Français à se purger de l'erreur révolutionnaire, ce qui est un fait indéniable, Lucien Moreau et Pierre Lasserre n'ont jamais manqué d'ajouter que cette erreur utile était une drogue à enfermer sous plusieurs clefs, dans l'armoire aux poisons. » (2).

Même si Maurras soutient la monarchie plus par raison que par instinct, la défense des institutions traditionnelles par Nietzsche, dans *La Volonté de puissance* ne peut que le conforter :

« Ce qui est le plus attaqué de nos jours, c'est l'instinct et la volonté de persister dans la tradition ; toutes les institutions qui tirent leur origine de cet instinct répugnent au goût moderne... Au fond, on ne pense et on travaille qu'à déraciner ce sens de la tradition. On envisage la tradition comme une fatalité ; on l'étudie, on la constate (sous forme d' « hérédité »), mais on ne la veut pas. Une volonté tendue à travers les siècles, une sélection d'états et de valeurs qui permettent de disposer de la suite des siècles à venir, tout cela est éminemment antimoderne. D'où il résulte que ce sont les principes de désorganisation qui donne à notre époque ce caractère. » (3).

Si Nietzsche est présenté comme un « barbare » en raison de ses origines, il est néanmoins classable du fait d'une admiration maurrassienne réelle, mais très difficilement avouable, parmi les « bons barbares » à côté de Goethe, en ce qu'il s'est « trouvé être l'ennemi déclaré de la germanie » (4). L'évaluation maurrassienne du nietzchéisme peut se résumer en une dénonciation du fond « barbare » et « anarchique » de la pensée de Nietzsche, accompagnée d'une «demi-reconnaissance » difficile à exprimer pour les « services » rendus à la cause de l'anti-germanisme. Mais dans la conscience de Maurras il est un « grand », une référence-clé, un allié

1. Frédéric NIETZSCHE, *Fragments posthumes*, t. 10, printemps-automne 1884, OPC, Paris, Gallimard, 1982, p. 295.

2. CRITON (Charles MAURRAS), *L'Action française*, 12 février 1909, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 186.

3. Frédéric NIETZSCHE, *La Volonté de puissance, écrits posthumes*, II, Paris, Gallimard, 1951, p. 52.

4. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 40.

objectif, en ce qu'il détruit la séduction exercée par les mystiques politiques modernes, en ce qu'il dissipe les « illusions démocratiques » :

« Nous qui avons une autre croyance, nous qui considérons le mouvement démocratique, non seulement comme une forme de décadence de l'organisation politique, mais aussi comme une forme de décadence, c'est-à-dire de rapetissement chez l'homme, comme le nivellement de l'homme et sa diminution de valeur : où devons-nous diriger nos espoirs ? » (1).

De nombreux collaborateurs de Charles Maurras vont écrire sur Nietzsche, le meilleur connaisseur étant certainement Pierre Lasserre. Le directeur d'études Jacques Le Rider dans *Nietzsche en France*, mentionne les deux essais sur Nietzsche de Pierre Lasserre aux Editions du Mercure de France, *La Morale de Nietzsche* en 1902 et *Les idées de Nietzsche* en 1905, et précise que Pierre Lasserre présente dans la préface de la réédition de *La morale de Nietzsche* de 1917, ce philosophe comme un « Allemand d'exception », qui est allé encore plus loin que Goethe dans son estime pour la culture française (2).

Léon Daudet va développer longuement, dans l'ouvrage *Hors du joug allemand* son opinion sur Nietzsche. Il va rechercher dans ses origines le fondement même de sa pensée : « Il a du Slave la souplesse et la recherche des articulations entre l'intelligence et la sensibilité. Il a de l'Allemand le rigorisme déductif et la foi dans l'origine-développement. » (3). Il estime, comme son ami Maurras, que l'influence de ce philosophe dans une France affaiblie est positive face à la puissance de l'Allemagne :

« Au milieu de cet affaiblissement presque général et de cette dévirilisation des caractères, le sarcasme de Zarathoustra tomba comme un pavé dans la mare aux grenouilles. Frédéric Nietzsche inaugura alors le snobisme de la dureté, moins redoutable, à tout prendre, que celui de l'acceptation, dans les conditions où se trouvait alors la France vis-à-vis de la débordante Allemagne. » (4).

-
1. Frédéric NIETZSCHE, *Par-delà le bien est le mal* (1886), Paris, Mercure de France, 1948, p. 203.
 2. Jacques LE RIDER, *Nietzsche en France*, Paris, PUF, 1999, p. 58-59.
 3. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 95.
 4. Op. cit., p. 99

Il apprécie particulièrement, mais surtout de manière classique à *L'Action française*, le jugement sévère de Nietzsche sur l'Allemagne et les Allemands : « Il y a des parcelles utiles à retenir dans les jugements qu'il consacre aux Allemands. (...). Retenons encore cette remarque : Etre bon Allemand, c'est cesser d'être Allemand... » (1). Il apprécie également l'opposition de Nietzsche aux déclarations des Allemands sur leur supériorité après la victoire de 1870-1871 :

« Sa conception la plus singulière en ce sens est sans doute celle qu'il expose en tête du David Strauss de ses *Considérations inactuelles*, quand il se demande si la victoire allemande de 70-71 n'équivaudra pas à une défaite, je dirai même l'expiration de l'esprit allemand au bénéfice de l'empire allemand. Il y a là presque une prophétie. » (2).

Même pendant la Grande Guerre, à une heure où pourtant les nuances n'existent plus, Léon Daudet n'accepte pas qu'en France, beaucoup accusent Nietzsche et son cynisme, de la totalité de la responsabilité dans le déferlement de la violence et de la « barbarie » du côté de l'Allemagne, et il l'écrit : « Sans nier la part d'influence de Nietzsche dans le sauvage orgueil de l'impérialisme allemand, je la crois infiniment moins grande que celle de Kant, de Fichte et de Wagner, pour ne citer que ces trois maîtres d'erreurs. Ce n'est pas toujours le plus cynique qui est le plus nocif. » (3). Le spécialiste des questions allemandes et des relations internationales à *L'Action française*, Jacques Bainville, dans sa réponse à *L'Enquête sur l'influence allemande en France*, disait se réjouir : « des bons coups que Nietzsche a portés à la détestable espèce de moralistes, à l'église humanitaire et à la gnose démocratique. » (4).

C'est là aussi un aspect positif de l'influence que lui reconnaît en 1906 Georges Valois, mais aussi Lucien Moreau qui est pourtant un virulent anti-nietzschéen : « Nietzsche n'est certes qu'un prophète d'anarchie », mais « il ne s'agit pas de méconnaître les services que peut

1. Léon DAUDET, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915, p.102-103.

2. Op. cit., p. 105.

3. Op. cit., p.94.

4. Jacques BAINVILLE, *Le Mercure de France*, 1902, t. XLIV.

rendre un Frédéric Nietzsche contre les rationalistes démocrates et humanitaires. » (1).

Péguy comme Barrès et Maurras est intéressé par l'œuvre de Nietzsche dans le cadre de son « germanisme » pour la puissante et réconfortante critique de l'Allemagne et de ses valeurs, et pour l'admiration que ce philosophe allemand porte à la France, quand il déclare notamment : « Aujourd'hui encore, la France est le refuge de la culture la plus intellectuelle et la plus raffinée qu'il y ait en Europe, et reste la grande école du goût. » (2). En 1913, dans *L'Argent suite*, Péguy écrit sur la rigueur extrême de son maître le professeur Charles Andler qu'il admire, mais qui aussi parfois l'agace par son souci de perfection totale, car il est impatient de disposer des ouvrages que celui-ci rédige sur Nietzsche : « Il ne nous donnera pas son Nietzsche avant d'avoir épuisé la littérature et la documentation sur Nietzsche. » (3). Andler les préparait depuis 1900, mais il ne livrera qu'en 1914 à l'éditeur Alcan les trois volumes dont la guerre interrompit l'impression. Il publia finalement six volumes sur Nietzsche chez Bossard entre 1920 et 1931. (*Les précurseurs de Nietzsche* (1920), *La jeunesse de Nietzsche* (1921), *Le pessimisme esthétique de Nietzsche, sa philosophie à l'époque wagnérienne* (1921), *Nietzsche et le transformisme intellectualiste* (1922), *La maturité de Nietzsche* (1928), *La dernière philosophie de Nietzsche* (1931))

Péguy va éditer plusieurs de ses amis qui vont traiter de ce philosophe allemand. Il édite un douzième cahier de la dixième série de Daniel Halévy le 25 avril 1909, *Le travail du Zarathoustra*. Daniel Halévy retrace la genèse de l'œuvre où est exposée la doctrine de l'éternel

1. Lucien MOREAU, « Autour du nietzschéisme », *L'Action française*, 1^{er} juin 1905.

2. Frédéric NIETZSCHE, *Par-delà le bien est le mal* (1886), Paris, Mercure de France, 1948, p. 254.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 858.

retour du surhomme, et sur lequel le directeur d'études Jacques Le Rider affirme qu' :

« En insistant sur l'opposition Wagner-Nietzsche, Halévy lave le philosophe de tout soupçon d'antisémitisme et met l'accent sur son élitisme, pour lequel il éprouve de toute évidence une vive sympathie. Il écrivait dans *Le travail de Zarathoustra* : « (...) Ce qu'il dit suffit à laisser entrevoir les formes essentielles d'une humanité obéissante à ses élites : trois castes la partagent ; au plus bas, la caste populaire, laissée à ses humbles croyances ; au-dessus d'elle, la caste des chefs, organisateurs et guerriers, au-dessus les chefs mêmes, la caste sacrée, les poètes qui créent les illusions et dictent les valeurs. » Ces analyses furent publiées sous la forme d'un « Cahier de la quinzaine. » (1).

Dans le neuvième cahier de la dixième série du 21 février 1909, Péguy reproduit un article de Romain Rolland publié dans *la Voce*, article qui demande aux Français de défendre le génie latin : « La civilisation latine, c'est notre âme même que nous redécouvrons, notre âme perdue, trahie, livrée aux vainqueurs germaniques, anglais et slaves, cette grande âme méditerranéenne, riche de 30 siècles de civilisation et brûlante de lumière. » (2). Suit alors en réponse un article relativement critique sur Nietzsche de Giovanni Papini (3).

Il édite plus tard un huitième cahier de la treizième série d'André Suarès le 10 décembre 1911 : *Dostoïevski*. Dans ce cahier, André Suarès fait une place de choix à Nietzsche, mais il est très dur avec le philosophe allemand. Après une présentation de l'œuvre de l'homme, il tente de

1. Jacques Le RIDER, *Nietzsche en France*, Paris, PUF, 1999, p. 93.

2. Romain ROLLAND, *Cahiers X-9, Jean-Christophe à Paris, II*, « *Dans la maison* », I, 21 février 1909, p. 111.

3. Giovanni PAPINI, *Cahiers X-9*, 21 février 1909, p. 112-113 : « Depuis 40 années l'Italie a vu s'amener une vingtaine de génies étrangers, annoncés comme la suprême révélation de l'humanité, Comte, Hegel, Spencer, Stirner ou Nietzsche avec ses poétiques criailleries d'Allemand ivres de Gréco-latinité, ou Marx avec sa spirituelle analyse de la société, si finement satyrique qu'on a pu le prendre pour une œuvre de science. (...) Mais l'Italie ferait mieux de relire ses vieux auteurs et elle y trouverait plusieurs de ces idées qu'elle écoute les oreilles dressées, quand elles sont trompetées dans la langue du oui, du ja ou du yes. (...) Nietzsche était sûrement une grande âme, qui ne méritait pas le massacre qu'en ont fait les éléphantissimes universitaires et les grosses mouches dorées de la philosophie. Et pourtant je me figure que sa pensée est le résultat du contact d'une pauvre âme débile, grandie dans une caserne luthérienne, avec le monde gréco-latino-italien. Ce qui pour nous est commun, clair, si naturel que nous ne sentions même pas le besoin de l'exprimer, est apparu à cet esprit du Nord comme une lumière soudaine, une révélation prophétique. Il est resté étourdi et épouvanté. Autour de ces lieux communs de la Vita païenne et italienne, il a accumulé les sophismes et des prophéties, des images et des légendes ; il a tant fait que les Italiens n'ont pas reconnu la sagesse implicite de leurs frères de la Renaissance. Relisez Boccace, Machiavel ...vous y découvrirez les idées les plus caractéristiques et les plus curieuses de Nietzsche. La différence est en ceci que les vieux italiens n'avaient pas l'habitude d'imprimer tout ce qui leur passait par la tête ; s'ils trouvaient un paradoxe, ils le gardaient pour eux et ne le gonflaient pas. ».

démontrer que Dostoïevski est un « Nietzsche racheté ». Il écrit :

« Je ne crois pas, aux Prométhées qui perdent leur tête sur le rocher. (...) Je ne ferai pas de crédit à des dieux qui finissent à quatre pattes dans un asile. Misérable jactance de Nietzsche qui excède tout ce qu'on peut permettre à l'orgueil de l'esprit ; car c'est l'esprit même qui y rentre en décadence. Nietzsche peut servir de guise à l'Enfant Prodigue dans ses routes de jeune homme. Nietzsche est une bonne méthode pour la rébellion. A la façon des docteurs, il est ivre de ses principes et tout aveugle sur la vie, il despotise. Nietzsche tient lieu des Anciens et de vie héroïque aux gens qui ne savent pas lire. On doit s'arrêter à Nietzsche. Mais on n'est que la moitié d'homme, si l'on s'y fixe. Quant au surhumain, c'est un bon mot pour philosophes amateurs d'éloquence. Il y a le son répugnant de l'emphase. Il n'y a rien de plus humain que d'être homme. Sois pleinement homme, si tu veux passer l'homme. » (1).

Péguy en tant que gérant *des Cahiers* veut faire connaître Nietzsche, mais parfois par la défiance d'André Suarès et de Giovanni Papini. Lorsque Péguy parle en son nom, il montre qu'il est au courant de la querelle entre Nietzsche et Wagner, il écrit dans *Par ce demi-clair matin* :

« La haine acharnée, grande comme une vertu, de Nietzsche contre Wagner (...) Il ne s'agit plus d'un musicien dramatique moderne et d'un âpre philologue antiphilologue ; (...) Il s'agit du génie de Nietzsche et de Wagner ; (...) dans ces deux hommes les génies même sont ennemis (...) Nietzsche, ami, adorateur déçu, retombé camarade, jeune camarade, quelle ardeur, quelle fureur, quelle piété de haine il conçut pour Wagner, telle que dans nos mémoires ils se haïssent comme vivants, une haine telle que d'en parler même et d'y faire allusion, ici on a l'impression qu'on a soi-même comme la cruauté de raviver une blessure non morte. » (2).

Début 1909, dans *Notes pour une thèse*, Péguy fait cette allusion à Nietzsche sous forme de comparaison, il se demande : « si un Platon tout simple ne vaut pas plus et mieux infiniment mieux qu'un surPlaton comme généralement un homme vaut plus et mieux, infiniment mieux qu'un surhomme. » (3).

Dans *Clio, Dialogue de l'histoire et de l'âme Païenne*, il soutient que les muses, en petites filles bien sages allaient à l'école de l'oncle Apollon, et qu'à force d'être sage elles « composèrent la

1. André SUARES, *Cahiers XIII-8, Dostoïevski*, 10 décembre 1911, p. 86-89.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 180-183.

3. Charles PEGUY, *Note pour une thèse*, texte posthume, début 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1260.

sagesse antique » (1).

Dans ces deux citations : sur Platon, puis celle de *Clio*, il prouve qu'il n'admet ni la doctrine du surhomme, ni l'exaltation de la vie dionysiaque. Il préfère les apolliniens qui vivent dans la clarté et la sérénité classiques, et il rejette les extases et les ivresses faites de démesure et de licence. Il soutient que le Dieu chrétien a mis définitivement d'accord les apolliniens et les dionysiaques ; dès lors pareille distinction ne correspond plus à la réalité et la problématique de Nietzsche est comme dépassée sur ce point pour l'homme moderne, même si elle reste valable pour l'antiquité. Mais dans les ressemblances, il y a de nombreux éléments qui rejoignent son « germanisme », notamment la commune critique de l'Allemagne, la satire du parti intellectuel qui n'est pas sans rapport avec celle des Philistins quant à la culture. Le diagnostic du monde moderne et la critique du progrès dont Péguy fait de l'Allemagne le symbole, rejoignent ceux de Nietzsche qui écrit :

« Le « progrès » n'est qu'une idée moderne, c'est-à-dire une idée fautive. Dans sa valeur l'Européen d'aujourd'hui reste bien loin au-dessous de l'Européen de la Renaissance. Se développer ne signifie absolument pas nécessairement s'élever, se surhausser, se fortifier. » (2).

Sa critique de la science est aussi relativement identique, et même si Nietzsche semble s'incliner devant les qualités du savant allemand : « devant lesquelles tous les dieux ont appris la crainte. »,

1. Charles PEGUY, *Clio, Dialogue de l'histoire et de l'âme Païenne*, juillet 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1001-1002 : « Seulement nous l'appelions notre oncle, parce qu'il était (un divin) instituteur. C'était déjà la grande querelle des Apolliniens et des Dionysiens. Vous en avez entendu parler. Tous deux dieux, tous deux fils du même père ; mais non point hélas de la même mère. Tous deux nos frères, du côté de nos pères ; et le même sang divin coulait dans leurs doubles veines ; tous deux fils de notre père, mais non point hélas de notre pauvre mère. Le blond Apollon était naturellement le fils de la blonde Latone aux bras blancs, fille de Kronos. Le rouge Bacchos était fils de Sémélé la foudroyée. Ce fut une grande querelle, vous le savez, un débat qui partagea tout le monde antique. Un (bien) plus grand débat, vous pouvez m'en croire, croyez-en l'histoire, que le débat des dreyfusiens et de l'Action française. Un Dieu vint, qui nous mit rapidement et pour éternellement d'accord. Nous autres, les Musettes, nous étions naturellement apolliniennes. Préférentiellement. Les grandes soûlographies dionysiennes ne nous épouvantaient pas seulement. Elles nous révoltaient. (...) Nous autres neufs nous étions naturellement apolliniennes. C'était plus correct et plus exact, seul parfaitement correct et parfaitement exact, seul parfait, seul harmonieux. J'ai appris depuis, comme histoire, j'ai connu ces odieux abus, ces abominables excès des populations dionysiennes. (...) Ce n'est pas gai. (...) Ces rites orgiaques, ces barbares cérémonies dionysiaques, venues de quel Orient, me donnèrent la nausée ; (...) Votre Dieu vint, qui nous mit rapidement et pour éternellement d'accord. »

2. Frédéric NIETZSCHE, *L'Antéchrist* publié avec *Le crépuscule des idoles*, Paris, Mercure de France, 1952, p.4.

il n'en dénonce pas moins dans *Par-delà le bien et le mal*, sa « lourdeur », son manque de « délicatesse sociale » et son « absence de doigté pour les nuances » :

« La lourdeur du savant allemand, son manque de délicatesse sociale, s'allie déplorablement bien avec une acrobatie mentale et une audace dans l'agilité devant lesquelles tous les dieux ont appris la crainte. Voulez-vous voir l' « âme allemande » grande étalée, jetez un coup d'œil sur le goût allemand, les mœurs allemandes. Quelle indifférence de rustre à l'égard de toute espèce de « goût » ! Quel côtoiement de ce qu'il y a de plus noble et de plus vulgaire ! Quel désordre et quelle richesse dans toute l'économie de cette âme ! L'Allemand traîne son âme, il traîne longuement sur tout ce qui lui arrive. Il digère mal les événements de sa vie, il n'en finit jamais ; la profondeur allemande, n'est souvent qu'une « digestion » pénible et languissante. » (1).

L'anti-intellectualisme, la défiance à l'égard des méthodes scientifiques et une même réaction contre le nivellement les rapprochent. Péguy a intenté également le même procès que Nietzsche aux intellectuels, qui auraient violenté la réalité vivante pour construire leur système.

§ 2 : La dénonciation commune du danger de la « déviance » de la nouvelle Allemagne

Les principaux grands traits du « germanisme » des trois auteurs sont identiques. Dans le cadre d'une germanophobie radicale et polymorphe, ils s'accordent sur ses caractéristiques essentielles : la barbarie et la volonté d'expansion.

I) La « barbarie » symbole de la nouvelle énergie nationale allemande

La représentation barrésienne ne critique pas l'Allemagne traditionnelle, mais elle est angoissée par la nouvelle Allemagne. Elle est convaincue que la nouvelle a changé de nature par rapport à l'ancienne. Le décuplement de son énergie, mais malheureusement d'une énergie négative, destructrice, découle de sa rupture d'avec son passé, sa tradition, son histoire prise dans sa continuité ; au profit d'une chimère, la consécration d'un homme abstrait qui ne connaît plus

1. Frédéric NIETZSCHE, *Par-delà le bien est le mal* (1886), Paris, Mercure de France, 1948, p. 244.
ses limites. Cette abstraction renforce une puissance germanique qui ne veut respecter qu'un
devoir abstrait, illusoire, kantien. Le danger réside dans le fait que cette énergie puissante créait
un contraste éblouissant avec une France que Barrès affirme fatiguée, divisée, usée, incapable
même de manifester son propre instinct de survie. Cette énergie allemande qui n'aurait été que la
dynamique d'une barbarie est multiforme et se manifeste dans l'ensemble des secteurs :
l'économique, le politique, le militaire, le culturel. Le mal de l'Homme allemand réside pour
l'essentiel dans sa volonté de rejeter l'ensemble de ses dépendances historiques. Barrès va être un
partisan acharné de l'énergie française, il va intituler d'ailleurs sa principale trilogie *Le Roman de
l'énergie nationale* qui se composent des *Déracinés* en 1897, de *L'Appel au soldat* en 1900 et de
Leurs Figures en 1902, afin d'en faire sa principale réponse face à l'énergie germanique.
La représentation maurrassienne, sur la nouvelle énergie allemande est globalement plus proche
de celle de Barrès, que de celle de Péguy. Néanmoins, Maurras ne se représente pas cette énergie
comme le fruit spontané d'une Allemagne issue de la guerre de 1870-1871, et donc d'une
Allemagne totalement nouvelle. Ce phénomène n'aurait fait plutôt que s'amplifier car les germes
sont anciens, ils auraient existé depuis Luther :

« Toutes les nations allemandes et non la seule Prusse ont donné successivement à l'Histoire
l'échantillon de cette erreur. Erreur d'une essence purement allemande. Le sentiment de l'abus
ridicule, celui de l'excès criminel, l'idée du correctif, du tempérament et de la limite sont des
inventions étrangères qui n'ont pas pénétré le cuir national. Du haut en bas, c'est la même
grossièreté d'intelligence. » (1).

Ce phénomène qu'il dénonce avec force ne le surprend pas, puisqu'il s'inscrirait dans la
dangereuse logique historique de son processus de représentation du « germanisme ». Dans un

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 219.

commentaire d'un article de M. Emile Boutroux en octobre 1914, il critique l'idée de l'existence d'une Allemagne ancienne non « barbare », et il écrit :

« En attendant, il revient à l'idée des deux Allemagnes et de la corruption de la bonne par la méchante, la prussienne. A l'Allemagne qui fit sa liberté par l'unité il oppose l'Allemagne qui voulait réaliser son unité par la liberté ; à l'Allemagne de Sadowa et de Sedan, l'Allemagne du Parlement de Francfort, autant dire : à l'Allemagne de la réussite, l'Allemagne de l'avortement ! Même après un nouvel Iéna, ce point de vue risquera d'être trouvé faible en Allemagne. « Une Allemagne libre dans l'Europe libre » qu'il essaye de saluer dans un avenir idéal, rappelle cette Eglise libre dans l'Etat libre, quelquefois entrevue en rêve, et qui a toujours mal tourné en réalité. »
(1).

Sur ce sujet, Maurras va développer une polémique : de manière totalement injustifiée, il reproche ses positions au philosophe Henri Bergson. Il l'accuse de n'attribuer les causes de la « barbarie » de l'Allemagne nouvelle qu'à l'importance trop grande du matériel, des arts mécaniques et pas assez à la constante morale allemande de la « chaîne germanique », qui irait de Luther aux Pangermanistes, et qui serait la cause adéquate :

« De plus qu'il soit français, Chinois ou Boche, tout honnête homme doit aussi demander compte à M. Bergson de la fable effrontée au nom de laquelle il nous montre une Allemagne livrée tout entière aux arts mécaniques étrangère au règne d'une idée morale. L'idée allemande n'est certes pas brillante. C'est même une idée fausse, barbare et, à force de laideur, proprement honteuse. Une idée fausse demeure une idée cependant ! L'idéalisme pangermaniste a des racines trop profondes dans cette ancienne philosophie allemande qui nous fit tant de mal pour être ainsi traité comme simple matière. Il importe de lancer des obus sur des obus. Mais il n'est pas moins important de ne pas traiter les idées comme des obus. Mais il n'est pas moins important de ne pas traiter les idées fausses des idées vraies. » (2).

Face aux nombreuses accusations par *L'Action française* de son maître et ami Bergson, Péguy a répondu, dans la *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne* pour en démontrer l'inconséquence et l'incohérence : « L'homme (il s'agit de Bergson) qui a arraché la pensée française aux servitudes allemandes a contre lui le parti action française. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Action française du 17 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 245.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 24 janvier 1915, in DPC, Paris, 1932, La cité des livres, t. 1, p. 172.

3. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1332.

Maurras étant un admirateur de la force veut comme Barrès, qu'en face de l'énergie allemande, il existe une énergie française. Car l'énergie c'est la force, et : « La force, c'est l'indispensable, mais si l'on veut la retenir, la fixer, la capter, il faut l'idée. » (1). Mais cette énergie doit venir de la tradition, d'une forme de sagesse inscrite dans les siècles de l'histoire de France, afin que la force indispensable soit une force de mesure : « Il ne faut pas s'étonner si la vraie force est naturellement harmonieuse et s'il y a toujours quelque chose de débile et de maladif dans le dérèglement même vertigineux. » (2).

Péguy rejette aussi cette énergie d'outre-Rhin qui va principalement s'incarner selon lui, dans la volonté de domination de l'Empire allemand, dans sa volonté de vaincre, et non dans celle de se mesurer. La démonstration du rejet de cette énergie, qu'il juge comme Barrès et Maurras totalement négative, il veut la réaliser à partir de sa célèbre comparaison des deux races dans la *Note conjointe à M. Descartes* en Juillet 1914. Il écrit alors :

« On peut dire que dans le monde moderne les Français sont encore les représentants éminents et peut-être les seuls de la race chevaleresque (...), et que les Allemands sont les représentants imminents, et peut-être les seuls, de la race de domination. » (3).

Il s'agit dans cette logique de gagner, de dominer à tout prix. L'Allemagne n'est alors plus pour Péguy, que le symbole du monde moderne qui ne connaît pas le panache, mais que la victoire, l'efficacité et le triomphe de l'argent. Il en conclue que cette nouvelle Allemagne manifestant son énergie par la « conquête brutale », notamment de l'Alsace-Lorraine ne ferait pas partie de la Civilisation. Elle ne serait plus que du côté de la matière, de l'économie, de la production industrielle, de l'énorme réalité de la barbarie. Il limite alors ainsi la Civilisation aux peuples de culture et de liberté, France, Angleterre, Italie du Nord, des fragments de l'Amérique, de

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 6 novembre 1919, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 71.

2. Charles MAURRAS, *Barbarie et poésie* (1925), p. 104, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p.71.

3. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 925.

Belgique, de Suisse qui occupent une étroite bande de terrain, menacée toujours ; or cette partie de l'humanité porte selon lui le seul espoir du monde ⁽¹⁾. Face à cette énergie il oppose la puissance de la liberté.

II) Les volontés d'expansion du pangermanisme

Barrès, Maurras et Péguy sont persuadés que l'Empire allemand possède non seulement la puissance, mais aussi la volonté, en se présentant comme l'héritier du Saint Empire romain germanique, de reprendre l'autorité des anciens romains, et donc d'exercer une véritable prééminence en Europe et dans le monde. Ils se méfient de l'idée qui s'est développée en Allemagne, idée qu'il faut donner au peuple allemand et à tous ceux qui parlent l'allemand, la possibilité de se réunir et de s'épanouir au sein d'un grand empire. Car ils ont compris que cette volonté ne peut conduire qu'à une conquête européenne par l'Allemagne, puis à sa volonté de dominer le monde ensuite, afin d'y trouver l'espace et les ressources pour un complet développement. Cette angoisse commune des trois auteurs du nationalisme « post-Sedan » découle directement de la guerre de 1870-1871, de l'occupation de l'Alsace-Lorraine, et des théories des pangermanistes Von Treitschke, List, Gobineau, Vacher de Lapouge, Chamberlain, et Ratzel.

Angoissé par cet esprit de conquête des territoires et des cœurs par les pangermanistes, Barrès va opposer dans ses œuvres principalement, sa trilogie des *Bastions de l'Est*, avec *Au service de l'Allemagne* en 1905, *Colette Baudoche* en 1909 et *Le génie du Rhin* en 1921 qui est une œuvre de riposte à l'expansion germanique. Il refuse d'admettre une situation de fait, la conquête et la

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 95.

« germanisation » des territoires conquis. La résistance française est nécessaire, elle est un devoir sacré, un devoir qui dépasse les sentiments individuels et l'amour pour le professeur Asmus dans le cas de Colette Baudoche. Maurras et Péguy partagent totalement cette opinion.

Face à cette volonté d'expansion Péguy exige un esprit de résistance française absolue, il écrit :

« Celui qui ne rend pas une place peut être tant républicain qu'il voudra. J'accorde même qu'il soit libre penseur. Il n'en sera pas moins petit cousin de Jeanne d'Arc. Et celui qui rend une place ne sera jamais qu'un salaud, quand même il serait marguillier de sa paroisse. » (1).

Ils pensent, de manière commune que l'Unité allemande et l'Empire allemand sont un redoutable danger pour la France et pour l'Europe. Cette unité aurait développé un esprit de rage grossière, de brutale forfanterie et d'arrogance démesurée de l'Allemagne. Maurras pourrait résumer leurs pensées, quand il écrit :

« La brutalité allemande dépend (...) de l'Etat des forces du Corps germanique : elle s'enfle et s'exerce si ce corps est unifié et puissant ; elle s'abaisse et file doux quand on a mis cette puissance à la raison. Les Allemands redeviennent alors de bonnes gens. Mais ils se révèlent durs, pillards, acharnés sur les faibles, faisant suivre l'astuce impudente de faciles violences, à chaque fois qu'une force allemande s'est dressée sur l'Europe. » (2).

Il affirme que les Rois de France avaient non seulement compris la nécessité de diviser l'Allemagne, mais de plus qu'ils en avaient profité à la différence de la République : « nos rois ont employé les divisions du corps germanique à grandir leur domaine. » (3).

Cette expansion est une expansion forte qui se pratique dans une union nationale allemande, pensent Barrès, Maurras et Péguy et ils sont persuadés que le puissant SPD ne s'opposera à aucune conquête, à aucun soutien à l'Empire, à ses pangermanistes, et qu'il votera avec souplesse les crédits impériaux pour nous faire la guerre.

Avec humour, Jacques Bainville, dans *L'Action française* en juillet 1913, résume bien

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 929.

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 226.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 18 août 1908, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 191.

un sentiment commun en affirmant que l'attitude des sociaux-démocrates allemands en face de la loi militaire, ressemble au trait de vaudeville connu sous le nom de « testament du Marseillais » :

« Nous ne craignons pas d'encourir le reproche de badiner lorsqu'il s'agit de choses sérieuses en disant que l'attitude des socialistes allemands en face de la loi militaire ressemble merveilleusement au trait de vaudeville connu sous le nom de testament du Marseillais : « Article premier : je lègue ma fortune à mon neveu ; article second : je révoque l'article premier »

Les socialistes allemands n'ont pas joué une moins savoureuse comédie. Sur l'article premier, qui donnait à l'Allemagne une armée active de 865.000 hommes, ils ont voté non. Mais à l'article deux, qui donnait au gouvernement impérial les ressources nécessaires pour réaliser cet accroissement formidable de ses forces militaires, les socialistes ont voté oui. Et le plus beau, c'est que leur vote négatif n'a rien empêché du tout et que la loi militaire a passé haut la main à une forte majorité, tandis qu'à l'opposé leurs voix étaient absolument indispensables à l'adoption de la loi financière et que, sans elles, le projet était compromis ou au moins très sérieusement retardé. Il est hors de doute, il est évident, il est clair comme le soleil en plein midi que si la social-démocratie avait eu le ferme propos, le désir inébranlable de faire obstacle aux armements de l'Empire, elle eût refusé l'argent comme le reste. » (1).

Section 2 : Une crise d'anxiété déstabilisante face à la « déficience française »

La puissante anxiété qu'ils vont partager trouve ses causes dans la défaite de 1870-1871 et ses conséquences, mais aussi dans un contexte historique de division nationale et d'affaiblissement à l'extérieur. Le sentiment de l'absence de réponse aux vrais problèmes conduit naturellement à l'idée du déclin.

§ 1 : A partir de « l'expérience d'impuissance » de 1870-1871, les affaires et les crises internationales

La défaite de 1870-1871 n'est pas une défaite ordinaire. Elle va marquer la France, mais surtout définitivement lui ôter son rôle de puissance dominante dans l'Europe et dans le monde. Depuis la défaite de l'Empereur Napoléon 1^{er} à Waterloo, la France n'avait pas connu pareille humiliation.

C'est dans ce contexte que des affaires vont diviser les Français à l'intérieur, et que des crises

1. Jacques BAINVILLE, « Les socialistes Allemands », *L'Action Française*, 3 juillet 1913.

internationales avec l'Empire allemand pour l'essentiel vont les menacer à l'extérieur.

I) Une défaite symbolique, pour des « vaincus symboliques »

Le poids de la défaite de 1870-1871 est un symbole puissant pour Barrès, Maurras et Péguy. Ils sont affectés par la psychose du déclin de la France. Barrès comme Péguy n'admirent pas la génération précédente pour sa terrible défaite, l'amputation territoriale, et pour n'avoir pas tenté de reconquérir l'Alsace-Lorraine. En 1900 dans *L'Appel au soldat*, Barrès écrit :

« Malheur à toi, génération qui n'a pas su garder la gloire ni le territoire ! Et aussitôt encore : « Malheur à moi ! » Ne faut-il pas, hélas ! que tous, humblement, nous supportions une solidarité dans le crime commis, puisque, après tant d'années écoulées et les enfants devenus des hommes, rien est tenté pour la délivrance de Metz et de Strasbourg que nos pères trahirent. » (1).

Plus globalement encore Barrès rejette cette génération, car elle incarne tout ce qu'il déteste :

« Cette génération qui a fait ou subi la guerre, qui ne nous laisse aucun grand homme, qui n'a pas su enterrer Taine, qui a négligé Leconte de Lisle, qui a eu pour dernier homme politique Ferry, et puis plus rien, je me surprends à la haïr. » (2). Si cette défaite et ses images vont passer par un stade d'incubation, sa croissance rapide par la suite va provoquer cet esprit de résistance. Cette guerre aurait été une guerre de déshonneur et les Français par leur trop grande passivité, seraient le symbole d'un peuple qui a beaucoup trop accepté. La croyance dans les vertus du « sauveur Boulanger » sera courte. Barrès trouvera l'explication dans la division, et la confirmation qu'il attendait avec l'affaire Dreyfus.

Maurras, à la différence des deux autres auteurs, accuse moins la génération précédente, que les traditionnels « coupables » de sa pensée : d'une part les institutions et le régime, et d'autre part les « quatre états confédérés ». Mais surtout plus qu'une critique de la France, il va vouloir

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 929.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, 1896-1898, t. 1, Paris, Plon, 1929, p. 241.

apporter la démonstration de la justesse de ses thèses en affirmant dans *Kiel et Tanger*, que malgré son inimitié pour l'Allemagne, néanmoins dans ce pays : « se dressait un Etat dont le seul avantage était de reposer sur un principe juste, développant des mœurs politiques saines. » (1). Cet ordre allemand qu'il admire secrètement lui apparaît comme la seule explication crédible permettant d'expliquer la force de ce pays et son triomphe en 1870-1871 : « Un pareil ordre, ayant pour caractères la prévoyance et la tradition, pour base et pour objectif l'avenir, peut compenser des infériorités et des lacunes dans le caractère de la nation. » (2). Dans son raisonnement, il lui semble évident que l'addition du « génie français » et d'un régime politique de type monarchique va produire dans les faits et pas seulement dans le discours, la formule idéale pour oublier la honte de Sedan. Le triomphe français sera alors inévitable dans une nouvelle guerre franco-allemande, guerre de « juste reconquête ».

Péguy comme Barrès est dure avec la génération précédente. Il l'accuse de trahison par capitulation en 1870-71, car la patrie française exige le meilleur de ses fils, c'est-à-dire le suprême sacrifice personnel : la défense de la France jusqu'à la mort. Avant la preuve du 5 septembre 1914 à 17 heures 30 dans un champ près de Villeroy, il était encore possible de douter de la sincérité de ses propos d'avril 1913 dans *L'Argent suite*, quand il déclare que l'on ne rend pas une place française :

« En temps de guerre celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti. Il ne se rend point. C'est tout ce qu'on lui demande. Et celui qui se rend est mon ennemi, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti. Et je le hais d'autant plus, et je le méprise d'autant plus que par les jeux des partis politiques il prétendrait s'apparenter à moi. Quels que soient les partis celui qui ne rend pas une place française est le droit héritier de tous ceux qui n'ont pas rendu des places françaises. » (3)

Il affirme même ressentir encore plus de haine pour les Français qui ont abandonné l'Alsace-

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p.144.

2. Ibid.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 926-927.

Lorraine à l'Empire allemand, qu'aux soldats de celui-ci qui ont assumé sans surprise leur rôle d'envahisseur, de conquérant :

« Le fond de ma pensée, sur la question d'Alsace-Lorraine, c'est que je n'en veux pas aux Prussiens de les avoir pris. J'en veux à ces misérables français qui les ont lâchés. Les Prussiens n'étaient que des soldats, des vainqueurs et des conquérants. Ils ont fait jouer la force, la force de la guerre, de la victoire, de la conquête. Mais je méprise, je hais, mais j'en veux à ces misérables français qui pour avoir la paix ont vendu deux provinces et ensuite sont allés pleurer à l'Assemblée de Bordeaux. Ici c'est le cas : Gémir, pleurer, prier... » (1).

Cette guerre n'est pas un conflit ordinaire. Elle est celle de l'Empire Allemand qui veut conquérir et qui, pour toujours être victorieux, aurait appliqué les doctrines modernes et scientifiques. La défaite de 1870-71 est extraordinaire par la dureté infligée à la France : « Du plus haut que je remonte, c'est bien l'impression d'outrage qui est l'impression dominante. » (2). Cette opinion aurait été largement partagée par le peuple de France : « le Français le plus pauvre avait l'impression nette et matérielle qu'en lui l'Allemand avait outragé une éternelle majesté. » (3). Péguy vers l'année 1909, connaît une modification profonde de son « humeur politique » dans le sens de la souffrance morale pour la France. Sa condamnation de la politique républicaine le ramène encore à la défaite de 1870-1871. Il développe les caractères d'une dépression qu'il applique à la France. A côté de son anxiété s'exprime dans son œuvre, une impression douloureuse d'impuissance globale, de fatalité désespérante qui l'entraîne plus encore, dans des « ruminations subdélirantes ». Il va développer désormais très fréquemment les thèmes de l'indignité et déprécier les Français. Une idée va désormais revenir très souvent : nous sommes des vaincus. Un texte posthume, qui date du printemps 1909 et dans lequel, il dénonce l'avilissement de la République a pour titre *Nous sommes des vaincus*. Il commence par ces

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 923.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, OPC t. 2, novembre 1905, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.142.

3. Ibid.

mots : « Nous sommes des vaincus autant qu'on l'a peut-être été jamais » (1). Il martèle dans cette œuvre que les Français sont vaincus dans leur peuple, nés d'un peuple de vaincus et dans un peuple de vaincus (2). Dans *A nos amis, nos abonnés*, il présente les Français comme des vaincus depuis 1870, et il les déprécie de plus en plus :

« Nous sommes des vaincus avant que de naître. Nous sommes nés dans un peuple de vaincus. Nous sommes des vaincus militaires. Nous sommes nés, peu de temps après la défaite après le désastre, après l'invasion, dans un peuple militairement vaincu. Nous sommes héréditairement et solidairement les vaincus d'une guerre désastreuse. » (3).

La raison de cette éternelle indignité, il va la livrer, et sans surprise il affirme que la France est marquée au « fer rouge de 70 » :

« Tout ce que nous faisons, tout ce que nous avons voulu faire depuis quinze ans est commandé par le souvenir, par un souvenir implacable, par la trace de ce désastre antécédent, par ce désastre antécédent même. Par la situation qu'il nous a faite dans le monde et par la situation qu'il nous a faite en nous-mêmes. A nous-mêmes dans le monde ; à nous-mêmes en nous-mêmes. Nous avons cru, un peu naïvement peut-être, que nous pourrions parler comme si nous n'avions pas été battus en 70. » (4).

La situation de la France dans le monde est celle d'un pays humilié, dont les enfants prétendent parler comme s'ils étaient ceux d'un peuple victorieux. Mais une défaite militaire dure aussi longtemps qu'elle n'est pas réparée. Ces idées sont voisines des réflexions attristées qu'il va exposer en 1910 dans *Notre jeunesse*, pour expliquer la défaite de la France. Péguy associe ce qu'il appelle la défaite de sa génération à la déchéance de l'affaire Dreyfus. Ce retour sur un passé personnel favorise sans doute son amertume nationale. La France demeure bien la nation guide, mais elle reste aussi la vaincue de 1870. Pour que sa mission s'accomplisse, il faudra la

1. Charles PEGUY, *Nous sommes des vaincus, texte posthume*, printemps 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1315.

2. Op. cit., p. 1316.

3. Charles PEGUY, *A nos amis, nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.1302.

4. Ibid.

« juste guerre » et la victoire. Aussi les réalités militaires ne peuvent-elles être négligées :

« Et nous avons appris du même enseignement, contrairement à tous les enseignements de tous les historiens modernes, et notamment des antimilitaristes professionnels ; nous avons appris, nous avons connu, nous avons été enseignés, l'événement nous a rappelé, comme toujours, durement, âprement, comme toujours, que les réalités militaires ont une importance du premier ordre, une importance fondamentale, comme soubassement des autres réalités, du plus grand nombre des réalités matérielles, des réalités économiques, des réalités de puissance, et d'un grand nombre des réalités de l'esprit, des réalités intellectuelles et mentales ; morales même. J'oserai dire : religieuses. » (1).

II) L'affaire Dreyfus et le poids des crises marocaines comme des signes angoissants

La période 1870-1914 est riche en affaires qui ont divisé les Français et qui auraient pu affaiblir la France, mais aussi en événements historiques dans les relations franco-allemandes.

Ces affaires vont être exploitées par Barrès et Maurras, de l'affaire des décorations en 1887 qui va conduire à la démission du Président de la République Jules Grévy, à l'affaire de Panama qui débute en février 1889, avec la liquidation de la compagnie du Canal. Mais ces affaires, si elles ont pu amoindrir la force de la République française face à l'Allemagne ne sont que dans une relation indirecte avec cette puissance ennemie. Tandis que l'affaire Dreyfus qui débute en septembre 1894, si elle n'est pas non plus directement une affaire en relation avec l'Allemagne, va être nécessairement beaucoup plus reliée à cet ennemi, car son origine se trouve dans l'accusation d'espionnage au profit de l'Allemagne d'un officier français de confession israélite et aux origines alsaciennes. Cet officier est condamné à la déportation. L'affaire va opposer frontalement le tandem Barrès-Maurras à Péguy. Elle va les conforter, mais aussi les structurer dans leurs systèmes de valeurs, d'autorité, d'ordre, de préservation sociale, de xénophobie pour

1. Charles PEGUY, *A nos amis, nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1302-1303.

les premiers ; de vérité, de justice, de Droits de l'homme, d'universalisme pour Péguy. Pour Barrès et Maurras qui ne vont pas varier dans cette affaire, elle n'est qu'un signe de plus, mais un signe d'une nature tragique de l'affaiblissement de la France. Et donc peu importe pour Barrès et Maurras que Dreyfus soit innocent ou coupable, il doit de toute manière être condamné puisque la « grandeur » de la France qui aurait résidé dans son unité et dans la force de son armée face à l'Empire allemand, ne pouvait être atteinte. La puissante campagne conduite par de nombreux intellectuels, dont Emile Zola qui publie le 13 janvier 1898, le célèbre J'accuse dans *L'Aurore*, mais aussi Péguy qui dès janvier 1898 fait figurer son nom comme protestataire, va conduire à ce que la condamnation soit cassée le 3 juin 1899. Il sera à nouveau jugé, mais encore condamné par le Conseil de guerre de Rennes le 9 septembre 1899 à dix années de prison, puis gracié le 19 septembre par le Président de la République et enfin proclamé innocent le 12 juillet 1906, par cassation sans renvoi du jugement de Rennes. Péguy durant cette longue affaire défendra Dreyfus comme une cause sacrée, un devoir pour sauver l'honneur de la France. Cette affaire et cette opposition Barrès-Maurras face à Péguy, laissera des traces indélébiles sur le fait de savoir si la France en était sortie affaiblie ou renforcée par rapport à l'Allemagne. Bien évidemment, Barrès comme pour Maurras l'ont surnommée : « La tragique affaire qui acheva de nous livrer et de nous désarmer » (1). Car le ciment social et national français en aurait été brisé. La France serait encore plus faible, alors qu'elle l'était déjà dangereusement, et qu'au contraire, il aurait fallu la renforcer. Mais assez curieusement, ils ne développent guère l'idée d'un rôle d'acteur, de manipulateur qu'aurait pu jouer l'Allemagne dans cette affaire, mais plutôt celui de spectateur réjoui. A l'opposé Péguy est persuadé que la victoire judiciaire de Dreyfus, et ce

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, 1895-1905, Paris, NLN, 1921, p. 9.

combat sacré auquel il a participé qui est le symbole du triomphe de l'honneur, de la vérité et de la justice contre le mensonge et la raison d'Etat, a renforcé la France patrie des Droits de l'homme, face à l'Allemagne qui au contraire, ne développerait que des principes barbares et injustes. Il est donc fier et malgré la mauvaise conscience plus tard de son ami dreyfusard Daniel Halèvy, il va confirmer cette fierté. En juillet 1910, en réponse à celui-ci, il va publier *Notre Jeunesse*, qui est un cri d'orgueil et de fidélité, celui d'être resté, contrairement à beaucoup de ces anciens compagnons de combat de 1898, un dreyfusard mystique.

Les crises internationales seront un autre signe qui vont contrairement à l'affaire Dreyfus les unir, malgré leurs diversités dans une conviction partagée sur la dangerosité de l'Empire allemand.

L'affaire Schnaebélé qui s'était déroulée du 20 au 30 avril 1887 suite à l'arrestation du commissaire de police de Pagny-sur-Moselle pour espionnage par les Allemands, alors qu'il s'était rendu à la frontière sur convocation de son collègue allemand de la cité voisine, avait déjà constitué dix jours de grande tension entre les deux pays. Maurras écrit : « Avant notre crise de 1905 qui fut le point de départ des réflexions de ce livre, la mémoire des Français de ma génération peut se représenter plus d'une heure critique. » (1).

Mais la crise décisive pour ces trois auteurs, date du 6 juin 1905 et de la démission du ministre des affaires étrangères français Delcassé. Cette affaire s'inscrit dans la crise marocaine, qui débute le 31 mars 1905 avec le discours de Guillaume II prononcé à Tanger. Il conteste à la France les droits exclusifs que l'entente avec l'Angleterre lui avait accordés sur le Maroc. Le 12 avril, une circulaire diplomatique de la chancellerie allemande avait demandé la convocation d'une conférence internationale pour régler la question marocaine. Le 19 avril, Delcassé qui veut

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger, 1895-1905*, Paris, NLN, 1921, p. 9.

résister aux exigences allemandes en s'appuyant sur l'Angleterre est pris à partie, notamment par Jaurès et Deschanel. Il offre, puis retire sa démission. Mais le 6 juin Delcassé démissionne et le lendemain le Conseil des ministres accepte sous la pression de l'Allemagne, le principe d'une conférence sur le Maroc. Le 19 juin 1905, Georges Clémenceau écrit dans son journal *L'Aurore* : « Etre ou ne pas être, voilà le problème qui nous est posé pour la première fois depuis la guerre de Cent Ans par une implacable volonté de suprématie. ».

Barrès est confirmé dans son angoisse et il va publier la trilogie *Les Bastions de l'Est* dont le premier ouvrage en 1905 se nomme *Au service de l'Allemagne*, puis un second en 1909 *Colette Baudoche* dans lesquels il montre l'antagonisme entre les deux « races voisines ». Maurras est bouleversé par ces événements qui vont entraîner en 1910, la publication d'un ouvrage clé *Kiel et Tanger*. Charles Maurras analyse à posteriori en 1921 la « capitulation-renvoi » de Delcassé du 6 juin 1905, de la manière suivante :

« Ce jour-là, l'Allemagne a cru qu'elle pouvait tout se permettre à notre égard ; et cette conviction a dominé les dix années de politique pangermaniste, a déterminé la transformation de la mentalité de Guillaume II, l'explosion chauvine des élections au Reichstag, etc. La guerre et tous ses ravages sont issus des premiers jours d'avril 1905. » (1).

Bainville écrit en 1911 : « L'Allemagne parla en maîtresse, comme on le vit en 1905 par le renvoi de M. Delcassé (l'« humiliation sans précédent », le phénomène « unique dans l'histoire »).» (2).

Mais sans surprise, Maurras va associer et accuser l'affaire Dreyfus dans cette affaire, car si Rouvier a agi ainsi c'est parce que la France est trop faible pour se permettre un conflit : « Mais la capitulation d'avril 1905 résultait de l'état où les auteurs de l'affaire Dreyfus avaient jeté les forces militaires, maritimes, politiques et morales du pays légal. Cela ne s'est pas fait tout seul. »

(3).

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, 1895-1905, Paris, NLN, 1921, p.10.

2. Jacques BAINVILLE « Quarante ans d'Empire allemand », *L'Action Française Mensuelle*, 15 février 1911.

3. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, 1895-1905, Paris, NLN, 1921, p. 10.

L'Allemagne va donc contraindre la France d'aller régler la question du Maroc à la conférence internationale d'Algésiras, qui se tiendra du 15 janvier au 7 avril 1906. L'Europe et surtout le Royaume-Uni avait compris le danger, et la France obtint des droits sur le Maroc, mais il fut placé sous contrôle international. Cette conférence internationale tout en confirmant l'indépendance et l'intégrité de l'Empire chérifien, qui restait ouvert sur un pied d'égalité aux entreprises commerciales et financières de toutes les puissances, reconnut implicitement les droits spéciaux de la France sur le Maroc. La France et l'Espagne se voyaient chargées de la police des ports marocains ; la France recevait en outre la surveillance des confins algéro-marocains et l'encadrement de la police chérifienne ; un Français devait présider la banque d'Etat du Maroc. Mais dès l'année suivante divers incidents permettent l'occupation d'Oudjda, puis de Casablanca. Bainville écrit alors :

Sous l'influence de l'Angleterre il se forma, à la conférence, une espèce de Ligue des neutres. La France fut entourée, protégée contre la brutalité allemande reconnue comme une sorte de danger public. L'Allemagne, qui avait provoqué contre nous la conférence d'Algésiras, en fut en somme le mauvais marchand. Notre « intérêt spécial » au Maroc y fut établi. Et les bases de la Triple-Entente y furent jetées. » (1).

Mais même si à Algésiras : « On dirait que l'Allemagne n'a pas emporté de cette conférence tous les avantages qu'elle avait pu rêver ? »(2), néanmoins pour *L'Action française* l'essentiel pour l'Allemagne était quand même acquis, car :

« Le Maroc, dans toute cette affaire était secondaire. En 1906 comme en 1911, nous n'avons pu en disposer sans passer par la procédure d'acquisition déterminée par l'Allemagne. Voilà le fait, en quelque sorte symbolique, auquel les hommes d'Etat allemands, de Bülow à Kiderlen, ont paru le plus attachés. » (3).

Péguy est frappé d'un choc psychique en 1905 et même s'il est dans un tel état de sidération

1. Jacques BAINVILLE, « Quarante ans d'Empire allemand », *L'Action Française Mensuelle*, 15 février 1911.
2. Jacques BAINVILLE, « Les leçons du conflit », *L'Action Française*, 6 novembre 1911.
3. Ibid.

qu'il n'est pas encore capable de réponse et que seule la stupeur l'envahi, il a compris l'extrême dangerosité de la situation. Il confie dans *Notre Patrie* : « que dans l'espace de ces deux heures une période nouvelle avait commencé dans l'histoire de ma propre vie, dans l'histoire de ce pays, et assurément, dans l'histoire du monde. » (1). Péguy est désormais possédé par la conviction délirante qu'une menace de guerre est imminente : « en l'espace d'un matin, tout le monde, j'entends tout le monde ainsi dénombré, sut que la France était sous le coup d'une invasion allemande imminente... » (2). Cette « hystérie » va le conduire naturellement à une hyperexpressivité des résonances et des émotions de l'inconscient : « Tout homme entendait en lui, retrouvait, écoutait, comme familière et connue, cette résonance profonde, cette voix qui n'était pas une voix du dehors, cette voix de la mémoire engloutie là et comme amoncelée on ne savait depuis quand ni pour quoi. » (3). Ses amis les frères Tharaud confirment que Péguy après le choc de 1905, possède bien des caractères d'une névrose, notamment l'expression des émotions inconscientes :

« Mais ce qui restait pour la plupart d'entre nous une information sensationnelle, un avertissement redoutable, Péguy l'entendit au fond de lui (ce sont ses propres expressions) « non pas comme une voix du dehors, mais comme une voix familière et comme une voix de mémoire, engloutie là et comme amoncelée on ne savait quand ni pourquoi. » (4).

Dans *Par ce demi-clair matin* en 1905, Péguy propose une vision dramatique et quasi délirante de l'histoire en se livrant à un véritable exercice d'inquiétude. Sa pensée est totalement dominée par l'idée de l'imminence et de l'inévitabilité d'une invasion militaire allemande de la France. Le négatif domine dans une situation d'encerclement dans laquelle il ne voit pas d'issue de sortie : « Par un demi-clair matin du mois de juin dernier passé nous connûmes instantanément que la

1. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 59.

2. Op. cit., p.60.

3. Op. cit., p.61.

4. Jérôme et Jean THARAUD, *Notre cher Péguy*, Paris, Plon, 1926, p. 43-44.

kaiserliche menace militaire allemande était sur nous. Ensemble nous connûmes qu'il ne fallait point espérer qu'elle dût s'en retirer, jamais. » (1). Dans l'esprit de Péguy, cette crise de juin 1905 développe encore plus d'importantes conséquences que chez Barrès et Maurras. Elle provoque dans sa pensée une puissante réappropriation de la mémoire historique, un retour sur soi, sur l'identité collective, sur les années de formation et de jeunesse, un recentrage en quelque sorte, qui est un retour en amont de la mémoire, la redécouverte d'un passé proche et jusqu'à présent refoulé et censuré, celui d'une France vaincue et humiliée. Le mouvement de la pensée de Péguy est centripète : vers une origine, vers une tradition, vers une capitale : Paris capitale du monde. Il est frappé d'une angoisse patriotique, d'une angoisse de la guerre, d'une angoisse de la mort, d'une angoisse de la disparition de toutes les valeurs qui lui sont chères. Cette révolution intérieure le transforme et va créer chez lui un nouvel équilibre psychologique.

D'autres événements vont suivre jusqu'à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France le 3 août 1914, qui ne vont que conforter une logique de paix armée. Tout d'abord la conclusion en 1907 de la Triple-Entente entre la France, le Royaume-Uni et la Russie, qui dans un premier temps semble rassurer : « La Triple-Entente semblait avoir de bonnes chances de réussir. Elle paraissait à égalité de jeu avec le système adverse. » (2). Mais elle va décevoir par sa faiblesse lors de la crise bosniaque. La Bosnie qui faisait partie de l'Empire Ottoman depuis 1463 s'était soulevée en 1875, ce qui avait provoqué l'intervention de la Russie et de la Serbie en faveur des populations bosniaques. Le congrès de Berlin de 1878 avait laissé la Bosnie et l'Herzégovine sous la suzeraineté nominale de l'Empire Ottoman, mais en les plaçant sous l'administration de l'Autriche-Hongrie. En 1908, l'Autriche-Hongrie avait annexé la Bosnie, ce qui faillit entraîner

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 86.
2. Jacques BAINVILLE, « Quarante ans d'Empire allemand », *L'Action Française Mensuelle*, 15 février 1911.

une guerre avec la Russie et la Serbie, évitée par une médiation allemande en 1909. Mais une médiation humiliante selon les nationalistes « post-Sedan » pour la Triple-Entente, car :

« L'Allemagne qui nous avait menés à Algésiras pour délibérer sur le Maroc, n'accepta pas que l'Autriche rendît compte de ce qu'elle avait fait en Bosnie. La Triple-Entente s'inclina. Et bientôt cet acquiescement devint une reculade lorsque l'Allemagne eut enjoint à la Russie, par un véritable ultimatum, de laisser à l'Autriche pleine et entière liberté d'action dans les Balkans. D'un seul coup, par cette manifestation de sa décision et de sa force, en jetant son épée dans la balance, l'Allemagne avait rétabli son prestige. La Triple-Entente n'était qu'un fantôme, une armure vide. » (1).

A nouveau sur le Maroc le 9 février 1909, une convention franco-allemande est signée qui équivaut à un accord de partage économique, la France s'engageant à maintenir l'intégrité de l'Empire chérifien. Mais en avril 1911 l'intervention des troupes françaises, à la demande du Sultan Moulay Hafiz assiégé dans Fès par des tribus révoltées, provoque une nouvelle tension franco-allemande : l'incident d'Agadir. A la suite de l'arrivée en avril des troupes françaises à Fès et à Meknès, ce qui pouvait apparaître comme une violation des accords d'Algésiras de 1906, le gouvernement allemand va décider l'envoi de la canonnière Panther à Agadir le 1^{er} juillet 1911, sous prétexte de protéger contre l'agitation des tribus, les maisons allemandes établies dans la région. Caillaux, le Président du conseil, fidèle à sa politique de règlement des litiges franco-allemands, traita directement avec le Baron de Lancken, conseiller à l'Ambassade d'Allemagne à Paris et intime de Guillaume II, en accordant une partie du Congo à l'Allemagne, en compensation de la liberté d'action accordée à la France au Maroc. Cet incident trouva sa solution officielle dans le traité du 4 novembre 1911 par lequel l'Allemagne obtenait une portion du territoire du Congo, mais en échange se désistait complètement au Maroc. Ce ne sera que le 30 mars 1912, que la convention de Fès instaurera officiellement un protectorat de la France sur le Maroc.

1. Jacques BAINVILLE, « Quarante ans d'Empire allemand », *L'Action Française Mensuelle*, 15 février 1911.

§ 2 : Le sentiment d'un « déclin mnésique » de la France

Si l'angoisse domine déjà ces auteurs suite à la défaite, ce sentiment ne va faire que redoubler face à la crainte qu'ils ont de l'abandon progressif par la France de l'idée de la Revanche et de sa compensation par une politique coloniale « boulimique ». Cette perception va les conduire à s'interroger sur la survie même de la France, ou du moins, d'une certaine idée de la France.

I) La dénonciation de l'abandon de l'idée de la Revanche au profit d'une politique coloniale « boulimique »

La défaite de 1870-1871 est pour ces trois auteurs une date-clé et une référence commune. En conséquence, ils vont s'opposer à la politique étrangère de l'époque qui va devenir un grand sujet de mécontentement. Un débat va naître en France : quelle nation française doit-on construire après 1870 ? Faut-il privilégier l'hexagone ou militer pour une plus grande France ?

Barrès, Maurras puis plus tard Péguy sont profondément préoccupés par les provinces perdues et restent obsédés par l'idée de la Revanche face à la République opportuniste qui semble s'en écarter. Le premier gouvernement Jules Ferry est formé le 23 septembre 1880. S'il est vrai, que de 1815 à 1870, la souveraineté coloniale de la France n'a pas cessé de s'étendre en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, cette date de 1880 constitue le début de l'établissement d'une politique coloniale « boulimique » et de l'opposition de deux conceptions de la France. D'une part, celle qui veut la création de « nouvelles Frances » sur le globe et qui est soutenue par les partisans de la colonisation, et d'autre part celle de Barrès et des boulangistes, de Maurras et de Péguy qui soutiennent l'idée de la Revanche et donc le repliement de toutes les énergies de la nation sur le sol métropolitain.

Le groupe des défenseurs de la colonisation est hétérogène et évolutif. Barrès, vers la fin de sa vie, va d'ailleurs s'en rapprocher. Il est constitué par des économistes de formation Saint-

simonienne, des officiers de l'armée d'Afrique (Lyautey, Mangin...), des missionnaires, des géographes, mais aussi de plus en plus par de puissants groupes de pression économiques et politiques. La structuration est forte autour de l'union coloniale française, les comités, puis surtout le parti colonial qui naît en 1892. Ce parti regroupe tous les élus qui se reconnaissent favorables à une politique d'expansion outre-mer. En 1902 s'y inscrivent 36 députés radicaux, un socialiste, 75 républicains du centre, 15 d'étiquette droitière et 15 sans appartenance. Un ministère des colonies sera même créé en mars 1894. Jules Ferry est un ardent défenseur de ces thèses. Dès le 12 mai 1883 est signé le traité du Bardo qui instaure un protectorat sur la Tunisie. Va suivre le 25 août 1883 le traité de Hué, qui instaure un autre protectorat français en Asie sur l'Annam et le Tonkin.

Les boulangistes, dont Barrès, sont majoritairement hostile à cette politique : « A défaut de guerre, nos Ferry rêvaient de dévier le courant vers un Tonkin, une Tunisie, un Madagascar... »

(1). En 1885, Henri Rochefort, ancien communaliste devenu chef boulangiste qui fascine Barrès par son talent oratoire, va exprimer le plus clairement leur pensée : « C'est Bismarck qui a ordonné à Ferry l'envoi de 50.000 hommes au Tonkin » (2). Pour Rochefort, le Président du conseil s'est engagé à : « lui livrer la France sans armée et sans défense » (3). Charles Maurras est sur la même ligne, quand il écrit : « A la volonté agissante du Chancelier correspondait chez nous la volonté de céder, de nous laisser mener, de ne jamais soulever de complications. Cette volonté toute négative que se transmirent nos diplomates aida Bismarck à les jeter dans la politique coloniale.»

(4).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, 1896-1898, t. 1, Paris, Plon, 1929, p. 249.

2. Henri ROCHEFORT, « L'accusé Ferry », *L'Intransigeant*, 8 janvier 1885.

3. Henri ROCHEFORT « Homicide par imprudence », *L'Intransigeant*, 28 janvier 1885.

4. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, 1895-1905, Paris, NLN, 1921, p. 37.

Maurras dans *Kiel et Tanger* exprime avec précision la perception qu'il a de la colonisation de l'époque, comme phénomène de « dérivatifs allemands » :

« Il suffisait de faire miroiter aux yeux de l'électeur ou du parlementaire français l'image de « quelques coups » à frapper sans risque. La Tunisie en parut un. L'Indo-Chine en parut un autre. (...) Nos expéditions coloniales doivent être comprises comme des dérivatifs allemands, acceptés par notre gouvernement en vue d'entreprises profitables à ses amis. Nul plan d'ensemble. On travaillait au petit bonheur, avançant, reculant, sans système tracé, ni choix défini, sans avoir voulu, sans même avoir su, mais en parfaite conformité avec les institutions. » (1).

Le professeur Pierre Boutang confirme que Maurras rejette l'ensemble de la politique coloniale de cette époque : « sur la raison simple que c'était un rêve de diversion exemplaire, selon l'intérêt prussien de faire oublier la défaite, et l'Alsace-Lorraine. » (2), mais surtout parce que : « cette entreprise nous mettait en conflit avec l'Angleterre, cela sans marine, et dans l'incapacité où la République était de nous procurer cette chose royale. » (3).

Péguy n'est pas non plus un partisan de la politique coloniale de la République, mais au départ plus pour des raisons morales, que parce que les colonies nous détournent de la politique de Revanche face à l'Allemagne. Dès l'année février 1899 dans *Service militaire*, il condamne le principe même des guerres de colonisation :

« Nous attaquons particulièrement l'armée française en ce qu'elle est un instrument de guerre offensive en Algérie, en Tunisie, en Tonkin, en Soudan et en Madagascar, c'est-à-dire un outil de violence injuste ; et si nous attaquons l'armée française en particulier, c'est justement parce que, étant internationalistes, nous sommes encore français, parce que dans l'Internation nous sommes vraiment la nation française ; il n'y a même que nous qui soyons bien français : les nationalistes le sont mal. C'est parce que nous sommes bien français que les massacres coloniaux commis par de mauvais Français nous donnent comme un remords personnel. » (4).

En 1901 dans *Pour moi*, il s'oppose clairement au colonialisme français, en affirmant qu'il désertera, plutôt que de faire une guerre coloniale : « Je désobéirai si la justice et la

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, 1895-1905, Paris, NLN, 1921, p.37-38.

2. Pierre BOUTANG, *Maurras, La destinée et l'œuvre*, Paris, La Différence, 1993, p. 350.

3. Op. cit., p. 350-351.

4. Charles PEGUY, *Service militaire*, 1^{er} février 1899, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.189.

vérité le veut. Je suis réserviste. Si demain matin je recevais ma feuille de route pour aller en Chine, sachant comme je le sais ce que les Internationaux sont allés faire en Chine, je refuserais le service militaire, je déserterais. » (1). Mais en 1914, Péguy sera plus ambigu, quand il écrira certainement par provocation face à l'Allemagne : « Quand les Français disent qu'ils se taillent un empire colonial, il ne faut pas les croire. Ils propagent des libertés. » (2).

Le 30 mars 1885, la défaite de Lang-Son en Indochine avait entraîné la démission de Jules Ferry. Cette politique de conquête coloniale de la Troisième République ne va pas cesser jusqu'à la Première Guerre mondiale : création en octobre 1887 de l'Union indochinoise pour les protectorats d'Indochine ; fondation en 1891 de la colonie du Congo français ; établissement en 1893 d'un protectorat sur le Laos, qui rentre dans l'Union indochinoise ; signature en octobre 1895 d'un traité de protectorat sur Madagascar ; création du gouvernement général de l'Afrique occidentale française (AOF) ; annexion en août 1896 de Madagascar ; crise avec les Britanniques à Fachoda en septembre 1898 au Soudan ; participation en 1900 de la France à l'expédition internationale pour « mater » la révolte de Boxers à Pékin ; création en 1910 du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française (AEF) ; jusqu'en mars 1912 et la signature du traité de protectorat français sur le Maroc. Alors qu'au début elle se faisait avec la bienveillance de Bismarck qui avait la sagesse et l'intelligence de ne pas entraîner l'Empire allemand dans ces aventures, Guillaume II au contraire, à l'écoute du pangermanisme colonial, va vouloir développer rapidement un empire colonial, et les oppositions avec la France notamment sur le Maroc vont accroître encore les tensions franco-allemandes. Face à cette politique de la

1. Charles PEGUY, *Pour moi*, 28 janvier 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 681.

2. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, Juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.1346.

République qu'ils jugent néfaste, Barrès, Maurras et Péguy, veulent venger l'affront subi en 1870 et ils vont donc privilégier la volonté de reconstituer le « vrai sol » de la France par la reconquête de l'Alsace-Lorraine. Pour atteindre ce but, ils auront les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges.

Barrès reconnaît que les premiers républicains ont été des patriotes : « Il semble qu'il y ait eu dans le premier instant, chez Gambetta, quelque instinct du devoir ; la vie nationale allait tendre uniquement à la réfection de la France. » (1). Mais l'évolution des Républicains opportunistes vers la mise en sommeil de l'idée de la Revanche va le faire réagir. Barrès ne peut s'accommoder de cette humiliation qui s'oublie, et il écrit en 1891 :

« La France entière, celle qui vit d'instinct, et celle qui raisonne, ne peut accepter d'être incomplète. Comme tout ce qui vit, elle aspire à reconstituer les parties qu'on lui enleva brutalement. Notre instinct et notre devoir, c'est de refaire la patrie française, qui fut entamée entre les mains de nos pères. Ce devoir sacré, le remplirons-nous ou le transmettrons-nous à nos fils ? » (2).

Il accuse la Troisième République de refuser la politique de la Revanche par peur de ne pas y résister politiquement : « La clientèle, tant bien que mal recrutée, qui reçut de ses mains le gouvernement de la France, comprit que le retour de Metz et de Strasbourg dans l'unité française installerait une nouvelle équipe de dirigeants. » (3), mais aussi par la bassesse de son esprit : « On n'a que faire des héroïsmes, de grandes forces sont inutiles. »(4). En 1903, dans *Les Amitiés françaises*, il affirme que non seulement pour lui-même, mais aussi désormais pour son fils Philippe : « Sa raison de vivre, c'est la Revanche. » (5).

Il est irrité par les événements qui peuvent détourner l'attention des Français, et qui font croire

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 929.

2. Maurice BARRES, France-Allemagne, *Courrier de l'Est*, 11 avril 1891.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 929.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.3, 1902-1904, Paris, Plon, 1932 p. 166.

5. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les Amitiés françaises*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p.145.

que la France est puissante. Dans *L'Appel au soldat*, il condamne notamment avec une particulière virulence les expositions universelles de Paris de 1878, 1889, 1900 (1).

Maurras va accuser lui aussi la Troisième République d'oublier l'Alsace-Lorraine. Il ne reconnaîtra même pas avec objectivité l'existence d'une réelle politique de la Revanche de la part de Gambetta, car il écrit dans *Kiel et Tanger* : « Après Mac-Mahon, la grande affaire, la préparation de la Revanche, à laquelle le pays entier se croyait fermement exercé et conduit, avait été rayée du programme réel. » (2).

Péguy va aller encore plus loin que l'idée de Revanche, qu'il soutient pourtant comme la priorité nationale : il révisé l'histoire de la défaite de 1870-1871 et affirme de manière indémontrable en avril 1913 dans *L'Argent suite*, que les Prussiens étaient épuisés et que la France aurait dû continuer la guerre, car elle l'avait pratiquement gagnée :

« Ce n'était pas seulement le droit, et le devoir, de continuer la guerre ; et une nécessité de pacte plus fort que tout. Nous savons aujourd'hui, nous savons très bien, et les historiens même, les derniers informés, avouent que les Prussiens étaient épuisés et que c'était la victoire. » (3).

II) Le point ultime du produit : « être ou ne pas être » pour la France

C'est Georges Clémenceau, dans *L'Aurore* du 19 juin 1905, qui avait employé ces termes pour la France face à l'Allemagne : « Etre ou ne pas être ». Il raisonnait sur la survie même de la France. Cette phobie de la mort et de la disparition possible de la France, les trois auteurs la partagent. Elle est le point ultime du produit de cette représentation qu'est le « germanisme ».

Barrès est persuadé que la Germanie aurait voulu la suprématie universelle : « Que

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 929 : « Elle ne veut pas d'une revanche. Elle veut faire croire à des vaincus que de donner des fêtes à l'Europe, c'est de la gloire. La plus belle au bal ! Voilà le misérable idéal qu'ils composent à la nation. Dans ce printemps de 1889, Carnot en tête, les parlementaires viennent d'inaugurer la danse du ventre et les prostitutions diverses dites Expositions universelles. ».

2. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, 1895-1905, Paris, NLN, 1921, p. 36.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 923.

poursuivaient les Allemands ? La conquête morale du monde. Leur pensée nous envahit et sape nos traditions. Elle glorifie le passé et les espérances de l'Allemagne. » (1). Cette suprématie ne serait pas illusoire, compte tenu de la manière dont ils nous considèrent et de notre réalité :

« Ils tiennent notre décadence pour un fait, car l'instinct d'expansion et la force d'absorption allemands se sont montrés supérieurs en 1870. Convaincus qu'un homme formé aux méthodes scientifiques ne peut pas s'offenser d'une constatation et qu'en m'indignant je serais aussi fol qu'un vieillard qui veut nier son âge, ils célébraient le pangermanisme. » (2).

En 1900 Barrès dans *L'Appel au soldat*, veut démontrer que l'Empire allemand utilise l'Alsace-Lorraine comme un laboratoire et fait des expériences, dont il appliquera les résultats à la France, si celle-ci est à nouveau vaincue. Selon lui, l'Allemagne se rend coupable d'un crime impardonnable car mortel pour notre pays, sa culture, et son avenir :

« Elle supprime la pensée française dans le cerveau des petits enfants ; elle ensevelit sous des mots et des idées d'Allemagne, comme une source vive sous des fascines, une sensibilité qui depuis des siècles alimentait cette race et que ces enfants avaient reçue de leurs pères. » (3).

Se représentant de manière angoissée le danger de la mort possible de la France, il va se déclencher chez Barrès un instinct de survie de la nation qu'il applique aux réflexions de ses héros Saint-Phlin et Sturel lors de la visite du cimetière de Chambières (4).

Maurras se représente aussi une France rongée par les « maladies contagieuses » germaniques qui auraient été à leur apogée à partir de 1890. Culturellement elle est dominée, économiquement et

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, 1919-1920, t. 12, Paris, Plon, 1949, p. 225.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t.1, p. 773.

3. Op. cit., p. 931.

4. Ibid : « Saint-Phlin et Sturel, à mesure qu'ils maintiennent leur pensée sur ce que veut détruire l'Allemagne, voient avec plus d'horreur l'étendue du crime projeté et avec plus de lucidité sa démente. Ce n'est pas en jetant de la terre sur des cadavres, une formule insolente sur des siècles d'histoire et un vocabulaire sur des consciences qu'on annule ces puissances et qu'on empêche le phénomène nécessité par l'accumulation de leurs forces. Au cimetière de Chambières, devant un sable mêlé de nos morts, la piété pour les martyrs, la haine contre les Français qui mésusent de la patrie. L'opposition à l'étranger, tout cet ensemble de sentiments habituels aux vaincus et portés au paroxysme par le lieu, déterminent chez les deux pèlerins un mouvement de vénération. Leur cœur convainc leur raison des grandes destinées de la France et par un coup subit trouve ici son état le plus propre à recréer l'unité morale de la nation. ».

militairement elle est dépassée. Ses alliances internationales face à l'Allemagne ne tiennent pas, son collaborateur Bainville affirme en 1911, que : « La Triple-Entente n'était qu'un fantôme, une armure vide » (1). Il n'a, selon le professeur Boutang, jamais cru à l'allié russe face à l'Allemagne (2). A l'intérieur : sa division, sa République et sa démocratie l'attireraient vers le bas. En face l'Allemagne unie au niveau institutionnel, social, économique n'aurait jamais été aussi forte, « dominatrice », et « destructrice » : « Le principe est là pour son règne, pour sa dynastie et pour son empire : toutes les passions allemandes, appétits, convoitises, goût de la dévastation, tous les faux intérêts, tout le jeu des prestiges menteurs et des nécessités truquées l'y entraînent. » (3). En 1905 à partir de *Par ce demi clair matin*, Péguy est totalement dominé par l'idée de l'imminence et de l'inévitabilité d'une invasion militaire allemande et d'une destruction potentielle de la France : « Par un demi-clair matin du mois de juin dernier passé nous connûmes instantanément que la kaiserliche menace militaire allemande était sur nous. (...)Sauf les modifications extérieures à elle, menace. Et nul homme voyant, regardant ne voit comme on en sortira. » (4). Il est frappé d'une angoisse patriotique, d'une angoisse de la guerre, mais surtout d'une angoisse de la mort possible de sa France idéale, divine, qui représente toutes les valeurs qui lui sont chères, et que l'Allemagne et la modernité peuvent anéantir (5).

1. Jacques BAINVILLE, « Quarante ans d'Empire allemand », *Action Française Mensuelle*, 15 février 1911.

2. Pierre BOUTANG, *Maurras, La destinée et l'œuvre*, Paris, La Différence, 1993, p. 351 : « Charles Maurras est resté, toute sa vie, l'identique adversaire de l'alliance russe. (...) L'essentiel, le constant, c'était que l'énorme matière russe n'a jamais existé depuis Pierre le Grand, en dehors d'une forme étrangère, seule propre à la faire « communiquer », en paix et en guerre, avec le reste du monde ; et que cette forme administrative, et organisatrice, était allemande jusqu'à la Révolution de 1917. ».

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 5 décembre 1919, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 193.

4. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 86.

5. Op. cit., p. 104-105 : « Des civilisations sont donc mortes. Parmi celles qui nous ont laissé quelques monuments, l'antique civilisation égyptienne, civilisation du Nil auteur et père, les civilisations du Tigre et de l'Euphrate, l'ancienne civilisation hébraïque, les anciennes civilisations phéniciennes, tyrienne et carthaginoise. L'antique civilisation hellénique, partiellement sauvé de la barbarie et réinstallée au cœur du monde moderne par l'opération de la Renaissance, l'antique civilisation hellénique, la plus belle culture du monde (...) Le sort de l'homme et de l'humanité est sans doute essentiellement précaire. Mais le sort de l'humanité n'a jamais été aussi précaire, aussi misérable, aussi menacé, que depuis le commencement de la corruption des temps modernes. ».

Deuxième partie : Le « germanisme » comme déclencheur et régulateur incomplet du nationalisme « post-Sedan »

Barrès, Maurras et Péguy refusent la réalité qu'ils perçoivent de la France de leur époque : montée du plateau allemand et baisse du plateau français que traduit bien Barrès, quand il affirme que la France, après 1870, descendit d'un cran, en perdant le sens qui faisait sa force. Cette représentation issue d'un traumatisme lourd qu'est le « germanisme », les a conduit à cet holisme : « les Allemands sont tous des « barbares », les différences entre eux sont négligeables, rapportées aux traits communs de leur race ».

La peur et l'angoisse engendrent toujours une intense créativité en politique. Le « germanisme » va agir comme un stimulus social et entraîner chez ces auteurs une même réaction psychologique. Il va déclencher cette réponse comportementale qui n'est pas un simple instinct, mais beaucoup plus une pensée de survie : le nationalisme « post-Sedan ». Si l'on raisonne en terme de cause, alors le « germanisme » est la cause adéquate de ce nationalisme. Les autres causes possibles ne sont que secondaires : France « minée de l'intérieur » à la fois par ses institutions parlementaires et par les bouleversements économiques et sociaux, dégradation de l'ancienne société, ruine de la famille, déchristianisation, affaire Dreyfus... . Partout dans leurs œuvres, la menace et le sentiment de l'angoisse face cette représentation dominant, et ils affirment vouloir donner à la France toute la puissance que son énergie recèle face à l'omnipotence de l'Empire allemand ; effacer la défaite de 1870 et venger la perte de l'Alsace-Lorraine que l'« amollissement » de la France avait rendu possible. Mais malgré l'importance déterminante du « germanisme » sur les nationalistes « post-Sedan », cette représentation ne sera pas suffisante pour unifier et transcender les différences et les fréquentes oppositions de ces trois auteurs.

Titre premier : L'influence psychologique de leur « germanisme » sur Barrès, Maurras et Péguy

Ce déclencheur puissant va conditionner ces trois auteurs vers une même réaction psychologique dans un « refus de subir » et une « volonté d'affirmation de soi », qui va inflexiblement les conduire à une volonté de « redéfinir » la France pour la renforcer, mais avec des méthodes qui seront originales. Leur « germanisme » de manière constante va les conditionner, les façonner, puis même les réguler.

Chapitre premier : Barrès ou la France redéfinie par ses racines

Dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, le professeur Michel Winock confirme que le terme même de nationalisme réapparaît bien longtemps après la Révolution française, avec Maurice Barrès le 4 juillet 1892, dans l'article du *Figaro* « La querelle des nationalistes et des cosmopolites » :

« C'est dans les dix dernières années du siècle que cet adjectif et le substantif qui lui est lié va servir à désigner une tendance politique que l'on classe nettement à droite, et même à l'extrême droite. Son introduction semble être redevable à un article de Maurice Barrès, dans *Le Figaro* du 4 juillet 1892. » (1).

Mais néanmoins, comme le souligne le professeur Michel Winock, le nationalisme barrèsien ne va jamais se présenter sous la forme d'un système absolu :

« Barrès qui n'a pas l'esprit de système, offrira au nationalisme un art poétique. Ses romans (*Colette Baudoche*, *Les Déracinés*, etc.), ses *Cahiers*, constituent une somme nationaliste, où l'on repère bon nombre d'idées de son époque, mais traitées par une âme sensible, un esthète, qui s'entend à les émailler de formules imagées. » (2).

1. Michel WINOCK, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1990, p. 11.

2. Op. cit., p.20.

Section 1 : Un traitement aversif contre « la faiblesse française »

C'est l'angoisse face à la puissance du « germanisme » par comparaison à la faiblesse française, qui va déclencher son nationalisme. Claude Digeon écrit :

« Nationalisme par conscience de faiblesse : le remède sera à trouver dans une fièvre intérieure qui galvanisera les énergies somnolentes, ou chez un prince des hommes, qui de l'extérieur, prêtera sa force, ou dans la découverte de ressources inaperçues. » (1).

Barrès va emprunter une méthode par un véritable phénomène de transfert culturel avec l'Allemagne, afin de construire un conditionnement nationaliste déterministe face au « germanisme ». Il va tenter d'unir et de renforcer la population française.

§ 1 : Le paradoxe de l'utilisation d'une méthode fichtéenne de traitement

Pour l'unité, Barrès ne dispose pas d'une « race française » comme Fichte disposait d'une « race allemande » et face à ce qu'il dénonce : « la division française », il pense que la seule solidité française réside non pas dans le futur, mais dans le passé, l'histoire et les racines. Il adapte donc le philosophe allemand Fichte à la réalité française. Dans les *Discours à la nation allemande*, Fichte veut refaire la force morale et militaire des Allemands et les rendre capables de rejeter hors d'Allemagne les occupants français après l'humiliation de la défaite d'Iéna.

I) Un traitement à partir de la défaite et de la division

A la différence de Barrès, l'Allemagne de Fichte était divisée en principautés incapables de résister aux Français. Il s'est donc adressé à l'ensemble des Allemands sans distinction de citoyenneté, afin de favoriser la renaissance de la nation allemande en lui demandant de prendre

1. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, Paris, PUF, 1992, p. 416.

conscience d'elle-même. Le paradoxe de ce transfert culturel est que Barrès s'inspire d'une méthode empruntée à un philosophe allemand, alors qu'il construit une idéologie nationaliste française déclenchée par le « germanisme », et dont l'objectif premier est de faire front contre la patrie de Fichte. Claude Digeon, écrit dans *La crise allemande de la pensée française*, sur l'« emprunt » de Barrès :

« Il retournera contre les Allemands victorieux les leçons qu'eux-mêmes avaient tirées de leurs défaites et de leur longue infériorité en Europe : ils avaient bâti une doctrine d'isolement, trouvé dans la recherche de leur originalité la méthode pour s'unir et devenir puissants, Barrès de même tentera de donner aux Français de son temps le sentiment de « leur particularité », de leur isolement, de leur défaite, pour les rassembler et les rendre forts. Le type de patriotisme est semblable dans l'un et l'autre cas ; il reflète les oppositions de peuples aigris par les souvenirs passés et les contacts présents, et il contribue encore à renforcer les sentiments d'hostilité. » (1).

Barrès va récuser la définition française traditionnelle de la nation au profit de l'allemande, dans laquelle l'inconscient submerge la volonté ou le consentement. Cette méthode allemande est le produit d'un choc relativement similaire qui a été déclenché le 24 octobre 1806 pour Fichte, et le 2 septembre 1870 pour Barrès. Elle veut découvrir les causes de la faiblesse de l'Allemagne ou de la France à un moment précis. Elle fait porter le traitement sur l'intérieur du peuple allemand et français, suite à une défaite militaire humiliante et à une occupation ennemie. Après ce constat de faiblesse, elle veut créer une cure de dégoût de cette faiblesse nationale. Elle cherche ensuite à trouver où se situe la force de son peuple. Fichte constate que le peuple allemand est faible après la défaite d'Iéna, mais que sa force réside non seulement dans un retour à l'Urvolk, mais surtout dans son avenir et son sens du progrès. La méthode de Fichte est née de l'humiliation de n'avoir pas fait la Révolution de 1789, puis d'avoir subi la défaite de 1806. Il proclame donc la supériorité des Allemands et leur réserve le rôle de guide spirituel de l'humanité : né de la nécessité de lutter contre le particularisme des citoyens, aussi bien que des princes, il affirme la

1. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, PUF, Paris, 1992, p. 422.

parenté de tous les Allemands, afin de réaliser l'unité spirituelle, condition de l'unité politique et du redressement. Barrès pense que Fichte est le précurseur d'un nouveau nationalisme, du moins dans l'efficacité de sa méthode de fortification nationale. La méthode de Fichte est assise sur le *prima* de la langue allemande, et sur le discours direct à la nation allemande qui est encore masquée. Pour Fichte la nation allemande a un destin évident que l'on doit faire émerger du néant actuel. Pour favoriser la renaissance de la nation allemande, il faut lui faire prendre conscience d'elle-même, car les Allemands peuvent être un point initial, le début d'une nouvelle époque dont la splendeur dépassera les rêves les plus audacieux. Il y aurait un énorme potentiel inexploité, affaibli, mais qui souhaiterait exister au grand jour. L'éducation d'Etat aurait été le moyen central pour former la nation allemande. Fichte ne cessera de lui donner un orgueil, en affirmant qu'elle a une mission à remplir. Elle doit défendre la civilisation et trouver la vérité et elle en est, selon lui, la seule capable dans l'univers. Fichte pense, qui plus est, que si les Allemands disparaissaient, l'humanité entière sombrerait, sans espoir de restauration future.

Cette thèse de Fichte et le culte de l'énergie de Barrès qui veut faire un effort pour exprimer toutes les énergies dont il se sent habité, sont proches. Son nationalisme a le même fondement, il s'agit de donner à la France toute la puissance que son énergie recèle. Il faut effacer la défaite de 1870-1871 et la perte de l'Alsace-Lorraine, que l'amollissement de la France a rendue possible. Barrès et Fichte auraient donc essayé de surmonter les faiblesses de leur propre pays.

L'Allemagne n'était pas un Etat après Iéna. Fichte ne pouvait donc définir l'Allemagne, dans son unité que par sa langue et sa race. La France au contraire était un Etat, mais il y avait une mosaïque de « races ». Le raisonnement implicite de Fichte, dans cette esquisse de 1813 est le suivant : les Allemands possèdent un caractère national ; mais celui-ci, à la différence de ce qui se passe en France, n'est pas le produit d'un passé commun, puisque l'Allemagne n'a jamais été

politiquement unie. Par conséquent, ce caractère national n'est pas un produit de l'histoire, mais quelque chose d'inné, d'essentiel, d'éternel, il écrit :

« Le caractère d'autres peuples est fait par leur histoire. Les Allemands en tant que tels, n'ont pas d'histoire durant les derniers siècles ; ce qui a conservé leurs caractères, c'est donc quelque chose de purement primitif : ils ont poussé sans avoir d'histoire. La littérature, en tant qu'agent d'unification, est encore récente. » (1).

Il croit en l'idée bien allemande que l'avenir appartient aux peuples qui n'ont pas encore eu leur période de domination. En vertu de cet acte de foi, l'Allemagne allait tirer de son abaissement même un espoir (2). Il veut reprendre la tâche entreprise en 1789 et abandonnée ensuite par les Français. L'éloge du caractère « primitif » du peuple allemand et de sa langue est donc aussi peu conservateur et aussi peu fondé sur l'histoire que possible : *Ursprüngliches* est très exactement le contraire de *Historisches* dans cette esquisse politique de 1813. Dans un passage du huitième Discours, il est même dit qu'en cas de crise, une génération doit faire acte d'initiative, improviser une vie qui émane d'elle-même, au lieu de se borner à suivre la voie prescrite par les législateurs depuis longtemps disparus. Qui est l'Homme allemand ? L'Homme allemand a du caractère, il n'accepte rien, ni de la nature, ni de l'histoire, afin de ne pas être tributaire. L'Homme allemand que décrit Fichte, n'est autre que Fichte lui-même. *Les Discours* se réduisent à l'équation : Allemand = fichtéen = seul vrai. Barrès ne peut se tourner vers l'avenir pour lutter contre la faiblesse française. A cet instant ses chemins divergent radicalement d'avec Fichte, car il bute sur une énorme difficulté : la patrie française n'a ni l'unité d'un loyalisme dynastique, ni l'unité

1. Johann Gottlieb FICHTE, Fragment politique du printemps 1813 in *Discours à la Nation Allemande*, Paris, Aubier, 1981, p.33.

2. Op. cit., p. 34 : « Le caractère est dans l'avenir, actuellement, il consiste en l'espoir d'une histoire nouvelle et glorieuse. Le commencement de celle-ci, ce sera lorsqu'ils se feront eux-mêmes de façon consciente. Ce serait la plus glorieuse destination. Le caractère des Allemands est donc : 1) Commencement d'une nouvelle histoire ; 2) Réalisation d'eux-mêmes de façon libre...3)C'est pourquoi les Allemands ne doivent pas être la suite de l'histoire traditionnelle : celle-ci, à proprement parler, ne leur a donné aucun résultat. » .

abstraite d'une foi commune, ni l'unité ethnique d'une « race pure » :

« Certaines races enfin arrivent à prendre conscience d'elles-mêmes organiquement. C'est le cas des collectivités (...) teutoniques qui sont, de plus en plus, en voie de se créer comme race. Hélas ! il n'y a point de race française, mais un peuple français, une nation française, c'est-à-dire une collectivité de formation politique. » (1).

Le discours barrésien emprunte même au darwinisme social en vogue à cette époque, quand il déclare : « Au regard des collectivités rivales et nécessairement ennemies dans la lutte pour la vie, la nôtre n'est point arrivée à se définir elle-même » (2). Les Français sont divers, divisés, et il n'y a pas non plus de définition commune de la France :

« A défaut d'une unité morale, d'une définition commune de la France, nous avons des mots contradictoires, des drapeaux divers sous lesquels des hommes avides d'influence peuvent assembler leur clientèle. Ces divers groupes conçoivent chacun à sa manière la loi interne du développement de ce pays (...) Chacun refait l'histoire de France. Laissons ces romans. » (3).

C'est pour cela que le socle de sa théorie va résider dans l'acceptation d'un déterminisme, mais aussi dans la puissance et la solidité de l'histoire de France. Il va donc clairement refuser les choix inutiles, et refuser d'exclure des périodes de cette histoire :

« Pourquoi nous enfoncer dans les voies hypothétiques où la France aurait dû passer ? Nous trouverons un profit plus certain à nous confondre avec toutes les heures de l'histoire de France, à vivre avec tous ses morts, à ne nous mettre en dehors d'aucune expérience. » (4).

pour les accepter toutes afin de donner du corps et de la force à la France (5). La France barrésienne n'aurait donc été que le fruit de la diversité et de la richesse de son histoire :

« Nous l'avouons implicitement que, suivant les besoins du moment, pour nos publicistes, nos écrivains, nos artistes, nous sommes tantôt Latins, tantôt Gaulois, tantôt « le soldat de l'Eglise », puis la grande nation, « l'émancipatrice des peuples ». » (6).

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t.1, p. 85.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 86.

4. Ibid.

5. Ibid : « Entre toutes ces évolutions, qui semblent se contredire, de notre pays depuis un siècle, quelle angoisse morale s'il faut que notre préférence décide ! Après tout la France consulaire, la France monarchique, la France de 1830, la France de 1848, la France de l'Empire autoritaire, la France de l'Empire libéral, toutes ces Frances enfin qui, avec une prodigieuse mobilité, vont à des excès contradictoires, procèdent du même fonds et tendent au même but ; elles sont le développement du même germe et sur un même arbre les fruits des diverses saisons. »

6. Op. cit., p. 85.

Le nationalisme de Barrès, en tant que réaction comportementale devant la faiblesse de la France issue de la désunion, aurait été : « un moyen pour dégager cette conscience qui manque au pays. » (1). Ce moyen il le trouve dans la répudiation des systèmes philosophiques et des partis qu'ils engendrent, par le rattachement de tous les efforts français non à une vue de l'esprit, mais à une réalité. Car Barrès refuse le fait que les Français soient divisés, émiettés. La Lorraine, province avec laquelle il aime se sentir en communion est comme la France : une création de l'histoire, un peuple menacé auquel il est sentimentalement uni ; il travaillera à le définir, à exprimer avec amour son individualité, à le guider vers l'avenir où il s'accomplira le mieux : il aura pour lui la sympathie qu'avait eue un Herder pour le peuple allemand menacé, étouffé, désindividualisé par les idées françaises. Barrès à ce moment là est encore proche des conceptions nationalistes de type germanique, qui s'appuient concrètement sur le caractère unique d'un peuple, sur la communauté profonde de race qui unit tous les membres de la nation. Un tel patriotisme, issu en Allemagne des études philologiques et historiques et du caractère particulier du génie allemand peut se former chez Barrès, en raison d'une part des influences subies par lui, et d'autre part de la situation particulière de la France vers 1890. Dans *Sous l'œil des barbares*, Barrès avait déjà dit son désir d'en appeler à un prince des hommes et le général Boulanger lui avait paru capable de balayer les « barbares politiques » :

« J'ai confiance que mon pays connaîtra d'échapper au flot de barbares qui le recouvre et le salit ; mais, pour sortir de nous-mêmes pour prendre goût à la chose publique, ce qui est déjà un premier relèvement pour nous jeunes gens qui ont repoussé à l'écart les intérêts et les artifices de la bande vulgaire qui exploite nos aînés et que nous saurons réduire. » (2).

Même si l'importance de l'histoire les sépare, Claude Digeon affirme avec pertinence que le

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 86.

2. Maurice BARRES, « M. Le général Boulanger et la nouvelle génération », *La Revue indépendante*, n° 18, avril 1888.

nationalisme de Barrès avec *Les Déracinés* est : « fondé sur le sentiment de l'originalité de la nation française, sur la connaissance de sa continuité historique, il a une allure romantique et germanique. » (1). Il ne repose pas sur une âme particulière, ni sur un ensemble d'idées, mais il est nourri : « d'abord de réalités géographiques et humaines. Et justement, ce mélange de fatalisme vague et romantique et de précision scientifique le rapproche du nationalisme allemand. » (2). Après la Grande Guerre, alors qu'il se sera dressé contre la littérature et la philosophie allemande, il note dans le douzième volume de ses *cahiers* : « Que m'ont dit Fichte, Hegel, et plus directement Goethe ? Parler de devoir ? Non j'ai à dégager et développer le Moi. La nation a à se conformer au droit ? Non, à dégager et à achever son destin, sa mission.» (3). Le symbole de la division des Français va s'incarner selon Barrès, dans l'affaire Dreyfus. Il va s'opposer avec particulièrement d'ardeur, jusqu'à être en pointe dans ce combat qui peut difficilement s'expliquer si on ne le replace pas dans les angoisses barrésiennes. Même s'il y a encore une contradiction chez Barrès entre sa volonté de ressusciter les forces de l'instinct et de défendre les institutions et l'armée, Jean-Marie Domenach remarque dans *Barrès par lui-même*, qu'il faut rechercher l'opposition à Dreyfus :

« Dans ce sentiment impérieux de la faiblesse française, que nous avons discerné à la racine de la réaction nationaliste. Défendre Dreyfus, c'est discréditer ses supérieurs et ses juges, c'est affaiblir l'armée, qui est dans un Etat dégénéré, le corps solide, le seul où demeure les vieilles vertus : rempart contre l'invasion, noyau d'un futur redressement, l'organe même de la permanence de la patrie. » (4).

Il va l'affirmer avec clarté, l'affaire Dreyfus aurait été secondaire dans sa pensée, car elle n'est

1. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, PUF, Paris, 1992, p. 430.

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 12, 1919-1920, Paris, Plon, 1949, p. 59-60.

4. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 46.

qu'un signal de ce qui l'inquiète et l'angoisse, jusqu'à tourner à la phobie : la faiblesse de la France :

« Nous devons commencer, disais-je, par comprendre les causes de notre affaiblissement. L'affaire Dreyfus n'est que le signal tragique d'un état général. Une écorchure qui ne se guérit pas amène le médecin à supposer le diabète. Sous l'accident, cherchons l'état profond. » (1).

Cette faiblesse française a une cause, la division, l'absence de centre, alors que l'Empire allemand dispose d'une situation contraire :

« Notre mal profond, c'est d'être divisés, troublés par mille volontés particulières, par mille imaginations individuelles. Nous sommes émiettés, nous n'avons pas une connaissance commune de notre but, de nos ressources, de notre centre. » (2).

Ceux que Barrès appelle les hommes du « camp » Dreyfus, selon lui : « poursuivent la transformation de la France selon leur esprit propre. »(3), alors que Barrès ne cesse d'affirmer : « je veux conserver la France » (4) en recherchant les conditions qui auraient pu seules maintenir la France debout face à l'ennemi. Face à ce qu'il estime être un « accident », il pense que la France néanmoins survivra. Mais à condition qu'elle repose sur les fondations existantes : « Il faut d'abord nous rendre compte des forces qui telles quelles aujourd'hui portent la France et, quand même elles ne seraient point celles sur lesquelles notre jugement propre aurait voulu fonder notre pays. » (5), car la nation française est : « dissociée et décérébrée, c'est-à-dire qu'elle ne lie plus ses forces et qu'elle manque de direction. » (6). L'humiliation de la défaite doit fédérer l'énergie nationale afin de venger l'affront subi en 1870, avec une constante idée de Revanche. Il faut donc avoir les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges. Il était « criminel » d'affaiblir

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Plon, Paris, 1925, t. 1, p. 85.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 36.

4. Ibid.

5. Op. cit., p. 75.

6. Ibid.

l'armée en une période critique, ce qui peut expliquer cette opposition aussi radicale à Dreyfus. Réfléchissant sur son œuvre, il s'est intéressé à la vérité de son message, car il craignait que ce message, inspiré par les malheurs réparables de la patrie n'eût qu'une signification éphémère, comme il pouvait espérer que la situation malheureuse de la France était provisoire. Les provinces perdues reconquises, la France victorieuse, que resterait-il de son angoisse ? La France à nouveau vaincue et s'abîmant dans la résignation des pays morts, que subsisterait-il de ses espérances et de l'effort d'une vie ? Mais ces inquiétudes personnelles nettement visibles dans *Les cahiers*, apparaissent moins dans les ouvrages publiés. Il lui importait et cela lui suffisait, de proclamer son inquiétude devant l'Allemagne.

De là l'aspect si particulier de cette fin de siècle, où fleurissent en Europe les doctrines impérialistes, du nationalisme « post-Sedan » barrésien qui est bien l'affirmation désespérée d'un pays vaincu à l'image de l'Allemagne de Fichte après 1806. La défaite de 1870 n'est pas un souvenir mais une angoisse qu'utilise l'écrivain et l'homme politique nationaliste Maurice Barrès, quand il écrit : « Nous sommes trahis ! c'est à ce cri que nos pères, en 1870-71, laissèrent la France céder le premier rang qu'elle n'a plus su reconquérir. » (1). Barrès n'innove pas, il montre que l'organisation allemande a triomphé et que la plus grande valeur des individus a échoué. Mais il s'enfonce systématiquement dans la tristesse et enseigne la leçon de la défaite : mieux connaître son état de peuple battu et toujours menacé, c'est dans son esprit, commencer à bien se préparer à la prochaine bataille dans ce qu'il nomme l'« éternel combat » contre la Germanie.

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Plon, Paris, 1925, t. 1, p. 25.

II) Un traitement à partir de l' « affaiblissement » et de sa conséquence : la « décadence »

Selon le professeur Raoul Girardet, ce thème de la décadence est un thème classique chez les penseurs nationalistes. La France aurait été en décadence, alors qu'elle recelait une puissante énergie non exploitée. Pour Barrès ce n'est pas la faute de la Révolution ou de la République, car elles appartiennent à la tradition française. En conséquence, il les accepte.

Mais Barrès est surtout pessimiste, car il est angoissé et son nationalisme est donc en conséquence profondément pessimiste. Claude Digeon écrit :

« Ce qui est, à l'époque, spécifiquement français, c'est l'angoisse profonde, la conscience de la diminution, l'inquiétude de la décadence, la hantise de la dissolution. Tous ces sentiments résultent de la situation de la France dans l'Europe de 1890-1900 ; politiquement ils expliquent Boulanger, et littérairement, Barrès. » (1).

Ce sentiment a bien évidemment sa cause dans l'épreuve de la perte de l'Alsace et de la Lorraine

(2). Comme ses maîtres Taine et Fustel de Coulanges, Barrès voit la France malade. Il ne l'a jamais vu triomphante. La terre et les morts, telle est sa devise : mais la terre a été réduite et les morts ont failli. La période est selon lui, une telle période de misère intellectuelle, qu'il écrit en 1897 : « Au cours de ce siècle qui fut d'ailleurs si beau, on n'a pas vu une période d'une misère intellectuelle comparable à celle que pour l'instant nous vivons. » (3).

Le point de départ de l'analyse de Barrès, pour l'examen de la décadence est la situation de l'Alsace-Lorraine. Pendant la période qui va suivre la guerre de 1870, les vieilles familles françaises s'exilent, de nouveaux immigrants allemands apparaissent toujours plus nombreux, et

1. Claude DIGEON, *La crise allemande de la pensée française*, PUF, Paris, 1992, p. 431.

2. Ibid. : « Et il est bien certain que l'arrachement de ces deux provinces contribuait précisément à orienter les réflexions d'un lorrain vers l'idée que la patrie était d'abord une terre, une frontière, et des hommes, et qu'elle était conditionnée par des réalités matérielles et humaines. L'épreuve de 1870, l'irrédentisme qui en résulta, ont produit cet effet, éclatant chez Barrès. Cela était assez nouveau. ».

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p.160 : « J'ai vu Hugo, j'ai vu Taine, j'ai connu Renan, j'ai vécu quelques années dans la familiarité de Leconte de Lisle. Ces illustres figures gâtent les yeux qui les fixent et qui ne peuvent plus dans la suite trouver leur satisfaction. ».

viennent se rajouter les effets de l'administration impériale. Ces phénomènes aboutissent à un même résultat : la diminution de la France dans la vallée de la Moselle. Il est en colère de constater que la France est un pays qui se défait, attaqué à la fois de l'extérieur par l'Allemagne, et de l'intérieur par des doctrines de dissolution sociale. Les deux thèmes sont étroitement mêlés par Barrès dans ses plus pathétiques méditations. Au cimetière militaire de Chambièrre s'inscrit la défaite de la France et naît l'effroi chez ses deux héros de *L'Appel au soldat*, que tant de morts aient versé leur sang inutilement, si nul ne reprend leur tâche et ne triomphe où ils ont échoué :

« Au cimetière de Chambières, devant un sable mêlé de nos morts, la pitié pour les martyrs, la haine contre les Français qui mésusent de la patrie, l'opposition à l'étranger, tout cet ensemble de sentiments habituels aux vaincus et portés au paroxysme par le lieu, déterminent chez les deux pèlerins, un mouvement de vénération. Leur cœur convainc leur raison des grandes destinées de la France et par un coup subit trouve ici son état le plus propre à recréer l'unité morale de la nation. »
(1).

Reprenant quelques années plus tard cette méditation, Barrès trouve la preuve de sa vérité dans l'expérience allemande : « l'Allemagne a connu cette aventure tragique. Il y eut un moment où l'Allemagne ne semblait plus qu'une expression géographique sous le protectorat français... » (2). Et c'est justement par la conscience de son malheur que la Prusse a été remise sur la voie de son redressement. De même par la méditation de sa faiblesse, par la conscience de sa diminution, la France peut être ramenée au sentiment de son unité, de sa grandeur :

« Cette unité morale qui manque à la France, la France la donna à l'Allemagne en la piétinant. C'est dans la souffrance surtout que les peuples naissent à la vie morale, s'unifient et, repliés sur eux-mêmes, entendent la voie de la terre et des morts. Sous le dur sabot du cheval de Napoléon, l'Allemagne s'éveilla, se définit, lia ses mouvements, comme l'Italie du Nord sous l'Autriche. La souffrance nous referait frères, nous recréerait notre nationalité. » (3).

Ce rapprochement des deux pays ennemis n'est pas fortuit, mais précisément nécessité par le mouvement qui soulève le nationalisme français « post-Sedan » : anti-allemand, il est

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 931.
2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 127.
3. Op. cit., p.108.

conduit par la lutte à opposer à unir France et Allemagne en mêlant deux statuts antithétiques, à les mettre en parallèle. Barrès, particulièrement soucieux des menaces du « germanisme » est amené, plus que tout autre à montrer l'exemple de l'Allemagne, à retrouver dans le passé de l'ennemi les sources de l'espérance nationale.

Comme Fichte, il va haïr la génération qui l'a précédé, car selon lui, elle porte en partie la responsabilité de la décadence, et il va vouloir rompre avec ce qu'il estime être la faiblesse de ces hommes. Mais à la différence de Fichte, il ne veut pas et ne peut pas couper avec l'histoire de la France et se réfugier exclusivement dans l'avenir, car il va puiser son énergie dans la tradition française. Dès 1888, il manifestait violemment sa haine et son mépris pour la génération des républicains opportunistes, celle qui s'était emparée du pouvoir à l'occasion de la défaite de 1870, celle qui voulait la régénération de la France par la démocratie représentée par Burdeau :

« Nous oublierons alors les années où nous avons vécu dans l'humiliation et l'isolement, parmi la ronde obscure que menaient les libres penseurs stupides, les chefs de bureau et les vétérinaires. (...) Ils insultent nos morts avec leurs hommages et ils s'acharnent à détruire tout nouvel effort de la pensée française. Vous rappelez-vous l'insolence que montra la bande opportuniste à la génération que nous sommes ? Avec quel beau mépris ces gens là parlaient du pessimisme auquel ils opposaient leur vaillance active, leur gaieté, toute leur grossière ambition de vie. » (1).

Ensuite, il ne va plus cesser d'affirmer et sous de multiples prétextes, souvent littéraires, sa haine de la génération précédente : « Cette génération qui a fait ou subi la guerre, qui ne nous laisse aucun grand homme, qui n'a pas su enterrer Taine, qui a négligé Leconte de Lisle, qui a eu pour dernier homme politique Ferry, et puis plus rien, je me surprends à la haïr. » (2). La perte de l'Alsace-Lorraine, mais surtout le renoncement de la Revanche dans la thématique des opportunistes, lui fait même en 1900 dans *L'Appel au soldat*, employer le terme de crime et

1. Maurice BARRES, « M. Le général Boulanger et la nouvelle génération », *La Revue indépendante*, n°18, avril 1888 : L'ignorance, le mensonge et l'insolence de ces pauvres illettrés sont une insulte perpétuelle à la majesté de notre patrimoine intellectuel. Comment ne pas les haïr, eux qui, mille fois, ont parlé avec irrévérence de la belle France d'autrefois ! A leurs sottises plaisanteries ils osent associer le nom de notre grand Michelet ! »

2. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 1, 1896-1898, Plon, p. 241.

associer sa propre génération à la précédente, si elle restait dans la passivité face à l'Allemagne :

« « Malheur à moi ! » Ne faut-il pas, hélas ! que tous, humblement, nous supportions une solidarité dans le crime commis, puisque, après tant d'années écoulées et les enfants devenus des hommes, rien n'est tenté pour la délivrance de Metz et de Strasbourg que nos pères trahirent ? » (1).

A partir de cette critique sur la génération précédente, il donne une touche d'espoir avec la nouvelle génération, car même si elle est encore passive, ces : « successeurs sont animés par ces violentes passions nationalistes nécessaires aux peuples vaincus. » (2).

De même, il perçoit dans l'affaire Dreyfus le symbole de la décadence de l'institution militaire :

« L'immense majorité des dreyfusards sont déterminés par des préoccupations qui n'ont rien à voir avec l'hypothèse de l'innocence (...) il s'agit d'abolir la juridiction militaire (...) pour d'autres, enfin, il s'agit de détruire l'armée. M. Jaurès et ses amis se sont chargés assez bruyamment de publier cette utilisation de l'affaire dreyfus. » (3).

Contre l'optimisme des républicains opportunistes, Barrès a soutenu le pessimisme ; contre leur rationalisme, il a aimé l'irrationnelle Bérénice ; contre leurs conceptions républicaines bien qu'il accepte la République, il a été boulangiste. Dans l'Allemagne, il voyait le protestantisme et Kant, mais il y découvrait aussi Fichte, Hegel, Schopenhauer et Hartmann ; et au lieu d'une leçon de civisme, il y trouvait l'idéalisme, le pessimisme et de subtils parfums nihilistes.

Dans les *Scènes et doctrines du nationalisme*, Barrès refait l'histoire intellectuelle de la France et il y trouve des motifs d'espoir. Il affirme que Renan n'a jamais souri du patriotisme et qu'il n'est donc pas étranger à la volonté barrèsienne de : « la réfection de la France par la connaissance des causes de sa décadence. » (4). Il consacre deux de ses maîtres Taine et Renan car : « Taine et Renan ont sauvé l'honneur des intellectuels français. Ils comprenaient le devoir : aider à l'élaboration d'une conscience nationale. » (5).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 929.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrine du nationalisme*, Plon, Paris, 1925, t. 1, p. 113.

3. Op. cit., p.33-34.

4. Op. cit., p. 83.

5. Ibid.

§ 2 : La volonté affirmée d'unir et de renforcer le peuple français

Barrès a une conception de l'histoire qui est cohérente avec celle de sa doctrine politique. Il n'y a pas de rupture. Barrès est un doctrinaire de l'héritage qui revendique l'ensemble de l'héritage français, y compris la Révolution et ses conséquences au XIX^e siècle. Il ne peut pas être monarchiste. Mais néanmoins, son union nationale est incomplète pour s'opposer au « germanisme »

I) L'union, mais l'union incomplète

Comme pour Fichte, l'obsession de Barrès est l'union nationale. Il part d'un constat principal : la France n'est pas unie, et là se situe la source d'une profonde vulnérabilité. Il faut donc prioritairement l'unir, pour la renforcer face au « germanisme ». Il y a une absence de consensus national, dont les causes sont multiples : disparition des éléments propres à assurer le maintien de la cohésion du groupe-nation, état d'affrontement permanent entre les forces sociales et les systèmes idéologiques antagonistes, manque de critères de comportement et finalement, décomposition de l'autorité : « La conscience nationale est obscurcie, pleine de contradictions et de combats, où personne n'est chargé ... du salut public, personne n'incarne la raison nationale. »

(1) qui se traduit par une non-coordination des efforts.

La mort qui ne cesse d'obséder Barrès : « Mon sentiment de la mort et ce grouillement des vers dans un cadavre qui est toute ma vie secrète, mon agitation sentimentale » (2) va le conduire à écrire : « tous les peuples ont leurs jours comptés. » (3).

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 40.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, p.114.

3. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 101.

Son angoisse ne va pas cesser de s'alimenter avec l'ensemble des faiblesses de la population française : son taux de natalité qui serait trop bas : « Avec un taux de natalité qui décroît, minée depuis cent ans par des guerres et des révolutions, la France est devenue une proie facile pour l'étranger » (1), la présence étrangère qu'il juge trop importante : « Envahie par des éléments qui n'appartiennent pas à son sol et à son esprit »(2), la terre de la patrie qui serait aussi beaucoup plus vulnérable, car depuis la perte des deux provinces, les frontières de l'Est n'offriraient plus une vraie résistance au seul vrai prédateur, celui qui peut nous donner le coup de grâce et donc nous faire disparaître : l'Empire allemand, avec une invasion par l'Est. La réaction barrésienne de fortification, correspond au fondement même de toute son action politique.

Cette union, il va tenter de la rechercher à partir de sa définition du nationalisme : « Le nationalisme, c'est de résoudre chaque question par rapport à la France. Mais comment faire, si nous n'avons pas de la France une définition et une idée communes ? » (3).

Si Barrès récuse l'aspect volontariste et rationaliste de la pensée de Renan, il reprend à son compte le culte des ancêtres et ne rejette pas sa définition de la nation. Ainsi, Barrès écrit qu'une nation : « est un territoire où les hommes possèdent en commun des souvenirs, des mœurs, un idéal héréditaire »(4), mais aussi que : « C'est une énergie faite sur notre territoire de toutes les âmes additionnées des morts. » (5), ou encore que : « C'est la possession en commun d'un antique cimetière et la volonté de continuer à faire valoir cet héritage indivis » (6). L'idée de nation française et de civilisation française coïncide exactement : la nation est une communauté

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t.1, p. 101.

2. Op. cit., p. 102.

3. Op. cit., p. 86.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t.1, p. 960.

5. Op. cit., p. 901.

6. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t.1, p. 114.

formée à travers les siècles par l'action combinée de l'histoire et de l'Etat, c'est un territoire sur lequel vit une communauté soumise à un même pouvoir politique et unie par des liens tissés par une même civilisation. C'est ainsi, qu'à travers les âges se forme une conscience, une vision du monde, une communauté d'esprit que Barrès appelle la tradition. C'est pourquoi la tradition lorraine :

« ne consiste point en une série d'affirmations décharnées dont je puisse tenir catalogue, et, plutôt qu'une façon de juger la vie, c'est une façon de la sentir : c'est une manière de réagir commune en toutes circonstances à tous les Lorrains. » (1).

c'est la substance de l'être national, c'est la source de son dynamisme et sa raison d'exister. C'est pourquoi le nationalisme barrésien est un effort pour : « reprendre, protéger, augmenter cette énergie héritée de nos pères. » (2). Pour être fort, il faut s'unir avec la lignée de nos ancêtres : « Comme nous serions ordonnés et plus puissants (...) si nous comprenions que les concepts fondamentaux de nos ancêtres forment les assises de notre vie ? » (3), et admettre que : « chacun de nos actes qui dément notre terre et nos morts nous enfonce dans un mensonge qui nous stérilise. » (4). Par conséquent, le nationaliste barrésien qui accepte la discipline de sa race, qui prend conscience de sa prédestination défendra son héritage et son identité.

Cette défense de l'organisme national, cet effort de préservation, c'est une véritable tâche de réfection : « J'attends du boulangisme la réfection française »(5) que Barrès s'assigne et qu'il voudrait voir reprise par la Ligue de la patrie française. « Au moral et au géographique », écrit-il, « nous voulons restituer la plus grande France. » (6).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Leurs Figures*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 1175.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1904, t. 1, p. 901.

3. Op. cit., p. 911.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le 2 novembre en Lorraine in Amori et dolori sacrum*, Paris, Robert Laffont, 1994, t.2, p. 100.

5. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1904, t. 1, p. 941.

6. Ibid.

Le premier objectif est la restitution à la France de son unité morale. Le seul facteur qui puisse enrayer ce processus de décomposition est selon lui, la solidarité du groupe-nation. Barrès s'emploie par conséquent, à exalter ce qui lui semble unir, recréer une conscience nationale qu'il sent : « diminuer, disparaître » (1). Il veut faire prendre conscience aux Français que la nation est la collectivité humaine par excellence, la seule qui existe dans l'univers actuel. Seule, elle remplit depuis longtemps la mission fondamentale de la collectivité à l'égard de l'être humain : elle assure, à travers le présent, la liaison entre le passé et l'avenir. Fonder cette permanence, construire un avenir conforme à l'esprit de la nation tel qu'il s'est forgé pendant les siècles, tel est l'objectif du nationalisme barrésien, telle est l'origine du culte de la terre et des morts :

« Les ancêtres que nous prolongeons ne nous transmettent intégralement l'héritage accumulé de leurs âmes que par la permanence de l'action terrienne. C'est en maintenant sous nos yeux l'horizon qui cerna leurs travaux, leurs félicités ou leurs ruines, que nous entendrons le mieux ce qui nous est permis ou défendu. De la campagne, en toute saison, s'élève le chant des morts. » (2).

C'est dans cette religion des morts, dit Barrès lors d'un discours semi-clandestin prononcé à Metz en 1911, que : « l'on doit voir l'honneur et la sauvegarde de l'âme de cette terre » (3). Le culte de la terre et des morts et le culte de la nation tient lieu de divinité : « J'ai ramené ma piété du ciel sur la terre, sur la terre de mes morts » (4). La conscience et la discipline nationales consistent à suivre : « la voix du sang et l'instinct du terroir » (5). Pour la régénération de la France, pour la restauration de l'Etat et de la nation, il faut : « raciner les individus dans la terre et dans les morts. » (6).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 901.

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le 2 novembre en Lorraine in Amori et dolori sacrum*, Paris, Robert Laffont, t. 2, p. 100.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Un discours à Metz (15 août 1911) in Colette Baudoche*, Appendice, Paris, Robert Laffont, t. 2, p. 374.

4. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 10.

5. Op. cit., p.93.

6. Ibid.

Mais comme il recherche de l'« homogénéité nationale », il affirme qu'il : « faut réagir contre les étrangers qui nous envahissent et qui déforment notre raison naturelle. » (1). Il aurait fallu « protéger » le peuple français contre les étrangers. Les étrangers selon lui, seraient « nuisibles », ils feraient disparaître les valeurs françaises, car n'étant pas patriotes, quand ils n'auraient pas été des traîtres, ils ne pourraient donc pas contribuer à la défense de la nation. De là découle ses articles sur la limitation de la venue en France de main-d'œuvre étrangère, la forte protection des ouvriers français et un violent et intolérable antisémitisme et antiprotestantisme.

L'union barrésienne est une union choisie qui rejette beaucoup. Ces rejets essentiels se trouveront dans ceux qu'il accuse d'être des alliés du « germanisme », sans jamais amener une quelconque preuve :

« Je suis de tradition lorraine par tous mes instincts ; c'est, en outre, la discipline que ma raison accepte. Ce que j'ai d'un autre sang me fortifie dans ma répugnance au protestantisme (éducation séculaire différente de la mienne) et au judaïsme (race opposée à la mienne) » (2).

Ces accusations sont d'autant plus inadmissibles qu'elles laisseront penser que les juifs ou les protestants ne peuvent être de vrais français, et qu'en conséquence ils ne sont par nature que des traîtres. L'affaire Dreyfus sera le moment privilégié de ces mises en cause, ainsi que les dénonciations des affaires financières frauduleuses impliquant des israélites, notamment dans l'ouvrage *Leurs Figures* en 1902 du roman de *L'énergie nationale*. Son ami Drumont parle aussi de complot juif en faveur de l'Allemagne. Barrès participe activement à la création d'un climat de chasse aux sorcières : ses collaborateurs et lui-même exploitent amplement ce thème au cours des deux campagnes de Nancy. En premier lieu est mise en cause la finance juive internationale : « dominée par les juifs allemands, elle est en réalité au service de Krupp et des intérêts

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p.115.

2. Op. cit., p. 67.

économiques de l'Allemagne.» (1). En 1889, Barrès reprend l'argument des « syndicats juifs » qui ont juré la perte des Français, qui se préparent à faire marcher : « les chrétiens dans vingt ans »

(2). En 1902, il précisera plus encore cette intolérable pensée, en écrivant :

« Les Juifs n'ont pas de patrie au sens où nous l'entendons. Pour nous, la patrie, c'est le sol et les ancêtres, c'est la terre de nos morts. Pour eux, c'est l'endroit où ils se trouvent leur plus grand intérêt. » (3).

La critique qu'il va adresser aux intellectuels juifs est la même critique qu'il adresse à l'ensemble des intellectuels, il a seulement rajouter l'argument par excellence des antisémites : l'argent :

« Leurs « intellectuels » arrivent ainsi à leur fameuse définition : La patrie, c'est une idée. « Mais quelle idée ? Celle qui leur est la plus utile, et, par exemple, l'idée que tous les hommes sont des frères, que la nationalité est un préjugé à détruire, que l'honneur militaire pue le sang, qu'il faut désarmer (et ne laisser d'autre force que l'argent), etc... » (4).

Mais il faut souligner que même s'il affirme la différence du juif :

« Là dessus faut-il appeler « sales juifs » ou « première aristocratie du monde » ? Vous en penserez ce que vous voudrez, selon votre tempérament et selon les circonstances. Ce n'est point intéressant. Mais vous ne nierez point que le Juif ne soit un être différent. » (5).

sa position va très nettement évoluer avec la Première guerre mondiale et l'Union sacrée, et il va écrire : « Le chrétien, le protestant et le juif, l'instituteur et le prêtre, le camelot du roi et le syndicaliste ont porté leur esprit à la guerre. Ils l'ont faite juive, chrétienne, protestante. Ils l'ont faite religieuse » (6). Dans sa récente biographie de Maurice Barrès, Sarah Vajda affirme que cet auteur ne critiquera plus les juifs pendant et après le conflit de 1914, dans le but d'unité nationale contre l'Allemagne et que dans son ouvrage *Les Diverses familles de France*, il accueille les israélites français combattants dans la famille France (7).

1. ANONYME, « Pour satisfaire M.Bismarck » *Le Courrier de l'Est*, 30 juin 1889.

2. Maurice BARRES, « Le juif dans l'Est » *Le courrier de l'Est*, 14 juillet 1889.

3. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 68.

4. Ibid.

5. Ibid

6. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.11, 1914-1918, Paris, Plon, 1938, p. 265

7. Sarah VAJDA, *Maurice Barrès*, Flammarion, Paris, 2000, p. 282.

Barrès va lutter avec certainement plus de férocité encore contre le protestantisme, que contre le judaïsme. Dès 1894, il avertissait que : « certains esprits sont préparés à une nouvelle révocation de l'édit de Nantes. » (1). Barrès fait longuement état de sa totale répugnance à l'égard du protestantisme qui est une éducation séculaire différente de la sienne. Il exalte même l'esprit des guerres de religion et honore les Guise qui permirent à la Lorraine et à la France « d'échapper » au protestantisme : « Si ces bandes protestantes avaient triomphé, les destinées de la Lorraine ne seraient-elles point orientées vers l'Allemagne ? » (2). D'ailleurs, il associe toujours le protestantisme avec le monde germanique : « Quelle digue nous élevâmes contre le protestantisme, flot venu de l'Océan germanique dont le sel eût transformé nos terres. » (3) ; allusion à l'anéantissement des Rustaubs protestants, par le Duc Antoine le Bon à Saverne en 1525.

Il affirme clairement que dans son approche, le protestantisme est avant tout un problème politique, et non un problème religieux : « Je ne m'imisce point dans des querelles de théologie ; nul esprit confessionnel ne m'anime ; je ne débats point de savoir où est la bonne religion (..) » (4). La France n'aurait trouver qu'une diminution à se « protestantiser », car sa force réside dans la religion de sa tradition, elle doit donc selon Barrès demeurer dans sa continuité d'avec le catholicisme : « Notre caractère national (et voilà ce qui m'importe fort) se maintiendra d'autant mieux que les conditions où nous vivrons demeureront pareilles aux conditions qui formèrent nos ascendants. » (5).

Sur l'aspect strictement religieux, il va écrire cette phrase dans les *Scènes et doctrines du*

1. Maurice BARRES, « La question protestante », *La Cocarde*, 10 janvier 1895.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 63.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 907.

4. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 64.

5. Op. cit., p. 65.

nationalisme :

« Un prêtre m'a dit que nul à notre époque, n'avait exposé l'idée de Dieu avec autant de force qu'un protestant, M. Auguste Sabatier, doyen de la Faculté de théologie de Paris, et c'est encore une chose vraie que l'histoire des Juifs est un des plus prodigieux romans de l'humanité. » (1).

Il va soutenir pour les protestants la même analyse que pour les juifs et les intellectuels : la patrie c'est une idée, ils n'acceptent pas la continuité française, ils choisissent telles ou telles périodes, et en conséquence : « La patrie pour eux, c'est certaines idées. Qu'ils les trouvent ailleurs, ces idées, et les voilà disposés à l'internationalisme. » (2).

II) Une recherche empirique d'efficacité face au « germanisme »

Barrès n'est pas constitué d'un bloc, il a des périodes, des évolutions et le professeur Jean

Touchard souligne que :

« La première tâche dans l'étude de la pensée de Barrès consiste à marquer les étapes, son nationalisme s'exprime à plusieurs niveaux, son œuvre n'est pas un bloc. Il faut donc l'étudier dans le cadre d'une périodisation rigoureuse et d'une claire distinction des niveaux de son évolution » (3).

Il pourrait même paraître difficile d'établir un lien logique entre des textes qui affirment que le Moi est l'unique réalité proposant d'en parfaire la singularité dans un culte profane et iconoclaste, qui relève autant de l'égotisme que du nihilisme, et des textes qui exaltent les vertus du sol et de l'attachement à la patrie. Mais il ne faut pas perdre de vue que son évolution s'opère dans le climat angoissé de l'époque, du principe de l'exaltation de la personne à l'idée de la subordination de l'individu à la collectivité, de l'affirmation hautaine du Moi individuel à la soumission au Moi national français. Il n'y a pas une rupture dans l'itinéraire barrésien, pas de revirement, ni de fourvoiement, mais plutôt un déclenchement du fait des événements qui

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t.1, p. 67.

2. Op. cit., p. 65

3. Jean TOUCHARD, « Le nationalisme de Barrès », in Maurice Barrès : Actes du colloque organisé par la faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Nancy, 1963, p.161.

accroissent son angoisse. Néanmoins, dès 1889 dans *Un homme libre*, une phrase contient en germe le nationalisme de Barrès, l'accord de son être et de sa « race » :

« Ainsi quoique je n'ai jamais servi la terre lorraine, j'entrevois au fond de moi des traits singuliers qui me viennent des vieux laboureurs. Dans mon patrimoine de mélancolie, il reste quelques parcelles des inquiétudes que mes ancêtres ont ressenties dans cet horizon. A suivre comment ils ont bâti leur pays, je retrouverai dans quel ordre furent posées les assises de moi-même. La bonne méthode pour descendre dans quelques parties obscures de ma conscience. » (1).

Il va y avoir un important et curieux transfert culturel, car Barrès bien que de plus en plus trempé d'antigermanisme, récuse la définition française de la nation, au profit de l'allemande, dans laquelle l'inconscient submerge la volonté ou le consentement. Mais en allant vers le nationalisme et vers un nationalisme d'inspiration germanique pour s'opposer au « germanisme », Barrès est conscient de déconcerter tout autant les lecteurs qui, dès ses premières publications lui avaient accordé leurs suffrages, que ceux qui pour des raisons diamétralement opposées l'avaient tenu pour suspect. En 1902, il leur répond :

« Ceux qui suivent ma pensée ont le droit de me demander comptes des stades par où elle a passé. Ils trouveront ici ses premiers débrouillements ; ils saisiront sa nécessité profonde dans certaines variantes où je l'essayai. Ils verront ma soumission à mon innéité. » (2).

Au partisan de l'ordre établi dont René Doumic, qui se réjouit dans la *Revue des Deux Mondes* avec quelques condescendances de l'évolution de Barrès « si empressé dans ses premiers livres à jeter le défi au bon sens et qui, dans son dernier, s'occupait à relever tous les autels qu'il avait brisés », il répond :

« Je ne relève aucun autel que j'aie brisé et je n'abjure pas mes erreurs, car je ne les connais point. Je crois qu'avec plus de recul, Doumic trouvera dans mon œuvre, non pas des contradictions, mais un développement ; je crois qu'elle est vivifiée, sinon par la sèche logique de l'école, du moins par cette logique supérieure d'un arbre cherchant la lumière et cédant à sa nécessité intérieure. » (3).

1. Maurice BARRES, *Un homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p. 123.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t.1, p. 7.

3. Op. cit., p. 14.

Barrès explique comment l'engagement nationaliste s'articule à la démarche égotiste de la trilogie du *Culte du Moi* ou anarchiste de *l'Ennemi des Lois*. Le Moi, dans un premier temps affirme son orgueilleuse insularité contre les Barbares, c'est-à-dire contre ceux qui se fourvoient dans le culte de la raison et de la logique et qui sont incapables de voir que l'instinct et la passion mènent le monde. Pour échapper à l'étroit et stérile positivisme du temps, le Moi s'engage dans sa quête de liberté : *Un homme libre* raconte l'histoire d'un homme qui se libère dans l'introspection, dans l'analyse, dans le long travail de soi sur soi. Il n'y a pas une inaptitude à s'agréger à la société des hommes mais un refus de le faire, au mépris des puissances qui régissent la vie intérieure. Dans *Un Homme libre*, c'est l'autoscopie qui mène l'individu à reconnaître le lien qui l'unit à la communauté. L'égotisme loin d'être la négation de la conscience politique est ici le plus court chemin qui y mène, car ce que le Moi découvre dans la fiction comme dans la vie, c'est qu'il est constitué d'éléments exogènes. Il découvre qu'il est, comme Venise, le fruit d'un passé immémorial, et que ce passé est une énergie, une force, à une heure où son angoisse se renforçait face au « germanisme ».

Le nationalisme sera sa solution face au danger. Il va lui permettre de dégager un avenir sans borne :

« L'âme qui habite aujourd'hui en moi est faite de parcelles qui survécurent à des milliers de morts ; et cette somme, grossie du meilleur de moi-même, me survivra en perdant mon souvenir. Je ne suis qu'un instant d'un long développement de mon Être ; de même la Venise de cette époque n'est qu'un instant de l'Ame vénitienne. Mon Être et l'Être vénitiens sont illimités. » (1).

Une phrase explicite bien la corrélation qui va exister entre égotisme et nationalisme : « Penser solitairement, c'est s'acheminer à penser solidairement. » (2). La nation barrésienne va alors se penser comme un Moi plus grand, plus fort, grâce auquel l'individu accède à un surcroît de

1. Maurice BARRES, *Un Homme libre*, Paris, Perrin, 1889, p. 223.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 16.

conscience, de volonté et de puissance. C'est pourquoi l'égotisme peut se muter par déclenchement sans heurt en nationalisme. D'ailleurs à mesure que son angoisse va grandir, il va préciser sa doctrine et son idée de la France. Néanmoins, elle va demeurer le missionnaire de la Révolution, la guerrière de Napoléon, car son esprit se refusait à exclure de l'idée française tout caractère ou tout prestige que les siècles avaient pu lui acquérir, et le socialisme devant y jouer sa partie lorsque le catholicisme n'y suffisait plus. Son nationalisme va porter la marque de l'époque qui a fait jaillir Boulanger : il donne la transcription de cette fièvre complexe qui avait saisi la France, c'est un nationalisme tumultueux, mais aussi un aboutissement de la France : « Le nationalisme est l'acceptation d'un déterminisme. » (1).

Le professeur Jean-Marie Carré, dans *Les écrivains français et le mirage allemand*, confirme l'importance dans le nationalisme barrésien, du voyage de la Moselle au Rhin qu'il va faire en 1896, car il est un élément qui a su nourrir concrètement l'élaboration de sa représentation de « l'impérialisme » du monde germanique essentiellement au travers de l'occupation de sa terre de Lorraine. Si cette date ne correspond pas au déclenchement de son nationalisme, sans conteste elle l'accélère (2).

La France n'aurait plus de fondement, il affirme vouloir en reconstruire les assises. Ces

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 8.

2. Jean-Marie CARRE, *Les écrivains français et le mirage allemand*, Boivin, Paris, 1947, p.122 : « Il fait, en 1896, un voyage de la Moselle au Rhin qui eut sur lui une influence capitale et précipita son évolution vers le nationalisme. Après les romans du « Culte du moi », il écrit à la fin du siècle, le premier volume de son *Roman de l'énergie nationale, Les déracinés* (1896), puis c'est *l'Appel du soldat* et il prend position, aux *Bastions de l'Est* pour la culture française contre la barbarie. Sainte Odile et la colline de Sion « symbolisent, dit-il, les vicissitudes de la résistance latine à la pensée germanique. » Que nous sommes loin d'ici des variations subtiles déroulées sur le ton mineur sur les somptueux thèmes de Venise et d'Aigues-Mortes ! Il ne s'agit plus de rendre intelligible les dispositions de l'âme penchée sur les ruines, l'individualisme est dépassé, il faut agir. « Les gens de ce paysage, qui faisaient déjà la bataille, pour le compte de l'Empire Romain, contre les barbares de l'Est, sont de nouveau les grands bastions orientaux de la civilisation latine...Comme furent nos pères, nous sommes des guetteurs... » Mais la modeste maison messine de Colette Baudoche, si elle attire quelques visites populaires, ne parvient pas à détourner du jardin de Bérénice les pèlerins raffinés de la littérature. »

fondements, il déplore de ne pas pouvoir les trouver dans le « pitoyable existant » ni dans son élite, chez ceux qui s'affirment les intellectuels. Chez Barrès, il existe un puissant mépris pour ces derniers. Il va en donner la définition, qui va à l'encontre totale de ses admirations : « Intellectuel : individu qui se persuade que la société doit se fonder sur la logique et qui méconnaît qu'elle repose en fait sur des nécessités antérieures et peut-être étrangères à la raison individuelle. » (1). Il va chercher comme renfort, pour en critiquer le terme, son ancien maître Anatole France :

« « Intellectuel », c'est du fichu français, déclare Anatole France. Ce mot « voulant dire qui appartient à l'intellect ne peut s'appliquer qu'à une faculté de l'esprit. Ceux qui ont imaginé d'en faire une qualité des personnes ne savaient pas bien leur langue. » (2).

Ils n'auraient été que des idéologues rendus responsables de l'existence des partis, de l'affaiblissement de la France. Il refuse de les associer et les rejette même pour guider une France renforcée : « Ces intellectuels sont un déchet fatal dans l'effort tenté par la société pour créer une élite. » (3). Il est du côté de ce qui est contre l'idéal de tête. A ce moment, il fait preuve d'un anti-intellectualisme qui plonge ses racines dans l'esprit contre-révolutionnaire : « Je crois, contre les mystiques révolutionnaires, que le Français « est bon, que loin de mutiler sa nature, il faut la développer tout entière, le cœur, l'esprit, le corps », je n'ai que faire d'un homme de l'avenir. » (4).

Son système constitue, dans son ensemble, l'un des éléments de la révolte contre la raison qui déferle sur l'Europe dès la fin du XIX^e siècle. Barrès combat au nom de l'histoire, du déterminisme physiologique, de la prédestination et de la discipline contre l'universalisme, le

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 48.

2. Op. cit., p. 49.

3. Ibid.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 178.

rationalisme et l'individualisme légués par les Lumières et la Révolution française.

Mais il va refuser de rejeter la Révolution de 1789 :

« Vous pensez que la Révolution a fait dévier les destinées du peuple français ? Eh bien ! Considérez que, telle quelle, la France est la conséquence de ces événements que vous déplorez. Vous ne pouvez pas, sous peine de la ruiner, chercher à effacer en elle le principe qui anime ses institutions et son esprit. » (1).

Au niveau de la politique, ses conceptions éthiques prennent la forme d'un retour aux sources terriennes, à la solidarité familiale et régionale, à la défense du terroir et de l'esprit national contre l'ennemi de l'Est, le « germanisme » et ses « alliés de l'intérieur ». Sur le plan de la politique intérieure et afin de rendre possible la résistance au danger extérieur, Barrès propose à la Ligue de la patrie française un programme minimum qui comporte trois clauses essentielles : en premier lieu, il réclame : une loi sur les nationalisations qui s'inspire de cette conception fondamentale, selon laquelle : « nous sommes le produit d'une collectivité qui parle en nous. Que l'influence des ancêtres soit permanente et les fils seront énergiques et droits, la nation unie. »(2), en second lieu la nécessité d'une : « organisation régionaliste » (3), afin que nos provinces sortent de leur anesthésie et que le terroir fasse entendre sa voix, et finalement pour couronner le tout un principe d'autorité afin de pouvoir demain s'opposer car : « si nous étions d'accord pour apprécier nos forces, notre énergie accrue prendrait naturellement une direction, et sans secousse, un organe de la volonté nationale se créerait. » (4).

Barrès a largement contribué à propager le culte de l'élan vital et à glorifier le mythe qui pousse à l'action, indépendamment du degré de vérité qu'il renferme. Il a le culte de la jeunesse, de l'aventure, de la lutte et de l'héroïsme, du sang et du sol, une haine des valeurs bourgeoises et

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Plon, Paris, 1925, t. 1, p. 75

2. Op. cit., p. 94.

3. Op. cit., p. 96.

4. Op. cit., p. 99.

une foi dans les valeurs de l'instinct, un certain romantisme de l'action, une mystique activiste, une énergie et une force de refus. Sa nation n'est pas la réunion de citoyens que rapproche le lien du droit, lien hérité d'une culture et assumé par la raison et la volonté, mais elle est une fusion dominée par l'irrationnelle transcendante. Barrès, vers la fin de sa vie, se refuse à être l'Européen qu'il fut au temps des *Taches d'encre*, et il l'écrit dans le dernier volume des *Cahiers*, en ne reniant néanmoins pas sa fidélité, ni son admiration pour Goethe :

« Le bon Européen, quelle baliverne ! Il n'y a pas d'esprits européens. Chacun est Français, Anglais, Italiens, Allemand, et bien mal compréhensible à d'autres qu'à ses compatriotes. Hors de France, qui comprend La Fontaine, Molière, Racine ? Seulement certains hommes sont si hauts, Goethe, Léonard de Vinci, qu'on les voit de toute l'Europe. » (1).

Section 2 : Un conditionnement nationaliste par le déterminisme français

C'est le retour aux traditions qui exprime la conscience d'un peuple. Il faut revenir aux sentiments, aux préjugés qui sont liés à la vie traditionnelle et se méfier de ce qui est abstrait. Le thème de l'enracinement, qui est un contraire est surtout une thèse support d'un conditionnement national. Le renforcement et l'exaltation des énergies nationales qui doivent en découler sont une forme de mobilisation de l'esprit de la Revanche.

§ 1 : L'enracinement à un terroir et à ses morts comme thèse support d'un conditionnement national

L'avenir réside dans le passé, cette pensée l'éloigne de Fichte. Il veut que la France vive avec la mémoire de ses morts. La terre de Lorraine, la terre de France manifesterait dans les paysages le nombre immense de ceux qui l'ont façonnés et qui sont morts. On ne peut arracher la France

1. Maurice BARRÈS, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, p.72.

avec de telles racines. Barrès transfère dans son nationalisme son thème préféré d'écrivain d'inspiration romantique : les Français sont les héritiers de ceux qui vécurent sur le sol de France, dont la présence se fait encore sentir, et qu'il faut protéger. La nation, c'est l'histoire puisée à la source de ses morts. Ce n'est pas une idée abstraite :

« Pour faire accepter cette vue raisonnable, réaliste, de la patrie, il faut développer des façons de sentir qui existent naturellement dans le pays. On ne fait pas l'union sur des idées, tant qu'elles demeurent des raisonnements ; il faut qu'elles soient doublées de leur force sentimentale. A la racine de tout, il y a un état de sensibilité. On s'efforcerait vainement d'établir la vérité par la raison seule, puisque l'intelligence peut toujours trouver un nouveau motif de remettre les choses en question. Pour créer une conscience nationale, nous devons associer à ce souverain intellectualisme dont les historiens nous donnent la méthode un élément plus inconscient et moins volontaire. » (1).

Ce champ d'angoisse et cet appel à l'énergie qui est la substance du nationalisme barrésien est proche des penseurs allemands. Charles Andler, dans *La vie de Lucien Herr*, se plaît à le souligner, quand il écrit :

« Je me suis toujours fait fort de démontrer que le plus clair de la doctrine de Barrès, même à son état de maturité, quand elle a cherché son inspiration unique dans « la Terre et les Morts », et dès lors dans son antisémitisme, c'est du romantisme politique allemand. » (2).

I) Le triomphe du relativisme et de l'instinct

Même si son « germanisme » a déclenché son nationalisme, il est encore dans une première phase quand il écrit en novembre 1894 : « Le nationalisme est la loi des peuples modernes, il est l'aboutissement d'un long processus qui conduisit l'Europe du cosmopolitisme de l'Empire romain et de la chrétienté médiévale jusqu'à la Révolution » (3). Il pense que cette évolution qui : « se fait le long des siècles vers le nationalisme...c'est le sens de l'histoire, car elle s'achève par la libération de l'homme. » (4).

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 90.

2. Charles ANDLER, *La vie de Lucien Herr*, Paris, Maspero, 1977, p.153-154.

3. Maurice BARRES, « La protection nationale chez les peuples étrangers », *La Cocarde*, 21 novembre 1894.

4. Maurice BARRES, « Evolution nationaliste et contre la guerre », *La Cocarde*, 25 octobre 1894.

Ce pré-nationalisme de Barrès a encore quelques caractères communs avec le nationalisme jacobin. Il n'a pas encore totalement rejoint le nationalisme organique, qui postule un déterminisme d'ordre physiologique dont sera faite quelques années plus tard, la doctrine de la terre et des morts. Il conçoit le nationalisme comme « la conséquence immédiate de la Révolution » (1). Il s'applique d'ailleurs à démontrer, que la Révolution ne fut cosmopolite, que dans la mesure où elle proclama l'égalité de tous les hommes, mais qu'elle ne songea jamais à nier l'idée de patrie ou à supprimer les frontières : « Invitée à s'organiser, à disposer d'elle-même, l'Europe s'est groupée selon le principe des nationalités. » (2).

Dans le monde moderne : « l'idée de patrie (...) conserve sa valeur intacte. Peut-être même chaque jour l'augmente-t-elle. Les patries s'affirment et se créent dans ce siècle avec une intensité jusqu'alors inconnue. » (3). Son nationalisme postule, mais plus pour longtemps que : « l'idée de guerre n'est pas le complément nécessaire de l'idée de patrie. » (4), et que : « nous sommes nationalistes et fédéralistes, et ne considérons pas que l'idée de guerre soit partie nécessaire de l'idée de patrie. » (5). C'est pourquoi, il déclare croire : « au nom du sentiment nationaliste (...) à la fédération européenne »(6), et qu'il est aussi socialiste, car l'objectif du socialisme aurait été de veiller à maintenir l'harmonie en Europe, comme dans chaque patrie à empêcher qu'un groupe national écrase un autre groupe, de même que dans chaque nation, il y aurait lieu d'intervenir pour qu'une classe n'opprime pas une autre. Mais à condition que le socialisme ne touche pas à l'idée de patrie : « c'est une grande naïveté » écrit-il, « de penser que les vieux instincts héréditaires (...) qui constituent le sentiment patriotique se seraient soudainement

1. Maurice BARRES, *Contre les étrangers*, Paris, Grande imprimerie parisienne, 1893, p. 27.

2. Op. cit., p. 28.

3. Maurice BARRES, « Contre l'extension du pouvoir parlementaire », *La Cocarde*, 21 octobre 1894.

4. Ibid.

5. Maurice BARRES, « Hommage à un vrai républicain », *La Cocarde*, 21 février 1895.

6. Maurice BARRES, « Evolution nationaliste et contre la guerre », *La Cocarde*, 25 octobre 1894.

évaporés.» (1). Il considère le passé national comme le patrimoine commun à tous les Français, la conservation de ce patrimoine et la participation aux valeurs qu'il représente comme le signe distinctif de la nationalité : « On entend par nation un groupe d'hommes réunis par des légendes communes, une tradition, des habitudes prises par un même milieu durant une suite plus ou moins longue d'ancêtres.» (2), et réunis par « une même langue » (3). En 1895, il écrit encore :

« La religion d'un pays et ce qui constitue une nationalité, c'est précisément ce sentiment, ce frisson, cette communion qu'établit une date, un nom, Bonaparte ! La Révolution française ! (...) Voilà pourquoi, je n'insulterai jamais le nom du père des opportunistes... » (4).

Ainsi Barrès évoque cet héritage comme un tout indivisible, pour le meilleur comme pour le pire : ce sera l'une des grandes constantes de sa pensée, et aussi l'une des raisons principales de son refus de rallier l'Action française. A cette époque, il ne souligne pas encore la supériorité de la nation française. L'évolution politique de Barrès va connaître une croissance parallèle avec son angoisse face au « germanisme ». Elle va commencer par une phase de pré-nationalisme avec la période boulangiste qui est une révolte contre tout un ordre politique et moral, contre un monde « incolore », contre une société française opportuniste, dont il condamne son acceptation de la défaite de 1870 et son oubli de l'idée de la Revanche. Elle va se poursuivre par le déclenchement du nationalisme dans les années 1892, qui s'amplifie ensuite avec la lutte antidreyfusiste qui est une période de guerre civile, où la hantise de la désintégration de la communauté nationale, de son proche anéantissement conduit au rapprochement avec toutes les forces de l'ordre et de la conservation. Puis vient la phase ultime de l'antigermanisme où le culte du Moi se trouve transposé à un niveau supérieur ; l'enracinement de l'individu dans le temps et dans l'espace par

-
1. Maurice BARRES, « Contre l'extension du pouvoir parlementaire », *La Cocarde*, 21 octobre 1894
 2. Maurice BARRES, « Réponse à M. Edwards », *La Cocarde*, 22 octobre 1894.
 3. Maurice BARRES, « Evolution nationaliste et contre la guerre », *La Cocarde*, 25 octobre 1894.
 4. Maurice BARRES, « Pas d'archéologie », *La Cocarde*, 10 février 1895.

le biais de la terre et des morts est proposé comme la seule issue possible pour échapper au nihilisme, la liberté humaine se réduit à comprendre et à accepter les facteurs historiques qui conditionnent le développement de la personne individuelle. Il est évident que le voyage de 1896 en Moselle est un redoutable accélérateur. Au doute et au pessimisme sont opposées les certitudes de l'histoire; à l'artifice, le culte de l'énergie et de la vitalité ; à une civilisation vieillissante, la jeunesse ; à la désagrégation et à l'individualisme, le sens de la discipline ; au rationalisme scientifique, les forces de l'instinct.

Pour Maurras, qui se plaît à « façonner » Barrès selon son désir, Barrès aurait toujours été nationaliste (1). Si les affirmations de Maurras ne sont pas fausses, elles sont imprécises, car le nationalisme de Barrès n'est ni uniforme, ni linéaire. Il se radicalise par son angoisse du « germanisme ». Il est opposé à la réflexion sur une nation abstraite qui serait bonne pour l'ensemble des populations du monde. C'est d'ailleurs sa principale critique concernant la philosophie de Kant. Il n'y a pas une vérité nationale, mais il y a des vérités nationales. Pour Barrès la vérité de la nation en France, c'est la vérité française. Les nations sont différentes, parce qu'elles sont les produits d'une histoire différente, d'une tradition différente. C'est là, la *summa divisio* d'avec une conception kantienne. Barrès pense qu'il n'y a qu'une vérité nationale de terroir, une sorte de principe de subsidiarité dans la construction de la nation. La nation ne se construit pas par le haut de manière abstraite et volontaire, mais elle se découvre par le bas dans le temps, dans l'histoire et ses strates successives, dont aucune d'entre elles ne doit être ignorée

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 230 : « J'ai lu dans un livre récent que le chemin nationaliste n'aurait été pris par Barrès qu'après avoir découvert sa vallée de la Moselle : en 1896... Mais voyons ! Lorsque dix ans auparavant, à vingt-quatre ans, il se ralliait au général Revanche, il faisait une ardente campagne pour lui amener la jeunesse lettrée ; pouvons- nous le classer anarchisant : du moins au sens anti ou extra national ? N'était-il pas en 1889 un nationaliste fieffé, presque un vieux militant, quand il se présentait aux électeurs de Nancy comme candidat boulangiste et se faisait élire leur député ? Aux mêmes années ou aux précédentes, dans la revue *Les Tâches d'encre* qu'il rédigeait seul, il écrivait que « la tâche sociale à nous, jeunes hommes, était de reprendre les terres enlevées et de reconquérir les exilés. » ».

ou rejetée. La nation n'est pas une construction comme dans la méthode maurassienne, mais une découverte. Elle existe, et elle est unique. Il ne cherche pas à démontrer un système, mais il veut faire sentir le nationalisme aux Français comme une biographie. Il s'agit néanmoins d'une forme de conditionnement. Jean-Marie Domenach dans *Barrès par lui-même*, écrit :

« « Son nationalisme n'était pas d'ordre politique » écrit Malraux. En effet, il ne cherche pas à démontrer un système, à fortifier un parti, mais à inspirer des hommes qui se trouvent en trouvant la France, par une sorte de continuelle psychanalyse de la patrie. « Nationalisme, régionalisme, trop souvent demeurent des théories. Je les ferai sentir non point comme des doctrines, mais comme des biographies, nos biographies à nous tous, Français. » (...) Au contraire du jacobin et de l'universitaire kantien, qui se forment une abstraction de la France, Barrès la veut recevoir à tout moment, et pour ainsi dire communier à elle sous des espèces substantielles. » (1).

Le professeur Raoul Girardet, dans *Le nationalisme français*, démontre que la publication des deux premiers ouvrages du cycle des *Bastions de l'Est : Au service de l'Allemagne* (1905) et *Colette Baudoche* (1909) : l'histoire d'Ehrmann l'Alsacien qui sous l'uniforme allemand qui lui a été imposé conserve intacte sa fidélité française, et celle de Colette Baudoche la jeune fille de Metz qui refuse d'épouser un jeune Allemand, a pour Maurice Barrès plus qu'une valeur didactique. Ces héros nous donnent la signification véritable du nationalisme de Barrès : « La défense, contre les menaces extérieures qui visent à les anéantir, d'un héritage spirituel et moral, d'un système des valeurs confondus avec une certaine forme de civilisation et pleinement vécu au plus profond des consciences. » (2).

Son œuvre dès *Le Culte du moi*, s'est bâtie sur une critique du rationalisme moral et logique.

A rebours du positivisme et du néo-kantisme contemporains, dans une perspective vitaliste qui doit beaucoup, comme tant d'autres, à la relecture de Schopenhauer, la trilogie égotiste montre que les forces irrationnelles, l'instinct, l'enthousiasme et la passion, mènent le monde et les

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 43.

2. Raoul GIRARDET, *Le nationalisme français*, Seuil, 1983, p. 185.

hommes, et que celui qui l'ignore se condamne à ne pouvoir comprendre les ressorts profonds de la vie. C'est ce qui justifie, philosophiquement, son refus d'adhérer aux thèses des dreyfusards qui se battent au nom des principes de la raison morale et ses valeurs de justice et de vérité. Aux idéaux qu'il juge abstraits, il oppose ceux de la patrie, du sol et de l'instinct. C'est la critique du rationalisme humaniste qui détermine les choix esthétiques les plus audacieux de Barrès et ses engagements politiques. Les raisons pour lesquelles ils fustigent les intellectuels dreyfusards, ceux qu'ils nomment les logiciens de l'absolu dans *les Scènes et doctrines du nationalisme* sont celles-là même qui sous-tendaient l'argumentation de Philippe, dans *Le Jardin de Bérénice*, contre l'ingénieur Martin incapable de comprendre que le désir est la source profonde où l'individualité puise son énergie.

Les principes qui fondent la politique et l'idéologie de Barrès sont les mêmes qui motivent sa poésie et sa poétique. Il s'agit de promouvoir un art qui révèle à l'homme dans une confrontation pathétique, ressortissant souvent à une esthétique du sublime, les puissances irrationnelles qui régissent tout autant la vie intérieure que le monde extérieur. Dans *La mort de Venise* en 1903, il réitère ses choix esthétiques, à partir de l'idée d'universalité qui jalonnent sa doctrine :

« Rien ne m'importe qui ne va pas fouiller en moi très profond, réveiller mes morts, éveiller mes futurs. Je ne dédaigne point les grandes courses de taureaux, car le péril et le meurtre trouble les jeunes femmes, ni certaines danses, car elles paraissent asservir la beauté à la force mâle qui se repose et qui regarde. Voilà des spectacles d'une valeur universelle. Ils agissent sur notre inconscient et par là, en tous lieux, à toutes époques, ils intéressent la vaste humanité, ou, plus vaste encore, l'animalité chez l'homme. » (1).

L'universalité, ainsi affirmée, n'est pas celle du logos et des fins morales, comme chez les positivistes et les néo-kantiens, mais celle de l'inconscient, ne prenant pas en compte les racines

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, La mort de Venise*, in *Amori et Dolori sacrum*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 16-17.

particulières qui irriguent et charpentent la vie intérieure de chacun :

« Ce kantisme de nos classes, prétend régler l'homme universel, l'homme abstrait, sans tenir compte des différences individuelles. Il tend à former nos jeunes lorrains, provençaux, bretons, parisiens de cette année d'après un homme abstrait, idéal, identique partout à lui-même, tandis que nous aurions besoin d'hommes racinés solidement dans notre sol, dans notre histoire, dans la conscience nationale, et adaptés aux nécessités françaises de cette date-ci. La philosophie qu'enseigne l'Etat est responsable en première ligne si des personnes croient intellectuel de mépriser l'inconscient national et de faire fonctionner l'intelligence dans l'abstrait pur, hors du plan des réalités. » (1).

A nouveau apparaît le lien qui unit individualisme et nationalisme. La construction complète de soi implique la reconnaissance entravée par l'enseignement rationaliste qui prévaut dans la société du temps, des racines et du sol particulier qui les a formées. Contre l'idéal abstrait de la raison pure, il veut mobiliser l'idéal concret des forces d'en bas, de la terre et des morts. Déjà, en 1893, les propos d'un roman comme *L'Ennemi des Lois* était de bâtir une micro-société délivrée des contraintes de la raison morale. Les personnages André et Marina, accompagné du chien Velu, font l'expérience avec le sensuel coudoisement du peuple dans les ruelles vénitiennes, d'une communauté uniquement régie par les lois du désir et de l'inconscient. A Maurras, Barrès écrit de Sienne, en avril 1894 :

« Dans *L'ennemi des Lois*, j'ai prétendu poser simplement ceci : nous sommes à un instant où nous n'admettons plus qu'on fasse marcher qui que ce soit par la contrainte. Voilà. Et le volume s'arrête à l'entrée d'un phalanstère. Comment cette société sans contrainte serait-elle possible ? C'est la suite à écrire. Et je m'occupe dès maintenant de l'organisation d'une publication intitulée *L'Ennemi des Lois et le Contrat social*. » (2).

Une telle société, libérée des contraintes qu'impose la loi morale aux flux des désirs et des pulsions, Barrès la conçoit tout d'abord, dans l'espace de la fiction, sur le mode de l'utopie, avant d'en désirer la réalisation empirique et de la concevoir sous la forme d'une nation, c'est-à-dire une communauté de sentiments, de souffrances et d'instincts. Il n'y a pas de changement

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 60.

2. Maurice BARRES, Charles MAURRAS, *La République et le roi*, correspondance inédite 1888-1923, Lettre de Barrès à Maurras du 9 avril 1894, Paris, Plon, 1970, p. 76-77.

de cap, mais la poursuite d'une même réflexion. La doctrine que Barrès annonce à Maurras ne prendra pas la forme d'un ouvrage intitulé *l'Ennemi des Lois et le Contrat social*, mais l'idée n'en est pas pour autant abandonnée : l'idéologie nationaliste qu'invente Barrès et qui culminera avec *les Scènes et Doctrines du nationalisme*, se veut une façon de participer à la réalisation de l'utopie d'une société qui ne serait pas régie par les contraignantes lois de la raison, mais par celles-ci plus naturelles, de l'instinct et du désir.

Barrès, nationaliste, affirme refuser désormais ce qui jadis dans ses relations avec l'Allemagne avait de l'attrait pour lui : l'individualisme volontiers anarchisant, l'Allemagne maîtresse d'idéalisme, les libres échanges intellectuels entre nations, le socialisme. *Les Déracinés* sont l'œuvre par laquelle il gagne sa maturité ; il est vrai qu'il y perd aussi sa jeunesse, puisqu'il en fait des souvenirs instructifs. Barrès se soumet à un ordre qui le transcende et en même temps le soutient : l'homme libre accepte son déterminisme comme une force, comme un rempart face aux dangers et à l'angoisse. Bouteiller exerce sur ses élèves une influence néfaste, parce qu'il fait de lycéens français des citoyens de l'humanité, des affranchis, des initiés de la raison pure et ne leur montre pas le lien qui les attache à leur sol natal, à leur région. Il développe en chacun d'eux une affirmation désespérée de soi même ; ils se composeraient une sorte de nihilisme cruel. Barrès se rappelle bien sa propre histoire. Au lieu d'une métaphysique qu'il estime désolée, qui conduit à l'anarchisme et la France à la ruine, il propose la sagesse tainienne et « goethienne », la philosophie pratique et relativiste qui adapte l'individu à sa fonction et l'enracine dans son terroir. La thèse des *Déracinés* est régionaliste et le tort de Bouteiller et des républicains au pouvoir aurait été de prétendre éduquer tous les jeunes français sur un type uniforme, de vouloir assurer des serviteurs et des électeurs dociles au pouvoir central. De même que Taine, Barrès conclut qu'une telle conception s'oppose à la diversité et à la complexité de la vie, mais il se distingue de son maître en accusant de ces méfaits le kantisme et non plus l'esprit latin. Pour

Barrès, ce sont les influences « exotiques », c'est-à-dire germaniques qui altèrent l'esprit français. Mais le diagnostic est le même : la France avec un tel régime ne peut que périr. Ses « mauvais maîtres » vont, répétant que la patrie est une idée, une tradition spirituelle ; ils prétendent sauver son âme, mais en fait : nous n'avons pas subi seulement un « Sedan militaire, politique, financier, industriel », mais surtout un « Sedan intellectuel ». La France est « dissociée et décérébrée ». Au lieu de se rassembler dans une même volonté les Français vivent désunis, au lieu de s'attacher à défendre leurs intérêts communs, ils vivent leurs discordes. Mais les intérêts communs existent dans l'histoire et la géographie ; ils constituent la patrie. Dans *L'appel au soldat*, le chapitre consacré à « La vallée de la Moselle » est l'illustration de cette idée qu'une nation est un territoire où les hommes possèdent en commun des souvenirs, des mœurs et un idéal héréditaire. Dans les paysages que Sturel et Saint-Phlin contemplant, ils s'interdisent de « divaguer » mais veulent obstinément discerner dans la nature la marque de l'homme ; une nation est d'abord un territoire, qu'humanise ensuite le travail des générations. Sur cette pensée chère à Michelet, Barrès bâtit une éthique nouvelle, fondée sur la fidélité à la prédestination et sur l'héritage des ancêtres. La véritable liberté consiste à accepter la discipline imposée par le passé et à comprendre sa nécessité profonde ; ainsi l'aisance naturelle sera conquise pour un peuple qui connaît et accepte les conditions de son développement.

Plus encore que la dénonciation de la forte influence du kantisme dans l'enseignement et le monde universitaire, ce que Barrès critique, ce sont les fondements de la doctrine elle-même. Le kantisme paraît avoir déposé dans l'enseignement de la morale en France, l'idée de la dignité humaine, de la personne fin en soi et non moyen. Il a fourni une formule heureuse à une morale de culture individuelle. Mais Barrès n'a jamais véritablement lu Kant. Autrement on pourrait se demander : comment pouvait-il voir dans les *Critiques de la Raison pure*, une doctrine du nihilisme et dans la morale kantienne, dont l'idée centrale est l'autonomie de la volonté sous la

loi de la raison, une école d'intolérance ? S'il est une idée contre laquelle toute la morale kantienne est à l'état de défiance et de refus, c'est bien celle de consignes reçues du dehors. Néanmoins, il ne faudrait pas penser qu'un simple malentendu provenant d'une fausse interprétation de la doctrine suffise à expliquer l'attitude de Barrès vis-à-vis de kantisme. Dans *Sous l'œil des Barbares*, l'un des personnages s'exprime ainsi : « Vos maîtres, leurs livres et leurs pensées diffuses vous firent une excellente vision, un monde d'où est absente l'idée du devoir (l'effort, le dévouement) sinon comme volupté raffinée. » (1). Barrès confondra toujours sa tâche et son plaisir et se situera à l'opposé de l'attitude kantienne. L'idée du devoir, d'un devoir qui a la majesté d'une loi souveraine de la conscience, paraît absente de l'esprit de Barrès. Après une période de vagabondage, la sensibilité barrésienne a élu pour objectif exclusif de son culte de la tradition, une certaine tradition lorraine et française, et il écrit : « je ne puis accepter que la loi à laquelle mon esprit s'identifie », déclaration qui n'est pas antikantienne sous cette forme, mais qui le devient lorsque Barrès ajoute : « Plus j'ai d'honneur en moi, plus je me révolte si la loi n'est pas la loi de ma race. » (2). Voilà le point où s'engage le véritable débat entre Barrès et la morale kantienne ou plutôt entre Barrès et toute morale philosophique ou religieuse qui veut être universelle. Il s'agit de savoir si la race, c'est-à-dire les manières héréditaires de sentir et de penser doivent être considérées comme des critères décisifs du bien et du vrai, ou si nos vérités propres, dont Barrès nous engage à prendre conscience, ne comprennent que des vérités françaises, ou allemandes et non aussi, comme leur complément nécessaire et leur couronnement, des vérités humaines, car : « Une demi-culture détruit l'instinct sans lui substituer une conscience. » (3). Comment remédier au mal du déracinement ? *Le Roman de l'énergie nationale*

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Sous l'œil des barbares*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 61.
2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 68.
3. Op. cit., p. 49.

n'entend pas se borner à en signaler le danger. Il suggère aussi le remède pour permettre à la conscience d'un pays comme la France de se dégager : il faut raciner les individus dans la terre de leurs morts. Dans le troisième tome de ses *Cahiers*, Barrès tente de démontrer que l'éducation d'un individu ne consiste pas à lui faire apprendre par cœur les plus beaux aphorismes du monde, mais à déchaîner en lui de la musique, en facilitant la pleine jouissance des forces accumulées par sa série héréditaire. C'est une manière de le rendre invincible et imperméable aux invasions du « germanisme » car : « Désormais, au fond de lui, il y aura une solidité plus forte que toutes les dialectiques, un terrain pour résister à toutes les infections, une croyance, c'est-à-dire une santé morale. » (1). Que l'influence des ancêtres soit permanente et les fils seront énergiques et droits, c'est vers cette conclusion que Barrès achemine par conditionnement progressif, le lecteur, qui suit à travers les péripéties de leurs existences et de leurs expériences les sept jeunes Lorrains des *Déracinés*, que l'enseignement du lycée, la vie factice de l'internat et du collège ont arrachés à leur sol nourricier pour en faire des intellectuels.

II) L'accession à « un idéal héréditaire français »

Depuis sa lecture d'Auguste Comte, Barrès pense que l'homme est déterminé et qu'il n'y a pas de contingence possible : « Il n'y a même pas de liberté de penser. Je ne puis vivre que selon mes

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, 1931, Plon, p. 160-164-165 : « D'étape en étape, j'ai vérifié cette grave parole faiseuse de paix qu'on ne donne à un homme que ce qu'il possède déjà. Je demande simplement à l'instruction primaire qu'elle facilite pour chaque individu la pleine jouissance des forces accumulées par sa série héréditaire. Cette tradition de ses morts et de sa terre que chacun doit retrouver dans sa conscience, elle ne consiste point en une série d'affirmations décharnées dont on ne puisse tenir catalogue. Et plutôt que des jugements sur la société, c'est un sentiment général de la vie, c'est une manière de réagir commune en toute circonstance à des gens de même formation. Il ne servira guère qu'à un enfant je fasse apprendre par cœur les plus beaux aphorismes du monde ; il faut que je trouve des images qui soient vivantes pour un petit garçon dans sa vie de tous les jours, des images, entendez-moi bien, qui déchaînent en lui de la musique.. ».

morts. Eux et ma terre me commandent une certaine activité.» (1). Et plus encore, épouvanté par sa dépendance, Barrès se considère même comme impuissant à créer (2). Enfin et contre les divisions venant des conceptions intellectuelles, Barrès veut créer une unité nationale autour du sentiment :

« On ne fait pas l'union sur des idées, tant qu'elles demeurent des raisonnements ; il faut qu'elles soient doublées de leurs forces sentimentales. A la racine de tout, il y a un état de sensibilité. On s'efforcerait vainement d'établir la vérité par la raison seule, puisque l'intelligence peut toujours trouver un motif de remettre les choses en question. Pour créer une conscience nationale, nous devons associer à ce souverain intellectualisme dont les historiens nous donnent la méthode un élément plus inconscient et moins volontaire. » (3).

Le professeur Marcel Prélot, dans son *Histoire des idées politiques*, souligne le caractère déterminant de l'élément émotif dans le nationalisme de Barrès (4). Cette énergie dont la France a besoin, selon Barrès, ne peut venir que de son passé national, de la terre et de ses morts. Il s'assigne donc, comme mission de redonner aux Français le sentiment des traditions françaises, de les enraciner sur le sol de France. Le nationalisme de Barrès part de l'énergie puis se prolonge par l'héritage. Initialement c'est un appel à l'exaltation individuelle, puis il évolue logiquement vers un nationalisme de défense territoriale et intellectuelle. Il y a chez cet auteur un dialogue constant entre une âme masculine et une âme féminine. Mais sa doctrine est celle d'une France qui se protège, en se repliant sur elle-même, pour y retrouver et y puiser ses forces.

Barrès à la fin du XIX^e siècle s'efforce d'unir, de fédérer tous les mouvements qui se réclament du nationalisme, doctrine qu'il a définie en 1892 : « Tout système relativement cohérent de pensée, de sentiments et d'émotions essentiellement centré sur la défense et l'exaltation de l'idée

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 12.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 90.

4. Marcel PRELOT, *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz, 1961, p. 529.

nationale.» (1). Au carrefour de mouvements rivaux, il évite d'entrer dans des querelles stériles, met l'accent sur ce qui peut rassembler la Ligue des patriotes de Déroulède dont la mission est à ses yeux « l'action dans la rue », la Ligue de la Patrie française vouée au combat électoral, et *L'Action française* enfin, à laquelle il assigne une tâche d'éducation. Sans se laisser impressionner par les querelles doctrinales ou de personnes, il participe d'assez près aux activités de ces trois organisations qui impuissantes sur le plan électoral, n'en sont pas moins les vecteurs d'un mouvement d'opinion extrêmement fort, très sensible aux thèmes qu'il développe. Au printemps 1902, il s'inquiète car le nationalisme lui semble en perte de vitesse, et il écrit : « Les obsèques grandioses de Zola, ce sont les « obsèques du nationalisme. » (2). Le 5 avril 1903, Barrès se présente à une élection législative partielle dans le IV^{ième} arrondissement de Paris, il est battu par le radical Deville, candidat du bloc, et il est alors envahi par une forme de dépit : « J'ai été du baptême du nationalisme, je suis de son enterrement. » (3). Barrès impute alors cette défaite à la faiblesse doctrinale du parti nationaliste :

« On ne s'est pas appliqué à donner au nationalisme un programme nationaliste. Je sais ce que c'est que le nationalisme, mais je ne sais pas ce que c'est que le parti nationaliste. On ne m'a jamais montré qu'un parti antiministériel. Un homme comme Jaurès, se présentant avec un globe d'idées, doit prendre forcément, sur l'imagination des masses populaires, autrement d'importance... » (4)

Ces critiques s'adressent à la Ligue de la patrie française qui se veut un organe de réflexion, et à son incapacité de traduire, en terme politique, la théorie de la terre et des morts, et de se présenter devant le pays avec une doctrine capable de contrebalancer la mystique socialiste. Car Barrès voulait fournir au nationalisme une idéologie susceptible de rivaliser avec la républicaine ou la

1. Maurice BARRES, « La querelle des nationalistes et des cosmopolites », *Le Figaro*, 4 juillet 1892.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 51.

3. Op. cit., p. 363.

4. Ibid.

socialiste. Sans réelle modestie, son ambition était d'être le « Victor Hugo du nationalisme » :

« Je voudrais marquer, le caractère du *Roman de l'énergie nationale*. Ce sont *les Misérables*, *les Châtiments* qui ont jeté bas l'Empire. Comme *Les Misérables* ont fourni le fumier d'où est née la pensée radicale, républicaine, je voudrais que *les Déracinés*... » (1).

Il a cherché à éviter les erreurs commises naguère par le parti national au moment du boulangisme, et il a donc voulu : « doubler l'enthousiasme des masses par l'affirmation des principes. » (2), tout en entretenant, grâce à la Ligue des patriotes une constante agitation, afin de préparer une intervention extraparlamentaire. « Parlons net, je n'attendais rien d'une action électorale ; j'attendais tout d'une intervention d'un autre ordre à laquelle nous devons préparer l'opinion. » (3). Voilà pourquoi, en octobre 1901, Barrès quitte le Comité directeur de la Patrie française, car il refuse de s'associer à une entreprise destinée à subir l'échec et le sort du boulangisme : « Je ne vois pas les doctrines de Lemaître. Celles de Coppée sont extrêmement courtes. » (4).

La mort de ses parents sera déterminante pour la politique barrésienne. La mort de son père en 1898 et surtout en 1901, celle de sa mère qu'il chérissait, vont le bouleverser et le contraindre à faire de nouveau un retour sur lui-même :

« Chacun porte dans sa conscience des images douloureuses et vénérées auprès desquelles le monde est sans couleur. Un deuil, en ne laissant sur les objets aucune beauté qui pût m'attirer et en me disposant aux pensées graves, m'a rappelé à ma vraie destinée. » (5)

La Lorraine devient un lieu où le Moi s'enracine et dialogue avec ceux qui, avant lui, l'ont constitué. La Lorraine devient pour l'écrivain, par la mort des êtres chers, étrangement vivante et parlante. L'enracinement est d'abord enracinement à soi, à sa douleur, à son histoire personnelle.

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 163.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 106.

3. Op. cit., p. 100.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 93.

5. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 6.

Barrès a toujours été comme instinctivement attiré par la mort, parfois jusqu'à se brûler. Sa vision pessimiste du monde il l'a puisé chez Taine. Il y a une perte de la foi de l'homme quant au pouvoir de l'homme de diriger la marche de l'univers. Son culte de l'histoire est imprégné de ses méditations sur l'histoire, son pessimisme est issu de cette forme de déterminisme qu'il professe alors. Celui qui se voulait un professeur d'énergie, qui travaillait à recréer de l'énergie nationale ne cesse paradoxalement de s'interroger : « la vie vaut-elle la peine d'être vécue ? oui » écrit-il, mais : « La mort demeure toujours la mesure de mon sentiment... » (1). Dans sa conception : « la vie est brève est triste » (2) ; et il : « pense qu'il faut aller aussi dans les endroits où l'on meurt pour apprendre à se résigner. » (3) ou pour éprouver « une intensité véritable » (4). Il n'est point d'intensité véritable, où ne se mêle l'idée de la mort et il s'en prend violemment à tous ceux qui, tel Jaurès, professent une vision du monde optimiste, béate, en s'appuyant : « sur une certaine conception joyeuse de la vie, un épanouissement à la lumière. » (5). Ce profond pessimisme angoissé implique le repli sur soi-même, la défense de l'existant. Barrès veut édifier un barrage, comme Maurras veut élever des remparts, qu'il veut infranchissable, il veut conserver la France. Son symbole est le platane des Invalides de Taine, qu'il cite dans *Les Déracinés*. Il figure le symbole d'une formation idéale, car à l'image de l'arbre, un homme, une nation sont essentiellement une continuité. Mais c'est aussi un héritage qu'il faut préserver. Le révolté de *l'Ennemi des Lois* a fait place à un gardien vigilant de son héritage. Le traditionalisme a une place importante dans la pensée nationaliste de Barrès, il doit suppléer aux carences de la

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Plon, Paris, 1931, p. 108.

2. Op. cit., p. 89.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Souvenir de Pau de Béarn in Amori et Dolori sacrum*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 242.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les bijoux perdus in Du sang, de la volupté et de la mort*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 407.

5. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 8, 1909-1911, Paris, Plon, 1934, p. 72.

mystique nationaliste, car il possède l'énorme avantage de puiser ces racines dans un terrain immuable. Ce qui existe à une valeur positive parce que cela est né lentement et graduellement, parce que cela incarne le génie de la nation tel qu'il s'est exprimé à travers les siècles. La présence de l'immédiateté du passé tout entier devient une expérience réelle : le passé est considéré comme virtuellement présent, il est une source de certitude, de plénitude et de puissance morale et d'ordre, pour résister et pour dominer ses angoisses du « germanisme » :

« J'entrevois quand je me baigne dans la tradition française, j'entrevois, je ressens mon plein bonheur. Je vois dans notre histoire, dans notre littérature où dominant l'ordre et le sens de l'honneur, ma propre subsistance. Toute modification de ces forces porte préjudice à ma jouissance et nie les parties de moi-même. Je demande que la France, ou plutôt que l'idéal des Français, Ronsard, Racine, Chateaubriand, Corneille, Napoléon, continue de fleurir. Je n'ai pas besoin qu'ils soient altéré. Voilà pourquoi je suis conservateur et ne veux pas que l'on désorganise l'Etat français. » (1).

Dix ans plus tard, il écrit : « Il faut des institutions traditionnelles, une éducation nationale, une religion acceptée. Sans quoi c'est une décadence de l'esprit. » (2). Barrès accepte les lois de l'histoire, il s'agit aussi bien d'un phénomène psychologique que d'une attitude politique. Sur ce point, il s'oppose à Maurras, car il a saisi les contradictions du nationalisme intégral, il sait qu'en se refusant de faire la paix avec la Révolution française, le nationalisme « post-Sedan » se condamnerait à l'impuissance et s'étiolerait finalement en mythe rétrospectif. C'est pourquoi plus encore que l'égotisme, le nationalisme n'est pas qu'un système de pensée ou qu'une construction intellectuelle, c'est surtout un écheveau de ce que Barrès nomme des « raisons vivantes », c'est-à-dire des souffrances, des passions, des souvenirs et des émotions qui font vivre l'idée, lui donnant corps jusqu'au tréfonds de l'être : « Nationalisme, régionalisme trop souvent demeurent des théories. Je les ferai sentir non point comme des doctrines, mais comme des biographies,

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 67.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 280-281.

nos biographies à nous tous Français. » (1).

Si le « germanisme » est la représentation d'une souffrance et d'une angoisse, il favorise néanmoins le renvoi de chaque membre de sa génération à son individualité, à sa propre histoire, à ses épreuves, à un mouvement d'introspection nécessaire qui doit mener à la reconnaissance de l'élément commun ; non une idée abstraite mais un ensemble composite et sensible que Barrès nomme nation, opposant à la dialectique et aux démonstrations logiques la vérité et la puissance du cœur. La démarche analytique commencée par le culte égotiste et s'achevant par la découverte en soi, après un long travail de forage d'une source, s'offre à ses contemporains comme exemplaire : itinéraire d'un individu qui prend conscience qu'il est le fruit de ses ascendances mortes et qui invite ses lecteurs à faire de même et à poursuivre dans l'engagement nationaliste le lent travail d'édification de soi par soi, entrepris dans la solitude et le dédain suprême. Dans le nationalisme Barrésien, la Nation c'est la fondation, c'est le socle indispensable, indestructible face à la force du « germanisme », qui elle s'appuie sur une véritable race. Ce déterminisme, qui s'exprime sous des formes multiples est à la base du nationalisme barrésien, puisqu'il écrit : « le fait d'être de même race, de même famille, forme un déterminisme psychologique. » (2). Il s'ensuit logiquement qu'« un nationaliste, c'est un Français qui a pris conscience de sa formation. Nationalisme est acceptation d'un déterminisme. » (3). C'est ainsi que l'on passe de l'ancienne théorie de la collectivité conçue comme un agrégat d'individus consacrés par la Révolution française, à une théorie de la solidarité organique : « On admet, qu'un peuple évolue selon les mêmes lois qu'un individu . » (4)

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 9.

2. Op. cit., p.16, note 1.

3. Op. cit., p. 10.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Evolution de l'individu dans les musées de Toscane in Du Sang, de la volupté et de la mort*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p 445.

Il fait donc apparaître la nation comme un organisme vivant, être animé ou arbre ; l'arbre occupant d'ailleurs une place privilégiée dans l'imagerie barrésienne : « la génération présente n'est qu' « un fruit de cet arbre » qu'est la nation. » (1). Aussi le nationalisme n'est-il pas qu'une doctrine politique, mais plutôt : « une discipline générale, une manière de concevoir la vie. »(2) « une formule que l'on retrouvera chaque fois qu'on en aura besoin » (3). Le nationalisme est aussi une éthique, un ensemble de critères de comportement dicté par l'intérêt général, critères qui existent indépendamment de la volonté de l'individu. Le devoir de l'individu et de la société est de les découvrir, mais ne peuvent y parvenir que ceux qui participent « à la conscience nationale », définie comme : « l'entente de gens qui sont réunis depuis plusieurs générations dans les mêmes institutions sociales pour affirmer des intérêts moraux communs. » (4). Contre les abstractions des intellectuels, Barrès affirme poser la réalité concrète de la nation comme fondement de l'organisation politique : « Nous sommes décidés à prendre notre point de départ sur ce qui est et non pas sur notre idéal de tête. » (5). Cette réalité, c'est la terre et les morts. Cette adoration du concret rappelle la détermination de l'homme chez Taine par les forces concrètes de la race, du milieu et du moment : « Le nationalisme, c'est de résoudre chaque question par rapport à la France. Mais comment faire, si nous n'avons pas de la France une définition et une idée commune ? » (6). Barrès qui pensait que la vérité dans les *Déracinés*, c'est ce qui satisfait les besoins de notre âme, s'élèvera plus tard, contre les : « misérables qui veulent enseigner aux enfants la vérité absolue » alors que selon lui : « il faut enseigner la vérité française, c'est-à-dire

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 181.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 317.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris Plon, 1931, p.132.

4. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 221.

5. Op. cit., p.87.

6. Op. cit., p.86.

celle qui est la plus utile à la nation. » (1). En aucun cas, il ne peut être question de justice objective, de critères s'appliquant à tout individu en toute circonstances : « Plus j'ai d'honneur en moi, plus je me révolte si la loi n'est pas la loi de ma race. » (2). Selon Barrès, l'instinct, le sentiment intuitif et irrationnel, l'émotion et l'enthousiasme sont les forces profondes qui déterminent le comportement humain. Dans le meilleur des cas, la raison ne peut que s'appuyer sur : « la connaissance du cœur et de l'instinct » (3). Ce n'est pas la raison, mais seule la passion active qui est la vraie source de l'action : « je magnifie la splendeur italienne, la passion qui ne sommeille pas et qui a les gestes de la passion : la passion active. » (4), car l'enthousiasme est un réservoir d'énergie, et l'émotivité une grande qualité humaine. Pour Barrès, ce ne sont pas d'abord les idées qui font l'homme, mais ce sont les sentiments.

L'essence du Moi est de sentir ; le monde extérieur n'a de valeur que dans la mesure où il peut enrichir le Moi. L'analyse reste la même quand il s'agit du groupe humain. Ce qui est neuf dans Barrès, c'est l'amalgame dans une même doctrine de thèmes issus de courants de pensée différents et souvent même contradictoires. Le caractère novateur vient de la liaison fondamentale qu'établit Barrès entre les impératifs du nationalisme et les principaux thèmes du conservatisme politique d'une part, et les éléments essentiels de la réaction antirationaliste et antihumaniste de la fin du XIX^e siècle d'autre part.

Mais c'est dans la conception hégélienne et la notion de liberté qu'elle implique, que Barrès a puisé sa foi fondamentale dans le processus dialectique et la conviction que le monde n'est qu'un

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, Paris, p. 86.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t.1, p. 68.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 7, 1908-1909, Paris, Plon, 1933, p.185.

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Les deux femmes du bourgeois de Bruges in du Sang, de la volupté et de la mort*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 374.

vaste processus de devenir. Il en tire le concept de relativité :

« Hegel nous a appris, j'imagine, sans qu'il y ait à revenir là-dessus, qu'un fait n'est pas isolé, borné, mais indéfini ; qu'une chose ne se termine pas en elle-même, mais tient à un ensemble ; que tout dans l'univers se limite et se prolonge. Rien n'est faux, rien n'est complètement vrai : tout est un élément de vrai, une phase d'un développement indéfini dont l'ensemble serait la vérité. » (1).

Cependant l'approbation donnée par Hegel à l'Etat prussien est sensiblement différente de la glorification de la nation et du caractère sacro-saint que revêt, aux yeux de Barrès, l'intérêt de la France. Pour Hegel, le gouvernement prussien est digne d'une obéissance absolue, parce que c'est un pouvoir rationnel, le gouvernement du droit est fondé sur un équilibre de forces forgé par les différents groupes d'intérêt. Cette conception de l'obéissance due à un pouvoir rationnel est inexistante dans le système barrésien où rationalité et réalité sont considérées comme deux notions étrangères l'une à l'autre. Pour Barrès, la réalité est irrationnelle par essence. La politique devient par conséquent l'art d'en appeler au subconscient des foules et à leur instinct, même s'il agit et tente de le canaliser et de le conditionner. La politique telle que Barrès la conçoit ne saurait connaître d'autres normes que celles issues des mouvements de la sensibilité collective ; de plus, elle postule la subordination absolue de la raison individuelle à la raison collective, fruit de l'inconscient national. Barrès place l'individu au point de convergence des forces obscures, qui depuis l'origine de la race se sont développés à travers ses ancêtres : l'homme est déterminé par sa terre et par ses morts. S'insurger contre les lois de sa race, dictées par l'inconscient collectif, est un crime « inexpiable », c'est un crime aussi que d'affaiblir la collectivité au nom de quelques principes abstraits comme la justice. L'homme, affirme-t'il, n'aurait été que le produit de sa race. Barrès se fonde sur un déterminisme physiologique, sur un relativisme moral et sur un

1. Maurice BARRES, « La fédération donne à tous une patrie », *De Hegel aux cantines du nord*, Paris, Sansot 1904, p. 35-36

irrationalisme extrême ; la pensée barrésienne, telle qu'elle se fixe définitivement en ce début de XX^e siècle, traduit bien une nouvelle orientation intellectuelle. Elle remplace la démarche analytique de l'intellect par l'intuition infaillible des masses ; elle propage le culte de l'élan et glorifie l'instinct qui pousse à l'action ainsi que l'émotivité qu'elle juge supérieure à la raison. Prise isolément la raison est vouée à la stérilité : une tendance trop poussée à l'analyse intellectuelle affaiblit la volonté, émousse la vitalité, étouffe la voix des ancêtres. Elle diminue, en outre, la confiance en soi instinctive de l'individu ou l'amène à se dresser contre les vérités de la race. L'intellectualisme engendre par conséquent l'individualisme et détruit les impulsions élémentaires de l'homme. L'éthique nationaliste de Barrès ne conçoit l'homme que comme le véhicule de forces produites par la collectivité : ses qualités personnelles n'ont qu'une importance secondaire. Le jeune professeur Asmus, fiancé de Colette Baudoche est le véhicule du « germanisme », il ne peut pas changer. Le « germanisme » s'attaque à l'organisme français, il faut, selon Barrès, le combattre et le détruire.

Bien plus tard, il est intéressant d'observer que Louis Aragon, qui a toujours affirmé : « je me considère comme barrésien » (1), va reprendre le nationalisme de Barrès comme un bouclier face à la nouvelle Europe qu'il rejette, en écrivant :

« J'ai le regret d'avoir à dire que, pour étroit qu'il soit, le nationalisme de Barrès est plus proche de ce que je ressens, et sans doute de ce que ressent aujourd'hui l'avant garde ouvrière dans notre pays (...) car, comme Barrès, les hommes de notre peuple ne sont pas disposés à sacrifier ce qui est national à une Europe, par exemple, fabriquée par MM. Blum et Churchill et financée par M. Marshall. » (2).

Le nationalisme barrésien, s'il est la politisation d'une angoisse, constitue une vision complète de l'homme et de la société. Son objectif est de créer un monde de certitudes face au « germanisme », solide, « purifié » des apports étrangers et son but est de rendre aux Français

1. Louis ARAGON, *La lumière de Stendhal*, Paris, Denoël, 1954, p. 269.
2. Op. cit., p.265.

leur authenticité, en leur faisant entendre la voix du sang et rétablir l'unité compromise de la nation. Il croit, lorsque la voix de la terre et des morts parlera en chaque Français, lorsque les individus réagiront de façon identique, que ceux-ci donneront la même réponse aux problèmes qui se poseront à la France. Cette unanimité une fois acquise, les problèmes politiques et sociaux se réduiront à des questions de détails, le prolétariat sera intégré dans la nation devenue une communauté régie par les mêmes valeurs, épurée et disciplinée, solidement armée pour affronter, dans la lutte pour la vie le « germanisme ». Sa phobie sur l'activité des agents du « germanisme » restera sans effet, nulle conspiration ne pourra plus ronger l'organisme national. Un Etat fort veillera à concilier les intérêts divergents et établira de solides barrières protectionnistes. Alors sera enrayé le processus de décadence, dans lequel s'est engagé le pays et seront cultivées les vertus de l'action et de l'héroïsme. Il veut donner à la vie un sens nouveau. C'est pourquoi l'éthique du nationalisme barrésien se présente comme une religion nouvelle possédant sa propre mystique et rejetant le monde tel qu'il est dans sa totalité. Barrès en vient à considérer la nation comme une réalité sacrée, une transcendance qui peut se substituer au sacré chrétien sans inconvénient, et même avec profit, puisqu'elle est plus universelle dans un pays en partie laïcisé.

§ 2 : L'exaltation des énergies françaises dans le culte de la Revanche

Les énergies françaises vont se déployer dans un but prioritaire, reconquérir et faire front face au « germanisme ».

I) Le triomphe nécessaire des énergies nationales

Barrès refuse la République parlementaire, car il affirme qu'elle s'est installée dans la défaite et qu'elle semble accepter celle-ci, en se tournant de manière exclusive vers l'expansion coloniale. Il s'oppose à son personnel et à sa doctrine. Le kantien Burdeau apparaît par son volontarisme,

son universalisme, ses principes absolus et abstraits, l'adversaire type du déterminisme, du particularisme, du relativisme concret qui sont les piliers du sentiment national. Bouteiller est condamné très fréquemment sous le terme générique d'intellectuel, type d'individu : « persuadé que la société doit se fonder sur la logique et qui méconnaît qu'elle repose en fait sur des nécessités antérieures et peut-être étrangères à la raison individuelle. » (1). Face aux intellectuels, son modèle pour la nation va être l'armée. Il faut rappeler pourtant que pendant une longue période, Barrès n'a guère admiré l'armée française. En 1894, il pense encore que l'armée est : « un instrument héroïque mais grossier » (2). Le Barrès boulangiste n'en est pas encore un partisan acharné, mais il rappelle que son objectif essentiel est de ramener les provinces perdues : « Tant qu'il y aura un budget de guerre et de la marine, rien d'utile ne peut être fait dans la direction du socialisme (...) On eût voulu un général nous rendant Metz et Strasbourg. » (3). Pendant l'affaire Dreyfus, il va affirmer souffrir de l'affaiblissement de l'armée face au « germanisme » qui ne cesse de s'affirmer et il va dénoncer, alors : « une campagne abominable contre l'armée qui est le support du pays. »(4), et déclarer sa confiance en l'armée, mais en réalité plus particulièrement aux officiers qui s'opposent à Dreyfus :

« Exprimons notre reconnaissance à ces officiers, les Mercier, les Roger, les Deloye, environnés désormais d'une immense popularité, qui nous donnèrent de magnifiques exemples de claire raison française. Confions-nous à cette jeune armée, dont nous vîmes les représentants gravir les marches de l'estrade du lycée de Rennes. Ils ont resserré et justifié la fraternité française. » (5).

Elle est selon lui, non seulement l'espoir de la Revanche, mais l'expression de l'énergie, de la force et de la santé nationales. A une bonne armée correspond une nation solide, à une armée médiocre un pays perdu. De cette admiration découle son mépris pour le parlementarisme qui

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 12, p. 48.

2. Maurice BARRES, « Contre l'extension du pouvoir parlementaire », *La Cocarde*, 21 octobre 1894.

3. Maurice BARRES Maurice, « 27 janvier », *La Cocarde*, 27 janvier 1895.

4. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 70

5. Op. cit., p. 221.

lui apparaît comme néfaste, principalement puisqu'il aurait affaibli la France en la privant de :

« la continuité dans l'action militaire et diplomatique que le parlementarisme ne comporte pas. »

(1). Mais néanmoins Barrès doute avec lucidité dans les *Scènes et doctrines du nationalisme*, sur la possibilité pour l'armée, dont il connaît l'hétérogénéité et la discipline, de prendre le pouvoir et d'incarner dans les faits ses espérances :

« Encore une fois, « vive l'armée ! ». Elle a donné d'étranges désillusions à ses acclamateurs ; le mieux est pourtant de continuer à l'acclamer. Peut-être le soldat n'existe-t-il pas tel que nous le concevons. Raison de plus pour lui souhaiter l'existence. Qu'il vive ! Ah ! oui, qu'il vive, enfin ! Au reste le vivat n'implique point nécessairement notre croyance à une réalité tangible. Nous vivons entourés d'ombres. Falstaff, Hamlet, le roi Lear n'ont pas existé, ils agissent sur l'humanité. Le général que nous louons est une créature de notre esprit, un type. Les types finissent par former des êtres, par s'imprimer sur la réalité. Que du moins les types vivent ! les vieux boulangistes comme moi ont appris à supporter les déceptions et à se nourrir de chimères. » (2).

De même, concernant les institutions, il soutient l'idée d'une constitution autoritaire, énergique du genre de celle qu'eût instaurée Boulanger et que Déroulède, dont Barrès est le lieutenant et plus tard, le successeur à la Ligue des patriotes, préconise. Il est partisan du référendum et aussi du plébiscite, car ces interrogations des Français reconstitueraient la souveraineté de la nation (3). Face à l'« abstraction et aux dangers » des thèses des philosophes allemands qu'il dénonce, il va vouloir rechercher de l'énergie dans la tradition et dans l'histoire. Il affirmera la nécessité vitale pour la France, d'un pouvoir issu du temps et de la continuité qui doit employer son énergie dans une indispensable résistance de type civilisationnel. De même l'unité du peuple, dans une croyance nationale unique et dans un catholicisme national serait un idéal, notamment

1. Maurice BARRES, « Quels sont nos alliés », *Le Courrier de l'Est*, 10 et 11 mars 1889.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 261-262.

3. Jacques MADAULE, *Le nationalisme de Maurice Barrès*, Marseille, le Sagittaire, 1942, p. 73 : « L'idée centrale, constitutive c'est le plébiscite. Seul il permet que se manifeste, d'une façon massive et indiscutable, la volonté nationale, qui, dans le système parlementaire, est fragmentée entre cinq cents élections différentes, dont chacune aboutit à hisser sur le pavois une personne singulière, avec son optique personnelle. Le parlementarisme aboutit en fait à la constitution d'une oligarchie effective qui confisque la souveraineté de la nation. Le plébiscite reconstitue cette souveraineté de la nation, parce qu'il lui donne un mode d'expression simple, le seul dont elle puisse s'accommoder. D'autre part, le plébiscite fonde l'autorité, puisqu'il aboutit à investir un homme de la volonté nationale. La nation se donne librement un chef, et, se l'étant donné, elle lui obéit comme une armée. ».

face au protestantisme. En décembre 1898, il écrit : « Il serait raisonnable certes de mettre quelque autorité au sommet du gouvernement, de donner à la République une tête et un centre. »

(1). Après avoir dénoncé dix ans auparavant la dictature « des petits césariens du Palais-Bourbons » (2) et début 1899, en écrivant tout le mal qu'il pense de l'état de la France et son inquiétude, il prône l'idée de soutenir cette fois-ci un vrai César :

« L'état de la France est plus mauvais que ne l'a été, peut être bien, celui d'aucun pays. L'état politique de la France, veux-je dire. Elle est dissociée et décérébrée. (...) Après cela, il faudrait procéder par étapes. Fortifier l'exécutif. Renoncer au parlementarisme. Accepter un expédient (César). » (3).

Barres n'est pas un spécialiste de la science politique. Mais il critique avec ferveur, à la fois le fonctionnement de la République et la démocratie en France. Son acceptation de la République le conduit à une exigence particulière face à ce régime, car elle aurait comporté dans sa nature même la facilité, et il va se référer à l'un des ses maîtres : « Anatole France a dit une grande chose quand il a dit de ce régime : « la République n'est point la liberté, elle est la facilité. » On n'a que faire des héroïsmes, de grandes forces sont inutiles. » (4). Son opinion ne va pas s'arranger concernant la République, car en 1908 il écrit : « Les mots républicains (je le vois dans nos séances consacrées au Maroc) dépriment, flattent ce qui est bas. » (5).

De même, la démocratie va l'amener à porter des critiques très dures :

« Je suis plébéien, mais je proteste contre la démocratie si elle veut faire de mon pays une étable à porcs. Je comprends que l'homme de la plèbe n'a pas pu élaborer ces grandes idées d'honneur, de patrie. Il faut prendre ses intérêts. Les lier à l'idée de patrie. » (6)

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 40.

2. Maurice BARRES, les « Folies-bourbons, *le Courrier de l'Est*, 5 février 1889.

3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 92.

4. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1930, p. 166.

5. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 7, 1908-1909, Paris, Plon, 1933, p. 15-16.

6. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 2, 1898-1902, Plon, 1930, p.196-197.

Ses descriptions du personnel politique de la III^e République sont souvent d'une particulière dureté, notamment dans ses *Cahiers* : « J'ai eu à plusieurs reprises, auprès d'hommes qui jouent un rôle dans la vie publique, l'impression que je me trouvais avec du gibier de bagne. » (1). Mais il va toujours se refuser à rejeter cet acte fondateur qu'est la Révolution française : « Il ne faut pas faire de la Révolution un fossé » (2) ; au nom de la conciliation (3). Néanmoins l'esprit de 1789 lui est étranger. Cette Révolution s'est faite contre l'histoire et au nom de la raison, contre les droits historiques et au nom des droits naturels :

« La légende de la Révolution a détruit les légendes des provinces, des corporations, des familles. (...) Il faut trouver le rapport de ce traditionalisme à la Révolution, montrer qu'elle satisfait ou voulut satisfaire les intérêts éternels. Si la Révolution n'est fondée sur rien, elle me répugne. Je n'ai pas d'amour pour un brusque volcan, je n'ai de respect, d'amour que pour une volonté, longuement voulue, longuement assurée dans les siècles. Je ne veux pas de destruction, mais une floraison. Je ne veux pas qu'on crée ce qui était déjà. » (4).

Cette vision barrésienne de la Révolution se résume bien dans la question qu'il va poser à Maurras : « Ne pouvant faire que ce qui vous paraît raisonnable soit accepté de tous, pourquoi ne tâchez-vous pas que ce que la majorité accepte devienne raisonnable ? » (5). Dans la résistance face au « germanisme », il pense même que la Révolution française à sa place, notamment dans la poussée révolutionnaire vers l'Est, dans l'affrontement sur le Rhin, dans la lutte pour l'hégémonie en Europe et donc dans le service rendu à la gloire de la France. La France révolutionnaire, puissante et armée, poursuivait l'œuvre de Louis XIV. Après la Grande Guerre, il va donner libre cours à son admiration pour l'épopée révolutionnaire face à l'Allemagne

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 78.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 180.

3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 92 : « Nous ne sommes pas des dogmatiques, nous sommes disposés à faire quelque chose avec ce qui est. Ce sera un grand point si nous nous accordons là-dessus. Quelles que soient les objections que nous puissions faire contre la Révolution, nous sommes disposés à accepter les choses au point où elles sont, et précisément parce que nous ne sommes pas des révolutionnaires, nous voulons tirer parti des choses (...) Voilà un premier point : Conciliation. »

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 178-179.

5. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 162.

« prussienne » autoritaire et vaincue par les descendants des soldats de l'An II. Dans l'esprit de Barrès, la légitimité historique de la Révolution française réside pour l'essentiel dans le fait d'avoir porté à travers l'Europe la grandeur de la France. Si ses préférences vont à l'autoritarisme politique sous la forme du bonapartisme plébiscitaire, il sent bien que la Révolution et l'universalisme révolutionnaire font partis du patrimoine français :

« Je ne nie pas l'intérêt que nous éprouvons, que j'éprouve pour la période révolutionnaire et pour les hommes de la Révolution. Il est fait de tout ce sang qui les macule. C'est l'attrait effroyable d'une course de taureaux et de l'histoire des crimes célèbres. Ce n'est pas que l'histoire de fualdès, mais c'est cela mêlé à d'autres grandes questions. » (1).

Il rejette l'idée qui assimile la Révolution et l'internationalisme : « La Révolution ne parla jamais d'internationalisme. Nous présenter l'internationalisme comme une conséquence de la Révolution ! Quelle erreur ! » (2). Si cette erreur d'appréciation a été possible, il en attribue la responsabilité exclusive aux philosophes du dix-huitième siècle (3). Sans hésitation, il fait patronner par la Révolution française le principe des nationalités dans *Scènes et doctrines du nationalisme* : « Le principe des nationalités, voilà la conséquence immédiate de la Révolution française : conséquence inaperçue des auteurs même de la Révolution, mais tout à fait logique dans l'ordre politique. » (4). Même si Maurras ne peut que le regretter, malgré ses multiples tentatives, il n'arrivera pas à le « convertir » à la monarchie : « Je le lui répétais sur tous les tons.

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 234.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, Paris, t. 2, p. 171

3. Op. cit., p.171-172 : Le rôle de la philosophie du dix-huitième siècle et de la Révolution française fut d'asseoir la société sur le droit naturel, c'est-à-dire sur la logique. Les philosophes et les légistes déclarèrent que tous les hommes étaient les mêmes partout, qu'ils y avaient des droits en tant qu'hommes : d'où la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. C'est en cela, mais en cela seulement, que la Révolution fut cosmopolite. Pour l'organisation générale, quelle conséquence en a-t-elle tirée ? Songea-t-elle à supprimer les frontières et à ne former qu'un seul Etat ? Elle ne l'eût pas pu, elle ne l'a pas voulu. Elle a posé le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes. ».

4. Op. cit., p.172 : Les peuples libérés du contrat historique, par le droit naturel, par la Révolution, s'organisèrent en nationalités. Le droit naturel posé par la révolution nous libère du contrat historique. Les hommes libérés des contrats, des vieilles chartes, qui les transféraient par guerre, par mariage, par testament, soumis à la seule logique, décidèrent spontanément de se grouper entre gens ayant un fonds de légendes de la vie communes. ».

ce fut peine perdue. » (1). Car Barrès est persuadé que le rétablissement de la monarchie n'est pas la solution idéale face aux dangers, et que simplement au plan technique, ce projet n'est qu'une chimère, du fait même du défaut de structures sociales pouvant servir de fondement à la monarchie héréditaire, c'est-à-dire une aristocratie héréditaire. Il se refuse à entrer dans le raisonnement de Maurras qui considère, au contraire, l'absence d'une telle aristocratie comme un atout pour le pouvoir monarchique. Barrès estime aussi que la tradition républicaine est trop solidement enracinée pour que l'on puisse lui substituer avec clairvoyance une monarchie héréditaire. Les périodes les plus récentes de l'histoire de France : « ont disposé nos concitoyens de telle sorte qu'ils réservent pour le principe républicain ces puissances de sentiment que d'autres nations accordent au principe d'hérédité et sans lesquelles un gouvernement ne peut subsister. » (2). A l'inverse de Maurras qui disait tout devoir à la Monarchie, Barrès lui répond : « Je dirais volontiers : « Que devons-nous à la famille royale ? Rien. Tout à la France, à sa culture. » (3). Il affirme que dès le départ le traditionalisme maurrassien reposait sur une erreur car :

« Mes amis (M...et B...surtout) sont plus amis de leurs systèmes que de la France. Je me suis toujours arrêté de donner mon adhésion expresse au mouvement de Maurras et de Bourget contre la Révolution, parce que je considère que l'on ne peut se dispenser, quand on est traditionaliste, quand on est soumis à la loi de continuité, de prendre les choses dans l'état où on les trouve. » (4).

Barrès va même encore plus loin dans l'expression très claire de son profond rejet pour une monarchie choisie : « Pourquoi voulez-vous m'obliger à vous répéter que je ne suis pas

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Amiot-Dumont, Paris, 1949, p. 234 : « Son culte du sol et du sang français m'avait paru comporter, en logique rigoureuse, une conclusion royaliste. Les Capétiens n'étaient-ils pas les rassembleurs du territoire ? Ne sont-ils pas notre famille-chef ? Je le lui répétais sur tous les tons. Ce fut peine perdue. Non que Barrès eût une hostilité préconçue contre les Princes ou contre la Monarchie ; il m'avait même dit à notre première entrevue de 1888 au sujet des courants qui traversaient le monde boulangiste : Après tout, le meilleur serait Philippe VII. » »

2. Maurice BARRES in Charles MAURRAS, *Enquête sur la monarchie*, Paris, NLN, 1924, p.135.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 251.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p.175-176.

monarchiste et me faire perdre mon temps à en chercher les raisons. Je sens que je ne le suis pas. (...). Je suis négatif devant le roi et j'ai horreur de Versailles.» (1).

Moins soucieux de fortifier un parti que d'inspirer des hommes et de les réunir autour d'idées, Maurice Barrès à défaut d'avoir pu forger une doctrine, a voulu contribuer à faire prendre conscience à ses contemporains de leur identité, de la richesse de leur patrimoine historique et culturel, et de leur communauté de destin. Face au danger allemand, dont il est aujourd'hui plus facile de se gausser qu'à l'époque, face à une idéologie un peu desséchante, il a surtout tenté de donner au mouvement national une doctrine un peu plus chaleureuse que celle de Maurras :

« A Maurras. J'ai des parents, des aïeux, un foyer dont je puis parler le long de plusieurs générations. Je suis né de familles fixées depuis une suite indéfinie d'années en Auvergne et en Lorraine. Je suis Français et je désire, j'ai besoin que ce groupe social se continue parce que c'est dans ce groupe que je trouve les conditions de ma vie (façon de sentir, honneur, clarté et analyse, langue). Il est vrai que la famille capétienne a été associée pendant des siècles aux destinées de la France, mais c'est secondaire. » (2).

Mais sa vraie préférence politique, il n'en fera pas mystère et il l'indiquera dans ses *Cahiers* en 1904 : « J'aime la République, mais armée, glorieuse, organisée. » (3). Il n'aime donc pas la République parlementaire et il penche pour un régime énergique, fort, dirigé par un chef charismatique qui aurait pu être instauré par le général Boulanger. De toute façon, l'essentiel n'est pas que la forme du régime, qu'il estime néanmoins « dissocié et décérébré ».

Il faut rassembler les Français, ce qui ne se peut assurément pas selon lui, dans une République parlementaire. La France se rassemblera dans la mesure où tous les Français se sentiront membres d'une communauté unique et singulière, héritage d'une même biographie. Il s'agit d'accepter le déterminisme et de reconnaître le poids du passé sur le présent, l'obéissance aux

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 237.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 194.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 11.

voix de la terre et des morts. A ce pouvoir politique, l'armée sera associée, soit en le dirigeant, soit en le protégeant contre « le germanisme » et ses « alliés de l'intérieur ». Mais pour que cette conscience nationale ait de l'efficacité, il faut qu'elle s'exprime dans une autorité, qui elle-même ne peut apparaître que si la France arrive à distinguer son avenir (1).

Dans une recherche de renforcement national, Barrès va évoluer dans ses positions concernant la religion catholique. Plus son nationalisme s'affirme, et plus il présente le catholicisme comme une forme éminente des principes d'autorité et de tradition, indispensables à l'équilibre social. Il va le découvrir et le présenter comme une religion d'une puissance de vie sociale incomparable, qui depuis des siècles anime ce pays. Il aurait été un élément essentiel du génie français. Le nationalisme barrésien sera donc catholique. Mais Barrès comme son maître Jules Soury et son ami Maurras sera catholique, sans avoir réellement la foi, en restant étranger au corps de doctrines du christianisme. Il n'a guère retenu de l'Eglise que sa liturgie, l'art avec lequel elle a su poétiser toutes les puissances de la terre : ce qu'il appelait le baptême de cybèle. Chrétien du dehors, il aimait néanmoins la sensibilité catholique sans adhérer à ses dogmes. Il se plaisait à mêler les deux mythologies païenne et biblique. Il défendra l'Eglise, comme une force sociale et un élément de la continuité française. Le fond de sa pensée il l'exprime dès son deuxième *Cahier*, au début de l'année 1899, en regrettant l'absence en France d'une forme de « gallicanisme renforçateur » : « Pas de « cléricisme ». Anticlérical et militariste, voilà ce que doit être le gouvernement. Le malheur de la France, c'est de n'avoir pas eu un catholicisme national.

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Plon, 1925, Paris, t. 1, p. 99 : « La « Patrie française » agit très sagement en s'abstenant de poursuivre directement un but politique. Notre principe et notre recrutement ne nous le permettent guère. Enfermons notre action politique dans les limites de nos statuts et bornons-nous, en conséquence, à « éclairer l'opinion sur les grands intérêts du pays » Voilà la plus utile besogne, puisque les meilleures institutions n'auront d'efficacité et de durée que si elles peuvent se raciner dans un état d'esprit politique transformé. ».

Religieux, oui, mais pas clérical. » (1). Mais à titre personnel, il professe clairement une sorte d'athéisme catholique : « Moi-même je suis agnostique » (2). Sans partager le mysticisme de Péguy, il ressent vers 1901, une angoisse de nature religieuse. Il l'éprouve si profondément que lorsque sa mère adorée disparaît durant l'été 1901, il va traverser une crise de conscience aiguë. Dès 1902, et quelques mois après la mort de sa mère, il écrit : « L'adoration du Christ, c'est la mise au point, le dégagement, l'adoration de ce qu'il y a de plus essentiel dans l'humanité : la souffrance. » (3). Il affirme alors vouloir renoncer à tout engagement partisan et abandonne la direction du *Drapeau*, le journal de la Ligue des patriotes qu'à la demande de Déroulède, il avait accepté de prendre en charge en mai 1901. En réalité, il ne tiendra pas cette promesse, il ne se consacrera pas exclusivement à son œuvre comme il en avait exprimé l'intention, mais ses *Cahiers* attestent qu'il s'éveille alors au sentiment religieux, notamment sous l'influence de l'Abbé Brémond, qu'il a rencontré au printemps 1900 pendant son voyage en Grèce. Barrès confiera à propos de l'abbé Brémond à Maurice Martin du Gard :

« Il m'a ouvert le ciel. Sans doute chez Renan j'avais rencontré ma religiosité latente mais le sentiment, la nostalgie du divin, c'est à Brémond que je le dois (...) L'abbé m'a mis sur la pente, il m'a conseillé comme pas un. « Allez-y, vous avez le mystère, la poésie et la raison ». J'ai hésité : comment mêler et maîtriser tout cela que je sais posséder. Il m'a fait fondre mes courants. Il m'a dit aussi : « Faites le génie du christianisme ». Pour cela, patientez encore. » (4).

Jouant constamment dans l'art de la gestion des nuances, il écrira aussi :

« Suis-je croyant, Suis-je athée ? Voilà de bien grands problèmes que j'ai mal médités, que je n'ai pas jugés, tranchés, mais j'ai un mouvement de vénération et si j'avais une crise religieuse, ce qu'on appelle un mouvement de la Grâce, je voudrais qu'il fût catholique (...) Cette religion catholique, elle est l'expression de notre sang. Hugo, Michelet glorifient nos saints français. » (5).

Mais en dépit de son éducation religieuse, il reste étranger au corps de doctrine du christianisme.

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 92.

2. Op. cit., p. 265.

3. Op. cit., p. 274.

4. Maurice MARTIN DU GARD, *Les mémorables*, Paris, Flammarion, 1957, t.1, p. 308.

5. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 5, 1906-1907, Paris, Plon, 1932, p. 54-55.

Le catholicisme est un moyen et non un but, il est affaire de tradition et non de foi, de saints et non de Dieu. Homme politique angoissé par le « germanisme », Barrès défend la foi parce qu'elle aurait fortifié la cohésion nationale : « Je défends la religion parce qu'homme politique je trouve qu'elle est une force, un trésor à protéger. » (1), mais aussi parce que le catholicisme est l'âme de la France : « Vous n'échapperez pas au sentiment religieux, or les autres sont pires que le catholicisme. (Napoléon. Comte) et de plus, le catholicisme fait une partie mêlée, confondue avec la France. » (2). Le catholicisme aurait structuré et discipliné la France, c'est pourquoi il déclare l'accepter, mais ce qu'il accepte bien que le dogme le dépasse, c'est : « la forme traditionnelle que le catholicisme a imposé à l'intelligence, à l'imagination, à la sensibilité française. » (3). Dès 1909, il lance une campagne à la fois esthétique et morale sur la Grande Pitié des églises de France qui eut un énorme retentissement, mais surtout en février 1910 dans la conférence sur *Le voyage de Sparte*, il déclare : « Je sens depuis des mois que je glisse du nationalisme au catholicisme. C'est que le nationalisme manque d'infini. » (4). En décembre 1910, il écrit : « Ce qui distingue mon catholicisme de celui de Maurras c'est l'intériorité (chez moi). » (5). L'Eglise catholique est la condition même de l'existence du christianisme, et Barrès de manière totalement péremptoire et injuste va même retirer au protestantisme son droit d'être partie intégrante du christianisme : « Sans l'Eglise, le christianisme ne se fût pas institué. Institué, il se

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 6, 1907-1908, Paris, Plon, 1933, p. 66.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 5, 1906-1907, Paris, Plon, 1932, p. 54.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 6, 1907-1908, Paris, Plon, 1933, p. 266.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 8, 1909-1911, Paris, Plon, 1934, p. 81 : « S'il (le nationalisme)m'employait à faire la guerre (ne fût-ce que la guerre civile de Rennes), il pourrait me captiver tout entier, mais si je m'occupe, comme il le faut bien, à dresser son rituel, à rédiger ses prières, sa liturgie, je m'aperçois que mon souci de ma destinée dépasse le mot France, que je voudrais me donner à quelque chose de plus large et de plus prolongé, d'universel. Maurras n'en a-t-il pas, lui aussi, quelque sentiment. Il lui faut comme à moi que les dieux de la France deviennent les dieux de la civilisation. S'ils furent ceux de la Grèce et de Rome, ils arrivent à devenir le digne objet du culte universel. ».

5. Op. cit., p. 275.

fût écroulé en deux fois : un premier fragment dans l'islamisme, sous le poids des sens ; un second, dans le protestantisme, sous les efforts du Moi. » (1). Dans ses *Cahiers*, notamment dans le neuvième tome, Barrès fait de nombreuses réflexions métaphysiques, plus particulièrement sur la dimension humaine et le besoin de Dieu :

« L'homme est engangé dans la nature ; il participe des réactions physico-chimiques du minéral ; il participe de la vie végétative de la plante ; il participe de l'animalité. Et puis, seul dans l'Univers, il réclame, il exige Dieu. Cette exigence, quel prodige ! La nature ne lui répond rien. Ce silence est un autre prodige. Ce silence n'est pas une réponse. La nature écrase Marc-Aurèle, Socrate, la vertu, la beauté. Elle passe dessus comme un camion sur la tête de Curie. La question, la réclamation subsiste. Je veux Dieu. Quel problème qu'une telle voix qui s'élève » (2).

Il lui arrive de s'interroger sur son temps qui tourne tout vers la nature, et de regretter le temps où : « Nos pères se préoccupaient avant tout de théologie, c'est-à-dire des destinées véritables de l'homme. » (3). Mais il refuse les désaccords entre l'Eglise et la science, notamment sur les origines de l'humanité, car il estime que cette lutte est stérile, puisque :

« Que le darwinisme passe ou demeure, en quoi l'Eglise a-t-elle à lui faire obstacle. Pourquoi ne laisse-t-elle pas toutes les sciences chercher, croître, mourir, faire leur saison. Elle n'a qu'à s'en tenir à la haute conception des choses. » (4).

A la veille de la Grande Guerre, il confirme ce rôle du catholicisme face au danger imminent du « germanisme » :

« Défendre le catholicisme pour son excellence et non pas « pour la liberté ». « Jamais les questions religieuses n'ont tant préoccupé que maintenant. Je dis jamais sur une expérience de vingt ans. Il est bien évident que la fonction de ceux qui tiennent à l'équilibre intérieur et à l'ordre dans le pays est de diriger et d'incliner, d'orienter cette poussée mystique vers le catholicisme. Tout est perdu sans cela. » (5).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 39.

2. Op. cit., p. 346.

3. Op. cit., p. 39-40 : « Il faut la vie, l'avenir, de merveilleuses espérances à l'homme créé pour l'immortalité. C'est parce qu'il s'est privé des promesses de l'infini qu'il vit si agité de nos jours. » « Autrefois on adorait Dieu ; notre peu de poésie aujourd'hui se tourne tout vers la nature. Dans cette altération du sens de l'âme on a cru voir un grand progrès sur le dix septième siècle surtout ; nous posséderions mieux, dit-on, le vrai sens de la nature ! » « Nos pères se préoccupaient avant tout de théologie, c'est-à-dire des destinées véritables de l'homme. ».

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 230.

5. Op. cit., p. 110.

Dans *La Colline inspirée*, il a tenté de créer une nouvelle religion dont le Dieu n'est pas chrétien, mais national, bien que son culte emprunte des traits au culte catholique. Ce roman est remarquable par la complexité de la pensée. Il relate l'histoire des frères Baillard, ces trois prêtres qui en 1850, furent contraints d'abandonner l'Institut Notre-Dame de Sion-Vaudémont pour s'être engagés dans une voie schismatique, après avoir lancé des opérations financières douteuses. Le livre est un dialogue entre l'un des frères Baillard, prêtre apostat et le père Audry, délégué de l'évêque dont la mission est de rétablir la doctrine officielle de l'Eglise sur la colline de Sion. Rebelle à l'ordre de Rome, Léopold, le Celte, n'est pas seulement un illuminé qui se laisse entraîner par un faux prophète, mais c'est un homme qui obéit à ses instincts, à la tradition de sa terre. De son côté le père Audry incarne l'ordre humain, gardien de la pureté de la foi. Entre ces deux hommes, et surtout ce qu'ils représentent, Barrès ne peut pas se résoudre à trancher. Pour lui, la Prairie qui représente l'esprit de la terre et des ancêtres, la liberté, l'inspiration, et l'Eglise qui est la règle, l'autorité, le lien, le corps de pensées fixes de la cité ordonnée des âmes, ont également raison. D'où le célèbre dialogue final : « Qu'est qu'un enthousiasme qui demeure une fantaisie individuelle ? Qu'est ce qu'un ordre qu'aucun enthousiasme ne vient plus animer ? L'église est née de la prairie et s'en nourrit perpétuellement pour nous en sauver. » (1).

II) Un but politique principal : La guerre, la victoire et la dissolution de l'Allemagne

Barrès qui en 1889 cherchait son Moi, ne prétendait pas le trouver ailleurs qu'en lui-même. Les « correspondances » lorraines étaient un bon moyen de s'approfondir. En 1900, ce problème est dépassé et Barrès regarde la Lorraine en homme qui y est né, mais surtout en Français qui

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, La Colline inspirée*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 735.

se préoccupe de l'Allemagne :

« Il serait bon qu'il y eût une équipe : rester très nationaliste, barre du côté de l'Allemagne. C'est ce que plusieurs de nos amis ne sentent pas : préserver la culture française. Cela c'est mon rôle, tout m'y prépare » (1).

Seules existent objectivement les nécessités géographiques, historiques, politiques et économiques. Contemplant la vallée de la Moselle, Barrès arrive à la conclusion que la civilisation humaine s'épanouit lorsque s'accordent intimement les hommes et les choses. Il est régionaliste en ce sens qu'il critique la dénaturation du pays lorrain, aussi bien par la France que par l'Allemagne. S'il admet la France, c'est que son action est plus ancienne, et qu'elle a été davantage assimilée par les populations : elle fait maintenant partie de leur être, elle a enrichi leur originalité. Pour l'Allemagne le problème est différent. Le danger est formidable : avec Sturel, Barrès sera nationaliste et boulangiste. Ainsi donc, l'idée fondamentale de l'originalité et de la spontanéité d'un développement historique autonome gouverne encore sa pensée, comme au temps de ses débuts ; mais la Lorraine n'a pas pu, ne pouvait pas être indépendante ; disputée par la France et l'Allemagne, elle doit appartenir à l'un ou l'autre peuple, et Barrès lui-même est Français. A parcourir la vallée de la Moselle, Sturel et Saint-Phlin découvrent l'antagonisme des deux nations rivales, inscrit sur le sol. Sa forme la plus visible est militaire : les paysages sont bouleversés par les travaux de fortification. En méditant sur ces espaces dénaturés, on donne enfin leur sens plein aux codes et aux rêveries philosophiques, où se serait affirmé l'antagonisme germano-latin. Un tel paysage, véritable état d'âme social, étale devant lui la conscience de l'Europe. Secrète ou déclarée, cette bataille si haut qu'on remonte dans les siècles, ne fit point de trêve. Elles ne sont pas près de désarmer, les deux forces ethniques qui s'affrontent ici, à perte de

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 250.

vue, sur une ligne d'intersection historique que tous leurs efforts n'ont jamais déplacée plus sensiblement que la corde de l'arc où tire un sagittaire. Dans la série des transformations qui va de l'idée au fait, un canon pointé marque l'instant où le rêve obscur d'une race devient une volonté. C'est à ce degré que sur la frontière depuis dix-neuf ans, toutes choses sont haussées et maintenues. Le voyage dans la vallée de la Moselle enseigne donc que les hommes d'Austrasie peuvent s'accorder avec leurs paysages et leur passé, mais aussi qu'ils s'opposent suivant leur race et selon les volontés qu'essaient de leur imposer Paris ou Berlin : ils sont prédestinés à la lutte, leur vie et leur mort sont commandées par les nécessités de la nature des siècles. Mais les deux voyageurs regardent plutôt que les Allemands, l'Allemagne, et plutôt que l'Allemagne son effort anti-français : ils sont consternés par le progressif déséquilibre franco-allemand dans ce pays disputé. Il ne croit pas à la paix avec l'Allemagne, car personne n'a intérêt, selon lui, en Allemagne, à la paix et surtout pas le SPD qui sera le premier à s'élancer sur la « proie française » : « Les deux tiers des socialistes allemands sont de simples libéraux et pour obtenir leurs voix, les candidats socialistes ne leur promettaient-ils pas le Maroc ? Il n'y a pas de doctrine qui tienne. » (1). La croissance démographique en Allemagne et l'excédent de population qui étaient très importants ne pouvaient que devenir un argument décisif à toute légitimation politique : « et s'ils tiennent à se mettre en règle avec la doctrine ils trouveront bien quelque philosophe pour leur expliquer que seuls ont droit de posséder ceux qui sont capables de défendre ce qu'ils possèdent. » (2). En 1900, sur les relations avec l'Allemagne dans *L'Appel au soldat*, il pense que nous aurions à faire à une guerre sacrée, puisqu' : « elle nous excommunie, elle prêche l'anéantissement de notre langue, de notre pensée. » (3).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 70.

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p.930.

Mais dès 1884, il avait écrit dans le premier numéro des *Taches d'encre* : « Notre tâche spéciale à nous, jeunes hommes, c'est de reprendre la terre enlevée de reconstituer l'idéal français. » (1). En 1888, il va persévérer avec une constante ferveur pour la Lorraine en rédigeant un article dans *Le Voltaire*, « L'esprit militaire de la Lorraine 11 mars 1888 », (tel l'on va retrouver dans *Un homme libre*, Paris, Perrin, 1889, chapitre VI, En Lorraine, cinquième journée : la Lorraine morte, p.157). Dans les années 1890, l'Alsace-Lorraine va occuper une place constante dans la campagne boulangiste. Œuvrer pour le retour de l'Alsace- Lorraine est un « devoir sacré », va écrire Barrès en avril 1891, dans *Le Courrier de l'Est*. (2). Pour l'obtenir, il préconise non pas un recours immédiat à la force, mais « une politique de dignité et de suite dans les idées » (3). Cette politique de dignité postule qu'il ne saurait y avoir de réconciliation entre les vainqueurs et les vaincus, car : « entamé par le traité de Francfort, l'Être réel qu'est la France, comme toute nation, aspire invinciblement à se reconstituer. » (4). Voilà pourquoi le *Courrier de l'Est* s'oppose à certaines manifestations, la présentation de l'art allemand par exemple, qu'il considère comme « une platitudo envers l'Allemagne » (5). Voilà pourquoi, Barrès déclare en 1891 au correspondant parisien du *Berliner Lokal Anzeiger*, qu'en dépit de la force du sentiment qui l'attire : « vers Goethe et les métaphysiciens allemands il n'y a pas de haute culture qui tienne (...) vous êtes les adversaires » (6). Cette réconciliation qu'il désire ardemment : « nul plus que moi, ne souhaiterait la bonne intelligence de la France et de l'Allemagne » (7), ne saurait intervenir tant que les deux

1. 1. Maurice BARRES, « Un mauvais français : M. Victor Tissot », *Les Taches d'encre*, n° 1, 5 novembre 1884 in *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 1, 1965, p. 404.

2. Maurice BARRES, « France et Allemagne » *Le Courrier de l'Est*, 11 avril 1891.

3. Maurice BARRES, « La prochaine constitution », *Le Courrier de l'Est*, 21 février 1889.

4. Maurice BARRES, « France et Allemagne » *Le Courrier de l'Est*, 11 avril 1891.

5. Maurice BARRES, « La soirée de Lobengen » *Le Courrier de l'Est*, 19 septembre 1891.

6. Maurice BARRES, « France et Allemagne » *Le Courrier de l'Est*, 11 avril 1891.

7. Ibid.

provinces ne seront pas rendues à la France. Le problème alsacien-lorrain constitue le point essentiel de l'évolution de l'Europe. Cette annexion est la référence constante. En 1892, dans son journal, il salue la montée du socialisme, et ce dernier qui s'était toujours opposé à l'annexion ; il juge cependant que le contentieux franco-allemand empêche les ouvriers français de se persuader que les ouvriers allemands sont des « frères » sur lesquels il faudrait « refuser de tirer » en cas de guerre (1). Barrès est lucide et même relativement objectif, quand il reconnaît la qualité de la cohésion de l'Allemagne, et notamment son modèle social développé par Bismarck : « Quand tout reste à créer dans la République française en fait d'assistance, l'Allemagne s'est déjà avancée très loin dans la voie du socialisme pratique. »(2). Il s'insurge sur l'infériorité de la France dans le domaine social et le traitement de la misère. Elle n'aurait plus été un modèle pour les Alsaciens-Lorrains qui bénéficiaient du modèle social allemand. Mais il s'insurge également contre le fait que le milliard de francs du budget de la guerre : « ne servent qu'à tromper cyniquement le noble instinct de revanche » (3). Dans la théorie de Barrès, la force des armes est d'autant plus nécessaire qu'il répudie quant à l'Alsace et à la Lorraine, la position du libéralisme national qui maintient « en y pensant toujours, en n'en parlant jamais », les revendications abstraites d'un droit imprescriptible. Il déplore la fin de la période :

« où le programme républicain contenait la revanche des traités de 1815 et la frontière du Rhin. Je pense à Armand Carrel et puis je pense à Gambetta dont le programme impliquait la revanche du traité de Francfort et Metz et Strasbourg rendues à la France. » (4).

1. Maurice BARRES, « Après le Congrès, situation des socialistes », *Le Courrier de l'Est*, 20 août 1891.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 2, p. 23 : « Elle possède quatre grandes lois d'assurances obligatoires qui prévoient et assistent les maladies, les accidents, les infirmités et la vieillesse. Du troisième jour où un ouvrier travaille, il est nécessaire et automatiquement assuré. Le total des assurances légales en Allemagne donne le chiffre de 2.618 millions de marks de pensions servies jusqu'à ce jour, et la réserve des capitaux concentrés à cet effet se monte à 1.156.000 marks. Ainsi près de cinq milliards de francs ont été immobilisés en Allemagne en faveur des assurances ouvrières. Cette situation peut humilier notre gouvernement qui, après avoir été, il y a un siècle, comme le déclaraient les gens de Senoves, le plus philanthropique de l'Europe, n'est pas arrivé, à beaucoup près, aux lois sociales et aux résultats de l'Allemagne monarchique. ».

3. Op. cit., p. 24

4. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 11.

Il considère que les chances françaises de récupérer les provinces perdues sont fonctions d'un état de fait, dont on ne peut se prévaloir d'autant qu'il existe. D'où la nécessité de maintenir ce qui peut l'être. La question de l'Alsace-lorraine et la lutte contre le « germanisme » sont un élément essentiel de la reconstitution de la vitalité du corps social, c'est un point d'union des Français, et l'objectif principal, c'est la ligne bleue des Vosges. Il écrit, en dressant le bilan de vingt-cinq années d'activité :

« Je n'ai jamais tenu profondément qu'à une seule chose : la reprise de Metz et de Strasbourg. Tout le reste je le subordonne à ce but principal (...) Ce sont là les des idées que je tiens de ma petite enfance, d'un grand-père officier de la Grande Armée, et des images de la guerre qui se sont fixées dans mon esprit, en Lorraine et en Alsace, quand j'avais huit ans. » (1).

Ce texte de 1908, qui comporte les images de la guerre et de la débâcle, cohabite avec une vision du monde que Barrès sait puisée dans les idées qui appartiennent à l'héritage des ancêtres, et qui par conséquent, se forment en lui instinctivement et nécessairement. Question cruciale entre toutes aux yeux de ce fils de Charmes, dont le nationalisme a été déclenché par des images et des souvenirs de la défaite de 1870 et de l'occupation prussienne : « Je ne prendrai jamais mon parti qu'après 1870 la France ne se soit pas constituée comme une Sparte, subordonnant tout à la reconstitution de sa gloire et de son territoire. »(2). A l'âge des options décisives, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France restera son objectif numéro un. Il ira même jusqu'à dire, peut-être pour s'en mieux persuader : « Mes idées ne sont pas de moi, je les ai trouvées, respirées de naissance, ce sont les idées de la Lorraine » (3). C'est souvent à partir de la colline de Sion-Vaudémont que Barrès se replace dans l'histoire de la Lorraine et confirme ses choix : « Par la nous avons trop compté sur nous-mêmes ; nous frappions à tour de rôle sur les Allemands et

1. Maurice BARRES, « Vingt-cinq années de vie littéraire », *Le Matin*, 1^{er} mars 1908.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 194.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 11, 1914-1918, Paris, Plon, 1938, p. 395.

sur les Français, mais, ayant été les plus faibles, nous acceptâmes de nous joindre à la grande famille française... » (1). L'Alsace-lorraine est importante dans le présent, car : « Maintenant nous formons les régiments de fer que la France oppose à la Germanie » (2), comme ce fleuve le Rhin qui l'obsède, car ces provinces sont avant tout un avant poste de la France et de la latinité. Ce combat est inscrit en lettre de sang dans l'histoire. Il confirme cette idée dans *Le 2 novembre en Lorraine* : « C'est ainsi que les gens de ce paysage, qui faisaient déjà la bataille, pour le compte de l'Empire romain, contre les barbares de l'Est, sont de nouveau des grands bastions orientaux de la civilisation latine. » (3). Barrès ira même jusqu'à affirmer que jouer ce rôle de rempart est la vocation de sa province : « Ce fut la destinée constante de notre Lorraine de se sacrifier pour que le germanisme, déjà filtré par nos voisins d'Alsace, ne dénaturât point la civilisation latine » (4). La Lorraine doit être la source, l'inspiration de la reconstruction nationale française. Il ne partage pas l'avis de Maurras qui a pris Athènes pour modèle :

« Maurras s'est mis à l'Ecole d'Athènes et veut s'en faire de par le monde le missionnaire. Moi, j'aime mieux oublier cette leçon. Mot de César : le premier dans une bourgade des Gaules, plutôt que le second à Rome. Seulement, j'ai vu Rome qui me travaille, me sape, me tараude... » (5).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le 2 novembre en Lorraine in Amori et dolori sacrum*, Paris, Bernard Laffont, 1994, p.103-104 : « Cette colline, les légions l'assaillirent quand César les menaient à la conquête du Xantois, déjà riche en blé et en guerriers. Puis elle protégea la civilisation romaine, quatre siècles environ, contre les flots barbares de Germanie. Quelles divinités adoraient les propriétaires gallo-romains et les esclaves ruraux sur le sommet de Sion ? Qu'est ce que cet étrange Mercure marié à la mystérieuse Rosmerte ? A quel Wodan succédaient-ils de qui le nom demeure dans Vaudémont ? Le christianisme expropria les idoles impures au profit de la vierge Marie. Les hommes de tous ces villages, de ce Saxon, de ce Chaouilley, de ce praye, tels que je les vois, et ni plus ni moins marqués pour être des héros, partirent à pied pour la première Croisade avec leur Comte de Vaudémont qui chevauchait... Par la nous avons trop compté sur nous-mêmes ; nous frappions à tour de rôle sur les Allemands et sur les Français, mais, ayant été les plus faibles, nous acceptâmes de nous joindre à la grande famille française... Du haut de Sion, je vois monter de Vézelize une horde de pillards : c'est 1793, et des idées venues de Paris habillent cette jacquerie. ».

2. Op. cit., 104.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 267-268.

car : « ma raison d'être c'est, selon moi, de former des êtres selon ma discipline et que je juge ma discipline misérable auprès de celle d'Athènes. » (1).

Les *Bastions de l'Est*, qui datent de 1905, sont des ouvrages de combat à des fins de service national. Son rôle est alors dans la conscience française, celui du chœur, qui dans la tragédie grecque, commente et soutient l'effort des combattants. Même si l'œuvre est en apparence naïve, en réalité, il faut en faire une lecture politique et rechercher son rôle. Sa force est dans l'édification d'un conditionnement moral, ce qui paraît paradoxal pour un auteur qui n'aimait pas les leçons de morale. Il faut résister sur le sol de la patrie en Alsace-Lorraine, comme Danton. Ces romans sont des leçons de conduite face au « germanisme » en vue de la reconquête. Bien que Jean-Marie Domenach ait pu voir dans les deux premiers volumes des *Bastions de l'Est* : « un modèle de réalisme patriotique pour midinettes » (2), et que l'on y trouve parfois des caricatures extrêmement simplistes de l'Allemagne et des Allemands, *Au service de l'Allemagne* et *Colette Baudoche* ne sont pas que de banals ouvrages patriotiques qui se contenteraient de prêcher la Revanche et d'appeler à la reconquête des provinces perdues. Si tel est, bien sûr, le vœu profond de Barrès, son propos consiste essentiellement à résoudre la question pratique du comportement que doivent adopter les Alsaciens et les Lorrains en face de l'occupant allemand. Alors que l'attitude patriotique conventionnelle consistait, comme René Bazin dans *Les Oberlé*, à prôner l'émigration et à célébrer l'héroïsme de ceux qui avaient fui, Barrès au risque de déplaire à certains de ses amis politiques, soutint la thèse contraire en décembre 1899, dans la conférence

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 265 : « Repensé à Athènes. Voyages mauvais, car il laisse entrevoir une perfection dont il faut que j'écarte l'idée. La vie n'est pas assez longue. Dans cette voie où Athènes m'invite je dois renier Hugo qui m'apparaît comme un charlatan, zim, boum, boum ; la Lorraine qui est un chétif canton ; mon œuvre, où il y a quelques promesses d'ordre et de raison, mais qui s'adresse tout de même à des esclaves. Athènes équilibre et raison. ».

2. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 63.

faite à la « Patrie française » : « L'émigration en masse a littéralement appauvri le sang alsacien. » (1). Dans *Au Service de l'Allemagne*, il veut montrer le juste « héroïsme » d'Ehrmann, qui plutôt que d'émigrer, a choisi, lui, de « subir l'inévitable », et afin de « maintenir ce qui ne meurt pas », s'est résigné à accomplir son volontariat dans l'armée allemande :

« Au service de l'Allemagne, comme il eût été jadis, au service de la France, il est le traditionnel héros alsacien. Un héros ! non point ce qu'on nomme ainsi dans une médiocre littérature, mais un homme plein de sa terre et de sa race, qui, par sa libre volonté, au prix de joyeux sacrifices, se range dans sa prédestination. » (2).

Les annexés qui ont refusé d'émigrer auraient rendu un double service à la France. Dans un souci de future reconquête, ils maintiennent une présence française qui empêche la « germanisation totale » des territoires occupés, et ils font de l'Alsace-Lorraine : « un moyen de pénétration pour les idées françaises en Allemagne. » (3). *Au service de l'Allemagne* et *Colette Baudoche* illustrent cette revanche intellectuelle, culturelle et morale, qu'à défaut de revanche militaire les annexés assurent en France : « Alliant la plus stricte discipline à l'indépendance de l'âme » (4) et s'appliquant à : « donner par chacun de ses procédés la plus vive idée de la courtoisie française. » (5), Ehrmann parvient à faire reconnaître de ses camarades et de ses supérieurs allemands ses qualités françaises d'homme et de soldat. Au moment de quitter la caserne, l'Alsacien

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Conférence faite à la « Patrie française » en décembre 1899, Paris, Plon, 1925, t. 2, p. 20-21 : « Ce qu'a entrepris, ces dernières années, l'Alsace-Lorraine, ce n'est pas une conciliation, c'est une concurrence avec les Allemands. La lutte, continuée sous sa forme héroïque, décimait et ruinait les annexés. L'émigration les dépouillait de leurs éléments jeunes, indépendants, courageux, et aptes à la résistance. Les vides laissaient favoriser l'immigration et par conséquent les conquêtes de l'esprit allemand. Une armée d'employés, de petits industriels et de petits commerçants vinrent d'Outre-Rhin remplacer les partants. De la seule Alsace, c'est-à-dire d'une population d'un million quatre-vingt-dix mille habitants, trois cent mille indigènes ont émigré de 1871 à 1890. ».

2. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 283.

3. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 2, p. 16 : « Voilà à l'heure qu'il est, le service que nous rendent nos frères d'Alsace-Lorraine. Dans l'Empire d'Allemagne, ils ont introduit des idées et des goûts français : un peu de France, en un mot. Au rapt du sol par la violence, ils ont répondu par une lente et sûre conquête morale. Séparés de nous, ils travaillent pourtant à fortifier et à étendre notre domination intellectuelle. ».

4. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, t. 2, p. 262.

5. Op. cit., p. 276.

Ehrmann que l'on avait obligé à parler allemand à son cheval et à se faire adresser son courrier en allemand, sera enfin reconnu comme Français par le maréchal des logis : « Monsieur, lui déclare celui-ci, on doit le dire, les Français ont plus d'humanité que les autres. » (1) : « Il m'a, commente Ehrmann, traité de français ! C'est le dernier mot que j'ai entendu de cette caserne et l'un de ceux qui, de ma vie, m'aura le plus donné de plaisir. » (2).

Dans *Colette Baudoche* aussi nous assistons à la progressive reconnaissance par le professeur allemand Asmus, de la supériorité de la culture et de la civilisation françaises. C'est que, grâce à Colette et à sa grand-mère, il est « initié au raffinement français » (3) : de l'agrément d'un feu de bois dans une cheminée à la variété des repas et à l'élégance vestimentaire, d'« une culture qui ne doit rien aux livres » (4) à : « l'enchantement, la douceur d'une politesse naturelle et constante » (5), Asmus découvre : « la perfection d'une vie policée » (6). Barrès va même jusqu'à employer le terme de principe de civilisation pour les « leçons » de Colette Baudoche : « Maintenant, quand ces dames parlaient, ce n'était plus seulement des leçons de grammaire et d'accent qu'il recevait, mais des principes de civilisation. » (7). En faisant « la guerre » aux « mœurs allemandes » du professeur Asmus, les dames Baudoche continuent en réalité, malgré la défaite et l'occupation, le combat des soldats de 1870 et sortent victorieuses de cette « bataille culturelle » : le professeur allemand délaisse bientôt ses repas de charcuterie et la compagnie des compatriotes qu'il estime désormais : « instruits (...) mais peu intelligents » (8).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Au service de l'Allemagne*, Paris, Robert Laffont, t. 2, p. 280.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Colette Baudoche*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 353.

4. Op. cit., p. 331.

5. Op. cit., p. 341.

6. Op. cit., p. 357.

7. Op. cit., p. 329.

8. Op. cit., p. 352.

Mieux, alors qu'il devait par son métier contribuer à la « germanisation » des territoires occupés, voilà Asmus qui prend conscience des particularités lorraines, juge « barbare », « l'idée (...) de vouloir dénaturer les petits Lorrains » (1) et veut même : « crier, une fois, à la face de ses compatriotes, quel crime ils commettent dans ce pays. » (2). Le renoncement d'Asmus à sa fiancée allemande et sa demande en mariage de Colette seront à la fin du roman, la preuve même de la victoire des dames Baudoche contre les mœurs allemandes. Mais Barrès refusera le dénouement par trop romanesque que constituerait le mariage de Colette et Frédéric Asmus. La jeune messine devra remporter une autre victoire : contre elle-même et contre ses sentiments. « Petite française de la lignée cornélienne » (3), elle renoncera à Asmus par sentiment de l'honneur et par fidélité aux victimes de la guerre. Ce n'est pas un hasard, si c'est au cours de la messe du 7 septembre à la mémoire des soldats morts pendant le siège de Metz, qu'elle prend sa décision :

« A la chaleur de cette cérémonie, Colette distingue ce qui reposait de plus caché pour-elle même dans son âme (...). Colette perçoit avec une joyeuse allégresse qu'entre elle et M. Asmus, ce n'est pas une question personnelle, mais une question française. Elle se sent chargée d'une grande dignité, soulevé vers quelque chose de plus vaste, de plus haut et de plus constant que sa modeste personne. » (4).

La conclusion barrésienne : « Que voulez-vous mon cher monsieur Frédéric Asmus vous êtes une victime de la guerre (...) tout semblait propice à ce rêve pacifique ; mais une jeune fille a choisi la voie que lui assigne l'honneur à la française. » (5) est une habile action de conditionnement psychologique du lecteur pour le conduire à cette conclusion, qu'il n'y a pas de rapprochement possible, et que la guerre est nécessaire. A la fin d'*Au Service de L'Allemagne*, Ehrmann reconnaissait dans un ultime affrontement avec son lieutenant allemand : « Ah ! nos

1. Op. cit., p. 352.

2. Op. cit., p. 363.

3. Op. cit., p. 365.

4. Op. cit., p. 370.

5. Op. cit., p. 371.

rapports peu à peu menés jusqu'à une sorte de collaboration, comme ils nous apparaissent maintenant artificiels ! Brusquement, nous revenons à notre solide vérité, nous nous retrouvons des ennemis héréditaires. » (1). La Lorraine, avec les *Bastions de l'Est*, prend figure de symbole : c'est en quelque sorte en elle que se trouvent réunies toutes les qualités dont Barrès voudrait voir la France parée. Il n'accepte pas la Lorraine telle qu'elle est, il en forge peu à peu une à la hauteur de ses rêves. Ce n'est pas la Lorraine qui a créé Maurice Barrès, c'est lui qui a créé sa Lorraine idéale. Il affirme la retrouver non seulement dans ses pensées, mais aussi dans ses promenades jusqu'à la ressentir intérieurement : « Je cesse de penser ; je suis maintenant une plante lorraine, heureux, joyeux, intéressé par tous mes sens. » (2). Mais elle n'est rien au sens où il l'entend, que le beau nom qu'il a donné à son âme. En soi, la Lorraine n'est pas et n'a jamais été pour Barrès l'objet d'un culte, cette région où il est né, où il a ses racines, il l'aime, mais elle est surtout pour lui la projection d'une France idéale, le bouclier du pays sur la frontière du Rhin. Il existe deux très beaux textes de Barrès où l'on peut comprendre que c'est Barrès qui a créé la Lorraine, plutôt que l'inverse, le premier en 1903 dans *Amori et dolori sacrum* « le 2 novembre en lorraine », qui se termine par :

« On dit que la vierge de Sion guérit les peines morales. Je puis en porter témoignage. Jamais je n'ai gravi la colline solitaire sans y trouver l'apaisement. Je comprenais mon pays et ma race, je voyais mon poste véritable, le but de mes efforts, ma prédestination. Jamais je ne rêvais là-haut sans que la Lorraine éternelle gonflât mon âme que je croyais abattue. » (3).

et le second le discours de juin 1911 au Couarail : « Pour donner une idée de tout ce qu'enferme

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Au service de l'Allemagne*, Paris, 1994, Robert Laffont, t. 2, p. 279-280.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 16 : « Parfois je suis dans mon cabinet, il n'y a que mon cerveau qui aime la Lorraine. Je raisonne, j'intellectualise, je suis un déraciné, plongé dans les mots les idées, c'est-à-dire dans un pur néant. Mais voici que je vais à la promenade : l'air doux me baigne, l'horizon me rafraîchit mes yeux, de tout mon corps je me conforme à ma Lorraine. Je cesse de penser ; je suis maintenant une plante lorraine, heureux, joyeux, intéressé par tous mes sens. Des formules ne donnent rien. On ne les comprend pas. On les répète comme une algèbre. On se sert des mêmes mots. C'est qu'aucun des mots des formules ne contient rien. L'ineffable. ».

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, « le 2 novembre en lorraine », in Amori et dolori sacrum*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 104.

pour nous de trésors variés ce mot de Lorraine, il faudrait employer les longs procédés de l'art. »

(1). A partir de 1911, il s'intéresse de moins en moins à la politique en généraliste, pour ne garder que la préoccupation de l'Alsace-Lorraine. Au début de mars 1911, il note dans ses *Cahiers* : « Montrer, prendre conscience en moi-même et puis justifier, rendre acceptables et justes et supérieures aux yeux de tous certaines choses qui échappent à des partisans, voire à des partis. Il ne faut pas que j'embarrasse mon intelligence dans un parti. » (2). La thèse de son grand article-programme publié en 1915 et qui va devenir sa référence constante dans l'après-guerre, peut se résumer dans cette phrase : « Après la guerre il appartiendra à l'esprit français de réapprendre à l'esprit allemand (...) quelques règles de sens commun et une plus juste interprétation de ses propres destinées. » (3). Ce nouveau dessein est réalisable car après la victoire de la Marne, Barrès pense qu' : « ils ont disparu les Français qui méconnaissaient les supériorités de la France, et qui étaient prêts à la sacrifier. » (4). S'il a souhaité reconquérir les deux provinces, il affirme que c'est aussi au nom d'un esprit universel, car la Première Guerre mondiale aurait été un affrontement

1. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 9, 1911-1912, Discours de Barrès à la réunion du « Couarail » de Nancy le 24 juin 1911, Plon, Paris, 1935, p. 121 et ss : Voilà le fait essentiel pour notre rive gauche du Rhin. Ces pays-ci ne valent que s'ils profitent de l'influence de la France. Nous prenons tous à notre compte le grand mot que de Metz à Mulhouse on répète aux Allemands : « vous nous avez appris la différence qu'il y a entre une nation civilisée et une nation policée. » nous sommes tout prêts à rendre justice à la civilisation allemande, nous la connaissons, mais c'est à la France que par instinct et par raison nous demandons de diriger notre vie intérieure, car seule elle peut la féconder, l'amplifier et nous promouvoir à notre total épanouissement. ».

2. Op. cit., p. 48.

3. Maurice BARRES, « Nous élargirons notre nationalisme », *L'Echo de Paris*, 20 avril 1915 et après la Première guerre mondiale, il écrit « Quelles limites poser au germanisme intellectuel », *La revue universelle*, t. VIII, n°20, 15 janvier 1922, p. 167 : « Il faut que l'on comprenne bien ce que c'est que notre nationalisme français et toute la valeur de la formule que nous avons voulu établir au moment le plus rude de la guerre quand nous disions : « nous élargirons notre nationalisme ». Il faut d'autre part que nous complétions cet élargissement et approfondissement de notre nationalisme, en projetant de la lumière dans la notion nationale allemande... Il nous faut montrer aux Allemands eux-mêmes tout ce qu'il y a en eux d'incomplet, d'inachevé, de déséquilibré, de primitif, de faux ; il nous faut dresser en face de leur dénaturation par la Prusse ou de leur primitivisme avec nos vraies valeurs essentielles, dépouillées de leurs impuretés et renforcées de nos profondes réserves... ».

4. Ibid.

entre : « le germanisme et l'esprit universel conçu par la France. » (1). Cette vision du monde implique la disparition de l'Empire Allemand, l'élévation de solides barrières politiques, économiques et surtout spirituelles : « oui des barrières contre le germanisme dans le monde de la pensée (...) Le problème est à examiner. » (2). Ces nouvelles frontières à défendre sont aussi celles de l'Occident, car la pensée allemande aurait appartenu à l'Orient. La France gardienne de la latinité, devient ainsi la sentinelle de l'Occident : « Nos frontières contre le germanisme, contre le slavisme, contre l'Extrême-Orient, peuvent laisser passer quelques produits » (3), mais un tri devra être scrupuleusement effectué : « Notre territoire intellectuel » déjà « jalonné de lignes de défense » doit voir « ces piquetages » multipliés (4).

Chapitre II : Maurras ou la prétention scientifique de la nécessité d'un retour à une France classique

Le « germanisme », représentation angoissée va être d'une particulière productivité sur le nationalisme maurrassien. Il va non seulement le déclencher, mais le façonner. Le point de départ du « germanisme » et donc par voie de conséquence de sa doctrine politique, est ce : « double mouvement qui se voyait d'un peu partout : montée du plateau allemand et baisse du plateau français. » (5). Dans sa conscience, l'image du « germanisme » est véritablement celle d'un fleuve en crue qui déferle sur la France. Pierre Dominique, dans l'introduction du *Charles Maurras* de

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 11, 1914-1918, Paris, Plon, 1938, p. 264.

2. Maurice BARRES, « Quelles barrières faut-il élever contre la pensée germanique », *L'Echo de Paris*, 18 octobre 1920.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 12, 1919-1920, Paris, Plon, 1949, p. 63.

4. Maurice BARRES, « Les précautions contre le germanisme intellectuel », *L'Echo de Paris*, 20 octobre 1920.

5. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 36.

Michel Mourre, écrit : « Il se plaça en travers du courant » (1). La vérité et l'analyse objective ne sont pas son souci. Il affirme refuser la fatalité et il se croit investi, comme prédestiné à changer le sens courant : « Il crut que la France, qui avait déterminé la tendance du monde moderne à la mort, pouvait renverser le mouvement, déterminer sa tendance à la vie. Reconquérir la France, tel fut son but. » (2). Mais devant cette « déferlante » : « Il s'acharna, dans tous les ordres de la connaissance, à dissiper les nuées, surtout germaniques. » (3). Sa méthode va résider dans l'édification à la « hache » de « remparts », en allant en partie rechercher ce qu'il estime être « du solide » dans la tradition, et qui va devenir les fondements même de son nationalisme. De ce socle, il va continuer d'élaborer des théories, mais cette fois-ci de conditionnement social et à prétention scientifique, afin d'amener les Français vers un but unique : l'union nationale pour un conflit attendu.

Section 1 : Les remparts traditionnels maurrassiens face au trois « contagions germaniques »

Les remparts maurrassiens face « aux trois maladies contagieuses » du « germanisme » sont le cœur de sa pensée et de son action politiques. Ces « maladies » sont la Réforme, la Révolution, et le Romantisme. De manière classique, on cite les trois « C » de Maurras, face aux trois « R » qui sont, selon lui, les créatures du « germanisme ».

Ce sentiment de fragilité, de vulnérabilité des choses et donc de menace constante qui pèse sur elles, s'exprime entre autres, dans deux métaphores qui sont récurrentes : celle du rempart

1. Pierre DOMINIQUE in introduction *Charles MAURRAS* de Michel MOURRE, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 17.

2. Ibid.

3. Ibid.

ou du mur protecteur (ou du toit) et celle qui compare la société à un navire. *La dentelle du rempart* est le titre que Charles Maurras donnera d'ailleurs plus tard à un florilège de ses écrits ; il souligne dans l'introduction de cet ouvrage le rôle toujours protecteur du rempart et le côté parfois esthétique de sa dentelle :

« Les créneaux qui dentellent la ligne du rempart n'ont pas été conçus pour le décorer. Le premier voyageur qui les apercevait au détour du chemin en craignait la flèche ou la balle, plus qu'il n'en regardait la broderie courir sur le ciel.....Le rempart sert à protéger. Le créneau à guetter. Mais les festons de la découpe dorée, le grain brillant d'une pierre taillée à vif, l'heureuse harmonie des rapports en long et en large, peuvent bien émouvoir d'un égal intérêt l'agresseur et le défenseur. Entre deux assauts, pourquoi pas ? » (1).

Maurras a la volonté de concevoir sa doctrine comme un mur protecteur, et son œuvre comme un ouvrage d'art. Si dans son œuvre on trouve souvent les mots : rempart, mur d'enceinte, toit protecteur, fortification ; c'est parce que son souci majeur est de montrer qu'en toute occasion, il est prêt à soutenir le siège. La métaphore du rempart protège la cité du temps et de l'ennemi potentiel. Elle la protège surtout de manière décisive contre les « trois maladies allemandes ».

§ 1 : Un rempart spirituel face au protestantisme

Maurras veut réunir l'Occident derrière la bannière et l'ordre d'une puissante institution catholique, afin de contrer le développement du protestantisme.

I) Une union civilisationnelle

Maurras va s'affirmer de tendance catholique et chanter les louanges et la gloire éternelle à une République chrétienne universelle. Il va exploiter fréquemment un thème essentiel dans sa doctrine : le protestantisme aurait rompu une merveilleuse union civilisationnelle universelle. Etant un théoricien qui aime construire des chaînes de dépendances culturelles, toujours avec

1. Charles MAURRAS, *La dentelle du rempart*, Paris, Grasset, 1937, p. 27.

une large part d'arbitraire, il va tenter de décrire de cette manière les apports de la civilisation classique à l'humanité, qu'il présente comme la mère de l'institution catholique. Cette civilisation aurait trouvé ses origines en Grèce ancienne, qui a apporté au monde l'ordre intellectuel, les mesures de la raison et toutes les disciplines de la science : « Cette civilisation toute en qualité s'appela seulement dans ces beaux jours, la Grèce. Elle fut plus tard l'atticisme, puis l'hellénisme. » (1). Elle a sa suite directe dans la Rome antique, qui a établi les principes de l'ordre administratif et politique, et qui, au moment de son invasion par les barbares aurait transporté son génie de l'ordre du temporel au spirituel :

« Rome donna cet incomparable gouvernement des esprits et des cœurs, cette haute discipline des sentiments les plus délicats, les plus libres, cette administration visible et sensible de la mysticité, que nous appelons le catholicisme » (2).

Elle le répandra ensuite à travers le monde : « Elle fut Rome qui la dispersa dans l'univers, d'abord avec les légions de ses soldats et de ses colons, ensuite avec les missionnaires de sa foi chrétienne. » (3). Il veut donc faire apparaître le catholicisme sans jamais le démontrer de manière convaincante, comme l'héritier en ligne directe de l'ensemble des valeurs de l'universel :

« Œuvre excellente et œuvre propre des latins, héritière consciente et légitime de l'hellénisme, l'Eglise catholique a été, vingt siècles durant, le vaisseau de l'ordre civilisé, où se conservaient la plupart des semences de progrès pour le genre humain. » (4).

Il décrira même les apports, à cette civilisation, des « barbares » à l'origine pourtant germanique, et de leur chef Clovis. Dans son « génie », ce dernier avait reconnu la « supériorité » du catholicisme à son époque : « l'homme de génie qui demanda et reçut à Reims le baptême

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 9 septembre 1901, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 257.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 140-141.

3. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 9 septembre 1901, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 257.

4. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 140-141.

catholique, au lieu du baptême arien propre aux autres barbares, décida de la civilisation en Occident. » (1) et donc : « Clovis ne se fit pas simplement chrétien : il évita expressément l'arianisme des Burgondes et des Byzantins, il se fit catholique, catholique romain. » (2).

Il ne va d'ailleurs pas cesser de regretter ce temps de l'unité, le Moyen Age ; temps où selon lui, l'Internationale ne dépendait pas des nations, mais les présidait et les commandait, et où avant d'être Français, Germain, Anglais, ou Italien, on était de cette civilisation générale qui avait sa langue, ses mœurs, sa foi, sa science, son art. Mais il déplore que cette civilisation soit malheureusement terminée : « La vraie frontière, la frontière religieuse, s'étendait jusqu'à la rencontre de la barbarie. Il ne faut pas craindre de le redire : cela était, cela n'est plus. Nous avons eu, mais nous avons perdu l'unité humaine. » (3). Il ne va pas cesser de dénoncer le protestantisme, comme le responsable du malheur qu'il y a dans la rupture d'une si « merveilleuse » union civilisationnelle, qui était forte par son histoire et qui venait de si loin : « Rome conquit de cette sorte à peu près le monde connu et, par la Renaissance, elle se retrouvait et se complétait elle-même, quand la Réforme interrompit son magnifique développement. » (4).

Il veut même laisser penser que sa théorie arbitraire de l'antiréforme commence à accéder à la notoriété, mais surtout à la reconnaissance :

« Les historiens et les philosophes sans passion commencent à évaluer exactement quel recul de la civilisation doit exprimer désormais le nom de la Réforme (...). Les Allemands sont des barbares, et les meilleurs d'entre eux le savent. » (5).

Il va sans grande surprise développer l'argumentation d'une France qui n'aurait « échappé » au protestantisme, et donc à ce qu'il estime être une « funeste » rupture de civilisation, que grâce à

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 15 août 1911, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 238.

2. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 42.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, avril 1917, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 326.

4. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 9 septembre 1901, in DPC Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 257.

5. Ibid.

la monarchie : « Nous devons en France de profondes actions de grâce au bon sens de nos rois et de notre peuple qui, d'un commun effort, repoussèrent cette libération mensongère. » (1), ce qui permettrait en conséquence à la France, de se prévaloir du titre d'héritière de la civilisation universelle :

« C'est leur résistance qui a permis le développement de notre nationalité au XVI^e, au XVII^e siècle et même au XVIII^e siècle : si complet, si brillant, d'une humanité si parfaite que la France en est devenue l'héritière légitime du monde grec et romain. Par elle la mesure, la raison et le goût ont régné sur notre Occident : outre les civilisations barbares, la Civilisation véritable s'est perpétuée jusqu'au seuil de notre âge contemporain. » (2).

Mais il déplore l'action de la Révolution de 1789, qui aurait voulu parachever l'œuvre de Luther en rompant la monarchie catholique : « Mais, quand elle coupa la tête au successeur et à l'héritier de Clovis, la Révolution n'était point du tout anti-chrétienne ; elle était protestante et anti-catholique. » (3). Néanmoins, il pense que malgré la Révolution et ses effets « dévastateurs », la France peut prendre la tête d'une œuvre de reconstruction de l'universel : « On peut soutenir que la civilisation montre en ce pays d'assez beaux restes : notre tradition n'est qu'interrompue, notre capital subsiste. Il dépendrait de nous de le faire fleurir et fructifier de nouveau. » (4). Sa méthode pourrait s'apparenter à une quasi-croisade culturelle, dont il précise, dans *La Démocratie religieuse*, qui seront ses alliés : « Nous ne nous allierons qu'avec des chrétiens catholiques, pour refaire ce qui fut fait depuis Clovis et basement défait par la Révolution. » (5). Au protestantisme, à ce qu'il appelle parfois le biblisme, il oppose le catholicisme qui aurait purifié l'Évangile de son « anarchisme » et lui aurait imposé une discipline, une hiérarchie, une institution. Au, Dieu est

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 9 septembre 1901, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 257.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 42.

4. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 9 septembre 1901, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 257.

5. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 42.

tout amour, qui risque de devenir tout amour est Dieu, l'Eglise catholique aurait opposé, tout amour n'est pas Dieu, mais tout amour est de Dieu. Le terme biblisme, chez Maurras, s'apparente à ce qu'il appelle l'esprit chrétien. Il pense que l'esprit chrétien, omniprésent, a fait beaucoup de tort à la civilisation occidentale. En février 1898, il écrira une lettre à Maurice Barrès qui est déterminante pour saisir le caractère particulier de son analyse :

« Avec quelque loisir, quel *Traité* à écrire de la décadence intellectuelle par :

- 1) l'esprit chrétien qui a renversé l'Empire Romain,
- 2) l'esprit chrétien qui a désorganisé au XVI^e siècle la civilisation catholique par la lecture de la Bible en langue vulgaire,
- 3) l'esprit chrétien qui a fomenté Rousseau, excité la Révolution, élevé la morale à la dignité d'une hyper-science, d'une hyper-politique, l'une et l'autre métaphysiques,
- 4) l'esprit chrétien qui nous donne aujourd'hui une théologie de l'individu, théorie de l'anarchie pure. » (1)

Il est difficile de comprendre ce que le professeur Georges Lecuyer, dans *L'Histoire des idées politiques*, appelle avec pertinence cette : « conception aberrante d'un catholicisme qui ne serait pas chrétien » (2), si on ne la replace pas dans la perspective de son angoisse face à sa représentation qu'est le « germanisme », surtout dans le domaine religieux. Il admire l'influence d'Aristote sur la doctrine de l'Eglise catholique :

« Dans l'ère moderne, la philosophie catholique se modèle de préférence sur Aristote ; la politique catholique s'approprie les méthodes de la politique romaine. Tel est le caractère de la tradition classique. L'esprit classique, c'est proprement l'essence des doctrines de la haute humanité. C'est un esprit d'autorité et d'aristocratie. » (3).

Il est persuadé, selon le professeur Lecuyer, qu'il peut lui aussi à sa manière la faire évoluer en la fortifiant avec les théories de son maître Auguste Comte : « Renversant les rôles, il estime pouvoir utiliser le positivisme, à la manière dont le catholicisme du Moyen Âge s'est lui-même

1. BARRES-MAURRAS, *La République ou le Roi*, Correspondance inédite, 1883-1923, Lettre de Maurras à Barrès de février 1898, Paris, Plon, 1970, p. 174.

2. Georges LESCUYER, *Histoire des idées politique*, Paris, Dalloz, 2001, p. 458.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et révolution*, Paris, NLN, 1922, p. 270.

assimilé la philosophie d'Aristote. » (1).

Ne croyant déjà pas à la religion chrétienne, il ne peut que vouer une aversion absolue à la religion de Luther et ne penser son catholicisme que comme le rempart au « protestantisme germanique ». Ce qui fait écrire au professeur Lecuyer : « Comme son maître Auguste Comte, il ne la supporte que corrigée par le catholicisme traditionnel, dont la principale vertu est d'avoir soumis les visions juives et les révoltes évangéliques à la discipline reçue du monde hellénique et romain. » (2). Maurras va même affirmer que si un Allemand voulait être catholique, il ne le pourrait pas, depuis que l'Allemand a déclaré s'être senti devenir lui-même, et qu'il : « a formulé la définition consciente de son *quid proprium* au jour précis où il a prononcé sa séparation d'avec les principes et les éléments de l'Europe méridionale. » (3). Selon lui, il n'existerait donc que des Allemands qui se déclarent catholiques, car :

« Que le catholicisme, l'éducation et le tour d'esprit catholique soient un des traits communs aux Allemands comme il l'est aux Espagnols, aux Italiens et aux Français, voilà ce qu'il est impossible, sinon de dire ou d'écrire (l'air et le papier souffrent tout) du moins de penser avec loyauté et bon sens. » (4).

Le goût et l'éducation catholiques sont les conditions essentielles du latinisme. Il affirme que la France qui a été : « sous l'orage des dissensions qui s'est abattu sur l'esprit de l'Europe » (5) depuis la naissance du protestantisme et de sa « protestation diviseuse », au lieu de décréter, en son sein l'agonie du catholicisme, aurait dû s'attacher : « avec un respect passionné à tout ce qui survit de nos antiques relations universelles » (6). Le catholicisme a été une union en avance

1. Georges LESCUYER, *Histoire des idées politique*, Paris, Dalloz, 2001, p. 458.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle, L'Action française*, 22 octobre 1916, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 269.

4. Ibid.

5. Charles MAURRAS, Préface : *Le Pape, la guerre et la paix*, p. VIII, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 237.

6. Ibid.

sur l'histoire, car il pense : « Qu'on ne s'oublie pas de la chrétienté. La chrétienté c'est dans le passé, les Etats-Unis d'Europe, tout bonnement. » (1). Et d'ailleurs, même si en Europe il semble que le catholicisme soit affaibli, néanmoins il affirme que :

« Sur le champ des sociétés humaines où se sont toujours situées mes réflexions, je ne vois rien de supérieur au Catholicisme. Il est supranational. Il est pro-national. Les deux plans ne se heurtent point. » (2).

Il a donc vocation toujours à l'universel puisqu'il en aurait même été le synonyme : « Catholique, voulant dire universel, laisse ouvertes toutes les perspectives sur le reste du monde et l'ensemble du genre humain. » (3). Maurras ne cesse de proclamer que bien qu'étant nationaliste, son nationalisme n'a jamais méprisé dans les choses humaines l'humanité, l'universel, car il défend même : « la seule institution organique et vivante dont l'esprit soit universel, le catholicisme. ».

(4). Et c'est parce que les nations se feraient constamment la guerre, qu'il déclare :

« qu'il nous paraît honorable pour notre espèce que, dans le ciel, plus haut, plus loin que le chemin des taubes, existe un lieu où se rencontrent et puissent converger des prières du même rite, exhalées d'âmes ennemies (..) Il y avait un état d'esprit européen qui donnait les lois humaines à la guerre. Ces grands biens moraux sont perdus. Mais nous voyons le peu qui reste adhérer et se cramponner au catholicisme. J'avoue que ce fait visible et palpable contribue à me rendre extrêmement attentif et respectueux envers tout ce qui tient à l'essence catholique. L'affaiblir aujourd'hui, c'est affaiblir le dernier refuge terrestre de l'humain, de l'universel. » (5).

Et même pour assurer la paix universelle, alors qu'il affirme de manière péremptoire que le protestantisme est caractérisé par des traits de basse rapine horizontale propres aux conquêtes terrestres, toutes matérielles et que : « La barbarie de Luther que Fichte appelle « l'Homme allemand » veut l'effort pour l'effort et la guerre pour la guerre » (6), le catholicisme serait à l'opposé sans y mettre moins de courage n'y soutenir un combat moins ferme : « Sa prédication,

1. Charles MAURRAS, *L'Enquête sur la monarchie* p. 370, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 238.

2. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 81.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle, L'Action française*, 22 octobre 1916, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 270.

4. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, février 1915, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 344.

5. Ibid

6. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 82.

comme sa morale des hiérarchies, soutient des rapports très étroits avec cette tranquillité de l'ordre qui s'appelle la Paix et qui est le souverain bien politique. » (1).

II) Une consécration de la puissance de l'institution catholique

Albert Thibaudet dans *Les idées de Charles Maurras* affirme que :

« Toute la vie matérielle et spirituelle de l'Europe moderne paraît suspendue au point de savoir qui vaincra, de l'individualisme germanique venu de la Réforme et de la Révolution ou des idées générales qu'élabora le genre humain au cours d'un mouvement civilisateur qui trouva ses formules les plus complètes dans le catholicisme romain. » (2).

Aussi le catholicisme, tel que Maurras le conçoit, va-t'il être le contraire du protestantisme. Mais le catholicisme ne doit donc jamais être confondu avec le christianisme. Il n'y voit qu'une forme atténuée du christianisme, où l'élément du monothéisme est rigoureusement circonscrit, grâce à un usage judicieux du dogme et de la discipline. Le mérite essentiel qu'il reconnaît à cette religion a été : « d'organiser l'idée de Dieu et de lui ôter son venin » (3). Il déclare admirer ces légions d'intermédiaires que le catholicisme va mettre entre l'homme et Dieu car : « si Dieu parle au secret d'un cœur catholique, ces paroles sont contrôlées et comme poinçonnées par des docteurs, qui sont dominés à leur tour par une autorité supérieure.» (4). Seul le Pape pourrait se permettre au nom de Dieu des égarements, mais Maurras assure qu'il n'y a aucun risque, car tout est combiné autour de lui pour l'en garder. Il faut comprendre, quand il dit de la religion

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 81.

2. Albert THIBAUDET, *Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p.104.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques*, Note 3 Les Déistes-1912, Paris, NLN, 1922, p. 274.

4. Ibid.

catholique qu'elle est un :

« Admirable système dans lequel chacun peut communiquer personnellement avec Dieu, à la condition de s'élever par ce nom à des pensées plus générales, à de plus généreux sentiments, mais qui ne permet point qu'on attribue à l'infini ses propres bassesses, ni qu'on en autorise ses rebellions. » (1).

qu'il condamne sans appel, mais sans en connaître réellement le sens : le sacerdoce universel, principe essentiel de la Réforme, qui estime que tous les baptisés sont prêtres et qu'il n'y a donc plus d'intermédiaires obligés entre Dieu et les croyants dans la lecture et les interprétations de la bible. Maurras loue ce « Dieu catholique » en affirmant qu'il est un point d'unité, car même les « insensés » avec lui seraient enchaînés par le dogme et ne pourraient ainsi se choisir un maître de leur façon ou à leur image :

« Le huguenot Guillaume Monod se disait Christ ou inspiré du Christ. Nous n'avons jamais contesté les mérites de ce saint homme qui furent sans doute très grands. Mais les extases qu'il prêchait ne servirent, en somme, ni les citoyens, ni l'Etat : et le ciel et la terre, le bon sens et le goût étaient également importunés de ses rêveries. Le frein catholique manquait à son exaltation religieuse. C'est pourquoi lui manquèrent les mesures de la raison. Nous ne voulons encourager aucune folie. » (2).

Le protestantisme est pour Maurras une vision intolérable du christianisme et il n'est donc guère surprenant qu'il écrive, que : « le catholicisme propose la seule idée de Dieu tolérable aujourd'hui dans un Etat bien policé. Les autres risquent de devenir des dangers publics. » (3).

Si le catholicisme est sa référence unique dans le domaine religieux, c'est parce qu'il aurait « purgé le christianisme » car : « le christianisme non catholique est odieux » (4). Il critique aussi le triomphe dans les sociétés de l'individualisme moderne au détriment de la communauté et de

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques*, Note 3 Les Déistes-1912, Paris, NLN, 1922, p. 275.

2. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 42.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques*, Note 3 Les Déistes-1912, Paris, NLN, 1922, p. 275.

4. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 42.

l'ordre, cette critique va encore dans la direction des principes du protestantisme. Selon Michel Sutton, dans *Charles Maurras et les catholiques français* :

« La critique maurrassienne de l'individualisme moderne déplore surtout que l'obsession de la conscience et du bien-être individuels soient en complet désaccord avec le sens classique de la communauté et de l'ordre, valeurs que le catholicisme, tel que saint Thomas et l'Université de Paris l'enseignèrent, a intégré à la substance de la « vieille France. » (1).

Il n'aime pas la Bible qui lui paraît un foyer d'anarchie, et ce n'est pas lui qui songerait à tirer de l'Écriture sainte, une politique. Encore dans ce domaine, il s'attaque aux fondements des symboles du Luthérianisme. Car en 1521 Martin Luther, au cours de son séjour au château de la Wartburg avait commencé la traduction de la Bible. Sa version du nouveau testament parut en 1522. Jusqu'alors, la Vulgate, traduction en latin due à Saint Jérôme était la version la plus courante de la bible. Traduire la Bible en allemand fut un geste révolutionnaire, car elle offrait désormais sa lecture à chacun de ceux qui savaient lire. La doctrine du salut par la seule grâce de Dieu manifestée en Jésus-Christ représente le principe matériel du protestantisme, parce que cette doctrine constitue le cœur, le contenu, la matière principale de sa pensée. La Bible, elle, est désignée comme son principe formel, parce qu'elle contient cette pensée, en est la forme. C'est la découverte dans la Bible de la notion de salut par la grâce, qui conduisit les Réformateurs à en promouvoir la lecture. Ils reconnurent en elle la vérité absolue. Maurras désigne d'ailleurs encore clairement sa cible, quand il écrit que : « Par delà la Révolution nous valons, par delà Jean-Jacques et Genève qui nous embrouillèrent de germanisme et de biblomanie. » (2), alors que selon lui, il existe une noble et pure tradition de France : « Tradition catholique, c'est-à-dire exclusive d'un christianisme inorganique et séditieux. » (3). Cette tradition était classique, logique et

1. Michael SUTTON, *Charles Maurras et les catholiques français*, Paris, Bauchesne, 1994, p. 43.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 159.

3. Ibid.

juridique, nationaliste et sociale, scientifique et autoritaire : « souple et ferme soutien, solide nourriture des plus grands, des plus beaux et des plus fortunés moments de notre histoire, le XVII^e siècle, la Renaissance et le milieu du Moyen Âge. » (1). Maurras aime essentiellement dans le catholicisme, cette discipline des âmes et ce gouvernement des esprits qui aurait donné du corps et de la logique à la France : « Cette religion, à laquelle nous devons l'organisation et la conservation du pays, n'a pas cessé d'être le centre de la plus ferme résistance aux divers efforts d'anarchie et de révolution qui l'abaissent depuis cent ans. » (2). L'essence de son catholicisme est avant tout un ordre : « Sans consister toujours en une obéissance, le catholicisme est partout un ordre. » (3). Cette apologie de l'ordre est bien évidemment encore une nouvelle critique du protestantisme et du problème de l'autorité, qu'aurait engendré le sacerdoce universel. Il n'y a plus d'intermédiaire indispensable, de trait d'union clérical entre Dieu et le croyant :

« On ne saurait rêver d'alliance ou d'entente politique avec une secte dans laquelle d'abominables inepties ne sont point réprimées ou le sont mollement. Il nous faut les garanties du catholicisme, seul mode organique et organisateur du christianisme. » (4).

Dans *Le dilemme de Marc Sangnier*, il rend grâce au catholicisme d'avoir accepté l'Être et d'avoir pu de ce fait, créer l'Eglise catholique comme une institution durable : « Luther est iconoclaste comme Tolstoï, comme Rousseau. Leur commun rêve est de briser les formes et de diviser les esprits. C'est un rêve anticatholique ? » (5). Il pense que le rêve d'assembler et de composer, la volonté de réunir, sont des aspirations catholiques. Ce qui construit est pour, ce qui détruit est contre. Il ira même plus loin encore dans la simplification qui va tourner à

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p.160.

2. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, NLN, Paris, 1921, p. 464.

3. Op. cit., p. 236.

4. Op. cit., p. 42.

5. Op. cit., p. 22.

l'absurde : « Le positif est catholique et le négatif ne l'est pas. » (1), car ceux qui s'opposent au catholicisme symbole d'ordre sont des :

« déclamateurs qui s'élèvent contre la règle ou la contrainte au nom de la liberté ou du droit, sont les avocats plus ou moins dissimulés du néant. Inconscients, ils veulent l'Être sans la condition de l'Être et, conscients, leur misanthropie naturelle, ou leur perversité d'imagination, ou quelque idéalisme héréditaire transformé en folie furieuse les a déterminés à rêver, à vouloir le rien. » (2).

Afin de défendre cet ordre, il présente les études catholiques comme devant dresser un front face au « danger » de la théologie protestante, mais surtout de la philosophie et de la morale universitaire de Kant. Le classicisme se forme par les études classiques dont le modèle est l'enseignement de la théologie considérée indépendamment de la foi. Il trouve qu'il y a des vertus pédagogiques dans le catholicisme, qui, sans surprise dans sa théorie sont supérieures à celles du protestantisme :

« A la différence de la théologie protestante, son caractère est de former une synthèse où tout est lié, réglé, coordonné depuis des siècles, par les plus subtils et les plus vastes esprits humains, en sorte qu'on peut dire qu'elle enferme, définit, distribue et classe tout. Point de discussion inutile tout aboutit. Les doutes se résolvent en affirmations ; les analyses, si loin qu'on les pousse, en reconstitutions brillantes et complètes. » (3).

Alors que la philosophie universitaire, contre laquelle il n'aura de cesse de lancer des croisades, ne permettrait pas de bien penser, ni de bien raisonner, car : « enseigné en un an, à de plus le désavantage de se réduire dans beaucoup de cours à la seule morale, et quelle morale ! celle de Kant. » (4). Il va déclarer que le catholicisme est fait pour la France, et qu'il demeure malgré les attaques que les gouvernements républicains lui livrent, encore bien vivant et qu' : « il continue à disposer d'un esprit, d'un corps d'institutions, d'un système d'éducation morale, d'une doctrine vigoureuse, de docteurs et de disciples nombreux. » (5). Il est incontournable, car il puise

1. Charles MAURRAS, *La démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 27.

2. Op. cit., p. 28

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et révolution, Trois idées politiques*, Paris, NLN, 1922, p. 281.

4. Ibid.

5. Charles MAURRAS, Préface : *Le Pape, la guerre et la paix*, p VIII, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 237.

ses racines dans un long passé, il affirme même qu'il a bâti la France : « Croyant ou non croyant, comment méconnaître que cette France était la fille de ses évêques et de ses moines ? Quand tout en serait oublié, leur nom demeurerait inscrit sur une terre qu'ils ont modelée. » (1). Il n'y aurait donc pas d'alternative au catholicisme pour la société française face au « germanisme », il va même employer le terme de carte forcé :

« Quelle est l'idée, l'influence, la force morale à servir et à utiliser dans le monde sans catholicisme ? L'idée latine elle-même sera stérile et entachée de germanisme luthérien si vous n'allez carrément à l'idée catholique, idée latine et romaine par définition. Je vous assure que, pour un politique français à longs desseins, le catholicisme est véritablement la carte forcée. » (2).

Maurras transfère les valeurs de l'universalisme judéo-chrétien à la seule civilisation gréco-romaine. L'Eglise catholique est de plus en plus identifiée à une internationale, dont la papauté aurait à tenir le rôle de gardien suprême d'un occident humaniste, classique et romain. La France ne pourrait donc échapper à cette nécessité : « Un monde latin moderne non catholique, non imbibé, non imprégné de catholicisme ? Non, en vérité, connais pas ! » (3).

En France le rempart catholique doit s'étendre à l'Etat, qui doit devenir une monarchie catholique afin d'éviter qu'il soit « autre chose », car il écrit qu'une : « politique irréligieuse ou anticatholique aboutit à donner pratiquement l'empire aux juifs, aux protestants et aux francs-maçons. » (4). Même s'il affirme que sur l'immortalité de l'âme et sur l'infailibilité du Pape, un nationaliste peut bien penser ce qu'il veut, il est conduit par contre naturellement à penser, qu' : « une monarchie cléricale est une chimère. Chimère aussi une monarchie anti-catholique. Mais

1. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 464.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 24 février 1915, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 239.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, *L'Action française*, 22 octobre 1916, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 268-269 : « Un monde latin moderne s'évertuant à nier le bienfait philosophique d'Aristote et de saint Thomas d'Aquin ou l'analyse morale d'Ignace de Loyola, ou la casuistique de ses disciples ? C'est là encore un de ces animaux fabuleux qui déchirent et se détruisent dans l'imagination avant de pouvoir y être réalisés clairement. L'Espagne sans Saint Dominique, l'Italie sans Saint-François, Rome sans Vatican, ou la France sans l'Université de Paris et sans la rue du Fouarre, on peut dire, dans toute la vigueur de l'argot le plus contemporain, que cela n'existe pas et n'a jamais existé. ».

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 18 mars 1913, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 238.

un nationaliste hostile aux grands intérêts catholiques ne serait pas moins chimérique ! » (1).

Il confirme qu' : « il faut donc concevoir le catholicisme tel qu'il est, et, comme l'être de cette société spirituelle n'est pas séparable de l'idée qu'elle a d'elle-même, il faut la concevoir comme elle se conçoit. » (2), or en affirmant vouloir la fortifier, il déclare : « Ce que nous cherchons à réaliser en tout, c'est l'unité française. » (3). Le catholicisme n'est qu'un élément indispensable dans cette fortification « antigermanique » dominée par la monarchie (4).

§ 2 : Un rempart politique face aux valeurs de la Révolution

Puisque les valeurs de la Révolution de 1789 n'auraient pas eu une origine française, mais germaniques, et auraient été exportées dans le but unique de nous affaiblir, il va rechercher le régime le plus solide, celui qui offre le plus haut niveau de protection pour la France.

1. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 26 octobre 1900, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 242 : « Sur l'immortalité de l'âme et sur l'infailibilité du Pape, un nationaliste pourra penser ce qui lui plaira : il ne pourra disconvenir ni du grand nombre des Français qui naissent et meurent catholiques, ni des souvenirs et des sentiments, ni encore une fois des traditions et des intérêts qui unissent la France au catholicisme. Adorât-il le feu, il sera politiquement l'ami, l'allié naturel des Français catholiques contre leurs adversaires du dedans ou de l'étranger. ».

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 18 mars 1913, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 242

3. Ibid : Si nous nous faisons des illusions sur la pensée ou la nature de nos concitoyens, nous ne les rapprocherions pas les uns des autres ; ce que nous mettrions côte à côte, ce que nous placerions bout à bout, ce seraient de simples fantômes et, la plupart du temps, des mots : avec quel résultat ? Le résultat acquis par nous est d'avoir réuni dans la même action des esprits français que séparaient moralement, doctrinalement, des abîmes. La même action peut réunir tous les esprits français. Sans doute, mieux vaudrait que les abîmes fussent comblés, et rien au monde ne serait plus désirable. Mais, en attendant qu'ils le soient, faut-il donc s'entre-déchirer ? Sans doute encore, action commune suppose une certaine conception nationale comme un certain désir de paix entre Français. La netteté de cette conception peut gêner. La violence de ce désir d'une paix française peut gêner aussi. On peut être gêner enfin par les conditions naturelles de cette paix. ».

4. Ibid : « Un roi me gênerait » disait un jour Sangnier, parlant à ma personne. Mais les conditions générales de la vie des hommes et des peuples n'ont pas été créées pour les aises d'un seul particulier. Réserve faite sur les risques d'erreur, toujours possibles, mais toujours réparables, ces conditions supérieures sont à prendre ou à laisser. En les prenant, on obtient le bien qu'on désire. On le perd en les dédaignant. Le tout est de voir ce qu'on veut et si on le veut bien. ».

I) La recherche du régime le plus solide

Maurras est persuadé que le salut, la force et la renaissance de la France passent par les institutions :

« Seule, l'institution, durable à l'infini, fait durer le meilleur de nous. Par elle l'homme s'éternise : son acte bon se continue, se consolide en habitudes qui se renouvellent sans cesse dans les êtres nouveaux qui ouvrent les yeux à la vie. Un beau mouvement se répète, se propage et renaît ainsi indéfiniment. Si l'on veut éviter un individualisme qui ne convient qu'aux protestants, la question morale redevient question sociale : points de mœurs sans institutions. » (1).

Hanté, possédé par un traumatisme lourd qu'il n'a pas cessé d'attribuer en grande partie à la Révolution, il ira tout naturellement puiser dans le régime qu'il estime, après *L'Enquête sur la monarchie* comme étant le plus efficace, le meilleur pour lutter contre le risque que le « germanisme » ferait courir à la survie même de la « fragile France » :

« Car s'il faut de longs âges, un effort méthodique et persévérant, des inventions presque divines pour bâtir une ville, élever un Etat, constituer une civilisation, il n'y a rien de plus aisé que de défaire ces délicates compositions. Quelques tonnes de poudre vite renversent une moitié du Parthénon ; une colonie de microbes décime le peuple d'Athènes : trois ou quatre basses idées systématisées par des sots n'ont point mal réussi depuis un siècle à rendre vains mille ans d'histoire de France. » (2).

L'adoption de la monarchie par Maurras apparaît donc comme le fruit d'une recherche. Le choix de la monarchie n'aurait pas été le fruit d'un caprice politique. Il va se lancer dans une démarche originale, une grande enquête. Dans l'histoire des idées politiques, *L'Enquête sur la monarchie* peut apparaître comme une idée nouvelle. Elle commence ainsi : « Ceux qui sont satisfaits n'auront pas à ouvrir ce livre que je sou mets à la raison de tous les Français mécontents. » (3).

Cette enquête aurait un but principal : découvrir le régime politique qui permettrait le mieux de renforcer les défenses naturelles de la France. Dans la réalité, Maurras n'agit pas avec la

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, L'avenir de l'intelligence*, Paris, NLN, 1922, p.35.
2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 152-153.
3. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, Préface, p. 1.

démarche traditionnelle du chercheur, ou même d'un enquêteur, car il possède un véritable a priori positif sur la monarchie (1). Cette enquête en fait est déjà une technique de communication, dont le but est de créer l'illusion d'un débat, afin de diffuser dans la société française l'idée de la monarchie et de légitimer à posteriori son a priori. Néanmoins, il introduit parfois sur l'idée de la monarchie un peu de relativité, en écrivant qu'il ne s'agit pas d'un régime parfait, mais d'une condition nécessaire et peut-être pas suffisante :

« N'étant pas les charlatans de la Monarchie, comme il y a des charlatans de la Démocratie, nous n'avons jamais enseigné que la Monarchie détourne par sa seule présence les maux dont la guerre civile ou la guerre étrangère, les épidémies physiques ou les pestes morales peuvent menacer les nations. Ce que nous disons, c'est que, dans les pays qui sont faits comme la France, la Monarchie héréditaire réunit non les meilleures, mais les seules conditions de défenses contre ces fléaux. » (2).

Les caractéristiques de la monarchie sont étudiées dans *L'Enquête sur la monarchie*. Maurras y publie ses entretiens avec deux des principaux représentants du Duc d'Orléans exilés à Bruxelles, le chef du bureau politique André Buffet, et le président des comités royalistes du sud-ouest le

1. Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 281.

2. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 110-111 : « Mais alors le Fait et le Droit de la Patrie nous faisaient un double devoir de réformer cet Etat vraiment infirme et infidèle que leur imposait la démocratie. N'ayant même pas su régler à son honneur une simple affaire de police militaire internationale, le même régime avait mérité chemin faisant, les plus solides soupçons de complicité avec l'ennemi. C'est que, si la secrète armature oligarchique des janissaires dissidents et allogènes était peu ébranlable, la Constitution écrite du régime la soumettait au plus futile des suffrages et l'absorbait dans la querelle électorale, la lutte des partis, la course aux emplois, faible appareil, inattentif et même inapte à la gestion des intérêts supérieurs de la sécurité matérielle : armée, marine, diplomatie, haute justice, les offices les plus considérables étaient, par force, les plus négligés au profit des moindres. L'autorité était dissoute au centre de l'Etat, elle était étirée et dispersée jusqu'à ses dernières extrémités pour y faire sentir le plus inutile des jougs. Les récentes convulsions dreyfusiennes avaient laissé par tout son corps un sourd malaise doublé d'affaiblissement général. L'équilibre matériel était recouvré, mais l'étourdissement du vertige et de la secousse subsistait dans les têtes et dans les cœurs. On se plaignait d'anarchie et de tyrannie sans que l'on supprimât l'autre : la division et l'oppression étaient deux états nouveaux alternants ! Toute loi importante était dirigée contre quelqu'un ou aux dépens de quelqu'un, en raison de ses croyances, de sa classe, de son bien ou de son état. Dès lors où était la justice, où l'ordre ? où le repos du pays ? Où son union ? Où l'arbitrage propre à tout gouvernement ? Déjà était entrevu ce « trou par en haut » que, longtemps plus tard, devait diagnostiquer le socialiste Sembat. A la fin de 1897, à la traversée de la tragique dispute, devant cette longue perturbation sans médiateur, il m'était une fois arrivé d'insinuer, comme si je me l'étais demandé à moi-même « à quoi servirait un monarque », et la question publique avait causé un notable remous de riches résonances, au point que j'en avais été saisi et surpris, puis ému, enfin obsédé. Eh ! quoi, me dis-je, la France se souvenait donc ? Elle localisait son mal ? Elle prenait garde que sans chef permanent, elle risquait des déchéances graves ? Mes anciennes méditations me revenaient avec une autorité redoublée : le Roi était donc bien la clé de voûte ou la pierre d'angle de la patrie ? Mais, s'il en était ainsi, rien ne servait d'éluder la vérité ou de la taire. Il importait de la crier. A l'été de 1900 j'entrepris cette *Enquête sur la monarchie* que je n'ai jamais arrêtée. »

comte Eugène de Lur-Saluces. Ces entretiens provoquent des réactions de nombreuses personnalités et écrivains dont Barrès, Dimier, Bordeaux, Bainville, Vaugeois, Montesquiou... auxquelles Maurras répond à son tour. L'ensemble de ces textes a été publié pendant plusieurs mois de fin juillet à mi-novembre 1900, dans le journal royaliste *La Gazette de France*, puis en deux brochures, enfin dans un livre (1909) réédité avec des compléments en 1924. Buffet et Lur-Saluces répondent à la question générale : « Qu'est-ce que la monarchie ? » Aux lecteurs de *La Gazette de France*, une question plus précise est posée : « Oui ou non, l'institution d'une monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée est-elle de salut public ? ». Maurras va s'en prendre à la Révolution et aux Républiques libérales et démocratiques qui en sont issues. Il veut exprimer son opposition à l'épopée révolutionnaire et à son acquis, en œuvrant à la restauration et en réimposant à la « femme sans tête » un prince. Mais comment redorer le blason d'une institution morte, pour laquelle il n'existe ni unanimité, ni majorité, ni même une minorité importante ? Qu'à cela ne tienne, il veut convaincre sinon toute la France, du moins une minorité assez active pour tenter le coup de force.

Selon le professeur René Remond, c'est le nationalisme qui a conduit Maurras au monarchisme, car son royalisme n'étant pas une foi, il s'est rangé à la monarchie comme la formule politique la plus satisfaisante, la forme de régime validée par l'expérience historique pour sa solidité. Il va écrire sur Charles Maurras et Jacques Bainville :

« Leur monarchisme est l'aboutissement d'une démonstration, il est la conséquence de la physique sociale. Mentalité de géomètres, de mystiques point. Le nationalisme les a conduits à la monarchie : ils se sont découverts monarchistes ; les royalistes d'autrefois l'étaient de naissance. » (1).

Même si le royalisme est l'habit de lumière du nationalisme intégral, sous cette apparence,

1. René REMOND, *Les droites en France*, Aubier, Paris, 1982, p. 172.

c'est bien le nationalisme qui reste essentiel. Pierre Dominique affirme que la monarchie n'aurait été qu'une tactique pour Maurras :

« En politique, c'est la doctrine maurrassienne qui importe et non la tactique. La doctrine (contre-révolution, anti-romantisme) est vraie ; la tactique (retour au roi) n'est pas adaptée au temps socialiste que nous vivons. » (1).

La constance et une certaine logique vont amener Maurras à affirmer, que tout homme animé par un sentiment nationaliste ne peut être que favorable à la restauration de la monarchie : « On démontre la nécessité de la Monarchie comme un théorème. La volonté de conserver notre patrie française une fois posée comme postulat, tout s'enchaîne, tout se déduit d'un mouvement inéluctable. » (2). En plus de la raison, il en appelle, pour affirmer la supériorité et la solidité du régime monarchique, à son caractère naturel et instinctif. Il donne à la nation ce dont tout homme a besoin : de l'autorité, un père, un chef pour la conduire face aux dangers :

« Au commencement de la royauté nationale, par-delà le phénomène de protection et de patronage, il faut placer d'abord un fait aussi complet, aussi primordial, aussi digne de vénération et d'admiration que possible, le fait de force qui est aussi un fait d'amour, le fait de nature qui est aussi un acte de volonté : la paternité. Les Rois de France ont été les Pères de la Patrie. » (3).

Maurras, qui est constamment animé par la crainte de la disparition de la France et qui veut opposer à la puissance allemande une France forte, va être ébloui par ce régime qui au début de l'histoire nationale alors que rien n'était joué, avait déjà fait ses preuves :

« Dans l'histoire de la formation de la France, nos forces ethniques tiraient à hue, nos forces géographiques tiraient à dia et nos forces économiques en un troisième sens peut-être. Comme le Dieu d'Anaxagore, la pensée capétienne fit converger ces trois forces en un même plan et chacune trouva son expression heureuse. Bons ou mauvais, faibles ou forts aucun de ces princes ne perd de vue la génération de la France. » (4).

Mais cette capacité de résister aux forces contraires, qu'il estime génitrices du néant, il l'attribue

1. Pierre DOMINIQUE dans l'introduction in Charles Maurras de Michel MOURRE, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 17.

2. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 118.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 16 septembre 1911, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 85.

4. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 495.

sans nuance et de manière exclusive à cette institution, qu'il veut remettre à la tâche : « On dirait l'œuvre d'un seul homme. C'est l'œuvre d'une institution, d'une tradition et d'une Maison. » (1).

Il n'aurait donc pas été possible de concevoir longtemps la France sans cette institution « sublime », puisque : « Comme le disait, chez Anatole France, l'abbé Lantaigne, la République n'est chez nous qu'absence de prince, c'est-à-dire désordre, gaspillage et décadence à l'infini.

Excellente à peu près partout, la monarchie est chez nous de nécessité. » (1).

L'expérience, la tradition de cette institution, son rapport particulier et intime avec la France vont être des thèmes fréquemment développés :

« Le désir de savoir quand il est sincère nécessite les acquêts de la tradition (pour ne pas piétiner) et le maintien de l'ordre (afin de durer). Cela est bien sensible par la confession du jeune héros de la chronique d'une génération : l'ambition de savoir, ressentie avec force, logique, esprit pratique, l'a conduit à la philosophie de la royauté. » (2).

Mais surtout, il va faire apparaître cette institution comme un garant de vie pour la France :

« Cette autorité vivante et sage, dont tout dépend, il reste à la reconstituer », qui seule a les moyens de résister à ce : « qui prolonge la double courbe romantique et révolutionnaire », et qui en conséquence : « ouvre à l'Esprit une ample liberté de mourir. » (3). Si l'esprit révolutionnaire, dont il attribue les origines au « germanisme », voulait rompre avec l'histoire, rejeter, au contraire, la monarchie est présentée comme la politique de tradition française intimement mêlée

1. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 495 et Charles MAURRAS, *La Gazette de France 1902* in DPC, Paris, A la Cité des livres, 1932, t. 2, p. 91 : « Notre France est une œuvre d'art. C'est une œuvre d'art politique, née de la collaboration d'une nature favorable et de la pensée de nos rois. D'autres nationalités doivent beaucoup plus que la nôtre à la nature. La forme de l'île bretonne conseillait, présumait, fondait le Royaume-Uni. En Allemagne agissait la langue. L'Italie, avant d'être un Etat formait déjà un peuple. Chez nous, la France était possible, Rome en avait donné l'esquisse, mais l'invasion scandinave et l'anarchie féodale menaçaient de tout effacer à jamais lorsque surgirent ces admirables chefs capétiens qui, aidés de l'Eglise, sauvèrent tout d'abord le fragile germe existant, puis en tirèrent la première unité politique de la chrétienté et du monde. ».

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 38.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, NLN, 1922, p. 24 bis.

à cette nation, et il écrit :

« Comprendre son nationalisme, sa qualité et sa position de Français, tant devant l'Europe ou le monde que devant la France éternelle ou les problèmes politiques et sociaux de la France moderne, c'est le bénéfice immédiat, presque instantané, de l'adhésion à la monarchie. » (1).

Il y aurait une véritable identification, une symbiose entre le roi et la nation française et donc une évidence : « Plus on se sent nationaliste, plus on se sent orienté et acheminé vers le monarchisme.

L'idée royaliste n'est que le maximum de l'idée de patriotisme. » (2) . La monarchie aurait été

aussi le meilleur gardien de la primauté de l'intérêt général : « Avec ce gardien et sa succession de mâle en mâle par ordre de primogéniture, qui transmet son dépôt automatiquement, le présent et l'avenir sont liés, donc sauvegardés. » (3), et en conséquence le meilleur élément, par sa

stabilité, pour unir les Français. Il ne veut pas créer un régime nouveau, abstraitement pensé puis plaqué sur le corps social, mais revenir à la constitution réelle du pays, à celle qui est enracinée

dans l'histoire, même si le pays a rejeté depuis plus d'un siècle cette constitution traditionnelle. Sachant qu'il ne faudrait pas hésiter à l'aider artificiellement, pour ainsi dire, à revenir à sa

nature. Tradition veut dire transmission d'un héritage dans le cadre de l'hérédité, et d'une loi qui transmet la souveraineté de mâle en mâle par ordre de primogéniture. Il va d'ailleurs arriver à

conclure : « Qu'est ce que la royauté ? L'hérédité de la couronne. Qu'est ce que l'hérédité ? La loi de succession. » (4).

loi de succession. » (4).

Dans un commentaire à la réponse d'Henri Bordeaux aux questions de *L'Enquête*, il écrivait :

« Toute les traditions ont un commencement et les sentiments de fidélité monarchique, s'ils remontent très haut, ne remontent point indéfiniment : ce qui a commencé peut se recommencer ; ce qui eut un point de départ peut en retrouver un second. » (5).

1. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 175.

2. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 16 novembre 1899, in DPC, Paris, A la cité des livres, t. 3, p. 86.

3. Charles MAURRAS, *La contre-révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet, 1943, p. 146.

4. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. LXXXV.

5. Op. cit., p. 208.

Sa monarchie n'est pas, comme chez les traditionalistes, la seule volonté de faire répéter l'histoire. Maurras veut un royalisme raisonné, de défense nationale sans contenu affectif ou métaphysique : « A d'autres, dit-il, le vieux droit divin, solennelle sottise des courtisans inintelligents du passé. » (1). Il n'est pas un nostalgique aveugle de la monarchie traditionnelle, car si : « la tradition c'est ce qui a duré : c'est ce qui a réussi séculairement. » (2), il est évident dans sa théorie que : « la tradition doit vivre, progresser, s'enrichir, donc changer un peu. » (3). Il le confirme quand il écrit que : « la tradition n'est pas l'inertie, son contraire ; l'hérédité n'est pas le népotisme, sa contrefaçon. » (4). Afin de distinguer la Monarchie française, de l'Empire allemand, il déclare que la forme nationale en France de la monarchie héréditaire est la royauté et non le césarisme : « La royauté légitime dans le pays de France est le règne des successeurs de Hugues Capet suivant la loi traditionnelle de leur succession. » (5). Mais la phrase dans *L'Enquête sur la monarchie*, qui démontre le plus clairement la détermination maurrassienne de construire un rempart institutionnel, se situe immédiatement après la définition de la monarchie héréditaire française, quand il écrit : « Ces définitions font mesurer tous les pas, tous les stades, tous les paliers qui séparent le simple chef mon-archique de cette « monarchie en règle » que Bismarck redoutait de voir renaître en France.» (6). Jamais il ne songera à une monarchie parlementaire pour la France, car il veut un « vrai roi », un roi utile dans sa stratégie de renforcement national : « Nous ne songeons pas à restaurer en France une monarchie parlementaire. » (7).

1. Cité par Jacques PAUGAM in *L'Age d'or du maurrassisme*, Paris, Denoël, 1971, p. 117.

2. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 30 septembre 1905, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 333.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française mensuelle*, 1 mars 1903, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 333.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 2 septembre 1908, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 333.

5. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. LXXXV.

6. Ibid.

7. Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 285.

Mais si l'on peut dire unité et force au sommet, il est favorable à une diversité à la base. Car la décentralisation doit faire « respirer » une France qui étouffe, et qui risque même d'être détruite par la politique de centralisation menée selon lui, depuis 1789 par la Révolution, puis par Napoléon. Cette centralisation ayant pour conséquence l'étatisme et la bureaucratie aurait été inhérente au régime démocratique. Dans *Kiel et Tanger*, il va jusqu'à affirmer qu'il : « faut tendre à éliminer de la vie sociale l'élément Etat. » (1), mais à condition, bien évidemment que l'Etat central : « soit demeuré le maître de la diplomatie, des armées de terre et de mer, de la haute police, de la haute justice, et qu'il veille à toutes les fonctions d'intérêt général. » (2). Dans sa critique de la centralisation, qu'il attribue à la Révolution et au jacobinisme, Maurras va commettre une erreur historique importante, car la centralisation connaît une croissance constante avec les Bourbons, et une apogée avec la monarchie absolue de Louis XIV. Afin de s'opposer à l'objection sur le pouvoir absolu du « roi soleil », il va mettre en avant l'exemple de Strasbourg qui aurait été amené, en quelques années d'administration « sage et ferme » de Louis XIV, à former selon les termes qu'il reprend d'un ambassadeur étranger : « un brasier d'amour pour la France. » (3). Ce qui lui fait conclure sans aucune surprise que : « ce n'était évidemment pas par le tambour et le gourdin, à la mode prussienne, que Louis XIV a pu obtenir de pareils résultats » (4). Il exprime une vision totalement idéalisée de cette politique royale, qui n'aurait été qu'influence, attrait, contrat, négociation, et action guerrière certes, mais qu'en cas de nécessité. Cette monarchie française était d'ailleurs tellement idéale dans sa théorie, qu'elle aurait été la

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 296.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 308.

4. Ibid.

protectrice des puissances faibles en Europe :

« Nos rois avaient fait une « alliance perpétuelle » avec les Ligues suisses. Les grandes républiques d'Italie, comme Gênes, la République de Pologne ont trouvé jadis à Paris et à Versailles des souverains disposés à les soutenir contre toutes les oppressions. » (1).

Les Rois de France auraient même été les protecteurs des libertés germaniques, Maurras le souligne avec une certaine malice, car le but était de maintenir une éternelle impuissance allemande :

« Le roi de France était le « défenseur des libertés germaniques » : il protégeait cette « république de princes » allemands qui maintenait dans l'Europe centrale une sorte d'anarchie « providentielle », éminemment favorable au repos du monde. » (2).

Ce régime qui renforce la France, il veut le restaurer le plus rapidement possible, en organisant un coup de force. Il pense faire œuvre de chirurgien : exciser ce qui n'aurait été qu'une « excroissance germanique » afin de rétablir le cours de l'histoire nationale. Barrès s'est interrogé, comment éliminer de l'acquis national plus d'un siècle d'histoire ? Maurras reconnaît qu'il y aura une certaine difficulté :

« Oui, ce sera beaucoup plus difficile qu'au lendemain des interrègnes cabochiens ou de la Ligue. Ce ne sera pas beaucoup plus difficile qu'au lendemain de l'interrègne révolutionnaire et impérial. Et sans doute des habitudes séculaires sont perdues. » (3).

Cette tentative sans précédent se heurte en dehors de la thèse elle-même, à des difficultés internes. La première résulte de la distance temporelle qui va croissante entre la monarchie du passé et celle que Maurras entend réinstaller. Le mythe du roi a vécu, et le nouveau mythe qui est une construction artificielle, issue de l'angoisse, puis de la volonté et de l'intellect d'un doctrinaire et d'une élite de gens décidés, l'idée précédant l'existence, n'a plus rien en commun avec l'ancien. Œuvre basée sur la rhétorique et le raisonnement maurrassiens, elle procède

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 306.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 2 août 1927, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 87.

de cette réflexion sur la technique politique en général et la technique du coup d'Etat en particulier, qui caractérise la fin du XIX^e et le XX^e siècle. Par là, Maurras sort du conservatisme traditionnel et participe du volontarisme artificialiste, de la croyance en la fabricabilité de toutes choses qui sont caractéristiques du triomphe de la mentalité technicienne. Mais curieusement, il ne thématise pas cette problématique et son ontologie demeure traditionnelle. La deuxième difficulté majeure, pour Maurras, résulte de l'existence et de l'acquis de la démocratie. Comment convaincre les masses et à l'époque de la démocratie il faut les convaincre, d'abandonner la souveraineté du peuple et d'en revenir à la monarchie autoritaire, même s'il affirme la nouveauté de la future royauté, quand il écrit : « Il ne s'agit pas de restaurer un succédané de Louis XVIII ou de Henri IV : la royauté de demain sera naturellement aussi différente de celle des Bourbons que celle des Bourbons put différer des derniers Capétiens directs. » (1).

S'il choisit le coup de force, dont l'exécution est confiée à une élite spécialement préparée à cette tâche, il pense qu'entre-temps, il convient de répandre et de faire connaître l'idéal monarchique, de développer les ligues et les activités des camelots du roi. Mais l'essentiel demeure l'action décidée et énergique d'une avant-garde, car il ne croît pas à la restauration par une réaction populaire (2) . Il n'a jamais eu une haute idée de la masse, dont il dit : « La foule suit toujours.

Elle suit les minorités énergiques. Ces minorités font l'histoire. » (3).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 2 août 1927, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 87.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française mensuelle*, 1^{er} novembre 1904, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 86 : « Je n'ai jamais cru que la monarchie put se restaurer par « une réaction populaire » je n'ai jamais rêvé du « grand mouvement national qui jetterait la France aux pieds de Philippe VIII ». Car jamais les choses ne se sont passées de la sorte. Jamais donc elles ne se passeront ainsi. Ce qu'on a vu, ce qu'on verra, ce que nous nous efforçons de déterminer, c'est : 1° une révolution monarchiste, opération d'une minorité énergique qui, par ruse ou par force, saura s'emparer du pouvoir ; 2° une action effective de la monarchie qui, en gérant selon sa fonction naturelle les intérêts généraux du pays, se le rallierait progressivement tout entier. Le consentement à la monarchie ne précédera pas l'établissement de la monarchie : il le suivra, et précisément, pour obtenir, affermir, éterniser ce consentement, la décentralisation étendue au sens le plus large, au sens fédéral, sera une des premières réformes mises en ligne. Nous ferons la Monarchie. ».

3. Charles MAURRAS, *Enquête sur la monarchie*, p. 415, in DPC, Paris, A la cité des livres, t. 1, 1932, p. 71.

II) La « garantie » du plus haut niveau de protection pour la France

La faiblesse intrinsèque de la République française et de la démocratie aurait justifié le recours au roi, car le roi aurait personnifié la France en la protégeant activement : « La monarchie héréditaire est le gouvernement de l'activité nationale. La démocratie élective est le régime des peuples résignés à la passivité. »⁽¹⁾. Peu importe d'ailleurs qui est le roi, le Duc d'Orléans étant néanmoins, le prétendant le plus sérieux. Pour le remettre au pouvoir, il faudrait faire une « révolution pour le bien ». Contrairement aux anciens contre-révolutionnaires, Maurras admet le principe d'une révolution visant à remettre le roi sur le trône. Mais une telle position ne manifeste aucun attachement mystique à la personne royale. Il s'agit bien d'un monarchisme raisonné qui va tout entier à l'institution, sans passer par la personne du roi. Chez Maurras, il y a donc rupture par rapport au royalisme de l'époque précédente, car il ne recherche que la protection maximale pour la France et pas des principes dont il se moque éperdument. Ce plus haut niveau de protection, il va essayer de démontrer par l'histoire que c'est le régime monarchique. Il affirme que les origines de la royauté capétienne se situent dans : « la défense du territoire contre le dernier flot de la barbarie (les Normands) »⁽²⁾. Il lance une mise en garde, car chaque fois que la France : « s'échappe du type monarchique, sacré et couronné par un bonheur constant, elle se donne les maîtres les plus funestes ou s'agit dans une anarchie extraordinaire, sans pouvoir aboutir jamais à une organisation définie. »⁽³⁾. En conséquence, il lui semble évident que la monarchie héréditaire est en France la seule constitution naturelle, rationnelle, la seule constitution possible du pouvoir central. »⁽⁴⁾ et que : « Sans roi, tout ce que veulent conserver

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 21 avril 1913, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 86.
2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 36.
3. Ibid.
4. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 2 mars 1900, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 169.

les nationalistes s'affaiblira d'abord et périra ensuite nécessairement. » (1).

Maurras donne plusieurs définitions de la monarchie, mais il y en a une dans *L'Enquête* qui reflète son souci de protéger la France en défiant le temps :

« Cette Monarchie française peut se définir une institution qui ne craque et ne tombe que tous les huit cents ans et que tous les trente- trois règnes, et encore y faut-il le plus énorme des ouragans humains qu'on ait jamais vus déchaînés. » (2).

Il dramatise avec passion la situation : « Humainement, nationalement, nous ne sommes sûrs que d'une chose : la Monarchie reconstituerait une France et sans la Monarchie la France périra. » (3).

Ces affirmations sont à relier avec celles qu'il fait sur la faiblesse de la démocratie : « Quand un Etat est tombé en démocratie, ses attributions naturelles (politiques, diplomatiques, militaires) tendent à disparaître. » (4). L'assurance de protection de la France aurait résidé dans la nature même de ce régime, qui, s'il n'avait pas été dévoyé par un roi tel que Louis XVI, tient debout et résiste avec force aux assauts de l'ennemi :

« L'institution royale, une fois établie, est de celles dont on ne peut dire que, à moins de s'abandonner elles-mêmes, comme au temps où Rousseau a régné sous le pseudonyme de Louis XVI, elles tiennent debout par leur masse propre et par leur vertu intrinsèque. » (5).

Or pour donner de la stabilité, de la continuité, de la certitude et donc de la protection, le caractère héréditaire de la monarchie serait décisif. Le pouvoir est ainsi soustrait à la compétition. Le retour à l'hérédité n'est pas selon Maurras une volonté réactionnaire, mais l'application des lois naturelles oubliées au nom d'une fausse rationalité. L'Etat sera fort au sommet, puisque assuré d'une continuité dans le temps et l'espace : il y a un responsable sur lequel repose le sort du pays. Comme la survie de la dynastie dépend du maintien de la nation, le roi s'identifie à

1. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 2 mars 1900, in DPC, Paris, A la cité des Livres, 1933, t. 3, p. 169.

2. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 302.

3. Ibid.

4. Op. cit., p. 256.

5. Op. cit., p. 548.

l'intérêt national. Il est le cerveau, le système central de la nation ⁽¹⁾. Dans l'art de gouverner, il se conserve et s'augmente au sein de la famille princière ; ainsi sont évités les pièges de l'amateurisme auxquels auraient succombé nécessairement les élus républicains. La monarchie, c'est la formation continue à l'art du pouvoir. Il y a confusion de l'intérêt du monarque avec l'intérêt général, alors que dans les autres régimes il y a conflit entre l'intérêt général du peuple et l'intérêt particulier des gouvernants. En gouvernant le pays, le roi défend l'œuvre de ses pères, prépare celle de ses descendants ; il ne peut donc être indifférent à rien de ce qui concerne la patrie. Dans la monarchie, il avance que : « la stabilité est doublement assurée par la personne du Prince et par le système de succession héréditaire. » ⁽²⁾.

Mais pour lutter contre la faiblesse que constitue la discontinuité, la monarchie est antiparlementaire. Il s'agit de remplacer le parlementarisme par un régime solide et donc protecteur. La critique du parlementarisme a été le thème principal de la campagne boulangiste. Maurras la reprend à son compte. Dans *L'Enquête sur la monarchie*, revient continuellement l'idée d'un régime parlementaire divisé et dans lequel chaque gouvernement ne dure qu'une brève période. Il aurait été incapable d'assurer la continuité des politiques de l'Etat, avant tout celle, essentielle, de la politique étrangère. Face à l'Allemagne wilhelmienne qui a à sa tête un Empereur et un Chancelier qui durent et qui peuvent préparer et appliquer des stratégies de longue haleine, la République parlementaire est fondamentalement impuissante. Il veut mettre fin à cette situation avec un pouvoir continu et responsable. Il réclame un pouvoir fort, un homme à

1. Op. cit., p. 40 : « Il frémit du danger commun, il aspire à la commune prospérité. Sa nature profonde, sa fonction nécessaire et naturelle, ou si vous préférez user du langage des géomètres, sa position, l'obligent à se régler sur les nécessités du service public. Il peut se tromper, sans, doute, dans la vue de ces nécessités, mais il est forcé de les chercher, et, l'erreur, à peine aperçue, il est induit par son intérêt à la corriger.... ».

2. Op. cit., p. 48.

poigne, une autorité :

« A côté de Bourget et de Barrès, Fanfornot, le faubourien des « Déracinés », lance son cri et dit son mot, qui est pris en sérieuse considération : c'est de lui que j'ai reçu ma conviction que « la France est poignarde » et qu'elle veut d'abord une autorité. Grande vérité qu'il a fallu défendre contre des députés et des gens du monde. » (1).

Le parlementarisme aurait fait la faiblesse et le malheur de la France. C'est un régime d'irresponsabilité. Il aurait conduit à l'affaiblissement de l'Etat et les partis politiques seraient devenus omnipotents sans avoir un sens de la collectivité, à une heure où la patrie est en danger face à la puissance allemande. Il va dénoncer comme scandaleux le manque d'urgence et de vigueur de la politique étrangère et militaire de la France de cette époque. Il voit dans le coup de Tanger de 1905, un : « affront à la République », mais surtout : « une marque cruelle de son inaptitude à exécuter aucun mouvement à long terme. » (2). Sa conclusion est d'ailleurs sans appel, car quels que puissent être les talents ou les intentions de son personnel dirigeant : « la politique extérieure est interdite à notre Etat républicain » (3), et la France républicaine : « demeurera condamnée à des manœuvres gauches, énervantes et plus dangereuses pour l'intégrité du pays et l'indépendance des habitants. Le démembrement est au bout. » (4) alors que : « tous les instruments nécessaires à une politique européenne active sont à notre disposition. Tout est possible, tout est prêt, le roi est là. » (5). Lorsqu'il martèle que cette monarchie sera la plus capable de protéger la France de la menace germanique, il affirme parallèlement qu'elle n'aurait aucune volonté impérialiste et d'ailleurs à la décharge de Maurras, il faut lui reconnaître une réelle opposition à l'idée même des empires . Il déteste ces « gros ensembles » sans cohérence.

1. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 6 et 7.

2. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 154.

3. Op. cit., p. 29.

4. Op. cit., p. 30.

5. Op. cit., p. 175.

Il ne cesse pas de dénoncer Napoléon 1^{er} et son empire :

« Malgré tout son génie, Napoléon n'a pas compris qu'une France robuste ne pouvait sans dommage s'étendre de l'Elbe au Tibre (...) Les cent trente départements du premier Empire étaient une erreur, même et surtout du point de vue national. » (1)

Car : « un pays doit être homogène et cohérent. Ses parties doivent avoir l'habitude de tenir et de vivre ensemble. » (2), et : « il est absurde et dangereux de vouloir imposer, l'épée à la main, une manière de vivre ou de parler, une langue ou une culture. » (3). Il est convaincu qu'un pays doit avant tout regrouper une nation, qui elle même doit correspondre à un Etat, même s'il :

« est légitime que la rayonnante et paisible influence de la monarchie protectrice et d'une grande civilisation puisse agglomérer peu à peu autour d'elle les petits pays attirés par des affinités de langue, de race ou de volonté réfléchie. » (4).

Il va donc tenter de démontrer que les Républiques et les deux Empires n'ont été que des périodes qui ont fait la guerre ou l'ont subie, et que c'est seulement sous les trois derniers rois, Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe que la paix avec l'Europe a été complètement maintenue. Il écrit à ce sujet que tous les autres régimes, depuis cinq quarts de siècle ont eu à subir les horreurs de la guerre et de l'invasion, ou bien les ont même provoquées. Il dresse ce constat péremptoire : « Paix sous les Rois, Guerre sous les Républiques et les Empires : voilà la vérité des faits. » (5).

La paix n'est que le résultat d'un pouvoir stable, fort et déterminé, ce qui lui semble être l'essence même d'un régime monarchique. Il ne serait donc pas sujet à une guerre fatale, ou à une paix obligatoire, car :

« Le roi qui ne dépend pas de sa popularité du moment peut seul résister à l'enthousiasme public et s'épargner les maux d'une guerre inutile ; il peut encore, en calculateur prévoyant, prévenir au moyen d'une attaque opportune les attaques éventuelles d'un voisin menaçant. » (6).

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 310.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Op. cit., p. 307.

6. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 317.

alors que : « la République, l'Empire ne peuvent, eux, que le contraire. » (1). Sa théorie de la protection de la France est relativement proche d'une théorie de la dissuasion et de celle du juste équilibre face à la politique extérieure de l'Allemagne, car elle développe l'idée que pour avoir la paix :

« Il faut d'abord la vouloir avec une réelle fermeté. Il faut ensuite être assez fort pour ne pas se laisser imposer la guerre. Il faut enfin ne pas être trop amoureux de sa force, ni trop ébloui et grisé par elle et pouvoir éviter d'être entraîné au-delà des desseins et des volontés raisonnables qui tendent à la paix. » (2).

Vouloir la royauté aurait été vouloir s'inscrire dans une démarche de construction : « c'est être résolu à construire un obstacle sérieux, solide et durable à l'esprit de rivalité, de dissension, de guerre, qui est dans le cœur de l'homme. » (3), car la philosophie politique de la royauté s'incarnerait dans la volonté de créer un pouvoir permanent qui impose l'accord de tous. S'il va affirmer que la monarchie française est le nationalisme intégral, il va aussi affirmer qu'elle est : « l'internationalisme intégral, car en nous défendant comme peuple, en nous maintenant comme Etat, elle était aussi la grande, généreuse et pacifique fédératrice du monde. » (4).

Si Maurras veut élever ce rempart face au monde germanique, il est gêné pour critiquer avec virulence le système politique allemand. Néanmoins, il fait parfois des observations sur le terme roi entre l'Allemagne et la France en écrivant : « King, Koning, Canning, noms germains de la royauté : ils signifient le fort, le puissant. » (5), alors que selon lui, si on compare :

« Partout où sonne le nom latin, roi et rex signifie celui qui conduit, qui dirige, à l'idée de la force, nous ajoutons l'idée du savoir, pour former, une sorte de génie intellectuel, une puissance de lumière, sacerdoce de la sagesse. » (6).

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 317.

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 307.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 2 mai 1908, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 113.

4. Charles MAURRAS, *L'ordre et le désordre*, Paris, Self, 1948, p. 24.

5. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 21 mars 1901, in DPC t. 5, Paris, 1934, p. 78.

6. Ibid.

Or il est possible de souligner, que de manière indirecte, il l'admire. Albert Thibaudet remarque cette constante de la pensée maurrassienne : « Le politique d'autorité et de continuité qu'est M. Maurras ne peut pas ne pas admirer ni envier la solidité de la construction prussienne et allemande. » (1). La monarchie allemande est même son unique réponse au « miracle allemand » : « d'un sol médiocre, d'une race pauvre et d'une intelligence de second ordre, il résulte un ensemble de forces menaçantes pour l'Univers et qui tient tête à la moitié du monde. » (2). Il refuse les explications de cette réussite allemande par le seul sursaut suite à la défaite d'Iéna : « Les revers de l'Allemagne de 1806 lui donnèrent le sentiment de sa vigueur. Ce sentiment n'eût servi de rien sans les deux fortes Maisons qui l'utilisèrent, l'une avec Metternich, et l'autre avec Bismarck. » (3). Ce régime aurait même permis de masquer la « médiocrité » d'un souverain comme Guillaume II et le caractère bien « surfait des Allemands ». Il l'écrit d'ailleurs dans *Kiel et Tanger* : « l'organisation qu'il présidait engendra une somme énorme de puissance par le simple fait de l'unité, de l'hérédité et de la tradition du commandement. » (4). Il estime que l'Allemagne est aussi indigne de sa « bonne construction politique » disposant d'un Etat vigoureux et sain, que la « mauvaise politique républicaine » est indigne de la France. Aussi va-t-il expliquer que ce système allemand qu'il juge bon, vient de France : « Il n'y a en Allemagne que l'organisation politico-militaire qu'on y a copiée d'ailleurs. » (5). Les Hohenzollern n'auraient donc été que des plagiaires des Capétiens. Il va même aller jusqu'à affirmer que la monarchie allemande a été l'élément décisif qui a fait démarrer l'Allemagne, comme puissance

1. Albert THIBAUDET, *Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 287

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 28 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 290.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, L'avenir de l'intelligence*, Paris, NLN, 1922, p.75.

4. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, NLN, 1921, p. 20.

5. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 28 octobre 1914, Editions à l'Etoile, Paris, 1937, p. 290.

économique mondiale : « l'Etat allemand s'est compris avant toute chose comme promoteur, protecteur et fédérateur des efforts nationaux : l'effort industriel et maritime n'a cessé d'avancer par cette méthode. » (1).

§ 3 : Un rempart culturel face au romantisme

Face au romantisme, il va opposer avec « fanatisme » le classicisme comme symbole de la France, mais aussi de l'éternité de la culture et par conséquent de l'éternité de la France.

I) La consécration exclusive du classicisme helléno-latin

Ce combat culturel est indissociable du religieux, mais surtout du politique et de la lutte contre les révolutions d'origines germaniques qui auraient consacré l'individu dans ses droits, ses instincts et ses passions. Pour Maurras tout est lié, la disparition de l'esprit démocratique est nécessaire pour le développement de l'esprit classique :

« Pour ajouter quelque durée, quelque fermeté à l'heureux retour de l'esprit classique, d'importantes réorganisations sociales s'imposent : ou la dissolution démocratique emportera tout avant que les bons germes aient donné leur seconde récolte de fruits ou même de fleurs. » (2).

Cette liaison est l'un des socles de son nationalisme. Pierre Dominique, dans l'introduction du *Charles Maurras* de Michel Mourre, souligne que pour ce combat capital Maurras s'oppose directement « aux nuées germaniques » :

« Il combattit l'individualisme romantique, romantisme et révolution était un. Il s'acharna, dans tous les ordres de la connaissance, à dissiper les nuées, surtout germaniques. Il opposa à l'anarchie qui s'étalait sur le beau corps de la Patrie la tradition française et l'ordre gréco-romain. » (3).

Les ressources méridionales dans sa pensée ne sont pas qu'un état d'âme, elles sont une langue,

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 28 octobre 1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 290.
2. Charles MAURRAS, *L'Action française mensuelle*, 13 août 1912, in DPC, A la cité des livres, t. 1, 1932, p.265.
3. Pierre DOMINIQUE in l'introduction de *Charles Maurras*, Michel MOURRE, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 17.

celle de Mistral, et surtout un esprit, celui de l'Antiquité. D'ailleurs en 1891, l'Ecole romane était fondée. Ses inspirateurs en littérature, il va le révéler dans *Au signe de Flore* sont : « J'avais lu, sans doute, avec un solide profit, Taine et Le Play.(...). Je retrouvais Joseph de Maistre, je le relisais mieux, ainsi que Bossuet, et j'approchais Comte et Renan. » (1).

Mais sa rencontre avec Athènes sera une « révélation intellectuelle » et face à ce qui lui apparaît comme étant un terrible danger culturel d'affaiblissement et de culture du particularisme, le puissant romantisme d'origine germanique, il tentera d'édifier un barrage culturel en se référant constamment au classicisme helléno-latin. Michael Sutton dans *Charles Maurras et les catholiques français*, confirme cette fascination pour une société qu'il estime parfaite dans le sens de son approche du sublime :

« Ce sommet de l'humanité, pour Maurras, c'était l'Antiquité classique. Il révérait ce passé lointain pour sa poésie, son théâtre, sa sculpture, son architecture, son esprit communautaire, son souci d'ordre public et d'harmonie sociale. Son admiration allait surtout à la Grèce de la période classique : la polis athénienne de Phidias, de Sophocle et d'Aristote représentait la société humaine au sommet de sa perfection. Pour ce Provençal profondément attaché à son Martigues natal petit port d'origine sans doute aussi grecque que romaine, Athènes était la source de toute forme d'humanité et de civilisation. » (2).

Mais dès son arrivée à Athènes et en voyant les ruines du Parthénon, il fut accablé par le sentiment de la mort universelle et l'absence d'éternité. Seule la forme classique pouvait durer, ce qui amène cette réflexion de l'historien Michel Mourre :

« Les ruines de l'ancienne Athènes rappellent que nos figures, imitées pourtant des essences immortelles, sont inscrites dans une matière vouée à la mort : à peine l'art humain pourra t'il la soustraire, essayer de la faire durer dans une forme. » (3)

Son admiration pour le classique est absolue, il le nomme : « Le classique : le plus pur de

1. Charles MAURRAS, *Au signe de Flore*, Paris, Grasset, 1933, p. 10.

2. Michael SUTTON, *Charles Maurras et les catholiques français*, Paris, Editions Beauchesne, 1994, p. 38.

3. Michel MOURRE, *Charles Maurras*, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 53.

l'exquis et de l'excellent » (1). Dans sa volonté d'imposer le classicisme, une pensée domine : la force de l'expérience et de l'histoire : « Ce qui est sans précédent est aussi manifestement sans avenir. » (2). Dans un article d'octobre 1907, il va opposer point par point, l'esprit classique et le romantisme. L'esprit classique a des langues bien à lui pour s'exprimer : le grec, le latin, le français, l'italien, et le provençal, mais il s'exprime pour tous les citoyens du monde. Ses domaines sont vastes car il embrasse les arts, les sciences et les industries, la politique et les arts de la vie. Son conseil uniforme et invariable est : « de réaliser avant toute chose et, pour cela, de définir, de préciser, d'organiser. » (3). Alors que, selon lui : « L'esprit de Genève et de Koenigsberg, que le romantisme subit toujours, n'entre guère dans ces idées qu'il juge trop simples et trop naturelles. »(4). Il caractérise le romantisme comme un rêve d'indétermination :

« Il prêche un sublime, ou « beauté de puissance » qui ne vise qu'à communiquer l'impression de l'indéfini. Son « idéal », comme il s'exprime, n'est pas un type fixe, mais quelque chose d'indéterminé qui se meut et change sans cesse dans une direction qui n'est jamais la même et vers un objet qui n'est jamais arrêté. » (5).

Alors que le génie classique, au contraire :

« oppose et préfère les lignes souples mais solides et l'enceinte finie d'une perfection achevée. Celui-ci ne tend donc jamais à la beauté qui pourra être et qui devient, mais à une beauté « en acte ». Il ne suggère pas, mais expose lucidement ce qu'il conçoit. » (6)

L'esprit classique n'est pas inquiet, ni perturbé, il est serein : « Dans le beau corps fleuri d'une demi-déesse élevée en offrande aux lumières du ciel, accord et non discord, satisfaction par une harmonie décisive, nullement faim, ni soif, ni aspiration sans limite d'un désir toujours stimulé. »

(7).

1. Charles MAURRAS, *Barbarie et Poésie*, p. 43 in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 263.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 22 septembre 1902, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p.131.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française mensuelle*, 1 octobre 1907 in DPC, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 265.

4. Ibid.

5. Ibid.

6. Ibid.

7. Ibid.

Car ce qui différencie aussi radicalement le classicisme et le romantisme, c'est que les classiques n'auraient voulu donner que de la beauté, alors que les romantiques n'auraient manifesté que les particularités de leurs âmes (1).

Maurras grâce au classicisme, va tenter de résoudre cette angoisse profonde d'une destruction et d'une disparition possibles de la France. C'est à partir de ses thèmes d'universalité, de raison et d'ordre qu'il va bâtir un message culturel et civilisationnel. Et comme pour le romantisme, dont la nature aurait été dominée par la déraison et le désordre, celle du classicisme aurait été l'incarnation même de la raison et de l'ordre, gage d'éternité. En opposition au romantisme d'origine germanique qui privilégierait l'imagination et la sensibilité sur la raison, le classicisme au contraire serait son triomphe. De la raison, il dira : « La raison, c'est-à-dire l'intelligence modérant, mesurant ou pressant toutes les passions. » (2). Il explique que les Athéniens, à force d'éprouver toutes vies et toutes passions ont dû chercher la mesure ailleurs que dans la vie et dans la passion et c'est à ce moment qu'ils consacrèrent la raison : « Le sentiment agitait toute leur conduite, et c'est la raison qu'ils mirent sur leur autel. » (3). Cet événement est majeur et dans *Anthinéa*, il déclare même que : « L'événement est le plus grand de l'histoire du monde. » (4). Cette déesse qu'est la raison, toute modératrice, si différente de la passion barrésienne, Maurras pense qu'elle pourrait s'appliquer partout à condition que la qualité de la perfection soit le seul

1. Charles MAURRAS, *Revue Encyclopédique*, 1^{er} septembre 1895, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 264 : « Les classiques s'efforcent de ressembler à ceux qui reflètent dans leurs œuvres les figures de la beauté ; les romantiques cherchent, avant tout, à manifester leur âme en ce qu'elle a de strictement particulier et, c'est-à-dire, à la montrer aussi différente que possible de l'âme de leurs proches et de leurs devanciers. Les uns sont bien heureux lorsqu'ils ont donné des marques nombreuses de telles différences qu'on puisse les nommer génies originaux. Les autres se contentent, selon la juste définition de Platon, de produire dans la Beauté. Quel que soit leur « tempérament », leur nature, ils ne songent qu'à en donner des images qui soient belles. ».

2. Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 25.

3. Charles MAURRAS, *Anthinéa*, p. 102, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p. 330.

4. Ibid.

guide de l'homme :

« L'influence de la raison athénienne créa et peut sans doute recréer l'ordre de la civilisation véritable partout où l'on voudra comprendre que la quantité des choses produites et la force des activités productrices s'accroîtraient jusqu'à l'infini sans rien nous procurer qui fût vraiment nouveau pour nous. » (1).

car elle nous élève et, à la différence du romantisme : « Elle nous enseigne à chercher hors de nous les équivalents d'un rapport qui est en nous, mais qui n'est pas notre simple chimère. Elle excite mais elle arrête ; elle stimule, mais elle tient en suspens. » (2).

La culture classique dans la théorie maurrassienne vouera un culte à l'ordre, car la grandeur de la civilisation française ne se mesure que dans son rapport avec ses « énergies premières nationales », puisque :

« Une civilisation splendide, une nationalité éminente, se définiront par les mêmes traits : que leurs puissances se répandent dans le tumulte libéral et rien ne sera. Quelque chose n'en apparaît, fleur d'héroïsme ou de sainteté, fleur de majesté ou de grâce, qu'en raison de l'ordre secret qui rassemble les divergences, compose les inimitiés. » (3).

Cet ordre sera l'argument central qu'il va opposer au romantisme, car il va lui permettre de défier son obsession de la mort possible de la France, parce que : « La mort seule admet, comprend, tolère, concilie tous les liens, brise toutes les chaînes, en un mot affranchit de toutes sujétions et déterminations. » (4). La lutte contre une certaine liberté de l'individu à porter atteinte à l'unité du groupe est une suite logique. Ses propos dans le domaine de la poésie peuvent se généraliser et s'appliquer aussi à la politique :

« Les intérêts de l'œuvre sont seuls à consulter (...) Liberté de créer. Défense de dissocier. Tels sont les derniers mots de la réflexion et de la tradition en matière de Poétique. La liberté vaut par l'usage et par le fruit. Elle n'est due qu'au bien, et le mal est sans droits. Pourquoi ? Parce que l'un fait et l'autre défait le Poème. » (5).

1. Charles MAURRAS, *Anthinéa*, Paris, Crès, 1922, p. 72.

2. Op. cit., p. 73

3. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 208.

4. Ibid.

5. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, Paris, NLN, 1922, p. 17.

Néanmoins la liberté existe dans l'esprit classique. Mais elle n'existe pas comme dans le romantisme. Ce n'est pas une liberté personnelle de l'homme, que ce dernier va rechercher à l'intérieur de lui-même. Dans l'esprit classique, l'artiste est libre par la puissance qu'il a sur la matière, par l'habileté à manier les outils, par la vigueur, l'abondance et l'essor des idées qui le meuvent et qui le mènent, et surtout par la perfection de son talent à respecter les lois universelles et l'ordre intemporel de l'art, de la forme et de la beauté classique : « L'artiste est libre, en ce sens qu'il fait ce qu'il veut. Mais il ne le fait pas comme il veut. Là, sa liberté est bornée par les lois de son succès ou de son échec. » (1).

Dans le premier des contes du *Chemin de Paradis*, Maurras a construit le mythe de Phidias. Exalté d'orgueil par les justes proportions, les harmonies toujours plus épurées que son art a su inscrire dans la pierre et le marbre, au point que la foule a nommé son œuvre divine, Phidias l'Athénien prétend se passer du concours des Muses, des mystérieux auxiliaires naturels : « Je veux que l'on me mette en croix, si jamais muse m'instruisit à tenir le poinçon. » (2). Mais, sous le coup du blasphème, toute vie s'enfuit des œuvres du maître :

« Il vit les Muses adorables, se déployer comme un nuage au-dessus des bosquets pâlis. Des yeux, il les suivit qui se retiraient de son œuvre. Il voulut conserver un beau visage indifférent. Mais, la flûte aux doigts de l'éphèbe s'étant rompue aussi, le visage d'Io s'éteignit comme une lumière sur le passage d'un grand vent. » (3).

Phidias comprend alors que le meilleur de son art ne venait point de lui, et qu'il n'avait point le pouvoir de faire naître cette puissance et cette mesure dont il marquait la pierre, qu'il en pouvait user seulement, comme un prêt des Muses essentielles. Il n'avait plus qu'à mourir, isolé dans la démesure de son Moi, de toutes les sources de sa vie. Ce conte est une condamnation sans appel

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, NLN, Paris, 1922, Préface p.13.

2. Charles MAURRAS, *Le Chemin de Paradis*, Paris, Flammarion, 1895, p. 43.

3. Op. cit., p. 44.

de l'individualisme qui voudrait s'emparer du classicisme, car l'ordre de l'art classique préexiste à l'artiste. Michel Mourre pense que le Français est romain et grec par la passion de la sagesse et de l'ordre et, il écrit dans *Charles Maurras* :

« Le Français est romain et grec, non par des souvenirs historiques ou des vestiges ethniques, mais par cette passion de la sagesse et de l'ordre qui fût celle de Rome dans la politique, après avoir été dans les arts plastiques celle d'Athènes. » (1).

C'est la vue de l'Acropole et du Parthénon qui posera le problème à Maurras de savoir comment malgré les âges, une parcelle de nature défie encore la fatalité du déclin, mais surtout la mort. Le classicisme aurait cette force énorme d'incorporer la règle, l'ordre à des exemples d'une magnifique beauté, dans l'architecture ou la littérature, ce qui lui fait affirmer que : « Les classiques ont quelque chose de supérieur, et c'est la qualité. Ils ne diminuent pas la force originale, mais ils l'arment, et ils l'arment bien. » (2). Dans les *Trois idées politiques*, il va soutenir l'idée que l'esprit français a substitué le procédé logique au procédé intuitif abandonné aux « barbares ». Pour saisir cet esprit français qui pense bien, qui induit et déduit, il suffirait de saisir les différences de l'œuvre de Michelet et des œuvres bénédictines. Ces dernières auraient été un modèle de clarté, d'ordre et de raison :

« Elles offrent, page après page et même phrase après phrase, sans parler des nobles qualités de la langue, un caractère si rationnel, un style si parfait et si vigoureux, un si vif sentiment de l'universelle ordonnance, une si sereine force d'esprit. » (3).

alors que le style de l'historien républicain et romantique Michelet, même s'il lui reconnaît du génie n'aurait fait que céder à son envie et sa peur, ses bonheurs d'expression, ses couleurs vives, et ses vues perçantes, étant incapables de remplacer la raison : « Ses avantages naturels ne

1. Michel MOURRE, *Charles Maurras*, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 109.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 10 septembre 1920 in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 264.

3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Trois idées politiques, Michelet ou la démocratie*, Paris, NLN, 1922, p. 250.

font que le livrer à plus de caprices : fruste, amorphe, enfantin, il vagit quand les autres parlent. »

(1).

II) Le classicisme : unique culture à vocation universelle et intemporelle

Maurras admire les sages grecs qui tenaient que l'homme est la mesure de tout, mais reconnaissaient que cet homme dont ils parlaient n'était point eux, mais un homme universel :

« Leur statuaire ne vise pas à la ressemblance, elle veut le vrai général et vise à la beauté typique, à la fleur de vie éternelle. « L'homme, et non l'homme qui s'appelle Callias ! » Cette parole du plus grand esprit de la Grèce après Phidias mesure le dédain qu'auraient opposé, de nos jours, l'intelligence et la sensibilité de la Grèce aux efforts variés de ce que nous appelons l'individualisme. » (2).

Cet homme universel n'aurait bien évidemment rien à voir avec l'homme universel de Fichte, qui veut élever, selon Maurras, sa « bosse », son particularisme allemand comme symbole de l'universel, alors que les Grecs faisaient consister le talent, le génie et tous les mérites en un degré supérieur de la vigueur commune à tous ; ils ne croyaient point qu'il fallut sortir de la nature pour enfanter de la beauté. Les singularités leurs semblaient monstrueuses et le semblant d'idées que se font les modernes de l'originalité leur fût apparu simplement, selon Maurras, comme un paralogisme épais.

La théorie maurrassienne consacre la culture classique et affirme qu'elle a permis à l'homme grec d'atteindre un degré suprême de perfection qui l'oppose à jamais à son contraire la barbarie :

« Ce que nous cherchons dans la Grèce, c'est ce qui lui donne son rang sur le monde antique et moderne, ce par quoi elle se distingue de tout le reste, ce qui fait qu'elle est elle et non la barbarie. » (3). En 1896, lors de son voyage à Athènes, il y cherchera ce qu'il appelle le

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution Trois idées politiques, Michelet ou la démocratie*, Paris, NLN, 1922, p. 251.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 188.

3. Charles MAURRAS, *Anthinéa*, Paris, Crès, 1922, p. 38.

moment du miracle grec, quand la particularité athénienne se confondit avec l'universel et fit de l'homme grec, le symbole de l'homme général et abstrait, de « l'homme universel » : « C'est l'âge de la grécité proprement dite, de l'hellénisme pur qui dura deux ou trois cents ans environ pour la statuaire. » (1). Il va dater avec une relative précision cette période : « On en reconnaît le début au VI^e siècle, lorsqu'en Attique et dans les îles, l'art se transforme, s'assouplit et se délivre des rigides modèles venus d'Orient » (2). L'art classique avait atteint l'universel par le sublime car : « appuyés sur la tradition toujours embellie et accrue, fiers de leur force, les artistes recherchent alors dans la nature des modèles à surpasser. » (3). Elle est donc la référence marrassienne : « La période, si elle fut exquise, fut courte ; mais tout homme est forcé d'y lever les yeux quand il se soucie de son ordre intellectuel. » (4). Il va résumer sa pensée en une phrase lapidaire : « Au bel instant où elle n'a été qu'elle-même, l'Attique fut le genre humain. » (5). Dans *Anthinéa*, la caractéristique qu'il décrit et admire chez les Athéniens, c'est leur plaisir à imaginer des relations stables, permanentes, essentielles, ce qui les mets en communion perpétuelle avec le genre humain : « L'esprit philosophique, la promptitude à concevoir l'Universel pénétrait tous ses arts, principalement la sculpture, la poésie, l'architecture et l'éloquence. » (6). Le classique symbole de l'universel arrive même à se confondre avec l'Attique, idée qu'il rejette totalement pour l'universel et l'Allemagne : « Le classique, l'attique est plus universel à proportion qu'il est plus sévèrement athénien, athénien d'une époque et d'un goût mieux purgés de toute influence étrangère. » (7). Mais il amène une précision : « Ce que je loue

1. Charles MAURRAS, *Anthinéa*, Paris, Crès, 1922, p. 38.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Charles MAURRAS, *Anthinéa*, Paris, Crès, 1922, p. 49.

6. Ibid.

7. Ibid.

n'est point les Grecs, mais l'ouvrage des Grecs et je le loue non d'être grec, mais d'être beau. »⁽¹⁾. Il présente sans surprise, l'esprit classique français comme l'héritier du glorieux classicisme grec, car : « Tout ce que Taine a dit, ce que M. Seippel répète des défauts de l'esprit classique français : sociabilité extrême, ardeur logique, prédominance de la raison mathématique, se retrouve dans l'esprit, dans le goût des artistes grecs. » ⁽²⁾. Il doit donc en perpétuer le message culturel et en maintenir les valeurs de perfection et d'universalité. Mais quand il se trouve confronté à une angoisse de la dimension du « germanisme », il n'y a pas de contradiction pour Maurras à ce que cet universalisme s'incarne dans le nationalisme de la France, puisqu'elle serait sa descendante en ligne directe.

Si l'hellénisme avait pu rester une force, Maurras pense que c'était en grande partie par l'œuvre des Romains qui avaient conservé précieusement l'héritage de la Grèce classique et l'avaient diffusé chez d'autres peuples capables de le conserver. Grâce à cette vigueur politique des Romains, il aurait existé un groupe de pays dans le monde moderne qui participaient pleinement à l'humanité, car ils avaient assimilé les idées, les goûts, les conduites de l'Antiquité classique. Il existait un « Occident gréco-latin » qui ne s'étendait guère plus au nord de Paris, mais englobait avec le sud de la France, une grande partie de l'Espagne ainsi que l'Italie et la Grèce. Il n'hésitera pas à déclarer, dans *La Démocratie religieuse*, dans un texte qu'il va motiver :

« Je suis Romain par tout le positif de mon être, par tout ce qu'y joignirent le plaisir, le travail, la pensée, la mémoire, la raison, la science, les arts, la politique et la poésie des hommes vivants et réunis avant moi. Par ce trésor dont elle a reçu d'Athènes et transmis le dépôt à notre Paris, Rome signifie sans conteste la civilisation de l'humanité. Je suis Romain, je suis humain : deux propositions identiques. » ⁽³⁾.

1. Charles MAURRAS, *Anthinéa*, Paris, Crès, 1922, p. 4.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 188.

3. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse, Le dilemme de Marc Sangnier*, Paris, NLN, 1921, p. 26 .

Mais dans ce texte du *Dilemme de Marc Sangnier*, Rome est louée, car elle a permis de résister à la première « invasion barbare », entre le V^e et le X^e siècle et a évité à Maurras de vivre ce « cauchemar intégral » qui : « aurait fait aujourd'hui de moi une espèce d'Allemand. » (1) et à « la seconde invasion barbare, qui eut lieu au XVI^e siècle, l'invasion protestante. » (2)

Le domaine de la littérature va être le terrain privilégié de son apologie de la pensée classique et universelle :

« Les classiques se sont attachés à l'humanité générale et abstraite, s'ils ont préféré quelques siècles ou quelques pays, ç'a été justement parce qu'ils y voyaient se dégager avec plus d'aisance et de lumière cette quintessence de l'homme. » (3).

Dans un article du *Soleil* de 1897, il va clairement définir sa conception du classicisme en littérature. Son admiration va aux œuvres qui s'adressent à tous les hommes cultivés de tous pays et de tous âges, car : « Il y a des œuvres qui passent par-dessus les différences des nations et des civilisations, allant tout droit à l'essentiel du cœur et de la raison humaine. » (4). Il va citer quelques exemples :

« Depuis trois mille ans, les supplications de Priam, le sourire baigné de larmes d'Andromaque, la colère d'Achille, les ruses d'Ulysse, la sagesse de Télémaque, la fidélité de sa mère et la fumée du toit qui montait du palais d'Ithaque sont des idées qui charment et ravissent quiconque tient au genre humain. » (5).

Après Homère, il affirme que beaucoup d'autres poètes ont cherché l'homme éternel dans les hommes divers et ont donné aux aspects fugitifs des choses une forme invariable. En France, à part les romantiques qu'il dénonce, il salue : « tous les maîtres de la langue aux époques où elle a donné ses plus belles fleurs » et qui « se distinguent aussi par le solide caractère de la raison, c'est-à-dire d'universalité et d'humanité. » (6), et plus particulièrement son modèle Racine,

1. Charles MAURRAS, *La démocratie religieuse, Le dilemme de Marc Sangnier*, Paris, NLN, 1921, p. 26.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *Barbarie et Poésie*, p.17 in DPC, Paris, A la cité des livres, t. 1, 1932, p. 264.

4. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 11 janvier 1897 in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 264-265.

5. Ibid.

6. Ibid.

Racine étant selon lui fortement rejeté par ses adversaires : « Toute l'Allemagne romantique et tous nos badauds du commencement de ce siècle en ont injurié Racine. » (1), alors que : « Près de Racine, « concitoyen de tout homme qui pense », un Ibsénien nous montre son Ibsen enfermé dans la petite enceinte d'une race et d'un temps. » (2). La culture classique s'adresse aux âmes de tous les lieux et de tous les temps (3). Sa conclusion sur l'avenir de la littérature est une nouvelle fois à l'image, des conclusions péremptoires maurrassiennes :

« Les vraies lettres françaises, je veux dire nos lettres classiques s'adressant à tout homme, sont destinées à vivre tant que vivra l'esprit humain. L'ibsenisme et les autres variétés du romantisme germano-slavo-scandinave sont destinés à suivre la fortune des caractères changeants qu'elles ont exprimés ; toutes périront. » (4).

Ces œuvres de tradition classique, qui sont appelées les Lettres humaines ne s'attacheraient pas au particularisme et seraient une référence pour le monde entier, car : « Qui juge d'après leurs principes ne peut craindre d'être désavoué du genre humain » (5).

Section 2 : Un conditionnement nationaliste et particulariste à prétention scientifique

Comme Karl Marx, Charles Maurras va s'arroger la prétention scientifique pour sa doctrine politique, en espérant que sa crédibilité va en être accrue. Cette doctrine va se radicaliser et conditionner la France dans l'idée d'un conflit nécessaire et inévitable avec l'Allemagne.

1. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 11 janvier 1897 in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 264-265.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *Barbarie et Poésie*, p. 17 in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 264 : « C'est l'âme de Racine ou l'âme de Virgile que l'on finit toujours par découvrir sous les figures des héros et des héroïnes de leurs poèmes. Mais que raconter de notre âme ? Est-ce son journal quotidien ? Ou serait-ce plutôt les lignes les grandes

lignes de son histoire ? Ou, plus profondément, les traits de sa structure intime et les points par lesquels cette âme, qui est nôtre, ressemble aux âmes de tous les lieux et de tous les temps ? ».

4. Charles MAURRAS, *Le Soleil*, 11 janvier 1897 in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 264-265.

5. Charles MAURRAS, *Essai sur la Critique*, Champion, in DPC, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 264.

§ 1 : Une prétention scientifique, mais qui n'affirme que sa vérité utile

Malgré sa prétention scientifique Maurras ne se comporte pas comme un scientifique, mais plutôt comme un doctrinaire qui ne recherche pas la vérité, mais qui de préférence recherche l'utilité.

I) Du positivisme maurrassien à l'axiome politique d'abord

La pensée de Charles Maurras est dominée par l'idée et la hantise du temps qui passe et qui détruit tout, et donc par l'angoisse de la disparition. Son admiration va naturellement à ce qui dure et à ce qui a fait ses preuves. Lorsqu'il écrit que les sociétés sont des faits de nature et de nécessité, il veut dire qu'il faut se conformer aux leçons de l'histoire. Notre maîtresse en politique doit être l'expérience. De telles affirmations ne sont pas neuves, mais ce qui distingue Maurras notamment des traditionalistes, c'est le recours au positivisme d'Auguste Comte. Sa rencontre avec ce penseur sera donc déterminante. En tant que disciple d'Auguste Comte, Maurras est un auteur qui va consacrer, à plusieurs reprises dans ses ouvrages, la formule centrale de celui-ci : « la soumission est la base du perfectionnement » (1). En confirmant sa totale adhésion à cette formule, il va affirmer l'influence de la pensée de Comte sur lui-même, notamment dans son combat contre le plus célèbre philosophe allemand :

« Personne n'est plus convaincu que je ne le suis du thème comtiste que « la soumission est la base du perfectionnement » (...) ce n'est pas en catholique croyant que j'ai réagi contre Kant. Le titre confessionnel qui me convient le mieux serait celui de positiviste. » (2).

Il reconnaît une dette intellectuelle à Auguste Comte en forme d'éloge : « Je ne connais aucun nom d'homme qu'il faille prononcer avec un sentiment de reconnaissance plus vive. Son image

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolutions, Trois idées politiques*, Paris, NLN, 1922, p. 245.
2. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris Amiot-Dumont, 1949, p. 75.

ne peut être évoquée sans émotion. » (1). Dans l'avant dernier paragraphe de *L'Avenir de l'intelligence*, il exprime plus clairement encore le motif de cette profonde gratitude :

« Quelques-uns d'entre nous étaient une anarchie vivante. Il leur a rendu l'ordre ou, ce qui équivaut, l'espérance de l'ordre. Il leur a montré le beau visage de l'unité, souriant dans un ciel qui ne paraît pas trop lointain. Ne le laissons pas sans prières. Ne nous abstenons pas du bienfait de sa communion. » (2).

Ces lignes font allusion en ce qui concerne Maurras lui-même, à une période qui semble s'être résolue en 1890, en grande partie grâce à une lecture révélatrice des écrits du fondateur du positivisme. L'année 1890, fut une année décisive de transition pour Maurras. Sur l'anarchie vivante de ses jeunes années, il en a fait lui-même l'aveu :

« Nous avons tous été trempés dans le fleuve noir. Le premier volume de mes souvenirs « Au signe de Flore », en avoue la crise, pour moi comme pour mes camarades. Ayant perdu la foi religieuse, il nous semblait d'abord impossible de rien préserver du fond mental et moral. Les délices de la liberté d'esprit ne compensaient pas l'ébranlement général de nos certitudes. » (3).

Mais à partir de 1890, où il publie *La réforme sociale*, que l'on peut considérer comme un éloge à Auguste Comte, il y a alors une cohérence de tous les écrits de Maurras portant sur la politique. Dans l'article de Maurras « Un rappel aux conservateurs » dans *Le Soleil* du 19 novembre 1898, Auguste Comte est présenté comme le dénonciateur de : « l'imminence du péril anarchique et révolutionnaire » qui désigne comme ennemi mortel : « le désordre civil et moral directement issu d'un désordre intellectuel ». Dans *La Gazette de France* du 21 novembre 1898, Maurras félicitait l'éditeur d'avoir mis en exergue, à la préface, la maxime : « la soumission est la base du perfectionnement ». Car d'après lui, c'est : « le défaut de soumission qui décompose tout notre monde moderne, en politique, et en morale aussi bien que dans les sciences. » C'est à cette désintégration, poursuivait Maurras, qu'Auguste Comte s'était efforcé de porter remède. Le mal

1. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolutions, L'avenir de l'intelligence*, Paris, NLN, 1922, p. 91.

2. Op. cit., p. 127.

3. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 235.

lui paraissait dans une large mesure, forgé par le protestantisme, auquel seul un catholicisme solide pouvait remédier efficacement :

« Comte veut avant tout guérir cette anarchie. De là, en partie, son animosité raisonnée mais inflexible envers le protestantisme. Il y voit la figure la plus décente et conséquemment la plus redoutable de la rébellion individuelle. De là pareillement et dans la même mesure sa claire sympathie pour le catholicisme : non le catholicisme libéral et atténué de son temps et du nôtre ; il pensait au catholicisme complet, considéré en tant que souveraine discipline des âmes et gouvernements des esprits » (1).

Cette anarchie aurait fait naître un « homme libre ex nihilo », puis l'aurait jeté dans le monde, en ayant cassé préalablement les anciennes agrégations sociales qui étaient nées au cours de l'histoire et qui avaient fait leurs preuves, puis elle aurait voulu reconstruire, mais à partir du particularisme national allemand. Maurras a bien compris que la pensée de Comte pouvait lui être utile et devenir son allié, et même une « caution scientifique » dans sa croisade contre la philosophie de Kant. Il va donc avec précision les opposer, afin de tenter de démontrer qu' :

« Auguste Comte est proprement aux antipodes de Kant » (2). Il va souligner que leur nature est totalement différente, Kant est :

« Individualiste et subjectif comme tous les hommes de son sang, Kant a fondé toute connaissance sur la morale, et c'est du bien conçu dans les troubles ténèbres de la conscience des hommes que ce rêveur germanique a tout dérivé. » (3).

alors qu'il affirme qu'Auguste Comte est : « Objectif, social, intellectuel, comme les grandes races du midi de l'Europe, desquelles a procédé toute la civilisation » (4). Mais ce qui va les

1. Charles MAURRAS, « Auguste Comte méconnu, Auguste Comte conservateur », *La Gazette de France*, 21 novembre 1898.

2. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 17 janvier 1904, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 289.

3. Ibid.

4. Ibid.

opposer radicalement, c'est leur conception respective de la morale :

« Comte établit au faite ce que la folie et la faiblesse de Kant avaient jeté dans les fondements : la morale est le couronnement des sciences, le dogme étincelant et pur de la politique et de l'esthétique, le dernier support de la religion, mais ce belvédère est construit sur les bases de la connaissance certaine, telles que les différentes méthodes les ont constituées à la suite des progrès de l'esprit humain (...) La morale de Comte, essentiellement dépendante, publie, selon l'expression d'un barbare, mais d'un bon barbare romanisé, « la voix haute et salutaire des lois de gradation qui pénètrent si vivement toute chose sur la terre et dans le ciel » (1).

alors que : « la morale de Kant est indépendante, et ce mot en traduit toute la fragilité, l'anarchie. » (2). En conséquence, leurs philosophies sont à l'opposé du spectre car : « La philosophie de Comte est classique, méditerranéenne, hellénique et romaine; celle de Kant est romantique et luthérienne : elle formule l'alliance de deux barbaries, celle des Germains et celle des Juifs. ». Et également sur le plan religieux, il lui semble être le meilleur allié, car : « les affinités catholiques d'Auguste Comte sont connues de tous ; son meilleur biographe est un jésuite, le père Grüber ; il attire à lui les esprits observateurs et constituants, patriotes et observateurs : les destructeurs l'abhorrent », alors que : « Kant, qui ravit l'odieuse suissesse de Coppet, continue Rousseau, toute âme protestante s'est pâmée, au moins une fois, en sa religion. » (3). Même s'il est possible d'affirmer, comme le professeur Pascal Ory qu' : « homme de son temps, Maurras l'est pleinement par les fondements scientistes de sa théorie. » (4), et que l'on peut parler de positivisme maurrassien, il faut souligner que Maurras se méfie du darwinisme. Car il entrevoit déjà de possibles dérives. Il accepte l'hypothèse darwinienne pour ce qu'elle est, c'est à dire : « une façon de comprendre et classer les faits naturels » (5), mais

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 17 janvier 1904, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 289.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Pascal ORY, *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 1987, p. 462.

5. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 19 juillet 1903, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 322.

pas pour ce qu'elle n'aurait jamais dû être, c'est à dire :

« Un nouvel évangile et une nouvelle genèse portant expressément, catégoriquement, que les espèces n'étaient pas nées simultanément, qu'elles étaient sorties les unes des autres, qu'elles avaient obéi dans ce travail à certaines lois, que ces lois connues dispensaient de chercher aucun démiurge et, notamment, niche suprême aux autorités ecclésiastiques et à la foi traditionnelle, qu'il y eut un moment de l'histoire de la planète où l'homme jaillit, non du limon modelé et soufflé par le Créateur, mais du corps d'une guenon privilégiée dans sa race. » (1).

Il va même ce qui est assez rare chez l'agnostique religieux, doublé d'un croyant rationaliste

qu'est Maurras, aborder ce sujet avec le ton de l'humour, quand il écrit en 1903 :

« D'une conception de musée et de bibliothèque, le grossier réalisme contemporain exprimait un fait historique et presque daté : Vous dites, Monsieur le Curé, que 4004 ans avant l'ère chrétienne, Javeh créa l'homme à son image et ressemblance : point du tout, 4004 ans avant ladite ère, un singe-homme debout commença de regarder les astres en face et ce fut même son trois centième ou quatre centième descendant qui forma la première parole articulée...Ainsi ! » (2).

Il qualifie même ce « nouvel évangile » de sottise en se référant à son maître : « Auguste Comte dont l'hostilité à l'idée d'évolution fut si remarquable et qui a tant contribué à garantir beaucoup d'entre nous contre ce genre de vertige. Grâce à lui nous avons lu Darwin et Romanès avec passion, mais non sans réserve ; nous avons lu Spencer avec inimité. » (3). Au nom du positivisme et de « l'empirisme organisateur », il pose que tous les secrets de l'univers passent par le respect de quelques lois « naturelles » auxquelles il suffit de se soumettre. Il considère la politique comme une science : sa politique naturelle aurait été une politique scientifique, c'est à dire une politique fondée sur la biologie et sur l'histoire qui sont pour lui, les deux sciences de base. Et même s'il se méfie de « ce nouvel évangile du darwinisme », il semble quand même l'associer, dans la consécration de la monarchie, au principe de continuité et dans la condamnation de la démocratie au caractère égalitaire, qui à l'image de la biologie moderne a découvert la

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France* 19 juillet 1903, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 322.

2. Ibid.

3. Ibid.

sélection naturelle. Car si Maurras préconise le recours à la monarchie, ce n'est nullement parce qu'il croit au droit divin des rois. Il va d'ailleurs affirmer, que l' : « on démontre la nécessité de la Monarchie comme un théorème. » (1). Dans des phrases de *L'Enquête sur la monarchie*, il emploie des termes qui peuvent laisser penser, qu'il utilise une démarche scientifique :

« La volonté de conserver notre patrie française une fois posée comme postulat, tout s'enchaîne, tout se déduit d'un mouvement inéluctable. La fantaisie, le choix lui-même n'y ont aucune part : si vous avez résolu d'être patriote, vous serez obligatoirement royaliste. » (2).

Ce discours théorique aux allures scientifiques sur la nécessité prétendue de la monarchie va rejoindre la volonté d'élaborer le socle d'une France, qu'il prétend vouloir renforcer :

« On croit que la monarchie est considérée par nous comme le couronnement et le dôme de la politique française. Or, point du tout ! C'est la pierre angulaire ou mieux la fondation. Elle est nécessaire. Avec elle tout est possible ; sans elle, rien. » (3).

Dans cette « démonstration », il mélange à la manière des positivistes des faits historiques, ce qu'il appelle de la raison, mais encore des termes comme axiomes. Le terme axiome est d'ailleurs révélateur, car il s'agit, selon sa définition, d'une proposition indémontrable, mais admise par tout le monde, sans discussion et dont on peut en déduire des conséquences : « Elle est le moyen indispensable, l'instrument dont on ne se passe pas, fut-on Richelieu ou Bismarck, ou Colbert. A l'axiome « politique d'abord » répond ce corollaire « d'abord le Roi ». » (4). Néanmoins la monarchie n'est pas un but ultime, elle n'est que l'institution d'un pouvoir fort, stable et responsable que la France doit , selon lui, opposer à la puissance de l'Empire allemand, car : « La responsabilité politique est une question de vie ou de mort pour la France » (5). En 1909, il va clairement affirmer où il faut placer la monarchie par rapport à son obsession et à ses angoisses :

1. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 118.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 4 juin 1909, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933,t. 3, p. 86.

4. Ibid.

5. Charles, MAURRAS, *L'Action française*, 16 février 1914, in DPC, Paris, A la Cité des livres, 1933, t. 4, p. 86.

« Elle n'est pas la fin, car la fin, c'est la sûreté, c'est la grandeur, la postérité et la gloire de la patrie. » (1). Afin d'atteindre ce but ultime, la politique devient prioritaire. Elle représente une orchestration et une dynamique générale, mais provisoire dans l'installation de ce nouveau pouvoir : « Nous sommes généralement d'accord entre royalistes et même nationalistes sur un premier point : nous admettons tous que la question politique domine tout. « Politique d'abord » est une devise courante » (2). Sa prétention scientifique veut convaincre qu'il accorde une dimension expérimentale à sa théorie politique, et que celle-ci n'est pas que le fruit de ses passions, mais qu'elle provient de la nécessité historique et de la priorité accordées aux faits : « Pour bien se conduire en matière politique, on devrait adopter une devise du même ordre : « D'abord voir » Les « théories », comme le mot grec l'indique, servent à voir et à faire voir. Si l'on veut viser, il faut voir. » (3). La formule « politique d'abord » n'aurait pas signifié une primauté absolue du politique, sur le droit, ou la religion, mais une primauté purement chronologique :

« Quand nous disons « politique d'abord », nous disons : la politique la première, la première dans l'ordre du temps, nullement dans l'ordre de la dignité. Autant dire que la route doit être prise avant que d'arriver à son terminus ; la flèche et l'arc seront saisis avant de toucher la cible ; le moyen d'action précédera le centre de destination. » (4).

La prise du pouvoir politique constitue la première urgence : « Il faut tout d'abord mettre fin, chez quelques-uns par la pensée, ensuite par la force chez tous les autres, à notre anarchie politique ; l'ordre politique une fois restauré, les diverses autres restaurations deviendront possibles. » (5).

-
1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 4 juin 1909, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 86.
 2. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 28 juillet 1904, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 99.
 3. Ibid.
 4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 16 février 1923, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p.100.
 5. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 12 décembre 1901, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p. 88.

Le reste des réformes nécessaire à la société française face au « germanisme » viendra ensuite, comme naturellement, car : « la réforme esthétique, la réforme économique, la réforme morale elle-même sont dans la dépendance étroite de la réforme politique. » (1). Sur la nature du lien politique-morale, Maurras adopte, face à Kant la position de Machiavel consistant à les séparer radicalement. Il y a des lois spécifiques à la politique, que l'on peut et que l'on doit connaître et appliquer :

« La politique n'est pas la morale », « car la conscience humaine poursuit des fins spirituelles, elle cherche le salut individuel » alors que « la politique qui s'en tient au temporel, s'intéresse à la vie prospère des communautés, elle détermine les conditions générales du bien public dans les groupes naturels que forment les hommes. » (2).

Il insiste sur l'antinomie de leur nature : « La politique n'est pas la morale. La science et l'art de la conduite de l'Etat n'est pas la science de l'art de la conduite de l'homme. Où l'homme général peut être satisfait, l'Etat particulier peut être déconfit. » (3). La pensée révolutionnaire, qui est selon son analyse, à l'origine du régime politique de la France, en ne respectant pas la primauté chronologique de la politique et en bouleversant les structures de l'être, que l'observation et l'empirisme révèlent, aurait poursuivi des nuées avec la consécration de la morale :

« L'infailible moyen d'égarer quiconque s'aventure dans l'activité politique, c'est d'évoquer inopinément le concept de la pure morale, au moment où il doit étudier les rapports des faits et leurs combinaisons. Telle est, du reste, la raison pour laquelle l'insidieux esprit révolutionnaire ne manque jamais d'introduire le concept moral à ce point précis, où l'on n'a que faire de la morale ; il a toujours vécu de ce mélange et de cette confusion, qui nuisent à la vraie morale autant qu'à la vraie politique. » (4).

Son positivisme qui le rattache à la réalité des faits, et le conduit dès 1891 à une certaine lucidité, ne peut pas l'amener à se raccrocher à l'idée d'une amélioration de l'humanité par la bonté, car :

« On ne peut point baser un raisonnable calcul politique sur l'espérance que le monde entier se

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 12 décembre 1901, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p. 88.
2. Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 125.
3. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, p. 20, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p. 92.
4. Charles MAURRAS, *La démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 246.

trouvera un jour retourné dans le sens de la bonté. » (1). Il aime indiquer, que par exemple dans le domaine politique des relations internationales il faut manier la force, la tactique : « la menace, la peur, la contrainte, voilà les muses de l'art politique entre les nations. Art élémentaire, soit. » (2). Face à l'Allemagne plus particulièrement, il aurait fallu employer largement la ruse ou le cynisme, car : « Le devoir de tout politique sérieux est d'utiliser les discordes de ses voisins pour rentrer dans son bien, s'ils l'en ont dépouillé » (3). Sans réelle référence scientifique les multiples définitions qu'il donnera de la politique, affirmeront toujours la défense de l'intérêt de la France comme fin et, la fin doit justifier les moyens : « La politique science du bien des Etats, de l'utilité nationale » (4) : « La politique, art de faire durer les Etats » (5) : « Une politique se juge par ses résultats » (6) : « La politique française est l'art de la vie et de la prospérité de l'Etat français » (7) : « Il faut s'attendre à tout en politique, où tout est permis, sauf de se laisser surprendre » (8) : « La politique est trop savante et trop complexe, elle met en jeu des intérêts trop graves, trop lointains et trop généraux pour être abandonnée à la fantaisie de chacun. » (9). Mais les lois de la nature n'excluent ni l'action, ni le volontarisme de l'homme dans le domaine de l'action politique, à condition que la raison domine. Dans *Mademoiselle Monk*, il écrit :

« Dans l'écoulement infini des circonstances sublunaires, un être seul, mais bien muni et bien placé, si, par exemple, il a pour lui la raison, peut ainsi réussir à en dominer des millions d'autres et décider de leur destin. L'audace, l'énergie, la science et l'esprit d'entreprise, ce que l'homme enfin à de propre comptera donc toujours. » (10).

-
1. Charles MAURRAS, *Réforme sociale*, 1^{er} février 1891, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 92.
 2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 14 juin 1921, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 101.
 3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 4 avril 1908, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 101.
 4. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 30 septembre 1905, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 80.
 5. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 24 août 1902, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p. 80.
 6. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 20 juillet 1902, in DPC Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 80.
 7. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 15 avril 1921, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 81.
 8. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 22 février 1918, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 81.
 9. Charles MAURRAS, *Enquête sur la monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 345.
 10. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution, Mademoiselle Monk*, Paris, NLN, 1922, p. 226.

Ainsi l'action du coup de force est possible, puisqu'il aurait été dominé par une raison supérieure : « Tout arrive, donc tout se peut. Il n'y a qu'à vouloir. Qu'on veuille le plus possible, et le réel éclôt » (1).

II) La préférence pour la méthode de la « vérité passion »

La méthode maurrassienne même si elle veut acquérir une légitimité supérieure en se parant de l'habit de la science, qui à cette époque est très en vogue, notamment au travers du scientisme, n'est guère crédible. Car il n'y a pas de principes évidents, ni de raisonnements expérimentaux, ni surtout de réelles démonstrations dans la théorie politique maurrassienne, mais plutôt des affirmations qu'elle va enchaîner et répéter à l'infini. Quand Maurras affirme que : « la Monarchie reconstituerait une France mais sans la Monarchie la France périra » ou : « on démontre la nécessité de la Monarchie comme un théorème » ou encore : « si vous avez résolu d'être patriote, vous serez obligatoirement royaliste » (2), ce ne sont que des affirmations péremptoires et en aucun cas des démonstrations scientifiques.

Plus qu'une véritable méthode scientifique, sa méthode est un plaidoyer qui se double d'une technique de conditionnement social déclenchée, par une certaine forme également de conditionnement de lui-même par l'angoisse de son « germanisme ». Comme Marx avait affirmé le rôle principal de l'économie en se déclarant socialisme scientifique, Maurras veut affirmer celui de la politique, « la politique d'abord » (3). Mais plus qu'une démonstration, il manifeste encore une nouvelle fois sa peur, sa phobie concernant la survie de la France, face au danger de

1. Charles MAURRAS, *Enquête sur la Monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 550.

2. Op. cit., p. 118.

3. Ibid.

l'Empire allemand :

« La science politique ne se contente pas d'établir que, des inégalités étant nécessaires, il faut choisir, comme j'ai dû l'écrire dans *l'enquête sur la monarchie*, entre « l'inégalité politique ou la mort » du pays : cette science ne nous laisse même pas la liberté entière de prendre ce dernier parti. Elle n'a que faire des peuples suicidés ; science de la vie des Etats, elle nous instruit des moyens de ne pas mourir. » (1).

Pour Maurras, positiviste et disciple d'Auguste Comte, qui a une conception expérimentale de la vie, la politique découle de l'observation, dont le champ est l'histoire :

« L'histoire n'est pas une épreuve de cabinet : cependant ses répétitions indéniables, en des circonstances tantôt identiques et tantôt diverses, permettent de dresser, avec une rigueur satisfaisante, des tableaux de présence, d'absence et de variations comparables à ceux qui favorisèrent le progrès de l'étude de la nature. » (2).

Quand il déclare l'importance de la raison, immédiatement il rectifie et affirme : « Parce que nous savons que la plupart des problèmes politiques sont des questions d'autorité plutôt que de raison, nous nous servons uniquement de la raison pour démontrer la nécessité rigoureuse de l'autorité. »

(3). Même s'il croit démontrer souvent, il lui arrive même d'oublier cette volonté déclarée pour affirmer ce qui est certainement plus proche de la réalité maurrassienne :

« Il faut commencer par le commencement, il faut commencer par affirmer, enseigner, distribuer une doctrine positive, qui puisse intéresser ensemble les cerveaux et les cœurs. La discussion viendra ensuite. Commencer par affirmer l'idée de la France. Faites que vos contradicteurs à venir soient portés à donner la même importance que vous à l'indépendance française. » (4).

Il n'arrive également pas à définir une conception générale de la France, mais plutôt un profil spécifique, une donnée historique qu'il veut immuable. Ainsi, en soutenant l'idée que « la France ne peut que défendre » et en étant lui-même totalement dominé par sa phobie du « germanisme », Maurras pense qu'une action n'est utile pour la nation française que si elle l'a protège, mais en

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 11 février 1902, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p. 85.

2. Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 110.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 15 septembre 1903, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 332.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 27 août 1912, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p. 159.

commençant par l'isoler :

« Ces théories nationales jouent un rôle semblable à celui des membranes et des tuniques dont les êtres naissants ou renaissants doivent s'entourer : c'est le premier effort des nouveaux vivants que d'ainsi distinguer leur monde des mondes voisins, de se tisser comme une enceinte à l'intérieur de laquelle l'énergie se distribue, s'ordonne et se développe. Les Français de 1871, entre mille torts, ont eu celui de ne point se définir, se circonscrire. Il en résulta qu'ils furent pénétrés de tous les côtés. » (1).

Il est nécessaire de rappeler qu'à côté de ce plaidoyer qui veut emporter la conviction par la répétition et dont le but est principalement de conditionner, la violence de *L'Action française* s'exprimait aussi dans l'action de rue. Les camelots du Roi fondés en 1906, étaient la branche violente du mouvement.

A la manière de Marx, il va faire aussi le procès des utopistes dans *Le Dilemme de Marc Sangnier* en voulant montrer que le rêve de Sangnier n'est que chimère. A Sangnier, qui lui rétorque que lui, Maurras « a de la peine à concevoir autre chose que ce qui a été », il répond : « nous ne disons point : Ceci ne sera pas, puisque ceci n'a jamais été. Nous disons : Ceci ne peut pas être, parce que ceci, qui est et qui sera, devra l'empêcher d'être. » (2).

Mais dans le deuxième de ses *Cahiers*, Maurice Barrès va exprimer son doute sur le caractère scientifique de la méthode maurrassienne :

« Les procédés d'argumentation régulière donne l'illusion de la méthode scientifique. C'est un magnifique symptôme d'activité intellectuelle, mais il ne mène nulle part.(...) Il s'est fait une théorie en accord avec ses instincts. L'autorité que lui donne sa passion. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 38.

2. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 87.

3. Maurice BARRÈS, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 177-178 : « C'est un magnifique symptôme d'activité intellectuelle, mais il ne mène nulle part. Les assises d'une France fondée sur la logique ne satisfont pas ; je les veux sur la sensibilité. Un mode d'apologétique. Mais un Maurras a résolu d'avance par une adhésion inébranlable à la monarchie le problème politique ; avec sa ferme et douce insistance, « il a l'air de raisonner librement ; mais il n'a pas le droit de se laisser convaincre ; il ne lui est pas permis d'accepter toutes les conclusions que son nationalisme pourrait lui suggérer ; sa liberté est circonscrite par la doctrine monarchique qu'il ne perd jamais de vue. » Il s'est fait une théorie en accord avec ses instincts. L'autorité que lui donne sa passion. ».

§ 2 : La dérive vers le nationalisme intégral et la guerre nécessaire

Si la pensée maurrassienne ne va pas changer, son évolution va se situer dans la force de son intensité qui va cheminer vers « l'intégral », et vers le désir d'un conflit total avec l'Allemagne.

I) D'une référence permanente à une méthode intégrale de conditionnement

Afin de démontrer la puissance et la dimension historique de son nationalisme, Maurras dans l'ouvrage testament *Pour un jeune Français*, développe une explication peu convaincante sur la préexistence à la défaite de 1870, d'un nationalisme de conception maurrassienne qui aurait vécu dans l'inconscient de la France, et que la victoire allemande n'aurait fait que faire exploser contre elle :

« Nous l'avons retrouvé. Nous avons reconnu dans ce frémissement son occasion et son excitation éloignées. N'appelons point cela une cause. Car, sous le choc, la France envahie avait reconnu en effet quel sentiment profond elle avait d'elle-même, son sublime amour de l'être français. Et cet amour ainsi meurtri, torturé et humilié ne résultait point de la victoire allemande, il lui préexistait, loin d'en être le fruit. La passion du patriotisme vivait âpre et forte bien que latente, ne se soupçonnant pas à l'heure où l'Allemagne l'avait fait exploser contre lui. » (1).

En réalité, ce nationalisme a été déclenché dans l'esprit de Maurras par sa représentation qu'il nomme le « germanisme ». D'ailleurs, quelques lignes plus loin, dans ce même ouvrage, en s'adressant directement à Claude Digeon sur la vraie cause de son nationalisme, il le confirme indirectement en écrivant :

« Or, après un quart de siècle de fermentations variées dans la paix armée, la France en était venue à éprouver la sensation d'un complot qui se tramait, en elle et contre elle, par un accord inattendu d'ennemi du dedans et du dehors. Voilà ce qui l'a mise debout. Voilà, Monsieur, la vraie cause que vous cherchiez. » (2).

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune français*, Amiot-Dumont, Paris, 1949, p. 39.

2. Op. cit., p.39-40.

Il est donc né de l'angoisse, de la peur, et l'historien Michel Mourre confirme que le mot nationalisme :

« n'implique pas que la reconnaissance de la réalité de la nation, mais également cette idée que la nation est menacée, qu'elle ne vivra que pour autant qu'elle sera une sagesse active et créatrice, concevant un projet, s'y tenant et se donnant la force historique de le réaliser. » (1).

Il précise très clairement cette peur de la faiblesse, de l'impuissance à la source de ce conditionnement de la société française, quand il écrit :

« Le peuple sent déjà qu'une armée ennemie aurait des chances d'entrer chez nous comme un pic dans un tas de sable, et c'est l'une des causes de la juste, utile et salutaire panique désignée quelquefois sous le nom de nationalisme. » (2).

Mais pour la clarté, l'originalité et la supériorité de son nationalisme, il ne peut accepter que l'on puisse soupçonner que la France, même si elle s'appelle la France, puisse devoir quelque chose au plan de son organisation et de sa culture au peuple franc d'origine germanique. Sa démarche intellectuelle est donc radicale. Il rejette les conceptions d'Ernest Renan, qu'il juge trop bienveillantes : « Renan pensait, avec beaucoup de philosophes et d'historiens romantiques, que l'élément directeur nous était venu des forêts de la Germanie, avec cette poignée de Francs qui ont donné leur nom au territoire » (3). Dans ce qui veut être une démonstration, il explique que l'histoire de l'Allemagne n'est qu'une longue anarchie, alors : « Si l'ordre en France était germain ou franc, comment expliquerait-on que les seuls Francs occidentaux aient été fondateurs et organisateurs ? » (4). Sachant selon lui, que les deux premières dynasties françaises, d'un franquisme essentiel et pur n'y avaient rien fondé politiquement. Alors que celui, qu'il appelle le grand mérovingien Clovis, n'aurait cherché au contraire, que les moyens pour se distinguer et

1. Michel MOURRE, *Charles Maurras*, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 112.

2. Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, NLN, 1916, p. 315.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 48.

4. Ibid.

s'éloigner de sa « barbarie germanique » : « Clovis se distingue par un acte antigermanique au premier chef ; il renonce aux dieux des Germains, il embrasse le culte gallo-romain. » (1), ainsi que son successeur Charlemagne : « Le grand carolingien, Charlemagne, ne constitue rien de durable que dans la mesure et dans le sens où il continue l'œuvre de Clovis. » (2). La nation et l'ordre en France n'auraient ainsi rien à devoir à de quelconques origines franques. La royauté française ne serait pas non plus débitrice, car :

« C'est à la troisième race des rois de France que commence l'œuvre de la confection de la France. D'où venaient ces capétiens ? Germains ? Gaulois ? On n'en sait rien. Tout ce que l'on peut dire est que, déjà, leur race représente quelque chose de la fusion des éléments en présence. Il y a longtemps que l'on ne parle plus franc autour d'eux. Ils parlent le roman, comme tout le monde. Ils s'appuient sur les clercs, qui parlent latin. » (3).

Afin d'étayer sa thèse, il va reprendre dans l'ouvrage *L'Histoire des institutions de l'ancienne France* du professeur Numa Fustel de Coulanges, ancien directeur de l'Ecole Normale Supérieure, les arguments qui minimisent l'apport germanique dans la naissance des institutions françaises, et notamment quant à l'invasion du V^{ème} siècle :

« Elle n'a apporté ni sang nouveau, ni une langue nouvelle, ni de nouvelles conceptions religieuses, ni un droit particulier, ni des institutions qui vissent directement de la Germanie. Elle n'a pas substitué, sur la terre gauloise, un caractère et un esprit germaniques au caractère et à l'esprit gallo-romains. » (4).

Cette invasion germanique n'aurait été qu'une simple invasion, avec ses conséquences d'invasion, et non pas la triomphe d'un peuple et d'un esprit nouveau : « Elle a mis le trouble dans la société, et c'est par cela même qu'elle a exercé une action considérable sur les âges suivants. » (5). Et il va attribuer à l'invasion germanique la responsabilité d'avoir fait tomber l'autorité romaine et d'avoir supprimé progressivement les règles, sous lesquelles la société était

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 49.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Op. cit., p. 137.

5. Ibid.

accoutumée à vivre. Et ce n'est pas de la stabilité et de la grandeur qu'elle va offrir à la France, mais par le désordre qu'elle aurait jeté partout, elle aurait donné aux hommes de nouvelles habitudes, qui à leur tour auraient enfanté de nouvelles institutions. La naissance de la féodalité lui sera imputée, ainsi que l'impossibilité de restaurer un véritable Etat, puisqu'en réalité : « Les grands résultats de l'invasion germanique, obscurs au VI^e siècle, apparaîtront au VIII^e siècle. » (1). Après cette précision historique, il refuse de réduire son nationalisme au simple patriotisme. Même si la patrie et le patriotisme sont nécessaires : « un bon citoyen subordonne ses sentiments, ses intérêts et ses systèmes au bien de la Patrie. » (2), ils sont insuffisants. Il veut prouver qu'il ne réagit pas que comme un « banal patriote » au « germanisme », en ne manifestant que de la piété envers le sol national et en voulant le défendre contre l'invasion. Son nationalisme veut renforcer les consciences pour « conserver la France ». Le patriotisme est nécessaire mais insuffisant, car il n'est qu'une simple réaction de l'instinct de survie de la France, il est incapable d'agir avec raison et méthode, contre les « ennemis intérieurs ». Alors que : « le nationalisme est la sauvegarde de tous ces trésors qui peuvent être menacés sans qu'une armée étrangère ait passé la frontière, sans que le territoire soit physiquement envahi. Il défend la nation contre l'Etranger de l'intérieur. » (3). Il protège la France des dangers que pourraient lui faire courir l'Allemagne comme puissance d'occupation : « La même protection peut être due encore dans les cas d'une domination étrangère continuée dont la force consacrée par un droit écrit, n'est pourtant pas devenue un droit réel. » (4). Le nationalisme maurrassien refuse comme un postulat, l'égalité de

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 138.

2. Charles MAURRAS, *Soleil*, 2 mars 1900, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p. 169.

3. Charles MAURRAS, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 264.

4. Ibid.

la nation française et de la nation allemande. Car bien évidemment, dans sa pensée, la nation française est la fille de l'esprit classique, dont le propre : « est de s'enrichir par adaptation, par intussusception de toutes les grandes découvertes de l'humanité. » (1). Alors qu'à l'inverse la nation allemande n'aurait été que la manifestation de la grossièreté de son particularisme : « le germanisme se renferme au contraire dans l'étroite prison d'un esprit national qui n'a d'humain que ses prétentions car il est, en fait, très strictement circonscrit dans l'espace et dans le temps. » (2). Le professeur Pierre Boutang dans *Maurras la destinée et l'œuvre*, tend à faire apparaître Maurras comme un « malgré lui » du nationalisme. Sur les origines du nationalisme maurrassien, il écrit : « il en sera quelquefois embarrassé, n'ignorant pas que c'est en Allemagne, et d'abord chez Fichte, que le concept a pris naissance. » (3). Sur Maurras, il affirme que : « périodiquement il est revenu sur la constatation de la dure et désobligeante nécessité qu'il y avait de devoir susciter « un état d'esprit nationaliste » pour défendre ou sauver la nation » (4).

En 1917, Maurras écrira encore ces propos assez durs contre les nations :

« L'estime est due aux communications naturelles des hommes. C'est le malheur des siècles et la suite funeste de nos révolutions qui ont voulu que de nos jours les Nations deviennent des intermédiaires inévitables pour ces rapports humains qui sans elles, s'effondreraient. » (5).

Il ne va pas cesser de regretter le temps de « l'humanité civilisée » qui avait jadis pour limite et pour garantie la chrétienté catholique, un esprit logique aussi vaste que le monde et il va rendre coupable la Réforme et la Révolution, donc toujours le « germanisme » de cette situation. Il est donc logique dans son raisonnement, qu'il écrive :

1. Charles MAURRAS, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 265

2. Ibid.

3. Pierre BOUTANG, *Maurras la destinée et l'œuvre*, Paris, La Différence, 1993, p. 155.

4. Ibid.

5. Charles MAURRAS, *Le Pape, la Guerre et la Paix*, p. VII, in DPC, 1933, Paris, A la cité des Livres, t. 3, p. 155.

« Notre phase des nationalités ouverte par la Réforme et la Révolution, et une décadence. Il n'y a pas à se faire d'illusions, le genre humain n'est pas un progrès depuis qu'il est resserré dans les cadres strictement nationaux. » (1).

Mais néanmoins, ces propos peuvent apparaître comme paradoxaux pour l'opinion publique qui connaît Maurras comme un responsable nationaliste plutôt virulent. Même s'il pense que les frontières qui se sont rétrécies à la mesure des nationalités sont une perte, il reconnaît quand même à sa notion de « nation forteresse » des vertus, quand il écrit : « on aurait une perte plus grande si les nationalités venaient à être détruite. L'humanité y perdrait ses dernières défenses, et voilà tout. » (2). Dans une lettre du 13 septembre 1923, adressée par Charles Maurras à Henri Massis, il justifie clairement son nationalisme en opposition aux autres nationalismes et bien évidemment en priorité à l'allemand :

« Il faut se reporter à cette époque de 1885, 1895, 1900 non pour excuser, mais pour expliquer et comprendre le mouvement de défense nécessaire et indispensable. Il ne s'agissait pas seulement de répondre à l'internationalisme, mais aux autres nationalismes. Dans une Europe où tous les peuples maximisaient, systématisaient, canonisaient leur droit à la vie et de tout dominer, une France sans nationalisme eut été et serait gravement compromise, parce que démantelée. » (3).

Ce nationalisme doit être un outil utile. Il veut d'abord lui donner la doctrine qui lui aurait manqué, afin de reconstituer un pouvoir spirituel capable de fédérer les Français. Il l'écrit le 19 novembre 1899 à Barrès : « Il faut que le pouvoir spirituel, même bégayant, soit désigné au public. » (4). Il écrit encore, le 15 novembre 1899, dans *L'Action française* :

« De toutes les formes sociales usitées dans le genre humain, la seule complète, la plus solide et la plus étendue est évidemment la nationalité. Depuis que se trouve dissoute l'ancienne association connue au Moyen Âge sous le nom de chrétienté et qui continuait à quelques égards l'unité du monde romain, la nationalité reste la condition rigoureuse et absolue de toute humanité ; les relations internationales, qu'elles soient politiques, sociales ou scientifiques, dépendent du maintien des nationalités (...) Le nationalisme n'est donc pas le fruit de sentiments : c'est une obligation rationnelle et mathématique. » (5).

1. Charles MAURRAS, *L'ordre et le désordre*, Paris, Self, 1948, p. 23.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, Cité par Henri Massis in *Enquête sur le nationalisme* par Marcel Clément, Paris, 1957, p. 41.

4. Maurice BARRES-Charles MAURRAS, *La République ou le Roi, Correspondance inédite, 1888-1923*, lettre de Maurras à Barrès du 19 novembre 1899, Paris, Plon, 1970, p. 251.

5. Charles MAURRAS, *L'éducation nationale et l'Action française*, *L'Action française*, 15 novembre 1899.

Il doit surtout agir sur la réalité française, par une véritable action de conditionnement de plus en plus généralisée. Le nationalisme est édifié intellectuellement comme un rempart :

« Le nationalisme n'est donc pas un simple sentiment, mais bien la vue, la prise, l'aveu et l'exercice d'une obligation rationnelle et mathématique. Toutes les obligations sociales ressortissent à celle-là, tous les devoirs à ce devoir. Dès que le rempart national est ruiné, les foyers sont brisés, les métiers détruits, les citoyens deviennent esclaves. » (1).

Il n'est pas possible pour Maurras de raisonner sur l'homme en terme de droits, puisque l'homme n'aurait été que le maillon d'une grande chaîne nationale. A l'interrogation, qu'est notre France ? il répond : « Ce n'est certainement pas le simple total des Français vivants (...) Une Nation est autre chose que les hommes qui la composent à n'importe quel moment de sa vie. » (2). L'homme est donc destiné à servir cette entité que le dépasse, mais qui dépasse aussi l'ensemble des groupes qui la composent : « La nation passe avant tous les groupes de la nation. La défense du tout s'impose aux parties. » (3). La nation trouve sa force dans le voisinage des populations, qui va créer une unité, une solidarité notamment contre l'ennemi commun : « L'assistance ne fonctionne pas entre l'Esquimau et le Provençal qui ne se sont jamais vus, mais bien de porte à porte, de clocher à clocher, entre gens qui se connaissent et s'estiment. » (4). Néanmoins, la nation française ne peut la trouver que dans le rassemblement de ceux qu'ils appellent les Français : « Les Français nous sont amis parce qu'ils sont Français, ils ne sont pas Français parce que nous les avons élus pour nos amis. » (5), c'est à dire la population qui est sur le sol national à l'exclusion des juifs, des protestants, des francs-maçons et des « métèques ». C'est la théorie maurrassienne des quatre états confédérés, qui œuvreraient à l'anéantissement de la France,

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 109.

2. Charles MAURRAS, *Dentelle du rempart*, Paris, Grasset, 1937, p. 33.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 24 mars 1908, in DPC, *A la cité des livres*, Paris, 1933, t. 3, p. 153.

4. Charles MAURRAS, *L'allée des philosophes*, Paris, Crès, 1924, p. 23.

5. Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 252.

en relation étroite avec l'Allemagne. Cette théorie phobique est le socle de son raisonnement faussé.

Il ne serait pas possible de juger les fautes de la patrie, et la justice en face d'elle aurait été une valeur inadaptée. Face à cet intérêt suprême qui est celui de la propre survie de la France :

« Votre patrie peut commettre de grandes fautes : vous commencerez par la défendre, par la tenir en sécurité et en liberté. La justice n'y perdra rien, la première condition d'une patrie juste, comme de toute patrie, étant d'exister, la seconde étant d'ailleurs de posséder cette indépendance de mouvement et cette liberté de l'action volontaire sans laquelle la justice n'est plus qu'un rêve. » (1).

Michael Sutton dans *Charles Maurras et les catholiques français*, affirme que dans la pensée maurrassienne seule la nation pouvait être le cadre :

« La France devait être considérée comme l'autorité suprême par les individus qui en font partie, car c'est seulement par la reconnaissance d'une telle souveraineté qu'on pouvait dompter l'anomie de la société contemporaine. » (2).

L'intérêt national est le critère du choix politique, et selon lui, un vrai nationaliste place la patrie avant tout, il traite donc toutes les questions politiques pendantes dans leurs rapports avec l'intérêt national, et non avec ses goûts ou ses intérêts personnels, sachant que : « la somme des intérêts particuliers, ou même des intérêts collectifs français, ne donne pas du tout l'intérêt général de la nation française, qui est parfois tout autre, et qui doit toujours prévaloir » (3). Pour comprendre où se situe cet intérêt national, Maurras affirme qu' : « il fallait de toute nécessité récuser constamment l'obsédant fantôme de la morale, de la morale individualiste étudiée sous Kant, en Sorbonne. » (4).

L'intérêt national permet de résister à l'étranger, à l'Allemagne, car il évite les divisions, il donne

1. Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 255.

2. Michael SUTTON, *Charles Maurras et les catholiques français*, Paris, Editions Beauchesne, 1994, p. 53.

3. Charles MAURRAS, *La Démocratie religieuse*, Paris, NLN, 1921, p. 245.

4. Ibid.

le sens :

« L'Etranger sait bien une chose. Pour nous affaiblir et nous diviser, il faut commencer par maintenir et agiter dans nos esprits les ferments de nos sécessions d'autrefois. Il n'y a donc pas de meilleur obstacle aux menées des factions que le clair et généreux esprit de synthèse que nous avons offert aux citoyens français pour leur représenter le passé. » (1).

Le citoyen français nationaliste est le produit d'un conditionnement maurrassien qui va lui imposer face aux interrogations, des réponses et des comportements réflexes ayant toujours le même dénominateur commun, l'intérêt de la nation, que Maurras résume ainsi : « Tout avantage personnel qui se solde par une perte pour la patrie lui paraît un avantage trompeur et faux. Et tout problème politique qui n'est point résolu par rapport aux intérêts de la Patrie lui semble un problème incomplètement résolu. » (2). Il est à souligner que, bien que Maurras n'ait pas cessé de critiquer la méthode kantienne, il ait constitué la nation française en un véritable impératif catégorique auquel tout doit être soumis. La nation est devenue une réalité sacrée dans son analyse : « La nation occupe le sommet de la hiérarchie des idées politiques. De ces fortes réalités, c'est la plus forte, voilà tout », et l'on peut alors parler d'une : « déesse France qui entre naturellement en rapport et composition avec les principes de vie internationale qui peuvent le limiter et l'équilibrer », alors que selon lui : « les Allemands déifient l'Allemagne, parlent de son vieux Dieu, comme de Jéhovah, seul, infini et tout puissant. » (3). L'élaboration de ce conditionnement intégral et général, Maurras le revendique constamment dans ses écrits :

« Car, ainsi, avons-nous pu présenter à la jeunesse du pays, munis et armés d'une doctrine complète, qui ne se contentait point de satisfaire un ordre de désirs ou de postulats propres à une classe, à une confession, à un intérêt particulier, mais découvrant, mais apportant la condition générale de tout ce qu'il y a de nécessaire et de légitime dans ces postulats et dans ces désirs : liberté religieuse, paix sociale, organisation ouvrière, affermissement et réorganisation de l'Etat, de l'armée, des affaires extérieures et intérieures, de l'économie en générale : au sens mathématique, le nationalisme intégral. » (4).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 6 juillet 1914, in DPC Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p. 100.

2. Charles MAURRAS, *Soleil*, 2 mars 1900, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 169.

3. Charles MAURRAS, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p.257.

4. Charles MAURRAS, *La contre-révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet, 1943, p. 145.

Il explique que lors de son voyage en Grèce, il avait vu sur l'Acropole, jonchant la terrasse où s'élève le Parthénon, les débris d'un petit temple que les Romains avaient élevé à la déesse Rome, et qu'après avoir jugé cet édifice comme une profanation, à la réflexion il avait trouvé que ce sacrilège avait une audace sublime car : « A la beauté la plus parfaite, au droit le plus sacré, Rome savait préférer le salut de Rome, la gloire des armes romaines et, non content de l'en absoudre, le genre humain ne cesse de lui en marquer sa reconnaissance. » (1). Le sommet de la doctrine et du conditionnement nationaliste que représente le nationalisme intégral est à l'image de la statue Rome. L'expression « intégral » se comprend, selon lui, par opposition avec le patriotisme des républicains qui est incomplet, puisque les républicains qui disent vouloir relever la patrie, ne s'en seraient pas donnés les moyens :

« Il n'y a pas une vraie et une fausse doctrine nationaliste. Il y a un nationalisme superficiel et peu conséquent, c'est le nationalisme républicain. Il y a un nationalisme cohérent et complet, c'est le nationalisme, c'est le nationalisme intégral. » (2).

Et ce nationalisme intégral déclenché par le « germanisme », il va le confondre avec le royalisme, quand il déclare : « Essentiellement, le royalisme correspond à tous les divers postulats du nationalisme : c'est pour cela qu'il s'est nommé lui-même le nationalisme intégral. » (3). Il va ensuite jusqu'à affirmer que le nationalisme ne pourrait guère se tromper, ni tromper les Français, puisque : « Nous sommes le salut public. Il n'y a que le salut public qui puisse émouvoir, orienter les défenseurs d'un nationalisme intégral. » (4). S'il proclame que la nation occupe le sommet de la hiérarchie des idées politiques, le but ultime du nationalisme intégral abouti au totalitarisme :

« Subsumant tous les autres grands intérêts communs en les tenant dans sa dépendance, il est parfaitement clair que, en cas de conflit, tous ces intérêts doivent lui céder, par définition : lui cédant, ils cèdent encore à ce qu'ils ont de plus général. » (5).

1. Charles MAURRAS, *Soleil*, 2 mars 1900, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p. 169.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 21 mars 1909, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p.169.

3. Charles MAURRAS, *Mes idées politiques*, Fayard, 1937, Paris, p. 279.

4. Charles MAURRAS, *Soleil*, 7 mai 1901, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p 168.

5. Charles MAURRAS, *L'Action française mensuelle*, 1901 in DPC, A la cité des livres, Paris, 1933, t.3, p. 153.

II) La pensée unique de vaincre et de démanteler l'Empire Allemand

Dans *Pour un jeune français*, Maurras reprend les propos de l'écrivain Robert de Bonnières qui avait déclaré que pendant le premier tiers de la III^e République, l'idée de la Revanche avait été une véritable reine de France : « Jusque-là, l'idée des pays annexés était la clé de voûte étincelante de toute politique, son critère, sa loi, le vivant synonyme du vrai salut public. » (1).

Mais peu à peu cette situation s'estompa, puis aurait même été abandonnée par l'oligarchie :

« Peu à peu l'on affecta, en certain lieu, de donner à entendre que le débat était entre le cœur et la raison. Le patriotisme était un sentiment pur et droit, mais naïf ; l'humanitarisme, allié de l'Allemagne, faisait figure de pensée réfléchie, vraie Pallas cérébrale contre cette ignorantine de Jeanne d'Arc ! » (2).

Selon lui, cette situation d'acceptation résignée de la faiblesse française présente et future, par les responsables de la France est à la source de son nationalisme et fait partie intégrante de son « germanisme », car elle accentue dangereusement le contraste d'avec la force allemande puisque : « Ce que l'Allemagne enseigne, consacre et admire, ce n'est pas la force en tant que force, c'est la force en tant qu'allemande. » (3). Il ne cesse pas de dénoncer la position des intellectuels pacifistes qui lui semble dangereuse, parfois « criminelle ». Si à la première analyse : « La défiance de la force peut paraître un état d'esprit inoffensif » (4), en réalité ces positions seraient foncièrement nocives pour la France, car : « un peu fouetté et stimulé, ça conduit à siffler le drapeau, à conspuer les « galonnés », à refuser des canons et des munitions à l'armée... » (5). Il s'alarme des positions des professeurs de la Sorbonne qui se réfèrent à l'héroïsme, à la Grèce et à Rome, mais défendraient simultanément la faiblesse de la France. Or il soutient que l'héroïsme

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 24.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 8/11/1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 259.

4. Ibid.

5. Ibid.

n'est pas suffisant et que la force française est indispensable, pour s'opposer demain à la force allemande. Il ne faudrait pas se tromper sur la Grèce et Rome, ces peuples n'auraient pas fait vœux de faiblesse :

« On me permettra de dissuader nos professeurs de placer de nouveau l'esprit de Sorbonne dans ce courant : le plus bel héroïsme du monde pourrait bien ne pas nous sauver cette fois. Vive la France signifie vive notre force française. On invoque la Grèce, Rome? C'étaient des peuples très forts. » (1)

Pour s'opposer à la guerre ou pour la gagner, la force est nécessaire, et donc : « une nation qui veut croupir dans sa faiblesse, en attendant les démonstrations et les preuves, se condamne à les recevoir en pluie de schrapnells et de balles. » (2). Une fois la force de l'Allemagne posée comme le problème, il aborde celui du caractère d'œuvre factice de la nation allemande, car : « des hommes et des peuples ont fait l'Allemagne. L'Allemagne ne les a pas faits. » (3), alors que la nation française aurait été une œuvre de création sociale et de conservation tutélaire : « Un bon Français ne se demande pas plus ce que vaut l'unité qu'il ne s'interroge sur ce que vaut sa mère. » (4). Et même, s'il affirme fréquemment que l'ensemble des Allemands a une commune volonté belliqueuse contre la France :

« Il ne faut pas séparer les Allemands de leurs empereurs, princes, rois, chefs de guerre ; leurs savants, leurs chefs d'industrie, leurs poètes, leurs députés socialistes pensent exactement comme Guillaume et son héritier. » (5).

il défend non moins fréquemment, l'idée que l'Allemagne unifiée n'est qu'une œuvre artificielle, un paradoxe historique et géographique, qui ne peut exister que par la guerre :

« La nation allemande est un produit fragile et cassant. Peut-être l'Empereur a-t-il fait preuve d'un talent supérieur en ne tirant jamais le sabre qu'à demi. Peut-être aussi a-t-il eu tort d'exposer aux risques de la rouille le seul instrument qui ait pu rassembler les matériaux disparates de cette œuvre artificielle, de ce paradoxe historique et géographique : les Allemagnes unifiés. » (6).

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 8/11/1914, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 259.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 17 avril 1913 in DPC, A la cité des livres, Paris, 1933, t.3, p.154.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, avril 1917, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 327.

4. Charles MAURRAS, *Préface le Pape, la Guerre et la Paix*, p. X, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 395.

5. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 27 mars 1915, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 299.

6. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 132.

Cette guerre ne pourrait que s'inscrire dans la permanence, puisque, selon ses propos : « L'unité allemande est bien moins un fait qu'une idée, une idée presque religieuse. (...) Elle travaillera à s'annexer (...) tous ceux qui portent trace de sang allemand ou de tradition germanique. » (1).

Sachant que même quand il s'interroge sur l'histoire, il ne trouve toujours paradoxalement que l'Allemagne dans le camp des agresseurs :

« Pour définir du point de vue de la justice les rapports des peuples français et allemands, il faut pourtant se rappeler que l'agression ni la malveillance n'ont jamais été de notre côté. Que l'on remonte à Charlemagne, à Jules César, au consul Marius, les leçons données aux Germains répondaient à des invasions dévastatrices ou réprimaient des procédés militaires honteux. » (2).

Il faut souligner qu'il va jusqu'à reconnaître des vertus aux guerres de la Révolution et de Napoléon I^{er} qui auraient été un « bienfait » pour l'Allemagne :

« Les guerres de Louis XIV, même celles, incomparablement plus dures, de la révolution et de Napoléon I^{er}, n'allèrent pas sans apporter à ce centre européen (aujourd'hui en pleine régression morale, mais de tout temps retardataire) un surcroît de politesse et de civilisation auquel l'Allemagne a constamment répondu par de lâches violences et d'immenses pillages toutes les fois qu'on a laissé les moyens. » (3).

Face à toutes ces « réalités » qu'oppose l'Allemagne, il en conclut, en 1910, que la guerre est nécessaire, car : « il y aura bientôt quarante ans que les gens de Berlin sont venus chez nous, que nous n'avons pas su leur rendre la visite et que Metz, Strasbourg, Colmar et Mulhouse sont captives ». Il lui arrive parfois de rêver, si la République avait été renversée à : « la belle guerre qu'aurait pu faire ce grand peuple sous un bon roi ! Et, au retour de l'armée du Rhin la paix magnifique » (4). La guerre étant de plus en plus inévitable, il écrit dans *Kiel et Tanger*, que : « Le militarisme est la loi de la situation présente.(...) L'entente avec ce peuple n'y changerait rien, au contraire. La paix armée veut la force. Nous n'avons pas le choix, le militarisme s'impose.» (5).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 11 février 1924 in DPC, A la cité des livres, Paris, 1932, t. 1, p.43.

2. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 2 février 1918, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 39.

3. Ibid.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 janvier 1910, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p. 413.

5. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 257.

Sachant que Maurras semble commencer à comprendre que les intérêts et les enjeux économiques et financiers sont de plus en plus déterminants dans les guerres, et surtout dans celle de 1914, son angoisse grandit encore, quand il écrit :

« En disant que l'Allemagne ne prétend pas nous attaquer, on ne prouve pas qu'elle ne doive point nous envahir sur un autre champ de bataille ni renoncer à nous infliger le Sedan économique promis par Bismarck. (...) S'il faut la montrer aussi pour défendre notre sol, notre sous-sol, nos ports et nos chantiers, contre le produit, le producteur et le capitaliste d'Allemagne, pacifiques envahisseurs.» (1).

Mais il existe en France un véritable maillon faible de l'unité nationale qu'il va montrer du doigt, ce sont les socialistes et Jean Jaurès en particulier, car ils auraient préféré le chaos à l'ordre :

« Nos socialistes se sont habitués à se représenter l'Allemagne impolie et brute comme la première dans l'assemblée des peuples humains. Dès lors, ils nous croyaient promis à la pénétration pacifique de ces barbares rédempteurs providentiels sans toutefois les croire capables de nous faire une guerre aussi cruelle, ni de souffrir que leur gouvernement nous la fit. » (2).

Il lui semble totalement illusoire que la démocratie puisse être une réponse, en amenant dans l'avenir un développement pacifique pour l'Allemagne unifiée :

« Nous disons que ni la République ni la Démocratie ne détermineront le développement pacifique de l'Allemagne. Nous le montrons par l'analyse des éléments que le parti guerrier a fanatisés : éléments industriels, commerciaux, ouvriers.» (3).

Il arrive inflexiblement à sa solution ultime, qui réside dans une victoire de l'armée française dans le prochain conflit, et qui doit conduire à la « délivrance » par le démantèlement de l'Empire allemand. Il défend cette solution radicale avec son ami Jacques Bainville : « Nous disons que la dissolution de l'unité allemande s'impose. » (4). Cette dissolution aurait même été un « bien » pour les Allemands et leur culture puisque : « Ses meilleurs philosophes, ses grands musiciens appartinrent à cette époque de l'Allemagne morcelée » (5).

1. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 257.

2. Charles MAURRAS, *Les Chefs socialistes pendant la guerre*, 1918, in DPC, Paris, A la Cité des livres, 1934, t. 5, p. 197.

3. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 27 mars 1915, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 300.

4. Op. cit., p. 299.

5. Ibid.

En mars 1915, une fois encore, il s'oppose aux socialistes qui refusent cette théorie de la dissolution nécessaire de l'Allemagne : « Il est bien singulier qu'un verdict politique prononcé contre une entité politique et ne comportant de sévices contre qui que ce soit ait le don d'irriter à ce point nos socialistes, et de leur paraître le fruit direct de notre malice. » (1).

Ce démantèlement, il va en expliquer le principe. Il apparaît comme une réponse définitive à ses propres angoisses :

« Il consiste à ramener l'Allemagne à l'état de division qui la rendit longtemps inoffensive. Il ne s'agit pas de la partager entre ses vainqueurs mais de la diviser elle-même en un aussi grand nombre de parties que possible, celles-ci aussi petites qu'on le pourra. Autant dire éviter la réunion dans la main d'un gouvernement unique de toutes les forces économiques, politiques et militaires, des peuples allemands. Ni fédérations, ni confédération : indépendance des Allemagnes redistribuées. »
(2).

Cette division en une multitude d'Allemagnes serait garante de paix sur le continent européen.

Mais la défaite serait aussi pour l'Allemand une « excellente leçon » car, elle : « l'aidera à voir plus clair dans l'erreur allemande ce qui sera un inestimable bienfait. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, 27 mars 1915, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 299.

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 316-317.

3. Charles MAURRAS, *Préface le Pape, la Guerre et la Paix*, p.X, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t.1, p. 395.

Chapitre III : Péguy ou le triomphe d'une France mystique

Le « germanisme » va déclencher en Péguy le mouvement qui va l'amener à rejoindre la logique d'un idéalisme d'appartenance, et à dégager une doctrine de conditionnement nationaliste, reposant sur l'union et la force de la mystique.

Section 1 : L'efficacité de la logique d'un « idéalisme d'appartenance »

Les valeurs exprimées par Péguy dans la consécration d'un « idéalisme d'appartenance » vont être celles de l'efficacité et du renforcement de la France face à l'Allemagne.

§ 1 : La consécration de la logique d'un « idéalisme d'appartenance »

Il va dégager les conditions dont la France doit disposer pour être capable de s'opposer sans risquer de disparaître. La force résiderait dans la mystique même de la France.

I) Les conditions nécessaires à la défense et à la grandeur de la France

Avec *Notre Patrie*, publiée en octobre 1905, quelques mois après l'alerte de Tanger, le ton change brusquement. C'est l'évocation de ce jour de juin, où il apprit qu'une période nouvelle avait commencé dans l'histoire de sa propre vie, dans l'histoire de ce pays et assurément dans l'histoire du monde, car tout le monde en même temps sut que la France était sous la menace d'une invasion allemande imminente, et alors :

« Au premier déclenchement, à la première intonation, tout homme entendait en lui, retrouvait, écoutait, comme familière et connue, cette résonance profonde, cette voix qui n'était pas une voix du dehors, cette voix de mémoire engloutie là et comme amoncelée on ne savait depuis quand ni pourquoi. » (1).

1. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 60-61.

En 1905, il est frappé d'un saisissement brutal, d'une révolution de l'être comparable à certaines conversions religieuses. Désormais, il veut faire entendre « cette voix de mémoire », qui le voue à la défense d'une patrie menacée d'invasion, de vassalisation et de mort. Il se rappelle avec angoisse que les plus grandes civilisations dont les civilisations égyptienne, du Tigre et de l'Euphrate, hébraïque, phénicienne, tyrienne et carthaginoise, mais surtout hellénique ont disparu, balayées par l'ingratitude de l'histoire. La civilisation française moderne qui est encore plus fragile que les précédentes peut donc mourir, il s'en inquiète de manière obsessionnelle en écrivant dans *Par ce demi-clair matin* :

« D'autres civilisations sont mortes. Cette civilisation moderne, le peu qu'il y a de culture dans le monde moderne, est elle-même essentiellement mortelle. D'autant plus mortelle, d'autant plus exposé à la mort qu'elle est moins profonde, moins enracinée au cœur de l'homme que ne le furent la plupart des anciennes civilisations, étant, à l'épreuve, beaucoup moins cultivée, beaucoup moins civilisée, beaucoup moins intérieure et beaucoup moins profonde. » (1).

Il se croyait seul à bord de lui-même, et en l'espace d'un matin, il se découvre habité. Il se croyait maître de sa voix, une autre voix plus ancienne parle en lui un langage irrécusable. Péguy évoque l'homme qui se retourne et voit derrière lui s'avancer ses ancêtres :

« L'homme se retourne vers sa race et aussitôt après son père et sa mère il voit s'avancer ce front de quatre et aussitôt après, aussitôt derrière il ne voit plus rien qu'une immense masse et une innombrable race. » (2).

Le peuple, c'est aussi les morts qui symbolisent une mémoire indispensable, et c'est dans ce peuple silencieux que les générations qui défilent doivent puiser leurs forces. Face à ce passé qui resurgit chez un Péguy qui ne se croyait que contemporain et uniquement contemporain, le

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 104-105.
2. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, Juillet 1914, OPC t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.1298-1299 : « Il regarde vers sa race et comme dans le passage de la mer Rouge une muraille de vague masquait l'énorme océan suspendu derrière, ainsi cette muraille de quatre, ses deux grands-pères, ses deux grands-mères, lui masquait le silence d'une innombrable race. C'est comme une paroi de l'océan même. Et comme on ne sait rien de cette énorme masse qui est derrière la paroi, sinon que c'est de l'eau, ainsi il ne sait rien de cette immense race qui est derrière cette muraille de quatre, sinon que c'est de la chrétienté. » .

philosophe, Alain Finkielkraut dans *Le mécontemporain*, souligne la profonde métamorphose qui va s'en suivre sur le personnage Péguy :

« Ce passé ineffaçable et inobjectivable, ce passé présent, ce passé parlant, ce passé qui ne se laisse pas plus refroidir par l'histoire que recouvrir par la vie, l'affecte avant toute initiative et signe sa participation à un destin plus vaste que sa propre biographie. Pour le dire d'un mot : la personne qu'il est ne peut plus désormais se reconnaître dans la subjectivité du sujet idéaliste : « Un homme est de son extraction. Un homme est ce qu'il est », écrit-il après cet événement. » (1).

Un peu plus tard, en 1909, il va être encore plus abrupt et encore plus clair, quand il écrit : « Il n'est pas donné à l'homme de se faire un autre berceau » (2). Conscient désormais des déterminations historiques et géographiques qui pèsent sur son identité, il donne un sens particulier à cet abandon de pouvoir. Avec l'irruption du monde extérieur dans ce qui était jusqu'alors le monde de la sécurité, il se rend compte que la liberté n'est pas qu'un principe, mais un sol à défendre. Mais il refuse toujours de devoir choisir entre la terre et la liberté. Il voit la liberté atterrir et il l'incarne dans une résistance légitime. L'idée prend les contours du lieu, le lieu apparaît comme le réceptacle ou le point d'appui de l'idée. Ce que le saisissement fait comprendre à Péguy, c'est que les Droits de l'homme ont un corps, c'est le prix d'une patrie charnelle et : « ce que vaut pour y appuyer une révolution, un peu de terre » (3).

1. Alain FINKIELKRAUT, *Le mécontemporain*, Paris, Gallimard, 1991, p. 88.

2. Charles PEGUY, *A nos amis, à nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.1314.

3. Op. cit., p.1306-1307 : « Comme dans la création naturelle nous ne connaissons pas naturellement d'esprit qui n'ait le support de quelque corps (généralement quelque mémoire qui n'ait le support de quelque matière), qui ne soit incorporé de quelque sorte, et incarné (et c'est même la seule définition peut-être un peu sérieuse que l'on puisse donner de la création naturelle) de même ou plutôt du même mouvement, de la même considération, de la même définition dans cette même création naturelle, nous ne connaissons pas naturellement d'idée, d'esprit politique ou social, j'oserai dire, religieux, d'esprit historique enfin qui se soit réalisé, qui ait même pu apparaître sans un certain corpus, sans un corps de peuple, sans un appui, sans un soutien, sans un mécanisme, sans un support de peuple, sans une matière, sans un peuple qui fût tout cela, sans un peuple corps, en un mot sans une patrie. Au sage il a fallu la cité hellénique ; au prophète il a fallu la race et le peuple d'Israël ; au saint il a fallu le peuple chrétien. Et certains peuples de l'Occident, au moins pour commencer. Et il n'est pas jusqu'à cette sorte de préformation temporelle de l'Empire romain dans et pour l'avènement du christianisme, si importante, qui charnelle, corporelle, matérielle, ne nous paraisse en effet, d'une importance comme excessive, très vraiment inquiétante. Nos positivistes apprendront la métaphysique comme nos pacifistes apprendront la guerre. Nos positivistes apprendront la métaphysique à coup de fusils. Mutuels. Je veux dire qu'ils donneront et qu'ils recevront. Ils apprendront même la psychologie. Ils apprendront la relation du corps d'un peuple à un esprit d'un peuple. Nos antimilitaristes apprendront la guerre, et la feront très bien. Nos antipatriotes apprendront le prix d'une patrie charnelle, d'une cité, d'une race, d'une communion même charnelle, et ce que vaut, pour y appuyer une Révolution, un peu de terre. »

La terre s'affirme alors comme un domaine vital et un point d'appui de la grandeur de la France, comme principe spirituel. Car la France est d'abord un pays. Il n'y a pas de patrie sans terre, c'est la loi de l'incarnation. Il faut un berceau temporel pour le spirituel, il faut un sol où un peuple puisse s'enraciner. Dans ce même mouvement, il écrit en 1913 sur l'importance du temporel : « Le temporel garde constamment, et commande constamment le spirituel. Le spirituel est constamment couché dans le lit de camp du temporel » (1). Péguy trouve la France si belle qu'il n'entend pas la quitter même provisoirement. Ainsi, jamais une seule fois dans sa vie, il est allé à l'étranger. Les seuls voyages qu'il ait faits l'ont mené, l'un à Orange où il a assisté à Œdipe-roi, l'autre en Lorraine où il a visité les lieux où a vécu Jeanne d'Arc. Dans *De la situation faite au parti intellectuel*, Péguy décrit longuement et parfois avec une pointe de nostalgie l'exception de la terre de France et son infinie richesse. Il a une affection particulière pour l'Ile de France et ses environs, peuplé de ses merveilleuses cathédrales et châteaux (2). Mais sa passion est encore plus importante pour Paris. Dans *Notre Patrie*, il va la décrire d'une manière charnelle : « Paris, ville de pierre, peuple de monuments, peuple de mémoires, peuples d'anciennes actions, Paris, capitale du monde, ville capitale, tout un âge que l'on croyait révolu » (3).

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 907.

2. Charles PEGUY, *De la situation faite au parti intellectuel*, 6 octobre 1907, OPC, t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 740 : « qu'on lui ait fait et donné tant d'admirables cathédrales françaises (...) la nef d'Amiens tout entière, la flèche de Chartres, mais pourquoi détailler, pourquoi démembrer, qu'on lui ait fait et qu'on lui ait donné tant d'admirables cathédrales françaises tout entières, Notre-Dame toute entière, Amiens tout entière, Chartres tout entière, toutes les autres tout entières, et combien, les autres, tant d'admirables, tant d'infinies forêts extérieures ; tant d'admirables, tant d'infinis vaisseaux intérieurs ; tant de simples admirables églises paroissiales, tant d'admirables châteaux de la Renaissance française et autres temps, tant d'admirables villages et villes, tant de ces admirables petites villes françaises, et de ces gros bourgs, monuments uniques, mon cher Porché, une infinité de monuments uniques de la vie d'autrefois, frais comme la pierre, brûlants comme le soleil, fidèles comme la tombe, silencieux comme une éternité, où l'on sait ce que c'est qu'un été et un hiver, un printemps et un automne, où l'on n'a point perdu le souvenir des quatre saisons, où l'on sait aussi ce qu'est le jour et la nuit, bourgs et villes des églises et des maisons de ville, tant de bourgs et presque autant tant de villes que tant de municipalités modernes, inlassablement conjurées, n'ont point réussi à détériorer, ni à ruiner sensiblement, ces bourgs serrés, mais non point étouffés. »

3. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 29-30.

ce qui fait en conséquence écrire à Alain Finkielkraut :

« Il pensait à la première personne, voici, qu'il retrouve en lui « toute une ville », Paris avec ses quatre monuments majeurs (Notre-Dame, le Panthéon, l'Arc de Triomphe, les Invalides), et que son œuvre exclusivement faite jusqu'alors de dialogues, discussions et polémiques s'ouvre pour la première fois à la description. » (1).

Péguy ne va pas cesser de louer Paris et en 1907, il déclare : « Cette première ville du monde ; capitale du royaume ; ville unique du monde. » (2).

Cette terre de France, support de la patrie, doit être défendue et ce n'est pas l'intellectuel, qui seulement par l'idée, peut donner un corps à la France réelle, concrète, temporelle :

« Que la Sorbonne le veuille ou non, c'est le soldat français qui lui mesure la terre. C'est le soldat français, et c'est le canon de 75 et c'est la force temporelle qui ont jalonné, qui ont mesuré, qui mesure à chaque instant la quantité de terre où l'on parle français. » (3).

et plus important encore si l'on envisage le « danger allemand » dans l'avenir : « C'est le soldat français qui fait qu'on parle français à Paris » (4). Péguy va non seulement louer la terre de France, mais aussi son peuple puisque son salut est en jeu. Un peuple français qu'il va néanmoins trop souvent idéaliser, en se réfugiant dans l'abstraction. Mais Péguy est aussi lucide sur le peuple concret, il le sait versatile et ingrat, il va l'écrire de manière incidente dans *Notre Patrie*, au sujet de sa faible présence aux universités populaires, en comparaison de celle aux cérémonies officielles :

« Singulier peuple, qui ne se précipite point aux doctes leçons de nos savantes universités populaires, et qui se presse à des cérémonies plus ou moins populaires (...) à des fêtes royales, à des cortèges présidentiels. (...) Peuple ingrat. Singulier peuple. Peuple anthithétique. » (5).

Pour ce peuple français, il insiste sur les vertus du travail et de la patience, tantôt sur le génie

1. Alain FINKIELKRAUT, *Le mécontemporain*, Paris, Gallimard, 1991, p. 87.

2. Charles PEGUY, *De la situation faite au parti intellectuel*, 6 octobre 1907, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.728.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 907

4. Ibid.

5. Charles PEGUY, *Notre patrie*, 22 octobre 1905, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 26.

créateur, tantôt sur l'esprit guerrier, tantôt sur l'esprit révolutionnaire et l'amour de la liberté.

C'est à partir de 1905, que l'on trouve le mode majeur pour célébrer les « vertus innées » de la race. Dans *Par ce demi clair matin*, il va louer le peuple français à la manière de Fichte dans *les Discours à la nation allemande* et on hésiterait presque à citer cette page où Péguy n'omet aucun aspect de la supériorité de la civilisation française et de son peuple :

« Je ne dirai pas seulement un peuple rare, je dirai un peuple unique parmi les peuples modernes ; le seul dont la destinée fut éminente et singulière, le seul qui fût comparable aux anciens peuples élus (...) le derniers survivant des anciens âges, le dernier témoin de l'intelligence du monde. » (1).

mais aussi : « le dernier refuge de la bonté contre la dureté germaniste » (2). Mais il faut remarquer que, ce que Péguy vante de manière si outrée en 1905, ce sont quand même toujours les aspects libertaires de cette civilisation de la France : « dernier refuge de la liberté dans le monde » (3).

Il chante avec lyrisme les soldats de la Révolution, ces véritables soldats héroïques du peuple de France :

« Leurs sabots, leur pied nu a obtenu de ce monde un retentissement qui n'a été donné à nul homme depuis. (...) Ô soldats de l'an deux ! ô guerres ! épopées ! C'est ça, mon ami, une épopée. C'est toujours une opération de joie. Ca consiste à marcher sur une route (à se battre), et que le bruit des pas que l'on a fait sur cette route ne puisse plus s'effacer de la mémoire des peuples. » (4).

Dans sa consécration du peuple de France, Péguy va même pousser l'audace à aller encore plus loin que Fichte, qui pourtant dans son quatorzième discours à la nation allemande, écrivait sur son peuple :

« J'irai jusqu'à dire que la Providence elle-même, le plan qui a présidé à la création du genre humain dans un monde qui n'existe que pour être pensé par l'homme et réalisé par lui, vous abjure de sauvegarder votre honneur et votre existence. » (5).

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.115.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Charles PEGUY, *De la situation faite au parti intellectuel*, 6 octobre 1907, OPC, t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 752.

5. Johann Gottlieb FICHTE, *Discours à la nation allemande*, Quatorzième discours, Paris, Aubier, 1981, p. 275.

A plusieurs reprises dans *Le porche du mystère de la deuxième vertu*, le poète Charles Péguy va faire dire à Dieu, sa faiblesse pour les Français :

« Mais ici, dit Dieu, dans cette douce France, ma plus noble création,
Dans cette saine Lorraine,
Ici ils sont bons jardiniers...
O mon peuple français, ô mon peuple Lorrain. Peuple
pur, peuple sain, peuple jardinier.
Peuple laboureur et cultivateur.
Peuple qui laboure le plus profondément
Les terres et les âmes...
Toutes les sauvageries du monde ne valent pas un beau
jardin à la française.
Car c'est là qu'il y a le plus d'âme et le plus de création...
Français.
Peuple honnête, plein de ma jeunesse,
Plein de ma jeunesse et de ma grâce.
Je sais quelles fleurs merveilleuses croissent dans
vos mystérieux jardins...
C'est vous qui dessinerez mes jardins de Paradis. » (1)

mais aussi dans *Le mystère des saints innocents*,

« C'est pour cela, dit Dieu, que nous aimons tant ces Français,
Et que nous les aimons entre tous uniquement
Et qu'ils seront toujours mes fils aînés.
Ils ont la liberté dans le sang. Tout ce qu'ils font, ils le font librement...
C'est un peuple qui est venu au monde la main ouverte et le cœur libéral.
Il donne, il sait donner. Il est naturellement gratuit. » (2)

La langue française est une troisième condition nécessaire à la grandeur de la France. En 1907, dans *Un poète l'a dit*, saisissant l'occasion d'une critique des universitaires français et y stigmatisant leur « faiblesse coupable » pour l'Allemagne, Péguy reprecise la supériorité spirituelle linguistique du français sur l'allemand. Sachant son peu de considération pour la science, il déclare de manière péjorative pour la langue allemande, qu'elle n'est qu' « une langue

1. Charles PEGUY, *Le porche du mystère de la deuxième vertu*, 24 septembre 1911, Œuvres poétiques complètes, Paris, Gallimard, Pléiade, 1960, p. 631 et s.

2. Charles PEGUY, *Le mystère des saints innocents*, 24 mars 1912, Œuvres poétiques complètes, Paris, Gallimard, Pléiade, 1960, p. 714 et s.

scientifique » :

« Aucun jargon, aucun barbarisme ne les effraie ; de paraître dans le mouvement, ce qui est beaucoup plus scientifique, à cause de *Bewegung*, l'allemand étant essentiellement scientifique, une langue scientifique ; et même assez métaphysique, presque hégélien par lui-même ; et un mot allemand ne pouvait jamais habiller qu'une idée au moins scientifique ; de paraître évolué, comme disait ce capitaine qui faisait des conférences au long cours. » (1)

Dans l'histoire antique, moderne et contemporaine de la pensée, trois langues, selon lui, sont majeures : la langue grecque, la langue française, et en marge la langue latine. Ce choix du français et de ses langues mères, comme langue philosophique, est un choix linguistique et spéculatif. Ainsi, critiquant encore l'intellectualisme de la Sorbonne, il écrit en 1910 dans *Victor-Marie, comte Hugo* : « Vous savez, Halévy, qu'ils tiennent tout, toutes les chaires, tout le pouvoir temporel ; et qu'un homme qui défend le français, le latin, ou le grec, ou simplement l'intelligence, est un homme perdu. » (2).

Une riche histoire nationale est un élément également nécessaire à la puissance nationale. S'il prétend faire descendre la France de la Grèce et de Rome, il situe les vrais débuts de l'histoire de France avec ceux de la chrétienté en Gaule. Les premiers héros de Péguy sont les Saints défenseurs des cités de France : « Pourquoi taire aussi ces grands assiégés, ces grands généraux, Loup dans Troyes, Aignan dans Orléans, Geneviève dans Paris. » (3). Si Charlemagne et Roland ont assuré la défense de l'Occident, il admire Saint Louis et les Croisés qui luttèrent pour le recouvrement du tombeau du Christ et il salue la chrétienté du Moyen Âge. Jeanne D'Arc occupe une place privilégiée dans l'histoire de France, et c'est d'ailleurs à cette héroïne adulée qu'il prête la célèbre déclaration faite par le chef des Francs : « Jamais les hommes de ce pays-ci n'auraient

1. Charles PEGUY, *Un poète l'a dit*, 1907, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 907.

2. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 317.

3. Charles PEGUY, *Un nouveau théologien, M. Ferdinand Laudet*, 24 septembre 1911, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 477.

abandonné le Christ » (1).

Il admire les quatre siècles du XVI^e au XIX^e pour leurs richesses, et parce qu'ils seraient des exemples pour le monde. Il ne rejette que Louis XVI, ce roi pas assez roi, pas assez fort :

« Toute cette histoire de France est tellement simple. Louis XVI, n'étant plus assez roi, fut déplacé par une République plus roi. Ce Louis XVI était bon. Ce n'est pas cela que l'on demande à un gouvernement. Ce que l'on demande à un gouvernement, c'est d'être ferme. Ce Louis XVI était un gros, un doux, un bon, un pacifiste, un débonnaire, un humanitaire. Un philosophe. On le fit bien voir. Il fut déplacé par les suivants. Roi fainéant il fut déplacé par la jeune République comme le dernier des Mérovingiens, devenus fainéants, furent déplacés par les jeunes Carolingiens, comme le dernier des Carolingiens, devenus fainéants, furent déplacés par les jeunes capétiens. La République fut la quatrième dynastie ; forte dans sa jeunesse. » (2).

La liste des « grands personnages historiques » en France est selon lui, impressionnante. Quels pays a produit des fleurons comme Jeanne d'Arc et Saint-Louis, Richelieu et Louis XIV, Condé et Turenne, Corneille et Racine, Descartes et Pascal, Molière et Hugo ? En face, il concède que Beethoven est un « musicien essentiel ». Mais si les Allemands sont fiers de Leibniz et de Hegel, il trouve que le premier se signale par sa duplicité et le second par son bafouillage (3). Il critique même Goethe, en estimant dégradante son amitié avec Schiller faite de condescendance olympienne de la part de l'un et de soumission pleine de faiblesse de la part de l'autre (4). Mais néanmoins, sur le pilier historique, il reste inquiet et il doute car la France, nation politique dont la conception de la liberté est fondamentalement politique, à l'image de la liberté des anciens et du modèle grec, n'est pas parvenue à infléchir durablement, significativement et cela malgré les guerres napoléoniennes, les destinées de l'Europe. De là, la hantise qui l'habite, d'une France isolée, dernier refuge de l'aspiration à l'autonomie politique, perdue dans une Europe sous domination germanique. Car il constate que le langage de la Révolution française est unique dans

1. Charles PEGUY, *Le mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, 16 janvier 1910, Œuvres poétiques complètes, Paris, Gallimard, Pléiade, 1960, p.497.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 930.

3. Charles PEGUY, *Par ce demi-matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.115.

4. Op. cit., p.195.

le monde :

« Nos grands-pères de la Révolution française se sont bien aperçus, qui ayant voulu parler un autre langage, un langage nouveau, substituer simplement un langage à un autre, un nouveau à un ancien, le langage nouveau régime au langage ancien régime, l'Europe bientôt s'intercala, finit par s'intercaler ; s'opposa, et il y eut maille à partir. » (1).

La force de l'histoire de France réside dans sa qualité, dans sa continuité et pas seulement dans son unité. Elle est un bloc où tout compte :

« Toutes ces générations françaises furent rares dans l'histoire du monde, elles furent uniques, éminentes. Toutes nous valurent bien, souvent mieux ; toutes elles eurent un prix temporellement infini, toutes, même celle qui s'est fait battre en 70. Et qui ainsi nous a fait battre en 70. » (2).

II) L'obsession dans la volonté de se mesurer aux prétentions du pangermanisme

En 1905, malgré son angoisse il ne recherche pas encore systématiquement la guerre, mais il se tient prêt, car la menace lui semble réelle et devrait croître avec le développement du pangermanisme :

« Il ne dépend pas de nous, il ne dépend pas même de notre peuple que l'événement se déclenche ; pour maintenir la paix, il faut être au moins deux ; celui qui a fait la menace peut toujours la mettre à exécution ; il peut toujours passer de la menace à l'accomplissement de la menace. » (3).

Dans *Les Suppliants parallèles*, il expose clairement les limites de son patriotisme et il semble vouloir faire croire qu'il attend une démarche similaire des Allemands, et plus précisément des socialistes allemands du SPD. Pour cela, il émet une hypothèse d'école : l'invasion par un gouvernement autoritaire français de l'Allemagne :

« Si par impossible un gouvernement militaire césarien de réaction militaire français préparait aussi ouvertement, exécutait une invasion militaire des provinces rhénanes pour écraser les libertés nationales, politiques et sociales des Allemands, nous espérons que les socialistes allemands se lèveraient comme un seul homme contre ceux de nos français qui se feraient les complices de ce crime. Et ces Français ce ne seraient pas nous. » (4).

1. Charles PEGUY, *A nos amis, nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.1304.

2. Charles PEGUY, *Un nouveau théologien, M. Ferdinand Laudet*, 24 septembre 1911, OPC t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.549.

3. Charles PEGUY, *Louis de Gonzague*, 31 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 383.

4. Charles PEGUY, *Les Suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.363.

En face d'une pareille situation, il affirme qu'il serait le premier à désertir et à s'insurger dans la tradition révolutionnaire française : « car contre ce crime, nous serions les premiers à donner non seulement le précepte, mais l'exemple non seulement de la désertion, mais de l'insurrection et de la révolte. » (1). Péguy dans la même logique va proposer au chef socialiste allemand Bebel, le devoir d'insurrection contre un crime que l'Allemagne pourrait commettre contre la France :

« Nous lui demandons que non seulement il ne participe pas au crime que son empereur non seulement médite, mais prépare contre nous, mais qu'il s'y oppose de toutes ses forces et par tous les moyens. Comme nous nous y opposons, comme nous nous y opposerons nous-mêmes. » (2).

Ce combat des mots et des idées pourrait même paraître parfois un peu « enfantin », quand Péguy veut attribuer de manière systématique à la France l'héritage des grandes civilisations ou les origines des grandes idées, mais Péguy ne doute pas, il est sincère, il est conditionné par son « germanisme », il se bat et il veut gagner. Ses principaux adversaires sont les historiens d'outre-Rhin, notamment ceux, qui à l'image de Curtius et Mommsen, avaient voulu démontrer que les Allemands appartenaient à un peuple prestigieux qui était le seul successeur des peuples grec et romain. Péguy va répliquer que seul le peuple français peut se prévaloir de cet héritage, car il est : « le seul qui dans les aberrations du monde moderne eût conservé la droite ligne de ce qu'était l'ancienne humanité », et il est donc sans contestation possible le seul peuple : « comparable au peuple hellénique, et au peuple romain » (3).

Malgré quelques brouilles passagères, Péguy a toujours admiré son maître Charles Andler, d'abord maître de conférence à l'Ecole Normale Supérieure, puis professeur à la Sorbonne et enfin professeur au Collège de France, titulaire de la chaire de langues et de littératures d'origine germanique. Andler va l'initier à la culture allemande, mais aussi nourrir et accroître

1. Charles PEGUY, *Les Suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.363.

2. Op. cit., p. 364.

3. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 115.

son angoisse face au pangermanisme, dont il est à l'époque certainement le plus grand spécialiste. Péguy est donc familier des thèmes que Charles Andler développe dans ses nombreux ouvrages sur le sujet, et il est donc nécessaire d'exposer cette pensée d'Andler qui a si fortement influencé Péguy. Dans plusieurs ouvrages qu'il ne publiera qu'en 1915, Andler va reprendre l'ensemble des thèmes qu'il avait déjà étudié sur le pangermanisme : *Le pangermanisme, ses plans d'expansion dans le monde, Les origines du pangermanisme, Le pangermanisme philosophique, Le pangermanisme continental sous Guillaume II et Le pangermanisme colonial sous Guillaume II*. Sa thèse est qu'à l'origine du pangermanisme, il y a quatre mirages de grandeur passée ; et que dans ces souvenirs, il y a deux traditions étroitement prussiennes et deux traditions allemandes :

- la Prusse est d'abord la continuatrice de l'ordre teutonique. Elle représente le germanisme refoulant le slavisme.
- la seconde tradition est celle de la grandeur militaire prussienne.
- le troisième souvenir, c'est le prestige du Saint-Empire.
- l'Empire et la protection d'un puissant monarque n'avaient pas fait toute la grandeur légendaire de l'Allemagne médiévale. Le peuple y avait toute sa part.

Le pangermanisme aurait été préparé depuis les années 1800 par de nombreux auteurs allemands, il ne serait donc pas que le produit direct de la politique mondiale de Guillaume II :

« La prédication pangermaniste est vieille d'un siècle. Elle est entrée profondément dans le peuple allemand par l'enseignement et par une répétition si monotone de ses thèmes principaux que le peuple allemand, par la force même de la coutume, en est venu à le suivre comme s'ils étaient la vérité. » (1).

Andler souligne avec précision et justesse que, même si : « L'orgueil de race chez un Bismarck

1. Charles ANDLER, *Les origines du pangermanisme*, Paris, Conard, 1915, Préface, p. LVIII.

défie toute comparaison » (1), néanmoins il n'aurait pas été le père du pangermanisme : « si le pangermanisme est une pensée politique, autant qu'une croyance métaphysique en une mission tout particulièrement éminente du génie allemand, cette pensée n'a pas été celle de Bismarck. »

(2), car : « il savait que l'avenir durable des peuples se prépare par la conquête de points d'appui solides dans le présent. » (3). Bismarck n'était donc pas l'homme d'une politique conjecturale à longue échéance. Il n'a jamais voulu restaurer le Saint Empire romain germanique.

Andler affirme qu'il y a des auteurs allemands qui se sont opposés à Bismarck, car il était à leurs yeux beaucoup trop modéré en terme d'impérialisme :

« Deux publicistes de grand talent, Paul Lagarde et Constantin Frantz, ont représenté, du vivant de Bismarck, cette ambitieuse pensée ; et parce que la politique brutale, mais prudente, du chancelier leur paraissait trahir et rapetisser la mission allemande, ils ont passé leur vie à le traquer dans des pamphlets, dans des discours et dans de vastes ouvrages. Le pangermanisme contemporain doit à ces deux hommes le plus clair de ses programmes. » (4).

Dans ses études, il va présenter deux autres grands théoriciens du pangermanisme. Dans le domaine politique : « Heinrich von Bülow avait construit un déterminisme, d'après lequel sont dévolus nécessairement à une nation tous les territoires qui se fondent dans sa sphère d'action militaire. » (5) et dans le domaine économique : « List construit un déterminisme d'après lequel les nations sont tenues de conquérir par degrés, mais inéluctablement, sous peine de mourir, tous les

1. Charles ANDLER, *Les origines du pangermanisme*, Paris, Conard, 1915, Préface, p. XLIII : « Il fallut l'entendre à sa table, durant la campagne de France, démontrer que « l'avenir appartient aux peuples germaniques » ; se rire de la race latine, grande, il en convenait, par les œuvres de son passé, mais destinée à diminuer et à disparaître. La race germanique seule, à l'entendre, avait conservé de la jeunesse, de la vigueur, et l'aptitude aux entreprises de longue haleine. Les Allemands, quand on pouvait guérir leur manie native du « particularisme », du désaccord et de l'initiative isolée, devenaient un torrent qui renverse tout obstacle sur son passage, irrésistiblement. ».

2. Op. cit., Préface, p. XLII.

3. Ibid.

4. Op. cit., Préface, p. XLVIII-XLIX.

5. Op. cit., Préface, p. XXXII.

territoires qui se trouvent dans leur sphère d'action économique. » (1). Dans *Le Pangermanisme*, il va le définir en une phrase : « Le pangermanisme nous est apparu comme une avidité omniprésente sur tous les points du globe » (2).

Plus tard, Charles Maurras va même en revenant sur la querelle Andler-Jaurès qualifier en forme de compliment, ce qui est rare dans ses propos pour un homme qui n'est pas de sa tendance, Charles Andler d' : « Universitaire très distingué, spécialiste de l'Allemagne, militant socialiste en première ligne... » (3).

Ce que rejette Charles Andler, c'est l'Empire allemand et son pangermanisme continental et colonial, démesuré et développé à partir de Guillaume II :

« Tous ceux-là, et l'empereur d'abord, politiciens d'aventure, militaires avides de gloire, docteurs impatients de popularité, qui échafaudaient pour lui ce plan démesuré d'un empire continental dont un pied serait sur le rocher d'Helgoland et l'autre à l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate. » (4).

et : « le plan ensuite d'un empire colonial fait des dépouilles de trois ou quatre autres peuples écroulés. » (5). Mais il continue d'aimer avec passion l'Allemagne traditionnelle, celle de Kant

1. Op. cit., Préface p. XXXII-XXXIII : « List aussi se dit le fondateur d'une science nouvelle, la science de la croissance des nations, celle qu'il appelle orgueilleusement la « science de l'avenir ». (...) La race germanique a mission providentielle : 1° de diriger les affaires du monde ; 2° de civiliser les barbares ; 3° de peupler les territoires encore inhabités du globe. Allemande ou anglo-saxonne, elle seule a les qualités d'énergie vitale et prolifique, la capacité industrielle ; le don de faire grandir dans l'ordre, par discipline, par le self gouvernement et par la justice, des communautés parfaites. »

2. Charles ANDLER, *Le pangermanisme*, Paris, Armand Colin, 1915, p. 52 : « Il attaque le Chili, corrode le Brésil, gruge par le dedans toutes les républiques de l'Amérique du Sud, rêve un avenir aux Etats-Unis. Il prétend attaquer l'Angleterre en Egypte et aux Indes, absorber l'Afrique Centrale. La Mésopotamie, toute l'Asie-mineure, il vaut la sienne. Sur l'Europe, il fait tâche d'huile. « le territoire futur de l'expansion allemande, situé entre les territoires des puissances de l'Ouest et de l'Est, devra absorber tous les pays mitoyens ; s'étendre de la mer du Nord et de la Baltique par les Pays-Bas, en incluant le Luxembourg et la Suisse jusqu'au territoire danubien, jusqu'à la Péninsule balkanique, et comprendra l'Asie Mineure jusqu'au Golfe persique. De tout ce grand territoire, il faudra éliminer toute influence étrangère. » (Hernst Hasse. Weltpolitik (Deutsche Politik, fasc.V), p.65) »

3. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 85-86 : « Jaurès ne permit pas que l'on doutât de ces rêveries. Siégeant sur son pis Sibyllin, Jaurès excommunia Andler. Cette cérémonie absurde n'aurait dû agir qu'à l'intérieur du parti socialiste unifié. Tout le pays légal de la République se leva pour en applaudir Jean Jaurès. (...) C'est bien en vain que les derniers *Cahiers* de Péguy donnant tort à Jaurès et raison à Andler, la réponse était toute faite : Andler est fou. Il noircit l'Allemagne. ».

4. Charles ANDLER, *Les origines du pangermanisme*, Paris, Conard, 1915, Préface, p.XI.

5. Ibid.

et de Beethoven, de Goethe et de Schiller, de Boerne et de Heine, et de tous les « bons Européens », dont la lignée a abouti à Nietzsche : « Il faut répéter sans cesse, que parmi ces grands Allemands du passé, nous avons des alliés, nous Français ; et il faudra les évoquer pour leur demander un jugement sur leur peuple égaré aujourd'hui. » (1). Cette Allemagne, il lui apparaît nécessaire de la redécouvrir :

« Il y a au fond de l'Allemagne d'aujourd'hui, démesurée sous son armature de banale puissance, une telle Allemagne, qui n'est pas la Prusse, et qui fut grande, riche de cœur, de biens et de forces. Il nous faut la redécouvrir, la dégager, et l'affranchir. » (2).

Mais il n'est pas véritablement arrivé à transmettre cette dernière idée à Péguy.

Andler semble n'entrevoir une solution possible que dans la défaite de l'Empire Allemand et donc dans la faiblesse politique du peuple allemand, idée chère à Péguy, mais aussi à Barrès et Maurras :

« Nous espérons fortement la régénération du peuple allemand. Nous l'espérons de sa défaite même, qu'il faut décisive et irrémédiable. Il faut qu'il apprenne ce qu'il en coûte de s'être confié à l'hégémonie prussienne. (...) Il est nécessaire que le peuple arrache de lui-même jusqu'à la dernière racine du militarisme prussien, jusqu'à la dernière velléité de l'impérialisme conquérant. » (3).

§ 2 : La force de la mystique du vrai passé de la République

La France doit se ressourcer et retrouver ses forces dans le meilleur d'elle-même, afin de jouer son rôle unique au service de la liberté universelle.

I) Un modèle de civilisation et de culture française : une vocation à la liberté, à la chrétienté et à la justice

La France de Péguy additionne les traditions et sa conception de la nation même si elle connaît des évolutions, ne rejette pas sa jeunesse. L'idée précieuse qu'illustre Péguy est que les

1. Charles ANDLER, *Les origines du pangermanisme*, Paris, Conard, 1915, Préface, p. VIII.

2. Op. cit., Préface p. XI.

3. Op. cit., Préface p. IX.

nations ont une « vocation ». Ces vocations doivent renforcer la France par rapport à son ennemi, donc par rapport à l'Allemagne. Il est convaincu que la France est avant tout un principe spirituel et qu'elle a même deux vocations dans le monde : « sa vocation de chrétienté, et à sa vocation de liberté. » (1). Il faut en rajouter une troisième qui est essentielle, celle de la justice. Il va longuement la développer et la défendre, lors de l'affaire Dreyfus. Cela implique non une disposition innée, un privilège charismatique, mais un appel auquel les nations peuvent ne pas répondre. Au même titre que les individus, elles courent le risque d'être infidèles. Il n'en est aucune qui soit maudite a priori. Mais aucune non plus n'est automatiquement voué à l'excellence. Selon les époques, chacune a son originalité propre, une fonction particulière qu'elle est invitée à remplir. En ce sens, Michelet affirmait que les nations sont des personnes susceptibles de nourrir un projet délibéré, dans la réalisation duquel s'associent tous leurs membres, et qui peut être aussi bien d'oppression que de libération, d'asservissement que de service. Péguy va mourir en 1914, pour l'idée d'une France fidèle aux engagements de son baptême chrétien et de son investiture révolutionnaire.

La vocation de la France à la chrétienté est la première. Même si l'Allemagne pouvait se réclamer du Saint Empire romain germanique, la France aurait représenté la « grâce ». Le terme chrétien permet de faire référence au catholicisme qui fait que la force de la France, en dépit de son « misérable désordre » est une force d'un autre ordre : d'un ordre divin. Péguy se situe dans la tradition d'une France qui est la fille aînée de l'Eglise et, d'un accomplissement de l'ordre divin par les Français. Il pense ainsi la continuité de la France par-delà la Révolution française, grâce au christianisme et à l'idée de chevalerie. Il apprécie le Moyen Âge français qui a vu s'épanouir

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 948.

la « chrétienté française ». Cette époque est celle de la « vraie vie », celle où bien évidemment il aurait voulu vivre, car :

« Il y avait cent fois, il y avait infiniment de fois plus de mouvement organique (...) infiniment de fois plus de vie intérieure et par conséquent de véritable vie dans la société féodale française du Moyen Âge qu'il n'y en a dans nos sociétés modernes. » (1).

Cette société idéale était celle d'une communauté parfaite, celle d'un : « parfait communisme ; non point, comme nos communismes modernes, un communisme par assemblément de poussières, par conglomérat, par collectivité, non point un communisme par collectivisme. » (2).

C'était au fond une véritable nation française qui existait dans les faits, sans le savoir, des siècles avant que Péguy ne s'interroge sur le concept, car :

« Dans les sociétés féodales tout le monde était soudé de liens sociaux et religieux si puissants qu'une même circulation, une même respiration, une même conscience habitait tout le corps ; le roi de France et le paysan de Saint-Denis étaient, au fond, du même monde ; ils avaient, ils constituaient, ils faisaient les mêmes, le même système du monde ; ils avaient le même Dieu, le même Sauveur, ils avaient la même conscience, la même éternité. » (3).

alors que dans la société française de 1905, le seul point d'unité malheureusement est totalement dérisoire : « aujourd'hui nous payons les mêmes impôts et nous avons les mêmes députés. » (4).

Cette vocation de la France à la chrétienté, il voudrait que l'époque moderne l'adopte aussi, car :

« Dans le chrétien, dans le sacré elle a la garde de la foi ; et peut-être encore plus de la charité ; et certainement encore plus de l'espérance. Et il apparaît tous les jours indéniablement qu'elle est la fille aînée. » (5). Péguy retrouve Michelet dans la conception divine d'une mission accordée à la France. Mais il va l'élargir dans la mesure où il fait converger dans une même fidélité la tradition chrétienne et la tradition révolutionnaire. La défense de la France est, en effet, celle de la

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.153.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 948.

chrétienté en même temps que celle des Droits de l'homme : « La France n'est pas seulement la fille aînée de l'Eglise (...) elle est indéniablement une sorte de patronne et de témoin (et souvent une martyre) de la liberté dans le monde. » (1). La seconde vocation de la France est la liberté :

« Mais dans le laïque (je ne dis pas dans le profane), dans le laïque, et peut-être dans une autre sorte de sacré, dans le civique, dans un sacré de la loi extérieure, il est indéniable qu'elle a la garde de la liberté qui est la condition même de la grâce, qui a avec la grâce une parenté si profonde, une liaison si singulière et si obstinément mystérieuse. » (2).

Cette vocation à la liberté a conduit la France à devenir la mère de la démocratie : « du premier peuple vraiment, de celui qui a marché le premier et le plus avant dans l'institution de la démocratie. » (3). Mais il rappelle qu'il ne faut pas oublier qu'elle a été une conquête de nos ancêtres :

« Car nos aïeux (...) ont peiné, lutté, souffert leur vie et leur mort pour que ce peuple devînt un peuple libre, pour que ce coin de terre devînt le chaud foyer de la liberté dans le monde, pour que Paris devînt ce qu'il est littéralement la capitale de la liberté dans le monde. » (4).

Péguy, comme il le souhaite pour la France, ne renoncera jamais à la liberté à titre personnel même au prix de misère, de détresse et d'anonymat qu'il faut payer pour conserver cette liberté ! Il ne renoncera jamais à son plein et entier exercice. Elle est son souverain bien et donc ce qui fait la condition même de son salut temporel et éternel : « je n'aime rien tant que la liberté (Et en elle-même, et n'est elle point la condition irrévocable de la grâce) » (5). C'est elle qui, le délivrant de l'emprise idéologique, le rend attentif aux événements dans leur réalité, avant même que ceux-ci ne soient soumis à la théorisation, à leur aseptisation, à leur lecture partisane, partielle et partielle. C'est cette attention aux brèches ouvertes par la souveraineté « des événements » qu'il

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3 Paris, Gallimard, Pléiade, p. 948.

2. Ibid

3. Charles PEGUY, *Nous devons nous préparer aux élections*, 22 avril 1902, OPC, t.1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 939.

4. Charles PEGUY, *Cahiers de la quinzaine, 15 mars 1904*, OPC, t.1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p.1364.

5. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.821.

« suit » en tant que « journaliste de quinzaine » (1), qui lui fait dépasser le kantisme cantonné selon lui, dans la pureté d'un univers moral sans mains, coupé de la réalité charnelle.

Protéger les deux premières vocations : « Telle est notre double charge ; telle est notre double garde » (2). Mais plus les années vont se rapprocher du premier conflit mondial et plus il va affirmer, qu'il faut les protéger contre le danger que représente Jean Jaurès et Gustave Hervé.

Dans *L'Argent suite*, il écrit les lignes qui vont suivre dans le cadre du soutien à son maître Charles Andler, qui est alors vivement attaqué par Jaurès qui refuse la publication de ses articles dans *l'Humanité* pour avoir critiqué avec trop de virulence le militarisme des socialistes allemands et leur complicité avec l'Empire Allemand, il écrit :

« Mais quand ces hommes trahissent la France et dans la France la République, j'ai le droit de dire qu'ils ne trahissent pas seulement la France, j'ai le droit de dire qu'ils trahissent la Révolution même et la liberté. Car tant qu'ils peuvent ils s'efforcent d'annuler le seul point d'appui temporel de la liberté dans le monde. » (3).

La troisième vocation de la France, c'est la vocation à la justice. Elle va s'incarner magistralement dans son combat pour Dreyfus, où il va consacrer la notion de mystique. Car tous les dreyfusards ne furent pas inspirés par la seule passion de la justice et beaucoup le firent par exemple par anticléricisme. L'antimilitarisme fut aussi une autre « maladie infantile » du dreyfusisme. Si l'armée n'avait guère été directement ébranlée par la première phase du procès Dreyfus, il n'en fut pas de même quand l'affaire prit un tour politique. A partir de l'accession au pouvoir du ministère Waldeck-Rousseau en 1899, les militaires sont l'objet de la défiance du gouvernement. Le service de renseignement, dont plusieurs des membres ont joué un rôle dans l'inculpation du capitaine, est démantelé. En 1900, il n'existe plus de contre-espionnage français

1. Charles PEGUY, *Notre Patrie*, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.11.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 948

3. Op. cit., p. 948-949.

militaire en France. Au moment où l'Allemagne s'engageait dans la course aux armements, les crédits de la défense nationale sont revus à la baisse. Péguy veut faire entendre sa différence et il se déclare dès 1898, à l'adresse des adversaires de la révision dans l'affaire Dreyfus, très clairement patriote :

« Vous insinuez que nous ne sommes pas patriotes : c'est nous qui le sommes, puisque nous voulons pas que la patrie soit déshonorée par une infamie ; et c'est vous qui ne l'êtes pas, puisque vous voulez que la patrie soit déshonorée par cette infamie. » (1).

Avant la publication de *Notre jeunesse* en juin 1910, Péguy accorde une interview à Georges Valois dans *L'Action française*, où il affirme qu'il n'a pas changé et que *L'Action française* se trompe, si elle croît qu'il n'était auparavant pas patriote, mais aussi si elle s'imagine qu'il se rapproche d'elle :

« Il ne faut pas parler de transformation, ni de conversion. Ce n'est pas cela. On a dit de moi : « Voilà Péguy qui vient à nous. » Ce n'est pas cela. Tout ce que je donne aujourd'hui était en moi auparavant. Ce n'est pas hier que j'ai organisé ma vie comme elle l'est aujourd'hui. Le Péguy antimilitariste d'un roman que vous connaissez, c'est une légende. La vérité c'est qu'à ce moment-là, j'étais officier de réserve. » (2).

Mais c'est avec la publication de *Notre jeunesse* que Péguy clarifie plus encore ses positions, dans cette magistrale mise au point sur la continuité et la cohérence de sa pensée et de son action.

Il y répond à son vieil ami dreyfusard, Daniel Halévy, qui venait de publier aux *Cahiers*, son *Apologie pour notre passé*. Halévy annonce la décadence du mouvement, sur un ton de repentir :

« D'où vient qu'ayant été si heureux de notre dreyfusisme, et mieux qu'heureux, si fiers, d'où vient-il qu'il nous inspire aujourd'hui un mouvement si faible ? Cet obscurcissement de nos souvenirs, qu'est ce donc enfin, sinon le signe d'un regret inavoué, l'effet d'un sentiment d'un tort ? » (3).

Il culpabilise aussi longuement sur les conséquences de l'affaire Dreyfus, notamment l'affaiblissement de l'armée française à une heure où le danger allemand menace. Péguy

1. Charles PEGUY, *Le Progrès du Loiret*, 20 octobre 1898, OPC, t.1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 119.
2. Georges VALOIS, « Après une conversation avec M. Charles Péguy », *L'Action française*, 19 juin 1910.
3. Daniel HALEVY, *Apologie pour notre passé*, *Cahiers XI-10*, 10 avril 1910, p.7-10.

refuse ce portrait : « J'avoue que je ne me reconnais pas du tout dans le portrait que Halévy a tracé ici même du dreyfusiste. Je ne me sens nullement ce poil de chien battu. » (1). S'il n'accepte pas le dreyfusiste politicien qui n'est pas le vrai dreyfusiste, il refuse aussi le dreyfusiste pénitent qui ne peut que le révolter. A Barrès, Maurras et Sorel qui le qualifient d'ancien dreyfusard, il va déclarer : « Non seulement nous n'avons rien à regretter. Mais nous n'avons rien, nous n'avons rien fait dont nous n'ayons à nous glorifier (...) On peut commencer demain matin la publication de mes œuvres complètes. » (2).

Dans *Notre jeunesse*, Péguy affirme qu'il n'a pas abandonné son dreyfusisme, mais qu'en plus, il ne l'abandonnera jamais. Ce qui a donné le change, c'est qu'il s'est séparé des politiques du dreyfusisme, des « profiteurs » venus s'agréger au mouvement, au moment de son triomphe, pour en faire une doctrine gouvernementale. Car abandonnant les politiques du dreyfusisme, Péguy n'abandonnait pas le dreyfusisme lui-même, et il déclarait même : « Nous prétendons au contraire que nous, les mystiques, nous sommes et nous fûmes, que nous avons toujours été le cœur et le centre du dreyfusisme, et que nous seuls, nous le représentons. » (3). Sur le sens de l'affaire

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 41 : « Je consens d'avoir été vainqueur, je consens (ce qui est mon jugement propre) d'avoir été vaincu (ça dépend du point de vue auquel on se place), je ne consens point d'avoir été battu. Je consens d'avoir été ruiné (dans le temporel, et fort exposé dans l'intemporel), je consens d'avoir été trompé, je consens d'avoir été berné. Je ne consens point d'avoir été mouillé. Je ne me sens point ce poil de chien mouillé. Je ne me reconnais point dans ce portrait. Nous étions autrement fier, autrement droits, autrement orgueilleux, infiniment fiers, portant haut la tête, infiniment pleins, infiniment gonflés des vertus militaires. Nous avons, nous tenions un autre ton, un tout autre air, un tout autre port de tête, nous portions, à bras tendus, un tout autre propos. ».

2. Op. cit., p. 42.

3. Op. cit., p. 44 : « Sans doute les apparences donneraient raison à Halévy, les apparents seraient pour lui. Je veux dire que si l'on (ne) considère (que) les dreyfusistes apparents, les hommes en vue, journalistes, publicistes, conférenciers, Universités populaires, parlementaires, candidats, hommes politiques, tout ce qui parle et tout ce qui cause, tout ce qui écrit et tout ce qui publie, l'immense majorité des hommes en vue, la presque totalité des apparents s'empressèrent d'entrer dans les démagogies politiques issues de la mystique dreyfusiste, je veux dire dans les démagogies politiques issues de la mystique dreyfusiste. Mais ce que je conteste précisément, ce que je nie, c'est que ceux qui sont apparents pour l'histoire (et que l'histoire, en retour, saisit avec tant d'empressement) aient une grande importance avec la réalité. Atteignant donc à des réalités profondes, seules importantes, je prétends que tous les dreyfusistes mystiques sont demeurés dreyfusistes, qu'ils sont demeurés mystiques, et qu'ils sont demeurés les mains pures. ».

Dreyfus, Péguy s'en explique : « la question ne se posait nullement alors pour nous, de savoir si Dreyfus était innocent ou coupable. Mais de savoir si on aurait ou si on aurait pas le courage de le déclarer, de le savoir innocent » (1). Il veut démontrer que Barrès et Maurras n'ont rien compris à cette affaire. Elle est pour Péguy symbole du meilleur, une explosion de la mystique juive :

« Loin donc qu'il faille considérer l'affaire Dreyfus comme une combinaison, politique, un agencement, comme une opération de la politique juive, il faut au contraire la considérer comme une opération, comme une œuvre, comme une explosion de la mystique juive. » (2).

Alors que Barrès et Maurras affirmaient que le « parti juif » était l'initiateur de l'Affaire, il répond :

« C'est bien mal connaître la politique juive, au moment même qu'on en parle, que de supposer que ce soit la politique juive et le parti juif qui aient jamais soulevé une affaire comme l'affaire Dreyfus. Au contraire. Ce ne sont jamais eux qui soulèvent les tumultes. Ils ne demandent, ils ne recherchent que le silence. » (3).

et il pense même, qu'il s'agirait du contraire, car : « ...l'affaire Dreyfus, dans la mesure où elle fut montée, fut montée contre le parti juif. » (4). Le dreyfusisme mystique est donc essentiellement dans la vocation française : « Cette affaire fut pour nous et par nous très exactement dans la ligne française. Nous y déployâmes proprement les vertus, les qualités de la race. » (5). Néanmoins, il souligne que Barrès même en s'opposant à lui sur ce thème, a reconnu des vertus notamment religieuses au mouvement en tant que mouvement : « M. Barrès a fort bien noté plusieurs fois que le mouvement dreyfusiste fut un mouvement religieux. Il a même écrit, et il y a longtemps, qu'il fallait regretter que cette force religieuse fût perdue. » (6). Le dreyfusisme a, selon Péguy,

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 86.

2. Op. cit., p.50.

3. Op. cit., p.53.

4. Op. cit., p.127.

5. Op. cit., p. 86.

6. Op. cit., p. 49.

des sources communes avec le christianisme en terme de justice, de vérité et de liberté :

« Il ne fait aucun doute, que pour nous, la mystique dreyfusiste fut non pas seulement un cas particulier de la mystique chrétienne, mais qu'elle en fut un cas, éminent, une accélération, une crise, temporelle, une sorte d'exemple et de passage que je dirai nécessaire (...) J'ajoute que pour nous, en nous, ce mouvement était d'essence chrétienne, qu'il coulait de l'antique source. » (1).

Il ne s'étonne guère de trouver l'Eglise catholique contre le dreyfusisme, car : « les forces politiques de l'Eglise ont toujours été contre la mystique. Notamment contre la mystique chrétienne. » (2).

Le dreyfusisme est aussi un patriotisme qui a au centre de ses préoccupations le salut de la France : « Tout au fond nous étions les hommes du salut éternel et nos adversaires étaient les hommes du salut temporel. Voilà la vraie, la réelle division de l'affaire Dreyfus. » (3).

Contrairement aux affirmations de son ami Daniel Halévy, Péguy pense que la justice absolue qui est contenue dans la mystique de l'affaire Dreyfus a renforcé la France au lieu de l'affaiblir, le dreyfusisme était bien une action française, qui aurait couvert la France d'honneurs :

« Ce n'est pas seulement l'honneur de tout notre peuple, dans le présent, c'est l'honneur historique de notre peuple, tout l'honneur historique de toute notre race, l'honneur de nos aïeux, l'honneur de nos enfants. » (4).

Au contraire, un déni de justice eut porté un coup fatal à la tradition qu'elle a reçue en dépôt :

« Tout au fond nous ne voulions pas que par un seul péché mortel, complaisamment accepté, complaisamment endossé, complaisamment acquis pour ainsi dire notre France fût non pas seulement déshonorée devant le monde et devant l'histoire : qu'elle fût proprement constituée en état de péché mortel. » (5).

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.84.

2. Op. cit., p. 85

3. Op. cit., p. 152 : « Nous, par un mouvement chrétien profond, par une poussée très profonde révolutionnaire et ensemble traditionnelle de christianisme, suivant en ceci une tradition chrétienne des plus profondes, des plus vivaces, des plus dans la ligne, dans l'axe et au cœur du christianisme, nous nous n'allions pas à moins qu'à nous élever je ne dis pas (jusqu') à la conception mais à la passion, mais au souci d'un salut éternel, du salut éternel de ce peuple, nous n'atteignons pas à moins qu'à vivre dans un souci constant, dans une préoccupation, dans une angoisse mortelle, éternelle, dans une anxiété constante d'un salut éternel de notre peuple, du salut éternel de notre race. ».

4. Op. cit., p.151.

5. Op.cit., p. 152.

Cette profession de foi affirme que le dreyfusisme est la noblesse et l'honneur de la République : « Plus nous avons de passé derrière nous, plus (justement) il nous faut le défendre ainsi, le garder pur. Je rendrai mon sang comme je l'ai reçu. C'était la règle et l'honneur de la poussée cornélienne, la vieille poussée cornélienne. » (1). Pour Péguy, les dreyfusards et les antidreyfusards partaient du même postulat, mais ne parlaient pas le même langage : « la trahison militaire est un crime et Dreyfus a trahi militaire. Nous disions : La trahison militaire est un crime et Dreyfus n'a pas trahi. Il est innocent de ce crime. » (2). Ni les uns ni les autres n'ont trahi la France, seul Jaurès et Hervé auraient trahi le combat héroïque pour Dreyfus en le transformant en un mouvement antifrçais :

« Quand Jaurès, par une suspecte, par une lâche complaisance à tout le hervéisme, et à Hervé lui-même, à Hervé personnellement, d'une part, pour la patrie, laissait dire et laissait faire qu'il fallait renier, trahir et détruire la France, créant cette illusion politique, que le mouvement dreyfusiste était un mouvement antifrçais. » (3).

La conclusion de Péguy sur l'affaire Dreyfus est que son importance pour la France est manifeste, puisqu'elle est : « un événement aussi important que l'invention et que l'exercice de l'harmonie hellénique, aussi important que l'invention et que l'exercice de la charité chrétienne, aussi important au moins que la révolution française. » (4), mais que surtout elle a renforcé la France, face à l'Allemagne, puisqu'elle a sauvé son honneur. Celle-ci l'aurait bien compris car :

« combien de fois pendant l'affaire nos bons maîtres pangermanistes ne nous ont-ils pas dit : « cette affaire est le déshonneur de la France, les Français sont perdus » ; ils mentaient ; ils blasphémaient la grande nation d'hospitalité ; cette affaire fera l'éternel honneur de la France. » (5).

-
1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 151.
 2. Op. cit., p. 111.
 3. Op. cit., p. 89.
 4. Charles PEGUY, *Cahier VI - 9*, 24 janvier 1905, OPC, t.1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p.1526.
 5. Op. cit., p.1524.

II) La croyance exclusive en l'éminente vocation de la France au service du monde, avec un statut de garante de la liberté universelle

A partir de 1905, Péguy affirme le thème de l'éminente vocation de la France. Il est obsédé par l'idée que la France puisse périr. Il ne reniera pas son idéal de confraternité, mais il le transposera sous une forme proprement nationaliste : à la seule France est maintenant confié en dépôt tout l'honneur du monde, passé, présent, futur. Il est convaincu que le peuple français porte en lui les ressources nécessaires pour surmonter cette crise. Il suffit de réveiller ce peuple qui est assoupi, de stimuler les énergies qui dorment, de faire appel à des qualités qui ne demandent qu'à se manifester. La première tâche est de rendre aux Français leur fierté nationale en leur faisant prendre conscience de ce qu'ils sont. Mais pour atteindre ce but, il va commettre quelques outrances dans ses louanges, quand il estime par exemple que la politique de la France faisait toujours la politique de l'humanité et : « disons mieux, la politique divine » (1), ou encore, quand il écrit : « nous parlions toujours au nom de l'humanité » (2). Ses généralisations très cocardières manquent de nuances et parfois même de cohérences, notamment quand il affirme que les Français sont des hommes de libertés, même s'ils ont subi tous les despotes, surtout quand ils sont populaires (3). L'affirmation que la victoire de la France face à l'Allemagne entraînerait immédiatement la liberté, même pour libérer les Allemands du « joug prussien » est abusive, car dans la réalité, la France au cours de l'histoire n'a jamais manifesté dans ses conquêtes une particulière humanité. Il suffirait de citer, par exemple, les conquêtes napoléoniennes en Espagne et les grandes toiles *La journée du 2 mai 1808* ou *La fusillade du 3 mai 1808* de Francisco José

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 143.

2. Op. cit., p. 143.

3. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, juillet 1914, OPC, t. 3, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1346.

de Goya y Lucientes pour s'interroger. Et pourtant, Péguy refuse délibérément de douter et il écrit donc :

« Victorieuse la France, tout le monde obtenait sa propre libération, toutes les nations rentraient dans l'humanité... la France a présidé souvent à la naissance de plusieurs peuples (...) La France aurait brisé l'impérialisme unitaire et militaire allemand, elle aurait libéré de la servitude prussienne les Allemands qui ne sont pas encore des Prussiens, en un mot elle aurait libéré le peuple allemand au même titre que tous les autres peuples. » (1).

Dans la *Note conjointe sur M. Descartes*, il présentera les traits définitifs de la France. Elle aurait été une nation messianique à vocation universelle, puisque :

« Nous croyons que tout un monde est intéressé dans la résistance de la France aux empiétements allemands. Et que tout un monde périrait avec nous. Et que ce serait le monde même de la liberté. Et ainsi que ce serait le monde même de la grâce. » (2).

Afin d'affirmer ce caractère unique, il s'appuie sur une longue citation de Daniel Halévy :

« Les peuples dit magnifiquement Halévy, ne passent pas comme font les troupeaux, leur suite n'est pas monotone, aveugle, déterminée par un seul jeu de forces et de causes ; une autre influence les presse, les anime, choisit certains d'entre eux et les oblige à travailler pour elle » (3).

Et parmi ces peuples exceptionnels, Péguy place la France, car de :

« De Jérusalem à Paris (Athènes, Rome, Florence, jalonnent cette voie), un seul geste spirituel traverse l'humanité, long soulèvement sacré qui touche au loin les races lentes ou basses, les étonne, les irrite, et bon gré mal gré les élève. La France est le dernier de ces peuples élus. » (4).

Si cette France, malgré son merveilleux est menacée, c'est que le modernisme qui se développe favorise sa propre famille et parmi les peuples, « le brutal, le vulgaire, l'allemand » :

« Ce mouvement matériel profite aux peuples brutaux et disciplinés, courbés sous les machines et les règlements, à une multitude morne et basse, massivement opposée aux aspirations humaines de l'ancien monde, de l'Europe humaniste et chrétienne, de la vieille Europe que la France entraînait. » (5).

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.116.
2. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, juillet 1914, OPC t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.1346.
3. Op. cit., p. 1350.
4. Ibid.
5. Ibid.

A l'inverse, il n'y aurait aucune véritable pensée de liberté en Allemagne et l'Allemagne victorieuse ne referait jamais de la liberté. L'Allemagne aurait été la figure la plus accomplie de l'empire. Les considérations sur Descartes conduisent implicitement Péguy à une attaque en règle des philosophes allemands, et notamment de ceux qui avaient mis la liberté au cœur de leur système : Kant et Hegel. Dans ces conditions se battre contre l'Allemagne, c'est se battre pour la liberté. La résistance de la France aux empiétements allemands intéresse tout un monde, en ce que la France aurait défendu la liberté universelle.

Péguy procède aussi souvent par raccourci audacieux, parfois terriblement simplificateur, dans le but d'affirmer ses « vérités » sur la liberté et la grandeur française. Mais il y a dans l'ouvrage *Victor-Marie, comte Hugo* en 1910, une « confidence » qu'il fait à son ami Ernest Psichari, petit-fils de Renan qui non seulement est discutable, mais véritablement incongrue. Il va directement transformer les Français en Grec, puis en Romain, au moment où ces deux peuples ont repoussé les invasions barbares :

« Les Français, mon ami, ont repoussé deux grandes fois les barbares. Vous vous en souvenez certainement. Une première fois, habilement dissimulés sous le nom de Grecs, ils repoussèrent, ils refoulèrent l'Orient perse, la barbarie persane, la barbarie orientale dans un petit chemin de montagne qui se nommait les Portes-Chaudes ; ce devait être quelque station thermale ; et dans une sorte de plaine en pente qui se nommait la plaine de Marathon, où il y avait un coureur ; et par leurs vaisseaux auprès d'une petite île grande comme un mouchoir de poche, peu conséquente, qui se nomme l'île de Salamine, et pourtant cette île sera célèbre et célébrée entre toutes les îles. La deuxième fois, revêtus du nom de Romains, ils arrêterent, ils repoussèrent, ils refoulèrent l'Orient punique, le même Orient, la même invasion orientale, qui pour mieux nous tourner s'était fait méridionale, le même Orient qui pour mieux nous tourner s'était fait le midi. » (1).

Or ce sont à nouveau les Français qui vont devoir, sous leur nom propre, lutter contre la nouvelle « invasion barbare allemande », qui depuis la crise de 1905, lui semble inéluctable.

En 1905, la France poursuivait une politique d'expansion coloniale pour laquelle Jules

1. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 337.

Ferry déclarait : « La politique coloniale est la fille de la politique industrielle. » (1). Péguy s'était opposé avec ferveur à cette politique coloniale de la République. Il avait déjà écrit, en 1899 :

« Nous attaquons particulièrement l'armée française en ce qu'elle est un instrument de guerre offensive en Algérie, en Tunisie, en Tonkin, en Soudan et en Madagascar, c'est-à-dire un outil de violence injuste (...) C'est parce que nous sommes bien français que les massacres coloniaux commis par de mauvais Français nous donnent comme un remords personnel. » (2).

En 1901, le réserviste Péguy dans *Pour moi*, affirme encore clairement qu'il préfère désertier plutôt que d'aller combattre pour les colonies :

« Je désobéirai si la justice et la vérité le veulent. Je suis réserviste. Si demain matin je recevais ma feuille de route pour aller en Chine, sachant comme je le sais ce que les Internationaux sont allés faire en Chine, je refuserais le service militaire, je déserterais. » (3).

Même s'il ne rejoint jamais le parti de la colonisation, il refuse en 1914 de dénoncer les pratiques de la République dans les colonies, et il écrit même ces propos très contestables : « Quand les Français disent qu'ils se taillent un empire colonial, il ne faut pas les croire. Ils propagent des libertés. » (4). Il insiste également sur les libertés dans l'Empire que Napoléon avait fondé en Europe par le fer et le feu, et il affirme encore de manière presque provocatrice que : « Quand Napoléon croyait qu'il avait fondé un immense empire, il ne faut pas le croire. Il propageait des libertés. Veillons au salut de l'empire. Cet « empire » était un système de libertés. » (5).

Péguy veut démontrer qu'il n'y a pas de comparaison entre l'Empire de Napoléon 1^{er} et celui de Guillaume II et que Fichte s'est trompé à l'époque en dénonçant un manque de

1. Jules FERRY cité in Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, Pluriel, Le Livre de poche, 1979, p. 82.

2. Charles PÉGUY, *Service militaire*, 1^{er} février 1899, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 189.

3. Charles PÉGUY, *Pour moi*, 28 janvier 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 681.

4. Charles PÉGUY, *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.1346.

5. Ibid.

libertés car :

« Tous les peuples qui ont refoulé l' « Empire » ont mis cinquante ans à ne pas même réussir à reconquérir quelques-unes des libertés que l' « Empire » apportait sans y prendre garde, dans les fontes de ses lanciers, dans les cantines de ses vivandières. » (1)

Il s'émerveille de la puissance de la liberté française, qui lui semble aussi efficace que la discipline de fer allemande :

« Ce qu'il y a de merveilleux, c'est qu'avec tout l'appareil de l'empire les Allemands n'en aient pas fait plus que nous, dans le misérable désordre de notre liberté. Il faut qu'il y ait dans cette malheureuse liberté un grand secret. Une vertu. Une grâce. Une force merveilleuse. Un (autre) ordre. » (2).

Pour conclure ces propos sur l'éminente vocation de la France et des Français, Péguy invoque que cette liberté appartient à notre race même : « Nous ne sommes pas toujours de bons maîtres. Nous sommes toujours de mauvais dominateurs (...) nous sommes, de race, des hommes de liberté. C'est un bien unique, uniquement précieux. » (3).

Section 2 : Un conditionnement nationaliste par l'union et la force de la mystique

L'angoisse et la peur de la faiblesse sont dominantes et conduisent à la volonté de résister et de se renforcer, afin de préparer ce qui aurait été une nécessité : un nouveau conflit franco-allemand.

§ 1 : Une philosophie politique de résistance nationale comme renforçateur

L'esprit de résistance péguyste commence par une mobilisation contre les « ennemis » de l'intérieur et se poursuit par la volonté de renforcer la République, en lui donnant de l'autorité.

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1346.

2. Ibid.

3. Ibid.

I) Mobiliser contre les « ennemis de l'intérieur » et leurs « confabulations »

Péguy n'a pas toujours été nationaliste, de nombreuses citations peuvent l'attester. Les plus intéressantes datent encore de 1901 : « Les peuples sont devenus pillards, menteurs, voleurs, assassins, nationalistes et militaristes » (1), et de 1904 : « les haineux, les sanglants et les odieux débordements du nationalisme français nous inspiraient une telle horreur, soulevaient en nous de telles nausées » (2). Mais l'événement le plus important est celui qui retentit dans *Notre patrie* qu'il publie le 22 octobre 1905 : celui de la menace d'invasion de la France par l'Allemagne, après que le gouvernement français eut refusé de céder aux exigences de Guillaume II contestant les droits de la France sur le Maroc. Il va transformer Péguy. A partir de 1905, la quasi-totalité de ses ouvrages est conditionnée par le « germanisme ». C'est l'événement qui marque une rupture dans sa vie : « une période nouvelle avait commencé dans l'histoire de ma vie, dans l'histoire de ce pays, et assurément dans l'histoire du monde » (3). Désormais dans la pensée péguyste, pour préparer la cité harmonieuse et la cité socialiste qui y conduit, l'événement commande que la priorité soit accordée à sauver la patrie de la « barbarie impériale allemande ». C'est « le sursaut » (4) que provoque l'événement. Pour sauver la révolution socialiste internationaliste, il faut d'abord sauver la patrie menacée dans son existence charnelle même. Contre ceux qui croient comme Jaurès, par cynisme ou relativisme, que « rien ne fait de mal » (5), Péguy oppose tous les dénis de la réalité nationale et internationale. Le mal fait à la France serait irréparable. Il compromettrait définitivement toute chance d'incarnation d'un authentique socialisme. Dans

1. Charles PEGUY, *Pour Moi*, 28 janvier 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 690-691.

2. Charles PEGUY, *Le mouvement socialiste*, avril 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 1367.

3. Charles PEGUY, *Notre Patrie*, 22 octobre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 59.

4. Op. cit., p. 20.

5. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 97.

cet ordre, les pertes sont irréparables. C'est pour cela que les menaces qui pèsent sur la France sont si graves : « Vaincue, la France écrasée, rigoureusement annulée, strictement, exactement réduite à zéro...un peuple disparaissait de la face de la terre. » (1). Il s'estime investi d'une mission délicate qui le place en permanence dans l'inquiétude. Car il ne pense pas que le progrès de la culture dans le monde et que le salut temporel de l'homme soient assurés automatiquement par la fatalité : « A défaut des théologies et des philosophies providentielles, une seule voie reste ouverte, qui est celle d'une éternelle inquiétude » (2). En 1905, cette lutte est beaucoup plus difficile, qu'au dix-huitième siècle, car entre les guerres et les massacres, et « l'imbécillité » : « De partout, monte l'inondation de la barbarie. » (3). A partir de 1905, tout pacifiste, tout indécis est un traître, un pangermaniste. Péguy pourchasse avec fureur et violence ceux qui résistent au mouvement qui entraîne alors l'Europe vers la guerre. Qu'un Pressensé refuse de soulever la question de l'Alsace-Lorraine, qu'un Albert Thomas affirme contre Andler l'authentique pacifisme des socialistes allemands, qu'un Jaurès lutte aux côtés d'un Hervé, qu'un Seignobos parie qu'il n'y aura pas de guerre, Péguy s'affole de colère et de haine. Indissolublement unie à la guerre étrangère, il y a pour lui la guerre nécessaire contre les « ennemis de l'intérieur ». Il résumera dans *Les Suppliants parallèles*, l'état d'esprit de déception ouvrière dont l'hervéisme est le produit. Mais il accuse le socialiste pacifiste Hervé d'un raisonnement de « saboteur fou » qui consiste à vouloir se venger de la France en livrant son peuple à l'invasion militaire allemande, afin de prouver son pacifisme : « Le hervéisme est essentiellement le sabotage, un sabotage, un cas particulier de sabotage appliqué aux relations, aux fonctions, aux opérations

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 114.

2. Op. cit., p. 103.

3. Op. cit., p. 137.

internationales. » (1). Mais ses critiques les plus féroces seront adressées à son ancien maître et ancien ami, Jean Jaurès. Il faut préciser que les causes essentielles de la terrible brouille Péguy-Jaurès se rapportent principalement à des questions allemandes, concernant notamment l'acceptation de l'hégémonie de son socialisme et le pacifisme du SPD. Il va parler de Jaurès sur un ton de plus en plus grossier, il va même vouer à la guillotine un Jaurès qui refuse de se placer dans l'hypothèse de guerre. Mais l'erreur de Péguy est d'avoir placé Jaurès sur sa liste des « ennemis de l'intérieur », à une époque où son comportement en temps de guerre n'était guère prévisible. Les attaques contre Jaurès, deviennent le révélateur des sentiments que Péguy nourrit à l'égard de l'Allemagne. Jaurès aurait été « coupable » d'oublier l'oppression que l'Allemagne faisait subir à l'Alsace et à la Lorraine. En décembre 1909, Georges Delahache, consacre à ce thème un *Cahier* de sensibilisation : *La Carte au liséré vert*. Jaurès oublierait aussi celle infligée aux Polonais d'Allemagne et à laquelle Bernus en 1907, ne réserve pas moins de trois *Cahiers*, sous un seul titre : *Polonais et Prussiens, de la résistance du peuple polonais aux exactions de la germanisation prussienne*.

En 1905, Péguy estime que le comportement général de Jaurès ne correspond pas à celui d'un révolutionnaire : « Jaurès, n'est pas un révolutionnaire ; pareillement un homme comme Louis XIV était cent fois plus révolutionnaire que Guesde, qui, lui est un révolutionnaire. »(2). Il n'accepte pas non plus, ce propos de Jaurès que son ami Daniel Halévy lui rapporte : « Rien

1. Charles PEGUY, *Les Suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 363 : « Hervé dit sensiblement : parce que la France n'a pas donné instantanément aux ouvriers un mystique régime de béatitude économique, politique et sociale (duquel régime les ouvriers auraient obtenu depuis cinquante ans tout ce qui est humainement saisissable s'ils n'étaient point mis à la remorque des politiciens et si eux-mêmes ils ne s'étaient point faits profondément politiciens) pour la punir, dit sensiblement M. Hervé, pour la peine, comme disent les enfants geignards, nous attendrons que tout ce peuple soit sous le coup de la plus atroce et de la plus pesante invasion militaire, et alors nous nous mettrons à le fusiller sur le tas, histoire de prouver combien nous sommes des pacifistes. »

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, 2 novembre 1905, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.157.

ne fait de mal ». Il considère ce propos, en le ramenant abusivement sur le thème de la guerre à une défaite possible de la France face à l'Allemagne :

« Le mot que l'on prête à Jaurès : Rien ne fait de mal, ne constitue pas seulement l'assertion la plus fautive qu'un orateur ait jamais avancé, depuis plus de quatre mille ans qu'il y a des orateurs, et qui bafouillent, mais elle est la plus dangereuse aussi pour le salut de l'humanité. » (1).

Au congrès de l'Internationale à Amsterdam de 1904, Jaurès adopta avec les délégués de sa tendance les décisions impératives des Allemands, notamment sur la non-participation au gouvernement. Le résultat, fut la création de la SFIO en avril 1905 et l'entrée des socialistes dans l'opposition. Péguy affirme que Jaurès a capitulé et qu'il a achevé l'internationalisme qui était auparavant un système d'égalité politique et sociale, de justice et de mutuelles libertés entre les peuples : « L'internationalisme (..) est devenu entre leurs mains (...) un pangermanisme, un total asservissement à la politique allemande, au capitalisme allemand, à l'impérialisme allemand, au militarisme allemand, au nationalisme allemand. » (2). Fin 1905, il croit percevoir un changement positif d'attitude de Jaurès sur l'Allemagne, et il écrit dans *Les Suppliants parallèles* :

« Notre collaborateur, M. Pierre Mille, du *Temps*, nous contait récemment dans ce dernier journal que Jaurès commence à s'apercevoir que l'empereur d'Allemagne n'est un apôtre ni de pacifisme, ni de socialisme, ni même de libéralisme, et qu'il n'est point un défenseur absolument irréductible des libertés nationales, politiques et sociales. Si Jaurès continue, et surtout si son intérêt politique l'y pousse un tant soit peu, il finira par découvrir des vérités premières. » (3).

Péguy va accuser Jaurès de soutenir le « parti de l'étranger », en soutenant Hervé. Il va même conseiller les journalistes de *L'Action française*, dont Georges Valois qui insiste, à tort pense-t-il sur l'incompatibilité entre le patriotisme et de la tradition républicaine, d'avoir le courage de qualifier Hervé de « parti de l'étranger » : « Ils reportent sur nous les abusements de Hervé... Nos adversaires feraient bien, ils auraient le droit, et même le devoir, ils auraient raison de nommer

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, 2 novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 96.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 945.

3. Charles PEGUY, *Les Suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 361.

Hervé le parti de l'étranger. » (1).

Mais Péguy juge Jaurès encore plus coupable qu'Hervé. Car Hervé va fréquemment en prison pour ses idées, alors que Jaurès se serait arrangé pour ne jamais y aller. Il accuse Jaurès d'avoir accepté et consacré Hervé et d'avoir revêtu de son nom et du nom d'un grand parti, celui qui aurait dû rester avec ses idées dans l'ombre de l'anonymat :

« Ce qui fut dangereux dans Hervé et le hervéisme , mortellement dangereux, ce ne fut point tant Hervé lui-même, ce ne fut point tant le hervéisme. Ce fut Jaurès et le jaressisme, car ce fut cette incroyable capitulation perpétuelle de Jaurès devant Hervé, cet aplatissement, cette platitude infatigable. » (2).

Sur le comportement de Jaurès, Péguy a une explication. Il va lui faire un véritable procès d'intention, en le déclarant représentant de la « politique impérialiste allemande en France » : « Ce représentant en France de la politique impérialiste allemande, capitaliste allemande, et particulièrement coloniale allemande est tombé dans un mépris universel » (3).

Il n'a plus de mot assez dur pour accuser son ancien maître Jaurès, il serait traître en tout :

« Ce traître par essence a pu trahir une première fois le socialisme au profit des partis bourgeois. Il a pu trahir une deuxième fois le dreyfusisme au profit de la raison d'Etat. Et à quelques autres profits. Il a pu trahir ces deux mystiques au profit de ces deux politiques. » (4).

Mais Péguy estime qu'il est celui qui va l'arrêter dans sa nouvelle trahison, qui aurait été la plus grave, car directement au service de l'ennemi allemand :

« Il a essayé de trahir une troisième fois. Il a essayé de trahir la France même au profit de la politique allemande. Et de la politique allemande la plus bourgeoise. Il a ici rencontré une résistance qui doit l'avertir de ce qu'il l'attend dans le honteux couronnement de sa carrière et que tant de turpitudes ne trouveront peut-être pas toujours une égale réussite. Ce qu'il avait fait du socialisme, ce qu'il avait fait du dreyfusisme, il voulait le faire de la France aussi. Une misérable loque. Mais il s'est trouvé que la France était mieux gardée.» (5).

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 126.

2. Op. cit., p. 109.

3. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 798.

4. Ibid.

5. Ibid.

En 1913 dans *L'Argent suite*, il refuse d'être accusé de ne proférer que des invectives (1), quand il dit que Jaurès : « est pangermaniste (...) Il est un agent du parti allemand. Il travaille pour la plus grande Allemagne. » (2). Il affirme, non « sans ironie », ébaucher seulement une carte des partis politiques en France.

A côté des socialistes Jaurès et Hervé, il attaque également avec une extrême vigueur la prétendue « confabulation » pacifiste de Francis Dehaut de Pressensé, responsable de la Ligue des Droits de l'homme. Péguy dénonce le « système Pressensé » de paix à tout prix, dont il affirme qu'il est l'opposé du système cornélien, et donc de son échelle de valeurs : « C'est essentiellement le système où l'honneur est moins cher que le jour. » (3). Il n'accepte pas « l'amnésie » de la Ligue des Droits de l'homme sur la question de l'Alsace-Lorraine et il affirme : « Il n'y a pas de question d'Alsace-lorraine parce que nous avons peur de l'Allemagne, de la force allemande. » (4). Mais surtout il refuse l'idée que l'on mette ce qu'il nomme : « un pacifisme intégral » (5) sous l'égide de la Déclaration des Droits de l'homme, puisque : « la déclaration des Droits de l'homme a justement été faite, elle a été justement introduite dans le monde pour expliquer que le droit passait avant tout et, par conséquent notamment avant la paix. » (6). Il veut consacrer un principe sacré républicain à partir de l'Alsace-Lorraine :

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 931 : « J'ai horreur de l'éloquence toujours, et de la métaphore. Quand je dis qu'il y a un parti allemand et que Jaurès est un pangermaniste, ce n'est point une invective. Tout ce que j'essaie de faire c'est d'ébaucher une carte des partis intellectuels et des partis politiques. Tout ce que je veux, tout ce que je me propose de faire, c'est de la géographie et de la topographie intellectuelle et politique. Et je ne parle vraiment de cette question d'Alsace-Lorraine qu'à mon corps défendant. » .

2. Op. cit., p. 932.

3. Op. cit., p. 934.

4. Ibid.

5. Ibid.

6. Op. cit., p. 934-935

« La République est une et indivisible » (1).

Le pacifisme de Francis Dehaut de Pressensé qui ignore l'Alsace-Lorraine n'aurait été, que « faiblesse coupable », face à l'Empire allemand : « La République du pacifisme, c'est la République démembrée. C'est la République plurielle et divisée. » (2).

Péguy qui a le sens de la formule, va dans *L'Argent Suite*, associer le trio Jaurès, Hervé et Pressensé dans une comparaison caractérisée par la dureté et les affirmations péremptoires :

« On pourrait résumer ce trio dans les formes suivantes : Jaurès est un malhonnête homme. Hervé est un honnête homme, (et tout ce qu'on voudra, un fanatique, un frénétique, un fou, mais un honnête homme), qui a fait souvent des sottises, qui peut-être capable de commettre des crimes, mais que je crois incapable d'une malhonnêteté. Pressensé est un honnête homme qui fait constamment des malhonnêtetés. » (3).

Le parti intellectuel est aussi rangé parmi les « ennemis de l'intérieur ». Ses membres sont Herr, Jaurès, Pressensé, Hervé, Seignobos, Lavis, tous les seigneurs de « défense républicaine », tous les intellectuels officiels. Ils sont accusés d'avoir corrompu, dévoyé, abîmé, détruit la France qu'ils gouvernent et qu'ils épuisent. Leur parti conduirait la nation française aux abîmes. La renaissance française doit se faire contre eux : une politique de salut public exige que soient d'abord punis les heureux profiteurs de la paix et sacrifiés les coupables. Le solitaire Péguy s'attaque en ces temps troublés aux mêmes adversaires que Barrès, Maurras, ses ennemis quinze ans plus tôt dans l'affaire Dreyfus. En 1910, il écrit dans *Notre jeunesse* : « le plus dangereux ennemi de la République, (..) est proprement la domination du parti intellectuel. » (4). Il accuse ce parti du pire des crimes, la trahison de la France au profit de l'Allemagne : « Qu'ils trahissent la France, tout le monde le sait, et c'est entendu, et ils s'en vantent presque. » (5).

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 935.

2. Ibid.

3. Op. cit., p.932

4. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 23.

5. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 948.

Il va prendre l'exemple de la loi sur l'allongement de la durée du service militaire à trois ans et dénoncer l'opposition de Lavisse, en soulignant que la :

« Sorbonne sortait, comme d'habitude, le premier et le plus dangereux mouvement dirigé non pas seulement contre la présidence de M.Poincaré mais contre le service de trois ans, et ainsi, comme d'habitude, contre la France, et aussi, comme d'habitude contre la République. » (1).

Il est révolté que les professeurs de la Sorbonne et de l'Ecole Normale Supérieure agissent avec le prestige de leur corps, pour s'opposer à cette loi des trois ans et il en conclue que paradoxalement : « ce sont des anarchistes d'Etat » (2).

Face à ces « ennemis de l'intérieur », il veut utiliser des méthodes révolutionnaires. En 1901, dans *Casse-cou*, il décrit ce qu'il entend par méthode révolutionnaire : « La méthode révolutionnaire consiste à changer la vie. » (3). Ces méthodes révolutionnaires se sont surtout celles de la Révolution française, de la Commune de Paris et de la République mystique. En 1905, lorsque Guillaume II menaçait la France, Péguy allait comparer l'Empereur Guillaume II au Duc de Brunswick qui avait menacé, en 1792, de la même manière la France révolutionnaire (4). Il croit aux vertus de la nation en armes, cultive le souvenir de Valmy, se pose en héritier de la

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 890-891.

2. Op. cit., p. 894 : « Ils procédèrent avec un ensemble, ils firent une manifestation, ils y mirent tout un appareil qui disait : Attention, nous sommes un corps et nous agissons en corps. Nous sommes le gardien des intérêts intellectuels et le conservatoire de la pensée française. C'est à ce titre et avec cette solennité que nous entrons tous en jeu, que nous nous engageons en corps contre la loi des trois ans. Ainsi ils retournent contre l'Etat, contre la République, contre la France, l'autorité même et le temporel qu'ils tiennent de la République, de la France (...) ce sont des anarchistes d'Etat. Ils patronnent, ils intronisent, ils introduisent, ils créent l'anarchie, mais pour cela ils mettent des drôles d'habillements d'Etat, des toges, des toques, des simarres, des déguisements, des mascarades, et sur l'épaule des machins en poils de lapin que je ne sais même pas le nom. ».

3. Charles PEGUY, *Casse-cou*, 2 mars 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 693 : « La méthode bourgeoise consiste à s'imaginer que l'on porte remède aux maux utilement sans toucher aux causes réelles des maux. La méthode révolutionnaire consiste ici à constater que l'on ne porte remède aux maux utilement qu'en s'attaquant aux causes réelles des maux. Souvent il advient que c'est la méthode bourgeoise qui fait du tapage et la méthode révolutionnaire qui est la silencieuse. La méthode bourgeoise consiste à farder grossièrement les aspects de la vie. La méthode révolutionnaire consiste à changer la vie. ».

4. Charles PEGUY, *Pour la rentrée*, 1^{er} octobre 1905, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 4.

Révolution. En 1910 dans *Victor Marie, comte Hugo*, il cite la République de l'historien Edgar Quinet et son esprit de résistance, face à la menace prussienne :

« Et nous sommes bien en effet, en tant de sens, les élèves du vieux Quinet, des jeunes Quinet renaissants ; si je puis dire, renés, comme lui, comme ces vieux républicains des républicains nationalistes, (ces mots, ce mot ne jouant ici aucunement dans le sens politique, naturellement, dans et sur le plan politique, dans le langage politique), enfin des républicains patriotes, foncièrement, profondément, essentiellement, je dirais substantiellement français. » (1).

Cette référence à Quinet veut démontrer que le nationalisme patriotique monte de la Révolution française, pour s'opposer au nationalisme allemand. Dans un même mouvement, il se réclame aussi de la résistance de la Commune de Paris :

« Je suis pour la Commune de Paris, pour l'une et l'autre Commune, contre la paix, je suis pour la Commune contre la capitulation, je suis pour la politique de Proudhon et pour la politique de Blanqui contre l'affreux petit Thiers. » (2).

Néanmoins, le présent commande la lecture du passé et il n'en fait pas grand mystère. Trente ou quarante mille communards ont été massacrés par les pacifistes, par les humanitaires. La traduction ne pose pas d'énormes difficultés. Ceux qui croient en la paix aujourd'hui précipitent l'écrasement de la France par l'Allemagne. Ils sont les dignes descendants de Thiers et de Mac Mahon. En avril 1913, toujours en se référant à l'esprit de la Révolution française, il écrit dans *L'Argent suite*, cette phrase qui va lui être fréquemment reproché pour son extrême dureté à l'encontre de Jaurès :

« Je suis un bon républicain. Je suis un vieux révolutionnaire. En temps de guerre il n'y a plus qu'une politique, et c'est la politique de la Convention Nationale. Mais il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention Nationale, c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix. » (3).

1. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, Paris, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 182.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 925.

3. Op. cit., p. 924.

II) Un traitement provisoire du « déréel » et une consolidation de la nation par une République provisoirement autoritaire

Péguy a un grand dessein pour la France. Il s'estime investi d'une mission, transformer la situation intérieure de la France. En 1909 dans *A nos amis, nos abonnés*, il dresse un véritable réquisitoire contre la société française, qui aurait vécu dans un total « déréel ». Elle se serait enfermée dans une succession d'abstractions formelles, qui la couperait de sa tradition et d'une prise de conscience des dangers de la réalité. Il condamne toujours dans *A nos amis, à nos abonnés*, les pratiques d'un pouvoir qui aurait été déjà dans les mains de l'« ennemi » :

« Aujourd'hui, dans la décroissance, dans la déchéance des mœurs politiques et privées, nous sommes littéralement des assiégés. Nous sommes dans une place en état de siège et plus que de blocus et tout le plat pays est abandonné, toute la plaine est aux mains de l'ennemi. » (1).

Il ne s'agirait pas que d'un désordre croissant, apparent et inquiétant qui recouvre un ordre à venir, mais un réel désordre d'impuissance et de stérilité, en somme : « Une débâcle. C'est peut-être cette situation de désarroi et de détresse qui nous crée, plus impérieusement que jamais, le devoir de ne pas capituler. Il ne faut jamais capituler. » (2). Il est frappé par une grande déception, qui touche non pas les principes, mais la pratique, le fonctionnement même de la République. L'image de la France du moment n'aurait été nullement idyllique et radieuse. Il a mille griefs contre elle. Elle est le pays où la politique a contaminé et miné la mystique républicaine, révolutionnaire et socialiste qui est la raison d'être de Péguy et qu'il s'approprie souverainement : « La République qui était l'objet d'une mystique et qui était un système de gouvernement ancien régime fondé sur l'honneur, et sur un certain honneur propre, et un gouvernement ancienne France » (3). Quand il s'interroge sur qu'est devenue la République ? il répond : « La matière

1. Charles PEGUY, *A nos amis, à nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1273.

2. Ibid.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 944.

d'une politique, moderne, et généralement d'une basse politique et un système de gouvernement fondé sur la satisfaction des plus bas appétits, sur le contentement des intérêts les plus bas. »⁽¹⁾. Il pense même que le « couple Herr-Lavisse » a « inoculé...au gouvernement les vices du désordre. »⁽²⁾. Le personnel politique et plus particulièrement les radicaux seraient malades de leur opportunisme, mais aussi « bornés et intolérants », comme l'auraient prouvé les lois sur les congrégations. Péguy s'oppose d'ailleurs fermement à ce qu'il appelle le césarisme des radicaux : « La domination radicale et radicale-socialiste est proprement un césarisme, nommément un multicésarisme de comités électoraux. »⁽³⁾. La République par l'adoption du laïcisme comme doctrine officielle de l'Etat, trahirait l'idéal de la liberté de conscience inscrit en toutes lettres dans la loi de séparation, et instaurerait à la fois une tyrannie politique et intellectuelle. Il accuse le bloc et le parti intellectuel d'utiliser la force gouvernementale pour assurer une domination temporelle, spirituelle et intellectuelle, qu'il juge : « redoutablement contraires aux principes, et aux principes de la République, redoutablement contraires au principe de la Révolution... »⁽⁴⁾.

Il ne voit d'ailleurs dans la République des hommes du bloc que de l'anarchie :

« Ils ont infecté l'Etat, le gouvernement de l'Etat, le gouvernement fonctionnaire, le gouvernement universitaire et une sorte de gouvernement spirituel et de gouvernement temporel des esprits d'une sorte de virus d'anarchie et de goût d'un certain désordre, d'un désordre particulier qui peut être à sa place dans un monde révolutionnaire, mais qui n'est pas à sa place ni dans l'administration ni dans le gouvernement d'Etat. »⁽⁵⁾.

Il déteste cette société où l'argent règne en maître. A la différence de Barrès et de Maurras, Péguy se déchaîne plutôt contre un état d'esprit, une lâcheté, un « abandonnement » face à la séduction qu'il exerce, que contre des cas de corruptions concrets. L'esprit de démission aurait atteint un tel

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 944.

2. Op. cit., p. 943.

3. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 27.

4. Charles PEGUY, *Cahiers VIII*, 11, 3 février 1907, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 647.

5. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 944.

degré que les juifs, nous dit Péguy, à l'exception de quelques-uns, n'ont même pas pris fait et cause pour Dreyfus. Dans *L'Argent suite*, il est révolté d'observer qu'aux élections législatives « un juif extrêmement riche et naturellement radical » fasse campagne à Montargis contre le dreyfusiste Vazeille, « seul député qui ait marché droit d'un bout à l'autre de l'affaire Dreyfus » et que les radicaux surnommèrent avec mépris et ironie « ce curé de Vazeille » (1).

Bien sombre est ce bilan dressé, bilan qui est en même temps un constat d'échec, un dossier accablant pour tous ceux qui auraient réduit la France à cet état de « délitement » et de « délabrement » : « Et cette France est là, affaiblie par le sang perdu, ralentie par le regret de fautes téméraires, désarmée par la destruction de l'ordre où elle a grandi. Elle s'est affaissée. » (2).

Si Péguy réagit contre ceux qu'il appelle les « fossoyeurs », c'est au nom d'une certitude : il est convaincu que le peuple français porte en lui les ressources nécessaires pour surmonter cette crise ; la race est assez féconde pour produire de nouvelles moissons après une période de stérilité : « Elle porte la charge sacrée, elle reste la plus dévouée, la plus inventive, et si quelque nation doit hériter d'elle, le moins que l'on puisse dire, c'est que cette nation-là se fait beaucoup attendre. » (3). Il veut provoquer le crépuscule d'une époque, celle de la République de la forme, de la « combine ». Il rêve d'une nouvelle République, pour répondre aux enjeux de la force nécessaire et de la cohésion. Pendant l'hiver 1911-1912, sous l'impulsion de la crise d'Agadir Péguy va adopter le discours de l'autorité et la tradition. Dès le début de l'année 1912, son ton va changer. Sa volonté d'en découdre devient explicite dans ses correspondances. Le 3 janvier 1912, il écrit à Claude-Casimir Périer : « Mon cher Claude, j'ai passé une nuit fort agréable. J'ai rêvé

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 909.

2. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, juillet 1914, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 1350.

3. Ibid.

toute la nuit qu'on mobilisait... Les personnes bien informées parlent très sérieusement de la guerre pour ce printemps. » (1). Deux jours après, il écrit une lettre à son ami Maurice Reclus : « La gloire, mon cher Maurice ? La gloire serait d'entrer dans Weimar à la tête d'une bonne section d'infanterie. » (2). Après cette crise d'Agadir, il se rallie aux conceptions de la droite républicaine de Raymond Poincaré. Le 17 janvier 1913, Raymond Poincaré républicain de droite est élu à la Présidence de la République. Péguy le soutient avec une particulière ardeur dans *L'Argent suite*, pour la loi sur l'allongement du service militaire à trois ans, qui est votée le 7 août 1913. Ces deux faits provoqués par la menace allemande, renforcent le nationalisme républicain. Car ce nationalisme veut affermir le régime en introduisant des institutions, toujours républicaines, mais plus autoritaires et amener ces modifications, soit par un renforcement de l'exécutif, soit par une profonde réforme électorale. Maurras est gêné, et un peu à la manière d'un écolier qui accuse son voisin de table de l'avoir copié, il ne sut parler dans *Kiel et Tanger* que de « l'extrême application » des poincaristes « à nous refléter » (3), mais encore : « c'était notre programme presque au complet (...) il n'y manquait que le roi » (4). Mais néanmoins rien n'y fit aux yeux de Maurras, ce régime n'était pas bon, puisqu'il était resté républicain :

« On nous a écouté, mais malheureusement, d'une façon trop partielle, sur les points trop secondaires de la question : on n'a pas consenti à renverser la République, dès lors le désordre a dû persister dans la mesure où il était républicain. Ce n'est pas peu de chose. » (5).

A partir de 1912, la position de Péguy ne se distingue plus de celle d'un nationaliste poincariste qui se rattache à la droite du républicanisme. Il se déclare dans un entretien avec Lotte du 28 septembre 1912, partisan d'une République autoritaire. Il le fait précisément, en attaquant

-
1. Charles PEGUY, Lettre à Claude Casimir Périer, 3 janvier 1912, *Feuillets de l'Amitié Charles Péguy* n° 79, p. 21.
 2. Charles PEGUY, Lettre à Maurice Reclus, 5 janvier 1912, *Le Péguy que j'ai connu*, Paris, Hachette, 1951, p.115.
 3. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1913, p. LXIII.
 4. Op. cit., p. LXIV.
 5. Op. cit., p. XLVII.

Charles Maurras. « Au lieu de faire du désordre », dit-il, les maurrassiens :

« devraient...auraient dû soutenir, fortifier tout ce qui dans la République, est permanent et, par-là, continue l'ancien régime, à savoir les ministères de défense (la Guerre, la Marine, les Affaires étrangères), la Présidence de la République qui est une sorte de Royauté. Mais non, ils font du désordre. Ce qu'il y a de très curieux, c'est que les types qu'ils attaquent et qu'ils salissent le plus, c'est justement des types d'ancien régime. » (1).

Cette nouvelle république de la renaissance nationale se caractérise par l'ardeur, l'exubérance, l'innocence : « Nous assistons indéniablement en ce temps-ci à une profonde et violente renaissance française, à une profonde restauration, dans les très beau sens de ce mot si imprudemment discrédité, à une profonde et violente révolte et réintégration de la race. » (2). Elle ne peut plus avoir à sa tête les anciens chefs, Péguy réclame du changement dans *L'Argent suite* : « Va-t-on continuer d'imposer les mêmes vieilliss, les mêmes fatigués, le même vieux personnel qui avait créé cette situation de lassitude et de décrépitude, et de désarmement et de dénégation. »

(3). Mais surtout, il pense qu'il faudrait renouveler d'urgence les chefs qui veulent capituler, car :

« C'est aller au-devant de la défaite, c'est vouloir délibérément la défaite et la capitulation que de mettre et de laisser aux plus hauts postes de commandement, aux plus hautes situations de gouvernement des hommes qui ont dans la moelle même le goût et l'instinct et l'habitude invétérée de la défaite et de la capitulation. » (4).

L'énergie de la Convention nationale doit inspirer et renforcer cette République nouvelle, car :

« C'est la Convention nationale qui est en temps de guerre le régime de douceur et de tendresse. Et c'est l'Assemblée de Bordeaux et le gouvernement de Versailles qui est la brutalité de la brute et l'horreur et la cruauté. » (5).

En 1913, il raisonne de plus en plus comme si la guerre était déjà déclarée, en acceptant la situation d'omnipotence de l'Etat, car : « En temps de guerre il n'y a plus que l'Etat.

1. Charles PEGUY, *Lettres et Entretiens*, Paris, Editions de Paris, 1954, p. 146.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 964.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Op. cit., p. 926.

Et c'est vive la Nation. » (1). Mais il déclare aussi : « En temps de guerre celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti. » (2), et que par contre : « celui qui se rend est mon ennemi, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti. Et je le hais d'autant plus, et je le méprise d'autant plus que par les jeux des partis politiques il prétendrait s'apparenter à moi. » (3).

Sa conclusion est qu' : « en temps de guerre, en République, il n'y a plus que la politique de la Convention Nationale. » (4). Tout doit être subordonné à l'intérêt national. D'ailleurs, après la lecture de *L'Argent suite*, deux de ses amis s'interrogent sur l'évolution et la radicalité du nationalisme de Péguy. Jules Riby écrit à Joseph Lotte, qu'en effet : « de très nombreux passages de ce *Cahier* sont absolument pénétrés de la pensée de Maurras. Péguy a beau se débattre comme un beau diable et protester, c'est ainsi. » (5).

§ 2 : La préparation d'une « inévitable et symbolique » guerre franco-allemande

Le conflit qui semble inévitable dans la logique péguyste n'est pas banal, il posséderait une nature spirituelle, presque sacrée.

I) La légitimité d'une guerre au « service du droit et de la liberté »

Le thème de l'affront et l'outrage de la défaite de 1870 devient récurrent dès 1905 : « Du plus haut que je remonte, c'est bien l'impression d'outrage qui est l'impression dominante. » (6). Il

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 926.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Op. cit., p. 925.

5. Jules RIBY, *Lettre à Joseph Lotte*, Feuillet de l'Amitié Charles Péguy, N° 108, Juillet 1964, p.34.

6. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, OPC t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.142.

affirme que cette opinion est largement partagée par le peuple de France : « Le Français le plus pauvre avait l'impression nette et matérielle qu'en lui l'Allemand avait outragé une éternelle majesté. » (1). En 1913, il décrit dans *L'Argent suite*, la difficulté depuis 1905 d'être sous la menace allemande. Nous avons la tension d'une crise grave et en plus nous avons la durée, cette situation intolérable prend la dimension d'une période : « Nous sommes suspendus et l'on n'en voit pas la fin (...). C'est un impôt d'une fois que nous payons toujours. Ou si l'on veut encore nous avons de la tension mais nous l'avons en extension et nous l'avons en étendue. » (2). Ce régime doit finir, car il engendre les charges de la guerre sans sa « grandeur », et il n'accorde pas le repos de la paix : « On nous demande les vertus de la tension et cumulativement les vertus de la détente. » (3). Ce système absurde, qui absorbe aussi une partie significative de la richesse nationale, Péguy le dénonce dans *L'Argent suite* :

« Il est permis de dire que depuis la création du monde on n'avait jamais vu un peuple tenir huit ou neuf cent mille hommes sous les armes en temps de paix. Et autant dire un million. Et on n'avait sans doute jamais vu un peuple, au sens moderne de ce mot, s'imposer en temps de paix une contribution de guerre de plus de un milliard. » (4).

Pendant une décennie, face à cette « guerre dans la paix », face à cette menace permanente :

« d'une invasion militaire par un peuple de servitude » (5), que restait-il donc à faire à Péguy ? Il va répondre : à attendre. Car, s'il ne dépend pas de la France que la guerre se déclenche, il faut être prêt, car : « il dépend de nous d'y faire face. » (6). En décembre 1905 dans *Louis de*

Gonzague, il va développer sa conception sur sa « préparation » en tant que simple réserviste : «

Nous ne sommes point du gouvernement, nous sommes des petites gens de l'armée » (7).

1. Charles PEGUY, Par ce demi-clair matin, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.142.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 991.

3. Op. cit., p. 994.

4. Op. cit., p. 994-995.

5. Charles PEGUY, *Louis de Gonzague*, 31 décembre 1905, OCP, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 384.

6. Op. cit., p. 383.

7. Ibid.

Il affirme qu'il ne faut pas changer ses habitudes et qu'il faut continuer à vivre :

« Quand nous avons bien regardé notre feuille de route ou notre lettre de service et que nous nous sommes procurés quelques paires de chaussettes de laine, quelques bonnes paires de bonnes chaussettes de grosse laine neuves, pour ne point laisser nos pieds en morceaux au hasard des étapes, quand nous nous sommes entretenus en bon état d'entraînement et de santé, quand nous sommes restés de bons marcheurs, bons coureurs, bons vivants, nous avons fait tout ce que nous avons à faire. Nous n'avons ni à rompre ni à altérer nos métiers, ni à rompre ni à altérer nos vies ordinaires. » (1).

Hors des époques de crise où il prend le glaive, Péguy a essentiellement une pensée de la patience, un art de souffrir et d'endurer, de tenir la durée et de persévérer. Là encore, il faut résister, non plus dans un coup d'éclat et de rupture, mais dans une résolution laborieuse, pénible, incessamment perdue et reprise. Péguy s'inquiète, car même s'il loue souvent les Français, il nous apprend que le Français est présomptueux dans *Par ce demi-clair matin*, ce moment de 1905 où Péguy ne douta plus, à supposer que le doute l'ait jamais effleuré, comme « nul homme voyant, regardant », que l'Allemagne ne renoncerait pas à la guerre. Les Français auraient triché avec l'histoire pour leur plus grande gloire. Les Français dans leur mémoire nationale, auraient un système de comptabilité ingénieux portant à leur actif leurs victoires militaires et ne portant point à leur passif leurs défaites : « ainsi établi, un compte courant s'enrichit vite. » (2).

Sceptique et inquiet en imaginant, en rêvant à une confrontation franco-allemande, Péguy s'interroge néanmoins, sur la qualité des Français en tant que « peuple militaire » :

« Ainsi on n'a rien dit contre la valeur militaire du peuple français quand on a dit que ce peuple était d'un orgueil militaire haïssable, d'une vanité militaire méprisable, d'une fatuité militaire odieuse ; même alors la question reste entière de savoir si ce peuple avait ou n'avait pas une valeur militaire comme un poète à du génie. » (3).

1. Charles PEGUY, *Louis de Gonzague*, 31 décembre 1905, OPC, t.2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 383.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 129 : « ainsi établi, ainsi décompté depuis des siècles, ne se fut-il pas trouvé sortir un avoir opulent solidement assis ; en 1870, au moment de commencer la guerre, on sait assez que l'assurance était le sentiment dominant des Français (...) Des siècles de vie nationale, intense, de gloires militaires, de traditions avaient peu à peu constitué cette assurance ; les gloires militaires de l'ancienne France, du Moyen Age, de la monarchie, l'avaient instituée ; les gloires militaires de la Révolution et de l'Empire l'avaient confirmée ; elle ne fut jamais mieux établie que sous le second Empire. ».

3. Op. cit., p. 132.

Le serait-il, que cela ne prouverait nullement que la France a la première armée du monde, car Péguy ne doute pas que celle-ci est allemande. Mais à la décharge du peuple français, il écrit en 1905, que : « la plupart de nos défaites militaires ne seraient point à compter à notre passif de peuple, à notre passif de race. » (1), et qu'il faut presque toutes les imputer à : « des impérities étrangères ou supérieures, à des administrations militaires, à des gouvernements militaires, à des commandements militaires qui allaient justement contre nos qualités de peuple et de race. » (2). En 1909, une crise de découragement infléchit ses positions dans un sens encore plus pessimiste. Il rappelle qu'une défaite militaire dure aussi longtemps qu'elle n'est pas réparée. Il associe ce qu'il appelle la défaite de sa génération avec la déchéance de l'affaire Dreyfus. Ces retours sur un passé personnel amplifie sans doute son amertume nationale. La France demeure bien la nation guide, mais elle reste aussi la vaincue de 1870 et pour que sa mission s'accomplisse, il lui faudra la guerre et la victoire. Aussi considère-t-il les Français de sa génération comme des vaincus :

« Nous sommes des vaincus avant que de naître. Nous sommes nés, peu de temps après la défaite, après l'invasion, dans un peuple militairement vaincu. Nous sommes héréditairement et solidairement les vaincus d'une guerre désastreuse. » (3).

En 1910 dans *Notre jeunesse*, il ne condamne plus la guerre. Il va même tenter de la définir :

« Une grande histoire, je dis une grande histoire militaire comme ces guerres de la révolution et de l'Empire ne s'explique aucunement que par ceci : un saisissement de besoin, un très profond besoin de gloire, de guerre, d'histoire qui à un moment saisi tout un peuple, toute une race, et lui fait faire une explosion, une éruption. Un mystérieux besoin d'une inscription. Historique. Un mystérieux besoin d'une sorte de fécondité historique. Un mystérieux besoin d'inscrire une grande histoire dans l'histoire éternelle. » (4).

Mais il faut attendre l'année 1913 et *L'Argent suite*, pour disposer de la pensée nationaliste la plus élaborée de Péguy. Dans cet ouvrage, il pressent la guerre et il semble même la désirer avec

1. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 133.

2. Ibid.

3. Charles PEGUY, *A nos amis, à nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1302.

4. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 147.

une profonde jubilation. En parlant de la guerre des Balkans, il affirme qu'il y a des guerres qui semblent être si naturelles qu'elles sortent des entrailles des peuples : « Si cette guerre des Balkans a montré quelque chose, c'est qu'il y avait aussi des races, et qu'il y avait des guerres qui sortaient des entrailles mêmes des peuples. » (1). Vivant de plus en plus dans l'obsession de 1870, il en arrive à accuser les responsables politiques de la génération de 1870 de capitulation honteuse, proche de la trahison face à l'Allemagne, puisque :

« Ce n'était pas seulement le droit, et le devoir, de continuer la guerre ; et une nécessité de pacte plus forte que tout. Nous savons aujourd'hui, nous savons très bien, et les historiens même, les derniers informés, avouent que les Prussiens étaient épuisés et que c'était la victoire. » (2).

Il se réjouit en envisageant la guerre : mais une guerre révolutionnaire qui emporterait d'un seul élan le peuple de France et qui aurait éliminé les « pleutres, les traîtres et les incapables ». Il est convaincu qu'une nation existe selon sa force militaire et par la grâce de ses hommes de guerre : « Le soldat mesure la quantité de terre où une âme peut respirer. Le soldat mesure la quantité de terre où un peuple ne meurt pas. » (3). Dans l'histoire, il fait remonter le rôle du soldat à Rome. Il aurait non seulement mesuré la quantité de terre, mais il aurait mesuré la terre pour les deux grands héritages de l'homme : « Pour la philosophie et pour la foi ; pour la sagesse et pour la foi ; pour le monde antique et pour le monde chrétien ; pour Platon et pour les prophètes ; pour la pensée et pour la foi ; pour l'idée de Dieu. » (4). Le texte de *L'Argent suite* se poursuit sur un rythme répétitif, par un appel au souvenir de toutes les grandes résistances nationales, de Jeanne d'Arc aux hommes de la Convention. Il pense que la question de l'Alsace-Lorraine donne du sens et un droit à la France, dans la future guerre avec l'Allemagne qu'il attend avec une particulière

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 941.

2. Op. cit., p. 923.

3. Op. cit., p. 902.

4. Ibid.

impatience. Mais il a honte de parler de ces « malheureux Alsaciens et Lorrains », car : « puisqu'on a eu le courage de les livrer, et puisqu'on n'a pas eu le courage de les libérer, il vaut mieux se taire. » (1). Il vit la question de l'Alsace-Lorraine comme une continuation de l'affaire Dreyfus. Dans la polémique qu'il développe contre Pressensé, il montre que celui-ci et la Ligue des Droits de l'homme, émanation du dreyfusisme, en adhérant au système paix ont violé leurs propres principes et ont changé de camp :

« Ce que je veux dire c'est qu'il serait monstrueux, s'il n'était surtout souverainement ridicule, tant c'est contradictoire, que ce soit justement une Ligue des Droits de l'Homme qui déclare qu'il n'y a pas une question de l'Alsace-Lorraine. » (2).

Il refuse qu'elle puisse parler des peuples opprimés sans parler des Alsaciens-lorrains, et il écrit : « Ou bien que l'on ne nous parle pas des Alsaciens-Lorrains, (c'est le système de M. Francis de Pressensé), mais alors que l'on nous parle pas non plus des autres peuples. Et que même en théorie on ne nous parle pas des peuples opprimés. » (3). Car il n'y a pas de différence entre les oppressions, et celle de l'Alsace-Lorraine en est manifestement une :

« Au sens où on dit que la Finlande, au sens où l'on dit que la Pologne est opprimée, il est rigoureusement vrai de dire qu'en ce même sens l'Alsace-lorraine est opprimée. Alors comment se fait-il qu'on nous parle toujours des autres et qu'on ne nous parle jamais de ceux qui demeurent nos frères. » (4).

Péguy va en conclure que Pressensé est pour la liberté des peuples, à condition que leur libération n'entraîne pas de risque de guerre avec l'Allemagne (5). Il va se déchaîner contre Pressensé, l'insulter, le traiter de stupide et d'imbécile, quand celui-ci déclare : « Si les Alsaciens-Lorrains (..) veulent leur autonomie, ils n'ont qu'à se la procurer eux-mêmes. » (6). Cette phrase serait

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 930.

2. Op. cit., p. 921.

3. Op. cit., p. 931.

4. Op. cit., p. 932.

5. Op. cit., p. 933.

6. Op. cit., p. 938.

au cœur de la pire des lâchetés, elle serait une négation de l'objet même de la Ligue (1).

Péguy n'accepte pas ce qu'il appelle la Pax Germanica et il n'accepte pas que la Ligue affirme qu'elle soit dure, mais que c'est tout de même une paix, car : « à ce compte la paix russe aussi est une paix ; et la paix turque était une paix ; et la paix belge en Afrique et la paix portugaise. » (2).

L'objet même de la Ligue était la défense des Droits de l'homme, alors il veut revenir à celui-ci car : « La ligue des droits de l'homme n'est pas chargée de nous enseigner la pax germanica. Ni la pax teutonica. Elle est chargée de nous enseigner la pax jurídica. » (3).

II) La nature spirituelle d'une guerre franco-allemande

De 1905 jusqu'à la publication de *L'Argent suite*, Péguy, par amour de la patrie veut donner une image « attractive » de la future guerre franco-allemande. Elle sera une guerre d'idées et d'idéaux. S'il se réfère parfois aux guerres antiques, ses modèles sont surtout ceux du Moyen Âge, notamment les « guerres saintes » des croisés :

« Ils priaient mieux que nous, et ensuite, et si je puis dire en exécution de leur prière, et presque déjà en couronnement de leur prière ils se battaient, eux-mêmes, tant qu'ils pouvaient, de tout leur corps, et eux-mêmes de tout leur temporel. » (4).

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 938 : « Si c'est une plaisanterie, et si c'est une facétie, je dois vous dire que je ne connais rien de plus monstrueux et de plus odieux que cette dérision. Et rien de plus stupide. Et rien de plus imbécile. Et rien d'aussi sournoisement et d'aussi sauvagement cruel. Et rien d'aussi bourgeois, d'une cruauté aussi intellectuelle, aussi bourgeoise. Et d'une aussi amère dérision de bourreau. Ou plutôt de la seule dérision qui soit plus cruelle encore que la dérision du bourreau : de la dérision du spectateur. Est-ce qu'on nous a dit que la Finlande fasse elle-même, et l'Arménie elle-même, et la Pologne elle-même. Est-ce qu'on nous demande que les nègres opprimés fassent eux-mêmes. ».

2. Op. cit., p. 937.

3. Op. cit., p. 938.

4. Op. cit., p. 928 : « Les croisés, entre tous autres Saint Louis, qui faisaient une guerre sainte, qui se battaient littéralement pour le corps de Dieu, pour le temporel de Dieu, puisqu'ils se battaient pour le recouvrement du tombeau de Jésus-Christ, ne s'y fiaient pourtant pas. Ils ne priaient pas comme des oies, qui attendent la pâtée. Ils priaient mieux que nous, et ensuite, et si je puis dire en exécution de leur prière, et presque déjà en couronnement de leur prière ils se battaient, eux-mêmes, tant qu'ils pouvaient, de tout leur corps, et eux-mêmes de tout leur temporel. Car dans le temporel et pour la conquête du temporel il faut aussi engager le temporel. *Aide-toi, le ciel t'aidera*, ce n'est pas seulement un proverbe, de chez nous, et une fable de La Fontaine, c'est une théologie, et l'ordre de marche, et la forme même du commandement. Et la seule théologie qui soit orthodoxe. Les autres seraient hérétiques. ».

Son héroïne favorite, sa référence « sublime » pour la future guerre franco-allemande est bien évidemment Jeanne d'Arc : « C'est dire que plus une bataille militaire est belle, militairement belle, plus elle est apparentée aux batailles de Jeanne d'Arc. » (1). La lutte péguyste contre la barbarie est une lutte éternelle, à laquelle la France aurait toujours participé dans son histoire. Il y aurait ainsi une totale continuité historique, puisque : « celui qui défend la France est toujours celui qui défend le royaume de France. » (2), et que l'héroïsme des Français patriotes, qui en ne rendant pas une place sont toujours les « petits cousins de Jeanne d'Arc », alors que ceux qui refusent de se battre ou qui rendent une place sans la défendre jusqu'au sacrifice suprême, ne sont que des « salauds » (3). Ses références vont aussi à l'enthousiasme des guerres révolutionnaires. En 1905 dans *Les Suppliants parallèles*, il semble déjà vouloir démontrer que l'histoire ne cesse pas de bégayer géographiquement, puisque :

« Toute la liberté du monde se jouera aux rives de Meuse, aux défilés d'Argonne, ainsi qu'aux temps héroïques, à moins que ce ne soit aux rives de Sambre, ainsi qu'au temps d'une révolution réelle et veuillent les événements que ce soit Valmy ou Jemmapes, ou à quelque coin de la forêt de Soignes, et veuillent les événements, si ce doit être un Waterloo, que ce soit au moins un Waterloo retourné. » (4).

Dans cette France unie et sacrée, il fait de la victoire de Jeanne d'Arc sur les Anglais, le 18 juin 1429 à Patay, l'inspiratrice déjà de celles de Valmy et Jemmapes :

« Valmy et Jemmapes sont les droites filiales de Patay. Elles n'en sont pas seulement les filiales temporelles, ce qui est de toute évidence, elles en sont aussi les filiales et presque les filleules spirituelles. Elles sont de la même race, de la même famille spirituelle, du même ton, de la même procédure, du même élan, du même mouvement, de la même qualité spirituelle. » (5).

En décembre 1913, dans une puissante œuvre poétique *Eve*, la description anticipée de sa propre mort rappelle ce caractère de défense d'une cause juste et sacrée et d'une guerre antique, qu'il

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 929.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Charles PEGUY, *Les suppliants parallèles*, 17 décembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p.361-362.

5. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 929.

laisse entendre comme devant être les caractéristiques de la future guerre :

Heureux ceux qui sont morts, car ils sont retournés
Dans la première argile et la première terre.
Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre
Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés.
Heureux ceux qui sont morts car ils sont retournés
Dans la première terre et l'argile plastique.
Heureux ceux qui sont morts dans une guerre antique
Heureux les vases purs et les rois couronnés. (1).

Même si dans son œuvre il a un pressentiment qu'il va mourir jeune, jamais pourtant, il ne s'est abandonné pour lui-même à la peur ni à l'affolement. Il va même accepter de manière courageuse et sereine cette mort prématurée. Mais conditionné par son « germanisme », il n'a pas réellement voulu regarder la réalité en face et envisager publiquement la nature de ce conflit prochain. Il n'a pas voulu dénoncer le type de guerre qui allait éclater, puisqu'il attendait cette guerre comme une évidence, un principe sacré pour sauver la France de la disparition face à l'Empire allemand. En cela, il ne s'est donc pas trompé de guerre par aveuglement, mais il a plutôt voulu taire, omettre, laisser croire à une guerre antique. Car il connaissait avec précision la barbarie des derniers conflits. Il avait dénoncé le massacres des Arméniens, mais aussi la terrible guerre russo-japonaise. Il ne croyait surtout pas à la suprématie automatique d'aujourd'hui sur hier. Dès 1904, dans *Zangwill*, il confirme ce doute total qu'il avait sur le présent et cette idée personnelle, que tout bouge sans que rien ne change :

« De la réalité, nous avons reçu trop de rudes avertissements ; au moment où j'écris, l'humanité qui se croyait civilisée, au moins quelque peu, est jetée en proie à l'une des guerres les plus énormes et les plus écrasantes qu'elle ait jamais peut-être soutenues ; deux peuples se sont affrontés avec un fanatisme de rage dont il ne faut pas dire seulement qu'il est barbare, qu'il fait un retour à la barbarie, mais dont il faut avouer ceci, qu'il paraît prouver que l'humanité n'a rien gagné peut-être, depuis le commencement des cultures, si vraiment la même ancienne barbarie peut reparaître au moment qu'on s'y attend le moins, toute pareille, tout ancienne, toute la même, admirablement conservée, seule sincère peut-être, seule naturelle et spontanée sous les perfectionnements superficiels de ces cultures. » (2).

1. Charles PEGUY, *Eve*, 28 décembre 1913, Œuvres poétiques complètes, Paris, Gallimard, Pléiade, 1960, p. 1028-1029.

2. Charles PEGUY, *Zangwill*, 25 octobre 1904, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1447.

Péguy bien évidemment devait savoir que dans la réalité, il n'allait pas mourir dans une guerre antique, pas dans une guerre juste, et sûrement pas dans une épopée. Il figure parmi les victimes inaugurales de la plus folle hécatombe de l'histoire de l'humanité. Il n'aurait pu que détester cette Grande Guerre si éloignée de la tradition chevaleresque, qui au lieu de pouvoir rendre un culte à ses héros, va en être réduite à le rendre à un soldat inconnu. Il est mort dans une guerre où va dominer beaucoup plus les querelles d'intérêts que les querelles d'idées. Lui, qui n'a pas cessé de dénoncer la « brutalité de la modernité allemande », cette Grande Guerre va être le triomphe de toutes les modernités, de toutes les brutalités et de toutes les barbaries. Comme guerre de matériels, elle est l'apothéose, la caricature du modernisme. Elle allait changer implacablement les données, et la technique allait affirmer son dynamisme et sa suprématie. Elle fut une guerre du triomphe des matières, que Péguy haïssait comme modernes : le fer, l'acier et ses orages. Ce ne fut pas l'épopée, les croisades et les glorieuses conquêtes des soldats de l'An II, mais les tranchées, l'homme sans valeur, les rats, la boue et la mort par la trahison des gaz. Cette guerre en elle-même fut une mécanique industrielle moderne de la mort et de la destruction totale. Le développement des techniques se combinait avec le surplacé accablant de l'horreur. Avec cette guerre l'irréductible s'était réduit. Les résistances du réel et de l'idéal avaient été l'une après l'autre vaincues. De la modernité on était passé naturellement à la barbarie, à l'invasion brutale et sans égard de l'autre, par la force et la puissance du fer et du feu. En 1914, Péguy est allé rapidement à la mort comme on va à un sacrifice, à une délivrance, dominé par les forces de la certitude. Il ne voulait pas dans ce conflit si désiré, mais peut-être aussi secrètement détesté pour sa modernité, être petit : « en temps de guerre, il faut bien penser que ce sera sérieux. Et nous ne savons pas si nous serons heureux, mais nous savons que nous ne serons pas petits. » (1).

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 924.

Voulait-il encore vivre dans ce monde moderne, brutal, et d'un nouvel âge ? La seule certitude que nous ayons, c'est qu'il pensait que la patrie charnelle du « mal moderne », c'était l'Empire allemand. En conséquence, il aurait fallu accepter de se sacrifier pour la victoire de la France, pour écraser, puis enfin dissoudre définitivement l'Empire allemand. Le 1^{er} août 1914, c'est la mobilisation générale. Le 2 août, Charles Péguy fait une tournée d'adieux de ses amis parisiens avec qui il était brouillé, notamment Léon Blum, Charles Lucas de Pesloüan et Jean Variot. Mais surtout, il va dire adieu à son plus proche ami le philosophe Henri Bergson, qui va d'ailleurs le 11 août, lui adresser sur le front, une dernière lettre pour l'assurer que s'il venait à disparaître, il s'occuperait de son épouse et de ses enfants. Promesse qu'Henri Bergson tiendra avec fidélité en devenant à la mort de Péguy, le tuteur de ses quatre enfants. Le 4 août 1914, le jour des obsèques de Jean Jaurès, Péguy quitte Paris pour Coulommiers, puis le front de l'Est. Il laisse ces mots à son amie Geneviève Favre, fille d'un républicain de 1848 : « Grande amie je pars, soldat de la République, pour le désarmement et la dernière des guerres. » (1). Le soir du 4 septembre, il se recueille dans la chapelle de Montmélian, près de Saint-Wilz. Le 5 septembre 1914, au deuxième jour de la bataille de la Marne, à 5 heures et demi du soir, près de Villeroy, l'officier Péguy commande debout à la tête de son bataillon un assaut contre les Allemands. Il hurle : « Tirez, tirez, nom de Dieu ! ». Il tombe, tué d'une balle en plein front. C'est le prélude à la victoire de la Marne. Le 17 septembre 1914, la France apprend par l'article bouleversant de son ami Maurice Barrès à *L'Echo de Paris*, la mort de Charles Péguy.

1. Charles PEGUY, Cité par Félicien CHALLAYE in *Péguy socialiste*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, p. 310.

Titre II : Une même importance du « germanisme » comme déclencheur et régulateur incomplet du nationalisme « post-Sedan »

Si le germanisme a été le véritable déclencheur du nationalisme « post-Sedan », il n'est néanmoins pas arrivé à unifier la diversité des trois auteurs.

Chapitre premier : Le « germanisme » comme déclencheur d'un même stimulus et d'une même volonté

Ce déclencheur va s'exercer avec une double action, à la fois sur le stimulus, mais aussi sur la volonté.

Section 1 : Comme déclencheur d'un même stimulus

Un stimulus identique va non seulement donner de la dynamique politique à cette idéologie d'angoisse, mais il va en parallèle l'orienter mécaniquement vers sa thématique.

§ 1 : Déclencheur de l'acte moteur et du divorce inaugural

Le déclenchement de l'acte moteur du nationalisme « post-Sedan » est inséparable d'un commun rejet du présent français.

I) L'acte moteur du nationalisme

Dans l'histoire des idées politiques, le nationalisme « post-Sedan » par sa novation, marque en effet un tournant fondamental. Le terme nationalisme implique en outre une caractéristique étrangère à la tradition des droites : la primauté de l'intérêt national et surtout la subordination de l'individu à la collectivité. Le légitimiste était farouchement individualiste, l'orléanisme plus pragmatique, le partisan de l'ordre moral simplement cocardier.

En Allemagne, selon le professeur Jean Touchard, il y a une logique, une continuité, une unité dans l'évolution du nationalisme allemand :

« Les Discours à la nation allemande de Fichte annoncent le Système national d'économie politique de List, Treitschke écrit l'histoire que fait Bismarck ; les œuvres de doctrine appuient la politique des gouvernements ; le pangermanisme est l'aboutissement d'un siècle de nationalisme. » (1).

Alors qu'en France, le nationalisme « post-Sedan », nationalisme fermé, selon la formule du professeur Michel Winock, est nouveau, il ne peut pas être raccroché ou succéder naturellement et globalement à aucun autre nationalisme ou traditionalisme.

Néanmoins, la défaite de 1870-1871 et l'annexion ont aussi déclenché la conception d'autres auteurs, dont principalement celle du philosophe Ernest Renan, qu'il développa le 11 mars 1882, à la Sorbonne, sous le titre : « Qu'est ce qu'une nation ? ». Dans cette conception le rejet de la « théorie ethnique » au profit de sa « théorie élective », consistait principalement à affirmer qu'après l'annexion des deux provinces par l'Empire allemand, les Alsaciens et des Lorrains devaient avoir la liberté de choisir l'ensemble national dans lequel ils souhaitaient s'inscrire. Il voulait éteindre la conception de la nationalité comme produit d'un déterminisme, pour éclairer celle reposant sur l'effet d'une volonté. Car avec le pur déterminisme de la nationalité, il était alors « dramatiquement » évident, pour Renan, que les Alsaciens et Lorrains étaient des Allemands et qu'ils devraient donc rentrer et rester dans le giron de cet Empire.

Dans la lignée du nationalisme français, le nationalisme « post-Sedan » par sa thématique, l'amplitude et la puissance de l'opposition de ces auteurs, la subordination de l'individu à la collectivité, lui confère une véritable originalité et marque une rupture. Car le « germanisme » de ces trois auteurs, en tant que représentation psychologique va déclencher véritablement l'acte

1. Jean TOUCHARD, *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 2001, t. 2, p. 699.

moteur de leurs nationalismes, même si les dates d'apparition sont différentes. La forte réaction de Barrès au contraste négatif franco-allemand et notamment au pouvoir des opportunistes qui semblent, selon lui, s'« accommoder » de l'occupation de l'Alsace-Lorraine, l'a conduit en 1888, à rejoindre la protestation boulangiste. Dès 1889 et la publication de *L'Homme libre*, il est animé d'un mouvement complexe qui va de l'exaltation de son Moi, à la nationalisation de celui-ci à partir du sentiment d'appartenance à la Lorraine. Il va dès lors, ne pas cesser de s'angoisser sur la « dominance germanique ». Le 4 juillet 1892, il emploie pour la première fois le terme nationalisme avec le sens du nationalisme « post-Sedan », dans un article du *Figaro* « La querelle des nationalistes et des cosmopolites ». Dans ses œuvres, à partir de 1897, année de la publication des *Déracinés* premier roman de la trilogie de l'énergie nationale, sa théorisation du nationalisme va reposer pour l'essentiel, sur la manifestation de ses angoisses et la dénonciation exclusive des dangers du « germanisme ». La signification barrésienne du « germanisme », qui est un angoissant triomphe de la puissance de l'abstraction et de la force, va positionner son nationalisme en opposition symétrique avec la redéfinition de la France par ses racines. Face à l'abstraction et au rejet de l'histoire, il développe un ancrage dans la puissance de la mémoire française. Pour comprendre la naissance du nationalisme Barrésien, il faut toujours revenir à la représentation de la patrie menacée :

« O solitude pluvieuse, étroits espace dont la France se détourne ! Il gît là pourtant assez d'âme pour former les générations qui voudraient s'en approcher, et pour émouvoir l'histoire, si le génie français survit et ne laisse pas au seul Germain le soin de la rédiger. » (1).

Il ne cesse d'affirmer sa volonté de protéger : « Nous sommes le peuple qui par tous ses grands hommes a dit, en opposition avec le grincement démoniaque du Teuton teutonisant qui ne rêve

1. Maurice BARRES, cité par Pierre de BOISDEFRE in *Maurice Barrès*, Paris, Editions universitaires, 1962, p. 93.

que de faire peur : « le propre de la puissance est de protéger. » » (1).

Mais le nationalisme Barrèsien est le produit d'une souffrance, ce n'est pas un « nationalisme heureux ». Dans le recueil arborescent d'essais, autrement dit d'articles et de reportages à peine remis en forme, qu'il va publier en 1902 : *Scènes et doctrines du nationalisme*, le titre en dit à la fois l'ampleur et les limites et la première phrase est d'ailleurs sans équivoque : « Je n'avais jamais soupçonné qu'aucun travail de lettres me donnerait la répugnance que je dois surmonter pour rassembler les feuillets de ce livre. » (2). Ce nationalisme angoissé, une fois déclenché, Pierre de Boisdeffre dans *Maurice Barrès*, affirme que Barrès a de la difficulté à le théoriser, à lui donner un contenu, à en faire un outil de conditionnement des Français :

« Il faut voir dans le nationalisme de Barrès beaucoup moins l'expression rigoureuse d'une doctrine qu'une capacité de musique et une intuition douloureuse de la faiblesse française. Au lendemain de la mort d'Amouretti, Barrès laissa échapper ces lignes : « Le succès ne nous viendra pas de la manière que nous espérons. La raison ne surgira pas casque en tête et lance au point pour sauver l'Etat français. Mais on transformera insensiblement la mentalité nationale. » (3).

Le « germanisme » de Maurras comme acte moteur, déclenche vers les années 1895, son nationalisme. Maurras le déclare d'ailleurs avec précision, dans son livre testament *Pour un jeune français*, qu'il va rédiger dans sa cellule de la prison de Clairvaux et qu'il publie en 1949, suite aux questions pertinentes de Claude Digeon, auteur de *La crise allemande de la pensée française*.

A la fin du troisième chapitre « les deux Frances », il écrit :

« Des multitudes de jeunes français, plus ou moins dépouillés de leur patrie morale et subordonnés de fait à l'Oligarchie, étaient, en 1895, aussi résolus qu'en 1875 à ne pas devenir Allemands et, s'il le fallait, à se refaire Français. Le moyen ? Ils le cherchaient avidement, convaincus de son importance croissante : la doctrine traditionnelle et nationaliste était, avant même de naître, aspirée et désirée par ce vœu secret. » (4).

1. Maurice BARRES, *Autour de Jeanne D'Arc*, Paris, Champion, 1916, p. 60.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 3.

3. Pierre de BOISDEFFRE, *Maurice Barrès*, Paris, Editions universitaires, 1962, p. 91.

4. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 38.

Mais voulant démontrer les fortes assises de son nationalisme, sa spécificité et ne voulant rien devoir à l'Allemagne, il va tenter de minimiser la seule victoire de l'Allemagne en 1870-1871, pour en expliquer la genèse. Il préexistait, selon lui, de manière inconsciente dans la France d'avant 1870, une forme de patriotisme : « La passion du patriotisme vivait âpre et forte bien que latente, ne se soupçonnant pas à l'heure où l'Allemagne l'avait fait exploser contre lui. » (1).

Mais néanmoins, il souligne l'influence totalement déterminante du « germanisme » en tant que situation de contraste franco-allemand, pour expliquer la naissance du nationalisme vers 1895, quand il écrit :

« Or, après un quart de siècle de fermentations variées dans la paix armée, la France en était venue à éprouver la sensation du complot qui se tramait, en elle et contre elle, par un accord inattendu d'ennemis du dedans et du dehors. Voilà ce qui l'a mise debout. » (2).

La dynamique du nationalisme maurrassien était ainsi lancée, avec cette tonalité si particulière dans la multiplication de ses rejets.

Le nationalisme de Péguy est plus tardif, non seulement parce qu'il est le plus jeune, mais aussi parce que son « germanisme » est différent dans son avènement. Au lendemain des élections législatives de 1902, qui ont été remportés par le Bloc des gauches, Charles Péguy écrit encore des propos durs sur le nationalisme dans les *Cahiers de la quinzaine* : « les élections ont prouvé que la poussée nationaliste est beaucoup plus compacte, beaucoup plus dense, beaucoup plus serrée, beaucoup plus carrée qu'on ne s'y attendait. » (3), et encore toujours en 1902 :

« Pareillement on nous fait une leçon bien faite sur les crises nationalistes et réactionnaires qui assaillent périodiquement la troisième République(...). A force d'avoir des crises parfaitement régulières, il finira par y avoir une crise qui ne ressemblera pas aux autres, et qui emportera la République. Ainsi procèdent les volcans et les tremblements de terre. » (4).

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p.39.

2. Ibid.

3. Charles PEGUY, *Les élections*, 24 mai 1902, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 955.

4. Op. cit., p. 956.

Dans son *Histoire des idées politiques*, le professeur Georges Lescuyer, tout en qualifiant Péguy de nationaliste : « républicain et presque...révolutionnaire », finit par le classer « dans le courant contre-révolutionnaire », où il côtoie Barrès sous le signe du « nationalisme émotif ». Il explique :

« Qu'il n'est en effet pas facile de situer avec précision celui qu'Hubert Beuve-Méry qualifie de « socialiste excommunié par l'église, excommunié par l'église socialiste, national jugé hérétique par l'église nationaliste, catholique louvoyant indéfiniment autour du porche de l'Eglise. » (1).

Dans *L'Histoire des idées politiques* du professeur Jean Touchard (et de son équipe, Louis Bodin, Pierre Jeannin, Georges Lavau, Jean Sirinelli) celui-ci écrit, que Péguy : « assume l'ensemble de la tradition française, et Barrès lui-même ne récuse pas l'héritage de la Révolution » (2). Péguy figure à côté de Barrès et de Maurras : ainsi il est élitiste à la manière traditionaliste par son exaltation du héros et du saint (3) : son opposition à la bourgeoisie est classée avec celle de Maurras (4), ainsi que son opposition à la centralisation, présentée comme caractéristique du « nationalisme de 1900 » (5). Enfin, il rapproche Péguy et Barrès qui : « croient profondément à quelques valeurs communes » (6).

Le professeur Jean-Luc Chabot, dans son *Histoire de la pensée politique*, classe les trois auteurs dans une section sur l'apogée de la théorisation idéologique : « La théorisation idéologique du nationalisme amorcée essentiellement par le pangermanisme trouve un déploiement nouveau surtout dans la France de la revanche de 1870. » (7). Il classe ensuite Barrès et Péguy avec Nietzsche dans une même sous section intitulée, « éloge d'une passion » où il démontre qu'ils

1. Georges LESCUYER, *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz, 2001, p. 450-453.

2. Jean TOUCHARD, *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 2001, t. 2, p. 695.

3. Op. cit., p. 540.

4. Op. cit., p. 697.

5. Op. cit., p. 692.

6. Op. cit., p. 695.

7. Jean-Luc CHABOT, *Histoire de la pensée politique*, Grenoble, PUG, 2001, p. 239.

prolongent la dominante affective et irrationnelle du nationalisme, au point de l'ériger en principe supra-rationnel (1).

Péguy se distingue de Barrès et de Maurras, car son « germanisme » et son nationalisme se sont construits de manière quasi simultanée. L'année 1905 et l'affaire de Tanger vont être la véritable révélation sur la réalité de la menace militaire allemande que le philosophe Alain Finkielkraut décrit ainsi pour Péguy, dans *Le mécontemporain* : « il s'agit bien plutôt, bien plus spectaculairement, d'une révélation, et même d'une révolution, c'est-à-dire d'une rupture soudaine, définitive et irrésistible entre un avant et un après. » (2). A partir de cet événement, Péguy se rapproche de Barrès et Maurras et il s'éloigne définitivement de l'idéalisme des Lumières, notamment quand il écrit dans *A nos amis, à nos abonnés* en 1909 : « Il n'est pas donné à l'homme de se faire un autre berceau » (3). Dès lors, son œuvre se métamorphose en une critique et une condamnation permanente de la « modernité allemande » qui forge, selon lui, cette époque brutale, cette alliance de la science et de l'industrie, à qui il ne voue que mépris et même détestation. Car ce monde est faux, ses réponses matérielles, sa « politique dévoyée », son adaptabilité parfaite sont les caractéristiques auxquelles il ne va cesser d'opposer les forces de la mystique.

Si l'on raisonne en terme de cause et si l'on recherche la véritable cause de l'apparition du nationalisme « post-Sedan », le « germanisme » peut être qualifié de cause adéquate. Car il est la seule qui soit de nature à avoir fait naître, puis vivre ce nationalisme. Il n'en existe pas d'autres, et celles qui sont parfois citées comme la montée du pacifisme, l'avènement de la République, l'affaire Dreyfus..., ne sont en réalité que des phénomènes secondaires, des éléments intégrés

1. Jean-Luc CHABOT, *Histoire de la pensée politique*, Grenoble, PUG, 2001, p. 239.

2. Alain FINKIELKRAUT, *Le mécontemporain*, Paris, Gallimard, 1991, p. 86.

3. Charles PEGUY, *A nos amis, à nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, 1314.

dans le « germanisme ». Il y a principalement dans le nationalisme « post-Sedan », une volonté angoissée de survie face à l'Empire allemand. Cette idée est avancée par le professeur Raoul

Girardet, dans *Le nationalisme français* :

« Le nationalisme de Maurice Barrès et celui de Charles Maurras, dans la mesure où tous deux à l'extrême début du XX^{ième} siècle tentent de l'organiser en système, présentent un point de départ le souci d'apporter à une patrie considérée comme menacée de mort, minée par la désintégration interne et impuissante à subir l'affrontement des dangers extérieurs, l'instrument décisif de sa survie ou de son salut. » (1).

II) Un divorce inaugural avec le présent français

L'inquiétude issue du « germanisme » est la cause d'une rupture totale avec le présent français dans son ensemble. Barrès, Maurras et Péguy vont divorcer avec celui-ci, qu'ils jugent dégradé, affaibli et dont les fautes auraient été permanentes, lourdes, impardonnables. Jean-Marie Domenach, dans *Barrès par lui-même*, confirme l'importance à cette époque, de ce sentiment général de dégradation : « Comme Maurras, Bergson, Péguy, Sorel, et c'est décidément le trait commun de l'effort de renaissance en cette fin de siècle, Barrès est étonnamment sensible aux processus de dégradation. » (2). Le légitimisme contestait le régime mais respectait le cadre légal ; l'orléanisme et l'ordre moral se proposaient de défendre des situations et respectaient l'ordre établi. A l'inverse, le but avoué du nationalisme « post-Sedan » est de contrer le régime existant et de lui en substituer un autre, fondé sur une synthèse originale des valeurs incarnées par la gauche jacobine et patriote et par la droite militariste. Ils vont lancer chacun de manière séparée, un même mouvement de recherche d'une « autre France » qui aurait les qualités essentielles, dont l'actuelle aurait été dépourvue, notamment la puissance imposant le respect.

1. Raoul GIRARDET, *Le nationalisme français*, Anthologie 1871-1914, Seuil, Paris, 1983, p. 216.

2. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 33.

Car le présent français, de la fin du XIX^{ième} siècle et du début du XX^{ième} siècle, aurait cumulé l'ensemble des inconvénients de la faiblesse, face à l'Empire allemand. Dans cet « intérieur français », il est manifeste que rien ne correspond à leurs attentes, mais souvent pour des raisons qui sont diamétralement opposées. Leurs « germanismes » possèdent ce point commun de pouvoir les amener à condamner, à dénoncer le présent français : la France politique, la France économique, la France culturelle et universitaire de l'avant guerre, avec la même virulence. Ils s'opposent à la vanité et à l'arrogance des puissants. Ils refusent notamment de manière commune, la République parlementaire des opportunistes, puis des radicaux, qui représenterait un pouvoir politique dangereux, symbolisant « l'incapacité, la soumission, le désordre, l'irresponsabilité et l'acceptation » face à l'Allemagne. Barrès refuse cette République, bien qu'il soit républicain : « La République n'est point la liberté, elle est la facilité ! On n'a que faire des héroïsmes, de grandes forces sont inutiles. » (1). Fin 1900, il s'interroge également sur la démocratie française et il écrit ces mots d'une particulière violence : « Je suis plébéien, mais je proteste contre la démocratie si elle veut faire de mon pays une étable à porcs. » (2). Ce qu'il désire, c'est une République française vivant dans le culte de la Revanche et qui, à l'opposée de la présente, privilégie la stabilité des institutions, une économie qui s'oriente vers la guerre, la force, le respect de l'armée et le sol de la nation, plutôt que le libéralisme économique, les affaires, les conquêtes coloniales et l'instabilité parlementaire.

Maurras s'oppose, avec encore beaucoup plus de virulence que Barrès, au présent français et notamment à la République, car il pense qu'il est vain de vouloir l'assainir, puisque ce régime est, selon lui, substantiellement mauvais. Non seulement, il ne peut pas être un socle de résistance

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 166.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 196.

face au « germanisme », mais plus grave encore, il livre la France :

« La politique générale des maîtres du jour nous avait enlevé nos défenses intérieures et nos réactions contre le Reich bismarcko-wilhelminien, sans nous garantir le moins du monde aucune paix avec l'Allemagne. A cette date l'envahisseur du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle s'était assuré peu à peu, sans brûler une amorce, l'annexion d'importants districts du très libre esprit parisien.» (1).

Comme une condition nécessaire à l'avènement d'une France nouvelle, il veut restaurer la monarchie et ses valeurs traditionnelles.

Péguy s'il est un républicain fervent, repousse aussi cette France au présent, qu'il juge faible, incapable d'avoir osé la Revanche. En 1905, quand il écrit *Notre patrie*, il appelle déjà les républicains et les socialistes à se souvenir qu'ils ont une patrie, qu'ils ont à s'engager, que les valeurs du sol constituent un devoir sacré. Sans faire le procès, comme Maurras, du régime républicain, mais ne voyant aucune amélioration dans les pratiques et même une tendance à l'accentuation des maux, il va développer une véritable haine de la politique politicienne et en terme particulièrement vif, il stigmatisera le dévoiement du combat dreyfusard et de sa mystique. Comme Barrès, il développe un sentiment exigeant de la continuité historique française, sentiment qu'il traduira de la manière suivante : « Rien n'est aussi monarchique, aussi royal et aussi vieille France que cette formule : la République une et indivisible c'est notre royaume de France. » (2). Il va s'efforcer de développer l'idée de l'avènement d'une vraie République forte qui ne consacre pas la politique, mais la mystique. Son ami Daniel Halèvy confirme, que dans *Notre jeunesse*, Péguy rejette totalement le présent de la République, quand il déclare :

« Je suis un vieux républicain » dit Péguy. Il ne dit pas : « je suis un républicain », tout court ». Or, quelle est cette vieille république, qui déclare être la sienne ? Ce n'est assurément pas celle qui nous régit, l'épithète qu'il prend soin d'écrire l'en distingue expressément, et, chaque fois qu'il parle d'elle, c'est pour la traiter si durement que plus ne se peut. » (3).

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 36.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 24 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 935.

3. Daniel HALEVY, *Péguy*, Paris, Livre de poche, 1979, p. 238.

Dans *L'Argent suite*, il précise la République qu'il défend. Il s'agit d'une République idéale, qui trouve sa force pour lutter et unir les Français contre le « germanisme », dans l'honneur et les principes, et qui rejette comme mortifère l'évolution de la Troisième République :

« La République qui était l'objet d'une mystique et qui était un système de gouvernement ancien régime fondé sur l'honneur, et sur un certain honneur propre, est devenue en leurs mains la matière d'une politique, moderne, et généralement d'une basse politique et un système de gouvernement fondé sur la satisfaction des plus bas appétits, sur le consentement des intérêts les plus bas. Et tout ce qui reste encore debout et ce qui reste propre de l'ancienne République est ce qui n'a pas encore été contaminé de jaressisme. » (1).

Péguy, patriote républicain, va évoluer vers la droite républicaine modérée en approuvant la politique de redressement national de Raymond Poincaré. La démocratie, et en cela il s'accorde avec Barrès et Maurras, n'apporte rien de positif à la France. Daniel Halévy écrit de Péguy :

« Il n'est pas démocrate, il ne l'a jamais été ; il n'a jamais pensé que les bulletins additionnés puissent exprimer la volonté du peuple ; il a un trop haute idée de la liberté pour la courber sous un nombre, trop haute idée de l'autorité pour admettre qu'elle puisse jaillir d'une source arithmétique. » (2).

Les républicains opportunistes sont la caricature même des hommes politiques que ces trois auteurs voudraient chasser du pouvoir. Ils incarneraient des préoccupations inadmissibles à une heure aussi sombre pour l'honneur français. Ils n'auraient été que les chantres du libéralisme économique, des expositions universelles, de l'éducation sous « influence germanique », de la politique coloniale que Jules Ferry ne cesse, il est vrai, de développer et de soutenir, en affirmant que : « La politique coloniale est la fille de la politique industrielle. » (3). Ils s'opposent aux « aventures coloniales » de la Troisième république dans les territoires exotiques, car elles ne

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 24 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 944.

2. Daniel HALEVY, *Péguy*, Paris, Livre de poche, 1979, p. 240.

3. Jules FERRY cité in Raoul GIRARDET, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Pluriel, Le Livre de poche, p. 82-83 : « Pour les Etats riches où les capitaux abondent et s'accumulent rapidement, où le régime manufacturier est en voie de croissance continue, attirant à lui la partie sinon la plus nombreuse, du moins la plus éveillée et la plus remuante de la population qui vit du travail de ses bras où la culture de la terre, elle-même est condamnée pour se soutenir à s'industrialiser, l'exportation est un facteur essentiel de la prospérité publique, et le champ d'emploi de capitaux, comme la demande de travail, se mesure à l'étendue du marché étranger. ».

serviraient qu'à détourner et à marginaliser l'idée de Revanche, en voulant lui faire compenser l'occupation de l'Alsace-Lorraine. En 1900, Barrès dans *L'Appel au soldat*, pourrait bien résumer l'esprit de ce commun rejet du pouvoir de la France :

« La clientèle, tant bien que mal recrutée, qui reçut de ses mains le gouvernement de la France, comprit que le retour de Metz et de Strasbourg dans l'unité française installerait une nouvelle équipe de dirigeants. Elle ne veut pas d'une revanche. Elle fait croire à des vaincus que donner des fêtes à l'Europe, c'est de la gloire. La plus belle au bal ! Voilà le misérable idéal qu'ils composent à la nation. » (1).

Le divorce avec la France culturelle et universitaire, ainsi qu'avec les intellectuels est aussi total et partagé. Car cette France aurait accordé une place beaucoup trop importante à la méthode allemande de l'éducation pratique, au détriment de l'enseignement magistral français. Kant représentant cet esprit, est condamné au bannissement culturel au profit d'une culture nationale.

§ 2 : Déclencheur d'une méthode de redéfinition et d'« affirmation de soi »

Suite au déclenchement, ils vont adopter un même mouvement de retour au passé et de repli sur « l'hexagonal ».

I) Un retour psychologique exclusif sur le passé

La psychologie sociale et politique connaît le mouvement général de retour au passé et aux identités premières, si caractéristique de la situation d'angoisse de l'être perdu, qui se retourne systématiquement vers le passé et jamais vers l'inconnu du futur. Un mouvement équivalent est déclenché dans les théories des trois nationalistes « post-Sedan ». L'invocation au passé, à la force de l'histoire est permanente. Si un personnage peut les unir dans cette revendication de l'histoire de la France, de la sûreté, de la protection, il s'agit bien de Jeanne d'Arc, à qui ils

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 929.

vouent une véritable passion, un véritable culte que résume bien Maurras : « L'essentiel de la mission de Jeanne d'Arc, c'est d'avoir chassé les Anglais, c'est de s'être opposée, non à l'Eglise de France, ni au roi de France, mais au roi d'Angleterre. » (1).

Leurs « germanismes » étant des représentations angoissées, dramatiques, en conséquence leurs nationalismes « post-Sedan » ne vont donc pas chercher à construire ou à imaginer un avenir. Ils vont revendiquer un héritage et choisir les forces du passé. L'affirmation de la survie même de la France est constamment avancée. Le « germanisme » pour Barrès aurait rejeté l'histoire, l'Empire allemand voulant rompre avec l'histoire continue de l'Allemagne, au profit non d'une histoire reçue en héritage, mais d'une histoire choisie. Barrès va donc rechercher un contraire absolu et lui opposer les racines, la terre et les morts. Ces valeurs du passé, de la tradition auraient la vertu de le rassurer, non seulement sur la relativité de la mort personnelle, mais surtout sur la puissance du collectif dans sa capacité à surmonter les épreuves du temps. L'idéal héréditaire français, la grandeur de la France sont les socles sur lesquels il va s'appuyer pour bâtir l'idée d'une éternité française. Ce qui existe à une valeur positive, parce que ceci est né lentement et graduellement, parce que ceci incarne le génie de la nation, tel qu'il s'est exprimé à travers les siècles. La présence de l'immédiateté du passé tout entier devient une expérience réelle : le passé est considéré comme virtuellement présent, il est une source de certitude, de plénitude et de puissance morale pour résister et pour dominer ses angoisses du « germanisme » :

« J'entrevois quand je me baigne dans la tradition française, j'entrevois, je ressens mon plein bonheur. Je vois dans notre histoire, dans notre littérature où dominant l'ordre et le sens de l'honneur, ma propre subsistance. Toute modification de ces forces porte préjudice à ma jouissance et nie les parties de moi-même. » (2).

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 5 juin 1913, in DPC, Paris, A la cité du livre, 1932, t. 2, p. 348.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 67.

Barrès, sauf au début du *Culte du Moi* et de son socialisme, n'imagine jamais véritablement un futur, jamais un inconnu. Ses références ne vont être que celles du passé de la Lorraine ou de la France.

Maurras, dont la signification du « germanisme » est constituée pour l'essentiel par une atteinte à la force du passé et à la tradition de la France aux niveaux religieux, politique et culturel va se réfugier, de manière exclusive, dans la grandeur du passé d'une France éternelle. Refuser son histoire, c'est se refuser soi-même, pense-t-il des Allemands, dont il affirme qu'ils refusent avec Fichte une grande partie de leur passé au profit de l'*Urvolk*, parce qu'ils le jugent indigne de la grandeur allemande. Sur ce thème, Maurras manque cruellement de cohérence puisqu'en rejetant la Révolution française, il est proche d'adopter le comportement de ceux qu'il dénonce. Son retour à l'histoire va ressembler, à son corps défendant, à celui de Fichte, car il revient à une France qu'il imagine, à un passé qu'il idéalise. Ce passé revendiqué est celui de l'unité du monde connu sous la puissance de l'Eglise catholique, celui du grand siècle du roi-soleil, où la France dominait alors le monde.

Péguy, comme ses deux aînés, se réfugie dans le passé. Ses références sont continuelles à la glorieuse histoire de France qu'il accepte comme Barrès d'un seul bloc, dans la force de sa continuité. En août 1909, Barrès va d'ailleurs dans *l'Echo de Paris*, saluer l'évolution de Péguy : « Péguy et ses amis laissent épanouir entre eux des forces de respect qui furent étroitement unies à notre développement historique. » (1). Ce comportement de retour sur le passé s'explique par la volonté d'opposer à l'Empire allemand triomphant un modèle solide, les époques glorieuses de la grandeur de la France par rapport à l'époque où ils vivent et, où la France, selon eux, « dévisse ». La période la plus faible de son histoire va même lancer Péguy, car elle est battue, humiliée face

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 7, 1908-1909, Paris, Plon, 1933, p. 268.

à l'Allemagne et n'a même plus la volonté, la dignité et le panache de réagir. Seul Maurras va vouloir faire un tri dans les périodes historiques, ce qui est une grave erreur, selon Barrès et Péguy, car la logique d'un nationaliste « post-Sedan » aurait été non seulement d'accepter l'ensemble de l'évolution de la France, mais d'être la France.

II) Un repli restrictif sur soi- même, son sol et sa culture classique

Le « germanisme » a donné au nationalisme « post-Sedan » sa tonalité et son mouvement de repli restrictif sur soi-même. Aussi, la richesse et la force la France doit-elle les trouver en elle-même, dans sa propre condition :

« Je me préoccupe de protéger l'autonomie et la continuité françaises. Notre caractère national (et voilà ce qui m'importe fort) se maintiendra d'autant mieux que les conditions où nous vivrons demeureront pareilles aux conditions que formèrent nos ascendants. » (1).

Le mouvement est donc double, le nationalisme « post-Sedan » ne veut rien amener au monde, seul Péguy affirme que la France protège et garantie la liberté du monde, mais ce nationalisme ne veut non plus rien recevoir du monde actuel. La France ne pourrait en aucun cas faire un plus bel héritage culturel qu'elle ne l'a déjà fait, puisque ces trois d'auteurs la placent comme héritière unique des civilisations grecques et romaines. Ils s'opposent avec une particulière intransigeance, même si celle de Barrès est plus tardive et moins marquée, à une quelconque dépendance de la France par rapport à la civilisation germanique. Sur la nature du peuple allemand Maurras écrit :

« Il n'a jamais senti profondément l'influence de la véritable latinité. Le sens de la mesure, l'esprit de limitation et la précision, qui sont les qualités essentielles de la latinité, lui ont toujours répugnée ; il y a en lui un fond de mysticisme qui semble invincible et qui le porte à chercher l'infini dans ce qui est vague, confus et indéfini. Il avait remporté des victoires brillantes dans deux guerres heureuses...Bref il a fini par se croire le peuple élu, le levain de la terre, le modèle du monde, et par employer couramment le mot colossal pour exprimer les suprêmes degrés de la perfection. » (2)

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 65.

2. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle, L'Action française*, 22 octobre 1916, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 270.

Ils affirment que le « peu de positif » que l'on a pu déceler en Allemagne ne dépendait que de l'apport de la culture française. Ce nationalisme « post-Sedan » se suffit dans la culture française. Ils sont unanimes pour affirmer sa supériorité, mais aussi son universalité. Même s'ils ne veulent pas l'imposer par la force au reste du monde, il ne cesse pas cependant d'en louer et d'en clamer la grandeur. Néanmoins, Péguy et Barrès sont parfois nostalgiques des grandes heures des guerres de conquêtes révolutionnaires et napoléoniennes, où la France rayonnait dans l'ensemble de l'Europe. Maurras dans sa radicalité, son âpreté, sa systématisme veut être celui qui revendique avec le plus de fermeté l'héritage de la culture classique française, car elle est son rempart à l'une des « contagions allemandes » du « germanisme » : le romantisme. C'est dans l'histoire de France, dans la littérature et dans la civilisation française que Maurras trace les frontières. Le maurrassisme représente un retour sur des positions lointaines.

Une différence très importante est à souligner entre Maurras et Barrès au sujet du classique. Les références classiques de Barrès ne sont pas dans les valeurs d'Athènes, contrairement à Maurras.

En 1906, Barrès fait paraître *Le voyage de Sparte* qui est l'aveu même d'une déception.

Lorsqu'en avril 1899, il avait annoncé à Maurras son intention qui ne se réalisera que l'année suivante de : « faire un saut jusqu'à Athènes » (1), le futur auteur d'*Anthinèa* lui avait écrit une lettre enthousiaste :

« Heureux homme qui êtes bassement envié (...) rien ne vaut l'Acropole, le Parthénon, les graves et pures colonnes des Propylées et les jeunes filles parfaites qui soutiennent la tribune du temple d'Erechtée. J'y montais tous les jours à l'aurore. Refaites-y une prière en mémoire de moi. Vous sentirez dans ce bel endroit, sans rival je pense, un air unique, vous verrez un jour dont la limpidité n'a point de pareille. » (2).

Visitant Athènes, Barrès n'éprouva pas l'enthousiasme que lui avait promis Maurras et la fièvre

1. Maurice BARRES, Charles MAURRAS, *La République ou le Roi*, Maurice Barrès à Charles Maurras, 11 avril 1899, Paris, Plon, 1970, p. 236.

2. Maurice BARRES, Charles MAURRAS, *La République ou le Roi*, Charles Maurras à Maurice Barrès, avril 1899, Paris, Plon, 1970, p. 237-238.

que durant son voyage, celui-ci continuait de lui imaginer. L'Acropole lui apparaît comme : « un petit rocher ruineux » (1), et les autres monuments ne l'enchantent pas d'avantage : « en visitant, les fouilles récentes, l'Agora, les maisons étroites des contemporains de Périclès, leurs citernes, les Puits (...), je me plaignais secrètement de trouver plus de curiosités archéologiques que de beautés évidentes. » (2). Au lieu de raviver et de soutenir ses souvenirs classiques, la découverte d'Athènes le plonge dans le désarroi ou la tristesse : « J'ai vu, la tribune aux harangues. Je me suis trouvé incapable d'y ressusciter Démosthène. Le contact des objets et la vue de ce petit canton hellénique, loin de servir mon imagination, la gênent, la désorientent. » (3) et « la présence réelle des oliviers, (...) et des pures montagnes d'Athènes, n'ajoutait rien à la force de Sophocle, mais me communiquait la tristesse d'une déception. » (4). Mais Barrès va beaucoup plus loin que de dire simplement sa déception ou son « désarroi » (5), en face des monuments ou des décors de l'Athènes classique. Après avoir symboliquement rappelé dans un premier chapitre consacré à Louis Ménard : « le dernier apôtre de l'hellénisme » (6), dans quelle dévotion des valeurs de la culture et de la civilisation grecques le XIX^e siècle avait vécu, c'est ni plus ni moins à une remise en cause de ces valeurs qu'il se livre dans les chapitres suivants. Alors que Maurras, en ce début du XX^e siècle estimait que : « l'influence de la raison athénienne créa et peut sans doute recréer l'ordre de la civilisation véritable » (7), Barrès va dénoncer : « la foi naïve dans le miracle grec » (8) et soutient que : « Pallas Athéné n'est pas la raison universelle, mais une raison

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le voyage de Sparte*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 404.

2. Op. cit., p. 405.

3. Op. cit., p. 406.

4. Op. cit., p. 407.

5. Op. cit., p. 408.

6. Op. cit., p. 391.

7. Charles MAURRAS, *Anthinéa*, Paris, Champion, 1923, p. 85.

8. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le voyage de Sparte*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p.409.

municipale. » (1). L'hellénisme n'est, à ses yeux dessillés par un « examen positif » (2), qu'un mythe artificiel et illusoire : « ce que les meilleurs d'entre nous appellent leur hellénisme, est un ensemble d'idées conçues dans Alexandrie, dans Séleucie, dans Antioche, et que nos professeurs débitent. » (3). Barrès s'interroge sur la distance entre ces lieux actuels si différents de l'Athènes antique, mais il va surtout s'interroger sur ce que peut apporter cette société comme modèle face au « germanisme » et, contrairement à Maurras, son modèle sera la Lorraine :

« Cette idéologie, que nous apportons naïvement de nos bibliothèques pour la confronter avec ces lieux fameux ne s'accorde pas avec les odeurs et avec la structure de ces ruines. Nous avons accepté la fiction d'une sorte de nationalité hellénique où l'on s'introduit par une culture classique (...). Quel rapport entre ces barbares héritiers d'une certaine culture hellénisante et les citoyens de l'Athènes de VI^e siècle (...) Les libres hellènes disparus sous la montée des barbares, aucun peuple n'a secrété le même génie. Bien plus, aucun de nous repensera leurs pensées. » (4).

Mais si Barrès et Péguy défendent aussi la culture classique en matière littéraire, ils ne rejettent pas totalement le romantisme et les romantiques français. Péguy dans *La Grève*, définit sa conception de la culture classique et de ses personnages :

« Ils parlent pour dire, agissent pour faire, paraissent comme ils sont, ils ne parodent ni ne déclament ni ne posent (...) nous en tenant donc aux tragédies classiques françaises et aux drames romantiques en français, nous devons constater que le classique se connaît à sa sincérité, le romantique à son insincérité laborieuse. (...) Ce qui fait le classique n'est pas la matière traitée, ce n'est pas le génie ou le talent, c'est la forme de l'art. » (5).

Péguy dans *Victor-Marie, comte Hugo*, cite Maurice Barrès dans son *Adieu à Moréas* du 2 avril 1910 sur le classicisme, à plusieurs reprises comme référence :

« Devenir classiques, messieurs, continuait Barrès, c'est décidément détester toute surcharge, c'est atteindre à une délicatesse d'âme qui rejetant les mensonges, si aimables qu'ils se fassent, ne peut goûter que le vrai ; c'est, en un mot, devenir plus honnête. » (6).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le voyage de Sparte*, Robert Laffont, Paris, 1994, p.409.

2. Ibid.

3. Op. cit., p. 411.

4. Ibid.

5. Charles PEGUY, *Cahiers, III-6*, 28 décembre 1901, OPC, t. 1, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987, p. 862.

6. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 341.

Barrès et Péguy ne font pas, comme Maurras, du romantisme l'une des composantes essentielles de leur « germanisme ». Péguy en citant Barrès, affirme :

« que le romantique et le classique ne sont point forcément, ne sont point toujours des étrangers l'un à l'autre, mais que le romantique peut, sous certaines conditions de culture, s'effectuer, s'achever, se couronner en classique. » (1).

Barrès va fréquemment s'opposer à Maurras sur la critique du romantisme. Il écrivait en juin 1900, à Maurras : « Mais, terrible chirurgien, je ne me laisse pas extirper tout romantisme. » (2).

En 1906 dans *Le voyage de Sparte*, s'il accepte de se rapprocher de la pensée classique, il refuse de devoir abandonner ses pères romantiques :

« Avec tous mes pères romantiques je ne demande qu'à descendre des forêts barbares et qu'à rallier la route royale, mais il faut que les classiques à qui nous faisons soumission nous accordent les honneurs de la guerre, et qu'en nous enrôlant sous leur discipline parfaite ils nous laissent nos riches bagages et nos bannières assez glorieuses. » (3).

Curieux de formes inédites, Barrès est même assez éloigné de l'idéal classique tel que le conçoit Maurras, et la condamnation par ce dernier de Chateaubriand et de maints romantiques, le hérisse totalement. Il va même le consigner, dans le neuvième tome de ses *Cahiers* :

« Ah Maurras, fils de Mistral, de Dante, de Virgile et d'Homère, vous ne pouvez pas savoir combien j'attache de prix à un certain Faust traduit par Gérard de Nerval et illustré follement, délicieusement par Delacroix. » (4).

Par contre, avant la Grande Guerre, ils vont être unanimes pour rejeter la philosophie allemande et son symbole : Kant et la morale kantienne. Maurras, dans la précocité, la radicalité et la linéarité de son « germanisme », s'est opposé très rapidement à l'impératif catégorique de ce philosophe consacrant le Moi rationnel et humain. Barrès et Péguy se sont d'abord reconnus dans cette philosophie morale kantienne, avant de la critiquer avec dureté pour son abstraction ou pour

1. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 339.

2. Maurice BARRES, Charles MAURRAS, *La République ou le Roi*, Paris, Plon, 1970, p. 283.

3. Maurice BARRES, *Romans et voyages, Le voyage de Sparte*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 2, p. 487-488.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 370.

sa « dimension inhumaine », qui conduit Péguy à écrire en 1910 : « Le kantisme a les mains pures, mais il n'a pas de mains » (1).

Ils défendent de manière très différente, mais avec la même ferveur la religion catholique, comme religion de la France. Maurras oppose, à « la contagion allemande » qu'il dénonce dans le « protestantisme diviseur », l'institution catholique. Si Barrès est attaché au catholicisme aussi comme une institution, il lui reconnaît des vertus, comme une énergie nationale et traditionnelle. Dans le dixième de ses *Cahiers*, il semble deviner que les positions de Maurras, plus tard, ne pourront que le conduire à l'excommunication (2). Péguy, à l'opposé, trouve la force de cette religion dans sa dimension spirituelle, pour une France, fille aînée de l'Eglise. Ce retour sur soi n'est pas qu'un retour intellectuel, c'est aussi un retour sur le sol de la France, le sol à défendre. Le nationalisme « post-Sedan » ne sera pas un pangermanisme à la française. Il n'aura pas de velléité d'expansion territoriale ni coloniale, ni des goûts d'empire. Il sera une réponse, qui se présente comme une digue, un rempart afin de repousser les volontés d'expansion de l'Empire allemand. Cette volonté de repli sur le sol et les valeurs de la France, l'oppose au nationalisme de la Révolution française, qui au contraire, voulait conquérir afin de répandre un message qui se voulait universel. Le nationalisme « post-Sedan » n'a aucun message à répandre à travers le monde. Sa fonction principale, le « germanisme » la lui a attribuée, elle consiste à protéger une France idéale à redéfinir et à récupérer les provinces qui ont été si injustement « raptées » par

1. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 331.

2. Maurice BARRÈS, *Mes cahiers*, t.10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 232-233 : « Maurras accepte l'Eglise, et n'accepte pas l'Evangile. Il veut le pape, non le Christ. Dans une certaine mesure, il peut s'entendre avec les théologiens. Saint Augustin accepte l'Evangile à cause de l'Eglise et non l'Eglise à cause de l'Evangile. Le Christ est venu fonder une église, il a groupé et institué les apôtres et les sacrements. Voilà ce qu'il a fait et l'Evangile n'est que cela. L'Evangile est venu après. Jusque-là, la position de Maurras est soutenable. Mais que peut penser de celui qui n'aime pas le Christ un pape qui s'agenouille quand il a des décisions à prendre ? Maurras à un système d'ensemble dans lequel comme Auguste Comte, il a fait une place au catholicisme. Cela n'est pas acceptable pour l'Eglise. L'Eglise veut bien que les honnêtes gens travaillent avec elle au bien public, mais elle ne peut pas accepter celui qui l'appelle et l'accueille pour la transformer. ».

l'Allemagne en 1870. Il est même sacré pour Péguy, de défendre le sol de France et de surtout, ne jamais le rendre. Le « germanisme » est déterminant dans l'opposition des trois auteurs à la colonisation de la Troisième République. Pour une double raison : car ils pensent qu'elle n'est qu'une manière pour la République de compenser son incapacité ou sa non volonté de reconquérir l'Alsace-lorraine, ils ne veulent penser qu'à la ligne bleue des Vosges, mais aussi, surtout pour Barrès et Maurras, parce que leur conception de la nation française et son besoin « d'homogénéité » sont incompatibles avec « l'hétérogénéité » d'un empire. Cette course à la conquête coloniale aurait donc été donc une faute. Maurras dans *Kiel et Tanger*, s'interroge même sur la viabilité de ces colonies, que la France n'aurait pas les moyens de défendre, car ne disposant pas d'une réelle marine de guerre. Péguy va condamner l'idée coloniale sur le fondement de la défense des Droits de l'homme, mais pas encore sur celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il va néanmoins affirmer à la veille de la Grande Guerre, à la manière d'une provocation pour l'Allemagne et certainement dans le cadre de la future Union sacrée, que même lorsque la France colonise, elle apporte la liberté.

Section 2 : Comme déclencheur d'une même volonté

Après avoir été conditionné par leur propre représentation, par leur « germanisme », leur nationalisme va conditionner la société française d'une même manière, dans l'idée de la nécessité d'une guerre franco-allemande.

§ 1 : Conditionner une société française « fiable »

La phobie de l' « ennemi intérieur » va conduire à sa dénonciation et à la généralisation d'une méthode de conditionnement renforçateur.

I) La phobie d'un ennemi intérieur

En préalable à l'utilisation de la méthode du « conditionnement renforçateur », ils veulent forger un pays « homogène ». Barrès et Maurras soutiennent que la cohérence vient des origines. On veut défendre la France, parce que l'on est Français par le sang reçu. A l'opposé, pour Péguy, on est Français parce que l'on veut défendre les intérêts de la France. On est donc Français par le sang versé, et sa loyauté à l'égard de la « race » s'exprime dans le refus d'exclure, dans la volonté de ne traiter personne inciviquement et donc pas dans la chasse et le rejet, a priori, des éléments étrangers. Le danger qu'il combat n'est pas le métissage, mais l'habitude, la sclérose, l'usure, le « tout fait ».

Le « germanisme », qui est la représentation d'un déséquilibre entre l'extérieur allemand et l'intérieur français, transforme ce dernier en sanctuaire qu'il faut protéger. Car il apparaît menacé par la présence d'ennemi de l'intérieur, prêt à « vendre » le pays, ou le désunir pour l'affaiblir. Ce thème qui est présent chez ces trois auteurs de manières différentes, va tourner à la phobie.

L'ennemi aux yeux de Barrès et Maurras est multiple. Mais il s'incarne avant tout, dans une oligarchie qui aurait pris le pouvoir en France pour l'affaiblir, et la livrer à l'Allemagne :

« Il s'était élevé une oligarchie. Depuis que la conquête du Sénat lui permettait de régner sans partage, le parti que nous avons vu pacifiste et antimilitariste en 1867, patriote exaspéré en 1870, international et germanophile en 1877, ce parti républicain opportuno-radical avait prévalu par les ressorts courants de l'enchère électorale, la propagande des coterie et des sectes, l'action corruptrice de la fortune anonyme et vagabonde, mais si l'on s'apercevait aussi qu'il se fondait principalement sur l'existence d'une minorité organisée devenue la maîtresse des postes-clés politiques et sociaux. » (1).

Maurras va élaborer une véritable théorie des quatre Etats confédérés : « juifs, protestants, maçons, métèques », qui auraient comme conditions communes, l'étrangeté et la domination de tout : « Les juifs apportaient les fonds, les métèques de la chair et du sang, les maçons de

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 29.

l'intrigue et de l'entre-gens ; l'esprit, si l'on peut dire venait du groupe protestant libéral » (1).

Barrès partage avec Maurras, avant la guerre de 1914, des idées relativement semblables et par exemple, il peut écrire d'Emile Zola : « Qu'est-ce que M. Emile Zola ? Je le regarde à ses racines : cet homme n'est pas un Français. (...) Parce que son père et la série de ses ancêtres sont des Vénitiens, Emile Zola pense tout naturellement en Vénitien déraciné. » (2). Ils ne font là que structurer des animosités malheureusement bien enracinées, ces « quatre Etats confédérés » auraient conjugué leurs efforts pour annihiler la substance nationale, condition sine qua non de leur toute-puissance : le juif, le protestant, le franc-maçon, le « métèque ». Ils vont les soupçonner et les accuser d'entretenir des relations très particulières avec l'Allemagne. Ce contraste de puissance est d'autant plus saisissant et inacceptable, que selon Barrès et Maurras, ils ne seraient même pas membres de la communauté nationale française. L'affaire Dreyfus et le développement de l'idée de la trahison seront le point d'orgue de cette phobie. Les autres « juifs symboles » qui vont être attaqués sont nombreux, notamment Reinach et même Henri Bergson. Ce grand philosophe français, atypique, original, connu et admiré dans le monde entier, professeur au Collège de France, futur membre de l'Académie française, futur prix Nobel de littérature et très proche ami de Péguy, s'était pourtant opposé avec force et vigueur au kantisme qui dominait à cette époque l'Université française, et d'une manière générale s'était détourné totalement de la philosophie allemande. Le 8 août 1914, Henri Bergson allait même déclarer à l'Académie des sciences morales et politiques, dont il est membre depuis 1901 :

« Vouée à l'étude des questions psychologiques, morales et sociales, notre compagnie accomplit un simple devoir scientifique en signalant, dans la brutalité et le cynisme de l'Allemagne, dans son mépris de toute justice et de toute vérité, une régression à l'état sauvage. » (3)

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune français*, Amiot-Dumont, Paris, 1949, p. 69.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, p. 43-44.

3. Henri BERGSON, cité par Pascal ORY et Jean-François SIRINELLI in *Les intellectuels en France*, Paris, Perrin, 2004, p.101.

Les attaques contre les protestants sont aussi très fréquentes, de la part de Barrès et de Maurras. Ils dénoncent une prétendue relation entre la haute société protestante française et l'Allemagne luthérienne. Mais c'est surtout sur le terrain de la formation des esprits que les assauts vont se concentrer. Les « protestants symboles » sont Gabriel Monod et le groupe composé des « néo-criticistes zélés » installé par Jules Ferry au ministère de l'éducation nationale : Ferdinand Buisson, Edmond Sée et Jules Steeg. Bien évidemment, jamais la moindre preuve de ces allégations ne sera apportée, mais Barrès et Maurras créeront une détestable rumeur.

Péguy est à l'opposé des attaques contre ces cibles. Il est l'ami de nombreux juifs et protestants. Péguy, après sa mort, sera même cité parmi les soldats juifs par le rabbin de la rue de la Victoire à Paris. Il déclare dans *Notre jeunesse*, être l'ami des juifs pauvres :

« Les antisémites parlent des Juifs. Je préviens que je vais dire une énormité : les antisémites ne connaissent point les Juifs. (...) je ne connais guère que des Juifs pauvres et des Juifs misérables. Il y en a. Il y en a tant que l'on n'en sait pas le nombre. J'en vois partout » (1).

Dans la défense de l'innocence du capitaine Dreyfus, Péguy a été en pointe en signant la deuxième pétition. Il ne changera jamais de position. Il va même la confirmer en 1909, par la publication de *Notre Jeunesse*, quand s'affirme son nationalisme et qu'il dénonce les « profiteurs politiques » de l'affaire. Il s'oppose frontalement avec Maurras, dans *Notre Jeunesse*, sur l'affaire Dreyfus. Cette affaire n'est pas pour lui une construction, ni une représentation intellectuelle, mais c'est au contraire l'analyse de Maurras, qui n'aurait été qu'une construction intellectuelle :

« Les théoriciens de l'Action française veulent que l'affaire dreyfus ait été dans son principe même, dans son origine, non seulement une affaire pernicieuse, une affaire véreuse, mais une affaire intellectuelle, une invention, une construction intellectuelle, un complot intellectuel. Je me permettrai de dire à mon tour et en retour, que cette idée me paraît être le résultat d'une construction intellectuelle. » (2)

La dénonciation de ce paradoxe de *L'Action française*, qui affirme être l'ennemi du parti

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC t.3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 134.

2. Op. cit., p. 123.

intellectuel et du monde moderne et qui est l'auteur d'une construction intellectuelle, s'inscrit parmi une longue série que Péguy fait remarquer avec pertinence.

Si les analyses de Barrès et de Maurras étaient proches sur les étrangers, les juifs, les protestants, les francs-maçons, et les « métèques », il faut néanmoins apporter des nuances. La personnalité de Barrès est différente de celle de Maurras. Barrès est un homme qui est capable d'évoluer. Ce changement, cette révolution de Barrès principalement par rapport à sa conception sur les juifs, il l'affirme dans un ouvrage qu'il publie en 1917 *Les diverses familles spirituelles de la France*.

Son plus récent biographe, Sarah Vajda, démontre que Barrès frappé par l'Union sacrée a changé:

« Barrès retiendra la leçon dans un de ses livres peu connus, *Les Diverses familles de France* où, contre *l'Action française*, en dépit des dits et contre-dits de Maurras et de Léon Daudet, il accueille les israélites français combattants dans la famille France. L'amour des juifs pour cette patrie nouvelle suffit à effacer le soupçon de trahison qui, depuis la crucifixion, pèse sur eux. Barrès se rétracte et salue les jeunes gens, certains sionistes, d'autres pas, prêts à mourir pour France-ladouce. Les adieux de Barrès à l'antisémitisme de sa caste et de son milieu ressemblent à s'y méprendre à la rétractation de Léopold, obtenus par amour. Chacun a oublié ce livre et l'extraordinaire chapitre consacré aux juifs, livre pourtant si célèbre alors que Montherlant pouvait, sans être incompris, écrire en liminaire d'*Un petit juif dans la guerre* : « Dans nos milieux, on croyait que les juifs ne se faisaient tuer que dans les articles de Barrès » et poursuivre par la description clinique d'un préjugé antisémite qui l'empêche de devenir l'ami d'un jeune juif qui sauve sa compagnie et une bonne part de l'honneur français. » (1).

Quelques années auparavant, en 1991, Alain Finkielkraut avait déjà souligné cette réalité :

« La guerre de Barrès contre les juifs cessera dès la déclaration de guerre. Touché, ébranlé comme ne le fut jamais Maurras par le spectacle de l'Union sacrée, Barrès rangera alors et définitivement les juifs parmi « les diverses familles spirituelles de la France » au même titre que les catholiques, les protestants, les socialistes ou les traditionalistes. » (2).

Péguy désigne aussi ses ennemis intérieurs. Il s'agit principalement de ceux qui vont accepter l'influence allemande dans le socialisme. Il ne pardonnera jamais à Jaurès ce qu'il appelle l'alignement sur les positions allemandes. La « trahison » du socialisme et de sa spécificité française lui semble déjà être une capitulation de Jaurès et de Herr, face à l'ennemi allemand.

1. Sarah VAJDA, *Maurice Barrès*, Paris, Flammarion, 2000, p. 282.

2. Alain FINKIELKRAUT, *Le mécontemporain*, Paris, Gallimard, 1991, p. 68.

Ils auront une commune dénonciation pour un ennemi intérieur : les intellectuels et leurs vanités inutiles, qui du lycée à la Sorbonne auraient consacré la culture allemande. Cet intellectuel, ils vont le faire apparaître à l'image de Bouteiller comme un : « déchet fatal dans l'effort tenté par la société pour créer une élite »⁽¹⁾, et un manipulateur de l'esprit de la jeunesse française au profit des idées allemandes. Mais dans ce domaine aussi, Péguy se distingue de la critique de Barrès qui accuse les intellectuels, comme pendant l'affaire Dreyfus, de n'être que des : « dreyfusards, enjuivés, raisonneurs et kantien » parti de l'étranger et de l'universel. Si la critique péguyste est toute aussi virulente, elle porte néanmoins sur d'autres points. Tout d'abord, il accuse les professeurs de la Sorbonne et de la nouvelle Ecole Normale Supérieure de s'opposer à l'intérêt français, toujours au profit de l'Allemagne, en utilisant le prestige de leurs fonctions et des institutions :

« Ainsi ils retournent contre l'Etat, contre la République, contre la France, l'autorité même et le temporel qu'ils tiennent de la République, de la France et de l'Etat. C'est toujours exactement ce double jeu. Ce sont toujours des anarchistes de gouvernement. (...) Ils patronnent, ils intronisent, ils introduisent, ils créent l'anarchie... (...) La Sorbonne a horreur des soldats, c'est entendu, (à moins peut-être que se soient des soldats allemands. » (2).

Il ne reproche pas à ceux qu'il appelle les membres du parti de l'absolu, d'affaiblir la France face à l'Allemagne en altérant la pureté de l'identité collective, mais de prétendre englober toute altérité dans l'infinité de leur savoir. Alain Finkielkraut, résume avec précision ce que Péguy veut être face aux « intellectuels » :

« Et ce qu'il oppose à ce savoir, ce n'est pas un autre avoir, le savoir d'en bas, l'infailible savoir de la race ou de l'inconscient national, c'est la modestie du non-savoir, la nécessité de ne pas faire les malins, l'excédence du réel sur le concept, la disproportion entre la fécondité de l'être et les ressources de la théorie, l'échec du principe de causalité à se soumettre la création, la reconnaissance, enfin, qu'il y a, dans l'histoire, de l'événement c'est-à-dire de l'immaîtrisable, comme il y a du donné dans la nature. Tout est immense, répète-t'il, le savoir excepté. » (3).

1. Maurice BARRÈS, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p.49.

2. Charles PÉGUÉ, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 894.

3. Alain FINKIELKRAUT, *Le mécontemporain*, Paris, Gallimard, 1991, p. 71.

II) Une même méthode : le « conditionnement renforçateur et mobilisateur »

Le « germanisme » va générer et inspirer la méthode principale du nationalisme « post-Sedan » : le conditionnement renforçateur. Barrès, Maurras et Péguy vont transformer leur propre conditionnement issu de leur angoisse personnelle, en conditionnement de peur pour la société. Ils sont intimement persuadés que la France est faible par rapport à l'Empire allemand, et ils pourraient s'accorder sans difficulté sur ce constat dressé par Charles Maurras : « l'envahisseur du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle s'était assuré peu à peu, sans brûler une amorce, l'annexion d'importants districts du très libre esprit parisien. » (1), constat que Barrès renforce par cette idée centrale et partagée par le trio sur les Allemands :

« Que poursuivaient les Allemands ? La conquête morale du monde. Leur pensée nous envahit et sape nos traditions. Elle glorifie le passé et les espérances de l'Allemagne. Ceux qui s'en nourrissent regardent ensuite la France avec froideur et ils ont même honte d'elle. Ils s'enferment peu à peu dans un cadre intellectuel allemand. Nous avons à défendre notre patrimoine intellectuel. A le défendre pour l'humanité même, puisque nous avons la mission de le lui fournir... » (2).

Cette intuition douloureuse, ce sentiment permanent de la menace se transforment en peur phobique qui est un état émotionnel spécifique, susceptible d'être soumis au conditionnement. Elle peut et va jouer un rôle motivateur. Ils vont commencer par déployer ce que l'on pourrait appeler un conditionnement de peur. Cette peur permanente dans leurs œuvres est un état conditionnel dont l'état inconditionnel est la douleur. Cette peur est une anticipation de la douleur de la France. Ils vont distiller, répandre dans l'ensemble de l'espace social français ces théories nationalistes, qui sont plutôt une doctrine rigoureuse chez Maurras, une capacité de musique pour Barrès, une mystique avec Péguy, et dont le but est de faire acquérir à la population française des comportements. A la manière de Pavlov et de son chien, ils veulent introduire un stimulus

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 36.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 12, 1919-1920, Paris, Plon, 1949, p. 225.

déclenchant qui de manière réflexe conduira à la fois à une réponse de rejet absolue de « la faiblesse française » par la société, et à une volonté active de participer à la destruction de la puissance de « l'impérialisme allemand ». Ce conditionnement est le cœur du nationalisme « post-Sedan ». Son but affirmé est « d'entraver l'effort de décomposition sous lequel chancelle la patrie », en renforçant la France. La France aurait été à une heure où, selon Jean-Marie Domenach dans *Barrès par lui-même*, ces trois auteurs et d'autres ressentent un profond processus de dégradation : « Comme Maurras, Bergson, Péguy, Sorel, et c'est décidément le trait commun de l'effort de renaissance en cette fin de siècle, Barrès est étonnamment sensible au processus de dégradation. » (1). Ce conditionnement va utiliser l'ensemble des moyens dont il dispose : la presse, les œuvres littéraires, les déclarations politiques. La méthode est la répétition de manière obsessionnelle de la nécessité de se renforcer face à l'Allemagne en étant plus fort, et en acceptant même les sacrifices les plus pénibles, de la dramatisation et de la diabolisation de l'Empire allemand. De 1896 à 1914, leurs œuvres liées au danger du « germanisme » ne vont pas cesser de développer cette méthode. Elles ont un double effet, elles conditionnent les esprits français à la réaction et au renforcement, et elles les mobilisent dans l'esprit de reconquête des provinces arrachées. Les deux œuvres majeures de cette méthode, que va publier Barrès, sont les trilogies du *Roman de l'énergie nationale* et des *Bastions de l'Est*. Il écrit, avant la Grande guerre : « Je ne prendrai jamais mon parti qu'après 1870 la France ne se soit pas constituée comme une Sparte, subordonnant tout à la reconstitution de sa gloire et de son territoire. » (2), et donc son refus d'une France qui a accepté passivement l'humiliation, mais il signe, par la même, à contrario, l'efficacité toute relative du nationalisme « post-Sedan » à conditionner et à faire

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 33.

2. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 194.

évoluer de manière décisive les mentalités. Maurras, dont l'inquiétude est permanente : « De la paix branlante et de la guerre possible, nos réflexions s'étendaient à la nécessité de nous tenir sur nos gardes, d'être prêts à serrer le jeu politique. » (1), écrit surtout des articles, pour conforter cette méthode dans *L'Action française* et des ouvrages *L'Enquête sur la monarchie, et Kiel et Tanger*, qui seront au cœur de ce conditionnement renforçateur. Il regroupera aussi, dans un ouvrage qu'il ne fera paraître qu'en 1937 et qu'il intitulera *Devant l'Allemagne éternelle*, d'anciens articles essentiels dans lesquels est très clairement présent ce conditionnement. Péguy, à partir de l'affaire de Tanger en 1905 et la publication de *Par ce demi-clair matin* jusqu'à juillet 1914 et la *Note Conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne*, utilise le vecteur des *Cahiers de la quinzaine* pour développer également cette méthode. Péguy, dont la pureté des intentions est immense, se résigne bien évidemment et comme une évidence à son propre sacrifice pour la patrie française. Ce signe suprême de confirmation, de preuve par le sang versé, l'écrivain-officier de réserve le donnera le 5 septembre 1914, au deuxième jour de la bataille de la Marne, près de Villeroy à la tête de son bataillon, à l'issue de ce cheminement psychologique. Cette méthode va conduire le trio à être présent de manière séparée, mais unanime dans l'ensemble des « combats et des mesures » qui vont dans le sens de leur méthode. Le combat le plus symbolique est la loi du 7 août 1913, qui porte le service militaire de deux à trois ans. Ils vont défendre cette loi avec une particulière âpreté. En face, les pétitions des clercs hostiles à la loi des trois ans mobilisèrent une grande partie de l'Université républicaine. *L'Humanité* de Jean Jaurès publia en première page de son numéro du 13 mars 1913, un manifeste hostile à

1. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 108.

l'allongement du service militaire, intitulé « Pétition des universitaires », auquel s'associaient des membres des « milieux littéraires ». On y relevait entre autres les noms prestigieux de Paul Langevin, Alain, Charles Seignobos, Léon Brunschvicg, Emile Durkeim et Lucien Herr. Ce « conditionnement renforçateur » s'attachera à l'ensemble des facettes de la puissance, le militaire, le politique, les relations internationales, le culturel. Mais ce conditionnement va parfois se retourner contre ses propres objectifs, notamment dans le domaine économique. Alors que la France commence de retarder, de se décrocher du courant de modernisation technique qui emporte les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne, ils vont inciter à défendre une France où l'agriculture se protège et où les nouvelles féodalités s'installent. Cette doctrine va entraîner la conjonction du nationalisme et du protectionnisme et va aller dans le sens de la décadence. Les vieilles structures qu'ils s'efforcent de conserver vont entraver l'essor du pays, plus que le renforcer, face à l'économie dynamique et florissante de l'Allemagne. Plus de clairvoyance se serait assigné pour but d'augmenter la puissance du pays, plutôt que de conditionner les Français à conserver ce qui l'entravait.

§ 2 : Préparer la France à une « nécessaire » confrontation franco-allemande

Ils vont s'opposer avec la même détermination au pacifisme et développer le même esprit volontaire et déterminé, pour en découdre avec l'Empire allemand.

I) Une même intransigeance dans les méthodes contre la « déficience et les faiblesses du pacifisme »

Ce nationalisme angoissé en appelle à une résurrection française : restauration de l'autorité étatique, renforcement de l'armée, renforcement des anciennes mœurs, dissolution des facteurs de division. Ce nationalisme s'est construit sur un ordre imaginaire. Le mythe suprême ne serait-il

pas l'illusion d'une protection absolue ? Cependant, la démonologie et le délire de ces auteurs ont dépassé les fonctions ordinaires : l'antigermanisme en est la frénésie permanente. L'idée de la nation française face au « germanisme », va même constituer un véritable « impératif catégorique », auquel tout est soumis.

Le « germanisme » place le nationalisme « post-Sedan » dans une évidente logique de guerre, qui résonne en permanence de la défaite honteuse de 1870-1871 et de l'amputation de l'Alsace-Lorraine. Face à cette « évidence », il n'y a pas de place pour ceux qui refusent le combat.

Barrès, Maurras et Péguy vont connaître un mouvement d'ascension dans la radicalité à dénoncer le pacifisme de 1905 à 1914. En parallèle de la montée du danger, le pacifisme, l'internationalisme socialiste et la résignation vont se développer.

Le risque qu'aurait fait courir le pacifisme à la France n'était pas négligeable selon Jean-Marie Domenach, futur directeur de la revue *Esprit*, qui écrit en 1954 dans *Barrès par lui-même* :

« La grandeur du nationalisme français resté national est d'avoir constamment combattu une tentation à laquelle une certaine gauche aurait volontiers cédé : celle de se résigner à ce que la France devienne une pure patrie idéale, maîtresse de l'esprit, des arts et de la haute couture, et, pour prix de ce magistère, d'abandonner à l'Allemagne la puissance industrielle et la direction politique de l'Europe. C'est cette démission que Barrès traque chez ses adversaires, avec une violence parfois injuste quelquefois. Ce n'était pourtant pas un fantôme, elle rôdait en France avant quatorze ; encore une fois relisons Péguy, et ses violences aussi. Le nationalisme, ici, frappe juste, à la jointure béante, d'une politique oublieuse des enracinements de l'esprit, des bases fortes d'une culture. » (1).

Ils vont avec un avis unanime, mais toujours dans une action individuelle, s'attaquer au socialiste Hervé, mais plus encore à son symbole Jean Jaurès. Ils vont le faire avec une similitude dans la violence extrême de leurs propos. Ils ne peuvent admettre qu'il puisse rechercher la paix avec l'Allemagne, notamment au travers de l'internationale socialiste, puisque selon eux, de toute

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 60.

manière, elle est impossible. Et de toutes façons, Barrès, Maurras et Péguy désirent par-dessus tout la guerre. Ils ne peuvent non plus admettre son amitié intellectuelle pour l'Allemagne qu'ils assimilent à une complaisance coupable. Tout au long de sa vie politique, Barrès a combattu les idées du chef socialiste, non sans éprouver à son endroit une sorte de fascination, dont témoignent ses *Cahiers* : « Vous pensez que si je dis que j'ai eu de l'amitié secrète pour un Jaurès, dont je repousse les idées, mais qui avait une flamme..... » (1).

Mais néanmoins, sa condamnation de Jaurès et la dénonciation de sa fascination pour l'Allemagne intellectuelle est terrible et injuste, puisque lui-même a vécu une semblable attirance quelques années auparavant. Il va l'accuser de trop bien connaître la langue allemande et de cautionner le pangermanisme :

« Jaurès fier de savoir si bien l'allemand : Cela est mon domaine. De Kant à Hegel, à Hahn, à Nietzsche, il passe nécessairement au pangermanisme. (...) Il veut la paix, et il se trouve que c'est la paix allemande, l'acceptation du pangermanisme. » (2).

et d'être déjà presque un citoyen allemand (3).

La grande opposition Barrès-Jaurès sur l'Allemagne, il va la confirmer quelques années plus tard dans *Une Enquête au levant* :

« Je détestais la profonde corruption que le germanisme et l'orgueil de la tribune avait introduite dans ce Latin. Je sentais que né pour un écho sonore au cœur de la France, il trouvait ce rôle trop étroit et qu'il courait toujours se placer au cœur de l'Europe. » (4).

Mais en Jean Jaurès, Barrès admirait aussi l'homme de culture, l'adversaire courageux, et c'est

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 1, 1896-1898, Paris, Plon, 1929, p. 5.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 111-112.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 70-72 : « Déjà Jaurès, remarquez-le, a pris ses précautions. Déjà il a quitté à demi la France. Il est citoyen de l'Europe. Il en prend les intérêts, les soucis. Enfin, me dit quelqu'un, il vit de la langue française. Mais non pas, il est prêt à vivre de la langue allemande. Il a parlé à Berlin ; Dès maintenant sa pensée est allemande plutôt que française. Quel emploi fait-il de Corneille, de Bossuet ? Il peut être député au Reichstag comme au Palais-Bourbon. Tenez, sa situation est celle de Bazaine dans Metz. Au milieu d'une France qui se défait, il garde une armée, les troupes socialistes, pour parer à tous événements. Son imagination n'est jamais tournée vers le passé, mais vers l'avenir. Il est pour lui le lieu de combinaisons innombrables. ».

4. Maurice BARRES, *Une Enquête au pays du Levant*, Paris, Plon- Nourrit, 1923, t. 2, p. 180.

sans hésiter une seconde qu'il ira, lors de son assassinat le 31 juillet 1914, au domicile du disparu à Passy, afin d'exprimer sa profonde émotion à sa fille, puis s'incliner devant sa dépouille. Il va décrire la scène dans le onzième tome de ses *Cahiers* :

« Je m'incline devant Jaurès, et je redescends l'escalier. En bas, la fille de Jaurès, ma lettre ouverte à la main, des pleurs dans les yeux, me remercie avec une grande noblesse naturelle, une émouvante simplicité et retenue. Dans le jardinet, je serre la main des deux militants. Sur le trottoir, devant la cité qu'ils gardent, les quatre agents me saluent. Quelle solitude autour de celui dont je sais bien qu'il était, car les défauts n'empêchent rien, un noble homme, ma foi oui, un grand homme : Adieu Jaurès, que j'aurais voulu pouvoir librement aimer ! » (1).

Au scandale, précisément de certains amis de Maurras, il répondra en ces termes :

« Quand je pense qu'il y a chaque semaine un crétin pour me reprocher d'avoir écrit ma lettre à Mlle Jaurès. (...) » « Je lis ces lettres de blâmes. Elles ne me troublent pas. Je ne suis lié à aucun parti et j'ai horreur de tout ce qui veut du dehors me contraindre. » (2).

Il est à noter que Barrès, dans ses relations manifesterait toujours ce comportement ouvert, à la différence de Maurras, mais aussi de Péguy. Ses constructions théoriques ne pèseront d'ailleurs jamais bien lourd au regard de ses passions. Le meilleur exemple est certainement celui de sa foudroyante liaison avec la poétesse et comtesse Anna de Noailles, qu'il rencontre et qui le subjugué en mai 1899, quand elle a vingt-trois ans et qu'elle est dans tout l'éclat d'une beauté somptueuse. Elle est née Princesse de Brancovan, issue d'une famille roumaine prestigieuse, elle est plutôt de gauche, dreyfusarde affirmée, féministe et fondera le futur prix littéraire Fémina. Mais qu'importe ! Maurice Barrès va vivre avec elle une passion dévorante, mais surtout un grand amour romantique (3).

Maurras s'oppose aussi avec fermeté à l'esprit même du pacifisme, car il ne serait qu'une faiblesse qui ne génère paradoxalement au travers de l'histoire que les guerres les plus cruelles :

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 11, 1914-1918, Paris, Plon, 1938, p. 88.

2. Maurice BARRES, cité par Eric Roussel dans la préface de Maurice Barrès, *Romans et voyages*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 68.

3. Anna DE NOAILLES, *M. Barrès, Correspondances 1901-1923*, Paris, L'inventaire, 1994.

« Notre aversion pour l'état d'esprit pacifiste n'est si violente que parce que le pacifisme porte le germe de guerres infiniment plus cruelles que toutes celles qui naissent sans lui. » (1).

Plus encore que la virulente critique de Jaurès, homme de gauche qui développait le mythe d'un bellicisme purement impérial, princier, junkerien, capitaliste, auquel saurait répondre l'insurrection des travailleurs allemands, ce que Maurras dénoncera, comme Barrès et Péguy, avec le plus de dureté et de constance, c'est son amitié pour l'Allemagne : « Mais le point le plus vulnérable du Jaurèsisme n'était pas dans son démocratismes républicain à tout prix. C'était plutôt la folle politique étrangère qui subissait son incurable amitié de l'Allemagne. » (2).

Péguy est le plus déçu par Jaurès, car ce dernier a été l'un de ses maîtres. Depuis le 22 octobre 1905 et la publication de *Notre Patrie*, Péguy ne cesse d'attaquer Jaurès, en l'accusant de ménager le socialiste antimilitariste Hervé, en raison de sa force effective dans le mouvement

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 20 octobre 1914, in DPC Paris, A la cité des livres, 1932, t.4, p. 280 : « Voyez la réforme du XVI^e siècle et son appel constant à l'évangélisme le plus littéral, c'est-à-dire, croyait-elle, le plus doux et le plus pur ; elle a commencé par déchirer et ensanglanter son berceau, l'Allemagne ; sa période de virulence s'est terminée par un combat fameux qui a duré la bagatelle de trente ans, au moment précis où Sully, chez le bon roi Henri, tirait ses plans de paix perpétuelle. Voyez la philosophie du XVIII^e siècle. Elle était merveilleusement pacifiste : elle a déterminé près de vingt cinq années de guerre, les plus coûteuses, les plus sanglantes qu'eût jamais vues le monde, et auprès desquelles les plus cruelles luttes de l'ancien régime alors même qu'elles duraient deux fois sept ans paraissent de simples manœuvres d'armées. Voyez le mouvement des nationalités au XIX^e siècle : on n'y parlait que de déclarer la paix à l'Europe, chaque race embrassant sa voisine au chant d'une *Marseillaise* nouvelle, celle de Lamartine : or, des révolutions de 1848 (Paris, Vienne, Berlin, Rome), aux campagnes de Russie, d'Italie, de Danemark, d'Autriche, de France et de Turquie, on n'a guère cessé, pendant trente ans, de se battre de nation à nation quand ce n'était pas de concitoyen à concitoyen, comme nous l'avons fait entre pacifistes plus ou moins repenties en 1871. La faribole pacifiste a recommencé à sévir vers 1896 et 1897 : guerre turco-grecque, guerre hispano-américaine, guerre du Transvaal, guerre de Chine, guerre de Mandchourie, guerre du Maroc, et j'en passe une, la plus récente... Parfois même, il y a une coïncidence complète entre la mise en circulation des formules de paix perpétuelle et le recours au droit du plus fort. D'autres fois, la chimère précède ou suit de peu les hostilités. Le tsar a établi son tribunal de paix européenne entre la guerre des Boers et la guerre du Japon. ».

2. Charles MAURRAS, *Pour un jeune Français*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p.127-128 : « Mais le point le plus vulnérable du Jaurèsisme n'était pas dans son démocratismes républicain à tout prix. C'était plutôt la folle politique étrangère qui subissait son incurable amitié de l'Allemagne. (...) Imperméable aux idées claires, le grand orateur ne l'était pas moins aux réalités palpables : le Congrès international d'Amsterdam lui avait montré des chefs socialistes allemands plus que loyalistes : fidèles, envers leur patrie et leur Reich, il avait entendu Bebel « prendre la défense des Hohenzollern » « contre la République française » parce que celle-ci envoyait de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie sur les champs de grève ; au congrès de Stuttgart, le même « parti frère » s'était refusé à toute propagande antimilitariste. En 1911, lorsque nos concessions congolaises loin de satisfaire l'Allemagne, l'avaient excitée, stimulée, et exaspérée, Jaurès n'y compris rien. ».

révolutionnaire. Sa dernière grande attaque contre Jaurès date de la motion votée au congrès de la SFIO en juillet 1914 à l'initiative de ce dernier, et qui lui semble être d'une naïveté littéralement « désarmante ». Les socialistes français se refuseraient à comprendre, face à l'Allemagne, que l'on peut décider seul à faire la guerre, mais qu'il faut être deux pour faire la paix. Malgré les avertissements d'Andler, ils auraient continué à croire que les socialistes allemands étaient antimilitaristes. Si Jaurès a ce « comportement borné », Péguy a une explication. C'est surtout à ce niveau que l'on peut accuser Péguy d'outrances. Jaurès, dans *L'Argent* et *L'Argent suite*, est constamment insulté, traité de « pleutre », de « fourbe », de « grossier maquignon du midi », « d'espèce de Mac-Mahon », de « gros bourgeois parvenu », de « ventru, aux bras de poussah »..... (1). Mais au-delà, il va lui faire un véritable procès d'intention en déclarant que : « Ce représentant en France de la politique impérialiste allemande, capitaliste allemande, et particulièrement coloniale allemande est tombé dans un mépris universel. » (2). La conséquence est sans appel : en temps de guerre, seule la politique de la Convention nationale est applicable. Péguy va écrire une phrase qui va lui être longtemps reproché pour son extrême dureté à l'encontre de son ancien ami Jean Jaurès : « il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention Nationale, c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix. » (3). Romain Rolland affirme même dans *Péguy*, l'avoir entendu dire sur un ton de fureur concentré, à propos de Jean Jaurès : « Nous ne partirons point sur le front, en laissant ces traîtres vivants, derrière notre dos. » (4), et il rapporte, selon Halèvy, le comportement

1. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 798.

2. Ibid.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 924.

4. Cité par Romain ROLLAND, *Péguy*, Paris, Albin Michel, 1944, t. 2, p. 180.

de Péguy apprenant le meurtre de Jaurès : « Péguy manifesta « une exultation sauvage ». » (1).

Mme Favre, amie proche chez qui Péguy passa ces dernières heures à Paris, va tenir des propos différents sur sa réaction après le meurtre de Jaurès : « Tout son être tendu, raidi sous une douleur refoulée au plus creux de lui-même, était le symbole d'une écrasante fatalité ; peut-être, si je lui avais parlé, l'aurais-je brisé... » (2). Au-delà de Jaurès, dans *L'Argent suite*, Péguy attaque l'ensemble des Français aspirant à la réconciliation avec le peuple allemand. Il les accuse de trahir la France et la Révolution et ils sont qualifiés automatiquement, comme le professeur Charles Seignobos, de : « pangermaniste » (3). Ainsi la Sorbonne et l'École Normale Supérieure n'auraient été que le « foyer du parti allemand » (4).

Si Maurras attaque Francis de Hault de Pressensé, responsable de la Ligue des Droits de l'homme, issu d'une famille de la noblesse protestante et fils de pasteur, c'est d'abord pour cette appartenance : « Nous n'avons jamais partagé les préjugés trop favorables du monde conservateur à l'égard de M. de Pressensé. Pour ce monde, il suffit d'être né fils de pasteur ou de rabbin pour être porté aux étoiles. »(5). Elle expliquerait son dreyfusisme et son comportement « pro-allemand ». Mais comme pour Jaurès, la déception de Péguy est différente, bien supérieure en intensité pour ces hommes qu'il a appréciés, lors de l'affaire Dreyfus. Elle repose sur le rejet absolu de leur vision de l'Empire allemand, leur non-volonté de le condamner pour son occupation de l'Alsace-Lorraine, mais aussi sur leur pacifisme. Les propos de Péguy vont dépasser encore en outrance ceux que Maurras a pu écrire sur le sujet, mais ils s'en distinguent, car ils ne partent pas d'un total préjugé. Péguy va de plus en plus s'attaquer, comme pour Jaurès,

1. Cité par Romain ROLLAND, *Péguy*, Paris, Albin Michel, 1944, t. 2, p. 180.

2. Ibid.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 908.

4. Op. cit., p. 892

5. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 21 janvier 1914, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.4, p.163.

au physique de sa « victime » : « Le plus cafard de toute la bande, c'est notre vieil ami le vidame Francis de Pressensé. Ce bouffi (...) ce tonneau a résolu d'occuper depuis dix ans la seule position peut-être qui soit intenable. » (1). M. de Pressensé n'aurait été qu'un :

« demi-solde du dreyfusisme (...) Cette grosse barrique a tenu constamment des positions et des situations de déséquilibre intellectuel et même mental où un mètre cube le plus carré n'arriverait même pas à se mettre sur son derrière. » (2).

Barrès, Maurras et Péguy ne croient pas à l'existence de pacifiste en Allemagne et certainement pas au pacifisme du SPD. Maurras pense que les sociaux-démocrates tirent leur puissance de l'existence de l'Empire (3). Il ira chercher des références pour enrichir son angoisse, comme Barrès (4) et Péguy (5), chez le spécialiste français du pangermanisme et écrira : « Charles Andler nous avertissait du nationalisme et de l'impérialisme des socialistes allemands. » (6).

II) Le caractère « inévitable, nécessaire et impératif » d'une confrontation franco-allemande

Le « germanisme » va conditionner ces penseurs nationalistes dans l'idée qu'une guerre franco-allemande, s'inscrit dans l'ordre de la nécessité. Cette représentation est tellement angoissée qu'ils ne sont plus ceux qui attendent l'envahisseur de pied ferme ; ils sont ceux qui vont rêver

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 919.

2. Op. cit., p. 920.

3. Charles MAURRAS, *Les chefs socialistes pendant la guerre*, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1934, t. 5, p. 197 : « Votre social-démocratie n'a de force que par l'unité germanique. Supprimée l'assemblée d'empire, le socialisme évolue vers la mort. ».

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 70-72 : « En Allemagne ce sont les socialistes qui s'élanceront avec le plus d'ardeur sur la riche proie qu'est la France, car dans cette population surabondante, trop à l'étroit, ils sont les moins bien partagés et s'ils tiennent à se mettre en règle avec la doctrine ils trouveront bien quelque philosophe pour leur expliquer que seuls ont droit de posséder ceux qui sont capables de défendre ce qu'ils possèdent. Tout cela nos députés socialistes le savent. Ils l'ont vu de leurs yeux quand ils visitaient l'Allemagne, quand ils fréquentent les congrès internationaux, qu'ils lisent les publications de leur parti. Et s'ils n'ont pas su le lire, le voir et l'entendre, leur savant camarade Andler le leur a expliqué. ».

5. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 946 : « Sur les quatre millions de voix socialistes allemandes il y en a trois millions qui ne sont pas sérieuses, qui ne refuseront rien ni au militarisme, ni à l'impérialisme, ni au colonialisme, ni par suite au capitalisme. Trois millions qui ne sont qu'un remplissage, un rembourrage de plus ou moins de mécontentement. (Et sur le million qu'il reste il y aurait beaucoup à dire, et beaucoup de réserves à faire.) (Et beaucoup de déchets encore). »

6. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 et 29 mars 1919, in DPC Paris, A la cité des livres, 1932, t.2, p. 342.

d'en découdre pour la gloire et la survie de la France, terre d'exception, dépositaire de l'honneur du monde civilisé. La période de 1896 à 1914 incarne ce conditionnement et cette préparation. Ils pensent que les dirigeants français ont commis une faute de ne pas la déclarer plus tôt, pour engager une légitime revanche et laver dans le sang l'affront de la défaite de 1870, et l'amputation de l'Alsace-Lorraine.

Dès 1884, Barrès avait écrit dans le premier numéro des *Taches d'encre* : « Notre tâche spéciale à nous, jeunes hommes, c'est de reprendre la terre enlevée de reconstituer l'idéal français » (1). De toute manière, ils pensent que même si la France se refuse à exécuter ce « devoir sacré », la guerre est inévitable puisque notre pays est une proie évidente des Allemands qui pour des besoins commerciaux et pour assurer la vie de leur population n'aspireraient qu'à : « la domination du monde. » (2). Ils vont en conséquence et comme une évidence polariser leur pensée politique sur la guerre et sur l'idée de la nécessité impérieuse de laver l'honneur français dans un « grand bain de sang franco-allemand ». De 1895 à 1914 pour Barrès et Maurras, et de 1905 à 1914 pour Péguy, ils n'auront de cesse d'avancer un même objectif national : la préparation de la confrontation franco-allemande, alors que la République voudrait penser à d'autres thèmes, notamment l'économie ou la colonisation. Leurs œuvres sont des œuvres de guerre. Le nationalisme « post-Sedan » va consister en cette articulation de conditionnement renforçateur de la société française appliqué à cet objectif premier : la nécessité d'une guerre franco-allemande. En 1900 dans *L'Appel au soldat*, Barrès exprime une position sur la guerre nécessaire et sacrée avec l'Allemagne que Maurras et Péguy à partir de 1905, auraient pu écrire à sa place. Barrès

1. Maurice BARRES, « Un mauvais français : M. Victor Tissot », *Les Taches d'encre*, n° 1, 5 novembre 1884 in *L'œuvre de Maurice Barrès*, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, Au club de l'honnête homme, t. 1, 1965, p. 404.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 112.

écrit qu'il s'agit d'une guerre sacrée avec l'Allemagne, car lorsqu'elle est victorieuse et qu'elle devient occupante comme en Alsace-Lorraine : « elle nous excommunie, elle prêche l'anéantissement de notre langue, de notre pensée » (1). C'est pour cela qu'en 1908, quand Barrès dresse le bilan de vingt-cinq années d'activité politique, il confie : « je n'ai jamais tenu profondément qu'à une seule chose : la reprise de Metz et de Strasbourg. Tout le reste je le subordonne à ce but principal. » (2). Maurras défend à de multiples reprises l'idée de la guerre franco-allemande en tant que guerre juste et nécessaire. L'Alsace-Lorraine et la Revanche en sont systématiquement le prétexte, en 1910 il confie comme un regret : « il y aura bientôt quarante ans que les gens de Berlin sont venus chez nous, que nous n'avons pas su leur rendre la visite et que Metz, Strasbourg, Colmar et Mulhouse sont captives. » (3). Son ami Jacques Bainville, spécialiste de l'Allemagne à *L'Action française*, regrette, dans de nombreux articles, l'idée de paix qui à cette époque n'aurait fait que consacrer la « prééminence du caporalisme prussien. » (4). Si la République avait été renversée, Maurras imagine : « La belle guerre qu'aurait pu faire ce grand peuple sous un bon roi ! Et, au retour de l'armée du Rhin la paix magnifique. » (5). Mais puisque la guerre aurait été inévitable et qu'elle n'a pas encore éclaté, il écrit dans *Kiel et Tanger* que : « La paix armée veut la force. Nous n'avons pas le choix, le militarisme s'impose. » (6). Péguy n'a pas non plus accepté qu'en 1870, les Français abandonnent l'Alsace-Lorraine, et il voue

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 930.

2. Maurice BARRES, «vingt-cinq années de vie littéraire », *Le Matin*, 1^{er} mars 1908.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 janvier 1910, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 3, p. 413.

4. Jacques BAINVILLE, La paix, *L'Action française*, 2 juillet 1911 : « Ce qui épouvante simplement un peu, quand on se penche sur l'histoire et que l'on compare l'état présent de la société européenne à quelques-uns de ses états antérieurs, c'est que certains de nos contemporains aient pu arriver à cette conviction que la destinée des peuples va se fixer et le genre humain se cristalliser dans les formations qui sont issues d'une des plus graves atteintes que la force égoïste et brutale ait portées à la veille idée de justice européenne et d'équilibre international. Se persuader que les rapports des peuples entre eux ont atteint aujourd'hui le point de perfection, c'est une pensée dont ne se fussent avisés, par exemple, ni Proudhon ni Leibniz. Ces grands esprits voyaient à l'Europe un autre avenir que celui d'une paix ayant pour condition la prééminence du caporalisme prussien ».

5. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 28 janvier 1910, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p. 413.

6. Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, Paris, NLN, 1921, p. 257.

souvent même de la haine à la génération de 1870 : « Mais je méprise et je hais, mais j'en veux à ces misérables français qui pour avoir la paix ont vendu deux provinces et ensuite sont allés pleurer à l'Assemblée de Bordeaux. » (1). La guerre ne devait pas s'interrompre, ce qui explique qu'elle est, dans son esprit, toujours et même de plus en plus nécessaire : « Ce n'était pas seulement le droit, et le devoir, de continuer la guerre ; et une nécessité de pacte plus forte que tout. » (2). Cette guerre il l'a tellement désirée, et comme une passion, il va l'idéaliser en une merveilleuse épopée dans l'histoire éternelle de la France :

« Un saisissement de besoin, un très profond besoin de gloire, de guerre, d'histoire qui à un moment saisi tout un peuple, toute une race, et lui fait faire une explosion, une éruption. Un mystérieux besoin d'une inscription. Historique. Un mystérieux besoin d'une sorte de fécondité historique. Un mystérieux besoin d'inscrire une grande histoire dans l'histoire éternelle. »(3).

Alors que les années se rapprochaient de plus en plus du conflit, du fait du conditionnement, aucun des trois auteurs n'a tenté d'infléchir son raisonnement, notamment en recherchant s'il n'y avait pas une part de manipulation dans cette course des décideurs mondiaux qui poussaient à la guerre par besoin d'un nouveau souffle économique planétaire. Pour ce conflit à venir, ils en sont restés à un « germanisme » strict et à ses causes politiques, culturelles et diplomatiques. Si cette guerre est présentée comme une évidence, elle est néanmoins chez aucun des trois auteurs, imaginée, décrite, anticipée. Même s'ils ont eu des pressentiments sur le changement de nature de la guerre qui allait devenir technique et scientifique, ils n'ont pas voulu le laisser transparaître. Même Péguy, qui voue une haine particulière à la modernité et qui aime aller voir derrière la tête des choses, n'a pas dénoncé les risques de ce conflit nouveau. Il a fixé et conditionné les Français dans l'idée d'une guerre héroïque et chevaleresque, alors que ce carnage ne verra que le triomphe de la mécanique, des intérêts et le naufrage de l'homme et de sa dignité.

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 923.

2. Ibid.

Chapitre II : L'incapacité du « germanisme » à unifier les nationalismes de Barrès, Maurras et Péguy et ses conséquences

Les « germanismes » n'arriveront pas à unifier en une idéologie unique et cohérente le nationalisme « post-Sedan ». Si ce dernier dispose d'un socle face à l'Empire allemand, il connaît de profondes divergences entre ses trois auteurs qui peuvent entraîner pour ce terme l'emploi du pluriel, mais pluriel qui va nécessairement l'affaiblir.

Section 1 : En réalité des « germanismes » pour des « nationalismes »

Parmi les nombreuses oppositions et divergences entre ces trois auteurs, les plus essentielles sont relatives à l'histoire, à l'homme, à la politique et aux institutions.

§ 1 : Une opposition sur l'histoire de France, et sur l'homme

L'unité de l'histoire et la place de l'homme dans la société, va profondément diviser les trois nationalistes « post-Sedan ».

I) Une opposition entre une histoire unie et une histoire rompue

Barrès écrit dans *Scènes et doctrines du nationalisme*, une phrase qu'il aurait pu appliquer, compte tenu de leurs différences, à Maurras et à Péguy : « Le nationalisme, c'est de résoudre chaque question par rapport à la France. Mais comment faire, si nous n'avons pas de la France une définition et une idée commune ? » (1). Car sur un sujet aussi crucial pour des nationalistes que l'histoire de France et son unité, ils s'opposent. Un événement historique est essentiel pour ces trois penseurs. Il s'agit de la Révolution française de 1789, puis de l'avènement de la

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 86.

République. Cet événement est central dans le « germanisme » maurrassien. Dans la chaîne du processus de représentation maurrassien du « germanisme », elle est l'une des trois « maladies contagieuses » de son produit. Il affirme même que la Révolution française n'est pas française, mais allemande. La France catholique et monarchique d'avant 1789 est seule pure, seule vraie politiquement. Mais cette rupture historique n'est pas cohérente, quand on se réclame de l'histoire de la France. L'historien Michel Mourre, dans *Charles Maurras*, oppose totalement la conception historique de Fichte qui va choisir son Allemagne comme une possibilité absolue, un indéterminé total, vierge de toute spécification historique et celle de Maurras qui accepterait l'histoire de France (1). Mais Michel Mourre fait l'impasse de la Révolution française, car Maurras comme Fichte va choisir son histoire de France. Ce rejet et son corollaire, la volonté de rétablir la monarchie, va profondément diviser ces auteurs en plaçant assez clairement Barrès et Péguy face à Maurras.

Obsédé par l'unité nationale, déterministe convaincu, très marqué par l'enseignement de Michelet mais surtout de Taine, Barrès ne peut pas admettre que Maurras retranscrive à son gré tel ou tel épisode de l'histoire du pays, car toute civilisation est un rapport de qualités et de défauts. Les périodes sur lesquelles il émet des réserves, à commencer par la Révolution, il les considère comme partie intégrante du long processus d'où est sortie, au moyen de sédimentations successives, la civilisation française. Barrès ne rejette pas la Révolution, ni l'Empire de l'histoire de France. Ce n'est pas un élément de son « germanisme ». Mais Barrès répugne à toutes les

1. Michel MOURRE, *Charles Maurras*, Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1953, p. 107 : « Le peuple de Fichte, c'est l'Urvolk, le peuple des origines à quoi ne correspond rien dans la matière et la mémoire : non pas un être mais un pur projet, qu'il appartient à la politique d'actualiser selon les schèmes du philosophe, sans le secours de la réalité et contre elle au besoin. A l'opposé, avant de choisir, d'affirmer et de vouloir, le nationalisme de Maurras accepte. Il se tourne, comme vers l'amie, vers cette Histoire qui n'est pour Fichte qu'une erreur monstrueuse, un crime contre l'être : l'auteur des *Discours* est tout tendu vers un futur qui le vengera de l'humiliation du passé et du présent. ».

formes d'hypostases, son républicanisme n'a rien d'absolutiste, il oppose simplement la morgue des émigrés de 1815 à la vertu des soldats du Premier Empire venant conquérir des titres aussi beaux que ceux des croisades. Il n'accepte pas en bloc l'héritage de la Révolution, revu et corrigé par l'Empire. Il ne faut donc pas s'y tromper, il renie à peu près tous les principes au nom desquels s'est faite la Révolution, tous ces principes abstraits, la raison contre l'histoire, les droits naturels contre les droits historiques, mais 1789, c'est aussi pour lui la nation rassemblée face à un avenir que l'on imaginait radieux. De même, il ne peut oublier Austerlitz, voire la retraite de Russie, incomparable anti-épopée possédant ce charme mystérieux des crépuscules auxquels il est si sensible, certainement à cause de sa passion pour Venise. Sa constante fascination pour le sang versé, l'attire aussi irrésistiblement vers cet événement :

« Je ne nie pas l'intérêt que j'éprouve pour la période révolutionnaire et pour les hommes de la révolution. Il est fait de tout ce sang qui les macule. C'est l'attrait d'une course de taureaux et de l'histoire des crimes célèbres. Ce n'est pas que l'histoire de Fualdès, mais c'est cela mêlé à d'autres grandes questions. » (1).

Le cœur pousse Barrès à faire sienne toute l'histoire de France, mais il est aussi réaliste. Il perçoit le parti qu'il est possible de tirer du mythe de la nation rassemblée, d'une histoire nationale assimilée et acceptée dans sa diversité. Il comprend combien est lourde l'erreur de se couper par préjugé idéologique, d'une masse considérable de Français sentimentalement attachés à la Révolution, même s'il considère cet événement comme un point d'arrivée et non comme un point de départ. A cet égard, *L'Enquête sur la monarchie* est d'un puissant intérêt, puisque la plupart des interlocuteurs de Maurras insistent sur le fait qu'ils ne pas peuvent accepter que l'on remette en cause la Révolution et ses acquis. La Révolution est aussi pour Barrès une des expressions du génie éternel de la France. Il fut toujours plus ou moins fasciné par cette époque qu'il considérait

1. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 10, 1813-1914, Paris, Plon, 1936, p. 234.

comme l'une des expressions les plus significatives de la vitalité française, car dans son esprit, la grandeur de la Révolution consiste à avoir porté à travers l'Europe la grandeur de la France. Au lendemain de la Grande Guerre, il va déclarer dans sa première conférence à l'Université de Strasbourg :

« L'esprit d'apostolat des plus vigoureux moments de notre histoire. Ces Français qui arrivent sur le Rhin se considèrent comme de la seule politique justifiable. (...) Pour eux le Rhin, c'est le pont par où les idées rationnelles, estimées seules légitimes doivent achever la ruine d'un passé féodal ; c'est le débouché par où l'esprit de l'Encyclopédie adaptera l'Allemagne aux temps modernes. » (1)

Que la France soit révolutionnaire, républicaine et non monarchique n'a guère de signification dans la longue lignée de la grandeur nationale. Il trouve la valeur de la Révolution non pas dans les principes de 1789 qui sont intérieurs, mais dans la poussée vers l'Est, dans l'affrontement sur le Rhin, dans la lutte pour l'hégémonie en Europe. La France révolutionnaire, puissante et armée, poursuivait l'œuvre des rois. La grande question, celle de l'unité de l'histoire de France est une question capitale, qui va dominer le débat qui oppose Barrès et Maurras. Elle commande toute sa pensée politique, car elle représente au-delà des vicissitudes de la politique, la seule certitude que les événements ne puissent pas ébranler. Elle est aussi l'unique élément susceptible de conserver au nationalisme ce qui en est la raison d'être face au « germanisme » : sa qualité de mouvement national français, de mouvement de rassemblement des Français. Le grand reproche de Barrès à Maurras est qu'il s'enferme dans une construction abstraite, donc antihistorique, car l'histoire ne possède pas d'autres critères, que celui du fait établi. Or, les faits sont les fruits d'une évolution, et qui dit évolution, dit continuité et surtout acception de la légitimité de cette continuité. C'est ainsi que l'essentiel de l'argumentation contre Maurras est contenu dans cette phrase de la lettre

1. Maurice BARRES, *Le génie du Rhin*, Paris, Plon, 1921, p. 8-9.

de réponse de Barrès, à *L'Enquête sur la monarchie* de Maurras : « Je ne date pas d'un siècle l'histoire de la France, mais je ne puis non plus méconnaître ses périodes les plus récentes. » (1).

Il fait aussi cet aveu dans le neuvième de ses *Cahiers* :

« Je suis fait comme la France, je suis sensible aux attraits de Rousseau. En voulez-vous savoir plus, je suis sensible à Robespierre, à Louis Blanc. Mais je continue de réfléchir et sous mes sentiments je laisse s'éveiller des sentiments plus réfléchis, je me sers de ma raison. » (2).

Les impératifs de la politique ne sauraient ébranler sa conviction que la tradition forme un tout organique. C'est pourquoi, il se refuse obstinément à considérer l'année 1789, comme une coupure dans l'histoire de France et il dit à propos de la France, qu'il voudrait forger :

« La patrie, la tradition nationale... Là dessus on peut faire de la Révolution un fossé. Je ne dis pas, je lui donnerai l'âme d'avant la Révolution ou l'âme d'après ; je ne veux pas choisir. Je l'installe sur l'histoire où il y a continuité et sur sa persévérance et sur son besoin de vivre. » (3).

Puis, il ajoute encore :

« Il faut trouver le rapport de ce traditionalisme à la Révolution, montrer qu'elle satisfait ou veut satisfaire les intérêts éternels. Si la révolution n'est fondée sur rien elle me répugne. Je n'ai pas d'amour pour un brusque volcan, je n'ai de respect, d'amour que pour une volonté longuement voulue, longuement assurée dans les siècles. Je ne veux pas de destruction, mais une floraison. Je veux qu'on crée ce qui était déjà. » (4).

En 1904 dans *Mes Cahiers*, il reconnaît aimer la République, mais la République capable de s'opposer et de triompher demain face à l'ennemi : « J'aime la République, mais armée, glorieuse, organisée. » (5). Son sens historique est suffisamment développé pour l'empêcher de tomber dans les erreurs de Maurras. Barrès le démontre, quand il écrit :

« (La Révolution) n'a pas été faite par les révolutionnaires à l'assaut, mais par les possédants de Versailles (...) La France est morte en 1789. Elle n'est pas morte de 1789 ou de 1793, mais elle est venue expirer à cette date. » (6).

-
1. Maurice BARRES, Lettre de M. Maurice BARRES, in Charles MAURRAS, *Enquête sur la monarchie*, Paris, NLN, 1924, p. 135.
 2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 319.
 3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 180.
 4. Op. cit., p.178-179.
 5. Op. cit., p.11.
 6. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 5, 1906-1907, Paris, Plon, 1932, p. 60.

Néanmoins il reproche à la Révolution d'avoir voulu désintégrer la société, de s'être efforcée de l'asseoir sur des bases foncièrement individualistes. Cette atomisation de la société équivalait à la perte du passé, collective ou individuelle, perte qu'il considérait comme la grande tragédie de son époque. En se refusant à un retour en arrière, il reproche aux hommes de 1789 : « d'avoir détruit le passé et détruit l'avenir » (1). De là provient l'accusation formulée contre la Révolution : « La légende de la Révolution a détruit les légendes des provinces, des corporations, des familles. » (2). Mais Barrès savait que c'était la Révolution, qui dans l'ivresse de la souveraineté nationale avait fondu les populations soumises à la couronne de France en une masse unique. Sur les thèses de Maurras, il porte un jugement sévère et relativement perfide :

« Ces Français de la fin du 18^e siècle étaient vraiment vidés de tout. Un certain nombre émigrèrent. C'est à l'étranger qu'ils prirent leurs idées, qu'ils furent Chateaubriand, Bonald, Maistre, etc.. Tout le romantisme et toutes les idées dont vit encore l'Action française, furent des idées ramenées par l'émigration. » (3).

C'est pour cela que le socle de sa théorie va résider dans l'acceptation d'un déterminisme, mais aussi dans la puissance de l'histoire de France. La théorie de la terre et des morts, qui est l'expression de son renforcement national face aux dangers du « germanisme », implique l'acceptation du verdict de l'histoire. Il va clairement refuser les choix inutiles et refuser d'exclure des périodes :

« Pourquoi nous enfoncer dans les voies hypothétiques où la France aurait dû passer ? Nous trouverons un profit plus certain à nous confondre avec toutes les heures de l'histoire de France, à vivre avec tous ses morts, à ne nous mettre en dehors d'aucune expérience. » (4).

1. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 7, 1908-1909, Paris, Plon, 1933, p.10.

2. Op. cit., p. 178.

3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 118.

4. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Plon, Paris, 1925, t. 1, p. 87 : « Entre toutes ces évolutions, qui semblent se contredire, de notre pays depuis un siècle, quelle angoisse morale s'il faut que notre préférence décide ! Après tout la France consulaire, la France monarchique, la France de 1830, la France de 1848, la France de l'Empire autoritaire, la France de l'Empire libéral, toutes ces Frances enfin qui, avec une prodigieuse mobilité, vont à des excès contradictoires, procèdent du même fonds et tendent au même but ; elles sont le développement du même germe et sur un même arbre les fruits des diverses saisons. ».

Péguy comme Barrès, n'accepte pas de rejeter des périodes de l'histoire de France. Mais Péguy est particulièrement admiratif, à la différence de Barrès de l'esprit de la Révolution. L'explication vient de sa volonté de retourner cet esprit sincère et noble contre l'Allemagne. Péguy refuse de commettre les erreurs maurrassiennes des exclusions historiques et il refuse donc, que l'on rejette l'histoire d'avant la Révolution. Car la continuité historique est une force. Il tient à dissiper les illusions dues à une lecture mythologique de l'histoire :

« Vingt, trente générations de Français, sans compter les suivantes, et celles qui viennent, d'avance (..) croient que le premier janvier 1789, à minuit zéro minute zéro seconde un dixième de seconde, et encore les vrais savants ne s'arrêtent pas au dixième de seconde, tout le monde a été créé splendide, tout le monde, excepté, bien entendu, les réactionnaires. » (1).

Si selon Péguy, la République a « déplacé » Louis XVI, c'est avant tout parce qu'elle a été plus roi que ce roi pas assez roi, que ce roi trop bon, pas assez ferme :

« Roi fainéant il fut déplacé par la jeune République comme les derniers Mérovingiens, devenus fainéants, furent déplacés par les jeunes Carolingiens, comme les derniers Carolingiens, devenus fainéants, furent déplacés par les jeunes Capétiens. La République fut la quatrième dynastie ; forte dans sa jeunesse. » (2).

Il y aurait même une continuité entre la monarchie et la Révolution. Si la seconde n'est pas la fille de la première : « Cette révolution, au fond était filleule et filiale de cette royauté ; on hérite, en politique, de ceux que l'on exécute ; et la tentation d'exécuter est grande, aussitôt qu'un régime veut se faire envoyer en possession de l'héritage. » (3). Car il y avait dans la monarchie l'ensemble des éléments de la centralisation du pouvoir et du jacobinisme. Le triomphe de ce pouvoir exécutif et centralisé a comme symbole Richelieu : « En outre c'est la Convention nationale qui est l'Ancien régime et c'est le régime de Robespierre qui est le régime de nos rois,

1. Charles PEGUY, *De la situation faite au parti intellectuel*, 6 octobre 1907, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 712-713.

2. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 930.

3. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 165.

étant le régime de Richelieu » (1). Il voit son triomphe dans la monarchie absolue de Louis XIV :

« La royauté française n'avait-elle pas introduit de force tout ce qui fait la force du monde moderne, cette unité de commandement, cette unité autoritaire, supérieure et descendante, cette unité centrale, cette unité de synthèse, artificielle et de composition, si contraire, si étrangère, si opposée à cette ancienne unité naturelle de mœurs, de conscience, de cœur. » (2).

A la veille de la Grande Guerre, Péguy dans *L'Argent*, va qualifier Maurras de moderne, de moderniste, qui fait une erreur manifeste d'appréciation sur l'Ancien régime et sa nature :

« Tous ces grands tenanciers de l'ancien régime parmi nous sont comme tout le monde. Ils sont essentiellement des hommes modernes et généralement modernistes. Ils ne sont aucunement, et encore moins que d'autres, des hommes de l'ancienne France. Ils sont réactionnaires, mais ils sont infiniment moins conservateurs que nous. » (3).

Son attaque va aller encore plus loin, puisqu'il accuse Maurras de ne même pas respecter les valeurs de l'Ancien régime :

« Ils ne démolissent pas la République, mais ils s'emploient tant qu'ils peuvent à démolir le respect, qui était le fondement même de l'ancien régime. On peut dire littéralement que ces partisans de l'ancien régime n'ont qu'une idée, qui est de ruiner tout ce que nous avons gardé de beau et de sain de l'ancien régime, et qui est considérable. » (4).

La nature même de la continuité historique va opposer de manière frontale Péguy à Maurras.

Pour Maurras, les sociétés sont des faits de nature et de nécessité et il affirme se conformer aux leçons de l'histoire, sauf quand il s'agit de la Révolution française : « notre maîtresse en politique, c'est l'expérience » (5).

Péguy ne se limite pas à cet état de fait, il soutient au-delà de Barrès et de Maurras, l'idée plus solide d'une continuité historique dont la nature spirituelle, seule garantie de la liberté. Il va

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 926.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 165.

3. Charles PEGUY Charles, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 809.

4. Ibid.

5. Charles MAURRAS, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p.110.

exprimer cette idée de la plus belle façon, en juillet 1910 dans *Notre jeunesse*, au sujet de son combat de soutien dans l'affaire Dreyfus :

« Ce que nous défendons ce n'est pas seulement notre honneur. Ce n'est pas seulement l'honneur de notre peuple, dans le présent, c'est l'honneur historique de notre peuple, tout l'honneur historique de toute notre race, l'honneur de nos aïeux, l'honneur de nos enfants. Et plus nous avons de passé, plus nous avons de mémoire, (plus ainsi, comme vous le dites, nous avons de responsabilité), plus ainsi aussi ici nous devons la défendre ainsi. Plus nous avons de passé derrière nous, plus (justement) il nous faut le défendre ainsi, le garder pur. Je rendrai mon sang pur comme je l'ai reçu. C'était la règle et l'honneur de la poussée cornélienne. La vieille poussée cornélienne. » (1).

La continuité péguyste qui comptait n'était donc pas celle des forces mécaniques du passé matériel qui détermineraient l'homme à l'avance de manière complète, les nécessités historiques ou biologiques de Maurras, la théorie de la terre et des morts de Barrès ; ce n'était pas non plus la continuité des vérités de logicien, mais bien plutôt celles des forces vives spirituelles, qui pouvaient rester ou redevenir révolutionnaires, parce que créatrices d'une humanité neuve.

II) Des divergences sur le rôle de l'homme, sa place et sa liberté

Dans la consécration de la société, il y a une union Barrès-Maurras face à Péguy qui se refuse, même nationaliste, de sacrifier totalement la liberté de l'individu. Barrès est parti du culte du Moi individuel pour aller en une décennie, au culte du Moi national. La dénonciation de l'homme abstrait du « germanisme », influe de manière décisive sur la construction barrésienne d'un homme déterminé par ses racines. L'homme n'aurait été simplement qu'un relais dans la transmission de la vie française. L'homme barrésien n'est pas libre et il n'est pas non plus guidé de manière kantienne par une morale. Ce thème est au centre des *Déracinés*. Cet ouvrage dont la publication date de 1897, exprime les considérations sur le régime politique et l'organisation

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 151.

sociale que va défendre Barrès. Il est donc antérieur à la flambée dreyfusienne. Celle-ci ne fait que lui confirmer sa menace phobique d'une désagrégation possible de la communauté nationale face à l'Allemagne, elle est un signal majeur. La vision barrésienne s'articule autour de la défense de la nation menacée, de la sublimation du culte du Moi et de la subordination de l'individu à la collectivité qui lui donne en retour des points d'ancrage dans l'espace et le temps : la terre et les morts. Le « germanisme » de Maurras, qui est un monarchiste, un « catholique institutionnel », un homme d'ordre et de raison, repose pour l'essentiel sur la dénonciation de la consécration de la liberté de l'homme et de ses droits individuels. Il ne fait aucun doute pour Maurras, que le Moi et l'individualisme sont germaniques et non français. La Révolution a, selon lui, détruit la famille monarchique au profit de l'individu. Il ne cherche donc, surtout pas à défendre la liberté de l'homme français face à la « barbarie » de l'Allemagne, mais la civilisation française à la fois contre cette « barbarie » et contre le républicanisme, « régime de l'étranger ». Son opposition à la Déclaration des Droits de l'homme est totale, ainsi que sa critique de l'individualisme qui veut s'« abriter » derrière la caution scientifique d'Auguste Comte, en reprenant cette phrase culte : « La soumission est la base du perfectionnement » (1). Dans sa pensée, le mot naître exprime un rapport de dépendance. Il lui apparaît donc absurde de prétendre que l'homme naît libre. La liberté, les Droits de l'homme ne peuvent donc être que des abstractions « juridico-métaphysico-blagologiques », dont s'enivrent pour le « malheur du pays », ceux qu'il appelle les « princes des nuées ». Entre la nation, le lieu où l'on naît, et la liberté cette « idole inconsistante », cette « ineptie vagabonde », il faut choisir, car la survie de la France dépend de ce combat. Son nationalisme, comme celui de Barrès, découle tout entier du fait primordial que nous sommes des êtres finis, nés sans l'avoir voulu sur une terre bien précise et que nos choix ne dépendent pas

1. Charles MAURRAS, « Un centenaire négligé » *La Gazette de France*, 23 juillet 1898)

d'un choix, mais seulement de notre appartenance. Aux « vaniteux » et aux « oublieux » qui se prétendent causes d'eux-mêmes, sa pédagogie de l'humilité rappelle qu'ils ne seraient que des conséquences, et que la France en chaque français précède l'individu. En 1903, il va définir avec il faut le reconnaître un certain humour, l'humanité et l'homme dans la « médiocrité » de sa condition humaine :

« Ce peuple de fourmis, errant sur un pâté de boue refroidi incomplètement, et qui ne pèse un soleil à l'autre extrémité de l'abîme, ne mérite pas qu'on l'énerve à tout propos du quolibet de sa faiblesse et de son impuissance. Cet infortuné peut beaucoup et il peut d'autant plus qu'il connaît plus exactement la limite de ses moyens et l'incomparable majesté de cette nature qu'il essaye en vain d'embrasser. Le pauvre Homme ne devient ridicule, en définitive, que lorsque sortant des réserves qui l'ont rendu si docte, si puissant et si glorieux, il se met à faire le charlatan et se trompe sur la qualité, la portée, la valeur et le sens de ses découvertes. Comme il n'a pas trouvé de pierre qui le rende immortelle ni d'élixir qui lui verse à point nommé le bonheur, il est ridicule quand il se vante de pareilles imaginations. » (1).

Seuls les groupes ont des droits, seule la nation française doit briller parmi ces groupes. A mesure que le temps passe, Barrès est de plus en plus convaincu que le passé lie l'avenir et que la collectivité prime l'individu. Au grand thème de la terre et des morts correspond l'idée, que l'homme français est le produit de notre société. Par le biais du déterminisme social, Barrès rejoint Maurras. Il est convaincu que les facteurs qui feront d'un homme un chef, tiennent beaucoup plus à l'inné qu'à l'acquis. Dans l'optique de Barrès, pleinement d'accord avec Maurras sur ce point, la famille, le milieu sont déterminants, et quel que soit le caractère agressivement réactionnaire qu'il a donné à cette conviction, il faut reconnaître qu'il l'a exprimé avec une particulière clarté dans *Les Amitiés françaises*, ouvrage publié en 1904 et écrit à l'attention de son fils unique Philippe. Là, si fort que soit le déterminisme hautement proclamé, l'auteur ne laisse pas indifférent lorsqu'il explique que pour s'insérer dans la terre des morts, l'individu doit subir une longue préparation, dont le premier principe est que l'on ne donne

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 19 juillet 1903, in DPC, Paris, 1932, A la cité des livres, t. 1, p. 321.

à l'homme que ce qu'il possède déjà. Barrès soulève un problème important en montrant combien la famille peut favoriser l'apparition de personnalités équilibrées, propices elles-mêmes à l'équilibre des sociétés.

Péguy va à partir de 1905, rejoindre progressivement un idéalisme d'appartenance qui va le conduire à écrire à la veille de la guerre, dans *la Note conjointe sur M. Descartes* : « L'homme se retourne vers sa race et aussitôt après son père et sa mère il voit s'avancer ce front de quatre et aussitôt après, aussitôt derrière il ne voit plus rien qu'une immense masse et une innombrable race. » (1). Il va consacrer aussi sans ambiguïté l'appartenance à une terre : « Il n'est pas donné à l'homme de se faire un autre berceau » (2), mais sans rejeter l'idée et le critère déterminant de la liberté. Jamais la société, la civilisation, le collectif n'étoufferont chez lui l'individu et son libre arbitre. Le collectif national pourra provisoirement suspendre la liberté individuelle sacrée de l'homme, que si la nation française et ses valeurs sont en danger de mort. S'il déclare la patrie en danger, c'est à l'inverse de Maurras qui dénonce les ravages de l'esprit révolutionnaire et qualifie les Droits de l'homme « d'idées de têtes », car la liberté de l'homme, ses droits et les valeurs de la Révolution sont menacés par la suprématie de l'Empire allemand sur la France « bastion des libertés dans le monde ». Péguy cherche à défendre la civilisation française, mais comme le symbole de la liberté contre « l'impérialisme allemand », et la République contre le césarisme et les intellectuels qui l'auraient parasité : « Elle a dans le laïque une sorte de vocation parallèle singulière, elle est indéniablement une sorte de patronne et de témoin, (et souvent une martyre), de la liberté dans le monde. » (3). Il veut désormais bien faire comprendre : « ce que

1. Charles PEGUY, *Note conjointe sur M. Descartes*, juillet 1914, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p.1298.

2. Charles PEGUY, *A nos amis, à nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 1314.

3. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC, t.3 Paris, Gallimard, Pléiade, p. 948.

vaut pour y appuyer une révolution, un peu de terre. »⁽¹⁾. Si Péguy développe, comme Barrès, un nationalisme émotif qui rejette le caractère systématique de celui de Maurras, ils vont néanmoins s'opposer sur l'homme. Car Péguy n'accepte pas de replier la pensée de l'homme, à sa région ou à sa race. Il ne défend pas l'idée de la voix du sang contre la voix de l'esprit. Alain Finkielkraut souligne, d'ailleurs avec pertinence, cette opposition fondamentale :

« Alors que Barrès constate dans *Le Voyage à Sparte* : « faute de sang grec dans mes veines, je ne comprends guère ni Socrate ni Platon », l'auteur *des Suppliants parallèles* bénit M. Naudy de l'avoir fait accéder à une vérité que ses ancêtres n'avaient pas déjà implantée dans son âme. Bref, tout en définissant, comme Barrès, la métaphysique moderne par l'avènement de l'homme dans la posture du sujet, Péguy oppose non l'abdication du fils mais l'abnégation du père de famille à la subjectivité triomphante. »⁽²⁾.

§ 2 : Des conceptions irréconciliables sur le sens de la politique et sur le régime politique nécessaire face au « germanisme »

Ils vont s'opposer de manière radicale sur la politique, son sens et son importance, mais aussi sur la nature du régime le plus efficace à opposer à l'Empire allemand pour renforcer la France, pour aboutir à envisager et proposer des « solutions » diverses.

I) Un sens différent de la politique

Ces auteurs n'ont pas la même conception sur la nature de la politique. Or, elle est au cœur même de leur réponse au « germanisme ». Ce terrain, qui va les opposer, va être propice à des joutes d'une particulière richesse, entre une conception des fins qui justifie les moyens et principalement une autre conception qui défend l'honneur et les principes. L'opposition au « germanisme » est déterminante dans les positions qui seront adoptées. Barrès n'est pas un théoricien de la politique. Il participe à la politique réelle, la regarde « s'agiter », l'analyse

1. Charles PEGUY, *A nos amis, à nos abonnés*, 20 juin 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1307.

2. Alain FINKIELKRAUT, *Le mécontemporain*, Paris, Gallimard, 1991, p. 73.

de manière souvent superficielle, s'en ennue parfois et s'en amuse fréquemment, dans cette enceinte de l'Assemblée nationale qu'il fréquente, selon Jean-Marie Domenach, un peu comme un divertissement, en tant que député du 1^{er} arrondissement de Paris, de mai 1906 jusqu'à sa mort le 4 décembre 1923 :

« La politique lieu de l'engagement historique, de la tragédie moderne, est en même temps l'instrument choisi de l'exaltation et le plus récréatif des spectacles. Dès les couloirs de la chambre, on entend filtrer le tapage des grandes séances où se déchaînent les colères civiles, et Barrès va s'asseoir dans l'hémicycle comme sur les gradins de l'arène. Là se trouve rassemblé le plus extraordinaire et la plus significative collection de spécimens humains que puisse offrir la France : prétexte d'une zoologie parlementaire dont il poursuit constamment l'étude, sans avoir le temps d'en faire un livre. » (1).

Il se méfie des hommes politiques : « on n'est point assuré que leurs affirmations soient loyales, c'est-à-dire qu'on doute toujours quelles soient l'expression complète de leurs méditations. » (2).

Si Barrès est impressionné par l'intelligence et par le talent du futur théoricien du nationalisme intégral, il ne fera jamais sienne la plupart de ces conclusions. La nature de la politique et sa place est différente dans sa pensée, par l'importance qu'il accorde à l'intuition : « En somme, c'est d'instinct que j'aime les idées comme les personnes. Et puis je trouve des raisons de mon attachement. Cela, Pascal et Nietzsche l'ont vu. » (3), par la diversité de ses sources d'inspiration, par son souci enfin de la continuité historique française. « L'amateur d'âmes » qu'est Maurice Barrès diffère profondément, sur ce thème, de Charles Maurras qui est très marqué par le positivisme, épris de logique et de raison. Intuitif, hanté par les grandes fresques historiques et le génie de quelques hautes figures, Barrès est plus sensible à la charge émotive des événements et à la qualité des hommes, qu'attentif à l'idéologie. Antirationaliste et anti-intellectualiste, il assimile beaucoup mieux les leçons du positivisme que Maurras qui s'en réclame pourtant de manière

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 66-67.

2. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, t. 1, 1925, p. 5.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 12, 1919-1920, Paris, Plon, 1949, p. 305.

non dissimulée. Avec Maurras, ses divergences politiques sont donc bien plus accentuées, qu'on le croit généralement, et ses *Cahiers* témoignent fréquemment de ces oppositions : « Maurras détermine des convictions, cela ne prouve pas qu'il possède la vérité, cela prouve qu'il est persuasif. » (1). Par ailleurs, Barrès dans le combat politique se distingue nettement de Maurras et de son école, dans la mesure où il sait dépasser ses haines, reconnaître la qualité de ses adversaires. Compte tenu de la violence de certains de ses éditoriaux, cette affirmation peut surprendre. Toutefois dans ses *Cahiers*, on constate que ce solitaire est singulièrement attentif aux autres. Impliquant un certain respect du contradicteur, cette attitude fait contraste avec celle de Maurras, qui toute sa vie ne cessera pas de manier le sarcasme et l'injure. Le sectarisme de Maurras a parfois même désolé Barrès, qui ne se dérangeait pas pour affirmer qu'il fabriquait de durs petits esprits. Il lui est même arrivé en politique de qualifier Maurras de despote : « Des hommes du plus grand talent, des Veillot, des Drumont, des Rochefort, des Maurras, sont des despotes qui perdent les idées qu'ils portent. ... » (2). Sur la nature de la politique, Barrès n'a bien évidemment pas été porté vers les analyses de Péguy et la vérité existe aussi en sens inverse. Mais néanmoins, à part sur l'affaire Dreyfus où Barrès est sur les mêmes positions que Maurras en parlant de préservation sociale, ils ne vont guère s'opposer. Par contre, l'opposition sera très vive et profonde entre Maurras et Péguy. Il y a chez Maurras du Machiavel. Il pense que la fin doit justifier les moyens, et que l'on ne doit pas s'encombrer d'une quelconque morale, si l'on juge que l'efficacité pour atteindre un but doit primer. Ainsi la politique maurrassienne est pragmatique et utile : « Une politique se juge par ses résultats » (3) ou encore : « La politique

1. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t.3, 1902-1904, Paris, Plon, 1931, p. 136.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 98.

3. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 20 juillet 1902, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 80.

science du bien des Etats, de l'utilité nationale. » (1). Péguy se situe à l'opposé géographique de cette conception, et il ne va pas en varier. Il pense que le renforteur face à l'ennemi germanique ne se situe pas dans l'adoption de ses propres méthodes, mais au contraire, dans l'opposition d'une méthode qui élève par son haut degré de valeur et de justice. Les finalités de la politique de Maurras et de Péguy sont donc très différentes. Maurras est un homme d'autorité, de nécessité, voire d'injustice. Il écrira :

« Est-il juste qu'une opinion bien intentionnée, quand elle est absurde, puisse perdre un Etat ? Peut-être, mais, pour le salut de l'Etat, l'important ne sera point de décider si la chose est juste, mais de la connaître pour l'éviter. » (2).

Péguy est attaché aux droits absolus de l'individu, alors que pour Maurras : « l'individu paraît composer la société ; en réalité, il ne la fait pas ; il est fait et défait par elle. » (3). De même, la politique pour Maurras ne repose que sur l'objectif de la grandeur de l'Etat, et en conséquence :

« La politique n'est pas la morale. La science et l'art de la conduite de l'Etat n'est pas la science et l'art de la conduite de l'homme. Où l'homme général peut être satisfait, l'Etat particulier peut être déconfit. » (4).

En 1909 dans *Nous sommes des vaincus*, Péguy est à l'opposé de l'Action française, mais aussi des politiciens républicains de l'époque, quand il écrit des *Cahiers de la quinzaine* : « nous formons une entreprise de moralisation. » (5).

Dans le système maurrassien, ce n'est pas un problème de condamner un innocent, comme dans

1. Charles MAURRAS, *La Gazette de France*, 30 septembre 1905, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 80.

2. Charles MAURRAS, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, p. 126.

3. Op. cit., p. 216.

4. Charles MAURRAS, *Romantisme et Révolution*, p. 20, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t. 4, p. 92.

5. Charles PEGUY, *Nous sommes des vaincus*, Printemps 1909, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 1323 : « Que nous le voulions ou pas, nous sommes une société, une toute libre société, nous formons une entreprise de moralisation et peut-être surtout, ce qui est assurément plus difficile, et certainement plus important, une entreprise d'empêchement de démoralisation. Dans un peuple rompu tous les jours davantage et tous les jours davantage dissous dans les brisures et dans les liquéfactions de toutes les démagogies, nous représentons un certain noyau, de résistance, presque un noyau physique, nous sommes un corps, un foyer de résistance à la démoralisation croissante, je veux dire au moins à cette désintégration, à cette débâcle, à ce désastre, pour ainsi dire croissant ; à cette défection perpétuelle ; à ce désarroi des esprits et des cœurs. ».

l'affaire Dreyfus si « l'intérêt supérieur de la nation » l'exige, pour la renforcer et ne pas affaiblir l'armée française face à l'Allemagne. Il y a quelque chose de plus haut que la justice, de plus haut que la vérité, c'est ce qu'il appelle la « sécurité nationale ». La raison d'Etat visant à la survie de la collectivité française aurait autorisé les mensonges, les faux en écritures du lieutenant-colonel Henry et les stratagèmes nécessaires. Cette raison d'Etat, il ne fallait surtout pas la désarmer contre ceux qui travaillaient, selon lui, à « décomposer le pays » et à le « livrer à l'Allemagne ». Or au contraire, pour Péguy l'affaire Dreyfus loin d'affaiblir la France et de la diviser, comme a pu le penser Maurras, puis plus tard son ami Daniel Halévy, elle est l'exemple même de ce qui va l'armer contre le « germanisme ». Car une injustice pareille, si elle avait perduré, aurait gangrené l'ensemble du corps même de la nation française : « Plus nous avons de passé derrière nous, plus (justement) il nous faut le défendre ainsi, le garder pur. » (1). Cette injustice aurait déshonoré la France devant le monde et l'histoire, et l'aurait constituée en état de « péché mortel. » (2). Si au fond, le dreyfusisme mystique de Péguy, mouvement religieux s'occupait tout naturellement du salut éternel de la France, tout le fossé qui séparait Péguy de Maurras sur la nature de la politique était là. Maurras, Barrès n'étaient de leurs propres aveux, selon Péguy, que des hommes du salut temporel de la France :

« Qu'est-ce à dire, à moins de ne pas savoir un mot de français, sinon que nos adversaires parlaient le langage de la raison d'Etat qui n'est pas seulement le langage de la raison politique et parlementaire, du méprisable intérêt politique et parlementaire, mais beaucoup plus exactement, beaucoup plus haut, qui est le langage, le très respectable langage de la continuité, de la continuation temporelle du peuple et de la race, du salut temporel du peuple et de la race... Tout au fond nous étions les hommes du salut éternel et nos adversaires étaient les hommes du salut temporel. » (3).

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 151 : « Nous disons une seule injustice, un seul crime, une seule illégalité, surtout si elle est officiellement enregistrée, confirmée, une seule injure à l'humanité, une seule injure à la justice et au droit, surtout si elle est universellement, légalement, nationalement, commodément acceptée, un seul crime rompt et suffit à rompre tout le pacte social, tout le contrat social, une seule forfaiture, un seul déshonneur suffit à perdre, d'honneur, à déshonorer tout un peuple. C'est un point de gangrène, qui corrompt tout le corps ».

2. Op. cit., p. 152.

3. Ibid.

Or une mystique est une tradition qui s'affirme, sans renier ses principes. Albert Thibaudet affirme que celle de Péguy, c'est le pouvoir spirituel :

« Péguy , homme de la mystique, est contre la politique, contre toutes les politiques. Mystique d'abord. La mystique seulement. Mystique n'est pas pour Péguy un terme qui se suffise ; il ne se pose qu'en s'opposant, en s'opposant à la politique. La mystique de Péguy, ce n'est même pas le spirituel, c'est le pouvoir spirituel. » (1).

C'était cette distinction entre le domaine de la mystique et de l'éternel, domaine spirituel, et celui de la politique, domaine temporel, qui sépare Péguy de Maurras et de Barrès. Le domaine de la mystique, avec son caractère spirituel, absolu, éternel, parfait et permanent était diamétralement opposé à celui de la politique selon Maurras et Barrès, domaine du temporel et du réel, du concret, du relatif, de l'imparfait et du transitoire.

Mais néanmoins pour Péguy, en toute politique, il y a toujours les purs, les honnêtes, les désintéressés, ceux qui peuvent participer à la fortification morale de la France de demain face à l'ennemi, et les autres, les profiteurs de toujours. Il est important de souligner, que malgré son opposition à *L'Action française*, il lui reconnaît une certaine foi, une certaine sincérité chez les royalistes, notamment par rapport à l'autre journal monarchiste *Le Gaulois*, quotidien de la bonne société, dirigé par Arthur Meyer, juif assimilé et converti, antisémite et monarchiste. Péguy accorde à Maurras cette reconnaissance qu'il n'a pas demandé, d'être la mystique de son ordre, en face de la politique de cet ordre :

« La mystique étant naturellement à *l'Action française*, sous des formes rationalistes qui n'ont jamais trompé qu'eux-mêmes, et le politique étant au *Gaulois*, comme d'habitude sous des formes mondaines. Que serait-ce s'ils étaient au pouvoir. (Comme nous, hélas). » (2).

S'il arrive une fois que Maurras parle de « mourir pour le roi », Péguy écrit : « alors je m'arrête, alors je suis saisi, alors on me dit quelque chose » (3). Car alors il ne s'agit plus

1. Albert THIBAUDET, *La République des professeurs*, Paris, Grasset, 1927, p. 90.

2. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 21.

3. Op. cit., p. 159.

des intérêts matériels de la politique royaliste. Pour l'affaire Dreyfus, Péguy a été accusé d'intellectualisme par *L'Action Française*, depuis qu'il a signé dans *L'Aurore* en janvier 1898, le « manifeste des intellectuels ». Pour lui, sans conteste, il s'agit d'une insulte. Il va riposter en mettant Maurras en face de ses propres contradictions, toujours avec l'affaire Dreyfus :

« Les théoriciens de *L'Action française* veulent faire que l'affaire Dreyfus ait été dans son principe même, dans son origine une affaire pernicieuse, une affaire véreuse, mais une affaire intellectuelle ; un complot intellectuel. Je me permettrai de dire à mon tour, et en retour, que cette idée même me paraît être le résultat d'une construction intellectuelle. (...) ils sont eux-mêmes une certaine sorte de parti intellectuel et de parti moderne. Très notamment un parti de logiciens, un parti logique. » (1).

C'est une réponse toute indiquée pour Péguy, l'ennemi du parti intellectuel et des constructions mécaniques de l'esprit logique. Car Maurras n'a jamais caché son souci de logique, ainsi en donnant sa définition classique du nationalisme en 1900, il a déclaré que les nationalistes, au lieu d'être catholiques, antisémites, royalistes par accident du caprice ou de la passion, veulent l'être par une nécessité logique. Il n'a pas cessé non plus d'affirmer et d'écrire que l'on démontre la nécessité de la monarchie, comme un théorème. Péguy se rapproche de Barrès, contre Maurras, sur le terrain de l'anti-intellectualisme. Il y a aussi, dans la forme même, une opposition entre Péguy et Maurras :

« Quand je trouve dans *L'Action française* tant de dérisions et de sarcasmes, souvent tant d'injures, j'en suis peiné, car il s'agit d'hommes qui veulent restaurer, restituer les plus anciennes dignités de notre race et on ne fonde, on ne refonde aucune culture sur la dérision. » (2).

Contre Maurras qui entendait chasser la « barbarie germanique », il objectait ses barbarismes :

« La dérision et le sarcasme et l'injure sont des barbaries. Ils sont même des barbarismes. On ne fonde, on ne refonde, on ne restaure, on ne restitue rien sur la dérision. Des calembours ne font pas une restitution de culture. » (3).

Contre Maurras, qui s'est attribué depuis l'affaire Dreyfus l'exclusivité du terme de nationalisme,

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 122.

2. Op. cit., p. 158.

3. Ibid.

Péguy revendique en 1910 la compatibilité de son républicanisme et de son socialisme et même

leur association intime, avec un nationalisme renforçant la force des nations :

« Ce n'était point violer, effacer les nations et les peuples, ce n'était point les fausser, les violenter, les oblitérer, les forcer, leur donner une entorse, mais au contraire, que de travailler à remplacer d'une substitution, d'un remplacement organique, moléculaire, un champ clos, une concurrence anarchique de peuples forcenés, frénétiques, par une forêt saine, par une forêt grandissante de peuples prospères, par tout un peuple de peuples florissants. Montants dans leur sève, dans leur essence, dans la droiture et la lignée de leur végétale race, libres de l'écrasement des servitudes économiques, libres de la corruption organique, moléculaire des mauvaises mœurs industrielles. Ce n'était point annuler les nations et les peuples. Au contraire c'était les fonder, les asseoir enfin, les faire naître, les faire et les laisser pousser. C'était les faire. » (1).

II) Des positions irréconciliables sur les institutions « nécessaires » face à l'Empire allemand

Le « germanisme » entraîne une réponse décisive au niveau institutionnel. Comme en ce qui concerne la Révolution française et l'unité de l'histoire, l'opposition va plutôt unir Barrès et Péguy en face de Maurras, même si la République de Barrès est relativement différente et plus césarienne que celle de Péguy. Barrès est clair, il accepte la République :

« Nous ne sommes pas des dogmatiques, nous sommes disposés à faire quelque chose avec ce qui est. Ce sera un grand point si nous nous accordons là-dessus. Quelles que soient les objections que nous puissions faire contre la Révolution, nous sommes disposés à accepter les choses au point où elles sont, et précisément parce que nous ne sommes pas des révolutionnaires, nous voulons tirer parti des choses. » (2).

Il affirme même aimer la République, à condition toutefois qu'elle soit : « armée, glorieuse, organisée. » (3). Mais son constat sur la situation politique de la France de l'époque est terrible :

« L'état de la France est plus mauvais que ne l'a été, peut être bien, celui d'aucun pays. L'état politique de la France, veux-je dire. Elle est dissociée et décérébrée. Autour de quelle réalité se grouper pour se ressaisir ? La Prusse en 1806 avait le loyalisme. Son attachement enthousiasme à la reine. » (4).

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 104.

2. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 92.

3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 11.

4. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 92.

Le régime parlementaire est dangereux, car il aurait été facteur de désordre, de faiblesse et d'incapacité. Il diluerait totalement les responsabilités. Les parlementaires désarmeraient la France de son esprit propre :

« Ils combattent à l'intérieur l'énergie française, la nation qui voudrait réagir et reprendre ces frontières ; ils donnent aux deux minorités juive et protestante un traitement de faveur et leur attribuent le caractère officiel d'une garde d'élite, ils vont jusqu'à charger la famille Reinach, issue d'une lie allemande, d'insulter officiellement un général français, né Breton, coupable de confondre dans un soulèvement patriotique l'inconscient du paysan et de l'ouvrier. » (1).

Se jouant souvent du paradoxe, Barrès confie dans ses *Cahiers* le plaisir qu'il trouve à être présent à l'Assemblée nationale, il affirme y voir une tragédie spirituelle (2). Il pense que l'Etat, en période normale, n'a pas à devenir totalitaire et n'a donc pas à envahir la totalité de la société, mais qu'il doit s'occuper exclusivement de ce qui est commun à tous, donc bien évidemment de préparer la Revanche contre l'Allemagne. Dans cette République, une large place doit être faite aux militaires, car la nation française doit être dominée par l'idée d'une guerre prochaine avec l'Allemagne. Dans *L'appel au soldat* qu'il publie en 1910, il veut démontrer l'exemplarité de l'organisation militaire. Il soutient aussi le plébiscite comme idée constitutionnelle centrale. Car il permet que se manifeste d'une façon massive et indiscutable la volonté nationale, il reconstitue même celle-ci, alors que dans le système parlementaire, elle est fragmentée entre cinq élections différentes, dont chacune abouti à se hisser sur le pavois avec son optique personnelle. Dans les modifications pour renforcer la Troisième République, Barrès pense qu' : « il faudrait procéder par étapes. Fortifier l'exécutif. Renoncer au parlementarisme. Accepter un expédient (César). » (3).

1. Maurice BARRES, *Romans et voyages, L'Appel au soldat*, Paris, Robert Laffont, 1994, t. 1, p. 929.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 78 : « Au Palais-Bourbon je sens flotter à l'état élémentaire quelque chose que l'on peut appeler poésie ou religion. Ce sont des émotions que j'aimerais précipiter dans des formes définies. Oui, si j'en ai le temps je tenterai de me rendre intelligible à moi-même le plaisir que je trouve dans cette atmosphère détestable. (...) En vérité si je prends plaisir à la Chambre ce n'est pas pour y recueillir quelques traits individuels et les préoccupations de polémiques qui m'ennuient. J'y vois une grande tragédie spirituelle, où les instincts les plus profonds de la nature et les destinées de la France viennent s'exprimer. J'aime sentir, j'aimerais voir la vie de toutes ces opinions, leur éternité, leur vague venue de si loin. ».

3. Maurice BARRES, *Mes cahiers*, t. 2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 92.

Cette République peut et doit se structurer : « Il serait raisonnable certes de mettre quelque autorité au sommet du gouvernement, de donner à la République une tête et un centre. » (1). Elle n'a pas besoin, pour être forte, de se muer en une monarchie. Mais il reconnaît l'importance de *L'Enquête sur la monarchie* de Maurras, en tant qu'œuvre :

« *L'Enquête sur la Monarchie* est un grand livre. Je ne veux pas ouvrir un débat, vous énumérer mes réserves politiques, critiquer la confiance que Maurras accorde à sa logique, à la dialectique, mais si vous faites une étude sur la littérature, sur la pensée de ces temps, il vous faut savoir qu'une telle œuvre est une date. » (2).

Jusqu'à sa mort, Barrès restera républicain. Trop perspicace pour croire à la possibilité d'une restauration, il redoutait en outre le sectarisme de Maurras, ce qui ne l'empêchait pas d'admirer son courage et son esprit :

« Vous savez que Maurras est monarchiste et que je suis républicain ; vous savez qu'il préside à la campagne la plus intransigeante contre le romantisme quand j'aime les folies du vieil Hugo (mais oui, il m'enchantait physiquement ce vieil Hugo, ce vieux poète du mystère). Alors vous pensez que je puis avoir envie de marquer ces différences ; Eh ! bien, non. J'aime et j'admire Maurras depuis vingt ou vingt-cinq ans et c'est une des richesses de ma vie que cet amas de souvenirs. Nos accords où ils peuvent se faire sont féconds ; nos oppositions, stériles. » (3).

Barrès a refusé dans sa lettre-réponse à Maurras de s'engager dans la voie de *L'Action française*, et ceci au nom des faits, du réalisme et du pragmatisme. Son texte, dans *L'Enquête sur la monarchie* est bref, concis, tranchant dans ses formules ramassées, dont certaines blessèrent Maurras : « Je comprends qu'une intelligence jugeant in abstracto, adopte le système monarchique qui a constitué le territoire français. » (4). Le grand reproche que Barrès adresse à Maurras est de s'enfermer dans une construction abstraite, donc antihistorique, car l'histoire ne possède guère d'autres critères que celui du fait établi. Or les faits sont les fruits d'une évolution, et qui dit évolution, dit continuité, et surtout acceptation de la légitimité de cette continuité.

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t.1, p. 40.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 7, 1908-1909, Paris, Plon, 1933, p. 269.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Paris, Plon, 1936, p. 232.

4. Maurice BARRES, Réponse de Maurice Barrès in Charles MAURRAS, *L'Enquête sur la monarchie*, Paris, NLN, 1924, p.134-135.

C'est ainsi que l'essentiel de l'argumentation contre la théorie de Maurras sur la monarchie est condensé dans cette phrase relevée dans le même texte : « Je ne date pas d'un siècle l'histoire de la France, mais je ne puis non plus méconnaître ses périodes les plus récentes » (1). Selon Barrès, le rétablissement de la monarchie en France est une utopie, qui pourrait même affaiblir la France face au danger allemand. Dans le deuxième de ses *Cahiers*, un texte provocateur pour Maurras, affirme que l'origine de la Monarchie française se situerait dans le « germanisme » :

« Les Germains arrivent avec leur notion de royauté. Les comtes qui devaient devenir la féodalité, puis la noblesse sont des Germains. Les trois familles royales sont des étrangers vivant sur la notion germane de la royauté et s'appuyant sur des Germains (les comtes) (...). L'histoire de la formation des institutions politiques françaises nous enseigne qu'elles sont étrangères. Qu'il n'y a rien de national. (...) Ce pays élimine son germanisme, la monarchie, mais alors il n'y a plus rien. » (2).

Il va expliquer à Maurras ce qui lui semble politiquement nécessaire, afin de renforcer la France.

Il lui conseille de réformer la République, plutôt que de vouloir installer la monarchie par la

Révolution :

« Ne pouvant faire que ce qui vous paraît raisonnable soit accepté de tous, pourquoi ne tâchez-vous pas que ce que la majorité accepte devienne raisonnable ? Au sommet de l'Etat l'autorité, sur le sol et dans les groupes, la décentralisation, voilà des réformes que permet le système républicain et qui assureraient le développement des forces françaises aujourd'hui gravement anémiées. » (3).

Il reconnaît la sincérité de Maurras, qui classe ses idées dans le système monarchique. Mais pour le Lorrain Barrès, la famille royale française lui est totalement indifférente : « Pour moi, un Bourbon ne pourrait que jouer le rôle de César. Son hérédité ne me dit rien. » (4). Il veut donc voir si la France se voit à travers la monarchie, car il en doute :

« Vous dites le loyalisme c'est le meilleur lien pour un peuple. D'accord. Je l'ai dit dans ma conférence, mais si la France n'est pas loyaliste ? J'aime mieux lui demander ce qu'elle est. Et dire : « Bon, vous croyez à ceci. » Nous allons nous en servir. » (5).

1. Maurice BARRES, Réponse de Maurice Barrès in Charles Maurras, *L'Enquête sur la monarchie*, Paris, NLN, 1924, p.135.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Plon, 1931, p.159-160.

3. Maurice BARRES, Réponse de Maurice Barrès in Charles Maurras, *L'Enquête sur la monarchie*, Paris, NLN, 1924, p.135.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.2, 1898-1902, Paris, Plon, 1930, p. 162.

5. Ibid.

Foncièrement, il classe Maurras parmi les dogmatiques, qui : « s'est fait une théorie en accord avec ses instincts », de sorte qu' : « il a l'air de raisonner librement » ; mais : « il n'a pas le droit de se laisser convaincre : il ne lui est pas permis d'accepter toute les conclusions que son nationalisme pourrait lui suggérer ; sa liberté est circonscrite par la doctrine monarchique qu'il ne perd jamais de vue .» (1). Barrès qui est un penseur de la sensibilité, refuse les méthodes prétendument scientifiques de Maurras :

« Les procédés d'argumentation régulière donnent l'illusion de la méthode scientifique. C'est un magnifique symptôme d'activités intellectuelles, mais il ne mène nulle part. Les assises d'une France fondée sur la logique ne me satisfont pas ; je les veux sur la sensibilité. » (2).

Ses dénonciations du dogmatisme et de la psycho-rigidité de Maurras sont fréquentes : « Si je fais à Maurras un reproche, c'est qu'au contraire il préfère évidemment un ordre où il n'y a rien du tout à un riche désordre. » (3). Il regarde avec un « intérêt amusé » les théories maurrassiennes sur la monarchie, notamment en 1912 dans ses *Cahiers*, quand il écrit :

« J'ai des amis, Maurras, Bourget. Dès que je le retrouve, ils me font monter deux marches au-dessus du sol et entrer dans un bâtiment qu'ils construisent. (...) Ils en sont aux derniers détails de l'aménagement intérieur (...) ce grand Maurras est fou d'orgueil (...). Il est Bismarck ; il est Cavour créant leur roi. La restauration est quasi terminée jusque dans les plus petits détails. Sourions, mais faisons attention. Quelque chose de tout cela passe dans le réel. Quelque chose de tout cela est dans l'œuvre de Millerand, dans les discours de Poincaré, dans tous ces articles de tous et de Reinach. » (4).

Hanté, comme Maurras et ses amis par le sentiment de la décadence française, il estime tout d'abord que quelles que soient ses erreurs d'appréciation, le mouvement royaliste contribue à refaire une conscience nationale, et cela explique pourquoi, il ne désavouera jamais totalement Charles Maurras, comme il en avait manifesté l'intention au départ. Pour Maurras, la préoccupation majeure de sa volonté renforçatrice réside dans les institutions politiques. Il veut

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 2, 1898-1902, Plon, 1931, p.177

2. Ibid.

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 9, 1911-1912, Paris, Plon, 1935, p. 313.

4. Op. cit., p. 359.

donner à la nation les « institutions adaptées » à ses besoins et sans lesquelles, elle serait condamnée, selon lui, à périr dans l'impuissance face au « germanisme ». C'est l'Etat, c'est l'armature institutionnelle qu'il faut d'abord refondre, et pour cela la monarchie est excellente, car elle est passée positivement par la preuve de l'histoire : « Excellente à peu près partout, la monarchie est chez nous de nécessité. » (1). Sur le plan des idées politiques, Maurras va poursuivre sans trêve le procès des erreurs fatales de la démocratie. Dans *Anthinéa*, il cite l'étonnement de Barrès à son endroit : « Mon ami Barrès s'est publiquement étonné que j'eusse rapporté d'Attique une haine aussi vive de la démocratie. » (2). La démocratie n'aurait été qu'une période de consommation rapide de ce que les périodes d'aristocratie ont produit avec le temps :

« La production, l'action, demandait un ordre puissant. La consommation est moins exigeante : ni le tumulte ni la routine ne l'entravent beaucoup. Des biens que les générations ont lentement produits et capitalisés, toute démocratie fait un grand feu de joie. Mais une flamme est plus prompte à donner des cendres que le bois du bûcher ne l'avait été à mûrir, et ainsi ces plaisirs du bas peuple sont brefs. » (3).

Mais plus grave encore, s'il pense qu'un Etat démocratique et républicain est incapable de faire la guerre juste de revanche face à l'Allemagne, il affirme que la paix lui aurait été aussi impossible :

« La République ne profitera pas de la paix : elle en jouira. Quitte à se récrier à la prochaine alerte : déjà ! L'heure sonne toujours trop tôt pour les fainéants. Un Etat démocratique et républicain ne peut être autre chose qu'un Etat fainéant. » (4).

1. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 38 : « La monarchie est excellente à peu près partout. Mon ami Firmin Bacconier dirait : absolument partout. Je lui demande grâce pour l'admirable constitution de la République romaine et pour les premiers temps, aristocratique, d'Athènes, pour les Timouques marseillais, pour Venise, pour les beaux âges de la Hanse, pour le patriciat militaire et patriarcal des Ligues suisses, pour l'austère et laborieuse théocratie de l'Amérique primitive, pour les douze ou quinze échantillons de bonnes Républiques données par l'histoire du monde, à la faveur de circonstances privilégiées. Nos propriétés morcelées, nos petites et moyennes fortunes, en nombre presque infini, notre immense diversité territoriale interdisent, sous les peines les plus sévères, sous les peines que nous sommes précisément en train de subir, aucun usage du système républicain. Comme le disait, chez Anatole France, l'abbé Lantaigne, la République n'est chez nous qu'absence de prince, c'est-à-dire désordre, gaspillage et décadence à l'infini. ».

2. Charles MAURRAS, *Anthinéa*, Paris, Crès, 1922, Préface, p. 6.

3. Ibid.

4. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 5 février 1909, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 2, p. 294 : La République travaillera peut-être à refaire sa flotte, ses arsenaux et ses approvisionnements si elle se trouve sous une menace de guerre ; elle y travaillera comme un esclave sous le fouet. Rendue aux loisirs de la sécurité, elle fera comme tous les êtres du monde et s'abandonnera à sa nature, qui est de tout consommer dans la querelle électorale et parlementaire sans souci de l'avenir et de l'étranger. » .

Les objectifs de *L'Action française* étaient de mener contre les institutions et la République, un combat de caractère révolutionnaire. Maurras, face au nationalisme républicain et émotif de Barrès, défend un nationalisme monarchique logique et rationnel. Maurras, qui a voulu annexer Barrès en de nombreuses circonstances, parfois en le redéfinissant, explique néanmoins les nuances qui séparent leurs nationalismes :

« Barrès fut le philosophe et le poète du nationalisme français : nationalisme réaliste, parti du moi, élevé au sentiment désintéressé de la patrie, de sa terre, de ses morts. Mais ce fond barrèsien avait quelque chose d'un peu fataliste et déterministe ; offert à tous les peuples, ce nationalisme uniforme présentait le danger de les dévouer à de même heurts. Moins égalitaires, obligés à certaines distinctions essentielles, nous avons aperçu, pour notre part, comment l'on peut et l'on doit dédier à la France un amour de choix et de liberté, un culte de paix européenne et planétaire. » (1).

Péguy souhaite aussi un régime et des institutions fortes face au « germanisme ». Il se veut à la différence de Maurras, mais en ressemblant à Barrès, un traditionaliste authentique et en même temps révolutionnaire. Il assume l'ensemble de la tradition nationale, y compris la monarchique. La monarchie a développé d'ailleurs elle-même les germes de sa propre perte, en introduisant le monde moderne « indigent » bourré de complexités, mais manquant de complexion :

« Elle fut toujours une monarchie essentiellement moderne, elle fut, elle se fit, l'auteur, le tuteur, l'introducteur du monde moderne dans l'ancien monde français ; et quand elle succomba, au commencement de 1793, quand elle succomba sous la déclaration de victoire du monde moderne, elle succomba sous sa propre entreprise. » (2).

Péguy restera fidèle à la République, bien que selon Daniel Halèvy :

« Que lui importait, du fond de sa boutique, le nom de l'Etat, sa forme, son blason ? Un Etat royal n'eût pas pesé sur lui plus lourdement que ce « multicésarisme de comités » comme il disait, dès lors installé au pouvoir. Mais à une France corrigée, rectifiée, repentie, il préférerait cette vieille France républicaine (déjà une si vieille France) avec ses espérances cahotées... »

1. Charles MAURRAS, *L'Action française 14 et 16 mai 1927*, in DPC, Paris, 1933, A la cité des livres, t. 3, p 160.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 172-173 : « elle avait elle-même dressé l'instrument de sa perte, elle tomba sous le poids de son œuvre, elle avait fait elle-même la révolution qui la devait emporter, elle avait fait sa propre ruine, sa propre chute et sa propre consommation ; en un mot elle s'était fait, elle avait subi le sort commun de la plupart des institutions humaines ; les grandes institutions sont enterrées par leurs enfants plus souvent que par leurs ennemis. ».

3. Daniel HALEVY, *Péguy*, Paris, Livre de Poche, 1979, p. 229-230.

Il n'entend pas plus assumer la politique républicaine, qui a constamment la liberté à la bouche, mais dans laquelle la liberté est devenue, selon lui, lettre morte, étouffée par la pratique du parlementarisme :

« Ils ont trouvé moyen d'inoculer au dreyfusisme les vices de la raison d'Etat, au socialisme les vices bourgeois, au gouvernement les vices de désordre. Et à tous les trois les vices de la bureaucratie intellectuelle. Au lieu de pousser chaque ordre dans son sens et dans sa nature et vers son point de perfection, ils ont dénaturé chacun de ces ordres en y insérant les vices de l'ordre ennemi. » (1).

qu'il entend assumer la politique royaliste des rois centralisateurs de l'ancien régime. Sur l'histoire de France et ses institutions, il s'oppose avec force aux conceptions qu'il juge fausses, comme une erreur manifeste d'appréciation et il ne craint pas d'affirmer un peu paradoxalement que : « La Révolution est éminemment une opération de l'ancienne France. » (2), et en 1913 qu' : « aujourd'hui le plus insupportable des disciples de M. Maurras n'est pas pour un atome un homme de l'ancienne France. » (3). Maurras, selon Péguy, n'est pas objectif, puisque quand il compare la Monarchie à la République, il ne compare pas les politiques avec les politiques, et les mystiques avec les mystiques, mais en fait : « Dans *l'Action française*, tout revient à ce que l'on compare presque inlassablement la politique républicaine à la mystique royaliste. » (4). « Vous nous parlez toujours de la dégradation républicaine. N'y a-t-il eu, par le même mouvement, n'y a-t-il point une dégradation monarchiste, une dégradation royaliste parallèle, complémentaire, symétrique, plus qu'analogue. » (5). Pour Péguy, la force de la sincérité mystique qui renforce la France face à l'ennemi, doit transcender les oppositions politiques qui tout compte fait

1. Charles PEGUY, *L'Argent suite*, 27 avril 1913, OPC t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 943.

2. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 22.

3. Charles PEGUY, *L'Argent*, 16 février 1913, OPC, t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 788.

4. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC t.3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 22.

5. Op. cit., p. 21.

sont secondaires :

« Il importe peut-être, il importe évidemment que les républicains l'emportent sur les royalistes, ou les royalistes sur les républicains, mais cette importance est infiniment peu, cet intérêt n'est rien en comparaison de ceci : que les républicains demeurent des républicains ; que les républicains soient des républicains. Et j'ajouterai, et ce ne sera pas seulement pour la symétrie, complémentirement j'ajoute : que les royalistes soient, demeurent des royalistes. Or c'est peut-être ce qu'ils ne font pas en ce moment-ci même, où très sincèrement ils croient le faire le plus, l'être le plus. » (1).

Section 2 : Aux conséquences des divergences des théoriciens du nationalisme « post-Sedan »

Ils développeront mais sans unité réelle le nationalisme « post-Sedan », ce qui va lui faire prendre les formes de la faction, sauf dans son but d'Union sacrée : gagner la guerre avec l'Empire allemand et le dissoudre.

§ 1 : Un développement individuel et une approche commune impossible

Ce développement individuel, cloisonné, parfois opposé, va empêcher la constitution et la consolidation d'une approche théorique commune et globale du nationalisme « post-Sedan ».

I) Un développement individuel

Barrès, Maurras et Péguy malgré leur angoisse commune d'une faiblesse française, face à la force de l'Empire allemand vont rester dans leurs « écoles » respectives. Leurs « germanismes » sont différents et les stratégies nationalistes qu'ils vont élaborer sont également plurielles. Ils ne vont même jamais penser présenter un front uni face au danger du « germanisme ». Barrès connaît bien Maurras. Leur première rencontre date de novembre 1888. Ils ne vont pas cesser de correspondre intellectuellement, mais seulement dans des rapports de séduction-

1. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992, p. 20-21.

répulsion. Leurs personnalités sont très différentes. Barrès est hautain, sceptique, énigmatique, souvent mélancolique et désenchanté, alors qu'au contraire Maurras est dense, actif, volontaire, et, par-dessus tout, il aime convaincre plus que débattre. Si Barrès confie parfois à ses *Cahiers* l'admiration qu'il porte à Maurras, jamais les deux hommes ne deviendront intimes et en vain, Maurras, en dépit de ses talents de dialecticien, s'essayera à convaincre Barrès de choisir le roi et la pensée classique de manière exclusive. Il y a beaucoup de différences entre ces deux hommes. L'un est partisan de l'hybridation, l'autre de l'épuration, pour l'un la beauté tient au désordre dompté, pour l'autre l'ordre est souverain. Barrès est l'homme des crépuscules et Maurras celui des aurores. Barrès est celui de la confusion acceptée et Maurras celui de la raison. Barrès doute, il n'est pas l'homme des certitudes, sa définition même de la vérité le situe parfaitement :

« Qu'est ce que la vérité ? Ce n'est point des choses à savoir, c'est de trouver un certain point, un point unique, celui-là, nul autre, d'où toutes choses nous apparaissent avec des proportions vraies. Précisons d'avantage. Combien j'aime cette phrase d'un peintre que disait : « Corot, c'est un homme qui sait s'asseoir. ». Il me faut m'asseoir au point exact que réclament mes yeux tels que me les firent les siècles, au point d'où toutes choses se disposent à la mesure d'un Français. » (1).

En 2000, Sarah Vajda dans sa grande biographie de Barrès, affirme que sa devise pourrait se résumer à : « tout désirer, tout mépriser ». Elle souligne l'opposition totale des personnalités de Barrès et de Maurras :

« Dilettante et fanatique, Barrès ne se sépare jamais du sentiment comique de la vanité d'être. En dépit d'une cérébralité exacerbée, la vive intelligence barrésienne, de par sa structure même, échappe à toute tentative de théorisation. Pis, Barrès assimile barbarie et théorie. » (2).

alors que :

« Maurras appartient à cette théorie d'hommes qu'on ne saurait plus imaginer enfants, à cette race de grandes personnes qui croit à sa capacité de transformer le réel, à l'importance de son existence, au poids de ses mots et au choc de ses actes qu'elle redessine en image pieuse (...) Maurras à qui la grâce, la leggiadria comme le sens de l'humour ont été refusés doit, pour se construire, échafauder des théories. Ses progrès spirituels et humains (ils progressent lentement) se mesurent à des livres qui se peuvent noter comme des devoirs. » (3).

1. Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, t. 1, 1925, p. 13.

2. Sarah VAJDA, *Maurice Barrès*, Paris, Flammarion, 2000, p. 189

3. Ibid.

D'ailleurs, leur collaboration n'aura duré que l'éclair de *La Cocarde*. Barrès, malgré la volonté de Maurras, ne se laissera pas influencer, mais ne tentera pas non plus de l'influencer :

« Ma vraie position face à un Maurras, en face de ces députés, c'est celle de Pascal. Je ne puis pas être d'un parti ; je n'en ai pas été ; si je suis toujours de l'opposition c'est que je suis écoeuré, par sentiment et par raison, de la tâche faite au pouvoir(...) Les gens intelligents et honnêtes en sont également écoeurés, mais ils veulent du pouvoir ; je n'en ai que faire. » (1).

Mais Maurras pendant toute sa vie, va constamment redéfinir Barrès et tenter de l'annexer.

Barrès, dont la gentillesse n'a d'égale que son indifférence à ce qui ne construit pas son œuvre, n'a pas réellement conscience pour lui, de la stratégie de conquête maurrassienne. Mais il l'a pour les autres, quand il écrit : « Maurras et moi avons libéré. Mais ne veut-il pas asservir ? Je n'ai pas de disciples, disait Goethe. Je suis un libérateur. » (2), ou encore : « Maurras fait des élèves. Et moi ? Il ne s'agit pas que je fasse penser comme moi ceux qui m'écoutent. Il s'agit qu'ils soient amenés à leur plus haut point de perfection. Et, là-haut, nous nous entendrons utilement. » (3). Sa critique est néanmoins parfois sévère à l'encontre de *L'Action française*, notamment sur son rapport à la Révolution et à la fidélité à « toute la France » : « Ces gens d'Action française à la Chambre, ce sont des royalistes, mais je l'espère, je crois que ce ne sont pas des émigrés. » (4). Il pense que plus qu'une science, la volonté maurrassienne de restaurer la monarchie est une religion qui développe la foi :

« Son royalisme est une œuvre d'art librement conçue. Son imagination créatrice est la source d'où il fait jaillir ces réalités spirituelles et matérielles que nous résumons sur ce mot : « l'action française ». Il développe en lui et chez les autres la foi. » (5).

ou encore : « Je prête au systématique Maurras cette vue de Me Eckhart : « Si tu possèdes la claire volonté et que le pouvoir seul te fasse défaut, au regard de Dieu tu as tout accompli. » (6).

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 8, 1909-1911, Paris, Plon, 1934, p. 96.

2. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 96.

3. Op. cit., p. 137.

4. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.12,1919-1920, Paris, Plon, 1949, p. 235.

5. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 13, 1920-1922, Paris, Plon, 1950, p.135.

6. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t.14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 67-68.

Dans le dernier de ses *Cahiers*, il qualifie même les théories monarchistes maurrassiennes de fables : « C'est Maurras qui a commencé à penser, dans ces pensées de derrière la tête, qu'on crée des fables qu'on impose. » (1). Or, Barrès ne peut que s'interroger sur la force et la puissance de cette « fable », qui est le principal rempart maurrassien face au « germanisme ».

Pour le biographe de Barrès, Sarah Vajda, qui juge Maurras avec une sévérité clairvoyante, l'histoire d'amitié des deux auteurs n'est que l'histoire d'une méprise, surtout pour Barrès, car :

« La postérité le croît l'ami d'un homme qui haïssait Pascal, l'Orient, le romantisme et les Levantines, d'un homme avec qui il n'aurait jamais pu voyager, d'un homme dont les maîtres étaient grecs et tout particulièrement Ulysse le modèle. Je ne sais rien qui les puisse unir si ce n'est la naïveté de Barrès qui croît que Maurras veut le bien de la France en y portant la discorde et la guerre civile. » (2).

Péguy, comme Barrès est proche de Pascal, du chrétien, de la conscience de la misère de l'homme, du risque et de l'engagement dans la foi. Alors que Maurras pense au contraire, qu'il a abaissé la raison humaine en lui déniait la capacité d'atteindre la vrai, et a donc abaissé la nature humaine. En renversant l'apologétique traditionnelle qui partait de l'existence de Dieu, prouvée par la raison, et aboutissait ensuite à Jésus-Christ, parole de Dieu, Pascal est parti de Jésus-Christ pour aboutir ensuite au Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, non des philosophes et des savants. En procédant ainsi, Pascal aurait substitué à l'exercice de la raison l'autorité du témoignage. Le développement de la pensée de Barrès et de Péguy est différent, mais également séparé. Ils ont même été des adversaires pendant l'affaire Dreyfus. Barrès aurait déclaré *des Cahiers de la quinzaine*, selon Daniel Halévy, que ce n'étaient : « qu'un repaire de normaliens plus ou moins dénormalisés, de juifs, de dreyfusards hérétiques au dreyfusisme, de moralistes plébéiens et de

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 14, 1922-1923, Paris, Plon, 1957, p. 67.

2. Sarah VAJDA, *Maurice Barrès*, Paris, Flammarion, 2000, p.193.

talmudistes querelleurs. Il était bien décidé à ne jamais y rentrer. » (1).

Les frères Tharaud confirment que Barrès n'a pas été porté par Charles Péguy spontanément :

« par un vif mouvement de l'esprit et du cœur ». Il : « s'est intéressé à l'écrivain des *Cahiers de la Quinzaine*, parce que des amis lui en parlaient avec admiration. » (2). Ces amis, c'étaient les

frères Tharaud eux-mêmes et Charles Lucas de Pesloüan. Barrès a rencontré Péguy pour la

première fois à Versailles, le 17 janvier 1906 chez ce parent, Charles Lucas de Pesloüan, ami de

Péguy. Les frères Tharaud ajoutent aussi que :

« Quelques articles de *l'Echo de Paris* mis à part, Péguy n'avait rien lu de Barrès et Barrès n'avait fait que jeter un regard rapide sur les *Cahiers*. Certes, il n'avait pas pu lui échapper qu'il y avait là une force étrange ; mais cette forme éruptive, ces développements qui n'avaient ni commencement ni fin, et semblaient mener nulle part, ne pouvaient plaire à ce parnassien. » (3).

Alfred Saffrey écrit sur le début des rapports Barrès-Péguy, que Barrès eût :

« Une curiosité très bienveillante à l'égard de ce « fameux Péguy » duquel irradiait une telle expression de sincérité, et qui sut si bien marquer la déférence qu'il devait à cet aîné, dont la réussite était tellement brillante. Le sentiment qu'ils eurent l'un de l'autre d'être beaucoup plus connus dans leurs œuvres qu'ils ne l'étaient en réalité, dut ajouter encore à l'agrément de ce premier contact. » (4).

En 1906, il n'y eut pas encore lieu à une sympathie très profonde, que ce soit sur le plan

politique, idéologique ou littéraire. Péguy c'est toujours le dreyfusard et l'intellectuel : même son

style ne plaît pas à Barrès. Mais le dreyfusisme ne constituera pas longtemps une barrière

infranchissable. En juillet 1906, Barrès va presque accepter la réhabilitation de Dreyfus :

« Dreyfus a été le traître pendant douze ans par une vérité judiciaire. Depuis vingt-quatre heures, par une nouvelle vérité judiciaire, il est innocent. C'est une grande leçon, je ne dis pas de scepticisme, mais de relativisme qui nous invite à modérer nos passions. » (5).

1. Daniel HALEVY, *Péguy et les Cahiers de la quinzaine*, Paris, Grasset, 1941, p. 182

2. Jérôme et Jean THARAUD, *Pour les fidèles de Barrès*, Paris, Plon, 1944, p.14.

3. Op. cit., p. 98.

4. Alfred SAFFREY, « *Barrès et Péguy* » : Lettres et documents inédits », Feuilles 28, p. 5.

5. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 4, 1904-1906, Paris, Plon, 1931, p. 185.

Politiquement, Barrès est plus proche de Péguy que de Maurras, parce qu'il n'a pas répudié la République et que sa critique de cette république rejoint celle que nous trouvons sous la plume de Péguy à cette époque, même si les raisons sont différentes. Tous les deux sont opposés aux politiciens et au Bloc. Mais ils y sont hostiles pour des raisons diamétralement opposées, pour Barrès la République est menacée par des Jaurès et des Clemenceau qui ouvrent la porte à l'anarchie ; mais pour Péguy, Jaurès et Clémenceau sont des autoritaires, des bureaucrates et la République est menacée par le despotisme administratif et le césarisme civil. De 1906 à la publication du *Mystère* de Péguy, Barrès est préoccupé par la tâche de dresser le peuple français contre l'oubli de l'Alsace Lorraine, en lui inspirant une volonté nationale plus ferme, afin de préparer la Revanche. Il publie *Colette Baudoche*. Le jour où il rencontre Péguy, il a un geste désolé à la pensée que l'élection de Fallières aura pour conséquence un ministère Clémenceau. Car, selon lui, les républicains se laissent constamment intimider par la puissance d'outre-Rhin. Il ne se déjuge sur Clémenceau qu'en 1908, au moment où celui-ci fait preuve d'une attitude plus ferme vis-à-vis de l'Allemagne, dans l'affaire des déserteurs de Casablanca. Péguy depuis l'affaire de Tanger attend dans le calme en poursuivant son travail, le moment où il faudra prendre les armes dans une guerre qui lui semble inévitable. Sur le plan idéologique général, Péguy dans les années entre Tanger et *Le Mystère*, a toujours aux yeux de Barrès, les idées d'un dreyfusard et d'un intellectuel, idées qu'il ne s'agit pas de prendre trop au sérieux. Péguy s'élève contre les intellectuels, mais selon les frères Tharaud, Barrès : « n'a pas senti combien la critique de l'esprit sorbonnique par Péguy du parti intellectuel, comme il disait, allait au fond des choses. Il n'a vu là qu'une querelle de cuistres. Péguy, un cuistre dissident. » (1). Péguy ne va pas refuser

1. Jérôme et Jean THARAUD, *Pour les fidèles de Barrès*, Paris, Plon, 1944, p. 101

cette amitié. Cette amitié Barrès-Péguy s'explique, selon le professeur Jean Touchard, car Barrès : « a des aversions et des préférences qui ne concordent pas avec son personnage officiel d'écrivain nationaliste. » (1). Comme homme de sentiment, il ne juge pas les hommes en fonction de leurs idées politiques ou autres, il les aime selon leur élan. Il va jusqu'à approuver, mais seulement dans leur élan, les hommes de la terreur. Henri Massis, souligne dans *Maurras et notre temps* que : « le fond des doctrines ne lui importait guère ; s'il croyait à l'efficacité spirituelle des idées, ce n'était pas sur l'échelle de la raison raisonnante qu'il grimperait jamais pour les atteindre ! » (2). Lors d'un entretien à *l'Echo de Paris* en août 1909, il va déclarer de Péguy :

« Allez au quartier Latin, entrez dans cette modeste boutique des *Cahiers de la Quinzaine* (...) Voilà des âmes qui débordent. Vous me parlez d'affaiblissement de la pensée et des caractères. Moi je vous montre immédiatement des groupes d'hommes qui ont un idéal et, notez-le, un idéal qui commande à leur destinée. C'est cela qui est beau chez Péguy. La compagnie perpétuelle de leur idée leur suffit et les ennoblit. » (3)

Le 10 janvier 1910, Péguy publie *Le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*. Barrès, défenseur du catholicisme en tant que générateur de sentiments nationaux, ne demande pas mieux que d'accorder publiquement le sceau de son approbation à son jeune ami, dont le mystère ne manque pas d'à propos. Dans *L'Echo de Paris* du 28 février 1910, l'article de Barrès « Une Jeanne d'Arc en 1910 » va lancer et mettre Péguy dans la lumière de la célébrité littéraire. Barrès révèle au public, qui ignore à peu près tout jusqu'ici du Péguy *des Cahiers*, du socialiste, du dreyfusard : un Péguy catholique. Il pourrait être accusé, alors que, contrairement à Maurras, ce n'est pas son habitude de vouloir annexer Péguy, quand il écrit que dans son récit de la passion, Péguy voyait

1. Jean TOUCHARD, « Le nationalisme de Barrès », *Maurice Barrès : Actes du colloque organisé par la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Nancy, Nancy 22-25 octobre 1962* (Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Nancy, 1963, p. 168).

2. Henri MASSIS, *Maurras et notre temps*, Paris, La Palatine, 1951, t. 1, p. 60-61.

3. Maurice BARRES, Entretien avec Amédée BOYER, « L'état actuel et l'avenir de la littérature et des Arts : M. Maurice Barrès », *L'écho de Paris*, 19 août 1909.

la mère : « comme une vieille femme d'Orléans. C'est l'état d'esprit d'un imagier de l'ancienne France. » (1). Péguy retourne en somme à sa terre et à ses morts, à la foi de ses ancêtres. Barrès, s'il n'est pas encore sûr que Péguy a rompu ses attaches avec le dreyfusisme, il laisse accréditer auprès du public, l'idée que Péguy a retrouvé la foi orthodoxe d'un paysan de l'orléanais et qu'il doit être admiré pour y avoir été amené par l'influence de Jeanne d'Arc. Pour reconstituer cette Jeanne d'Arc, il a fallu, selon le Barrès de *L'Echo de Paris*, à Charles Péguy beaucoup plus encore qu'un instinct ou une obscure poussée de vie (2). Mais, dans l'intimité du Barrès du huitième de ses *Cahiers* se déchiffre plus clairement le caractère païen de l'héroïsme de Jeanne, de ses instincts, de ses « obscurs poussées de vie », des « forces naturelles » qui la disputent au christianisme (3).

Barrès voit, dans *La Jeanne d'Arc* de Péguy, la consécration d'une héroïne de France, capable de susciter des émotions patriotiques, face à l'ennemi germanique. Dans ses louanges, il note que Péguy : « a vu lutter en elle les forces chevaleresques contre le triomphe exclusif de l'esprit pacifique. » (4).

Mais qui aurait pu voir en 1910, que le retour de Péguy lui-même à ses sources chrétiennes

1. Maurice BARRES « Une Jeanne d'Arc en 1910 », *L'Echo de Paris*, 28 février 1910.

2. Ibid : « Jeanne n'a pas obéi à son caprice ; elle a discuté comme un héros de Corneille ; elle connaissait les lois de l'Eglise et s'est demandé si son enthousiasme s'accordait avec leur discipline. On voit dans son cas autre chose que les beaux désordres de la nature, toute autre chose qu'une humeur : on y voit les forces d'une puissante tradition. Jeanne d'Arc eut la fortune d'être encadrée, endiguée, soutenue, maintenue, guidée par le christianisme. ».

3. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 8, 1909-1911, Paris, Plon, 1934, p. 84 : « Il a vu lutter en elle les forces chevaleresques contre le triomphe exclusif de l'esprit pacifique. Lutte qui s'achève en un sublime accord (...) les korriganes et les fées sont un souvenir de ces grandes princesses qui ne voulurent pas accepter le christianisme quand les apôtres vinrent dans les plus vieux cantons de notre sol. Les fées haïssent le clergé, les églises et les cloches les font fuir. « La Vierge surtout est leur grande ennemie ; c'est elle qui les a chassées des fontaines et le samedi, jour qui leur est consacré, quiconque les regarde peignant leurs cheveux ou comptant leurs trésors, est sûr de périr. Mais Jeanne a prié la Vierge près des fontaines, elle aimait les cloches, elle combine l'héroïsme romanesque des druides avec les délicatesses et les austérités des hommes qui sont venus détruire le culte des anciens héros. Elle est le point de fusion. ».

4. Ibid

n'était pas un ralliement à la discipline et au dogme de l'église institutionnelle, mais une opération révolutionnaire, une révolte contre les vérités chrétiennes officielles. Barrès, à la différence de *L'Action française*, n'est pas rancunier après la publication le 17 juillet 1910, de cet ouvrage de clarification et de fidélité à la cause du capitaine Dreyfus, qu'est *Notre jeunesse*. Car devant les difficultés financières constantes de Péguy, dont la cause sont les déficits permanents des *Cahiers de la quinzaine*, il va soutenir la candidature de son cadet et ami Péguy au grand prix de littérature de l'Académie française pour la *Jeanne d'Arc*. Mais la conjonction de la double opposition de la gauche intellectuelle et de la droite catholique, face à l'intransigeance de Péguy, vont faire échouer ce projet. En compensation Péguy obtiendra le prix Estrade-Delcros. Barrès tentera, mais sans plus de succès, de faire élire son jeune ami à l'Académie française. Quand il lira *Victor-Marie, Comte Hugo*, que Péguy écrit fin octobre 1910, il lui écrira : « Je suis très fier de votre témoignage et d'une amitié ainsi publiée. » (1). Péguy avait cité sur plusieurs pages un long discours littéraire de Maurice Barrès, à propos d'un développement de son livre où il saluait Ernest Psichari, écrivain, petit-fils de Renan (2).

Ce développement et ce rapprochement Péguy-Barrès, avait scandalisé Romain Rolland :

« Sonnez, clairons ! Mais n'allez donc pas nous conter maintenant que la guerre de 1914 nous a été imposée contre notre volonté ! Soyez francs ! Sachez et oser avouer (ou proclamer, selon les dieux qui parlent en vous) que toute une génération française marchait au-devant, joyeusement, et qu'en tête marquait le pas Péguy, entonnant La Marseillaise de Marathon. » (3).

Péguy va même déclarer à Barrès à la veille de la Grande Guerre : « Vous êtes notre patriarche »

(4). Comme son aîné, Péguy a la haine de la politique politicienne, il stigmatisera le devoiement

1. Maurice BARRES, lettre de Barrès à Péguy, 29 octobre 1910, feuillets de l'amitié Charles Péguy n° 28, p. 18.
2. Charles PEGUY, *Victor-Marie, comte Hugo*, 23 octobre 1910, OPC, t.3, Paris, Pléiade, Gallimard, 1988, p.339.
3. Romain ROLLAND, *Péguy*, Paris, Albin Michel, 1944, t. 1, p. 246.
4. Charles PEGUY, cité par Eric Roussel dans la préface de Maurice Barrès, *Romans et voyages*, Paris, Robert Laffont, t. 1, 1994, p.72.

du combat dreyfusard. Il a le même sentiment de la continuité française. Barrès, très profondément affecté par la mort de Charles Péguy, va écrire deux articles dans *L'Echo de Paris*.

Le premier, du 17 septembre 1914 « Charles Péguy mort au champ d'honneur » est émouvant :

« Nous sommes fiers de notre ami. (...) Honneur au maître Charles Péguy. Il passe devant tous ses émules. (...) Mais plus qu'une perte, c'est une semence, plus qu'un mort, un exemple, une parole de vie, un ferment. La Renaissance française tirera parti de l'œuvre de Péguy, authentifiée par le sacrifice. » (1).

Le second date du 25 décembre 1914 : « un témoin raconte la mort héroïque de Péguy ».

Mais entre Péguy et Maurras, il n'y eut aucune relation directe. Ils s'épièrent, ils s'opposèrent, mais pas au-delà. Ils ne se rencontrèrent jamais. Péguy considère Maurras comme un « réactionnaire ». Pour Maurras, Péguy sera un adversaire politique. Mais malgré leur opposition, il y a entre eux un certain respect, même si les propos sont souvent très durs. Leurs réponses au « germanisme » sont totalement différentes, alors que leur but affirmé est commun, renforcer la France face à l'Empire allemand. Mais leur définition de la France est très différente. Et donc l'affaire Dreyfus, la mystique de Péguy, la politique de Maurras, la Révolution, la Monarchie, la République, l'antisémitisme, l'antiprotestantisme sont quelques points essentiels parmi les multiples qui les opposèrent. Mais ce qui les distingue certainement le plus, c'est le système rationaliste et abstrait de Maurras, qui impose une grille des événements, qui commande les comportements et les réactions, mobilise à son service les faits et va même créer ses propres mots : « Nous fondions un vocabulaire » (2) et il ajoute sur le vocabulaire de Péguy :

« Platon voulait, à peu près comme Bonald, que le moule des mots, eût été révélé par les dieux ; ni Platon, ni Bonald, n'eussent admiré cet effroyable brassage, ce gâchage inouï de la nomenclature dont Péguy, enivré conduit la bacchanale, et même pis, une véritable soûlographie. » (3).

1. Maurice BARRES, « Charles Péguy mort au champ d'honneur », *L'Echo de Paris*, 17 septembre 1914.

2. Charles MAURRAS, *La contre-révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet, 1943, p. 152.

3. Ibid.

Il écrira encore que l'affaire Dreyfus a ouvert entre lui-même et Péguy « un fossé que rien n'eût comblé », pas même ces « dures apostrophes » à Jaurès (1). Péguy pense que Maurras est le chef d'un parti de logiciens qui s'est trompé et a affaibli la France dans la continuité de ses valeurs, en transformant cette affaire en une construction intellectuelle

« Les théoriciens de l'Action française veulent que l'affaire dreyfus ait été dans son principe même, dans son origine, non seulement une affaire pernicieuse, une affaire véreuse, mais une affaire intellectuelle, une invention, une construction intellectuelle, un complot intellectuel. Je me permettrai de dire à mon tour et en retour, que cette idée me paraît être le résultat d'une construction intellectuelle. » (2).

Néanmoins, un très bref rapprochement semble s'opérer en 1910, autour de leur passion commune pour Jeanne d'Arc, dont ils voudraient qu'elle protège désormais la France, contre le fléau du « germanisme ». Dès le lendemain de l'article de Barrès sur Péguy du 28 février 1910 dans *L'Echo de Paris* « Une Jeanne d'Arc en 1910 », Maurras sous son pseudonyme habituel de Criton, reprend quelques lignes de Barrès en se félicitant des positions péguystes :

« Assez heureuse que prend chez certains lettrés de 1910 le néo-christianisme désespérément vague de 1890. Il y aurait un beau « Vingt ans après » à écrire en marge de ces notes où Barrès établit que le christianisme sentimental de Péguy évolue décidément vers la discipline et vers le dogme du catholicisme. » (3).

Le 22 mars 1910 Pierre Lasserre, critique littéraire à *L'Action française*, écrit de Péguy que :

« L'ardeur morale avec laquelle lui et quelques autres se jetèrent dans la campagne dreyfusarde ne figure plus dans leur passé que comme un laissé pour compte assez onéreux (...). Comme s'il eût senti obscurément que la conquête dreyfusarde facilitait le chemin à l'invasion étrangère (..) il éprouvait le besoin de dire je suis français. » (4).

Avec la publication de *Notre Jeunesse*, Maurras fera croire à sa déception de la confirmation des positions de l'affaire Dreyfus et de leur clarification par Péguy. Il critiquera la distinction péguyste entre mystique et politique, et dénoncera dans son *Politique* du 7 novembre 1910 : « le

1. Charles MAURRAS, *La contre-révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet, 1943, p.149.

2. Charles PEGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC, t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 123.

3. CRITON (Charles MAURRAS), « Le mystère de la charité de Jeanne d'Arc », *L'Action française*, 1^{er} mars 1910.

4. Pierre LASSERRE, « Chronique des lettres : Charles Péguy, » *L'Action française*, 22 mars 1910.

sombre fanatisme et le mysticisme immolatoire et anarchique de Péguy ». Après la lecture de *L'Argent suite* Jules Riby, ami de Charles Péguy, écrit à Joseph Lotte, fondateur du *Bulletin des professeurs catholiques de l'Université*, pour lui confier : « De très nombreux passages de ce Cahier sont absolument pénétrés de la pensée de Maurras. Péguy a beau se débattre comme un beau diable et protester, c'est ainsi. » (1). Mais la mort héroïque de Péguy va troubler Maurras. Même si Maurras ne nie jamais l'ampleur de leur désaccord, cette mort va installer alors un profond et sincère respect maurrassien pour Péguy, qui a amené face au « germanisme réel », la « preuve par le sang » de son patriotisme. Maurras n'a pas voulu réellement annexer Péguy mort, car bien plus tard, il dira encore à Henri Massis ce qui les sépare. Néanmoins chez Maurras, il y a un comme un terrible et sincère regret de n'avoir pas connu Péguy pour débattre, qu'il exprime ainsi : « Le regret est vif. Avoir vécu de son temps, et l'avoir à peine entrevu, ne l'avoir pas connu du tout ! Qui sait si de profondes affinités secrètes ne nous auraient pas réunis ! » (2). Il faudra attendre 1943 pour disposer de ce texte éclairant, dans *La contre-révolution spontanée* :

« Il porta, comme il eût dit, son « message », un message très noble, tout ensemble pur et confus. Il prit une part active et puissante au relèvement national avant l'autre guerre et, en particulier à celui qui se produisit au cœur du monde strictement dreyfusien où son génie promenait sa flamme et sa fumée. Dans l'entre-deux où se tenait Déroulède et même Barrès, notre compagnon d'esprit malgré tout, l'influence de Péguy pointait, chauffait, luisait, brûlait dans une demi-ombre. Son sublime point final de héros ne pouvait qu'étendre l'action ainsi définie et orientée. Daniel Halévy a raison, elle ne cessera plus de grandir. » (3).

L'article « Charles Péguy », que Maurras va écrire le 18 septembre 1914, suite à sa mort, est émouvant, mais il précise clairement, afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté et qu'il ne puisse pas être accusé de récupération : « il n'était pas des nôtres » (4).

1. Jules RIBY, « Lettre à Joseph Lotte », FACP, N° 108, Juillet 1964, p. 34.

2. Charles MAURRAS, *La contre-révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet, 1943, p. 152.

3. Op. cit., p. 152-153.

4. Charles MAURRAS, « Charles Péguy », *L'Action française*, 18 septembre 1914, in DPC, A la cité des livres, 1933, Paris, t. 3, p.439

Le ton et l'ardeur de cet article sont au-dessous de celui de Barrès : « Charles Péguy a fait mieux que de démontrer son point de vue sur la nation française. Il a rendu à sa nation ce dernier souffle, cette dernière goutte de sang qui, au fond, sont les seuls éléments de l'être qui comptent ! » (1). Il notait auparavant l'importance du rôle du nationalisme de Péguy comme renforçateur de la France, face au « germanisme » :

« Péguy est un des hommes qui auront ramené la pensée de la jeunesse intellectuelle à la France. Il avait paru s'en éloigner pendant des années funestes. Il a tenu depuis à expliquer que cette apparence était fautive et qu'il n'avait jamais été si Français qu'à l'époque où nous le jugions dans l'erreur. (...) Du jour où les effets de ces actes anciens se prononcèrent contre la force de la patrie, c'est-à-dire, si je ne me trompe, au lendemain du coup de Tanger, Charles Péguy se révolta. Les explications de ses amis d'alors bourdonnèrent en vain autour de lui. Il se déclara patriote ardent, militariste passionné, serviteur de la tradition nationale jusqu'à la mort. Il se fit pamphlétaire pour châtier les rhéteurs qui mentaient au peuple. Il se fit poète en prose et en vers pour louer Jeanne d'Arc, et poète catholique pour la comprendre dignement, la prier véritablement. » (2).

Mais son regret semble immense de n'avoir pu le convaincre du bienfait de l'enseignement de *L'Action française*, qui aurait, selon lui, nourri et fécondé encore son patriotisme : « Je sens comme un remords de l'avoir laissé s'en aller hors de toute portée de notre démonstration. » (3).

II) Une impossible approche nationaliste commune

Face aux dangers désignés par leurs représentations, ils ne vont jamais souhaiter, ni même envisager de se rapprocher, afin et au-delà de leurs différences de pouvoir présenter une doctrine ou un programme comme socle d'un front commun au « germanisme ». Si la puissance du « germanisme » les détermine et les façonne dans une peur commune, les « sources » et les « remèdes » souvent les éloignent. Mais ils ont pourtant des valeurs communes. Une haine contre

1. Charles MAURRAS, « Charles Péguy », *L'Action française*, 18 septembre 1914, in DPC, A la cité des livres, 1933, Paris, t. 3, p. 439.

2. Ibid.

3. Ibid.

l'Allemagne, le souvenir de la défaite, les provinces perdues, la volonté de reconstruire un conscience nationale, un patriotisme farouche, le culte du héros et du soldat, et la dénonciation de Jaurès et du pacifisme de la gauche. En se rapprochant de la Grande Guerre, le ton va se ressembler dans la dénonciation des « ennemis intérieurs et extérieurs ». Barrès va taire ses hésitations, répudier ses paradoxes, se simplifier, s'astreindre à une ligne de conduite rigoureuse, jusqu'à penser que le nationalisme c'est de résoudre chaque question par rapport à la France. Péguy dans *L'Argent Suite*, va chanter les louanges de la force et de la France armée. Dès lors, les notions de bien et de mal vont être appréciées, selon des critères strictement nationaux. Il n'y a plus d'idées généreuses, seulement des idées utiles à promouvoir ou des idées nuisibles à combattre. Ils vont employer toute leur énergie à célébrer une vérité qui ne peut être que française. Tout au long de l'avant-guerre, à mesure que s'accumulent les signes annonciateurs d'un conflit, la lutte contre l'Allemagne qui va de pair dans leur esprit avec le combat contre les forces de la décadence à l'intérieur, va les obséder. Barrès ira même jusqu'à exclure de son Panthéon personnel, non sans un réel sacrifice, les grands maîtres allemands, qu'il saluait autrefois comme les pères spirituels de l'humanité. C'est uniquement au sein même de la civilisation française que Barrès, Maurras et Péguy vont proposer les remèdes au « déclin » français, afin de s'opposer de manière irréductible à l'esprit prussien. Mais ils ne vont jamais unifier leurs discours, ni leurs combats. Barrès conservera toujours jalousement un nationalisme à prétention non scientifique, essentiellement affectif et contagieux : « Il faut que mon cœur soit spontanément rempli d'un grand respect joint à l'amour. C'est dans ces minutes d'émotivité générale que mon cœur me désigne ce que je ne laisserai pas mettre en discussion. » (1).

Maurice BARRES, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 11.

Encore en juillet 1913, dans le dixième de ses *Cahiers*, dans l'allégorie de la Sonate de

Beethoven, il clarifie sa différence par rapport à Maurras :

« C'est un chant à deux parties.... Je ne dois pas me laisser entraîner, attirer par cette voix puissante, et vraiment je n'en ai pas envie ; c'est bien à eux de l'écouter, mais moi dans le chœur, je dois suivre ma partie et faire raisonner ma propre mélodie. Les ignorants simplificateurs, ils me reprochent que je soutienne ma voix, ils voudraient que je prisse le ton de Maurras. Et moi je crois qu'avec deux voix nous exprimons davantage et que ce sera plus beau. Qu'il y ait différentes parties dans le chant, cela produit une plus riche harmonie. » (1).

Barrès s'il accorde à Maurras le premier rôle dans le combat nationaliste, il trouve que le sien est certainement plus important, puisqu'il sert la vérité et non un sentiment trop exclusif :

« N'avez-vous jamais entendu des sonates de Beethoven, ces luttes entre deux thèmes. Il est à nos yeux la première partie, il joue le premier violon, il chante le soprano. Est-ce ainsi que l'on parle ? C'est encore un beau rôle que celui de la seconde voix. Elle n'a pas simplement pour but « de faire raisonner plus grandiose et plus magnifique le son clair et brillant de la mélodie dominante. Elle a un rôle tout spécial, qui est peut-être même le plus noble et le plus délicat des devoirs. Elle sert la vérité ; elle rappelle à beaucoup d'homme ce qu'ils oublient trop souvent et ce qui dépasse leur vue quand ils sont dominés par un sentiment trop exclusif... » (2).

Dans cette sonate, Barrès est la voix de la vie dans sa complexité, son ambiguïté, ses contradictions :

« Je vais pour vous le faire comprendre jouer devant vous une sonate de Beethoven, vous pourrez entendre comment les différentes voix s'unissent dans la mélodie : l'une résonne gaie, vivante, sûre de la victoire, tandis que l'autre paraît se débattre encore dans les ténèbres au milieu d'un combat plein de mélancolie....C'est l'expression la plus nette et la plus parfaite de la vie intérieure... » (3).

Barrès affirme vouloir refaire les forces de la France et donc redonner à la collectivité française, une âme, un élan, une énergie, un « vouloir vivre national » face à l'Allemagne. Car selon lui, avec une chaire d'enseignement et un cimetière, on a l'essentiel d'une patrie. Accomplir dans les consciences françaises une tâche semblable à celle qu'ont menée, pour des nationalités moribondes ou opprimées, les mainteneurs et les restaurateurs de l'idée de patrie, tel est le but qui

1. Maurice BARRES, *Mes Cahiers*, t. 10, 1913-1914, Plon, 1936, p. 169.

2. Op. cit., p. 169-170.

3. Ibid

se trouve clairement défini. Ce qui fait écrire à Jean-Marie Domenach, sur ce nationalisme éducatif :

« Il me semble que Barrès est précisément celui qui porte le meilleur du nationalisme français à un niveau où il peut se fondre avec la nation, au lieu de s'y opposer, et la renforcer, au lieu de l'affaiblir. Dans l'élévation lyrique de ses paysages, dans la gloire qu'il fait jaillir des pierres et des hommes, beaucoup trouvèrent, aux heures les plus sombres, l'ardeur et le chemin naturel de la patrie. La faiblesse doctrinale du barrésianisme fait sa richesse d'infiltration : méthode d'accroissement de l'âme, pédagogie sensible, même des adversaires théoriques de Barrès peuvent s'en nourrir. Otez l'exclusive, il reste le goût des terres labourées et des héros passés, l'art de faire revivre, l'un par l'autre, le paysage et l'homme, l'enchantement d'une opération de mémoire qui nous ramène à nos anciens rivages, tout un voile transparent de poésie qui colle doucement au visage charnel du pays. » (1).

Il n'y a pas de possibilité, même s'ils partagent la hantise du « germanisme » et des valeurs communes, de fonder un programme entre Barrès et Maurras, car pour ce dernier la préoccupation décisive est d'ordre politique. Prioritairement, il s'agit de donner à la nation les institutions adaptées à ses besoins, et sans lesquelles elle serait condamnée à périr face au « germanisme ». C'est l'Etat, c'est l'armature institutionnelle de la cité qu'il faut d'abord refondre, et non la conscience de ses citoyens. Sur le plan des idées, poursuivre sans trêve le procès des « erreurs fatales » de la démocratie, sur le plan de l'action mener contre les institutions en place un combat de caractère révolutionnaire, tels sont ses objectifs. Barrès reproche au maurrassisme sa répudiation systématique du passé et de l'héritage révolutionnaire, qu'il accepte comme inséparable du destin national, de la « France de chair et d'os ». Mais au maurrassisme, Barrès reproche surtout de n'être qu'un système intellectuel, une construction dogmatique, logique, précisément trop logique pour saisir l'ensemble de la réalité française. C'est un magnifique symptôme d'activité intellectuelle, mais il ne mène nulle part. Barrès connaît l'histoire et il sait que le « combat de titan » que la France va devoir livrer à l'Allemagne, exigera de faire se lever la France et qu'elle ne se lèvera que dans l'émotion, la sensibilité, et non dans la

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 60.

sécheresse de la logique du système maurrassien, dont il affirme que Maurras est plus ami, que de la France. Maurras connaît ses différences d'avec Barrès, mais il va les taire et ne va pas ménager ses tentatives de conversion de son ami, qui refusera toujours ce programme commun impensable, sachant que celui-ci n'aurait pu être possible que sur les thèses de Maurras. Mais Maurras, en 1949, souligne encore la puissance de l'action de Barrès dans le renforcement général de la France face au « germanisme » :

« Il a eu une action profonde. Il a été l'un des plus grands transformateurs, le transformateur essentiel de l'opinion intellectuelle, de l'opinion juvénile en 1900 et en 1914. Le moral de l'union sacrée, le moral de la Marne est dû à son action. Je ne dirai pas que cela se démontre. Cela s'est vu et touché. Qu'il l'exerçât sans bouger, cette action profonde, même immense, c'est, après tout, le cas du dieu d'Aristote : action par un attrait, par l'appel du christ barrésien. » (1).

Péguy même s'il est ami de Barrès à partir de 1906, il n'a jamais envisagé non plus une quelconque union politique avec ce dernier, bien qu'à la veille de la Grande Guerre leurs positions se soient fortement rapprochées, et que le conflit avec l'Allemagne leur semble de plus en plus inévitable et souhaitable. Se rappelant l'affaire Dreyfus, Péguy en 1910 trace la ligne de démarcation d'avec Barrès et Maurras, qui n'étaient de leurs propres aveux, que des hommes du salut temporel de la France :

« Qu'est-ce à dire, à moins de ne pas savoir un mot de français, sinon que nos adversaires parlaient le langage de la raison d'Etat qui n'est pas seulement le langage de la raison politique et parlementaire, du méprisable intérêt politique et parlementaire, mais beaucoup plus exactement, beaucoup plus haut, qui est le langage, le très respectable langage de la continuité, de la continuation temporelle du peuple et de la race, du salut temporel du peuple et de la race... Tout au fond nous étions les hommes du salut éternel et nos adversaires étaient les hommes du salut temporel. » (2).

C'était cette distinction entre le domaine de la mystique et de l'éternel, domaine spirituel, et celui de la politique, domaine temporel, qui sépare Péguy de Barrès mais surtout de Maurras, car

1. Charles MAURRAS, in Pierre DE BOISDEFFRE, Maurice BARRES, en note lettre de prison de Charles Maurras du 9 mars 1949 (Lettre in extenso dans *Barrès parmi nous* de Pierre de Boisdeffre, Amiot- Dumont) Editions universitaires, Paris, 1962, 1952 p. 82.

2. Charles PÉGUY, *Notre jeunesse*, 17 juillet 1910, OPC t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 152.

le domaine de la mystique, avec son caractère spirituel, absolu, éternel, parfait et permanent, était diamétralement opposé à celui de la politique, domaine du temporel et du réel, du concret, du relatif, de l'imparfait et du transitoire. Quand Péguy déclare la patrie en danger, ce qui la menace pour lui est justement ce qui la constitue pour Maurras. La France de Péguy incarne les nuées qu'il faut dissiper pour accéder à celle de Maurras. La terre que Péguy défend et dont il ne veut pas démeriter, sert de support à toutes les « chimères » que Maurras affirme vouloir chasser de l'esprit Français. Ce que le saisissement fait comprendre à Péguy, ce n'est pas, comme le pense Maurras, que les Droits de l'homme sont une idée de tête, c'est qu'ils ont un corps, et ce ne sont pas les ravages, les dévastations ou les méfaits de l'esprit révolutionnaire, c'est le prix d' « une patrie charnelle ». L'idée prend les contours du lieu, le lieu apparaît comme le réceptacle ou le point d'appui de l'idée. En 1941, Maurras confie encore à Henri Massis que Péguy constitue un danger, car sa « tête est révolution » :

« Votre Péguy est plus souple et plus commode entre vos mains, cela je le crois. Mais dans la mesure où cet illisible peut-être lu, et elle est grande, c'est l'appoint de la déclamation du théâtre, de la conférence, il est très dangereux, parce que sa tête est Révolution ! Je vois bien ce que vous y voyez, mais ce sont des semences, et vous oubliez au point de pleurer de joie, ce que ces semences comportent, malgré leurs biens spirituels, de péril politique ! Au lieu que Barrès, c'est solide.... »
(1).

et : « Et votre Péguy était républicain ! fit Maurras, en levant les bras au ciel... ! » (2). Il est donc difficile d'imaginer qu'un accord ait pu être possible entre ces deux auteurs, même si leur opposition au « germanisme » a eu une dureté équivalente et qu'ils disent : il faut sauver. Mais chez l'un, c'est le cri du croyant, acte de foi en même temps qu'appel ; chez l'autre, c'est le cri de l'homme qui sait la dure histoire pleine de cités détruites et de peuples morts. Péguy réagit en chrétien et Maurras en tragique : il sait que tout désordre a pour terme la destruction, que

1. Henri MASSIS, *Maurras et notre temps*, Paris-Genève, La Palatine, 1951, t. 2, p. 190.

2. Op. cit., p. 192.

désordre et destruction sont une seule et même chose, et que le désordre français, si quelque grand remède n'y met pas fin, aura pour conséquence et pour terme la destruction de la France. Maurras n'accepte pas cet état tumultueux où Péguy réussit à vivre. Daniel Halèvy pense néanmoins que s'ils n'avaient pu s'accorder, Maurras l'homme des classes nobles et Péguy l'homme du peuple auraient pu causer, car ils sont deux Français dévoués à la patrie vivante dans l'avenir et le passé. Ils s'entendent sur la tâche qui est le maintien de la gloire d'un vieux peuple menacé ; ils ont les mêmes ennemis, sinon les mêmes amis :

« Maurras stimule l'Etat par la définition de ses devoirs, par la comparaison du présent amoindri, difficile, au grand passé ; Péguy rappelle au peuple ses forces profondes, ses antiques loyautés. Ils sont aux deux pôles du civisme français, une masse homogène est entre eux, un même sang les anime et les relie, s'ils ne se heurtent pas. Péguy le libertaire sait ce que signifie, ce que vaut pour un peuple l'autorité ; Maurras le légitimiste (et non l'étatiste) sait ce que vaut pour l'autorité le zèle du peuple, le libre dévouement, la gratuité du don ; et cet homme toujours en guerre parle avec respect d'un Péguy. Il faut sauver : ce cri, expression d'une même souffrance est ce qui les unit. »
(1).

Daniel Halèvy souligne, que malgré les « coups de griffes » que Maurras et Péguy se sont donnés, ils n'ont jamais réellement voulu déclencher entre eux une vraie polémique directe, qui aurait été alors puissante et dévastatrice :

« Il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'eût été une polémique entre Maurras et Péguy, polémiste d'égale force : Péguy aurait mémorablement montré que Maurras méconnaissait entièrement l'âme du peuple français, Maurras aurait mémorablement montré que ce qui tenait lieu de pensée à Péguy était un tissu de contradictions. Ni l'un, ni l'autre ne le voulut. » (2).

Halèvy explique cette retenue par la conscience d'une volonté commune supérieure, défendue de manière individuelle et au désir de renforcer la France contre le « germanisme » :

« Chacun, selon son génie propre, s'appliquait à une même tâche, qui était de préparer les Français à la guerre imminente ; chacun d'eux suscitait un même dévouement ; ni l'un ni l'autre n'avaient intérêt à la diminution de l'autre, et un certain parallélisme d'influence, pour un temps mesuré, était concevable. Il existait entre eux ce qu'on pourrait appeler une communauté de crise. » (3).

1. Daniel HALEVY, cité par Pierre BOUTANG in *Maurras la destinée et l'œuvre*, Paris, La différence, 1993, p. 369.

2. Daniel HALEVY, *Péguy*, Paris, Pluriel, Livre de Poche, 1979, p. 230.

3. Ibid.

§ 2 : D'un nationalisme « post-Sedan » comme faction, à sa légitimation dans la recherche du but : vaincre et dissoudre l'Empire allemand

Les nationalistes « post-Sedan » vont logiquement rester en marge du jeu institutionnel, puisqu'ils veulent le changer. Ils vont plutôt apparaître comme une faction avant la légitimation et l'adoption de leur but par l'Union sacrée : vaincre et dissoudre l'Empire allemand.

I) Le nationalisme « post-Sedan » comme faction

L'absence d'unité dans la pensée et dans l'action des nationalistes « post-Sedan » va être l'une des causes qui va les empêcher d'accéder à une réelle popularité. Ce nationalisme n'est pas arrivé à unir derrière lui la nation française, à la différence du nationalisme en Allemagne. Les représentations particulières de ces auteurs les ont conduit à rechercher et à proposer des solutions au « germanisme », dans un nationalisme qui les a positionnées politiquement en marge et même en front au jeu politique classique. Jean-Marie Domenach le souligne, quand il écrit :

« L'amour de la patrie, et l'opposition au germanisme, avait pris chez eux cette forme exclusive et ce vêtement d'intellectualité, qui allait rendre leur doctrine, pour reprendre les termes de Bernanos : « difficilement assimilable à ceux que les gens de droite traitent dédaigneusement de primaires. »
(1).

Ce constat s'appliquait à Barrès et à Maurras, mais il peut être étendu sans difficulté à Péguy.

Pourtant Barrès a senti rapidement qu'une alliance était possible entre socialisme et nationalisme, afin d'étendre la notoriété du combat nationaliste. Il voyait que le prolétariat était en fait exclu de la cité par l'« égoïsme bourgeois ». Il fallait donc lutter à la fois sur deux fronts : d'une part contre la bourgeoisie et d'autre part contre l'Internationale. Mais les nationalistes français se recrutaient trop exclusivement parmi les classes moyennes ; celles-ci étaient trop inéduquées du point de vue économique pour qu'on pût leur faire admettre la possibilité d'une révolution

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 45.

nationale. En fait, après avoir été battu sur le programme de Nancy, Barrès, sans y renoncer jamais en principe, cessa de s'en prévaloir. Mais lorsqu'il rentre à nouveau à la Chambre en 1906, il fait figure de conservateur.

En Allemagne, le nationalisme s'était constitué avant la nation et il colorait donc spontanément l'ensemble des sentiments populaires, alors qu'en France, au contraire, dans les couches sociales populaires, le pacifisme a gagné des enseignants, des universitaires ou des instituteurs, parmi ces derniers, certains prêtent l'oreille à l'anarcho-syndicalisme. Le pacifisme est devenu également une spécialité du mouvement ouvrier. A l'intérieur de la CGT, l'anarcho-syndicalisme fait triompher des campagnes antimilitaristes et antipatriotiques dans les années qui précèdent la Grande Guerre.

Barrès, Maurras et Péguy ont voulu conditionner les Français, mais dans la division, et sans volonté de participer à une société qu'il rejette globalement. Pour Jean-Marie Domenach, il existait un risque évident :

« En prétendant revigorer le patriotisme, sentiment naturel mais affaibli, par cette prise de conscience très volontaire, le nationalisme court le risque de se rendre extérieur à la France réelle et de finir par s'opposer à elle, s'en exclure peut-être, au nom du mythe qu'il a élu. » (1).

Le professeur Jean Touchard dans *L'histoire des idées politiques*, en reprenant les analyses de Charles Andler, affirme que :

« Le nationalisme allemand présente cette double particularité d'être à la fois dogmatique et populaire. Il repose sur un ensemble de croyances qui apparaissent dans les œuvres de doctrine, qui inspirent l'action des hommes d'Etat et qui se retrouvent dans les secteurs les plus divers de l'opinion. » (2).

Le nationalisme « post-Sedan » rejette sans nuance la société française issue de la défaite de 1870. A cet égard, rien n'est plus significatif que la trajectoire des héros « positifs » de Barrès

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 50.

2. Jean TOUCHARD, *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 2001, t. 2, p. 700.

dans *Les Déracinés*. En s'engageant à côté de Boulanger, ils entendent braver le vieux monde radicalo-opportuniste, Grévy et ses « grisâtres légistes ». Dans un pays qu'ils jugent avachi, décérébré, ils se veulent des exceptions salvatrices, mais dans les faits, ils n'ont rien d'autre à proposer qu'un repli frileux. Le nationalisme « post-Sedan » par l'origine même de son déclencheur, s'est coupé des forces de l'espoir, en allant naturellement et exclusivement vers le passé. Il aurait pu se construire aussi un avenir ; il n'a revendiqué que l'héritage. Face à la décadence, il a choisi exclusivement les forces du passé, il s'est fait conservateur : « Cette hantise de la patrie périssable devait chez certains de ses adeptes tarir l'espérance elle-même. » (1). Jean-Marie Domenach affirme que la faiblesse populaire du nationalisme « post-Sedan », s'explique par sa source et sa nature, car :

« C'est assurément le drame du nationalisme français que de s'être constitué en opposition à un autre nationalisme, bien plus puissant et efficace : celui de l'ennemi désigné. Alors que les intellectuels français appuyaient leur nouvelle doctrine, les uns sur le peuple (tradition bonapartiste, et c'est plutôt la formule barrésienne), les autres sur l'Etat (tradition de Richelieu, formule de maurrassienne) quelques-uns, enfin, timidement sur la race, l'Allemagne fondait ces trois éléments en un tout dynamique. D'où le dilemme : face à l'Allemagne, s'il restait dans son champ propre, le nationalisme français serait forcément subjugué ; pour faire le poids, il lui fallait se noyer dans un élan patriotique, aux sources antérieures et plus nombreuses que les siennes ; c'est ce qu'il fit en 1914. » (2).

Barrès et Maurras, puis Péguy ont une part de responsabilité dans cette dérive, alors que le combat aurait pu rassembler, il tourne de plus en plus à la faction et il contribue à diviser la nation. Pourtant dans les années 1899-1901, Barrès s'était efforcé d'unir, de fédérer tous les mouvements qui se réclamaient du nationalisme, doctrine qu'il a définie ainsi dans un article du Figaro du 4 juillet 1892 : « Tout système relativement cohérent de pensées, de sentiments ou d'émotions essentiellement centré sur la défense ou l'exaltation de l'idée nationale ». Il va être

1. Jean-Marie DOMENACH, *Barrès par lui-même*, Paris, Seuil, 1954, p. 59.

2. Ibid.

député de Nancy en 1889 à l'âge de 27 ans, mais il ne va retrouver ensuite un mandat de député qu'en 1906, qui va être son année de consécration à 44 ans, puisqu'il est élu à l'Académie française au fauteuil de José-Maria de Hérédia et à l'Assemblée nationale, comme député du 1^{er} arrondissement de Paris, du 6 mai 1906 jusqu'à sa mort le 4 décembre 1923. Mais il sera relativement isolé à l'Assemblée nationale. Il n'a pas son propre journal, et il écrit en fonction des périodes, dans plusieurs journaux. Des écrivains fameux et aussi divers que François Mauriac (Préface du tome 1 de l'œuvre de Maurice Barrès au club de l'honnête homme) Louis Aragon, (Préface du tome 2 de l'œuvre de Maurice Barrès au club de l'honnête homme), André Maurois (Préface du tome 3 de l'œuvre de Maurice Barrès au club de l'honnête homme) Henry de Montherlant (Préface du tome 11 de l'œuvre de Maurice Barrès au club de l'honnête homme) vont l'admirer et lui rester fidèles. De Massis à Aragon, de Maurras à Mauriac, de Drieu la Rochelle à Montherlant, les admirateurs et les disciples de Barrès ne manquent pas. Mais par instinct, Maurice Barrès sera sa vie durant un solitaire.

Maurras n'est pas effrayé par l'idée d'appartenir à une faction, puisque la prise du pouvoir afin de rétablir la monarchie, il l'envisage sous la forme d'un coup d'Etat. Néanmoins, il est celui des trois qui va toucher le plus l'opinion publique, grâce à son journal *L'Action française*. Il a aussi écrit dans de nombreux journaux. Le premier numéro du bulletin *d'Action Française* est sorti le 20 juin 1899. De bulletin, *L'Action française* est devenue revue. Cette parution est bimensuelle jusqu'en 1908, puis quotidienne. L'idéologie de *L'Action française* a influencé une partie importante de la droite française bien que, avant la Grande Guerre, le journal ne tire qu'à 30.000 exemplaires, et le mouvement ne réunisse guère plus de 20.000 adhérents. Néanmoins, elle est lue par beaucoup d'intellectuels, d'écrivains, qui ne partagent pas nécessairement ses idées comme Marcel Proust ou André Gide, mais qui sont curieux et qui en reconnaissent la qualité. Maurras est aussi entouré d'une équipe d'« intellectuels » (Daudet, Bainville, Lasserre, Pujo..)

qui va relayer ses pensées. Il dispose également de l'Institut d'Action française. Selon le professeur Jean Touchard :

« Si on voulait esquisser une sociologie du nationalisme, il serait intéressant de comparer la clientèle du boulangisme, à celle de la Ligue des patriotes, et à celle de l'Action française. Une telle étude est particulièrement difficile, mais si elle pouvait être menée à bien, elle permettrait sans doute de vérifier que la clientèle du boulangisme est sociologiquement et politiquement beaucoup plus diversifiée que celle de la Ligue des patriotes, qui est elle-même sensiblement plus variée que l'Action française » (1).

Le professeur Pascal Ory dans *La Nouvelle histoire des idées politiques*, affirme que le succès de Maurras parmi les classes aisées, les intellectuels, s'explique essentiellement par la volonté de lutter contre la perte de l'identité nationale et par la peur de la fin de la France :

« Mais on peut se demander si le succès rencontré par les thèses de *l'Action française* pendant la première moitié de ce siècle, auprès d'une part non négligeable des classes aisées, des intellectuels et de la « jeunesse des écoles », y compris jusqu'à la fin des années vingt, la jeunesse des séminaires, n'a pas tenu précisément à cette intangibilité et plus largement, à la force négative contenue dans le vocable de nationalisme intégral. Par plus d'un trait le maurrassisme apparaît alors comme le plus grand commun multiple de tous ceux qui, pour des raisons parfois opposées craignent une perte d'identité nationale. » (2).

Péguy n'a pas d'ambition politique en terme de mandat. Au niveau de son influence, elle se fait principalement par les *Cahiers de la quinzaine* et par ses ouvrages. Il n'y aura jamais beaucoup d'abonnés *aux Cahiers* et Félicien Challaye précise qu'au : « Au départ, il n'y a que trente-six abonnés fermes pour deux cent onze abonnements gratuits. Le nombre des abonnements s'élève peu à peu mais ne dépasse jamais 1200 ou peut-être 1500. » (3). Il va se couper volontairement des politiciens socialistes et de ses anciens amis Jaurès, Herr et même pendant une période d'Andler, à cause, pour l'essentiel, du « germanisme ». Mais Péguy, à la différence de Barrès, mais surtout de Maurras, participe à la vie de la République et il soutient avec une particulière

1. Jean TOUCHARD, *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 2001, t. 2, p. 692.

2. Pascal ORY, Ouvrage collectif sous la direction de Pascal Ory, *Nouvelle histoire des idées politiques*, Hachette, Pluriel, Paris, 1987, p. 463-464.

3. Félicien CHALLAYE, *Péguy socialiste*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, p. 231.

ferveur Raymond Poincaré, qui est élu Président de la République le 17 janvier 1913. Il défend avec la même énergie l'adoption de la loi du 7 août 1913, portant de deux à trois ans le service militaire. Péguy célèbre d'ailleurs dans *L'Argent suite* : « Le mouvement d'énergie nationale qui porta M. Poincaré à la présidence de la République (...) M. Poincaré est venu au pouvoir et y reste par un mouvement populaire profond, par un ressaut continué d'énergie nationale. » (1).

II) La légitimation dans la recherche du but ultime : dissoudre l'Empire allemand

Ils vont être des accélérateurs de mobilisation, dans un seul but : aller au conflit. Mais aucun des trois auteurs ne va, ni surtout ne veut s'interroger sur la nature de la future guerre d'une société moderne industrielle et scientifique, même pas Péguy. Les moyens industriels mis au service de la guerre totale, la guerre de la science et de l'acier, et la guerre de la cruauté, dont les symboles vont être le lance flamme, l'avion, la tranchée, l'industrialisation de la mort, le culte du soldat inconnu. Ce manque de « curiosité » sur la guerre moderne peut s'expliquer. La guerre n'est pas pour eux qu'une fin, elle est aussi un moyen psychologique de se rassurer sur leur phobie face au « germanisme ». La guerre est l'espoir d'une renaissance par la disparition du traumatisme, un « fanatisme de l'anti-fanatisme » qui passe par la disparition du « germanisme », donc de l'Empire allemand et de sa puissance menaçante. L'Empire allemand s'est fondé sur la guerre, il doit alors périr par la guerre :

« Le système qui avait fondé la Prusse d'abord, l'Empire allemand ensuite, ne pouvait aller qu'en s'aggravant. Les choses se conservent par les mêmes conditions qui ont présidé à leur naissance : l'Allemagne unie a continué à durer par les mêmes moyens qui l'avaient tirée du néant, c'est-à-dire par la guerre, considérée comme une industrie nationale. » (2).

1. Charles PEGUY, *L'argent suite*, 27 avril 1913, OPC t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 890.

2. Jacques BAINVILLE, *Histoire de deux peuples, La France et l'Empire allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 295.

Le 12 juillet 1914, après la mort de Déroulède, Barrès devient Président de la Ligue des patriotes. La guerre venue, il se comporta en « littérateur du territoire », revendiquant la « tâche d'excitateur patriotique », chantre de l'Union sacrée. Il s'agissait de remplir le ministère de la parole, avec une difficulté ressentie d'emblée : s'engager de cette façon, c'était s'adresser à un « vaste public » qui comprend mal les nuances. En 1915, il va consacrer 269 articles à la guerre. Ses *Chroniques de la Grande Guerre*, rassemblées, représentent 14 volumes et près de 6000 page, avec de surcroît une audience considérable : *L'Echo de Paris*, dans lequel écrivait l'académicien Maurice Barrès, tirait alors à plus de 500.000 exemplaires. Barrès va écrire dans la conclusion des *différentes familles spirituelles de la France*, ouvrage remarquable de réconciliation nationale :

« Tous les gestes de notre passé, tous les beaux témoignages d'aujourd'hui que je viens de rassembler, ne sont que les produits d'une même conception, très simplifiée de la France, champion du bien sur la terre. Chacun de nous sait que les Français sont là pour qu'il y ait moins de misère entre les hommes. En ce sens la France est pacifiste ; en ce sens la France est guerrière. L'idée que cette guerre doit être la dernière des guerres, c'est une vieille idée populaire. « A nous de souffrir, nos enfants seront plus heureux ! » formule simpliste de cette générosité, de cet oubli de soi où communient tous nos siècles et toutes nos classes. » (1).

La victoire ne sera qu'un intermède dans l'éternel combat que se livrent sur le Rhin « le germanisme » appuyé sur l'Orient et la « civilisation occidentale » : cette vision implique d'affaiblir de manière décisive l'Allemagne. L'idée fondamentale qui oriente la pensée barrésienne avant, puis après la Grande Guerre, est une organisation de l'Allemagne et de la rive gauche du Rhin, selon les normes de l'époque napoléonienne. La Rhénanie est : « la pointe extrême des pays latins » (2). Elle a une fonction, celle de bouclier de la France et de la civilisation : « La civilisation latine et notre esprit qui était en danger sur la rive gauche du Rhin vont y être solidement rétablis (...) Le rôle des dignes français, c'est éternellement de franciser

1. Maurice BARRES, *Les diverses familles spirituelles de France*, Paris, Emile-Paul, 1917, p. 263.

2. Maurice BARRES, *Le génie du Rhin*, Paris, Plon, 1921, p. 28.

la rive gauche du Rhin. » (1). Barrès encourage le séparatisme rhénan, s'attache à souligner tout ce qui distingue la rive gauche du Rhin des autres parties de l'Allemagne, notamment la Prusse ; il préconise la création d'un Etat-tampon lié à la France et souhaite l'éclatement de l'Empire allemand en plusieurs Etats souverains :

« Une telle victoire nous comptions qu'elle fixerait au Rhin la frontière allemande et assurerait la garde militaire des têtes de pont. C'est l'idée fixe de l'histoire de France, l'ardente, la tenace aspiration de notre race à trouver enfin la sécurité au Nord, dans les Ardennes, en Lorraine, contre la perpétuelle menace allemande. » (2).

Dans *L'Echo de Paris* du 22 mars 1920, il parle « des Allemagnes », et le 12 avril il déclare : « Nous voulons que les différents pays de l'Allemagne, en se soustrayant à la Prusse puissent s'administrer eux-mêmes ». Le 9 août 1920, il écrit un article au titre éloquent « il faut avoir une politique des Allemagnes ». La dernière intervention qu'il fera à l'Assemblée nationale, le 1^{er} décembre 1923, sera encore sur ce thème, car il meurt dans la soirée du 4 décembre, d'une crise cardiaque à son domicile de Neuilly.

Barrès sera surnommé par Romain Rolland, le « rossignol des carnages » et le mouvement Dada de Tristan Tzara décidera même de le brocarder, pour son rôle d' « excitateur patriotique » sur le chef d'accusation de « crime contre la sûreté de l'esprit », en lui faisant une mascarade de procès public devant son « tribunal », sous la présidence d'André Breton, le vendredi 13 mai 1921, à Paris, rue Serpente, salle des sociétés savantes.

Mais il faut souligner que la Grande guerre et l'Union sacrée va changer Barrès. Il se rallie au régime républicain, sous l'autorité des Poincaré et des Clémenceau et se réconcilie avec la démocratie parlementaire. A telle enseigne que le gouvernement décide des funérailles nationales,

1. Maurice BARRES, «Le génie français sur le Rhin », *L'Echo de Paris*, 5 mai 1915.

2. Maurice BARRES, *Journal officiel, débats parlementaires*, Chambre des députés, 30 août 1919, p. 4067.

comme pour Victor Hugo en 1885. Le 8 décembre 1923 à Paris, un cortège immense qui suit le corbillard traîné par dix chevaux noirs et précédant de multiples couronnes, s'arrête place de la Concorde, où les honneurs sont rendus au grand patriote, puis devant la statue de Jeanne d'Arc, avant d'arriver à Notre-Dame. La cérémonie se déroule en présence du Président de la République Alexandre Millerand, du Président du conseil Raymond Poincaré et du Maréchal Foch. Maurice Barrès qui avait laissé ses dernières intentions à son fils Philippe, refusera le Panthéon, pour le cimetière de sa ville lorraine de Charmes et une ultime oraison funèbre prononcée par le Maréchal Lyautey.

Dans la théorie maurrassienne, si l'on examine l'histoire des relations entre la France et l'Allemagne, c'est toujours l'Allemagne qui a commencé par agresser la France :

« Pour définir du point de vue de la justice les rapports des peuples français et allemands, il faut pourtant se rappeler que l'agression ni la malfaisance n'ont jamais été de notre côté. Que l'on remonte à Charlemagne, à Jules César, au consul Marius, les leçons données aux Germains répondaient à des invasions dévastatrices ou réprimaient des procédés militaires honteux. » (1).

Quand il s'agit des guerres, même des guerres de la Révolution et de Napoléon I^{er} que la France a déclenchées, Maurras comme Péguy dans *la Note conjointe* n'y verront qu'un moyen de

« civiliser les Allemands » :

« Les guerres de Louis XIV, même celles, incomparablement plus dures, de la révolution et de Napoléon I^{er}, n'allèrent pas sans apporter à ce centre européen (aujourd'hui en pleine régression morale, mais de tout temps retardataire) un surcroît de politesse et de civilisation auquel l'Allemagne a constamment répondu par de lâches violences et d'immenses pillages toutes les fois qu'on a laissé les moyens. » (2).

Sa conclusion est donc sans appel, il faut casser l'unité allemande, car : « l'unité allemande recelait un déni de paix constant, perpétuel. » (3). L'histoire nous le rappelle : « N'aurions-nous

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 2 février 1918, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t .1, p. 39.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 10 octobre 1931, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p.313.

pas de mémoire, aurions nous oublié soit Charles-Quint, soit le Saint Empire romain germanique, un regard sur la carte suffirait à nous avertir. » (1). L'esprit de conquête des Allemands s'incarnerait dans l'idée même de l'unité :

« Ces Allemands unitaires ne sont pas des hommes comme les nôtres, qui demandent à rester tranquillement chez eux. Aucun d'eux n'est assis en pleurant sur un triste foyer. Ils sont debout. En marche. Ils ne le cachent pas. » (2).

Cette unité aurait même été la clé « du germanisme » en étant un « multiplicateur de force », un « accélérateur de puissance », et donc de « barbarie » :

« La menace élevée par l'unité allemande contre la civilisation universelle est inexorable. Le jeu de « l'éternelle Allemagne » est là pour le démontrer.....Ou l'unité de ce peuple sera détruite ou le militarisme allemand, reconstitué à grande vitesse, malgré les précautions juridiques plus ou moins mal imitées du premier Empire, fera courir au monde le risque d'une guerre prochaine infiniment plus cruelle que l'atroce conflit auquel nous assistons. » (3).

Seule la guerre peut permettre de réaliser la solution rêvée par Maurras et *L'Action française* et qui est, après la victoire française, de « pulvériser en confettis » l'Empire allemand :

« Il consiste à ramener l'Allemagne à l'état de division qui la rendit longtemps inoffensive. Il ne s'agit pas de la partager entre ses vainqueurs mais de la diviser elle-même en un aussi grand nombre de parties que possible, celles-ci aussi petites qu'on le pourra. Autant dire éviter la réunion dans la main d'un gouvernement unique de toutes les forces économiques, politiques et militaires, des peuples allemands. Ni fédérations, ni confédération : indépendance des Allemagnes redistribuées. » (4).

Le futur académicien Jacques Bainville, très proche de Maurras et spécialiste de l'Allemagne et des relations internationales à *L'Action française*, a écrit une multitude d'articles sur ce thème. Une partie de ceux-ci, de l'année 1910 à l'année 1936, sont regroupés dans un ouvrage en deux volumes, qui ne paraîtra chez Plon qu'en 1939 et qui s'intitule *L'Allemagne*. Dans ces articles, Bainville réclame de manière constante la disparition de l'Empire et de l'union allemande. Mais il a consacré aussi un ouvrage entier de critiques détaillées et motivées sur l'unité allemande :

1. Charles MAURRAS, *L'Action française*, 10 octobre 1931, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1933, t.3, p. 313.

2. Ibid.

3. Charles MAURRAS, *L'Action Française*, 6 juin 1917, in DPC, Paris, A la cité des livres, 1932, t. 1, p. 41.

4. Charles MAURRAS, *Devant l'Allemagne éternelle*, Paris, Editions à l'Etoile, 1937, p. 316-317.

L'Histoire de deux peuples. Il affirme le rôle bienfaiteur des rois de France, qui auraient toujours favorisé des politiques empêchant celle-ci, alors que la Révolution et l'Empire l'auraient au contraire préparée et même encouragée. Il demande bien évidemment, comme son ami Maurras, la dissolution de l'Allemagne :

« L'Europe a compris que son repos, sa sécurité, sa civilisation étaient incompatibles avec l'existence d'une grande Allemagne unie, que nulle entente ne serait jamais possible avec cet Etat-brigand (...) une idée restera souveraine : c'est que la puissance allemande est le fléau du monde européen. (...) Le siècle où l'Allemagne fut unie et puissante passera pour un siècle de fer. » (1).

Dès 1905, dans *Par ce demi-clair matin*, Péguy avait critiqué l'unité allemande et avait envisagé les conséquences « bénéfiques » de la victoire de la France, si elle avait fait la guerre de Revanche peu après 1870 et avait cassé cette unité allemande :

« Victorieuse la France (...) aurait brisé l'impérialisme unitaire et militaire allemand, elle aurait libéré de la servitude prussienne les Allemands qui ne sont pas encore des Prussiens, en un mot elle aurait libéré le peuple allemand au même titre que tous les autres peuples, avant tous les autres peuples ; elle aurait fait au peuple ennemi la grâce de le libérer le premier ; loin de l'annuler, elle eût exalté au contraire le peuple vaincu ; elle lui eût conféré la véritable existence. » (2).

Cet empire doit disparaître, car il incarnerait le mal, puisqu'il a été fondé sur nos ruines :

« Les Allemands, qui ont été des siècles sans fonder leur empire, et qui l'ont refondé que sur nos ruines, et il y a quarante-quatre ans, sont, de race, et ont toujours été, des hommes d'empire. Le saint empire romain germanique. Et c'est encore pour cela qu'aucune véritable pensée de liberté n'a jamais pu naître en Allemagne. » (3).

La survie même de l'« immense appareil de l'Empire allemand », qui ne connaît, par nature, que la force, est selon lui, une menace permanente. Elle est donc incompatible avec la propre survie de la France, comme « dernier peuple élu », puisque, selon Péguy : « il ne s'agit pas que Berlin écrase Paris, il s'agit que Berlin remplace Paris. » (4). Dans ce combat, l'écrivain-officier Péguy disparaîtra en héros, le 5 septembre 1914 près de Villeroy, tué d'une balle en pleine tête.

1. Jacques BAINVILLE, *Histoire de deux peuples, La France et l'Empire allemand*, Paris, NLN, 1915, p. 305-307.

2. Charles PEGUY, *Par ce demi-clair matin*, novembre 1905, OPC, t. 2, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988, p. 116.

3. Charles PEGUY, *Note conjointe à M. Descartes*, Texte posthume juillet 1914, OPC t. 3, Gallimard, Pléiade, Paris, 1992, p. 1346-1347.

4. Op. cit., p.1349.

Conclusion :

Le nationalisme « post-Sedan » a influencé les rapports franco-allemands de la fin du XIX^{ième} au début du XX^{ième} siècle en conditionnant les esprits, afin de les guider inflexiblement vers la confrontation de ces deux puissances. Cette dynamique, dans laquelle cette idéologie va puiser sa force au début, va se transformer par la suite en fardeau et la marquer d'une empreinte indélébile. Car son avenir, en tant que modèle de référence transférable au plan international ou en tant qu'idéologie structurant la vie politique française, va s'avérer être globalement un échec. Ayant été déclenché à partir des représentations psychologiques que Barrès, Maurras et Péguy avaient du contraste négatif franco-allemand de cette époque, on pourrait qualifier cette idéologie singulière de « nationalisme français sur mesure ». Ce caractère très particulier, très relié à un rejet de l'Empire Allemand, l'a rendu incapable de s'adapter à d'autres situations, que celles pour lesquelles, il avait été strictement élaboré. Etant donné que cette idéologie angoissée n'est qu'une réaction spécifique, elle n'a consacré, dans sa nature propre et de manière quasi-exclusive, que les caractères d'oppositions à ces représentations. Le nationalisme « post-Sedan » n'est donc pas une idéologie souple, universelle, adaptable et transférable. Il est « prisonnier » de son rapport trop exclusif au « germanisme ». De plus, il est né, à la différence notoire du nationalisme allemand de Fichte, après la constitution de la nation et dans un Etat, qui bien qu'il vienne de changer de régime politique et d'adopter la République, existait et avait déjà une longue histoire. Or à une époque qui allait voir l'Europe se fracturer et laisser se multiplier les revendications des « jeunes nations » aux droits d'exister et de disposer d'un Etat-nation, le nationalisme « post-Sedan » ne répondait pas aux attentes. En conséquence, il n'était guère transférable comme modèle. N'ayant pas eu particulièrement d'intention impérialiste, il ne fut surtout pas un « pangermanisme à la française ». N'ayant pas recherché particulièrement la popularité, n'ayant pas consacré unanimement l'utilisation du plébiscite, ni le dogme de la souveraineté populaire,

ni le parti unique, ni la domination totale de l'Etat hors des périodes de guerre, ni la confiscation de la société civile par la puissance publique, ni la centralisation, il ne fut certainement pas l'embryon d'un « fascisme français ». Il était né seulement avec l'idée et l'intention affirmées de défendre et de protéger la France, de reconquérir les provinces arrachées et de dissoudre l'Empire allemand. Il avait voulu être un renforçateur. En conséquence, il n'avait pas développé et s'était même opposé violemment aux théories impérialistes. Il n'allait donc pas pouvoir servir de référence pour les nationalismes conquérants du XX^{ième} siècle, car il était un nationalisme « vers le dedans ». Compte tenu de ses déterminations et de sa singularité, sa caractéristique essentielle aura été celle d'être un véritable particularisme français.

L'écrivain-officier Charles Péguy, abattu dès le début du conflit de 1914, acquiert dès et par sa mort glorieuse à dimension sacrificielle, un statut « d'icône nationale ». Mais cette consécration ambiguë va déformer et affaiblir l'image de Péguy, car elle va occulter, pendant plusieurs décennies, la richesse d'un débat nécessaire.

Touché profondément par le spectacle de l'Union sacrée, Maurice Barrès rangera pendant et après la Grande Guerre, les juifs, les protestants et les socialistes, avec les catholiques et les traditionalistes parmi les diverses familles spirituelles de la France. Jusqu'à sa mort en 1926, il continuera à développer ses thèses nationalistes face à l'Allemagne, avec le ressentiment du non-démantèlement de celle-ci, mais dans la reconnaissance de plus en plus officielle de la République française qui lui organise, comme pour Victor Hugo, des obsèques nationales.

Pendant l'entre-deux guerres, Charles Maurras va poursuivre cette doctrine d'une manière inlassable et toujours orthodoxe, avec une représentation plutôt lucide de la montée du nazisme.

Le 7 mars 1936, lors de la remilitarisation de la Rhénanie, *L'Action française* est le seul journal qui réclame une intervention immédiate. « C'est un possédé », dit-il d'Adolf Hitler. Mais néanmoins, Maurras finira par se perdre totalement dans les sophismes de ses « solutions de

traitement » de l'intérieur, et se déshonorera par son odieux antisémitisme. Et donc, du stade de l'impuissance politique, dû à son incapacité d'adaptation à l'évolution des rapports internationaux et à celle de la société française, le nationalisme « post-Sedan » va progressivement franchir celui d'une relative marginalisation politique. Compte tenu de sa spécificité d'élaboration et d'objectifs, il ne pouvait également que, en terme d'héritage, fatalement s'auto-limiter. Parmi ceux qui ont voulu s'en réclamer ouvertement, comme le régime de Vichy à ses débuts, il n'y a eu qu'une volonté de l'utiliser, parfois de le transformer, mais en ne faisant que le dénaturer, pour finir par le discréditer dans la plus totale des confusions. Seul Charles de Gaulle, au cours de son existence, de son action et de son œuvre s'en est inspiré avec discrétion, lucidité et une grande intelligence, pour n'en retenir et n'en conserver que le meilleur (1). Quand celui-ci commence ses *Mémoires de guerre* par la célèbre phrase : « Je me suis toujours fait une certaine idée de la France », il utilise, souligne Alain Peyrefitte dans *C'était de Gaulle*, inconsciemment peut-être, une formule typiquement barrésienne (2).

Mais ce qui va provoquer avec le plus de radicalité l'effacement du nationalisme « post-Sedan », par perte de raison d'être, c'est la construction européenne et plus particulièrement en son sein, la précieuse constitution du solide et puissant tandem franco-allemand, comme cœur et moteur de l'Union européenne. Cet axe équilibré et solide, à l'opposé du contraste négatif franco-allemand de 1870-1914 est la garantie contre l'élaboration d'une nouvelle représentation analogue au « germanisme ». Mais c'est surtout le symbole d'une ère de relations privilégiées franco-allemandes qui doit continuer à se construire, non dans un oubli du passé, mais par la volonté partagée de se choisir un futur commun prometteur, pour une Europe puissante, unie et cohérente.

1. Alain LARCAN, *De Gaulle inventaire, La culture, l'esprit, la foi*, Paris, Bartillat, 2003, p. 323 et s, p. 360 et s, p. 542 et s.

2. Alain PEYREFITTE, *C'était de Gaulle*, Paris, Fayard, 1994, p. 279.

Chronologie sélective (1862-1914)

1862

Bismarck est nommé Premier ministre en Prusse.

Ouverture du cours de Renan au Collège de France.

29 mars. Traité de commerce avec la Prusse.

19 août. Naissance de Maurice Barrès à Charmes dans les Vosges de Joseph-Auguste Barrès, rentier, ancien élève de l'École centrale, et de Claire Luxer qui appartient à une vieille famille de tanneurs et de notables.

1865

Taine publie les *Nouveaux essais de critique et d'histoire*.

Octobre. Entrevue de Biarritz entre Napoléon III et Bismarck.

1866

Juin. La Prusse de Bismarck envahit le Holstein.

3 juillet. Victoire de la Prusse sur l'Autriche à Sadowa. Alliance italo-prussienne, la Vénétie revient à l'Italie.

Août. Napoléon III demande des « pourboires » pour sa politique bienveillante avec la Prusse.

1867

Quinet publie *France et Allemagne*.

1868

Barrès fréquente à Charmes la petite école des sœurs de la doctrine chrétienne.

14 janvier. Loi Niel sur la réorganisation de l'armée.

20 avril. Naissance de Charles Maurras à Martigues d'un père percepteur et d'une mère issue d'une famille de petits armateurs et de marins.

31 juillet. Fondation par le ministre de l'Instruction publique Victor Duruy de l'École Pratique des Hautes Etudes.

1869

février. Nietzsche est nommé professeur extraordinaire de philologie à l'Université de Bâle.

Septembre. Fondation du parti social-démocrate en Allemagne.

4^{ème} congrès de l'Internationale à Bâle.

1870

2 janvier. Formation du ministère Ollivier.

13 juillet. Dépêche d'Ems, envoyé par Bismarck, Premier ministre prussien, à Napoléon III.

19 juillet. La France déclare la guerre à la Prusse

Août. Défaites françaises face aux Prussiens à Wissembourg, Forbach et Froeschwiller. Les troupes françaises défaites retraversent Charmes.

1^{er} septembre. Capitulation de Napoléon III encerclé à Sedan.

4 septembre. L'Assemblée proclame la déchéance de Napoléon III et la République est proclamée à l'Hôtel de ville de Paris. Gouvernement de « Défense nationale ».

19 septembre. Début du siège de Paris. Le père de Péguy, mobile du Loiret part pour Paris assiégé.

20 septembre. Echec des pourparlers entre Jules Favre et Bismarck.

Octobre. Occupation de Charmes par les Allemands. Le pharmacien Mariotte est abattu par les Allemands. Les Barrès doivent héberger un soldat bavarois qui restera chez eux pendant trois ans.

27 octobre. Le maréchal Bazaine signe la capitulation de Metz.

10 novembre. L'armée de la Loire, levée par Gambetta, délivre Orléans. Chanzy harcèle les forces allemandes.

Décembre. Le gouvernement français se replie à Bordeaux.

28 décembre. Paris est bombardé.

1871

Darwin publie *The descent of man*.

Renan publie *La réforme intellectuelle et morale*.

Janvier. Défaites des armées françaises face aux Prussiens.

28 janvier. Capitulation de Paris. Armistice franco-prussien, conclu entre Jules Favre et Bismarck. Protestation de Clémenceau. Démission de Gambetta.

8 février. Election d'une Assemblée nationale. Majorité royaliste mais divisée.

17 février. Adolphe Thiers est élu « chef du pouvoir exécutif de la République française » par la nouvelle Assemblée nationale réunie à Bordeaux. Il va négocier avec Bismarck les préliminaires de la paix.

18 mars. Début de la commune de Paris. Thiers fait évacuer les troupes de Paris et rejoint Versailles.

26 mars. Election du Conseil de la « Commune » de Paris.

10 mai. Signature du traité de Francfort avec la Prusse : l'Alsace et une partie de la Lorraine sont annexées par l'Allemagne. Les Alsaciens et les Lorrains qui sont nés et domiciliés sur ces territoires pourront conserver la nationalité française à condition d'opter avant le 1^{er} octobre 1872 et transférer leur domicile en France.

21-29 mai. Semaine sanglante, et fin de la Commune. Fin du second siège de Paris.

5 juillet. Publication du manifeste du comte de Chambord, échec de la fusion royaliste.

9 juillet. La majorité des députés royalistes se rallie au drapeau tricolore

31 août. Proclamation de l'Empire Allemand à Versailles. Adolphe Thiers, Président de la République

1872

Mort de Charles Luxer, grand-père maternel de Barrès d'une pneumonie suite à sa prise en otage par les Allemands.

Publication par Déroulède *Les chants du soldat*.

1873

Taine publie *Les origines de la France contemporaine*.

7 janvier. Naissance de Charles Péguy à Orléans, fils unique de Désiré Péguy et de Cécile Quéré. Mort de Napoléon III en exil.

13 avril . Baptême de Charles Péguy.

24 mai. Démission du président Thiers. Le maréchal de Mac-Mahon est élu Président de la République.

Juillet. Les Allemands quittent Charmes.

16 septembre. Fin de l'occupation allemande en France.

Septembre-octobre . Echec d'une tentative de restauration monarchique avec le comte de Chambord

Octobre. Entrée de Barrès au collège libre de la Malgrange comme interne.

16 novembre. Loi du septennat prorogeant les pouvoirs de Mac-Mahon.

18 novembre. Mort du père de Péguy, à l'âge de vingt-sept ans, suite à une santé détériorée par les souffrances endurées pendant le siège de Paris. La mère de Péguy se met au rempaillage des chaises.

1874

Wagner : le crépuscule de Dieux.

Traité avec l'Annam (1^{er} protectorat)

1875

Taine publie le premier volume des *Origines de la France contemporaine*.

30 janvier. Vote de l'amendement Wallon : le Président de la République sera élu par les Chambres.

Avril-mai . Crise franco-allemande et alerte internationale : la France aurait été proche d'une nouvelle invasion.

Mai. Fondation du parti social-démocrate allemand au congrès d'unification de Gotha.

1876

20 février. Election législatives. Victoire républicaine.

1877

4 mai. Gambetta désigne le cléricisme comme l'ennemi.

16 mai. Renvoi par Mac-Mahon du président du conseil Jules Simon.

17 mai. Formation du gouvernement Broglie.

22 juin. Dissolution de la Chambre.

14 octobre. Elections législatives, les républicains continuent d'être majoritaire. Mac-Mahon rappelle Dufaure.

Octobre. Barrès entre au Lycée de Nancy comme interne.

13 décembre. Tentative d'annexion du Transvaal par l'Angleterre. Victoria, Impératrice des Indes.

1879

La Marseillaise, hymne national.

30 janvier. Démission de Mac-Mahon. Election à la présidence de la République de Jules Grévy. Arrivée au pouvoir d'une petite et moyenne bourgeoisie anticléricale, antimilitariste, anticapitaliste.

4 février. Ministère Waddington

Juillet. Barrès est reçu à la première partie du baccalauréat avec la mention assez bien.

Octobre. Péguy entre à l'école primaire. Barrès entre en classe de philosophie avec M. Auguste Burdeau. Congrès ouvrier de Marseille.

28 décembre. Ministère Freycinet.

1880

Nietzsche publie *Le voyageur et son ombre*

Juillet. Barrès est reçu à la seconde partie de son baccalauréat avec la mention passable.

14 juillet. Première célébration solennelle de la fête nationale.

23 septembre. Formation du gouvernement Jules Ferry.

Novembre. Barrès s'inscrit à la faculté de droit de Nancy.

Décembre. Création du parti ouvrier français par Jules Guesde.

1881

Barrès publie dans *le journal de la Meurthe et des Vosges* ses premiers articles de critique littéraire.

Mai. Protectorat en Tunisie. Traité du Bardo

12 mai. Signature du Traité de Bardo qui place la Tunisie sous protectorat français.

16 juin. Loi Ferry instituant la gratuité de l'enseignement primaire publique.

Août- septembre. Elections législatives, poussée de la Gauche.

Octobre-Novembre. Barrès fait un premier séjour à Paris chez sa grand-mère maternelle qui possède un appartement boulevard Saint-Michel

14 novembre. Formation du gouvernement Léon Gambetta.

1882

Wagner : Parsifal à Bayreuth

Nietzsche publie *Le Gai savoir*.

Premiers articles parisiens de Barrès dans *La Jeune France* d'Allenet.

Surdité de Maurras en classe de troisième.

Alliance germano-austro-italienne (la Triplice).

Janvier : Krack de l'union générale.

11 mars 1882. Conférence d'Ernest Renan à la Sorbonne sur le thème : qu'est ce qu'une nation ?

29 mars. Loi Ferry sur l'école primaire obligatoire et laïque.

Mai. Nouveau séjour de Barrès à Paris au cours duquel Barrès rencontre à la bibliothèque du Sénat Leconte de Lisle, Anatole France, et Victor Hugo.

12 mai. Déroulède fonde la Ligue des Patriotes, alors gambettiste. Elle est placée sous la présidence de l'historien Henri Martin.

1883

Janvier. Barrès s'installe définitivement à Paris.

1^{er} février. Barrès publie dans *La Jeune France* un article sur Anatole France qui est ensuite édité en volume

14 février. Mort de Richard Wagner à Venise.

21 février. Nouveau ministère Jules Ferry.

14 mars. Mort de Karl Marx à Londres.

24 août. Mort du comte de Chambord, et extinction de la branche royale des Bourbons.

25 août. Traité de Hué, protectorat français sur l'Annam et le Tonkin. Démonstration militaire à Madagascar

Novembre- décembre . Barrès suit à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes les cours de son maître, le directeur d'études Jules Soury. Il obtient sa licence en droit.

1884

Colonisation du Congo sous l'impulsion du deuxième ministère Ferry.

Ernest Lavisse : Publication du premier volume du *Cours d'Histoire de la France*.

Négociation avec l'Allemagne.

Fondation de la colonie allemande du Sud-Ouest africain.

Octobre. Péguy entre à l'école primaire supérieure.

Novembre. Parution du premier numéro du journal de Barrès « *Les Taches d'encre* » (4 numéros de 1884 à février 1885)

1885

Conférence coloniale internationale de Berlin (création de l'Etat du Congo)

Nietzsche publie *Par-delà le bien et le mal*.

Février : Barrès collabore désormais à la *Revue contemporaine*, et à la *Vie moderne*.

30 mars. Chute du second ministère Ferry après l'échec de Lang-sou au Tonkin.

Avril. Péguy entre en sixième, avec une bourse municipale au lycée d'Orléans.

22 mai. Mort de Victor Hugo.

31 mai. Barrès assiste aux funérailles d'Hugo.

Juin-juillet. Séjour de Barrès à Jersey.

9 juin. Traité de Tien-Tsin, la Chine reconnaît le protectorat sur le Vietnam.

25 juin. Péguy fait sa première communion.

Octobre. Baccalauréat de philosophie pour Maurras et installation à Paris avec sa mère et son frère. Maurras entre à *La Gazette de France*. Il commence son combat contre le romantisme littéraire et social, le dreyfusisme et l'influence allemande.

4-18 octobre. Victoire aux élections législatives de la gauche républicaine. Jean Jaurès est élu député (« opportuniste ») du Tarn à vingt-six ans.

28 décembre. Jules Grévy est réélu Président de la République.

1886

7 janvier. Le général Georges Boulanger devient ministre de la guerre, dans le cabinet Freycinet. La plupart des radicaux sont boulangistes.

10 mai. Barrès publie un premier article dans *Le Voltaire* dont il sera pendant près de deux ans un collaborateur régulier.

Juillet. Voyage en Bretagne de Barrès qui rencontre Renan.

Octobre. Loi laïcisant le personnel des écoles publiques.

1887

Début de la collaboration de Maurras à *L'Observateur français*, qui se terminera en 1891.

Renforcement de la Triple.

Accords méditerranéens entre l'Angleterre, l'Italie, l'Autriche, l'Espagne.

Février-mai : Premier voyage en Italie de Barrès (Milan, Venise, Florence, Rome).

20-30 Avril. Affaire Schnaebelé, crise franco-allemande. Le commissaire de police de Pagny-sur-Moselle, venu à la frontière sur convocation de son collègue d'un village voisin est arrêté pour espionnage.

30 mai . Eviction du général Boulanger du gouvernement.

8 juillet. Départ de Paris du général Boulanger, nommé au commandement du corps d'armée de Clermont-Ferrand.

Octobre. Création de l'Union indochinoise pour les protectorats d'Indochine.

2 décembre. Démission du Président de la République Jules Grévy après le scandale des décorations.

3 décembre. Sadi Carnot, est élu Président de la République.

1888

Barres collabore à *La Jeune France*, *La Revue illustrée*, *La Revue indépendante*, *Le Figaro*, *La Presse*, *La Batte*, *La Lorraine-Artiste*.

Maurras collabore à *L'observateur français*, à *L'Instruction publique*, à *La Réforme sociale* et à *La revue félibréenne*.

Février. Barrès, parution de *Sous l'œil des barbares*.

Mars-avril. Nouveau voyage en Italie de Barrès. Il séjourne à Venise, où il lit dans le journal des débats un article favorable de Paul Bourget sur *Sous l'œil des Barbares*, et prend la décision de s'engager aux côtés du général Boulanger

9 mars. Mort de Guillaume I.

27 mars. Le général Boulanger est mis à la retraite.

Avril. Boulanger est élu député du nord.

Mai. Barrès rencontre le Général Boulanger chez Mme de Loynes

15 juin. Mort de Frédéric III. Il ne régna que quatre vingt dix neuf jours. Guillaume II devient Empereur.

Octobre. Barrès part pour Nancy préparer le lancement du journal boulangiste, *Le Courrier de l'Est*

Novembre. Barrès se lie avec Maurras.

25 novembre. Assemblée générale de la Ligue des Patriotes. Déroulède annonce l'engagement définitif de la Ligue au service de la cause boulangiste.

1889

Charles Maurras collabore jusqu'en septembre à *L'Instruction publique*, à *L'Observateur français*, à *La Réforme sociale*, à *La revue félibréenne*, à *La Revue indépendante*.

Nietzsche publie *Le crépuscule des idoles*.

Bergson publie *Les données immédiates de la conscience*.

Fondation de la II^{ème} internationale au congrès de Paris.

22 janvier. Premier numéro du *Courrier de l'Est*, (journal républicain révisionniste qui paraîtra comme quotidien, du 22 janvier au 15 mars 1889 puis se transformera en hebdomadaire. Dernier numéro le 27 août 1892) où Barrès fera campagne pour le boulangisme.

27 janvier. Georges Boulanger est élu député à Paris. Il refuse le coup d'Etat.

Avril. Barrès, parution d'*Un homme libre*.

1 avril. Boulanger s'enfuit à Bruxelles.

6 mai. Ouverture de l'Exposition universelle de Paris.

14 juillet. Centenaire de la Révolution française.

18 juillet. Loi supprimant le tirage au sort et fixant à trois ans la durée du service militaire.

6 octobre. Elections législatives. Effondrement du Boulangisme. Barrès est élu député « socialiste révisionniste » (boulangiste) dans la troisième circonscription de Nancy. Jaurès est battu, et il doit reprendre son enseignement de philosophie à la faculté des lettres de Toulouse.

1890

Barrès écrit dans *Le Courrier de l'Est*, dans *Le Figaro*, *La Presse*, *Gil Blas*, *La revue illustrée*.

Maurras collabore à l'observateur français, et écrit dans *La Réforme sociale*, *La Plume*, *La Revue indépendante*, *La Revue illustrée*.

Convention coloniale sur le Soudan, Madagascar et Zanzibar.

17 mars. Quatrième gouvernement Freycinet.

18 mars. Démission de Bismarck.

Avril. Charles Maurras rencontre Anatole France à Agen et l'accompagne à Lourdes.

5 mai. Rentrée en France du général Boulanger.

13 août. Péguy est reçu à la première partie du baccalauréat.

Septembre. Séjour de Barrès à Venise.

Automne. Fondation du Comité de l'Afrique française.

Octobre. Péguy entre en classe de philosophie.

1891

Barrès écrit dans *Le Courrier de l'Est*, *La Revue indépendante*, *La Plume*, *La Presse*, *Le Figaro*, *L'Echo de la semaine*.

Maurras écrit dans *L'Observateur français*, *La Plume*, *La Revue bleue*, *La Revue indépendante*.

Jaurès achève ses thèses (*De la réalité du monde sensible*, et *Les origines du socialisme allemand chez Luther, Kant, Fichte et Hegel*).

Au concours général des départements, Péguy refuse de composer à l'épreuve de philosophie, sur « l'idée du progrès scientifique et moral ». « C'est modeste comme sujet », écrit-il le 14 juin.

Maurras et Jean Moréas, parution du *Manifeste de l'école romane*.

Fondation de la colonie du Congo français.

Février. Barrès, parution du *Jardin de Bérénice*.

1^{er} avril. *La Plume* consacre un numéro spécial à Barrès qui s'impose comme « Le Prince de la jeunesse ».

11 juillet. Mariage de Barrès avec Paule Couche à Saint-Séverin. Ils partent en voyage de noces pour la Bavière où ils assistent au festival de Bayreuth.

19 juillet. Les instituteurs deviennent fonctionnaires de l'Etat.

27 août. Signature d'un accord diplomatique franco-russe.

30 septembre. Suicide du général Georges Boulanger au cimetière d'Ixelles, près de Bruxelles sur la tombe de Madame de Bonnemain.

1 octobre. Péguy entre en première vétérans au lycée Lakanal à Sceaux, pour préparer l'entrée à l'ENS.

1892

Barrès collabore au *Courrier de l'Est*, au *Figaro*, à *La Revue blanche*, au *Journal*, à *L'Echo de Paris*, à *L'Echo de la semaine*.

Barrès publie *l'Examen des trois romans idéologiques et de Toute licence sauf contre l'amour*.

Campagnes contre Ahmadou au Soudan. Vers la création de l'Afrique occidentale française.

Maurras débute sa collaboration à *la Gazette* (jusqu'en novembre 1908). Il écrit encore dans *L'Observateur français* jusqu'en août.

20 avril. Premier numéro de la *Libre Parole* d'Edouard Drumont.

Mai. Voyage de Barrès en Espagne.

17 juin. Péguy échoue à l'oral d'admission à l'ENS pour un demi-point.

Juillet. Signature d'une convention militaire franco-russe.

Août. Barrès se rend seul au festival de Bayreuth où il assiste à une représentation de *Parsifal*.

7 août. Maurras publie dans *L'Aioli*, : « fédéralisme et décentralisation ».

Octobre. Barrès commence à collaborer au *Journal*.

7 octobre. Funérailles d'Ernest Renan.

Novembre. Interpellation Delahaye sur le scandale de Panama. Création à la Chambre d'un groupe colonial de 91 députés.

11 novembre. Péguy devance l'appel et fait son service au 131^e d'infanterie d'Orléans.

1893

Barrès écrit dans *Le Journal*, *Le Figaro*, *L'Echo de la Semaine*, *La Plume*.

Maurras débute sa collaboration à la *Revue encyclopédique Larousse* (Il écrira régulièrement d'avril 1894 jusqu'en 1900) Il collabore aussi à *La Gazette de France*, à *La Revue Encyclopédique*, *La Revue bleue*, *La Plume*, *La Revue Hebdomadaire*, *L'Aioli*.

Janvier. Barrès, parution de *L'Ennemi des lois*.

5 mars. Mort de Taine.

Juillet. Péguy échoue une seconde fois au concours de l'ENS, pour un quart de point.

17 août. Signature par les Chefs d'état-major des deux pays, d'une convention franco-russe.

3 septembre. Elections législatives, victoire des Républicains modérés. Barrès n'est pas réélu à Nancy. Jaurès est élu à Carmaux sur le programme du Parti ouvrier français, Millerand à Paris.

Barrès part pour l'Italie.

Etablissement d'un protectorat sur le Laos, qui entre dans l'Union Indochinoise.

Octobre. Péguy entre au collège Sainte Barbe.

1894

Barrès écrit dans *Le Journal*, *Le Figaro*, *L'Echo de Paris*, *La Libre parole*, *La Cocarde*.

Maurras collabore à *La Cocarde* du 20 septembre 1894 au 7 mars 1895, mais aussi à *La Gazette de France*, à *La Revue Encyclopédique*, à *La Revue Hebdomadaire*, à *La Semaine de Paris*.

Campagne d'Italie en Abyssinie.

Expédition française à Madagascar.

Guerre sino-japonaise.

Naissance du Sillon avec Marc Sangnier.

Janvier. Conclusion secrète de l'alliance franco-russe.

Février. Le gouvernement interdit la représentation d'*Une journée parlementaire*, que Barrès vient d'écrire sur le scandale de Panama au Théâtre-libre d'Antoine.

Mars. Voyage de Barrès en Italie (Sienne, Florence, Pise, Ravenne)

25 juin. Assassinat du Président Sadi Carnot.

27 juin. Jean Casimir Perrier est élu Président de la République. Création du ministère des colonies.

Juillet. Commencement des massacres d'Arménie.

8 juillet. Mort de Leconte de Lisle.

31 juillet. Péguy est reçu à l'ENS. (6^e sur 24)

11 et 12 août. Péguy assiste à Orange aux représentations d'Antigone et d'Œdipe-roi, données par le théâtre français.

5 septembre. Barrès prend la direction de *La Cocarde* journal quotidien d'opposition républicain, qu'il assurera juqu'au 7 mars 1895.

Octobre. Barrès, parution *Du sang, de la volupté et de la mort*.

15 octobre. Arrestation de Dreyfus, après une enquête concluant à la livraison à l'Allemagne de documents militaires confidentiels.

31 octobre. Péguy est reçu à la licence ès lettres.

7 novembre. Péguy emprunte à la bibliothèque de l'ENS sept volumes des œuvres de Kant.

14 décembre. Barrès fait paraître les articles dans *la Cocarde : Hegel et les cantines du nord*.

22 décembre. Dreyfus traduit en conseil de guerre est condamné, à l'unanimité, à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée et à la dégradation militaire.

1895

Barrès écrit dans *La Cocarde*, *Le Figaro*, *Le Journal*, *La Revue illustrée*, *La Semaine de Paris*, *La Plume*, et *La Revue Encyclopédique*.

Maurras collaboration au *Soleil* (du 26 mai jusqu'au 15 décembre 1898 et de novembre 1899 à 1903), mais aussi à *La Cocarde*, *La Gazette de France*, *La Revue encyclopédique*, *La Semaine de Paris*, *La Nouvelle Revue*, *La Plume*.

Maurras, parution du *Chemin de paradis et des Amants de Venise*

5 janvier. Barrès assiste à la dégradation du capitaine Dreyfus dans la cour de l'Ecole militaire.

17 janvier. Election de Félix Faure à la Présidence de la République.

28 janvier. Amnistie des boulangistes.

7 mars. Barrès abandonne la direction de *La Cocarde*

Avril. Péguy commence à travailler à sa *Jeanne D'Arc*.

Deuxième voyage de Barrès en Espagne.

5 août. Mort de Engels.

Septembre. Barrès rejoint Maurras en Provence, afin de rencontrer Mistral

23-28 septembre. Constitution de la CGT.

Septembre-novembre. Massacre d'Arménie.

10 octobre. Péguy écrit à son ami Bidault : « Je t'ai annoncé il y a quelques mois mon adhésion entière et officielle au socialisme. »

1 octobre . La Reine Ranavalona III de Madagascar accepte le protectorat français.

Automne. Péguy fonde à Orléans un cercle socialiste, le groupe d'études sociales.

5 novembre. Péguy rejoint l'ENS pour commencer sa deuxième année.

30 novembre. Péguy se fait mettre en congé de l'ENS et s'installe à Orléans chez sa mère.

Décembre. Charles Andler commence au collège libre des sciences sociales ses leçons sur « la décomposition du marxisme en Allemagne »

1896

Henri Bergson publie *Matière et mémoire*.

Congrès de l'Internationale à Londres.

8 janvier. Mort de Verlaine. Barrès prononce un discours aux obsèques.

11 janvier. Barrès commence la rédaction de *Mes cahiers*.

Février. Les Barrès emménagent à Neuilly au 100, boulevard Maillot, actuel Boulevard Maurice Barrès, dans un hôtel particulier qu'il vient d'acheter et qu'il ne quittera plus.

23 février. Barrès est battu aux élections législatives à Neuilly-Boulogne par Paul Sautumier, candidat socialiste.

Avril. Maurras est envoyé à Athènes comme « reporter sportif » par *la Gazette de France* à l'occasion des premiers Jeux olympiques, restaurés sur l'initiative de Pierre de Coubertin, il rapporte les pages d'*Anthinéa*.

29 avril. Formation du gouvernement Jules Méline.

Juin. Inauguration par Guillaume II du canal de Kiel.

8 juillet. Naissance de Philippe Barrès.

6 Août. Annexion de Madagascar, puis déportation de la Reine Ranavalona III.

1^{er}-20 septembre. Voyage à bicyclette de Barrès le long de la Moselle.

Fin septembre : Barrès voyage à Venise.

Novembre. Péguy revient à l'ENS.

1897

Barrès collabore surtout au *Journal*

Maurras collabore à *La Gazette de France*, à *La Revue encyclopédique et au Soleil*.

Voyage de Charles Maurras en Italie et en Corse, notamment à Rome, Florence, Pise, Venise.

L'Union indochinoise devient le gouvernement général de l'Indochine.

28 février. Barrès va à Varennes « visiter la chute de la monarchie ».

Mars. Barrès voyage à Nice et à Costebelle chez Paul Bourget.

15 mai-15 août. *La Revue de Paris* publie *Les Déracinés*.

Juin. Péguy a terminé la rédaction de la *Jeanne D'Arc*.

Août. Visite de Félix Faure en Russie, où l'alliance franco-russe est proclamée.

Octobre. Barrès, parution des *Déracinés*.

Novembre. Péguy dès la rentrée démissionne de l'ENS.

19 décembre. Mort de Stanislas de Guaita, ami proche de Barrès.

1898

Barrès écrit dans *Le Journal*, *Le Figaro*, *La nouvelle série du Courrier de l'Est*, *La Revue lorraine*.

Maurras collabore à *La Gazette de France*, à *La Revue Encyclopédique*, et dans *Le Soleil* jusqu'au 15 décembre.

Maurras publie *L'Idée de la décentralisation*, et *Trois idées politiques*.

Nietzsche publie *Ainsi parlait Zarthoustra*.

13 janvier. Zola publie dans *L'Aurore* l'article « J'accuse ».

15 janvier. Péguy rend visite à Jaurès pour l'inciter à lancer le parti socialiste dans le dreyfusisme.

16, 21 et 22 janvier. Le nom de Péguy figure dans la liste des protestataires pour Dreyfus de *L'Aurore* et du *Rappel*.

23 janvier. *L'Aurore* publie une « Lettre à Emile Zola » de Charles Péguy.

1^{er} février. Barrès prend nettement parti contre dreyfus en publiant dans *Le Journal* son article : « La protestation des intellectuels ».

15 février. Lucien Herr publie dans *La Revue blanche* une lettre ouverte à Barrès.

Avril. Fondation du comité d'Action française.

1 mai. Ouverture par Péguy de sa librairie, au 17, de la rue Cujas à Paris.

22 mai. Barrès est battu au second tour des élections législatives à Nancy où il se présentait au nom d'un « comité républicain socialiste-nationaliste ».

Juin. Péguy, parution de *Marcel, premier dialogue de la cité harmonieuse*.

4 juin. Fondation de la Ligue des droits de l'homme.

28 juin. Théophile Delcassé devient ministre des affaires étrangères jusqu'en juin 1905.

29 juin. Mort d'Auguste Barrès, père de Maurice Barrès.

10 juillet. Discours de Barrès à l'inauguration de la statue de Leconte de Lisle au Luxembourg.

18 juillet. Arrestation de Péguy à Versailles lors d'une manifestation dreyfusarde, il est relâché sur intervention de Gabriel Monod.

Août. Péguy échoue à l'agrégation de philosophie. La librairie Péguy édite son premier ouvrage, *Le Colporteur débile*, de Jérôme et Jean Tharaud.

Séjour de Barrès en Auvergne, dans le berceau de sa famille paternel.

Visite de Maurras au British Museum de Londres, d'où *La Gazette de France* le rappelle d'urgence.

6 septembre. Maurras publie dans *la Gazette de France* ses articles sur le suicide du Lieutenant Colonel Henry : « Le premier sang de l'affaire Dreyfus ».

Septembre-October . Affaire de Fachoda (village soudanais), tension franco-britannique. La mission de Marchand recule devant les Britanniques dirigé par le général Kitchener.

12 octobre. Voyage de Barrès en Provence. Visite à Mistral.

29 octobre. La Cour de cassation accepte la demande en révision de l'affaire Dreyfus.

Décembre. Barrès participe à la création de la Ligue de la Patrie française.

1-2 décembre. Barrès note dans ses *cahiers* : « peu à peu, j'ai créé la Lorraine en moi ; je l'ai créée sur la tombe de mon père. »

1899

Barrès collabore au *Journal*.

Maurras écrit dans *La Gazette de France*, dans *La Revue Encyclopédique*, et dans *Le Soleil*.

Edouard Bernstein, *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique* qui deviendra la bible du révisionnisme socialiste. Répond de Karl Kautsky, directeur de la *Neue Zeit* : Edouard Bernstein et *le programme de la socialdémocratie*.

Janvier. Fondation de la Ligue de la Patrie Française sous la présidence de Jules Lemaître.

11 janvier. Maurras rencontre Henri Vaugois.

18 février. Emile Loubet, Président de la République, suite à la mort de Félix Faure.

23 février. Tentative de coup de force de Paul Déroulède aux funérailles de Félix Faure. Journée de la caserne de Reuilly, place de la Nation. Arrestation de Paul Déroulède, Marcel Habert, Millevoye. Barrès est à ses côtés mais il échappe aux poursuites judiciaires.

Mars. Charles Andler publie *Le Prince de Bismarck* à la librairie Bellais.

10 mars. Conférence de Maurice Barrès sur « La terre et les morts » sous le patronage de la Ligue de la Patrie Française, où il défend le nationalisme.

8 Avril. Henri Vaugois fonde le premier « Comité d'Action française ». A l'issue d'une conférence de Lucien Moreau, Jacques Bainville se présente à Charles Maurras au Café de Flore.

5-21 avril. Séjour de Barrès à Palanza.

3 juin. La condamnation de Dreyfus est cassé.

4 juin. Manifestation nationaliste à Auteuil. Le Président de la République est frappé.

20 juin. Conférence d'Henri Vaugois sur *l'Action française*, dont le texte servira de déclaration à la *Revue d'Action française*, bulletin bimensuel qui paraîtra le 15 juillet suivant.

22 juin. Formation du gouvernement Waldeck-Rousseau, de « défense républicaine ». Entrée de Millerand dans le cabinet.

10 Juillet. Séjour de Barrès à Niederbronn en Alsace. Il se rend à un pèlerinage sur le champ de bataille de 1870 et fait la connaissance de Pierre Bucher qui lui servira de modèle pour composer *Au service de l'Allemagne*.

30 juin. Jaurès : Action socialiste, à la librairie Bellais.

10 juillet. Premier numéro du Bulletin *d'Action Française* bimensuel. Elle devient quotidien en 1908.

7 août- 9 septembre. Second procès Dreyfus devant le Conseil de Guerre de Rennes.

9 septembre. Barrès se rend au second procès Dreyfus devant le Conseil de guerre à Rennes pour *le Journal* .

Dreyfus est à nouveau condamné, à dix ans de détention.

19 septembre. Dreyfus est gracié par le Président de la République.

15 novembre. Déclaration de *l'Action française*, sur les conditions d'un nationalisme français, remise à Maurice Barrès.

Décembre. Conférence de Barrès à la Ligue de la Patrie française : « Une nouvelle position du problème alsacien-Lorrain. »

3-8 décembre. Premier congrès général des organisations socialistes françaises au gymnase Japy à Paris. Péguy y assiste comme délégué du Groupe d'études sociales des anciens élèves du lycée d'Orléans.

1900

4 janvier. Condamnation de Paul Déroulède par la Haute Cour à dix ans de bannissement.

5 janvier. Péguy publie le premier *des Cahiers de la quinzaine*. Ce premier cahier contient « L'affaire Liebknecht » (229 Cahiers jusqu'en 1914).

22 février. Barrès préside la première réunion de l'Association nationaliste de la jeunesse.

1 mars. Duel entre Charles Maurras et Gabriel Monod, directeur d'études à l'EPHE, et Président de la IV^{ième} section, suite à la parution d'une série d'articles violents et injustes intitulée « Les Monod peints par eux-mêmes ».

2 mars. Maurras publie dans *la Gazette de France* : « Le nationalisme intégral ».

5 Avril. Publication de *L'Appel au Soldat* de Maurice Barrès.

19 avril- 25 mai. Voyage en Grèce de Barrès.

Juin- septembre. La France participe à l'expédition internationale lancée pour écraser la révolte des Boxers à Pékin.

11 juillet. Premier dîner de l'Appel au soldat (le discours de Barrès sera publié le 1^{er} août dans la revue de l'Action française)

29 juillet. Maurras commence à publier son *Enquête sur la Monarchie* dans *la Gazette de France*.

17 août. Voyage de Barrès à Saint-Sébastien, où Déroulède est exilé.

22 août. Réponse de Barrès à *l'Enquête sur la monarchie* de Maurras, Barrès se déclare favorable au système républicain.

25 août. Mort de Nietzsche.

1^{er} septembre-1^{er} décembre. Maurras collabore aux dimanches politiques et littéraires que dirige Barrès.

2 novembre. Barrès est à Charmes, le jour des Morts.

16 décembre. Accord secret avec l'Italie sur le Maroc.

1901

Protocole sur le Maroc.

Maurras publie *Anthinéa*.

1^{er} février. Barrès publie dans *L'Action française* : « Une soirée dans le silence et le vent de la mort ».

2 février. Second dîner de l'Appel au soldat. Discours de Maurice Barrès.

23 février. Voyage de Barrès à Saint-Sébastien, où Déroulède est exilé.

15 mars. Voyage de Barrès à Lausanne pour le duel Déroulède-Bufferet.

11 mai. Barrès devient rédacteur en chef du *Drapeau*, le journal de la Ligue qui vient d'être créée.

15 juin. Discours de Barrès pour l'anniversaire de la *Revue de l'Action française*.

21-23 juin . Premier congrès du parti républicain radical et radical-socialiste à Paris.

14 juillet. Participation de Barrès à la manifestation patriotique devant le statue de Strasbourg , Place de la Concorde.

30 juillet. Mort à Charmes de la mère de Barrès. Barrès est effondré. Il songe à renoncer à la politique.

Août. Voyage de Barrès en Alsace.

Octobre. Barrès démissionne du Comité directeur de la Ligue de la patrie française et abandonne la direction du *Drapeau*. Fondation de l'Alliance républicaine et démocratique.

1902

Barrès collabore *au Gaulois*, à *L'Action française*, aux *Annales de la Patrie Française*, à *Minerva*, à *La Patrie*, à *La Revue bleue*, à *La Renaissance latine*.

Maurras collabore à *La Gazette de France*, au *Soleil*, à *Minerva* et à *La revue de l'Action française*.

Février. Barrès publie *Leurs Figures*.

Avril. Barrès publie *Scènes et doctrines du nationalisme*.

Avril-mai . Elections législatives, victoire du bloc des gauches.

Mai. Séjour de Barrès à Venise aux Procuraties.

Triomphe aux élections du Bloc des gauches. Jean Jaurès, vice-président de la Chambre des députés et leader officieux de la délégation des gauches. Jacques Piou et Albert de Mun fondent l'Action libérale populaire.

6 juin. Formation du gouvernement Emiles Combes.

Juillet. Barrès rachète la propriété de son grand-père maternel à Charmes. Il y passera ses étés et le début de l'automne jusqu'à sa mort.

Accord secret de neutralité franco-italien.

Août. Séjour de Barrès à Niedrebronn.

Octobre. Voyage de Barrès à Tolède.

4 octobre. Déjeuner au restaurant Durand avec Syveton, Coopée, Rochefort et trente députés : « Enterrement du nationalisme » (Comme parti parlementaire).

8.19 octobre. Séjour de Barrès à Tolède.

1903

Barrès collabore au *Gaulois*, à *La Patrie*, aux *Annales de la Patrie française*, à *La Renaissance latine*.

Maurras collabore à *La Gazette de France*, et à *La Revue de l'Action française*.

Février. Publication par Barrès d'*Amori et dolori sacrum*.

5 avril. Barrès est battu au second tour de l'élection législative partielle du IV^e arrondissement de Paris. Deville, radical et candidat du bloc des gauches est élu avec 200 voix de majorité.

7 avril. Jaurès relance l'affaire Dreyfus à la Chambre.

15 avril . Maurras publie dans *Minerva* (suite 1^{er} et 15 mai) le *Romantisme féminin*.

Mai. Barrès rencontre sa passion : la poétesse-comtesse Anna de Noailles, Princesse de Brancovan ,chez Jacques-Emile Blanche.

21 mai. Barrès est aux côtés de Mistral en Avignon au banquet de la Sainte-Estelle.

Août-Septembre : Voyage de Barrès en automobile de Paris à Aix-les-Bains où il retrouve Anna de Noailles, et d'où il rejoint ensuite l'Alsace.

25 août. Mort de Frédéric Amouretti.

14-20 septembre : Congrès de la social-démocratie à Dresde qui aboutit à la condamnation du révisionnisme.

Septembre-Octobre : Séjour de Barrès en Alsace avec le docteur Bucher ; excursion en Lorraine annexé.

Novembre. Barrès publie *Les Amitiés françaises*.

Révision du procès Dreyfus. Le condamné est gracié par le Président de la République.

1904

Barrès écrit dans *Le Gaulois*, *La Revue bleue*, *Les Annales de la Patrie française*, *Le Messager d'Alsace Lorraine*, *La Revue de Lorraine illustrée*.

Barrès publie *Ce que j'ai vu à Rennes*, *Les Lézardes sur la maison*, *De Hegel aux cantines du Nord*.

Maurras collabore à *La Gazette de France* et à *L'Action française* (revue).

7 février . Déclenchement de la guerre russo-japonaise.

Avril-mai . Voyage de Barrès en Italie (Naples, Rome, Florence, Venise), où les Barrès retrouvent les Noailles.

8 avril. Signature d'un accord franco-britannique réglant les litiges coloniaux entre les deux pays, début de l'Entente cordiale.

18 avril. Premier numéro de *L'Humanité*.

Juillet-Août. Séjour de Barrès en Auvergne.

14-18 août. Sixième Congrès socialiste international à Amsterdam, il adopte la résolution de Dresde qui condamnait le réformisme.

Octobre-novembre. Séjour de Barrès à Mirabeau chez la Comtesse de Martel. Entretiens avec Mistral.

Novembre- Décembre. Les premiers fragments des *Bastions de l'Est* de Maurice Barrès sont publiés dans la revue des *Deux-Mondes*.

5 décembre. Léon Daudet lors de la réunion nationaliste à la salle des horticulteurs déclare son adhésion aux idées de Maurras.

1905

15 janvier . Fondation de la « Ligue d'Action française » : Henri Vaugeois, Président ; Léon de Montesquiou, Secrétaire général.

18 janvier. Démission du gouvernement Combes. Formation du gouvernement Maurice Ravier.

11 mars . L'armée de Kouropatkine est écrasée par les Japonais.

21 mars. Loi ramenant le service militaire de trois à deux ans.

31 mars. Discours menaçant de l'Empereur Guillaume II à Tanger. Il conteste à la France les droits exclusifs que l'entente avec l'Angleterre lui avait accordés sur le Maroc.

15 Avril. Parution par Maurice Barrès d'*Au service de l'Allemagne*.

12 avril. Une circulaire de la chancellerie allemande demande la convocation d'une conférence internationale pour régler la question marocaine.

19 avril. Delcassé, ministre des affaires étrangères, qui veut résister aux exigences allemandes en s'appuyant sur l'Angleterre, pris à partie par Jaurès, mais aussi par de nombreux députés, offre puis retire sa démission.

23-25 avril. Congrès constitutif de la SFIO, salle du Globe à Paris. La CGT adhère aux thèses pacifistes d'Hervé.

27 mai. L'escadre russe de la Baltique est anéantie par la flotte japonaise.

31 mai. Une bombe est lancée à Paris contre Alphonse XIII roi d'Espagne.

Juin. Au début du mois Hervé publie *Leur Patrie*.

Première candidature de Barrès à l'Académie française, Etienne Lamy est élu.
6 juin. Démission du ministre des affaires étrangères M. Delcassé sous la pression de l'Allemagne
7 juin. Le Conseil des ministres français, accepte sous la pression allemande le principe d'une conférence sur le Maroc.
Juillet. Publication de *L'Avenir de l'Intelligence* par Charles Maurras.
3 juillet. Vote de la séparation des Eglises et de l'Etat.
Juillet-Août. Séjour de Barrès à Royat en Auvergne en compagnie d'Anna de Noailles.
17 Octobre. Publication de *Notre Patrie* de Charles Péguy.
15 novembre. Publication du *Voyage à Sparte* dans la *Revue des Deux Mondes* (15 novembre au 1^{er} janvier 1906)
9 décembre. Loi de séparation des Eglises et de l'Etat.
12 décembre. Publication des *Suppliants parallèles* par Charles Péguy.
15 décembre. Discours de Jaurès à l'Assemblée sur l'antimilitarisme, qui désapprouve Hervé sans le désavouer.

1906

Barrès collabore au *Gaulois*, à *L'Echo de Paris*, au *Figaro*, à *La Revue française*, au *Pays lorrain*, au *Messenger d'Alsace-Lorraine*.
Maurras collabore à *La Gazette de France*, et à *La Revue d'Action française*.
Maurras publie *Le Dilemme de Marc Sangnier*
Péguy publie *De la situation faite au parti intellectuel*.
Congrès colonial à Paris et exposition coloniale à Marseille.
Janvier-avril. Conférence internationale d'Algésiras sur le Maroc, et qui donnera à la France des droits particuliers au Maroc.
17 Janvier. Barrès rencontre pour la première fois Péguy chez son cousin Charles Lucas de Pesloüan à Versailles, le jour de l'élection d'Armand Fallières à la présidence de la République.
18 janvier. Barrès est élu à l'Académie française au fauteuil de José Maria de Heredia.
Février. Barrès publie *Le Voyage de Sparte*.
11 février. Pie X condamne la séparation de l'Eglise et de l'Etat.
14 février. Fondation de l'Institut d'Action française.
17 février. Armand Fallières, Président de la République.
6 mai. Maurice Barrès est élu député de Paris, dans la circonscription des Halles (1^{er} arrondissement de Paris) qu'il représentera jusqu'à sa mort. Elections législatives, victoire des radicaux.
Juillet-Août. Séjour de Barrès à Royat en Auvergne.
12 juillet. Cassation sans renvoi du jugement de Rennes. L'innocence de Dreyfus est proclamée.
13 juillet. Le Sénat vote la réintégration de Dreyfus dans l'armée comme commandant.
25 octobre. Formation du gouvernement Georges Clémenceau.
21 décembre. Barrès intervient à la Chambre contre la nouvelle loi Briand. Il défend le catholicisme au nom de l'intérêt national.

1907

Barrès collabore au *Gaulois*, à *L'Echo de Paris*, à *L'Auto*, à *La Revue Hebdomadaire*, aux *Annales*, à *Vers et Prose*, au *Messenger d'Alsace-Lorraine*, à *La Revue alsacienne illustrée*.
Maurras collabore à *La Gazette de France*, à *La Revue d'Action française*, à *Vers et Prose*.
Conclusion de la Triple Entente entre la France, le Royaume-Uni et la Russie.
15 janvier. Bon à tirer du cahier d'Emond Bernus, *Polonais et Prussiens. De la résistance du peuple polonais aux exactions de la germanisation prussienne*.
17 janvier. Réception de Barrès à l'Académie française par le vicomte Melchior de Vogüé.
février. Henri Bergson publie *L'évolution créatrice*.
30 juin. Discours de Barrès à Sceaux, à la réunion des Félibres, en l'honneur de Mistral.
12-15 août. Congrès de la SFIO à Nancy. La motion Hervé est repoussée, mais la motion adoptée mentionne la grève et l'insurrection.
18-24 août. Septième congrès socialiste international à Stuttgart. Les représentants allemands refusent les propositions de Jaurès, Hervé et Vaillant dans le domaine de lutte contre la guerre.
Septembre. Voyage de Barrès en Provence.
7 décembre. Départ de Barrès pour l'Egypte.

1908

19 mars. Barrès intervient à la Chambre sur le projet de loi de loi relatif à la translation des cendres de Zola au Panthéon.

21 mars. *L'Action Française* devient journal quotidien (jusqu'au mois d'août 1944) . Son directeur est Henri Vaugeois ; Léon Daudet, rédacteur en chef ; et Charles Maurras.
7 mai. Chahut nationaliste au cours de Charles Andler, revenu d'Allemagne avec ses étudiants.
4 juin. Manifestation des groupements nationalistes à l'occasion du transfert de la dépouille d'Emile Zola au Panthéon.
27 Septembre. Incident franco-allemand à Casablanca : affaire des déserteurs.
5 octobre. L'Autriche-Hongrie avec le soutien de l'Allemagne annexe la Bosnie et l'Herzégovine.
16 octobre. Fondation de la « Fédération nationale des Camelots du Roi ».
7 novembre. Publication de *Colette Baudoche* dans la Revue hebdomadaire.
Hiver. Organisation des premières équipes de camelots du Roi. Incidents provoqués par ces derniers au Quartier latin.

1909

18 janvier. Vingt et unième interpellation de Jaurès à propos du Maroc.
Fin janvier. Barrès mène une campagne contre le professeur Thalamas qui avait dans son cours insulté Jeanne d'Arc.
9 février. Accord avec franco-allemand sur le Maroc, signé à Berlin.
Mars. Publication par Barrès de *Colette Baudoche*.
30 mars. Fondation de la revue *Les Marches de l'Est* par Georges Ducroq sous le patronage de Maurice Barrès.
16 mai. Premier cortège d'hommage à Jeanne d'Arc, participation de Maurras, bagarres avec la police, blessés, arrestations.
24 juillet. Formation du gouvernement Aristide Briand.
19 août. Dans une interview accordée à *L'Echo de Paris*, Barrès parle de Péguy en terme élogieux.
17 octobre. Inauguration en Alsace annexée du monument aux morts français de Wissembourg.
25 novembre. Conférence de Barrès aux annales sur *Colette Baudoche*.

1910

Barrès collabore à *L'Echo de Paris*, au *Gaulois*, aux *Annales*, à *Vers et Prose*.
Désormais Maurras va écrire un article quotidiennement dans *L'Action française*.
Publications de *Kiel et Tanger* et *Si le coup de force est possible* par Maurras.
6 janvier. Barrès commence sa campagne pour la sauvegarde des églises menacées.
16 janvier. Publication par Péguy du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*.
31 mars . Mort de Jean Moréas.
2 avril. Barrès prononce un discours au Père-Lachaise pour les funérailles de Moréas.
24 avril- 8 mai. Elections législatives, maintien des radicaux et renforcement des socialistes. Barrès est réélu député du 1^{er} arrondissement de Paris.
Mai-Juin. Séjour de Barrès à Mirabeau, et à Arles avec Mistral.
8 mai. Second cortège de Jeanne d'Arc, avec la participation de Maurras : bagarres, blessés, arrestations.
17 juillet. Publication par Péguy de *Notre jeunesse*.
23 octobre. Publication par Péguy de *Victor-Marie, Comte Hugo*.

1911

Barrès collabore à *L'Echo de Paris*, aux *Annales*, aux *Marches de l'Est*, à *La Revue française*, à *L'Illustration* et à *La Revue bleue*.
Publication de *La politique religieuse* par Maurras.
Publication de *L'Armée nouvelle* par Jaurès.
16 janvier. Discours de Barrès en faveur des Eglises de France.
Février. Barrès débute une campagne en vue de l'attribution du grand prix de littérature de l'Académie française à son ami Charles Péguy pour son *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*.
14 mars. Le cabinet Monis décide d'envoyer des renforts dans la région de Casablanca.
24 mars. A la Chambre, Jaurès déplore l'imprudence de la politique française au Maroc face à l'Allemagne.
25 avril. Premier jubilé littéraire de Maurras, sous la présidence de Jules Lemaître.
Mai-juin . Séjour de Barrès à Mirabeau. Entretiens avec Mistral.
28 mai . Troisième cortège de Jeanne d'Arc, participation de Maurras, bagarres et blessés.
27 juin. Formation du gouvernement Joseph Caillaux.
1 juillet. « Coup d'Agadir ». Une canonnière allemande est postée dans le port marocain d'Agadir afin de protéger les entreprises allemandes de la région.
15 août. Invité par les chefs de la résistance lorraine, Barrès prononce un discours à Metz.
4 novembre. Signature d'un accord franco-allemand, en échange de sa liberté d'action au Maroc, la France cède à l'Allemagne une partie du Congo français.

1912

Fondation de la *Jeune République* par Marc Sangnier

Barrès publie *Le jubilé de Jeanne d'Arc*.

Maurras publie *la Politique religieuse*.

14 janvier. Raymond Poincaré est Président du Conseil en remplacement de Joseph Caillaux.

Mars. Parution par Barrès du *Gréco ou le secret de Tolède*.

30 mars. Signature de la convention de Fez qui place le Maroc sous protectorat français.

13 avril . Publication dans l'Opinion du premier article de l'Enquête d'Agathon (Henri Massis et Alfred de Tarde) sur les « *jeunes gens d'aujourd'hui* ».

19 mai. Le gouvernement Poincaré autorise le cortège de Jeanne d'Arc, désormais traditionnel.

11 juin. Intervention de Barrès à la Chambre contre la célébration du bicentenaire de Jean-Jacques Rousseau au Panthéon.

14 juillet. Manifestation de la Ligue des patriotes sur la place de la Concorde à la statue de Strasbourg conduite par Paul Déroulède et Maurice Barrès.

21 novembre. Ouverture du congrès de l'Internationale ouvrière à Bâle. Les Allemands refusent le principe de la grève générale en cas de déclaration de guerre.

25 novembre. La CGT tient à Paris un congrès spécial pour « l'organisation de la résistance à la guerre ».

1^{er} décembre. Violents incidents à la clôture du congrès de l'Action française à Versailles, entre la police et les ligueurs.

1913

Charles Maurras publie *l'Action française et la religion catholique*, et une nouvelle édition augmentée d'une préface de *Kiel et Tanger*.

14 janvier. Le gouvernement allemand annonce un projet de loi portant les effectifs de l'armée active à 830.000 hommes. (contre 530.000 en France)

17 janvier. Raymond Poincaré est élu Président de la République.

25 janvier. Le tribunal correctionnel de Versailles condamne Maurras à huit mois de prison pour avoir menacé d'« un revolver de nacre » le sergent-clairon Coubret lors des incidents du 1^{er} décembre 1912 à Versailles.

12 février. Barrès fait paraître la *Colline inspirée* chez Emile-Paul.

16 février. Publication de *L'Argent* de Charles Péguy.

27 avril. Publication de *L'Argent suite* de Charles Péguy.

4 mai. Pèlerinage de la Ligue des patriotes à la statue de Jeanne d'Arc, discours de Barrès.

25 mai. Meeting socialiste au Pré Saint Gervais, où Jaurès dénonce la loi des trois ans.

17 juin. Discours de Jaurès à la Chambre contre la loi des trois ans.

30 juin. Le Reichstag avec l'accord des sociaux démocrates vote les crédits militaires.

19 juillet. La loi sur les trois ans est adoptée à la Chambre par trois cent cinquante-huit voix contre deux cent quatre. Les voix « contre » viennent des socialistes indépendants, de la SFIO, et de la plus grande partie du groupe radical-socialiste.

7 août. Le service militaire est porté à trois ans.

27 octobre. Sur appel du jugement du 25 janvier la loi d'amnistie est appliquée à Maurras.

Décembre. Incidents en Alsace annexée entre la population de Saverne et les officiers allemands de la garnison.

8 décembre. Dernier discours de Paul Déroulède pour la commémoration de la bataille de Champigny.

9 décembre. Formation du gouvernement Gaston Doumergue.

28 décembre. Publication *d'Eve* par Charles Péguy.

1914

3 février. Enterrement de Paul Déroulède. Discours de Barrès devant l'église Saint-Augustin devant le cercueil.

23 février. Publication de *La grande pitié des églises de France*.

25 mars. Mort de Frédéric Mistral à Maillane.

26 avril. Maurice Barrès est réélu député du 1^{er} arrondissement de Paris. Election législatives, victoire de la gauche.

13 juin. Formation du gouvernement Viviani.

28 juin. Assassinat à Sarajevo de l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand par un étudiant partisan de la Grande Serbie.

9 juillet. La Chambre vote un crédit extraordinaire de 389 millions pour les dépenses militaires.

23 juillet. Ultimatum de l'Autriche à la Serbie.

28 juillet. L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.

31 juillet. Assassinat de Jean Jaurès par un déséquilibré Raoul Villain au café du croissant. Ultimatum allemand à la France et à la Russie.

1^{er} août. Barrès qui lui reconnaissait une grande force spirituelle, va dès le matin s'incliner devant la dépouille de Jaurès et remet une lettre à sa fille qu'il rendra publique dans un article de *l'Echo de Paris*.
La France décrète la mobilisation générale.

2 août. Mobilisation générale des forces armées françaises. Péguy fait ses adieux à ses amis.
Gustave Hervé demande à être incorporé « dans le premier régiment d'infanterie qui partira pour la frontière ».

3 août. L'Allemagne déclare la guerre à la France.

4 août. Péguy quitte Paris pour Coulommiers puis le front de l'Est.
Déclaration de Guerre de l'Angleterre à l'Allemagne.

5 août. Début d'un article quotidien de Maurice Barrès sur la Grande Guerre dans *l'Echo de Paris*. L'ensemble de ces articles formera *La Chronique de la Grande Guerre*.

6 août. Mort de Jules Lemaître.

11 août. Henri Bergson écrit à Péguy sur le front que s'il venait à disparaître, il s'occuperait de sa famille.

26 août. Remaniement du gouvernement pour l'« Union sacré ».

27 août. Philippe Barrès, fils unique de Maurice Barrès s'engage à 18 ans, et rejoint le 32^e Dragons.

Septembre. Barrès reste à Paris et poursuit sa collaboration avec *l'Echo de Paris*.

2 septembre. Le gouvernement français se réfugie à Bordeaux.

5 septembre. Charles Péguy est tué d'une balle en plein front lors d'un assaut qu'il commande près de Villeroy.

6-10 septembre. Contre-offensive française, bataille de la Marne.

17 septembre. Maurice Barrès consacre sa chronique de *L'Echo de Paris*, chronique particulièrement émouvante à la mort de son ami Charles Péguy : « Charles Péguy mort au champ d'honneur ».

18 septembre. Gustave Hervé écrit un article dans *La Guerre Sociale* : « Péguy mort au champ d'honneur ».
Maurras écrit dans *L'Action française* un article « Charles Péguy ».

19 septembre. Barrès visite les champs de bataille de la Marne.

4-14 octobre. Barrès voyage en Alsace et en Lorraine reconquise avec le Secours National dont il fait est membre. Le 10 octobre il est à Gerbeviller.

21 octobre. Premier article d'une série de Maurras sur la campagne menée contre le clergé français.

24 octobre. La revue berlinoise *Die Aktion*, rend hommage à Charles Péguy.

Novembre. Retour du gouvernement français à Paris.

21 novembre. Barrès visite les tranchées de la Somme.

27 novembre. Dans *L'Echo de Paris*, Barrès demande la création d'« une médaille de bronze pour les braves » : ce sera la Croix de Guerre.

25 décembre. Barrès écrit une nouvelle chronique sur Charles Péguy dans *L'Echo de Paris* : « Un témoin raconte la mort héroïque de Péguy ».

Bibliographie sélective :

Les principaux ouvrages de Maurice BARRES :

Anatole France. Paris, Chavaray, 1883.

Les Taches d'encre, Gazette mensuelle : n° 1, 5 novembre 1884, n° 2, 5 décembre 1884, n° 3, janvier 1885, n° 4, février 1885.

Huit jours chez M. Renan. Paris, Dupret, 1888.

Le Culte du Moi :

I. Sous l'œil des barbares. Romans et voyages, t. 1, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, A. Lemerre, 1888).

II. Un Homme libre. Romans et voyages, t. 1, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Perrin, 1889).

III. Le Jardin de Bérénice. Romans et voyages, t. 1, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Perrin, 1891).

Le Culte du Moi, Examen de trois idéologies. Romans et voyages, t. 1, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Perrin, 1892).

Toute licence sauf contre l'amour. Paris, Perrin, 1892.

L'ennemi des lois. Romans et voyages, t. 1, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Perrin, 1893).

Contre les étrangers. Etude sur la protection des ouvriers français. Paris, Grande imprimerie parisienne, 1893.

Une journée parlementaire. Comédie de mœurs en trois actes. Paris, Charpentier et Fasquelle, 1894.

Du Sang, de la volupté et de la mort. Romans et voyages, t. 1, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Charpentier et Fasquelle, 1894).

Assainissement et fédéralisme. Discours prononcé à Bordeaux le 29 juin 1895. Paris, Librairie de la revue socialiste, 1895.

Le Roman de l'énergie nationale :

I. Les Déracinés. Romans et voyages, t. 1, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Fasquelle, 1897).

II. L'Appel au soldat. Romans et voyages, t. 1, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Fasquelle, 1900).

III. Leurs Figures. Romans et voyages, t. 1, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Juven, 1902).

Scènes et doctrines du nationalisme. 2 vol. Paris, Plon, 1925. (Première parution Paris, Juven, 1902).

Amori et dolori sacrum. Romans et voyages, t. 2, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Juven, 1903).

Les Amitiés françaises. Romans et voyages, t. 2, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Juven, 1903).

Les Lézardes sur la maison, Paris, Sansot, 1904.

De Hegel aux cantines du Nord. Paris, Sansot, 1904.

Les Bastions de l'Est : I. Au service de l'Allemagne. Romans et voyages, t. 2, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Fayard, 1905).

Le voyage de Sparte. Romans et voyages, t. 2, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Juven, 1906).

Les Bastions de l'Est : II. Colette Baudoche, histoire d'une jeune fille de Metz. Romans et voyages, t. 2, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Juven, 1909).

L'angoisse de Pascal. Paris, Dorbon, 1910.

Greco ou le secret de Tolède. Romans et voyages, t. 2, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Emile-Paul, 1912).

La Colline inspirée. Romans et voyages, t. 2, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Emile-Paul, 1913).

La Grande Pitié des Eglises de France. Paris, Emile-Paul, 1914.

Les traits éternels de la France. Paris, Emile-Paul, 1916.

En regardant au fond des crevasses. Paris, Emile-Paul, 1917.

Les Diverse familles spirituelles de la France. Paris, Emile-Paul, 1917.

L'Appel du Rhin. La France dans les pays rhénans. Paris, Société littéraire de France, 1919.

Chronique de la Grande Guerre. 14 vol. Paris, Plon-Nourrit, 1920-1924. (Première parution sous le titre *l'Âme française et la guerre*, Paris, Emile Paul, 1915-1920).

Les Bastions de l'Est : III. Le Génie du Rhin. Paris, Plon-Nourrit, 1921.

La Politique rhénane. Discours parlementaires. Paris, Bloud et Gay, 1922.

Un jardin sur l'Oronte. Romans et voyages, t. 2, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1994. (Première parution Paris, Plon-Nourrit, 1922)

Dante, Pascal et Renan. Paris, Plon-Nourrit, 1923.

Souvenirs d'un officier de la Grande Armée (Jean-Baptiste-Auguste Barrès), publié par Maurice Barrès, son petit-fils. Paris, Plon-Nourrit, 1923.

Une enquête au pays du Levant. 2 vol. Paris. Plon-Nourrit, 1923.

Faut-il autoriser les congrégations ? Paris, Plon, 1924.

Pour la haute intelligence française. Paris, Plon, 1925.

Le Mystère en pleine lumière. Paris, Plon, 1926.

Les Maîtres. Paris, Plon, 1927.

Mes Cahiers, Paris, Plon, 1929-1938, 1949-1957 :

t. 1. janvier 1896-février 1898, (1929)

t. 2. février 1898-mai 1902, (1930)

t. 3. mai 1902-novembre 1904, (1931)

t. 4. novembre 1904-septembre 1906, (1931)

t. 5. mai 1906-juillet 1906, (1932)

t. 6. juillet 1907-juin 1908, (1933)

t. 7. juin 1908- novembre 1909, (1933)

t. 8. novembre 1909-février 1911, (1934)

t. 9. février 1911-décembre 1912, (1935)

t. 10. janvier 1913-juin 1914, (1936)

t. 11. juin 1914-décembre 1918, (1938)

t. 12. janvier 1919-juin 1920, (1949)

t. 13. juin 1920-janvier 1922, (1950)

t. 14. février 1922-décembre 1923, (1957)

Les Grands problèmes du Rhin. Introduction de Philippe Barrès. Paris, Plon, 1930.

N'importe où hors le monde. Paris, Plon, 1957.

La République ou le Roi. Correspondance inédite 1888-1923 entre Maurice Barrès et Charles Maurras. Réunie et classée par Hélène et Nicole Maurras. Introduction et note de Guy Dupré. Commentée par Henri Massis. Paris, Plon, 1970.

L'ŒUVRE COMPLETE de Maurice BARRES, sous la direction de Philippe Barrès, Paris, parue au Club de l'honnête homme, 1965-1969 en 20 volumes :

- I. Préface de François MAURIAC, *Sous l'œil des barbares, Un homme libre, Le jardin de Bérénice, Les taches d'encre, Boulangisme*, 1965.
- II. Préface de Louis ARAGON, *Du sang, de la volupté et de la mort, L'Ennemi des lois, Huit jours chez M. Renan, Trois stations de psychothérapie, Toute licence sauf contre l'amour, Les funérailles de Verlaine, Adieu à Moréas, Anatole France, Le Quartier Latin*, 1966.
- III. Préface d'André MAUROIS, *Les Déracinés, L'Appel au soldat I*.
- IV. *L'Appel au soldat II, Leurs Figures, Appendices : Une journée parlementaire, Discours sur le prix de vertu, Réponse de Barrès au discours de réception de Jean Richepin, Maurice Barrès et Zola*.
- V. Préface de Thierry MAULNIER, *Scènes et doctrines du nationalisme, Les Amitiés françaises*, 1967.
- VI. Préface de Maurice GENEVOIS, *Au service de l'Allemagne, Colette Baudoche, La Colline inspirée*, 1967.
- VII. Préface de Gérard BAUER, *Amori et dolori sacrum, Le Voyage de Sparte, Greco ou le Secret de Tolède*, 1967.
- VIII. Préface de Pierre GUILLAIN DE BENOUVILLE, *La Grande Pitié des Eglises de France, Dans le cloaque, Les Traits éternels de la France, Les Diverses Familles spirituelles de la France*, 1967.
- IX. Préface de Julien CAIN, *En regardant au fond des crevasses, Dix jours en Italie, la Minute sacrée, Pour la Haute intelligence française, Les sacrifices de Gerbéviller*, 1967.
- X. Préface de Jean SCHEIDER, *Le Rhin*, 1967.
- XI. Préface d'Henry de MONTHERLANT, *Un jardin sur l'Oronte, Faut-il autoriser les congrégations ? Une enquête au pays du Levant*, 1968.
- XII. Préface de Jean DUTOURD, *Les Maîtres, Le mystère en pleine lumière, N'importe où hors du monde*, 1968.

- XIII. Préface de Marcel JOUHANDEAU, *Mes Cahiers*, janvier 1896- mai 1902, 1968.
 XIV. *Mes cahiers*, mai 1902-septembre 1906, 1969.
 XV. *Mes cahiers*, mai 1906- juin 1908, 1969.
 XVI. *Mes cahiers*, juin 1908- février 1911, 1969.
 XVII. *Mes cahiers*, février 1911- août 1913, 1969.
 XVIII. *Mes cahiers*, août 1913- décembre 1918, 1969.
 XIX. *Mes cahiers*, janvier 1919-janvier 1922, 1969.
 XX. *Mes cahiers*, février 1922-décembre 1923, *Souvenirs d'un officier de la Grande Armée*, 1969.

Bibliographie sélective et témoignages sur Barrès :

- ARAGON Louis, *La lumière de Stendhal*. Paris, Denoël, 1954.
 BONNET Marguerite, *L'affaire Barrès*. Paris, Corti, 1987.
 BLUM Léon, *Souvenirs sur l'Affaire*. Paris, Gallimard, 1935.
 BLUM Léon, *Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann*. in Œuvres, t. 2, Paris, Albin Michel, 1954.
 BOISDEFRE Pierre de, *Maurice Barrès*. Paris, Editions universitaires, 1962.
 BOURGET Paul, *La leçon de Barrès*. La cité des livres, 1924.
 BRASILLACH Robert, *Portraits. Barrès, Proust, Maurras, Colette, Giraudoux....* Paris, Plon, 1935.
 BREMOND Henri, *Maurice Barrès*. Bloud et Gay, 1924.
 BROCHE François, *Maurice Barrès*. Paris, Lattès, 1987.
 CARRASSUS Emilien, *Le snobisme dans les lettres françaises de Paul Bourget à Marcel Proust. 1884-1914*. Paris, Armand Colin, 1966
 CHIRON Yves, *Maurice Barrès, le Prince de la jeunesse*. Paris, Perrin, 1986.
 CHIRON Yves, *Barrès et la terre*. Paris, Sang de la terre, 1987 .
 CLOUARD Henri, *La Cocarde de Barrès*. Paris, NLN, 1910.
 CLOUARD Henri, *Bilan de Barrès*. Paris, Sequana, 1943.
 COCTEAU Jean, *La noce massacrée*. Paris, A la Sirène, 1921.
 COCTEAU Jean, *Maurice Barrès*. Paris, La table ronde, 1948.
 CURTIUS Ernst-Robert, *Barrès und die geistigen grundlagen des französischen nationalismus*. Bonn, F. Cohen, 1921.
 CURTIS Michael, *Three against the Third Republic : Sorel, Barrès and Maurras*. Princeton, Princeton University Press, 1959.
 DAVENTURE Maurice, *La jeunesse de Maurice Barrès*. Paris, Champion, 1976.
 DELTEIL Joseph, *De Rousseau à Mistral*. Paris, Capitole, 1928.
 DOMENACH Jean-Marie, *Barrès par lui-même*. Paris, Seuil, Coll. Ecrivains de toujours, 1954.
 DUHOURCEAU François, *La voix intérieure de Maurice Barrès*. Paris, Grasset, 1929.
 FAURE-BIGUET Jean Marie, *Maurice Barrès, son œuvre*. Paris, NRC, 1924.
 FERNANDEZ Ramon, *Barrès*. Paris, Editions du livre moderne, 1943.
 FIELD Franck, « Barrès, Charles Maurras, Charles Péguy. The Defence of France », dans *British and French Writers of the First World War. Comparative Studies in Cultural History*. Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
 FRANCE Anatole, *La vie littéraire*, 4^{ième} série. Paris, Calmann-Lévy, 1889.
 FRANCK Walter, *Nationalismus und Demokratie im Frankreich der dritten Republik*. Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1933.
 FRANDON Ida-Marie, *L'Orient de Maurice Barrès*. Paris, Droz, 1952.
 FRESCOBALDI Dino, *La controrivoluzione : Barrès, Maurras, Daudet*. Florence, L'Arco, 1949.
 GARREAU Albert, *Barrès défenseur de la civilisation*. Paris, Editions des loisirs, 1945.
 GAXOTTE Pierre, *Barrès et l'enracinement*. Paris, La table ronde, avril 1957.
 GODO Emmanuel, *Ego scriptor : Maurice Barrès et l'écriture de soi*. Paris, Kimé, 1997.
 GODRIN Jean, *Barrès mystique*. Neuchâtel, La Baconnière, 1962.
 GOUHIER Henri, *Notre ami Maurice Barrès*. Paris, Montaigne, 1928.
 GREAVES Anthony, *Maurice Barrès*. Boston, Twayne, 1978.
 GROVER Jean-Frédéric, *Six entretiens avec André Malraux sur les écrivains de son temps*. Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1978.
 HANNA Martha, *The Mobilization of intellect, French Scholars and Writers during the Great War*. Cambridge, Harvard University Press, 1996.

KING Sylvia, *Maurice Barrès, la pensée allemande et le problème du Rhin*, Thèse de doctorat présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Paris, Champion, 1933.

KIRSCHER Marie-Agnès, *Relire Barrès*. Villeneuve-d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion, 1998.

KÜHM Joachim, *Der Nationalismus im Leben der Dritten Republik*. Berlin, Gebrüder Patet, 1920.

MacCLELLAND John, *The French Right, from de Maistre to Maurras*. Londres, Cape, 1970.

MADAULE Jean, *Le nationalisme de Maurice Barrès*. Marseille, Sagittaire, 1943.

MASSIS Henri, DUPRE Guy (présentation), Maurice Barrès, Charles Maurras, *La République ou le Roi. Correspondances inédites 1888-1923*. Correspondance inédite entre Barrès-Maurras, Paris, Plon, 1970.

MASSIS Henri, *Barrès et nous*. Plon, 1962.

MAUREL André, *Les écrivains de la guerre*. Paris, La renaissance du livre, 1918.

MAURIAC François, *La rencontre avec Barrès*. Paris, Table ronde, 1945.

MAUROIS André, « Maurice Barrès, un des plus grands historiens français », *Historia*, juin 1962.

MIEVILLE Henri-L, *La pensée de Maurice Barrès*. Paris, NRC, 1934.

MONDOR Henri, *Maurice Barrès avant le Quartier latin*. Paris, Vendatour, 1956.

MOREAU Pierre, *Barrès*. Paris, Le sagittaire, 1946.

MOREAU Pierre, *Autour du « culte du moi » de Barrès. Essai sur les origines de l'égotisme français*. Paris, lettres modernes, 1957.

NOAILLES Anna de, *M. Barrès, Correspondances 1901-1923*, Paris, L'inventaire, 1994.

PETITBON Pierre-Henri, *Taine, Renan, Barrès. Etude d'influence*. Paris, Les Belles Lettres, 1934.

RAMBAUD Vital, *Barrès et la question du roman catholique*. Cahier de Malagar, 1992.

ROCHEFORT Henri, *Les aventures de ma vie*. 5 tomes. Paris, Dupont, 1896.

STERNHELL Zeev, *Maurice Barrès et le nationalisme français*. Bruxelles, Complexes, 1985.

SOUCY Robert, *Fascism in France, The case of Maurice Barrès*. Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1972.

TAVENAUX René, « Barrès et la Lorraine », in *Maurice Barrès : Actes du colloque organisé par la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Nancy*. Nancy, 1963.

THARAUD Jérôme et Jean, *Mes années chez Barrès*. Paris, Plon, 1928.

THARAUD Jérôme et Jean, *Pour les fidèles de Barrès*. Paris, Plon, 1944.

THIBAUDET Albert, *La Vie de Maurice Barrès*. Paris, NRF, 1921.

TOUCHARD Jean, « Le nationalisme de Barrès » in *Maurice Barrès : Actes du colloque organisé par la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Nancy*. Nancy, 1963.

VAJDA Sarah, *Maurice Barrès*. Paris, Flammarion, Grandes biographies, 2000.

VALLERY-RADOT Robert, *Sources d'une doctrine nationale, De Joseph de Maistre à Charles Péguy*. Paris, Sequana, 1942.

WITTMANN Jean-Michel, *Barrès romancier : une nosographie de la décadence*. Paris, Champion, 2000.

ZARACH Alphonse, *Bibliographie barrésienne*. Paris, PUF, 1951.

A la Bibliothèque nationale : Dossier de police de Maurice BARRES : AN, Panthéon, Mi 25299 (couvrant la période 1889 à 1923).

Actes de colloques :

Maurice Barrès. Actes du colloque organisé par la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Nancy. Annales de l'Est. 1963

Barrès, une tradition dans la modernité. Actes du colloque de Mulhouse, Bâle et Fribourg-en-Brisgau, Champion, 1991.

Les principaux ouvrages de Charles MAURRAS :

Théodore Aubanel. Paris, Albert Savine, 1889.

Jean Moréas. Paris, Plon-Nourrit, 1891.

Le Chemin de paradis. Mythes et fabliaux. Paris, Calmann-Lévy, 1895.

Trois idées politiques. Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve. Paris, NLN, 1922. (Première parution Paris, Champion, 1898).

Décentralisation. Paris, Revue Encyclopédique, 1898.

Anthinéa. D'Athènes à Florence. Paris, Crès, 1922. (Première parution Paris, Juven, 1901).

Les Amants de Venise. Georges Sand et Musset. Paris, Crès, 1924. (Première parution Paris, Fontemoing, 1902).

Un débat nouveau sur la République et la décentralisation. Toulouse, Société prov. d'éditions, 1905.

L'Avenir de l'intelligence. Paris, NLN, 1922. (Première parution Paris, Fontemoing, 1905)

Libéralisme et liberté, Démocratie et peuple. Paris, Librairie d'Action française, 1905.
Le Dilemme de Marc Sangnier, Paris, NLN, 1921. (Première parution Paris, NLN, 1906).
Enquête sur la monarchie. Paris, NLN, 1924. (Première parution Paris, NLN, 1909)
Si le coup de force est possible. Paris, NLN, 1924. (Première parution Paris, NLN, 1910)
Idées royalistes. Paris, Librairie d'Action française, 1910.
Kiel et Tanger (1895-1905). La République française devant l'Europe. Paris, NLN, 1921. (Première parution Paris, NLN, 1910)
Une campagne royaliste au Figaro. Paris, NLN, 1924. (Première parution Paris, NLN, 1911)
Pour Psyché. Paris, Champion, 1911.
La politique religieuse. Paris, NLN, 1921. (Première parution Paris, NLN, 1912)
Charles Maurras et la critique des lettres. Trois études : Verlaine, Brunetière, Barrès. Paris, NLN, 1913.
L'Action française et la religion catholique. Paris, NLN, 1921. (Première parution Paris, NLN, 1913)
Athènes antique. Paris, de Boccard, 1913.
L'étang de Berre. Paris, Champion, 1915.
Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance. 1895-1905. Paris, NLN, 1916.
Les Conditions de la Victoire. 4 vol. Paris, NLN, 1916-1918.
Le Pape, la Guerre et la paix. Paris, NLN, 1917.
Aux républicains de Russie. Paris, Librairie d'Action française, 1917.
La Part du Combattant. Paris, NLN, 1917.
La paix du sang. Paris, Librairie d'Action française, 1918.
Les chefs socialistes pendant la guerre. Paris, NLN, 1918.
Le Conseil de Dante. Paris, Banque des Grands auteurs, 1920.
Les trois aspect du Président Wilson. Paris, NLN, 1920.
Tombeaux. Paris, NLN, 1921.
La Démocratie religieuse. Paris, NLN, 1921.
Romantisme et Révolution. Paris, NLN, 1922.
Poètes. Paris, Le divan, 1923.
Ironie et Poésie. Paris, Au Pigeonnier, 1923.
L'Allée des philosophes. Paris, Crès, 1923.
Le Mystère d'Ulysse. Paris, NRF, 1923.
La Bataille de la Marne. Paris, Champion, 1923.
Les nuits d'épreuves et la mémoire de l'Etat. Paris, NLN, 1924.
Anatole France, politique et poète. Paris, Plon, 1924.
La violence et la mesure. Paris, Librairie d'Action française, 1924.
La Musique intérieure. Paris, Grasset, 1925.
Barbarie et Poésie. Vers un art intellectuel. Paris, NLN, 1925.
Gaulois, Germains et Latins. Paris, Bque des Œuvres politiques, 1926.
Lorsque Hugo eut les cents ans. Paris, Marcelle Lesage, 1926.
Le mauvais Traité. Paris, Ed du Capitole, 1926.
Réflexions sur l'ordre en France. Paris, Au Pigeonnier, 1927.
Les princes des Nuées. Paris, Taillandier, 1928.
Un débat sur le Romantisme avec Raymond de la Tailhède. Paris, Flammarion, 1928.
Corps glorieux ou vertu de la perfection. Paris, Pichon, 1928.
Napoléon avec ou contre la France. Paris, Flammarion, 1929.
Mistralismes. Paris, NRF, 1930.
De Démos à César. Paris, Ed. du Capitole, 1930.
Au signe de Flore. Souvenirs de vie politique. Paris, Crès, coll. « Les œuvres représentatives », 1931.
Méditation sur la politique de Jeanne d'Arc. Paris, Ed. du cadran, 1931.
Pour la Défense nationale. Paris, Ed. du Capitole, 1931.
Paysages et Cités de Provence. Grenoble, Didier et Richard, 1932.
Dictionnaire politique et critique. Elaboré par Pierre Chardon. 5 tomes. Paris, A la cité des livres, 1932-1934.
Louis XIV et la France. Paris, Ed. du cadran, 1936.
Mes idées politiques. Paris, Fayard, coll. « Les grandes études politique et sociales », 1937.
L'Amitié de Platon. Paris, Editions du cadran, 1937.
Les Vergers sur la mer. Attique, Italie, Provence. Paris, Flammarion, 1937.

Devant l'Allemagne éternelle. Gaulois, Germains, Latins. Chronique d'une résistance. Paris, Editions à l'Etoile, 1937.

Quatre Poèmes d'Eurydice. Paris, Trident, 1937.

Jeanne d'Arc, Louis XIV, Napoléon. Paris, Flammarion, 1937.

La dentelle du rempart. Paris, Grasset, 1937.

Louis XIV ou l'homme-Roi. Paris, Ed. du Cadran, 1939.

Discours de réception à l'Académie. Paris, Plon, 1939.

Sans la muraille des cyprès. Arles, Gibert, 1941.

La seule France. Lyon, Lardanchet, 1941.

De la colère à la justice. Genève, Milieu du monde, 1942.

Avenir de l'Intelligence française. Lyon, Maximilien Vox, 1943.

La Contre-Révolution spontanée. Lyon, Lardanchet, 1943.

Pour un réveil français. Arles, A l'ombre des Cyprès, 1943.

L'Allemagne et nous. Genève-Paris, Les Trois Anneaux, 1945.

Où suis-je ? Genève, Anglore, 1945.

L'Allemagne et nous. Paris, Vérités françaises, 1945.

L'ordre et le désordre. Paris, Self, Les Iles d'Or, 1948.

Maurice Barrès. Paris, La Girouette, 1948.

Antigone, Vierge mère de l'ordre. Paris, Les trois Anneaux, 1948.

Réflexions sur la Révolution de 1789. Paris, Self, Les Iles d'Or, 1948.

Pour un jeune français. Mémorial en réponse à un questionnaire. Paris, Amiot-Dumont, 1949.

Le cintre de Riom. Paris, Trois Anneaux, 1949.

Le Mont de Saturne. Paris, Les Quatre jeudis, 1950.

La Balance intérieure. Paris, Lardanchet, 1952.

Le bienheureux Pie X, sauveur de la France. Paris, Plon, 1953.

Œuvres capitales. 4 vol. Paris. Flammarion, 1954.

La République ou le Roi. Correspondance inédite 1888-1923 entre Maurice Barrès et Charles Maurras. Réunie et classée par Hélène et Nicole Maurras. Introduction et note de Guy Dupré. Commentée par Henri Massis. Paris, Plon, 1970.

Bibliographie sélective et témoignages sur Maurras :

ARBELOT Simon, *Maurras, homme d'action.* Paris, Denoël et Steele, 1937.

ARNAL Oscar L, *Ambivalent Alliance. The Catholic church and the Action française (1889-1939).* Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 1985.

BEAU DE LOMENIE Emmanuel, *Maurras et son système.* Paris, ETL, 1953.

BENJAMIN René, *Charles Maurras, ce fils de la mer.* Paris, Plon, 1932.

BORDEAUX Henri, *Charles Maurras et l'Académie française.* Paris, Editions du conquistador, 1955.

BOUTANG Pierre, *La Politique.* Paris, Froissart, 1948.

BOUTANG Pierre, *Les abeilles de Delphes.* Paris, Table Ronde, 1952.

BOUTANG Pierre, *Ontologie du secret.* Paris, PUF, 1973.

BOUTANG Pierre, *Maurras. La destinée et l'œuvre.* Paris, La Différence, 1993. (1^{ière} édition en 1984)

BRASILLACH Robert, *Portraits. Barrès, Proust, Maurras, Colette, Giraudoux....* Paris, Plon, 1935.

BUTHMAN Willam Curt, *The Rise of integral Nationalism in France.* New York, Columbia University Press, 1939.

CAPITAN-PETER Colette, *Charles Maurras et l'idéologie de l'Action française. Etude sociologique d'une pensée de droite.* Paris, Seuil, 1972.

CHIRON Yves, *La vie de Maurras.* Paris, Perrin, 1991.

CLAVIERE Maurice. *Charles Maurras et la restauration des valeurs humaines.* Paris, Lesfauries, 1939.

CLOUARD Henri, à *Charles Maurras et la critique des lettres*, « introduction ». Paris, NLN, 1914.

CORMIER Aristide, (Chanoine), *Mes entretiens de prêtre avec Charles Maurras.* Paris, NEL, 1970.

CURTIS Michael, *Three against the Third Republic : Sorel, Barrès and Maurras.* Princeton, Princeton University Press, 1959.

DAUDET Léon, *Charles Maurras et son temps.* Paris, Girard, 1927.

FABREQUES Jean de, *Charles Maurras et son « Action française ». Un drame spirituel.* Paris, Perrin, 1966.

FIELD Franck, « Barrès, Charles Maurras, Charles Péguy. The Defence of France », dans *British and French Writers of the First World War. Comparative Studies in Cultural History.* Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

FRANCK Walter, *Nationalismus und Demokratie im Frankreich der dritten Republik*. Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1933.

FRESCOBALDI Dino, *La controrivoluzione : Barrès, Maurras, Daudet*. Florence, L'Arco, 1949.

GERIN-RICARD Lazare de, TRUC Gonzague, *Histoire de l'Action française*. Paris, Fournier- Valdès, 1949.

GIRARDET Raoul, « *L'héritage de l'Action française* ». Revue française de science politique, 7(4) , Octobre 1957, p. 765-792, « Pour une introduction à l'histoire du nationalisme français », Revue française de science politique, 8 (3) , septembre 1958, p. 505-528.

GOYET Bruno, *Charles Maurras*. Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

GUIGNIER Francis, *L'homme qui se cite, contribution à la biographie de M. Maurras*. Paris, Livres de combat, 1912.

GURIAN Waldemar, *Der integrale Nationalismus in Frankreich, Charles Maurras und die Action française*. Francfort-Main, Vittorio Klostermann Verlag, 1931.

HANNA Martha, *The Mobilization of intellect, French Scholars and Writers during the Great War*. Cambridge, Harvard University Press, 1996.

HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française*, Paris, Amiot Dumont, 1950.

HUGUENIN François, *A l'école de l'Action française, Un siècle de vie intellectuelle*. Paris, Lattès, 1998.

HUPIN Gérard, *Un grand défenseur de la civilisation française, Charles Maurras*. Paris-Bruxelles, Editions universitaires, 1956.

JOSEPH Roger et FORGES Jean, *Biblio-iconographie générale de Charles Maurras*. Roanne, Les Amis du Chemin de Paradis, 1953, 2 tomes, nouvelle édition complétée, Aix-en-Provence, L'Art de voir, 1980.

KESSEL Joseph, *De la rue de Rome au chemin de Paradis*. Paris, Editions du Cadran, 1927.

KÜHM Joachim, *Der Nationalismus im Leben der Dritten Republik*. Berlin, Gebrüder Patet, 1920.

LASSERRE Pierre, *Charles Maurras et la renaissance classique*. Paris, Mercure de France, 1902.

LECLERC Gérard, *Un autre Maurras*. Paris, Institut de politique nationale, 1974.

LEFEVRE Frédéric, *Une heure avec Charles Maurras*. Paris, Gallimard, coll. « NRF », 1924.

LUBAC Paul de, *Maurras face à Pascal : un dialogue inachevé*. Privas, L. Volle, 1970.

LUGAN abbé, *La morale de l'Action française*. Paris, Bloud et Gay, 1909.

MacCLELLAND John, *The French Right, from de Maistre to Maurras*. Londres, Cape, 1970.

MADIRAN Jean, *Maurras*. Paris, Nouvelles Editions latines, 1992.

MARITAIN Jacques, *Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*. Paris, Plon, 1926.

MASSIS Henri, *Evocations*. Paris, Plon, 1931.

MASSIS Henri, *Maurras et notre temps*. 2 vol., Paris-Genève, La Palatine, 1951.

MASSIS Henri, *Barrès et nous*. Plon, 1962.

MAUREL André, *Les écrivains de la guerre*. Paris, La renaissance du livre, 1918.

MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même*. Paris, Nouvelles éditions latines, 1968.

McCARTNEY James, *Maurras et son temps*. Paris, Albin Michel, 1977.

MIRAMBEL André, *La comédie du nationalisme intégral*. Paris, Grasset, 1947.

MONTESQUIEU Léon de, *Les Origines de L'Action françaises*. Paris, Ligue d'Action française, 1918.

MOURRE Michel, *Charles Maurras*. Paris-Bruxelles, Coll. « Classiques du XX^{ème} siècle », Editions universitaires, 1953.

NATTER François, ROUSSEAU Claude, POLIN Claude, *De la politique naturelle au nationalisme intégral, textes choisis de Charles Maurras*. Paris, Vrin, « Essais d'art et de philosophie », 1972.

NGUYEN Victor, *Aux origines de l'Action française, Intelligence et politique à l'aube du XX^{ème} siècle*. Préface de Pierre Chaunu, Paris, Fayard, 1991.

PAUGAM Jacques, *L'âge d'or du maurrassisme*. Préface de Jean-Jacques Chevallier, Paris, Denoël, 1971.

RENOUVIN Bertrand, *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale*, Paris, Lys rouge, 1983.

ROUDIEZ Léon, *Maurras jusqu'à l'Action française*. Paris, André Bonne, 1957.

ROUSSEL Ernest, *Les nuées maurrassiennes : études critiques des « croyances historiques » de l'Action françaises*. Paris, Flory, 1936.

ROUX Marie de, *Charles Maurras et le nationalisme de l'Action française*, Paris, Grasset, 1927.

SEGARD Achille, *Charles Maurras et les idées royalistes*. Paris, Fayard, coll. « Les hommes d'actions », 1919.

SUTTON Michael, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme*. Trad Geneviève Mosseray, Paris, Beauchesne, 1994.

TEBIB Roger, *Charles Maurras ou la seule France*. Paris, La Restauration nationale, 1986.

THIBAUDET Albert, *Trente ans de vie française. Les idées de Charles Maurras*. Paris, Gallimard, 1919.

TORRELLI Maurice, *Maurras et la pensée d'Action française*. Paris, La Restauration nationale, coll. « Combat des idées », 1989.

TRUC Gonzague, *Charles Maurras et son temps*. Paris, Bossard, 1917.

VALLERY-RADOT Robert, *Sources d'une doctrine nationale, De Joseph de Maistre à Charles Péguy*. Paris, Sequana, 1942.

VANDROMME Pol, *Maurras, l'Eglise de l'ordre*. Paris, Editions du Centurion, 1965.

VANDROMME Pol, *Maurras, entre le légiste et le contestataire*. Paris, Téqui, 1991.

VINCENTI Jean-Charles de, *Le Parlement dans la doctrine de l'Action française*. Thèse d'Etat de droit, sous la direction de Maurice Duverger, Université Paris II, 1975.

WEBER Eugen, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962.

WEYEMBERG Maurice, *Charles Maurras et la Révolution française*. Paris, Vrin, 1992.

ETUDES MAURRASSIENNES : I, « Charles Maurras et la vie politique sous la Troisième République », Actes du 1^{er} colloque Charles Maurras, Aix-en-Provence, de décembre 1968, Aix-en-Provence, Centre d'études maurrassiennes, 1972 ; II, « Tendances et perspectives des études maurrassiennes », Actes du 2^e colloque d'avril 1970, 1973 ; III Actes du 3^e colloque de 1972, 1974 ; IV, Actes du 4^e colloque de 1974, 1980 ; V/1,2, « Non possumus » : la crise religieuse de l'Action française », Actes du 5^e colloque d'avril 1976, 2 volumes, 1986.

Les principaux ouvrages de CHARLES PÉGUY :

Œuvres en prose complète de Charles Péguy, tome 1, sous la responsabilité de Robert Burac, Paris, Gallimard, Pléiade, 1987.

Les œuvres principales de la période antérieure aux cahiers de la quinzaine à la sixième série (de 1897 à mai 1905) :

La Revue socialiste, n° 152 du 15 août 1897 : De la cité socialiste.

L'Aurore, n° 97 du dimanche 23 janvier 1898 : Lettre à Emile Zola

La Revue socialiste, n°158 du 15 février 1898 : Marcel, De la Cité harmonieuse.

Premier cahier, du 5 janvier 1900 : L'affaire Liebknecht

Deuxième cahier du 20 janvier 1900 : La préparation du Congrès socialiste national.

Troisième cahier du 5 février 1900 : La préparation du Congrès socialiste national.

Quatrième cahier, du 20 février 1900 : De la grippe.

Sixième cahier, du 20 mars 1900 : Encore de la grippe.

Septième cahier, du 5 avril 1900 : Toujours de la grippe.

Neuvième cahier, du 5 mai 1900 : Entre deux trains.

Onzième cahier, du 4 juillet 1900 : Réponse brève à Jaurès.

Cinquième cahier de la deuxième série du 28 janvier 1901 : Pour Moi.

Septième cahier de la deuxième série, du 2 mars 1901 : Casse-Cou.

Texte posthume du printemps 1901 : L'intellectualité française.

Premier cahier de la troisième série du, 1 octobre 1901 : Compte rendu de congrès.

Texte posthume d'octobre 1901 : Compte rendu des congrès.

Quatrième cahier de la troisième série du, 5 décembre 1901 : De la raison.

Texte posthume, de janvier 1902 : Témoignage, le cas Hervé.

Seizième cahier de la troisième série, du 24 mai 1902 : Les Elections.

Troisième cahier de la quatrième série du, 4 novembre 1902 : De Jean Coste.

Texte posthume de juillet 1903 : Bernard Lazare.

Onzième cahier de la cinquième série du, 1 mars 1904 : Avertissement au cahier de M. Mangasarian.

Troisième cahier de la sixième série du, 25 octobre 1904: Zangwill.

Huitième cahier de la sixième série du, 10 janvier 1905.

Neuvième cahier de la sixième série du 24 janvier 1905 : Textes formant dossier.

Œuvres en prose complète de Charles Péguy, tome 2, sous la responsabilité de Robert Burac, Paris, Gallimard, Pléiade, 1988.

Les œuvres principales de la période des cahiers de la septième à la dixième série (d'octobre 1905 à juin 1909) :

Troisième cahier de la septième série du 22 octobre 1905 : Notre patrie.

Cinquième cahier de la septième série du 19 novembre 1905 : Courrier de Russie.

Texte posthume de novembre 1905 : Par ce demi-clair matin.

Texte posthume : Heureux les systématiques.

Septième cahier de la septième série du 17 décembre 1905: Les suppliants parallèles.
Huitième cahier de la septième série du 31 décembre 1905: Louis de Gonzague.
Dixième cahier de la septième série du 28 janvier 1906.
Texte posthume de janvier 1906 : Hervé traître.
Troisième cahier de la huitième série du 4 novembre 1906 : De la situation faite à l'histoire.
Cinquième cahier de la huitième série 2 décembre 1906 : De la situation faite au parti intellectuel.
Texte posthume de 1906 : Brunetière.
Premier cahier de la neuvième série du 6 octobre 1907 : De la situation faite au parti intellectuel.
Texte posthume de 1907 : Un poète l'a dit.
Texte posthume de septembre 1908 : Deuxième élégie XXX
Texte posthume de début 1909 : Notes pour une thèse.
Huitième cahier de la dixième série du 20 mai 1909 : A nos amis, à nos abonnés.
Texte posthume du printemps 1909 : Nous sommes des vaincus.

Œuvres en prose complète de Charles Péguy, tome 3, sous la responsabilité de Robert Burac, Paris, Gallimard, Pléiade, 1992.

Les œuvres principales de la période des cahiers de la onzième à la dernière série (d'octobre 1909 à juillet 1914) :
Douzième cahier de la onzième série du 17 juillet 1910 : Notre jeunesse.
Premier cahier de la douzième série du 23 octobre 1910 : Victor-Marie, Comte Hugo.
Deuxième cahier de la douzième série du 20 novembre 1910 : Les amis des Cahiers.
Suite posthume de juin 1911 : Restait M. Lavis.
Deuxième cahier de la treizième série du 24 septembre 1911: Un nouveau théologien, M. Fernand Laudet.
Texte posthume de juin 1912 : Dialogue de l'histoire et de l'âme charnelle.
Sixième cahier de la quatorzième série du 16 février 1913 : L'Argent.
Neuvième cahier de la quatorzième série du 27 avril 1913 : L'Argent suite.
Texte posthume de juillet 1913 : Clio, Dialogue de l'histoire et de l'âme païenne.
Huitième cahier de la quinzième série du 26 avril 1914 : Note sur M. Bergson et la philosophie bergsonienne.
Texte posthume de juillet 1914. Note conjointe sur M. Descartes.

Œuvres poétiques complètes de Charles Péguy, Paris, Gallimard, Pléiade, 1960. (dernière édition en 1975)

Les œuvres principales de 1897 à 1913 :

Décembre 1897 : Jeanne D'Arc.
Quinzième cahier de la quatrième série du 29 mars 1903 : La chanson du roi Dagobert.
Sixième cahier de la onzième série du 16 janvier 1910 : Le mystère de la Charité.
Quatrième cahier de la treizième série du 24 septembre 1911 : Le porche de la deuxième vertu.
Douzième cahier de la treizième série du 24 mars 1912 : Le mystère des saints innocents.
Cinquième cahier de la quatorzième série du premier décembre 1912 : La tapisserie de Sainte Geneviève.
Dixième cahier de la quatorzième série du 11 mai 1913 : La tapisserie de Notre Dame.
Quatrième cahier de la quinzième série du 28 décembre 1913 : Eve.
Œuvre posthume de 1904 : Jeanne et Hauviette.
Œuvre posthume de 1910 : Le mystère de la vocation de Jeanne D'Arc.
Œuvre posthume de 1911-1912 : Quatrains.
Œuvre posthume de 1913 : Suite d'Eve.

Bibliographie sélective et témoignages sur Péguy :

BASTAIRE Jean, *Péguy l'insurgé*. Paris, Payot, coll. « Traces », 1975.
 BASTAIRE Jean, *Péguy tel qu'on l'ignore*. Paris, Gallimard, 1996.
 BASTAIRE Jean, *Péguy contre Pétain*. Paris, Salvator, 2000.
 BENDA Julien, *La jeunesse d'un clerc*. Paris, Gallimard, 1968.
 BIRNBERG Jacques, *La formation politique de Péguy, de l'enfance orléanaise à l'Ecole Normale supérieure*. Thèse de l'Université d'Aix-en-Provence, 1965.
 BLANCHARD Raoul, *Ma jeunesse sous l'aile de Péguy*. Paris, Fayard, 1961.
 BONNAUD-LAMOTTE Danielle, *Charles Péguy devant la révolution sociale*. Lecce, Milella, 1993.
 BOUDON Robert, *Mon lieutenant Charles Péguy (juillet-septembre 1914)*, Paris, Albin Michel, 1914.
 BOUDON Victor, *Avec Charles Péguy de la Lorraine à la Marne*. Paris, 1916 (édition revue et augmentée sous le titre *Mon lieutenant Charles Péguy*, Paris, Albin Michel, 1964)
 BURAC Robert, *Charles Péguy, La révolution et la grâce*. Paris, Robert Laffont, 1994.
 CAHM Eric, *Péguy et le nationalisme français*. Cahier 25. Paris, Cahiers de l'Amitié Charles Péguy, 1972.

CHALLAYE Félicien, *Péguy socialiste*. Paris, Amiot-Dumont, 1954.

CLAVEL Henri, *L'imposture socialiste dans l'œuvre de Péguy*. Paris, Nouvelles éditions latines, 1985.

DEJON Thierry, *Charles Péguy, l'espérance d'un salut universel*. Paris, Culture et vérité, 1989.

DELAPORTE Jean, *Connaissance de Péguy*. 2 vol. Paris, Plon, 1944.

DUBOIS-DUMÉE Jean-Pierre, *Solitude de Péguy*. Paris, Plon, 1946.

DUPLOYE Pie, *La religion de Péguy*. Genève, Slatkine, 1978.

ESPRIT (Revue), *Péguy reconnu*. Numéro spécial, Août-septembre 1964.

FIELD Franck, « Barrès, Charles Maurras, Charles Péguy. *The Defence of France* », dans *British and French Writers of the First World War. Comparative Studies in Cultural History*. Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

FINKIELKRAUT Alain, *Le mécontemporain*. Paris, Gallimard, 1992.

FRAISSE Simone, *Péguy et le monde antique*. Paris, Armand Colin, 1973.

FRAISSE Simone, *Péguy et le Moyen Age*. Paris, Champion, coll. « Essais sur le Moyen Age », 1978.

FRAISSE Simone, *Péguy*. Paris, Seuil, coll. « Écrivains de toujours », 1979.

FRAISSE Simone, *Péguy et la terre*. Paris, Le sang de la terre, 1988.

FRANCK Walter, *Nationalismus und Demokratie im Frankreich der dritten Republik*. Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1933.

GERBOD Françoise, *Écriture et histoire dans l'œuvre de Péguy*. thèse de doctorat d'Etat, Paris-VIII, service de reproduction des thèses, Université de Lille III, 2 vol., 1981.

GUILLEMIN Henri, *Charles Péguy*. Paris, Seuil, 1981.

GUYON Bernard, *Péguy*. Paris, Hatier, coll. « Connaissance des Lettres », 1973. (1^{ière} édition en 1960)

HALEVY Daniel, *Péguy et les Cahiers de la Quinzaine*. Avec une Préface de Robert Debré. Paris, Librairie générale française, coll. « Pluriel », 1979. (1^{ière} édition Paris, Grasset en 1941)

HANNA Martha, *The Mobilization of intellect, French Scholars and Writers during the Great War*. Cambridge, Harvard University Press, 1996.

ISAAC Jules, *Expériences de ma vie*. t.1, *Péguy*. Paris, Calmann-Lévy, 1960.

JOHANNET Roger, *Vie et mort de Péguy*. Paris, Flammarion, Paris, 1950.

LEROY Géraldi, *Péguy entre l'ordre et la révolution*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981.

MARC Alexandre, *Péguy et le socialisme*, Paris, Presse d'Europe, 1973.

MARTIN Auguste, *Pour l'honneur de l'Esprit*. Paris, Albin Michel, 1973. (Lettres de Charles Péguy à Romain Rolland)

MAUREL André, *Les écrivains de la guerre*. Paris, La renaissance du livre, 1918.

MOUNIER Emmanuel, PEGUY Marcel, IZARD Georges, *La pensée de Charles Péguy*. Paris, Plon, Coll. « Le roseau d'or », 1931.

PEGUY Marcel, *Le destin de Charles Péguy*. Paris, Librairie académique Perrin, 1946.

ONIMUS Jean, *Le sens de l'Incarnation : Essai sur la pensée de Péguy*. Paris, Cahiers de l'Amitié Charles-Péguy, n°6, 1952.

ONIMUS Jean, *Péguy et le mystère de l'histoire*. Paris, Cahiers de l'Amitié Charles Péguy, n°12, 1958.

PEGUY Marcel, *Lettres et entretiens*, Paris, Editions de Paris, 1954. (Lettres de Charles Péguy à Louis Baillet et à Joseph Lotte)

PONCHEVILLE Mabelle de, *La jeunesse de Péguy*. Alsatia, 1943.

PORCHE François, *Péguy et les Cahiers*. Paris, Bloch, 1914.

REY-HERME Yves, *Péguy*. Paris, Bordas, coll. « Présence littéraire », 1973.

RECLUS Maurice, *Le Péguy que j'ai connu*. Paris, Hachette, 1951.

REY Jean-Michel, *Colère de Péguy*. Paris, Hachette, coll. « Textes du XX^{ème} siècle », 1987.

ROBINET André, *Péguy entre Jaurès, Bergson et l'Eglise*. Paris, Seghers, 1968.

ROLLAND Romain, *Péguy*. 2 vol. Paris, Albin Michel, 1944.

ROUSSEAU André, *Le prophète Péguy*. 2 vol. Neuchâtel, A la Baconnière, 1946.

SECRETAIN Roger, *Péguy, soldat de la vérité*. Marseille, Sagittaire, 1939.

SUARES André, *Péguy*. Paris, Emile-Paul, 1915.

THARAUD Jérôme et Jean, *Notre Cher Péguy*. 2 vol. Paris, Plon, 1926.

VADE Yves, *Péguy et le monde moderne*. Paris, Amitié Charles Péguy, 1965.

VAISSERMANN Romain, (dir), *Charles Péguy, l'écrivain et le politique*, Paris, Edition rue d'Ulm, 2004.

VALLERY-RADOT Robert, *Sources d'une doctrine nationale, De Joseph de Maistre à Charles Péguy*. Paris, Sequana, 1942.

VERGINE Pia, *Studi su Charles Péguy, Bibliografia critica ed analitica (1893-1978)*. 2 vol. Lecce, Millela, 1982.
 VIARD Jacques, *Les œuvres posthumes de Charles Péguy*. Paris, Cahiers de l' Amitié Charles Péguy, n° 23, 1969.
 VIARD Jacques, *Philosophie de l'art littéraire et socialisme selon Péguy*. Bibliothèque française et romane publiée par le Centre de philosophie romane de la faculté des lettres et des sciences humaines de Strasbourg, série C, XIX, Klincksieck, 1969.
 WINLING Raymond, *Péguy et l'Allemagne*. Thèse de doctorat d'Etat, Université de Strasbourg, lettres, 1971-1972 ; Service de reproduction des thèses, université de Lille III, 2 vol., diffusion Champion 1975.

Bibliographie sélective d'histoire des idées :

AGATHON, (Henri MASSIS et Alfred de TARDE), *Les jeunes gens d'aujourd'hui : le goût de l'action - La foi patriotique - Une renaissance catholique - Le réalisme politique*. 12^e éd, Paris, Plon-Nourrit, 1919. (ou Paris, Imprimerie nationale, 1995)
 ANDERSON Benedict, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte, 1996.
 ANDLER Charles, *La vie de Lucien Herr*. Paris, Maspero, 1977.
 ARON Raymond, *Charles de Gaulle*. Paris, Librairie académique Perrin, Paris, 1964.
 BAINVILLE Jacques, *Le coup d'Agadir et la guerre d'Orient*. Paris, Valois, 1913.
 BAINVILLE Jacques, *Comment est née la Révolution russe*. Paris, Valois, 1917.
 BAINVILLE Jacques, *Les conséquences politiques de la paix*. Paris, Valois, 1920.
 BAINVILLE Jacques, *Filiations*. Paris, A la cité des livres, 1922.
 BAINVILLE Jacques, *Histoire de France*, Paris, Fayard, 1924.
 BAINVILLE Jacques, *Réflexions sur la politique*, Paris, Plon, 1941.
 BARRES Philippe, *La guerre à vingt ans*. Paris, 1924.
 BARRES Philippe, *Ainsi que l'albatros*. Paris, Plon, 1933.
 BARRES Philippe, *Charles de Gaulle*. Paris, Plon, 1944.
 BAUBEROT Jean, ZUBER Valentine, *Une haine oubliée. L'antiprotestantisme avant le pacte laïque (1870-1905)*. Paris, Albin Michel, 2000.
 BENDA Julien, *La trahison des clercs*. Paris, Grasset, 1927.
 BENOIT Francis Paul, *Les idéologies politiques modernes. Le temps de Hegel*. Paris, PUF, 1980.
 BERGSON Henri, *Œuvres*. Paris, PUF, 1963.
 BERNANOS Georges, *Les grands cimetières sous la lune*. Paris, Plon, 1938.
 BIHR Alain, *L'actualité d'un archaïsme : la pensée d'extrême droite et la crise de la modernité*. Lausanne, Page deux, 1998.
 BOULANGER Georges, *La lettre patriotique du général Boulanger, sa déclaration républicaine*. Paris, Gabillaud, 1887.
 BOULANGER Georges, *Les discours du général Boulanger depuis le 4 août jusqu'au 4 septembre 1887*. Paris, Agence Périmet. 1888.
 BOURGET Paul, *Essais de psychologie contemporaine*. 4^{ème} édition, Paris, Lemerre, 1885.
 BRAUD Philippe, BURDEAU François, *Histoire des idées politiques depuis la Révolution*. Paris, Montchrestien, 2^{ème} édition, 1992.
 BREDIN Jean-Denis, *L'Affaire*. Paris, Fayard, 1983.
 BRUNETAU Bernard, *Les totalitarismes*. Paris, Armand Colin, 1999.
 CAMUS Jean-Yves, MONZAT René, *Les Droites nationales et radicales en France : répertoire critique*. Paris, PUF, 1996.
 CARON Jean-Claude, VERNUS Michel, *L'Europe au XIX^e. Des nations aux nationalismes (1815-1914)*. Paris, Armand Colin, 2001.
 CARROLL David, *French Literary Fascism. Nationalism, Anti-Semitism and the Ideology of Culture*. Princeton, Princeton University Press, 1995.
 CHABOT Jean-Luc, *Histoire de la pensée politique*. Grenoble, PUG, 2001.
 CHABOT Jean-Luc, *Le Nationalisme*. Paris, PUF, « Que sais-je ? », 4^{ème} édition, 1997.
 CHAMPION Edouard, *Les idées politiques et religieuses de Fustel de Coulanges*. Paris, Champion, 1903.
 CHARLE Christophe, *Paris fin de siècle. Culture et politique*. Paris, Seuil, 1998.
 CHARLOT, *Le Gaullisme*, Paris, Colin, 1970.
 CHATELET François, PISIER-KOUCHNER Evelyne, *Les conceptions politiques du XX^{ème} siècle*. PUF, Thémis, 1981.

CHATELET François, DUHAMEL Olivier, PISIER Evelyne, *Dictionnaire des œuvres politiques*. Paris, PUF, Quadrige, 2001.

CHEBEL D'APPOLONIA Ariane, *L'Extrême droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles. Complexe, 1998.

CHEVALLIER Jean-Jacques, *Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours*. Paris, Colin, 1986.

CITTI Pierre, *La mésintelligence, histoire de l'intelligence, 1880-1914*. Cahiers intempestifs, Printer, Coll. Lieux littéraires, 2000.

CLEMENCEAU Georges, *Contre la justice*. Paris, Stock, 1900.

COHEN Paul Mitchell, *Piety and Politics : Catholic Revival and the Generation of 1905-1914 in France*. New York-Londres, Garland, 1987.

COMTE Auguste, *Science et politique. Les conclusions générales du cours de philosophie positive*. Paris, Pocket, Agora, 2003.

CURTIUS Ernst. Robert, *Essai sur la France*, Paris, Grasset, 1932.

DAUDET Léon, *Souvenirs et polémiques (Souvenirs, Député de Paris, Paris vécu, La stupide XIX^e siècle)*. Paris, Robert Laffont, coll. « bouquins », 1992.

DECHERF Dominique, *Bainville, L'intelligence de l'histoire*. Paris, Bartillat, 2000.

DE GAULLE Charles, *Mémoires*. Paris, Gallimard, Pléiade, 2000.

DELANNOI Gil, TAGUIEFF Pierre-André, *Théories du nationalisme*. Paris, Kimé, 1991.

DELHORBE Céline, *L'affaire Dreyfus et les écrivains français*. Paris, Attinger, 1932.

DEROULEDE Paul, *La défense nationale, Conférence faite à Rouen le 22 juin 1883*. Paris Calmann-Lévy.

DEROULEDE Paul, *Le livre de la Ligue des patriotes, Extraits des articles et discours*. Paris, Bureaux de la Ligue des patriotes, 1887.

DEROULEDE Paul, *Désarmement ?*- Paris, Dentu, 1891.

DEROULEDE Paul, *Qui vive ? France ! « Quand même »*. Notes et discours 1883-1910. Paris, Bloud, 1910.

DIMIER Louis, *Le nationalisme littéraire et ses méfaits chez les Français*. Paris, Corrèa, 1935.

DRUMONT Edouard, *La fin d'un monde, Etude psychologique et sociale*. Paris, Albert Savine, 1889.

DUCLERT Vincent, CHATRIOT Alain, (Dir) *Quel avenir pour la recherche ?* (ouvrage collectif, Jean Baubérot, François Jacob, Alain Touraine, Luc Montagnier, Jean Bernard.....) Paris, Flammarion, 2003.

DUROSELLE J.B, *L'Europe de 1815 à nos jours*. Paris, PUF, coll. « Nouvelle Clio », 3^{ème} édition, 1970.

FRANCE Anatole, *La vie littéraire*. Paris, Calmann-Lévy, 4^{ème} série, 1892.

GALICE Gabriel, *Du peuple nation*. Lyon, Mario Bella Edition, 2002.

GARRIGUES Jean, *Le Général Boulanger*. Paris, Orban, 1991.

GENGEMBRE Girard, *La Contre-Révolution ou l'histoire désespérante*. Paris, Imago, 1989.

GIRARDET Raoul, *Le Nationalisme français 1871-1914*. Textes choisis et présentés par Raoul Girardet, Paris, Seuil, coll. « Points histoire », 1983.

GIRARDET Raoul, *Mythes et Mythologies*. Paris, Seuil, coll. « Points histoire », 1990.

GOBINEAU Comte Arthur de, *Essai sur l'inégalité des races humaines*. 2 vol. Paris, Firmin-Didot, 1940.

GOURMONT Rémy de, *Le joujou patriotique*. Paris, Pauvert, 1967.

HALEVY Daniel, *Apologie pour notre passé*. 10^{ème} cahier, 10^{ème} série, Cahiers de la quinzaine, Paris, 1910.

HALEVY Daniel, *Quelques nouveaux maîtres*. Paris, Figuière, 1914.

HOBBSAWN Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*. Paris, Gallimard, 1992.

HUGUENIN François, *A l'école de l'Action française. Un siècle de vie intellectuelle*. Paris, Lattès, 1998.

JAURES Jean, *Les preuves. Affaire Dreyfus*. Paris, La Petite République, 1898.

JOLY Bertrand, *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français (1880-1900)*. Paris, Champion, 1998.

JULLIARD Jacques et WINOCK Michel, *Dictionnaire des intellectuels français : les personnes, les lieux, les moments*. Paris, Seuil, 2002.

KEDOURIE Elie, *Nationalism*. London, 1961.

LARCAN Alain, *De Gaulle inventaire. La culture, l'esprit, la foi*. Paris, Bartillat, 2003.

LAUR Francis, *L'époque boulangiste, Essai d'histoire 1886-1890*. 2 vol. Paris, Le livre à l'auteur, 1912-1914.

LAVROFF Georges Dimitri, *Histoire des idées politiques*. Paris, Dalloz, Mémentos, 8^{ème} édition, 2003.

LAZARE Bernard, *Une erreur judiciaire, l'affaire Dreyfus*. Paris, Allia, 1993.

LEJEUNE Dominique, *La France des débuts de la III^e République (1870-1896)*. Paris, Armand Colin, coll. « Coursus », 2000

LEJEUNE Dominique, *La France de la Belle Epoque (1896-1914)*. Paris, Armand Colin, coll. « Coursus », 2000.

LESCUYER Georges, *Histoire des idées politiques*. Paris, Dalloz, Précis, 14^{ème} édition, 2001.

LEVILLAIN Philippe, *Boulangier, fossoyeur de la monarchie*. Paris, Flammarion, 1982.

- MAISTRE Joseph de, *Considérations sur la France*. Bruxelles, Complexe, 1988.
- MANENT Pierre, *Cours familier de philosophie politique*. Paris, Fayard, 2001.
- MARQUE Jean-Noël, *Léon Daudet*. Paris, Fayard, 1971.
- MASSIS Henri, *Les idées restent*. Lyon, Lardanchet, 1941.
- MAYEUR Jean-Marie, *Les catholiques dreyfusards*. Revue historique, avril-juin 1979.
- MAZGAJ Paul, « *The Origins of the French Radical Right : A historiographical Essay* ». French Historical Studies, automne 1987.
- MOLLIER Jean-Yves, *Le scandale de Panama*. Paris, Fayard, 1991.
- MOREAS Jean, *Œuvre en prose*. Paris, NLN, 1927.
- NEMO Philippe, *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*. Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2002.
- NICOLET Raoul, *L'idée coloniale en France*. Paris, Hachette, Pluriel, 1972.
- ORY Pascal, (Dir), *Nouvelle histoire des idées politiques*. Paris, Hachette, 1987.
- PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle*. Paris, Fayard, 1994.
- POLIAKOV Léon, *Histoire de l'antisémitisme*. De Voltaire à Wagner. t. 3. Paris, Calmann-Lévy, 1968.
- POLIAKOV Léon, *La causalité diabolique, Essai sur l'origine des persécutions*. Paris, Calmann-Lévy, 1980.
- REMOND René, *Les Droites en France*. Paris, Aubier, 1982.
- RENAN Ernest, *La Réforme intellectuelle et morale*. Paris, Michel Lévy, 3^{ième} édition, 1872.
- RENAN Ernest, *Qu'est ce qu'une nation ? Conférence faite en Sorbonne, le 11 mars 1882*. Paris, Calmann-Lévy, 1882.
- RIALS Stéphane, *Révolution et Contre- révolution au XIXe siècle*. Paris, Duc albatros, 1987.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Œuvres complètes*. 5 vol. Paris, Gallimard, La Pléiade, 1959-1995.
- SHAFER Boyd C, *Le Nationalisme, Mythe et réalité*. Paris, Payot, 1963.
- SIRINELLI Jean-François, (dir) , *Histoire des droites en France*. Paris, Gallimard, 1992, 3 tomes.
- SIRINELLI Jean François, ORY Pascal, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*. Paris, Armand Colin, coll. « U », 1986.
- SOURY Jules, *Le système nerveux central, Structure et fonctions. Histoire critique des théories et des doctrines*. 2 vol. Paris, Georges Carré et C. Naud, 1899.
- SOURY Jules, *Campagne nationaliste (1894-1901)*. Paris, L. Mereteux, 1902.
- STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire 1885-1914 : Les origines française du fascisme*. Paris, Seuil, 1978.
- STERNHELL Zeev, *Ni Droite, Ni Gauche. L'idéologie fasciste en France*. Paris, Seuil, 1983.
- TAINÉ Hippolyte, *Origines de la France contemporaine*. 2 vol. Paris, Robert Laffont, Coll. « Bouquins », 1987.
- TAINÉ Hippolyte, *Essais de critique et d'histoire*, 6^e éd. Paris, Hachette, 1892.
- TAINÉ Hippolyte, *Histoire de la littérature anglaise*. 4 vol. Paris , Hachette, 1863-1864.
- THIBAUDET Albert, *Le Bergsonisme*. Paris, Gallimard, 1923.
- THIBAUDET Albert, *Les idées politiques de la France*. Paris, Stock, 1932.
- TOUCHARD Jean, *Histoire des idées politiques*. 2 volumes, Paris. PUF, 2001. (1^{ière} édition en 1959).
- TOUCHARD Jean, *Le Gaullisme*. Paris, Seuil, 1978.
- VERDES-LEROUX Jeanine, *Scandale financier, et Antisémitisme catholique, le krach de l'Union générale*. Paris, Le Centurion, 1969.
- VIGUERIE Jean de, *Les Deux Patries. Essai historique sur l'idée de patrie en France*. Paris, Dominique Martin Morin, 1998.
- WINOCK Michel, *La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques de 1871 à 1968*. Paris, Calmann-Lévy, 1986.
- WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Paris, Seuil, 1990.
- WINOCK Michel, *Le socialisme en France et en Europe, XIXe-XXe siècle*. Paris, Seuil, 1992.
- WINOCK Michel, *Histoire de l'extrême droite en France*. Paris, Seuil, 1994.
- WINOCK Michel, (Dir) *L'affaire Dreyfus*. Paris, Seuil, 1998.
- WINOCK Michel, *La France politique. XIX^e -XX^e*. Paris, Seuil, 1999.
- WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*. Paris, Seuil, 1999.

Bibliographie sélective sur l'Allemagne : histoire, pensée et influence.

- ALQUIE Ferdinand, *Introduction à la lecture de la « Critique de la raison pratique »*. Paris, PUF, 1966.
- ANDLER Charles, *Les origines du pangermanisme*. Paris, Louis Conard, 1915.
- ANDLER Charles, *Le pangermanisme continental sous Guillaume II*. Paris, Louis Conard, 1915.
- ANDLER Charles, *Le pangermanisme colonial sous Guillaume II*. Paris, Louis Conard, 1915.
- ANDLER Charles, *Le pangermanisme philosophique*. Paris, Louis Conard, 1915.

ANDLER Charles, *Le Pangermanisme, ses plans d'expansion allemande dans le monde*. Paris, Colin, 1915.

BAINVILLE Jacques, *Louis II de Bavière*. Paris, Perrin, 1900.

BAINVILLE Jacques, *Bismarck et la France, d'après les mémoires du prince de Hohenlohe*. Paris, Valois, 1907.

BAINVILLE Jacques, *Histoire de deux peuples, la France et l'Empire allemand*. Paris, NLN, 1915.

BAINVILLE Jacques, *Petit Musée germanique*, (suivie de *La Russie en 1916*). Paris, Société littéraire de France, 1916.

BAINVILLE Jacques, *L'Allemagne romantique et réaliste*. Paris Fayard, 1927.

BAINVILLE Jacques, *L'Allemagne*. 2 vol. Paris, Plon, 1939.

BERNSTEIN Serge, MILZA Pierre, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*. Paris, Armand Colin, 6^{ième} édition, 1999.

BISMARCK Otto Von, *Pensées et souvenirs*. Présentation de J. Rovan, Paris, Calmann-Lévy, 1984.

BLOY Léon, *Jeanne d'Arc et l'Allemagne*. Paris, Crès, 1915.

BOURGEOIS Bernard, *La pensée politique de Hegel*. Paris, PUF, 1969.

BOURGEOIS Bernard, *L'idéalisme de Fichte*, Paris, Vrin, 1995.

BOURGEOIS Bernard, *L'idéalisme allemand, alternatives et progrès*. Paris, Vrin, 2000.

BURGELIN Henri, *La société allemande, 1871-1968*. Paris, Arthaud, 1968.

CARRE Jean-Marie, *Les écrivains français et le mirage allemand*. Paris, Boivin, 1947.

CASSIRER Ernst, *Rousseau, Kant, Goethe. Deux essais*. Trad. J. Lacoste, Paris, Belin, 1991.

CRAIG G.-A., *Germany, 1866-1945*. Oxford, 1981.

DAUDET Léon, *Hors du joug allemand*, Paris, NLN, 1915.

DAUDET Léon, *L'Avant-guerre, Etudes et documents sur l'espionnage juif-allemand en France*. Paris, NLN, 1915.

DIGEON Claude, *La Crise allemande de la pensée française (1870-1914)*. Paris, PUF, 1992. (1^{ière} édition en 1959).

DRACHKOVITCH Milorad, *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre 1870-1914*, Paris, Droz, 1953.

DREYFUS F.-G., *Histoire des Allemagnes*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1970.

DREYFUS F.-G., *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*. Paris, PUF, coll. « Nouvelle Clio », 1991.

DROZ Jacques, *Les révolutions de 1848 en Allemagne*. Paris, PUF, 1957.

DROZ Jacques, *Le socialisme démocratique*. Paris, Armand Colin, coll « U », 1966.

DROZ Jacques, *Le Romantisme allemand et l'Etat, Résistance et collaboration dans l'Allemagne napoléonienne*. Paris, Payot, 1966.

DROZ Jacques, *Le Romantisme politique en Allemagne*. Textes choisis et présentés par Jacques Droz. Paris, Armand Colin, 1963.

DROZ Jacques, *La formation de l'unité allemande, 1789-1871*. Paris, Hatier, 1970.

FICHTE Johann Gottlieb, *Discours à la nation allemande*. Traduction de S. Jankélévitch. Paris, Aubier-Montaigne, 1981.

FISCHER François, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*. Paris, Trévisse, 1970.

GODDART Jean-Christophe, (dir), *Fichte, le moi et la liberté*. Paris, PUF, 2000.

GUILLEN Pierre, *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*. Paris, PUF, 1967.

GUILLEN Pierre, *L'Allemagne de 1848 à nos jours*. Paris, Nathan, coll. « Fac », 1970.

GUILLEN Pierre, *L'Empire allemand 1871-1918*. Paris, Hatier, 1970.

HAU M., *Histoire économique de l'Allemagne*, Paris, Economica, 1994.

HUBERT M., *L'Allemagne en mutation : Histoire de la population depuis 1815*. Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

KANT Emmanuel, *La philosophie de l'histoire*, Paris, Gonthier-Médiations, 1947.

KANT Emmanuel, *Critique de la raison pure*. Traduction par A. Tremesaygues et B. Pacaud, Paris, PUF, 1971.

KANT Emmanuel, *Métaphysique des mœurs, I, Fondation de la métaphysique des mœurs. Introduction à la métaphysique des mœurs*. Traduction par Alain Renaut, Paris, GF-Flammarion, 1994.

KANT Emmanuel, *Métaphysique des mœurs, II, Doctrine du droit. Doctrine de la vertu*. Traduction par Alain Renaut, Paris, GF-Flammarion, 1994.

KANT Emmanuel, *Critique de la raison pratique*. Traduction de Luc Ferry et de Heinz Wismann, Paris, Gallimard, Coll. « Folio Essais », 1997.

KOT S., *L'Etat social allemand : Représentation et pratiques*. Paris, Belin, 1995.

KREBS G., SCHNEILIN G., *La naissance du Reich*. Université de la Sorbonne Nouvelle, Publication de l'Institut d'allemand, 1995.

LACROIX Jean, *Kant et le kantisme*. Paris, PUF, 1966.

LASKINE Edmond, *L'Internationale et le Pangermanisme*. Paris, Floury, 1916.

LASSERRE Pierre, *Faust en France et autres études*. Paris, Calmann-Lévy, 1928.

LE RIDER Jacques, *Nietzsche en France*. Paris, PUF, 1999.

LIST Friedrich, *Système d'économie politique*. Paris, Gallimard, 1998.

MARITAIN Jacques, *La philosophie morale*. Paris. Gallimard, coo. « Bibliothèques des Idées », 1960.

NIETZSCHE Frédéric, *Œuvres*. t.1. éd. par Jean Lacoste et Jaques Le Rider. Paris. Robert Laffont. Coll « Bouquins » , 1999.

NIETZSCHE Frédéric, *Œuvres*. t.2. éd. par Jean Lacoste et Jaques Le Rider. Paris. Robert Laffont. Coll « Bouquins » , 1998.

NIPPERDEY T, *Réflexions sur l'histoire allemande*. Paris, Gallimard, 1992.

PALMER A, *Le Kaiser Guillaume II*. Paris, Taillandier, 1980.

PANGE Jean de, *L'Allemagne depuis la Révolution française. (1789-1945)*. Paris, Fayard, 1947.

PHILONENKO Alexis, *Théorie et praxis dans la pensée morale et politique de Kant et de Fichte en 1793*. Paris, Vrin, 1976.

POIDEVIN Raymond, *L'Allemagne impériale et républicaine, 1900-1933*. Paris, Richelieu, 1972.

POIDEVIN Raymond, BARIETY Jean, *Les relations franco-allemandes, 1815-1875*. Paris, Armand Colin, 1979.

POIDEVIN Raymond, *L'Allemagne et le monde au XX^e siècle*. Paris, Masson, 1983.

POIDEVIN Raymond, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France du MINEFI, 1998.

QUILLET Pierre et Nicolas, *Regards européens sur l'histoire franco-allemande*. Paris, Gualino éditeur, 2003.

RENAN Ernest, *Lettre à un ami d'Allemagne*. Paris, Calmann-Lévy, 1879.

REYNAUD Louis, *L'influence allemande en France au XVIII^e et au XIX^e siècle*. Paris, Hachette, 1922.

RIVELAYGUE Jacques, *Leçons de métaphysique allemande*. 2 vol. Paris, Grasset, 1990.

ROVAN Joseph, *Histoire de la Social-Démocratie allemande*. Paris, Seuil, 1978.

ROVAN Joseph, Bismarck, *Pensées et souvenirs, présentation*. Paris, Calmann-Lévy, 1984.

ROVAN Joseph, *Histoire de l'Allemagne : des origines à nos jours*. Paris, Seuil, 1998.

ROTH François, *L'Allemagne de 1815 à 1918*. Paris, Armand Colin, Coll. « Cursus », 2002.

SCHIRRMANN S, POIDEVIN R, *Histoire de l'Allemagne*. Paris, Hatier, 1992.

STAËL Madame de, *De l'Allemagne*. 2 vol. Paris, Garnier, 1932.

VERMEIL Edmond, *L'Allemagne, essai d'explication*. Paris, Gallimard, 1940.

VERMEIL Edmond, *L'Allemagne contemporaine. Le règne de Guillaume II (1890-1918)*. t.1. Paris, Aubier, 1952.

VLACHOT Georges, *La pensée politique de Kant*. Paris, PUF, 1963.

VUILLEMIN Jules, *L'héritage kantien et la révolution copernicienne*. Paris, PUF, 1954.

WAHL A, *Les forces politiques en Allemagne au XX^e siècle*. Paris. Armand Colin. 1999.

Index :

ADAM (P.), 370.
ALAIN, 641.
ALBERT (H.), 25.
ALLEMANE (J.), 245.
AMOURETTI (F.), 615.
ANDLER (C.), 169, 225, 243-250, 252,302, 315, 371, 380, 440, 568-571, 576, 588, 646, 648, 699, 702.
ARAGON (L.) , 116, 120,701.
ARISTOTE, 236, 376, 493, 500, 520.
BAINVILLE (J.), 139, 182, 217-220, 226, 358, 373, 389, 398-399, 410, 504, 556, 650, 702, 707.
BAKOUNINE (M.), 225, 347.
BASCH (V.), 301.
BAUBEROT (J.), 81, 231.
BAUDELAIRE (C.), 27, 363.
BALZAC (H.), 119, 368.
BAZIN (R.), 122, 480.
BEBEL (A.), 245,248, 250, 255, 258, 262-263, 268, 568, 645.
BEETHOVEN van (L.) 316, 571, 693.
BENDA (J.), 285, 371.
BERGSON (H.), 122, 146, 184, 249, 282, 285-288, 351, 357, 386, 611, 619, 634.
BERNARD (C.), 236.
BERNSTEIN (E.), 258, 268.
BERT (P.), 72.
BERNUS (E.), 267, 589.
BEZE de (T.), 192.
BISMARCK (O. von.), 11-13, 90, 161, 178, 181, 204-205, 220, 238,302, 304, 319, 321, 404, 406, 477, 508, 518, 536, 556, 569-570, 613, 676.
BLANC (L.), 656.
BLANQUI (L.A.), 595.
BLUM (L.), 70, 98, 611.
BOISDEFFRE de (P.), 50, 615.
BONALD de (L.), 209, 657, 688.
BORDEAUX (H.), 122, 504, 507.
BOSSUET (J.B.), 204, 210, 236, 520.
BOULANGER (G.), 30, 90-93, 127, 391, 418, 424, 436, 463, 468, 700.
BOURGEOIS (B.), 146.
BOURGET (P.), 359, 368, 467, 515, 675.
BOUTANG (P.), 239, 373, 405, 410, 547.
BOUTROUX (E.), 178, 357, 386.
BREMONT (abbé.), 470.
BRETON (A.), 705.
BROUSSE (P.), 245.
BRUNSCHVICG (L.), 641.
BUCHER (P.), 130.
BUFFET (A.), 503.
BUISSON (F.), 232, 235, 635.
BÜLOW (B. von.), 295, 399.
BÜLOW (H. von.), 570.
BURDEAU (A.), 41, 72-73, 107, 111, 122-123, 233, 461.
BYRON (Lord.), 41.
CAILLAUX (J.), 402.
CALVIN (J.), 150.
CARREL (A.), 477.
CARNOT (S.), 408.
CARRE (J.M.), 29, 140, 216, 259, 436.

CASIMIR-PERIER (C.), 598.
 CHABOT (J.L.), 617.
 CHALLAYE (F.), 259, 266, 271, 277, 291, 702.
 CHAMBERLAIN (H.S.), 388.
 CHARLES X, 516.
 CHARLES-QUINT, 184, 219, 707.
 CHARLEMAGNE, 192, 545, 565, 706.
 CHATEAUBRIAND (F.R.), 207, 209, 212, 216, 455, 630, 657.
 CLEMENCEAU (G.), 81, 298, 398, 408, 684, 705.
 CLOVIS, 489-491, 544.
 COLBERT (J.B.), 536.
 COMTE (A.), 68, 100, 138, 149, 157, 164-165, 179, 194, 212, 340, 381, 450, 471, 492-493, 520, 531-535, 541, 631, 661.
 COPPEE (F.), 453.
 CORNEILLE (P.), 210, 368, 455, 566.
 CURTIUS (E.), 568.
 DANTE, 363, 630.
 DANTON (G.J.), 480.
 DAUDET (A.), 160.
 DAUDET (L.), 139, 160-161, 176, 180, 232-236, 358, 378-379, 636, 701.
 DARWIN (C.), 82, 535.
 DELAHACHE (G.), 589.
 DELCASSE (T.), 295, 297, 300, 397-398.
 DEMOSTHENE, 628.
 DEROULEDE (P.), 452, 470, 704.
 DESCARTES (R.), 145-146, 156, 280, 282, 566, 584.
 DESCHANEL (P.), 398.
 DIGEON (C.), 11, 35, 39, 78, 139, 141, 231, 234, 256, 413, 418, 422, 615.
 DIMIER (L.), 359, 504.
 DOMENACH (J.M.), 51, 419, 444, 480, 619, 642, 665, 694, 698-700.
 DOMINIQUE (P.), 486, 505, 519.
 DOSTOÏEVSKI (F.M.), 382 .
 DOUMIC (R.), 434.
 DRACHKOWITCH (M.), 260,
 DREYFUS (A.), 22, 79, 95-98, 121, 127, 227, 237, 250, 252, 258, 261, 267, 299, 330, 391, 394-398, 411, 419-421, 424-425, 430, 462, 573, 576-581, 593, 598, 604-605, 618, 634-635, 637, 647, 660, 666, 668, 670, 682-683, 687, 689, 695.
 DRIEU LA ROCHELLE (P.), 701.
 DROZ (J.), 43.
 DRUMONT (E.), 268, 430, 666.
 DUHOURCAU (F.), 41.
 DURKEIM (E.), 16, 301, 641.
 DURUY (V.), 13, 81, 231.
 ENGELS (F.), 58, 224, 245, 246, 258.
 EXNER (F.), 85.
 FAGUET (E.), 222.
 FAVRE (G.), 297, 611, 667.
 FERRY (J.), 16, 122, 232, 391, 403-404, 406 , 424, 585, 622, 635.
 FREDERIC-GUILLAUME IV, 318.
 FICHTE (J.G.), 19, 25-26, 32-33, 37-39, 42-44, 50, 121, 144, 153, 166-181, 184, 188, 200, 222, 236, 245, 250, 253-254, 276, 314, 336, 339-341, 357, 379, 413-416, 419, 421, 424-426, 494, 526, 547, 563, 613, 625, 653.
 FINKIELKRAUT (A.), 107, 304, 560, 562, 618, 636-637, 664.
 FLAUBERT (G.), 11.
 FOCH (F.), 706.
 FOURIER (C.), 67.
 FRANCE (A.), 25-26, 81, 145, 229, 437, 464, 506.

FRANTZ (C.), 570.
 FREDERIC II, 221.
 FUSTEL DE COULANGES (N.D.), 15-16, 422, 545.
 GAGERN (H. von.), 318.
 GAMBETTA (L.), 15, 92, 406, 408, 477.
 GAULLE de (Ch.), 710.
 GIRARDET (R.), 69, 422, 444, 619.
 GOBINEAU de (J.A.), 230-231, 388.
 GODDARD (J.C.), 39.
 GOETHE (J.W.), 3, 25, 28, 41, 93, 110, 120, 125, 129, 133, 141, 171, 183, 185, 205, 222, 245, 315-316, 321, 334, 356, 377-378, 419, 439, 476, 566, 571, 681.
 GOUHIER (H.), 23.
 GOYA de (F.J.), 583.
 GOYET (B.), 140.
 GREVY (J.), 395, 700.
 GUAITA (S.), 42, 71.
 GUESDE (J.), 255, 256, 260, 260-261, 275, 589.
 GUILLAUME II, 12-13, 204-205, 220-222, 252, 260, 262-263, 295, 302, 319,330, 353, 397-398, 406, 518, 569, 571, 585, 594.
 GUIZOT (F.), 200.
 GUYOTAT (J.), 74.
 HAFIZ (M.), 402.
 HARTMANN (E. von.), 25, 26, 37-40, 44, 46, 53, 69, 120, 425.
 HAECKEL (E.), 82.
 HALEVY (D.), 283, 327, 371, 380, 397, 565, 577-578, 580, 583, 589, 621, 622, 646, 668, 676, 682, 697.
 HEGEL (G.W.F.), 25, 28, 37-38, 50, 52, 53, 55-56, 61, 63-65, 69, 95, 107, 172, 201-202, 224, 236, 342, 347, 366, 381, 419, 425, 459, 566, 584, 643.
 HEINE (H.), 25, 41, 102, 171, 206 , 223, 254, 317, 572.
 HENRI IV, 511, 645.
 HERDER (J.G.), 120, 253, 314, 418.
 HEREDIA de (J.M.), 701.
 HERVE (G.), 256, 265, 300-301, 307, 576, 581, 588, 590-593, 642, 645.
 HERR (L.), 98, 243-244, 247-249, 251-253, 277, 301, 315, 593, 597, 636, 641, 702.
 HILEBRAND (G.), 248.
 HITLER (A.), 710.
 HOMERE, 307, 363, 529, 630.
 HUGO (V.), 207, 209-210, 314-315, 368, 422, 453, 470, 566, 673, 706, 710.
 JAURES (J.), 55-56, 239, 243-244, 247-248, 253-255, 257-258, 276, 306, 315, 344, 398, 424, 556, 571, 576, 581, 588-593, 595, 636, 640, 642-647, 684, 689, 692, 702.
 JEANNE D'ARC, 309, 553, 561, 565-566, 605, 608, 623-624, 686, 706.
 KANT (E.), 25, 28, 31, 69, 72, 95-96, 100, 102-106, 110, 114, 117, 119, 144-145, 147, 151-154, 155-166, 175, 184, 200-202, 212-213, 219, 233-234, 236, 240, 245, 249-250, 253-254, 276-277, 280-286, 315, 347-351, 357, 362, 367, 373-374, 379, 443, 448, 499, 531, 533-534, 538, 550, 571, 584, 623, 630, 643.
 KAUTSKY (K.), 257-258, 263-264, 268, 338.
 KEDOURIE (E.), 179.
 KESSEL (L.), 248.
 KROPOTKINE (P.), 245.
 LAFARGUE (P.), 261.
 LA FONTAINE (J.), 439, 607.
 LAGARDE (P.), 570.
 LAMARTINE de (A.), 207, 209, 210, 645.
 LAMENNAIS de (F.), 207, 210.
 LANGEVIN (P.), 641.
 LASKINE (E.), 225.
 LASSERRE (P.), 139, 358, 373, 376-378, 702.
 LA TOUR DU PIN de la (R.), 346.

LAVISSE (E.), 16, 593-594, 597.
 LAZARE (B.), 370.
 LE BON (A.), 432.
 LECONTE DE LISLE, 391, 422, 424.
 LECUYER (G.), 492-493, 617.
 LEIBNIZ (G.W.), 141, 171, 183, 185, 236, 276, 356, 566, 650.
 LEMAITRE (J.), 453.
 LE PLAY (F.), 520.
 LEMUD de (A.), 127.
 LE RIDER (J.), 370, 374, 378, 381.
 LEROUX (P.), 259.
 LEVY- BRÛLH (L.), 301.
 LICHTENBERG (G-C.), 85.
 LIEBKNECHT (W.), 245, 250, 258, 261, 266-267.
 LIST (F.), 167, 388, 570, 613.
 LOTTE (J.), 599, 601, 690.
 LOUIS XIV, 12, 275, 465, 509, 566, 706.
 LOUIS XVI, 513, 566, 658.
 LOUIS XVIII, 511, 516.
 LOYOLA (I.), 500.
 LUR-SALUCES de (E.), 504.
 LUTHER (M.), 55, 144, 146, 150, 152, 158, 161, 166, 181, 184-185, 192, 195, 200, 222, 253-254, 306, 331, 357, 385-386, 491, 494, 497-498.
 LUTHNER (K.) , 248.
 LUXEMBOURG (R.), 258, 267-268.
 LYAUTEY (L.H.), 404, 706.
 MACAULAY (T.), 216.
 MACHIAVEL (N.) , 381, 538, 666.
 MAC-MAHON (P.), 408, 595.
 MADAULE (J.), 76.
 MAISTRE de (J.), 209, 376, 520, 657.
 MALHERBE de (F.), 210.
 MALRAUX (A.), 76, 444.
 MARC-AURELE, 472.
 MARITAIN (J.), 297.
 MARTIN DU GARD (M.), 470.
 MARX (K.), 55-58, 61, 64, 224-225, 244-246, 250, 252, 254, 258, 261, 269, 271-272, 342-343, 347, 530, 542.
 MASSIS (H.), 37, 158, 235, 327, 548, 685, 690, 696, 701.
 MAURIAC (F.), 701.
 MAUROIS (A.), 701.
 MENARD (L.), 628.
 METTERNICH de (Prince), 518.
 MEYER (A.), 669.
 MICHELET (J.), 29, 53, 88, 207, 209-210, 314, 424, 448, 470, 525, 573-574, 653.
 MIEVILLE (H.), 78.
 MILLERAND (A.), 255, 258, 276, 675, 706.
 MISTRAL (F.), 134-135, 145, 363, 520, 630.
 MOLIERE, 439, 566.
 MOMMSEN (T.), 568.
 MONOD (G.), 196-197, 635.
 MONTESQUIEU de (C.), 155.
 MONTESQUIOU de (L.), 359, 504.
 MONTHERLANT de (H.), 636, 701.
 MOREAU (L.), 377, 379.
 MOREAU (P.), 81.
 MOURRE (M.), 177, 213, 362, 487, 520, 525, 544, 653.

MUSSET de (A), 362.
 NAPOLEON 1^{er}, 91, 390, 436, 455, 471, 509, 516, 555, 585, 706.
 NAPOLEON III, 13, 74.
 NERVAL de (G.), 363, 630.
 NIETZSCHE (F.), 19, 25, 77, 80, 120, 171, 183, 185, 316, 360, 364-384, 572, 643, 665.
 NOAILLES de (A.), 644.
 NOLENT (E.), 55.
 ORY (P.), 534, 702.
 PAPINI (G.), 381, 382.
 PASCAL (B.), 83, 158, 215, 236, 368, 370, 372, 566, 665, 682.
 PAVLOV (I.), 638.
 PECAUT (F.), 232.
 PESLOŮAN de (C.L.), 611, 683.
 PHILONENKO (A.), 170.
 PLATON, 236, 282, 371, 373, 382-383, 605, 688.
 POINCARÉ (R.), 206, 594, 599, 622, 676, 702, 705-706.
 POLYEUCTE, 309.
 PRELOT (M.), 451.
 PRESSENSE de (F.), 588, 592-593, 606, 647-648.
 PROUDHON (P.J.), 61, 224, 245, 258, 347, 595, 650.
 PROUST (M.), 701.
 PSICHARI (E.), 584, 687.
 PUJO (M.), 139, 358, 702.
 QUINET (E.), 595.
 RACINE (J.), 368, 439, 455, 530, 566.
 RATZEL (F.), 388.
 RAUH (F.), 301.
 RECLUS (M.), 599.
 REINACH (J.), 634, 672, 676.
 REMOND (R.), 236, 504.
 RENAN (E.), 11, 15-16, 34, 56, 80, 98-99, 368, 373, 376, 422, 425, 520, 544, 613.
 RIBY (J.), 601, 690.
 RICHER (C.), 299.
 RICHELIEU, 275, 311-312, 536, 658-659.
 ROBERTY de (Pasteur.) : 371.
 ROBESPIERRE de (M.), 656, 658.
 ROCHEFORT (H.), 16, 238, 404, 666.
 ROLLAND (R.), 276, 295, 298, 301, 310, 381, 646, 705.
 RONSARD de (P.) , 151, 210, 455.
 ROTH (F.), 220.
 ROUSSEAU (J.J.), 31, 52, 55, 100-102, 144, 151-158, 162, 166, 169, 184, 199, 200-202, 211-213, 215, 224, 347, 357, 374, 498, 534, 656.
 ROUVIER (M.), 295, 297, 398.
 SABATIER (A.), 433.
 SAFFREY (A.), 683.
 SAINT-DOMINIQUE : 500.
 SAINT-JEROME, 497.
 SAINT-LOUIS, 309, 565-566, 607.
 SAINT-SIMON (C.H.), 67.
 SAINT-THOMAS, 236.
 SAND (G.), 210, 213, 362.
 SANGNIER (M.), 501.
 SAVIGNY (F.K.von.), 245-246,
 SCHELLING (F.W.J. von.), 25,172, 236.
 SCHILLER (F. von.), 120, 247, 315-316, 356, 566, 571.
 SCHIPPEL (M.), 248, 258.

SCHOPENHAUER (A.), 25, 26, 29, 37-38, 40-41, 69, 72, 106, 120, 171, 183, 185, 276, 341, 425, 444.
SEAILLES (G.), 301.
SEE (E.), 232, 635.
SEIGNOBOS (C.), 301, 362, 588, 593, 641, 647.
SEMBAT (M.), 81.
SHAKESPEARE (W.), 222.
SLAMA (A.G.), 218.
SOCRATE, 472.
SOPHOCLE, 520, 628.
SOURY (J.), 80-87, 98-99, 469.
SOREL (G.), 371, 578, 619, 639.
SPENCER (H.), 82, 381, 535.
SUARES (A.), 381-382.
SUTTON (M.), 162, 179-180, 497, 520, 550.
STAËL de (Madame.), 158, 230.
STEEG (J.), 232, 635.
STENDHAL, 368, 373.
STERNHELL (Z.), 69, 79.
TAINÉ (H.), 11, 15, 16, 34, 56, 98-99, 117, 338-339, 368, 391, 422, 424-425, 447, 454, 457, 520, 528, 653.
TARDE de (A.), 235.
THARAUD (J et J.), 134, 297, 400, 683-684.
THIBAUDET (A.), 102, 144, 148, 179, 189, 191, 197, 207, 209, 211, 495, 518, 669.
THIERS (A.), 595.
THOMAS (A.), 249, 588.
THUCYDIDE, 376.
TISSOT (V.), 27, 330.
TOUCHARD (J.), 22, 78, 433, 613, 617, 685, 699, 702.
TREITSCHKE (H. von.), 180, 302, 388, 613.
TURENNE, 566.
TZARA (T.), 705.
VACHER DE LAPOUGE (G.), 388.
VAJDA (S.), 78, 431, 636, 680, 682.
VALOIS (G.), 379, 590.
VARIOT (J.), 611.
VAUGEOIS (H.), 139, 234, 268, 358, 504.
VAZEILLE (A.), 598.
VINCI de (L.), 439.
VIRGILE, 215, 363, 630 .
VOLTAIRE , 155, 373, 376.
WAGAR (W. W.), 43.
WAGNER (R.), 29-31, 44, 73, 77, 114, 366, 368, 379, 382.
WALDECK-ROUSSEAU (P.), 576.
WEYEMBERG (M.), 156.
WINOCK (M.), 22, 412, 613.
WYZEWA (T.), 38, 73, 341, 370.
ZOLA (E.), 85, 250, 396, 452, 634.

Résumé :

Barrès, Maurras et Péguy face au germanisme.

La période 1870-1914 met en exergue un saisissant contraste négatif d'images entre une Allemagne victorieuse et une France vaincue. L'étude du « germanisme » comme représentation psychologique de ce contraste, permet de déconstruire le lien de causalité qui existe entre celui-ci et la naissance en France du nationalisme « post-Sedan » dominé par Barrès, Maurras et Péguy. Par une approche psychologique le « germanisme » est exploré chez ces trois auteurs du processus au produit, puis il est comparé. Il est possédé par l'angoisse d'une France affaiblie face à une Allemagne caractérisée par la puissance de l'abstraction pour Barrès, la consécration de « l'homme allemand des origines » pour Maurras et la brutalité de la modernité pour Péguy. Si les processus sont hétérogènes et reflètent bien la diversité de ces auteurs, les produits sont plutôt homogènes dans le rejet des valeurs allemandes.

Le « germanisme » en entraînant une même réaction psychologique dans un « refus de subir » et une volonté « d'affirmation de soi » pour une « France redéfinie » déclenche, puis régule le nationalisme « post-Sedan ». Cette idéologie apparaît alors comme une méthode de conditionnement social de la France, en voulant exercer une action de « renforcement » qui commence prioritairement par l'intérieur.

La différence de personnalité de ces auteurs se retrouve aussi dans l'hétérogénéité du nationalisme « post-Sedan », dont le but commun essentiel réside dans cette volonté frénétique et obsessionnelle : « il faut faire la guerre à l'Empire allemand, la gagner, et le dissoudre ».

Abstrat :

Barrès', Maurras' and Péguy's approach to Germanism.

The period 1870-1914 highlights a striking negative contrast between images of a victorious Germany and images of a defeated France. The study of « Germanism » as a psychological representation of this contrast allows us to « deconstruct » the causal relation existing between the latter and the birth of the « post-Sedan » nationalism dominated by Barrès, Maurras and Péguy.

Through a psychological approach, « Germanism » as seen by these three authors is examined from process to product, then compared. For Barrès, it is dominated by the anguish of a weakened France opposed to Germany, which is characterised by the power of abstraction ; for Maurras, it is dominated by the recognition of the « original German man » ; and for Péguy, it is dominated by a brutal modernity. Whereas these processes are heterogeneous and do show the differences between these authors, the products are rather homogeneous in that they all reject the German values.

« Germanism », which results in the same psychological reaction, that is a « refusal to suffer » and a desire for a « self-assertion » for a « redefined France », starts then regulates the « post-Sedan » nationalism. This ideology aiming at carrying out a « strengthening » action that first starts from the inside thus appears as a method of social conditioning of France.

The different personalities of these authors can also be found in the heterogeneity of the « post-Sedan » nationalism, whose main common aim lies in this frenzied and obsessional willingness : « we must wage war against the German empire, win this war and break up the Empire ».

Mots clés :

BARRES
MAURRAS
PEGUY
1870-1914
FRANCE-ALLEMAGNE
REPRESENTATION
GERMANISME
NATIONALISME

Intitulé et adresse de l'Ecole doctorale :

Ecole Pratique des Hautes Etudes
Ecole doctorale 1 « Histoire, Archéologie, Linguistique »
45-47, rue des Ecoles
75005 PARIS
☎ 01/40/46/33/91
Télécopie : 01/40/46/34/99
Courriel : Ecole-Doctorale.Edel@ephe.sorbonne.fr
Directeur de l'Ecole doctorale : Danielle Jacquart, directeur d'études à l'EPHE